LES
CODES
LARCIER

République démocratique du Congo

TOME VI

Droit public et administratif

◆

Vol. 2 – Droit administratif

LES CODES LARCIER

République démocratique du Congo

TOME VI

Droit public et administratif

◆

Vol. 2 – Droit administratif

LARCIER

AFRIQUE EDITIONS

LES
CODES
LARCIER

publiés sous la direction juridique de

Luhonge KABINDA NGOY
Procureur général de la République
Président du comité scientifique

Katuala KABA KASHALA
Avocat général de la République près la Cour suprême de justice
Directeur général du Service de documentation et d'études
Membre de la Commission de réforme du droit congolais
Coordonnateur général du comité scientifique

Nsampolu IYELA
Président émérite de la Cour suprême de justice
Coordonnateur du comité scientifique

Mukadi BONYI
Avocat près la Cour suprême de justice
Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa
Coordonnateur du comité scientifique

Mutombo KABELU
Président émérite de la Cour suprême de justice

Yenyi OLUNGU
Premier avocat général de la République près la Cour suprême de justice

Kalambayi LUMPUNGU
Avocat à la Cour d'appel
Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa

Nzangi BATUTU
Premier président de Cour d'appel
Conseiller à de la Cour suprême de justice

Kabumbu MBINGA BANTU
Premier président de la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe

et grâce à la collaboration de

Vincent DE HERDT

KABINDA NGOY
Avocat au barreau de Lubumbashi

MASENGO TSHIKANDA
Avocate au barreau de Kinshasa-Gombe

Pascale MORITZ-BONNECHÈRE

NGOY LUMBU MALENGELA
Magistrat

Marie NERINCX

SENGA LISAMBULIYE
Directeur général adjoint du Journal officiel

Jean-Michel TURLOT
Avocat au barreau de Kinshasa-Gombe

Geneviève VAN BOXSTAEL

© De Boeck & Larcier s.a., 2003 – Rue des Minimes 39 – 1000 Bruxelles

Les rédacteurs et les éditeurs apportent leurs meilleurs soins à la publication des présents textes coordonnés des Codes Larcier, mais ne sont en aucun cas tenus à une obligation de résultat, certaines erreurs ayant pu échapper à leur vigilante attention.

Tous droits réservés. Aucun extrait de cet ouvrage ne peut être reproduit, ni saisi dans une banque de données, ni communiqué au public, sous quelque forme que ce soit, électroniquement, mécaniquement, par photocopie, film ou autre, sans le consentement écrit et préalable de l'éditeur.

D2003/0031/99 ISBN 2-8044-0973-2

LARCIER

Avant-propos

L'édition des *Codes Larcier de la République démocratique du Congo* comprend une sélection de textes légaux en vigueur en République démocratique du Congo, répertoriés jusqu'au 30 juin 2003. Ainsi, sont publiés notamment la Constitution de la transition, la loi relative aux nouvelles procédures fiscales, la loi portant restauration du terme « impôt », les décrets-lois portant création et organisation de l'agence nationale de renseignement, de la Direction générale de migration, les décrets portant création et organisation de la maison civile et de la maison militaire du Chef de l'État, le décret créant la Direction générale des impôts ainsi que le décret portant création et statuts de la Réserve stratégique générale. Plusieurs autres matières ont été intégrées dans les Codes : la taxe terminale sur les communications internationales entrantes, les modalités de calcul et de perception des acomptes et précomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits, le nouveau tarif des droits et taxes à l'importation et à l'exportation, l'évaluation en douane des marchandises...

L'objectif du comité scientifique et de l'éditeur est de mettre à la disposition du public intéressé par la législation congolaise – et particulièrement des juristes, quel que soit leur domaine d'activité – un outil de travail complet, efficace et pratique. La réalisation des *Codes Larcier de la République démocratique du Congo* intervient après un période de plus de trente ans d'absence de codification. Au regard de ce contexte particulier, il est possible que l'un ou l'autre texte n'ait pu être recensé, collecté ou correctement référencé au sein des Codes. Ainsi l'éditeur accueillera avec intérêt toute information permettant d'améliorer cette œuvre de codification.

Afin de faciliter la consultation des Codes et de permettre une bonne compréhension de la portée des actes publiés, le lecteur se référera, au préalable, aux notes qui retracent l'évolution de la nomenclature des textes légaux, de la terminologie et des sources documentaires. Par souci de fidélité, l'éditeur a veillé à ne pas altérer le corps des textes. Les sources sont indiquées en italique.

L'éditeur

Notes liminaires

Les sources documentaires en République démocratique du Congo

La législation congolaise publiée dans les Codes Larcier couvre plus d'un siècle d'histoire du Congo. Depuis l'État indépendant du Congo jusqu'à la République démocratique du Congo, en passant par le Congo belge et la République du Zaïre, les textes légaux ont connu plusieurs modes de publications : affichage, insertion dans un document officiel, diffusion par les médias officiels (radio et télévision), etc.

Seule l'insertion dans un document officiel de publication a permis une bonne conservation des textes et une facilité de consultation pour les praticiens du droit et les chercheurs. Il a donc paru nécessaire d'attirer l'attention du lecteur sur l'évolution de leur dénomination.

À l'époque de l'État indépendant du Congo (1885-1908), les textes légaux sont insérés dans le *Bulletin Officiel* (B.O.). Pendant la période du Congo belge, de 1908 jusqu'à 1959, deux documents officiels coexistent: le *Bulletin officiel du Congo belge* (B.O.) pour la publication des actes législatifs et *le Bulletin administratif* (B.A.) pour les actes administratifs. Ces deux documents ont fusionné en 1959 pour donner naissance au *Moniteur congolais* (M.C.), reprenant à la fois les actes législatifs et les actes administratifs d'intérêt général.

Après l'indépendance, sous la loi fondamentale, l'insertion au *Moniteur congolais* est retenue comme mode de publication. Parallèlement, le Katanga connaît le *Moniteur katangais*, destiné à publier les dispositions législatives et administratives de la province du Katanga alors en sécession.

À l'avènement de la Constitution du 24 juin 1967, les textes officiels continueront à paraître dans le *Moniteur congolais*. En 1972, le *Moniteur* deviendra *Journal officiel de la République du Zaïre* (J.O.Z.) et, à partir de 1997, *Journal officiel de la République démocratique du Congo* (J.O.RDC.).

D'autre part, depuis quelques temps, pour des raisons d'ordre économique et conjoncturel particulières, le *Journal officiel* n'a pu paraître de manière régulière. L'éditeur a néanmoins rassemblé les textes légaux en vigueur en ce compris ceux qui n'ont pas connus une publication officielle. Sans vouloir préjuger de la valeur de ces textes, et surtout dans le souci de rendre possible toute vérification, il a décidé de les publier *in extenso*, tout en prenant soin d'en indiquer la source exacte.

Utilisation des notes dans les Codes

La diversité des sources des actes répertoriés dans le cadre de la codification de la législation congolaise impose à l'éditeur, par rigueur scientifique, la publication d'informations complémentaires. Il a été décidé que ces informations se présenteraient sous forme de notes rattachées aux différents actes concernés.

Ainsi, tout au long des Codes seront repris, chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, les notes suivantes :

a) *« Cet acte n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel. »*

Cette mention sera utilisée dans les deux situations suivantes :

– l'éditeur n'a trouvé aucune trace de la publication officielle de l'acte concerné ;

– l'acte concerné a fait l'objet d'une publication dans une source autre que le Journal officiel. Dans ce cas, la mention de la source d'où provient le texte est spécifiée. Il peut s'agir du ministère dont émane l'acte ; de publications officielles de certains services de l'État ; de sites officiels d'organismes nationaux ou internationaux et quelques fois de sources privées faisant autorité (ouvrages de codification dans certaines matières, recueils d'origine privée des textes légaux et réglementaires).

b) *« L'éditeur ne dispose pas de l'intégralité du texte. »*

Cette note est utilisée lorsque l'éditeur ne possède pas le contenu de l'acte juridique mais que, au regard de l'importance que pourrait revêtir ce dernier, il a néanmoins jugé utile d'en faire mention.

Nomenclature des textes légaux congolais

La République démocratique du Congo connaît, dans son architecture légale, plusieurs types de textes dont les dénominations diffèrent selon l'époque de leur entrée en vigueur. Deux actes peuvent porter une même appellation, sans toutefois revêtir nécessairement la même portée juridique. En effet, alors qu'un décret de 1930 est un acte législatif émanant du Roi, il est un acte réglementaire du Premier ministre en 1995 et, trois ans plus tard, un acte réglementaire du chef de l'État. Le lecteur prêtera dès lors attention à la date du texte et à l'organe duquel il émane pour en connaître la portée exacte.

Deux grandes périodes sont à prendre en considération, la législation coloniale d'une part et la législation post-coloniale d'autre part.

La législation coloniale

Durant la période antérieure à 1960, les textes légaux comprennent les *décrets royaux*, les *règlements*, les *arrêtés royaux*, les *arrêtés-lois*, les *ordonnances du Gouverneur général* et les *ordonnances législatives*.

Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, le Parlement belge et le Gouverneur général dans la colonie. La *loi*, votée par le Parlement et promulguée par le Roi, intervient dans toute matière. Le Roi exerce également le pouvoir législatif par voie de décret lorsqu'il s'agit de matières qui ne sont pas réglées par la loi. Il agit sur proposition du ministre des Colonies.

Le pouvoir exécutif appartient au Roi des Belges qui l'exerce par voie de *règlements* et *d'arrêtés royaux*. Dans la colonie, ce pouvoir est délégué au Gouverneur général ou au vice-Gouverneur général, qui l'exerce par voie d'*ordonnances*. Dans certains cas particuliers, le Gouverneur général a le pouvoir de suspendre l'exécution des *décrets* et de prendre des ordonnances ayant force de loi, appelées *ordonnances législatives*.

La législation post-coloniale

Pour cette période, le lecteur distinguera les textes à caractère législatif (*lois*, *décrets-lois* ou *ordonnances-lois*) des textes à caractère réglementaire (*ordonnances*, *décrets* et *arrêtés*).

La *loi*, au sens strict, est votée par l'organe législatif qui a revêtu plusieurs formes et a porté différentes dénominations (Assemblée nationale, Conseil législatif, Parlement, Haut conseil de la République-Parlement de

Transition, Assemblée constituante et législative-Parlement de Transition), quel que soit le mode de désignation de ses membres. La loi est ensuite promulguée par le président de la République.

En outre, le président de la République, en vertu d'une délégation de pouvoir par le législateur, à l'initiative de ce dernier ou à la requête du chef de l'État lui-même, peut prendre des actes ayant force de loi, appelés *décret-loi* ou *ordonnance-loi* selon les époques (*décrets-lois* sous la Loi fondamentale de 1960, la Constitution de 1964 et le décret-loi constitutionnel de 1997 ; *ordonnances-lois* sous la Constitution du 24 juin 1967 plusieurs fois modifiée, ainsi que sous l'Acte constitutionnel harmonisé relatif à la période de Transition de 1993 et sous l'Acte constitutionnel de Transition du 9 avril 1994).

En ce qui concerne les textes réglementaires, le lecteur distinguera les *ordonnances* ou *décrets* du chef de l'État, les *arrêtés* des ministres ou des gouverneurs des provinces et, particulièrement pour la période 1993-1997, les *décrets* du Premier ministre.

Les *ordonnances* ou *décrets* du chef de l'État sont des textes de même nature, pris par le président de la République en vertu des prérogatives qui lui sont reconnues par la Constitution. La Loi fondamentale de 1960, la Constitution de Luluabourg de 1964 ainsi que le décret-loi constitutionnel de 1997 optent pour l'appellation «*décret*», alors que la Constitution de 1967 (article 45), l'Acte constitutionnel harmonisé relatif à la période de Transition de 1993 (article 35) et l'Acte constitutionnel de Transition du 9 avril 1994 (article 43), choisissent l'appellation «*ordonnance*».

Durant la période 1993-1997, l'Acte constitutionnel harmonisé relatif à la période de Transition (article 93 alinéa 2) et l'Acte constitutionnel de Transition (article 80 alinéa 2) disposent que le Premier ministre exerce son pouvoir réglementaire par voie de décret.

Enfin, les arrêtés, actes réglementaires généraux, collectifs ou individuels, sont l'émanation des ministres (arrêté ministériel ou départemental et interministériel ou interdépartemental) ou des gouverneurs de province (arrêté provincial).

Évolution du vocabulaire dans les textes légaux

L'édition des Codes du Congo pose un délicat problème d'adaptation. Le pays a en effet connu plusieurs changements d'ordre institutionnel entraînant à chaque fois des réformes sur le plan de la terminologie. Les textes légaux quant à eux n'ont pas connu une mise à jour systématique, avec, pour conséquence, la survivance d'appellations devenues anachroniques.

Le lecteur remarquera que l'éditeur n'a pas touché au corps des textes par souci d'éviter toute altération. La liste présentée ci-dessous a pour objectif de faciliter la compréhension des dispositions contenant des dénominations ayant évolué.

Anciennes dénominations	*Nouvelles dénominations*
Organismes, institutions et entreprises	
Air-Zaïre ou Air-Congo	Lignes Aériennes Congolaises (LAC)
Association Nationale des Entreprises du Zaïre (ANEZA)	Fédération des Entreprises du Congo (FEC)
Banque du Zaïre	Banque Centrale du Congo
Bulletin Administratif (B.A.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Bulletin Officiel (B.O.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Centre National des Recherche et d'Investigation (C.N.R.I.)	Agence Nationale des renseignements (A.N.R.)
Journal officiel de la République du Zaïre (J.O.Z.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Moniteur congolais (M.C.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Société Nationale des Chemins de Fer Zaïrois (SNCZ)	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais (SNCC)
Zaïre monnaie	Francs congolais
Nouveaux-zaïre	Francs congolais
Autorités publiques	
Chef de collectivité-chefferie	Chef de chefferie
Chef de collectivité-secteur	Chef de secteur
Commissaire d'État	Ministre
Commissaire de région	Gouverneur
Commissaire de zone rurale	Administrateur du territoire
Commissaire de zone urbaine	Bourgmestre
Commissaire de zone urbaine assistant	Bourgmestre adjoint
Commissaire sous-régional	Commissaire de district
Commissaire sous- régional assistant	Commissaire de district assistant
Commissaire urbain	Maire
Commissaire urbain assistant	Maire adjoint

Le lecteur notera aussi que certaines appellations ne trouvent pas de correspondance dans l'ordre juridique en vigueur. C'est notamment le cas du « Gouverneur général », du « Service des affaires indigènes », du « Secrétariat général de la colonie », du « Comité spécial du Katanga », et du « Comité national du Kivu ». Il revient au législateur de procéder à la mise à jour des textes en les adaptant à la réalité socio-juridique du moment.

L'éditeur n'a pas pris en compte la question de l'applicabilité au Rwanda et au Burundi des textes relatifs à l'ancienne colonie du Ruanda-Urundi.

En ce qui concerne les amendes, les taxes et autres montants fixés soit en francs (anciens), soit en zaïres, il faudra attendre l'intervention du législateur, seul habilité à déterminer la valeur actuelle de ceux-ci en Francs congolais, unité monétaire actuellement en cours (voir *décret-loi 080 du 17 juin 1998*).

Abréviations

Annales parl.	Annales parlementaires
A.M.	Arrêté ministériel
Arr. intermin.	Arrêté interministériel
Arr. dép.	Arrêté départemental
Arr. interdép.	Arrêté interdépartemental
A.R.	Arrêté royal
Arr.	Arrêté
Arr. conjoint	Arrêté conjoint
Arr. Gouv. Gén.	Arrêté du gouverneur général
A.-L.	Arrêté-loi
B.A.	Bulletin administratif
B.A.C.	Bulletin administratif et commercial
B.O.	Bulletin officiel
Circ.	Circulaire
Circ. dép.	Circulaire départementale
Circ. Gouv. Gén.	Circulaire du gouverneur général
Circ. min.	Circulaire ministérielle
Circ. règl.	Circulaire règlement
C.civ.	Code civil
C.com.	Code de commerce
C.jud.	Code judiciaire
Conv.	Convention
Pén.	Code pénal
Conv. coll.	Convention collective
Déc.	Décision
Déc. d'État	Décision d'État
Déc. min.	Décision ministérielle
Décl.	Déclaration
Décr.	Décret
D.-L.	Décret-loi
D.-L. const.	Décret-loi constitutionnel
Dir.	Directive
Doc. parl.	Documents parlementaires
Instr.	Instruction
J.O.RDC	Journal officiel de la République démocratique du Congo
J.O.Z.	Journal officiel de la République du Zaïre
L.	Loi
Mon.	Moniteur belge
M.C.	Moniteur congolais
Ord.	Ordonnance
O.-L.	Ordonnance-loi
Prot.	Protocole
Rec. us ou R.-U.	Recueil usuel de la législation

Table des matières

ACTES ET SCEAUX OFFICIELS

23 décembre 1970 – ORDONNANCE 70-339 relative aux formes de promulgation des lois par le président de la République. (*M.C.*, n°1, 1er janvier 1971, p. 6) 3

24 août 1990 – ORDONNANCE 90-177 portant réglementation des sceaux officiels de la République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1990, p. 12) 3

28 mars 2003 – DÉCRET 046-A/2003 portant création, organisation et fonctionnement d'un service spécialisé dénommé «Journal officiel de la République démocratique du Congo», en abrégé «J.O.R.D.C.». (*J.O.RDC.*, n°8, 15 avril 2003, p. 26) 4

AIDE SOCIALE

7 juin 1995 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AFF.SO/060/95 fixant les conditions d'agrément des services d'action sociale ou centres privés à vocation sociale. (*Ministère des Affaires sociales*) 10

5 février 2002 – DÉCRET 009/2002 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Fonds social de la République démocratique du Congo, en sigle «F.S.R.D.C.». (*Présidence de la République*) 10

5 août 2002 – LOI 010-2002 portant institution de la pension spéciale pour les anciens présidents de la République et de la rente de survie en faveur des conjoints et des orphelins des anciens présidents de la République et des héros nationaux décédés. (*Présidence de la République*) 13

CULTURE

23 août 1967 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 225. – Commission de censure de la musique. — Création. (*M.C.*, 1967, p. 769) 15

11 mars 1970 – ORDONNANCE 70-089 portant création d'un Institut des musées nationaux. (*M.C.*, n°7,1er avril 1970, p. 210) 16

31 mars 1975 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 007/BUR/CECA/75 portant interdiction des exportations et du commerce d'objets d'antiquité zaïrois. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1975, p. 596) 16

25 avril 1975 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 008/BUR/CECA/75 portant création d'une Commission nationale des monuments publics. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 675) 17

25 avril 1975 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 009/BUR/CECA/75 portant création d'une Commission nationale pour la sélection d'œuvres d'art moderne destinées à la collection de l'État et aux expositions officielles nationales et internationales. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 676) 17

5 juillet 1976 – CHARTE culturelle de l'Afrique. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1989, p. 21) 17

6 juillet 1978 – ORDONNANCE 78-300 portant création du Théâtre national Mobutu Sese Seko. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1978, p. 27) . 21

6 juillet 1978 – ORDONNANCE 78-301 portant statut du personnel du Théâtre national Mobutu Sese Seko. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1978, p. 56) 23

11 juillet 1978 – LOI 78-013 portant régime général des archives. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1978, p. 7) 25

21 avril 1980 – ORDONNANCE 80-108 modifiant et complétant l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services de l'État, y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du Conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1980, p. 6) 27

8 janvier 1983 – CONVENTION portant création du Centre international des civilisations Bantu (CICIBA).(*Ministère de la Culture et des Arts*) 39

5 juin 1986 – ORDONNANCE 86-167 portant création d'un service chargé des questions de la francophonie. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1986, p. 28) 42

18 janvier 1989 – ORDONNANCE 89-010 portant création de la Bibliothèque nationale du Zaïre, en abrégé «B.N.Z.». (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 8) 43

26 janvier 1989 – ORDONNANCE 89-027 portant création d'un service public dénommé «Archives nationales du Zaïre», en abrégé «ARNAZA». (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 18) 43

13 août 1993 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 019/CAB/MJCA/93 portant création du centre culturel zaïrois dénommé «le Zoo». (*Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts*) 44

6 avril 1995 – DÉCRET 0009 portant création d'un projet culturel et scientifique dénommé observatoire des langues. (Ministère de la Culture et des Arts) 45

24 novembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 22/CAB/MCA/027/2001 portant mise en application du règlement intérieur de l'Observatoire des langues. (*Ministère de la Culture et des Arts*) 47

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

5 août 2002 – LOI 009-2002 portant création de l'ordre national «Héros nationaux». (*Présidence de la République*) 56

22 février 1977 – ORDONNANCE 77-039 déterminant les conditions d'octroi de l'Ordre national du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1977, p. 247) 56

16 novembre 1983 – ORDONNANCE 83-204 portant création de la médaille du mérite conjugal. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1983, p. 5) 57

16 novembre 1983 – ORDONNANCE 83-205 portant création de la médaille du mérite maternel. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1983, p. 6) 58

DOMAINE DE L'ÉTAT

22 juillet 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN.TP/01/003/97 portant création et organisation de la Commission de reconstitution du patrimoine immobilier de l'État. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*) 60

27 n°vembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN.TP/007/97 portant réglementation pour l'organisation des manifestations au Palais du peuple du Congo. (*J.O.RDC.*, n°23, 1er décembre 1997, p 15) 60

9 janvier 2001 – ARRÊTÉ CAB/MIN/TPAT-UH/004/K/2001 portant création de la Commission chargée d'identifier les patrimoines immobiliers du domaine public et privé de l'État. (*M.J.*, n°001, janvier à avril 2001, p. 138) 61

ENSEIGNEMENT

Généralités

22 septembre 1986 – LOI-CADRE 86-005 sur l'enseignement national. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 1986, p. 12) 62

17 juin 1967 – ORDONNANCE 67-263bis. – Marins détenteurs de diplômes étrangers. – Reconnaissance. (*M.C.*, 1967, p. 504) 73

29 mars 1968 – ORDONNANCE 68-125. – Autorisation aux détenteurs d'un certificat, licence ou brevet étranger d'exercer la fonction correspondante. (*M.C.*,1968, p. 714) 74

13 juin 1968 – ORDONNANCE 68-216 fixant le régime de gestion des enseignants étrangers recrutés par le gouvernement. (*M.C.*, n°12, 15 juin 1968, p. 941) 74

3 mai 1971 – ARRÊTÉ ED.NAT/CAB/0001/0007/71bis portant création d'un comité technique chargé d'étudier les langues nationales congolaises, d'en assurer et d'en contrôler la diffusion sur le plan pratique de l'enseignement. (*M.C.*, n°11, 1er juin 1971, p. 538) 75

13 août 1984 – CHARTE du Bureau africain des sciences de l'éducation. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 10) 75

2 août 1993 – ORDONNANCE 93-107 portant restructuration et organisation de la Commission nationale zaïroise pour l'Unesco. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1993, p. 7) 78

Bourses et prêts d'études

22 février 1977 – ORDONNANCE 77-018 portant réglementation relative à l'octroi des bourses et prêts d'études et de perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1977, p. 202) 82

23 mars 1978 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL ESRS/BCE/020/78 portant création et composition de la commission consultative interdépartementale de sélection des candidats boursiers à l'étranger. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1978, p. 28) 83

7 octobre 1981 – ORDONNANCE 81-159 portant modalités d'octroi et de remboursement des bourses d'études et perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 41) 83

6 octobre 1982 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL E.S.U./CABCE/0111/82 portant règlement de l'octroi du remboursement et du recouvrement des bourses d'études et de perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1983, p. 48) 84

Enseignement primaire, secondaire et professionnel

5 juin 1967 – ORDONNANCE-LOI 67-250 portant organisation des cycles supérieurs de l'enseignement secondaire. (*M.C.*, n°8, 15 avril 1968, p. 785) 85

30 mars 1978 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL EPS/BCE/001/0031/78 relatif à la délivrance des pièces scolaires. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1978, p. 25) 86

27 avril 1978 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL EPS/EDN/BCE/0001/0040/78 portant création du collège des conseillers du département de l'Enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1978, p. 29) 86

7 février 1979 – ORDONNANCE 79-021 portant organisation du Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1979, p. 18) 86

5 juin 1979 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE DEPS/BCE/0010198/1979 portant organisation de la structure de la cellule régionale de l'Inspection de l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1979, p. 33) 88

30 janvier 1982 – ARRÊTÉ DEPS/CCE/001/012/82 portant organisation au sein du département de l'Enseignement primaire et secondaire d'un secrétariat permanent de la réforme de l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1982, p. 45) 89

9 mars 1982 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DEPS/CCE/001/047/82 portant création d'un conseil de gestion dans les établissements d'enseignement national maternel, primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1982, p. 52) 89

7 juillet 1988 – ORDONNANCE 88-092 instituant un examen d'État en vue de l'obtention d'un diplôme d'État d'études secondaires du cycle long. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1988, p. 18) 90

15 août 1991 – ORDONNANCE 91-231 portant règlement d'administration relatif au corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. (*Présidence de la République*) 94

13 août 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL EDN/CAB.MIN/004/97 portant [sur] la gestion des fonds destinés et/ou générés par l'examen d'État. (*J.O.RDC.*, n°16, 15 août 1997, p. 31) 99

Enseignement supérieur, universitaire et recherche scientifique

3 octobre 1981 – ORDONNANCE-LOI 025-81 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire. (*J.O.Z.*, n° 20, 15 octobre 1981, p. 5) 100

7 octobre 1981 – ORDONNANCE 81-160 portant statut du personnel de l'enseignement supérieur et universitaire. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 43) 107

5 novembre 1982 – ORDONNANCE-LOI 82-040 portant organisation de la recherche scientifique et technique. (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1982, p. 11) 118

24 juillet 1970 – ORDONNANCE 70-222 portant statut de l'Institut pédagogique national. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1970, p. 693) 124

3 juillet 1971 – LOI 71-003 portant modification des dénominations des universités congolaises. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1975, p. 123) 126

11 septembre 1971 – ORDONNANCE 71-251 relative à l'organisation des instituts supérieurs techniques. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1971, p. 975) 127

11 septembre 1971 – ORDONNANCE 71-252 relative à l'organisation des instituts supérieurs pédagogiques. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1971, p. 976) 128

14 septembre 1972 – ORDONNANCE-LOI 72-045 portant création de l'École nationale des finances. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1973, p. 26) 129

5 août 1976 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 055 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 72-045 du 14 septembre 1972 portant création de l'École nationale des finances. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1976, p. 938) 130

8 août 1978 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL ESRS/BCE/083/78 portant fixation de conditions supplémentaires d'admission aux études à l'Université nationale du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°16, 31 août 1978, p. 34). 130

3 octobre 1981 – ORDONNANCE-LOI 81-027 relative à la collation des grades académiques au sein des instituts supérieurs pédagogiques. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 15) 131

3 octobre 1981 – ORDONNANCE-LOI 81-026 relative à la collation des grades académiques aux universités. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 13) 133

3 octobre 1981 – ORDONNANCE-LOI 81-028 relative à la collation des grades académiques au sein des instituts supérieurs techniques. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 17) 135

7 octobre 1981 – ORDONNANCE 81-155 portant création de la Commission permanente des études, en abrégé «C.P.E.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 32) 136

7 octobre 1981 – ORDONNANCE 81-156 portant création d'un service public dénommé Intendance générale de l'enseignement supérieur et universitaire, en abrégé «I.G.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 33) 137

7 octobre 1981 – ORDONNANCE 81-157 portant création d'un service public dénommé «Presses universitaires du Zaïre», en abrégé «P.U.Z.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 35). 139

6 janvier 1989 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL ESURS/CABCE/003/89 portant reconnaissance des diplômes délivrés par l'Académie militaire de Kananga. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1989, p. 45) 140

9 novembre 1989 – ORDONNANCE 89-287 portant création d'un établissement public dénommé Institut africain d'études prospectives, en abrégé «INADEP». (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1989, p. 37) .. 140

ENVIRONNEMENT

Généralités

6 mai 1952 – DÉCRET sur les concessions et l'administration des eaux des lacs et des cours d'eau. (*B.O.*, 1952, p. 1132) 141

22 juillet 1975 – ORDONNANCE 75-231 fixant les attributions du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme et complétant l'ordonnance 69-146 du 1er août 1969. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975, p. 1111) 143

22 septembre 1976 – ORDONNANCE 76-252 portant organisation de certains services du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1977, p. 549). 145

3 juin 1981 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 019/DECNT/CCE/81 portant délégation de signature au secrétaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1981, p. 22) 156

29 juillet 1987 – ORDONNANCE 87-251 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Institut national de météorologie, en abrégé «I.N.M.». (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1987, p. 19). 156

3 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AFF-ET/049bis/01 portant création de la direction de développement durable. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*) .. 159

16 octobre 2002 – LOI 017-2002 portant dispositions relatives à la protection contre les dangers des rayonnements ionisants et à la protection physique des matières et des installations nucléaires. (*Présidence de la République*). 160

Bois et forêts

29 août 2002 – LOI 011-2002 portant Code forestier. (*Présidence de la République*) 167

15 février 1971 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 0001/71 portant interdiction absolue des déboisements ou débroussaillements, comme des feux de brousse, de taillis ou de bois dans la concession ou dans tous les terrains formant le domaine dénommé «site d'Inga». (*M.C.*, n°9, 1er mai 1971, p. 375) 180

16 mai 1981 – ORDONNANCE 81-068 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Société forestière et commerciale» (Forescom). (*J.O.Z.*, n°11, 1er juin 1981, p. 7) 180

3 octobre 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T /259/2002 portant composition, organisation et fonctionnement des conseils consultatifs provinciaux des forêts. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*). 183

3 octobre 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F-E.T /260/2002 fixant la procédure des transactions en matière forestière. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*) 184

3 octobre 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T /261/2002 portant organisation et fonctionnement du cadastre forestier. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*) 184

3 octobre 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T /262/2002 fixant la procédure d'établissement d'un plan d'aménagement forestier. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*). 185

3 octobre 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F-E.T /263/2002 portant mesures relatives à l'exploitation forestière. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*). 187

5 novembre 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T/276/2002 déterminant les essences forestières protégées. (*Ministères des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*). 192

Conservation de la nature

22 août 1969 – ORDONNANCE-LOI 69-041 . – Conservation de la nature. (*M.C.*, 1969, p. 739) 195

3 février 1900 – DÉCRET DU ROI-SOUVERAIN. – Création d'un jardin botanique et d'essai à Eala. (*B.O.*, 1900, p. 23) 198

1er **juillet 1914** – ORDONNANCE. – Pollution et contamination des sources, lacs, cours d'eau et parties de cours d'eau. (*B.A.C.*, 1914, p. 399). 199

21 décembre 1952 – ORDONNANCE 52-443. – Mesures propres à protéger les sources, nappes acquières souterraines, lacs et cours d'eau, à empêcher la pollution et le gaspillage de l'eau et à contrôler l'exercice des droits d'usage et des droits d'occupation concédés.(*B.A.*, 1953, p. 59) 199

22 juillet 1975 – LOI 75-024 relative à la création de secteurs sauvegardés. (*J.O.Z.*, n°18,15 septembre 1975, p. 1096) 200

5 mai 1978 – ORDONNANCE 78-190 portant statuts d'une entreprise publique dénommée l'Institut national pour la conservation de la nature, en abrégé «I.N.C.N.». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1978, p. 27) .. 200

5 mai 1978 – ORDONNANCE 78-215 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre, en abrégé «I.J.Z.B.Z.». (*J.O.Z.*, n°11, 1er juin 1978, p. 55) 203

4 décembre 1980 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 069 portant dispositions relatives à la délivrance du permis de légitime détention et du permis d'importation ou d'exportation. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1981, p. 18) 206

18 février 1981 – ARRÊTÉ 012/DECNT/CCE/81 portant création et organisation du Service national de reboisement. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1981, p. 40) 206

21 décembre 1985 – ARRÊTÉ INTERDÉPARTEMENTAL 1.440/000029/85 portant mesures de sauvegarde visant le secteur nord de la zone de N'Sele, ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, n° spécial , 1992, p. 143) 207

18 février 1994 – ARRÊTÉ 047/CAB/MIN/ECNT/94 modifiant et complétant l'arrêté 042/CM/ECN/92 du 6 avril 1992 portant organisation de l'exploitation et de l'exportation des poissons d'aquarium. (*Ministère de l'Environnement et Conservation de la nature*) .. 207

16 mars 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AFF. ENV.DT/124/SS/2001 fixant les périodes de prélèvement des perroquets gris en République démocratique du Congo. (*Ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme*) 208

Parcs nationaux et réserves naturelles

1er **mars 1975** – ORDONNANCE 75-097 relative à la délimitation du parc national des Kundelungu et au régime applicable dans son périmètre. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 660) 209

22 juillet 1975 – ORDONNANCE 75-238 portant modification des limites du parc national du Kahuzi-Biega. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975, p. 1117) 210

22 juillet 1975 – ORDONNANCE 75-241 relative à la délimitation du parc national de l'Upemba et au régime applicable dans son périmètre. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975 , p. 1119) 211

22 juin 1977 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 054/DECNT/BCE/77 portant protection du parc de la révolution de Kinshasa. (J.O.Z, n°2, 15 janvier 1979, p. 29) 214

2 mai 1992 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 044/CM/ECN/92 portant création et délimitation d'une réserve dénommée «Réserve naturelle des Mangroves» ou «Parc marin». (*Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la nature*) 214

2 mai 1992 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 045/CM/ECN/92 portant création et délimitation d'une réserve naturelle dénommée «réserve de faune à Okapis». (*Ministre de l'Environnement et Conservation de la nature*) 215

EXPROPRIATION

22 février 1977 – LOI 77-001 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1977, p. 197) 216

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ÉTAT

17 juillet 1981 – LOI 81-003 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1981, p. 11) . 218

11 mars 1972 – ORDONNANCE 72-148 portant le statut du personnel de l'Institut des musées nationaux. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1972, p. 262) 230

16 novembre 1978 – ORDONNANCE 78-448 portant règlement d'administration relatif au corps des diplomates de la République du Zaïre.(*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1978, p. 19) 240

21 avril 1980 – ORDONNANCE 80-106 portant règlement d'administration relatif à l'organisation des services du département du Portefeuille. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1980, p. 24) 243

7 mai 1981 – ORDONNANCE 81-067 portant règlement d'administration relatif à la discipline. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1981, p. 6) 249

19 mars 1982 – ORDONNANCE 82-027 fixant l'organisation et le cadre organique des départements du Conseil exécutif et du Commissariat général au Plan. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 9) 253

19 mars 1982 – ORDONNANCE 82-028 portant règlement d'administration relatif au recrutement du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 12) 258

19 mars 1982 – ORDONNANCE 82-029 portant règlement d'administration relatif à la carrière du personnel des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 13) 258

19 mars 1982 – ORDONNANCE 82-030 portant règlement d'administration relatif aux missions officielles, aux déplacements à l'intérieur du territoire national et au transport des bagages. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 16) 260

19 mars 1982 – ORDONNANCE 82-031 portant règlement d'administration relatif au régime disciplinaire et aux voies de recours du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 25) 266

19 mars 1982 – ORDONNANCE 82-032 portant règlement d'administration relatif à la cotation et à l'avancement de grade du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 31) 271

19 mars 1982 – ORDONNANCE 82-033 portant règlement d'administration relatif à la cessation définitive des services du personnel de carrière des services publics de l'État et aux rentes de survie. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 34) 273

7 août 1985 – ORDONNANCE 85-193 portant dispositions spéciales relatives au régime disciplinaire du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1985, p. 8) 275

26 mai 1987 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DENI/CAB/06/012/87 portant création et fonctionnement de la Commission de sauvegarde de la dignité et de l'intégrité des agents et fonctionnaires du département de l'Économie nationale et de l'Industrie. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1987, p.60) 275

15 août 1991 – ORDONNANCE 91-232 portant règlement d'administration relatif au personnel des établissements publics d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel. (*Présidence de la République*) 276

27 décembre 1995 – DÉCRET 0059 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations. (*Ministère des Finances*) 281

3 octobre 2002 – DÉCRET-LOI 017-2002 portant code de conduite de l'agent public de l'État. (*J.O.Z.*, n° spécial, 15 janvier 2003, p. 4) . 285

FUNÉRAILLES ET SÉPULTURES

4 septembre 1909 – ORDONNANCE . – Cimetières dans les villages indigènes. – Création. – Inhumation. – Réglementation. (*R.M.*, 1909, p. 226). 289

13 février 1949 – ORDONNANCE 11-58 . – Exhumation et transfert à l'intérieur de la Colonie des restes mortels des personnes décédées dans la Colonie. (*B.A.*, 1949, p. 374). 289

15 mars 1950 – ORDONNANCE 11-104 . – Service des inhumations et police des cimetières. (*B.A.*, 1950, p. 937) 290

16 mai 1907 – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL . – Concessions de sépultures. (*Rec. Us.*, VI, 1907, p. 31) 290

24 mai 1950 – ORDONNANCE 11-170 . – Incinération des cadavres humains. (*B.A.*, 1950, p. 1429) 291

14 février 1914 – ORDONNANCE . – Service des inhumations et police des cimetières. (*B.O.*, 1914, p. 539) 291

26 mars 1915 – ORDONNANCE. — Exhumation et transport à l'étranger des restes mortels de personnes décédées dans la Colonie. (*B.O.*, 1915, p. 108) 292

1er **décembre 1942** – ORDONNANCE 364/APAJ. – Concessions de sépultures. – Inhumations. (*B.A.*, 1942, p. 2196) 294

JEUNESSE

9 juin 1971 – ARRÊTÉ CAB/2100/018/MJS/71 portant réforme et réorganisation du Comité national pour la protection et le bien-être de l'enfance et de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*M.C.*, n°17, 1er juin 1971, p. 525) 295

20 novembre 1989 – CONVENTION relative aux droits de l'enfant. (*J.O.RDC.*, avril 1999, n° spécial, p. 50) 297

PROTOCOLE facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 2001, p. 16) 304

PROTOCOLE facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 2001, p. 25) 306

11 juillet 1990 – CHARTE africaine des droits et du bien-être de l'enfant. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 2001, p. 40) 308

5 avril 1994 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 017/CAB/MJCA/94 portant gestion des centres de production du ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts. (*Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts*) 315

24 février 1996 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/004/96 portant réglementation de la fonction de l'éducateur des centres de production et de formation professionnelle de la jeunesse. (*Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisirs*). 315

22 février 1996 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/005/96 portant organisation, fonctionnement et fixant les critères de reconnaissance et conditions de subsidiation des associations et des mouvements des jeunes. *(Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs)*. . 317

24 février 1996 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/006/96 portant reconnaissance et fixant des critères de collaboration entre le ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs et les centres et maisons d'apprentissage professionnel. (*Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisirs*) 318

3 décembre 1998 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/0021/98 portant réhabilitation et restructuration du Conseil national de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*) 319

2 décembre 1999 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/020/99 portant organisation et fonctionnement des associations et mouvements des jeunes en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*) 321

31 décembre 1999 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/024/99 portant organisation et fonctionnement du Conseil national de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*) 323

MARCHÉS PUBLICS

5 décembre 1969 – ORDONNANCE-LOI 69-054 relative aux marchés publics. (*M.C.*, n°2, 15 janvier 1970, p. 71) 328

5 décembre 1969 – ORDONNANCE 69-279 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures, de transports et de prestations. (*M.C.*, n°1, 1er janvier 1970, p. 5) 329

18 août 1981 – ORDONNANCE 81-118 portant réglementation de la procédure relative à la réalisation des études et des travaux de génie civil pour le compte du Conseil exécutif. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1981, p. 9) 354

29 avril 1987 – ORDONNANCE 87-134 portant création d'un service public technique dénommé «Bureau technique de contrôle», en abrégé «B.T.C.». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1987, p. 33) 355

MÉDIAS

1er **mai 1936** – ORDONNANCE 53/Cont. – Création des films cinématographiques. (*B.A.*, 1936, p. 211). 356

25 avril 1956 – ORDONNANCE 23-113. – Documents officiels de presse. (*B.A.*, 1956, p. 873) 357

2 avril 1981 – ORDONNANCE-LOI 81-012 portant statuts des journalistes oeuvrant en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1981, p. 14) 358

2 avril 1981 – ORDONNANCE 81-050 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Office de radiodiffusion et de télévision. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1981, p. 41) 364

2 avril 1981 – ORDONNANCE 81-052 portant statuts d'un établissement public dénommé l'Agence Zaïre Presse, en abrégé «AZAP». (*J.O.Z.*, n°81, 15 avril 1981, p. 46). 368

22 juin 1996 – LOI 96-002 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse. (*J.O.Z.*, n° spécial, août 2001, p. 5). 371

26 novembre 1996 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/018/96 portant fixation des frais administratifs pour l'établissement des récépissés de déclarations préalables de publication, d'exploitation des stations de radio et/ou de télévision, de création d'agences de presse ainsi que pour l'agrément des agences-conseils en publicité et pour l'autorisation de reportage photographique ou filmé. (*Ministère de l'Information et de la Presse*). 377

26 novembre 1996 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/020/96 portant mesures d'application de la loi 96-002 du 22 juin 1996 fixant les

modalités de l'exercice de la liberté de la presse pour les entreprises de presse audiovisuelle. (*Ministère de l'Information et de la Presse*) . . 378

28 février 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/006/97 portant création de la Commission de contrôle de conformité des stations de radiodiffusion et des chaînes de télévision publiques et privées. (*Ministère de l'Information et de la Presse*) 379

3 mai 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/008/97 portant fixation des frais administratifs pour l'autorisation de reportage photographique ou filmé. (*Ministère de l'Information et de la Presse*) 379

20 août 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MCP/011/2002 modifiant et complétant l'arrêté ministériel 04/MIP/020/96 du 26 novembre 1996 portant mesures d'application de la loi 96-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse dans la communication audiovisuelle. (*Ministère de la Communication et Presse*). 380

POIDS ET MESURES

17 août 1910 – DÉCRET . – Système métrique décimal des poids et mesures. (*B.O.*, 1910, p. 673). 381

4 février 1911 – ARRÊTÉ ROYAL . – Vérification des poids et mesures. – Sanctions. (*B.O.*, 1911, p. 122) 382

25 novembre 1913 – ARRÊTÉ ROYAL. – Vérification et surveillance des instruments de pesage. – Réglementation. (*B.O.*, 1913, p. 1040) . 384

24 juillet 1927 – ARRÊTÉ ROYAL. – Réglementation des poids et des mesures. (*B.O.*, 1927, p. 1528). 386

10 janvier 1929 – ORDONNANCE. – Balances romaines. (*B.A.*, 1929, p. 27) 386

13 octobre 1931 – ORDONNANCE 75/A.E. – Importation et vérification des instruments de pesage. (*B.A.*, 1931, p. 472). 387

31 mars 1936 – ORDONNANCE 46/A.E. – Emploi des mesures de capacité pour matières sèches. (*B.A.*, 1936, p. 151) 387

9 février 1951 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL. – Marques de vérification. (*B.O.*, 1951, p. 1191) 388

21 avril 1954 – ORDONNANCE 41-136. – Commerce, emploi et détention des poids, mesures et instruments de pesage. (*B.A.*, 1954, p. 730). 388

22 août 1975 – ORDONNANCE 75-271 portant création d'un Comité national de normalisation. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1975, p. 1341). 389

19 août 1988 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DENI/CAB/030/88 fixant le fonctionnement du Comité national de normalisation. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1988, p. 25) 390

31 mars 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 014/CAB/MINECI/2001 portant homologation provisoire des normes relatives aux grandeurs et unités fondamentales. (*Ministère de l'Économie, Commerce et Industrie*) 391

RÉFORME DU DROIT CONGOLAIS

15 juin 1976 – LOI 76-017 relative à la création d'une Commission permanente de réforme du droit zaïrois. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1976, p. 791). 392

16 juillet 1976 – ORDONNANCE 76-191 portant règlement d'ordre intérieur de la Commission permanente de réforme du droit zaïrois. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1976, p. 927) 392

RÉQUISITIONS

11 juin 1940 – ORDONNANCE-LOI 112-F.P. – Réquisitions. (*B.A.*, 1940, p. 570) 394

20 mai 1943 – ARRÊTÉ-LOI. – Organisation d'un régime de réquisitions. (*B.A.*, 1943, p. 1019) 395

SANTÉ

Art de guérir

19 mars 1952 – DÉCRET. – Exercice de l'art de guérir. (*B.O.*, 1952, p. 882). 397

19 février 1958 – ORDONNANCE 71-81. – Exercice de l'art de guérir. – Conditions et modalités d'application. (*B.A.*, 1958, p. 533). . . . 399

19 février 1964 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 2. – Autorisant les médecins congolais à exercer l'art de guérir dans la République du Congo. (*M.C.*, 1964, p. 268) 401

13 août 1971 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 005/71 déterminant la tarification des actes professionnels des médecins, chirurgiens et spécialistes exerçant à titre privé. (*M.C.*, n°22, 15 novembre 1971). 401

20 juin 1982 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL D.SASS/1250/0002/82 déterminant les règles générales de tarification des prestations sanitaires, la valeur numérique des lettres clés ainsi que les frais d'hospitalisation dans les formations médicales. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 19) 402

20 juin 1982 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL D.SASS/1250/0003/82 portant catégorisation des malades, des praticiens et des formations médicales. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 21) 403

Médecins et dentistes

1er **mars 1968** – ORDONNANCE-LOI 68-070 créant l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°14, 15 juillet 1968, p. 1305) 404

21 août 1959 – ORDONNANCE 71-453 . – Exercice de la profession de dentiste. (*B.A.*, 1959, p. 2302) 408

30 avril 1970 – ORDONNANCE 70-158 déterminant les règles de la déontologie médicale. (*M.C.*, n°20, 15 octobre 1970, p. 667) 409

8 mai 1970 – ORDONNANCE 70-163 relative aux élections des conseils de l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°20, 15 octobre 1970, p. 675) . . 413

2 juillet 1970 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 034/70 fixant le n°mbre des membres des conseils provinciaux de l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°23, 1er décembre 1970, p. 811). 414

30 juillet 1973 – ARRÊTÉ 002 relatif de l'inscription au tableau de l'Ordre des médecins. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1973, p. 1742) 415

30 juillet 1973 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 003 portant caducée à l'usage des médecins en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1973, p. 1825) 415

20 juin 1982 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL D.SASS/1250/0004/82 fixant les modalités de perception des honoraires des médecins. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 22) 415

Pharmacie

14 septembre 1972 – ORDONNANCE-LOI 72-046 sur l'exercice de la pharmacie. (*J.O.RDC.*, n° 1, 1er janvier 1973, p. 27). 418

14 septembre 1972 – ORDONNANCE 72-359 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 72-046 du 14 septembre 1972 sur l'exercice de la pharmacie. (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1972, p. 679) 419

19 février 1953 – ORDONNANCE 43-54. – Nitrate de potassium (salpêtre). (*B.A.*, 1953, p. 358). 433

23 décembre 1958 – ORDONNANCE 41-539. – Exportation des fleurs et poudres de pyrèthre. (*B.A.*, 1958, p. 2387). 434

22 décembre 1985 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BUR/CE/SPAS/A/182/86 portant réglementation de service de garde de pharmacie. (*J.O.Z.*, n°11, 31 mai 1987, p. 25) 434

27 mars 1987 – ORDONNANCE 87-091 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Dépôt central médico-pharmaceutique», en abrégé «D.C.M.P.». (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1987, p. 12). 434

30 mars 1991 – ORDONNANCE-LOI 91-018 portant création d'un Ordre des pharmaciens en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n° spécial, juin 1991, p. 5) 437

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/MS/012/2001 portant dispositions relatives à l'enregistrement et à l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques. (*Ministère de la Santé*). 445

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/014/PK/2001 portant publication de la liste nationale révisée des médicaments essentiels. (*Ministère de la Santé*) 446

Santé animale

28 juillet 1938 – DÉCRET. – Police sanitaire des animaux domestiques. (*B.O.*, 1938, p. 833) 457

29 mars 1957 – ORDONNANCE 54-85. – Perception d'une taxe de visite sanitaire et de séjour des animaux tenus en observation dans les stations de quarantaine, ainsi qu'au barème des rémunérations dues pour les interventions chirurgicales ou médicamenteuses. (*B.A.*, 1957, p. 827). 470

4 novembre 1940 – ORDONNANCE 424/Agri. Vét. – Indemnités en cas d'abattage par ordre, d'animaux domestiques atteints de tuberculose ou de trypanose. (*B.A.*, 1940, p. 1798) 470

4 novembre 1940 – ORDONNANCE 421/Agri. Vét. – Tuberculination des bovidés. (*B.A.*, 1940, p. 1792) 471

24 juin 1940 – ORDONNANCE 131/Agri. Vét. – Police sanitaire des animaux domestiques.(*B.A.*, 1940, p. 613) 471

Santé publique

19 juillet 1926 – DÉCRET . – Hygiène et salubrité publiques. (*B.O.*, 1926, p. 732). 472

10 mai 1929 – ORDONNANCE . – Direction technique des travaux d'hygiène. – Service d'assainissement. (*B.A.*, 1929, p. 185) 473

5 décembre 1953 – ORDONNANCE 74-414 . – Police sanitaire de l'immigration. (*B.A.*, 1954, p. 3) 474

14 décembre 1953 – ORDONNANCE 74-426 . – Police sanitaire des personnes en voyage international. (*B.A.*, 1954, p. 7; erratum, p. 190) 475

22 juin 1954 – ORDONNANCE 74-213 . – Lutte contre les maladies quarantenaires, épidémiques, endémiques et autres maladies transmissibles. – Police sanitaire de la navigation intérieure, fluviale et aérienne. (*B.A.*, 1954, p. 1200). 477

1er **juin 1960** – DÉCRET . – Importation de substances émettrices de radiations ionisantes. – Réglementation. (*M.C.*, 1960, p. 2186). . 497

1er **juin 1960** – DÉCRET . – Déclaration des stocks de substances émettant des radiations ionisantes. (*M.C.*, 1960, p. 2187). 497

6 septembre 1978 – ORDONNANCE 78-386 portant création d'un Centre national de planification de la nutrition humaine. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 31). 497

21 avril 1980 – ORDONNANCE 80-111 modifiant et complétant l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services publics de l'État, y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1980, p. 36). . . . 498

24 novembre 1999 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN.S./023/PK/99 portant création du Centre national de transfusion sanguine en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Santé*) 504

16 mars 2000 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 003/CAB/MIN/AGRI.EL/2000 portant création du Comité technique de coordination du programme spécial pour la sécurité alimentaire. (*Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage*). 505

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/VSS/005/2001 portant création et organisation du programme national de la santé bucco-dentaire en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Santé publique*) 506

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/008/2001 portant création d'un programme national de santé mentale. (*Ministère de la Santé publique*) 507

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/VKIZ/009/2001 portant création et organisation du programme national de la santé de la reproduction. (*Ministère de la Santé publique*). 508

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/011/2001 portant création d'un programme national de lutte contre le diabète. (*Ministère de la Santé*). 509

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/012/2001 portant création et organisation d'un programme national de lutte contre l'ulcère de Buruli. (*Ministère de la Santé publique*) 510

9 décembre 2001 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/KIZ/015/2001 portant création et organisation d'un programme national de lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles en République démocratique du Congo, P.N.L.S./I.S.T. en sigle. (*Ministère de la Santé*). 510

27 juin 2002 – DÉCRET 075/2002 portant dissolution d'un établissement public dénommé «Hôpital Mama Yemo», en abrégé «H.M.Y.». (*Présidence de la République*) 514

SERVICES PUBLICS

20 juin 1975 – ORDONNANCE 75-167 fixant les attributions du département du Portefeuille et complétant l'ordonnance 69-146 du 1er août 1969. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1975, p. 769). 515

5 mai 1978 – ORDONNANCE 78-218 portant statuts d'une entreprise publique dénommée «la FIKIN». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1978, p. 73) 515

18 janvier 1980 – ORDONNANCE 80-008 portant création et fixation des attributions du département de la Justice. (*J.O.Z.*, n°3, 1er février 1980, p. 13) 518

27 août 1980 – ORDONNANCE 80-211 portant création d'un département des Affaires sociales. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1980). 518

28 août 1980 – ORDONNANCE 80-215 complétant l'ordonnance 80-204 du 27 août 1980 et portant création d'un département de la Fonction publique. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1980, p. 15)..... 519

11 février 1981 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 007/81 portant délégation de signature (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1981, p. 17)..... 519

17 juillet 1984 – ARRÊTÉ 84/114 portant organisation du service de documentation et d'études du département de la Justice. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1985, p. 16)..... 519

11 février 1981 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 008/81 portant délégation de signature au secrétaire d'État à la Justice. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1981, p. 12) 520

22 juillet 1987 – ORDONNANCE 87-243 portant réglementation de l'activité informatique en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1987, p. 21) 521

16 juillet 1997 – DÉCRET-LOI 008 portant création d'un Office des biens mal acquis, en abrégé «OBMA». (*Ministère de la Justice*) 522

27 septembre 1997 – ARRÊTÉ 025/CAB/MIN/RI.J & GS/97 portant organisation et fonctionnement de l'Office des biens mal acquis. (*Ministère de la Justice*) 523

15 octobre 1997 – DÉCRET-LOI 032 portant création du Service national, en abrégé «S.N.». (*Présidence de la République*)..... 527

31 mars 1998 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 98/008 relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage. (*Ministère des Affaires intérieures*) 528

10 juillet 1998 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/V.M/AFF. SO.F./015/98 portant création et organisation d'un Conseil national de la femme. (*Ministère des Affaires sociales et Famille*)..... 528

SPORTS ET LOISIRS

2 février 1973 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/2100/0005/73 portant réglementation des rencontres sportives financées par le Trésor public. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1973, p. 561)..... 530

13 février 1973 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/2100/ 0007/73 portant refonte des dispositions régissant les fédérations sportives en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1973, p. 686) 530

13 février 1973 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/2100/ 0009/73 portant refonte des dispositions régissant le Comité olympique national zaïrois. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1973, p. 760) 532

3 mars 1976 – DÉCISION OLYMPIQUE 003/76 portant création et protection des emblèmes olympiques du Comité national olympique zaïrois. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1977, p. 449) 534

1er décembre 1976 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/2100/0040/76 portant approbation de la décision olympique 003/76 du 3 mars 1976 relative à la protection des emblèmes olympiques du Comité national olympique zaïrois. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1977, p. 449)..... 535

31 mars 1977 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/2100/0014/77 portant création de la Fédération zaïroise de médecine sportive. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1977, p. 538)..... 535

20 octobre 1977 – ARRÊTÉ INTERDÉPARTEMENTAL BCE/2100/0057/77 portant répression des actes de violence dans les installations sportives. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1978, p. 44) 538

29 novembre 1978 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/2100/0080/78 portant création de la commission de protocole du département des Sports. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1978, p. 29) 538

21 avril 1980 – ORDONNANCE 80–107 modifiant et complétant respectivement l'ordonnance 75-180 du 9 juillet 1975 portant organisation du département des Sports et l'annexe III de l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services publics de l'État y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1980, p. 32)..... 538

17 avril 1985 – ORDONNANCE 85-106 portant création d'un Comité national pour la lutte contre la violence dans le sport. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1985, p. 21)..... 543

6 juin 1986 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 0017 portant réglementation des transferts internationaux des athlètes zaïrois. (*J.O.Z.*, n°16, 5 août 1986, p. 49) 544

27 décembre 1993 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MSL/CAB/2100/027/93 portant création des fédérations nationales des loisirs. (*Ministère des Sports et Loisirs*) 545

26 décembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0018/97 portant révision des statuts types des fédérations sportives en République démocratique du Congo. *(Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs)* 545

26 décembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0019/97 portant statuts types des associations sportives ou clubs en République démocratique du Congo. *(Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs)*..... 553

26 décembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0020/97 portant révision des modalités d'organisation des élections des organes dirigeants du mouvement sportif de la République démocratique du Congo. *(Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs)* 555

26 décembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0022/97 portant agrément des associations sportives en République démocratique du Congo. *(Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs)*..... 559

26 décembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0023/97 portant révision de la limitation des saisons sportives en République démocratique du Congo. *(Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs)*..... 560

20 avril 1998 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/003/98 portant création du Conseil national des activités physiques et sportives en République démocratique du Congo. *(Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs)*..... 560

22 avril 1998 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/004/98 portant révision de la répartition des recettes générées par les rencontres sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*) 561

27 mars 2002 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/ 009/2002 portant réglementation de l'autorisation provisoire de fonctionnement des associations sans but lucratif et organisations n°n gouvernementales des activités physiques et sportives. (*M.C.*, n°012, mars 2002, p. 60) 563

STATISTIQUES PUBLIQUES

31 mars 1966 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 003 . — Statistiques. – Coordination. (*M.C.*, 1966, p. 455) 566

3 octobre 1978 – ORDONNANCE 78-397 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Institut national de la statistique, en abrégé «I.N.S.». (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1978, p. 22) ... 566

5 septembre 1980 – ORDONNANCE 80-233 portant organisation de la Commission nationale du recensement. (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1980, p. 9) 569

25 juillet 1986 – ORDONNANCE 86-219 portant création d'un Comité national de la population. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1986, p. 27) .. 570

5 janvier 1991 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 031/AARDC/91 portant création d'un Service national des statistiques agricoles. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1991, p. 27) 571

9 janvier 1991 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 003/BM/AARDC/91 portant création d'une Commission nationale des statistiques agricoles. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1991, p. 21) 572

16 février 2001 – ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL 004/CAB/MIPLARECO/MINECI/FIN&BUD/2001 portant création et organisation d'un comité technique de gestion des statistiques du commerce extérieur. (*M.J.*, n°001, janvier à avril 2001, p. 97) 573

URBANISME ET VOIRIE

Salubrité publique

19 juin 1929 – ORDONNANCE. – Protection contre les rats. (*B.A.*, 1929, p. 276) 575

1er **août 1940** – ORDONNANCE 212/AIMO. – Mesures d'exécution de l'article 45,b, du décret du 5 décembre 1933. – Mesures d'hygiène imposées aux circonscriptions indigènes. (*B.A.*, 1940, p. 964) 575

10 octobre 1940 – ORDONNANCE 375/Hyg. – Hygiène dans les circonscriptions indigènes et les groupements traditionnels non organisés. (*B.A.*, 1940, p. 1670) 576

9 janvier 1949 – ORDONNANCE 71-18 relative à l'hygiène et à la salubrité publique. (*B.A.*, 1949, p. 108) 576

28 juin 1959 – ORDONNANCE 74-345. – Hygiène publique dans les agglomérations. (*B.A.*, 1959, p. 1806) 576

28 juin 1959 – ORDONNANCE 74-348. – Hygiène et salubrité publiques. (*B.A.*, 1959, p. 1767) 579

18 avril 1998 – ARRÊTÉ SC/0034/BGV/COJU/CM/98 portant application des mesures d'assainissement du milieu et de protection de la salubrité publique dans la ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1998, p. 26) 579

Urbanisme

28 octobre 1901 – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL. – Démolition des bâtiments menaçant ruine. (*R.M.*, 1901, p. 184; *B.O.*, 1902, p. 38) 581

15 juin 1913 – ORDONNANCE 127-6. – Règlement sur les constructions dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. (*B.A.C.*, 1913, p. 503) 582

18 septembre 1919 – ORDONNANCE 55-3. – Constructions dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. – Complément. (*B.A.C.*, 1919, p. 745) 592

5 mai 1937 – ORDONNANCE 47/T.P. – Règlement sur le numérotage des parcelles dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. (*B.A.*, 1937, p. 209) 593

12 décembre 1939 – DÉCRET. – Taxe de bâtisse. (*B.O.*, 1940, p. 96) 593

12 mars 1940 – ORDONNANCE 27/T.P. – Taxe de bâtisse. (*B.A.*, 1940, p. 225) 594

15 octobre 1955 – ORDONNANCE 97-327. – Publicité extérieure. (*B.A.*, 1955, p. 1441) 594

19 avril 1957 – ORDONNANCE 97-108. – Zones de recul et parcage des véhicules. (*B.A.*, 1957, p. 951; erratum, p. 1085) 596

20 juin 1957 – DÉCRET sur l'urbanisme. (*B.O.*, 1957, p. 1406) 597

20 juin 1957 – DÉCRET. – Urbanisme au Congo belge. (*B.O.*, 1957, p. 1406) 600

22 octobre 1957 – ORDONNANCE 97-334. – Commissions provinciales de l'urbanisme. (*B.A.*, 1957, p. 2030) 604

6 novembre 1957 – ORDONNANCE 62-357. – Organisation des villes. – Voirie. – Désaffectation. – Procédure. (*B.A.*, 1957, p. 2061) ... 605

20 août 1971 – ORDONNANCE 71-231 relative à l'établissement des plans particuliers généraux et d'aménagement des agglomérations dans la région de Kinshasa. (*M.C.*, n°18, 15 septembre 1971, p. 829) 605

22 octobre 1988 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/CE/URB-HAB/012/88 portant réglementation sur la délivrance de l'autorisation de bâtir. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 28) 605

14 novembre 1988 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/CE/URB.HAB/013/88 portant création de la commission urbaine et de la commission régionale de l'autorisation de bâtir. (*J.O.Z.*, 1992, n° spécial, p. 193) 608

12 novembre 1997 – DÉCISION MINISTÉRIELLE CAB/MIN/TPAT-UH/001/97 portant mesures d'exécution de l'arrêté ministériel CAB/MIN/TPAT-UH/006/97 du 12 novembre 1997 portant fixation des conditions d'agrément des sociétés et établissements de construction, d'aménagement intérieur, d'études et conditions d'enregistrement des indépendants en République démocratique du Congo. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*) 609

12 novembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/TPAT-UH/006/97 portant fixation des conditions d'agrément des sociétés et d'établissements de construction, d'aménagement intérieur, d'études et conditions d'enregistrement des indépendants en République démocratique du Congo. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*) 610

9 mars 2002 – ARRÊTÉ SC/018/BGV/CSJ/CM/2002 portant mesures d'assainissement et obligation de peindre les magasins, boutiques et bâtisses des centres commerciaux de Kinshasa. (*M.J.*, n°12, mars 2002, p. 65) 611

29 juin 1949 – ORDONNANCE 61-212. – Décret sur l'urbanisme. – Mesures d'application. (*B.A.*, 1949, p. 1217) 611

24 juillet 1954 – ORDONNANCE 97-243. – Urbanisme. – Règles générales d'aménagement en matière d'esthétique. (*B.A.*, 1954, p. 1171) 612

Voirie

1er décembre 1898 – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL. – Encombrement sur la voie publique. (*R.M.*, 1898, p. 191) 613

1er août 1953 – ORDONNANCE 97-253. – Équipement de la voirie privée. (*B.A.*, 1953, p. 1423) 613

4 juin 1970 – ORDONNANCE 70-210 portant création du centre de formation des agents voyers. (*M.C.*, n°12, 15 juin 1970, p. 376) 614

26 mars 1971 – ORDONNANCE 71-078 portant classification routière dans la République démocratique du Congo. (*M.C.*, n°8, 15 avril 1971, p. 369) 615

26 mars 1971 – ORDONNANCE 71-079 définissant l'action de l'État en matière de réseaux d'eaux pluviales et usées. (*M.C.*, n°7, 1er avril 1971, p. 300) 620

21 février 1972 – ORDONNANCE 72-114 relative à l'établissement de barrières de pluie. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1972, p. 297) 621

5 mai 1978 – ORDONNANCE 78-223 portant statuts d'une entreprise publique dénommée «Office des routes». (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1978, p. 18) 622

22 mai 1978 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/TPAT/60/006/78 portant création et organisation d'une brigade voirie-assainissement pour la ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 55) 625

29 mai 1978 – ARRÊTÉ BCE/TPAT/60/007/78 portant décentralisation des services de la voirie. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 56) 625

30 août 1978 – ORDONNANCE 78-335 portant révision de la classification routière de la République. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1978, p. 12) 626

28 février 1979 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 79/BCE/TPAT/60/004/79 portant fixation des listes des routes constituant le réseau des routes nationales et régionales dans la République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1979, p. 26) 626

22 août 1979 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/TPAT/60/010/79 rattachant les voiries des sous-régions et zones autres que celles situées dans les chefs-lieux des régions à l'Office des routes. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1979, p. 24) 631

7 mai 1987 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 010/BC/D.D.R./ 87 portant règlement interne du Service national des routes de desserte agricole «S.N.R.D.A.». (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1987, p. 34) 632

16 septembre 1987 – ORDONNANCE 87-331 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Office des voiries et drainage», en abrégé «O.V.D.». (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1987, p. 43) 633

11 janvier 2001 – ARRÊTÉ CAB/MIN/TPAT-UH/005/K/2001 portant création d'un Fonds de développement des infrastructures (FDI). (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*) 637

9 mars 2002 – ARRÊTÉ SC/017/BGV/CSJ/CM/2002 portant ordre de fermeture des garages et d'évacuation des épaves de véhicules sur la voie publique. (*Hôtel de ville de Kinshasa*) 637

Droit administratif

ACTES ET SCEAUX OFFICIELS

Ord. 70-339 du 23 décembre 1970 — Formes de promulgation des lois. 3
Ord. 90-177 du 24 août 1990 — Sceaux officiels de la République. 3
Décr. 046-A/2003 du 28 mars 2003 — Journal officiel. – Création, organisation et fonctionnement 4

23 décembre 1970. – ORDONNANCE 70-339 relative aux formes de promulgation des lois par le président de la République. (*M.C.*, n°1, 1er janvier 1971, p. 6)

Art. 1er. — Les lois sont promulguées dans la forme suivante:

L'assemblée nationale a adopté,

«Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

(texte de la loi)

«La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

«Fait à ..... le .....».

– Sous la Constitution du 4 avril 2003, le pouvoir législatif est exercé par l'Assemblée nationale et le Sénat dans des conditions bien déterminées (art. 97). Le président de la République promulgue les lois définitivement votées dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais de recours en constitutionnalité devant la Cour suprême de justice (art. 129 et 131). Les lois sont revêtues du sceau de l'État et publiées au *Journal officiel* (art. 133).

Art. 2. — Lorsque la loi a été soumise au référendum dans les conditions prévues à l'article 28 de la Constitution, le premier alinéa de la formule de promulgation prévue à l'article 1er ci-dessus est remplacé par le texte suivant:

«Le président de la République, conformément aux dispositions de l'article 28 de la constitution, a soumis au référendum,

«Le peuple congolais a adopté».

– Voy. l'art. 10 de la Constitution du 4 avril 2003.

Art. 3. — L'ordonnance 162 du 3 octobre 1962 relative aux formes de sanction et de promulgation des lois par le président de la République est abrogée.

---

24 août 1990. – ORDONNANCE 90-177 portant réglementation des sceaux officiels de la *République du Zaïre*. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1990, p. 12)

– Dans la présente ordonnance, il convient de lire «*République démocratique du Congo*» en lieu et place de «*République du Zaïre*».

Section Ire

Dispositions générales

Art. 1er. — Il est institué, pour les actes et documents officiels des services publics, des sceaux officiels de la *République du Zaïre* comprenant un sceau de l'État et les autres sceaux officiels.

Le sceau officiel est un cachet sec ou humide à encre indélébile dont les caractéristiques telles que déterminées par la présente ordonnance sont reproduites sur les actes et documents émanant de l'autorité publique afin d'assurer leur validité formelle.

Art. 2. — Aucun acte ou document officiel n'est valable s'il n'est revêtu, entre autres, d'un sceau officiel et de la signature de l'autorité compétente.

Sauf dispositions particulières contraires, chaque service public désigne en son sein des personnes habilitées à certifier conformes les actes et documents officiels.

Art. 3. — Constituent les actes et documents officiels visés à l'article premier notamment:

• les lois et ordonnances-lois;

• les ordonnances;

• les arrêtés présidentiels, départementaux et régionaux;

• les instruments de ratification ou d'adhésion aux traités et accords internationaux, les pleins pouvoirs ainsi que les lettres de créance des ambassadeurs et plénipotentiaires;

• les décisions des cours et tribunaux;

• les arrêtés et décisions des autorités subordonnées;

• les titres protégés, les diplômes et certificats de l'enseignement national;

• les circulaires et avis à caractère officiel;

• les lettres officielles.

Art. 4. — Sont revêtus du sceau de l'État, les lois, ordonnances-lois et les ordonnances, les instruments de ratification ou d'adhésion, les lettres de pleins pouvoirs ainsi que les lettres de créances des ambassadeurs du *Zaïre* auprès des puissances étrangères et des organismes internationaux.

Tous les autres actes et documents sont revêtus du sceau officiel déposé.

Art. 5. — Le président de la République est garde de tous les sceaux officiels. Il est le dépositaire exclusif du sceau de l'État.

Le ministre de la Justice est dépositaire des spécimens de tous les autres sceaux officiels dont il fixe les conditions de dépôt obligatoire, il peut confier la garde de certains spécimens des autres sceaux officiels aux gouverneurs de région.

Section II

Des caractéristiques des sceaux officiels de la République du Zaïre

Art. 6. — Les sceaux officiels de la République sont formés de deux cercles concentriques.

Le sceau de l'État comporte:

• à l'intérieur du petit cercle, les armoiries et la devise de la République;

• à l'intérieur de la couronne, en haut les mentions en caractères majuscules d'imprimerie, «*RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE*», en bas, les mentions en caractères spéciaux, «par le peuple zaïrois».

Le diamètre du petit cercle mesure quatre centimètres et celui du grand cinq centimètres.

Les autres sceaux officiels comportent:

• à l'intérieur du petit cercle, les armoiries et la devise de la République;

• à l'intérieur de la couronne, en haut, les mentions «*RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE*», en bas, celles du service utilisateur.

Le diamètre du petit cercle mesure trois centimètres et celui du grand quatre centimètres.

– Les armoiries de la République démocratique du Congo se composent d'une tête de lion encadrée par deux lauriers avec au centre des mains entrecroisées (art. 4, al. 6, de la Constitution du 4 avril 2003).

Art. 7. — Les gravures des sceaux secs sont faites en creux.

Section III

De la fabrication et de la reproduction des sceaux officiels de la République du Zaïre

Art. 8. — Toute fabrication et toute reproduction des sceaux officiels de la *République du Zaïre* sont autorisées par voie d'ordonnance du président de la République.

Toutefois, le président de la République peut, dans les cas qu'il détermine, déléguer ce pouvoir au ministre de la Justice.

Art. 9. — Sauf dérogation spéciale du président de la République, l'agrément en matière de fabrication ou de reproduction des sceaux officiels de la République ne peut être accordé à plus de deux entreprises spécialisées.

Section IV

Dispositions pénales

Art. 10. — Toute fabrication ou reproduction des sceaux officiels de la *République du Zaïre* sans agrément et autorisation prévus aux articles 8 et 9 est interdite.

Art. 11. — Sans préjudice des dispositions de l'article 121 du Code pénal, livre II, les contrevenants à la présente ordonnance seront punis d'une peine d'un à six mois de servitude pénale principale et d'une amende qui n'excédera pas dix mille zaïres.

Outre les peines de servitude pénale et d'amende, le tribunal saisi pourra, selon le cas, prononcer la confiscation des sceaux et des actes et documents revêtus de ces sceaux, la fermeture temporaire de l'établissement pour une durée qui ne dépassera pas six mois ou la déchéance de l'agrément ou le retrait de l'autorisation de fabrication ou de reproduction.

Section V

Dispositions transitoires et finales

Art. 12. — Dans le délai de douze mois de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les services publics procéderont au remplacement des sceaux officiels de la République dont ils font usage.

Art. 13. — Le ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

28 mars 2003. – DÉCRET 046-A/2003 portant création, organisation et fonctionnement d'un service spécialisé dénommé «*Journal officiel de la République démocratique du Congo*», en abrégé «J.O.R.D.C.». (*J.O.RDC.*, n°8, 15 avril 2003, p. 26)

TITRE 1er
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé, au sein du cabinet du président de la République, un service spécialisé à caractère administratif, doté de l'autonomie administrative et financière dénommé «*Journal officiel de la République démocratique du Congo*», en abrégé «*J.O.R.D.C.*».

Le *Journal officiel de la République démocratique du Congo*, désigné ci-après «Journal officiel», est régi par le présent décret et les textes organiques du cabinet du président de la République.

Art. 2. — Le siège du Journal officiel est établi à Kinshasa.

Il peut être établi des antennes provinciales et des bureaux locaux du Journal officiel en tout autre lieu de la République, moyennant autorisation du directeur de cabinet du président de la République.

Art. 3. — Le Journal officiel a pour mission d'assurer:

1°) la publication et la diffusion des textes législatifs et réglementaires pris par les Autorités compétentes conformément à la Constitution;

2°) la publication et la diffusion des actes de procédure, des actes de sociétés, d'associations et de protêts, des partis politiques, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique, de commerce et de service ainsi que tout autre acte visé par la loi;

3°) la mise à jour et la coordination des textes législatifs et réglementaires.

Il tient un fichier constituant une banque de données juridiques.

Art. 4. — Le Journal officiel est dépositaire de tous les documents imprimés par ses soins et en assure la diffusion aux conditions déter-

minées en accord avec le directeur de cabinet du président de la République.

Art. 5. — Le Journal officiel est placé sous l'autorité du directeur de cabinet du président de la République.

TITRE II

DU PATRIMOINE ET DES RESSOURCES FINANCIÈRES

Art. 6. — Le patrimoine initial du Journal officiel est constitué:

• de tous les biens meubles et immeubles reconnus à l'ancien service du Journal officiel de la République du Zaïre;

• des équipements, matériels et autres biens acquis dans le cadre de l'exécution de la convention de financement conclu entre la République démocratique du Congo et les organismes Internationaux dans le cadre de l'appui au programme de relance du Journal officiel ainsi que des dons de la coopération.

Il pourra s'accroître de toute autre acquisition jugée nécessaire pour son fonctionnement ainsi que des apports que l'État et les partenaires extérieurs lui consentiront.

Art. 7. — Les ressources du Journal officiel proviennent:

1°) des subventions d'exploitation et d'équipement émargeant aux budgets annexes de l'État;

2°) de la rétrocession de 5 % des produits de vente des numéros du Journal officiel, des frais d'insertions payantes dans le Journal officiel, des abonnements payants, en tant que service d'assiette;

3°) des subventions, dons, legs et libéralités d'origine interne ou externe dûment acceptés par le gouvernement.

TITRE III

DES STRUCTURES, DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 1er

DES STRUCTURES

Art. 8. — Les structures du Journal officiel sont:

• le directeur général;

• le directeur général adjoint;

• l'administration du Journal officiel.

CHAPITRE II

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Section 1re

Du directeur général

Art. 9. — Le Journal officiel est dirigé par un directeur général assisté d'un directeur général adjoint, nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le président de la République.

Art. 10. — Le directeur général coordonne et supervise l'ensemble des activités du Journal officiel.

II en assure la direction, gère le personnel, les ressources financières ainsi que les biens meubles et immeubles présents et à venir mis à la disposition du Journal officiel.

Art. 11. — Le directeur général adjoint assiste le directeur général dans ses fonctions. Toutefois, le directeur général peut lui déléguer une partie de ses attributions avec signature subséquente ou lui confier la supervision d'un ou plusieurs secteurs d'activités.

Il assume l'intérim du directeur général en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

Section 2

De l'administration du Journal officiel

Art. 12. — L'administration du Journal officiel comprend des directions centrales et les antennes provinciales et bureaux locaux.

Paragraphe 1er

Des directions centrales

Art. 13. — Le Journal officiel comprend cinq directions centrales:

1. la direction de publication et coordination des textes;

2. la direction de diffusion;

3. la direction informatique et technique;

4. la direction administrative et financière;

5. la direction archives et documentation;

Les directions sont subdivisées en divisions et en bureaux.

Paragraphe 2

Des antennes provinciales et des bureaux locaux

Art. 14. — Le Journal officiel comprend une antenne par province et, le cas échéant des bureaux locaux en tout autre lieu de la République conformément aux dispositions de l'article 2 alinéa 2 ci-dessus.

Les antennes provinciales et les bureaux locaux du Journal officiel sont dirigés respectivement par un chef de division et un chef de bureau.

Art. 15. — Les attributions des différentes structures, les structures administratives et le cadre organique du Journal officiel sont définis aux annexes I, II, III du présent décret.

Section 3

Du personnel

Art. 16. — Le personnel administratif du Journal officiel comprend les cadres et agents régis par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État et ses mesures d'exécution ainsi que par les textes organiques du cabinet du président de la République.

Art. 17. — Les membres du personnel du Journal officiel en activité de service au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et qui ne remplissent pas les conditions de mise en retraite sont versés d'office au *Journal officiel de la République démocratique du Congo*.

TITRE IV

DES DISPOSITIONS ABROGATOIRES ET FINALES

Art. 18. — Sont abrogées l'ordonnance 91-011 du 6 mars 1991 portant création d'un service spécialisé dénommé «Journal officiel de la République du Zaïre» et toutes les autres dispositions antérieures contraires au présent décret

Art. 19. — Le directeur de cabinet du président de la République est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe I

Attributions des différentes structures organiques du Journal officiel de la République démocratique du Congo

1. Direction générale

1.1. Directeur général

• coordonner les activités du service;

• concevoir la politique de développement du service en accord avec le directeur de cabinet du président de la République;

• gérer le personnel, les ressources financières et les biens meubles et immeubles présents et à venir du Journal officiel;

1.2. Directeur général adjoint

• assister le directeur général dans l'exercice de ses fonctions et le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement;

• assister le directeur général dans le ou les secteurs d'activité du Journal officiel dont la supervision lui est confiée par ce dernier.

1.3. Secrétariat de direction

• tenir le secrétariat de direction.

2. Direction informatique et technique

• informatisation de toutes les activités du service;

• gestion du matériel et fournitures techniques;

• exécution des travaux techniques.

2.1. Division informatique

• informatisation des activités du Journal officiel.

2.1.1. Bureau application

• acquisition et utilisation des logiciels d'application disponibles sur le marché;

• conception et réalisation interne des applications spécifiques au service.

2.1.2. Bureau matériel et système

• acquisition et maintenance du matériel et des logiciels d'exploitation.

2.2. Division technique

• gestion du matériel et fournitures techniques;

• exécution des travaux techniques.

2.2.1. Bureau électronique et maintenance

• entretien et maintenance des équipements;

• travaux électrotechniques.

2.2.2. Bureau imprimerie

• impression des documents.

3. Direction de publication et de coordination des textes

• production du Journal officiel.

3.1. Division juridique

• constitution des numéros à produire;

• constitution d'une banque des données juridiques.

3.1.1. Bureau collecte

• collecte ou réception et enregistrement des documents destinés à la publication;

• constitution d'une banque des données juridiques;

• insertions payantes.

3.1.2. Bureau rédaction, coordination et mise à jour des textes

• examen et sélection des documents reçus pour publication;

• constitution et rédaction des numéros;

• élaboration des codes;

• coordination et mise à jour des textes légaux et réglementaires;

• vérification et validation des numéros à imprimer.

3.2. Division d'édition

• composition et impression des numéros.

3.2.1. Bureau composition et impression

• composition et impression interne des numéros;

• suivi de la composition et de l'impression des numéros à l'extérieur du service.

3.2.2. Bureau correction

• correction des numéros constitués et/ou composés;

• suivi des corrections des numéros à imprimer.

4. Direction de diffusion

• distribution gratuite et payante du *Journal officiel en République démocratique du Congo* et à l'étranger.

4.1. Division organisation des ventes et abonnements

• promotion du Journal officiel, suivi de sa vente par les antennes autonomes et gestion des abonnements gratuits et payants.

4.1.1. Bureau organisation des ventes

• étude du marché, publicité et activités promotionnelles;

• suivi de la vente du Journal officiel par les antennes autonomes en provinces et à l'étranger.

4.1.2. Bureau abonnements

• gestion des abonnements gratuits et payants.

4.2. Division antenne du palais de justice

• vente du Journal officiel.

4.2.1. Bureau ventes de l'antenne

• facturation et encaissement.

4.2.2. Bureau stocks de l'antenne

• gestion des stocks.

5. Direction administrative et financière

• gestion administrative et financière du service.

5.1. Division administration

• gestion du personnel, relations humaines, gestion du patrimoine.

5.1.1. Bureau personnel et relations humaines

• gestion du personnel;

• relations humaines.

5.1.2. Bureau patrimoine

• gestion du patrimoine mobilier et immobilier.

5.2. Division finances

• gestion des finances du service.

5.2.1. Bureau budget et comptabilité

• préparation et suivi de l'exécution du budget du service;

• tenue de la comptabilité du service.

5.2.2. Bureau trésorerie

• tenue de la caisse et des comptes bancaires.

6. Direction documentation et archives

• tenue et gestion des archives du Journal officiel;

• tenue d'une bibliothèque des publications du Journal officiel et de la documentation diverse;

• tenue des archives techniques et administratives du service.

6.1. Division archives

6.1.1. Bureau archives et consultations

• tenue des archives techniques et administratives et consultations.

6.2. Division documentation

6.2.1. Bureau documentation et bibliothèque

• tenue d'une bibliothèque des publications du Journal officiel et de la documentation diverse.

7. Antenne urbaine ou provinciale

7.1. Division unique

• promotion du Journal officiel en provinces et vente du Journal officiel dans la ville de Kinshasa et au chef-lieu de chaque province.

7.1.1. Bureau de l'antenne

• facturation et encaissement des ventes de l'antenne urbaine (palais de justice) ou provinciale.

7.1.2. Bureau stocks de l'antenne

• gestion des stocks de l'antenne.

7.1.3. Bureau de suivi des bureaux locaux

• suivi des ventes et des stocks des bureaux locaux du Journal officiel.

Annexe II
Structure administrative du Journal officiel de la République démocratique du Congo

A. Emplois de commandement

1. Direction générale

Dirigé par un directeur général, assisté d'un directeur général adjoint.

1.1. Directeur général

a) Fonctions

• commandement, prévision, organisation et contrôle au sein du Journal officiel de la République démocratique du Congo;

• liaison entre la direction du cabinet du président de la République et les services du Journal officiel de la République démocratique du Congo;

• sauvegarde de la tradition administrative et la discipline au sein du Journal officiel de la République démocratique du Congo;

• contrôle de l'exécution des instructions reçues du directeur du cabinet;

• liaison entre le Journal officiel de la République démocratique du Congo et les ministères, les organismes publics, les entreprises publiques, les sociétés et associations sans but lucratif, ainsi que les usagers.

Il décide dans toutes les matières de sa compétence et donne des avis pour celles qui ne le sont pas.

b) Exigences

• connaissances générales solides lui permettant de diriger avec une compétence certaine;

• qualités morales irréprochables: patriotisme, conscience professionnelle, honnêteté, sens de responsabilité, aptitude au commandement;

• connaissance approfondie en droit;

• bonnes aptitudes physiques.

1.2. Directeur général adjoint

a) Fonctions

• assister le directeur général dans l'exécution de ses fonctions;

• décider conjointement avec le directeur général, dans toutes les matières de la compétence du Journal officiel de la République démocratique du Congo lui déléguées et donner les avis pour celles qui ne le sont pas;

• assurer, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général l'intérim de celui- ci.

b) Exigences

• connaissances générales solides lui permettant d'assister le directeur général à diriger avec une compétence certaine;

• qualités morales irréprochables: patriotisme, conscience professionnelle, honnêteté, sens de responsabilité, aptitude au commandement;

• connaissance approfondie en matière financière;

• bonnes aptitudes physiques.

2. Direction

Dirigée par un directeur

a) Fonction de directeur

• coordonner les agents placés sous son contrôle et assurer le relais entre les agents du service et le directeur général ou son adjoint devant lequel il est responsable des actes administratifs de ses collaborateurs;

• recevoir l'ordre du directeur général, répartir les tâches et contrôler l'exécution de celles-ci par ses collaborateurs;

• recevoir l'organisation et la coordination de son service, canaliser toutes les initiatives de ses subordonnés et superviser différentes actions de ces derniers;

• maintenir l'ordre et la discipline parmi le personnel qu'il dirige;

• décider dans toutes les matières de sa compétence et donner ses avis dans toutes celles qui ne le sont pas.

b) Exigences

• connaissances générales étendues et qualités morales et physiques imposées par les fonctions de commandement.

3. Division

Dirigée par un chef de division

a) Fonction de chef de division

• le chef de division est responsable de celle-ci vis-à-vis du directeur;

• il reçoit les ordres du directeur, répartit les tâches et contrôle l'exécution de celles-ci par ses collaborateurs;

• conçoit le programme à exécuter et propose à ses chefs ses initiatives ainsi que celles de ses subordonnés;

• il assure la coordination primaire des activités des bureaux afin de faciliter le travail du directeur à l'échelon le plus élevé.

b) Exigences

• outre les connaissances générales étendues, il exige du chef de division un niveau de technicité très élevé.

4. Bureau

Dirigé par un chef de bureau

a) Fonction du chef de bureau

• collecte et stockage des documents de la division;

• exécution directe de toutes les tâches administratives;

• constitution des dossiers;

• il décide dans toutes les matières de sa compétence et donne ses avis dans toutes celles qui ne le sont pas.

b) Exigences

• en plus des qualités générales exigées aux échelons supérieurs, il est requis, du chef de bureau, le niveau de technicité le plus poussé dans sa spécialité.

B. Emplois de collaboration et d'exécution

1. Attaché de bureau

• attaché de bureau de 1re classe;

• attaché de bureau de 2e classe.

a) Fonctions

• accomplir toutes les tâches qu'implique l'exécution d'une décision, d'un ordre, d'une mesure d'ordre administratif, légal ou réglementaire, sous l'autorité d'un chef de bureau.

b) Exigence

• satisfaire aux mêmes exigences que celles imposées pour les fonctions de commandement, notamment celles ayant trait;

• aux connaissances générales suffisantes;

• à des qualités morales et physiques irréprochables;

• à une technicité appropriée.

2. Agents de bureau

• agent de bureau de 1re classe;

• agent de bureau de 2e classe.

a) Fonctions

• accomplir toutes les tâches qu'implique l'exécution sous l'autorité d'un attaché du bureau (secrétaire administratif).

b) Exigences

• exigences générales prévues au grade supérieur à celui d'un agent du bureau.

3. Agents auxiliaires

a) Fonctions

• accomplir toutes les tâches d'exécution sous l'autorité d'un agent de bureau ou d'un autre agent hiérarchiquement plus gradé.

b) Exigences

• exigences générales prévues aux grades supérieurs.

4. Huissiers

a) Fonctions

• accomplir les tâches subalternes d'exécution.

b) Exigences

• exigences générales imposées aux grades supérieurs.

Annexe III

A. Services centraux

Direction générale

• 1 directeur général

• 1 directeur général adjoint

Secrétariat de direction

• 1 secrétaire de direction

• 1 huissier

Direction informatique et technique

• 1 directeur

Division informatique

• 1 chef de division

Bureau application

• 1 analyste

• 1 programmeur d'application

Bureau matériel et système

• 1 chargé du matériel et des logiciels d'exploitation

Division technique

• 1 chef de division

Bureau imprimerie

• 1 chef de bureau

Bureau technique

• 1 chef de bureau

Cellule électronique

• 1 chef de cellule

Cellule technique

• 1 chef de cellule

Direction de publication

• 1 directeur

Division juridique

• 1 chef de division

Bureau collecte et enregistrement

• 1 agent de collecte

• 1 agent d'enregistrement des documents destinés à la publication

Bureau rédaction, coordination et mise à jour des textes

• 2 chargés d'examen et sélection des documents, de coordination des textes légaux et réglementaires ainsi que de vérification et validation des maquettes à imprimer.

Division d'édition

• 1 chef de division

Bureau composition et impression

• 3 compositeurs internes

• 5 personnels d'imprimerie internes

• 1 chargé de liaison avec les compositeurs et imprimeurs extérieurs

Bureau correction

• 4 correcteurs des numéros composés

Direction de diffusion

• 1 directeur

Division organisation des ventes et abonnements

• 1 chef de division

Bureau organisation des ventes

• 1 chargé de marketing et activités promotionnelles

• 1 chargé de liaison avec les antennes autonomes

Bureau abonnements

• 2 chargés du service des abonnements gratuits et payants

Division antenne du palais de justice

• 1 chef de division

Bureau vente de l'antenne

• 1 chargé de la facturation

• 1 caissier de l'antenne

• 1 chargé de suivi des ventes

Bureau stocks de l'antenne

• 1 chargé de la gestion des stocks

• 1 chargé de la tenue des rayons

• 1 huissier

Division gestion des divisions provinciales et des bureaux

• 1 chef de division

Direction administrative et financière

• 1 directeur

Division administration

• 1 chef de division

Bureau personnel, relations humaines patrimoine

• 1 agent du personnel

• 1 agent des relations humaines

• 1 chauffeur

• 2 agents d'entretien

Division finances

• 1 chef de division

Bureau budget et comptabilité

• 1 chargé du budget et comptabilité

Bureau trésorerie

• 1 chargé de la caisse principale et des comptes bancaires.

Direction documentation et archives

• 1 directeur

Division archives

• 1 chef de division

Bureau archives

• 1 chef de bureau

Cellule édition et archives

• 1 chef de cellule

Division documentation

• 1 chef de division

Bureau bibliothèque/consultation

• 1 chef de bureau

B. Antennes urbaines ou provinciales

Division unique

• 11 chefs de division

Bureau diffusion de l'antenne

• 11 chefs de bureau

Bureau stocks de l'antenne

• 11 chefs de bureau

Bureau de suivi des bureaux locaux

• 11 chefs de bureau

Bureau du Journal officiel au niveau des districts

• 82 chefs de bureau chargés de diffusion du Journal officiel.

AIDE SOCIALE

A.M. CAB/MIN/AFF.SO/060/95 du 7 juin 1995 — Services d'action sociale et centres privés à vocation sociale. – Conditions d'agrément 10
Décr. 009/2002 du 5 février 2002 — F.S.R.D.C. – Création et statuts 10
L. 010-2002 du 5 août 2002 — Anciens présidents de la République. – Pension spéciale et rente de survie 13

7 juin 1995. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AFF.SO/060/95 fixant les conditions d'agrément des services d'action sociale ou centres privés à vocation sociale. (*Ministère des Affaires sociales*)

Art. 1er. — Tout service d'action sociale ou centre privé à vocation sociale fonctionnant en *République du Zaïre* et menant des activités dans un but de promotion sociale, de bienfaisance ou d'assistance sociale, doit être agréé par arrêté du ministre des Affaires sociales.

Art. 2. — Est considéré comme service d'action sociale ou centre privé à vocation sociale toute association ou organisme privé qui a pour objet:

• l'assistance sociale, la protection des vieillards, des orphelins et des enfants abandonnés, le reclassement des personnes handicapées, l'organisation des secours d'urgence aux réfugiés, rapatriés, sinistrés des catastrophes naturelles, la tutelle des mineurs en liberté surveillée et l'aide aux nécessiteux;

• la promotion sociale, l'alphabétisation des adultes et des jeunes, l'apprentissage des métiers, la formation professionnelle et artisanale, la réinsertion sociale des jeunes désœuvrés, l'éducation médico-sociale et formation des cadres et le développement communautaire.

Art. 3. — Pour leur agrément, les services d'action sociale ou centres privés à vocation sociale doivent remplir les conditions suivantes:

1. être doté de la personnalité civile;

2. avoir un compte en banque, des structures viables et des équipements nécessaires à la réalisation des objectifs qu'ils se sont assignés;

3. être créé ou animé par des personnes expérimentées ou spécialisées dans le domaine d'intervention;

4. être opérationnel pendant au moins 6 mois;

5. introduire au ministère des Affaires sociales une demande d'agrément sous le couvert de la division régionale ou urbaine de son ressort;

6. annexer à la demande d'agrément les statuts et règlement d'ordre intérieur, le rapport d'activités, le programme d'actions, les extraits du casier judiciaire et les certificats de bonnes vie et mœurs des animateurs.

Art. 4. — Tout service d'action sociale ou centre privé à vocation sociale œuvrant en *République du Zaïre* est tenu de fournir annuellement au ministère des Affaires sociales un rapport d'activités.

Art. 5. — Le ministère des Affaires sociales peut mettre fin aux activités de tout service d'action sociale ou centre privé à vocation sociale lorsque l'une des conditions prévues aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté n'était plus remplie ou lorsque l'intérêt général l'exige.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 7. — Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 février 2002. – DÉCRET 009/2002 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Fonds social de la République démocratique du Congo, en sigle «F.S.R.D.C.». (*Présidence de la République*)

TITRE 1er
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé, sous la dénomination de «Fonds social de la République démocratique du Congo», en abrégé, «F.S.R.D.C.» un établissement public à caractère social doté de la personnalité juridique.

Art. 2. — Le fonds a son siège social et administratif à Kinshasa. Il peut être établi des antennes sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo.

Le fonds exerce ses activités sur toute l'étendue du territoire national.

Art. 3. — Le fonds a pour mission de participer à l'effort de reconstruction de la République démocratique du Congo en contribuant à:

1° l'amélioration des conditions de vie de la population congolaise et son accès aux services sociaux moyennant la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures économiques et sociales communautaires;

2° la création des revenus et des emplois dans les milieux ruraux et urbains par l'exécution ou l'implantation des micro-projets générateurs des revenus pour alléger la pauvreté et promouvoir le développement économique et social de la République démocratique du Congo.

À cet effet, le fonds a pour tâches notamment de:

• améliorer les services sociaux des communautés défavorisées à travers le pays, en l'occurrence des groupes de population vulnérables tels que les femmes, les jeunes, les déplacés et les reclassés, les soldats démobilisés, les victimes de la guerre d'agression: handicapés, veuves et orphelins;

• contribuer à réhabiliter et à reconstruire les infrastructures économiques et sociales dans les milieux ruraux et urbains et améliorer l'accès des communautés locales aux services de base tels que l'éducation, l'eau potable, les soins médicaux, les routes ou dessertes agricoles et autres infrastructures rurales;

• promouvoir la réalisation des micro-projets dans un certain nombre de secteurs de l'économie: l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'industrie, l'environnement, la santé et l'éducation et impliquer de larges segments de la population dans la relance de l'économie, en encourageant leur participation aux activités productives à petite échelle;

• créer des emplois pour la mise en œuvre de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre;

• trouver des solutions aux problèmes de pauvreté en développant des stratégies, des politiques et autres projets conséquents en concertation avec les communautés de base, les autorités locales et les organisations non gouvernementales (ONG);

• fournir l'assistance technique aux communautés locales, aux autorités locales et aux ONG dans la préparation et l'exécution des micro-projets et encourager l'engagement et la participation des précitées dans des activités de développement;

• financer, sur base d'un contrat de prêt ou de subvention, des micro-projets pour la réhabilitation ou la reconstruction des infrastructures sociales;

• réaliser toutes autres opérations qui se rattachent directement ou indirectement à sa mission.

Art. 4. — Suivant la mission lui assignée, le fonds intervient dans le cadre des programmes sociaux du gouvernement ou des programmes ou projets d'aide d'urgence convenus avec les bailleurs des fonds tels que les puissances étrangères, les institutions multilatérales et bilatérales, les fondations privées, les ONG locales et internationales, les organisations et sociétés privées ou publiques.

Les interventions financières du fonds dans les micro-projets se feront sous forme des subventions ou des prêts et aux conditions convenues avec les bailleurs de fonds.

Art. 5. — Tout micro-projet à financer doit nécessairement faire l'objet d'une évaluation technique, économique et financière et d'une approbation préalable par les services techniques et d'administration du fonds.

Le financement des micro-projets approuvés fera l'objet des contrats de subvention ou de prêt entre le fonds et le promoteur du micro-projet.

TITRE II
DU PATRIMOINE ET DES RESSOURCES

Art. 6. — Le patrimoine du fonds est constitué:

a) des biens meubles et immeubles mis à sa disposition par l'État lors de son démarrage;

b) des équipements, matériels et autres biens acquis à ses frais dans le cadre de l'exécution des accords de don et de prêt conclu avec les bailleurs des fonds à l'appui des programmes sociaux du gouvernement ou des programmes ou projets d'aide d'urgence convenus avec ces derniers.

Art. 7. — Les ressources du fonds proviennent:

1° des allocations financières de l'État sous forme de subventions et/ou d'impôts, droits et taxes créés en sa faveur ou lui rétrocédés;

2° des dons d'État et d'institution multilatérales ou bilatérales;

3° des subventions des fondations privées;

4° des dons des organisations non gouvernementales locales et internationales;

5° des contributions ou libéralités des entreprises publiques ou privées opérant en République démocratique du Congo au financement des activités du fonds;

6° des bonus de participation aux activités du fonds, des entreprises nouvelles des secteurs minier et agricole qui s'installent en République démocratique du Congo;

7° des dons et legs de personnes physiques.

TITRE III
DES STRUCTURES, DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I^er^
DES STRUCTURES

Art. 8. — À moins qu'intervienne un contrat de gestion ou de gérance avec des tiers, les structures du fonds sont:

• le conseil d'administration;

• le bureau de coordination du fonds;

• le collège des auditeurs externes.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Section 1^re^
Du conseil d'administration

Art. 9. — Le conseil d'administration du fonds est l'organe d'administration et de surveillance chargé d'assurer le suivi de l'exécution et de la gestion des programmes ou projets d'aide d'urgence par le bureau de coordination du fonds.

À ce titre, il est chargé notamment de:

a) approuver et, le cas échéant, réviser le planning de l'exécution des programmes ou projets d'aide d'urgence, le plan d'actions global, les objectifs ou les buts, les politiques, les programmes sectoriels et les activités du fonds soumis par le bureau de coordination du fonds;

b) arrêter les politiques financières et les lignes maîtresses pour atteindre les objectifs du fonds;

c) examiner et approuver les recommandations du bureau de coordination du fonds sur la création des antennes provinciales du fonds;

d) proposer au ministère ayant les finances et budget dans ses attributions le recrutement du personnel pour les postes - clés du fonds, en l'occurrence les postes de coordonnateur général, de directeur administratif et financier, de directeur technique et d'auditeur interne, le recrutement des auditeurs externes ainsi que les conditions de leur rémunération, approuver le recrutement des autres membres du personnel du bureau de coordination du fonds;

e) examiner les plans d'actions annuels, les projets de budgets annuels internes (fonctionnement, investissement et trésorerie), les rapports d'activités, les rapports d'exécution budgétaire, les rapports trimestriels et annuels de gestion des programmes ou projets d'aide et des micro-projets, les états financiers, le compte de fin d'exercice et le bilan présentés par le bureau de coordination du fonds;

f) examiner les opinions des auditeurs externes sur les états financiers, les écritures et les comptes ainsi que leurs rapports d'audit et lui proposer la mise en œuvre des mesures qui y sont proposées;

g) assurer la liaison permanente entre le bureau de coordination du fonds congolais et le gouvernement;

h) approuver les micro-projets à financer ayant fait l'objet d'une évaluation technique, économique et financière par les services techniques du fonds et autoriser leur financement;

i) effectuer, en tant que besoin, des visites sur les sites d'exécution ou d'implantation des micro-projets et des micro-entreprises financés par le fonds.

Art. 10. — Le conseil d'administration du fonds est composé de douze membres, au plus, appelés administrateurs, dont:

• le président de la République ou son représentant;

• le ministre ayant les finances dans ses attributions;

• un représentant de haut rang des confessions religieuses;

• un représentant des organisations non gouvernementales;

• deux représentants du secteur privé;

• trois représentants des communautés de base;

• deux représentants des bailleurs de fonds;

• le coordinateur du fonds.

Art. 11. — Les membres du conseil d'administration du fonds sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le président de la République pour un mandat de 5 ans renouvelable.

Le président de la République ou son représentant assure la présidence du conseil d'administration.

Art. 12. — Le conseil d'administration du fonds a les pouvoirs les plus étendus pour poser tous les actes d'administration et de disposition en rapport avec l'objet social du fonds.

Il délègue au bureau de coordination du fonds tous les pouvoirs nécessaires pour lui permettre d'assurer la gestion des affaires courantes du fonds. Il détermine les directives de cette gestion et en surveille l'exécution.

Art. 13. — Le conseil d'administration du fonds se réunit sur convocation de son président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, sur celle de son délégué, une fois par trimestre et chaque fois que l'intérêt du fonds l'exige ou chaque fois que la demande a été faite par écrit, par la moitié au moins des administrateurs.

Un règlement intérieur détermine les règles de fonctionnement du conseil d'administration du fonds.

Art. 14. — Les membres du conseil d'administration du fonds ont droit à un jeton de présence dont le montant est fixé par le président de la République, sur proposition du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Section 2
Du bureau de coordination du fonds

Art. 15. — Le bureau de coordination du fonds est l'organe du fonds chargé de gérer, de coordonner et d'exécuter les activités des programmes et projets d'aide d'urgence, ainsi que d'évaluer et de suivre l'exécution des micro-projets à financer ou financés à l'aide des ressources du fonds, en conformité avec les règles et les procédures définies dans le manuel d'organisation et de gestion du fonds.

Il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration du fonds et assure la gestion des affaires courantes du fonds.

À ce titre, il est chargé notamment de:

1° assurer la gestion des fonds d'aide d'urgence mis à la disposition de la République démocratique du Congo par les divers bailleurs de fonds à l'appui des programmes ou projets d'aide d'urgence et des micro-projets et de libération des fonds;

2° mettre en place les normes et procédures appropriées d'organisation et de gestion des programmes ou projets d'aide d'urgence et des micro-projets et de libération des fonds;

3° exécuter les buts et les objectifs du fonds tels que définis dans les programmes sociaux du gouvernement ou les programmes ou projets d'aide d'urgence convenus avec les bailleurs de fonds ainsi que les décisions du conseil d'administration;

4° diffuser les objectifs du fonds et des programmes ou projets d'aide d'urgence et les conditions d'éligibilité à toutes les communautés susceptibles d'être intéressées par les activités du fonds et des projets;

5° planifier les activités annuelles du fonds et préparer le budget du fonds;

6° sélectionner, évaluer et contrôler tous les micro-projets soumis et exécutés par les communautés de base, les autorités locales et les ONG;

7° conclure avec les communautés de base, les autorités locales et ONG bénéficiaires, les organismes d'exécution, les contrats de subvention de prêt ou de service aux fins de l'exécution des micro-projets à financer avec les ressources gérées par le fonds;

8° organiser des soumissions compétitives et/ou la sélection de tous les consultants et auditeurs;

9° organiser la formation du personnel du fonds ou des ONG, des autorités locales et des chefs de communautés de base;

10° préparer des propositions pour la création des antennes ou unités provinciales du fonds;

11° établir les rapports trimestriels de gestion des projets d'aide d'urgence et des micro-projets, les rapports mensuels et annuels d'activités.

Les modalités d'exécution de ces attributions sont arrêtées dans le manuel d'organisation et de gestion du bureau de coordination du fonds approuvé par le conseil d'administration.

Art. 16. — Le bureau de coordination du fonds est dirigé par un coordonnateur nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le président de la République.

À moins qu'intervienne un contrat de gestion ou de gérance avec le bureau central de coordination, en abrégé «BCECO», ou des tiers, le coordonnateur est assisté d'un directeur administratif et financier, d'un directeur technique et d'un auditeur interne recrutés sur concours, par le conseil d'administration sur base de contrat de droit privé.

Art. 17. — Sous réserve de l'existence d'un contrat de gestion ou de gérance, les actes de gestion engageant le fonds sont signés conjointement par le coordonnateur et le directeur administratif et financier ou le directeur technique.

Art. 18. — Sans préjudice des dispositions de l'article 16 ci-dessus, l'organigramme détaillé du bureau de coordination du fonds est fixé par le conseil d'administration.

Art. 19. — Le bureau de coordination du fonds est assisté par un panel d'experts locaux et internationaux choisis pour leur connaissance et leur maîtrise des domaines d'intervention du fonds et prestant leurs services sur base d'un contrat.

Le panel d'experts se réunit au moins 2 fois par an.

Section 3

Du collège des auditeurs externes

Art. 20. — La vérification, pour chaque semestre, des comptes, des écritures et des états financiers concernant les opérations, les ressources et les dépenses relatives au fonds, aux divers programmes ou projets d'aide d'urgence et aux micro-projets ainsi que la vérification, pour chaque exercice, des comptes et des écritures relatifs au compte spécial sont effectuées par des auditeurs externes indépendants.

Les auditeurs externes sont recrutés sur concours par le conseil d'administration et prestent sur base d'un montant conclu avec le fonds.

Art. 21. — Les auditeurs externes ont, en collège ou séparément, un droit illimité de surveillance, de vérification et de contrôle sur toutes les opérations du fonds.

Ils émettent une opinion sur les états financiers, les écritures et les comptes visés à l'article 19 ci-dessus et établissent des rapports d'audit semestriels ou annuels à l'intention du conseil d'administration.

Art. 22. — Les auditeurs externes reçoivent, à charge du fonds, une allocation fixe dont le montant est déterminé dans le contrat de service conclu avec le fonds.

Section 4

Du personnel

Art. 23. — Sous réserve de l'existence d'un contrat de gestion ou de gérance avec le «BCECO» ou des tiers, le personnel du bureau de coordination du fonds comprend des cadres nationaux et étrangers et tous autres agents nécessaires à la bonne exécution de ses attributions.

Art. 24. — Le cadre et le statut du personnel du bureau de coordination du fonds sont fixés par le conseil d'administration, sur proposition du coordonnateur.

Le personnel national est régi par les dispositions générales du Code du travail congolais et par les dispositions contractuelles qui auront été négociées librement avec le fonds.

Les emplois du bureau de coordination du fonds sont incompatibles avec la qualité de fonctionnaire en activité de services.

TITRE IV

RÉGIME DOUANIER, FISCAL ET PARAFISCAL

Art. 25. — Pour toutes ses opérations, le fonds est exonéré de tous impôts, droits, taxes et redevances.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 26. — Le directeur de cabinet du président de la République et le ministre ayant les finances dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 août 2002. – LOI 010-2002 portant institution de la pension spéciale pour les anciens présidents de la République et de la rente de survie en faveur des conjoints et des orphelins des anciens présidents de la République et des héros nationaux décédés. (*Présidence de la République*)

CHAPITRE I^er^

DE LA PENSION SPÉCIALE EN FAVEUR DES ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 1^er^. — Il est institué une pension spéciale en faveur des anciens présidents de la République, à la fin de l'exercice de leur mandat.

Art. 2. — N'a pas droit à la pension spéciale:

• l'ancien président de la République dont la gestion a été jugée désastreuse par le Parlement;

• le président de la République déchu ou condamné pour haute trahison, concussion ou corruption conformément aux dispositions de la Constitution.

Art. 3. — Le droit à la pension spéciale de l'ancien président de la République bénéficiaire prend fin par:

• la condamnation pour haute trahison durant sa retraite;

• le décès.

Il est suspendu durant l'exercice d'un autre mandat public.

CHAPITRE II

DE LA RENTE DE SURVIE EN FAVEUR DES CONJOINTS ET DES ORPHELINS DES ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE ET DES HÉROS NATIONAUX DÉCÉDÉS

Art. 4. — Il est institué une rente de survie distincte en faveur des conjoints et des orphelins des anciens présidents de la République et des héros nationaux décédés.

Art. 5. — La rente de survie n'est pas due au conjoint ni aux orphelins lorsqu'elle se rapporte à un ancien président de la République dont la gestion a été jugée désastreuse par le Parlement ou à un président de la République déchu ou condamné pour haute trahison, concussion ou corruption conformément aux dispositions constitutionnelles.

Elle n'est pas non plus due au bénéficiaire reconnu auteur, coauteur ou complice de la mort d'un président de la République ou d'un héros national.

Art. 6. — La rente de survie du conjoint prend fin par:

• la condamnation pour atteinte à la sûreté de l'État;

• la condamnation pour faits immoraux ou infamants;

• le décès.

Art. 7. — La rente de survie des orphelins n'est due que jusqu'à l'âge de 18 ans révolus excepté pour les enfants vivant avec un handicap les empêchant d'être socialement indépendants.

Toutefois, elle sera due jusqu'à l'âge de 25 ans révolus lorsque le bénéficiaire est en apprentissage non rémunéré ou poursuit normalement ses études.

Art. 8. — Par orphelins, il faut entendre:

• les orphelins des anciens présidents de la République et des héros nationaux décédés dont la filiation est établie conformément au Code de la famille;

• les enfants adoptés légalement par les anciens présidents de la République et les héros nationaux décédés;

• les enfants dont la tutelle leur a été confiée conformément à la loi.

Art. 9. — La rente de survie payable aux conjoints et aux orphelins des anciens présidents proclamés héros nationaux, à titre posthume, est indépendante de celle prévue à titre de héros nationaux.

Elle est, par dérogation aux dispositions de l'article 13 ci-dessous, cumulative dans ce cas.

CHAPITRE III

DES SOINS MÉDICAUX ET DES FRAIS FUNÉRAIRES

Art. 10. — Les anciens présidents de la République bénéficiaires d'une pension spéciale ont droit aux soins de santé à charge du Trésor public.

Ces soins de santé comprennent les soins médico-chirurgicaux, les soins dentaires et les prothèses.

Les dispositions des alinéas précédents s'appliquent *mutatis mutandis* aux bénéficiaires de la rente de survie prévue par la présente loi.

Art. 11. — Les anciens présidents de la Républiques, jouissant de la pension spéciale, ont droit aux obsèques officielles.

Les conjoints et les orphelins bénéficiaires d'une rente de survie ont droit aux frais funéraires pour des obsèques dignes.

CHAPITRE IV

DES TAUX ET DES MODALITÉS DE CALCUL ET DE PAIEMENT DE LA PENSION SPÉCIALE ET DE LA RENTE DE SURVIE

Art. 12. — Les montants de la pension spéciale de l'ancien président de la République et de la rente de survie, qui sont à charge du Trésor public, sont déterminés annuellement par le Parlement lors du vote du budget de l'État.

Art. 13. — La rente et la pension spéciale sont payables à chaque bénéficiaire par mensualités successives.

Elle n'est ni imposable ni cumulative.

Art. 14. — Le calcul de la pension spéciale pour les anciens présidents de la République s'effectue sur base de l'émolument du président de la République en fonction.

Art. 15. — Le taux de la pension spéciale est fixé à 60 % du montant de l'émolument du président de la République en fonction.

Art. 16. — La rente de survie au profit du conjoint d'un ancien président de la République décédé est fixée à 50 % de la pension spéciale octroyée à l'ancien président de la République.

La rente de survie au bénéficiaire du conjoint du héros national décédé est fixée à 70 % de la rente de survie du conjoint de l'ancien président de la République décédé.

Art. 17. — La rente de survie au bénéficiaire des orphelins est fixée à raison de 2,5 % de la pension spéciale octroyée à l'ancien président de la République.

Art. 18. — Si la loi portant budget de l'État n'a pas été votée et promulguée au 1er janvier, il sera accordé, au titre de pension spéciale et de rente de survie, le même montant que celui payé lors de l'exercice antérieur.

CHAPITRE V

DE LA LISTE DES BÉNÉFICIAIRES

Art. 19. — La liste des bénéficiaires de la pension spéciale et de la rente de survie est arrêté par le décret du président de la République. Elle est publiée annuellement au *Journal officiel*.

CHAPITRE VI

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 20. — La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

CULTURE

A.M. 225 du 23 août 1967 — Commission de censure de la musique 15
Ord. 70-089 du 11 mars 1970 — Institut des musées nationaux..... 16
Arrêté départemental 007/BUR/CECA/75 du 31 mars 1975 — Objets d'antiquité congolais. – Exportation et commerce 16
Arr. dép. 008/BUR/CECA/75 du 25 avril 1975 — Commission nationale des monuments publics..... 17
Arr. dép. 009/BUR/CECA/75 du 25 avril 1975 — Oeuvres d'art moderne. – Sélection 17
Charte culturelle de l'Afrique du 5 juillet 1976 — Charte culturelle de l'Afrique..... 17
Ord. 78-300 du 6 juillet 1978 — Théâtre national..... 21
Ord. 78-301 du 6 juillet 1978 — Théâtre national. – Personnel. – Statut..... 23
L. 78-013 du 11 juillet 1978 — Archives. – Régime général 25
Ord. 80-108 du 21 avril 1980 — Cadre organique du ministère de la Culture et des Arts ... 27
Conv. du 8 janvier 1983 — Centre international des civilisations Bantu 39
Ord. 86-167 du 5 juin 1986 — Francophonie. – Service près la Présidence 42
Ord. 89-010 du 18 janvier 1989 — Bibliothèque nationale..... 43
Ord. 89-027 du 26 janvier 1989 — Archives nationales..... 43
A.M. 019/CAB/MJCA/93 du 13 août 1993 — Centre culturel «le Zoo» 44
Décr. 0009 du 6 avril 1995 — Observatoire des langues 45
A.M. 22/CAB/MCA/027/2001 du 24 novembre 2001 — Observatoire des langues. – Règlement intérieur..... 47

23 août 1967. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 225. – Commission de censure de la musique. — Création. (*M.C.*, 1967, p. 769)

Art. 1er. — Il est créé sous l'autorité du ministre de la Justice une commission de censure de la musique siégeant à Kinshasa.

Art. 2. — Cette commission a pour mission de se prononcer sur la conformité aux bonnes mœurs et à l'ordre public des chansons diffusées, soit directement par des orchestres, soit par reproduction phonographique ou sur bande électromagnétique dans tous lieux ouverts au public. La commission doit également vérifier si ces chansons sont de nature ou non à provoquer la haine raciale ou tribale, ou si elles comportent des injures, de l'aversion, des imputations calomnieuses ou dommageables.

Art. 3. — La commission de censure de la musique est composée de onze membres désignés par le ministre de la Justice, parmi les magistrats, les parents, les musiciens et les industriels de l'enregistrement. Le président et le vice-président seront des magistrats. En cas d'absence ou d'empêchement de son président, la commission de censure de la musique est présidée par le vice-président ou à défaut, par le doyen d'âge.

Art. 4. — La commission de censure de la musique se réunit sur convocation de son président ou à la demande écrite de deux de ses membres. La commission ne siège valablement que lorsque six au moins de ses membres sont présents. Elle prend les décisions à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 5. — Les membres de la commission de censure de la musique sont porteurs d'une carte dont le modèle est déterminé par l'annexe au présent arrêté. Ils peuvent l'exhiber, si les circonstances le requièrent. Ils ont accès le jour, comme la nuit dans les lieux publics où se produisent les orchestres ainsi qu'aux endroits où est diffusée la musique enregistrée sur disque ou sur bande électromagnétique.

Art. 6. — Nul ne peut fabriquer des matrices de disques chantés sans en avoir préalablement soumis à la commission de censure un enregistrement sur bande et le texte.

Art. 7. — La commission de censure de la musique doit refuser l'autorisation de fabrication de matrice de tous enregistrements sur disque ou sur bande électromagnétique, lorsqu'elle estime qu'ils sont attentatoires à l'ordre public, aux bonnes mœurs, ou qu'ils comportent des injures, de l'aversion, des imputations calomnieuses ou dommageables.

Art. 8. — Aucune chanson ne peut être diffusée dans les lieux ouverts au public si elle n'a été préalablement soumise à la censure de la commission dont le siège est à Kinshasa. Un registre tenu au parquet de première instance de Kinshasa portera l'inscription des titres des chansons dont la diffusion a été autorisée ou interdite par la commission de censure de la musique. Ce registre peut être consulté librement par le public. La décision de la commission emportant l'interdiction de fabrication de matrice d'enregistrement, ou celle comportant l'autorisation de diffuser une chanson sera entérinée par un arrêté du ministre de la Justice.

Art. 9. — Tous les enregistrements sur disque ou sur bande électromagnétique mis en diffusion avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ne seront pas soumis à la censure de la commission. Néanmoins, leur diffusion peut être interdite, lorsqu'ils sont jugés par la commission de censure, attentatoires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ou susceptibles de provoquer la haine raciale ou tribale ou qui comportent des injures, de l'aversion, des imputations calomnieuses ou dommageables.

Art. 10. — Les officiers du ministère public et les officiers de police judiciaire sont chargés de veiller, sur tout le territoire de la République démocratique du Congo, à la stricte observance des décisions de la commission de censure de la musique, entérinées par le ministre de la Justice. Ils procéderont à la saisie immédiate de tout enregistrement et de tout disque prohibés, lesquels seront détruits par les soins du procureur d'État compétent, procès-verbal dûment dressé.

Art. 11. — Seront punis conformément au Code pénal congolais, ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 6, 7 et 8 du présent arrêté qui entre en vigueur le jour de sa signature.

---

11 mars 1970. – ORDONNANCE 70-089 portant création d'un Institut des musées nationaux. (*M.C.*, n° 7,1er avril 1970, p. 210)

Art. 1er. — Il est créé un Institut des musées nationaux.

Cet Institut est une administration centralisée, dotée de l'autonomie administrative et financière et rattachée à la présidence de la République.

Art. 2. — L'Institut a pour attributions:

1° d'assurer la protection des œuvres d'art, des monuments ou objets dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science, un intérêt public, ainsi que des sites archéologiques;

2° d'administrer les musées appartenant à l'État.

Il est, en outre, chargé d'inspecter, en vue d'en établir l'inventaire et d'assurer la conservation matérielle des objets qui les composent, les collections privées, permanentes et ouvertes au public, d'œuvres présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique.

Toute personne qui aura fait obstacle à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'alinéa précédent sera passible d'une amende de cinq à cinquante zaïres, sans addition de décimes.

Art. 3. — L'Institut est administré et dirigé par un directeur général assisté d'un directeur général adjoint.

Le directeur général et le directeur général adjoint sont nommés par le président de la République.

Leur statut administratif et pécuniaire est fixé par le président de la République.

Art. 4. — Le directeur général dirige et surveille tout le personnel de l'Institut.

Il exécute le budget de l'Institut et signe la correspondance.

Il accepte les dons de collection faits à l'Institut.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le directeur général adjoint.

Art. 5. — L'Institut comprend, outre le service de la direction générale, un musée national à Kinshasa et des musées nationaux en provinces.

La liste des musées en province est arrêtée par le président de la République.

Art. 6. — Le personnel de l'Institut se divise en personnel scientifique et technique et en personnel administratif.

Il comprend des agents sous contrat et, éventuellement, des agents de l'État sous statut détachés auprès de l'Institut.

Le président de la République détermine, sur proposition du directeur général, la hiérarchie, les conditions d'engagement et de rémunération du personnel.

Il fixe le nombre d'agents nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

Art. 7. — Le personnel de l'Institut est engagé, nommé, affecté, promu et licencié par le directeur général, qui peut déléguer ses pouvoirs en ce qui concerne le personnel administratif subalterne.

Ses attributions sont fixées par un règlement d'ordre intérieur établi par le directeur général.

Art. 8. — L'exercice budgétaire et comptable de l'Institut commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

La comptabilité est tenue suivant le système de la gestion.

La gestion comprend tous les faits matériellement accomplis en recette et en dépense, depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre de la même année; elle comprend, en outre, le solde de la gestion précédente.

Les règles de la comptabilité publique ne sont pas applicables à l'Institut.

Art. 9. — Chaque année, avant le 1er octobre, le directeur général soumet à l'approbation du président de la République un projet de budget de recettes et de dépenses pour l'exercice suivant.

Chaque année, avant le 1er avril, il soumet à l'approbation du président de la République le compte de l'exercice écoulé. Il y joint un rapport général sur l'administration de l'Institut.

Art. 10. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

31 mars 1975. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 007/BUR/CECA/75 portant interdiction des exportations et du commerce d'objets d'antiquité zaïrois. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1975, p. 596)

Art. 1er. — L'exportation et la commercialisation des objets d'origine zaïroise sont interdites sur toute l'étendue du Zaïre, que lesdits objets soient classés ou non

Art. 2. — L'État zaïrois, par le canal du département chargé de la culture et des arts, se réserve seul le droit d'acquérir par don ou achat les objets d'antiquité d'origine zaïroise.

L'achat de ces objets d'antiquité se fait dans la localité d'origine de ces derniers.

Art. 3. — Les objets d'artisanat d'origine zaïroise ne sont pas concernés par les dispositions prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus.

Art. 4. — Tout objet d'artisanat d'origine zaïroise destiné à être exporté doit porter, accroché à cet objet, un poinçon marqué «à exporter» délivré sur autorisation du commissaire d'État chargé de la culture et des

arts donnée après avis du directeur général de l'Institut des musées nationaux.

Le poinçon marqué «à exporter» est obtenu auprès de l'Institut des musées nationaux, moyennant paiement de 10 % de la valeur de l'objet à exporter calculés sur base du prix d'achat ou fixés à dire d'expert.

La demande du poinçon doit être adressée au directeur général de l'Institut des musées nationaux. Elle doit contenir une description détaillée de l'objet, avec indication de ses dimensions, et être accompagnée d'une photographie de celui-ci, d'un format de 9 cm x 12 cm au moins, ainsi que du prix d'achat de l'objet.

Art. 5. — Le non-respect aux dispositions du présent arrêté entraînera des poursuites judiciaires.

Art. 6. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

25 avril 1975. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 008/BUR/CECA/75 portant création d'une Commission nationale des monuments publics. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 675)

Art. 1er. — Il est créé une Commission nationale des monuments publics.

Art. 2. — Font partie de cette Commission, à raison de deux délégués par organe:

1) les délégués du bureau du président de la République;

2) du département de la Culture et des Arts;

3) de l'A.I.A.C.A./Zaïre;

4) de l'Académie des beaux-arts;

lesquels sont membres de la Commission nationale pour la sélection des œuvres d'art plastique moderne destinées à la collection de l'État et aux expositions officielles.

Art. 3. — Suivant le thème fixé par l'État pour la décoration de sites et bâtiments publics, cette Commission est chargée de:

1) l'organisation du concours national à l'intention de tous les artistes intéressés;

2) la sélection des maquettes présentées par les artistes;

3) l'appréciation des œuvres finies, avant leur inauguration officielle.

Art. 4. — Aucune œuvre proposée par des artistes pour la décoration des sites et bâtiments publics ne peut figurer parmi les monuments publics du Zaïre sans avoir été soumise à l'appréciation préalable de la Commission créée par le présent arrêté.

Art. 5. — Tout monument placé sans tenir compte des dispositions prévues par le présent arrêté est passible de destruction.

Art. 6. — Le directeur général à la Culture et aux Arts et les membres de la Commission nationale des monuments publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

25 avril 1975. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 009/BUR/CECA/75 portant création d'une Commission nationale pour la sélection d'œuvres d'art moderne destinées à la collection de l'État et aux expositions officielles nationales et internationales. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 676)

Art. 1er. — Il est créé une Commission nationale pour la sélection d'œuvres d'art moderne.

Art. 2. — Font partie de cette commission, les délégués de l'A.I.C.A. Zaïre, de l'Académie des beaux-arts, du département de la Culture et des Arts du bureau du président de la République, à raison de deux délégués par organe.

Art. 3. — Cette commission est la seule habilitée à sélectionner les œuvres d'art destinées:

1) à la collection de l'État;

2) aux expositions officielles organisées au pays ou à l'étranger.

Art. 4. — Aucune œuvre non choisie par cette commission ne peut ni être admise dans une collection de l'État, ni participer aux expositions organisées par le Conseil exécutif national.

Art. 5. — Toute transgression du présent arrêté entraîne la saisie de l'œuvre concernée.

Art. 6. — Le directeur général à la Culture et aux Arts, les membres de la commission ainsi créée sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 juillet 1976. – CHARTE culturelle de l'Afrique. (*J.O.Z.*, n° 9, 1er mai 1989, p. 21)

TITRE Ier

OBJECTIFS ET PRINCIPES

Art. 1er. — Les objectifs de la présente Charte sont les suivants:

a) libérer les peuples africains des conditions socio-culturelles qui entravent leur développement pour recréer et entretenir le sens et la volonté de développement;

b) réhabiliter, restaurer, sauvegarder, promouvoir le patrimoine culturel africain;

c) affirmer la dignité de l'homme africain et les fondements populaires de sa culture;

d) combattre et éliminer les formes d'aliénation, d'oppression et de domination culturelle partout en Afrique, notamment dans les pays encore sous domination coloniale et raciste dont l'apartheid;

e) favoriser la coopération culturelle entre les États africains en vue de renforcement de l'unité africaine;

f) favoriser la coopération internationale pour une meilleure compréhension entre les peuples dans laquelle l'Afrique apportera à la culture humaine sa contribution originale et de qualité;

g) favoriser dans chaque pays la maîtrise par tout le peuple de la science et de la technique, condition de la nécessaire maîtrise de la nature;

h) développer dans le patrimoine culturel africain toutes les valeurs dynamiques et rejeter tout élément qui soit un frein au progrès.

Art. 2. — Les États africains, pour atteindre les objectifs énoncés à l'article précédent, affirment solennellement les principes suivants:

a) accès de tous les citoyens à l'éducation et à la culture;

b) libération du génie créateur du peuple et respect de la liberté de création;

c) respect des spécificités et des authenticités nationales dans le domaine culturel;

d) intégration sélective de la science et de la technologie moderne dans la vie culturelle des peuples africains;

e) échange et diffusion des expériences culturelles entre États africains dans le domaine de la décolonisation culturelle sous toutes ses formes.

TITRE II
DIVERSITÉ CULTURELLE ET IDENTITÉ NATIONALE

Art. 3. — Les États africains reconnaissent la nécessité de tenir compte des spécificités nationales, la diversité culturelle étant facteur d'équilibre à l'intérieur de la nation et source d'enrichissement mutuel des différentes communautés.

Art. 4. — Les États africains reconnaissent que la diversité culturelle est l'expression d'une même identité, un *faveur* d'unité et une arme efficace pour la libération véritable, la responsabilité effective et la souveraineté totale du peuple.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*facteur*».

Art. 5. — L'affirmation d'une identité nationale ne doit pas se faire au prix de l'appauvrissement et de la sujétion des diverses cultures existant au sein d'un même État.

TITRE III
DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL NATIONAL

CHAPITRE I^er^
DES PRINCIPES FONDAMENTAUX D'UNE POLITIQUE CULTURELLE NATIONALE

Art. 6. — Les États africains reconnaissent que ce sont les peuples qui font l'histoire, constituent les fondements et créent les conditions de progrès de la culture. Et la culture ayant une influence novatrice et bénéfique sur les moyens de production et sur l'homme, les États africains conviennent:

a) d'élaborer chacun pour ce qui le concerne une politique culturelle nationale; celle-ci doit être conçue comme une codification de pratiques sociales et d'actions concertées dont la finalité est de satisfaire des besoins culturels par l'utilisation optimale de toutes les ressources matérielles et humaines disponibles;

b) d'intégrer le plan de développement culturel dans le plan général de développement économique et social;

c) chaque État fixe librement ses priorités et choisit les moyens qu'il estime les plus appropriés pour atteindre les objectifs qu'il s'est assignés en matière de développement culturel.

Et à cette fin les priorités et les moyens qui suivent sont énoncés à titre indicatif:

1. des priorités:

a) la transcription, l'enseignement et le développement de l'utilisation des langues nationales de manière à en faire des langues de diffusion et de développement des sciences et de la technique;

b) la collecte, la conservation, l'exploitation et la diffusion de la tradition orale;

c) l'adaptation des programmes d'enseignement aux besoins du développement et aux réalités socio-culturelles nationales et africaines;

d) la promotion des activités culturelles, l'encouragement des artistes et l'aide à la création populaire;

e) la protection des artistes créateurs et des biens culturels;

f) le développement de la recherche permanente et la création de centres de recherches dans le domaine de l'action culturelle;

g) la recherche sur des bases scientifiques modernes dans le domaine de la médecine populaire et de la pharmacopée africaine;

2. des moyens:

a) l'introduction de la culture africaine dans touts les systèmes nationaux d'enseignement;

b) l'introduction et l'intensification de l'enseignement dans les langues nationales afin d'accélérer le processus de développement économique, social, politique et culturel de nos États;

c) la création d'institutions appropriées pour le développement, la préservation et la diffusion de la culture;

d) la formation à tous les niveaux de cadres compétents;

e) la liaison complète et effective de l'école aux réalités nationales et à la vie du peuple, liaison qui doit apparaître et dans les programmes et dans les structures de l'école;

f) la sensibilisation et la mobilisation de tous les citoyens en vue de leur participation consciente à l'action culturelle;

g) l'affectation d'un budget répondant aux besoins de la culture et de la recherche en sciences humaines, en sciences de la nature et en technologie;

h) le financement de programmes culturels à partir d'abord et essentiellement des ressources nationales pour la réalisation de certains projets culturels;

i) l'organisation de concours dotés de prix;

j) l'organisation de festivals culturels nationaux et panafricains dans le strict respect de l'esprit de la présente Charte.

CHAPITRE II
DE LA DÉMOCRATISATION DE LA CULTURE

Art. 7. — Les États africains reconnaissent que la dynamique africaine se fonde davantage sur l'épanouissement de la personnalité collective que sur la promotion individuelle et le profit et que la culture ne saurait être considérée comme un privilège réservé à une élite.

Art. 8. — Les États africains conviennent de:

a) créer les conditions permettant à leurs peuples de participer pleinement à l'élaboration et à la réalisation des politiques culturelles;

b) défendre et développer la culture des peuples;

c) mener une politique culturelle attentive à la promotion des créateurs;

d) abolir le système de caste et réhabiliter partout où besoin est la fonction d'artiste et d'artisan (griots et artisans).

CHAPITRE III
DE LA PARTICIPATION ACTIVE DE LA JEUNESSE À LA VIE CULTURELLE NATIONALE

Art. 9. — Le développement culturel continu de l'Afrique repose, essentiellement, sur la jeunesse.

En conséquence les États africains doivent créer les conditions d'une participation active et éclairée des jeunes à la vie culturelle africaine.

Art. 10. — Les États africains s'attacheront à élever constamment la conscience culturelle de la jeunesse par l'introduction des valeurs culturelles africaines dans l'enseignement, par l'organisation de festivals nationaux et panafricains, de conférences, de séminaires, de stages de formation et de perfectionnement.

Art. 11. — Les politiques culturelles des différents États doivent veiller à ce que la jeunesse africaine dispose de moyens lui permettant de se familiariser avec toute la civilisation africaine et avec d'autres types de civilisation afin d'ouvrir dès maintenant la voie à de fructueux échanges entre les cultures.

TITRE IV
DE LA FORMATION ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

CHAPITRE IV
DE LA FORMATION

Art. 12. — La formation professionnelle revêt une importance particulière tant pour le développement économique, social que culturel. En conséquence, les États africains doivent s'attacher à créer les conditions favorisant une large participation à la vie culturelle par la classe ouvrière et la paysannerie africaine sur les lieux même du travail.

Art. 13. — En vue de la réalisation de l'objectif défini à l'article précédent, les États devront définir une politique de formation du personnel dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Art. 14. — La formation professionnelle des artistes créateurs devra être renforcée, renouvelée et adaptée aux méthodes modernes, sans que soit rompu le lien ombilical avec les sources traditionnelles de l'art africain. À cette fin, les États africains doivent créer des centres de formation nationaux, régionaux et sous-régionaux.

CHAPITRE V
DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Art. 15. — Les gouvernements africains devront accorder une attention particulière à l'importance croissante que revêt l'éducation permanente dans les sociétés modernes.

Art. 16. — Les gouvernements africains devront prendre des mesures relatives à l'organisation rationnelle de la formation continue, établir un système d'enseignement approprié répondant aux besoins spécifiques de leurs peuples.

TITRE V
DE L'UTILISATION DES LANGUES AFRICAINES

Art. 17. — Les États africains reconnaissent l'impérieuse nécessité de développer les langues africaines qui doivent assurer leur promotion culturelle et accélérer leur développement économique et social. À cette fin, les États africains s'attacheront à élaborer une politique linguistique nationale.

Art. 18. — Les États africains devront préparer et mettre en œuvre les réformes nécessaires à l'introduction des langues africaines dans l'enseignement. À cette fin, chaque État africain devra choisir une ou plusieurs langues.

Art. 19. — L'introduction des langues africaines dans tous les ordres d'enseignement devra être menée de pair avec une alphabétisation des populations.

TITRE VI
DE L'UTILISATION DES MOYENS D'INFORMATION ET COMMUNICATION

Art. 20. — Les États africains reconnaissent qu'il ne saurait y avoir de politique culturelle sans politique d'information et de communication adéquate.

Art. 21. — Les États africains encouragent l'utilisation judicieuse des moyens de l'information et de communication pour leur développement culturel.

Art. 22. — a) Les gouvernements africains devront assurer la décolonisation totale des moyens d'information et accroître la production d'émissions radiophoniques et télévisées ainsi que la production de films cinématographiques reflétant les réalités politiques,

économiques et sociales du peuple afin de permettre aux masses d'avoir un plus grand accès et une plus grande participation aux richesses culturelles.

b) Les gouvernements africains devront créer des maisons d'édition et de distribution de livres, de manuels scolaires, de disques, d'organes de presse en Afrique pour lutter contre les spéculations des marchés et pour en faire des instruments populaires d'éducation.

c) Ils doivent établir une coopération afin de briser le monopole détenu dans ce domaine par des pays non africains.

TITRE VII

DU RÔLE DES GOUVERNEURS *DANS LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL*

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*gouvernements*».

CHAPITRE VI

DE L'AIDE À LA CRÉATION

Art. 23. — Les États africains doivent assurer un rôle moteur dans l'épanouissement culturel national par une politique d'aide efficace aussi bien à l'égard des moyens collectifs de création, qu'en faveur des créateurs individuels.

Cette aide peut prendre des formes diverses:

a) organisation de concours dotés de prix et d'expositions itinérantes d'œuvres d'art et de tournées artistiques;

b) aide fiscale par une politique de détaxation partielle ou complète des biens culturels africains;

c) aide financière accordée aux artistes, écrivains et chercheurs et octroi de bourse de formation ou de perfectionnement;

d) création d'un fonds national pour la promotion de la culture et des arts.

CHAPITRE VII

DE LA PROTECTION DES ŒUVRES AFRICAINES

Art. 24. — Les États africains devront promulguer une convention sur le droit d'auteur de manière à garantir la protection des œuvres africaines. Ils devront également intensifier leurs efforts pour modifier les conventions internationales existantes en faveur des intérêts africains.

Art. 25. — Les gouvernements africains devront promulguer une législation nationale et interafricaine garantissant la protection du droit d'auteur, créer des bureaux nationaux du droit d'auteur et favoriser la création de sociétés d'auteurs chargées d'assurer la défense des intérêts moraux et matériels des créateurs d'œuvres de l'esprit.

CHAPITRE VIII

DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL AFRICAIN

Art. 26. — Le patrimoine culturel africain doit être protégé sur le plan juridique et le plan pratique dans les conditions énoncées par les instruments internationaux en vigueur et selon les meilleures normes applicables dans ce domaine.

Art. 27. — Les gouvernements africains devront promulguer une législation nationale et interafricaine régissant la protection des biens culturels en temps de paix et en temps de guerre.

Art. 28. — Les États africains devront prendre les dispositions pour mettre fin au pillage des biens culturels, et obtenir que les biens culturels, notamment les archives, les objets d'art et d'archéologie, dont l'Afrique a été spoliée, lui soit restitués. À cette fin, ils devront en particulier appuyer les efforts déployés par l'Unesco et prendre toutes autres initiatives pour assurer l'application de la résolution de l'assemblée générale des Nations unies sur la restitution des œuvres d'art enlevées à leurs pays d'origine.

Art. 29. — Les États africains devront prendre des mesures pour que les archives dont l'Afrique a été spoliée soient restituées aux gouvernements africains afin qu'ils puissent disposer d'archives complètes concernant l'histoire de leur pays.

TITRE VIII

DE LA COOPÉRATION CULTURELLE INTERNATIONALE

Art. 30. — Les États africains reconnaissent qu'il est indispensable d'établir une coopération culturelle interafricaine facteur de rapprochement et d'enrichissement réciproque des cultures africaines devant s'exprimer sous la forme d'un double courant d'échanges; d'une part, entre touts les pays du continent et, d'autre part, entre l'Afrique et le reste du monde par l'intermédiaire d'institutions spécialisées telles que l'Unesco.

Art. 31. — Aux fins énoncées à l'article précédent, les États africains conviennent de:

a) renforcer leur coopération par des actions culturelles communes et des échanges périodiques sur les grands thèmes qui conditionnent le développement culturel de l'Afrique;

b) développer les échanges d'informations, de documentation et du matériel culturel par:

• le renforcement de l'association des universités africaines;

• les échanges universitaires et d'experts afin que l'on puisse développer les études culturelles et scientifiques dans les instituts de recherche;

• les échanges et les réunions de jeunes;

• l'organisation des évènements culturels conjoints tels que les festivals, les symposiums, les sports et les expositions artistiques;

• la création de centres de recherche culturelle à l'échelon national, régional et panafricain;

• la création d'un fonds interafricain pour maintenir et promouvoir les études et les programmes culturels;

c) s'orienter vers une utilisation optimale des valeurs culturelles africaines, pour illustrer l'appartenance à une communauté identique;

d) créer des institutions régionales spécialisées chargées de la formation de cadres spécialisés de l'action culturelle.

Art. 32. — Le conseil culturel africain établira une étroite coopération avec la commission de l'éducation, de la science, de la culture et de la santé dans le domaine des politiques culturelles en Afrique.

TITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

Art. 33. — *Signature et ratification*

i) La présente Charte est ouverte à touts les États membres de l'Organisation de l'unité africaine et ratifiée par les signataires conformément à leur constitution respective.

ii) L'instrument original rédigé dans la mesure du possible en langues africaines, en anglais et en français ainsi que tous les textes faisant foi sont déposés auprès du secrétariat général, de l'Organisation de l'unité africaine qui enverra des exemplaires à tous les États membres.

iii) Les instruments de ratification sont déposés auprès du secrétariat général de l'OUA qui doit en informer tous les signataires.

Art. 34. — *Entrée en vigueur.*

La présente Charte entre en vigueur dès que le secrétariat général de l'OUA reçoit les instruments de ratification et que les deux tiers des États membres de l'OUA y ont adhéré.

Art. 35. — *Enregistrement de la Charte*

Après avoir été dûment ratifiée, la présente Charte est enregistrée auprès du secrétariat des Nations unies par le secrétariat général de l'OUA, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations unies.

Art. 36. — *Interprétation de la Charte*

Toute question soulevée concernant l'interprétation de la présente Charte est résolue par une décision de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA.

Art. 37. — *Adhésion et accès*

I. Tout État membre de l'OUA peut à tout moment notifier au secrétariat général de l'OUA son intention d'adhérer à la présente Charte ou d'y avoir accès.

II. Le secrétariat général de l'OUA doit faire circuler une telle notification à tous les États membres. L'adhésion et l'accession prennent effet quatorze jours après que la demande du requérant ait été communiquée à tous les États membres par le secrétariat général de l'OUA.

Copie certifiée conforme au texte publié par le secrétariat général de l'OUA.

---

6 juillet 1978. – ORDONNANCE 78-300 portant création du Théâtre national Mobutu Sese Seko. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1978, p. 27)

TITRE Ier

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé une entreprise de productions et de diffusions culturelles, dénommé «Théâtre national Mobutu Sese Seko», en agrégé «T.N.M.S.S.».

Cette entreprise est dotée de la personnalité juridique et est placée sous la tutelle du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 2. — Le Théâtre national Mobutu Sese Seko comprend:

1) une troupe théâtrale;

2) une troupe de ballet et;

3) un ensemble musical.

Ces trois composantes forment un tout homogène chargé de prestations artistiques et scéniques.

Art. 3. — Le Théâtre national Mobutu Sese Seko a pour but:

1) d'assurer la création, la promotion, l'adaptation et la diffusion des spectacles en République du Zaïre;

2) de promouvoir la promotion artistique et culturelle par le théâtre, le ballet et la musique.

Art. 4. — Il a pour mission de développer la culture nationale et d'éveiller la conscience populaire, notamment, par des spectacles originaux ou adaptés aux réalités du pays et susceptibles de raffermir les vertus d'unité nationale et d'engagement révolutionnaire.

Il puisera ses thèmes dans la vie nationale, dans les œuvres d'écrivains nationaux et étrangers.

Il accueillera les troupes étrangères et portera auprès des peuples frères et amis le message de nos valeurs culturelles et artistiques authentiques.

TITRE II

DU SIÈGE, DE LA DURÉE ET DES SAISONS ARTISTIQUES

Art. 5. — Le siège du Théâtre national Mobutu Sese Seko est établi à Kinshasa.

Le Théâtre national Mobutu Sese Seko peut ouvrir une ou plusieurs extensions en régions, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 6. — Le Théâtre national Mobutu Sese Seko est constitué pour une durée indéterminée.

Art. 7. — La saison artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko s'ouvre en République du Zaïre le 20 mai pour se clôturer le 24 novembre de la même année.

Toutefois, le Théâtre national Mobutu Sese Seko peut se produire ailleurs hors de cette période avec l'accord exprès du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

TITRE III
DU BUDGET ET DES RESSOURCES

Art. 8. — Le budget du Théâtre national Mobutu Sese Seko est fixé par le président de la République et est inscrit dans celui du département de la Culture et des Arts.

Art. 9. — L'exécution du budget est assurée par le directeur artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko sous la supervision du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 10. — Les comptes de l'entreprise seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 11. — Les ressources du Théâtre national Mobutu Sese Seko sont constituées par:

1) les subsides de l'État;

2) les recettes et les cachets provenant de ses prestations;

3) les libéralités qui peuvent lui être consenties avec l'approbation du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Art. 12. — Les activités du Théâtre national Mobutu Sese Seko sont programmées et contrôlées par un conseil artistique et culturel.

Art. 13. — Ce conseil est composé d'un président, d'un secrétaire et des membres suivants:

1. le directeur de l'Institut national des arts;

2. le directeur artistique du T.N.M.S.S.;

3. le représentant du département de la Culture et des Arts;

4. le directeur des troupes du T.N.M.S.S.;

5. l'administrateur du T.N.M.S.S.;

6. le régisseur général du T.N.M.S.S.;

7. le directeur administratif du T.N.M.S.S.;

8. le chef de division ballet du T.N.M.S.S.;

9. le chef de division théâtre du T.N.M.S.S.;

10. le chef de division musique du T.N.M.S.S.

Art. 14. — Le conseil artistique et culturel est soumis à un règlement d'ordre intérieur élaboré et approuvé par ses membres.

Le conseil artistique et culturel se réunit au moins une fois par mois sur convocation de son président ou à la demande des trois quarts de ses membres.

Le président du conseil artistique et culturel est nommé par ordonnance présidentielle. Les avantages qui lui sont alloués pour l'exercice de ses fonctions sont fixés par le président de la République.

Art. 15. — Le conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 16. — Les structures administratives du Théâtre national Mobutu Sese Seko sont celles définies par les fonctions suivantes:

1) directeur artistique du T.N.M.S.S.;

2) directeur des troupes du T.N.M.S.S.;

3) administrateur du T.N.M.S.S.;

4) régisseur général du T.N.M.S.S.;

5) directeur administratif du T.N.M.S.S.;

6) conseiller artistique du T.N.M.S.S.

1. Du directeur artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko

Art. 17. — Il accomplit tous les actes de gestion et coordonne toutes les activités du Théâtre national Mobutu Sese Seko et en rend compte au conseil artistique et culturel.

Il est nommé par ordonnance présidentielle, et les avantages qui lui sont alloués pour l'exercice de ses fonctions sont fixés par le président de la République.

2. Du directeur des troupes du Théâtre national Mobutu Sese Seko

Art. 18. — Il supervise et coordonne les activités des troupes du ballet, du théâtre et de l'ensemble musical.

Il est nommé par arrêté du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions sur proposition du directeur artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

3. De l'administrateur du Théâtre national Mobutu Sese Seko

Art. 19. — Il est chargé de toutes les activités de promotion, de prospection et des relations publiques en faveur du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Il est nommé par arrêté du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions, sur proposition du directeur artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

4. Du régisseur général
du Théâtre national Mobutu Sese Seko

Art. 20. — Il est chargé de tous les problèmes de régie et de logistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Il est nommé par arrêté du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions, sur proposition du directeur artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

5. Du directeur administratif
du Théâtre national Mobutu Sese Seko

Art. 21. — Il est chargé de tous les problèmes de l'administration courante, de la gestion du personnel et de finances du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Il est nommé par arrêté du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions, sur proposition du directeur artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

6. Du conseiller artistique
du Théâtre national Mobutu Sese Seko

Art. 22. — Il traite tous les problèmes artistiques lui soumis par le directeur artistique.

Il assure le secrétariat du conseil artistique et culturel et la conservation des archives du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Il est nommé par arrêté du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions, sur proposition du directeur artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Art. 23. — Les avantages alloués aux cadres repris aux articles 17, 18, 19, 20, 21 et 22 pour l'exercice de leurs fonctions sont fixés par le président de la République, sur proposition du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

TITRE V
DU RÉGIME ADMINISTRATIF

Art. 24. — Le personnel du Théâtre national Mobutu Sese Seko comprend:

1) le personnel d'encadrement artistique;

2) les artistes;

3) le personnel administratif, de métier et de service.

Art. 25. — Le personnel d'encadrement artistique et les artistes bénéficient d'un statut particulier défini par ordonnance présidentielle et fixant les modalités de prestations des artistes, leurs cachets et leur barème.

Le personnel administratif, de métier ainsi que celui de service est soumis à un régime contractuel conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur du Théâtre national Mobutu Sese Seko, du Code du travail ou au statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

TITRE V
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 26. — Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 27. — Le commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

6 juillet 1978. – ORDONNANCE 78-301 portant statut du personnel du Théâtre national Mobutu Sese Seko. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1978, p. 56)

*TITRE I^er^*
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Le personnel du Théâtre national Mobutu Sese Seko comprend:

1) le personnel d'encadrement artistique;

2) les artistes;

3) le personnel administratif, de métier et de service.

Art. 2. — Le personnel d'encadrement artistique et les artistes sont soumis au régime réglementaire fixé par la présente ordonnance.

Le personnel administratif, de métier et de service est soumis soit à un régime contractuel conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur du Théâtre national Mobutu Sese Seko, du *Code du travail* soit au statut du travail soit au statut du personnel de carrière des services publics.

– Texte conforme au *J.O.Z.*

Art. 3. — Le personnel d'encadrement artistique et les artistes sont répartis en catégories et échelons différents à la fois en raison de leur niveau de formation, de leur ancienneté ou des fonctions qu'ils exercent au sein du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Art. 4. — Les traitements initiaux du personnel d'encadrement artistique et des artistes sont fixés en annexe de la présent ordonnance. Le personnel d'encadrement artistique et les artistes bénéficient globalement et forfaitairement d'une prime de rendement et d'encouragement de 25 % perçue sur les recettes réalisées au cours des prestations diverses du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

La répartition de cette prime s'effectue mensuellement.

Art. 5. — Le personnel d'encadrement artistique et les artistes bénéficient, en outre, des avantages sociaux accordés aux agents de carrière des services publics de l'État.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL D'ENCADREMENT ARTISTIQUE ET AUX ARTISTES

Section I^re^

Personnel d'encadrement

Art. 6. — Le personnel d'encadrement artistique du Théâtre national Mobutu Sese Seko *sont* revêtus de grades suivants:

– Texte conforme au *J.O.Z.*

1. directeur artistique;

2. directeur des troupes;

3. administrateur du théâtre;

4. régisseur général;

5. conseiller artistique;

6. chef de division théâtre;

7. chef de division ballet;

8. chef de division musique;

9. chef de division régionale.

Art. 7. — Le directeur artistique est nommé par ordonnance du président de la République.

Nul ne peut être nommé directeur artistique s'il ne remplit les conditions suivantes:

1. être Zaïrois de nationalité;

2. être âgé d'au moins 30 ans;

3. jouir de la plénitude des droits civiques;

4. être physiquement apte;

5. faire preuve de militantisme et de bonne moralité;

6. être titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'un niveau équivalant au moins à celui de licence et avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le théâtre.

Art. 8. — Le directeur des troupes est nommé par arrêté départemental du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Il doit remplir les mêmes conditions que le directeur artistique mais avoir une expérience d'au moins 1 an dans le théâtre.

Art. 9. — L'administrateur du théâtre, le régisseur général, le conseiller artistique, le chef de division théâtre, le chef de division ballet, le chef de division musique et le chef de division régionale sont nommés par arrêté départemental du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Les candidats à ces postes doivent être détenteurs d'un diplôme de niveau égal au moins à celui de graduat.

Section II

Des artistes

Art. 10. — Les artistes du Théâtre national Mobutu Sese Seko exercent leur profession au théâtre, au ballet et à l'orchestre.

Art. 11. — La hiérarchie des artistes du théâtre, du ballet et de l'orchestre du Théâtre national Mobutu Sese Seko comprend trois catégories subdivisées en échelons.

1. Première catégorie	(1^er^ échelon)
	(2^e^ échelon)
2. Deuxième catégorie	(1^er^ échelon)
	(2^e^ échelon)
	(3^e^ échelon)
3. Troisième catégorie	(1^er^ échelon)
	(2^e^ échelon)
	(3^e^ échelon)

Le 3^e^ échelon de la 3^e^ catégorie concerne les artistes débutants, sans formation spécialisée.

Le 2^e^ échelon de la 3^e^ catégorie concerne les artistes titulaires d'un diplôme artistique de niveau secondaire.

Le 1^er^ échelon de la 3^e^ catégorie est celui des débutants gradués.

Le 2^e^ échelon de la 2^e^ catégorie est celui des artistes débutants titulaires d'un diplôme au moins équivalant à la licence.

Art. 12. — Les candidats sont recrutés sur concours, mais si leur nombre est inférieur à celui des emplois mis en compétition, leur engagement se fera sur titre.

Les candidats reçus au concours ou engagés sur titre effectuent un stage probatoire pendant une saison artistique; si le stage s'avère concluant, ils sont engagés à titre définitif dans l'une des catégories prévues à l'article 11 ci-dessus après avis favorable du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Ils sont licenciés d'office dès qu'ils font preuve d'inaptitude ou d'insubordination professionnelle manifeste.

Le licenciement au cours du stage est prononcé sur décision du directeur artistique.

Le licenciement après l'engagement définitif est prononcé sur décision du directeur artistique après avis du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 13. — Le passage d'une catégorie à une autre fait l'objet d'une décision du conseil artistique et culturel du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Il peut se justifier par l'ancienneté de trois ans au premier échelon d'une catégorie, ou encore par les preuves d'une valeur exceptionnelle des prestations.

Art. 14. — En raison de ses compétences particulières et pour des prestations bien déterminées, un artiste peut signer avec le Théâtre national Mobutu Sese Seko un contrat temporaire d'au moins trois mois renouvelable.

Ce contrat doit être approuvé par le conseil artistique et culturel du Théâtre national Mobutu Sese Seko. Ce contrat précise la catégorie et l'échelon de l'artiste et lui donne droit aux mêmes avantages que les artistes réguliers.

TITRE III
DES DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL ADMINISTRATIF, DE MÉTIER ET DE SERVICE

Art. 15. — Le commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions fixe le nombre du personnel administratif, de métier et de service nécessaire au fonctionnement du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

Il détermine les conditions d'engagement du personnel, leurs grades et traitements.

Art. 16. — Les traitements initiaux des cadres de commandement et de collaboration du personnel administratif sont assimilés à ceux du personnel d'encadrement artistique et des artistes.

TITRE IV
DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 17. — Les peines applicables à tout le personnel du Théâtre national Mobutu Sese Seko sont;

1. le blâme;

2. la retenue du tiers du traitement pour une durée ne dépassant pas un mois;

3. l'exclusion temporaire avec privation de traitement pour une période ne dépassant pas trois mois;

4. la révocation.

Art. 18. — La peine de révocation ne peut être prononcée que par l'autorité investie du pouvoir de nomination au grade dont l'agent incriminé est revêtu.

Tout agent investi à un degré quelconque du pouvoir disciplinaire a qualité pour ouvrir d'office ou sur réquisition de ses supérieurs hiérarchiques, l'action disciplinaire à charge d'un agent placé sous ses ordres.

Art. 19. — Les modalités de la procédure disciplinaire sont définies par règlement d'ordre intérieur du Théâtre national Mobutu Sese Seko. La procédure est écrite et contradictoire en ce sens que l'agent incriminé doit recevoir notification expresse des faits qui lui sont reprochés, qu'aucune pièce ne peut être utilisée contre lui sans qu'il n'en ait eu connaissance, et qu'il doit être mis en mesure de faire valoir ses justifications ou moyens de défense. Toute action disciplinaire doit être clôturée par une décision de classement sans suite ou par l'application d'une peine. La décision de classement ou la peine doit être notifiée à l'intéressé. Toute peine doit être consignée dans le dossier administratif de l'agent. Celui-ci peut, chaque fois qu'il en manifeste le désir, prendre connaissance de son dossier sans le déplacer.

Art. 20. — L'action disciplinaire demeure distincte et indépendante de l'action répressive de droit commun à laquelle peuvent donner lieu les mêmes faits.

L'action judiciaire n'est pas suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaire.

Dans le cas où une peine disciplinaire a été prononcée avant que la juridiction répressive ait statué, l'agent peut, si cette dernière l'a renvoyé des poursuites faute de preuve, demander les révisions de la mesure disciplinaire. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'opportunité de la poursuite disciplinaire ou de l'application d'une peine disciplinaire.

Au cas où l'agent n'obtient pas satisfaction, et qu'il fait l'objet d'une peine disciplinaire, l'exclusion temporaire ou de révocation, il lui est loisible d'introduire un recours auprès du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Toutefois, dans le cas où l'agent a été condamné définitivement à une servitude pénale égale ou supérieure à trois mois, il doit être révoqué d'office sur simple constatation de la condamnation.

TITRE V
DU SIGNALEMENT

Art. 21. — Le signalement est obligatoire pour tous les agents soumis au présent statut.

Il a pour but d'éclairer l'administration du Théâtre national Mobutu Sese Seko sur l'intégrité, le militantisme, le sens social, la valeur et la conscience professionnelle de l'agent.

Il est attribué chaque année.

L'appréciation du mérite est synthétisée par une des mentions suivantes: «élite», «très bon», «bon», «insuffisant».

La procédure du signalement est fixée par le règlement d'ordre intérieur du Théâtre national Mobutu Sese Seko.

TITRE VI
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 22. — Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 23. — Le commissaire d'État à la Culture et aux Arts est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

11 juillet 1978. – LOI 78-013 portant régime général des archives. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1978, p. 7)

CHAPITRE Ier
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Aux termes de la présente loi, il faut entendre par:

1. archives: les documents écrits et audiovisuels, qui présentent un intérêt historique, scientifique ou culturel, constitués par des institutions, des personnes physiques ou morales, du fait de leurs activités et délibérément conservés;

2. archives: tout service quelconque, chargé de la gestion et de la conservation des archives au sens de l'alinéa précédent;

3. archives nationales: le service créé par l'État pour la conservation, la protection et la mise en valeur des archives en République du Zaïre.

– Voy. l'Ord. 89-027 du 26 janvier 1989 portant création d'un service public dénommé «Archives nationales du Zaïre».

Art. 2. — Le patrimoine archivistique national comprend:

• les documents provenant des services publics de l'État, d'organismes privés et des particuliers;

• tous documents, quelles qu'en soient la nature et la provenance, tant que les services compétents de l'administration des archives estiment qu'ils présentent un intérêt historique.

CHAPITRE II
DES ARCHIVES PUBLIQUES ET DES ARCHIVES PRIVÉES

Art. 3. — Sont réputées publiques et font partie du patrimoine de l'État, toutes les archives des services publics de l'État.

Art. 4. — Les archives publiques sont destinées à l'usage public. Elles sont inaliénables, imprescriptibles, insaisissables et incessibles.

Art. 5. — Sont réputées privées les archives appartenant à des particuliers, personnes physiques ou morales, qui en demeurent propriétaires.

CHAPITRE III
DE LA CONSTITUTION ET DE LA CONSERVATION DU FONDS D'ARCHIVES NATIONALES

Art. 6. — Les archives nationales ont pour rôle de recevoir et de conserver les documents visés à l'article 2, et d'assurer un contrôle général sur les archives publiques et privées.

Art. 7. — Le fonds d'archives nationales est constitué par:

• dépôt obligatoire des services publics de l'État;

• achat des documents d'archives ou réputés tels;

• dépôt facultatif;

• expropriation pour cause d'utilité publique;

• dons et legs.

Art. 8. — Sont obligatoirement versés aux archives nationales tous les documents datant de plus de trente ans conservés par les administrations et services publics de l'État, sauf dispense accordée par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 9. — Sont aussi obligatoirement versés aux archives nationales tous documents de moins de trente ans ayant perdu leur utilité administrative immédiate.

Art. 10. — Les administrations et les services publics de l'État sont tenus de la bonne conservation de leurs archives courantes.

Art. 11. — Les archives nationales peuvent acheter, avec droit de préemption, des documents d'archives qui présentent un intérêt national.

Art. 12. — Les organismes privés et les particuliers propriétaires, détenteurs ou possesseurs, à quelque titre que ce soit, d'archives ayant plus de trente ans d'âge sont tenus de les signaler par écrit aux archives nationales.

Ils peuvent également les déposer aux archives nationales dans les conditions qui seront déterminées par arrêté départemental.

Les archives nationales vérifient l'authenticité des documents reçus en dépôt et peuvent octroyer des certificats d'authenticité.

Art. 13. — Les documents reconnus d'un intérêt historique par les archives nationales et appartenant aux organismes privés et aux particuliers visés à l'article 12 peuvent faire l'objet de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 14. — Les archives nationales peuvent recevoir directement des dons et legs, de documents d'archives sous réserve que ceux-ci soient jugés d'un intérêt historique.

Art. 15. — Aucun document d'archives privées, déclaré ou déposé, ne peut être exporté ou détruit sans visa des archives nationales.

Art. 16. — Aucune pièce versée aux archives nationales ne peut être éliminée sans le consentement des déposants.

En cas de suppression d'une administration ou d'un service public, ses archives sont versées aux archives nationales, si elles ne sont pas recueillies par le service public de l'État qui lui succède.

Art. 17. — Sont à conserver indéfiniment:

a) tous les documents qui peuvent servir à établir un droit au profit d'une région, d'une administration, d'une association ou d'un particulier;

b) tous les documents qui présentent ou peuvent acquérir un intérêt historique.

Art. 18. — Peuvent être détruits par les archives nationales après avis du conseil supérieur des archives ou des déposants:

• les documents dépourvus d'intérêt historique qui ont appartenu aux administrations ou services publics supprimés, autres que ceux d'avant le 30 juin 1960;

• les documents dont la reproduction a été assurée à titre de substitution;

• les documents qui ne présentent qu'un intérêt temporaire lorsque le temps pendant lequel ils pouvaient être utilisés est écoulé.

La procédure de destruction sera déterminée par arrêté départemental.

CHAPITRE IV
DE LA GESTION DES ARCHIVES NATIONALES

Art. 19. — Pour l'application de la présente loi, il sera créé par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, un service dénommé «archives nationales».

Art. 20. — Les archives nationales sont placées sous la tutelle du département ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Une ordonnance présidentielle détermine l'organisation et le fonctionnement des archives nationales.

Art. 21. — Il sera constitué un conseil supérieur des archives dont l'organisation et les compétences seront définies par ordonnance du président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 22. — Les archives nationales organisent périodiquement l'inspection et le contrôle des archives courantes des administrations et des services publics de l'État, ainsi que des archives déclarées des particuliers.

CHAPITRE V
DE LA COMMUNICATION DES ARCHIVES

Art. 23. — Les archives conservées aux archives nationales sont librement communicables à toute personne qui en fait la demande sous réserve des conditions déterminées par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 24. — Les archives publiques, dès leur origine, sont en principe communicables sans limitation de date.

Art. 25. — Pour certaines archives jugées particulièrement secrètes dans l'intérêt de la politique intérieure, de la défense nationale et de la politique étrangère, les archives nationales peuvent proposer au président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, la prorogation jusqu'à cinquante ans ou plus du délai de leur communication au public.

Art. 26. — Les archives relatives à la procédure criminelle ainsi que celles ayant trait à la vie privée des personnes peuvent également être communiquées 50 ans après leur versement aux archives nationales.

Art. 27. — Les archives nationales peuvent, sur avis favorable du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions, autoriser la communication à des fins scientifiques, de certaines archives même avant l'expiration du délai de communication visé aux articles 25 et 26.

Art. 28. — Les archives des organismes privés et des particuliers peuvent être communiquées gratuitement à des fins scientifiques.

Art. 29. — Les demandes de consultation, de copie ou d'extraits d'archives conservées aux archives nationales, présentées par les services publics de l'État, les organismes privés et les particuliers à des fins non scientifiques, sont rédigées sur papier timbré et soumises au paiement des droits fixés par les mesures d'application de la présente loi.

CHAPITRE VI
DES PÉNALITÉS

Art. 30. — Quiconque aura, lorsqu'il en est requis, refusé volontairement de remettre, détruit ou falsifié, gardé indûment ou dissimulé, trafiqué ou fait disparaître tout document réputé «archive», sera puni conformément aux articles 133, 112, 113, 106, 124, 145 et 79 du Code pénal, livre II.

Art. 31. — Les personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie dans le cadre de la conservation des archives et qui en auront révélé l'existence ou le contenu seront punies conformément aux dispositions de l'article 73 du Code pénal, livre II .

CHAPITRE VII
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 32. — La présente loi entre en vigueur 30 jours après sa promulgation.

---

21 avril 1980. – ORDONNANCE 80-108 modifiant et complétant l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services de l'État, y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du Conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1980, p. 6)

Art. 1er. — L'organisation et le cadre organique des services visés à l'article 1er de l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 sont fixés pour le département de la Culture et des Arts, à l'annexe de la présente ordonnance.

Art. 2. — Le commissaire d'État à l'Orientation nationale, Culture et Arts et le président de la Commission permanente de l'administration publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe
Administration de la culture et des arts

Structure administrative

Secrétariat général: division unique

Attributions et organisation

1er bureau: secrétariat

• gestion du personnel de la division;

• réquisition des fournitures de bureau;

• réception et enregistrement du courrier à l'entrée et à la sortie;

• répartition du courrier visé par le secrétaire d'État pour traitement entre les différentes directions du secrétariat général;

• présentation du courrier soumis à l'appréciation ou à la signature de secrétaire d'État ou du commissaire d'État après visa des autorités habilitées;

• expédition du courrier signé par le commissaire d'État ou secrétaire d'État;

• retrait du courrier des autres départements;

• dactylographie du courrier, y compris le courrier traité par les directions soumis à la signature du secrétaire d'État ou commissaire d'État;

• traitement du courrier n'entrant pas dans les attributions des autres services du secrétariat général;

• rédaction des comptes rendus des réunions du secrétaire d'État avec les responsables des services du secrétariat général ou avec d'autres personnes extérieures;

• constitution des dossiers des affaires traitées par le secrétariat général;

• tenue du classement général des copies des lettres signées par les autorités du département enregistrées au secrétariat général;

• rédaction du rapport annuel sur le fonctionnement de l'administration de département.

2e bureau: relations publiques

• réception et orientation des visiteurs;

• formalités d'accueil;

• guides bilingues (visites guidées);

• aperçu panoramique du fonctionnement de tous les services du département;

• relations avec les services sous la tutelle du département;

• établissement de calendriers des audiences.

Structure administrative

A. *1re direction*

Services généraux

Administration du personnel de carrière

• budget – comptabilité – approvisionnements – intendance

• Secrétariat de direction

• gestion du personnel de la direction;

• affaires financières et budgétaires de la direction;

Courrier

• réception et enregistrement du courrier à l'entrée et à la sortie;

• présentation du courrier en ordre d'appréciation à l'examen du directeur;

• répartition du courrier pour traitement entre les divisions selon leurs compétences respectives;

• contrôle du mouvement du courrier en circulation entre les divisions et les services;

• dactylographie et collationnement du courrier;

• présentation du courrier en ordre à la signature du directeur ou du secrétaire d'État, ou du commissaire d'État avec toutes les précautions requises pour chacune de ces autorités;

• expédition de courrier signé par le directeur et du courrier signé par le secrétaire d'État ou le commissaire d'État, pour autant que ce dernier traite des questions entrant dans les attributions de la 1re direction;

• transmission et contrôle des pièces et dossiers entre les services du département;

• rédaction des correspondances n'entrant dans aucune des attributions dévolues aux divisions;

• comptes rendus des réunions de la direction;

• rédaction des rapports périodiques sur le fonctionnement de la direction;

• constitution et classement des affaires traitées par la direction.

1re division: l'administration du personnel de carrière

a) 1er bureau: recrutement et effectif

• recrutement;

• stages;

• admission définitive;

• relation avec la COPAP;

• répartition du personnel, y compris mutation, mise en place, intérim – affectation;

• prévisions en effectifs budgétaires des cadres organiques du département;

• statistique du personnel-effectifs;

• préparation et tenue de l'annuaire du personnel du département;

• tenue des dossiers, fiches et feuillets matricules;

• transfert;

• détachement et réintégration;

• disponibilités;

• inspection régulière et contrôle physique;

• distinctions honorifiques;

• problèmes et utilisation des finalistes universitaires réquisitionnés;

• suivre la gestion du personnel;

• études des conditions d'engagement;

• relations avec le conseil national d'emploi.

b) 2e bureau: gestion du personnel et fin de carrière

• constitution de la documentation relative à la gestion du personnel;

• avancement de grade et de traitement;

• mouvements d'avancement de grade de traitement;

• signalement;

• régime disciplinaire;

• recours;

• congés statutaires;

• déplacements pour raisons de service;

• avantages sociaux alloués en cours de carrière;

• cessation définitive des services;

• carrière (prolongation – mise à la retraite – pensions);

• avantages sociaux accordés après la cessation définitive des services;

• détermination d'ancienneté;

• tenue des listes des personnalités normalement invitées aux manifestations officielles (cartes groupes A, B, C et D);

• centrale téléphonique;

• organisation du service de transports;

• autorisation de sortie des artistes conformément aux dispositions réglementaires;

• accomplissement de formalités des missions officielles;

• élaboration des programmes et organisation matérielle des manifesta • tions sous la direction du département;

• contacts avec les presses parlées, écrites et filmées;

• dépouillement de la presse et classement des coupures culturelles et artistiques;

• centre des informations culturelles et artistiques;

• répartition des périodiques retirés de la bibliothèque nationale entre les différents services;

• entretien des locaux du secrétariat général;

• syndicat;

• relations avec la Commission permanente de l'administration publique pour la régularisation des situations pécuniaires des agents mis à la retraite, des veuves et des orphelins;

• problèmes de rapatriement des agents pensionnés dans leur région d'origine;

• relations avec le service d'inspection pharmaceutique pour l'obtention et la validation annuelle des cartes d'ayants droit.

c) 3e bureau: formation du personnel

• évaluation et identification des besoins en formation du personnel;

• élaboration des politiques et des objectifs de formation;

• détermination des catégories d'agents à former;

• fixation des modes de formation à assurer;

• élaboration des programmes de formation;

• étude et fixation des modalités de recyclage du personnel en service;

• relations avec la COPAP dans le cadre d'organisation des sessions de formation et de perfectionnement du personnel;

• stages de formation et de perfectionnement à l'étranger;

• relations avec l'UNESCO, l'OMPI et autres organismes intergouvernementaux préoccupés des questions de formation des cadres CAFRAD;

• relations avec la direction de la coopération internationale du département des Affaires étrangères – éducation nationale – COPAP;

• traitement des problèmes relatifs aux stages de formation et de perfectionnement à l'étranger;

• recherche des méthodes et des moyens de mise en application pratique des connaissances et expériences acquises au cours des stages de formation et de perfectionnement à l'étranger;

• recherche et études des matières constituant le programme et le système de formation professionnelle du personnel de carrière du département;

• relations avec les organismes nationaux chargés de la formation culturelle;

• conception et préparation d'un vade–mecum à mettre à la disposition des agents du département.

2e division: budget – comptabilité

a) 1er bureau: budget et contrôle budgétaire

1° constitution, conservation et classement de la documentation et des directives sur l'élaboration des prévisions budgétaires émises par le département des Finances;

2° rassemblement des données pour la préparation des avant– projets des prévisions budgétaires de l'ensemble des services du département et de ses organismes auxiliaires: Théâtre national Mobutu Sese Seko (TNMSS) – éditions Lokoloé – Institut des musées nationaux (INM) – fonds Mobutu Sese Seko (FMSS) – sambole lisano – festival national de la culture et des arts (FNCA).

Accords de coopération culturelle, de la participation et contributions zaïroises aux cotisations, aux assises et organismes internationaux traitant des questions relatives à la culture et aux arts; ces données concernent les prévisions budgétaires de fonctionnement, d'investissement et de recettes;

3° préparation et dépouillement des avant-projets des prévisions budgétaires;

4° élaboration des prévisions budgétaires suivant le canevas et les instructions du département des Finances;

5° contrôle de l'exécution des programmes d'activités de l'ensemble des organes du département pour assurer la consommation rationnelle des crédits;

6° études relatives à l'aménagement des crédits, au virement des crédits et à la demande des crédits supplémentaires;

7° contrôle des états des dépenses engagées;

8° études et examen des contrats administratifs;

9° rassemblement et classement des archives comptables du département;

10° contrôle des taxes perçues par le département de la Culture et des Arts et application des sanctions prévues contre le non-acquittement de taxes.

b) 2e bureau: comptabilité – paiement des traitements – perception des recettes du département

1° constitution et conservation des documents et des directives réglementant l'engagement des dépenses;

2° engagement des dépenses;

3° relations avec les services du département des Finances: inspection informatique – ordonnancement – trésorerie – comptabilité – Banque du Zaïre;

4° apurement des engagements des dépenses et tenue des pièces justificatives y afférentes;

5° examen des factures litigieuses;

6° paiement des traitements et accomplissement des diverses formalités requises;

7° examen des litiges des traitements;

8° préparation des projets de décisions financières et tenue de la documentation y afférente;

9° préparation des états des dépenses relatives à l'organisation des rencontres locales;

10° tenue de la comptabilité du fonds Mobutu Sese Seko (états de recettes et dépenses);

11° gestion des comptes et règlement des factures ayant trait à l'organisation du festival national de la culture et des arts;

12° formalité d'application des textes statutaires relatifs aux voyages, frais de voyage et pour raisons de services indemnités y afférentes;

13° relations avec les départements des Finances et COPAP, *Air Zaïre*;

– Il convient de lire aujourd'hui «*Lignes aériennes congolaises*».

14° perception des recettes de taxes du département de la Culture et des Arts;

15° établissement de l'état de recouvrement des recettes de taxes du département;

16° présentation du rapport d'encaisses.

c) 3e bureau: approvisionnements – intendance

• étude et établissement des besoins;

• documentation – nomenclature – catalogues;

• relations avec les services des approvisionnements du département des Finances;

• réquisitions;

• réceptions et formalités y relatives;

• tenue de l'économat (stockage – inventaire permanent – contrôle des entrées et des sorties);

• réglementation, contrôle des approvisionnements des services administratifs du département;

• relations avec l'imprimerie du conseil exécutif;

• réquisitions sur commande des articles non fournis par les services des approvisionnements du département des Finances;

• études des marchés;

• centralisation des commandes;

• statistiques des consommations;

• tenue des inventaires du matériel et mobilier de bureau des services administratifs;

• assurer l'entretien et réparation du matériel et mobilier de bureau;

• veiller à l'entretien et conservation des bâtiments administratifs du département;

• veiller au nettoyage – éclairage – conditionnements – eau;

• surveillance des bâtiments et précautions diverses;

• relations avec le département des Travaux publics et Aménagement du territoire pour la solution des problèmes concernant l'acquisition des véhicules au moyen des crédits centralisés, l'immatriculation des véhicules, leur alimentation, en carburants et lubrifiants – indemnités kilométriques.

B. *2e direction*

bibliothèques et documentation

Conception du plan général de développement des bibliothèques et de la documentation au Zaïre;

• gestion des bibliothèques publiques;

• coopération avec les bibliothèques spécialisées;

• bureau du secrétariat de direction;

• gestion du personnel de la direction;

• affaires financières et budgétaires de la direction;

Courrier

• réception et enregistrement du courrier à l'entrée et à la sortie;

• présentation du courrier en ordre d'appréciation à l'examen du directeur;

• répartition du courrier pour traitement entre les divisions selon leurs compétences respectives;

• contrôle du mouvement du courrier en circulation entre les divisions et les services;

• dactylographie et collationnement du courrier;

• présentation du courrier en ordre à la signature du directeur ou du secrétaire d'État, avec toutes les précautions requises pour chacune de ces autorités;

• expédition du courrier signé par le directeur et du courrier signé par le secrétaire d'État ou le commissaire d'État, pour autant que ce dernier courrier traite des questions entrant dans les attributions de la 2e direction;

• transmission et contrôle des pièces et dossiers entre les services du département;

• rédaction des correspondances n'entrant dans aucune des attributions dévolues aux divisions;

• comptes rendus des réunions de la direction;

• rédaction des rapports périodiques sur le fonctionnement de la direction;

• constitution et classement des affaires traitées par la direction.

1re division: bibliothèques nationales

acquisition et conservation d'exemplaires de toute publication éditée au Zaïre et à l'étranger par des Zaïrois;

publication des bibliothèques nationales du Zaïre et catalogues collectifs.

a) 1er bureau: dépôt légal et échanges internationaux

• relation permanente avec les maisons d'édition, imprimeries, librairies, en vue de suivre leurs activités et connaître leurs publications éditées en vue d'assurer le contrôle du dépôt légal (voir la loi 74-003 du 2 janvier 1974);

• attribution numéro «dépôt légal»;

• réclamation des publications non déposées;

• propagande des nouvelles acquisitions à la presse écrite et parlée;

• échanges internationaux et proposition d'échanges avec l'étranger;

• acquisition des ouvrages;

• cotation – classement;

• aide systématique multiforme et bien orientée sur le plan méthodique et pratique aux bibliothèques et différents types;

• organisation des prêts interbibliothèques;

• organisation des expositions du livre zaïrois;

• assurer la publicité du livre zaïrois.

b) 2e bureau: bibliographie et périodique

• publication de la bibliographie nationale;

• publication de la bibliographie nationale rétrospective;

• publication des catalogues collectifs, inventaires;

• contact permanent avec les bibliothèques spécialisées et scientifiques en vue d'établir les méthodes communes du travail;

• publication et rédaction d'un bulletin des bibliothèques;

• acquisition des périodiques;

• abonnements;

• publication des listes d'acquisition;

• cotation – classement – tenue cardex;

• service technique: reliure – photocopie – stencil – photographie.

c) 3e bureau: catalographie – magasin et salle de lecture

• organisation matérielle de la salle de lecture, des catalogues et fichiers;

• inventaire catalogue et de classement;

• organisation du service de consultation sur place et du service de prêts;

• commandes des ouvrages scientifiques;

• assistance aux lecteurs;

• tenue des registres des lecteurs;

• restauration des ouvrages;

• relation permanente avec les bibliothèques spécialisées en vue de suivre l'évolution des règles de la cartographie;

• rassemblement des informations scientifiques et méthodiques relatives au développement et à l'organisation de travail de bibliothécaires;

• organisation des semaines culturelles par des expositions du livre, des conférences et colloques sur la lecture, le livre et les bibliothèques;

• catalographie des plans, cartes et photos.

2e division: bibliothèques publiques et inspections

a) 1er bureau: bibliothèque publique

• création et organisation des bibliothèques publiques dans les régions, sous–régions et zones;

• développement par tous les moyens des formes et méthodes du travail d'information bibliographique au service des lecteurs;

• assurer par des conférences et autres manifestations, la confrontation périodique des expériences des différentes bibliothèques en matière de bibliothéconomie;

• alimentation des bibliothèques publiques;

• centralisation des commandes de bibliothèques publiques;

• répartition des ouvrages dans les bibliothèques publiques;

• commission d'achat d'ouvrages;

• organisation systématique des expositions des livres nouveaux;

• dépouillement des catalogues pour le choix des ouvrages;

• préparation des projets de listes d'achat des ouvrages;

• service de consultation sur place et du prêt à domicile;

• publication des listes d'acquisitions de la bibliothèque publique.

b) 2e bureau: promotion de la lecture

• création des bibliothèques dans les écoles, dans les hôpitaux et dans les prisons;

• réglementation relative à l'organisation et à la création des bibliothèques scolaires, hospitalières, et des prisons;

• alimentation des bibliothèques des écoles, des hôpitaux et des prisons;

• rassembler des commandes d'ouvrages;

• répartition d'ouvrages dans les différents établissements;

• préparation des projets d'achat d'ouvrages;

• dépouillement des catalogues – choix des ouvrages;

• publication des listes d'acquisitions;

• service de consultation sur place et du prêt;

• développement du système de bibliobus;

• relation avec les centres culturels des ambassades installées à Kinshasa spécialement dans le domaine des bibliothèques publiques;

• organisation et participation aux expositions du livre à l'étranger;

• création des clubs de lecture en vue de stimuler le goût de la lecture; organisation annuelle des concours de lecture.

c) 3e bureau: inspection des bibliothèques

• inspection des bibliothèques publiques, des hôpitaux, des écoles, et des prisons;

• instructions et contrôle de l'exécution de la réglementation administrative et technique relative à l'organisation et au développement des bibliothèques;

• formation des bibliothécaires;

• relation avec l'UNAZA pour la programmation de la formation des bibliothécaires en fonction des besoins;

• organisation des sessions de formation des bibliothécaires en collaboration avec les centres culturels des ambassades accréditées à Kinshasa;

• publication des statistiques annuelles des bibliothèques publiques au Zaïre;

• rapport annuel d'activité générale des bibliothèques publiques au Zaïre;

• relation avec la confédération internationale des associations des bibliothécaires et l'association zaïroise des archivistes bibliothécaires et documentalistes.

3e division: documentation

a) 1er bureau: abonnement

• abonnement aux différentes revues étrangères et locales;

• contact avec les différents centres culturels d'ambassades accréditées à Kinshasa pour entrer en possession des catalogues et autre documentation relatifs aux maisons d'édition de leur pays respectifs;

• tenue du registre d'acquisition;

• traitement et conservation des publications;

• publication des listes d'acquisition de tous les périodiques reçus à titre d'abonnement;

• travailler en relation avec le bureau «recherches documentaires et publications» pour permettre à celui-ci de dépouiller les périodiques reçus à titre d'abonnement.

b) 2e bureau: recherches documentaires et publications

• dépouillement des périodiques;

• confection d'un ficher documentaire;

• établissement des fiches «mères» des actes officiels (présidence, conseil législatif, conseil exécutif et conseil judiciaire);

• publication du répertoire des articles dépouillés par discipline;

• publication du répertoire annuel des actes officiels dépouillés;

• contact permanent avec le bureau d'abonnement, dépôt légal pour l'acquisition des périodiques à dépouiller.

C. *3e direction*

étude et planification – coopération culturelle protection et gestion des droits intellectuels

Secrétariat de direction

• gestion du personnel de la direction;

• affaires financières et budgétaires de la direction;

Courrier

• réception enregistrement du courrier à l'entrée et à la sortie;

• présentation du courrier en ordre d'appréciation à l'examen du directeur;

• répartition du courrier pour traitement entre les divisions; selon leurs compétences respectives;

• contrôle du mouvement du courrier en circulation entre les divisions et les services;

• dactylographie et collationnement du courrier;

• présentation du courrier en ordre à la signature du directeur ou du secrétaire d'État, ou du commissaire d'État avec toutes les précautions requises pour chacune de ces autorités;

• expéditions du courrier signé par le directeur et du courrier signé par le secrétaire d'État ou le commissaire d'État, pour autant que ce dernier courrier traite des questions entrant dans les attributions de la 3e direction;

• transmission et contrôle des pièces et dossiers entre les services du département;

• rédaction des correspondances n'entrant dans aucune des attributions dévolues aux divisions;

• comptes rendus des réunions de la direction;

• rédaction des rapports périodiques sur le fonctionnement de la direction;

• constitution et classement des affaires traitées par la direction.

1re division: études et planification

a) 1er bureau: étude

• entreprendre diverses études dans le domaine culturel, à la demande des instances supérieures du département;

• études juridiques, organisation et méthodes de travail administratif;

• études des rapports d'activités, mission, réunions, colloques et conférences de différents services administratifs et spécialisés du département. Recherche des voies et moyens de résoudre les problèmes soulevés dans ces rapports;

• modalités d'organisation des colloques et séminaires des responsables du département;

• rédaction du rapport annuel du département;

• sauvegarder et diffuser des textes de lois, ordonnances, arrêtés et autres textes réglementaires relatifs à la culture ainsi que des documents sur la culture et les arts réalisés par le département;

• recherches documentaires;

• recherches et études relatives à la création d'un corps de police culturelle;

• publication de la «chronologie des évènements culturels» du Zaïre (missions, séminaires, colloques, conférences, quinzaines culturelles, expositions artistiques, festivals culturels, manifestations culturelles;

• relation avec le S.P.E. (service présidentiel d'études);

• conférences, stages et colloques de planification, de formation ou d'études de thèmes bibliothéconomiques d'intérêt général.

b) 2e bureau: planification

• planification et programmation de l'action culturelle;

• élaboration de l'information culturelle (constitution des dossiers culturels);

• élaborations des plans de politiques culturelles, secteur par secteur, en l'intégrant dans le programme général de développement national;

• suivre la réalisation étape par étape, du plan culturel élaboré;

• centralisation des projets concernant ces activités culturelles et surveillance de leur réalisation;

• étude des propositions de modification de l'organisation structurelle des services et introduction des projets de textes organiques;

• études et enquêtes sur le fonctionnement des services administratifs du département – moyens et méthodes;

• centralisation, coordination et contrôle de l'exécution des études d'organisation effectuées par les services ou par des spécialistes;

• avis sur les prévisions budgétaires en personnel;

• études de voies et moyens en vue de confectionner des manuels pour l'initiation à l'art, sociologie africaine et esthétique pour l'enseignement primaire et secondaire.

2e division: coopération culturelle

a) 1er bureau: coopération internationale

• étude des projets et négociations des accords de coopérations culturelles à conclure entre le Zaïre et les autres pays;

• étude des mesures et modalités de mise en application des accords déjà conclu;

• mise en application pratique des mesures et modalités arrêtées pour la réalisation des accords de coopération culturelle;

• sur base des rapports d'activités de différents bureaux du département, rassembler et confectionner un aperçu de la vie culturelle et artistique du Zaïre pour servir d'échanges culturels;

• constitution et tenue d'un répertoire inventaire des accords culturels;

• relation avec le département des Affaires étrangères, direction de la coopération internationale;

• élaboration de programmes des visiteurs au Zaïre des délégués étrangers;

• études des problèmes relatifs à l'approvisionnement des ambassades en œuvres d'arts et en documentation culturelle;

• proposition sur la nomination des attachés culturels à partir du département de la Culture et des Arts;

• tenue de répertoire des attachés culturels de nos ambassades;

• abonnement à des revues et bulletins d'information culturelle et artistique publiés par les autres pays;

• publication d'un aperçu sur la coopération culturelle du Zaïre.

b) 2e bureau: coopération avec les organismes internationaux

• études des projets d'accords à conclure entre le Zaïre et les organismes intergouvernementaux;

• engager la procédure devant permettre au Zaïre de bénéficier des avantages que les organisations internationales accordent à leurs membres (bourses, participation aux stages, séminaires etc.);

• études des questions juridiques, administratives, financières et techniques soumises au conseil exécutif par des personnes étrangères morales ou physiques;

• étude de tous les problèmes relatifs à l'assistance technique étrangère;

• étude sur la représentation du département de la Culture et des Arts dans ces organismes;

• tenue d'un registre relatif aux différents organismes;

• publication d'un aperçu sur la coopération avec les organismes internationaux.

3e division: protection et gestion des droits intellectuels

a) 1er bureau: droit d'auteur

• législation, réglementation et études la protection et la gestion des droits d'auteur (œuvres littéraires et artistiques);

• recherches documentaires;

• sauvegarde de D.A. des artistes et écrivains zaïrois à l'étranger;

• études des questions soumises par les organismes internationaux (OMPI);

• préparation et tenue des dossiers relatifs aux réunions ou conférences organisées par ces organismes;

• organisation des colloques et séminaires sous l'égide des organisations internationales, s'occupant du D.A.

b) 2e bureau: droits voisins

• législation, réglementation et études sur la protection et la gestion des droits voisins (exécution, interprétation, reproduction, arrangements);

• recherches documentaires;

• tenue des dossiers relatifs aux droits voisins.

c) 3e bureau: information sur le droit d'auteur

• procurer des renseignements sur les droits d'auteurs (titulaires, héritiers, cotitulaires);

• obtenir des titulaires des D.A. des conditions aussi favorables que possibles pour toute autorisation concernant un D.A.;

• tenir à jour un registre sur lequel soient inscrites toutes les oeuvres dont l'un des éléments du D.A. a fait l'objet d'une licence obligatoire;

• procurer soit des principes directeurs, soit des modèles pour la rédaction des contrats autorisant l'usage de D.A.;

• relation régulière avec le centre international d'information sur le D.A. (renseignements, informations);

• tenir un registre comportant des données relatives à toutes les œuvres protégées;

• négocier des accords portant autorisation d'utiliser en dehors et à l'intérieur du pays des éléments du D.A.;

• promouvoir à l'étranger les œuvres protégées;

• servir d'agent de liaison entre les auteurs et les utilisateurs des œuvres résidant sur place ou en dehors.

D. *4e direction*

action culturelle

Chargée de la mise en application pratique de la politique culturelle tendant à assurer le développement de la culture et des arts par la production – diffusion – promotion culturelles dans les domaines de la littérature, de la musique, des arts plastiques, de l'artisanat, du théâtre et du cinéma.

Secrétariat de direction

• gestion du personnel de la direction;

• affaires financières et budgétaires de la direction;

Courrier

• réception et enregistrement du courrier à l'entrée et à la sortie;

• présentation du courrier en ordre d'appréciation à l'examen du directeur;

• répartition du courrier pour traitement entre les divisions selon leurs compétences respectives;

• contrôle du mouvement du courrier en circulation entre les divisions et les services;

• dactylographie et collationnement du courrier;

• présentation du courrier en ordre à la signature du directeur ou du secrétaire d'État, ou du commissaire d'État avec toutes les précautions requises pour chacune de ces autorités;

• expéditions du courrier signé par le directeur et du courrier signé par le secrétaire d'État ou le commissaire d'État, pour autant que ce dernier courrier traite des questions entrant dans les attributions de la 4e direction;

• transmission et contrôle des pièces et dossiers entre les services du département;

• rédaction des correspondances n'entrant dans aucune des attributions dévolues aux divisions;

• comptes rendus des réunions de la direction;

• rédaction des rapports périodiques sur le fonctionnement de la direction;

• constitution et classement des affaires traitées par la direction.

1re division: production culturelle

a) 1er bureau: Belles–lettres

• recensement des écrivains zaïrois et leurs œuvres;

• confection du répertoire des écrivains zaïrois;

• confection d'une anthologie des œuvres littéraires primées;

• critique, commentaire, édition et traduction en langues vernaculaires des œuvres littéraires primées en vue d'en assurer une large diffusion;

• favoriser la production d'œuvres scientifiques dans le domaine des sciences humaines (anthologie – philosophie – histoire – politique – sociologie, etc.) par l'organisation des colloques ou symposiums;

• élaboration des calendriers des grandes conférences nationales à caractère culturel;

• assurer l'impression des œuvres littéraires primées et des autres œuvres littéraires ou scientifiques reconnues comme présentant une importance culturelle;

• législation et réglementation sur le statut de l'écrivain zaïrois.

b) 2e bureau: arts plastiques

• recensement des artistes en arts plastiques et confection de leur répertoire;

• établissement des statistiques des ateliers artistiques;

• favoriser l'approvisionnement des matières premières nécessaires à la production d'œuvres d'art;

• collaboration avec les associations et institutions s'occupant des arts plastiques;

• arrêter des mesures aptes à encourager la diversification dans la production d'œuvres d'art plastique et l'amélioration de leurs qualités;

• législation et réglementation sur le statut de l'artiste zaïrois;

• réglementation de l'exercice du commerce des œuvres d'art;

• réglementation des expositions d'œuvres d'art organisées par les privés zaïrois et étrangers;

• rédaction d'un aperçu panoramique de la production en arts plastiques.

c) 3e bureau: artisanat

1° rassembler des données statistiques relatives à la production artisanale;

2° tenir un fichier biographique des artisans;

3° catalogue valorisé des produits artisanaux;

4° recherches et études sur la création des coopératives artisanales;

5° rédaction d'un aperçu synoptique de la production artisanale;

6° confectionner le répertoire des artisans;

7° organisation des expositions artisanales à l'intérieur et extérieur du pays;

8° législation et réglementation sur le statut de l'artisan zaïrois.

d) 4e bureau: musique

1° recensement des musiciens et formations musicales traditionnelles et modernes;

2° répertoire des musiciens;

3° application des dispositions réglementaires relatives au recensement, agréation, sortie et séjours à l'étranger des musiciens et des ensembles musicaux;

4° élaboration d'une anthologie de musique;

5° réglementation du trafic des œuvres musicales tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays;

6° relations avec la SONECA pour des questions relatives à la protection à la gestion des droits d'auteurs des musiciens zaïrois et étrangers, des écrivains, des artistes en art plastique;

7° application de la réglementation relative à la censure de disques, etc.;

8° contacts avec organisations et institutions nationales préoccupées par des questions relatives à la musique;

9° rassemblement des informations culturelle se rapportant à la musique;

10° répertoire des danses traditionnelles et modernes, fanfares, chœurs, groupes de petits chanteurs.

e) 5e bureau: théâtre et cinéma

1° élaboration et application des dispositions réglementaires sur les spectacles;

2° confection d'un prospectus général sur les spectacles au Zaïre (théâtre, cinéma, musique, danse);

3° rassemblement des informations culturelles sur les spectacles;

4° rédaction d'un aperçu panoramique sur les activités théâtrales et cinématographiques;

5° relations avec l'orientation nationale en ce qui concerne l'organisation des spectacles culturels;

6° inventorier les salles des spectacles en ayant soin de les catégoriser;

7° études et préparation des projets de lois sur la production et l'importation des œuvres cinématographiques;

8° confection d'un répertoire général de tous les techniciens de l'image et réalisateurs cinéastes, cameramen, preneurs de son, décorateur;

9° relations avec le département de l'Orientation nationale;

10 °rassemblement des informations culturelles relatives au théâtre et au cinéma;

11 °relations avec la SONECA pour des questions relatives à la perception et la répartition des droits d'auteur des cinéastes;

12 °application de la réglementation relative à la prise de vues photographiques et cinématographiques;

13 °inventorier les salles de cinéma.

2e division: diffusion culturelle

a) 1er bureau: expositions

• organisation des expositions de manuscrits rassemblés lors des concours littéraires;

• assurer l'exposition des œuvres littéraires imprimées, primées lors des concours littéraires;

• élaboration et exécution des programmes des émissions «antennes sur la culture»;

• élaboration des calendriers des expositions artistiques;

• organisation des expositions artistiques et des disques;

• réglementation des expositions artistiques organisées par les privés zaïrois et étrangers (proposition des formalités administratives et financières);

• organisation des expositions artisanales (à l'intérieur et à l'extérieur du pays);

• constitution d'une photothèque artisanale;

• rédaction des rapports périodiques sur les expositions artistiques, artisanales et des manuscrits;

• création des maisons de la culture régionale et des foyers culturels dans les sous–régions, zones et collectivités;

• organisation des tournées musicales (inter–régionales);

• création d'une discothèque par voie du dépôt légal.

b) 2e bureau: spectacles

• élaboration des programmes d'animation culturelle;

• organisation des spectacles populaires à caractères culturel et éducatif;

• organisation des séances populaires et éducatives de cinéma en collaboration avec l'orientation nationale;

• tenue d'un répertoire des films culturels;

• application de la réglementation sur la distribution et projection des films à caractères culturels;

• organisation des tournées d'animation culturelle sur des sujets bien précis à mettre en scène par le théâtre Mobutu Sese Seko et par d'autres formations culturelles;

• rédaction des rapports semestriels sur les activités se rapportant aux spectacles.

c) 3e bureau: chronique culturelle

• élaboration et planification des sujets en dossiers culturels à diffuser dans les mass média;

• assurer une publication régulière de ces sujets en dossiers;

• relation avec les chroniqueurs culturels de la presse articulée, télévisuelle et écrite;

• organisation en collaboration avec le département de l'Orientation nationale des grandes émissions culturelles;

• conservation des sujets culturels d'importance parus dans la presse.

d) 4e bureau: associations culturelles

• constitution et conservation des dossiers des associations culturelles;

• relation avec des associations scientifiques à caractère culturel;

• application de la réglementation relative aux associations culturelles;

• examens des demandes d'agréation des associations culturelles;

• confection d'un répertoire national des associations culturelles;

• classement et tenue à jour des dossiers des associations culturelles;

• études d'application aux associations culturelles du statut des associations sans but lucratif.

3e division: promotion culturelle

a) 1er bureau: décorations

• application des dispositions réglementaires régissant l'octroi de la médaille du mérite des arts, sciences et *médaille*;

– Texte conforme au *J.O.Z.*

• examen et constitution des dossiers de candidatures selon les critères d'appréciation fixés pour chaque catégorie de médaille;

• assurer le respect de la procédure de transmission des propositions de candidature à la chancellerie des ordres nationaux;

• relations avec la chancellerie des ordres nationaux;

• conservation de la documentation relative à la décoration des artistes, des hommes de sciences et lettres;

• tenue d'un registre des personnes ayant bénéficié de la décoration de la médaille du mérite des arts, sciences et lettres;

• préparation et publication annuelle des contingents les plus marquants des médailles décernées au cours d'une année prise en considération.

b) 2e bureau: prix littéraires et artistiques

• organisation des concours littéraires, théâtraux, musicaux et artistiques, arts décoratifs etc.;

• fixation des divers prix littéraires et artistiques à attribuer aux œuvres marquantes;

• organisation des séances de remise de prix;

• sélection préliminaire des œuvres littéraires primées destinées à l'édition et à la traduction en langues vernaculaires en vue d'en assurer une large diffusion;

• analyse des œuvres littéraires primées pour en découvrir les sujets d'animation culturelle pouvant servir à la formation morale des enfants ou à l'enseignement du civisme;

• extraction des œuvres littéraires primées des sujets pouvant servir à l'organisation des tournées d'animation culturelle par des mises en scènes par le théâtre national Mobutu Sese Seko et par d'autres formations culturelles théâtrales.

c) 3e bureau: fonds de promotion culturelle

• application des dispositions réglementaires relatives à la création du fonds Mobutu Sese Seko en faveur des artistes et écrivains zaïrois;

• tenue de la matricule générale du fonds;

• étude et fixation des critères d'appréciation de la qualité d'artistes ou d'écrivain pour bénéficier des objectifs pour lesquels le fonds a été créé;

• inscription à la matricule générale des artistes et écrivains;

• classification permanente des artistes par région et par discipline;

• tenue d'un fichier des artistes inscrits à la matricule générale;

• examen des demandes d'avantages prévus par le fonds introduites par des artistes régulièrement inscrits à la matricule générale;

• préparation des projets de décisions relatives à l'octroi des avantages accordés par le fonds et assurer l'exécution de ces mesures;

• recherche et proposition des voies et moyens de faire fructifier le fonds;

• examen et proposition du règlement des litiges relatifs au fonds;

• tenue des archives du fonds;

• édition d'un périodique jouant le rôle d'un organe d'information sur les activités du fonds;

• études sur la création d'un fonds de promotion culturelle (F.P.C.);

• statut juridique du fonds de promotion culturelle, son régime administratif et financier;

• étude et préparation des textes réglementaires relatifs à son fonctionnement;

• fixation des formes d'intervention du fonds pour favoriser la création et la discussion de la culture et des arts (prêts, subventions d'équipement matériel d'approvisionnement en matières premières, etc.);

• étude des conditions d'intervention pour chacune des formes d'intervention du fonds de promotion culturelle.

Division régionale de la culture et des arts

Division régionale

Secrétariat

• réception et enregistrement du courrier à l'entrée;

• présentation du courrier en ordre d'appréciation à l'examen du directeur;

• répartition du courrier pour traitement entre les bureaux suivant leurs compétences respectives;

• contrôle du mouvement du courrier en circulation entre les divisions et les services;

• dactylographie et collationnement du courrier;

• présentation du courrier en ordre à la signature du chef de division;

• enregistrement et expédition du courrier signé par le directeur et du courrier signé par le chef de division ou le directeur de région ou le commissaire de région;

• constitution et classement des affaires traitées par la division;

• réception et orientation des visiteurs;

• rédaction de projets des rapports périodiques des activités de la division;

• centralisation de toutes les instructions (lettres circulantes, arrêtés, ordonnances, communiqués, etc.);

• comptes rendus des réunions de la division;

• constitution et tenue des dossiers;

• tenue du classement général de la division.

1er bureau: personnel et comptabilité

1er sous–bureau: personnel

• classement des dossiers du personnel;

• confection et tenue des fiches individuelles des régularités au service de chaque membre du personnel;

• rédaction des rapports périodiques sur la situation du personnel;

• élaboration des propositions de décoration du personnel;

• mouvement du personnel de la division;

• établissement des calendriers et décisions de congés du personnel;

• relations avec le service du personnel de la région pour des questions relatives à la liquidation des avantages sociaux du personnel, l'engagement du personnel contractuel;

• mise à jour des dossiers disciplinaires ouverts contre les membres du personnel;

• établissement des statistiques du personnel;

• propositions de fin de carrière du personnel;

• propositions d'engagement du personnel en fonction de l'état de besoin de la division.

2e sous–bureau: comptabilité

• préparation du projet des prévisions budgétaires de la division;

• tenue des fiches budgétaires;

• facturation;

• enregistrement des dépenses et recettes;

• inventaire des biens mobiliers de la division;

• établissement des états de besoin en fourniture de bureau et autres;

• propositions de commandes des biens mobiliers ou autres en fonction des besoins connus de la division;

• entretien des locaux de la division;

• entretien et réparation du matériel de la division;

• règlement des factures se rapportant à ces entretiens réparations;

• relations avec les services des finances de la région chargés des questions relatives au paiement du personnel, des fournitures, etc.;

• réquisitions des biens achetés sur commande;

• démarches auprès des services compétents de la région, enquêtes des moyens de paiement des cachets des associations culturelles à l'occasion de leur participation, sur invitation, à des cérémonies officielles ou des concours musical et littéraire;

• examen des litiges financiers.

2e bureau: études et coordination culturelle

1er sous–bureau: promotions culturelles

• relations avec les services régionaux de la SONECA pour des questions touchant les droits des éditeurs, compositeurs auteurs des œuvres musicales;

• relations avec les services régionaux de l'UNAZA pour des questions relatives au respect de la législation sociale en matière d'embauche et de la protection des musiciens de même que des règlements relatifs au fonctionnement des associations culturelles;

• relations avec les services régionaux de l'UEZA pour des questions ayant trait à la situation des écrivains locaux;

• étude relative à la création des comptoirs régionaux de vente des œuvres artistiques et artisanales en vue de stimuler l'accroissement quantitatif et qualitatif de la production artisanale de même que la normalisation des prix des œuvres artistiques et artisanales;

• études des dossiers introduits dans le cadre de l'agréation des associations culturelles;

• études et propositions de décoration des mérites en arts et lettres;

• études des voies et moyens nouveaux aptes à créer chez les artistes et écrivains régionaux une émulation, grâce à laquelle ils s'efforceront d'améliorer leur rendement;

• contact avec les institutions ou organismes scientifiques régionaux et des chercheurs indépendants dans le but de rendre permanente et dynamique l'action culturelle;

• organisation des séminaires de recyclage à l'intention du personnel régional de la culture et des arts.

2e sous–bureau: F.M.S.S.

• enregistrement et acheminement à l'échelon national des demandes conformes d'inscription des artistes et écrivains régionaux à la matricule général du F.M.S.S.;

• études des modalités de participation de la région et des artistes écrivains au développement du F.M.S.S.;

• établissement et envoi à l'échelon national des rapports trimestriels relatifs au fonctionnement du service régional du F.M.S.S.

3e sous–bureau: documentation

• constitution d'un recueil des informations culturelles rassemblées;

• études et préparation des projets de règlements des autorités régionales concernant la conservation, la promotion et la diffusion de la culture dans les différentes entités sociales;

• confection d'un répertoire régional des chansons censurées;

• élaboration d'une anthologie régionale des traditions ou coutumes ethniques;

• élaboration d'un répertoire régional de tous les artistes, écrivains, lutteurs traditionnels, les conteurs traditionnels, des féticheurs, les associations culturelles, etc.;

• édition d'une chronique de nouvelles culturelles de la région;

• réexamens et préparatif des projets d'amendement de certaines dispositions des règlements en matière culturelle prises antérieurement par les autorités régionales en vue de les adapter à l'organisation politico–administrative actuelle du Zaïre ou aux impératifs du mobutisme.

3e bureau: bibliothèques et archives

1er sous–bureau: bibliothèques

• recensement de différents types de bibliothèques (publiques, privées, spécialisées, universitaires);

• élaboration d'une étude reprenant la situation de chaque type de bibliothèques, son évolution, les problèmes posés dans le cadre de son développement;

• inventaire, classement et catalogue des ouvrages traités;

• constitution d'un dépôt légal de toutes les publications des personnes tant morales que physiques habitant la région, des mémoires de fin d'études des étudiants finalistes des instituts d'enseignement supérieurs établis dans la région ou des campus universitaires, etc.;

• prises des abonnements à des revues ou à des journaux édités au Zaïre et ailleurs;

• élaboration et diffusion des notes bibliographiques;

• organisation des services de consultation sur place et de prêt;

• relations avec les librairies de la place pour des questions relatives à l'acquisition des ouvrages;

• création et encouragement des clubs de la lecture;

• établissement des statistiques mensuelles à envoyer régulièrement à l'échelon national;

• envoi par truchement de la D.G.A.C. du personnel des bibliothèques en stages de formation organisée au Zaïre ou à l'étranger;

• organisation sur place à l'intention du personnel des séminaires de recyclage dont les thèmes sont choisis parmi les questions relatives à l'impact d'une bibliothèque sur le développement du pays, à l'organisation des bibliothèques, etc.;

• rassemblement des informations culturelles.

2e sous–bureau: archives

• recueil et centralisation de tous les documents produits par l'administration régionale qui ne sont plus indispensables à l'activité courant des services;

• inventaire systématique de la documentation archivistique de la région;

• triage et élimination des documents devenus inutiles conformément à la réglementation en matière des archives;

• publication du matériel des recherches;

• organisation de service de prêt et de consultation sur place;

• contrôle par l'administration régionale des archives privées recensées;

• rassemblement des informations culturelles.

4e bureau: arts

1er sous–bureau: arts plastiques

• application de la réglementation relative à la promotion de l'art plastique ou au métier d'artiste et à la production des œuvres d'art plastique;

• regroupement des artistes en art plastique au sein d'une coopération de production et de vente de leurs œuvres;

• recensement et gestion des lieux publics déclarés lieux d'exposition permanente;

• relations avec l'Office national de l'ivoire pour des questions relatives à l'approvisionnement des ivoiriers en ivoire;

• relations avec les services régionaux des musées nationaux et des douanes pour des questions relatives à la concrétisation des œuvres d'art antiques;

• confection d'un calendrier d'expositions périodiques à réaliser à la région (en collaboration avec l'échelon national pour la ville de Kinshasa);

• participation des artistes d'arts plastique aux expositions nationales et internationales;

• recensement des salles d'expositions d'œuvres d'art plastique existant à la région;

• participation des artistes en arts plastiques à des festivals culturels organisés par la région en vue de faire naître chez la population régionale le goût artistique;

• rassemblement des informations culturelles en arts plastiques.

2e sous–bureau: production artisanale

• application de la réglementation relative à la production artisanale;

• recensement des artisans de toutes les disciplines;

• confection d'un calendrier d'expositions artisanales (à réaliser avec la collaboration de l'échelon national pour la ville de Kinshasa);

• participation des artisans à des festivals culturels organisés par la région;

• recensement des ateliers des artisans;

• regroupement des informations culturelles dans le domaine de l'artisanat;

• regroupement des artisans en une coopérative de production et de vente des biens artisanaux;

• création d'un comité local des artisans.

3e sous–bureau: production cinématographique

• recensement des salles du cinéma;

• recensement des cinéastes, cameramen réalisateurs, techniciens d'images;

• création d'un comité local des artistes occupés dans ce domaine;

• contacts avec les services régionaux de l'AZACI pour des questions intéressant le cinéma.

5e bureau: diffusion culturelle et spectacles

1er sous–bureau: diffusion culturelle

• rassemblement et mise à la disposition de la population locale des éléments propres à faire connaître la vie culturelle;

• organisation des festivals culturels à l'échelon régional;

• organisation des expositions régionales des œuvres artistiques, artisanales et des livres;

• contacts avec les services régionaux de l'AICA en vue de résoudre les problèmes posés par la diffusion des œuvres artistiques;

• diffusion des oeuvres autorisées du patrimoine culturel ancestral (poèmes, romans, théâtres, essai, contes, fables, légendes, etc.) en collaboration avec la division régionale de l'orientation nationale;

• réalisation avec la voix du Zaïre de la région des émissions culturelles;

• organisation des expositions permanentes de photos prises à l'occasion des cérémonies officielles et manifestations culturelles.

2e sous–bureau: spectacles

• application des dispositions légales et réglementaires sur les spectacles;

• recensement des associations culturelles ensembles instrumentaux, chœurs, etc.;

• collecte des traditions dans les domaines des contes, proverbes, littératures orales, épopée, légendes, etc.;

• recensement des salles de cinéma et autres lieux des divertissements culturels;

• création d'un groupe choc d'animation culturelle à l'échelon régional en vue de favoriser l'unification des cultures ethniques pour en faire une à échelon national;

• organisation des spectacles éducatifs avec la collaboration des services régionaux de l'orientation nationale;

• rassemblement des informations dans le domaine des spectacles.

3e sous–bureau: musique

• contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires sur les questions musicales;

• applications des instructions et directives techniques sur le recensement des musiciens;

• organisation des concours musicaux et danses sur les thèmes déterminés;

• concrétisation des instructions relatives à la commercialisation des disques;

• organisation des tournées musicales dans d'autres régions et éventuellement à l'extérieur du pays;

• rassemblement des informations musicales.

• Bureau sous–régional

1re cellule: promotion culturelle

• enregistrement et transmission à la division des doléances des auteurs des oeuvres artistiques et littéraires relatives au respect de la propriété intellectuelle;

• recensement des écrivains, essayistes et salon littéraires;

• création des comptoirs sous–régionaux de vente des œuvres artistiques et artisanales en vue de stimuler l'accroissement quantitatif et qualitatif de la production artisanale de même que la normalisation des prix des œuvres artistiques et artisanales dans la sous–région;

• réception et transmission à la division régionale des dossiers introduits dans le cadre de l'agréation des associations culturelles;

• enregistrement et transmission à la division régionale des dossiers de demandes de décoration des mérites en arts, sciences et lettres;

• contacts avec les institutions ou organismes scientifiques sous–régionaux et des chercheurs indépendants dans le but de rendre permanente et dynamique l'action culturelle;

• enregistrement et acheminement à la division régionale des demandes d'inscriptions des artistes et écrivains sous–régionaux à la matricule générale du F.M.S.S.;

• acheminement à la division régionale des dossiers de demandes d'aide dans le cadre du F.M.S.S.;

• études des modalités de participation la sous–région et des artistes écrivains locaux au développement du F.M.S.S.;

• constitution d'une documentation spécifique par le rassemblement des informations culturelles;

• études et préparation des projets de règlements des autorités sous–régionales concernant la conservation, la promotion et la diffusion de la culture;

• confection d'un répertoire sous–régional des chansons censurées;

• élaboration d'une anthologie sous–régionale des traditions ou coutumes ethniques;

• élaboration d'un répertoire sous–régional de tous les artistes, écrivains, lutteurs traditionnels, les conteurs traditionnels, des féticheurs, les associations culturelles, etc.;

• édition d'une chronique de nouvelles culturelles de la sous–région.

2e cellule: bibliothèque et archives

• recensement de différents types de bibliothèques (publiques, privées, spécialisées, universitaires);

• inventaire, classement et catalogue des ouvrages traités;

• envoi à la division régionale de quelques exemplaires des publications des personnes tant morales que physiques habitant la sous–région, des mémoires de fin d'études des étudiants finalistes des instituts d'enseignement supérieurs établis dans la sous–région ou de campus universitaires, etc.;

• achats de nouveau ouvrages;

• prises des abonnements à des revues ou à des journaux édités au Zaïre et ailleurs;

• élaboration et diffusion des notes bibliographiques, organisation des services de consultation sur place et de prêt;

• relation avec les librairies et des imprimeries de la place pour des questions relatives respectivement à l'acquisition des ouvrages et au dénombrement des oeuvres imprimées;

• création et encouragement des clubs de la lecture;

• établissement des statistiques mensuelles à envoyer régulièrement à la division;

• recueil et centralisation de tous les documents produits par l'administration sous–régionale qui ne sont plus indispensables aux activités courantes des services;

• confection d'un répertoire des documents enregistrés aux archives de la sous–région;

• inventaire systématique de la documentation archivistique de la sous–région;

• triage et élimination des documents devenus inutiles conformément à la réglementation en matières des archives;

• organisation de service de prêt et de consultation sur place;

• contrôle par l'administration sous–régionale des archives privées recensées;

• rassemblement des informations culturelles.

3e cellule:

A. production cinématographique

• recensement des salles de cinéma;

• recensement des cinéastes, cameramen, réalisateurs techniciens d'images;

• création d'un comité local des artistes occupés dans ce domaine;

B. diffusion culturelle et spectacles

• rassemblement et mise à la disposition de la population locale des éléments propres à faire connaître la vie culturelle;

• organisation des festivals culturels à l'échelon sous–régional;

• collecte des œuvres du patrimoine culturel ancestral (poèmes, romans, théâtres, essais, contes, fables, légendes, etc.);

• organisation des expositions permanentes de photos prises à l'occasion des cérémonies officielles et manifestations culturelles;

• application des dispositions légales et réglementaires sur les spectacles;

• recensement des associations culturelles, ensembles instrumentaux, chœurs, etc.;

• contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires sur les questions musicales;

• recensement des salles de cinéma et autres lieux des divertissements culturels;

• création d'un groupe choc d'animation culturel à l'échelon s/régional en vue de favoriser l'unification des cultures ethniques pour en faire une à l'échelon régional;

• organisation des spectacles éducatifs;

• rassemblement des informations dans le domaine des spectacles.

Zone

Sous-cellule: Promotion culturelle

• recensement des écrivains, essayistes et salons littéraires;

• enregistrement et transmission à la s/région des dossiers de demandes de décoration des mérites en arts, sciences et lettres;

• enregistrement et acheminement à la s/région des demandes d'inscriptions des artistes et écrivains à la matricule générale du fonds Mobutu Sese Seko;

• acheminement à la s/région des dossiers de demandes d'aide dans le cadre du fonds Mobutu Sese Seko;

• études et préparation des projets de règlements des autorités de zone concernant la conservation, la promotion et la diffusion de la culture;

• collecte et élaboration d'une anthologie de zone des traditions ou coutumes ethniques;

• élaboration d'un répertoire de zone de tous les artistes, écrivains, lutteurs traditionnels, les conteurs traditionnels, des féticheurs, les associations culturelles, etc.

Sous-cellule: Bibliothèques et archives

• recensement de différents types de bibliothèques (publiques, privées, spécialisées, universitaires);

• inventaire, classement et catalogue des ouvrages traités;

• organisation des services de consultation sur place et de prêt;

• création et encouragement des clubs de la lecture;

• établissement des statistiques mensuelles à envoyer régulièrement à la s/région;

• recueil et centralisation de tous les documents produits par l'administration de zone qui ne sont plus indispensables à l'activité courante des services;

• confection d'un répertoire des documents enregistrés aux archives de la zone;

• triage et élimination des documents devenus inutiles conformément à la réglementation en matière des archives;

• organisation de service de prêt et de consultation sur place;

• contrôle par l'administration de zone des archives privées recensées;

• rassemblement des informations culturelles.

Sous-cellule: Arts et artisanat

• application de la réglementation relative à la promotion de l'art plastique ou au métier d'artiste et à la production des œuvres d'art plastique;

• recensement des artistes en art plastique;

• recensement et gestion des lieux publics déclarés lieux d'expositions permanents;

• recensement des salles d'expositions d'œuvres d'art plastique existant à la zone;

• application de la réglementation relative à la production artisanale;

• recensement des artisans de toutes les disciplines;

• recensement des ateliers des artisans;

• rassemblement des informations culturelles.

Sous-cellule: Diffusion culturelle et spectacles

• rassemblement et mise à la disposition de la population locale des éléments propres à faire connaître la vie culturelle;

• organisation des festivals culturels à l'échelon de zone;

• collecte des œuvres du patrimoine culturel ancestral (poèmes, romans, théâtres, essais, contes, fables, légendes, etc.);

• organisation des expositions permanentes de photos prises à l'occasion des cérémonies officielles et manifestations culturelles;

• application des dispositions légales et réglementaires sur les spectacles;

• recensement des associations culturelles, ensembles instrumentaux, chœurs, salles de cinéma, etc.;

• contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires sur les questions musicales;

• recensement des salles de cinéma et autres lieux des divertissements culturels;

• organisation des spectacles éducatifs;

• rassemblement des informations dans le domaine des spectacles.

8 janvier 1983. – CONVENTION portant création du Centre international des civilisations Bantu (CICIBA). (*Ministère de la Culture et des Arts*)

*TITRE I^er^*
PRINCIPES ET OBJECTIFS

Art. 1^er^. — Le Centre international des civilisations bantu (CICIBA) est une institution régionale créée et établie d'un commun accord par les États signataires du présent accord.

Art. 2. — Le CICIBA est doté de la personnalité morale et juridique.

Art. 3. — Le siège du CICIBA est fixé à Libreville (Gabon).

Art. 4. — Foyer de recherche, de documentation, de diffusion, d'animation, de formation et de coordination, le centre a pour objectifs: de conserver, de promouvoir, de préserver les valeurs authentiques des civilisations bantu, patrimoine culturel commun aux peuples de langues et de cultures bantu du nord et du sud de l'équateur, ainsi qu'à ceux de la diaspora.

À cet effet, il est chargé de:

1) promouvoir les recherches et études sur les cultures et civilisations bantu ainsi que le développement de ces cultures par l'animation et le soutien à la créativité dans le monde contemporain;

2) constituer une banque de données et un centre de documentation sur les cultures et civilisations des peuples de la zone bantu à la disposition des États membres et associés, et de toute personne à la recherche d'une information relative aux cultures et civilisations bantu;

3) contribuer, par les moyens en son pouvoir, à faire intégrer dans les plans de développement, la dimension culturelle;

4) diffuser et promouvoir des travaux de recherche sur les cultures africaines en général conformément à la charte culturelle de l'Afrique;

5) assurer la formation et le recyclage nécessaire aux pédagogues, artistes, chercheurs, animateurs culturels en vue du développement culturel;

6) coopérer avec les institutions nationales, interafricaines et internationales à caractère culturel, scientifique et éducatif, en privilégiant et en intensifiant la coopération entre les pays de la zone bantu;

7) favoriser entre les États membres des rencontres et des échanges culturels (séminaires, congrès, festivals, semaines culturelles, etc.).

TITRE II
ORGANISATION

Art. 5. — Les organes du CICIBA sont:

• la conférence des ministres chargés des affaires culturelles, organe suprême;

• le conseil d'administration, organe de gestion et de contrôle;

• la direction générale, organe d'exécution.

A. La conférence des ministres chargés des affaires culturelles

Art. 6. — L'organe suprême du CICIBA est la conférence des ministres. Il est composé des ministres chargés des affaires culturelles des États parties à la présente convention ou de leurs représentants dûment mandatés par leur gouvernement.

Art. 7. — La conférence des ministres chargés des affaires culturelles définit la politique générale et les grandes orientations du centre. Elle approuve, sur proposition du conseil d'administration, le programme et le budget du centre, et évalue périodiquement les résultats obtenus: elle habilite le directeur général à conclure, en cas de besoin, des accords de coopération et en définit les modalités.

Art. 8. — La conférence des ministres élit son président en exercice ainsi que les membres du bureau conformément à son règlement intérieur.

Elle nomme et met fin aux fonctions du directeur général, du directeur général adjoint et des membres du conseil d'administration selon les modalités à fixer par le règlement intérieur.

Art. 9. — La conférence des ministres chargés des affaires culturelles se réunit en session ordinaire tous les deux ans.

Elle peut se réunir en session extraordinaire sur la demande d'au moins un tiers de ses membres ou en cas de nécessité.

Les sessions de la conférence des ministres chargés des affaires culturelles sont convoqués par son président en exercice.

B. Le conseil d'administration

Art. 10. — Le centre est administré et contrôlé par un conseil d'administration élu pour deux ans et composé comme suit:

a) le tiers des États membres du CICIBA nommés sur la base de la répartition sous-régionale conformément aux textes et pratiques de l'OUA;

b) trois représentants du pays du siège, membres de droit;

c) des personnalités culturelles et scientifiques nommées, à concurrence d'un nombre égal à celui de l'ensemble des représentants des États, dans les conditions fixées dans le règlement intérieur;

d) des représentants des organisations internationales telles que l'UNESCO, le PNUD, l'ICA, l'OUA, l'ACCT, etc., ceux des fondations et de différentes sources de financement invitées aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Art. 11. — Le conseil d'administration:

a) élit son président pour une période de deux ans renouvelable;

b) organe de gestion et de contrôle, il détermine et établit les programmes et budgets biennaux d'activités du centre et les soumet pour approbation à la conférence des ministres chargés des affaires culturelles;

c) il fixe le budget correspondant à la quote-part de chacun des États membres;

d) sur proposition du pays de siège, il approuve et soumet à la conférence des ministres chargés des affaires culturelles la nomination du directeur général du CICIBA;

e) il assure le contrôle et l'évaluation de l'exécution des programmes et budgets du centre;

f) il approuve les comptes de l'exercice antérieur;

g) il adopte et modifie le cas échéant le règlement intérieur du centre, et décide sur proposition du directeur général des modifications de structures internes du centre.

Art. 12. — *a)* Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire une fois par an;

b) il peut se réunir en session extraordinaire sur la demande d'au moins 2/3 des membres ou en cas de nécessité;

c) les sessions du conseil d'administration sont convoquées par son président;

d) les délibérations du conseil d'administration sont valables si les 2/3 des membres ayant voix délibérative sont présents;

e) faute de quorum, une deuxième réunion a lieu dans un délai maximum de 30 jours. Au cours de cette réunion, les délibérations sont valides si la moitié des États membres du conseil d'administration est représentée;

f) les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple ou qualifiée suivant l'importance des affaires, étant entendu qu'un vote préalable du conseil à la majorité simple détermine si l'importance d'une affaire requiert la majorité simple ou qualifiée; dans tous les cas, les propositions de programmes et budgets doivent, pour être soumises à l'approbation de la conférence des ministres chargés des affaires culturelles, être acquises à la majorité qualifiée.

En cas de partage des voix, le président du conseil a voix prépondérante.

C. La direction générale

Art. 13. — La direction générale est l'organe d'exécution et de coordination du CICIBA.

Elle est assurée par un directeur général, assisté d'un directeur général adjoint nommé dans les mêmes conditions et pour une même période.

Le directeur général est nommé par la conférence des ministres chargés des affaires culturelles pour une période de 4 ans renouvelable, conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa 2.

Le directeur général représente le CICIBA, il est garant de son bon fonctionnement. À cet effet, il peut recevoir délégation des pouvoirs du conseil d'administration et du président en exercice de la conférence des ministres.

Il est responsable devant la conférence des ministres chargés des affaires culturelles.

Art. 14. — Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le directeur général, le directeur général adjoint et les autres membres du personnel ne doivent solliciter ni recevoir aucune instruction d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère au centre.

Art. 15. — Les structures du centre seront déterminées conformément à l'article 11, alinéa 2, de la présente convention.

D. Immunités et privilèges accordés par le pays du siège

Art. 16. — 1) En vue de permettre au centre de remplir les fonctions qui lui sont confiées, le pays du siège lui accorde au moins les immunités et privilèges suivants:

a) le centre jouit de la personnalité juridique, notamment de la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner les biens mobiliers et immobiliers et d'ester en justice conformément à l'article 2 de la présente convention;

b) le siège du centre et tous les locaux utilisés pour les besoins propres ou pour ceux de son personnel, des experts, chercheurs et consultants en mission ainsi que les archives du centre sont inviolables;

c) les biens du centre sont exempts des restrictions, réglementation, contrôles et moratoires de toutes natures;

d) le centre, ses avoirs, réserves et autres biens sont exonérés de tous impôts, droits de douane et taxes;

e) le centre jouit du privilège de juridiction et ses biens, fonds et avoirs où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, confiscation, réquisition, expropriation ou de toute autre forme de contrainte;

2) Le centre conclut avec le pays du siège un accord de siège fixant les modalités d'application des immunités et privilèges accordés au centre et à son personnel.

E. Immunités et privilèges accordés par les États contractants

Art. 17. — Les États contractants accordent à tous les membres et organes du centre, à tous les membres du personnel et à tous les experts qui fournissent au centre aide et conseil, ainsi qu'aux chercheurs et consultants en mission dans le cadre des activités du centre, les facilités, privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions ou missions.

F. Application des immunités et privilèges

Art. 18. — 1) Les privilèges et immunités dont il s'agit dans la présente convention sont ceux prévus par la convention sur les privilèges et immunités de l'OUA;

2) les privilèges et immunités accordés par le pays du siège et les autres États parties à la présente convention sont consentis à leurs bénéficiaires dans l'intérêt du centre et non pour leur assurer des avantages personnels;

3) le président du conseil d'administration sur proposition du directeur général du centre, peut lever les immunités accordées au personnel du centre, aux experts, consultants et chercheurs et il agit d'office lorsque le directeur général est directement en cause, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur.

TITRE III

RESSOURCES, FINANCEMENT ET BIENS IMMOBILIERS

Art. 19. — Les ressources du centre comprennent:

• des contributions des États membres;

• des dons, legs ou subventions qui pourraient lui être accordés;

• recettes provenant de la rémunération des services (prestations de service, publications, films, bandes magnétiques, disques, etc.) ainsi que des recettes diverses;

• des emprunts qu'il pourrait contracter pour la réalisation de son objet.

Les parts de la contribution des État membres seront précisées conformément à l'article 11, alinéa *c*, de la présente convention.

Art. 20. — Le centre prendra toutes les mesures nécessaires afin d'obtenir l'aide financière de sources variées, publiques et privées.

Toutefois, aucune de ces sources de financement ne devra et ne pourra remettre en cause les objectifs du centre définis au titre I du présent accord.

Art. 21. — 1) Le pays du siège s'engage à donner au centre toutes les facilités nécessaires à son installation et à son fonctionnement.

2) Le pays du siège, propriétaire des biens immobiliers, les loue à la disposition du centre sous forme d'un contrat d'une durée de 99 ans, au prix de un franc symbolique l'an.

TITRE IV

SIGNATURE, ADHÉSION, RATIFICATION, MODIFICATION, RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Art. 22. — 1) La présente convention est ouverte à tout État de la zone bantu. Tout autre État désireux de participer aux activités du CICIBA peut y adhérer en tant que membre associé. La qualité de membre associé sera déterminée dans le règlement intérieur.

2) L'admission du nouvel État devient effective le trentième jour après le dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation, d'adhésion ou d'approbation de la présente convention auprès du gouvernement du pays du siège qui en donnera notification à tous les États signataires et au secrétaire général de l'OUA.

Retrait d'un État membre

Art. 23. — 1) Tout État contractant peut se retirer de la convention à tout moment en notifiant sa décision au pays du siège.

Le retrait prend effet dans un délai d'un an, à compter de la date de cette notification.

2) Le conseil d'administration procède au règlement de comptes.

3) Les cotisations pour l'année budgétaire en cours restent dues.

Amendement

Art. 24. — 1) La présente convention peut être amendée à la majorité des 2/3 des État contractants sur l'initiative de l'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration.

2) Tout amendement à la présente convention ne peut être examiné par la conférence des ministres chargés des affaires culturelles que s'il a été notifié à tous les États contractants trois mois avant le jour de l'ouverture de la session.

3) Les modifications adoptées par la conférence des ministres chargés des affaires culturelles sont soumises à la procédure de ratification propre à chaque État.

Cependant, tout État qui n'aura pas signé son opposition dans un délai d'un an sera considéré comme ayant accepté l'amendement.

Règlement des différends

Art. 25. — 1) Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention qui n'est pas réglé par voie de négociation ou par consensus est déféré à la conférence des ministres chargés des affaires culturelles pour décision par toute partie audit différend.

2) Si, après avoir pris en considération, la conférence des ministres chargés des affaires culturelles ne peut trancher le différend, elle crée une commission de conciliation composée de trois membres; chacune des deux parties au différend désigne un membre et toutes les deux se mettent d'accord pour la désignation d'un troisième qui assume la présidence de la commission.

3) Les parties disposent d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision instituant la commission pour indiquer le nom du membre de la commission dont la désignation leur incombe. À l'expiration du délai de trente jours, les deux parties disposent d'un autre délai de trente jours pour désigner le troisième membre.

4) Faute de désignation par l'une ou l'autre partie, le président en exercice de la conférence des ministres chargés des affaires culturelles procède à la désignation des membres dont il s'agit.

5) La commission de conciliation établit son rapport et le transmet à la conférence des ministres chargés des affaires culturelles qui statue sur le différend.

6) La décision de la conférence des ministres de la Culture est sans appel.

Dispositions transitoires

Art. 26. — À compter de la date d'entrée en vigueur provisoire de la présente convention, le pays du siège est institué mandataire de la convention aux fins de procéder, en consultation avec les autres États signataires:

a) à la convocation du premier conseil d'administration qui se tiendra dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur provisoire;

b) aux contacts nécessaires avec les États signataires de la convention en vue d'en accélérer la ratification;

c) à la nomination à titre provisoire d'un haut fonctionnaire, exerçant les fonctions de directeur général chargé d'assurer le démarrage du centre.

Cette nomination devra être confirmée par le premier conseil d'administration, pour le compte de la conférence des ministres chargés des affaires culturelles;

d) à la centralisation et à l'examen des candidatures aux postes de direction et à tout emploi à soumettre au premier conseil d'administration qui procédera aux nominations au nom de la conférence des ministres chargés des affaires culturelles;

e) à poursuivre les négociations avec les sources extérieures de financement et des organismes de coopération scientifique et technique.

Entrée en vigueur

Art. 27. — 1) La présente convention entre en vigueur à titre provisoire après le dépôt, par le pays du siège de ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2) La présente convention entre en vigueur dès que les 2/3 des États signataires ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du gouvernement du pays du siège.

Dispositions finales

Art. 28. — 1) Le texte de la présente convention est déposé auprès du gouvernement du pays du siège qui en transmet des exemplaires conformes à tous les pays de la zone bantu et au secrétariat de l'OUA.

2) La présente convention a été adoptée en version anglaise, espagnole, française et portugaise. Ces différentes versions font foi.

1. ANGOLA	9. GUINEE/EQUATORIALE	17. OUGANDA
2. BOTSWANA	10. KENYA	18. RWANDA
3. BURUNDI	11. LESOTHO	19. SAO TOME /PRINCIPE
4. CAMEROUN	12. MALAWI	20. SWAZILAND
5. CENTRAFRIQUE	13. MADAGASCAR	21. TANZANIE
6. COMORES	14. MOZAMBIQUE	22. ZAÏRE
7. CONGO	15. NAMIBIA	23. ZAMBIE
8. GABON	16. NIGERIA	24. ZIMBABWE

---

5 juin 1986. – ORDONNANCE 86-167 portant création d'un service chargé des questions de la francophonie. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1986, p. 28)

Art. 1er. — Il est créé près la présidence de la République, un service chargé des questions de la francophonie.

Art. 2. — Le service chargé des questions de la francophonie est dirigé par un haut fonctionnaire qui porte le titre de délégué spécial pour la francophonie.

Art. 3. — Ce service est chargé de la préparation et du suivi des conférences des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

Art. 4. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

18 janvier 1989. – ORDONNANCE 89-010 portant création de la Bibliothèque nationale du Zaïre, en abrégé «B.N.Z.». (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 8)

Art. 1er. — Il est créé un service public à caractère technique et scientifique dénommé Bibliothèque nationale du Zaïre, en abrégé «B.N.Z.».

La Bibliothèque nationale du Zaïre, ci-après appelée la «bibliothèque», est dotée de la personnalité juridique et placée sous la tutelle du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 2. — Le siège de la bibliothèque est établi à Kinshasa.

Des sections locales peuvent être ouvertes en tout autre lieu de la République, moyennant autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — La bibliothèque a pour mission:

a) de rassembler et conserver toute la production intellectuelle nationale reproduite en nombre et, en premier lieu, la production imprimée, notamment les plaquettes, journaux, revues, périodiques, brochures, livres, partitions musicales, bandes, disques, films et cassettes;

b) de faire connaître cette production en produisant des informations bibliographiques telles que les listes courantes d'acquisitions, catalogues bibliographiques et répertoires des œuvres de l'esprit créées au Zaïre;

c) d'assurer sur l'ensemble du territoire national la diffusion des collections des publications imprimées ou éditées qui contribuent à la défense des spécificités culturelles zaïroises et au développement de l'esprit de civisme, de nationalisme et de patriotisme.

À ce titre, la bibliothèque est chargée notamment:

1° de promouvoir la lecture en alimentant en ouvrages les bibliothèques publiques et en organisant des concours de lecture pour jeunes, des expositions de livres et des campagnes de sensibilisation;

2° d'encourager toutes les initiatives tendant à contribuer au développement de l'industrie de la production et de la consommation du livre;

3° d'enregistrer toutes les productions intellectuelles nationales au titre de dépôt légal;

4° d'assurer la publication, chaque année, d'une bibliographie nationale, d'un catalogue collectif ou national, d'un répertoire des thèses de doctorat et des mémoires présentés aux universités et instituts supérieurs de la République du Zaïre;

5° de promouvoir la connaissance et l'utilisation des normes internationales en matière de classement et d'identification des documents imprimés.

Art. 4. — La bibliothèque jouit d'une autonomie administrative et financière.

Elle est dirigée par un directeur général adjoint, nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 5. — La bibliothèque dispose d'un personnel scientifique, technique et administratif régi par un règlement d'administration pris conformément au statut des agents de carrière des services publics de l'État.

Art. 6. — Chaque année, le directeur général de la bibliothèque fait rapport au commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions sur la bonne marche de la bibliothèque ainsi que des suggestions pour son meilleur fonctionnement.

Art. 7. — Les ressources financières de la bibliothèque sont constituées par la subvention de l'État inscrite au budget annexe du département ayant la culture et les arts dans ses attributions ainsi que par les recettes provenant de la vente de ses publications, des droits sur la délivrance d'une carte de lecteur et l'enregistrement au titre de dépôt légal.

Art. 8. — Le commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions fixe, par voie d'arrêté, l'organisation interne et les règles de fonctionnement de la bibliothèque.

Art. 9. — Tous les biens, droits et obligations jadis reconnus à la direction des bibliothèques et documentation du département de la Culture, Arts et Tourisme sont transférés à la bibliothèque.

Art. 10. — Le commissaire d'État à la Culture, Arts et Tourisme est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

26 janvier 1989. – ORDONNANCE 89-027 portant création d'un service public dénommé «Archives nationales du Zaïre», en abrégé «ARNAZA». (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 18)

Art. 1er. — Il est créé un service public à caractère technique et scientifique dénommé «Archives nationales du Zaïre», en abrégé «ARNAZA».

Les Archives nationales du Zaïre, ci-après appelées «Archives nationales», sont dotées d'une autonomie administrative et financière.

Elles sont placées sous l'autorité du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 2. — Le siège des Archives nationales est établi à Kinshasa.

Des sections locales peuvent être ouvertes en tout autre lieu de la République, moyennant autorisation du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 3. — Les Archives nationales ont pour mission:

1) de réunir une documentation aussi complète que possible sur le Zaïre;

2) de conserver, classer, inventorier et communiquer, conformément aux normes en vigueur, les documents écrits et audio-visuels

qui présentent un intérêt historique, scientifique ou culturel, constitués par des institutions, des personnes physiques ou morales, du fait de leurs *actualités* et délibérément conservés;

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*activités*».

3) d'assurer, conformément à la loi, un contrôle général sur les archives publiques et privées;

4) de proposer au conseil exécutif toutes mesures d'administration, de conservation, de protection et de mise en valeur des documents d'archives publiques et privées;

5) d'assurer la formation et le perfectionnement du personnel dans le domaine des archives;

6) de participer, avec les administrations et organismes intéressés, à la définition et à la fixation des normes relatives à la constitution et à la conservation des fonds d'archives.

Art. 4. — Les Archives nationales sont dirigées par un conservateur en chef, assisté d'un conservateur en chef adjoint nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 5. — Les Archives nationales disposent d'un personnel scientifique, technique et administratif régi par un règlement particulier d'administration, pris conformément à la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Art. 6. — Les ressources financières des Archives nationales sont constituées par:

1) la dotation de l'État sous forme de budget annexe du département ayant la culture et les arts dans ses attributions;

2) les dons, legs et libéralités qui peuvent leur être consentis moyennant approbation du commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions;

3) le payement des droits, conformément à l'article 29 de la loi 78-013 du 11 juillet 1978.

Art. 7. — Chaque année, le conservateur en chef des Archives nationales fait rapport au commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions sur la bonne marche des Archives nationales, l'état d'avancement des travaux et la gestion budgétaire.

Art. 8. — Le commissaire d'État ayant la culture et les arts dans ses attributions fixe, par voie d'arrêté, l'organisation interne et les règles de fonctionnement des Archives nationales.

Art. 9. — Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 10. — Le commissaire d'État à la Culture, Arts et Tourisme est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

13 août 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 019/CAB/MJCA/93 portant création du centre culturel zaïrois dénommé «le Zoo». (*Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts*)

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le théâtre du Zoo est transformé en centre culturel zaïrois dénommé «le Zoo».

Art. 2. — Le centre culturel zaïrois «le Zoo» est un service public doté d'une autonomie administrative et financière et placé sous la tutelle du ministère ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 3. — Le centre culturel zaïrois «le Zoo» a pour mission de diffuser et promouvoir la culture et les créations artistiques zaïroises au pays et à l'étranger par l'organisation des colloques, des ateliers, des spectacles, des expositions, etc.

Art. 4. — Le centre culturel zaïrois «le Zoo» hérite de l'actif et du passif du théâtre du Zoo.

Art. 5. — Le patrimoine du centre culturel zaïrois «le Zoo» comprend:

a) le bâtiment du théâtre du Zoo, c'est-à-dire:

• la salle des spectacles;

• les caves;

• les locaux servant des bureaux;

• la parcelle du théâtre du Zoo.

b) les biens meubles.

TITRE II
DE L'ADMINISTRATION

Art. 6. — Le centre culturel zaïrois «le Zoo» est administré par deux organes:

1° le collège des commissaires aux comptes;

2° le comité de gestion.

Art. 7. — La structure organique du centre culturel zaïrois «le Zoo» comprend:

1° la direction générale;

2° la direction de l'animation culturelle;

3° la direction de la bibliothèque;

4° la direction technico-artistique;

5° la direction administrative et financière.

Art. 8. — L'effectif global du personnel est fixé à 35.

Section I[re]

Du collège des commissaires aux comptes

Art. 9. — Le nombre de commissaires aux comptes est fixé à 3.

Ils sont nommés par le ministre sur proposition du secrétaire général à la Culture et aux Arts.

Section II

Du comité de gestion

Art. 10. — Le comité de gestion du centre culturel zaïrois «le Zoo» comprend 7 membres:

• le directeur du centre culturel zaïrois: président;

• le directeur adjoint: vice-président;

• l'animateur culturel principal: secrétaire rapporteur;

• le bibliothécaire principal: membre;

• le régisseur général: membre;

• l'administrateur: membre;

• le représentant du personnel: membre.

Art. 11. — Le comité de gestion gère et coordonne les activités quotidiennes et applique le programme élaboré par lui et approuvé par le ministère de tutelle.

• il prépare les comptes, dirige et surveille l'ensemble des services;

• il élabore les prévisions budgétaires qu'il soumet à l'approbation de la tutelle;

• il engage et représente le centre culturel zaïrois vis-à-vis des tiers.

À la fin de chaque trimestre, il élabore un rapport général sur le fonctionnement du centre culturel à l'attention de l'autorité de tutelle.

Art. 12. — Les membres du comité de gestion sont nommés par le ministre de tutelle.

Art. 13. — Le comité de gestion se réunit deux fois par mois.

Art. 14. — Le fonctionnement du comité de gestion est régi par le règlement d'ordre intérieur approuvé par le ministère de tutelle.

TITRE III

DES FINANCES ET DU BUDGET

Art. 15. — L'organisation comptable du centre culturel zaïrois doit être conforme à la législation en vigueur en matière de comptabilité au Zaïre.

Elle doit:

1° permettre de contrôler les recettes et les dépenses;

2° faciliter l'engagement;

3° permettre d'assurer l'autofinancement et le renouvellement des investissements.

Art. 16. — Les ressources financières du centre culturel zaïrois «le Zoo» proviennent de:

1° subventions qui peuvent lui être allouées;

2° recettes provenant de la location de la salle, des équipements du centre culturel et des manifestations organisées par le centre;

3° dons et legs qui lui sont consentis.

Art. 17. — Au plus tard le 31 janvier de chaque année, le comité de gestion doit présenter au ministère de tutelle pour examen, un projet de budget pour approbation.

Art. 18. — Toute modification du budget doit obtenir au préalable l'accord de l'autorité de tutelle.

Art. 19. — Le montant de l'indemnité payable aux membres du comité de gestion est fixé par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions.

TITRE IV

STATUT DU PERSONNEL

Art. 20. — Le directeur du centre culturel zaïrois «le Zoo» et son adjoint sont nommés par arrêté ministériel.

Art. 21. — Les directeurs et chefs de service sont nommés par arrêté ministériel sur proposition du directeur du centre culturel zaïrois.

Art. 22. — Les autres agents sont engagés par le comité de gestion.

Art. 23. — Le régime régissant le personnel du centre culturel zaïrois est fixé par son règlement d'ordre intérieur.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Art. 24. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 25. — Le secrétaire général à la Culture et aux Arts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

6 avril 1995. – DÉCRET 0009 portant création d'un projet culturel et scientifique dénommé observatoire des langues. (*Ministère de la Culture et des Arts*)

CHAPITRE I[er]

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1[er]. — Il est créé un projet à caractère culturel et scientifique dénommé observatoire des langues dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par le présent décret.

L'observatoire des langues est doté de l'autonomie administrative et financière et placé sous l'autorité du ministère ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 2. — Le siège de l'observatoire des langues est établi à Kinshasa.

Des sections locales peuvent être ouvertes en tout autre lieu de la République par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions, sur proposition du Conseil national des langues.

Art. 3. — L'observatoire des langues a pour mission notamment de:

• concevoir et proposer au gouvernement une politique linguistique;

• élaborer une planification et une réglementation pouvant permettre la réalisation de cette politique;

• définir, coordonner, évaluer et contrôler toutes les opérations d'aménagement linguistique dans le cadre de cette politique;

• assister l'administration publique et les privés en matière d'usage, de correction et d'enrichissement des langues;

• mener auprès de la population des actions d'information, de promotion et de sensibilisation à la politique linguistique du pays et aux questions des langues et de leur développement.

CHAPITRE II
DES ORGANES

Art. 4. — Les organes de l'observatoire des langues sont:

• le secrétariat permanent;

• le conseil national des langues.

Section I^re^
Du secrétariat permanent

Art. 5. — Le secrétariat permanent est l'organe de gestion et de coordination des activités de l'observatoire des langues.

Il est dirigé par un secrétaire permanent assisté d'un directeur scientifique et d'un directeur administratif et financier nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par décret du Premier ministre délibéré en Conseil des ministres.

Art. 6. — Le secrétariat permanent dispose d'un personnel technique et administratif recruté conformément au règlement intérieur.

Art. 7. — Le secrétaire permanent, le directeur scientifique, le directeur administratif et financier ainsi que le personnel technique et administratif bénéficient d'une rémunération et d'autres avantages fixés par le Premier ministre.

Section II
Du Conseil national des langues

Art. 8. — Le Conseil national des langues est l'organe de conception de la politique de l'observatoire des langues.

À ce titre, le Conseil national des langues:

• délibère sur toutes les questions intéressant la vie et les activités de l'observatoire des langues;

• programme et oriente l'action de ce dernier;

• conçoit l'organigramme;

• vote le budget.

Art. 9. — Le Conseil national des langues est composé des membres ci-après:

• le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions;

• le directeur général du Centre de linguistique théorique et appliquée (CELTA);

• le secrétaire permanent de l'observatoire des langues;

• le directeur scientifique de l'observatoire des langues;

• le secrétaire permanent de la commission nationale zaïroise pour l'UNESCO;

• le secrétaire permanent de la commission nationale zaïroise pour le CICIBA;

• un délégué du ministère ayant l'enseignement universitaire dans ses attributions;

• un délégué du ministère ayant la recherche scientifique dans ses attributions;

• un délégué du ministère ayant l'enseignement primaire et secondaire dans ses attributions;

• un représentant de la section locale de la francophonie;

• des personnalités scientifiques nommées par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 10. — Le Conseil national des langues se réunit en session ordinaire trois fois l'an.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent.

Dans tous les cas, il est convoqué et présidé par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions qui en fixe l'ordre du jour.

Art. 11. — Les membres du Conseil national des langues ont droit à un jeton de présence dont le montant est fixé par le Premier ministre.

CHAPITRE III
DES FINANCES ET BUDGET

Art. 12. — Les ressources de l'observatoire des langues proviennent:

• du budget du ministère ayant la culture et les arts dans ses attributions;

• de dons et legs;

• des fonds de la coopération bilatérale ou multilatérale.

Art. 13. — Un règlement intérieur pris par arrêté du ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions précise les règles d'organisation et de fonctionnement de l'observatoire des langues.

Art. 14. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 15. — Le ministre de la Culture et des Arts est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

24 novembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 22/CAB/MCA/027/2001 portant mise en application du règlement intérieur de l'Observatoire des langues. (*Ministère de la Culture et des Arts*)

Art. 1er. — Il est mis en application le règlement intérieur du projet à caractère culturel et scientifique dénommé Observatoire des langues dont la teneur suit.

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1er

DU SIÈGE, DE LA DURÉE ET DES OBJECTIFS

Art. 2. — Le siège de l'Observatoire des langues est situé à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo.

Des directions provinciales peuvent être créées à l'intérieur du pays sur décision du Conseil national des langues.

Art. 3. — L'Observatoire des langues est créé pour une durée indéterminée.

Art. 4. — L'Observatoire des langues est doté de l'autonomie administrative et financière, et placé sous la tutelle du ministère ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 5. — L'Observatoire des langues a pour mission:

• de concevoir et proposer au gouvernement une politique linguistique;

• d'élaborer une planification et une réglementation pouvant permettre la réalisation de cette politique;

• de définir, coordonner, évaluer et contrôler toutes les opérations d'aménagement linguistique dans le cadre de cette politique;

• d'assister l'administration publique et les privés en matière d'usage, de correction, de traduction et d'enrichissement des langues;

• de mener auprès de la population des actions d'information, de promotion et de sensibilisation à la politique linguistique du pays et aux questions des langues et de leur développement.

CHAPITRE 2

DU CHAMP D'APPLICATION

Art. 6. — Le présent règlement intérieur régit exclusivement le personnel et les services de l'Observatoire des langues.

TITRE II

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE DES LANGUES

Art. 7. — L'Observatoire des langues est doté de 2 organes:

1) le Conseil national des langues;

2) le secrétariat permanent.

CHAPITRE 1er

LE CONSEIL NATIONAL DES LANGUES

Art. 8. — Le Conseil national des langues est l'organe de conception de la politique de l'Observatoire des langues. À ce titre, le Conseil national des langues:

• délibère sur toutes les questions intéressant la vie et les activités de l'Observatoire des langues;

• programme et oriente l'action de ce dernier;

• conçoit l'organigramme;

• vote le budget et en contrôle l'exécution.

Art. 9. — Le Conseil national des langues est composé de quinze membres ci-après:

• le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions;

• le directeur général du centre de linguistique théorique et appliquée (CELTA);

• le secrétaire permanent de l'Observatoire des langues;

• le directeur scientifique de l'Observatoire des langues;

• le secrétaire permanent de la commission nationale congolaise pour l'UNESCO;

• le secrétaire permanent de la commission nationale congolaise pour le CICIBA;

• un délégué du ministère ayant l'enseignement supérieur et universitaire dans ses attributions;

• un délégué du ministère ayant la recherche scientifique dans ses attributions;

• un délégué du ministère ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions;

• un représentant de la section locale de la francophonie;

• cinq (5) personnalités du monde culturel et scientifique nommées par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 10. — Le Conseil national des langues se réunit en session ordinaire 3 fois l'an. Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent.

Dans tous les cas, il est convoqué et présidé par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions, qui en fixe l'ordre du jour.

Le secrétaire permanent de l'Observatoire des langues en tient le secrétariat.

Le Conseil national des langues siège valablement à la majorité de 2/3 de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

Art. 11. — Les membres du Conseil national des langues ont droit à un jeton de présence.

Le montant du jeton de présence est fixé par le chef du gouvernement.

CHAPITRE 2
DU SECRÉTARIAT PERMANENT

Art. 12. — Le secrétariat permanent est l'organe de gestion et de coordination des activités de l'Observatoire des langues.

Art. 13. — Il fixe l'organisation des services et leurs attributions, le cadre organique du personnel ainsi que l'organigramme fonctionnel qu'il soumet pour avis au Conseil national des langues.

Art. 14. — Il est présidé par un secrétaire permanent ayant rang de directeur général, assisté d'un directeur scientifique et d'un directeur administratif et financier.

Ceux-ci forment le comité de gestion.

Ils sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le décret du chef du gouvernement, le Conseil des ministres entendu.

Art. 15. — Sans préjudice des dispositions de l'article 28, le secrétariat permanent dispose d'un personnel technique et administratif recruté selon les dispositions des articles 33 et 34 du présent règlement intérieur.

Art. 16. — En vue d'une meilleure collaboration entre les agents, tous les membres du secrétariat permanent se réunissent en conseil élargi une fois le mois, sous la présidence du secrétaire permanent.

Dans ce cas, le secrétariat de la réunion est tenu par le chef du personnel ou son délégué.

Art. 17. — En cas de nécessité et sur proposition motivée, un membre du comité de gestion ou du personnel technique ou administratif peut proposer, à l'avis du comité de gestion, la tenue d'une réunion extraordinaire du conseil.

Art. 18. — Les convocations des réunions du conseil élargi comme du comité de gestion sont faites par le secrétaire permanent et doivent contenir les éléments suivants: le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour.

Art. 19. — Elles doivent, sauf en cas d'extrême urgence, être distribuées aux membres au moins 3 jours avant la date de la réunion si cette dernière n'a pas été convenue d'avance par les membres.

Section 1re
Du comité de gestion

Art. 20. — Le comité de gestion est l'organe de gestion et d'exécution des activités de l'Observatoire des langues.

Art. 21. — À ce titre, il assure la gestion courante de l'Observatoire des langues et fait exécuter les activités de tous les services du secrétariat permanent.

Art. 22. — Les membres du comité de gestion repris à l'article 14 sont recrutés, de préférence, parmi le personnel technique et administratif de l'Observatoire des langues.

En cas de perte de leur qualité de membres du comité de gestion, ils gardent leur statut de chercheur et d'administratif s'ils en avaient, ainsi que tous les avantages acquis.

Art. 23. — Le comité de gestion se réunit une fois la semaine sous la présidence du secrétaire permanent.

Il peut tenir une réunion extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le directeur administratif et financier en assure le secrétariat et dresse le procès verbal de la réunion.

Art. 24. — Les réunions du comité de gestion se tiennent *mutatis mutandis* comme celles du conseil élargi.

Art. 25. — Le comité de gestion décide à la majorité simple de ses membres.

Art. 26. — Le comité de gestion, après délibération, autorise le secrétaire permanent à proposer pour nomination et, le cas échéant, pour relèvement de leurs fonctions, au ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions, les membres du personnel technique ou administratif ayant au moins le grade de chef de bureau.

Il autorise le secrétaire permanent, après délibération à nommer ou le cas échéant, à relever de leurs fonctions, les membres du personnel technique ou administratif ayant un grade inférieur à celui de chef de bureau.

Art. 27. — Le personnel de l'Observatoire des langues est régi par les dispositions du présent règlement intérieur en ce qui concerne le recrutement, la carrière, la rémunération et les avantages sociaux, le régime disciplinaire et la cessation définitive de service.

Art. 28. — Outre les compétences régulières reconnues au comité de gestion, le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions ainsi que le secrétaire général du même ministère, ont le droit d'affecter des agents et fonctionnaires de l'État sous statut à l'Observatoire des langues, en tenant compte des spécificités dudit service et des disponibilités des postes organiques budgétairement prévus.

Le premier affecte les agents de commandement, le second les agents de collaboration et d'exécution; dans les deux cas, après consultation du comité de gestion.

Art. 29. — Les agents repris à l'article 28 occupent les emplois prévus au cadre organique du personnel de l'Observatoire des langues.

Ils acquièrent ou, le cas échéant, conservent les mêmes droits à l'ancienneté et aux avantages reconnus au personnel de l'Observatoire des langues.

Section 2

Des compétences des membres du comité de gestion

Art. 30. — *a)* Le secrétaire permanent supervise, coordonne et contrôle toutes les activités de l'Observatoire des langues.

Il gère au premier chef les ressources humaines, financières et matérielles de l'Observatoire des langues.

Il préside les réunions du conseil élargi et celles du comité de gestion et en assure la police de débat.

Il représente l'Observatoire des langues auprès des tiers comme auprès de la hiérarchie.

Il signe conjointement avec le directeur administratif et financier tous les documents de sortie des fonds et tous contrats, selon le cas.

Il agit en demande ou soutient en défense les actions judiciaires au nom de l'Observatoire des langues.

b) Le cabinet du secrétaire permanent est dirigé par un chercheur ayant qualité d'assistant. Il est revêtu du grade de directeur et est choisi parmi le personnel technique ou administratif de l'Observatoire des langues.

En cas de perte de cette qualité, il conserve son statut de chercheur ou d'administratif s'il en avait ainsi que les avantages requis.

Art. 31. — Le directeur scientifique coordonne toutes les activités à caractère scientifique de l'Observatoire des langues.

Il propose à l'appréciation du comité de gestion, les agents de collaboration du cadre scientifique, devant être nommés ou, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le secrétaire permanent.

Il initie des projets d'ordre scientifique entrant dans les objectifs de l'Observatoire des langues.

Il assume l'intérim du secrétaire permanent en cas d'absence de celui-ci.

Il établit un rapport annuel d'activité pour son secteur à soumettre à l'appréciation du comité de gestion et du conseil national des langues.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des deux autres membres du comité de gestion, le directeur scientifique assure la suppléance pour toute sortie de fonds (à la caisse comme à la banque) et pour tous les contrats.

Art. 32. — le directeur administratif et financier coordonne toutes les activités à caractère administratif et financier de l'Observatoire des langues.

Il initie les projets d'autofinancement de l'Observatoire des langues.

Il est responsable du dossier administratif et de la discipline du personnel du secrétariat permanent.

Il prépare les états financiers et les prévisions budgétaires et arrête les comptes de l'Observatoire des langues à soumettre à l'appréciation du comité de gestion et du conseil national des langues.

Il soumet au secrétaire permanent les états financiers journaliers de l'Observatoire des langues.

Il signe conjointement avec le secrétaire permanent tous les documents de sortie de fonds et tous les contrats, selon le cas.

Il suit l'exécution du budget voté par le Conseil national des langues.

Il propose à l'appréciation du comité de gestion les cadres administratifs de collaboration et d'exécution devant être nommés ou, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le secrétaire permanent en cas d'absence du premier ou de tous les deux.

Section 3

Du personnel technique et administratif de l'Observatoire des langues

Art. 33. — Est appelé membre du personnel technique de l'Observatoire des langues, l'agent ayant qualité de chercheur.

Il est recruté sur concours parmi les personnes ayant au moins un diplôme de graduat ou de licence en langue et littérature ou dans une discipline auxiliaire.

Art. 34. — Est appelé membre du personnel administratif, l'agent exerçant des fonctions administratives.

Le personnel administratif est recruté sur concours parmi les personnes ayant au moins un diplôme d'humanités ou justifiant d'une expérience éprouvée.

Art. 35. — Le personnel technique et administratif exécute les ordres du comité de gestion pour la réalisation des objectifs généraux tels que fixés à l'Observatoire des langues par l'article 3 du décret P.M./0009 du 6 avril 1995.

Art. 36. — Le personnel technique est organisé en unités de recherche, et le personnel administratif en services conformément au cadre organique approuvé par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions.

Art. 37. — L'Observatoire des langues peut utiliser en outre des agents à temps partiel payés à la tâche.

TITRE III
DE LA CARRIÈRE

Art. 38. — La carrière est la période comprise entre le recrutement et la cessation définitive des services. Elle ne peut être interrompue que dans les conditions déterminées par les textes législatifs et réglementaires en la matière.

Le calcul de la carrière est fait conformément aux dispositions du statut du personnel de carrière de l'administration publique.

Art. 39. — L'engagement définitif du personnel est soumis à une période probatoire de 3 mois pour le personnel d'exécution et de 6 mois à partir des agents de collaboration.

Avant l'expiration de la période probatoire, l'autorité compétente établit un rapport donnant en conclusion ses avis sur l'opportunité de l'admission définitive de l'agent.

L'agent qui n'est pas admis à titre définitif après la période probatoire est licencié d'office sans droit à aucune indemnité.

Sans notification préalable d'une décision négative, l'expiration de la période probatoire entraîne l'admission de l'agent à titre définitif.

CHAPITRE 1er
DES POSITIONS ADMINISTRATIVES

Art. 40. — Au cours de la carrière, le membre du personnel est classé dans l'une des positions suivantes:

• de l'activité de service;

• du détachement;

• de la disponibilité;

• de la suspension.

Les différentes positions de carrière sont régies conformément aux dispositions du statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

CHAPITRE 2
DE LA RÉMUNÉRATION

Art. 41. — La rémunération comprend le traitement et les primes.

Elle est payée mensuellement.

Art. 42. — Le traitement est le prix du service rendu par le membre du personnel dans les fonctions correspondant à son grade.

On distingue le traitement initial et le traitement acquis.

Le traitement initial est celui attaché au grade dont le membre du personnel est revêtu.

Le traitement acquis est le traitement initial majoré des augmentations annuelles découlant de l'avancement des traitements.

Art. 43. — Outre le traitement, l'agent peut bénéficier d'une prime légale ordinaire à savoir une prime de technicité, des fonctions spéciales ou d'intérim, telles que définies par le statut et les règlements d'administration en vigueur.

L'Observatoire des langues peut octroyer à ses agents d'autres primes, entre autres la prime de traduction, de correction, de relecture et de saisie des textes en compensation des travaux provenant des tiers.

Le montant de ces primes est fixé par le comité de gestion.

Par ailleurs, le secrétaire permanent peut allouer au personnel de l'Observatoire des langues des avantages spécifiques prévus au titre de l'article 7 du décret P.M./0009 du 6 avril 1995.

CHAPITRE 3
DES AVANTAGES SOCIAUX ALLOUÉS EN COURS DE CARRIÈRE

Art. 44. — En cours de carrière, le membre du personnel bénéficie:

• des allocations familiales;

• des soins de santé;

• d'un logement ou d'une indemnité de logement;

• des frais funéraires;

• des frais de transport ou des indemnités kilométriques;

• des frais de voyage;

• de l'allocation d'invalidité.

Art. 45. — Entrent en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales, pour autant qu'ils soient célibataires et à la charge du membre du personnel:

• les enfants légitimes du personnel;

• les enfants adoptés légalement par le membre du personnel;

• les enfants que le conjoint a retenus d'un précédent mariage;

• les enfants dont la tutelle a été déférée à un membre du personnel par un tribunal, à condition que ces enfants participent effectivement à la vie de famille de leur tuteur.

En ce qui concerne les clauses prescriptives, le présent arrêté entend s'arrêter aux dispositions légales ordinaires en la matière.

CHAPITRE 4
DE LA CONDUITE DES MEMBRES DU SECRÉTARIAT PERMANENT

Art. 46. — Les membres du secrétariat permanent de l'Observatoire des langues doivent avoir un comportement digne. Ils doivent se garder des critiques ainsi que des médisances envers les collègues.

Art. 47. — Tout différend doit être réglé au sein même du secrétariat permanent.

En cas de conflit répété ou de mésentente non résolue entre les membres du personnel, le secrétaire permanent pourra recourir à l'arbitrage de l'autorité de tutelle.

Art. 48. — Le membre du secrétariat permanent est tenu de servir l'Observatoire des langues avec dévouement, intégrité et sérénité; et de veiller en toute occasion à la sauvegarde des intérêts de l'Observatoire des langues.

Il est tenu d'exercer personnellement et, avec assiduité ses fonctions aux temps et lieu qu'exige le fonctionnement de l'Observatoire des langues, et de ne jamais suspendre l'exercice de ses fonctions sans autorisation préalable.

Il est tenu d'exécuter les instructions de service de ses chefs hiérarchiques et de répondre personnellement à l'égard de ses chefs de l'exécution des ordres reçus.

Il est tenu de se comporter avec courtoisie dans ses rapports tant avec ses supérieurs, collègues et inférieurs qu'avec les personnes extérieures à l'Observatoire des langues.

Art. 49. — Le membre du personnel de l'Observatoire des langues s'interdit:

• de solliciter, d'exiger ou de recevoir directement ou indirectement (par personne interposée) même en dehors de ses fonctions, mais en raison de celles-ci, des dons, gratification ou avantage quelconque des personnes autres que celles de l'Observatoire des langues;

• d'utiliser sans autorisation à son profit ou au profit des tiers, les services des membres du personnel de l'Observatoire des langues ainsi que les biens de celui-ci.

En cas de faute, le membre du personnel de l'Observatoire des langues est sanctionné conformément aux dispositions du régime disciplinaire du titre 4 ci-dessous.

TITRE IV

DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 50. — Les sanctions disciplinaires encourues par les agents de l'Observatoire des langues ainsi que les voies de recours qui leur sont ouvertes sont celles fixées par le règlement d'administration applicable au personnel de carrière des services publics de l'État.

CHAPITRE 1er
DES SANCTIONS

Art. 51. — Les sanctions disciplinaires sont prononcées par les autorités hiérarchiquement compétentes et infligées selon le degré de gravité de la faute en suivant le tableau ci-après:

GRADE DE L'AGENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR INFLIGER LA PEINE*			
	Du blâme	De la retenue du tiers du traitement	De l'exclusion temporaire	De la révocation
Huissier Agent auxiliaire de 2e cl. Agent auxiliaire de 1e cl. Agent de bureau de 2e cl.	Le chef de service	Le directeur administratif	Le secrétaire permanent	Le secrétaire permanent
Agent de bureau de 1e cl. Attaché de bureau de 2e cl. Attaché de bureau de 1e cl.	Le directeur administratif	Le secrétaire permanent	Le secrétaire permanent	Le secrétaire permanent
Chef de bureau Chef de division	Le secrétaire permanent	Le secrétaire permanent	Le secrétaire général à la Culture et aux Arts	Le ministre de la Culture et des Arts
Directeur de l'Observatoire des langues	Le secrétaire permanent	Le secrétaire général à la Culture et aux Arts	Le ministre de la Culture et des Arts	Le chef du gouvernement
Secrétaire permanent	Le secrétaire général à la Culture et aux Arts	Le ministre de la Culture et des Arts	Le ministre de la Culture et des Arts	Le chef du gouvernement

a) Dès qu'elle constate une faute ou un manquement à charge d'un agent, et si elle l'estime nécessaire, en égard à la gravité de la faute ou du manquement, l'autorité hiérarchique immédiatement supérieure ouvre l'action disciplinaire à charge de l'intéressé en lui notifiant un procès-verbal d'ouverture d'action disciplinaire rédigé conformément au modèle figurant à l'annexe I du présent règlement intérieur.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

b) Les pièces éventuellement invoquées contre l'agent doivent être jointes au procès-verbal. Le procès-verbal est établi en double exemplaire et signé par l'autorité qui ouvre l'action disciplinaire. Un exemplaire est remis à l'agent qui doit dater et signer pour réception le deuxième exemplaire.

c) Si l'agent refuse de signer le procès-verbal, la constatation de ce refus est actée au procès-verbal et contresignée par deux témoins.

d) Toute action disciplinaire, quelle qu'en soit la gravité, doit être ouverte endéans sept jours francs à dater du jour de la constatation de la faute ou du manquement à charge de l'agent, sous peine d'être frappée de caducité.

Art. 53. — L'autorité compétente pour l'ouverture de l'action disciplinaire est celle qui, exerçant un emploi de commandement, se situe à l'échelon hiérarchique immédiatement supérieur à celui de l'agent incriminé. Elle peut agir de sa propre initiative ou sur réquisition d'une autorité supérieure.

– Dans sa publication, le ministère de la Culture et des Arts ne présente pas d'article «52».

Art. 54. — *a)* Les justifications de l'agent auquel l'ouverture d'une action disciplinaire est notifiée, doivent être présentées par écrit, dans un délai de vingt jours francs à dater de l'ouverture de l'action disciplinaire.

Elles sont adressées à l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire.

b) Ce délai est prorogé de vingt jours si l'agent en cause ne se trouve pas dans la même localité que l'autorité ayant ouvert l'action disciplinaire.

c) Dès réception des justifications de l'agent, l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire doit, dans les limites des pouvoirs disciplinaires déterminés à l'article 51 du présent règlement intérieur:

• soit procéder au classement sans suite de l'affaire;

• soit infliger à l'intéressé la peine qu'elle estime appropriée;

• soit transmettre le dossier disciplinaire à l'échelon hiérarchique supérieur si elle n'est pas compétente pour infliger une peine disciplinaire, ou si elle estime que la peine à proposer dépasse les pouvoirs qui lui sont attribués.

Art. 55. — La décision de classement sans suite du dossier disciplinaire fait l'objet d'un procès-verbal de clôture d'action disciplinaire rédigé conformément au modèle figurant à l'annexe II du présent règlement intérieur.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

Ce procès-verbal est établi en double exemplaire. Un exemplaire est remis à l'agent, qui doit dater et signer le deuxième exemplaire pour réception.

Art. 56. — *a)* L'agent qui s'estime injustement puni peut, dans un délai de vingt jours ouvrables, introduire un recours auprès de l'autorité immédiatement supérieure à celle qui a infligé la peine, ou auprès de cette même autorité si celle-ci est l'autorité compétente pour infliger la peine la plus élevée à l'égard de l'intéressé.

b) Le délai de recours est prorogé d'office de la durée d'absence de l'agent si celui-ci est en mission à l'intérieur du territoire national ou à l'étranger. Il est également prorogé d'office d'un mois si la peine est infligée par une autorité se trouvant dans la République démocratique du Congo à charge d'un agent affecté en permanence à l'étranger ou à l'intérieur du pays.

c) L'autorité qui reçoit le recours peut décider du classement sans suite du dossier disciplinaire ou confirmer à l'intéressé la peine disciplinaire qui lui a été infligée au 1er degré, ou lui infliger une autre peine.

d) La décision finale prise après examen du recours fait l'objet d'un procès-verbal de décision sur recours en matière disciplinaire, rédigé conformément au modèle figurant à l'annexe III du présent règlement intérieur.

e) Ce procès-verbal est établi en double exemplaire. Un exemplaire est remis à l'agent, qui doit dater et signer le deuxième exemplaire pour réception. La décision prise à cet échelon est sans appel.

Art. 57. — a) Si l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire n'a pas le pouvoir d'infliger une peine disciplinaire, ou si elle estime que la peine à infliger dépasse les pouvoirs qui lui sont attribués, elle transmet le dossier disciplinaire à l'échelon hiérarchique supérieur.

b) Cette transmission se fait conformément au formulaire figurant à l'annexe IV du présent règlement intérieur. Ce formulaire est établi en deux exemplaires. Un exemplaire est remis à l'agent, qui doit dater et signer le deuxième exemplaire pour réception.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

Art. 58. — L'autorité à laquelle un dossier disciplinaire est transmis conformément à l'article 57 doit:

• soit procéder au classement sans suite de l'affaire, suivant les modalités définies à l'article 54 ci-dessus;

• soit infliger une peine disciplinaire suivant les modalités définies à l'article 56.

Art. 59. — *a)* En cas de flagrant délit, l'autorité hiérarchique habilitée à ouvrir l'action disciplinaire est dégagée de l'obligation prévue à l'article 52, alinéa 1er, du présent règlement intérieur.

b) Toutefois, elle peut, soit procéder séance tenante à l'interrogatoire de l'agent fautif, soit ordonner son audition et établir un procès-verbal de constat de la faute disciplinaire rédigé conformément au modèle figurant à l'annexe I du présent règlement intérieur.

c) Le procès-verbal est établi en double exemplaire. Il reprend toutes les questions posées à l'agent, les réponses données et les explications fournies par lui. Il doit être signé conjointement tant par l'agent chargé de l'interrogatoire que par l'agent interrogé.

d) Si l'agent refuse de signer le procès-verbal, la constatation de ce refus est actée au procès-verbal et contresignée par deux témoins. Dans ce cas, le procès-verbal de constat de faute disciplinaire tient lieu du dossier disciplinaire et, le principe du contradictoire étant respecté, l'autorité compétente à laquelle le dossier est transmis, conformément à l'article 8, procède, sans délai, à l'infliction d'une des peines prévues à l'article premier du présent règlement.

Art. 60. — La situation administrative des agents ayant bénéficie des mesures d'amnistie ou de grâce, ou ayant été condamnés avec sursis est réglée comme suit:

1) l'agent ayant bénéficié d'une mesure d'amnistie est replacé en activité de service au grade dont il était revêtu au moment de sa condamnation. Toutefois, il ne jouit de sa rémunération qu'à dater de la signature de la décision de réintégration;

2) l'agent ayant bénéficié d'une mesure de grâce n'est réintégré au sein de l'administration avec le grade acquis avant la condamnation que si celle-ci est inférieure à trois mois de servitude pénale principale;

3) la réintégration n'est prononcée en faveur de l'agent ayant été condamné avec sursis que lorsque la condamnation est inférieure à trois mois de servitude pénale principale;

4) l'agent condamné a une peine de servitude pénale principale égale ou moins de trois mois avec sursis n'est passible de la peine de révocation qu'en cas de récidive.

CHAPITRE 2
DU CONSEIL DE DISCIPLINE

Art. 61. — Un conseil de discipline est institué au sein de l'Observatoire des langues pour émettre un avis sur la peine de révocation proposée à charge d'un agent.

Art. 62. — *a)* Il est composé de 7 membres dont 5 permanents et 2 non permanents. Les 5 membres permanents sont les 3 membres du comité de gestion et 2 agents délégués par le secrétariat général parmi les directeurs. Les 2 membres non permanents comprennent les représentants du personnel de l'Observatoire des langues.

b) Le plus ancien de 2 directeurs du secrétariat général est d'office le président du conseil de discipline.

c) Le directeur administratif et financier de l'Observatoire des langues est de droit le secrétaire du conseil de discipline. Il est assisté dans sa tâche par les 2 représentants du personnel de l'Observatoire des langues.

Art. 63. — Le secrétariat du conseil de discipline a pour mission:

• l'étude préliminaire des dossiers à soumettre au conseil de discipline;

• la confection des notes techniques à l'intention du ministre de la Culture et des Arts;

• la rédaction des procès-verbaux des séances du conseil;

• la rédaction de convocation et de toutes les correspondances échangées avec l'administration et le personnel.

Art. 64. — Pour siéger valablement, le conseil de discipline doit réunir au moins les deux tiers de ses membres. Lorsque le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation dans les plus brefs délais. Le conseil de discipline se prononce au vote secret et à la majorité absolue des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 65. — Le conseil de discipline peut faire appel, à titre consultatif, à toute personne susceptible de l'éclairer.

Art. 66. — La saisine du conseil de discipline se fait par lettre adressée au président du conseil par l'autorité désireuse de prendre l'acte de révocation.

Toutefois, le conseil peut également demander au ministre de la Culture et des Arts et éventuellement au secrétaire permanent de l'Observatoire des langues, communication de tout dossier ou de tout document administratif quelconque jugé nécessaire à la bonne exécution de la mission lui dévolue.

CHAPITRE 3
DES VOIES DE RECOURS

Art. 67. — Le droit de recours de l'agent qui s'estime lésé dans ses droits s'exerce:

a) par la voie du recours administratif, qui suit la voie hiérarchique;

b) par la voie du recours juridictionnel, auprès des juridictions compétentes.

Art. 68. — Le premier mode de recours de l'agent qui s'estime lésé dans ses droits est le recours dit «administratif», qu'il peut adresser à ses supérieurs pour faire valoir son point de vue. Ce recours doit obligatoirement suivre la voie hiérarchique et, en les recevant, les différents supérieurs de l'agent sont tenus d'y porter leurs avis et considérations. Ces avis doivent être portés à la connaissance de l'agent.

Sous peine de nullité, le recours doit être introduit dans les vingt jours francs de la date à laquelle l'agent a eu connaissance de l'acte ou de la décision qu'il conteste.

Art. 69. — *a)* Le recours administratif est adressé à l'autorité hiérarchique immédiatement supérieure à celle qui a pris la décision ou posé l'acte contre lequel l'agent introduit le recours.

b) si cette décision ou cet acte émane du secrétaire permanent de l'Observatoire des langues, le recours administratif est adressé au ministre de la Culture et des Arts, par l'intermédiaire des autorités hiérarchiques.

c) De même, en matière disciplinaire, l'agent subalterne qui n'obtient pas satisfaction suite au recours qu'il a introduit auprès de ses supérieurs hiérarchiques et qui fait l'objet d'une peine d'exclusion temporaire ou de révocation, peut introduire un recours auprès du ministre de la Culture et des Arts.

Art. 70. — En matière de cotation, le recours est adressé à l'autorité compétente pour attribuer définitivement la cotation.

La décision de cette autorité est sans appel.

Art. 71. — Après épuisement des moyens de recours prévus aux articles 67 et 68, l'agent qui n'a pas obtenu satisfaction peut introduire un recours dit «juridictionnel» auprès des juridictions compétentes.

Le recours juridictionnel doit répondre aux conditions exigées par la réglementation propre à la juridiction concernée. Son introduction n'a aucun effet suspensif de la décision incriminée.

TITRE V
DE LA COTATION ET DE L'AVANCEMENT DE GRADE

Art. 72. — Tout agent de l'Observatoire des langues a droit à être coté et à avancer en grade suivant les modalités fixées ci-dessous.

CHAPITRE 1er
DE LA COTATION

Art. 73. — Les autorités compétentes pour procéder à la cotation et pour attribuer définitivement l'appréciation du mérite sont désignées comme suit pour l'Observatoire des langues:

N°	*Grade de l'agent*	*Autorité compétente pour procéder à la cotation*	*Autorité compétente pour attribuer définitivement la cote*
1	Agent revêtu du grade inférieur à celui de chef de bureau	Chef de division	Directeur
2	Agent revêtu du grade de chef de bureau	Directeur	Secrétaire permanent
3	Agent revêtu du grade de directeur	Directeur	Secrétaire permanent
4	Agent revêtu du grade de directeur	Secrétaire permanent	Ministre
5	Agent revêtu du grade 0de secrétaire permanent	Secrétaire général	Ministre

Art. 74. — L'agent commissionné pour occuper un emploi supérieur à celui correspondant à son grade est assimilé à l'agent du grade dont il exerce intérimairement les fonctions.

Art. 75. — Le bulletin de cotation doit être établi conformément au modèle figurant à l'annexe V du présent règlement intérieur.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

La cotation sort ses effets sur l'avancement de traitement et de grade de l'année qui suit celle au cours de laquelle le bulletin a été établi.

Art. 76. — La procédure de cotation doit être entamée le 1er juillet de chaque année.

L'agent doit être apprécié sur les services qu'il a rendus jusqu'à cette date depuis son entrée en service ou depuis l'établissement du dernier bulletin.

L'autorité compétente désignée à l'article 72 établit le bulletin de cotation en six exemplaires. Ces six exemplaires sont signés pour réception par l'agent qui est autorisé à en conserver un.

Art. 77. — Pour introduire son recours, l'agent dispose d'un délai de vingt jours francs à dater de la réception du bulletin de cotation.

Ce recours ne peut porter que sur l'appréciation synthétique et non sur les appréciations de détail.

Le recours doit être motivé.

Art. 78. — À l'expiration du délai de vingt jours prévu à l'article 75, l'autorité qui a coté transmet quatre exemplaires du bulletin à l'autorité compétente pour attribuer définitivement la cote.

Si un recours a été introduit, elle le joint aux exemplaires du bulletin avec ses avis et considérations, qu'elle n'est pas tenue de communiquer à l'agent à ce moment de la procédure.

Art. 79. — *a)* L'autorité compétente pour attribuer définitivement l'appréciation du mérite apporte sur les quatre exemplaires du bulletin, l'appréciation synthétique et les appréciations détaillées qu'elle estime devoir attribuer, en tenant compte des mentions proposées, du recours éventuel et des avis émis sur ce recours. Ces appréciations ne doivent pas être motivées.

b) Elle transmet ensuite en exemplaire du bulletin de cotation à l'agent par l'intermédiaire de l'autorité qui a coté, en y joignant, s'il y a eu recours, copie des avis émis par cette autorité. Des trois exemplaires restants, l'un est remis à l'autorité ayant procédé à la cotation, le second est conservé à l'échelon du secrétariat permanent/direction du personnel, le troisième est destiné au dossier à constituer en vue d'une éventuelle participation de l'agent à un concours de promotion.

CHAPITRE 2

DE L'AVANCEMENT EN GRADE

Art. 80. — Des concours de promotion peuvent être organisés, à la demande du ministère de la culture et des arts au sein de l'Observatoire des langues qui produit la vacance des emplois mis en compétition.

Les modalités d'organisation de ces concours sont les mêmes que celles prévues par le règlement d'administration pour les concours de recrutement.

Pour pouvoir participer à un concours de promotion, l'agent doit satisfaire, à la date du concours, aux conditions requises pour pouvoir bénéficier de l'avancement en grade.

Art. 81. — Après cotation des épreuves et décisions définitives du jury, les résultats des concours sont transmis par le jury au ministre de la Culture et des Arts qui décide en définitive du grade ou de la promotion à attribuer.

Art. 82. — *a)* Les concours mettant en compétition des emplois correspondant à des grades d'attaché de bureau de 1ère classe ou à des grades inférieurs, sont, à la fois, des concours de promotion et de recrutement, ouverts simultanément aux agents, déjà en carrière aux nouveaux candidats.

b) Le jury peut, toutefois, sur propositions du ministère de la culture et des arts qui a demandé l'organisation du concours, décider qu'il s'agit d'un concours de promotion réservé aux agents en carrière et qu'il ne constitue pas un concours de recrutement.

TITRE VI
DU RÉGIME FINANCIER ET DE LA TUTELLE

CHAPITRE 1er
DU RÉGIME FINANCIER

Art. 83. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice financier comprendra le temps à courir à partir de l'entrée en vigueur du présent règlement intérieur jusqu'à la fin de l'année civile en cours.

Art. 84. — En tant que service public, l'Observatoire des langues émarge au budget de la République démocratique du Congo.

Art. 85. — L'Observatoire des langues établit un budget contenant les prévisions de toutes les ressources et de toutes les dépenses pour chaque exercice.

Art. 86. — Les ressources de l'Observatoire des langues proviennent:

• des subventions de l'État;

• des dons, legs et libéralités;

• des emprunts;

• des fonds de la coopération bilatérale et multilatérale;

• des ressources propres;

• des produits de cession ou de location des immobilisations.

Art. 87. — Le projet de budget de l'Observatoire des langues pour l'exercice à venir est préparé par le directeur administratif et financier pour le compte du secrétariat permanent qui le soumet au vote du Conseil national des langues.

Après le vote, le budget est arrêté conjointement par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions et par son collègue des finances et budget.

Si le budget n'est pas arrêté à l'ouverture de l'exercice, l'Observatoire des langues peut utiliser les crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il s'agisse des dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Art. 88. — La comptabilité de l'Observatoire des langues est tenue conformément au plan comptable élaboré par le secrétariat permanent avec l'appui technique du Conseil permanent de la comptabilité du Congo (CPCC).

Ce plan est soumis pour approbation au ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions ainsi qu'à son collègue des finances et budget.

Art. 89. — L'Observatoire des langues constitue un fond de renouvellement, un fond d'assurance, un fond de formation, un fond de prévision, pour lesquels les comptes sont ouverts en comptabilité.

Ces fonds ainsi constitués sont destinés:

• pour le fond de renouvellement, aux dépenses de renouvellement des immobilisations;

• pour le fond d'assurance, à la couverture des dépenses résultant des sinistres ainsi que des indemnités en cas d'accident ou de dommage;

• pour le fond de formation, à la couverture des dépenses relatives à la formation, au perfectionnement du personnel et à la vulgarisation de la politique linguistique du pays;

• pour le fond de prévision, à l'achat du matériel nécessaire au développement ou à l'extension des activités de l'Observatoire des langues.

Les fonds sont inscrits au budget de l'Observatoire des langues.

Art. 90. — Après vérification des comptes annuels par les contrôleurs financiers désignés à cet effet par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions et par son collègue des finances et budget, ceux-ci arrêtent définitivement les comptes annuels de l'Observatoire des langues.

Art. 91. — L'Observatoire des langues est tenu de fournir sur réquisition des contrôleurs financiers toutes les pièces justificatives permettant de vérifier la régularité et la légalité des opérations financières.

Art. 92. — Tous les marchés des travaux, des fournitures ou des services au nom de l'Observatoire des langues sont soumis aux dispositions légales et réglementaires relatives au marché public, pour autant qu'une loi n'en dispose pas autrement.

Art. 93. — L'Observatoire des langues, en tant que service public, est exonéré de tous les impôts et taxes.

Art. 94. — Les frais de transport des fournitures et matériels importés par l'Observatoire des langues ou reçus en don ou dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale sont à charge du trésor public.

CHAPITRE 2
DE LA TUTELLE ET DU CONTRÔLE

Art. 95. — Sans préjudice des autres dispositions du présent règlement intérieur, les actes suivants sont soumis à l'approbation préalable du ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions:

1. plans d'action globaux s'inscrivant dans la planification nationale;

2. nomination et promotion dans les grades de commandement;

3. relèvement de leurs fonctions des agents revêtus d'un grade de commandement;

4. marchés des travaux, des fournitures ou des services, dépassant une valeur de 500.000 Fc (cinq cent mille francs congolais);

5. aliénation des biens, mobiliers et immobiliers de l'Observatoire des langues;

6. emprunts dépassant 500.000 Fc;

7. immobilisations financières.

Art. 96. — Le contrôle des opérations financières et comptables de l'Observatoire des langues est effectué par les contrôleurs financiers désignés par le ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions ou toute autre instance supérieure du pays conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière.

CHAPITRE 3
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Art. 97. — L'Observatoire des langues entretient les relations de coopération bilatérale et multilatérale avec les organisations extérieures analogues, moyennant l'accord préalable du ministre ayant la culture et les arts dans ses attributions et de son collègue ayant la coopération internationale dans ses attributions.

Art. 98. — Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'Observatoire des langues a la latitude d'entrer en contact avec les associations locales et étrangères ayant contribué à réunir ou à produire une quelconque documentation sur les langues, coutumes et traditions.

TITRE VII
DU PATRIMOINE DE L'OBSERVATOIRE DES LANGUES

Art. 99. — Le patrimoine de l'Observatoire des langues comprend:

• les biens meubles et immeubles mis à sa disposition par l'État congolais;

• les biens meubles mis à sa disposition par des organismes internationaux pour l'exécution du programme culturel et scientifique;

• les biens meubles et immeubles acquis par ses ressources propres;

• les immobilisations réalisées au cours de son fonctionnement.

En cas de liquidation de l'Observatoire des langues, son patrimoine revient de plein droit au ministère de la Culture et des Arts.

TITRE VIII
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 100. — Sans préjudice des droits acquis et pour autant qu'ils ne soient pas contraires ni incompatibles avec l'esprit du présent règlement intérieur, celui-ci régit les membres du personnel de l'Observatoire des langues déjà en position d'activité au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté ministériel.

Art. 101. — L'Observatoire des langues hérite du passif et de l'actif émanant des engagements contractés par le secrétariat permanent antérieurement à l'entrée en vigueur du présent acte.

Art. 102. — Toute modification du présent règlement intérieur se fera sur proposition conjointe du secrétaire général à la Culture et aux Arts et du secrétaire permanent de l'Observatoire des langues, et sanctionné par arrêté ministériel.

Art. 103. — Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 104. — Le secrétaire général à la Culture et aux Arts et le secrétaire permanent de l'Observatoire des langues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

L. 009-2002 du 5 août 2002 — Ordre national «Héros nationaux» 56
Ord. 77-039 du 22 février 1977 — Ordre national. – Conditions d'octroi 56
Ord. 83-204 du 16 novembre 1983 — Médaille du mérite conjugal 57
Ord. 83-205 du 16 novembre 1983 — Médaille du mérite maternel 58

5 août 2002. – LOI 009-2002 portant création de l'ordre national «Héros nationaux». (*Présidence de la République*)

CHAPITRE I^er
DE LA CRÉATION ET DE LA DÉNOMINATION

Art. 1^er. — Il est créé en République démocratique du Congo l'ordre national «Héros nationaux», en mémoire des héros nationaux, le président de la République Laurent-Désiré Kabila et le premier ministre Patrice-Emery Lumumba, assassinés respectivement les 16 janvier 2001 et 17 janvier 1961.

Art. 2. — L'ordre national «Héros nationaux» est un ordre destiné à honorer et à reconnaître les mérites et loyaux services rendus à la nation par les personnes physiques nationales ou étrangères.

Art. 3. — Le président de la République procède, par décret, à l'admission et à la promotion dans l'ordre national.

La décoration est remise par le président de la République ou son délégué.

Elle peut l'être également à titre posthume.

Art. 4. — La description des insignes de différents grades est déterminée par un décret du président de la République.

Art. 5. — Les conditions d'admission dans l'ordre, d'octroi des insignes, de déchéance et de réhabilitation dans l'ordre national «Héros nationaux», sont déterminées par décret du président de la République.

La déchéance de la qualité de membre de l'ordre est prononcée par décret du président de la République pour cause d'indignité, de trahison ou de condamnation pénale définitive à une peine de servitude pénale à plus de 3 mois pour des faits infamants.

En cas de perte de la qualité de membre, la chancellerie de l'ordre est tenue de procéder au retrait des insignes et de la carte de membre.

CHAPITRE II
DE L'ADMINISTRATION ET DES GRADES

Art. 6. — Le président de la République est grand chancelier de l'ordre national «Héros nationaux».

Art. 7. — L'administration de l'ordre national «Héros nationaux» est confiée au chancelier de l'ordre.

Il est nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le président de la République.

Art. 8. — L'ordre national comprend les grades ci-après:

a) grand cordon Kabila-Lumumba;

b) grand officier;

c) commandeur;

d) officier;

e) chevalier.

Art. 9. — La carte de membre dans l'ordre est octroyée par le chancelier.

Art. 10. — Le membre de l'ordre national «Héros nationaux» jouit du privilège de juridiction.

Art. 11. — Les services de l'ordre national sont rattachés à la présidence de la République.

Art. 12. — Le chancelier des ordres est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un secrétaire général nommé par le président de la République conformément à la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

CHAPITRE III
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 13. — L'ordre national du Léopard créé par l'ordonnance-loi 66-329 du 24 mai 1966 est supprimé.

Art. 14. — La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

---

22 février 1977. – ORDONNANCE 77-039 déterminant les conditions d'octroi de l'Ordre national du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1977, p. 247)

Art. 1^er. — Pour être nommé dans l'Ordre national du Zaïre, il faut justifier de mérites acquis pendant 21 ans, soit dans une fonction publique, civile ou militaire, soit dans une activité privée.

En outre, le récipiendaire doit, au moment de l'introduction de la demande de décoration, avoir occupé au moins un grade de commandement.

Nul ne peut accéder à l'Ordre national du Zaïre dans un grade supérieur à celui de chevalier.

Pour être promu à un grade supérieur, il faut avoir passé plusieurs années dans le grade inférieur, à savoir:

a) pour le grade d'officier: cinq ans au moins dans le grade de chevalier;

b) pour le grade de commandeur: cinq ans au moins dans celui d'officier;

c) pour le grade de grand officier: trois ans au moins dans celui de commandeur;

d) pour le grade de grand cordon: trois ans au moins dans celui de grand officier.

Outre les conditions susénoncées, le candidat à la promotion doit justifier de mérites nouveaux.

Les services extraordinaires de tout genre et les actions d'éclat peuvent dispenser des conditions prévues ci-dessus.

Art. 2. — Par dérogation aux premiers alinéas de l'article 1er:

a) les chefs d'État et chefs de gouvernements étrangers peuvent être admis sans condition, avec n'importe quel grade;

b) les étrangers autres que les chefs d'État et chefs de gouvernement ne peuvent être admis dans l'Ordre national du Zaïre que sous réserve de réciprocité.

Le grade à leur conférer est aussi subordonné à une condition de réciprocité.

Art. 3. — Les nominations et promotions sont accordées dans la limite d'un contingent annuel fixé par le président de la République pour chaque grade.

Les étrangers auxquels la décoration est conférée ne sont pas compris dans le contingent.

Art. 4. — Les propositions tendant à l'octroi de la décoration sont faites par le chancelier des ordres nationaux.

Elles sont adressées au président de la République, avec pour chacune d'elles, un rapport justificatif.

En principe et sauf cas de décoration pour services extraordinaires ou actions d'éclat, les nominations et promotions ont lieu le 24 novembre.

Art. 5. — L'octroi de l'ordre donne lieu à la remise d'un diplôme revêtu de la signature du chancelier des ordres nationaux et contresigné du directeur de décoration.

Art. 6. — Le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, grand chancelier des ordres nationaux procède avec le cérémonial ci-après à la décoration des personnes nommées ou promues dans l'ordre.

• En cas de nomination, il adresse au récipiendaire les paroles suivantes:

«En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous faisons ..... (citer le grade) de l'Ordre national du Zaïre».

Il lui remet l'insigne et lui donne l'accolade.

• En cas de promotion, il adresse au récipiendaire les paroles suivantes:

«En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous élevons à la dignité de ..... (citer le grade) de l'Ordre national du Zaïre».

Il lui remet l'insigne et lui donne l'accolade.

Art. 7. — Lorsque le président-fondateur du parti, président de la République, grand chancelier est empêché, le chancelier des ordres nationaux ou son remplaçant procède, avec le cérémonial ci-après à la remise des insignes;

• En cas de nomination, il adresse au récipiendaire les paroles suivantes:

«Au nom de président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, grand chancelier des ordres nationaux et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous faisons ..... (citer le grade) de l'Ordre national du Zaïre».

Il lui remet l'insigne et lui donne l'accolade.

• En cas de promotion, il adresse au récipiendaire les paroles suivantes:

«Au nom de président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, grand chancelier des ordres nationaux et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous élevons à la dignité de ..... (citer le grade) de l'Ordre national du Zaïre».

Il lui remet l'insigne et lui donne l'accolade.

– Le président de la République n'étant plus le président du parti-État, le Mouvement populaire de la révolution, il appartient au législateur d'actualiser les présentes dispositions.

Art. 8. — La remise des décorations n'a lieu qu'au cours d'une cérémonie d'admission. En dehors de celle-ci, aucun insigne de l'ordre ne peut être délivré.

Nul n'est membre de l'Ordre national du Zaïre avant qu'il n'ait été procédé à son admission suivant les formes prescrites aux articles 6 et 7.

Nul ne peut se prévaloir d'un grade dans l'ordre ni porter les insignes, vignettes ou rosettes du grade auquel il a été nommé ou promu avant son admission dans ce grade.

Art. 9. — Les admissions doivent s'opérer avec toute la dignité qu'exige le prestige de l'ordre.

Art. 10. — La décoration peut être décernée à titre posthume.

Art. 11. — Le chancelier des ordres nationaux est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

16 novembre 1983. – ORDONNANCE 83-204 portant création de la médaille du mérite conjugal. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1983, p. 5)

Art. 1er. — Il est créé une distinction honorifique dénommée «médaille du mérite conjugal».

Art. 2. — La médaille du mérite conjugal est destinée à récompenser ou honorer les conjoints qui, unis de longues années, continuent résolument à partager une vie commune au sein d'une famille.

Art. 3. — La médaille du mérite conjugal comporte trois classes:

• la médaille de bronze: pour la 3e classe;

• la médaille d'argent: pour la 2e classe;

• la médaille d'or: pour la 1re classe.

Art. 4. — La décoration du mérite conjugal est en métal de forme ronde, de 37 mm de diamètre lorsqu'elle est destinée à l'épouse.

Elle précise: - à l'avers, un couple zaïrois, disposé de profil, et, - au revers, sur le pourtour, l'inscription «République du Zaïre» et, au centre, l'exergue «mérite conjugal».

Par une bélière métallique en forme d'anneau, la médaille est suspendue à un ruban rouge, avec fins lisérés jaunes et verts sur les bords.

Le ruban est simple, d'une largeur de 37 mm, monté avec fourche, lorsque la médaille est destinée à l'époux.

Le ruban est d'une largeur de 30 mm, monté en nœud sur pans coupés, lorsqu'elle est destinée à l'épouse.

La médaille de la 3e classe est en bronze patiné.

La médaille de la 2e classe est en bronze argenté.

La médaille de la 1re classe est en bronze doré.

Art. 5. — La médaille du mérite conjugal est décernée par le président de la République, aux conditions fixées à l'article 6, aux conjoints qui, engagés dans les liens d'un mariage coutumier, civil ou religieux, comptent 15 ans au moins de vie commune.

Art. 6. — L'octroi de la médaille du mérite conjugal est subordonné aux conditions suivantes:

1) les conjoints doivent être zaïrois. Lorsque l'épouse est de nationalité étrangère, elle est aussi soumise aux conditions cités ci-après;

2) n'avoir encouru aucune condamnation de nature à rendre indigne l'octroi d'une décoration;

3) la médaille de bronze est accordée aux conjoints qui comptent quinze ans de vie conjugale;

4) la médaille d'argent est accordée aux conjoints qui comptent vingt-cinq ans de vie conjugale;

5) la médaille d'or est accordée aux conjoints qui comptent trente ans et plus de bonne vie conjugale.

Art. 7. — La médaille du mérite conjugal peut être décernée à titre posthume aux conjoints qui, au moment de leur décès ou du décès de l'un d'eux, remplissaient les conditions de l'article 6.

Art. 8. — La médaille du mérite conjugal peut être décernée à la suite d'une demande introduite par l'un des conjoints ou par leurs ayants droit.

Art. 9. — Le dossier de demande d'une médaille doit comprendre les pièces suivantes:

1) une demande introduite par l'un des conjoints ou par leurs ayants droit;

2) une attestation de mariage coutumier, civil ou religieux;

3) une attestation de nationalité ou copie de carte de citoyen ou de citoyenne;

4) un extrait de casier judiciaire;

5) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs.

Art. 10. — Le dossier de demande d'une décoration est adressé à la chancellerie des ordres nationaux.

Art. 11. — La médaille du mérite conjugal est décernée par le président fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République. L'octroi de la médaille de mérite conjugal donne lieu à la remise d'un brevet.

Art. 12. — Le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, peut prononcer le retrait de la médaille du mérite conjugal pour cause d'indignité, ou pour cause de divorce prononcé par consentement mutuel ou aux torts partagés des conjoints.

Toutefois, le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, peut la réattribuer à titre exceptionnel.

Art. 13. — La médaille du mérite conjugal est décernée au cours d'un mouvement annuel fixé au 1er août.

Art. 14. — Le chancelier des ordres nationaux est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

16 novembre 1983. – ORDONNANCE 83-205 portant création de la médaille du mérite maternel. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1983, p. 6)

Art. 1er. — Il est créé, sous le nom «médaille du mérite maternel», une distinction honorifique régie par les dispositions de la présente ordonnance.

Art. 2. — La médaille du mérite maternel est destinée à récompenser les mères d'enfants nombreux qui se seront particulièrement signalées en élevant dignement leurs enfants.

Art. 3. — La médaille du mérite maternel comporte trois classes:

• la médaille de bronze: pour la 3e classe;

• la médaille d'argent: pour la 2e classe;

• la médaille d'or: pour la 1re classe.

Art. 4. — La décoration du mérite maternel est en métal de forme ronde, de 30 mm de diamètre, présentant:

• à l'avers, de profil, le buste d'une mère zaïroise portant un enfant dans les bras;

• au revers, les exergues: «République du Zaïre» «Médaille du Mérite Maternel».

Le ruban est raie verte, large de 30 mm. Il est monté en nœud simple sur pans coupés.

Art. 5. — La médaille du mérite maternel est décernée par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, aux mères ayant au moins sept enfants en vie, aux conditions fixées à l'article 6.

Art. 6. — L'octroi de la médaille du mérite maternel est subordonné aux conditions suivantes:

a) quant à la mère:

1) être Zaïroise;

2) n'avoir encouru aucune condamnation de nature à rendre indigne l'octroi d'une décoration.

Toutefois, une mère d'origine étrangère peut prétendre au bénéfice de cette médaille:

1) si elle a épousé un Zaïrois. Dans ce cas, seuls entrent en ligne de compte, les enfants issus de leur union;

2) si elle a eu sa résidence habituelle au Zaïre pendant les quinze années qui précèdent l'introduction de la demande. Dans ce cas, les enfants à prendre en considération doivent être nés au Zaïre;

b) quant à chacun des enfants à charge:

1) n'avoir pas fait l'objet d'une mesure prise en vertu du décret du 23 mai 1896 sur le vagabondage et la mendicité ou du décret du 6 décembre 1950 sur l'enfance délinquante;

2) pour ceux en âge d'école ou engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage ou de louage de services, fournir un certificat de bonne conduite livré, selon le cas, par le directeur de l'établissement d'enseignement ou par l'employeur;

c) la médaille de bronze est accordée aux mères de sept enfants en vie au moment de l'introduction de la demande ou de la présentation de la proposition;

d) la médaille d'argent est accordée aux mères de dix enfants en vie au moment de l'introduction de la demande ou de la présentation de la proposition;

e) la médaille d'or est accordée aux mères de douze enfants en vie et plus au moment de l'introduction de la demande ou de la présentation de la proposition.

Art. 7. — La médaille du mérite maternel peut être décernée à titre posthume aux mères qui au moment de leur décès, remplissaient les conditions requises à l'article 6 de la présente ordonnance.

Art. 8. — La médaille du mérite maternel peut être décernée à la suite d'une demande introduite par la mère elle-même ou par ses ayants droit.

Art. 9. — Le dossier de demande de la médaille du mérite maternel doit comprendre les pièces suivantes:

1) une demande émanant de la mère ou de ses ayants droit;

2) une liste comprenant les noms des enfants, avec en annexe, photocopies d'extraits d'acte de naissance;

3) une attestation du préposé de l'état civil, établie après contrôle physique sur la réalité du nombre d'enfants en vie;

4) une attestation de nationalité ou une copie de la carte de citoyenne;

5) une copie de la carte d'identité ou du passeport pour une mère d'origine étrangère ayant épousé un Zaïrois;

6) un extrait de casier judiciaire;

7) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs.

Art. 10. — Le dossier de demande d'une décoration est adressé à la chancellerie des Ordres nationaux.

Art. 11. — L'octroi de la médaille du mérite maternel donne lieu à la remise d'un brevet.

Les avantages afférents à l'octroi de cette médaille seront déterminés par voie d'ordonnance.

Art. 12. — La médaille du mérite maternel est décernée au cours d'un mouvement annuel fixé au 1er août.

Art. 13. — Le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, peut prononcer le retrait de la médaille du mérite maternel pour cause d'indignité.

Toutefois, le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, peut la réattribuer à titre exceptionnel.

Art. 14. — Le chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

DOMAINE DE L'ÉTAT

A.M. CAB.MIN.TP/01/003/97 du 22 juillet 1997 — Patrimoine immobilier de l'État. – Reconstitution 60
A.M. CAB/MIN.TP/007/97 du 27 novembre 1997 — Palais du peuple. – Manifestations... 60
Arrêté CAB/MIN/TPAT-UH/004/K/2001 du 9 janvier 2001 — Domaine public et privé de l'État. – Identification 61

22 juillet 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN.TP/01/003/97 portant création et organisation de la Commission de reconstitution du patrimoine immobilier de l'État. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)

Art. 1er. — Il est créé une Commission de reconstitution de patrimoine immobilier de l'État.

Art. 2. — La commission a pour mission:

• de reconstituer le patrimoine immobilier de l'État à l'accession du pays à l'indépendance;

• de répertorier les cas d'aliénation de ce patrimoine à la suite des cessions à titre onéreux ou gracieux;

• de recenser les nouvelles acquisitions de l'État enregistrées dans la période de juin 1960 à juin 1997;

• de faire la lumière sur les biens abandonnés, autrement appelés biens sans maîtres rétrocédés à l'État depuis l'accession du pays à l'indépendance (leur identification et leur statut actuel);

• de mettre à jour la liste du patrimoine immobilier de l'État et de procéder à leur contrôle physique.

Art. 3. — La commission de reconstitution du patrimoine immobilier de l'État est placée sous la supervision du ministre des Travaux publics.

Elle comprend 13 membres, à savoir:

1. le secrétaire général à l'Urbanisme et à l'Habitat, président;

2. cinq représentants du ministère des Travaux publics;

3. un représentant du ministère de l'Intérieur;

4. deux représentants du ministère de la Justice;

5. deux représentants des Affaires foncières;

6. un représentant de l'Agence nationale des renseignements «A.N.R.»;

7. un représentant de la police nationale.

Art. 4. — Les membres de la commission sont nommés et, le cas échéant, relevés de leur fonction par le ministre des Travaux publics sur proposition de leurs ministres de tutelle pour les représentants des ministères ou leurs administrations respectives pour les représentants d'autres services.

Art. 5. — Il est accordé aux membres de la commission une prime de motivation dont le montant sera fixé et libéré au fur et à mesure de l'évolution des travaux.

Art. 6. — Les modalités de fonctionnement de la commission sont déterminées par un règlement intérieur approuvé par le ministre des Travaux publics.

Art. 7. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

27 novembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN.TP/007/97 portant réglementation pour l'organisation des manifestations au Palais du peuple du Congo. (*J.O.RDC.*, no23, 1er décembre 1997, p 15)

Art. 1er. — L'organisation de toute manifestation publique autre que les fêtes de mariage au Palais du peuple du Congo est subordonnée à la présentation préalable de l'autorisation délivrée par l'hôtel de ville de Kinshasa.

Art. 2. — Toute occupation d'espaces ou salles du Palais du peuple du Congo est payable conformément au tableau tarifaire en annexe du présent arrêté.

Art. 3. — Sauf imprévu, les réservations devront se faire 15 jours au moins avant la date de la tenue de la manifestation.

Art. 4. — Les manifestations des institutions ou services publics rentrant dans le cadre des prestations gouvernementales doivent être payées moyennant une remise de 50 %.

Art. 5. — Les rencontres ou manifestations des mouvements et partis politiques sont payables.

Art. 6. — Les manifestations à caractère philanthropique ou religieux bénéficient d'une remise ne dépassant pas 20 %.

Art. 7. — En cas de report de la manifestation du fait de l'organisateur, ce dernier est tenu de payer une majoration de 10 % du montant total à payer.

Art. 8. — En cas d'annulation pure et simple du fait de l'organisateur, l'administration du Palais du peuple du Congo retient, sur le montant payé, 25 % du montant total à payer.

Art. 9. — En cas de réquisition par le gouvernement d'un espace, d'une salle ou de tout le complexe du Palais du peuple du Congo, l'organisateur a droit au remboursement intégral du montant payé ou à négocier le report de la manifestation. Ce remboursement intégral concerne aussi le cas d'annulation pure et simple de la manifestation par l'autorité compétente.

Art. 10. — En cas de force majeure, la responsabilité du Palais du peuple du Congo est entièrement dégagée.

Art. 11. — Les dérogations pour une organisation gratuite des manifestations ne doivent être accordées que par le ministère ou le cas échéant par le secrétaire général aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire.

Art. 12. — Le secrétaire général aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire est chargé de l'application du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe
Tarif de location des espaces

N°	*DÉSIGNATION*	*TAUX EN $ U.S.*
1	Salle des congrès (3.500 places)	1.500 $ U.S.
2	Salle des spectacles (800 places)	800 $ U.S.
3	Salle des conférences internationales (450 places)	800 $ U.S.
4	Salle des banques (600 places)	750 $ U.S.
5	Salle des commissions (80 places)	150 $ U.S.
6	Hall central	650 $ U.S.
7	Hall 2e étage	350 $ U.S.
8	Esplanade	700 $ U.S.

N.B.: Il est à noter que cette tarification couvre la durée de la manifestation ne dépassant pas 24 heures.

9 janvier 2001. – ARRÊTÉ CAB/MIN/TPAT-UH/004/K/2001 portant création de la Commission chargée d'identifier les patrimoines immobiliers du domaine public et privé de l'État. (*M.J.*, n°001, janvier à avril 2001, p. 138)

– Conformément à la loi 011-2002 du 29 août 2002 portant Code forestier, les forêts classées et les forêts protégées font partie du domaine de l'État. Les lecteurs pourront aisément consulter cette loi dans le présent volume, rubrique *Environnement*, sous-rubrique *Bois et forêts*.

Art. 1er. — Il est créé par le ministre des TPAT-UH, une commission dénommée «Commission chargée d'identifier le patrimoine immobilier du domaine public et privé de l'État».

Art. 2. — La Commission a pour mission de s'assurer de l'identification du patrimoine immobilier du domaine public et privé de l'État ainsi que de la régularité des titres de leurs occupants.

Art. 3. — Elle relève de l'autorité du ministre des TPAT-UH.

Art. 4. — La Commission est composée d'un coordonnateur des missions, d'un coordonnateur adjoint et des membres.

Art. 5. — Les membres des services ci-après feront partie de la Commission:

• un délégué de la présidence de la République;

• deux membres du cabinet du ministre des TPAT-UH;

• un délégué de l'ANR;

• un délégué de la police nationale congolaise;

• un délégué du ministère des Affaires foncières;

• un délégué des Forces armées congolaises;

• un délégué de la police judiciaire des parquets.

Art. 6. — Le secrétaire général à l'Urbanisme et à l'Habitat et le directeur du cabinet adjoint du ministre des TPAT-UH en sont respectivement coordonnateur et coordonnateur adjoint.

Art. 7. — L'organisation et le fonctionnement de la Commission sont fixés par un règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. — Le secrétaire général à l'Urbanisme et à l'Habitat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

ENSEIGNEMENT

SOMMAIRE

Généralités 62
Bourses et prêts d'études 82
Enseignement primaire, secondaire et professionnel 85
Enseignement supérieur, universitaire et recherche scientifique 100

Généralités

Loi-cadre 86-005 du 22 septembre 1986 — Enseignement national. – Loi cadre 62
Ord. 67-263*bis* du 17 juin 1967 — Marins détenteurs de diplômes étrangers. – Reconnaissance 73
Ord. 68-125 du 29 mars 1968 — Autorisation aux détenteurs d'un certificat, licence ou brevet étranger d'exercer la fonction correspondante 74
Ord. 68-216 du 13 juin 1968 — Enseignants étrangers. – Régime de gestion 74
Arr. ED.NAT/CAB/0001/0007/71*bis* du 3 mai 1971 — Langues nationales congolaises. – Étude et diffusion 75
Charte du 13 août 1984 — Bureau africain des sciences de l'éducation. – Charte 75
Ord. 93-107 du 2 août 1993 — Commission nationale pour l'Unesco. – Organisation 78

22 septembre 1986. – LOI-CADRE 86-005 sur l'enseignement national. (*J.O.Z.*, numéro spécial, septembre 1986, p. 12)

*TITRE I^er^*
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I^er^
DE L'OBJET, DE LA DÉFINITION ET DE LA FINALITÉ FONDAMENTALE

Art. 1^er^. — La présente loi porte régime général applicable à l'enseignement national tel que défini à l'article 20 de la Constitution.

– Voy. les art. 46, 47 et 118 de la Constitution de la transition du 4 avril 2003.

Art. 2. — L'enseignement national vise à répondre à l'obligation qu'a l'État de permettre à tous les Zaïrois d'exercer leur droit à l'éducation et à celle qu'ont les parents de remplir le devoir d'éduquer leurs enfants sous l'autorité et avec l'aide du Mouvement populaire de la révolution.

Art. 3. — L'enseignement national a pour finalité la formation harmonieuse de l'homme zaïrois, militant du Mouvement populaire de la révolution, citoyen responsable, utile à lui-même et à la société, capable de promouvoir le développement du pays et la culture nationale.

Art. 4. — L'État, les personnes physiques ou morales créent les conditions préalables et les structures qui garantissent le développement du sens civique et moral du citoyen zaïrois et l'épanouissement de ses facultés et aptitudes intellectuelles, physiques et professionnelles.

Art. 5. — L'État est garant de la préservation de l'identité culturelle nationale et, à ce titre, il veille:

• à la non-discrimination dans l'enseignement national, quels que soient l'appartenance ethnique ou raciale, les conditions sociales, le sexe et les options religieuses;

• à la valeur éthique des programmes et pratiques scolaires et académiques ainsi qu'à la valeur professionnelle et morale du personnel de l'enseignement national.

Art. 6. — L'enseignement national est dispensé dans les établissements d'enseignement publics et privés agréés.

Les établissements publics d'enseignement sont ceux créés par les pouvoirs publics et gérés, soit directement par eux-mêmes, soit par des privés, personnes physiques ou morales, ayant reçu mandat suivant les modalités déterminées par les pouvoirs publics.

Les établissements d'enseignement privés agréés sont ceux créés à l'initiative des privés, personnes physiques ou morales, gérés par eux-mêmes et soumis au contrôle du Mouvement populaire de la révolution.

CHAPITRE II
DES DROITS ET DEVOIRS DE L'ÉTAT, DES PARENTS, DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL, DES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS

Section I^re
Des droits et devoirs de l'État

Art. 7. — L'État exerce sa souveraineté sur l'ensemble des établissements d'enseignement conformément aux idéaux du Mouvement populaire de la révolution.

Art. 8. — L'État a l'obligation d'assurer l'éducation de la jeunesse et des adultes conformément aux idéaux du Mouvement populaire de la révolution.

Art. 9. — L'État a l'obligation d'assurer la scolarisation des enfants au niveau de l'enseignement primaire et de veiller à ce que tout Zaïrois adulte sache lire, écrire et calculer.

À ce titre, il a l'obligation de mettre en œuvre tous les mécanismes appropriés aux niveaux structurel, pédagogique, administratif, financier et médical de l'enseignement national.

Section II
Des droits et devoirs des parents

Art. 10. — Les parents ont le droit de placer leurs enfants dans l'établissement d'enseignement de leur choix et de leur assurer l'éducation intellectuelle, morale et religieuse de leur option, sous l'autorité et avec l'aide du Mouvement populaire de la révolution.

Art. 11. — Les parents ont le droit de participer à la gestion de l'établissement d'enseignement auquel ils ont confié leur enfant.

Ils ont l'obligation de contribuer financièrement aux charges de cet établissement.

Section III
Des droits et devoirs du personnel de l'enseignement national

Art. 12. — Le personnel de l'enseignement national a le droit de bénéficier de bonnes conditions de vie, de travail et de formation professionnelle ainsi que de participer à la gestion des établissements d'enseignement.

Art. 13. — Le personnel de l'enseignement national doit faire preuve de hautes qualités humaines, morales et professionnelles, de sens aigu de la responsabilité personnelle et collective.

Il doit faire montre d'esprit d'initiative, avoir un sens très développé du respect du bien commun, des règlements professionnels et codes éthiques et témoigner de son militantisme et de son esprit civique.

Section IV
Des droits et devoirs des élèves et étudiants

Art. 14. — L'élève et l'étudiant ont droit:

• à l'éducation la meilleure possible;

• de recevoir de l'État, des parents, du personnel de l'enseignement national et de la société toute l'assistance nécessaire au développement de leur personnalité et à leur intégration harmonieuse dans la société.

Art. 15. — L'élève et l'étudiant ont l'obligation notamment:

• de respecter les idéaux du Mouvement populaire de la révolution;

• de participer à toutes les activités politiques et éducatives organisées par les établissements d'enseignement;

• de se soumettre aux règlements régissant l'enseignement national et au règlement intérieur de l'établissement où ils poursuivent leur formation;

• d'assimiler et de pratiquer l'éducation morale et civique.

TITRE II
DES STRUCTURES ET DES FINALITÉS SPÉCIFIQUES DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL

Art. 16. — L'enseignement national est organisé en enseignement maternel, enseignement primaire, enseignement secondaire, enseignement supérieur et enseignement universitaire.

CHAPITRE I^er
DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE

Art. 17. — L'enseignement maternel a pour but d'assurer l'épanouissement de la personnalité de l'enfant par une action éducative en harmonie avec le milieu familial et social.

Il concourt essentiellement à l'éducation sensorielle, motrice et sociale de l'enfant et vise à le rendre apte à suivre l'enseignement primaire.

Art. 18. — L'enseignement maternel, organisé en cycle unique de trois ans, est facultatif et accueille les enfants ayant trois ans révolus.

Art. 19. — L'enseignement primaire a comme objectif de préparer l'enfant à la vie, de lui donner un premier niveau de formation générale, physique, civique, morale, intellectuelle et sociale. Il doit notamment:

1. préparer l'enfant à s'intégrer utilement dans la société;

2. préparer à la poursuite d'études ultérieures, les enfants qui se seront révélés capables.

Art. 20. — L'enseignement primaire est organisé en un cycle de six années d'études, réparties en trois degrés de deux ans, soit un degré élémentaire, un degré moyen et un degré terminal.

Art. 21. — Ne sont admis en première année du cycle primaire que les enfants ayant atteint l'âge de six ans révolus au plus tard trois mois après la date fixée pour la rentrée scolaire.

Aucun enfant ne sera admis en première année primaire s'il a atteint l'âge de 9 ans révolus au moment de la rentrée scolaire, sauf dispense motivée qui pourra être accordée dans les conditions qui seront déterminées par voie réglementaire.

Art. 22. — L'année scolaire de l'enseignement maternel et primaire comporte au minimum deux cents jours de classe et au maximum deux cent vingt jours, totalisant un minimum de neuf cents heures de présence effective à l'école.

CHAPITRE II
DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Art. 23. — L'enseignement secondaire a pour but de faire acquérir par l'élève les connaissances générales et spécifiques afin de lui permettre d'appréhender les éléments du patrimoine culturel national et international.

Il a également pour mission de développer en lui l'esprit critique, la créativité et la curiosité intellectuelles, de les préparer à l'exercice soit d'un métier, soit d'une profession, soit à la poursuite d'études supérieures ou universitaires.

Art. 24. — L'enseignement secondaire comprend:

• des écoles d'arts et métiers dont la durée d'études est de trois ans;

• des écoles normales à durée d'études de quatre ans et de six ans;

• des humanités générales et techniques dont la durée d'études est de six ans.

Il peut être organisé des sections et des options dans chacune de ces composantes, conformément aux dispositions réglementaires.

Art. 25. — Ne sont admis en première année de l'enseignement secondaire que les élèves porteurs du certificat d'études primaires et n'ayant pas atteint l'âge de 16 ans au moment de la rentrée scolaire, sauf dispense qui pourra être accordée dans les conditions qui seront déterminées par voie de règlement.

Art. 26. — L'année scolaire de l'enseignement secondaire doit compter au minimum deux cent vingt-deux jours de cours, périodes de révision et d'examens comprises.

CHAPITRE III
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

Section I^re^
De l'enseignement supérieur

Art. 27. — L'enseignement supérieur comprend des instituts supérieurs techniques et pédagogiques.

Art. 28. — Les instituts supérieurs techniques ont pour but:

a) de former des cadres spécialisés dans le domaine des sciences, des techniques appliquées, des arts et métiers;

b) d'organiser la recherche scientifique en vue de l'adaptation des techniques et technologies nouvelles aux conditions spécifiques du Zaïre;

c) d'encourager la promotion des arts et métiers.

Art. 29. — Les instituts supérieurs pédagogiques ont pour but:

a) de pourvoir le pays, en fonction de ses besoins, en personnel enseignant de formation supérieure, générale ou spécialisée;

b) de promouvoir, chez le cadre enseignant, une prise de conscience de son rôle d'encadreur et de la noblesse de sa mission;

c) d'organiser la recherche dans le domaine de la pédagogie en vue de découvrir les meilleures méthodes susceptibles d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire;

d) de vulgariser les résultats de ces recherches notamment par la rédaction et la diffusion des manuels scolaires adaptés à ces deux niveaux de l'enseignement.

Section II
De l'enseignement universitaire

Art. 30. — L'enseignement universitaire comprend des universités.

Art. 31. — Les universités ont pour but:

a) d'assurer la formation des cadres de conception dans tous les secteurs de la vie nationale;

b) d'organiser la recherche scientifique fondamentale et la recherche appliquée orientée vers la solution des problèmes spécifiques du Zaïre, compte tenu de l'évolution de la science, des techniques et technologies dans le monde contemporain.

Section III
Des dispositions communes à l'enseignement supérieur et à l'enseignement universitaire

Art. 32. — L'enseignement supérieur comprend deux cycles:

• le graduat;

• la licence.

L'enseignement universitaire comprend trois cycles:

• le graduat;

• la licence;

• le doctorat.

La durée de ces cycles et les modalités de passage d'un cycle à un autre sont fixées par voie réglementaire.

Art. 33. — Nul n'est admis dans un établissement d'enseignement supérieur ou d'enseignement universitaire, s'il n'est porteur d'un titre sanctionnant la fin des études secondaires complètes ou d'un titre reconnu équivalant conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Art. 34. — L'année académique comporte au minimum deux fois quinze semaines effectives de cours.

TITRE III

DES FORMES DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL

Art. 35. — L'enseignement national est dispensé sous la forme d'enseignement ordinaire de type classique et d'enseignement spécial.

Il est, en outre, organisé des structures d'éducation non formelle.

Art. 36. — L'enseignement dit ordinaire est celui traité au titre II ci-dessus.

Art. 37. — L'enseignement spécial est celui organisé en faveur des personnes handicapées, en fonction de leurs besoins et handicaps spécifiques.

Il a pour but de préparer à la vie les personnes handicapées, de développer leur aptitudes physiques, intellectuelles, morales et professionnelles en favorisant leur insertion sociale, leur intégration ou réintégration dans la vie socio-professionnelle.

Art. 38. — L'enseignement spécial est assuré dans les établissements spéciaux ou dans des classes spéciales incorporées dans les écoles, aux niveaux maternel, primaire et secondaire, supérieur et universitaire aux mêmes conditions d'âge, sauf dispense accordée conformément aux dispositions réglementaires.

Art. 39. — Les structures d'éducation non formelle visent à faire acquérir, à entretenir et à perfectionner des connaissances et compétences des jeunes et des adultes.

Art. 40. — Le Conseil exécutif organise ou autorise d'organiser les structures d'éducation non formelle visées à l'article 39 ci-dessus. À cet effet, peuvent être organisés des sessions de formation accélérée, des stages, des séminaires, des journées d'études, des cours du soir et des cours par correspondance ou, selon le cas, par les mass-média.

TITRE IV

DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE D'ORGANISATION ET DE GESTION DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL

CHAPITRE I[er]

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 41. — La définition de la politique nationale de l'enseignement relève de la compétence exclusive de l'État.

Art. 42. — Les compétences en matière d'exécution de cette politique sont réparties entre le Conseil exécutif et les entités décentralisées, en ce qui concerne l'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Ces compétences relèvent exclusivement du Conseil exécutif, en ce qui concerne l'enseignement supérieur et l'enseignement universitaire.

CHAPITRE II

DES COMPÉTENCES DE L'ÉTAT

Art. 43. — L'État définit les mesures générales d'enseignement applicables sur toute l'étendue de la République.

À ce titre:

• il élabore le plan général de développement de l'enseignement et l'intègre dans celui de développement socio-économique du pays;

• il crée les établissements publics d'enseignement national;

• il fixe les structures de l'enseignement national;

• il définit les programmes d'études ainsi que les normes relatives aux instruments pédagogiques;

• il édicte les normes générales relatives à l'évaluation et à la sanction des études;

• il édicte les principes généraux de l'organisation administrative des établissements d'enseignement;

• il définit les principes généraux de gestion et de supervision des établissements d'enseignement;

• il élabore le budget des établissements publics de l'enseignement national;

• il définit les normes relatives à la mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement de l'enseignement national;

• il définit les normes relatives à la qualification et à la gestion du personnel de l'enseignement national;

• il tient les statistiques scolaires;

• il détermine les principes généraux en matière d'inspection administrative, pédagogique, financière et médicale des établissements d'enseignement;

• il détermine le modèle des titres scolaires et académiques et en établit les règles d'équivalence avec ceux des pays tiers;

• il conclut les accords de coopération internationale en matière d'éducation.

CHAPITRE III

DES COMPÉTENCES DES ENTITÉS DÉCENTRALISÉES

Art. 44. — La région édicte les mesures d'exécution des normes arrêtées par l'État en matière d'organisation et de gestion des établissements d'enseignement maternel, primaire et secondaire situés dans sa juridiction.

Les entités décentralisées élaborent et exécutent, chacune en ce qui la concerne, son plan local de développement de l'enseignement conformément au plan général de développement de l'enseignement.

Les entités décentralisées gèrent les établissements d'enseignement maternel, primaire et secondaire créés à leur initiative ou des établissements de l'État dont la gestion leur est confiée.

TITRE V

DE LA CRÉATION ET DE L'AGRÉMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE I[er]

DE LA CRÉATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT

Art. 45. — La création des établissements publics d'enseignement maternel, primaire et secondaire relève de l'initiative du Conseil exécutif ou des entités décentralisées conformément aux normes édictées par l'État et au plan général de développement de l'enseignement.

Elle est constatée par arrêté du commissaire d'État ayant l'enseignement maternel, primaire et secondaire dans ses attributions.

Art. 46. — La création des établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement universitaire est de la compétence exclusive de l'État.

Elle est sanctionnée par ordonnance présidentielle.

Art. 47. — Le dossier de demande d'ouverture d'un établissement d'enseignement doit comporter les éléments suivants:

1. la dénomination de l'établissement;

2. les objectifs et buts poursuivis par l'établissement;

3. la désignation du lieu où l'établissement doit être ouvert ainsi que l'année scolaire envisagée pour son ouverture;

4. le curriculum vitæ de la personne chargée de la direction de l'établissement;

5. la liste des membres du personnel enseignant avec l'indication de leurs qualifications et, le cas échéant, de leurs antécédents dans l'enseignement;

6. les programmes des cours avec l'indication des horaires;

7. l'indication du nombre d'élèves appelés à fréquenter l'établissement;

8. les conditions d'admission ainsi qu'une indication sur la sanction des études s'il s'agit d'un nouveau type d'enseignement;

9. la liste du matériel didactique et de l'équipement technique et scientifique.

Art. 48. — Il est statué sur le dossier d'ouverture dans un délai maximum de quatre mois, à dater de sa réception.

CHAPITRE II
DE L'AGRÉMENT ET DE LA CRÉATION DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'ENSEIGNEMENT

Art. 49. — Toute personne privée, physique ou morale, zaïroise ou étrangère qui présente les garanties d'ordre politique, juridique, financier, matériel, moral et pédagogique définies aux articles 51, 52 et 53, peut créer un établissement privé d'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Art. 50. — Les garanties d'ordre politique et juridique sont:

a) pour les personnes morales:

• avoir une personnalité juridique propre;

• se conformer aux lois et aux idéaux du Mouvement populaire de la révolution.

b) pour les personnes physiques;

• être majeur;

• présenter une attestation de bonnes vie et mœurs;

• présenter une attestation de militantisme délivrée par l'autorité locale si le demandeur est citoyen zaïrois;

• se conformer aux lois et aux idéaux du Mouvement populaire de la révolution, si le demandeur est de nationalité étrangère;

• jouir de ses droits civiques et politiques.

Art. 51. — Par garanties d'ordre financier et matériel, il faut entendre:

1. l'existence d'une infrastructure et de matériels didactiques propres, appropriés et viables;

2. le dépôt à terme de six mois dans une institution bancaire du Zaïre de la somme nécessaire au fonctionnement de l'établissement et à la paie du personnel enseignant et administratif.

Art. 52. — Les garanties d'encadrement moral, pédagogique et administratif se rapportent:

1. à une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de l'enseignement, ou, à défaut, s'associer à une personne physique ou morale remplissant cette condition;

2. à la possibilité d'offrir aux élèves ou aux étudiants ainsi qu'au personnel un milieu éducatif susceptible de promouvoir la formation de l'esprit familial et patriotique, de la conscience nationale, de la fierté de son identité culturelle et de la dignité de l'homme;

3. au dossier d'un personnel administratif et enseignant permanent, qualifié et compétent;

4. à la conformité aux structures et aux programmes de l'enseignement national;

5. au respect des minima et maxima des effectifs d'élèves ou d'étudiants répondant aux normes pédagogiques fixées par le département de tutelle.

Art. 53. — La création d'un établissement privé d'enseignement maternel, primaire et secondaire est subordonnée à l'agrément préalable du département ayant l'enseignement maternel, primaire et secondaire dans ses attributions.

Art. 54. — L'agrément donnant l'autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement ne peut être obtenu qu'à la suite:

• d'une demande écrite adressée, sous peine de nullité, au département ayant l'enseignement maternel, primaire et secondaire dans ses attributions;

• d'une enquête dont l'objet est défini à l'article 56 de la présente loi.

L'agrément est sanctionné par arrêté départemental du Conseil exécutif.

Art. 55. — La demande faite au plus tard six mois avant l'ouverture de l'établissement privé d'enseignement comporte:

1. la dénomination de l'établissement;

2. les objectifs et buts poursuivis par l'établissement;

3. la désignation de l'endroit où l'établissement doit être ouvert ainsi que la date envisagée pour son ouverture;

4. la description succincte des locaux scolaires;

5. une note sur la personne du promoteur qui doit avoir au moins une expérience de dix ans dans le domaine de l'enseignement, à défaut, une note sur la personne de l'associé remplissant cette condition;

6. une note sur la personne chargée de la direction de l'école et comportant, en outre, l'indication de son âge et de ses activités personnelles antérieures;

7. la liste des membres du personnel enseignant avec l'indication de leurs qualifications respectives et, le cas échéant, de leurs antécédents dans l'enseignement;

8. les programmes des cours;

9. l'estimation du nombre d'élèves appelés à fréquenter l'établissement;

10. une copie des statuts de l'établissement;

11. le montant de la participation des parents;

12. la liste du matériel didactique nécessaire à l'exécution du programme;

13. la preuve du dépôt à terme de six mois dans une institution bancaire zaïroise de la somme nécessaire au fonctionnement de l'établissement, dont le montant sera apprécié par le Conseil exécutif, selon les circonstances, sur la base d'un budget prévisionnel présenté par le promoteur;

14. la note démontrant que l'établissement répond aux nécessités géographiques, démographiques, pédagogiques et économiques telles que fixées par les dispositions de la planification scolaire d'ensemble élaborée par l'État.

Art. 56. — L'enquête dont question à l'article 54 a pour objet d'apprécier:

1. si les locaux remplissent les conditions d'hygiène et de salubrité définies par les règlements en vigueur;

2. si le promoteur et le personnel préposé à l'enseignement présentent des garanties de moralité;

3. si le personnel enseignant justifie des titres et qualifications suffisants pour le niveau dans lequel il est appelé à enseigner;

4. si l'établissement d'enseignement dispose du matériel didactique nécessaire à l'exécution du programme scolaire;

5. si le promoteur possède, dans une institution bancaire zaïroise, un compte dépôt à terme de 6 mois avec une somme nécessaire au fonctionnement de l'établissement, dont le montant sera approuvé par le Conseil exécutif selon les circonstances;

6. si l'établissement répond aux nécessités géographiques, démographiques, pédagogiques et économiques, telles que fixées par les dispositions de la planification scolaire d'ensemble élaborée par l'État.

Dans un délai de six mois de la réception de la demande, l'enquête doit aboutir soit à l'agrément de l'établissement, soit à l'opposition motivée de l'autorité compétente.

Art. 57. — L'agrément dont question à l'article 54 n'implique pas subsidiation de l'établissement privé par l'État.

Art. 58. — L'agrément d'un établissement d'enseignement privé a pour conséquence la reconnaissance officielle du niveau d'études ainsi que des pièces et titres scolaires délivrés par l'établissement.

Art. 59. — L'agrément peut être retiré lorsque les conditions de création, d'ouverture et de fonctionnement de l'établissement ne répondent plus aux normes définies par l'État ou s'il est établi qu'il a été obtenu par irrégularité.

Art. 60. — Les établissements privés d'enseignement restent soumis au contrôle des pouvoirs publics. Celui-ci concerne notamment:

1. le respect permanent des conditions d'ouverture et de fonctionnement;

2. le respect de la Constitution, de la loi et des idéaux du Mouvement populaire de la révolution;

3. la sauvegarde des bonnes mœurs.

TITRE VI

DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE I^er^

DU FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Art. 61. — Tous les établissements de l'enseignement national accueillent sans distinction de lieu, d'origine, de religion, de race, d'ethnie, tout élève ou étudiant remplissant les conditions déterminées par la présente loi.

Art. 62. — Aucun établissement d'enseignement ne peut ouvrir une nouvelle classe, une nouvelle section ou une nouvelle option sans l'autorisation du département ayant dans ses attributions le type d'enseignement dont fait partie l'établissement.

Art. 63. — Chaque établissement d'enseignement élabore son règlement intérieur conformément au régime général défini par la présente loi.

Ledit règlement doit être préalablement approuvé par le service de l'enseignement du ressort de l'établissement.

Art. 64. — Les règles techniques de fonctionnement de l'enseignement national sont définies par voie de règlement.

Art. 65. — Le Conseil exécutif peut autoriser l'annexion d'un internat à tout établissement d'enseignement conformément aux règlements en vigueur.

Art. 66. — Le Conseil exécutif peut procéder à la fermeture temporaire ou définitive d'un établissement d'enseignement lorsque les conditions de création et de fonctionnement ne sont plus remplies ou s'il s'avère qu'elles ont été entachées d'irrégularité.

En cas de fermeture définitive, le Conseil exécutif répartit, s'il y a lieu, les élèves ou étudiants dans d'autres établissements.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Section I^re
Des dispositions communes à l'organisation administrative

Art. 67. — Le Conseil exécutif est l'organe central de l'enseignement national. Il exécute la politique de l'enseignement définie par l'État, notamment lorsqu'il:

• propose l'ouverture des établissements d'enseignement au président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, ou y procède;

• crée ou autorise la création, au sein des établissements d'enseignement, de nouvelles classes, sections, options et facultés;

• veille au respect des normes générales applicables à l'ensemble des établissements d'enseignement;

• fixe la forme et les conditions d'obtention des titres sanctionnant la fin des études.

Art. 68. — Il est institué auprès des commissaires d'État ayant dans leurs attributions l'enseignement national, un organe consultatif dénommé: «Conseil national de l'enseignement».

Art. 69. — Le Conseil national de l'enseignement a pour mission générale:

• d'étudier tous les problèmes concernant l'enseignement national;

• d'émettre les avis et de proposer les solutions aux problèmes étudiés.

Art. 70. — La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de l'enseignement sont déterminés par voie réglementaire.

Section II
De l'organisation administrative des établissements d'enseignement maternel, primaire et secondaire

Art. 71. — L'établissement d'enseignement maternel, primaire et secondaire porte la dénomination qui figure dans l'acte de son agrément, conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 72. — L'administration de l'enseignement maternel, primaire et secondaire comprend l'administration centrale, l'administration régionale, l'administration de la sous-division et la direction de l'établissement d'enseignement.

Art. 73. — Les organes d'administration de l'enseignement maternel, primaire et secondaire sont:

1. le département du Conseil exécutif ayant lesdits enseignements dans ses attributions;

2. les entités décentralisées;

3. le conseil de gestion de l'établissement;

4. le chef d'établissement.

Art. 74. — Sont de la compétence des entités décentralisées:

1. la gestion des écoles maternelles, primaires et secondaires;

2. l'affectation des chefs des sous-divisions régionales de l'enseignement maternel, primaire et secondaire mis à la disposition des entités décentralisées;

3. l'affectation et la mutation des chefs d'établissements sur proposition du chef de la division régionale de l'enseignement maternel, primaire et secondaire;

4. le contrôle des établissements d'enseignement des entités décentralisées.

Art. 75. — Le conseil de gestion est composé du chef d'établissement, du conseiller pédagogique, du directeur de discipline, du représentant des enseignants et du représentant des parents.

Le chef d'établissement assure la gestion courante de l'établissement et exécute les décisions du conseil de gestion.

Le chef d'établissement est dénommé:

• directeur d'école au niveau maternel et primaire;

• préfet des études au niveau secondaire.

Les attributions du conseil de gestion et du chef d'établissement sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 76. — La direction des établissements d'enseignement privés agréés relève de ceux qui les ont créés, sous le contrôle du Mouvement populaire de la révolution, en conformité avec la présente loi.

Section III
De l'organisation administrative des établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement universitaire.

Art. 77. — Les établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement universitaire portent la dénomination qui figure dans les ordonnances portant leur création.

Le chef d'établissement d'enseignement supérieur ou d'enseignement universitaire est dénommé:

• directeur général au niveau de l'enseignement supérieur;

• recteur au niveau de l'enseignement universitaire.

Art. 78. — Les établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement universitaire sont des personnes morales de droit public à caractère scientifique.

Ils jouissent de l'autonomie de gestion et disposent chacun d'un patrimoine propre spécialement affecté à son objet.

Ils sont placés sous la tutelle du département ayant l'enseignement supérieur et l'enseignement universitaire dans ses attributions.

Art. 79. — Les établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement universitaire bénéficient de l'appui technique des services spécialisés du département ayant l'enseignement supérieur et l'enseignement universitaire dans ses attributions.

Les services spécialisés dont question à l'alinéa 1er sont notamment:

• la commission permanente des études;

• le centre interdisciplinaire pour le développement et l'éducation permanente (CIDEP);

• le collège des commissaires aux comptes;

• l'intendance générale de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire;

• les presses universitaires du Zaïre.

Art. 80. — Les organes d'administration de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire sont:

1. le département du Conseil exécutif ayant lesdits enseignements dans ses attributions;

2. le conseil d'administration des universités, des instituts supérieurs pédagogiques;

3. le conseil de l'université et de l'institut;

4. le comité de gestion;

5. le directeur général ou le recteur;

6. le conseil de faculté;

7. le conseil de département ou de section.

La composition et l'organisation de ces organes sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 81. — L'organisation générale de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire est régie par une loi particulière.

Celle-ci:

• fixe les structures et le cadre organique des établissements dispensant lesdits enseignements;

• détermine la composition et les attributions des organes d'administration;

• énonce les règles relatives à la collation des grades académiques;

• réglemente les rapports avec le département de tutelle;

• traite du personnel et des étudiants;

• définit l'organisation budgétaire et financière.

CHAPITRE III
DU CONTRÔLE DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL

Art. 82. — Les établissements publics ou privés agréés d'enseignement sont soumis au contrôle pédagogique, administratif, financier et médical de l'État, suivant les modalités déterminées par voie de règlement.

Art. 83. — Le contrôle dont question à l'article précédent est exercé par un corps des inspecteurs de l'enseignement maternel, primaire et secondaire et par un corps des inspecteurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire.

Les modalités de fonctionnement de ces corps seront déterminées par voie de règlement.

Art. 84. — Le contrôle pédagogique porte sur les programmes, les méthodes d'enseignement et d'évaluation ainsi que sur la valeur pédagogique du personnel enseignant.

Art. 85. — Le contrôle administratif porte sur les structures, la gestion du personnel, la tenue des documents administratifs et l'exécution des instructions du département de tutelle.

Art. 86. — Le contrôle financier porte sur la gestion des finances et du patrimoine de l'établissement d'enseignement. Il est exercé par le corps des inspecteurs de l'enseignement avec le concours éventuel du département du Conseil exécutif ayant les finances dans ses attributions.

Art. 87. — Le contrôle médical concerne notamment la salubrité des locaux, les conditions d'hygiène, l'état de santé du personnel, des élèves et des étudiants ainsi que l'application des mesures générales de prévention sanitaire. Il veille au dépistage d'éventuelles maladies endémiques, épidémiques et infectieuses.

Il ordonne des examens prophylactiques périodiques.

Il s'exerce avec le concours du département du Conseil exécutif ayant la santé publique dans ses attributions.

Art. 88. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les personnes chargées des contrôles définis à l'article 82 constatent les situations observées et formulent des conclusions et suggestions aux autorités compétentes. Toutefois, l'inspecteur médical peut ordonner la fermeture temporaire d'un établissement s'il y a risque majeur d'épidémie.

TITRE VII
DU PERSONNEL ET DU FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL

CHAPITRE Ier
DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL

Section Ire
Du personnel des établissements publics d'enseignement maternel, primaire et secondaire

Art. 89. — Le personnel des établissements publics d'enseignement maternel, primaire et secondaire est réparti en deux catégories principales:

1. le personnel administratif et technique;

2. le personnel enseignant.

Art. 90. — Le personnel administratif et technique comprend l'ensemble des agents de commandement, de collaboration et d'exécution affectés aux établissements publics d'enseignement.

Art. 91. — Le personnel enseignant comprend:

• le maître;

• l'instituteur;

• le moniteur de travaux;

• le chef d'atelier et

• le professeur.

Art. 92. — Le personnel visé à l'article 89 ci-dessus est régi par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État d'une part, et par les dispositions particulières fixées par voie réglementaire d'autre part.

Section II

Du personnel des établissements d'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire

Art. 93. — Le personnel de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire comprend:

1. le personnel du cadre administratif des universités, des instituts supérieurs et des services spécialisés;

2. le personnel du cadre académique et scientifique des universités et des instituts supérieurs;

3. le personnel du cadre technique des universités, des instituts supérieurs et des services spécialisés.

Art. 94. — Le personnel du cadre académique et scientifique, celui du cadre administratif et celui du cadre technique des universités, des instituts supérieurs et des services spécialisés sont régis par le statut du personnel de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire.

Section III

Du personnel des établissements d'enseignement privés agréés

Art. 95. — Le personnel des établissements d'enseignement privés agréés est régi par les dispositions du Code du travail et les statuts propres à chaque établissement.

Section IV

De l'inspectorat

Art. 96. — Il existe un corps des inspecteurs tant au sein de l'enseignement maternel, primaire et secondaire qu'au niveau de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire.

Art. 97. — Le personnel du corps des inspecteurs de l'enseignement national est régi par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État d'une part, et par les dispositions particulières fixées par voie réglementaire, d'autre part.

Art. 98. — Le corps des inspecteurs relève du commissaire d'État ayant l'enseignement dans ses attributions.

CHAPITRE II
DU FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL

Art. 99. — Le budget des établissements publics d'enseignement est intégré dans le budget général de l'État ou des entités décentralisées.

Art. 100. — Les établissements de l'enseignement national bénéficient d'un financement provenant notamment:

1) pour les établissements d'enseignement publics:

a) créés et gérés par l'État:

• des subventions du Conseil exécutif et des entités décentralisées;

• des contributions des parents;

• des produits de l'auto - financement des établissements;

• des apports des entreprises nationales;

• des apports des organismes nationaux et internationaux;

• des dons et legs;

b) créés par l'État et gérés par des privés, personnes physiques ou morales:

• des apports du Conseil exécutif et des entités décentralisées;

• des apports des personnes physiques et morales gestionnaires;

• des contributions des parents;

• des produits de l'auto - financement des établissements;

• des apports des entreprises nationales;

• des apports des organismes nationaux et internationaux;

• des dons et legs;

2) pour les établissements d'enseignement privés agréés:

• des apports de l'initiateur, personne physique ou morale;

• des contributions des parents;

• des produits de l'auto - financement des établissements;

• des dons et legs.

Art. 101. — En matière de gestion des établissements publics d'enseignement, l'État ou les entités décentralisées interviennent dans les dépenses relatives:

1. aux constructions, réparations et équipements des établissements;

2. au paiement du personnel enseignant, administratif et scientifique;

3. aux frais de location, d'entretien et de consommation des établissements;

4. à l'équipement pédagogique et logistique.

Art. 102. — Les établissements publics d'enseignement ont l'obligation de créer et de développer des activités d'auto - financement.

Art. 103. — Les opérateurs économiques qui contribuent à couvrir les dépenses des établissements d'enseignement national, jouissent d'un dégrèvement d'impôts selon les normes déterminées par voie réglementaire.

Art. 104. — Toute personne physique ou morale, gestionnaire ou organisateur d'un établissement d'enseignement national bénéficie des avantages d'ordre fiscal et douanier pour toute importation destinée aux besoins spécifiques dudit établissement.

Art. 105. — Le budget de l'établissement d'enseignement est géré par:

• le chef d'établissement, sous le contrôle du conseil de gestion au niveau de l'enseignement maternel, primaire et secondaire;

• le comité de gestion au niveau de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire.

Art. 106. — Les recettes et les dépenses des établissements publics d'enseignement sont comptabilisées conformément à la loi financière et au règlement général sur la comptabilité publique.

Les pièces justificatives sont conservées pendant 30 ans.

Art. 107. — Le budget des dépenses des établissements publics d'enseignement comprend:

1. les dépenses de construction, d'acquisition et d'entretien des locaux et des matériels des établissements d'enseignement;

2. les traitements du personnel enseignant, scientifique, technique et administratif;

3. les subventions sociales, telles que les soins médicaux et les subsides aux internats;

4. les autres frais inhérents au fonctionnement de ces établissements.

Art. 108. — Les crédits destinés aux dépenses de constructions, de réparations importantes et de premier équipement des établissements publics d'enseignement sont prévus au budget d'investissement de l'État ou des entités décentralisées, en fonction du plan général de développement de l'enseignement.

Art. 109. — Les crédits destinés au paiement du personnel des établissements publics d'enseignement sont prévus au budget ordinaire de l'État ou des entités décentralisées.

Art. 110. — Les livres et objets classiques destinés à l'usage individuel des élèves et étudiants sont à charge des parents.

Art. 111. — L'État fixe chaque année le taux de la participation des parents aux charges des établissements publics d'enseignement.

Art. 112. — L'État peut octroyer aux élèves et étudiants des prêts d'études dans les conditions qui seront déterminées par voie de règlement.

Art. 113. — En vue d'assurer le fonctionnement des internats prévus à l'article 65, le Conseil exécutif ou les entités décentralisées déterminent chaque année, pour les établissements publics d'enseignement sous leur tutelle et compte tenu du coût de la vie, le montant de la pension d'internat à verser par les parents ou tuteurs.

Ce montant est calculé par élève pour chaque type d'établissement, compte tenu des possibilités économiques locales et du type d'internat.

Art. 114. — Le taux de la participation des parents d'élèves aux charges des établissements privés d'enseignement est fixé par ceux-ci, de concert avec l'État et le représentant des parents.

TITRE VIII

DES DISPOSITIONS COMMUNES ET PARTICULIÈRES

CHAPITRE I^er^

DE L'OBLIGATION SCOLAIRE ET DE L'ASSURANCE SCOLAIRE

Art. 115. — L'enseignement est obligatoire pour tout enfant zaïrois, garçon ou fille, âgé de six à quinze ans. L'obligation scolaire atteint tout enfant zaïrois, entrant en première année primaire et cesse lorsque l'enfant termine ses études primaires ou lorsque, sans les avoir achevées, il a atteint l'âge de 15 ans.

Toutefois, l'obligation scolaire s'établira par phases successives déterminées par le Conseil exécutif suivant les particularités locales et le plan de développement général de l'enseignement national.

Art. 116. — Le chef de famille est tenu de satisfaire à l'obligation scolaire, en confiant ses enfants, soit à un établissement public d'enseignement, soit à un établissement privé agréé d'enseignement.

Art. 117. — Aux termes de la présente loi, le chef de famille est celui qui exerce l'autorité parentale ou, à défaut, la tutelle des enfants mineurs, conformément au Code civil zaïrois.

Art. 118. — L'assurance scolaire est obligatoire pour les élèves des établissements publics ou privés agréés de l'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Cette obligation s'impose également aux étudiants de l'enseignement supérieur et de l'enseignement universitaire.

CHAPITRE II

DES MATÉRIELS DIDACTIQUES

Art. 119. — Les manuels et les matériels didactiques à utiliser dans les établissements de l'enseignement national doivent être conformes aux normes et programmes établis par l'État.

Les critères de conformité et les modalités d'agrément sont déterminés par voie réglementaire.

CHAPITRE III

DES LANGUES DE L'ENSEIGNEMENT

Art. 120. — Les langues nationales ou langue du milieu de l'enfant et le français sont des langues de l'enseignement national.

Les modalités d'utilisation et d'enseignement de ces langues sont déterminées par voie réglementaire.

CHAPITRE IV
DE LA PLANIFICATION, DE L'ÉVALUATION, DES PROGRAMMES ET DE LA SANCTION DES ÉTUDES

Art. 121. — Le Conseil exécutif élabore le plan général de développement de l'enseignement intégré dans le plan national de développement socio-économique.

À ce titre:

• il dresse et actualise régulièrement la carte de l'enseignement en vue d'une implantation régionale rationnelle et équilibrée des établissements d'enseignement;

• il mène des études sur les voies et moyens d'utiliser à bon escient les ressources humaines, financières et matérielles, en vue de rendre le système d'enseignement le mieux adapté aux priorités de développement national.

Les entités décentralisées définissent, chacune en ce qui la concerne, son plan particulier régional et local de développement de l'enseignement maternel, primaire et secondaire, en conformité avec le plan général.

Art. 122. — Chaque année, le Conseil exécutif élabore les statistiques de l'enseignement national et évalue les rapports entre les établissements d'enseignement existants, la population scolarisable, le marché de l'emploi et les ressources humaines et financières disponibles.

Il établit chaque année les besoins nouveaux en établissements, facultés, options ou classes, en ressources humaines et financières en rapport avec la croissance démographique et le développement du marché de l'emploi.

Art. 123. — À la fin de chaque année scolaire ou académique, chaque établissement d'enseignement est tenu de fournir, selon le cas, à la région ou au conseil d'administration compétent, un rapport d'évaluation de sa situation pédagogique, administrative, académique et scientifique, médicale et financière.

Il propose toutes suggestions utiles susceptibles d'améliorer sa gestion et la qualité de l'enseignement dispensé.

La région ou le conseil administratif compétent élabore chaque année un rapport d'évaluation des établissements d'enseignement de sa juridiction, à l'intention du Conseil exécutif.

Art. 124. — Les programmes et horaires de l'enseignement national sont déterminés par voie réglementaire.

Ils sont accompagnés de directives méthodologiques générales ou particulières.

Art. 125. — Les études primaires sont sanctionnées par un certificat d'études primaires; les études secondaires par des certificats, brevets ou diplômes; les études supérieures et les études universitaires par la collation d'un des grades académiques définis par une loi particulière.

Les études inachevées sont sanctionnées par des certificats d'études incomplètes.

Art. 126. — La forme des certificats, brevets et diplômes ainsi que les modalités de leur délivrance sont déterminées par voie de règlement.

Art. 127. — L'équivalence, partielle ou totale, entre les niveaux d'études sanctionnées par les certificats, brevets ou diplômes ou titres académiques obtenus à l'étranger et les niveaux d'études nationaux est définie suivant les modalités déterminées par voie de règlement, par le ou les départements ayant l'enseignement dans ses ou leurs attributions.

TITRE IX
DES INFRACTIONS ET DES SANCTIONS EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE I[er]
DES INFRACTIONS

Art. 128. — Les infractions à la présente loi et aux règlements pris en exécution de ses dispositions ainsi que tout abus constaté dans un établissement d'enseignement sont portés par les membres du corps des inspecteurs ou par toute autre personne à la connaissance des autorités compétentes.

Art. 129. — Il est interdit au personnel enseignant et administratif ainsi qu'à toute personne d'utiliser les élèves ou les étudiants à des fins de propagande contraire aux idéaux du Mouvement populaire de la révolution.

Art. 130. — Il est interdit de procéder au recrutement des élèves et étudiants par des moyens déloyaux notamment par des attaques ou dénigrement contre d'autres établissements d'enseignement.

Art. 131. — Il est interdit au personnel de l'enseignement national d'utiliser les élèves et étudiants à des fins personnelles.

Art. 132. — Nul ne peut se livrer à des actes attentatoires à la liberté de l'enseignement pour amener un chef de famille à placer son enfant dans un établissement d'enseignement ou à l'en retirer, ou pour l'amener à ne pas satisfaire à l'obligation scolaire prévue à l'article 115 de la présente loi.

Art. 133. — Nul ne peut attenter à la liberté du personnel de l'enseignement en vue d'obtenir pour lui-même ou pour son protégé un avantage scolaire ou académique.

Art. 134. — Sont particulièrement visées aux articles 132 et 133, les voies de fait, les violences, les menaces ou les pressions faisant craindre aux personnes susmentionnées de perdre leurs emplois ou de voir exposer à un dommage quelconque leur personne, leurs familles ou leurs biens.

CHAPITRE II
DES SANCTIONS EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT

Art. 135. — Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou d'autres lois et règlements particuliers, les infractions prévues aux articles ci-après sont punies des peines qui y sont portées.

Art. 136. — Est punie, conformément aux dispositions du Code pénal, toute personne qui enfreint les dispositions de l'article 61 de la présente loi.

Art. 137. — Est puni d'une servitude pénale d'un mois au maximum et d'une amende ne dépassant pas 500 Z ou d'une de ces peines seulement, en violation de l'article 116 ci-dessus, le chef de famille qui ne remplit pas l'obligation scolaire prévue par la présente loi, sauf preuve du refus justifié d'accès à ses enfants ou de l'inexistence d'un établissement d'enseignement dans un rayon de cinq kilomètres de son lieu de résidence, ou en cas d'indigence dûment constatée.

Art. 138. — Sans préjudice des dispositions du Code pénal, toute personne qui se livre à la propagande dont question à l'article 129, est punie d'une peine de servitude pénale d'un an au maximum et d'une amende ne dépassant pas 5.000 Z.

Les peines sont portées au double lorsque l'auteur de l'infraction est un membre du personnel de l'enseignement.

Art. 139. — Est punie d'une amende de 1.000 à 5.000 zaïres, toute personne qui contrevient aux dispositions de l'article 130.

Art. 140. — Toute personne qui se livre aux actes dont question à l'article 132, est punie d'une peine de servitude pénale de trois mois au maximum et d'une amende de 500 à 1.000 zaïres ou d'une de ces peines seulement.

Les peines sont portées au double lorsque l'auteur de l'infraction est un membre du personnel de l'enseignement.

Art. 141. — Toute personne qui se livre aux actes dont question à l'article 133 est punie d'une peine de servitude pénale de 6 mois au maximum et d'une amende de 1.000 à 5.000 Z ou d'une de ces peines seulement.

Les peines sont portées au double lorsque l'auteur de l'infraction est un chef de famille.

Art. 142. — Sera également puni d'une amende de 500 à 1.000 zaïres, le personnel de l'enseignement national qui aura utilisé les élèves et étudiants à des fins personnelles.

Art. 143. — Est puni d'une peine de servitude pénale de six mois au maximum et d'une amende de 5.000 à 10.000 zaïres, quiconque procède à l'ouverture d'un établissement d'enseignement en violation des dispositions de la présente loi.

TITRE X

DES DISPOSITIONS SPÉCIALES, TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 144. — Les Églises et sectes religieuses légalement reconnues peuvent être autorisées à créer et à organiser, sous le contrôle des pouvoirs publics, un établissement d'enseignement à finalité religieuse.

La demande est adressée au commissaire d'État ayant l'enseignement primaire et secondaire ou l'enseignement supérieur et universitaire dans ses attributions.

Art. 145. — Les responsables de cet enseignement doivent veiller à l'organisation d'un programme supplémentaire comprenant le cours de civisme en vue de promouvoir la conscience nationale.

Art. 146. — Le contrôle dont question à l'article 144 concerne notamment:

1. le respect de la Constitution, de la loi et des idéaux du Mouvement populaire de la révolution;

2. la sauvegarde des bonnes mœurs et de l'ordre public.

Art. 147. — Les représentations diplomatiques et consulaires accréditées au Zaïre peuvent être autorisées à organiser et gérer un enseignement conforme à celui de leurs pays respectifs.

La demande doit être adressée au commissaire d'État ayant les affaires étrangères dans ses attributions et préciser la nature et le lieu d'implantation du ou des établissements d'enseignement.

Art. 148. — L'autorisation est accordée après avis du ou des départements ayant l'enseignement dans ses ou leurs attributions. L'enseignement visé à l'article précédent ne peut aller à l'encontre de la Constitution, des lois, des bonnes mœurs et de l'ordre public.

En outre, les responsables de cet enseignement doivent veiller à l'organisation d'un programme supplémentaire obligatoire à l'intention des enfants zaïrois qui fréquenteraient leurs établissements.

Ce programme comprend des leçons de base de civisme en vue de promouvoir la conscience nationale.

Art. 149. — Dans un délai de 12 mois de sa promulgation, le Conseil exécutif est tenu de prendre toutes les mesures réglementaires prévues par la présente loi.

Art. 150. — Tout établissement privé d'enseignement qui fonctionne actuellement, agréé ou non agréé, est tenu de se conformer à la présente loi et à ses mesures d'exécution.

À l'entrée en vigueur de la présente loi, tout établissement privé dont le fonctionnement n'aura pas été conforme aux dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution sera fermé.

Art. 151. — À l'entrée en vigueur de la présente loi, aucun établissement privé d'enseignement ne pourra plus bénéficier des subsides de l'État.

Art. 152. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi qui entre en vigueur à la date de sa promulgation.

---

17 juin 1967. – ORDONNANCE 67-263*bis*. – Marins détenteurs de diplômes étrangers. – Reconnaissance. (*M.C.*, 1967, p. 504)

Art. 1er. — Le ministre des Transports et Communications est autorisé à reconnaître les diplômes, certificats, licences ou brevets délivrés par une école de navigation ou de radio-navigation étrangère.

Art. 2. — Cette reconnaissance permettra au marin congolais ou étranger, détenteur d'un de ces diplômes, certificats, licences ou brevets à exercer à bord des navires congolais la fonction correspondant à l'aptitude reconnue par un tel titre.

29 mars 1968. – ORDONNANCE 68-125. – Autorisation aux détenteurs d'un certificat, licence ou brevet étranger d'exercer la fonction correspondante. (*M.C.*, 1968, p. 714)

Art. 1er. — Le ministre des Transports et Communications peut autoriser le marin congolais ou étranger détenteur d'un certificat, licence ou brevet lui délivré par une école de navigation étrangère reconnue par le gouvernement de ce pays, à exercer à bord des navires congolais la fonction correspondante à l'aptitude reconnue par ce document.

Art. 2. — L'autorisation délivrée en exécution de l'article premier sera conforme au modèle repris en annexe de la présente ordonnance.

– Voir cette annexe au *M.C.*, p. 714.

13 juin 1968. – ORDONNANCE 68-216 fixant le régime de gestion des enseignants étrangers recrutés par le gouvernement. (*M.C.*, n°12, 15 juin 1968, p. 941)

Art. 1er. — Les enseignants étrangers recrutés par le gouvernement sont régis par un contrat particulier passé entre eux et le ministre de l'Éducation nationale. Les clauses du contrat sont fixées en conformité avec le Code du travail et la présente ordonnance.

Art. 2. — La rémunération des enseignants étrangers se compose:

a) d'une partie non transférable comportant un traitement de base et s'il y a lieu, des annales, des primes et des indemnités diverses;

b) d'une partie transférable constituée par un traitement de base des annales éventuelles, une prime d'expatriation et des indemnités à caractère social.

Art. 3. — Le barème des éléments de rémunération est fixé sur les bases suivantes:

a) part non transférable:

• le traitement de base consiste en un montant forfaitaire uniforme de soixante zaïres par mois, quelle que soit la qualification de l'enseignant;

• les allocations familiales et le complément familial sont ceux que prévoit la législation nationale en la matière;

• la prime de stabilité accordée aux enseignants mariés est fixée à vingt zaïres par mois pour l'épouse et à quinze zaïres par mois par enfant;

• les taux des annales, des primes spéciales et les indemnités diverses, sont fixés par le ministre de l'Éducation nationale en référence aux textes légaux en la matière;

b) part transférable:

• le traitement de base se diversifie selon les qualifications des enseignants: cinquante zaïres par mois pour un instituteur, septante zaïres pour un gradué, cent zaïres pour un licencié;

• la prime d'expatriation est fixée à trente zaïres, quarante zaïres et cinquante zaïres par mois selon qu'il s'agit d'un instituteur, d'un gradué ou d'un licencié;

• les indemnités pour assurances complémentaires sont fixées à quarante zaïres par mois; elles sont liquidées aux enseignants jusqu'à ce qu'une ordonnance ultérieure définisse un régime spécial d'assurances complémentaires auprès de l'Institut national de sécurité sociale;

• le taux des annales, des bonifications pour études et pratique professionnelle est fixé par le ministre de l'Éducation nationale;

• lorsque certains membres de la famille d'un professeur séjournent de façon stable au pays d'origine, le taux des allocations familiales transférables dans les limites prévues par le contrat est de quinze zaïres pour l'épouse et de douze zaïres cinquante makuta par enfant; l'octroi de ces allocations supprime le droit aux allocations en zaïres, au complément familial et à la prime de stabilité.

Le présent barème des rémunérations s'entend par référence à l'index du coût de la vie et aux taux de change du zaïre à la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance. Toute variation importante de l'index entraînant une modification du statut barémique des agents de l'État, provoquera une révision du barème de la rémunération non transférable. Toute variation importante du taux de change du zaïre entraînant une nouvelle évaluation des marchés conclus par l'État avec l'étranger, provoquera d'office une révision du barème de la rémunération transférable.

Art. 4. — Les enseignants étrangers sont affiliés à l'Institut national de sécurité sociale.

L'institut rembourse les frais pour soins de santé et accorde des indemnités journalières en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle. Il est autorisé à transférer ces montants à l'étranger si le professeur a dû être rapatrié sur prescription médicale.

Selon la législation en la matière, l'institut accorde une allocation unique en fin de carrière ou une pension à l'âge de la retraite; les montants sont transférés à l'étranger quand le bénéficiaire ne réside pas sur le territoire national.

L'institut est chargé de préparer un régime d'assurances complémentaires afin d'adapter ses interventions à l'étranger en fonction du niveau de vie des pays concernés.

Art. 5. — La gratuité des soins médicaux et des produits pharmaceutiques, entendue selon les normes en vigueur, est assurée par le ministère de la Santé publique du gouvernement central soit par l'octroi de cartes d'ayants droit, soit par le remboursement des frais exposés par déclarations de créances.

Art. 6. — Le logement des enseignants étrangers est assuré sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale.

Ce dernier devra:

a) assurer la gestion d'un contingent déterminé de logements d'État, en accord avec les services des travaux publics; le contingent est fixé à la date de la signature de la présente ordonnance selon l'occupation effective des logements par des enseignants étrangers;

b) assurer la gestion et le financement des baux de location, avec la collaboration directe des services provinciaux, pour tous les autres logements nécessaires;

c) octroyer une indemnité de logement aux enseignants non logés par lui. Les taux des indemnités et des *portances des logements*. Les taux maxima seront de un zaïre par jour pour un professeur célibataire, de deux zaïres par jour pour un professeur marié sans enfant ou avec un enfant, de 1,50 Z par jour pour les familles ayant plusieurs enfants. Les

indices de différenciation par province sont fixés par référence à l'ordonnance 67-442 du 1er octobre 1967: 100 pour Kinshasa; 89 pour la Province Orientale; 83 pour le Congo central et l'Équateur; 72 pour le Kivu et les deux Kasaï; 56 pour le Bandundu.

– Texte conforme au *M.C.*

La révision de ces taux se fera en corrélation avec chaque révision du taux des rémunérations comme prévu à l'article 3.

Art. 7. — La taxe professionnelle est calculée uniquement sur le traitement de base non transférable majoré, le cas échéant, des annales et des primes.

Art. 8. — L'organisation des voyages des enseignants étrangers selon les normes du contrat s'effectue par tractations directes entre le ministère de l'Éducation nationale et la compagnie Air-Congo.

Art. 9. — La rémunération des enseignants, tant pour la partie non transférable que pour la partie transférable, est versée aux bénéficiaires en fin de chaque mois par l'intermédiaire de la Banque nationale d'après les listings présentés par le ministère de l'Éducation nationale.

Art. 10. — Un budget spécial est créé dans le cadre de l'éducation nationale comportant pour l'année scolaire 1968-1969:

a) le montant des rémunérations non transférables arrêté à la somme de 3.360.000 zaïres dont 1.120.000 zaïres pour le budget 1968;

b) le montant des rémunérations transférables arrêté à la somme de 5.208.000 zaïres dont 1.736.000 zaïres pour le budget 1968;

c) le montant des frais de logement arrêté à la somme de 1.350.000 zaïres dont, 448.000 pour le budget;

d) le montant des frais de noyage arrêté à la somme de 1.450.000 zaïres dont 725.000 zaïres pour le budget 1968.

La Banque nationale est chargée de transférer à charge de ce budget le montant des rémunérations transférables qui figureront sur un listing spécial.

Le présent budget sera repris dans le budget des années ultérieures selon les montants qui seront réajustés en fonction des besoins de l'éducation nationale.

Art. 11. — La présente ordonnance entre en vigueur le 1er septembre 1968.

---

3 mai 1971. – ARRÊTÉ ED.NAT/CAB/0001/0007/71*bis* portant création d'un comité technique chargé d'étudier les langues nationales congolaises, d'en assurer et d'en contrôler la diffusion sur le plan pratique de l'enseignement. (*M.C.*, n°11, 1er juin 1971, p. 538)

Art. 1er. — Il est créé au sein de la 5e direction du ministère de l'Éducation nationale un comité ci-dessous dénommé «le comité technique» qui est chargé d'étudier les langues nationales; d'en assurer la diffusion et d'en contrôler la diffusion sur le plan pratique de l'enseignement.

Art. 2. — Le comité poursuit les objectifs suivants:

A. l'étude systématique des langues nationales congolaises en vue de leur usage pratique dans l'enseignement;

B. l'élaboration des programmes et d'une méthode de l'utilisation fonctionnelle des langues nationales;

C. la rédaction, la traduction et la diffusion des manuels et des documents en langues nationales;

D. la codification des œuvres littéraires orales traditionnelles et modernes et la mise sur pied d'un programme et d'une méthodologie de leur enseignement;

E. La mobilisation de tous les moyens concrets susceptibles de favoriser une diffusion efficace et généralisée des langues nationales.

Art. 3. — Le comité comprend outre le directeur chef de services pédagogiques qui est président du comité, des membres spécialisés en matière des langues et de la psychopédagogie.

Il comprend aussi des praticiens dans le domaine des langues congolaises.

Art. 4. — Le comité se réunit sur convocation de son président aussi souvent qu'il est nécessaire.

Art. 5. — Le comité établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du ministre de l'Éducation.

Art. 6. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

---

13 août 1984. – CHARTE du Bureau africain des sciences de l'éducation. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 10)

Création et existence juridique

Art. 1er. — 1. Il est créé un organisme interafricain dénommé Bureau africain des sciences de l'éducation, en abrégé B.A.S.E. constitué d'un réseau de centres, instituts et facultés dont la vocation est la formation et la recherche sur l'éducation, la science et la technologie.

1.2. Le B.A.S.E. est une association publique à caractère scientifique et culturel de compétence internationale dont le siège est situé dans un pays membre de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

1.3. Il jouit, dans tous les États qui auront adhéré conformément à l'article 10 de ladite charte, de la personnalité civile et juridique, ainsi que des privilèges et immunités nécessaires pour atteindre les buts qui lui sont assignés.

But, fonction et objectifs

Art. 2. — Le B.A.S.E. se propose essentiellement:

1) de favoriser et d'encourager la recherche scientifique dans les domaines de l'éducation en rapport avec la science et la technologie en vue du développement du continent africain;

2) de stimuler et d'harmoniser les programmes des centres affiliés à son réseau de manière à renforcer en Afrique, l'indépendance et l'interdépendance des États dans la recherche des solutions aux problèmes communs de développement;

3) d'organiser les communications orales et écrites afin de rendre compte aux États, gouvernements, chercheurs et praticiens en sciences et éducation des expériences réalisées et des résultats acquis.

Art. 3. — Les objectifs principaux poursuivis par le B.A.S.E. sont:

a) étudier les questions et les problèmes portant sur l'éducation, la science et la technologie ou ayant des incidences sur celles-ci;

b) diffuser les résultats des études relatives à l'éducation et à la science et aider sur demande à en appliquer les conclusions;

c) favoriser sur le plan africain et international les recherches scientifiques dans le domaine des sciences de l'éducation.

Art. 4. — Le B.A.S.E. assure notamment, à travers l'action de son siège central, les fonctions suivantes:

a) mener, coordonner, initier et encourager les recherches en sciences de l'éducation au sein des différents centres affiliés à son programme;

b) poursuivre des recherches comparées sur les sciences de l'éducation en Afrique et à l'étranger notamment en collaboration avec d'autres organismes similaires;

c) offrir des services techniques aux centres membres de son réseau et aux gouvernements appuyant son programme;

d) créer des instruments de recherche, d'information et de documentation sur l'éducation en rapport avec les sciences et technologie en vue du développement du continent;

e) assurer la formation des chercheurs sur les sciences de l'éducation.

Art. 5. — *Les organes*

Les principaux organes du Bureau africain des sciences de l'éducation sont les suivants:

a) le comité de patronage;

b) le conseil scientifique et pédagogique;

c) le comité exécutif et;

d) le secrétariat (siège central).

Art. 6. — *Le comité de patronage*

1. Composition:

Le comité de patronage est composé de tous les ministres de l'Éducation des pays signataires de la présente charte.

2. Fonction du comité de patronage (C.P.):

Le comité de patronage a pour rôle de conseiller le comité exécutif et de fixer à l'intention du conseil scientifique et pédagogique les grandes orientations politiques du B.A.S.E. formulées en termes de recommandations.

3. Sessions:

• le comité de patronage se réunit tous les 5 ans;

• il fixe la date et le lieu de la session suivante;

• à chaque session; au cours de la première réunion plénière, il élit les membres de son bureau, à savoir: le président, les 3 vice-présidents et le rapporteur général.

Art. 7. — *Le conseil scientifique et pédagogique (C.S.P.)*

1. Composition:

Le conseil scientifique et pédagogique est composé:

a) des représentants des gouvernements des États membres du B.A.S.E.;

b) des membres africains de l'Association mondiale des sciences de l'éducation;

c) de deux membres par centre affilié au réseau B.A.S.E.; ainsi que

d) des observateurs agréés par le directeur général.

2. Fonction du C.S.P.:

• convoqué en conférence internationale sur l'éducation en Afrique, le conseil scientifique et pédagogique est l'instance qui fixe les grandes orientations scientifiques du programme du B.A.S.E.;

• il délibère sur la politique générale du programme et éventuellement sur le projet du budget;

• il stimule le développement des recherches en éducation, sciences et technologie dans l'ensemble du continent africain et favorise l'épanouissement de la conception africaine des sciences et de l'éducation;

• il nomme les membres du comité exécutif;

• il nomme, sur proposition du comité exécutif, le directeur général du B.A.S.E.

3. Sessions:

• le conseil scientifique et pédagogique se réunit une fois tous les quatre ans sur convocation de son président;

• à chaque session, le conseil scientifique et pédagogique élit un président, deux vice-présidents et un rapporteur général; et

• il fixe la date et le lieu de la session suivante.

Art. 8. — *Le comité exécutif*

1. Composition:

• le comité exécutif est composé des membres nommés par le conseil scientifique et pédagogique représentant pour les deux tiers les représentants des institutions scientifiques à caractère régional;

• chacun d'eux représente le gouvernement ou l'institution dont il est le délégué;

• le directeur général du B.A.S.E. est membre du comité exécutif sans pouvoir délibératif. Il remplit les fonctions de secrétaire général.

2. Mandat:

Les membres du comité exécutif ont un mandat de quatre ans renouvelable. Ils sont rééligibles.

3. Fonctions du comité exécutif:

Le comité exécutif:

• définit la politique et les objectifs du programme;

• prépare l'ordre du jour de la session du C.S.P.;

• approuve le projet du budget correspondant au programme proposé par le directeur général;

• statue sur les adhésions sollicitées pendant les intersessions du C.S.P.;

• autorise les acquisitions et aliénations immobilières;

• accepte les libéralités faites au B.A.S.E.;

• propose la candidature du directeur général au C.S.P.;

• adopte le statut et le règlement d'ordre intérieur du personnel de secrétariat;

• adopte son règlement intérieur et prépare le projet de règlement intérieur du C.S.P.;

• s'acquitte des autres fonctions du comité exécutif définies dans la présente charte.

4. Le présidium du comité exécutif:

a) le présidium est composé de:

• un président;

• trois vice-présidents;

• un secrétaire général;

b) le président du comité exécutif est élu par les membres du comité exécutif. Il prend immédiatement ses fonctions et continue à les exercer jusqu'à ce que son successeur soit élu. Il convoque les sessions du comité exécutif. Il veille à l'exécution correcte du programme, prend toute mesure opportune pouvant faire aboutir ce programme. Il présente au C.S.P. un rapport sur les activités du B.A.S.E..

Il négocie par l'entremise du directeur général avec le pays - hôte la signature d'un accord de siège définissant les avantages, les privilèges et facilités dont le B.A.S.E. peut bénéficier pour le meilleur accomplissement de la mission. Il autorise les dépenses extra budgétaires;

c) les vice-présidents assistent le président dans toutes ses fonctions et assument les devoirs et responsabilités du président en cas d'incapacité de celui-ci.

3. Sessions:

Le comité exécutif se réunit une fois chaque année en session ordinaire; il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du président ou à la demande des 2/3 des membres.

Art. 9. — *Le secrétariat (siège central)*

1. Composition:

Le secrétariat se compose d'un directeur général, du personnel de cadre supérieur et organique, d'exécution et de service.

Le directeur général est nommé par le C.S.P. sur proposition du comité exécutif pour une période de quatre ans renouvelables. Il est l'administrateur principal du B.A.S.E.

2. Fonctions du directeur général:

Sous réserve d'autres dispositions de la présente charte, les fonctions du directeur général sont les suivantes:

a) nommer le personnel du secrétariat dans le respect de représentation géographique du continent;

b) assurer l'exécution et le respect des décisions du comité exécutif;

c) élaborer le programme et le projet du budget et en assurer la responsabilité;

d) présenter au comité exécutif des rapports annuels sur les activités du B.A.S.E.;

e) représenter le président du comité exécutif dans les manifestations officielles, scientifiques et culturelles;

f) agir en justice tant en demandant qu'en défendant au nom du B.A.S.E., avec pouvoir de substitution;

g) membre du comité exécutif sans pouvoir délibératif dont il remplit les fonctions de secrétaire général. Il est assisté d'un directeur général adjoint et des directeurs.

Art. 10. — *Membres du réseau B.A.S.E.*

1. Membres:

a) toutes les institutions et tous les centres de recherche et de formation en éducation, science et technologie des États membres de l'O.U.A. peuvent devenir membres titulaires du réseau B.A.S.E.;

b) Les institutions autres que celles mentionnées qui manifestent un intérêt constant aux problèmes de recherche sur l'Afrique peuvent être admises, par le directeur général au nom du comité exécutif, comme membres associés.

2. Admissions:

• toute demande d'admission comme membre titulaire ou associé est présentée au directeur général au moins 3 mois avant la réunion du comité exécutif;

• le directeur général peut admettre à titre provisoire un membre pendant la période s'étendant entre deux sessions du C.S.P.

Art. 11. — *Perte de la qualité de membre*

1. La qualité de membre du C.S.P. se perd:

a) par démission écrite adressée par l'entremise du président du comité exécutif au président du C.S.P.;

b) par décision du C.S.P. sur proposition du comité exécutif.

2. Les membres du comité exécutif perdent leur qualité s'ils ont perdu la confiance de ceux qu'ils représentent; le président du comité exécutif en informe officiellement tous les autres membres.

3. Cessation de la qualité de membre du réseau:

a) les institutions ou centres qui participent d'une façon jugée insuffisante au développement du programme du B.A.S.E., après avis du comité exécutif, perdent la qualité de membres;

b) tout membre du B.A.S.E. peut se retirer des activités du programme, notification sera adressée par l'entremise du directeur général au président du comité exécutif.

Art. 12. — *Procédures*

1. Quorum

• le quorum pour chaque réunion du C.S.P. est constitué par la moitié du nombre total des représentants;

• 5 membres plus le président du comité exécutif constitueront le quorum des réunions du comité exécutif.

2. Recommandations, résolutions et décisions:

a) les recommandations du comité de patronage et les résolutions du conseil scientifique et pédagogique sont prises à l'unanimité des membres présents;

b) les décisions du comité exécutif sont prises à la majorité simple des présents et des votants et ont force obligatoire.

3. Convocation:

a) conseil scientifique et pédagogique:

• le président du C.S.P. convoque et avise les membres de chaque session du C.S.P. au moins trois mois à l'avance du thème de la conférence internationale sur l'éducation en Afrique et de son ordre du jour provisoire;

b) comité exécutif:

• par l'entremise du directeur général, le président du comité exécutif convoque et avise les membres de chaque session du comité exécutif au moins six semaines à l'avance;

• la convocation d'une session extraordinaire est faite au moins quatre semaines à l'avance.

Art. 13. — *Ressources*

Pour l'accomplissement de la mission le B.A.S.E. bénéficie:

• des crédits affectés par les membres titulaires et associés;

• des subventions annuelles des États africains;

• des contributions d'autres États et des organisations nationales et internationales;

• des dons et legs; ainsi que

• des revenus provenant d'activités et de ressources diverses.

Art. 14. — *Amendements et dissolutions*

1. Amendements:

• toute proposition de modification de la présente charte doit être reçue par le directeur général au moins six mois avant la session du C.S.P.;

• le directeur général en informe le président du comité exécutif qui le communique aux membres du C.S.P. en même temps que l'ordre du jour préliminaire de la session;

• le C.S.P. adopte les amendements à la présente charte à la suite d'un vote à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le comité de patronage en est informé.

2. Dissolution:

a) le C.S.P. est la seule instance qui peut se prononcer sur la dissolution du B.A.S.E. après consultation du comité de patronage et avis du comité exécutif;

b) une session du C.S.P. convoquée pour décider de la dissolution du B.A.S.E. doit être composée des deux tiers au moins des membres en exercice;

c) la décision de dissolution doit être votée par les deux tiers des membres présents ou représentés.

Art. 15. — *Interprétation*

Toute question et tout différend relatifs à l'interprétation de la présente charte seront soumis pour règlement auprès du C.S.P. ou à l'arbitre d'un tribunal international, selon ce que décidera le comité exécutif conformément à son règlement d'ordre intérieur.

Art. 16. — *Entrée en vigueur*

• la présente charte est soumise à la ratification auprès des États africains;

• les nouveaux instruments d'acceptation seront déposés auprès de directeur qui en informera les différents États membres.

Art. 17. — *Dispositions transitoires*

Nonobstant les dispositions de la présente charte, le président et tous les membres du comité exécutif actuellement en exercice ainsi que le directeur général conservent leurs fonctions jusqu'à l'expiration du mandat pour lequel ils ont été élus.

Cette charte adoptée à Cotonou en septembre 1980 est révisée à Lagos ce jour au cours de la session du comité exécutif convoquée en session extraordinaire.

---

2 août 1993. – ORDONNANCE 93-107 portant restructuration et organisation de la Commission nationale zaïroise pour l'Unesco. (*J.O.Z.,* n°17, 1er septembre 1993, p. 7)

TITRE Ier

DE LA CRÉATION, DE LA DÉNOMINATION ET DE LA MISSION

Art. 1er. — Il est créé une commission interministérielle dénommée «Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO», en abrégé «C.N.Z.U.».

Art. 2. — La Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO est placée sous la tutelle du ministère ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

Art. 3. — La Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO est chargée notamment:

• de promouvoir dans la République du Zaïre les idées de compréhension mutuelle entre les peuples;

• de susciter les initiatives des institutions nationales pour la réalisation des buts, des programmes et de l'action de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);

• d'entreprendre des activités propres en rapport avec ces buts et programmes;

• de développer la coopération régionale et sous-régionale dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'information notamment en participant avec les autres commissions nationales à des études conjointes portant sur les questions intéressant l'UNESCO;

• de participer à la planification et à l'exécution des activités que l'UNESCO mène au Zaïre avec la collaboration des autres agences du système des Nations unies.

TITRE II

DES ORGANES

Art. 4. — Les organes de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO sont:

1°) l'assemblée générale;

2°) le secrétariat permanent;

3°) les comités spécialisés;

4°) les comités régionaux.

Section 1re
De l'assemblée générale

Art. 5. — L'assemblée générale est l'organe chargé d'orienter les activités et le fonctionnement de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Elle est composée:

a) des ministres ayant dans leurs attributions les domaines ci-après:

• l'enseignement primaire, secondaire et professionnel;

• l'enseignement supérieur et universitaire;

• la communication;

• l'alphabétisation et l'éducation des adultes;

• la recherche scientifique;

• l'environnement et la conservation de la nature;

• la culture et les arts;

• la jeunesse;

• les sports et les loisirs;

• la femme et la famille;

• le plan;

• les relations extérieures;

• la coopération internationale;

• le budget;

• les finances;

b) du secrétaire permanent de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO;

c) d'un représentant de la présidence de la République;

d) d'un représentant du cabinet du Premier ministre;

e) des représentants des universités et autres organisations gouvernementales et non gouvernementales s'occupant des activités en rapport avec les domaines de compétences de l'UNESCO;

f) de dix personnalités scientifiques et culturelles choisies pour leur contribution dans les domaines de compétence de l'UNESCO;

g) du délégué du Zaïre au conseil exécutif de l'UNESCO;

h) du délégué permanent du Zaïre auprès de l'UNESCO ou son adjoint;

i) des présidents des comités spécialisés et régionaux de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO;

j) du secrétaire général de la Fédération zaïroise des clubs et centres UNESCO;

k) du représentant du système des écoles associées.

L'assemblée générale peut inviter, en qualité d'expert, toute personne susceptible d'apporter une contribution substantielle aux questions soumises à son examen.

Art. 6. — L'assemblée générale comprend en son sein un bureau composé d'un président, de vice-présidents et d'un secrétaire-rapporteur général.

La présidence est assumée par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

Les vice-présidents sont choisis parmi les ministres du gouvernement ayant dans leurs attributions d'autres domaines clés de l'UNESCO dont:

1°) l'enseignement supérieur, universitaire et la recherche scientifique;

2°) l'environnement et la conversation de la nature;

3°) la culture et les arts;

4°) la coopération internationale;

5°) les affaires sociales et la famille;

6°) la communication.

Le secrétaire permanent est d'office secrétaire-rapporteur général.

Art. 7. — Les membres de l'assemblée générale, autres que le secrétaire permanent, sont nommés par le président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Les membres représentant les ministères ainsi que les autres institutions et organisations sont nommés pour la durée de leurs fonctions; tandis que ceux nommés à titre personnel le sont pour un mandat de cinq ans renouvelable.

Art. 8. — L'assemblée générale a notamment les attributions suivantes:

a) remplir un rôle consultatif auprès du gouvernement sur le programme et les activités de l'UNESCO dans la République du Zaïre;

b) établir une liaison efficace tant avec l'UNESCO qu'avec les commissions de coopération des États membres de l'UNESCO;

c) susciter la participation aux activités de l'UNESCO des personnalités qui s'intéressent aux problèmes de l'éducation, de la recherche scientifique, de la culture, de la communication et de l'environnement;

d) faire connaître à l'opinion publique, par les moyens appropriés, les buts, les travaux et les réalisations de l'UNESCO;

e) remplir toutes les tâches que lui confie le gouvernement dans les domaines de compétences de l'UNESCO;

f) faire des recommandations que le gouvernement peut transmettre à l'UNESCO sur tous les problèmes relatifs à ses activités;

g) se prononcer sur toutes les questions lui soumises par le secrétariat permanent;

h) édicter les directives pour le fonctionnement harmonieux du secrétariat permanent et des autres organes de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Art. 9. — L'assemblée générale se tient au moins une fois par an sur convocation de son président ou des 2/3 de ses membres. Le quorum est constitué par la majorité absolue des membres. S'il n'est pas atteint, l'assemblée générale est de nouveau convoquée. Dans ce cas, la réunion se tient avec les membres présents.

Section 2

Du secrétariat permanent

Art. 10. — La Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO comprend en son sein un secrétariat permanent auquel, dans l'intervalle de ses sessions, l'assemblée générale délègue ses pouvoirs en vue de prendre toutes les dispositions pour assurer la bonne marche et le suivi des travaux de la Commission nationale.

À ce titre, le secrétariat permanent statue sur toutes les questions ayant un caractère d'urgence, gère le budget de la Commission nationale, édite des travaux, publie un bulletin national, prépare les travaux de l'assemblée générale ainsi que la participation des institutions et personnalités nationales aux assises organisées par l'UNESCO et représente la Commission nationale à toutes les assises où elle est conviée.

Il établit, après chaque session de la conférence générale de l'UNESCO, un rapport à l'intention des membres de l'assemblée générale.

Art. 11. — La structure du secrétariat permanent de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO est reprise en annexe de la présente ordonnance.

Art. 12. — Le secrétariat permanent dispose également d'une cellule technique au sein de la délégation permanente du Zaïre auprès de l'UNESCO. Son organisation et son fonctionnement sont fixés par le président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Art. 13. — Le secrétariat permanent de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO est dirigé par un secrétaire permanent choisi parmi les hauts fonctionnaires des services publics de l'État ayant une expérience suffisante dans les activités de l'UNESCO. Celui-ci est nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions, par le président de la République, sur proposition du président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Le secrétaire permanent de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO a le grade de secrétaire général de l'administration publique.

Art. 14. — Les autres membres du secrétariat permanent, nommés par le président de la Commission nationale pour l'UNESCO, sont:

a) les fonctionnaires délégués par les ministères ayant dans leurs attributions les domaines clés de l'UNESCO en fonction de leurs spécialités et expériences dans ce domaine;

b) les cadres techniques et agents mis à la disposition du secrétariat permanent par le président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Ils sont affectés dans leurs fonctions respectives par le secrétaire permanent compte tenu de leur profil.

Art. 15. — Les fonctionnaires et agents du secrétariat permanent sont régis par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Section 3

Des Comités spécialisés

Art. 16. — La Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO comprend également en son sein des comités spécialisés chargés notamment de la conception, de l'aide, de l'application et de l'évaluation des questions spécifiques soumises à leur examen. Il s'agit de:

1°) Comité spécialisé de l'éducation;

2°) Comité spécialisé des sciences exactes et naturelles;

3°) Comité spécialisé de la culture;

4°) Comité spécialisé des sciences de la communication;

5°) Comité spécialisé des sciences sociales et humaines.

Art. 17. — Les membres des comités spécialisés, dont le nombre ne pourra excéder vingt par comité, sont proposés à l'assemblée générale soit à titre personnel, par le secrétaire permanent, soit par les ministères et Institutions intéressés par ce domaine. Ils sont nommés par le président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Les membres représentant les ministères et les institutions sont nommés pour la durée de leur fonction, tandis que ceux nommés à titre personnel, sur proposition du secrétaire permanent, le sont pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Chaque comité spécialisé désigne son président.

Art. 18. — Les comités spécialisés sont convoqués chaque fois que cela est nécessaire, soit par le secrétaire permanent, soit par leur président.

Section 4

Des comités régionaux

Art. 19. — Au niveau de chaque région, la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO dispose d'un comité régional pour réaliser les buts et les idéaux de l'UNESCO à cet échelon.

Les comités régionaux se composent au maximum de vingt membres choisis parmi les personnalités régionales intéressées par les activités de l'UNESCO.

Ils sont nommés par le président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO, après consultation des institutions locales intéressées, pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Chaque comité régional désigne son président.

Art. 20. — Les comités régionaux sont convoqués chaque fois que cela est nécessaire par leur président. Ils peuvent aussi être convoqués par le secrétaire permanent.

TITRE III

DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 21. — Les ressources financières de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO sont constituées par:

• la dotation de l'État sous forme de budget annexe;

• les recettes provenant des activités d'autofinancement telles que vente de brochures, spectacles, etc.;

• les dons et legs.

Art. 22. — Les membres de l'assemblée générale, des comités spécialisés et des comités régionaux ont droit à un jeton de présence dont le montant est fixé par le président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

Art. 23. — Les fonctionnaires du secrétariat permanent bénéficient, en sus des primes prévues par le statut des agents de carrière des services publics de l'État, d'une prime spéciale de fonction appelée «prime UNESCO» dont le montant est fixé par le président de la Commission nationale zaïroise pour l'UNESCO.

TITRE IV

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 24. — Les dispositions de l'ordonnance 67-249 du 5 juin 1967 portant création et organisation de la Commission nationale pour l'UNESCO sont abrogées.

Art. 25. — Les ministres ayant dans leur compétence les domaines de l'UNESCO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Bourses et prêts d'études

Ord. 77-018 du 22 février 1977 — Bourses d'études et de perfectionnement. – Octroi 82
Arr. dép. ESRS/BCE/020/78 du 23 mars 1978 — Candidats boursiers à l'étranger. – Sélection 83
Ord. 81-159 du 7 octobre 1981 — Bourses d'études et de perfectionnement. – Octroi et remboursement 83
Arr. dép. E.S.U./CABCE/0111/82 du 6 octobre 1982 — Bourses d'études et de perfectionnement. – Remboursement et recouvrement 84

22 février 1977. – ORDONNANCE 77-018 portant réglementation relative à l'octroi des bourses et prêts d'études et de perfectionnement. (*J.O.Z.*, n° 7, 1er avril 1977, p. 202)

Section Ire

Champ d'application

Art. 1er. — La présente réglementation s'applique:

1° aux étudiants zaïrois porteurs d'un diplôme d'État ou d'un diplôme reconnu équivalent par le département de l'Éducation nationale et qui suivent régulièrement un enseignement à temps plein dans les centres préuniversités instituts supérieurs ou les campus de l'Université nationale du Zaïre;

2° aux étudiants zaïrois porteurs d'un diplôme de l'Université nationale du Zaïre ou d'un diplôme reconnu équivalent par le département de l'Éducation nationale, qui se consacrent à temps plein à un travail de recherche scientifique sous le contrôle du conseil exécutif.

Art. 2. — La présente réglementation peut également être appliquée avec l'accord du commissaire d'État à l'Éducation nationale à certains étudiants africains non zaïrois dont les parents résident au Zaïre sous le statut de réfugié tel que défini par les conventions de Genève et l'O.U.A.

Art. 3. — Sont exclus du bénéfice des avantages prévus par la présente réglementation:

1° les étudiants dont les parents, travaillent dans le secteur public ou privé, disposent de revenus équivalents ou supérieurs à la rémunération d'un directeur général de l'administration publique;

2° les étudiants dont l'un des parents exerce l'une des professions libérales citées ci-après:

a) médecin;

b) pharmacien;

c) avocat, à l'exception des avocats stagiaires;

d) notaire;

e) commerçant possédant un capital social égal ou supérieur à cinquante mille zaïres.

Section II

Intervention du Trésor Public

Art. 4. — L'intervention du Trésor public peut être de trois ordres:

1° bourses et prêts d'études;

2° bourses et prêts de perfectionnement;

3° allocations de voyage.

Art. 5. — Le montant de l'intervention du Trésor public dans chaque cas visé à l'article 4 ci-dessus est déterminé, dans les limites budgétaires par un arrêté interdépartemental pris, par les commissaire d'État à l'Éducation nationale et aux finances.

Art. 6. — Les bourses et prêts d'études ou de perfectionnement tels que prévus à l'article 4, 1° et 2° ci-dessus sont alloués selon les modalités fixées par l'Université nationale du Zaïre.

Section III

Remboursement

Art. 7. — L'intervention du Trésor public telle que spécifiée à l'article 4, 1° et 2, de la présente ordonnance comprend, dans chaque cas, un prêt égal au tiers du montant global.

Art. 8. — Le remboursement du prêt commence à partir de la 3e année civile qui suit la dernière année d'études ou de perfectionnement pendant laquelle l'intervention du Trésor a été accordée.

Une prorogation de délai, ne dépassant pas cinq ans, peut être accordée par le commissaire d'État à l'Éducation nationale.

Art. 9. — Le remboursement du prêt est suspendu:

1) si le bénéficiaire est sans emploi;

2) s'il a été condamné à une peine privative de liberté, et ce pendant toute la durée de celle-ci;

3) en cas d'invalidité du bénéficiaire dûment constatée par les attestations médicales. Toutefois, en cas d'invalidité définitive du bénéficiaire, la créance de l'État est éteinte.

Art. 10. — La créance de l'État est éteinte par le décès du bénéficiaire du prêt.

Art. 11. — Est exempt de tout remboursement de prêt, l'étudiant qui, après ses études ou son perfectionnement, se met au service de l'administration publique, de l'Université nationale du Zaïre ou de l'Institut de recherche scientifique pendant une période de deux ans au moins.

Section IV

Dispositions spéciales et finales.

Art. 12. — Le commissaire d'État à l'Éducation nationale précise par voie d'arrêté toutes les autres conditions relatives à l'octroi de bourses et prêts d'études et de perfectionnement et au recouvrement desdits prêts.

Le commissaire d'État détermine en outre les cas dans lesquels des étudiants ou des membres du corps académique de l'Université nationale du Zaïre peuvent poursuivre des études ou un perfectionne-

ment en dehors de la République du Zaïre soit à charge du Trésor public zaïrois, soit à charge d'un État ou organisme étranger, soit à charge d'un organisme international.

Art. 13. — Sont abrogées l'ordonnance 69-209 du 14 octobre 1969 portant réglementation relative à l'octroi de bourses et prêts d'études et de perfectionnement ainsi que toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 14. — Le commissaire d'État à l'Éducation nationale est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

23 mars 1978. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL ESRS/BCE/020/78 portant création et composition de la commission consultative interdépartementale de sélection des candidats boursiers à l'étranger. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1978, p. 28)

Art. 1er. — Il est créé au sein du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique une commission consultative interdépartementale de sélection chargée de procéder à l'examen des candidatures aux bourses à l'étranger en fonction des conditions exigées par le conseil exécutif.

Art. 2. — La commission de sélection est composée des représentants des départements suivants:

• un représentant du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique: président;

• un représentant du bureau du *président-fondateur*;

– Il convient de lire *président de la République.*

• un représentant du département des Affaires étrangères et de la Coopération internationale;

• un représentant de l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 3. — Le dépôt et la préparation des dossiers relatifs aux bourses d'études à l'étranger sont assurés par le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui convoque en temps utile la commission de sélection.

Art. 4. — Le directeur général du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé d'exécuter le présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

7 octobre 1981. – ORDONNANCE 81-159 portant modalités d'octroi et de remboursement des bourses d'études et perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 41)

TITRE Ier

DE LA NATURE JURIDIQUE, DU MONTANT ET DES CONDITIONS D'OCTROI DES BOURSES

CHAPITRE Ier

DE LA NATURE JURIDIQUE

Art. 1er. — La bourse est un prêt sujet à remboursement en vertu des dispositions du titre II de la présente ordonnance.

De ce fait, la bourse d'études est octroyée sur demande expresse suivant un formulaire *ad hoc* déterminé par le Conseil exécutif ou autre donateur. Une copie de cette demande est transmise par le chef d'établissement à l'organisme chargé de gérer les bourses d'études.

Art. 2. — Les bourses d'études peuvent être octroyées par le Conseil exécutif, par un pays ami, par un organisme international ou par des donateurs nationaux.

Art. 3. — Le prêt est dit «bourse d'études» et «bourse de perfectionnement» selon que le bénéficiaire l'obtient pour poursuivre des études supérieures, universitaires et post-universitaires ou en vue de parfaire et d'améliorer le niveau des connaissances acquises pour l'exercice d'une fonction.

CHAPITRE II

DU MONTANT DE BOURSE

Art. 4. — La bourse est traduite sous forme d'allocation mensuelle en espèces ou en nature accordée par le Conseil exécutif, par un pays ami ou par un organisme international ou par des donateurs nationaux, eu égard aux disciplines qui concourent le plus au développement du pays.

Art. 5. — Le montant de la bourse est fixé par le Conseil exécutif ou par tout autre donateur.

Art. 6. — Les étudiants d'années terminales, se trouvant dans l'obligation de présenter un mémoire de fin d'études peuvent bénéficier à leur demande d'un supplément dont le montant est fixé par le Conseil exécutif.

CHAPITRE III

DES CONDITIONS GÉNÉRALES D'OCTROI

Art. 7. — Le Conseil exécutif peut subordonner l'octroi de la bourse à la condition que le revenu des bénéficiaires et des parents ou tuteurs ne dépasse pas le montant qu'il détermine.

Art. 8. — L'octroi des bourses est subordonné à une bonne moralité, au *militantisme*, à *l'attachement aux idéaux du parti* dans le chef du candidat boursier et à une bonne santé mentale et physique.

– Le militantisme et l'attachement aux idéaux du parti étaient des conditions liées à l'existence du Mouvement populaire de la révolution, parti État. Celui-ci n'existe plus depuis 1990.

Art. 9. — Les étudiants qui accomplissent au Zaïre leurs études post-universitaires peuvent bénéficier, à leur demande, annuellement d'un titre de voyager aller/retour leur permettant de parfaire leurs recherches. Ces titres sont accordés par le Conseil exécutif.

Art. 10. — Les étudiants qui accomplissent à l'étranger des études post-universitaires peuvent à leur demande, bénéficier d'un titre de voyage tous les deux ans qui leur permette de poursuivre, s'il y a lieu, les recherches au Zaïre.

TITRE II

DU REMBOURSEMENT

Art. 11. — Le remboursement des bourses est exigé de tout Zaïrois boursier ayant étudié au Zaïre ou à l'étranger. Il commence à partir

de la troisième année civile qui suit la cessation des études, des stages de perfectionnement ou de toute autre formation.

Art. 12. — Le remboursement s'effectue en un nombre d'années égal à celui des années pendant lesquelles le Conseil exécutif, le pays ami ou l'organisme international sont intervenus.

Art. 13. — Toutefois, des délais de grâce pour le remboursement peuvent être accordés dans certains cas particuliers dûment justifiés et acceptés par le Conseil exécutif.

Art. 14. — Les suppléments prévus aux articles 3, 6, 9 et 10 sont également remboursables.

Art. 15. — Le montant de bourse et de supplément à rembourser est fixé au taux actualisé, déterminé par le Conseil exécutif.

TITRE III
DU RECOUVREMENT ET DE L'EXTINCTION

Art. 16. — Le recouvrement des prêts contractés par le boursier s'effectue par le biais d'un organisme désigné à cette fin par le Conseil exécutif.

Art. 17. — La dette résultant des prêts à titre de bourse est soumise à un régime juridique dérogatoire aux règles régissant la dette civile. Elle est personnelle et s'éteint, en tout état de cause, au décès du bénéficiaire.

TITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

Art. 18. — Le Conseil exécutif prend toutes mesures nécessitées par les circonstances, dans tous les cas non expressément prévus par la présente ordonnance.

Art. 19. — Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 20. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

6 octobre 1982. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL E.S.U./CABCE/0111/82 portant règlement de l'octroi du remboursement et du recouvrement des bourses d'études et de perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1983, p. 48)

CHAPITRE Ier
DE L'OCTROI

Art. 1er. — La bourse est un prêt consenti sur demande expresse de l'étudiant suivant un formulaire *ad hoc* annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Outre les conditions générales d'octroi prévues au chapitre III de l'ordonnance 81-159, du 7 octobre 1981, nul ne peut prétendre au bénéfice d'une bourse d'études s'il n'est régulièrement inscrit à l'université ou à l'institut supérieur.

Art. 3. — Sans préjudice des dispositions de l'article 2, pour bénéficier d'une bourse d'études:

• l'étudiant inscrit en préparatoire ou en 1re année de graduat doit avoir obtenu le diplôme d'État avec 60 % des points au moins;

• l'étudiant de deuxième année ou des années supérieures doit avoir réussi les épreuves de fin de première année de graduat ou de l'année d'études précédente avec 60 % des points au moins.

Art. 4. — La demande de bourse est déposée auprès du chef d'établissement où l'étudiant est inscrit ou du chef de l'organisme où travaille le candidat, qui la transmet au commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et universitaire.

Art. 5. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et universitaire fait examiner les demandes de bourses par une commission *ad hoc* dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par voie d'arrêté.

Art. 6. — Une fois la bourse accordée, le bénéficiaire s'engage par écrit à la rembourser suivant le formulaire annexé au présent arrêté.

Art. 7. — Les suppléments et les titres de voyage, prévus aux articles 6, 9 et 10 de l'ordonnance 81-159, du 7 octobre 1981, sont des prêts remboursables accordés sur demande expresse.

CHAPITRE II
DU REMBOURSEMENT ET DU RECOUVREMENT

Art. 8. — Le remboursement s'effectue au taux actualisé, par tranches mensuelles en nombre d'années égal à celui des années pendant lesquelles le conseil exécutif, le pays ami ou l'organisme international sont intervenus.

À chaque année de remboursement, le taux actualisé est égal à celui de la bourse en cours en République du Zaïre.

Art. 9. — La Fondation universitaire du Zaïre assure le recouvrement des prêts contractés avec le concours des employeurs, qui versent les fonds recueillis dans un compte ouvert à cet effet à la Banque du Zaïre.

Art. 10. — La gestion des fonds récupérés est confiée à la Fondation universitaire du Zaïre, qui agit sous le contrôle du département de l'Enseignement supérieur et universitaire et suivant la répartition qu'il détermine chaque année.

Art. 11. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Enseignement primaire, secondaire et professionnel

O.-L. 67-250 du 5 juin 1967 — Enseignement secondaire. – Cycles supérieurs 85
Arr. dép. EPS/BCE/001/0031/78 du 30 mars 1978 — Pièces scolaires. – Délivrance 86
Arr. dép. EPS/EDN/BCE/0001/0040/78 du 27 avril 1978 — Ministère de l'Enseignement. – Collège des conseillers. 86
Ord. 79-021 du 7 février 1979 — Conseil national de l'Éducation. 86
Arrêté dép. DEPS/BCE/0010198/1979 du 5 juin 1979 — Inspection de l'enseignement primaire et secondaire. – Cellule régionale 88
Arr. dép. DEPS/CCE/001/012/82 du 30 janvier 1982 — Réforme de l'enseignement primaire et secondaire. – Secrétariat permanent 89
Arr. dép. DEPS/CCE/001/047/82 du 9 mars 1982 — Enseignement maternel, primaire et secondaire. – Conseil de gestion 89
Ord. 88-092 du 7 juillet 1988 — Examen d'État. – Institution et organisation 90
Ord. 91-231 du 15 août 1991 — Corps des inspecteurs. – Règlement d'administration 94
A.M. EDN/CAB.MIN/004/97 du 13 août 1997 — Examen d'État. – Gestion des fonds 99

5 juin 1967. – ORDONNANCE-LOI 67-250 portant organisation des cycles supérieurs de l'enseignement secondaire. (*M.C.*, n°8, 15 avril 1968, p. 785)

Art. 1er. — Les cycles supérieurs de l'enseignement secondaire faisant immédiatement suite au cycle d'orientation sont:

• d'une part le cycle court;

• d'autre part le cycle long.

Le cycle court est à finalité professionnelle et comprend différentes sections professionnelles. Il s'étend sur deux ou trois années.

Le cycle long donne une formation générale et comprend différentes sections d'humanité.

Art. 2. — Nul n'est admis à entreprendre des études au sein d'un des cycles supérieurs de l'enseignement secondaire s'il n'est porteur d'un brevet d'orientation.

Section Ire

Cycle court

Art. 3. — Les disciplines communes à toutes les sections du cycle court ainsi que le nombre minimum d'heures qui doivent être consacrées hebdomadairement à chacune de ces disciplines sont fixées globalement pour l'ensemble des deux ou trois années d'études:

Français	7 heures
Mathématique	7 heures
Religion ou morale	2 heures
Sciences	2 heures
Économie professionnelle	2 heures
Éducation physique	2 heures

Art. 4. — Les différentes sections du cycle court sont créées par le président de la République qui détermine pour chacune d'elles les disciplines particulières qui doivent être enseignées ainsi que le nombre d'heures consacrées par semaine à chaque discipline.

Le ministre de l'Éducation nationale élabore le programme de chaque discipline.

Art. 5. — Le cycle court est sanctionné par un brevet d'aptitude professionnelle.

Section II

Cycle long

Art. 6. — Les disciplines communes à toutes les sections du cycle long ainsi que le nombre minimum d'heures qui doivent être consacrées hebdomadairement à chacune de ces disciplines sont fixées globalement pour l'ensemble des quatre années d'études:

Français	16 heures
Mathématique	12 heures
Sciences	7 heures
Anglais	10 heures
Histoire	4 heures
Géographie	4 heures
Religion ou morale	4 heures
Sociologie africaine	2 heures
Éducation physique	2 heures

Art. 7. — Les différentes sections du cycle long sont créées par le président de la République qui détermine pour chacune d'elles les disciplines qui doivent être enseignées ainsi que le nombre d'heures consacrées par semaine à chaque discipline.

Le ministre de l'Éducation nationale établit le programme détaillé de chaque discipline.

Art. 8. — À la fin de la quatrième année d'études, des examens d'État sont organisés sur l'ensemble du territoire.

Le président de la République détermine la procédure d'organisation de ces examens. Il fixe les conditions requises pour la délivrance d'un diplôme sanctionnant la fin des études secondaires, cycle long.

– Voy. l'Ord. 68-217 du 13 juin 1968 constituant et instituant les examens de fin d'études secondaires.

Disposition générale

Art. 9. — Le ministre de l'Éducation nationale fixe les conditions de passage d'une classe à la classe suivante. Il détermine les conditions de passage d'une section d'un cycle à une autre section du même cycle.

Disposition finale

Art. 10. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur le premier jour de l'année scolaire 1966-1967.

---

30 mars 1978. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL EPS/BCE/001/0031/78 relatif à la délivrance des pièces scolaires. (*J.O.Z.*, n° 7, 1er avril 1978, p. 25)

Art. 1er. — Toute pièce scolaire, telle que le certificat d'études primaires, le brevet du cycle d'orientation, le brevet d'aptitude professionnelle, le diplôme de fin d'études secondaires, l'attestation d'études incomplètes, l'attestation scolaire, le bulletin, etc., délivrée par les directeurs des établissements de l'enseignement national primaire et secondaire, doit être conforme au modèle fixé par le département de l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 2. — L'impression de toute pièce scolaire se fera par les soins des services compétents du département de l'Enseignement primaire et secondaire et dans les imprimeries agréées par ce département.

Art. 3. — Toute pièce scolaire ainsi délivrée fera l'objet d'un enregistrement qui sera contresigné par l'autorité déléguée par le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 4. — Les modalités de délivrance seront précisées, pour chaque cas, par des circulaires du département de l'Enseignement primaire et secondaire, sur proposition d'une commission instaurée à cet effet et composée de l'inspecteur général de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que des directeurs chefs de services de l'administration scolaire, pédagogique et de l'enseignement technique ou leurs délégués.

Art. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

27 avril 1978. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL EPS/EDN/BCE/0001/0040/78 portant création du collège des conseillers du département de l'Enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1978, p. 29)

Art. 1er. — Il est créé un collège des conseillers du département de l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 2. — Le collège donne des avis sur toutes les questions que lui soumet le commissaire d'État ou le secrétaire d'État du département de l'Enseignement primaire et secondaire; ces autorités peuvent fixer des délais dans lesquels le collège est tenu d'émettre ses avis. Les avis sont transmis au secrétaire d'État du département de l'Enseignement primaire et secondaire sous forme d'un rapport faisant état de différents points de vue exposés, avec en annexe, le cas échéant, des projets de lettre, circulaire ou arrêté, ou des avant-projets d'ordonnance ou de loi.

Art. 3. — Le collège des conseillers est composé de six membres, à savoir:

• un juriste, qui est président du collège;

• un pédagogue;

• un psychologue;

• un économiste-financier;

• un ingénieur agronome;

• un ingénieur civil.

Art. 4. — Les membres du collège sont nommés, pour un mandat de trois ans renouvelable, par le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire, sur proposition du secrétaire d'État du département de l'Enseignement primaire et secondaire parmi les agents œuvrant au sein du département de l'Enseignement primaire et secondaire ayant les qualifications techniques requises ainsi qu'une expérience suffisante.

Art. 5. — Le collège est assisté d'un secrétaire permanent, désigné par le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire, sur proposition du secrétaire d'État de l'Enseignement primaire et secondaire, parmi les agents du département ayant le grade d'attaché de bureau.

Le collège dispose en outre de deux agents d'exécution, dont un sténo-dactylographe, désignés par le secrétaire d'État du département de l'Enseignement primaire et secondaire parmi le personnel qualifié du département.

Le secrétaire permanent et, le cas échéant, le sténographe, assistent aux réunions du collège sans voix délibérative; ils sont tenus au secret professionnel.

Art. 6. — Le collège des conseillers se réunit sur convocation du commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire ou du secrétaire d'État aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins deux fois par mois.

Art. 7. — Le collège fixe son règlement d'ordre intérieur lequel est soumis à l'approbation du commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire, sous le couvert du secrétaire d'État.

Art. 8. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

7 février 1979. – ORDONNANCE 79-021 portant organisation du Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1979, p. 18)

Art. 1er. — Dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Conseil national de l'éducation institué par l'ordonnance 69-154 du 4 août 1969, devient le «Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire» ci-dessous désigné «le Conseil».

Le Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire est un organe consultatif qui fonctionne sous la haute autorité du commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 2. — Le Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire donne ses avis sur toutes les questions relatives à l'enseignement ou à l'éducation.

Les avis du Conseil sont requis, notamment, en ce qui concerne les textes législatifs et réglementaires, proposés ou élaborés par le département de l'Enseignement primaire et secondaire relatifs à des questions ou principes de base en matière d'enseignement ou d'éducation.

Le commissaire d'État chargé de l'enseignement primaire et secondaire peut fixer le délai dans lequel le Conseil est tenu d'émettre ses avis.

Art. 3. — Le Conseil est composé des membres suivants:

• le directeur du Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire;

• le président du Comité national de l'association des parents d'élèves et étudiants du Zaïre (ANAPEZA);

• un délégué du bureau du président de la République;

• un représentant de la fondation Mama Mobutu Sese Seko;

• un représentant du département des Finances;

• un représentant du département du Plan;

• un représentant du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

• un représentant du département de l'Orientation nationale;

• un représentant du département de la Culture et des Arts;

• trois professeurs de l'UNAZA, représentant respectivement les campus universitaires, les instituts supérieurs pédagogiques et les instituts supérieurs techniques;

• quatre enseignants, représentant respectivement l'enseignement primaire, secondaire, pédagogique et technique;

• un représentant par chacun des cultes légalement reconnus au Zaïre;

• un représentant de l'Union nationale des travailleurs du Zaïre (U.N.T.Za);

• un représentant de l'Association nationale des entreprises du Zaïre (A.N.E.Za);

• trois représentants des étudiants des campus universitaires;

• deux représentants des instituts supérieurs et techniques.

Art. 4. — Les séances du Conseil sont présidées par le directeur du département de l'Enseignement primaire et secondaire visé à l'article 3 ci-dessus, et en cas d'absence ou d'empêchement, par son remplaçant au sein du département.

Le secrétariat du Conseil est assuré par le président du Comité national de l'association des parents d'élèves et étudiants du Zaïre, et en cas d'absence ou d'empêchement, par un autre membre du Conseil désigné par le président.

Art. 5. — Tout commissaire d'État peut, sur invitation du commissaire d'État chargé de l'enseignement primaire et secondaire, désigner un représentant de son département pour assister, avec voix consultative aux délibérations du Conseil, si ce dernier délibère sur un problème intéressant son département.

Art. 6. — Les membres du Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire dont question à l'article 3, sont nommés par le président de la République pour un terme de 3 ans, renouvelable, sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire.

Le membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, perd en même temps sa qualité de membre du Conseil.

Art. 7. — Le Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire se réunit sur convocation soit du commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire, soit à l'initiative de son président aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par trimestre.

Art. 8. — Les réunions du Conseil ne sont pas publiques.

Le président du Conseil peut inviter un ou plusieurs techniciens des services du département de l'Enseignement primaire et secondaire et des représentants des divers intérêts en matière d'éducation et d'enseignement à assister aux travaux du Conseil.

Il peut également inviter un ou plusieurs experts lorsque le Conseil traite des questions de leur compétence. Les personnes invitées ont une voix consultative. Elles sont tenues au secret de la délibération.

Art. 9. — Le Conseil ne peut valablement siéger que si la majorité absolue de ses membres est réunie. Les avis sont émis à la majorité simple des voix. Toutefois, en cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Art. 10. — Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur. Il peut constituer en son sein des commissions de travail chargées d'étudier un problème particulier; celles-ci peuvent se réunir en dehors des sessions du Conseil.

Art. 11. — Les membres du Conseil sont habilités à visiter les établissements scolaires et à recevoir communication de tous documents utiles à l'accomplissement de leur mission.

Art. 12. — Sous réserve des dispositions de l'article 13 ci-dessous, les dépenses inhérentes au fonctionnement du Conseil émargent du budget du département de l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 13. — Le mandat de membres du Conseil est gratuit. Toutefois, ils bénéficieront d'indemnités pour frais de déplacement et de séjour dans les conditions qui seront déterminées par le commissaire d'État chargé de l'enseignement primaire et secondaire.

Art. 14. — Est abrogée, l'ordonnance 69-154 du 4 août 1969 en tant qu'elle concerne l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de l'éducation.

Art. 15. — Le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

5 juin 1979. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE DEPS/BCE/0010198/1979 portant organisation de la structure de la cellule régionale de l'Inspection de l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1979, p. 33)

Art. 1er. — L'organigramme de la cellule régionale de l'inspection de l'enseignement primaire et secondaire est structuré comme suit (voir également tableau annexe):

1) l'inspecteur principal régional de l'enseignement primaire et secondaire;

2) l'inspecteur en chef régional de l'enseignement préscolaire et primaire, adjoint de l'inspecteur principal;

3) le secrétariat de l'inspection principale:

• 1 secrétaire (grade: chef de bureau);

• 2 agents de bureau (niveau: D6 ou PP6 minimum);

• 1 dactylographe;

• 1 huissier;

• 2 chauffeurs;

• 2 sentinelles.

4) Les services de l'inspecteur en chef comprennent:

a. le bureau de l'inspection préscolaire et primaire qui compte:

• 1 chef de bureau (directeur d'école nommé);

• 3 agents de bureau (niveau: D6 ou PP6 minimum);

• 4 dactylographes;

• 1 huissier;

b. les bureaux techniques suivants:

I) inspecteur de l'enseignement préscolaire et primaire;

II) exploitation des rapports de l'inspection de l'enseignement primaire: 4 inspecteurs de l'enseignement préscolaire et primaire;

III) formation et perfectionnement des cadres de l'enseignement préscolaire et primaire sous la responsabilité d'un inspecteur expérimenté;

c. les bureaux de l'inspection de pool dont chacun comporte 3 agents:

• 1 secrétaire;

• 1 dactylographe;

• 1 huissier qui fera en même temps office de chauffeur.

d. les bureaux de l'inspection itinérante dont chacun comporte 3 agents:

• 1 dactylographe;

• 1 huissier;

• 1 chauffeur.

5) Les services de l'inspection de l'enseignement secondaire comportant les bureaux suivants:

a) le bureau de l'inspection de l'enseignement secondaire qui comprend:

• 1 chef de bureau (préfet nommé);

• 2 agents de bureau (niveau: D6 ou PP6 minimum);

• 2 dactylographes;

• 1 huissier.

b) exploitation des rapports de l'enseignement secondaire:

• 3 inspecteurs de l'enseignement secondaire, de préférence, 1 des sciences humaines, 1 des branches scientifiques et 1 des branches techniques;

c) formation et perfectionnement des cadres de l'enseignement secondaire: service dirigé par un inspecteur expérimenté;

d) évaluation: service dirigé par un responsable qualifié;

e) les bureaux de l'inspection itinérante, localisés dans la région, en dehors du chef-lieu, et comportant chacun 3 agents, à savoir:

• 1 agent de bureau;

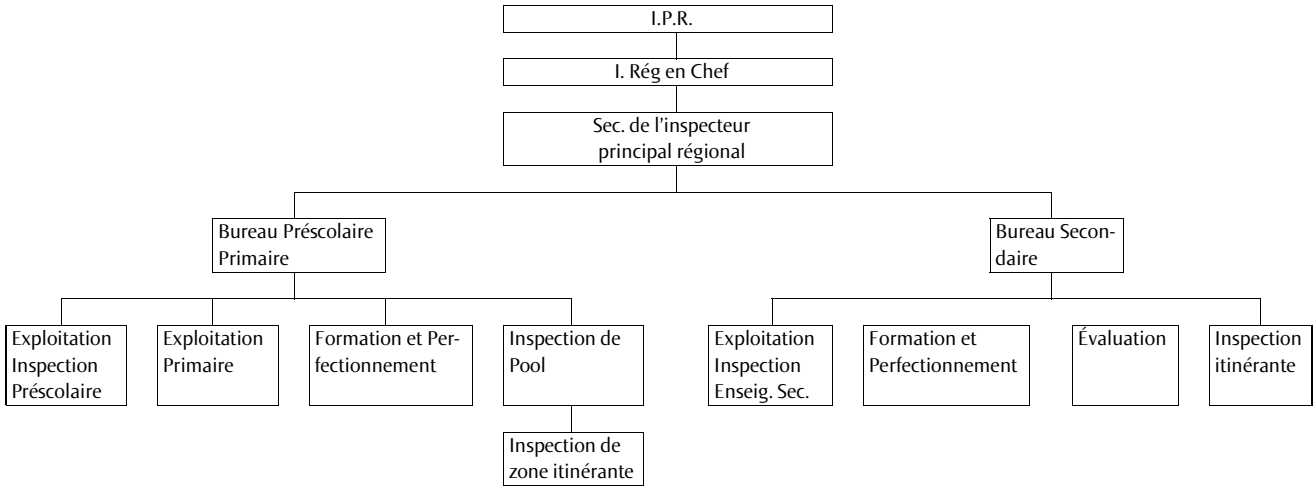
• 1 dactylographe;

• 1 chauffeur.

En outre, l'inspecteur itinérant est doté d'un dactylographe itinérant.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

ORGANISATION DE LA CELLULE REGIONALE DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE



30 janvier 1982. – ARRÊTÉ DEPS/CCE/001/012/82 portant organisation au sein du département de l'Enseignement primaire et secondaire d'un secrétariat permanent de la réforme de l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n° 12, 15 juin 1982, p. 45)

Dénomination

Art. 1er. — Il est créé, au sein du département de l'Enseignement primaire et secondaire, un secrétariat permanent pour la réforme de l'enseignement primaire et secondaire attaché au cabinet du commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire.

Attribution

Art. 2. — Le secrétariat permanent est chargé de:

(a) la programmation et la planification des travaux des organes de la commission nationale de réforme ainsi que la coordination de leurs activités;

(b) l'analyse et la synthèse des travaux effectués;

(c) l'organisation des enquêtes, des études et des expériences relatives à la mise en œuvre de la réforme;

(d) la collaboration et la coopération avec les institutions de recherches pédagogiques et autres;

(e) l'organisation de la participation active des enseignants, des parents et des utilisateurs dans les travaux sur la réforme;

(f) l'expérimentation et l'évaluation des plans d'études des programmes et des méthodes proposées pour différentes sections et options des études;

(g) le contrôle du progrès des travaux réalisés;

(h) la préparation des budgets et le financement des travaux sur la réforme;

(i) la collecte, reproduction et distribution de toute la documentation portant sur les travaux de la commission de la réforme.

Art. 3. — Le secrétariat permanent est également chargé de:

1) proposer la restructuration et les réorganisations fonctionnelles de la commission de réforme;

2) coordonner toute aide extérieure à la réforme, bilatérale et multilatérale;

3) élaborer un plan à long terme de développement de l'éducation nationale (politique et planification).

Art. 4. — Les activités du secrétariat permanent de la réforme de l'enseignement primaire et secondaire sont placées sous la responsabilité directe du commissaire d'État.

Art. 5. — Le chef du secrétariat permanent ayant une haute qualification professionnelle et administrative est nommé par le commissaire d'État. Il est directement responsable pour l'exécution de toutes les tâches du secrétariat permanent.

Art. 6. — Le secrétariat permanent comprend:

1) un agent de commandement, qualifié dans le domaine de l'élaboration des programmes de l'enseignement général;

2) un agent de commandement, qualifié dans le domaine de l'élaboration des programmes de l'enseignement technique et professionnel;

3) un agent de commandement, qualifié dans le domaine de la préparation du matériel didactique;

4) un agent de commandement, qualifié dans le domaine de la formation des enseignants;

5) un agent de commandement, qualifié dans le domaine de la planification de l'éducation;

6) deux agents de collaboration, qualifiés en matières administratives;

7) deux dactylographes qualifiés;

8) un technicien de reproduction.

Art. 7. — Les membres du secrétariat permanent sont désignés parmi les agents du département de l'Enseignement primaire et secondaire et, le cas échéant, démis de leurs fonctions par le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire. Ils sont placés sous l'autorité du chef du secrétariat permanent qui exerce sur eux le pouvoir hiérarchique conformément au statut des agents de l'État. La définition des attributions de chaque membre du secrétariat permanent ainsi que les modalités de fonctionnement de celui-ci relèvent de la compétence du chef du secrétariat permanent.

Art. 8. — Les membres du secrétariat permanent bénéficient d'office de la prime pour fonctions spéciales prévue statutairement.

Art. 9. — Le secrétariat permanent de la réforme de l'enseignement primaire et secondaire jouit de l'assistance technique et logistique du projet Conseil exécutif – PNUD – UNESCO de l'appui à la réforme et à la planification de l'éducation.

Art. 10. — Tous les services spécialisés du département de l'Enseignement primaire et secondaire sont obligés d'accorder au secrétariat permanent l'assistance technique requise.

9 mars 1982. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DEPS/CCE/001/047/82 portant création d'un conseil de gestion dans les établissements d'enseignement national maternel, primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1982, p. 52)

Art. 1er. — Il est créé un conseil de gestion par établissement scolaire, faisant partie de l'enseignement national et dispensant, soit l'enseignement maternel, soit l'enseignement primaire, soit l'enseignement secondaire.

Art. 2. — Le conseil de gestion comprend:

1. un représentant des parents, qui est de droit, président du conseil;

2. le chef de l'établissement qui assure le secrétariat du conseil;

3. un représentant des enseignants;

4. un représentant de l'autorité politico-administrative locale.

Art. 3. — Le représentant des parents est élu par les membres du comité des parents ou, à défaut de ce dernier, lors d'une assemblée des parents, ayant au moins un enfant régulièrement inscrit au sein de l'établissement.

Le représentant des enseignants est élu par l'ensemble du personnel enseignant et administratif régulièrement affecté au sein de l'établissement.

Art. 4. — Le représentant des parents et le représentant des enseignants ont chacun un 1er et un 2e suppléants, élus conformément à l'article 3 et qui les remplacent en cas d'absence ou d'empêchement. L'autorité politico-administrative locale désigne son représentant ainsi que deux suppléants.

Art. 5. — Pour certains problèmes techniques et en cas de nécessité, le conseil peut faire appel à un consultant qui n'a pas voix délibérative.

Art. 6. — En cas d'absence ou d'empêchement du chef d'établissement, celui-ci est remplacé par son subordonné hiérarchique immédiatement inférieur.

Art. 7. — La direction de l'école assure la gestion administrative relative au personnel, au fonctionnement et à la maintenance, ainsi que la gestion financière relative aux recettes, aux dépenses et à la paie.

Art. 8. — Le conseil de gestion détient le pouvoir de décision et de contrôle administratif et financier sur l'école. Il reçoit et approuve les rapports à envoyer par la direction aux autorités supérieures.

Art. 9. — Le pouvoir de décision du conseil de gestion comprend:

le pouvoir de statuer sur l'utilisation des frais scolaires aux fins du bon fonctionnement de l'école.

Art. 10. — Le pouvoir de contrôle administratif comprend:

• le droit de viser les documents administratifs importants, tels que le rapport de la rentrée scolaire, la mise en place du personnel enseignant et administratif ainsi que le palmarès;

• la faculté d'assumer le rôle d'arbitre en cas de différend entre le personnel enseignant et les élèves, aux fins d'assurer un climat au sein de l'école.

Toutefois, en cas de manquement grave dans le chef du corps professoral, le conseil saisira l'autorité administrative compétente qui entamera une procédure disciplinaire conformément aux dispositions du statut du personnel de carrière des services publics de l'État et, le cas échéant, aux dispositions de la convention de gestion d'écoles publiques.

Art. 11. — Le pouvoir de contrôle financier comprend:

• le contrôle de la perception des frais de scolarité au début de chaque trimestre de l'année scolaire;

• le contrôle de l'utilisation de toutes les recettes de l'école sur base du livret comptable dont la tenue par le chef de l'établissement est rendue obligatoire.

Art. 12. — Le conseil de gestion est soumis au contrôle des autorités du département de l'Enseignement primaire et secondaire et à celui des autorités politico-administratives selon le domaine de leurs compétences respectives. À cet effet, le département de l'Enseignement primaire et secondaire organisera des mécanismes de contrôle administratif, financier et pédagogique, par le canal des chefs de division, de sous-division régionale ainsi que par le canal du corps des inspecteurs.

Art. 13. — Les mesures d'application, le règlement intérieur des conseils de gestion et les décisions d'interprétation du présent arrêté sont prises sous forme de circulaires administratives du département de l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 14. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entre en vigueur à la date de sa signature.

---

7 juillet 1988. – ORDONNANCE 88-092 instituant un examen d'État en vue de l'obtention d'un diplôme d'État d'études secondaires du cycle long. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1988, p. 18)

Section Ire

Institution et conditions d'admission à l'examen d'État

Art. 1er. — Il est institué un examen d'État en vue de l'obtention du diplôme sanctionnant les études secondaires du cycle long.

Art. 2. — L'examen d'État est organisé à l'expiration de chaque année scolaire.

Art. 3. — Sont admissibles à l'examen d'État:

1) les élèves de tous les établissements d'enseignement secondaire, publics ou privés agréés dont les conditions d'inscription, de promotion et de redoublement dans le cycle répondent aux prescriptions légales et réglementaires en la matière et qui ont suivi, durant l'année scolaire à l'expiration de laquelle a lieu l'examen, les cours de la dernière année du cycle long de l'enseignement secondaire;

2) les candidats ayant réussi lors d'une session antérieure et qui désirent participer à nouveau à l'examen en vue d'améliorer leur résultat;

3) les candidats autodidactes, après réussite à un examen préliminaire dont les modalités sont déterminées par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 4. — Les modalités d'établissement des listes d'inscription des candidats sont déterminées par arrêté du commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Section II

Organisation de l'examen d'État

Art. 5. — L'examen d'État comporte des épreuves écrites, orales et pratiques portant sur les matières prévues au programme de la dernière année du cycle long de l'enseignement secondaire.

La liste des types d'épreuves et de matières faisant l'objet de l'examen est fixée et publiée chaque année par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 6. — Les organes chargés de préparer ou de faire subir les épreuves de l'examen sont:

• le comité national d'examen;

• le centre d'examen;

• le comité d'organisation;

• la commission d'examen;

• le centre national de correction d'examen.

I. Comité national d'examen

Art. 7. — Le comité national d'examen a pour mission:

1) d'assurer, sur le plan national, l'organisation matérielle et technique des épreuves;

2) de déterminer les sujets des épreuves selon une procédure fixée par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 8. — Le comité national d'examen est composé de personnes ci-après:

1) le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions ou son délégué, président;

2) le secrétaire général à l'enseignement primaire et secondaire ou son délégué, vice-président;

3) le conseiller pédagogique du commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire;

4) le conseiller juridique du département de l'Enseignement primaire et secondaire;

5) l'inspecteur général de l'enseignement primaire et secondaire;

6) les directeurs-chefs des services centraux du département de l'Enseignement primaire et secondaire.

II. Centre d'examen

Art. 9. — Les épreuves sont subies dans les centres d'examen. Le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions arrête, sur proposition du président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de la ville de Kinshasa ou de région, les listes des centres d'examen suivant le nombre d'écoles ainsi que les règles de répartition des candidats dans les différents centres.

III. Comité d'organisation d'examen

Art. 10. — Dans chaque centre d'examen est établi un comité d'organisation matérielle et technique des épreuves devant s'y dérouler. Les comités sont créés pour la ville de Kinshasa par le président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de la ville et, pour chaque région, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de région, dans tous les cas sur proposition du chef de division régionale de l'enseignement primaire et secondaire.

Art. 11. — Les comités d'organisation d'examen sont composés:

1) de l'inspecteur principal régional de l'enseignement primaire et secondaire qui est de droit président;

2) d'un délégué de la division régionale de l'enseignement primaire et secondaire;

3) des chefs d'établissements d'enseignement national dont les élèves subissent les épreuves dans le centre où le comité est établi.

IV. Commission d'examen

Art. 12. — Dans chaque centre d'examen est établie une commission d'examen chargée de faire subir les épreuves pratiques, orales et écrites, de surveiller le déroulement de ces épreuves et de recueillir des établissements secondaires présentant les candidats, les notes obtenues par ceux-ci au cours de l'année scolaire. L'épreuve orale se déroule devant les membres de la commission d'examen suivant les modalités arrêtées par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 13. — Les commissions d'examen sont composées:

1) d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire, tous désignés parmi le personnel de l'enseignement primaire et secondaire, sur proposition du comité d'organisation, pour la ville de Kinshasa par le président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de la ville et, pour chaque région, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de région;

2) d'examinateurs chargés de faire subir les épreuves pratiques et de correcteurs de dissertation, désignés parmi le personnel enseignant sur proposition du comité d'organisation, pour la ville de Kinshasa, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de la ville et, pour chaque région, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de région;

3) de surveillants chargés d'assurer le bon déroulement des épreuves écrites et désignés parmi le personnel enseignant sur proposition du comité d'organisation, pour la ville de Kinshasa, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de la ville et, pour chaque région, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région.

Art. 14. — En cas d'empêchement simultané du président et du vice-président de la commission, chacun est remplacé par un membre de la commission désigné par l'autorité politico-administrative locale.

V. Centre national de correction d'examen

Art. 15. — Le centre national de correction d'examen est unique et se situe à Kinshasa.

Il est chargé de:

1) la correction des épreuves écrites autres que la dissertation;

2) la centralisation des résultats de la dissertation, des épreuves pratiques et orales reçues de différents centres du pays ainsi que des notes obtenues à l'école par les candidats au cours de l'année scolaire.

Le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions détermine la forme de documents à utiliser et arrête les modalités de correction des épreuves ainsi que la procédure de transmission des résultats au jury d'examen prévu à l'article 17 de la présente ordonnance.

Art. 16. — Le centre national de correction d'examen est composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et des correcteurs, tous désignés par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Section III
Jury d'examen et diplôme

Art. 17. — Après les travaux du centre national de correction d'examen, il sera institué un jury qui a pour mission de délibérer sur les résultats des épreuves et des notes obtenues à l'école au cours de l'année scolaire lui transmis par le centre national de correction d'examen et de délivrer aux candidats méritants le diplôme d'études secondaires du cycle long.

Art. 18. — Le jury délibère également sur tous les cas limites dans le cadre de directives établies par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 19. — Le jury est composé des personnes ci-après:

1) l'inspecteur général de l'enseignement primaire et secondaire, président;

2) le conseiller pédagogique du commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions;

3) le conseiller juridique du département ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions;

4) les directeurs-chefs des services centraux du département de l'enseignement primaire et secondaire, ou leurs délégués, ayant dans leurs attributions respectivement:

• l'enseignement général et normal;

• l'enseignement technique et professionnel;

• les programmes scolaires et matériel didactiques.

5) l'inspecteur général adjoint chargé des jurys et de l'évaluation pédagogique, secrétaire.

Art. 20. — En cas d'empêchement du président du jury, la présidence est assurée par un des membres désigné par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions. Il en est de même du secrétaire du jury.

Art. 21. — Le diplôme d'études secondaires du cycle long délivré par le jury est dénommé «diplôme d'État».

Art. 22. — Pour obtenir le diplôme d'État, les candidats doivent obtenir au moins 50 % du total des points de l'examen d'État et de l'école et 50 % des points attribués à l'ensemble des disciplines essentielles de l'option. La liste des disciplines essentielles pour chaque option est établie par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 23. — Pour le calcul du pourcentage des points obtenus par les candidats par rapport au total des points, des systèmes différents sont appliqués suivant les catégories des candidats déterminées à l'article 3 de la présente ordonnance.

Le jury totalise, d'une part, les points obtenus dans chacune des épreuves pratiques, écrites et orales de l'examen et, d'autre part, les points obtenus au cours de l'année scolaire, c'est-à-dire la composition du premier semestre et le travail journalier.

Les pourcentages, par rapport au total général, que représentent le total des points attribués aux épreuves de l'examen et le total des points attribués aux travaux de l'année scolaire sont fixés par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Pour les candidats appartenant à la catégorie visée à l'article 3, 2° et 3°, seuls sont pris en considération les résultats de l'examen d'État.

Art. 24. — Exceptionnellement, lorsqu'il y a un trop grand écart entre la moyenne des points obtenus au cours de l'année scolaire par tous les élèves d'un même établissement et d'une même option et la moyenne des points obtenus par ces mêmes élèves aux épreuves de l'examen, le jury peut, après avoir effectué les contrôles nécessaires, ne pas tenir compte des points obtenus au cours de l'année scolaire par les candidats en cause.

Art. 25. — Le diplôme d'État est établi conformément au modèle annexé à la présente ordonnance.

Art. 26. — Le diplôme d'État délivré par le jury est le seul document officiel sanctionnant les études du cycle long de l'enseignement secondaire.

Art. 27. — Sont assimilés au diplôme d'État tout diplôme et certificat délivrés par les écoles d'enseignement secondaire du cycle long des pays étrangers pour lesquels leurs détenteurs ont sollicité et obtenu l'équivalence du diplôme d'État conformément aux textes en vigueur en la matière.

Section IV
Dispositions pénales

Art. 28. — Sans préjudice des sanctions administratives prévues au règlement général du centre d'examen, le flagrant délit de fraude de la part d'un ou des candidats est puni d'une peine de servitude pénale principale allant de 1 à 3 mois et d'une amende de 500 à 1.000 zaïres ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 29. — Sans préjudice des dispositions du Code pénal en la matière, en cas de complicité gestuelle, orale ou écrite d'une quelconque personne ou d'un agent du département de l'Enseignement primaire et secondaire, les peines citées à l'article 28 ci-dessus seront applicables.

Art. 30. — Seront punies des peines de servitude pénale de 3 mois au maximum et d'une amende allant de 1.000 à 2.000 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement, la ou les personnes qui auront monté un mécanisme de toute nature en vue de faciliter la fraude, soit en fournissant directement ou indirectement aux candidats les réponses écrites, soit en introduisant ou en tentant d'introduire dans la salle où a lieu l'examen, des grilles de réponse ou tout autre moyen contenant des éléments de réponses, vrais ou faux.

Art. 31. — Sans préjudice des peines disciplinaires prévues par la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État, seront punis d'une peine de servitude pénale principale de 6 mois au maximum et d'une amende de 2.000 à 5.000 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement, les présidents, vice-présidents, secrétaires, membres du jury, du centre national de correction d'examen, des centres d'examen, des comités d'organisation,

des commissions d'examen ainsi que les compositeurs et les dactylographes qui auront, par n'importe quel moyen, en tout cas en raison ou à l'occasion de leurs fonctions, facilité la fraude ou fourni des techniques de toute nature pour la réaliser.

Section V

Dispositions diverses et finales

Art. 32. — Les présidents, vice-présidents, les secrétaires et les membres du jury, des centres d'examen, des comités d'organisation, des commissions d'examen, du comité national d'examen et du centre national de correction d'examen bénéficient d'une prime spéciale de sécurité dont le montant est déterminé pour chaque catégorie par le commissaire d'État ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Ils bénéficient en outre des indemnités de mission prévues par les textes légaux et réglementaires en vigueur en la matière, lorsqu'ils effectuent un voyage dans le cadre de l'examen d'État.

Art. 33. — Les diplômes délivrés conformément au prescrit des textes antérieurs conservent, à la prise d'effets de la présente ordonnance, leur valeur et leur caractère de document officiel.

Art. 34. — Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance, notamment l'ordonnance 72-243 du 17 mai 1972 instituant un examen d'État en vue de l'obtention du diplôme d'État d'études secondaires du cycle long.

Art. 35. — Le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe

CENTRE: .....
.....
DATE: .....
POURCENTAGE OBTENU: .....
.....
TITULAIRE (NOM, POSTNOMS):
.....
.....
SEXE: .....
NÉ (E) À: .....
LE: .....
ÉTABLISSEMENT: .....
.....
SECTION:
.....
OPTION: .....
.....
SIGNATURE DU TITULAIRE: .....
SIGANTURE DU PRÉSIDENT
DU JURY,

DIPLOME N° .....

MOUVEMENT POPULAIRE DE LA RÉVOLUTION
RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE
DÉPARTEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

DIPLOME D'ÉTAT
D'ÉTUDES SECONDAIRES DU CYCLE LONG

NOUS PRÉSIDENT ET MEMBRES DU JURY DE L'EXAMEN D'ÉTAT CRÉÉ PAR L'ORDONNANCE N°
ATTENDU QUE LE NOMME .....
LA NOMMÉE .....
NÉ (E) À ..... LE .....
A SATISFAIT AUX CONDITIONS DE RÉUSSITE FIXÉES PAR L'ORDONNANCE SUSMENTIONNÉE ET A OBTENU ..... % DES POINTS POUR L'ENSEMBLE DES ÉPREUVES.

LUI DÉLIVRONS LE PRÉSENT DIPLOME D'ÉTAT D'ÉTUDES SECONDAIRES DU CYCLE LONG, SECTION: ..... OPTION:.....
FAIT À KINSHASA, LE

LES MEMBRES DU JURY, LE TITULAIRE, LE PRÉSIDENT DU JURY, PHOTO ET TIMBRE

N.B. Sans rature ni surcharges. Aucun duplicata ne sera délivré.

15 août 1991. – ORDONNANCE 91-231 portant règlement d'administration relatif au corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. (***Présidence de la République***)

*TITRE I^er^*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET MISSION DE L'INSPECTORAT GÉNÉRAL

Art. 1^er^. — Outre les dispositions générales de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État, le corps des inspecteurs est soumis aux dispositions particulières de la présente ordonnance.

Art. 2. — Le corps des inspecteurs est chargé du contrôle et de la promotion de l'enseignement national du secteur primaire, secondaire et professionnel ainsi que l'éducation scolaire.

Il a notamment pour mission:

1° de visiter les écoles, de contrôler leur bonne marche;

2° d'observer, d'apprécier, de conseiller, de former le personnel enseignant et de contrôler son niveau de rendement;

3° d'organiser les jurys et l'évaluation pédagogique de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel;

4° de rendre compte, par la voie hiérarchique, à travers les rapports d'inspection, des résultats de sa mission aux autorités compétentes du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Le rapport d'inspection peut être assorti des propositions concrètes de solutions aux difficultés rencontrées dans les différents domaines de l'éducation scolaire, telles la pédagogie, la psychologie, l'administration scolaire, les finances scolaires, l'hygiène, le civisme, la morale.

Toutefois, en cas de nécessité, l'inspecteur peut envisager des mesures conservatoires qui s'imposent et faire rapport à l'autorité compétente pour dispositions définitives à prendre.

Le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions peut, par voie d'arrêté, déterminer d'autres domaines d'intervention de l'inspectorat général et en fixer le champ de compétence.

Il peut, en cas de nécessité, créer au sein du corps des inspecteurs des services spécialisés ou bureaux d'études.

Art. 3. — Le corps des inspecteurs est constitué des inspecteurs de l'enseignement secondaire et professionnel.

Sur le plan pédagogique, la compétence des inspecteurs de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire est générale.

Toutefois, la compétence des inspecteurs de l'enseignement secondaire et professionnel est organisée par branche d'étude et par niveau, suivant que celui-ci est général, normal, technique, professionnel ou spécial.

TITRE II

DE L'ACCÈS AUX FONCTIONS D'INSPECTEUR

Art. 4. — L'admission dans le corps des inspecteurs est subordonnée à la réussite à un concours spécial.

Art. 5. — Nul ne peut être admis au concours spécial organisé pour le recrutement des inspecteurs de l'enseignement maternel et primaire s'il ne réunit les conditions ci-après:

• être enseignant de carrière revêtu au moins du titre d'instituteur principal de 1re classe, de conseiller pédagogique de 1re classe ou de directeur d'école primaire;

• justifier d'une appréciation synthétique égale ou supérieure à «très bon» au cours des trois dernières années, pour l'instituteur principal de 1re classe, et de deux appréciations synthétiques égales ou supérieures à «très bon» au cours des deux dernières années pour le directeur d'école primaire.

Art. 6. — Nul ne peut être admis au concours spécial organisé pour le recrutement des inspecteurs du cycle court et du cycle long de l'enseignement secondaire et professionnel s'il ne réunit les conditions ci-après:

• être enseignant de carrière revêtu au moins du titre de professeur principal de 1re classe, conseiller pédagogique de 1re classe, directeur de discipline de 1re classe ou directeur d'internant de 1re classe;

• justifier d'une appréciation synthétique égale ou supérieure à «très bon» au cours des trois dernières années, pour le professeur principal de 1re classe, et d'une appréciation synthétique égale ou supérieure à «très bon» au cours des deux dernières années, pour le préfet des études de 1re classe, le conseiller pédagogique de 1re classe, le directeur de discipline de 1re classe et le directeur d'internat de 1re classe.

Art. 7. — Les conditions d'organisation du concours spécial sont déterminées par arrêté conjoint des ministres ayant respectivement dans leurs attributions la fonction publique ainsi que l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 8. — Le concours spécial comporte trois parties:

1° un examen en matière d'administration scolaire, de pédagogie, de psychologie, de gestion financière et d'hygiène scolaire;

2° un test de jugement sur la gestion d'une école, sur les relations sociales avec le personnel de l'école et les parents, sur la formation de la personnalité des jeunes, sur la conception des valeurs du civisme et de la morale;

3° une épreuve pratique dont la nature et le contenu sont déterminés par l'arrêté conjoint des ministres ayant respectivement dans leurs attributions la fonction publique ainsi que l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 9. — Avant d'être admis à titre provisoire ou définitif dans le corps des inspecteurs de l'enseignement, tout lauréat est soumis à un stage probatoire dont les modalités d'organisation sont arrêtées par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

Art. 10. — Lorsque le stage est probant, le candidat inspecteur du niveau maternel et primaire est admis à titre définitif dans le corps, pour autant qu'il soit revêtu préalablement du grade de chef de bureau.

Le même candidat est admis à titre provisoire dans le corps, si après un stage probant, il fait l'objet d'un acte de commissionnement au grade de chef de bureau, en attendant sa promotion par voie d'ordonnance.

Art. 11. — Lorsque le stage est probant, le candidat inspecteur du secondaire est admis, à titre définitif dans le corps, pour autant qu'il soit revêtu préalablement du grade de chef de division.

Le même candidat est admis à titre provisoire dans le corps si, après un stage probant, il fait l'objet d'un acte de commissionnement au grade de chef de division, en attendant sa promotion par voie d'ordonnance.

Art. 12. — L'admission dans le corps est sanctionnée par l'arrêté du ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

L'arrêté précise la branche d'études ainsi que le cycle de compétence pour chaque inspecteur de l'enseignement secondaire et professionnel.

Art. 13. — Le corps des inspecteurs forme l'inspectorat général. L'inspectorat général est placé, conformément à la loi-cadre de l'enseignement national, sous l'autorité directe du ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

Art. 14. — La structure administrative de l'inspectorat général de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel est définie à l'annexe I de la présente ordonnance.

Art. 15. — L'inspectorat général jouit d'une autonomie administrative et bénéficie pour son fonctionnement, des crédits au titre des budgets annexes.

Art. 16. — L'inspectorat général fonctionne au niveau central et au niveau régional.

Art. 17. — Au niveau central, l'inspectorat général comprend notamment:

• un inspecteur général;

• des inspecteurs généraux adjoints;

• des inspecteurs principaux;

• des inspecteurs principaux adjoints;

• des inspecteurs.

Art. 18. — Au niveau régional, l'inspectorat général comprend notamment:

• un inspecteur principal régional;

• des inspecteurs principaux adjoints;

• des inspecteurs chefs de pool;

• des inspecteurs itinérants.

Art. 19. — Sous la direction de l'inspecteur principal régional, les inspecteurs œuvrant en région relèvent, dans l'exercice de leurs fonctions, de l'inspectorat général au niveau central et ce, en étroite collaboration avec l'autorité régionale.

Art. 20. — Le nombre d'inspecteurs généraux adjoints, d'inspecteurs principaux, d'inspecteurs principaux adjoints, de chefs de pool et d'inspecteurs itinérants est déterminé chaque année, par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions, en fonction du nombre d'écoles, de classes et d'enseignants à visiter.

TITRE IV

DE L'ÉVOLUTION DE LA CARRIÈRE

Art. 21. — Les inspecteurs effectuent une carrière plane. Ils portent les titres correspondant aux grades de la carrière normale du statut du personnel de carrière des services publics de l'État, suivant le tableau des équivalences de grades repris à l'annexe II de la présente ordonnance.

Toutefois, sauf promotion en cas de vacance, les inspecteurs peuvent bénéficier de l'avancement en échelon à l'intérieur de leurs titres.

Art. 22. — Le bénéfice de l'avancement en échelon est subordonné aux conditions ci-après:

• avoir exercé les fonctions de l'échelon inférieur pendant trois ans au moins;

• justifier d'une appréciation synthétique égale ou supérieure à «très bon» au cours des trois dernières années de carrière.

Art. 23. — En cas de vacance d'emploi au sein du corps des inspecteurs, la sélection s'opère parmi les candidats revêtus du titre immédiatement inférieur et par ordre d'ancienneté et de mérite.

Art. 24. — L'avancement en échelon à l'intérieur du titre est accordé par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

L'avancement en grade défini par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État est accordé par le président de la République, sur proposition conjointe des ministres ayant respectivement dans leurs attributions la fonction publique ainsi que l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 25. — Les inspecteurs de l'enseignement sont assistés dans leur mission par un personnel administratif d'appoint.

Le personnel administratif d'appoint relève du statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Le personnel d'appoint bénéficie d'une prime spéciale dont le montant est fixé par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

TITRE V

DE LA COTATION ET DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 26. — Les autorités compétentes pour l'établissement du bulletin de cotation et pour l'attribution définitive de l'appréciation synthétique des inspecteurs sont déterminées conformément au tableau ci-dessous:

TITRE DE L'AGENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DU SIGNALEMENT*	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR L'ATTRIBUTION DÉFINITIVE DE L'APPRÉCIATION SYNTHÉTIQUE*
1° Inspecteur de l'enseignement maternel et primaire:		
a) niveau régional	Inspecteur principal	Inspecteur général adjoint
b) niveau central	Inspecteur principal	Inspecteur général adjoint
2° Inspecteur de l'enseignement secondaire:		
– inspecteur de l'enseignement primaire et secondaire chef de pool	Inspecteur principal	
	Inspecteur principal	
– inspecteur principal adjoint		Inspecteur général adjoint
a) niveau régional		
b) niveau central		Inspecteur général adjoint
3° Inspecteur principal:		
a) niveau régional	Inspecteur général adjoint	Inspecteur général de l'EPSP
b) niveau central	Inspecteur général adjoint	Inspecteur général de l'EPSP
4° Inspecteur général adjoint	Inspecteur général	Ministre de l'EPSP
4° Inspecteur général		Ministre de l'EPSP

Art. 27. — Est exclu du corps, tout inspecteur ayant obtenu:

• soit l'appréciation synthétique «médiocre»;

• soit deux appréciations synthétiques successives «assez bon»;

• soit trois appréciations synthétiques successives «bon».

Art. 28. — L'inspecteur ayant obtenu l'appréciation «élite», «très bon» ou «bon» bénéficie d'un avancement annuel de traitement fixé respectivement à 5 %, à 3 % et à 1 %, au début de chaque année civile.

Art. 29. — À l'exclusion de la peine de révocation réservée à l'autorité investie du pouvoir de nomination, les peines disciplinaires suivantes sont prononcées par les autorités désignées, conformément au tableau ci-dessous:

TITRE DE L'AGENT POURSUIVI DISCIPLINAIREMENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR INFLIGER LA PEINE*		
	BLAME	RETENUE DU 1/3 DU TRAITEMENT	EXCLUSION TEMPORAIRE
Insp. de l'ens. maternel ou primaire	Insp. princ.	Directeur/région	Gouverneur
Niveau régional	Insp. princ.	Insp. gén. adj.	Insp. général
Niveau central			
Insp. – chef de pool	Insp. princ.	Directeur/région	Gouverneur
Insp. ens. secon.	Insp. gén. adj.	Insp. gén. adj.	Insp. général
Niveau régional			
Niveau central			
Insp. princ. adjoint	Directeur/région	Directeur/région	Gouverneur
Niveau régional	Insp. général	Insp. général	Insp. général
Niveau central			
Inspecteur principal	Gouverneur	Gouverneur	Insp. général
Niveau régional	Insp. général	Insp. général	Insp. général
Niveau central			
Insp. général adj.	Insp. génér.	Ministre/EPSP	Ministre/EPSP
Insp. général	Ministre/EPSP	Ministre/EPSP	Ministre/EPSP

TITRE VI
DE LA RÉMUNÉRATION ET DES AVANTAGES

Art. 30. — Le statut barémique du corps des inspecteurs de l'enseignement ainsi que les avantages sociaux auxquels il a droit sont fixés par le Conseil des ministres et liquidés par les soins du ministère ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions, conformément aux crédits budgétaires lui alloués.

Les avantages sociaux dont question à l'alinéa ci-dessus ont trait notamment:

• aux allocations familiales;

• aux frais médicaux et soins de santé;

• à l'indemnité de logement;

• à l'avance sur traitement;

• aux frais d'équipement;

• aux frais de transport;

• aux frais funéraires;

• à l'allocation de décès;

• à l'allocation de fin de carrière;

• à l'allocation de retraite;

• à la rente de survie.

Art. 31. — Sans préjudice des primes reconnues aux agents de carrière des services publics de l'État, il peut être alloué en faveur des inspecteurs, une prime pour fonction spéciale et/ou une prime d'itinérance.

Art. 32. — Suivant les conditions et modalités à déterminer par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions, le Conseil des ministres entendu, la prime pour fonction spéciale est allouée à tout inspecteur.

Le taux de la prime pour fonction spéciale varie suivant les fonctions exercées.

Art. 33. — Suivant les conditions et modalités à déterminer conjointement par le ministre du Budget et celui de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, la prime d'itinérance est allouée à l'inspecteur itinérant.

La prime d'itinérance est indépendante des avantages accordés par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État, dans le cadre des déplacements officiels effectués en dehors de leur poste d'attache.

Art. 34. — Sans préjudice des avantages reconnus par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État, les inspecteurs de l'enseignement bénéficient notamment de l'exemption des frais du minerval pour leurs enfants légitimes ou reconnus, de la gratuité, à

concurrence de moitié, des frais scolaires pour les mêmes enfants ainsi que des facilités pour l'acquisition d'un logement, suivant les conditions et modalités à déterminer par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

TITRE VII
DE L'ÉMÉRITAT

Art. 35. — L'inspecteur admis à la retraite honorable et justifiant d'une cotation égale ou supérieure à «très bon» au cours des cinq dernières années de sa carrière, bénéficie de l'éméritat.

La pension de retraite de l'inspecteur bénéficiaire de l'éméritat est égale au traitement d'activité du dernier grade acquis.

TITRE VIII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 36. — Dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions institue une commission technique chargée de l'examen des dossiers individuels des inspecteurs de l'enseignement actuellement en activité, en vue de permettre la régularisation éventuelle des situations administratives, le tout sous réserve du respect des avantages acquis, liés notamment aux rémunérations, aux avantages sociaux prévus par l'article 30 ci-dessus.

Art. 37. — Sont abrogées les dispositions:

• de l'ordonnance 78-096 du 2 mars 1978 portant règlement d'administration relatif au personnel enseignant relevant du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel;

• de l'ordonnance 78-375 du 6 septembre 1978 portant règlement d'administration relatif au corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 38. — Les ministres ayant dans leurs attributions le budget, la fonction publique ainsi que l'enseignement primaire, secondaire et professionnel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe I
Structure administrative de l'inspectorat général de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel

Fonctions de commandement (article 18 du statut)

I. Inspecteur général:

a) fonctions:

• suivre l'application et l'exécution des programmes, des instructions officielles émanant du ministère en matière de l'enseignement et de l'éducation scolaire;

• évaluer l'assimilation des matières figurant aux programmes d'enseignement et organiser les examens, concours et jury;

• présider la réunion annelle d'évaluation des activités de l'inspectorat général regroupant les inspecteurs généraux adjoints et tous les inspecteurs principaux;

• animer et encadrer le personnel de direction scolaire et les enseignants;

• assurer la formation permanente des inspecteurs et du personnel des écoles;

• signaler au ministère les remarques formulées contre les programmes, les manuels scolaires et les possibilités d'adaptation;

• apprécier les activités des inspecteurs et du personnel d'appoint.

b) exigences:

L'inspecteur général doit satisfaire aux exigences suivantes:

• des connaissances générales solides lui permettant de diriger avec une compétence certaine;

• des connaissances techniques nécessaires;

• des qualités morales irréprochables: conscience professionnelle, honnêteté, sens de responsabilité, aptitude au commandement;

• des aptitudes physiques requises.

c) grade statutaire:

L'inspecteur général a le grade de secrétaire général.

II. Inspecteur général adjoint:

a) fonctions:

• seconder et remplacer l'inspecteur général en cas d'empêchement;

• participer à toutes les décisions à prendre au niveau de l'inspectorat général;

• diriger et coordonner un ensemble de branche d'activités de mêmes affinités;

• assurer le relais entre le personnel de sa branche d'activités et l'inspecteur général;

• contrôler l'exécution des instructions reçues de l'inspecteur général;

• décider et donner les avis sur les matières relevant de sa compétence;

• élaborer le plan général de différentes activités de l'inspectorat général;

• apprécier les activités des inspecteurs et du personnel d'appoint de sa branche.

b) exigences:

L'inspecteur général adjoint doit satisfaire aux exigences suivantes:

• exigences morales et physiques imposées par les fonctions de commandement;

• des connaissances générales étendues et un niveau de spécialisation poussé dans sa branche d'activités.

Il est choisi parmi les meilleurs inspecteurs principaux.

c) grade statutaire:

L'inspecteur général adjoint a le grade statutaire de directeur.

III. Inspecteur principal:

a) fonctions:

• coordonner et superviser les activités de son secteur;

• assurer l'organisation matérielle et administrative de ses services;

• assurer la gestion et le contrôle du personnel et de l'équipement mis à sa disposition;

• élaborer et exécuter le planning et le calendrier détaillés des activités annuelles des inspecteurs relevant de son secteur;

• assurer la préparation des projets des circulaires relatives à son secteur d'activités;

• élaborer les propositions du signalement annuel du mérite des inspecteurs;

• décider et donner les avis dans les matières de sa compétence;

• participer à toutes les décisions à prendre au niveau de l'inspectorat général adjoint;

• seconder et remplacer l'inspecteur général adjoint en cas d'empêchement.

b) exigences:

L'inspecteur principal doit répondre à des exigences suivantes:

• exigences morales et physiques imposées par les fonctions de commandement;

• connaissances générales étendues et un niveau de spécialisation poussé dans sa branche d'activités.

Il est choisi parmi les meilleurs inspecteurs principaux adjoints ayant au moins cinq ans d'ancienneté.

c) grade statutaire:

Il est revêtu du grade statutaire de directeur.

IV. Inspecteur principal adjoint:

a) fonctions:

• seconder et remplacer l'inspecteur principal en cas d'empêchement;

• participer à toutes les décisions à prendre au niveau de l'inspectorat principal;

• exploiter et apprécier les différents rapports du personnel mis à sa disposition;

• assurer la gestion et le contrôle du personnel et de l'équipement mis à sa disposition;

• exécuter les instructions et les directives reçues de l'inspecteur principal.

b) exigences:

L'inspecteur principal adjoint doit répondre aux exigences suivantes:

• connaissances générales étendues;

• niveau de technicité très élevé.

Il est choisi parmi les meilleurs inspecteurs chefs de pool.

c) grade statutaire:

L'inspecteur principal adjoint a le grade statutaire de chef de division.

V. Inspecteur chef de pool:

a) fonctions:

• coordonner, superviser et exploiter les activités d'un groupe d'inspecteurs itinérants (4 à 10) de sa juridiction;

• apprécier et proposer des encouragements ou des sanctions à prendre à l'endroit des inspecteurs itinérants, des chefs d'établissements, des enseignants ou du personnel administratif oeuvrant à ce niveau;

• exploiter les rapports relevant de sa compétence: rentrée scolaire, fin de l'année;

• participer aux différentes activités pédagogiques: commission régionale de la promotion scolaire, jury;

• assurer l'information et l'encadrement pédagogique du personnel des écoles de son ressort.

b) exigences:

L'inspecteur chef de pool doit répondre aux exigences suivantes:

• connaissances générales étendues;

• niveau de technicité très élevé.

Il est choisi parmi les meilleurs inspecteurs itinérants nommés et ayant acquis une longue expérience.

c) grade statutaire:

Le chef de pool et l'inspecteur exploitant œuvrant auprès de l'inspectorat principal régional sont revêtus du grade statutaire de chef de division.

VI. Inspecteur itinérant:

a) fonctions:

• contrôler la gestion pédagogique et administrative des écoles;

• effectuer annuellement des visites d'inspection d'au moins 150 enseignants;

• superviser les remises et reprises dans les écoles;

• assurer l'encadrement du personnel des écoles de son ressort;

• participer aux différentes activités pédagogiques.

b) exigences:

L'inspecteur itinérant doit répondre aux exigences suivantes:

• se classer en ordre utile au concours spécial de recrutement;

• réussir le stage probatoire d'une année et être l'objet d'un rapport favorable à l'issue de ce stage;

• être confirmé par un acte officiel.

c) grade statutaire:

Le grade de chef de bureau est attribué à l'inspecteur de l'enseignement maternel et primaire, et celui de chef de division à l'inspecteur de l'enseignement secondaire ou professionnel.

Annexe II
Tableau d'équivalence de grades

*N^os^*	*TITRES OU GRADES AU SEIN DU CORPS*	*CODE*	*GRADE ÉQUIVALENT*
01	Inspecteur général de l'enseignement primaire, secondaire ou professionnel	11	Secrétaire général
02	Inspecteur général adjoint 2e cl.	12/6	Directeur
	Inspecteur général adjoint 1e cl.	12/5	Directeur
	Inspecteur général adjoint	12/4	Directeur

*N^os^*	*TITRES OU GRADES AU SEIN DU CORPS*	*CODE*	*GRADE ÉQUIVALENT*
03	Inspecteur principal de 6e classe	12/6	Directeur
	Inspecteur principal de 5e classe	12/5	Directeur
	Inspecteur principal de 4e classe	12/4	Directeur
	Inspecteur principal de 3e classe	12/3	Directeur
	Inspecteur principal de 2e classe	12/2	Directeur
	Inspecteur principal de 1re classe	12/1	Directeur
	Inspecteur principal	12/0	Directeur
04	Inspecteur principal adjoint de 3e classe	13/6	Chef de division
	Inspecteur principal adjoint de 2e classe	13/5	Chef de division
	Inspecteur principal adjoint de 1re classe	13/4	Chef de division
	Inspecteur principal adjoint	13/3	Chef de division
05	Inspecteur chef de pool de 4e classe	13/6	Chef de division
	Inspecteur chef de pool de 3e classe	13/5	Chef de division
	Inspecteur chef de pool de 2e classe	13/4	Chef de division
	Inspecteur chef de pool de 1re classe	13/3	Chef de division
	Inspecteur chef de pool	13/2	Chef de division
06	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire de 5e classe	13/6	Chef de division
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire de 4e classe	13/5	Chef de division
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire de 3e classe	13/4	Chef de division
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire de 2e classe	13/3	Chef de division
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire de 1re classe	13/2	Chef de division
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire	13/1	Chef de division
07	Inspecteur itinérant de l'enseignement maternel ou primaire de 4e classe	14/6	Chef de bureau
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire ou primaire de 3e classe	14/5	Chef de bureau
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire ou primaire de 2e classe	14/4	Chef de bureau
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire ou primaire de 1re classe	14/3	Chef de bureau
	Inspecteur itinérant de l'enseignement secondaire ou primaire	14/2	Chef de bureau

13 août 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL EDN/CAB.MIN/004/97 portant [sur] la gestion des fonds destinés et/ou générés par l'examen d'État. (*J.O.RDC.,* n°16, 15 août 1997, p. 31)

CHAPITRE 1er
DE DÉPÔT DES FONDS

Art. 1er. — Les fonds destinés et/ou générés par l'examen d'État seront logés:

a. à Kinshasa dans le compte spécial «examen d'État» n°11210/2202 ouvert depuis 1996 par l'Institut d'émission en ses livres à Kinshasa-Gombe sous les références suivantes: R.Z. ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel «E.P.S.P.» v/compte spécial «examen d'État»;

b. dans les provinces et sous-provinces, ils seront versés dans un compte exclusivement ouvert à l'agence de la Banque nationale du Congo; à défaut, soit dans une paroisse, soit dans une procure des missions.

CHAPITRE 2
DE GESTION DES FONDS

Art. 2. — a. À Kinshasa, ces fonds seront gérés conformément à l'arrêté ministériel EDN/CAB.MIN/003/97 du 6 août 1997 instituant la Commission de gestion;

b. en province et en sous-province, la gestion sera assurée par les comités provincial et sous-provincial de l'Éducation nationale.

CHAPITRE 3
DE RETRAIT DE FONDS

Art. 3. — Pour tout retrait des fonds, il faudra un état de besoin prévisionnel concernant l'organisation de l'examen d'État:

a. à Kinshasa, il faut les signatures conjointes des membres de la commission de gestion;

b. en province, il faut les signatures conjointes des membres des comités provinciaux et sous-provinciaux de l'Éducation nationale.

CHAPITRE 4
D'EXÉCUTION DES COMMANDES

Art. 4. — En mission d'achat des documents relatifs à l'examen d'État, les inspecteurs provinciaux présenteront leurs états de besoins à l'inspecteur général qui, sur présentation des preuves des versements des fonds dus, dans le compte spécial repris à l'article 1er, établira un bordereau d'exécution de travail en 4 exemplaires pour le ministre, le secrétaire général, l'inspecteur général et pour le classement.

CHAPITRE 5
DES DISPOSITIONS FINALES

— Le secrétaire général à l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

– Dans sa publication, le *J.O.RDC* ne présente aucun numéro d'article.

Enseignement supérieur, universitaire et recherche scientifique

O.-L. 025-81 du 3 octobre 1981 — Enseignement supérieur et universitaire. – Organisation générale 100
Ord. 81-160 du 7 octobre 1981 — Enseignement supérieur et universitaire. – Statut du personnel 107
O.-L. 82-040 du 5 novembre 1982 — Recherche scientifique et technique. – Organisation . 118
Ord. 70-222 du 24 juillet 1970 — Institut pédagogique national. – Statut 124
L. 71-003 du 3 juillet 1971 — Universités congolaises. – Dénominations 126
Ord. 71-251 du 11 septembre 1971 — Instituts supérieurs techniques. – Organisation 127
Ord. 71-252 du 11 septembre 1971 — Instituts supérieurs pédagogiques. – Organisation . 128
O.-L. 72-045 du 14 septembre 1972 — École nationale des finances. – Création 129
Arr. dép. 055 du 5 août 1976 — École nationale des finances. – Mesures d'exécution 130
Arr. dép. ESRS/BCE/083/78 du 8 août 1978 —Université nationale du Zaïre. – Admission . 130
O.-L. 81-027 du 3 octobre 1981 — Collation des grades académiques. – Instituts supérieurs pédagogiques 131
O.-L. 81-026 du 3 octobre 1981 — Collation des grades académiques. – Universités..... 133
O.-L. 81-028 du 3 octobre 1981 — Collation des grades académiques. – Instituts supérieurs techniques 135
Ord. 81-155 du 7 octobre 1981 — Commission permanente des études. – Création 136
Ord. 81-156 du 7 octobre 1981 — Intendance générale. – Création..... 137
Ord. 81-157 du 7 octobre 1981 — Presses universitaires du Congo. – Création..... 139
Arr. dép. ESURS/CABCE/003/89 du 6 janvier 1989 — Académie militaire de Kananga. – Reconnaissance des diplômes 140
Ord. 89-287 du 9 novembre 1989 — Institut africain d'études prospectives. – Création 140

3 octobre 1981. – ORDONNANCE-LOI 025-81 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire. (*J.O.Z.*, n° 20, 15 octobre 1981, p. 5)

TITRE PREMIER

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — La présente ordonnance-loi porte dispositions générales régissant l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement supérieur et universitaire.

Art. 2. — Par l'enseignement supérieur et universitaire, il faut entendre l'ensemble d'activités académiques, scientifiques et autres exercées par les universités, les instituts supérieurs technique, les instituts supérieurs pédagogiques ainsi que par tous les autres organismes en rapport avec l'objet social de ceux-ci. DR/ESRS/BCE/083-81-N'S/PN.

Section 1re

Du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Art. 4. — Le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est l'organe de tutelle. Il exerce ses attributions conformément aux dispositions de la présente ordonnance-loi.

Il dispose en outre, de services ci-après dénommés «services spécialisés» du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et relevant directement de son autorité.

TITRE II

DES STRUCTURES ET DU CADRE ORGANIQUE

CHAPITRE Ier

DES ORGANES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

Art. 3. — Les organes de l'enseignement supérieur et universitaire sont:

1°) le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avec ses services spécialisés;

2°) les conseils d'administration des universités, des instituts supérieurs techniques et des instituts supérieurs pédagogiques;

3°) les universités;

4°) les instituts supérieurs techniques;

5°) les instituts supérieurs pédagogiques.

Section 2
Des services spécialisés

Art. 5. — Les services spécialisés dont question dans la présente ordonnance-loi sont:

1°) la commission permanente des études;

2°) le centre interdisciplinaire pour le développement et l'éducation permanente (C.I.D.E.P.);

3°) le collège des commissaires aux comptes;

4°) l'intendance générale de l'enseignement supérieur et universitaire;

5°) les presses universitaires du Zaïre.

A. La commission permanente des études

Art. 6. — La commission permanente des études est un organe consultatif chargé d'émettre des avis et de formuler des propositions concrètes sur toutes questions lui soumises par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Elle est présidée par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique ou par toute autre personne désignée par lui.

Elle fixe elle-même les règles de son fonctionnement.

Art. 7. — Les avis de la commission permanente des études sont obligatoirement requis sur les cas suivants:

1°) la détermination de la politique de formation des cadres;

2°) la détermination de la politique et l'exécution des programmes de recherche;

3°) la répartition des enseignements à dispenser par les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire;

4°) création de nouveaux enseignements;

5°) la détermination du niveau académique et scientifique des enseignants à engager;

6°) le programme des cours, les critères d'équivalence des diplômes et le problème de l'emploi des diplômés;

7°) les conditions d'inscription des étudiants ainsi que la politique générale des bourses d'études et de perfectionnement.

Art. 8. — La commission permanente des études comprend des membres désignés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique en raison de leurs expériences et compétence. Le commissaire d'État peut inviter d'autres personnes susceptibles de contribuer au déroulement des travaux de la commission.

Art. 9. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique nomme le secrétaire de la commission permanente des études parmi les membres du personnel relevant du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le secrétaire prépare les réunions de la commission, dresse les procès-verbaux et conserve les archives. Il effectue, en outre, toute mission que lui confie le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Art. 10. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de la commission permanente des études peuvent visiter les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire, à condition de recevoir un mandat exprès du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique. Ce mandat comporte pour les responsables visités, obligation de donner communication aux membres de la commission de tous les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 11. — Le mandat des membres de la commission permanente des études est gratuit. Toutefois, le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique fixe les conditions d'octroi et le montant des indemnités dues aux membres pour frais de déplacement et de séjour.

B. Le centre interdisciplinaire pour le développement et l'éducation permanente (C.I.D.E.P.)

Art. 12. — Le C.I.D.E.P. est un service spécialisé du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de formation permanente dont le rôle est de servir de charnière entre l'université et la société par l'organisation des séminaires de formation et des sessions de recyclage. Il est régi par une ordonnance présidentielle.

C. De l'intendance générale

Art. 13. — L'intendance générale est un service à caractère technique et logistique chargé d'appuyer l'action des universités et des instituts supérieurs dans le domaine de l'équipement scientifique, du transport et des approvisionnements, de la restauration et du développement des infrastructures ainsi que celui de la production. Un texte particulier en arrête l'organisation et en détermine les modalités de fonctionnement.

– Voy. l'ordonnance 81-156 du 7 octobre 1981 portant création d'un service public dénommé Intendance générale de l'enseignement supérieure et universitaire, en abrégé «I.G.» (*J.O.Z.*, n° 21, 1er novembre 1981, p. 33).

D. Du collège des commissaires aux comptes

Art. 14. — Le collège des commissaires aux comptes est nommé par le président de la République, pour un mandat de trois ans renouvelable. Il se fait assister dans sa mission par un organisme fiduciaire agréé par la tutelle. Il est organisé conformément aux dispositions du titre VI, chapitre III de la présente ordonnance-loi.

E. Des presses universitaires du Zaïre (P.U.Z.)

Art. 15. — Les presses universitaires du Zaïre accomplissent leur mission en étroite collaboration avec les services de presses et d'édition organisés au sein des universités, des instituts supérieurs d'enseignement supérieur et universitaire et de ses services spécialisés.

Son organisation et son fonctionnement sont déterminés par voie d'ordonnance présidentielle.

– Voy. l'ordonnance 81-157 du 7 octobre 1981 portant création d'un service public dénommé Intendance générale de l'enseignement supérieure et universitaire, en abrégé «I.G.» (*J.O.Z.*, n° 21, 1er novembre 1981, p. 35).

CHAPITRE II
DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES UNIVERSITÉS ET DES INSTITUTS SUPÉRIEURS

Section 1re
Du conseil d'administration

Art. 16. — Il est institué un conseil d'administration unique pour les universités, un conseil d'administration pour les instituts supérieurs techniques et un conseil d'administration unique pour les instituts supérieurs pédagogiques.

Art. 17. — Le conseil d'administration est l'organe de décision et de contrôle des universités et des instituts supérieurs.

Le président de la République nomme pour un mandat de cinq ans, le président, le vice-président et les membres du conseil d'administration.

Art. 18. — Le conseil d'administration comprend:

a) pour les universités:

1) un représentant du bureau du président de la République;

2) un représentant du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

3) un représentant du département de l'Enseignement primaire et secondaire;

4) les trois recteurs des universités;

5) un membre du conseil d'administration des I.S.P.;

6) un membre du conseil d'administration des I.S.T.;

7) un représentant de l'I.R.S.;

8) un représentant de l'ANEZA;

9) un représentant de l'UNTZA;

10) un représentant de l'ANAPEZA;

11) un représentant du secrétariat général de la J.M.P.R.;

b) pour les instituts supérieurs pédagogiques:

1) un représentant du bureau du président de la République;

2) un représentant du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

3) un représentant du département de l'Enseignement primaire et secondaire;

4) un membre du conseil d'administration des universités;

5) un membre du conseil d'administration des I.S.P.;

6) un directeur (général) d'I.S.T. du groupe agrotechnique;

7) un directeur (général) d'I.S.T. du groupe des techniques;

8) un directeur (général) d'I.S.T. du groupe des arts;

9) un représentant de l'I.R.S.;

10) un représentant de l'ANEZA;

11) un représentant de l'UNTZA;

12) un représentant de l'ANAPEZA;

13) un représentant du secrétariat général de la J.M.P.R.;

c) pour les instituts supérieurs pédagogiques:

1) un représentant du bureau du président de la République;

2) un représentant du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

3) un représentant du département de l'Enseignement primaire et secondaire;

4) un représentant, membre du conseil d'administration des universités;

5) un membre du conseil d'administration des instituts supérieurs techniques;

6) un directeur général d'I.S.P. à deux cycles;

7) un directeur d'I.S.P. à un cycle;

8) un directeur d'I.S.P.T.;

9) un représentant de l'I.R.S.;

10) un représentant de l'ANEZA;

11) un représentant de l'UNTZA;

12) un représentant de l'ANAPEZA;

13) un représentant du secrétariat général de la J.M.P.R.

Art. 19. — Sous réserve des autorisations et approbations requises, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des universités et des instituts supérieurs relevant de son groupe.

À ce titre:

1) il définit la politique générale et les objectifs des établissements relevant de son autorité;

2) il décide, le conseil des universités ou des instituts entendu, de la création de facultés, de sections, des instituts, des écoles, des enseignements nouveaux, des centres de recherche ainsi que des services para-académiques;

3) il contrôle la gestion financière des universités ou des instituts;

4) il approuve le budget des universités ou des instituts supérieurs et le présente avec avis motivé au commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique;

5) il approuve le règlement organique des universités ou des instituts supérieurs ainsi que les règlements d'ordre intérieur de leurs autres organes;

6) il autorise les aliénations et les acquisitions immobilières;

7) il propose au commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique la nomination et la promotion du personnel académique et scientifique ayant au moins le grade égal ou équivalent à celui de chef de travaux;

8) il propose au commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique la nomination et la promotion du personnel administratif et technique de commandement;

9) il accepte les libéralités faites aux universités ou aux instituts supérieurs;

10) il décide du nombre d'heures à attribuer à l'enseignement de chaque matière;

11) il décide du nombre d'heures complémentaires au minimum légal qu'un professeur peut assurer;

12) il exerce les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sur poursuite et diligence de son président. Mandat peut être donné par celui-ci à un ou à plusieurs administrateurs ou à des membres du personnel des universités ou des instituts supérieurs selon qu'il s'agit des problèmes particuliers à chacune de ses composantes.

Art. 20. — Le conseil d'administration est représenté par son président ou, en cas d'empêchement ou d'absence, par son vice-président.

Art. 21. — Le conseil d'administration dispose d'un service administratif dirigé par un secrétaire permanent, nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique dans les mêmes conditions que les secrétaires généraux administratifs.

Son fonctionnement sera fixé par voie d'arrêté départemental.

Art. 22. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou de tout autre administrateur mandaté à cet effet aussi souvent que l'intérêt des universités ou des instituts supérieurs l'exige, et au moins deux fois l'an.

La convocation est adressée aux membres en principe huit jours avant la date de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Le conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres se trouve réunie et convoqué à nouveau pour une date postérieure de quinze jours au moins et de trente jours au plus à cette première réunion; sur deuxième convocation, le conseil peut valablement délibérer, avec le même ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents.

Le conseil d'administration peut, lorsque l'intérêt de l'établissement l'exige, requérir l'avis de toute personne sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Art. 23. — Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. En cas de partage, celle du président de séance est prépondérante.

Toutefois, en ce qui concerne les sanctions disciplinaires, la majorité des trois quarts des voix est exigée.

Les décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de séance et le secrétaire permanent.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont certifiés et signés par le président, ou, à défaut de celui-ci, par le vice-président du conseil.

Art. 24. — Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites.

Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique fixe les conditions d'octroi et le montant des indemnités revenant aux membres du conseil et au personnel du secrétariat pour frais de déplacement et de séjour.

Section 2

Des universités, des instituts supérieurs et de leurs missions respectives

Art. 25. — Les universités, les instituts supérieurs techniques et les instituts supérieurs pédagogiques, ci-après désignés par le terme «établissements», sont des personnes morales de droit public, à caractère scientifique. Ils jouissent de l'autonomie de gestion et disposent chacun d'un patrimoine propre, spécialement affecté à son objet.

Art. 26. — Aux termes de la présente ordonnance-loi, les universités et les instituts supérieurs sont des organes de gestion et d'exécution de l'enseignement supérieur et universitaire. Ils comprennent en leur sein les organes suivants:

1) le conseil de l'université ou de l'institut;

2) le comité de gestion;

3) le recteur, le directeur général ou le directeur;

4) le conseil de faculté ou de section;

5) le conseil de département.

La composition, le fonctionnement ainsi que l'organisation de ces organes sont fixés par ordonnance présidentielle créant chaque établissement.

Art. 27. — Les universités ont pour mission:

1) d'assurer la formation des cadres de conception dans les domaines les plus divers de la vie nationale. À ce titre, elles dispensent des enseignements inscrits à leurs programmes de manière à favoriser l'éclosion des idées neuves et le développement des aptitudes professionnelles;

2) d'organiser la recherche scientifique fondamentale et appliquée, orientée vers la solution des problèmes spécifiques du Zaïre, compte tenu néanmoins de l'évolution de la science, des techniques et de la technologie dans le monde.

Art. 28. — Les instituts supérieurs techniques ont pour mission:

1) de former des cadres spécialisés dans le domaine des sciences, des techniques appliquées ainsi que dans le domaine des arts et métiers;

2) d'organiser la recherche sur l'adaptation des techniques et technologie nouvelles aux conditions de notre pays;

3) d'encourager les talents artistiques.

Art. 29. — Les instituts supérieurs pédagogiques ont pour mission:

1) de pourvoir le pays en fonction de ses besoins, en enseignants de très haut niveau de formation générale et spécialisée, aux qualités morales et pédagogiques éprouvées;

2) de stimuler chez le futur enseignant une prise de conscience de son rôle d'encadreur politique, de la noblesse de sa mission, de l'honneur de sa profession et de la dignité de sa personne;

3) d'organiser la recherche dans le domaine de la pédagogie en vue de découvrir les meilleures méthodes susceptibles d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire;

4) de vulgariser les résultats de ces recherches par la rédaction et la diffusion des manuels scolaires adaptés à ces deux niveaux de l'enseignement.

TITRE III

DE LA TUTELLE

Art. 30. — Les universités, les instituts supérieurs techniques et les instituts supérieurs pédagogiques relèvent de la tutelle du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 31. — L'organe de tutelle exerce son pouvoir soit par voie d'autorisation préalable, soit par voie d'approbation, soit par voie d'opposition.

Sont notamment soumis à l'autorisation préalable: les acquisitions et aliénations immobilières, les marchés de travaux et de fournitures d'un montant qui sera fixé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique, les emprunts à plus d'un an de terme, les prises et cessions de participations financières, l'implantation de nouveaux instituts, centres de recherche et d'enseignement.

Sont notamment soumis à l'approbation, l'organisation des services, le cadre organique, les budgets ou états de prévisions des recettes et des dépenses, les comptes de fin d'exercice, le bilan et le rapport d'activités.

Art. 32. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique ou son délégué reçoit, dans les conditions qu'il fixe, copies des décisions des recteurs, des directeurs généraux ou des directeurs d'instituts, des délibérations des conseils d'administration.

Il fait opposition à l'exécution de toute délibération ou décision du conseil d'administration qu'il juge inopportune, contraire à la loi ou et à l'ordre public ou à l'intérêt particulier de l'université ou de l'institut.

Il le notifie par écrit à l'organe dont elle émane et fait rapport au président de la République.

Si le président de la République n'a pas confirmé l'opposition dans un délai de 30 jours francs à dater du jour où il a eu connaissance des faits, la décision frappée d'opposition devient exécutoire.

L'approbation dont question au paragraphe 3 de l'article 31 ci-dessus est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans un délai d'un mois à dater de son dépôt.

TITRE IV

DU PERSONNEL

Art. 33. — Le personnel de l'enseignement supérieur et universitaire comprend les agents du cadre académique et scientifique ainsi que ceux du cadre administratif et technique des universités, des instituts supérieurs et des organismes ou services spécialisés visés à la section 2 du chapitre I, titre II, de la présente ordonnance-loi.

Une ordonnance présidentielle prise sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique en fixe le statut.

TITRE V

DES ÉTUDIANTS

Art. 34. — Les étudiants prennent annuellement une inscription au rôle. Les étudiants portés au rôle prennent en outre, une inscription générale pour tous les cours relatifs aux matières de l'examen qu'ils ont l'intention de subir.

Par son inscription, l'étudiant s'engage à respecter les règlements de l'université ou de l'institut.

Art. 35. — Le montant du minerval, du droit d'inscription au rôle, du droit d'inscription aux cours ainsi que le taux des frais d'examens sont fixés par le Conseil exécutif.

Le recteur de l'université, le directeur général ou de directeur de l'institut ou leurs délégués peuvent dispenser des droits et frais fixés ci-dessus dans les conditions fixées par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Art. 36. — Dans les limites des crédits disponibles, le Conseil exécutif peut accorder une bourse d'études aux étudiants qui en font la demande. La bourse d'études ainsi accordée constitue un prêt que l'étudiant s'engage à rembourser selon les modalités fixées par l'ordonnance-loi prise sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Art. 37. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique arrête le règlement général qui régit la conduite de l'étudiant dans les universités et les instituts supérieurs.

TITRE VI

DE L'ORGANISATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE

CHAPITRE I^er^

DE L'ORGANISATION BUDGÉTAIRE

Art. 38. — Les opérations en recettes et en dépenses de chaque établissement font l'objet d'un budget annuel:

a) le budget en dépenses comporte deux volets:

• les dépenses ordinaires;

• les dépenses d'investissements;

b) le budget en recettes comporte trois volets:

L'établissement subvient à ses charges au moyen des ressources de son patrimoine qui sont:

• les crédits alloués par l'État;

• les libéralités consenties et acceptées selon les formes légales et réglementaires par le conseil d'administration;

• les revenus et les biens propres non comptabilisés au Trésor public.

Au 31 mars de chaque année, chaque chef d'établissement soumet au conseil d'administration le projet de budget préparé par le conseil de chaque établissement après consultation des facultés (ou sections et autres services qui le composent).

Au 30 avril de chaque année, le conseil d'administration, après examen, le transmet avec le rapport motivé à l'organe de tutelle.

Une fois voté, le budget est versé à chaque établissement par tranche mensuelle selon une répartition effectuée par le conseil d'administration sur proposition du conseil de l'université ou de l'institut.

Art. 39. — Le conseil d'administration est l'ordonnateur général du budget en recettes et dépenses de chaque établissement. Il délègue tout ou une partie de ses pouvoirs au comité de gestion ou autres personnes spécialement désignées par lui dans le respect des lois, règlements et instructions qui régissent les matières d'engagement et de liquidation des dépenses dans les limites des crédits accordés.

En aucun cas, le conseil d'administration n'accomplit les actes de gestion courante.

Art. 40. — Le comité de gestion est le gestionnaire principal du budget. Il délègue, dans les limites et conditions fixées par le conseil d'administration de l'établissement, son pouvoir d'engager des dépenses et de recouvrer des recettes à ses gestionnaires des crédits.

Art. 41. — À la fin de chaque trimestre, chaque comité de gestion dresse, à l'intention du conseil d'administration, un rapport sur l'état de l'exécution du budget global reprenant clairement dans les colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les réalisations trimestrielles des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations.

Art. 42. — Dans les trois mois de la clôture de l'année financière, chaque comité de gestion présente au conseil d'administration, un rapport reprenant tous les articles du budget en indiquant le total des recettes et des dépenses engagées et des obligations encourues sous chacun d'eux ainsi que la différence avec les crédits ouverts au budget de l'année considérée.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 43. — L'exercice financier commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Il est tenu une comptabilité budgétaire et une comptabilité financière à partie double, une comptabilité des matières dont l'autorité de tutelle détermine les règles et le système de gestion.

Art. 44. — L'établissement jouit d'une autonomie de gestion financière pour l'ensemble de lignes budgétaires prévues au budget ordinaire et au budget d'investissement.

Art. 45. — L'établissement peut acquérir après autorisation du conseil d'administration en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de sa mission. L'établissement peut effectuer les placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de son patrimoine.

Art. 46. — L'organisation de la comptabilité de l'établissement doit permettre:

• d'enregistrer toutes les opérations qui affectent la composition de son patrimoine;

• de suivre en permanence la situation des valeurs des biens de fonctionnement et d'équipement et de sa trésorerie, de dégager les résultats de sa gestion et la valeur de son patrimoine à la fin de chaque exercice et de dresser des statistiques;

• d'établir des plans et des situations de trésorerie mensuels et trimestriels.

Art. 47. — Dans les 30 jours du mois suivant, chaque chef d'établissement est tenu de transmettre à l'autorité de tutelle une copie lisible de chaque journal comptable prévu dans le règlement financier.

Art. 48. — Toutes les pièces comptables doivent obligatoirement porter deux signatures.

Art. 49. — Au 31 décembre de chaque année, les écritures comptables de chaque établissement sont arrêtées et le comité de gestion dresse un inventaire et un compte de gestion.

Au 31 mars de chaque année au plus tard, le comité de gestion transmet au conseil d'administration les comptes de l'exercice précédent auxquels est joint un rapport sur la gestion financière de l'établissement.

Le conseil d'administration les approuve, après vérification par les soins des experts qu'il commet, et les transmet, au plus tard le 31 mai, à l'autorité de tutelle.

Art. 50. — L'établissement ne peut consentir directement ou indirectement des prêts, sous quelque forme que ce soit, aux membres du conseil d'administration, ni aux personnes qui participent à la gestion journalière, ni se porter caution en leur faveur.

CHAPITRE III
DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Art. 51. — Sauf dérogation prévue par des dispositions particulières, le contrôle des opérations financières de l'établissement est exercé par un collège de commissaires aux comptes, rattaché au département de tutelle qui organise son mode de fonctionnement.

Ils sont nommés par le président de la République sur proposition de l'organe de tutelle.

La durée de leur mandat est de trois ans, renouvelable. Toutefois, ils peuvent être relevés de leurs fonctions par le président de la République pour faute constatée dans l'exécution de leur mandat. Ils ne peuvent prendre individuellement aucune décision. Ils sont solidairement responsables, conformément au droit commun, pénal ou civil, de l'exécution du mandat reçu et des fautes commises dans l'exercice de celui-ci.

Art. 52. — Les commissaires aux comptes ont, en collège, un droit de surveillance et de contrôle périodique sur toutes les opérations de chaque établissement.

À cet égard, ils ont mandat de vérifier les livres et les valeurs de l'établissement, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes de chaque établissement dans les rapports au conseil d'administration.

Ils peuvent à cet effet prendre connaissance, sans les déplacer, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de l'établissement. Ils établissent chaque fois un rapport, avec copie à l'autorité de tutelle.

Art. 53. — Les commissaires aux comptes peuvent être assistés, dans l'exercice de leur mission, d'un expert ou d'un organisme fiduciaire agréé par l'organe de tutelle.

Ils reçoivent, à charge du département de tutelle, une allocation fixe dont le montant sera déterminé par le Conseil exécutif.

L'allocation de l'expert, le cas échéant, celle de l'organisme fiduciaire, sont également à la charge du département de tutelle. Elles sont fixées contractuellement.

TITRE VII
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 54. — Les campus universitaires de Kinshasa, de Lubumbashi et de Kisangani deviennent respectivement université de Kinshasa, université de Lubumbashi, université de Kisangani.

Art. 55. — Les instituts supérieurs pédagogiques et les instituts supérieurs techniques visés par la présente ordonnance-loi sont:

a) pour les instituts supérieurs pédagogiques:

1) l'institut pédagogique national de Kinshasa;

2) l'institut supérieur pédagogique de Bukavu;

3) l'institut supérieur pédagogique de Mbandaka;

4) l'institut supérieur pédagogique de Kananga;

5) l'institut supérieur pédagogique de la Gombe;

6) l'institut supérieur pédagogique technique de Kinshasa;

7) l'institut supérieur pédagogique de Mbanza-Ngungu;

8) l'institut supérieur pédagogique de Kikwit;

9) l'institut supérieur pédagogique de Mbuji-Mayi;

10) l'institut supérieur pédagogique de Lubumbashi;

11) l'institut supérieur pédagogique technique de Likasi;

12) l'institut supérieur pédagogique de Kisangani;

13) l'institut supérieur pédagogique de Bunia;

b) pour les instituts supérieurs techniques:

1) l'institut supérieur des techniques appliquées (I.S.T.A.);

2) l'institut supérieur de commerce de Kinshasa (I.S.C.);

3) l'institut du bâtiment et des travaux publics de Kinshasa (IBTP/KIN);

4) l'institut supérieur des techniques médicales de Kinshasa (ISTM/KIN);

5) l'institut des sciences et techniques de l'information (I.S.T.I.);

6) l'académie des beaux-arts de Kinshasa (A.B.A./KIN);

7) l'institut national des arts de Kinshasa (I.N.A.);

8) l'institut supérieur de développement rural de MBEO/IDIOFA (I.S.D.E./MBEO);

9) l'institut supérieur des arts et métiers de Kinshasa (ISAM/KIN);

10) l'institut supérieur de développement rural de Mbandaka (I.S.D.R./Mbandaka);

11) l'institut supérieur de développement rural de Tshibashi/Kananga (I.S.D.R./Tshibashi);

12) l'institut supérieur de développement rural de Bukavu (I.S.D.R./BUKAVU);

13) l'institut supérieur des techniques médicales de Bukavue (I.S.T.M./BUKAVU);

14) l'institut supérieur des statistiques de Lubumbashi (I.S.S./LUBUMBASHI);

15) l'institut supérieur d'études sociales de Lubumbashi (I.S.E.S./LUBUMBASHI);

16) l'institut supérieur de commerce de Kisangani (I.S.C./KISANGANI);

17) l'institut supérieur des études agronomiques de Bengamisa/Kisangani (I.S.E.A./BENGAMISA);

18) l'institut supérieur des études agronomiques de Mondongo (I.S.E.A./MONDONGO).

Art. 56. — D'autres universités et instituts supérieurs peuvent être créés sur proposition de l'autorité de tutelle compétente. Ils sont régis par la présente ordonnance-loi.

Art. 57. — L'institut facultaire des sciences agronomiques de Yangambi est érigé en institut facultaire autonome relevant de l'autorité du conseil d'administration des universités.

Ses structures et fonctionnement sont déterminés par voie d'arrêté départemental.

Art. 58. — Le département de l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique hérite des éléments du patrimoine du rectorat en tant qu'administration centrale de l'université nationale du Zaïre.

Ce patrimoine est à répartir, le cas échéant, entre les universités, les instituts supérieurs et les services spécialisés du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, le patrimoine de chaque établissement est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi.

Art. 59. — Les engagements contractés par le rectorat de l'université nationale du Zaïre avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi sont réglés comme suit:

1) ceux contractés et stipulés pour le compte du rectorat, en tant qu'administration centrale de l'Université nationale du Zaïre sont à charge du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

2) ceux contractés et stipulés en faveur des campus universitaires et des instituts supérieurs ou ceux résultant des condamnations judiciaires, coulées en force de chose jugée, sont à charge des administrations de ces établissements.

Art. 60. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique prend toutes les dispositions utiles commandées par les nécessités de fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire dans tous les cas non expressément prévus par la présente ordonnance-loi.

Art. 61. — L'ordonnance-loi 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Zaïre est abrogée.

Art. 62. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

---

7 octobre 1981. – ORDONNANCE 81-160 portant statut du personnel de l'enseignement supérieur et universitaire. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 43)

TITRE Ier

LE CHAMP D'APPLICATION ET LES CADRES ORGANIQUES

Art. 1er. — Le présent statut s'applique aux personnes appelées à occuper un emploi dans les universités, les instituts supérieurs pédagogiques, les instituts supérieurs techniques et les services spécialisés du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 2. — Les emplois au sein des universités, des instituts supérieurs pédagogiques, des instituts supérieurs techniques et des services spécialisés du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique appartiennent à trois cadres organiques:

1. les emplois du cadre académique et scientifique;

2. les emplois du cadre administratif;

3. les emplois du cadre technique.

Chaque cadre organique comporte des catégories et des échelons tels qu'arrêtés aux annexes I à IV du présent statut.

Art. 3. — Appartiennent au personnel de l'un des cadres les personnes dont la qualité est reconnue à la suite d'une nomination à l'un des grades de la hiérarchie prévue par la présente ordonnance.

Art. 4. — Le grade est le titre qui situe le membre du personnel à un rang hiérarchique de l'un des cadres organiques et qui l'habilite à occuper un emploi permanent correspondant à ce grade.

TITRE II

CHAPITRE Ier

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU RECRUTEMENT

Art. 5. — Tout recrutement sous le régime du présent statut est subordonné à la vacance d'un emploi budgétairement prévu et figurant au tableau des effectifs de chaque université, institut supérieur et service spécialisé du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Chaque année, le recteur, le directeur général ou directeur arrête un tableau des effectifs de son établissement ou service.

Art. 6. — Le recrutement se fait sans discrimination et compte tenu des qualifications exigibles à tous les grades du cadre académique, scientifique, administratif et technique.

Art. 7. — Sous réserve de l'article premier, nul ne peut être engagé à l'enseignement supérieur et universitaire s'il ne remplit les conditions suivantes:

1. être de nationalité zaïroise;

2. jouir de tous les droits civiques;

3. être de bonne moralité et bon militant;

4. posséder pour les fonctions à exercer les aptitudes physiques et intellectuelles indispensables;

5. être âgé de 18 ans au moins et 55 ans au plus.

Art. 8. — Le recrutement se fait sur production des titres prévus par le présent statut. Toutefois, le recrutement se fait sur concours dans le cas où le nombre de candidats dépasse celui des emplois à pourvoir. Tout recrutement doit faire l'objet d'une publicité préalable, celle-ci est assurée par un avis officiel d'appel aux candidats accordant à ceux-ci un délai utile pour l'introduction de leur candidature. Seuls les candidats ayant réussi et s'étant placés en ordre utile peuvent être nommés à l'issue du concours.

Art. 9. — Le concours dont question à l'article précédent est organisé selon le cas, par le recteur de l'université, le directeur général ou le directeur de l'institut supérieur ou de service spécialisé.

Art. 10. — Lorsqu'il y a à pourvoir à une vacance d'un emploi, priorité est accordée au personnel en service.

CHAPITRE II

DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Section Ire

Des autorités académiques

Art. 11. — Les autorités académiques sont:

• le recteur;

• le directeur général;

• le directeur;

• le secrétaire général académique;

• le secrétaire général administratif;

• l'administrateur du budget;

• le secrétaire académique;

• le secrétaire administratif;

• le doyen;

• le chef de section;

• le vice-doyen;

• le chef de section adjoint;

• le secrétaire de faculté ou section;

• le chef de département;

• le secrétaire du département.

Art. 12. — Le recteur est nommé par le président de la République sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi le personnel académique de l'enseignement supérieur et universitaire ayant rang de professeur ordinaire, pour un mandat de cinq ans, une fois renouvelable. Sans égard aux dispositions de l'alinéa précédent, le président de la République peut nommer recteur toute personne jugée digne et compétente. Les personnes ayant exercé deux mandats successifs de recteur peuvent être autorisées à porter le titre honorifique de cette fonction.

Art. 13. — Le directeur général est nommé par le président de la République sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi les membres du personnel académique de l'enseignement supérieur et universitaire ayant au moins le rang de professeur pour un mandat de cinq ans, une fois renouvelable.

Sans égard aux dispositions de l'alinéa précédent, le président de la République peut nommer directeur général toute personne jugée digne et compétente.

Art. 14. — Le directeur d'institut est nommé par le président de la République sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi les membres du cops académique de l'enseignement supérieur et universitaire. Son mandat est de cinq ans une fois renouvelable.

Sans égard aux dispositions de l'alinéa précédent, le président de la République peut nommer directeur toute personne jugée digne et compétente.

Art. 15. — Le secrétaire général académique est nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi les membres du corps académique de l'enseignement supérieur et universitaire ayant au moins le rang de professeur, pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Art. 16. — Le secrétaire général administratif est nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi les membres du personnel administratif de commandement titulaires d'un diplôme de licence ou équivalent et ayant au moins le grade de directeur ou du personnel académique.

Art. 17. — L'administrateur du budget est nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi le personnel de commandement titulaire d'un diplôme de licence ou équivalent et justifiant d'une expérience d'au moins trois ans dans l'administration des finances des services publics ou d'enseignement supérieur et universitaire. Son mandat est de quatre ans renouvelable.

Art. 18. — Le secrétaire académique est nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi les membres du corps académique de l'enseignement supérieur et universitaire pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Art. 19. — Le secrétaire administratif est nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique parmi les membres du personnel administratif de commandement titulaires d'un diplôme de licence ou équivalent et ayant au moins le grade chef de division ou du personnel académique ou scientifique ayant au moins le grade de chef de travaux.

Art. 20. — Le doyen est nommé par le recteur, s'il y lieu, sur une liste de trois membres du corps académique ayant au moins le grade de professeur, proposée par le conseil de faculté, pour un mandat de deux ans renouvelable une fois.

Art. 21. — Le chef de section est nommé par le directeur (général) s'il y a lieu, sur une liste de trois membres du corps académique proposée par le conseil de section, pour un mandat de deux ans une fois renouvelable.

Art. 22. — Le vice-doyen est nommé par le recteur sur une liste des trois membres du corps académique proposée par le conseil de faculté pour un terme de trois ans une fois renouvelable.

Art. 23. — Le chef de section adjoint est nommé par le directeur (général) parmi les membres du personnel académique ou scientifique de la section ayant au moins le grade égal ou équivalent à celui de chef de travaux. Son mandat est de trois ans une fois renouvelable.

Art. 24. — Le secrétaire académique de la faculté est nommé par le recteur sur une liste de trois membres du corps académique proposée par le conseil de faculté pour un terme de trois ans une fois renouvelable.

Art. 25. — Le secrétaire académique de la section est nommé par le directeur (général) parmi les membres du personnel académique ou scientifique ayant au moins le grade égal ou équivalent à celui de chef de travaux. Son mandat est de trois ans renouvelable une fois.

Art. 26. — Le chef de département est nommé par le recteur sur une liste des trois membres du corps académique proposée par le conseil de département pour un mandat de trois ans une fois renouvelable. Pour les instituts supérieurs, le chef de département est nommé par le directeur (général) sur une liste des trois membres du personnel académique ou scientifique ayant au moins le grade égal ou équivalent à celui de chef de travaux pour un terme de trois ans une fois renouvelable.

Art. 27. — Les secrétaires de département sont nommés par le recteur parmi les professeurs et les chefs de travaux pour un mandat de trois ans une fois renouvelable. Pour les instituts supérieurs, les secrétaires de département sont nommés par le directeur (général) parmi les professeurs et les chefs de travaux pour un mandat de trois ans une fois renouvelable.

Section 2
Du cadre académique et scientifique

Art. 28. — Est membre du cadre académique et scientifique, tout membre du personnel nommé à l'un des grades de la hiérarchie prévue par la présente ordonnance.

Art. 29. — Le personnel académique se compose d'un corps enseignant et d'un corps non enseignant.

Le corps enseignant comprend:

1. les professeurs ordinaires;

2. les professeurs;

3. les professeurs associés.

Le corps non enseignant comprend:

1. les conservateurs en chef, les bibliothécaires en chef, les directeurs de recherche;

2. les conservateurs en chef adjoints, les bibliothécaires en chef adjoints, les maîtres de recherche;

3. les conservateurs principaux, les bibliothécaires principaux, les chargés de recherche.

Le personnel scientifique se compose d'un corps enseignant et d'un corps non enseignant.

Le corps enseignant comprend:

1. les chefs de travaux;

2. les chargés d'enseignement;

3. les assistants;

4. les assistants de pratique professionnelle;

5. les chargés de pratique professionnelle.

Le corps non enseignant comprend:

1. les conservateurs de 1re classe et de 2e classe;

2. les bibliothécaires de 1re classe et de 2e classe;

3. les assistants de recherche.

Art. 30. — Les professeurs consacrent toute leur activité à l'université ou à l'institut supérieur où ils assument une charge pleine d'enseignement, exercices pratiques ou cliniques comprises par année académique, et à la recherche scientifique.

Toutefois, les professeurs ordinaires et les professeurs peuvent être autorisés par le comité de gestion à exercer des activités ou des fonctions extra-universitaires en rapport avec les matières enseignées ou les recherches qu'ils poursuivent.

Art. 31. — Nul ne peut être nommé professeur ordinaire s'il n'a donné pendant quatre ans au moins un enseignement de plein exercice en qualité de professeur et s'il n'a fait preuve pendant ce temps de qualités pédagogiques et d'activités scientifiques notamment par la publication d'un ouvrage au moins ou quatre articles scientifiques.

Art. 32. — Nul ne peut être nommé professeur s'il n'a participé, pendant quatre ans au moins, au titre de professeur associé à l'enseignement dans une université ou dans un institut supérieur pédagogique ou technique et s'il n'a fait preuve pendant ce temps de qualités pédagogiques et d'activités scientifiques, notamment par la publication d'au moins deux articles et par la rédaction d'au moins un cours.

Art. 33. — Nul ne peut être nommé professeur associé dans une université ou dans un institut supérieur:

a. si la vacance du poste n'est pas budgétairement prévue et figure au tableau des effectifs de l'université ou de l'institut;

b. s'il n'a pas fait preuve d'aptitudes pédagogiques pendant la période probatoire d'au moins six mois;

c. s'il n'est titulaire d'un diplôme de docteur à thèse obtenu à la suite de la soutenance d'une thèse présentée dans une université zaïroise ou étrangère ou dans un établissement de même rang ou s'il n'est porteur des titres jugés équivalents.

Art. 34. — Ne peut porter le titre de professeur d'université ou d'institut supérieur que la personne régulièrement nommée professeur ordinaire, professeur ou professeur associé. Quiconque s'attribue faussement la qualité de professeur encourt les peines prévues par l'article 123 du Code pénal.

Art. 35. — Nul ne peut être nommé chef de travaux:

a. s'il n'est porteur d'un diplôme équivalent à celui de licence;

b. s'il n'a exercé pendant quatre ans au moins les fonctions d'assistant;

c. s'il n'a acquis en outre une maturité en fait de recherches personnelles démontrées par des activités et publications scientifiques d'au moins deux articles.

Toutefois, le titulaire d'un diplôme d'études supérieures ou d'un titre équivalent, le spécialiste en médecine, peuvent être nommés chefs de travaux, après un an de plein exercice comme assistant et s'il a publié un article scientifique.

Art. 36. — Nul ne peut être nommé assistant s'il n'est porteur d'un diplôme au moins équivalent à celui de la licence, s'il n'a obtenu la mention «distinction» aux épreuves de l'année terminale ou s'il n'a obtenu au moins 65 % aux épreuves de l'année terminale et obtenu au moins une fois la mention «distinction» durant toutes les épreuves et s'il n'a pas été jugé apte à l'enseignement par la faculté ou la section. Le mandat d'assistant est de deux ans, renouvelable deux fois.

Art. 37. — Les assistants et les chefs de travaux assistent le professeur dans le travail scientifique, les exercices et les travaux pratiques. Ils remplissent exclusivement leurs fonctions à l'université ou l'institut.

Art. 38. — Nul ne peut être nommé chargé d'enseignement s'il n'a exercé pendant quatre ans les fonctions d'assistant de pratique professionnelle et s'il n'a fait preuve de productions artistiques ou scientifiques.

Art. 39. — Nul ne peut être nommé assistant de pratique professionnelle s'il n'a exercé pendant quatre ans les fonctions de chargé de pratique professionnelle et s'il n'a un brevet ou un titre de spécialisation.

Art. 40. — Nul ne peut être nommé chargé de pratique professionnelle s'il n'est porteur d'un diplôme au moins équivalent à celui de graduat avec mention «distinction» ou s'il n'a obtenu au moins 65 % aux épreuves de l'année terminale et obtenu au moins une fois la mention «distinction» durant toutes les épreuves et s'il n'a été jugé apte à l'enseignement par la faculté ou la section. Le mandat de chargé de pratique professionnelle est de deux ans, renouvelable deux fois.

Art. 41. — Les membres du cadre académique sont nommés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique sur proposition du conseil d'administration.

Les actes de nomination indiquent la qualité conférée aux intéressés, l'université ou l'institut dans lequel ils sont nommés, ainsi que la date à laquelle la nomination prend effet.

Art. 42. — La charge horaire et les conditions de service des membres du personnel enseignant à temps plein, enseignement pratique y compris, sont réglementés par le conseil d'administration de l'université ou de l'institut supérieur.

Art. 43. — Nul ne peut être nommé directeur de recherche:

1. s'il n'a exercé pendant quatre ans les fonctions de maître de recherche;

2. s'il n'a publié au moins deux ouvrages et quatre articles scientifiques;

3. s'il n'a démontré ses aptitudes à exercer les fonctions de directeur de recherche;

4. ou s'il n'a le grade de professeur ordinaire.

Art. 44. — Nul ne peut être nommé maître de recherche:

1. s'il n'a exercé pendant quatre ans les fonctions de chargé de recherche;

2. s'il n'a publié au moins un ouvrage quatre articles scientifiques;

3. s'il n'a démontré ses aptitudes à exercer les fonctions de maître de recherche;

4. ou s'il n'a le grade de professeur.

Art. 45. — Nul ne peut être nommé chargé de recherche:

• s'il n'est porteur du titre de docteur ou d'agrégé d'enseignement supérieur obtenu à la suite de la soutenance d'une thèse dans une université zaïroise ou étrangère ou dans un établissement de même rang, ou s'il n'a le grade professeur associé.

Art. 46. — Nul ne peut être nommé attaché de recherche, s'il n'a exercé pendant quatre ans les fonctions d'assistant de recherche et publié au moins quatre articles scientifiques ou s'il n'a le grade de chef de travaux ou équivalent.

Art. 47. — Nul ne peut être nommé assistant de recherche s'il n'est porteur d'un diplôme au moins équivalent à celui de licence, s'il n'a obtenu la mention «distinction» aux épreuves de l'année terminale ou s'il n'a obtenu au moins 65 % aux épreuves de l'année terminale et obtenu au moins une fois la mention «distinction» durant toutes les épreuves. Le mandat d'assistant de recherche est de deux ans, deux fois renouvelable.

Art. 48. — Nul ne peut être nommé conservateur en chef:

1. s'il ne remplit les conditions de nomination comme professeur ordinaire;

2. s'il n'a encore exercé quatre ans au moins les fonctions de conservateur en chef adjoint ou publié au moins deux ouvrages et deux articles scientifiques.

Le conservateur en chef est chargé, sous l'autorité du recteur ou directeur général, de la gestion, de la conservation et du développement des collections.

Art. 49. — Nul ne peut être nommé conservateur en chef adjoint:

• s'il ne remplit les conditions de nomination comme professeur; ou s'il n'a exercé pendant quatre ans au moins les fonctions de conservateur principal et publié un ouvrage, deux articles ainsi que des rapports sur les collections.

Art. 50. — Nul ne peut être nommé conservateur principal:

• s'il ne peut être nommé professeur associé. Toutefois, des dispenses de diplômes peuvent être accordées à une personne titulaire d'une licence et ayant notoirement fait preuve d'une valeur scientifique reconnue équivalente au doctorat soutenue en République du Zaïre.

Art. 51. — Nul ne peut être nommé conservateur de 1re classe:

• s'il n'a exercé, pendant quatre ans au moins, les fonctions de conservateur de 2e classe;

• s'il n'a publié deux articles scientifiques et des rapports sur les collections.

Art. 52. — Nul ne peut être nommé conservateur de 2e classe s'il n'est titulaire d'un diplôme universitaire au moins égal à la licence.

Art. 53. — Les conditions de nomination de bibliothécaire en chef, de bibliothécaire en chef adjoint, de bibliothécaire principal, de bibliothécaire de 1re classe, de bibliothécaire de 2e classe sont *mutatis mutandis* les mêmes que celles de nomination au titre de conservateur en chef, de conservateur en chef adjoint, de conservateur principal, de conservateur de 1re classe et de conservateur de 2e classe. Le bibliothécaire est chargé, sous l'autorité du recteur, du directeur général ou du directeur, de la gestion, de la conservation et du développement de la bibliothèque.

Art. 54. — Le personnel du cadre académique et scientifique jusqu'au grade équivalent à celui de chef de travaux est nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique sur proposition du conseil d'administration. Le personnel du cadre scientifique du grade égal ou inférieur à celui d'assistant est nommé par le conseil de l'université ou de l'institut sur proposition des conseils de faculté ou de section.

Section 3
Du cadre administratif

Art. 55. — Les emplois du cadre administratif comprennent des emplois de commandement, de collaboration et d'exécution, conformément à l'annexe III de la présent ordonnance.

Art. 56. — Est membre du cadre administratif tout membre du personnel nommé à l'un des grades de la hiérarchie de ce cadre.

Art. 57. — Nul ne peut être nommé à un emploi de commandement s'il n'a exercé pendant au moins trois ans les fonctions relevant du grade immédiatement inférieur et s'il n'a réussi à un concours et s'est classé en ordre utile. Toutefois, la promotion à un grade de commandement est conditionnée à la vacance d'un emploi budgétairement prévu.

Art. 58. — Nul ne peut être nommé à un emploi de collaboration:

• s'il n'est titulaire d'un diplôme de licence ou d'une qualification reconnue équivalente par le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

• ou s'il n'est titulaire d'un diplôme de graduat ou d'un diplôme jugé équivalent par le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

• ou s'il n'a exercé les fonctions d'agent de bureau pendant au moins 3 ans et s'il n'a été successivement coté soit deux fois «élite», soit «très bon».

Art. 59. — Nul ne peut être nommé à un emploi d'exécution:

• s'il n'est titulaire d'un certificat d'au moins deux ans d'études post-primaires;

• et s'il ne justifie par une expérience ses aptitudes à exercer les fonctions d'exécution.

Art. 60. — Le personnel de commandement est nommé par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique sur proposition du conseil d'administration compétent. Les membres du cadre administratif de collaboration et d'exécution sont nom-

més selon le cas par le recteur, le directeur général ou le directeur de l'institut sur proposition du comité de gestion.

Section 4

Du cadre technique

Art. 61. — Les agents auxquels il est exigé des aptitudes indispensables à l'accomplissement de leurs tâches professionnelles constituent le personnel technique de l'université ou de l'institut supérieur.

Art. 62. — Les dispositions prévues aux articles 57, 58 et 59 sont aussi applicables au personnel technique. Les grades administratifs du personnel technique sont ceux de la hiérarchie du personnel administratif.

TITRE III

DE LA CARRIÈRE

Art. 63. — La carrière est la période comprise entre le recrutement et la cessation définitive des services. Elle ne peut être interrompue que dans les conditions déterminées par le présent statut.

Ne sont pris en considération pour le calcul de la carrière que l'activité de service, les congés, le détachement, la disponibilité et la suspension non suivie d'une révocation ou d'une mise à pied.

Art. 64. — Tout engagement définitif du personnel est soumis à une période probatoire dont la nature et la durée sont déterminées par le conseil d'administration de l'université ou de l'institut supérieur.

Avant l'expiration de la période probatoire, l'autorité désignée par le conseil d'administration de l'université ou de l'institut établit un rapport donnant en conclusion ses avis sur l'opportunité de l'admission définitive du membre du personnel. L'agent qui n'est pas admis à titre définitif est licencié d'office sans droit à aucune indemnité. Sauf notification préalable d'une décision négative, l'expiration de la période probatoire entraîne automatiquement l'admission à titre définitif.

CHAPITRE I^{er}

DES POSITIONS

Art. 65. — Au cours de la carrière, les membres du personnel sont placés dans l'un des positions suivantes:

• l'activité de service;

• la disponibilité;

• le détachement;

• la suspension.

Section I^{re}

De l'activité de service

Art. 66. — L'activité de service est la position de membre du personnel qui exerce effectivement les fonctions afférentes à l'un des emplois correspondant à son grade. Elle englobe les missions officielles, les mutations, les congés et les absences intermittentes autorisées par les chefs hiérarchiques.

Art. 67. — Pour compte ou dans l'intérêt de l'université ou de l'institut supérieur, tout membre du personnel peut être chargé de mission officielle à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Elle s'effectue avec ordre de mission émanant de l'autorité compétente. Sauf dispositions contraires, elle débute le jour du départ pour se terminer le jour du retour. Le personnel chargé de mission doit en limiter la durée au temps prévu dans l'ordre de sa mission.

Les taux d'indemnités de mission sont fixés par le conseil d'administration de l'université ou de l'institut.

Art. 68. — Le nombre de personnel a droit aux congés suivants:

1. congé annuel de reconstitution d'une durée de 30 jours calendriers;

2. congé de maladie ou d'infirmité dûment constatée par un certificat médical signé par trois médecins et mettant l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions;

3. congé de circonstances dans les cas suivants:

• mariage de l'agent: 4 jours ouvrables;

• décès du conjoint: 6 jours ouvrables;

• décès d'un parent ou allié du 1er degré: 6 jours ouvrables;

• décès d'un parent ou allié du 2^{e} degré: 4 jours ouvrables;

• accouchement de l'épouse: 4 jours ouvrables;

• mutation ou déménagement: 2 jours ouvrables;

• mariage d'un enfant: 1 jour ouvrable;

• remise des distinctions honorifiques: 2 jours ouvrables.

Les congés de maladie et les congés de circonstance ne sont accordés qu'au moment où se produit l'événement qui les justifie.

Art. 69. — Sans préjudice des dispositions de l'article 66 ci-dessus, le membre du personnel de sexe féminin a droit à un congé de maternité. La durée de ce congé est de quatorze semaines consécutives, dont huit au moins après l'accouchement.

Le congé de maternité est accordé sur présentation d'un certificat médical indiquant la date de l'accouchement.

Toutefois, à l'exception du personnel enseignant, le membre du personnel de sexe féminin qui a bénéficié d'un congé de maternité ne peut plus, pour la même année, faire valoir son droit au congé de reconstitution.

Section 2

Du détachement

Art. 70. — Le détachement est la position du membre du personnel qui est autorisé à interrompre provisoirement ses fonctions:

1. pour remplir un mandat public ou pour exercer des fonctions publiques;

2. pour exercer des fonctions dans les services des forces armées zaïroises;

3. pour exercer des fonctions à temps plein au sein de l'Union nationale des travailleurs du Zaïre (UNTZa);

4. pour exercer des fonctions à temps plein au sein des organismes publics personnalisés ou internationaux.

Le détachement est décidé par le recteur de l'université, le directeur général ou le directeur de l'établissement suivant les modalités qui sont fixées par un règlement du conseil d'administration.

Art. 71. — Le détachement d'un membre du personnel rend vacant l'emploi qu'il occupait. Toutefois, à l'expiration du détachement, le membre du personnel est pris d'office en activité de service et réaffecté à un emploi correspondant au grade dont il est titulaire au moment de cette réaffectation.

Art. 72. — La durée du détachement est comprise dans la carrière de membre du personnel.

À ce titre, le membre du personnel détaché continue à bénéficier de son droit à l'avancement en grade et en traitement.

Le membre du personnel détaché n'est plus à la charge de l'université ou de l'institut supérieur. Il est rémunéré par l'organisme auprès duquel il est détaché sous réserve des accords éventuellement conclus entre l'université ou l'institut supérieur et le service auprès duquel il a été détaché.

Durant la période de détachement, le membre du personnel est soustrait à l'application des dispositions du statut qui sont incompatibles avec sa position.

Section 3

De la disponibilité

Art. 73. — La disponibilité est la position du personnel dont l'activité est interrompue soit d'office, soit dans les cas visés à l'article 74.

Art. 74. — La disponibilité est prononcée d'office:

• en cas d'interruption des services pour une raison indépendante de la volonté du membre du personnel ou lorsqu'il y a impossibilité pour un membre du personnel de rejoindre son poste d'attache, dans ce cas, la disponibilité ne peut excéder deux ans;

• à l'expiration du sixième mois d'un congé de maladie, dans ce cas, la disponibilité ne peut excéder deux ans.

Art. 75. — Le membre du personnel peut être mis en disponibilité pour effectuer, dans l'intérêt de l'université ou de l'institut supérieur, des études ou stages de perfectionnement. Dans ce cas, il s'engage par écrit à servir l'université ou l'institut après ses études ou stages. Lorsque ces études sont sanctionnées par un diplôme susceptible de permettre, en cas de recrutement, l'accès à un grade supérieur, le membre du personnel est nommé d'office au grade correspondant à sa nouvelle qualification.

Art. 76. — La disponibilité rend vacant l'emploi occupé par le membre du personnel. À l'expiration de la période de disponibilité, le membre du personnel est replacé en activité de service. Il est soit réaffecté à son emploi, soit affecté à un autre emploi.

Art. 77. — Durant la période de disponibilité, la situation du membre du personnel est réglée de la manière suivante:

• quant aux avantages sociaux: le membre du personnel en disponibilité conserve le bénéfice entier des avantages sociaux alloués en cours de carrière;

• quant à la carrière: la durée de la disponibilité est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté;

• quant à la rémunération:

a) le membre du personnel mis en disponibilité pour raison d'études ou de stage, bénéficie d'un complément à sa bourse au moins égal à 50 % de son dernier traitement;

b) le membre du personnel mis en disponibilité pour impossibilité de rejoindre son poste d'attache bénéficie d'un traitement entier pendant trois mois, à partir du quatrième mois, il bénéficie de la moitié de son traitement;

c) le membre du personnel mis en indisponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité bénéficie de sa rémunération;

• quant à l'avancement de traitement, participe à l'avancement le membre du personnel mis en disponibilité pour impossibilité de rejoindre son poste.

L'avancement est suspendu en cas de disponibilité pour raisons d'études ou de stage. Il s'opère rétroactivement au cas où le stage ou les études ont été effectués avec succès.

Section 4

De la suspension

Art. 78. — Le membre du personnel qui, d'après des indices suffisamment graves, est présumé avoir commis une faute, peut être suspendu immédiatement de ses fonctions. Dans ce cas, la suspension de fonctions n'est pas une peine mais une mesure préventive dans l'intérêt du service. Sa durée ne peut excéder un mois. La suspension doit être accompagnée de l'ouverture d'une action disciplinaire.

Art. 79. — Les autorités habilitées à prononcer la mesure de suspension définie à l'article 76 ci-dessus sont:

1. le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique, en ce qui concerne les autorités académiques;

2. le recteur, le directeur général ou le directeur, en ce qui concerne le personnel administratif et technique de commandement et le personnel de collaboration;

3. le secrétaire général administratif ou le secrétaire administratif, en ce qui concerne le personnel d'exécution.

Art. 80. — Si des poursuites judiciaires sont intentées à charge de l'agent pour les faits qui lui sont reprochés, la clôture de l'action disciplinaire peut être différée jusqu'au prononcé du jugement, et dans ce cas, la durée de la suspension de fonction peut dépasser un mois et entraîner la privation de traitement. L'agent conserve néanmoins le bénéfice des avantages sociaux alloués en cours de carrière.

Toutefois, lorsque les poursuites judiciaires se terminent par un classement sans suite ou par acquittement l'agent est réintégré dans tous ses droits tant en ce qui concerne la carrière qu'en ce qui concerne la rémunération avec effets rétroactifs à la date de la suspension, sous réserve de l'application des peines disciplinaires prévues par le présent statut.

CHAPITRE II
DE LA RÉMUNÉRATION

Art. 81. — La rémunération comprend le traitement et les primes. Elle est payée mensuellement.

Art. 82. — Le traitement est le prix des services rendus par le membre du personnel dans les fonctions correspondant à son grade.

On distingue le traitement acquis du traitement initial. Le traitement initial est celui attaché au grade dont le membre du personnel est revêtu. Le traitement acquis est le traitement initial majoré des augmentations annuelles découlant de l'avancement de traitement. Pour tous les cas où l'université ou l'institut supérieur se porte caution d'une convention à laquelle un membre du personnel est partie, il peut être opéré sur le traitement des retenues égales aux taux convenus entre les parties. Le remboursement mensuel de prêts consentis par l'université ou l'institut supérieur à un membre du personnel ne peut être supérieur à 1/5 du traitement.

Art. 83. — Les conseils d'administration peuvent octroyer d'autres primes que celles énumérées ci-dessus:

• prime de technicité;

• prime d'intérim;

• prime pour fonction spéciale.

Le montant et les conditions d'octroi des primes ci-dessus sont fixés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique sur proposition du conseil d'administration des universités ou des conseils d'administration des instituts supérieurs.

Art. 84. — La prime de technicité peut être accordée à un membre du personnel pour possession des qualifications techniques ou scientifiques.

Art. 85. — Lorsqu'un membre du personnel est désigné à titre intérimaire pour occuper un emploi de commandement supérieur à celui correspondant à son grade, il a droit à une prime d'intérim dont le montant est égal à la différence entre son traitement initial et le traitement du grade correspondant à l'emploi dont il assure l'intérim.

Le droit à la prime d'intérim s'ouvre après un mois et cesse à la reprise du poste par le titulaire. En tout état de cause, l'intérim ne peut dépasser un an. Après ce délai, le poste vacant doit être pourvu sauf en cas de mission prolongée dans l'intérêt de service ou de semestre sabbatique.

Art. 86. — La prime pour fonction spéciale est octroyée:

• lorsqu'en plus de sa fonction propre, un membre du personnel est appelé à assurer d'autres fonctions;

• lorsque la fonction du membre du personnel comporte des responsabilités et risques particuliers;

• la prime pour responsabilité reprise au n°1 ci-dessus ne sera en aucun cas cumulée avec la prime d'intérim.

CHAPITRE III
DES AVANTAGES SOCIAUX ALLOUÉS EN COURS DE CARRIÈRE

Art. 87. — En cours de carrière, le membre du personnel bénéficie:

• des allocations familiales;

• des soins de santé;

• d'un logement;

• des frais funéraires;

• des frais de transports;

• des frais de voyage;

• de l'allocation d'invalidité.

Art. 88. — Entrent en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales, pour autant qu'ils soient célibataires et à la charge du membre du personnel:

• les enfants légitimes du membre du personnel;

• les enfants adoptés légalement par le membre du personnel;

• les enfants que le conjoint a retenus d'un précédent mariage;

• les enfants dont la tutelle a été déférée à un membre du personnel par un tribunal, à condition que ces enfants participent effectivement à la vie de la famille de leur tuteur.

Les enfants sont pris en considération pour l'octroi de l'allocation familiale jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis. Au-delà de cet âge, l'allocation n'est plus accordée que si les enfants poursuivent des études, s'ils sont en apprentissage non rémunéré ou s'ils se trouvent, en raison de leur état physique ou mental, dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance.

Dans ce dernier cas, sauf cas d'invalidité permanente, le taux des allocations familiales est celui fixé par la législation sociale.

Par dérogation au 1er alinéa ci-dessus, le membre du personnel de sexe féminin ne bénéficie par d'allocation familiale si son mari exerce une activité lucrative. L'allocation familiale prend effet le premier jour du mois au cours duquel se produit l'événement qui y donne lieu, si celui-ci se situe après l'engagement du membre du personnel. Elle est due et acquise pour tout mois commencé et liquidée en même temps que le traitement.

Art. 89. — Sont à charge de l'université ou de l'institut supérieur, les soins médicaux, chirurgicaux, obstétricaux et hospitaliers, ainsi que les médicaments et les appareils d'orthopédie et de prothèse, dentaire exceptée, nécessités par l'état de santé du membre entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales.

Les soins ne sont pas dus lorsque les bénéficiaires séjournent à l'étranger et sauf si le membre du personnel s'y trouve pour raisons de service ou de mission ou s'il a été autorisé à s'y rendre pour le motif que les soins requis ne peuvent être donnés au Zaïre.

Art. 90. — Le membre du personnel qui n'est pas logé par l'université ou l'institut supérieur bénéficie d'une indemnité équitable de logement, payée mensuellement avec le traitement. Le taux de l'indemnité de logement est déterminé par un règlement du conseil d'administration.

Art. 91. — En cas de décès de l'agent, du conjoint, d'un enfant entrant en ligne de compte pour les allocations familiales, l'université ou l'institut supérieur prend en charge le coût du cercueil ainsi que les frais de transport de la dépouille mortelle jusqu'au lieu de l'inhumation. L'inhumation se fait au lieur de poste d'attache de l'agent.

Art. 92. — Le membre du personnel en activité a droit à une allocation dite «pécule de vacances» destinée à couvrir tous les frais relatifs au congé de reconstitution prévu à l'article 68 du présent statut. Le montant de cette allocation est égal à la rémunération mensuelle du membre du personnel. Le pécule de vacances est octroyé sans préjudice du traitement dû à un membre du personnel pendant le congé de reconstitution.

Art. 93. — Le membre du personnel bénéficie des frais de voyage dans les conditions suivantes:

• au début et à la fin de la carrière ou en cas de mutation;

• à l'occasion de voyages ou stage, de formations scientifiques en République du Zaïre ou à l'étranger.

Art. 94. — En cas de décès d'un membre du personnel, de son conjoint, d'un enfant entrant en ligne de compte pour les allocations familiales, l'université ou l'institut supérieur prend en charge les frais funéraires. Les conditions pour le bénéfice de ces avantages seront fixées dans le règlement d'administration.

L'université ou l'institut supérieur accepte d'assurer au moment du décès le rapatriement des membres de la famille (veuve et enfants à charge) s'ils le désirent, jusqu'à la région d'origine.

Art. 95. — Tous les déplacements de service des membres du personnel sont à la charge de l'université ou de l'institut supérieur.

À cet effet, l'université ou l'institut supérieur peut, selon les circonstances:

• soit organiser le transport en commun des membres du personnel;

• soit accorder une indemnité compensatoire de transport;

• soit accorder des indemnités kilométriques;

• soit accorder un titre de transport.

L'indemnité compensatoire de transport et l'indemnité kilométrique sont payées au même moment que le traitement, suivant le coût réel du transport.

Art. 96. — L'université ou l'institut supérieur acceptent en cas d'incapacité temporaire ou partielle, résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, le paiement au membre du personnel victime de cet accident ou de cette maladie de la totalité de sa rémunération jusqu'au moment de la guérison ou de la consolidation des lésions. La durée de l'octroi de ladite allocation ne peut excéder deux ans.

CHAPITRE IV
DES DROITS, DEVOIRS ET INCOMPATIBILITÉS

Art. 97. — Les membres du personnel de l'université ou de l'institut supérieur sont tenus:

• de servir l'université ou l'institut supérieur avec dévouement, intégrité et dignité et de veiller en toutes occasions, à la sauvegarde des intérêts de l'université;

• d'exercer personnellement et avec assiduité leurs fonctions aux temps et lieux qu'exige le fonctionnement de l'université ou de l'institut supérieur et de ne jamais suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable;

• d'éviter dans le service et dans leur vie privée tout ce qui peut compromettre la dignité de leurs fonctions;

• d'exécuter les instructions de service de leurs chefs hiérarchiques et de répondre personnellement à l'égard de leurs chefs de l'exécution des ordres reçus;

• de faire montre de militantisme et d'attachement aux idéaux du Mouvement populaire de la révolution;

• de se comporter avec courtoisie dans leurs rapports tant avec leurs supérieurs, collègues et inférieurs qu'avec les personnes extérieures à l'université ou à l'institut supérieur.

Art. 98. — Les membres du personnel des universités et des instituts supérieurs s'interdisent:

• toute occupation de nature à porter préjudice à l'accomplissement régulier de leurs fonctions;

• de solliciter, d'exiger ou de recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques de personnes autres que l'université ou l'institut supérieur;

• sauf autorisation expresse préalable, de révéler des faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs natures ou par les instructions des autorités politiques;

• d'utiliser sans autorisation, à leur profit ou au profit des tiers les services des membres de l'université ou de l'institut supérieur ainsi que les biens de ceux-ci.

Art. 99. — L'agent jouit du droit syndical et est d'office affilié à l'Union nationale des travailleurs du Zaïre (UNTZa). L'exercice du droit syndical et la représentation du personnel se font conformément aux dispositions de la législation sociale en la matière. Le droit de grève de l'agent s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des services publics vitaux qui ne peuvent souffrir d'interruption.

CHAPITRE V
DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 100. — Tout manquement d'un membre du personnel à ses obligations professionnelles ou aux obligations liées à son état, toute atteinte à la moralité publique, constituent une faute disciplinaire qui exige une sanction. La gravité du manquement est appréciée par le chef hiérarchique compétent.

Art. 101. — Les sanctions disciplinaires applicables aux membres du personnel sont:

• le blâme;

• la mise à pied;

• le licenciement;

• la révocation.

Art. 102. — Le blâme est un reproche écrit adressé au membre du personnel pour les manquements à ses obligations notamment en cas de:

• non-respect de la hiérarchie;

• retard non justifié;

• insuffisance professionnelle;

• sorties non autorisées pendant les heures de service.

Art. 103. — La mise à pied des membres du personnel avec perte de traitement est prononcée notamment en cas de:

• récidive d'une faute ayant entraîné un blâme;

• abandon du lieu d'affectation sans l'autorisation du chef hiérarchique;

• ivresse décelée sur le lieu de travail;

• utilisation à des fins personnelles des biens et services des membres du personnel de l'université ou de l'institut supérieur;

• tentative d'abuser de la bonne foi de l'employeur;

• atteinte à la moralité publique.

Elle ne peut excéder deux fois quinze jours par an.

Art. 104. — Le licenciement peut être prononcé notamment en cas de:

• récidive d'un manquement ayant entraîné précédemment deux mises à pied;

• insuffisance professionnelle;

• tout autre manquement du personnel académique jugé grave par le comité de gestion.

Art. 105. — La révocation est le licenciement sans préavis ni indemnité pour faute lourde, notamment en cas:

1. d'ivresse répétée pendant les heures de service;

2. d'acte d'indiscipline et de violence pendant ou à l'occasion du service;

3. de corruption et concussion;

4. d'usage de faux lors de l'engagement;

5. d'abandon de service pour plus de huit jours;

6. de refus de service caractérisé et d'actes d'insubordination;

7. de divulgation du secret professionnel.

Art. 106. — Le licenciement avec ou sans préavis est prononcé par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Les autres sanctions sont prononcées par les chefs hiérarchiques.

En tout état de cause, l'application des sanctions disciplinaires prévues par la présente ordonnance est subordonnée à l'ouverture de l'action disciplinaire à charge de l'agent incriminé.

Art. 107. — L'action disciplinaire est distincte et indépendante de l'action judiciaire à laquelle peuvent donner lieu les mêmes faits, sous réserve des dispositions suivantes:

• dans le cas où une sanction disciplinaire a été prononcée avant que la juridiction compétente ait statué, les membres du personnel peuvent, si cette dernière les a renvoyés des poursuites faute de preuves, demander la révision de la sanction disciplinaire;

• dans le cas où les membres du personnel ont été condamnés définitivement à une servitude pénale égale ou supérieure à trois mois, ils sont licenciés sans préavis sur simple constatation de la condamnation.

Art. 108. — Les membres du personnel ont le droit d'introduire un recours écrit dans les huit jours qui suivent la notification d'une sanction disciplinaire prononcée à leur endroit. Ils peuvent se faire assister d'un délégué syndical auquel peut s'adjoindre un permanent syndicaliste pour les cas prévus aux articles 101, 102 et 103 de la présente ordonnance.

Les organes et les modalités du recours sont déterminés par un règlement d'administration. Le recours n'est pas suspensif de l'exécution de la sanction.

Art. 109. — Toute sanction prononcée à l'endroit d'un membre du personnel fait l'objet d'une inscription dans son dossier.

Toutefois, un membre du personnel auquel il a été infligé une sanction autre que la révocation ou le licenciement peut, après deux ans d'absence de toute sanction à dater du jour où la faute a été commise, solliciter la radiation de la sanction. La radiation est la suppression pour l'avenir de l'effet d'une sanction disciplinaire. Elle est prononcée par le conseil d'administration.

CHAPITRE VI
DU SIGNALEMENT ET DE L'AVANCEMENT

Art. 110. — Le signalement est obligatoire pour tous les agents soumis au présent statut. Il a pour objet d'éclairer l'autorité sur leur intégrité, leurs sens civique et social, leur valeur et leur conscience professionnelle. Dans le cadre technique et administratif sont *seuls leurs ordres*, les supérieurs hiérarchiques ayant au moins rang de chef de bureau. Les membres du personnel académique seront cotés selon les modalités définies dans le règlement d'administration.

– Texte conforme au *J.O.Z.*

Art. 111. — De l'avancement de grade.

Les candidats à la promotion doivent remplir les conditions suivantes:

1. avoir accompli trois ans d'ancienneté au moins dans le grade immédiatement inférieur au grade de promotion;

2. avoir obtenu au moins l'appréciation «bon» lors de trois derniers signalements;

3. avoir participé avec succès à un concours organisé à cet effet et être classé en ordre utile.

Les promotions aux grades du personnel académique et scientifique sont accordées par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique sur proposition du conseil d'administration.

Les promotions aux grades de 1re catégorie, pour les membres de cadre administratif et technique sont accordées par le commissaire

d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique sur proposition du conseil d'administration. Les autres sont accordées par le recteur, le directeur général ou le directeur selon le cas.

Les promotions de grade sortent leurs effets le 1er janvier de l'année qui suit la cotation. L'octroi d'une promotion de grade donne droit au traitement initial du grade conféré. Toutefois, si l'agent jouit déjà d'un traitement supérieur à celui auquel donne droit l'avancement du grade, il conserve ce traitement, majoré de 6 % calculé sur le traitement initial de son nouveau grade.

Art. 112. — De l'avancement de traitement.

L'avancement de traitement consiste en une augmentation annuelle de traitement. Le taux de l'augmentation annuelle est respectivement de 5 %, 4 % et 3 % du traitement initial selon que les membres du personnel ont obtenu la cote «élite», «très bon» ou «bon», lors du dernier signalement.

L'augmentation est accordée le 1er janvier de chaque année, sauf si les membres du personnel n'ont pas compté au cours de la dernière année six mois dans une position donnant droit à l'avancement.

TITRE IV
DE LA CESSATION DÉFINITIVE DES SERVICES

CHAPITRE Ier
GÉNÉRALITÉS

Art. 113. — La cessation définitive des services entraînant la perte de la qualité de membre du personnel de l'université ou de l'institut supérieur résulte:

1. du décès;

2. de la démission d'office;

3. de la démission volontaire;

4. de la mise à la retraite;

5. du licenciement;

6. de la révocation.

Hormis le cas de décès, la décision mettant fin à la carrière des membres du personnel est prononcée par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 114. — La démission volontaire ne peut résulter que d'une demande écrite des membres du personnel marquant leur volonté non équivoque et inconditionnelle de mettre définitivement fin à leurs services. Elle produit ses effets dès qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Le délai dans lequel celle-ci doit notifier sa décision à partir du jour où elle a été saisie de la démission sera fixé par le règlement d'administration.

Art. 115. — Sont démis d'office et sans indemnités quelconque de leurs fonctions:

1. les membres du personnel qui, sans motif valable, ne reprennent pas leur service à l'expiration d'un congé ou d'une suspension;

2. les membres du personnel dont la nomination n'est plus régulière;

3. les membres du personnel qui refusent de prester leurs services avant la prise d'effets de la démission volontaire.

La démission d'office produit ses effets à dater du jour de la survenance de l'événement qui l'a provoquée.

Art. 116. — Les membres du personnel peuvent prétendre à la retraite quand ils remplissent les conditions fixées par la législation sociale. Les membres du personnel peuvent, à leur demande ou à l'initiative du comité de gestion, en cas d'insuffisance professionnelle, être mis à la retraite lorsqu'ils ont accompli vingt ans de carrière au moins.

Art. 117. — Le licenciement des membres du personnel pour inaptitude physique ne peut être prononcé que pour cause de maladie ou d'infirmité graves et permanentes dûment constatées par les autorités médicales ou lorsque la disponibilité pour cause de maladie excède deux ans. Le licenciement pour inaptitude professionnelle ne peut être prononcé que si le membre du personnel fait preuve d'une insuffisance professionnelle manifeste dans les différents emplois correspondant à son grade et à ses qualifications. Sans préjudice des dispositions de l'article 110, la procédure d'inaptitude est ouverte par le recteur, le directeur général ou le directeur à l'endroit de tout membre du personnel qui a fait l'objet, lors de deux signalements consécutifs, de l'appréciation «médiocre».

CHAPITRE II
DES AVANTAGES ATTACHÉS À LA FIN DE CARRIÈRE

Section 1re
De l'indemnité de sortie et de la pension

Art. 118. — Sauf en cas de révocation, les autorités académiques soumises au présent statut reçoivent, lors de la cessation définitive de leur mandat, une indemnité de sortie de charge dont le montant est égal à 6 mois de leur dernier traitement. L'indemnité n'est pas due lorsque l'intéressé est nommé à des fonctions supérieures.

En cas de décès en cours de mandat, l'indemnité est versée à la veuve ou, à défaut, par parts égales aux enfants du défunt entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales selon le présent statut.

Art. 119. — Le montant de l'indemnité de sortie pour les autres membres du personnel de l'université et de l'institut supérieur est calculé selon les dispositions de la législation sociale relatives aux indemnités de préavis.

Art. 120. — Lorsque la fin de carrière résulte de la mise à la retraite, les membres du personnel bénéficient dans les conditions ci-dessous:

• d'une indemnité de sortie;

• et d'une pension de retraite ou d'invalidité.

Art. 121. — La pension de retraite est octroyée aux membres du personnel qui ont accompli au moins vingt ans de carrière ou qui ont été mis à la retraite pour limite d'âge avant d'avoir accompli trente ans de carrière. Le montant de la pension de retraite est de 50 % du dernier traitement brut. Les professeurs émérites prévus au titre V ci-dessous, bénéficient de la totalité de leur traitement.

La pension d'invalidité n'est acquise qu'au bénéfice des membres du personnel licenciés pour inaptitude physique. Elle est de 50 % du dernier traitement brut. Aucune pension d'invalidité n'est due si l'inaptitude constitue la réalisation d'un risque spécial auquel les membres du personnel se sont volontairement exposés ou si elle est imputable au refus ou à la négligence des membres du personnel de se soumettre à un traitement médical préventif.

Art. 122. — Lorsque la fin de carrière résulte du licenciement avec préavis, les membres du personnel bénéficient d'un préavis légal calculé conformément aux dispositions légales.

Section 2

De l'indemnité de décès et de la rente de survie

Art. 123. — Lorsque la fin de carrière résulte du décès du membre du personnel, il sera alloué à la veuve et aux enfants âgés de 18 ans accomplis:

• une indemnité de décès; et

• une rente de survie.

Art. 124. — L'indemnité de décès est égale au montant de l'indemnité de sortie dont aurait bénéficié le membre du personnel si la fin de sa carrière résultait de la mise à la retraite.

Art. 125. — La veuve du membre du personnel soumis au présent statut bénéficie d'une rente de survie:

• si le conjoint est décédé en cours de carrière;

• si le conjoint était titulaire d'une pension de retraite ou d'invalidité, à condition que le mariage ait précédé la cessation définitive des services.

Le montant de la rente est égal à 40 % du dernier traitement d'activité ou 50 % de la pension de mari selon que celui-ci est décédé au cours de carrière ou étant en pension. La déchéance définitive du droit à la rente de survie est prononcée en cas de remariage de la veuve. Elle est temporaire en cas de sa condamnation définitive à une peine privative de liberté et ce pendant la durée de cette peine.

Art. 126. — Les orphelins des membres du personnel jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis bénéficient d'une rente d'orphelin sans préjudice des dispositions de l'article 123.

Le montant de la rente d'orphelin est égal à 5 % du montant du dernier traitement d'activité ou à 10 % de la pension des membres du personnel selon que ceux-ci sont décédés en cours de carrière ou en étant en pension. La déchéance définitive du droit à la rente de survie est prononcée en cas de remariage de la veuve. Elle est temporaire en cas de sa condamnation définitive à une peine privative de liberté et ce, pendant la durée de cette peine.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient d'omettre les deux premières phrases.

Section 3

Des allocations familiales

Art. 127. — Les membres du personnel en retraite bénéficient des allocations familiales pour chacun des enfants à leur charge, sous réserve des dispositions suivantes:

• les enfants que le conjoint a retenus d'un précédent mariage et les enfants sous tutelle du membre du personnel bénéficient des allocations familiales seulement si le mariage a été contracté et si la tutelle a été déférée avant la cessation définitive des services.

Art. 128. — Le taux des allocations familiales prévues à l'article 123 ci-dessus est celui fixé pour les membres du personnel en activité de service.

Art. 129. — Les membres du personnel pensionnés bénéficient pour eux-mêmes, leurs conjoints et leurs enfants, des soins de santé dans les mêmes conditions que les membres du personnel en activité de service.

La veuve et les orphelins des membres du personnel jouissant de la rente de survie, bénéficient également des soins de santé.

Art. 130. — La pension de retraite, la rente de survie et les allocations familiales sont acquises par mois.

Art. 131. — Les avantages sociaux prévus au présent chapitre ne sont accordés que si les intéressés ne bénéficient pas de mêmes avantages en vertu d'un autre régime de sécurité sociale plus favorable et si les bénéficiaires résident sur le territoire national.

Art. 132. — Nul ne peut jouir simultanément de deux pensions ou d'une pension et d'un salaire. En cas de cumul, les membres du personnel doivent choisir entre les pensions ou entre la pension et le salaire, l'option pour le salaire n'ayant d'autre effet que de suspendre le droit à la pension aussi longtemps que les membres du personnel perçoivent le salaire.

TITRE V

DE L'ÉMÉRITAT

Art. 134. — Les membres du personnel académique ayant un rang égal ou supérieur à celui de professeur associé portent le titre de professeur. Ceux, parmi eux, qui auront accompli au moins vingt ans de carrière seront proclamés professeur émérites.

Lorsque le membre du cadre académique bénéficie de l'éméritat, sa pension de retraite est égale à son dernier traitement d'activité.

TITRE VI

DU PERSONNEL ACADÉMIQUE ET SCIENTIFIQUE NON PERMANENT

Art. 135. — Le personnel académique et scientifique non permanent est constitué de personnes qui exercent les fonctions académiques et scientifiques au sein d'une université ou d'un institut supérieur mais sans assumer une charge horaire pleine.

Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique fixera les règles les régissant. Toutefois, les dispositions relatives au recrutement, aux droits, devoirs et incompatibilités ainsi qu'au régime disciplinaire leur sont applicables.

TITRE VII

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 136. — Les professeurs associés actuels de la faculté de médecine ne peuvent prétendre à la promotion au grade de professeur qu'après la soutenance d'une thèse d'agrégation.

Art. 137. — Sans préjudice des droits acquis et pour autant qu'ils ne soient pas contraires ni incompatibles avec l'esprit du présent statut, celui-ci régit également les membres du personnel des universités et instituts supérieurs en position d'activité au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 138. — L'ordonnance 78-076 du 24 janvier 1978 portant statut du personnel de l'Université nationale du Zaïre est abrogée.

Art. 139. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Tableau synoptique d'équivalence entre les grades du personnel académique et scientifique des universités et des instituts supérieurs

Code Grade	*Personnel enseignant*	*Personnel scientifique et de recherche DG de l'I.R.S.*
11	Professeur ordinaire	Directeur de recherche Bibliothécaire en chef Conservateur en chef
12	Professeur	Maître de recherche Bibliothécaire en chef adjoint Conservateur en chef adjoint
13	Professeur associé	Chargé de recherche Bibliothécaire principal Conservateur principal
14	Chef de travaux chargé d'enseignement	Attaché de recherche Bibliothécaire de 1re classe Conservateur de 1re classe
21	Assistant Assistant de pratique Professionnelle	Assistant de recherche Bibliothécaire de 2e classe Conservateur de 2e classe
22	Chargé de pratique professionnelle	

Tableau synoptique d'équivalence entre les grades du personnel administratif et technique des universités et des instituts supérieurs

Code Grade	*Personnel administratif*	*Personnel technique*
11	Directeur chef de service	
12	Directeur	
13	Chef de division	Technicien de recherche qualifié
14	Chef de bureau	Technicien de recherche maîtrisé
21	Attaché de bureau de 1re classe	Technicien de recherche
22	Attaché de bureau de 2e classe	
31	Agent de bureau de 1re classe	Technicien de recherche as.
32	Agent de bureau de 2e classe	Agent technicien de recherche
33	Agent auxiliaire de 1re classe	
34	Agent auxiliaire de 2e classe	
35	Huissier Manœuvre	

5 novembre 1982. – ORDONNANCE-LOI 82-040 portant organisation de la recherche scientifique et technique. (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1982, p. 11)

TITRE Ier

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — La présente ordonnance-loi porte dispositions générales régissant l'organisation et le fonctionnement de la recherche scientifique et technologique au Zaïre.

Art. 2. — La recherche scientifique et technologique a principalement pour objet de:

1° réunir sous une seule autorité, celle du département de la Recherche scientifique, divers centres et instituts de recherche existants ou à créer dans le pays sous l'égide de l'État;

2° confier à cette seule autorité:

• le soin d'élaborer un budget unique de la recherche dans tous les domaines;

• le soin de rassembler et répartir aux centres de recherche, aux instituts de recherche, à des chercheurs individuels, les moyens matériels et financiers provenant de diverses sources, à savoir publiques ou privées, gouvernementales ou non gouvernementales ainsi que certains dons ou libéralités;

• le soin d'organiser périodiquement une large concertation au sein de la communauté scientifique en vue de concourir à l'élaboration des programmes de recherche en rapport avec les besoins du développement économique, social et culturel du pays;

• le soin de procéder aux nominations et promotions dans le secteur de la recherche scientifique;

3° promouvoir le progrès et l'application de la science et de la technologie dans le pays en fonction des besoins du développement de l'ensemble du territoire national;

4° harmoniser et coordonner notamment au moyen des plans, programmes et budgets, toutes les activités scientifiques et technologiques nationales à effectuer;

5° arrêter les mesures propres à faciliter la formation, le recrutement et l'emploi du personnel scientifique et technique;

6° renforcer la participation zaïroise aux entreprises de coopération scientifique et technologique internationale, notamment, par l'échange des cadres compétents.

TITRE II
DES STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA RECHERCHE

CHAPITRE 1er
DES ORGANES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Art. 3. — Les organes du pouvoir en matière de la recherche scientifique et technologique sont:

1° le département de la Recherche scientifique;

2° le Conseil scientifique national;

3° les centres et instituts de recherche scientifique.

Section 1re
Du département de la Recherche scientifique

Art. 4. — Le département de la Recherche scientifique est l'organe de tutelle. Il est chargé de la conception et de l'application de la recherche scientifique et technologique du pays.

À ce titre, sa mission est double:

1° la planification, la budgétisation, la coordination interdépartementale, le contrôle et l'évaluation des activités scientifiques et technologiques nationales;

2° la coordination scientifique, la promotion et le financement des activités scientifiques et technologiques nationales.

Art. 5. — En plus de cette double mission, le département de la Recherche scientifique est chargé:

1° d'encourager et de faciliter notamment par l'octroi des fonds appropriés, les recherches entreprises par les organismes privés ou par certains chercheurs indépendants particulièrement doués et inventifs;

2° de proposer au conseil exécutif les voies et moyens tendant à assurer l'utilisation des résultats des recherches entreprises tant au Zaïre que dans d'autres pays;

3° d'enregistrer les procédés techniques sous forme de dépôts de brevets et licences auprès des organismes zaïrois compétents et d'en négocier les modalités d'exploitation;

4° de veiller à ce que grâce à la publication et à l'information, les résultats des travaux de recherche scientifique concourent, sur le plan pratique et d'une manière efficace, au développement du pays.

Art. 6. — Le département de la Recherche scientifique dispose d'un fonds spécial d'intervention en faveur des recherches à effectuer ou déjà entreprises par certains organismes privés ou par des chercheurs indépendants conformément aux dispositions du point 1° de l'article précédent.

Les modalités d'octroi et de gestion de ce fonds seront fixées par voie d'arrêté du commissaire d'État à la Recherche scientifique, le conseil exécutif entendu.

Art. 7. — Les résultats de recherches effectuées tant par les organismes privés que par les chercheurs indépendants bénéficiaires des subventions de l'État par le biais du département de la Recherche scientifique sont la propriété de ceux qui les ont mis au point.

Toutefois, les modalités d'exploitation de ces résultats de recherche seront déterminées par voie d'arrêté du commissaire d'État à la Recherche scientifique.

Art. 8. — Les recherches à effectuer ou en cours d'exécution dans les universités et instituts supérieurs peuvent bénéficier des subventions telles que prévues à l'article 6 de la présente ordonnance-loi.

Les modalités d'exploitation de toutes ces recherches sont régies par les dispositions de l'article précédent.

Art. 9. — Toute activité de recherche à effectuer ou déjà entreprise, avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi au Zaïre, par les organismes privés ou par des chercheurs indépendants tant nationaux qu'étrangers, doit faire l'objet d'agrément par arrêté du commissaire d'État à la Recherche scientifique qui en déterminera les modalités d'obtention.

Art. 10. — Les dispositions de l'article 9 de la présente ordonnance-loi ne s'appliquent pas aux organismes internationaux de recherche liés au conseil exécutif par un accord bilatéral ou multilatéral.

Toutefois, ces organismes soumettront les actes ci-après à l'autorisation du commissaire d'État à la Recherche scientifique:

1° l'établissement des stations de recherche;

2° le statut du personnel scientifique (le recrutement et la promotion);

3° le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir.

Art. 11. — À la fin de chaque année, tous les organismes de recherche établis au Zaïre doivent déposer au département de la Recherche scientifique deux exemplaires du rapport détaillé de toutes leurs activités scientifiques.

Section 2
Du Conseil scientifique national

Art. 12. — L'ensemble des centres et instituts de recherche scientifique ont un organe unique de décision et de contrôle appelé Conseil scientifique national. Le Conseil scientifique national se compose de 19 membres au moins et 25 membres au plus. Ils sont tous nommés par le président de la République, sur proposition de l'autorité de tutelle, pour un mandat de 5 ans renouvelable.

Ils peuvent, toutefois, être relevés de leurs fonctions par le président de la République.

Art. 13. — Les membres du Conseil scientifique national sont choisis parmi les personnes ayant compétence en matière scientifique et technologique. Lorsqu'ils représentent les départements du conseil exécutifs, ils doivent justifier d'une haute formation universitaire.

Art. 14. — Le Conseil scientifique national peut compter en son sein des membres non zaïrois, mais nommés en raison de leur expérience ou de leur notoriété sur le plan scientifique, par le président de la République, sur proposition du commissaire d'État à la Recherche scientifique.

Art. 15. — Le membre du Conseil scientifique national nommé en remplacement d'un autre dont le mandat a pris fin par suite de décès,

de démission ou de révocation ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir sur le mandat de son prédécesseur.

Art. 16. — Le Conseil scientifique national comprend notamment:

• 1 représentant du département de la Recherche scientifique;

• le directeur général de chaque centre ou institut de recherche;

• 1 représentant du département ayant les mines dans ses attributions;

• 1 représentant du département de la Santé publique, membre du Conseil national de la santé et du bien-être;

• 1 représentant du bureau du président-fondateur du MPR, président de la République;

• 1 représentant du cabinet du premier commissaire d'État;

• 1 représentant du département ayant l'agriculture dans ses attributions;

• 1 représentant du département ayant la défense nationale dans ses attributions;

• 3 représentants des universités ou instituts supérieurs dont le président du conseil d'administration des universités, le président du conseil d'administration des instituts supérieurs techniques et le président du conseil d'administration des instituts supérieurs pédagogiques.

Art. 17. — Le président de la République nomme, parmi les membres du Conseil scientifique national, un président.

Celui-ci n'est nommé que pour la durée de son mandat de membre du Conseil scientifique national, mais il peut, à tout moment, être relevé de ses fonctions par le président de la République.

Dans le cas où le président du Conseil scientifique national se trouve empêché d'exercer ses fonctions, il délègue au membre le plus âgé son pouvoir de convoquer le conseil et de présider les réunions; cette délégation, qui est renouvelable, doit toujours être donnée par écrit pour une durée limitée.

À ce sujet, l'autorité de tutelle doit être informée.

Art. 18. — Le Conseil scientifique national dispose d'un service administratif dirigé par un secrétaire permanent.

Son fonctionnement sera fixé par voie d'arrêté du commissaire d'État à la Recherche scientifique.

Le secrétaire permanent est nommé par le commissaire d'État à la Recherche scientifique et a rang de secrétaire général administratif de centre ou institut de recherche.

Le secrétaire permanent assiste aux réunions du Conseil scientifique sans voix délibérative. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire permanent, le commissaire d'État à la Recherche scientifique désigne un remplaçant qui en assure l'intérim.

Art. 19. — Le Conseil scientifique national se réunit sur convocation de son président, ou, en cas d'empêchement de ce dernier, sur celle de son délégué chaque fois que l'intérêt d'un centre ou d'un institut de recherche l'exige et chaque fois que la demande a été faite par écrit soit par la moitié au moins de ses membres en exercice, soit par l'autorité de tutelle.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er, le Conseil scientifique national se réunit au moins une fois tous les deux mois.

Les convocations sont envoyées aux membres en principe huit jours au moins avant la date de la réunion. Elles contiennent l'ordre du jour. Celui-ci est arrêté par le président, ou par son délégué, lorsque c'est ce dernier qui convoque le conseil. Il doit comporter, outre les propositions émanant du président ou de son délégué, toute question présentée par écrit au président, 15 jours au moins avant la date de réunion, par le quart au moins des membres en exercice ou par l'autorité de tutelle.

Art. 20. — Tout membre du Conseil scientifique national empêché peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son nom.

Aucun mandataire ne peut représenter plus d'un membre du Conseil scientifique national. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux de la séance.

Art. 21. — Le Conseil scientifique national ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente ou représentée.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, celle du président de la séance est prépondérante.

Art. 22. — Les délibérations du Conseil scientifique national sont constatées par les procès-verbaux signés par le président de séance et le secrétaire permanent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés et signés par le président du Conseil scientifique national ou, à défaut, par un membre du Conseil scientifique national et le secrétaire permanent.

Art. 23. — Les membres du Conseil scientifique national reçoivent, à titre de jetons de présence, une allocation fixe dont le montant est déterminé par le président de la République.

Cette allocation est à charge du département de la Recherche scientifique.

Art. 24. — Sous réserve des autorisations et approbations requises, le Conseil scientifique national a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des instituts et centres de recherche.

À ce titre:

1°) il délibère des orientations et priorités des plans et programmes de recherches scientifiques et technologiques à effectuer dans le pays;

2°) il délibère sur l'allocation des ressources consacrées par le budget de l'État aux activités scientifiques et technologiques;

3°) il contrôle la gestion financière des centres et instituts de recherche;

4°) il approuve le budget des instituts et centres de recherche et la présente avec avis au commissaire d'État à la Recherche scientifique;

5°) il approuve le règlement organique des instituts et centres de recherche;

6°) il propose au commissaire d'État à la Recherche scientifique la nomination et la promotion du personnel scientifique ou du personnel administratif de commandement.

Art. 25. — Les centres et instituts de recherche relevant des universités ou des instituts supérieurs sont soumis aux dispositions du point premier de l'article précédent.

Art. 26. — Le Conseil scientifique national peut créer, en dehors de ses membres, des commissions scientifiques composées des personnalités du secteur public ou privé, désignées en raison de leur compétence ou de leur expérience. La présidence de chaque commission est assurée par un membre du Conseil scientifique national.

Les commissions scientifiques ont pour tâche notamment de préparer les éléments techniques des programmes de recherche à l'intention du Conseil scientifique national.

Art. 27. — La composition, le mode de désignation des membres des commissions scientifiques et le mode de fonctionnement des commissions seront fixées par l'arrêté du commissaire d'État à la Recherche scientifique.

Section 3

Des centres et instituts de recherche

Art. 28. — Les centres et instituts de recherche son des établissements publics dotés chacun de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Ils ont pour mission d'effectuer les études, les recherches scientifiques et technologiques, les expérimentations et, en général, tous travaux qui sont en rapport avec leurs objectifs respectifs.

Ils comprennent en leur sein les organes suivants:

1° le conseil d'administration;

2° le comité de gestion;

3° le directeur général du centre ou de l'institut;

4° un conseil de département.

La composition et le fonctionnement de ces organes sont fixés par l'ordonnance créant chaque centre ou institut de recherche et fixant leur statut particulier.

Art. 29. — Les centres ou instituts de recherche peuvent avoir une ou plusieurs stations de recherche en tous lieux moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE 2

DE LA TUTELLE

Art. 30. — Le département de la Recherche scientifique est l'organe de tutelle des centres et instituts de recherche.

Art. 31. — L'organe de tutelle exerce son pouvoir de tutelle soit par voie d'approbation, soit par voie d'autorisation préalable, soit par voie d'opposition.

Sont notamment soumis à autorisation préalable:

1. les acquisitions et aliénations immobilières et mobilières;

2. les marchés de travaux et de fournitures d'un montant égal ou supérieur à cent mille zaïres;

3. les emprunts et les prêts à plus d'un an de terme;

4. les prises et cessions de participations financières;

5. l'établissement de stations de recherche et bureaux.

Sont notamment soumis à approbation:

1. l'organisation des services;

2. le cadre organique;

3. le plan comptable particulier;

4. les budgets ou états de prévisions des recettes et des dépenses;

5. les comptes de fin d'exercice, le bilan et le rapport annuel d'activité.

Art. 32. — Si l'intérêt de service l'exige, l'organe de tutelle peut par voie d'arrêté motivé, suspendre aussi bien l'exécution des décisions jugées inopportunes ou illégales que les organes qui les ont prises. Il en informe le président-fondateur, président de la République.

Art. 33. — L'autorité de tutelle ou son délégué a accès avec voix consultative aux réunions du Conseil scientifique national. Les convocations aux réunions du Conseil scientifique national lui sont adressées dans les conditions prévues à l'article 19 de la présente ordonnance-loi.

L'autorité de tutelle reçoit, dans les conditions qu'elle fixe, copies des délibérations du Conseil scientifique national, des délibérations du conseil d'administration et des délibérations des comités de gestion des centres et instituts de recherche. Les délibérations et les décisions qu'elles entraînent ne sont exécutoires que quinze jours après leur réception par l'autorité de tutelle, sauf si celle-ci déclare en autoriser l'exécution immédiatement.

Pendant ce délai, l'autorité de tutelle a la possibilité de faire opposition à l'exécution de toute délibération ou décision qu'elle juge contraire à la loi, à l'intérêt général ou à l'intérêt particulier du centre ou institut de recherche.

Lorsqu'elle fait opposition, elle notifie celle-ci par écrit au président du Conseil scientifique national ou au président du comité de gestion, suivant le cas, et fait rapport au président de la République. Si le président de la République ne réagit pas dans un délai de 15 jours francs à dater de la notification dont question à l'alinéa précédent, la décision frappée d'opposition est nulle et non avenue.

CHAPITRE 3

DU PERSONNEL

Art. 34. — Le personnel œuvrant au sein de différents centres et instituts de recherche comprend les agents du cadre scientifique ainsi que ceux du cadre administratif et technique. Une ordonnance présidentielle prise sur proposition du commissaire d'État à la Recherche scientifique en fixe le statut.

TITRE III

DE L'ORGANISATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA RECHERCHE

CHAPITRE 1er

DU BUDGET

Art. 35. — Le budget de la recherche est unique. Chaque centre ou institut de recherche concourt à sa préparation sous la direction de son comité de gestion.

Les projets de budget de tous les centres et instituts de recherche sont rassemblés par le Conseil scientifique national qui, après avis des départements intéressés du conseil exécutif, les fusionne sous forme de « projet de budget de la recherche scientifique pour l'année ...» à transmettre au commissaire d'État ayant la recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 36. — Les opérations en recettes et en dépenses de chaque institut ou centre font l'objet d'un budget annuel:

a) le budget en dépenses comporte deux volets:

• les dépenses ordinaires;

• les dépenses d'investissements;

b) le budget en recettes comporte trois volets:

• les crédits alloués par l'État;

• les libéralités en biens ou en numéraires consenties et acceptées par le Conseil scientifique selon les formes légales et réglementaires;

• les revenus provenant de certaines activités rémunérées, telles les analyses de laboratoire, la vente des produits des champs expérimentaux ou des unités expérimentales de production, la vente des publications, etc.

Au 31 mars de chaque année, chaque directeur général d'institut ou centre de recherche soumet au Conseil scientifique national le projet du budget préparé par le comité de gestion de chaque institut ou centre de recherche, après consultation des services ou départements dont il se compose.

Au 30 avril de chaque année, le Conseil scientifique national, après examen, le transmet avec le rapport motivé à l'autorité de tutelle. Une fois votés, les crédits budgétaires sont libérés par tranche mensuelle au projet de chaque institut ou centre de recherche selon une répartition effectuée par le Conseil scientifique national.

Art. 37. — Le Conseil scientifique national arrête le budget des recettes et des dépenses de chaque établissement. En aucun cas, il n'accomplit les actes de gestion courante. Le comité de gestion de chaque centre ou institut est le gestionnaire du budget. À la fin de chaque trimestre, il dresse à l'intention du Conseil scientifique national, un rapport sur l'état d'exécution du budget, en mettant en lumière le rapport entre les prévisions et les réalisations.

Art. 38. — Trois mois avant la clôture de l'année financière, chaque comité de gestion présente au Conseil scientifique national un rapport reprenant les dépenses engagées, les obligations encourues et, éventuellement, les recettes réalisées au cours de l'année budgétaire.

CHAPITRE 2

DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 39. — L'exercice financier commence le 1er janvier et fini le 31 décembre de la même année. Il est tenu une comptabilité budgétaire et une comptabilité financière à partie double, une comptabilité des matières dont l'autorité de tutelle détermine les règles et les systèmes de gestion.

Art. 40. — L'institut ou le centre jouit d'une autonomie de gestion financière pour l'ensemble de lignes budgétaires prévues au budget ordinaire ou d'investissement.

Art. 41. — L'institut ou le centre peut après autorisation du département de tutelle:

• acquérir en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de sa mission;

• effectuer les placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de son patrimoine.

Art. 42. — L'organisation de la comptabilité de l'institut ou centre doit permettre:

• d'encourager toutes les opérations qui affectent la composition de son patrimoine;

• de suivre en permanence l'état et la valeur des biens meubles et immeubles, des équipements et divers matériels ainsi que sa trésorerie;

• d'établir les plans et les situations de trésorerie mensuels et trimestriels.

Art. 43. — Dans les 30 jours du mois suivant, chaque directeur général d'institut ou centre est tenu de transmettre à l'autorité de tutelle une copie lisible de chaque journal comptable prévu dans le règlement financier.

Art. 44. — Toutes les pièces comptables doivent obligatoirement porter deux signatures: celle du directeur général et celle du responsable financier.

Art. 45. — Au 31 décembre de chaque année, les écritures comptables de chaque institut ou centre de recherche sont arrêtées, le comité de gestion dresse un inventaire et un compte de gestion.

Au 31 mars de chaque année au plus tard, le comité de gestion transmet au Conseil scientifique national le compte de l'exercice précédent auquel est joint un rapport sur la gestion financière de l'institut ou centre de recherche.

Le Conseil scientifique national les approuve, après vérification par les soins des experts qu'il commet et les transmet, au plus tard le 31 mai, à l'autorité de tutelle.

Art. 46. — L'institut ou le centre de recherche ne peut consentir directement ou indirectement des prêts, sous quelque forme que ce soit, aux membres du Conseil scientifique national, ni aux personnels qui participent à la gestion journalière, ni se porter caution en leur faveur.

CHAPITRE 3
DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Art. 47. — Sauf dérogation prévue par des dispositions particulières, le contrôle des opérations financières d'un institut ou d'un centre de recherche est exercé par un collège des commissaires aux comptes rattaché au département de tutelle qui organise son mode de fonctionnement. Ils sont nommés par le président de la République sur proposition du département de tutelle.

La durée de leur mandat est de trois ans. Il peut être renouvelable une fois. Toutefois, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leur fonction par le président de la république pour faute constatée dans l'exécution de leur mandat. Ils ne peuvent prendre individuellement aucune décision. Ils sont solidairement responsables du mandat reçu et des fautes commises dans l'exercice de celui-ci.

Art. 48. — Les commissaires aux comptes ont, en collège, un droit de surveillance et de contrôle périodique sur toutes les opérations de chaque institut et centre de recherche. À cet égard, ils ont mandat de vérifier les livres et les valeurs de l'institut ou du centre de recherche, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et du bilan ainsi que l'exactitude des informations données sur le compte de chaque institut ou centre de recherche dans le rapport au Conseil scientifique national.

Ils peuvent à cet effet et sans les déplacer, prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de l'institut ou centre de recherche. Ils établissent chaque fois un rapport, avec copie à l'autorité de tutelle.

Art. 49. — Les commissaires aux comptes peuvent être assistés, dans l'exercice de leur mission, d'un expert ou d'un organisme fiduciaire agréé par l'organe de tutelle. Ils reçoivent, à charge du département de tutelle, une allocation fixe dont le montant sera déterminé par le commissaire d'État à la Recherche scientifique.

CHAPITRE 4
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 50. — Sous réserves des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au présent article. L'appel d'offres est général ou restreint, cela au choix du centre ou de l'institut de recherche. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République.

L'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que le centre ou institut de recherche décide de consulter. Dans les deux cas, le centre ou institut de recherche choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de la valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution et de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que toutes suggestions faites dans l'offre.

Le centre ou institut peut traiter de gré à gré les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cent mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés. Les marchés de gré à gré se constatent, soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce. Les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

TITRE IV
DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Art. 51. — Les centres ou instituts de recherche anciennement relevant de l'IRS sont placés sous la tutelle du département de la Recherche scientifique:

1°) le Centre de recherche en sciences humaines (CRSH) comprenant les stations de recherche de Bandundu et de Kisangani;

2°) le Centre de recherche agro-alimentaire (C.R.A.A.);

3°) le Centre de recherche en sciences naturelles (C.R.S.N.) comprenant les stations de recherche d'Uvira et de Mabali;

4°) le Centre de recherche en sciences appliquées et technologiques (C.R.S.A.T.).

Art. 52. — Les centres et instituts de recherche suivants sont placés sous la tutelle du département de la Recherche scientifique:

1°) l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (INERA);

2°) le Commissariat général à l'énergie atomique (CGEA);

3°) le Centre de recherches géologiques et minières (CRGM), anciennement direction de service géologique au département des Mines;

4°) l'Institut géographique du Zaïre (IGZa);

5°) l'Institut de recherche en sciences de la santé (I.R.S.S.) comprenant la station de recherche de GEMENA.

Art. 53. — Le mode d'exercice de la tutelle sur chaque centre ou institut de recherche sera déterminé par leur statut particulier.

TITRE V
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 54. — Sont abrogées:

• la loi 75-029 du 22 octobre 19775 portant création et statut de l'Institut de recherche scientifique, telle que modifiée et complétée à ce jour;

• toutes les autres dispositions légales ou réglementaires contraires à la présente ordonnance-loi.

Art. 55. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

24 juillet 1970. – ORDONNANCE 70-222 portant statut de l'Institut pédagogique national. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1970, p. 693)

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé à Kinshasa, sous la dénomination d'«Institut pédagogique national» un établissement public d'enseignement de documentation et de recherche jouissant de la personnalité civile.

Art. 2. — L'institut a pour objet:

1) la formation et le perfectionnement des maîtres de l'enseignement;

2) la promotion d'études et de recherches dans le domaine de la pédagogie appliquée;

3) la distribution de documents et matériels à caractère pédagogique.

Il est chargé, en outre

(a) de donner son avis sur les projets de textes fixant l'organisation et les programmes de l'enseignement normal: il est obligatoirement saisi de ces projets;

(b) de prêter son concours aux institutions ayant un objet semblable ou analogue au sien et de coordonner leurs activités.

Art. 3. — L'institut comprend les sections suivantes:

1) une école normale supérieure formant des maîtres destinés à enseigner dans les classes supérieures et l'enseignement secondaire;

2) une école normale moyenne formant des maîtres destinés à enseigner dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire;

3) une section d'application et de perfectionnement comprenant:

(*a)* une école d'application;

(b) un centre pédagogique formant des inspecteurs de l'enseignement primaire et secondaire;

(c) des équipes itinérantes pour le perfectionnement des maîtres en exercice et la recherche pédagogique liée à cette activité en coordination avec la section d'études et de recherche de pédagogie appliquée prévue à l'alinéa 4 ci-dessous;

(d) un centre d'éducation populaire;

4) une section d'études et de recherche de pédagogie appliquée assurant également la mise en œuvre de l'objectif défini à l'article 3, alinéa *d*;

5) une section de documentation et de diffusion.

Art. 4. — La structure et l'organisation des sections sont fixées par arrêtés du ministre de l'Éducation nationale pris après avis du conseil de direction et du conseil d'administration de l'Institut.

TITRE II

ADMINISTRATION

Art. 5. — Les organes de l'Institut sont:

(a) le conseil d'administration;

(b) le conseil de direction;

(c) le directeur général et son adjoint;

(d) les directeurs de section;

(e) le conseil pédagogique et le conseil pédagogique élargi.

Section Ire

Le conseil d'administration

Art. 6. — Sont membres de droit du conseil d'administration:

• le directeur général;

• le directeur général-adjoint;

• le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale.

Le ministre de l'Éducation nationale désigne en outre comme membres du conseil d'administration, pour une durée de trois ans:

• un représentant de la direction du ministère de l'Éducation nationale ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur;

• un représentant des universités congolaises;

• deux représentants du secteur libre subsidié de l'enseignement national.

Les membres désignés qui cessent de faire partie du conseil par décès, par démission ou par toute autre cause sont remplacés dans les formes prescrites pour leur désignation. Le mandat des nouveaux membres expire à la date à laquelle aurait normalement pris fin celui de leurs prédécesseurs. Cessent de plein droit de faire partie du conseil les membres qui n'exercent plus les fonctions en raison desquelles ils avaient été désignés.

Art. 7. — Le ministre de l'Éducation nationale désigne un président et vice-président pris parmi les membres du conseil nommés par lui. Il désigne, en outre, un secrétaire pris parmi les fonctionnaires de son département. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président; à défaut, par l'administrateur le plus ancien; à défaut encore, par l'administrateur le plus âgé.

Art. 8. — Le conseil d'administration:

(a) arrête le règlement intérieur de l'Institut;

(b) décide des dispositions provisoires et définitives des membres du personnel enseignant et scientifique à présenter au ministre de l'Éducation nationale;

(c) décide du projet de statut du personnel enseignant et scientifique à présenter au ministre de l'Éducation nationale pour proposition au président de la République;

(d) arrête, sous réserve de l'approbation du ministre de l'Éducation nationale, le statut administratif et technique du personnel qui ne serait pas régi par la législation relative à la détermination des barèmes de

traitements applicables aux membres du personnel de certains organismes sous contrôle de l'État;

(e) vérifie et adopte les comptes annuels de l'Institut dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice et transmet ceux-ci au ministre de l'Éducation nationale;

(f) approuve le budget de l'Institut et la présente, avec avis motivé, au ministre de l'Éducation nationale;

(g) autorise les actions en justice, les acquisitions, aliénations, prises ou mises en location des biens immobiliers, l'acceptation des libéralités et subventions faites à l'Institut.

Art. 9. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige et au moins deux fois par an. Le président doit également le convoquer lorsque la demande lui en est faite par écrit soit par cinq membres au moins du conseil, soit par le conseil de direction.

L'ordre du jour des réunions est arrêté par le président. Il doit comporter, outre les propositions émanant du président, toute question présentée par écrit à celui-ci, quinze jours au moins avant la convocation du conseil, soit par trois membres au moins du conseil d'administration, soit par le conseil de direction.

Art. 10. — Les membres du conseil d'administration bénéficient de jetons de présence. Le ministre de l'Éducation nationale décide du montant des jetons de présence et établit le tableau de remboursement des frais éventuels de déplacement et de séjour.

Section II

Le conseil de direction

Art. 11. — Le conseil de direction est composé du directeur général, du directeur général adjoint et des directeurs des sections.

Art. 12. — Le conseil de direction:

(a) propose au conseil d'administration le règlement intérieur de l'Institut ainsi que toutes modifications à ce règlement;

(b) présente au conseil d'administration, avec avis motivé, les candidatures des membres du personnel enseignant ou scientifique de l'Institut, d'abord pour la désignation provisoire, ensuite pour la nomination définitive;

(c) organise, en cas d'urgence, pour la durée de l'année académique, la suppléance des postes vacants dans les sections de l'Institut;

(d) élabore et propose au conseil d'administration le projet de budget;

(e) fait des propositions de composition de cadres du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique;

(f) donne son avis au conseil d'administration quant à l'acceptation des libéralités et subventions faites à l'Institut.

Section III

Le directeur général

Art. 13. — Le directeur général de l'Institut est nommé par le président de la République pour un terme de trois ans renouvelable, sur proposition du ministre de l'Éducation nationale, le conseil d'administration entendu.

Art. 14. — Le directeur général assure la gestion journalière de l'Institut, sans autre limitation que celles résultant des pouvoirs et attributions des autres organes de l'Institut; il dispose à cet effet des pouvoirs les plus étendus. Il préside le conseil de direction, le conseil pédagogique et le conseil pédagogique élargi. Il coordonne l'activité des sections de l'Institut. Il représente l'Institut en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il exerce ses fonctions sous la direction, le contrôle et la surveillance du conseil d'administration.

Art. 15. — Le directeur général adjoint est nommé par le président de la République pour un terme de deux ans renouvelable, sur la proposition du ministre de l'Éducation nationale, le conseil d'administration entendu. Il assiste le directeur général et exerce les attributions qui lui sont déléguées par celui-ci dans le cadre de ses fonctions. Il remplace le directeur général en cas d'absence ou d'empêchement. Le ministre de l'Éducation nationale peut le charger de la direction d'une section de l'Institut.

Section IV

Les directeurs de section

Art. 16. — Les directeurs de section sont nommés par le ministre de l'Éducation nationale sur la proposition du directeur général, le conseil de direction ayant été entendu; leur mandat d'une durée de deux ans est renouvelable.

Art. 17. — Les directeurs de section sont responsables devant le directeur général de l'organisation et du fonctionnement de leur section dans le cadre des activités de l'Institut pédagogique national, suivant les plans de travail définis par les dispositions des textes légaux y afférents et les directives du conseil pédagogique.

Section V

Le conseil pédagogique et le conseil pédagogique élargi

Art. 18. — Le conseil pédagogique est composé du directeur général, du directeur général adjoint, des directeurs de section et d'un membre du personnel enseignant et scientifique de chaque secteur d'enseignement, ce membre étant désigné par l'assemblée des professeurs, attachés au secteur intéressé.

Art. 19. — Le conseil pédagogique élabore les plans de travail de même que les programmes des différentes sections de l'Institut et les présente, par la voix de son président qui est le directeur général au ministre de l'Éducation nationale. Ces plans et programmes sont arrêtés par le ministre.

Art. 20. — Lorsque le conseil pédagogique traite des questions intéressant les institutions qui poursuivent les objectifs analogues ou semblables à ceux de l'Institut pédagogique national, il siège en tant que conseil pédagogique élargi.

Art. 21. — Le conseil pédagogique élargi est composé:

(a) des membres du conseil pédagogique tels que précisés à l'article 18;

(b) d'un représentant de chacune des institutions susdites: ces représentants sont désignés par le ministre de l'Éducation nationale sur proposition de l'autorité assurant la gestion de l'institution à laquelle ils sont attachés;

(c) de trois représentants du ministre de l'Éducation nationale dont deux appartenant à la direction ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions et un à la direction ayant les services pédagogiques dans ses attributions.

TITRE III
PERSONNEL

Art. 22. — Le statut et le traitement du directeur général et de directeur général adjoint, chargés de la haute direction des études, du personnel enseignant et du personnel scientifique sont fixés par ordonnance du président de la République. Les titres et qualifications requis sont fixés en tenant compte de la nature et des objectifs des fonctions envisagées.

Art. 23. — Le cadre du personnel scientifique et enseignant est arrêté par le conseil d'administration sur la proposition du conseil de direction.

Art. 24. — Les membres du personnel enseignant et scientifique sont nommés par le ministre de l'Éducation nationale sur proposition du conseil d'administration faite après avis du conseil de direction.

Art. 25. — Le statut et les traitements du personnel administratif et technique qui ne serait pas régi par la législation en vigueur en matière de la détermination des barèmes de traitements applicables aux membres du personnel de certains organismes sous contrôle de l'État sont fixés par le conseil d'administration sur la proposition du conseil de direction et soumis à l'approbation du ministre de l'Éducation nationale.

Art. 26. — Le cadre du personnel administratif et technique autre que celui repris à l'article 5, alinéas *c*, *d* et *e*, est fixé par le conseil d'administration sur la proposition du conseil de direction.

Art. 27. — Les membres du personnel administratif et technique tels que désignés à l'article 26 sont nommés par le conseil de direction sur la proposition du directeur général.

TITRE IV
ETUDIANTS

Art. 28. — Les conditions d'admission aux diverses sections ou sous-sections de formation de l'Institut sont fixés par le ministre de l'Éducation nationale sur la proposition du conseil pédagogique.

Art. 29. — En s'inscrivant à une section ou sous-section de l'Institut, l'étudiant s'engage à en respecter les règlements.

Art. 30. — Si l'étudiant admis à suivre un cycle de formation de l'Institut bénéficie d'une bourse d'études conformément à l'ordonnance 69-209 du 14 octobre 1969 relative aux prêts et bourses d'études, il s'engage formellement à servir durant une période de dix ans au moins dans les cadres de l'éducation nationale.

S'il ne remplit pas cet engagement, il est appelé à restituer le tiers des montants reçus au titre de la bourse et des indemnités diverses selon les modalités prévues à l'article 10 de l'ordonnance 69-209 du 14 octobre 1969.

TITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 31. — Pendant la période d'application du plan d'opération de l'Institut pédagogique national signé conjointement en date du 31 janvier 1964 par le gouvernement de la République démocratique du Congo, le fonds spécial des Nations unies et l'Unesco, le conseiller technique principal auprès du projet assistera avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration, du conseil de direction et du conseil pédagogique.

Art. 32. — Les nominations de membres du personnel régulièrement prononcées avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance demeurent valides, même si elles ont été faites selon une procédure différente de celle prévue par la présente ordonnance.

Art. 33. — Les mesures d'exécution de l'ordonnance 73 du 22 septembre 1961 et de l'ordonnance 342 du 17 septembre 1965 qui ne sont pas en contradiction avec la présente ordonnance restent d'application jusqu'à promulgation des nouvelles mesures d'exécution.

Art. 34. — L'ordonnance 73 du 22 septembre 1961 portant création de l'Institut pédagogique national et l'ordonnance 342 du 17 septembre 1965 portant statut de l'Institut pédagogique national sont abrogées.

Art. 35. — Le ministre de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 juillet 1971. – LOI 71-003 portant modification des dénominations des universités congolaises. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1975, p. 123)

Art. 1er. — Les universités congolaises porteront les noms des villes où elles sont installées.

Art. 2. — Les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 3. — La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

– Voy. également l'arrêté EDN/CAB/0001/0026/71 du 20 juillet 1971 portant modification des dénominations des Universités Lovanium, Officielle du Congo et de l'Université Libre du Congo qui dispose que:

«Art. 1er. Les Universités Lovanium, Officielle du Congo et d'Université Libre du Congo prennent les appellations suivantes:

• l'Université de Kinshasa pour l'Université Lovanium;

• l'Université de Lubumbashi pour l'Université Officielle du Congo;

• l'Université de Kisangani pour l'Université Libre du Congo.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.»

11 septembre 1971. – ORDONNANCE 71-251 relative à l'organisation des instituts supérieurs techniques. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1971, p. 975)

CHAPITRE Ier
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Les instituts supérieurs techniques comprennent les instituts destinés à former les techniciens du niveau de la capacité et du graduat.

L'institut supérieur d'architecture forme les techniciens au niveau de la licence.

Art. 2. — Chaque institut supérieur technique est rattaché académiquement à une faculté correspondante fonctionnant dans un campus universitaire.

CHAPITRE II
ADMINISTRATION

Section Ire
Comité directeur et comité directeur élargi

Art. 3. — Les instituts supérieurs techniques sont administrés conformément aux dispositions déterminées aux articles 32 à 39 de l'ordonnance-loi 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo.

– L'O.-L. 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo est abrogée et remplacée par l'O.-L. 81-025 du 81-025 du 3 octobre 1981 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire.

Section II
Conseil pédagogique

Art. 4. — Le conseil pédagogique est composé:

1° des membres du comité directeur élargi;

2° d'un membre du personnel enseignant et scientifique de chaque secteur d'enseignement, ce membre étant désigné par le directeur général sur base d'une liste comprenant au moins deux noms fournie par l'assemblée des professeurs attachés à ce secteur.

Le directeur ou le directeur général assume la présidence du conseil pédagogique.

Il le convoque chaque fois que les besoins du service l'exigent ou que trois membres du conseil lui en font la demande par écrit.

Le conseil élabore, conformément aux règlements en la matière, les plans d'études et le programme des différentes sections et les présente, par la voie de son président, au conseil général des instituts supérieurs techniques.

CHAPITRE III
CONSEIL GÉNÉRAL DES INSTITUTS SUPÉRIEURS TECHNIQUES

Art. 5. — Le conseil général des instituts supérieurs techniques a pour objet:

1° la coordination de tous les problèmes académiques et administratifs des instituts supérieurs techniques avant l'introduction des dossiers desdits problèmes au conseil d'administration de l'Université nationale du Congo;

2° l'étude des enseignements nouveaux en vue de leur présentation, pour décision, au conseil d'administration de l'Université nationale du Congo;

3° l'étude des dossiers des professeurs recrutés pour les instituts supérieurs techniques et leur répartition équilibrée.

Art. 6. — Le conseil général des instituts supérieurs techniques comprend les directeurs ou les directeurs généraux des instituts supérieurs techniques.

Art. 7. — Le conseil général fonctionne selon les règles établies en la matière par les dispositions régissant l'Université nationale du Congo et selon d'autres règles qu'il se fixe.

CHAPITRE IV
LES ÉTUDIANTS

Art. 8. — Les conditions d'admission aux diverses sections des instituts supérieurs techniques sont fixées par le ministre de l'Éducation nationale après avis du conseil général des instituts supérieurs techniques.

Art. 9. — En s'inscrivant à une section des instituts supérieurs techniques, l'étudiant s'engage à en respecter les règlements.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS FINALES

Art. 10. — Les actuels instituts d'aviation civile, de télécommunications et de météorologie sont transformés en un seul institut supérieur technique dénommé «Institut de météorologie, d'aviation civile et de télécommunications» en abrégé I.M.A.T.

Les actuels instituts des géomètres et experts immobiliers, de bâtiment et de travaux publics ainsi que l'institut supérieur d'architecture et l'institut supérieur d'arts plastiques sont transformés en un seul institut supérieur technique dénommé «Institut national des travaux publics» en abrégé I.N.T.P.

Art. 11. — Le ministre de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

11 septembre 1971. – ORDONNANCE 71-252 relative à l'organisation des instituts supérieurs pédagogiques. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1971, p. 976)

CHAPITRE Ier
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Les instituts supérieurs pédagogiques comprennent les écoles normales supérieure et les écoles normales moyennes.

Art. 2. — Les instituts supérieurs pédagogiques ont pour objet:

1) au niveau de l'école normale supérieure, la formation des maîtres destinés à enseigner dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire;

2) au niveau de l'école normale moyenne, la formation des maîtres destinés à enseigner dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire.

Tous les instituts supérieurs ont, en outre, pour objet:

1) le perfectionnement des maîtres de l'enseignement primaire et secondaire établis dans leurs zones respectives;

2) la formation et le perfectionnement des inspecteurs de l'enseignement primaire et secondaire;

3) la promotion d'études et de recherches dans le domaine de la pédagogie appliquée.

Art. 3. — Tous les instituts supérieurs pédagogiques sont rattachés académiquement à la faculté de pédagogie et de psychologie.

– Les instituts supérieurs pédagogiques en République démocratique du Congo sont:

- ISP Bukavu (Ord. 81-146 du 3 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 20, 15 octobre 1981, p. 40);
- ISP Bunia (Ord. 81-169 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 50);
- ISP Gombe (Ord. 81-161 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 4);
- ISP Kananga (Ord. 81-147 du 3 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 20, 15 octobre 1981, p. 45);
- ISP Kikwit (Ord. 81-164 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 21);
- ISP Kisangani (Ord. 81-168 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 44);
- ISP Gombe (Ord. 81-161 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 4);
- ISP Likasi (Ord. 81-167 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 39);
- ISP Lubumbachi (Ord. 81-166 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 33, modifiée par l'Ord. 86-127 du 24 avril 1986, *J.O.Z.*, n° 12, 15 juin 1986, p. 21);
- ISP Mbandaka (Ord. 81-148 du 3 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 21, 15 novembre 1981, p. 15);
- ISP Mbujimayi (Ord. 81-165 du 7 octobre 1981, *J.O.Z.*, n° 22, 15 novembre 1981, p. 27).

CHAPITRE II
ADMINISTRATION

Section Ire
Comité directeur et comité directeur élargi

Art. 4. — Les instituts supérieurs pédagogiques sont administrés conformément aux dispositions déterminées aux articles 32 à 39 de l'ordonnance-loi 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo.

– L'O.-L. 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo est abrogée et remplacée par l'O.-L. 81-025 du 81-025 du 3 octobre 1981 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire.

Section II
Conseil pédagogique

Art. 5. — Le conseil pédagogique est composé:

1) des membres du comité directeur élargi;

2) d'un membre du personnel enseignant et scientifique de chaque secteur d'enseignement, ce membre étant désigné par le directeur ou le directeur général sur base d'une liste comprenant au moins deux noms fournie par l'assemblée des professeurs attachés à ce secteur.

Le directeur ou le directeur général assume la présidence du conseil pédagogique.

Il le convoque chaque fois que les besoins du service l'exigent ou que trois membres du conseil lui en font la demande par écrit.

Le conseil élabore, conformément aux règlements en la matière, les plans d'études et le programme des différentes sections et les présente, par voie de son président, au conseil général des instituts supérieurs pédagogiques.

CHAPITRE III
CONSEIL GÉNÉRAL DES INSTITUTS SUPÉRIEURS PÉDAGOGIQUES

Art. 6. — Le conseil général des instituts supérieurs pédagogiques a pour objet:

1) la coordination de tous les problèmes académiques et administratifs des instituts supérieurs pédagogiques avant l'introduction des dossiers desdits problèmes au conseil d'administration de l'Université nationale du Congo;

2) l'étude des enseignements nouveaux en vue de leur présentation, pour décision, au conseil d'administration de l'Université nationale du Congo;

3) l'étude des dossiers des professeurs recrutés pour les instituts supérieurs pédagogiques et leur répartition équilibrée.

Art. 7. — Le conseil général des instituts supérieurs pédagogiques comprend les directeurs des écoles normales moyennes et le directeur général de l'Institut pédagogique national.

Art. 8. — Le conseil fonctionne selon les règles établies en la matière par les dispositions régissant l'Université nationale du Congo et selon d'autres règles qu'il se fixe.

CHAPITRE IV
LES ÉTUDIANTS

Art. 9. — Les conditions d'admission aux diverses sections des instituts supérieurs pédagogiques sont fixées par le ministre de l'Éducation nationale après avis du conseil général des instituts supérieurs pédagogiques.

Art. 10. — En s'inscrivant à une section des instituts supérieurs pédagogiques, l'étudiant s'engage à en respecter les règlements.

Art. 11. — Les étudiants auxquels une bourse d'études de l'État a été attribuée doivent s'engager par écrit à servir dans les services d'enseignement de l'État pendant une période de dix ans à partir de la fin de leurs études.

En cas de rupture de cet engagement, ils devront rembourser, dans un délai d'un an à compter du jour de la rupture, les sommes qu'ils auront perçues en qualité de boursier.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS FINALES

Art. 12. — Le ministre de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

---

14 septembre 1972. – ORDONNANCE-LOI 72-045 portant création de l'École nationale des finances. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1973, p. 26)

Art. 1er. — Il est créé à Kinshasa une «École nationale des finances».

Art. 2. — L'École a pour objet la formation professionnelle et le perfectionnement du personnel du département des Finances ainsi que des candidats à l'exercice de fonctions dans ce département.

Art. 3. — L'École est placée sous la haute autorité du conseiller national chargé des finances et rattachée à la direction générale du département des Finances.

Art. 4. — L'enseignement comprend trois années d'études.

Art. 5. — L'École comporte trois sections:

1) budget et comptabilité publique;

2) contributions directes et indirectes;

3) douanes et accises.

Art. 6. — L'École est administrée par un comité de direction présidé par le directeur général du département des Finances et composé du directeur des contributions, du directeur des douanes et accises ainsi que d'un directeur de service désigné par le directeur général du département des Finances parmi ceux qui ont dans leur attributions des tâches de budget ou de comptabilité publique.

Sont en outre membres de droit du comité de direction: le directeur de l'École ainsi que les trois professeurs de la coordination des études.

Art. 7. — Sous réserve d'approbation par le conseiller national chargé des finances, le comité de direction a pour attribution:

• les problèmes touchant à la politique de l'École et à son orientation;

• les questions afférentes à l'organisation de l'École, en ce qui concerne notamment la création de nouveaux cycles d'études ou modification de ceux déjà existants ainsi que l'élaboration des programmes;

• les affaires relatives à la discipline lorsque celles-ci ne sont pas de la compétence du directeur de l'École.

Art. 8. — Le comité de direction se réunit sur convocation de son président, chaque fois qu'il est souhaitable et au moins une fois par trimestre ou sur la demande du directeur de l'École.

Art. 9. — Le directeur de l'École est désigné par le conseiller national chargé des finances.

Art. 10. — Le directeur exerce les pouvoirs nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

Art. 11. — Les professeurs, les chargés de cours, les assistants, les chargés de travaux pratiques et les maîtres de stage sont désignés par le conseiller national chargé des finances, sur la proposition du directeur.

Art. 12. — Le directeur de l'École et les professeurs doivent:

• soit être revêtus du titre de docteur;

• soit professer ou avoir professé dans un établissement d'enseignement supérieur;

• soit être titulaire du grade de directeur-chef de service dans une administration financière, ou du grade d'inspecteur des finances.

Art. 13. — Les chargés de cours, les assistants, les chargés de travaux pratiques et les maîtres de stage doivent être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur ou justifier d'une pratique professionnelle de dix années au moins.

Art. 14. — Sur proposition du directeur, le conseiller national chargé des finances choisit parmi le corps professoral, pour chacune des sections, un responsable de la coordination des études.

Art. 15. — Par dérogation expresse aux dispositions du décret-loi du 20 mars 1965, portant statut du personnel administratif des services publics, les étudiants ayant obtenu le diplôme de l'École sont:

• soit nommés sous le régime du statut, au grade de chef de bureau adjoint ou équivalent dans l'un des cadres statutaires des finances, s'il s'agit de candidats qui ne sont pas agents de l'administration;

• soit nommés à ce grade dans l'un des mêmes cadres, s'il s'agit d'agents de l'administration revêtus d'un grade inférieur.

Ils bénéficient, en outre, de la prime de diplôme octroyée aux gradués et d'une prime de technicité fixée par le conseiller national chargé des finances.

Art. 15*bis*. [*L. 76-024 du 7 octobre 1976, art. 1er.* – Pendant une période de deux ans à partir de la date de leur nomination au grade d'agent de bureau de 1re classe, les diplômés de l'École nationale des finances pourront bénéficier d'une nomination à un grade de la 1re ou de la 2e catégorie du cadre du personnel de carrière des services publics de l'État. Ces nominations ne pourront intervenir que dans les limites des emplois vacants, compte tenu de la loi budgétaire et du cadre organique des départements et des services régionaux.

Seuls pourront bénéfier des ces nominations les agents diplômés de l'École nationale des finances ayant obtenu l'appréciation synthétique «Élite» lors du dernier signalement annuel et faisant l'objet d'un rapport favorable circonstancié, établi par leurs supérieurs hiérarchiques et approuvé par le commissaire d'État aux finances.]

Art. 16. — L'enseignement donné par l'École est gratuit.

Art. 17. — Des bourses et des indemnités peuvent être allouées aux étudiants selon des modalités fixées par le conseiller national chargé des finances.

Art. 18. — Les étudiants s'engagent par écrit à servir le conseiller national chargé des finances pendant une période de six ans au moins, à partir de la date d'obtention du diplôme de fin d'études.

Art. 19. — L'élaboration des programmes, l'organisation de l'enseignement et des stages pratiques, la structure des sections, les spécialités mentionnées au diplôme, les conditions d'admission des étudiants, le régime des études, la nature et la matière des examens et des concours sont déterminés par le conseiller national chargé des finances.

Art. 20. — L'ordonnance-loi 68-014 du 6 janvier 1968 portant création de l'École nationale des finances, est abrogée.

Art. 21. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 août 1976. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 055 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 72-045 du 14 septembre 1972 portant création de l'École nationale des finances. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1976, p. 938)

Art. 1er. — Il est organisé au sein de l'École nationale des finances, indépendamment des orientations existantes, une cellule spéciale de formation permanente, chargée de l'organisation des programmes de recyclage, de perfectionnement ou de promotion professionnelle.

Cette cellule est ouverte aux fonctionnaires de l'administration des finances déjà en service et, le cas échéant, aux fonctionnaires d'autres administrations à caractère économique et financier, ainsi qu'au personnel de certains parastataux ou des régions pour des matières particulières, la comptabilité notamment.

Art. 2. — La cellule de formation permanente est placée sous la responsabilité d'un coordinateur des études désigné dans les conditions prévues à l'article 14 de l'ordonnance-loi 72-045 du 14 septembre 1972 portant création de l'École nationale des finances.

Art. 3. — Les professeurs de l'école spécialement affectés à cette cellule sont désignés par le directeur général des finances.

Art. 4. — Chaque cycle de stage, session, séminaire ou colloque est sanctionné par des examens d'aptitude professionnelle non seulement sur toutes les matières enseignées, mais encore sur toute question d'ordre général intéressant la profession des intéressés.

Ces examens sont passés oralement ou par écrit, selon la matière, à la date et suivant les modalités fixées par le directeur de l'école.

L'appréciation de chacun d'eux est exprimée par une cote variant de 0 à 20.

Art. 5. — La moyenne des notes obtenues à la suite des examens de fin de stage est soumise au jugement d'un jury présidé par le directeur général du département des Finances.

Le jury est composé du directeur de l'École nationale des finances, du responsable de la coordination des études de la cellule de formation permanente, des professeurs et du directeur-chef de service dont dépend l'agent concerné.

Art. 6. — Le jury classe les stagiaires dans l'ordre de leur mérite sur une liste dont il est tenu compte pour l'attribution des signalements.

Les fonctionnaires jugés aptes reçoivent une attestation.

Art. 7. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

8 août 1978. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL ESRS/BCE/083/78 portant fixation de conditions supplémentaires d'admission aux études à l'Université nationale du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°16, 31 août 1978, p. 34)

Art. 1er. — *De l'admission en 1re année de graduat et en prépolytechnique*

Nul n'est admis en première année de graduat ou en prépolytechnique, s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État obtenu avec 60 % des points au moins ou d'un certificat de réussite de fin de propédeutique générale sciences obtenu avec 55 % des points au moins sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles 2, 3 et 4.

Toutefois, le candidat titulaire d'un diplôme des humanités spécialisées, telles que les arts, les métiers, peut être admis pour des études supérieures relevant de la même discipline à condition qu'il ait obtenu au moins 55 % des points et que le nombre de candidats ayant obtenu 60 % soit inférieur au nombre de places disponibles.

Art. 2. — *De l'admission en première année de graduat en sciences appliquées et en première année de graduat en sciences, options: mathématiques et physique.*

Nul n'est admis en première année de graduat en sciences appliquées ou en première année de graduat en sciences, options mathématiques et physique, s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État et s'il n'a réussi en outre l'épreuve d'admission prévue par l'arrêté départemental ESRS/BCE/001/035/77 du 6 décembre 1977.

L'épreuve susmentionnée a lieu durant les sessions des examens.

Art. 3. — *De l'admission en première année de graduat en techniques appliquées et en première année de graduat en travaux publics, en première année de graduat géomètre topographe et en première année de graduat en architecture.*

Nul n'est admis en première année de graduat en techniques appliquées, en première année de graduat géomètre topographe, en première année de graduat en travaux publics et en première année de graduat en architecture, s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État obtenu avec au moins 60% des points ou s'il n'a réussi, soit l'année préparatoire de l'I.S.T.A., soit l'année préparatoire de l'I.B.T.P., avec 55 % des points au moins.

Art. 4. — *De l'admission en première année de graduat en arts, options: arts dramatiques et musique.*

Nul n'est admis en première année de graduat en arts, options: arts dramatiques et musique, s'il ne remplit les conditions énumérées à l'article 1er ou s'il n'a obtenu le certificat de l'année préparatoire avec 55 % des points au moins.

Art. 5. — *De l'admission en première année de graduat en techniques médicales.*

Nul n'est admis en première année de graduat en techniques médicales, options: enseignement en soins infirmiers et anesthésie, s'il n'est titulaire d'un diplôme des humanités médicales obtenu avec 60 % des points au minimum et s'il n'a servi durant au moins 3 ans à la satisfaction de l'employeur.

Nul n'est admis en première année de graduat en techniques médicales, options: sciences infirmières, orientation hospitalière, accouchement, neuropsychiatrie, anesthésie et options: nutritive et diététique, s'il ne remplit, soit les conditions prévues à l'alinéa précédent, soit s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État obtenu avec au moins 60 %.

Nul n'est admis en première année de graduat en techniques médicales, option: gestion des institutions de santé s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État obtenu avec 60 %, au moins.

Nul n'est admis en première année de graduat en techniques médicales, option kinésithérapie s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État obtenu avec 60 % au moins.

Nul n'est admis en première année de graduat en techniques médicales, options: technique de laboratoire, technique de radiologie, s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État obtenu avec 60 %.

Art. 6. — *De l'admission en licence en techniques médicales, options gestion des instituts de santé, en licence en pédagogie appliquée et au 2me cycle de géomètre-topographe.*

Nul n'est admis en première année de licence en techniques option gestion des institutions de santé s'il n'est titulaire d'un diplôme de graduat en techniques médicales, option gestion des institutions de santé depuis au moins trois ans et s'il n'a servi durant la nième période à la satisfaction de l'employeur.

Nul n'est admis en licence en pédagogie appliquée s'il n'est titulaire d'un diplôme de graduat et s'il n'a réussi l'épreuve d'admission organisée par la section concernée et enfin s'il ne justifie d'une attestation de fin de réquisition signée par les autorités compétentes.

Nul n'est admis en 2me cycle de géomètre-topographe s'il n'est titulaire d'un diplôme de graduat géomètre-topographe depuis au moins deux ans et s'il n'a servi durant la même période à la satisfaction de l'employeur.

Art. 7. — *De l'admission au doctorat*

Nul n'est admis à l'épreuve de présentation et de soutenance d'une thèse de doctorat à l'exception du doctorat en médecine et en médecine vétérinaire, s'il n'est titulaire d'un diplôme d'études supérieures correspondant.

Art. 8. — *De l'admission en propédeutique mathématiques-physique et en propédeutique générale sciences et en année préparatoire de l'I.S.T.A. et de l'I.B.T.P.*

Nul n'est admis en propédeutique mathématiques-physique s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État à la section scientifique obtenu avec au moins 55 % des points.

Nul n'est admis en propédeutique générale science et en année préparatoire de l'I.ST.A. et de l'I.B.T.P., s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État.

Toutefois, priorité sera accordée aux candidats titulaires d'un diplôme d'État des humanités scientifiques et techniques.

Art. 9. — *De l'admission en année préparatoire de l'I.N.A.*

Nul n'est admis en année préparatoire de l'I.N.A. s'il n'est titulaire d'un diplôme d'État.

Toutefois, priorité sera accordée aux candidats titulaires d'un diplôme d'État des humanités, section arts.

Art. 10. — Le récipiendaire soit de l'année préparatoire, soit de la propédeutique mathématique-physique, soit enfin de la propédeutique générale sciences qui n'a pas réussi aux épreuves de l'année ne peut être réinscrit pour ces mêmes études.

Art. 11. — Le secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 octobre 1981. – ORDONNANCE-LOI 81-027 relative à la collation des grades académiques au sein des instituts supérieurs pédagogiques. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 15)

TITRE PREMIER

DES GRADES ACADÉMIQUES ET DES EXAMENS

CHAPITRE PREMIER

DES GRADES ACADÉMIQUES

Art. 1er. [*L. 81-027 du 3 octobre 1981, art. 1er.* – Les grades académiques conférés par les instituts supérieurs pédagogiques sont les suivants:

• gradué en pédagogie appliquée;

• gradué en orientation scolaire et professionnelle;

• licencié en pédagogie appliquée;

• licencié en orientation scolaire et professionnelle.]

CHAPITRE II

DE L'ADMISSION AUX ÉTUDES

Art. 2. — Nul n'est admis aux études conduisant au grade de gradué en pédagogie appliquée et de gradué en orientation scolaire et professionnelle, s'il n'est pas porteur du diplôme sanctionnant les études du cycle long de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme jugé équivalent par le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 3. [*L. 81-027 du 3 octobre 1981, art. 2.* – Nul n'est admis aux études qui préparent au grade de licencié en pédagogie appliquée et de licencié en orientation scolaire et professionnelle, s'il n'a pas obtenu le grade correspondant de gradué en pédagogie appliquée et de gradué en orientation scolaire et professionnelle.]

Art. 4. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique peut, sur proposition du conseil d'administration des instituts supérieurs pédagogiques, décider, par arrêté des conditions supplémentaires d'admission aux études qui préparent à un grade académique.

Art. 5. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique peut, sur proposition de la commission d'équivalence des diplômes, reconnaître à des certificats ou diplômes non prévus aux articles 2 et 3 de la présente ordonnance-loi, une équivalence partielle ou totale aux diplômes ou certificats exigés pour être admis aux études qui préparent à un grade académique.

CHAPITRE III

DES EXAMENS

Art. 6. — Les grades académiques sont conférés après réussite des épreuves dont le programme et la durée des études qui y préparent sont déterminés par arrêté du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique, pris sur proposition du conseil d'administration.

Art. 7. — Nul n'est admis à l'épreuve finale d'un grade académique s'il n'a consacré à ses études la durée prescrite. Cette durée se calcule à partir de la date à laquelle le candidat a satisfait aux conditions d'admission mentionnées aux articles 2 et 3.

Art. 8. — Pour chaque année d'études, les étudiants subissent une épreuve portant sur toutes les matières inscrites au programme de l'année. Les étudiants qui ont subi avec succès une épreuve ne seront plus interrogés sur les matières qui en faisaient partie au cas où elles figureraient au programme d'une épreuve ultérieure.

Art. 9. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, sur proposition du conseil d'administration, détermine l'organisation de l'année académique et le nombre des sessions de délibérations. Les épreuves se font publiquement et sont annoncées suivant les modalités fixées par le conseil d'administration.

CHAPITRE IV

DES JURYS D'EXAMEN, DES DIPLÔMES ET DE LEUR ENTÉRINEMENT

Art. 10. — Les diplômes et certificats relatifs aux grades prémentionnés sont délivrés par les instituts.

Art. 11. — À la fin de chaque année d'études, l'étudiant qui a réussi l'épreuve de l'année reçoit un certificat relatif à cette année.

Le certificat qui sanctionne l'obtention d'un grade est appelé diplôme.

Art. 12. — Les certificats ou diplômes sont signés par le président et le secrétaire du jury et contresignés par le directeur (général) de l'institut.

Les certificats et diplômes attestent que les prescriptions légales ont été observées et que ceux qui les ont obtenus ont suivi régulièrement les cours et exercices prévus au programme.

Art. 13. — L'institut ne peut conférer des certificats ou des diplômes qu'à ses propres étudiants ayant suivi régulièrement les cours et exercices.

Art. 14. — Les diplômes doivent, avant de produire quelque effet légal, avoir été entérinés par une commission spéciale, appelée commission d'entérinement et contresignés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Art. 15. — La composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'entérinement sont déterminés par le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Art. 16. — La commission d'entérinement s'assure si toutes les prescriptions légales et réglementaires ont été respectées. Elle dispose de tous les moyens d'investigations nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche.

Art. 17. — Les signataires des certificats ou diplômes attestant comme vrais les faits que les documents sont destinés à constater, sont, si ces faits sont reconnus faux, punis conformément aux dispositions du Code pénal en matière de faux commis en écriture.

Art. 18. — Des dispositions particulières déterminent les fonctions ou professions pour l'exercice desquelles un grade académique est exigé.

Art. 19. — Nul ne peut exercer une profession ou fonction pour laquelle un grade académique est exigé, s'il n'a pas obtenu ce grade et l'entérinement de son diplôme, conformément à la présente ordonnance-loi. Les dispenses sont accordées conformément aux dispositions légales régissant l'administration publique et l'exercice des professions.

TITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 20. — Les diplômes ou certificats délivrés par l'Université nationale du Zaïre et par les universités et instituts intégrés au sein de celle-ci, par l'ordonnance-loi 71-075 du 6 août 1971, telle que modifiée à ce jour, portant création de l'Université nationale du Zaïre, antérieurement à la mise en vigueur de la présente ordonnance-loi et

selon des dispositions semblables à celles qui y sont déterminées, sont considérés comme ayant la même valeur que les diplômes et certificats délivrés conformément aux dispositions de la présente ordonnance-loi. La reconnaissance des diplômes et certificats visés au présent article est faite par la commission d'entérinement.

– L'O.-L. 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo est abrogée et remplacée par l'O.-L. 81-025 du 3 octobre 1981 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire.

Art. 21. — La présente ordonnance-loi sort ses effets à partir de l'année académique 1981-1982.

---

3 octobre 1981. – ORDONNANCE-LOI 81-026 relative à la collation des grades académiques aux universités. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 13)

TITRE PREMIER
DES GRADES ACADÉMIQUES

CHAPITRE 1er
DES GRADES ACADÉMIQUES

Art. 1er. [*O.-L. 82-003 du 6 février 1982, art. 1er.* – Les grades académiques sont les suivants:

1) gradué en droit;

2) gradué en sciences biomédicales;

3) gradué en dentisterie;

4) gradué en pharmacie;

5) gradué en langues et littératures;

6) gradué en histoire;

7) gradué en philosophie;

8) gradué en sciences;

9) gradué en sciences économiques;

10) gradué en sociologie;

11) gradué en anthropologie;

12) gradué en sciences politiques et administratives;

13) gradué en relations internationales;

14) gradué en psychologie;

15) gradué en sciences appliquées;

16) gradué en pédagogie;

17) gradué en sciences agronomiques;

18) gradué en médecine vétérinaire;

19) gradué en éducation physique;

20) licencié en droit;

21) licencié en langues et littératures;

22) licencié en histoire;

23) licencié en philosophie;

24) licencié en sciences;

25) licencié en sciences économiques;

26) licencié en sciences économiques appliquées;

27) licencié en sociologie;

28) licencié en anthropologie;

29) licencié en démographie;

30) licencié en sciences politiques et administratives;

31) licencié en relations internationales;

32) licencié en psychologie;

33) licencié en pédagogie;

34) licencié en éducation physique;

35) dentiste;

36) pharmacien;

37) ingénieur civil;

38) ingénieur agronome;

39) docteur en médecine;

40) docteur en médecine vétérinaire;

41) agrégé de l'enseignement secondaire du degré supérieur;

42) spécialiste en médecine;

43) diplômé d'études supérieures;

44) docteur en droit;

45) docteur en dentisterie;

46) docteur en sciences pharmaceutiques;

47) docteur en langues et littératures;

48) docteur en histoire;

49) docteur en philosophie;

50) docteur en sciences;

51) docteur en sciences économique appliquées;

52) docteur en sciences économiques;

53) docteur en sociologie;

54) docteur en anthropologie;

55) docteur en démographie;

56) docteur en sciences politiques et administratives;

57) docteur en relations internationales;

58) docteur en psychologie;

59) docteur en pédagogie;

60) docteur en sciences appliquées;

61) docteur en sciences agronomiques;

62) docteur en éducation physique;

63) docteur en sciences et techniques de l'information;

64) [*O.-L. 85-012 du 29 mars 1985, art. 1er.* – agrégé de l'enseignement supérieur en médecine;

65) agrégé de l'enseignement supérieur en médecine vétérinaire.]]

CHAPITRE II
DE L'ADMISSION AUX ÉTUDES

Art. 2. — Nul n'est admis aux études conduisant au grade de gradué, s'il n'est porteur du diplôme sanctionnant les études du cycle long de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme jugé équivalent par le commissaire d'État à l'Enseignement secondaire et primaire.

Art. 3. [*O.-L. 82-003 du 6 février 1982, art. 2.* – Nul n'est admis aux études qui préparent au grade de licencié, dentiste, pharmacien, ingénieur civil, ingénieur agronome, docteur en médecine, docteur en médecine vétérinaire, s'il n'a obtenu le grade correspondant de gradué.

Nul n'est admis aux études qui préparent au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire du degré supérieur s'il n'a obtenu le grade correspondant de licencié, dentiste, pharmacien, ingénieur civil, ingénieur agronome, docteur en médecine ou docteur en médecine vétérinaire.]

Art. 4. [*O.-L. 82-003 du 6 février 1982, art. 3.* – Nul n'est admis aux études qui préparent au grade de spécialiste en médecine, s'il n'a obtenu le grade de docteur en médecine.]

Art. 5. [*O.-L. 85-012 du 29 mars 1985, art. 2.* – Nul n'est admis aux études qui préparent au grade de diplômé d'études supérieures s'il n'a pas obtenu le grade correspondant de licencié, dentiste, pharmacien, docteur en médecine vétérinaire, ingénieur civil ou ingénieur agronome.]

Art. 6. [*O.-L. 85-012 du 29 mars 1985, art. 3.* – Nul n'est admis aux études qui préparent au grade de docteur en langues et littératures, en philosophie, en histoire, en droit, en sociologie, en anthropologie, en sciences politiques et administratives, en relations internationales, en sciences économiques, en sciences économiques appliquées, en démographie, en psychologie, en pédagogie, en sciences pharmaceutiques, en dentisterie, en sciences appliquées, en sciences agronomiques, en sciences et techniques de l'information, au grade d'agrégé en enseignement supérieur en médecine, s'il n'a pas obtenu le grade correspondant de diplôme d'études supérieures ou de spécialiste en médecine.]

Art. 7. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique peut, sur proposition du conseil d'administration des universités, décider par arrêté des conditions supplémentaires d'admission aux études qui préparent à un grade académique.

Art. 8. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique peut, sur proposition de la commission d'équivalence des diplômes, reconnaître à des certificats ou diplômes non prévus aux articles 2 à 7 de la présente ordonnance-loi une équivalence partielle ou totale aux diplômes ou certificats exigés pour être admis aux études qui préparent à un grade académique.

CHAPITRE III
DES EXAMENS

Art. 9. — Les grades académiques sont conférés après réussite des épreuves dont le programme et la durée des études qui y préparent sont déterminés par arrêté du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique, pris sur proposition du conseil d'administration.

Art. 10. — Nul n'est admis à l'épreuve finale d'un grade académique s'il n'a consacré à ses études la durée prescrite. Cette durée se calcule à partir de la date à laquelle le candidat a satisfait aux conditions d'admission mentionnées aux articles 2 à 7.

Art. 11. — Pour chaque année d'études, les étudiants subissent une épreuve portant sur toutes les matières inscrites au programme de l'année. Les étudiants qui ont subi avec succès une épreuve ne seront plus interrogés sur les matières qui en faisaient partie au cas où elles figureraient au programme d'une épreuve ultérieure.

Art. 12. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique, sur proposition du conseil d'administration, détermine l'organisation de l'année académique et le nombre des sessions de délibérations.

Les épreuves se font publiquement et sont annoncées suivant les modalités fixées par le conseil d'administration.

CHAPITRE IV
DES JURYS D'EXAMENS, DES DIPLÔMES ET DE LEUR ENTÉRINEMENT

Art. 13. — Les diplômes et certificats relatifs aux grades prémentionnés sont délivrés par les universités.

Art. 14. — À la fin de chaque année d'études, l'étudiant qui a réussi l'épreuve de l'année reçoit un certificat relatif à cette année. Le certificat qui sanctionne l'obtention d'un grade est appelé diplôme.

Art. 15. — Les certificats ou diplômes sont signés par le président et le secrétaire du jury et contresignés par le recteur de l'université.

Toutefois, les diplômes de docteur sont signés par tous les membres du jury.

Les certificats et diplômes attestent que les prescriptions légales ont été observées et que ceux qui les ont obtenus ont suivi régulièrement les cours et exercices prévus au programme.

Art. 16. — L'université ne peut conférer des certificats ou des diplômes qu'à ses propres étudiants ayant suivi régulièrement les cours et exercices.

Art. 17. — Les diplômes doivent, avant de produire quelque effet légal, avoir été entérinés par une commission spéciale, appelée commission d'entérinement, et contresignés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Art. 18. — La composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'entérinement sont déterminés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Art. 19. — La commission d'entérinement s'assure si toutes les prescriptions légales et réglementaires ont été respectées. Elle dispose de tous les moyens d'investigations nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche.

Art. 20. — Les signataires des certificats ou diplômes attestant comme vrais les faits que les documents sont destinés à constater, sont, si ces faits sont reconnus faux, punis conformément aux dispositions du Code pénal en matière de faux commis en écriture.

Art. 21. — Des dispositions particulières déterminent les fonctions ou professions pour l'exercice desquelles un grade académique est exigé.

Art. 22. — Nul ne peut exercer une profession ou fonction pour laquelle un grade académique est exigé, s'il n'a pas obtenu ce grade et l'entérinement de son diplôme, conformément à la présente ordonnance-loi. Les dispenses sont accordées conformément aux dispositions légales régissant l'administration publique et l'exercice des professions.

TITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 23. — Les diplômes ou certificats délivrés par l'Université nationale du Zaïre et par les universités et instituts intégrés au sein de celle-ci par l'ordonnance-loi 71-075 du 6 août 1971, telle que modifiée à ce jour, portant création de l'Université nationale du Zaïre antérieurement à la mise en vigueur de la présente ordonnance-loi et selon des dispositions semblables à celles qui y sont déterminées sont considérés comme ayant la même valeur que les diplômes et certificats délivrés conformément aux dispositions de la présente ordonnance-loi.

La reconnaissance des diplômes et certificats visés au présent article est faite par la commission d'entérinement.

– L'O.-L. 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo est abrogée et remplacée par l'O.-L. 81-025 du 3 octobre 1981 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire.

Art. 24. — La présente ordonnance-loi sort ses effets à partir de l'année académique 1981-1982.

---

3 octobre 1981. – ORDONNANCE-LOI 81-028 relative à la collation des grades académiques au sein des instituts supérieurs techniques. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 17)

TITRE PREMIER

DES GRADES ACADÉMIQUES ET DES EXAMENS

CHAPITRE I^er^

DES GRADES ACADÉMIQUES1

Art. 1^er^. [*O.-L. 82-005 du 6 février 1982, art. 1^er^.* – Les grades académiques conférés par des instituts supérieurs techniques sont les suivants:

1. capacitaire en secrétariat de direction;

2. gradué de techniques appliquées;

3. gradué en bâtiment et travaux publics;

4. gradué géomètre-topographe;

5. gradué en architecture;

6. gradué en techniques agronomiques;

7. gradué en statistique;

8. gradué en sciences et techniques de l'information;

9. gradué en sciences commerciales;

10. gradué en arts;

11. gradué en arts et métiers;

12. gradué en sciences sociales;

13. gradué en développement;

14. gradué en techniques médicales;

15. licencié en statistique;

16. licencié en sciences techniques et de l'information;

17. licencié en techniques médicales;

18. ingénieur en bâtiment et travaux publics;

19. ingénieur géomètre-topographe;

20. architecte.]

CHAPITRE II

DE L'ADMISSION AUX ÉTUDES

Art. 2. — Nul n'est admis aux études conduisant au grade de capacitaire et de gradué, s'il n'est porteur du diplôme sanctionnant les études du degré supérieur de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme jugé équivalent par le commissaire d'État à l'Enseignement primaire et secondaire.

Art. 3. [*O.-L. 82-005 du 6 février 1982, art. 2.* – Nul n'est admis aux études qui préparent au grade de licencié, ingénieur et architecte s'il n'a pas obtenu le grade correspondant de gradué.]

Art. 4. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique peut, sur proposition du conseil d'administration des instituts supérieurs techniques, décider par arrêté des conditions supplémentaires d'admission aux études qui préparent à un grade académique.

Art. 5. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique peut, sur proposition de la commission d'équivalence des diplômes, reconnaître à des certificats ou diplômes non prévus aux articles 2 et 3 de la présente ordonnance-loi une équivalence partielle ou totale aux diplômes ou certificats exigés pour être admis aux études qui préparent à un grade académique.

CHAPITRE III
DES EXAMENS

Art. 6. — Les grades académiques sont conférés après réussite des épreuves dont le programme et la durée des études qui y préparent sont déterminés par arrêté du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique, sur proposition du conseil d'administration.

Art. 7. — Nul n'est admis à l'épreuve finale d'un grade académique s'il n'a pas consacré à ses études la durée prescrite. Cette durée se calcule à partir de la date à laquelle le candidat a satisfait aux conditions d'admission mentionnées aux articles 2 et 3.

Art. 8. — Pour chaque année d'études, les étudiants subissent une épreuve portant sur toutes les matières inscrites au programme de l'année. Les étudiants qui ont subi avec succès une épreuve ne seront plus interrogés sur les matières qui en faisaient partie au cas où elles figureraient au programme d'une épreuve ultérieure.

Art. 9. — Le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, sur proposition du conseil d'administration, détermine l'organisation de l'année académique et le nombre des sessions de délibérations. Les épreuves se font publiquement et sont annoncées suivant les modalités fixées par le conseil d'administration.

CHAPITRE IV
DES JURIS D'EXAMENS, DES DIPLÔMES ET DE LEUR ENTÉRINEMENT

Art. 10. — Les diplômes et certificats relatifs aux grades prémentionnés sont délivrés par les instituts.

Art. 11. — À la fin de chaque année d'études, l'étudiant qui a réussi l'épreuve de l'année reçoit un *certificat à* cette année. Le certificat qui sanctionne l'obtention d'un grade est appelé diplôme.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient d'ajouter «*relatif*» après «*certificat*».

Art. 12. — Les certificats ou diplômes sont signés par le président et le secrétaire du jury et contresignés par le directeur (général).

Les certificats et diplômes attestent que les prescriptions légales ont été observées et que ceux qui les ont obtenus ont suivi régulièrement les cours et exercices prévus au programme.

Art. 13. — L'institut ne peut conférer des certificats ou des diplômes qu'à ses propres étudiants ayant suivi régulièrement les cours et exercices.

Art. 14. — Les diplômes doivent, avant de produire quelque effet légal, avoir été entérinés par une commission spéciale, appelée commission d'entérinement, et contresignés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Art. 15. — La composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'entérinement sont déterminés par le commissaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Art. 16. — La commission d'entérinement s'assure si toutes les prescriptions légales et réglementaires ont été respectées. Elle dispose de tous les moyens d'investigation nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche.

Art. 17. — Les signataires des certificats ou diplômes attestant comme vrais les faits que les documents sont destinés à constater, sont, si ces faits sont reconnus faux, punis conformément aux dispositions du Code pénal en matière de faux commis en écriture.

Art. 18. — Des dispositions particulières déterminent les fonctions ou professions pour l'exercice desquelles un grade académique est exigé.

Art. 19. — Nul ne peut exercer une profession ou fonction pour laquelle un grade académique est exigé, s'il n'a pas obtenu ce grade et l'entérinement de son diplôme, conformément à la présente ordonnance-loi. Les dispenses sont accordées conformément aux dispositions légales régissant l'administration publique et l'exercice des professions.

TITRE II
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 20. — Les diplômes ou certificats délivrés par l'Université nationale du Zaïre et par les universités et instituts intégrés au sein de celle-ci par l'ordonnance-loi 71-075 du 6 août 1971, telle que modifiée à ce jour, portant création de l'Université nationale du Zaïre antérieurement à la mise en vigueur de la présente ordonnance-loi et selon des dispositions semblables à celles qui y sont déterminées sont considérés comme ayant la même valeur que les diplômes et certificats délivrés conformément aux dispositions de la présente ordonnance-loi. La reconnaissance des diplômes et certificats visés au présent article est faite par la commission d'entérinement.

– L'O.-L. 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo est abrogée et remplacée par l'O.-L. 81-025 du 3 octobre 1981 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire.

Art. 21. — La présente ordonnance-loi sort ses effets à partir de l'année académique 1981-1982.

---

7 octobre 1981. – ORDONNANCE 81-155 portant création de la Commission permanente des études, en abrégé «C.P.E.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 32)

Art. 1er. — Il est créé auprès du département de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique une Commission permanente des études, en abrégé «C.P.E.».

Art. 2. — La Commission permanente des études est un organe consultatif de l'enseignement supérieur et universitaire, placé sous l'autorité directe du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique.

Art. 3. — La Commission permanente des études a pour mission de formuler des avis et recommandations, à la requête du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique, notamment, sur les cas suivants:

1°) la détermination de la politique de formation des cadres;

2°) la détermination de la politique et l'exécution des programmes de recherche;

3°) la répartition des enseignements à dispenser par les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire;

4°) la création de nouveaux enseignements et de nouveaux établissements;

5°) la détermination au niveau académique et scientifique des enseignants à engager;

6°) le programme des cours et le problème de l'emploi des diplômes;

7°) les conditions d'inscription des étudiants ainsi que la politique générale des bourses d'études et de perfectionnement.

Art. 4. — La Commission permanente des études comprend des membres désignés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique parmi les membres du personnel académique et scientifique en raison de leurs expériences et compétences.

Art. 5. — Le commissaire d'État peut inviter d'autres personnes susceptibles de contribuer au déroulement des travaux de la Commission.

Art. 6. — La Commission permanente des études se réunit sur convocation du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique.

Art. 7. — Les modalités de fonctionnement de la Commission permanente des études sont fixées par voie d'arrêté départemental.

Art. 8. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique nomme le secrétaire de la Commission permanente des études parmi les membres du personnel relevant du département de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le secrétaire prépare les réunions de la Commission, dresse les procès-verbaux et conserve les archives.

Il effectue, en outre, toute mission que lui confie le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique. Il a rang de secrétaire général administratif.

Art. 9. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de la Commission permanente des études peuvent visiter les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire, à condition de recevoir un mandat exprès du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique.

Ce mandat comporte pour les responsables visités, obligation de donner communication aux membres de la Commission de tous les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 10. — Le mandat des membres de la Commission permanente des études est gratuit. Toutefois, le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique fixe les conditions d'octroi et le montant des indemnités dues aux membres pour frais de déplacement et de séjour.

Art. 11. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

7 octobre 1981. – ORDONNANCE 81-156 portant création d'un service public dénommé Intendance générale de l'enseignement supérieur et universitaire, en abrégé «I.G.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 33)

TITRE Ier
NATURE JURIDIQUE ET OBJET

Art. 1er. — Il est créé sous la dénomination «Intendance générale de l'enseignement supérieur et universitaire du Zaïre», en abrégé, «I.G.», un service public à caractère commercial et industriel, doté de la personnalité juridique et placé sous la tutelle du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 2. — Le siège de l'Intendance générale est situé à Kinshasa.

Des succursales, agences et bureaux peuvent être établis en tous lieux à l'intérieur du Zaïre, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

L'établissement de bureaux et agences en dehors du Zaïre requiert l'autorisation du président de la République, sur avis préalable de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — L'Intendance générale «I.G.» a pour objet:

1. d'assurer, à la demande des établissements d'enseignement supérieur et universitaire, l'approvisionnement en matériel scientifique, didactique et de bibliothèque;

2. d'assurer l'approvisionnement en matériel adéquat pour l'entretien régulier des bâtiments et installations de ces établissements;

3. d'assurer les travaux de construction et de grosses réparations utiles à la maintenance des bâtiments et installations des établissements concernés et des services spécialisés;

4. d'assurer l'approvisionnement des établissements d'enseignement supérieur et universitaire et des services spécialisés en matière de fournitures de tous ordres;

5. d'assurer l'approvisionnement en produits pharmaceutiques;

6. d'assurer la production de matériel didactique, des fournitures et des denrées alimentaires.

Art. 4. — L'Intendance générale jouit de l'exclusivité d'approvisionnement des biens et de l'exécution des travaux repris à l'article 3.

Toutefois, en cas d'urgence ou de carence dûment constatée, des établissements d'enseignement supérieur et universitaire peuvent recourir aux services des tiers.

TITRE II
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 5. — Les structures de l'Intendance générale se présentent de la manière suivante:

1. le conseil de l'Intendance générale;

2. le comité de gestion;

3. l'intendant général;

4. les services.

Section I^re^

Administration

I.
Du conseil de l'Intendance générale

Art. 6. — Le conseil de l'Intendance générale est présidé par le représentant du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique et dispose des pouvoirs les plus étendus pour poser tous les actes d'administration et de disposition en rapport avec l'objet de l'Intendance générale. À ce titre:

• il définit la politique générale de l'Intendance générale;

• il exerce le contrôle des ressources directes et indirectes;

• il exerce le contrôle sur le comité de gestion.

Art. 7. — Le conseil de l'Intendance générale comprend:

• un représentant du département de l'ESRS;

• un représentant du conseil d'administration des universités;

• un représentant du conseil d'administration des instituts supérieurs pédagogiques;

• un représentant du conseil d'administration des instituts supérieurs techniques;

• l'intendant général;

• trois chefs de service de l'Intendance générale.

Art. 8. — Les membres du conseil de l'Intendance générale sont nommés par le président de la République sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

Son fonctionnement est fixé par un règlement intérieur.

II.
Du comité de gestion

Art. 9. — Le comité de gestion se compose de:

1. l'intendant général;

2. trois chefs de service;

3. un représentant du personnel.

Art. 10. — Le comité de gestion veille à l'exécution des décisions du conseil de l'Intendance générale et assure, dans la limite des pouvoirs lui délégués par ce dernier la gestion des affaires courantes de l'Intendance générale.

Art. 11. — Le comité de gestion assure de manière collégiale la direction générale de l'Intendance générale.

Art. 12. — Sous la présidence de l'intendant général, le conseil de gestion se réunit au moins une fois par semaine et aussi souvent que l'intérêt de service l'exige.

III.
De l'intendant général

Art. 13. — L'intendant général dirige et coordonne toutes les activités de l'Intendance générale.

Art. 14. — L'intendant général est nommé par le président de la République sur proposition du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

IV.
Des services

Art. 15. — Dans la réalisation de son objet, l'Intendance générale est dotée de services ci-après:

• service de production;

• service d'approvisionnement;

• service de distribution;

• service technique;

• service administratif;

• service financier.

Les attributions et le fonctionnement de ces services sont fixés par voie d'arrêté.

V.
Du personnel

Art. 16. — Le personnel de l'Intendance générale est régi par le statut du personnel de l'enseignement supérieur et universitaire.

Section II

Gestion financière et ressources de l'Intendance générale

Art. 17. — Les ressources de l'Intendance générale sont constituées de:

• subventions du conseil exécutif;

• dons et legs;

• recettes propres.

Art. 18. — Les règles de gestion financière sont celles applicables aux établissements de l'enseignement supérieur et universitaire.

Les actes relevant de la gestion courante de l'Intendance générale sont signés conjointement par l'intendant général et un chef de service ou par tout autre agent délégué à cette fin par le conseil de l'intendance.

En tout état de cause, toutes les pièces comptables doivent obligatoirement porter deux signatures.

Art. 19. — Le patrimoine de l'Intendance générale est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 20. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 21. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

7 octobre 1981. – ORDONNANCE 81-157 portant création d'un service public dénommé «Presses universitaires du Zaïre», en abrégé «P.U.Z.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 35)

Art. 1er. — Il est créé sous la dénomination «Presses universitaires du Zaïre» en abrégé «P.U.Z.», un service public à caractère commercial et industriel doté de la personnalité juridique.

Art. 2. — Le siège des Presses universitaires du Zaïre «P.U.Z.» est situé à Kinshasa. Des succursales, agences et bureaux peuvent être établis en tous lieux à l'intérieur du Zaïre, moyennant l'autorisation de l'autorité de la tutelle.

L'établissement de bureaux et agences en dehors du Zaïre requiert l'autorisation du président de la République sur avis préalable de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — Les Presses universitaires du Zaïre «P.U.Z.» ont pour mission d'éditer et de diffuser des œuvres scientifiques. À cet effet, elles accompliront cette tâche en étroite collaboration avec les services de presse et d'édition organisés au sein des universités, des instituts supérieurs et des services spécialisés du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

TITRE II
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

– Dans sa publication, le *J.O.Z.* ne présente pas de titre Ier.

Art. 4. — Les structures des Presses universitaires du Zaïre «P.U.Z.» se présentent de la manière suivante:

1. le conseil des P.U.Z.;

2. le comité de gestion;

3. le directeur;

4. le service.

CHAPITRE Ier
ADMINISTRATION ET GESTION

Section Ire
Administration

I.

Du conseil des Presses universitaires du Zaïre

Art. 5. — Le conseil des P.U.Z. est présidé par le représentant du commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique et dispose de pouvoirs les plus étendues pour poser tous les actes d'administration et de disposition en rapport avec l'objet des P.U.Z.

À ce titre, il a pour rôle d'approuver les programmes annuels et les budgets annuels d'exécution, de recevoir et d'approuver les rapports d'exécution desdits programmes et budgets.

Art. 6. — Le conseil des Presses universitaires du Zaïre comprend:

• un représentant du service présidentiel d'études;

• un représentant du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

• un représentant du conseil d'administration des universités;

• un représentant du conseil d'administration des instituts supérieurs pédagogiques (I.S.P.);

• un représentant du conseil d'administration des instituts supérieurs techniques (I.S.T.);

• le directeur général des Presses universitaires du Zaïre (P.U.Z.).

Art. 7. — Les membres du conseil des Presses universitaires du Zaïre sont nommés par le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique. Le fonctionnement du conseil est déterminé par voie d'arrêté.

II.

Du comité de gestion

Art. 8. — Le comité de gestion se compose de:

• directeur;

• deux chefs de service;

• un représentant du personnel.

Art. 9. — Le comité de gestion veille à l'exécution des décisions du conseil des Presses universitaires du Zaïre et assure, dans la limite des pouvoirs lui délégués, par ce dernier, la gestion des affaires courantes des Presses universitaires du Zaïre.

Art. 10. — Le comité de gestion assume de manière collégiale la direction des Presses universitaires du Zaïre.

Art. 11. — Sous la présidence du directeur, le comité de gestion se réunit au moins une fois par semaine et aussi souvent que l'intérêt de service l'exige.

III.

Du directeur

Art. 12. — Le directeur dirige et coordonne toutes les activités des Presses universitaires du Zaïre (P.U.Z.).

Art. 13. — Le directeur est nommé par le président de la République, sur proposition du commissariat d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique.

IV.

Des services

Art. 14. — Les Presses universitaires du Zaïre son dotées de services ci-après:

• service technique;

• service administratif.

Les attributions et le fonctionnement de ces services sont fixés par voie d'arrêté.

Section II

Gestion financière et ressources

Art. 15. — Les ressources des Presses universitaires du Zaïre sont constituées de:

• subventions du Conseil exécutif;

• dons et legs.

Art. 16. — Les règles de gestion financière sont celles applicables aux établissements d'enseignement supérieur et universitaire. Les actes relevant de la gestion courante sont signés conjointement par le directeur et par tout agent délégué à cette fin par le conseil des Presses universitaires du Zaïre.

En tout état de cause, toutes les pièces comptables doivent obligatoirement porter deux signatures.

Section III

Du statut du personnel

Art. 17. — Le personnel des Presses universitaires du Zaïre est régi par le statut du personnel de l'enseignement supérieur et universitaire.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Art. 18. — Le patrimoine des P.U.Z. est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 19. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures à la présente ordonnance.

Art. 20. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

6 janvier 1989. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL ESURS/CABCE/003/89 portant reconnaissance des diplômes délivrés par l'Académie militaire de Kananga. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1989, p. 45)

Art. 1er. — Le grade de gradué en sciences sociales et militaires conféré par l'Académie militaire de Kananga est reconnu de même niveau académique que les grades de gradués conférés à l'enseignement supérieur et universitaire.

Art. 2. — Les porteurs des diplômes acquis antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté ne jouissent pas de la même reconnaissance d'équivalence que celle déterminée à l'article premier du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

9 novembre 1989. – ORDONNANCE 89-287 portant création d'un établissement public dénommé Institut africain d'études prospectives, en abrégé «INADEP». (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1989, p. 37)

Art. 1er. — Il est créé un établissement public à caractère culturel et scientifique dénommé Institut africain d'études prospectives, en abrégé INADEP.

L'Institut africain d'études prospectives ci-après appelé l'Institut, est doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Il est placé sous la tutelle du département ayant la recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 2. — Le siège de l'Institut est établi à Kinshasa.

Art. 3. — L'Institut est un centre à vocation africaine et à ce titre, il a pour objectifs principaux:

• de fournir les moyens institutionnels aux fins de recherches à long terme sur des questions internationales, politiques, culturelles, économiques, sociologiques et technologiques, dans l'optique des modifications à apporter à la situation de l'Afrique et à celle du monde, pour suivre les tendances actuelles et futures;

• d'évaluer la stratégie, indiquer les différentes options possibles, et offrir une vision équitable et équilibrée de l'avenir ainsi que des directives aux fins de la réalisation planifiée des objectifs souhaités.

Art. 4. — L'Institut est dirigé par un directeur général nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions, par le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 5. — L'Institut dispose d'un personnel scientifique, techniques et administratif nommé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, sur proposition du directeur général.

Art. 6. — Chaque année, le directeur général fait rapport au commissaire d'État ayant la recherche scientifique dans ses attributions sur la bonne marche de l'Institut ainsi que des suggestions pour son meilleur fonctionnement.

Art. 7. — Les ressources financières de l'Institut sont constituées par:

• la subvention de l'État inscrite au budget annexe du département ayant la recherche scientifique dans ses attributions;

• toutes recettes accidentelles ou propres qu'il peut générer;

• les dons et legs à lui consentis.

Art. 8. — Le commissaire d'État ayant la recherche scientifique dans ses attributions fixe, par voie d'arrêté, l'organisation interne et les règles de fonctionnement de l'Institut.

Art. 9. — Le commissaire d'État à l'Enseignement supérieur, universitaire et à la Recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à partir du 1er janvier 1990.

ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

Généralités 141
Bois et forêts 167
Conservation de la nature 195
Parcs nationaux et réserves naturelles 209

Généralités

Décr. du 6 mai 1952 — Lacs et cours d'eau. – Concessions et administration 141
Ord. 75-231 du 22 juillet 1975 — Ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. – Attributions 143
Ord. 76-252 du 22 septembre 1976 — Ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. – Services. 145
Arr. dép. 019/DECNT/CCE/81 du 3 juin 1981 — Ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. – Délégation de signature 156
Ord. 87-251 du 29 juillet 1987 — Institut national de météorologie. – Statuts 156
A.M. CAB/MIN/AFF-ET/049*bis*/01 du 3 décembre 2001 — Direction de développement durable 159
L. 017-2002 du 16 octobre 2002 — Protection contre les dangers des rayonnements ionisants et protection physique des matières et des installations nucléaires 160

6 mai 1952. – DÉCRET sur les concessions et l'administration des eaux des lacs et des cours d'eau. (*B.O.*, 1952, p. 1132)

CHAPITRE I^er^
DU RÉGIME ADMINISTRATIF DES EAUX DES LACS ET DES COURS D'EAU

Art. 1^er^. — Il est créé dans chaque province une «commission provinciale des eaux».

Cette commission, placée sous la présidence du commissaire provincial, est composée des chefs de service de l'agriculture, du contentieux, des titres fonciers, des travaux publics ou de leurs remplaçants, de trois membres effectifs et de trois membres suppléants nommés par le gouverneur de province, en dehors du personnel administratif.

Le mandat des membres nommés a une durée de trois ans.

La commission peut s'adjoindre un ou plusieurs conseillers techniques.

Art. 2. — La commission se réunit sur convocation de son président ou de celui qui le remplace, chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou qu'il en est requis par deux membres au moins.

Art. 3. — Le gouverneur général détermine les règles auxquelles la commission doit se conformer lorsqu'elle se réunit et exerce sa mission.

Art. 4. — La commission donne avis sur toute question qui lui est soumise par le gouverneur de province.

Elle exerce une surveillance sur les ouvrages d'art établis en vue de l'utilisation de l'eau et fait rapport sur toute mesure qu'elle juge adéquate pour en améliorer l'utilisation ou en éviter le gaspillage.

Art. 5. — Dans l'exercice de leur mission, les membres de la commission ont en tout temps libre accès aux installations d'utilisation de l'eau établies dans la province.

Art. 6. — Le président de la commission ou son remplaçant recommande toute mesure provisoire ou préparatoire dont l'urgence ne permet pas d'attendre la réunion de la commission.

Art. 7. — Les fonctions des membres de la commission ne sont pas rémunérées.

Des indemnités peuvent être payées aux membres nommés, obligés de se déplacer soit pour assister aux séances, soit pour remplir une mission qui leur est confiée.

Art. 8. — § 1^er^. Le gouverneur général prend les mesures nécessaires en vue:

1° de protéger les sources, les nappes aquifères souterraines, les lacs et les cours d'eau;

2° d'empêcher la pollution et le gaspillage de l'eau;

3° de contrôler l'exercice des droits d'usage ainsi que des droits d'occupation concédés.

§ 2. Il a en outre le droit:

a) de faire inspecter et surveiller tous les ouvrages d'art et installations exécutés en vue d'un usage de l'eau, même lorsqu'ils se trouvent sur des propriétés privées;

b) de faire effectuer par décision motivée, à ces ouvrages d'art et installations, aux frais des personnes auxquelles ils appartiennent, toutes les réparations que commande la sécurité générale;

c) d'ordonner, sur proposition du gouverneur de province, et après avis de la commission, tous travaux présentant un caractère d'utilité publique;

d) de poursuivre l'expropriation des fonds nécessaires à leur exécution;

e) d'établir à charge des fonds qui en profitent des redevances et des taxes rémunératoires;

f) d'acquérir pour la Colonie, de vendre, de prendre ou de donner en location toute installation d'utilisation de l'eau.

Art. 9. — Dans chaque province, il est tenu par le conservateur des titres fonciers:

1° un document situant les sources, les lacs et les cours d'eau ayant donné lieu à des aménagements. Il mentionne pour chacun d'eux les principales caractéristiques, les droits d'usage et d'occupation concédés, les anciens droits de riveraineté régulièrement exercés, les ouvrages d'art et les installations s'y rattachant, ainsi que les terrains auxquels ils profitent;

2° un registre annexe où seront inscrites au nom des fonds grevés et sur présentation du contrat ou du jugement les réalisant, toutes les servitudes légales exercées. L'inscription sera radiée lorsque la servitude sera perdue ou éteinte.

Le document de situation et le registre susdits pourront être consultés sans déplacement dans les bureaux du conservateur. Celui-ci pourra en délivrer des extraits moyennant paiement d'une taxe dont le gouverneur général fixera le montant.

CHAPITRE II

DE LA CONCESSION DES DROITS D'USAGE ET D'OCCUPATION PORTANT SUR LES EAUX AINSI QUE SUR LES LITS DES LACS ET DES COURS D'EAU

Art. 10. — Suivant les cas déterminés au présent décret et dans les conditions qu'il précise, la concession du droit d'user de l'eau ou d'occuper le lit d'un lac ou d'un cours d'eau est accordée par arrêté du gouverneur de province, par ordonnance du gouverneur général, par arrêté royal ou par décret.

Art. 11. — La concession est accordée par le gouverneur de province:

a) pour la production de force motrice, pour autant que la puissance théorique maximum soit de 500 C.V.;

b) à des fins agricoles ou industrielles, pour autant qu'elle comporte un prélèvement maximum de trois mètres cubes par seconde;

c) à des fins domestiques ou d'agrément.

Art. 12. — Le gouverneur compétent est celui de la province dans laquelle se trouve le point de prise d'eau, les terrains au profit desquels l'usage de l'eau est sollicité et les terrains sur lesquels des servitudes devront être réalisées pour l'exercice du droit concédé.

Art. 13. — La concession est accordée par le gouverneur général:

a) si, dans les cas énoncés à l'article 11, le point d'accès à l'eau, un ouvrage d'art quelconque nécessité par l'entreprise, une ligne de transport ou les installations du concessionnaire *ne sont pas*

– Texte conforme au *B.O.*

b) si, dans les cas visés aux littera *a* et *b* de l'article 11, la demande de concession concerne une puissance théorique supérieure à 500 CV et inférieure à 2.000 CV ou un prélèvement d'eau supérieur à trois mètres cubes mais inférieur à dix mètres cubes par seconde.

Art. 14. — La concession est accordée par arrêté royal:

a) pour la production de force motrice, lorsque la puissance théorique est de 2.000 CV au moins mais inférieure à 5.000 CV;

b) à des fins agricoles ou industrielles, lorsqu'elle comporte un prélèvement de dix mètres cubes au moins mais inférieur à vingt-cinq mètres cubes par seconde.

Art. 15. — La concession est accordée par décret lorsque la demande concerne une puissance de 5.000 CV ou plus, ou comporte un prélèvement de vingt-cinq mètres cubes ou plus par seconde.

Art. 16. — La puissance à concéder, P, en chevaux-vapeur, est définie par la formule P = QH/ 75 dans laquelle Q représente le débit moyen du canal d'adduction à l'entrée de ce dernier, en litres par seconde, et H, la dénivellation en mètres, entre les niveaux moyens de l'eau à l'entrée du canal d'adduction et à la sortie du canal de fuite.

Art. 17. — Toute concession peut être déclarée d'utilité publique par l'autorité concédante, soit d'office, soit à la demande du concessionnaire, selon les règles établies ci-après.

Art. 18. — Aucune concession n'est accordée qu'après avis de la commission provinciale des eaux des provinces intéressées.

Dans chaque cas, les commissions doivent faire rapport sur l'opportunité de déclarer la concession d'utilité publique.

Les avis et rapports de la commission sont établis par écrit et motivés.

Art. 19. — La déclaration d'utilité publique autorise le concessionnaire à utiliser le domaine public en vue de l'exécution des travaux prévus dans l'acte de concession et suivant les conditions qui y sont prévues.

Si l'exercice de la concession donne lieu à expropriation, il y est procédé par les voies légales, poursuites et diligences de la Colonie, aux frais du concessionnaire.

Art. 20. — Toute concession est limitée au maximum à trente ans lorsqu'elle est accordée par le gouverneur de province, à cinquante ans lorsqu'elle est accordée par le gouverneur général, à soixante-dix

ans lorsqu'elle est accordée par arrêté royal, à quatre-vingt-dix ans lorsqu'elle est accordée par décret.

Art. 21. — Toute concession est soumise aux conditions que l'autorité concédante estimera nécessaires dans l'intérêt public.

Parmi ces conditions figureront obligatoirement:

1° les règles et délais auxquels seront soumises la construction et l'exploitation des ouvrages et installations établis en vue de l'utilisation de l'eau ainsi que de ceux servant à la production et à la distribution de l'énergie;

2° les mesures à prendre par le concessionnaire en vue d'assurer la protection des sites;

3° les modalités et les bases qui serviront éventuellement à établir les tarifications selon lesquelles le concessionnaire pourra céder à des tiers de l'énergie produite par ses installations ou de l'eau dont il dispose;

4° les redevances dues à la Colonie en raison de l'occupation de son domaine privé ou public par les ouvrages et installations du concessionnaire;

5° le droit pour la Colonie, d'utiliser ou de concéder les eaux non employées par le concessionnaire;

6° l'engagement par le concessionnaire, pour le cas où la Colonie jugerait nécessaire de coordonner les exploitations hydro-électriques de la Colonie ou d'une région de la Colonie, de participer à une telle coordination.

En cas de refus ou d'impossibilité pour le concessionnaire de participer à une telle coordination selon les règles imposées par la Colonie, celle-ci pourra exercer ses droits de reprise en cours de concession;

7° le cas de déchéance du droit concédé.

Art. 22. — En cas de retrait de la concession avant la date fixée pour son expiration, la Colonie reprendra tous les ouvrages d'art, installations et travaux exécutés par le concessionnaire pour l'exploitation de la concession.

Ces biens seront repris par la Colonie à leur valeur d'expertise établie sur la base de leur valeur de reconstruction au moment du retrait, affectée d'un coefficient de vétusté.

Toutefois, si le concessionnaire était tenu de faire remise gratuite de ses biens à la Colonie en fin de concession et s'il s'agit d'installations réalisées complètement dès le début de la concession, la somme à payer pour la reprise en cours de concession, telle qu'elle est déterminée par l'alinéa précédent, sera réduite dans le rapport du nombre d'années de concession de la reprise au nombre total d'années pour lesquelles la concession avait été octroyée.

Pour les installations dont la réalisation s'est faite en plusieurs stades, la somme à payer pour la reprise en cours de concession sera calculée pour chaque stade suivant ce qui est dit à l'alinéa 2 et réduite dans le rapport du nombre d'années de concession qui resteront à courir à partir de la réalisation du stade considéré.

En outre, la Colonie assurera au concessionnaire, pendant le temps restant à courir de la concession, toute l'énergie ou l'eau qui lui est nécessaire dans les limites de ses droits de concessionnaire.

La Colonie pourra cependant ne pas fournir à l'ancien concessionnaire, l'énergie ou l'eau qu'il livrait à des tiers en vertu de sa concession, mais à la condition d'assurer vis-à-vis de ces tiers les devoirs souscrits par le concessionnaire et de verser à ce dernier une indemnité dont les bases seront fixées dans l'acte de concession.

Art. 23. — Sauf en cas de force majeure ou de faute dans le chef du concédant, la déchéance du droit concédé est prononcée contre le concessionnaire:

1° si l'exploitation n'est pas commencée dans le délai prévu dans l'acte de concession, ou si elle cesse d'être régulièrement poursuivie pendant trois ans;

2° en cas d'inexécution des obligations du concessionnaire ou d'atteinte frauduleusement portée par lui aux droits de la Colonie.

Art. 24. — La déchéance est prononcée par le gouverneur général.

En cas de déchéance, le gouverneur général pourra exiger:

1° soit que le concessionnaire remette à ses frais et dans un délai déterminé les lieux en leur état primitif, à défaut de quoi la Colonie y procédera elle-même aux frais du concessionnaire;

2° soit d'entrer en possession de tous les ouvrages d'art, installations et dépendances, moyennant paiement d'une somme égale à la valeur à dire d'expert de l'équipement mécanique et électrique des installations, étant entendu que pour les travaux du génie civil aucune indemnité ne sera due au concessionnaire;

3° soit, lorsque l'acte de concession prévoit la remise gratuite des ouvrages d'art, installations et dépendances en fin de concession, d'entrer en possession desdits ouvrages, installations et dépendances sans qu'aucune indemnité soit due au concessionnaire.

Art. 25. — Lorsque l'acte de concession impose la remise gratuite à la Colonie, à l'expiration de la concession, des ouvrages d'art, installations et dépendances, le concessionnaire qui a effectué durant les cinq dernières années des travaux destinés à maintenir la valeur de son entreprise et dont la nécessité a été reconnue par le gouverneur de province, a droit au remboursement du coût non normalement amorti de ces travaux.

Art. 26. — Tout acte accordant une concession prévue au présent décret sera publié au *Bulletin officiel du Congo belge* ou au *Bulletin administratif du Congo belge*.

Art. 27. — Le présent décret entre en vigueur au jour fixé par le gouverneur général.

---

22 juillet 1975. – ORDONNANCE 75-231 fixant les attributions du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme et complétant l'ordonnance 69-146 du 1er août 1969. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975, p. 1111)

Art. 1er. — Le département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme a pour mission de promouvoir et de coordonner toutes les activités relatives à l'environnement, à la conservation de la nature, au tourisme et à l'hôtellerie et de prendre toutes les initiatives et toutes les mesures tendant à la pleine réalisation de cette mission, conformément aux progrès actuels de la science.

Il est chargé, notamment, de:

1. en milieu urbain:

• assurer la salubrité du milieu humain par la lutte contre toutes les nuisances provoquées par la pollution des eaux, du sol et de l'air;

• créer des établissements humains par l'aménagement des zones vertes et des parcs d'attractions, tout en assurant une bonne politique de reboisement et de lutte anti-érosive;

• donner ses avis sur des questions relatives à l'urbanisme et à l'habitat;

• émettre des avis circonstanciés sur tout projet d'industrialisation ou d'aménagement susceptible d'améliorer ou d'apporter atteinte à la qualité de la vie.

2. en milieu rural:

• créer et gérer des réserves naturelles, intégrales et quasi intégrales (parcs nationaux, réserves de chasse, de pêche et des ressources aquatiques);

• assurer la protection et la conservation de la faune et de la flore dans ces réserves;

• créer et gérer des stations dites «de capture» établies au sein ou en dehors des réserves;

• créer et gérer des écosystèmes des eaux et des forêts.

3. dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie:

• promouvoir le tourisme au Zaïre par tous moyens appropriés, notamment par la propagande, la création des bureaux de renseignements pour touristes et l'aménagement des sites touristiques;

• promouvoir et organiser l'industrie hôtelière, créer et gérer le patrimoine hôtelier de l'État.

Art. 2. — Le département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme sera doté d'organes spécialisés requis pour l'accomplissement de sa mission.

Il pourra, à cet effet, créer des sociétés ou des offices concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

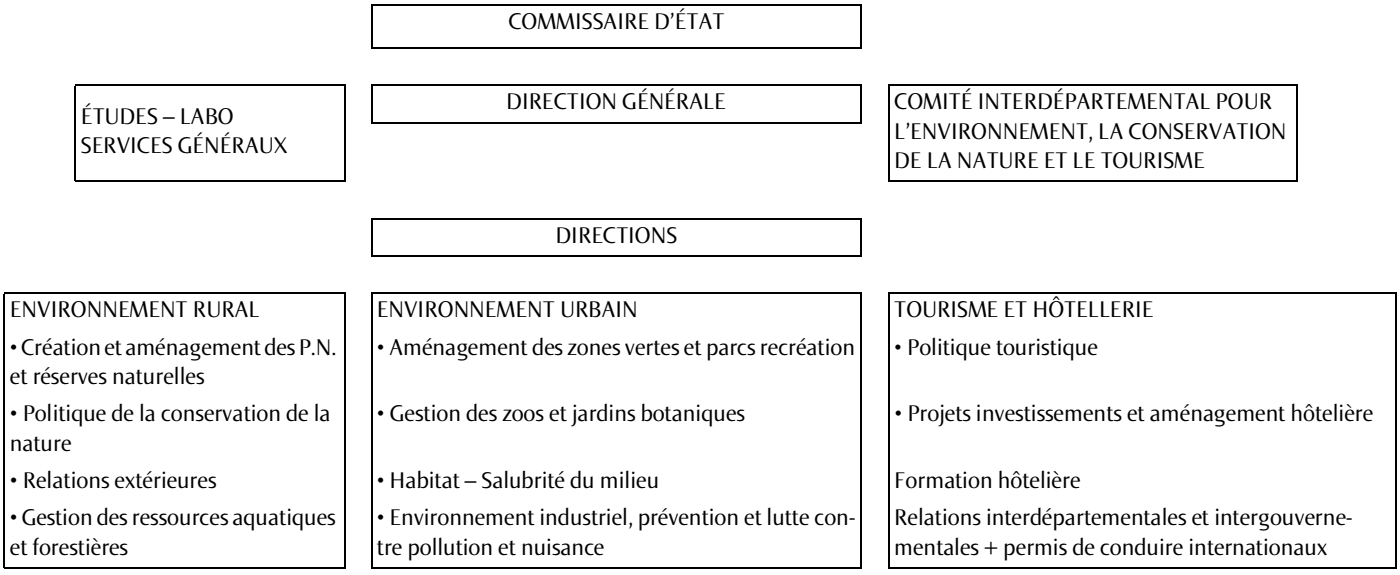
Art. 3. — Le département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme assure la coordination des commissions interdépartementales, déjà existantes ou à créer, traitant des questions relatives à l'environnement, à la conservation de la nature, au tourisme et à l'hôtellerie.

Art. 4. — Les tâches et attributions anciennement dévolues à l'Office zaïrois du tourisme «O.Z.T.» ainsi qu'à l'Institut national pour la conservation de la nature «I.N.C.N.» reviennent de droit au département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 5. — Toutes les dispositions antérieures qui seraient contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 6. — Le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sort ses effets à la date de sa signature.

Annexe
Organigramme



22 septembre 1976. – ORDONNANCE 76-252 portant organisation de certains services du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1977, p. 549)

Section Ire

Dispositions générales

Art. 1er. [*O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 1er.* – Les services du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme comprennent:

1) la direction de planification et gestion;

2) la direction de contrôle et inspection;

3) la direction des relations internationales;

4) la direction des services généraux;

5) la direction unique.]

Section II

Le service de programmation et planification

Art. 2. [*O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 2.* – La direction de planification et gestion se compose de cinq divisions:

• division de conservation et gestion des ressources naturelles;

• division de l'aménagement des espaces, urbanisme et habitat;

• division de surveillance continue et salubrité du milieu;

• division du tourisme et hôtellerie;

• division de formation et information.]

Art. 3. — Le service de programmation et planification a pour mission d'assurer:

• les recherches environnementales en vue d'une surveillance continue de l'environnement;

• la fixation des normes de références;

• les analyses des échantillons eau, sol, air;

• la mise au point d'un registre national des produits toxiques;

• l'élaboration de la politique de prévention et de lutte contre la pollution et les nuisances;

• la gestion des problèmes ayant trait à la salubrité du milieu, l'écologie, l'hydrologie, l'habitat et l'urbanisme;

• la conservation des parcs nationaux et réserves apparentées;

• l'aménagement, la protection et la gestion des sites et jardins zoologiques et botaniques;

• l'organisation et la supervision de la formation;

• l'identification des problèmes de la formation;

• la gestion de la bibliothèque du département.

Section III

Le service de coordination et d'exécution des programmes

Art. 4. [*O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 3.* – L'ensemble des organismes d'État placés sous la tutelle du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme est supervisé et contrôlé par la direction unique.]

Art. 5. — Il assure la coordination de l'action des organismes et institutions intéressés à l'environnement, conservation de la nature et tourisme.

Section IV

Le service de contrôle et d'inspection

Art. 6. — Le service de contrôle et d'inspection se compose de quatre divisions:

• inspection des établissements humains et assainissements;

• inspection de la surveillance continue de l'environnement, de pollutions et nuisances;

• inspection de la conservation de la nature et gestion des ressources naturelles renouvelables;

• inspection du tourisme et hôtellerie.

Art. 7. — Le service de contrôle et d'inspection a pour mission de:

• surveiller la mise en place, la formulation et l'exécution des programmes et activités d'exécution dévolues aux organismes placés sous la tutelle du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme;

• veiller à l'application correcte de la législation et de la réglementation relative à l'environnement, à la conservation des ressources naturelles, au tourisme et à l'hôtellerie;

• effectuer toutes les enquêtes nécessitées par le besoin du contrôle et de dresser des procès-verbaux.

Section V

Les services généraux

Art. 8. [*O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 4.* – La direction des services généraux comprend deux divisions:

• division administrative;

• division juridique.]

Art. 9. — Les services généraux sont chargés d'assurer:

• la gestion et l'administration du personnel;

• l'étude des projets de textes réglementaires, des contrats et conventions du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme;

• l'entretien et la maintenance des équipements de service;

• l'approvisionnement du département en matériel et équipements de service;

• la tenue de la caisse et la conservation des livres et pièces comptables conformément aux normes requises en cette matière;

• le secrétariat;

• les relations publiques.

Section VI

Le bureau des relations internationales

Art. 10. [*O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 5.* – La direction des relations internationales est composée de deux divisions:

• division des organismes internationaux;

• division des programmes internationaux.

Elle est chargée d'assurer:

• le contact avec les organisations internationales concernées par les problèmes de l'environnement, de la conservation de la nature, du tourisme et de l'hôtellerie;

• la recherche, la collecte et l'analyse des informations auprès de ces organisations;

• le fonctionnement des programmes internationaux tels que MAB, SIR, P.H.I., etc.;

• l'étude, en collaboration avec les services opérationnels du département, des modalités d'adapter au Zaïre les normes édictées par ces organisations;

• l'organisation des rencontres internationales et études sur l'environnement, la conservation de la nature, le tourisme et l'hôtellerie au Zaïre ou à l'étranger.]

Section VII

Organisation régionale

Art. 11. [*O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 7.* – Dans les régions, sous-régions, zones et collectivités locales, le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme peut créer et organiser des services régionaux, sous-régionaux, de zone et de collectivité chargés de coordonner les activités de l'environnement, de la conservation de la nature, du tourisme et d'hôtellerie.]

Art. 12. [*O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 8.* – Les services visés à l'article 11 ci-dessus seront dirigés, dans chaque région, par un coordinateur régional, dans chaque sous-région, par un coordinateur sous-régional et dans chaque zone, par un superviseur de zone.

Dans les collectivités rurales, le chef de collectivité qui en est le superviseur est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un préposé à la faune et à la flore et par un agent chargé de l'habitat et de l'assainissement du milieu.]

Section VIII

Dispositions communes

Art. 13. — Le cadre organique des services susmentionnés est indiqué au tableau qui forme l'annexe 1 à la présente ordonnance.

Art. 14. — Chacun des services mentionnés à l'article 1er ci-dessus est dirigé par un conseiller de département.

Art. 15. — Le personnel des services du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme est réparti en trois catégories. Chacune de ces catégories comporte les grades déterminés à l'annexe II de la présente ordonnance.

Les agents de la première catégorie sont appelés cadres supérieurs.

Les agents de la deuxième catégorie sont appelés cadres moyens.

Les agents de la troisième catégorie sont appelés agents d'exécution.

Les deux premières catégories sont constituées du personnel technico-scientifique.

Art. 16. — L'ensemble des services énumérés ci-dessus est coordonné par le directeur général du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme sous la supervision du commissaire d'État.

Le directeur général est nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions, par le président de la République, sur proposition du commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 17. — Les diplômes ou niveaux d'études requis pour accéder aux différents grades d'engagement sont déterminés à l'annexe III de la présente ordonnance.

Art. 18. [*Abrogé par l'O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 9.*]

Art. 19. — Les emplois sont déterminés par les dispositions qui fixent l'organisation interne des services du département prises par le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 20. — L'affectation des agents aux emplois est faite par le commissaire d'État à l'environnement, conservation de la nature et tourisme.

Art. 21 et 22. [*Abrogés par l'O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 9.*]

Section IX

Disposition finale

Art. 23. — Le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

– Conformément à l'art. 6 de l'O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, l'organisation et le cadre organique des services visés aux art. 1, 2, 4 et 5 de la même O.-L. sont définis dans l'annexe qui suit.

ANNEXE

Direction, planification et gestion

(O.-L. 80-097 du 21 avril 1980, art. 6.)

Cette direction comprend 5 divisions:

1. division: Conservation et gestion des ressources naturelles;

2. division: Aménagement des espaces, urbanisme et habitat;

3. division: Surveillance continue et salubrité du milieu;

4. division: Tourisme et hôtellerie;

5. division: Formation et information.

I. DIVISION CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

1. *Bureau Gestion forêts*

• Formuler les politiques et établir les objectifs en matière de gestion forestière;

• procéder à l'identification des contraintes et blocages qui s'opposent à la gestion adéquate des milieux et des ressources et suggérer les orientations d'ensemble à suivre dans la gestion des forêts et des territoires à vocation forestière;

• tenir des statistiques d'exploitation forestière;

• examen des demandes de permis de coupe, de garanties d'approvisionnement et établissement de ces permis;

• assurer le suivi des exploitations forestières en vue de prendre des dispositions nécessaires pour une gestion rationnelle des ressources forestières;

• analyse de possibilités d'installation d'usines de transformation de bois et des méthodes d'utilisation de la matière ligneuse;

• analyse des effets de la législation actuelle sur l'utilisation du territoire forestier en vue d'une réformation de la politique;

• études de financement des entreprises forestières;

• confection des cartes destinées à localiser les forêts classées, les garanties d'approvisionnement et les forêts protégées;

• études des marchés des produits forestiers;

• examen des demandes des quotas d'exportation de grumes et des menus produits forestiers et établissement des documents y afférents;

• élaboration des projets relatifs aux industries forestières.

2. *Bureau Chasse*

• Études écologiques de base en vue de déterminer le statut de la faune sur le territoire national;

• examen, actualisation et application des textes légaux en matière de faune;

• formulation de la politique d'utilisation contrôlée de la faune;

• tenue des statistiques d'exploitation de la faune et de ses sous-produits;

• étude d'aménagement des zones cynégétiques en collaborant avec les institutions spécialisées;

• organisation des piquets de protection de culture.

3. *Bureau Pêche*

• Tenue des statistiques sur la pêche continentale et maritime;

• études de peuplement et migration des espèces ichtyologiques;

• inventaire des pêcheurs et matériel de pêche en vue d'une planification de l'exploitation rationnelle de la faune aquatique;

• mettre au point des programmes de vulgarisation et d'encadrement des pêcheurs artisanaux et industriels;

• examen et actualisation de la législation et réglementation en matière de pêche;

• études de protection des biefs poissonneux contre les pollutions, l'utilisation des produits ichtyologiques, et la surexploitation;

• répression des infractions;

• élaboration des projets.

4. *Bureau Gestion des eaux*

• Études d'évaluation des ressources hydriques et élaboration des objectifs d'utilisation polyvalente de l'eau;

• évaluer l'influence des activités humaines sur les ressources hydriques et formuler une politique de zonage des établissements humains;

• analyse et collecte des données hydrologiques autour des grands centres urbains en vue de déterminer les potabilités de l'eau et promouvoir les activités récréatives;

• établissement des normes de potabilité de l'eau;

• études des processus d'érosion et de sédimentation dans les bassins fluviaux et riverains;

• études des maladies hydriques résultant de l'implantation des travaux d'aménagement et de développement.

BESOIN EN PERSONNEL

Au niveau central: 44 agents.

Dont:

Bureau Gestion forêts:

• 1 chef de bureau;

• 10 ingénieurs forestiers pour les travaux de planification, d'économétrie forestière et de statistiques;

• 5 agents de collaboration pour l'établissement des documents, le suivi des activités forestières et application de la réglementation;

• 4 agents d'exécution.

Bureau Gestion chasse:

• 1 chef de bureau;

• 5 techniciens pour les études et problèmes d'administration de la chasse;

• 2 agents d'exécution.

Bureau Pêche:

• 1 chef de bureau;

• 5 techniciens de pêche (ingénieurs des eaux et forêts) pour la collecte de données, les analyses et la planification;

• 2 agents d'exécution.

Total général pour la direction: 155 agents.

II.

DIVISION AMÉNAGEMENT DES ESPACES, URBANISME ET HABITAT

1. *Bureau Urbanisme*

• Établissement de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme;

• établissement des plans de développement de certains centres urbains qui jouent un rôle spécial en fonction de leur situation dans les régions à mico-climat favorable, de leurs attraits touristiques et de leurs ressources.

2. *Bureau Habitat*

• Élaboration et réajustement de la politique nationale d'habitat;

• réalisation d'enquêtes et tenue à jour de statistiques nécessaires à la formulation des projets d'habitat;

• établissement de la politique du logement;

• études promotionnelles de matériaux locaux de construction;

• études pour la revalorisation de l'architecture autochtone et recherche de techniques de rechange pour la réalisation des projets d'habitat.

3. *Bureau Aménagement de l'espace rural*

• Identification des zones rurales sous-peuplées en vue d'établir une politique de développement régional;

• études démographiques en vue de planifier l'aménagement du milieu rural;

• étude pour la création des centres de développement intégré en milieu rural;

• élaboration des programmes d'équipement des arrière-pays des centres urbains.

4. *Bureau Calamités naturelles et érosion*

• Intensification des actions de mise en valeur des zones caractérisées par des calamités naturelles;

• étude de réalisation des travaux anti-érosifs à travers le pays.

5. *Bureau Technique*

• Établissement de dessins, cartes, graphiques et plans élaborés par les différents services du département.

BESOIN EN PERSONNEL

1. *Au niveau central*

1.1. Bureau d'urbanisme

1 chef de bureau: un architecte urbaniste;

2 attachés de bureau:

• un architecte;

• un sociologue (sociologie urbaine).

1.2. Bureau d'habitat

1 chef de bureau: un architecte;

attachés de bureau:

• un démographe;

• un statisticien;

• un géographe;

• neuf spécialistes d'enquête monographique.

1.3. Bureau d'aménagement de l'espace rural

1 chef de bureau: un géographe;

attachés de bureau:

• un géomètre topographe;

• un ingénieur de génie rural.

1.4. Bureau de calamités naturelles et érosion

1 chef de bureau: un ingénieur sanitaire;

attachés de bureau:

• un ingénieur technicien de travaux publics;

• un géomètre topographe.

1.5. Bureau technique

1 chef de bureau: un architecte;

attachés de bureau: cinq dessinateurs.

1.6. Secrétariat

• un responsable du secrétariat;

• deux sténos - dactylos.

Total du personnel au niveau central: 32 agents.

III.
DIVISION SURVEILLANCE CONTINUE ET SALUBRITÉ DE MILIEU

A. DESCRIPTION DE TÂCHES

1. *Bureau Labo et évaluation des impacts sur l'environnement*

• Établissement des normes de références; des indicateurs de qualité de l'environnement;

• recherche à entreprendre en vue d'assurer la surveillance permanente des paramètres de l'environnement;

• contrôle de l'impact des activités humaines sur l'environnement;

• mettre au point une méthode d'évaluation d'impact des projets de développement sur l'environnement.

2. *Bureau Prévention et lutte contre la pollution atmosphérique*

• Relevé des différentes sources de pollution;

• surveillance des émetteurs de polluants atmosphériques;

• mettre sur pied un système fiable de gestion environnementale basée sur la collecte systématique de l'information, la constitution d'une banque de données et la surveillance continue des paramètres mésologiques.

3. *Bureau Registre national des substances chimiques toxiques*

• Collecte de données et établissement du registre national des substances chimiques toxiques et assurer leur contrôle.

4. *Bureau Assainissement du milieu*

• Surveillance des travaux de nettoiement des villes;

• études de méthodes d'évacuation et de traitement de déchets solides et liquides;

• lutte contre les vecteurs de maladies à la source;

• action éducative de la masse en matière d'hygiène publique.

5. *Bureau Gestion des établissements dangereux, insalubres et incommodes*

• Étude et examen de demandes de permis d'exploitation;

• enquête de *commodo* et *incommodo*;

• établissement de permis d'exploitation;

• statistiques des permis d'exploitation;

• surveillance de conditions imposées;

• inventaire des industries et autres établissements dangereux et classification par type d'activité;

• relevé des différentes sources de pollution;

• études des systèmes appolluants à proposer;

• surveillance de la qualité des matières premières utilisées.

B. BESOIN EN PERSONNEL

Le personnel nécessaire est estimé à 32 agents répartis sur la moyenne de:

• 1 chef de bureau;

• 2 attachés de bureau par bureau.

IV. DIVISION TOURISME ET HÔTELLERIE

1. *Bureau Études touristiques*

• Études de développement touristique (régional, national);

• analyse et interprétation des statistiques touristiques;

• suivi de l'action des organismes nationaux et internationaux de tourisme.

2. *Bureau Agrément des projets hôteliers*

• Examen de projets de construction hôteliers;

• études d'implantation des hôtels;

• suivi des organisations nationales et internationales de l'hôtellerie.

3. *Bureau Classification et homologation des hôtels, agences de voyages, restaurants et débits de boissons*

• Examen de demandes d'homologation des hôtels;

• examen de demandes d'agrément des agences de voyages et suivi de leurs activités;

• examen et élaboration des textes juridiques hôteliers et touristiques.

4. *Bureau Protection des sites et monuments*

• Répertoire inventaire et classification des sites et monuments touristiques;

• étude, aménagement et maintenance des sites et monuments;

• création et promotion des sites et monuments.

BESOIN EN PERSONNEL
DIVISION:

1 chef de division: superviser et coordonner toutes activités de la division.

Secrétariat:

2 agents de bureau de 1re classe: classement, courrier.

1er bureau:

1 chef de bureau: coordonne et contrôle le travail du bureau;

2 attachés de bureau:

• 1 chargé des études touristiques;

• 1 chargé de l'analyse des statistiques et suivi des activités des organisations touristiques.

2e bureau:

1 chef de bureau: coordonne et contrôle le travail du bureau;

2 attachés de bureau:

• 1 chargé des projets hôteliers;

• 1 chargé des études d'implantation des hôtels et de suivi des organisations hôtelières.

3e bureau:

1 chef de bureau: coordonne et contrôle le travail du bureau;

2 attachés de bureau:

• 1 chargé de l'inventaire, étude et classification des sites et monuments;

• 1 chargé de l'aménagement et création, maintenance et promotion des sites et monuments.

RÉCAPITULATIF

• divisionnaire: 1 (disponible);

• chefs de bureau: 4 (1 disponible, 3 à pourvoir);

• attachés de bureau de 1re classe: 8 (1 disponible, 7 à pourvoir);

• agents de bureau de 1re classe: 2 (à pourvoir);

Total: 15 unités (3 disponibles).

V. DIVISION FORMATION ET INFORMATION

1. ***Bureau Formation et vulgarisation***

• Identification des besoins en formation du personnel et la programmation de la formation des agents du département (séminaires, colloques, conférences, sessions de formation ou stages);

• contact suivi avec les organismes nationaux ou internationaux susceptibles d'accorder les bourses pour les stages, séminaires ou pour suivre des cours universitaires ou post-universitaires à l'étranger pour les agents du département;

• suivi de l'évolution des stages ou des études des agents en formation à l'étranger;

• élaboration d'un programme approprié de vulgarisation pour accroître la prise de conscience et le changement d'attitude du public en matière d'environnement, par des moyens d'information appropriés;

• réalisation des publications scientifiques, revues ou autres documents d'information du département.

2. ***Bureau Documentation et archives***

• Recensement, collecte ou rassemblement de la documentation et des archives (patrimoine de la bibliothèque et ordonnances-lois, ordonnances, arrêtés, etc.);

• élaboration de la documentation scientifique;

• approvisionnement de la bibliothèque en livres et revues ou journaux intéressant les activités du département;

• compilation des ouvrages, des comptes - rendus ou rapports de travaux, des séminaires ou conférences, des rencontres internationales et rapports de missions.

3. ***Bureau Études et statistiques***

• Recherche et définition du profil du cadre ou de l'agent du département;

• estimation et évaluation des besoins en fonction;

• recherche et élaboration des méthodes de formation des agents en service en vue d'un meilleur rendement;

• création d'une banque de données statistiques dans toutes les branches d'activités du département.

BESOIN EN PERSONNEL

Chef de division:	1
Chef de bureau:	1
Agents pour le bureau «Formation et vulgarisation»:	3
Agents pour le bureau «Documentation et Archives»:	3
Agents pour le bureau «Études et Statistiques»:	5
Huissier:	1
Total:	16

DIRECTION CONTRÔLE ET INSPECTION

A. DESCRIPTION DES TÂCHES

1. ***Direction***

• Coordination des activités techniques des divisions;

• gestion du personnel;

• gestion du budget et crédit.

2. *Inspection de l'exploitation des ressources naturelles*

A. Contrôle forestier

• Contrôle des garanties d'approvisionnement;

• vérification des permis de coupe de bois;

• analyse des carnets d'abattage;

• examen des déclarations trimestrielles de coupe;

• critique des statistiques de production;

• contrôle périodique des entreprises forestières;

• analyse des rapports d'activités des exploitants;

• contrôles de l'exploitation de menus produits forestiers.

B. Chasse et pêche

• Veiller à l'application des mesures anti-braconnage;

• vérifications des matériels et engins de chasse;

• donner des avis circonstanciés pour l'octroi du permis de port d'armes;

• contrôle des permis de port d'armes;

• contrôle de produits et sous-produits de la chasse;

• contrôle de permis de pêche;

• le suivi des mesures de protection des frayères;

• contrôle des embarcations et engins de pêche;

• contrôle de conditionnement des produits de pêche.

C. Reboisement

• Contrôle des programmes de reboisement effectués par les exploitants;

• inspection des brigades de reboisements;

• vérification des sites reboisés et des rapports;

• contrôle de l'utilisation du matériel de reboisement mis à la disposition de service chargé de reboisement.

D. Contrôle de la gestion des parcs nationaux et des réserves apparentées

• Contrôle de la réalisation des programmes d'aménagement;

• critique des rapports de gestion;

• contrôle des trophées récoltés.

3. *Inspection tourisme et hôtellerie*

A. Contrôle touristique

• Contrôle des sites et monuments;

• contrôle des projets d'aménagement touristique;

• critiques des statistiques touristiques;

• coordination des activités des inspecteurs régionaux.

B. Inspection hôtelière

• Inspection des hôtels et restaurants;

• inspection des débits de boissons;

• donner des avis circonstanciés sur des demandes d'homologation des hôtels;

• contrôle de la réalisation des projets hôteliers;

• coordination des activités du corps des inspecteurs hôteliers.

C. Inspection des agences de voyages

• Donner des avis circonstanciés sur des demandes d'agrément;

• contrôle des activités des agences agréées;

• critique des rapports d'activités;

• coordination des activités des inspecteurs régionaux.

4. *Inspection de la salubrité du milieu*

A. Contrôle des sources des pollutions et nuisances

• Contrôle des activités du secteur primaire: mines, agriculture;

• contrôle des activités du secteur secondaire: industries de transformation;

• contrôle des activités du secteur tertiaire: construction, transport, établissements publics.

B. Inspection des industries et établissements dangereux

• Donner les avis circonstanciés sur les demandes de permis d'exploitation;

• vérification des permis d'exploitation;

• contrôle de la réalisation des industries et des établissements dangereux.

C. Potabilité de l'eau

• Contrôle des points de captage et de distribution de l'eau;

• contrôle de la qualité de l'eau.

D. Inspection de l'assainissement du milieu

• Surveillance de curage des caniveaux et des eaux stagnantes;

• surveillance de débroussaillement;

• surveillance des évacuations d'immondices;

• surveillance de l'enterrement des cadavres d'animaux;

• contrôle de la salubrité des parcelles d'habitation, des industries et des lieux et établissements publics;

• donner les avis circonstanciés sur les demandes d'autorisation de bâtir des maisons d'habitation et en surveiller l'exécution;

• surveillance des zones vertes.

B. BESOIN EN PERSONNEL

1. *Direction*

Directeur:	1
Chef de division:	1
Chef de bureau (personnel):	1
Agents de bureau de 1re cl.:	2
Agent de bureau de 2e classe:	1
Huissier:	1
Total:	7

2. *Division (inspection) de l'exploitation des ressources naturelles*

Chef de division:	1
Chefs de bureau:	4
Attachés de bureau:	15
Agents de bureau:	12
Huissier:	1
Total	33

3. *Division (inspection) tourisme et hôtellerie*

Chef de division:	1
Chefs de bureau:	3
Attachés de bureau:	8
Agents de bureau:	5
Huissier:	1
Total:	18

4. *Division (inspection) de la salubrité du milieu*

Chef de division:	1
Chefs de bureau:	4
Attachés de bureau:	15
Agents de bureau:	11
Huissier:	1
Total:	32

ENSEMBLE DE LA DIRECTION

Directeur:	1
Chefs de division:	4
Chefs de bureau:	12
Attachés de bureau:	38
Agents de bureau:	31
Huissiers:	4
Total:	90 agents

DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES

1. DESCRIPTION DES TÂCHES

L'environnement est global. Et les problèmes environnementaux englobent tous les aspects de la vie humaine. Ce sont des problèmes socio-économiques, technologiques, biologiques, physiques, etc.

Au niveau d'un pays, les problèmes environnementaux doivent être appréhendés sur deux plans principaux.

a) Sur le plan national, on entreprend une gestion saine des ressources compte tenu des normes environnementales.

b) Sur le plan international, on engage une action consistant essentiellement à stimuler une concertation quand les problèmes se posent à une échelle plus grande (droit de la mer, convention sur les espèces de faune et flore menacées d'extinction, convention sur la pollution marine, etc.).

On aboutit par des voies appropriées à la conjugaison d'efforts pour résoudre ces problèmes.

C'est pourquoi, la direction des relations internationales compte deux divisions de 3 et 4 bureaux.

A. *division des organismes internationaux*

Elle est chargée de maintenir les contacts avec les organismes internationaux pour le suivi des problèmes d'environnement et l'échange d'expériences dans ce domaine.

La division comprend 3 bureaux.

A.1. Bureau des organismes des Nations unies

S'occupe du suivi des problèmes environnementaux traités avec les organisations suivantes:

• UNESCO

• F.A.O.

• O.M.S.

• O.M.M.

• P.N.U.E.

A.2. Bureau des organismes régionaux

S'occupe des problèmes d'environnement traités avec les organisations ci-après:

• Organisation africaine du bois (OAB);

• Projet hydrométéorologique Nil Lac Mobutu et Kyoga (Hydromet). Organisation de l'unité africaine (OUA) (divisions Environnement et Ressources naturelles);

• Commission mixte Zaïre/Congo sur les problèmes communs d'environnement.

A.3. Bureau des organismes non gouvernementaux

S'occupe des problèmes traités avec les organisations ci-dessous:

• Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.);

• Office international des bois tropicaux (O.I.B.T.);

• Union internationale pour la conservation de la nature (U.I.C.N.);

• Association des organismes non gouvernementaux de l'environnement.

2.

B. *division des programmes internationaux*

Cette division est chargée de préparer la contribution du Zaïre à l'effort entrepris au niveau international dans le cadre de certains problèmes précis d'environnement.

Elle assure également l'échange d'expériences sur ces problèmes entre le Zaïre et d'autres pays et entre le Zaïre et les organisations internationales.

Cette division comprend les bureaux ci-après:

B.1. Bureau MAB

C'est le programme sur l'homme et la biosphère.

Le bureau est chargé de suivre toutes les activités du Comité national MAB/Zaïre, des sous-comités et des projets sur terrains.

L'objet du programme est l'étude de l'impact des activités humaines sur l'environnement.

B.2. Bureau P.H.I.

Ce bureau s'occupe de coordonner toutes les activités ayant trait à la gestion des ressources en eau du Zaïre et à l'effort entrepris au niveau international sur le programme hydrologique international. Il suggère l'application des normes arrêtées de commun accord.

B.3. Bureau SIR/INFOTERRA/P.N.U.E.

Ce bureau prépare toutes les informations sur l'environnement au Zaïre.

Il assure la diffusion de ces informations y compris la diffusion des informations rendues disponibles par le SIR/INFOTERRA au niveau international.

Le SIR/INFOTERRA/P.N.U.E. est le système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement.

B.4. Bureau GEMS

Le GEMS est le système international de surveillance de l'environnement. Ce bureau GEMS aidera le Zaïre à participer à ce vaste effort international en apposant sa contribution réalisée sur la surveillance des variables de l'environnement zaïrois.

3. BESOINS EN PERSONNEL

3.a. Direction

FONCTION	*NOMBRE D'UNITÉS*
Directeur	1
Secrétaire de direction	1
Gestionnaire du personnel	1
Attaché de bureau de 1re classe	1
Attaché de bureau de 2e classe	1
Agent de bureau de 1re classe	1
Huissier	1
Total:	7

3.b. Division organisations internationales

FONCTION	*NOMBRE D'UNITES*
Chef de division	1
Chefs de bureau	3
Attaché de bureau de 1re classe	6
Chargé du suivi des problèmes environnementaux	
Attachés de bureau de 2e classe	6
Agents de bureau de 1re classe	3
Agents de bureau de 2e classe	3
Huissiers	3
Total:	25

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il semble que la mention «*chargé du suivi*» soit un attribut de la fonction d'attaché qui précède.

3.c. Division des programmes internationaux

FONCTION	NOMBRE D'UNITES
Chef de division	1
Chefs de bureau	4
Attachés de bureau de 1re classe	8
Chargé des Projets M.A.B. et de la compilation des données sur les variables de l'environnement	
Attachés de bureau de 2e classe	8
Chargé des statistiques environnementales	
Agents de bureau de 1re classe	4
Agent de bureau de 2e classe	4
Huissier	4
Total:	33

– Texte conforme au *J.O.Z.* Voy. la note *sub.* 3.b.

3.d. Récapitulation de besoin en personnel de la direction des relations internationales

FONCTIONS	NOMBRE D'UNITÉS
Directeur	1
Chefs de division	2
Chefs de bureau	7
Secrétaire de direction	1
Gestionnaire du personnel	1
Attachés de bureau de 1re classe	16

Attachés de bureau de 2e classe	16
Agents de bureau de 1re classe	10
Agents de bureau de 2e classe	8
Huissiers	8
Total:	70 unités

JOB DESCRIPTION
FONCTIONS ET ATTRIBUTIONS GLOBALES DE LA DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX DU DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT, CONSERVATION DE LA NATURE ET TOURISME

Cette direction est dirigée par un directeur-chef de service secondé par 2 chefs de division et 6 chefs de bureau.

Le directeur a double fonction, celle de conception et de consultation qui consiste principalement dans la formulation des objectifs et des méthodes de travail que l'on se propose d'atteindre.

Et la seconde, celle qui implique les activités de coordination et de contrôle.

Cadre organique

• 1 directeur;

• 1 attaché de bureau de 1re classe;

• 2 agents de bureau de 2e classe (dactylographes).

DIVISION ADMINISTRATIVE
CADRE ORGANIQUE

1 chef de division: supervise et coordonne les activités de la division.

BUREAU GESTION DU PERSONNEL

S'occupe essentiellement de:

• recrutement et signalement du personnel;

• gestion et avancement du personnel;

• litige et relations avec la COPAP;

• rédaction du courrier et des P.V.;

• classement des actes confidentiels.

CADRE ORGANIQUE:

1 chef de bureau: responsable de la coordination des activités de gestion du personnel;

4 attachés de bureau de 1re classe: ce personnel s'occupe de la mise à jour des listes globales des effectifs du département de l'Environnement;

4 attachés de bureau de 2e classe. De l'étude des dossiers relatifs à la mise à la retraite des agents.

• doit prévenir de façon efficace les casses, les disparitions et les vols;

• assure l'entretien et la réparation de matériel de bureau et roulant;

• dresse et tient à jour, un inventaire permanent du stock de tous les biens du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

MAINTENANCE

Ce bureau réalise:

• tous les travaux techniques demandés par les services du département tels que la fabrication des meubles pour équiper les services;

• effectue des travaux d'entretien des bâtiments et de réparation de tous genres par des équipes spécialisées (électriciens, plombiers, balayeurs, peintres, etc.)

CADRE ORGANIQUE

• 1 chef de bureau;

• 5 attachés de bureau de 1re classe;

• 4 attachés de bureau de 2e classe;

• 20 agents de bureau de 1re classe;

• 31 agents de bureau de 2e classe;

• 8 agents auxiliaires de 1re classe;

• 5 agents auxiliaires de 2e classe.

BUREAU DE GESTION DES CRÉDITS ET CONTRÔLE FINANCIER

Le bureau de gestion des crédits s'occupe de la préparation des commandes de marchés de gré à gré, des marchés d'adjudication et des décisions de non-recours à l'adjudication, tout en respectant la procédure prescrite par la loi budgétaire, conformément aux états des besoins présentés par les différents services du département;

• établit les documents relatifs aux missions à l'étranger et à l'intérieur du pays.

Il suit constamment les documents comptables relatifs au paiement des factures et frais de missions (inspection, informatique, ordonnancement et Banque du Zaïre). Élabore les prévisions budgétaires des dépenses ordinaires et des recettes et du budget d'investissement pour le D.C.N.T.;

• s'occupe également de la rémunération du personnel;

• un comptable chargé des dépenses sur les rémunérations du personnel sera affecté à ce bureau.

CADRE ORGANIQUE

• 1 chef de bureau;

• 2 attachés de bureau de 1re classe;

• 1 attaché de bureau de 2e classe;

• 2 agents de bureau de 1re classe.

BUREAU DE RECRUTEMENT ET CONTRÔLE FINANCIER

Ce bureau s'occupe de la centralisation de tous les documents de recettes émis par les services techniques compétents:

• il se charge de la délivrance de ces documents au redevable contre paiement;

• établit des lettres de paiement ou de versement auprès de la Banque du Zaïre ou du Trésor public;

• établit des mises en demeure aux redevables;

• ce bureau centralise également les statistiques de réalisation des recettes par les services régionaux et dresse un rapport mensuel sur le niveau de réalisation des recettes perçues à l'échelon central et régional.

Il contrôle la perception des recettes par le comptable en comparant les documents remis au comptable pour encaissement et ceux retirés par les redevables, dresse un procès-verbal de contrôle.

Ce même bureau s'occupera aussi du contrôle des statistiques des dépenses engagées par les services subsidiés.

CADRE ORGANIQUE

• 1 chef de bureau;

• 2 attachés de bureau de 1re classe;

• 4 attachés de bureau de 2e classe;

• 3 agents de bureau de 1re classe;

• 3 agents de bureau de 2e classe;

ainsi que des listes y afférentes:

– recrutement et signalement du personnel, traitement préliminaire des dossiers «demande de transfert» et «demande de mutation», établissement des ordres de mission, décisions de congé et feuilles de route;

– étude du dossier «décoration des agents»;

– mécanisation des agents sous-contrat nouvellement admis sous - statut à la Commission permanente de l'administration publique;

– réclamations des salaires impayés, des allocations familiales et autres avantages sociaux;

– changement d'adresse de paie;

– blocage ou déblocage des comptes salaires des agents;

• 1 agent de bureau de 1re classe:

– rédaction du courrier et P.V.;

– classement confidentiel;

• 3 agents de bureau de 2e classe:

– dactylographie des documents établis par le bureau de gestion du personnel.

BUREAU APPROVISIONNEMENT ETMAINTENANCE CADRE ORGANIQUE

1 chef de bureau qui assure la coordination des activités du bureau;

• rassemble les état de besoins; évalue les états réels de tous les services en fournitures de bureau, en locaux, en matériels techniques, d'équipement et roulant;

• consulte le bureau de gestion des crédits pour les commandes à passer aux magasins généraux et auprès des fournisseurs extérieurs tout en veillant à l'observation des normes et règlements en vigueur;

• réceptionne les fournitures et matériels divers destinés au département;

• contrôle constamment des achats, des quantités, de la distribution et de l'utilisation de chaque objet;

• contrôle en tout temps au moyen des fiches, les disponibilités de chaque article au dépôt;

• assure une distribution rationnelle et rapide des fournitures suivant les besoins réels de chaque service.

DIVISION JURIDIQUE CADRE ORGANIQUE

• 1 chef de division qui supervise et coordonne les activités de la division

BUREAU ÉTUDES JURIDIQUES

• S'occupe de l'étude et de l'élaboration des lois ou les réglementations diverses;

• donne des avis juridiques sur des lois ou les règlements existants;

• interprète les accords, les conventions ou les résolutions intéressant notre pays en ce qu'elles touchent des questions relevant de la compétence du département;

• est responsable de l'élaboration des accords, conventions ou règlements administratifs ou à caractère juridique intéressant le département;

• suit les questions juridiques nationales ou internationales qui concernent le département.

CADRE ORGANIQUE

1 chef de bureau

2 attachés de bureau de 1re classe

2 agents de bureau de 1re classe

———

5 agents

BUREAU CONTENTIEUX

• s'occupe du contentieux administratif;

• est responsable du contentieux émanant des instituts et offices sous - tutelle du département;

• gère les dossiers de ce contentieux.

CADRE ORGANIQUE

1 chef de bureau

2 attachés de bureau de 1re classe

1 agent de bureau de 1re classe

———

Total direction: 120 agents.

DIRECTION UNIQUE

La direction du secrétariat général appelée «direction unique» supervise et coordonne les activités des trois divisions suivantes:

• division supervision des services techniques spécialisés;

• division projets;

• division secrétariat et relations publiques.

1. DIVISION SUPERVISION DES SERVICES TECHNIQUES SPÉCIALISÉS

• Est chargée de l'élaboration des lignes d'action de différents services techniques;

• suit l'exécution des programmes et activités de ces services;

• élabore les rapports - synthèses sur l'avancement des programmes et travaux.

Vu pour être annexé à l'ordonnance 80-097 du 21 avril 1980.

---

3 juin 1981. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 019/DECNT/CCE/81 portant délégation de signature au secrétaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1981, p. 22)

Art. 1er. — Sans préjudice des dispositions de l'article 2 ci-dessous, le secrétaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme reçoit la délégation pour signer sous la formule «Pour le commissaire d'État, le secrétaire d'État»:

1) tous documents et correspondances relatifs à l'organisation administrative des services du département, à la gestion du personnel et au régime disciplinaire des agents ayant le grade d'attaché de bureau de première classe à l'huissier, ainsi qu'à l'exécution des budgets;

2) les permis d'exploitation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et ceux relatifs à la gestion de la faune et de la flore, à l'exclusion des permis de coupe de bois, des quotas d'exportation du bois, à l'exportation du bois, des lettres d'intention, des garanties d'approvisionnement et de tous permis de légitime détention et d'exportation;

3) après avoir saisi le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme:

a) les circulaires et notes de service comportant des instructions techniques afférentes aux matières rentrant dans les attributions de département;

b) tout document concernant les agents ayant le grade supérieur à celui d'attaché de bureau de 1re classe;

c) les certificats d'homologation des hôtels et les licences d'exploitation des agences de voyages.

Art. 2. — Parmi les pièces énumérées ci-dessus, le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme se réserve la signature de celles qui engagent la responsabilité du conseil exécutif, influent sur la politique générale du pays ou dont la signature lui est expressément réservée par des textes légaux ou réglementaires notamment les arrêtés départementaux ou interdépartementaux, les bons d'engagement, les actes de cession ou d'aliénation à titre gratuit ou onéreux du patrimoine de l'État géré par le département.

Art. 3. — Le secrétaire d'État peut subdéléguer sa signature aux directeurs-chefs de service dans la mesure compatible avec une politique de saine décentralisation et sans nuire à l'uniformité de la politique du département.

Art. 4. — Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures qui lui seraient contraires et entre en vigueur à la date de sa signature.

---

29 juillet 1987. – ORDONNANCE 87-251 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Institut national de météorologie, en abrégé «I.N.M.». (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1987, p. 19)

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé, sous la dénomination Institut national de météorologie, en abrégé «I.N.M.», un établissement public à caractère scientifique et technique, doté d'une personnalité juridique.

Art. 2. — L'Institut national de météorologie, ci-après désigné Institut, a son siège à Kinshasa.

Des centres et stations météorologiques peuvent être ouverts en tous lieux de la République du Zaïre, sur autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — L'Institut a pour objet:

1° la météorologie synoptique, aéronautique et maritime;

2° la météorologie expérimentale, comprenant l'hydrologie, la climatologie, le rayonnement et la pollution atmosphérique;

3° la géophysique, comprenant le magnétisme, la radio-activité, les ondes séismiques, la gravimétrie, l'étude de l'ionosphère et de l'électricité atmosphérique.

D'une manière générale, il peut effectuer pour lui-même ou pour compte des tiers, toutes opérations qui concourent directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 4. — Le patrimoine de l'Institut est constitué d'une dotation initiale du conseil exécutif en fonds de roulement, de l'ensemble de biens meubles et immeubles et des infrastructures affectés, à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, à la direction de météorologie du département des Transports et Communications.

Dans un délai de six mois au plus, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Institut devra avoir dressé l'état de sa situation patrimoniale mis à jour.

Celle-ci indiquera clairement:

à l'actif:

• les valeurs immobilisées et engagées;

• les valeurs circulantes;

au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et les provisions pour charges et pertes;

• les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Institut devra avoir transmis celle-ci à son autorité de tutelle, accompagnée d'un rapport détaillé.

Art. 5. — Le patrimoine de l'Institut pourra s'accroître:

• de toute acquisition jugée nécessaire pour son fonctionnement;

• des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

En cas de dissolution, le patrimoine de l'Institut revient de droit à l'État.

Art. 6. — Le capital de l'Institut est fixé par une ordonnance du président de la République. L'augmentation comme la réduction de ce capital est approuvée par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les organes de l'Institut sont:

1° le conseil d'administration;

2° le comité de gestion;

3° le collège des commissaires aux comptes.

TITRE III
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

*CHAPITRE I^er^*
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 8. — L'organisation et le fonctionnement de l'Institut sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 30 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

Art. 9. — Outre le président délégué général, le cas échéant, le délégué général adjoint et deux directeurs choisis parmi les directeurs de l'Institut, son conseil d'administration comprend:

1. un représentant du département des Transports et Communications;

2. un représentant du département de l'Agriculture;

3. un représentant du département des Travaux publics et Aménagement du territoire;

4. un représentant de l'enseignement supérieur et universitaire ou de la recherche scientifique;

5. et, s'il échet, des personnes choisies *intuitu personnae*.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 10. — L'exercice financier de l'Institut commence le 1^er^ janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Toutefois, à titre exceptionnel, le premier exercice débute à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine au 31 décembre de la même année.

Art. 11. — Les comptes de l'Institut seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 12. — Le conseil d'administration établit chaque année un état de prévisions des recettes et des dépenses pour l'exercice à venir.

Le budget de l'Institut est divisé en budget de fonctionnement et budget d'investissement.

Le budget de fonctionnement comprend:

1° en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles;

• les dons et legs;

2° en dépenses:

• les charges d'exploitation de l'Institut;

• les charges du personnel;

• les charges fiscales et toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1° en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement et d'extension des immobilisations affectées aux activités de l'Institut;

• les frais d'acquisition et de renouvellement des machines d'impression et autres éléments affectés à l'activité de l'Institut;

2° en recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens.

Art. 13. — Le budget de l'Institut est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Toutefois, si l'Institut prévoit de solliciter des subventions au budget de l'État, la date de dépôt de son budget est alors avancée au 1er juillet de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte.

Art. 14. — La comptabilité de l'Institut est organisée et tenue de manière à permettre:

1° de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2° de connaître la situation patrimoniale de l'Institut;

3° de déterminer les résultats analytiques.

Art. 15. — À la fin de chaque exercice budgétaire, le conseil d'administration fait établir, après inventaire:

1° un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions des recettes, des dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2° un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Institut au cours de l'exercice écoulé. Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil d'administration concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition de l'établissement ou du service public de surveillance et de révision des comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport de révision des comptes, à l'autorité de tutelle au plus tard le 30 juin de la même année.

Art. 16. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat et règle en se conformant aux dispositions de l'article 17 ci-dessous, l'affectation du résultat.

Art. 17. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits et, d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge nécessaires pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 18. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et pertes y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire.

Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 19. — L'Institut peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation. Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III
DE LA SURVEILLANCE ET DE LA RÉVISION DES COMPTES

Art. 20. — La surveillance et la révision des comptes sont assurées conformément aux dispositions des articles 26 à 30 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

CHAPITRE IV
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 21. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Institut. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant en République du Zaïre ou à l'étranger.

L'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que l'Institut décide de consulter. Dans les deux cas, l'Institut choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées

par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres ainsi que de toutes suggestions faites dans l'offre.

L'Institut peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas un montant fixé par le président de la République sur proposition de l'autorité de tutelle, pour les fournitures courantes et d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés.

Le marché de gré à gré se constate, soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussions entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas le plafond fixé dans le contrat de performance peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE V

DE LA TUTELLE

Section 1re

Notion

Art. 22. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont dispose l'organe tutélaire sur l'Institut. Les contrôles sont, selon le cas préventifs, concomitants ou *a posteriori*.

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique, économique ou financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil d'administration, président-délégué général, délégué général adjoint, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'Institut.

Section 2

De l'organe de tutelle

Art. 23. — L'Institut est placé sous la tutelle générale du département des Transports et Communications.

Sauf dispositions contraires expresses, cette tutelle porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux et de fournitures;

• l'organisation des servies, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement d'agences et des bureaux de représentation au Zaïre;

• les acquisitions et aliénations mobilières et immobilières;

• les emprunts et prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le budget ou état de prévision des recettes et dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 24. — Le personnel de l'actuelle direction de météorologie sera détaché de la fonction publique pour être versé à l'Institut au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

À titre transitoire, sont maintenues en vigueur jusqu'à nouvel ordre, toutes les mesures antérieures relatives au statut de ce personnel.

Art. 25. — Sont abrogées, sous réserve des dispositions de l'article 25, les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 26. — Les commissaires d'État aux Transports et Communications, aux Finances et au Budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AFF-ET/049*bis*/01 portant création de la direction de développement durable. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)

Art. 1er. — Il est créé au sein du secrétariat général à l'Environnement et Conservation de la nature une direction dénommée «direction de développement durable, «DDD». Le cadre organique de cette direction est repris en annexe du présent arrêté.

Art. 2. — La direction du développement durable est notamment chargée d'assurer la mise en œuvre et le suivi des activités, recommandations et résolutions de la Commission mondiale du développement durable et des conférences des parties aux conventions sur la biodiversité, les changements climatiques et la désertification.

Art. 3. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Cadre organique

Nombre	*Service*	*Attributions*
Effectifs	Direction	
1	Directeur	Coordination, animation et supervision des activités et gestion des ressources humaines, financières nationales et internationales et matérielles de la direction.
	4 cellules dont les attributions principales sont:	
	1re cellule: biodiversité	– assurer la cohérence des actions environnementales avec la convention sur la biodiversité; – examiner, suivre et évaluer les politiques, stratégies et actions de la biodiversité.
1	Expert chef de division	Coordination des activités de la cellule.
1	Expert chef de bureau	Chargé de la biosécurité, de Clearing House Mechanism (CHM).
	2e cellule: changements climatiques	– assurer la cohérence des actions environnementales avec la convention sur les changements climatiques; – examiner, suivre et évaluer les politiques, stratégies et actions des changements climatiques.
1	Expert chef de division	Coordination des activités de la cellule.
1	Expert chef de bureau	Chargé du mécanisme pour un développement propre et du protocole de Kyoto.
	3e cellule: désertification	– assurer la cohérence des actions environnementales avec la convention sur la désertification; – examiner, suivre et évaluer les politiques, stratégies et actions de la désertification.
1	Expert chef de division	Coordination des activités de la cellule.
1	Expert chef de bureau	Chargé de la dégradation et gestion des textes.
	4e cellule: développement durable	– assurer la cohérence des actions environnementales avec l'agenda 21; – examiner, suivre et évaluer les politiques, stratégies et actions de l'agenda 21.
1	Expert chef de division	Coordination des activités de cellule.
1	Expert chef de bureau	Chargé des aspects techniques et socio-économiques du développement durable.
	Secrétariat de direction	
1	Chef de bureau	Coordination des activités de bureau (rédaction et saisie de textes, classement des dossiers)
1	Attaché de bureau 1re cl	Gestion et comptabilité financière.
3	Attachés de bureau 2e cl	Saisie, informatisation et constitution de banque de données.
1	Agent de bureau 1re cl	Distribution du courrier et entretien des locaux.
Total:	15 personnes	

16 octobre 2002. – LOI 017-2002 portant dispositions relatives à la protection contre les dangers des rayonnements ionisants et à la protection physique des matières et des installations nucléaires. (*Présidence de la République*)

TITRE Ier
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE Ier
DES DÉFINITIONS

Art. 1er. — Aux termes de la présente loi, on entend par:

1. *barrière matérielle*: clôture, mur ou autre obstacle semblable qui retarde la pénétration et complète le contrôle de l'accès;

2. *centre de contrôle du transport*: poste qui assure une surveillance continue de l'emplacement et de la sécurité du véhicule et la communication avec le véhicule de transport, ses gardiens, les forces d'intervention et l'expéditeur et/ou le destinataire;

3. *déchets radioactifs*: matières, sous quelque forme physique que ce soit, qui résultent de l'exercice de pratiques ou d'interventions, qu'il n'est pas prévu d'utiliser par la suite, et qui contiennent, ou sont contaminés par, des substances et ont une activité:

1) une activité massique ou volumique supérieure au niveau de libération des prescriptions réglementaires;

2) pour lesquelles l'exposition à ces matières n'est pas exclue du champ d'application de la présente loi;

4. *défense en profondeur*: le concept employé pour la conception des systèmes de protection physique en vertu duquel un adversaire doit surmonter ou tourner des obstacles multiples, qui peuvent être analogues ou variés, pour atteindre son objectif;

5. *détection d'intrusion*: détection d'un intrus par un gardien ou par un système constitué d'un ou de plusieurs capteurs, d'un moyen de transmission et d'un panneau de commande pour donner l'alarme;

6. *enlèvement non autorisé*: vol ou obtention par d'autres moyens illicites de matières nucléaires;

7. *étude de sécurité*: examen approfondi, par l'autorité nationale compétente, des mesures de protection physique proposées en vue de les évaluer aux fins de leur approbation;

8. *évaluation de la menace*: la détermination par un gardien ou un système électronique de la cause d'une alarme et de l'étendue de la menace;

9. *exploitant*: personne physique ou morale responsable vis-à-vis de l'autorité compétente de matières et/ou d'installations nucléaires;

10. *forces d'intervention*: personnes en poste sur le site ou hors du site qui sont armées et convenablement équipées et entraînées pour contrecarrer une tentative d'enlèvement non autorisé de matières nucléaires ou un acte de sabotage;

11. *gardien*: personne chargée de patrouiller, de surveiller, d'évaluer, d'escorter des personnes ou un transport, de contrôler l'accès et/ou d'assurer l'intervention initiale;

12. *installation de gestion des déchets radioactifs*: installation spécialement conçue pour manipuler, traiter, conditionner, entreposer provisoirement et évacuer définitivement des déchets radioactifs;

13. *installation nucléaire*: usine de fabrication du combustible nucléaire, réacteur nucléaire (y compris les assemblages critiques ou sous-critiques), réacteur de recherche, centrale nucléaire, installation de stockage du combustible irradié, usine d'enrichissement ou installation de retraitement;

14. *intervention:* toute action destinée à éviter l'exposition ou à diminuer la probabilité d'exposition à des sources qui ne sont pas associées à une pratique sous contrôle ou dont on a perdu la maîtrise par suite d'un accident;

15. *menace de référence*: les attributs et caractéristiques des adversaires potentiels de l'intérieur et/ou de l'extérieur, qui pourraient tenter un enlèvement non autorisé de matières nucléaires ou un sabotage en fonction duquel un système de protection physique est conçu et évalué;

16. *organisme de réglementation*: organisme, unique ou non, désigné ou reconnu de toute autre façon par les pouvoirs publics à des fins de réglementation en matière de protection et de sûreté;

17. *patrouille*: fonction exercée par des gardiens qui consiste à inspecter des éléments du système de protection physique à intervalles réguliers ou irréguliers;

18. *pratique*: toute activité qui introduit des sources d'exposition ou des voies d'exposition supplémentaires, ou étend l'exposition à un plus grand nombre de personnes, ou modifie le réseau de voies d'exposition à partir des sources existantes, augmentant ainsi l'exposition ou la probabilité d'exposition de personnes, ou le nombre des personnes exposées;

19. *poste central d'alarme*: poste qui assure intégralement et continûment la surveillance des dispositions d'alarme, l'évaluation et la menace et les communications avec les gardiens, la direction de l'installation et la force d'intervention;

20. *rayonnements ionisants*: aux fins de la protection radiologique, rayonnement capable de produire des paires d'ions dans la(les) matière(s) biologiques(s);

21. *sabotage*: toute action délibérée dirigée contre une installation ou des matières nucléaires en cours d'utilisation, d'entreposage ou de transport susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la santé et à la sécurité du personnel, au public et à l'environnement en provoquant une exposition à des rayonnements ou un rejet de substances radioactives;

22. *transport*: transport international ou intérieur de matières nucléaires par tout moyen de transport, à compter de son départ d'une installation de l'expéditeur jusqu'à son arrivée dans une installation du destinataire;

23. *zone intérieure*: zone située à l'intérieur d'une zone protégée et dans laquelle des matières nucléaires de la catégorie I sont utilisées et/ou entreposées;

24. *zone protégée*: zone sous surveillance contenant des matières nucléaires de la catégorie I ou II et/ou zones vitales entourées d'une barrière matérielle;

25. *zone vitale*: zone située à l'intérieur d'une zone protégée et contenant des équipements, des systèmes ou des dispositifs ou encore des matières nucléaires, dont le sabotage pourrait avoir, directement ou indirectement, des conséquences radiologiques inacceptables.

CHAPITRE II
DES OBJECTIFS

Art. 2. — La présente loi a pour objectifs de:

a) protéger l'homme en général, le personnel sous rayonnements en particulier et l'environnement contre les effets nuisibles et indésirables des rayonnements ionisants;

b) prévenir la survenance d'une urgence radiologique et d'en minimiser les conséquences, le cas échéant;

c) supprimer ou réduire au minimum possible les risques de sabotage ou d'enlèvement non autorisé des matières nucléaires;

d) permettre à l'État de prendre rapidement toutes les mesures utiles en vue de localiser les matières nucléaires ou radioactives, de les recouvrer si elles sont volées ou perdues et coopérer avec les autorités de sûreté pour réduire au minimum les conséquences radiologiques;

e) assurer la protection physique des installations et des matières nucléaires radioactives;

f) faire respecter en République démocratique du Congo les dispositions pertinentes à la convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et la convention sur l'assistance mutuelle en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique dont elle est signataire.

CHAPITRE III
DU CHAMP D'APPLICATION

Art. 3. — La présente loi est applicable à:

• toute activité impliquant un risque d'exposition à des sources de rayonnements ionisants y compris les expositions chroniques et les expositions en cas d'urgence radiologique;

• toute activité impliquant une radioexposition à moins que cette radioexposition fasse l'objet d'exclusion ou d'exemption conformément à ses dispositions pertinentes.

Art. 4. — La présente loi est également applicable à toutes les installations nucléaires ainsi qu'à toute matière nucléaire et radioactive, en cours d'exploitation, d'utilisation, d'entreposage ou de transport.

TITRE II

DE LA PROTECTION CONTRE LES DANGERS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

CHAPITRE I^er^

DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Art. 5. — Toute pratique ou toute activité impliquant une exposition aux rayonnements ionisants est soumise à une autorisation préalable.

Cette autorisation n'est accordée que si cette pratique ou cette activité est conforme aux principes fondamentaux suivants:

• ne pas impliquer des risques incontrôlables pour la santé et la sécurité des personnes exposées et de la population en général;

• devoir comporter la mise en œuvre des mesures et précautions visant à assurer de façon optimale la protection des personnes, des biens et de l'environnement;

• n'être entreprise que par des personnes qualifiées à en assurer professionnellement la responsabilité, la supervision et disposant d'infrastructures appropriées;

• être susceptible de produire un avantage net positif, maintenir l'exposition à des rayonnements au niveau le plus bas que l'on puisse raisonnablement atteindre en tenant compte des facteurs socio-économiques existants et limiter les doses d'exposition aux niveaux fixés par la réglementation en vigueur.

Art. 6. — Toute pratique ou toute activité impliquant une radioexposition doit être conforme aux normes fondamentales de protection contre les rayonnements ionisants et de sûreté des sources de rayonnements établies, à l'échelon international, sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Art. 7. — Il est interdit d'employer des personnes de moins de 18 ans et des femmes enceintes dans toutes les activités impliquant une exposition à des sources de rayonnements ionisants.

CHAPITRE II

DE LA RÉGLEMENTATION

Section I^re^

De l'autorité de réglementation

Art. 8. — Il est créé, sous la tutelle du président de la République, une autorité de réglementation dénommée «Comité national de protection contre les rayonnements ionisants», CNPRI en sigle.

Sa composition et son fonctionnement sont déterminés par un décret du président de la République pris sur proposition du ministre ayant la recherche scientifique et technologique dans ses attributions.

Les membres du CNPRI sont nommés par le président de la République sur proposition du ministre susvisé.

Art. 9. — Le CNPRI est le seul organisme habilité à accorder les autorisations pour l'emploi et la possession des sources de rayonnements conformément aux dispositions de la présente loi.

Il est doté de la personnalité juridique et jouit d'une autonomie dans l'accomplissement de ses fonctions.

Art. 10. — Le CNPRI émarge au budget annexe de l'État.

Ses ressources proviennent notamment de revenus de ses prestations et des libéralités non sujettes à conditions; elles sont évaluées annuellement de manière à s'assurer qu'elles répondent adéquatement au développement de ses activités.

Art. 11. — Le CNPRI est chargé de:

a) préparer la réglementation et le code de bonnes pratiques nécessaires en matière de radioprotection et de sûreté relative aux activités et pratiques permises par la présente loi;

b) concevoir et proposer pour révision, retrait ou mise à jour des textes, une législation et une réglementation régissant, de façon suffisamment détaillée, les aspects particuliers de l'utilisation sûre des sources de rayonnements ionisants;

c) veiller à l'application, par les personnes autorisées, des mesures de protection et de surveillance fixées pour le personnel, les installations et les équipements prescrits conformément aux dispositions de la présente loi;

d) assurer un contrôle de sûreté dans tous les domaines d'utilisation des rayonnements ionisants;

e) définir les exclusions et exemptions du champ d'application de la présente loi dans les réglementations subséquentes à cet effet;

f) définir, dans les réglementations et les autorisations, les obligations détaillées qui incombent aux détenteurs de sources de rayonnements ionisants et aux personnes autorisées;

g) effectuer des inspections pour s'assurer de la conformité aux conditions de l'autorisation et de l'application de la réglementation en l'espèce;

h) accorder les habilitations à des prestataires ou fournisseurs de certains services ou installations qui permettent aux titulaires d'autorisations ou d'enregistrements ou aux déclarants de respecter les conditions et prescriptions fixées;

i) agréer et accréditer les personnes chargées de l'exécution d'actes particuliers;

j) agréer et accréditer les personnes assumant des responsabilités particulières dans le domaine de la protection radiologique;

k) établir les limites de doses relatives aux travailleurs et au public en général;

l) percevoir des droits pour les autorisations et les inspections;

m) déclencher une intervention, la recommander ou l'appuyer, selon les besoins et prendre les mesures de prévention et d'intervention nécessaires en cas de risque radiologique pouvant découler d'une situation anormale ou accidentelle et de prévoir les moyens de protection et de secours de première urgence;

n) assurer les contacts nécessaires à la réalisation de sa mission tant avec les autorités nationales qu'avec les organismes internationaux.

Art. 12. — Pour accomplir sa mission, le CNPRI dispose d'un institut scientifique et technique dénommé «Institut national de la radioprotection» en signe INRP.

INPR a pour mission de promouvoir, à l'échelle nationale, des mesures et méthodes destinées à la protection contre le danger des rayonnements ionisants.

Section 2

De la détention des sources de rayonnement

Art. 13. — La détention des sources de rayonnements ionisants sous toutes ses formes est soumise à l'autorisation préalable du CNPRI.

Les conditions administratives et techniques à respecter pour l'obtention de cette autorisation sont fixées par un arrêté interministériel des ministres concernés sur proposition du CNPRI.

Art. 14. — Le titulaire d'une autorisation est responsable de la radioprotection au sein de son établissement.

Il est tenu de respecter et/ou de faire respecter la réglementation y relative.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs qu'à une personne accréditée par le CNPRI.

Art. 15. — Lorsque la réglementation en vigueur ne fixe pas le régime d'autorisation applicable à une pratique ou à une activité déterminée, il appartient au CNPRI de faire prendre, par arrêté interministériel, les dispositions nécessaires.

Section 3

Des inspecteurs et de leurs pouvoirs

Art. 16. — Les agents qualifiés en radioprotection désignés ès qualité inspecteurs par le CNPRI peuvent, en vertu de la présente loi et d'autres textes réglementaires, procéder à tout moment à un contrôle des lieux, des établissements et des installations où se trouvent des substances radioactives ou des appareils générateurs de rayonnements ionisants.

Ils sont revêtus de la qualité d'OPJ.

En cas de besoin, ils sont habilités à prendre des mesures nécessaires en vue de l'application de la présente loi.

Section 4

De la commission nationale consultative

Art. 17. — Il est créé une commission nationale consultative en matière de radioprotection dénommée CONAPRO.

Celle-ci a pour tâches de donner au CNPRI des avis motivés sur toutes les questions liées à la sûreté radiologique.

L'organisation et le fonctionnement de la CONAPRO sont fixés par décret du président de la République, sur proposition du ministre ayant dans ses attributions la recherche scientifique et technologique.

Art. 18. — La CONAPRO est composée notamment:

• du président du CNPRI;

• du représentant du cabinet du président de la République;

• du représentant de la Fédération des entreprises du Congo (FEC);

• du représentant du Commissariat général à l'énergie atomique (CGEA);

• du représentant de l'Association des techniciens radiologues;

• du représentant de l'intersyndical.

Elle comprend également les représentant des ministres ayant en charge:

• la santé;

• la défense;

• l'intérieur;

• le transport;

• la justice;

• l'éducation nationale;

• la recherche scientifique et technologique;

• les finances;

• l'énergie;

• les mines;

• le travail et la prévoyance sociale;

• l'industrie;

• l'agriculture;

• l'environnement.

Section 5

De la gestion des urgences radiologiques et des accidents nucléaires

Art. 19. — Tout titulaire d'une autorisation de détention des matières nucléaires a pour obligations: la sûreté, la radioprotection ainsi que la protection physique et l'établissement du plan d'urgence et autres mesures nécessaires afin d'assurer efficacement la protection des personnes, des installations et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants et minimiser les risques de dommages radiologiques.

Art. 20. — Les mesures de sécurité et de surveillance des pratiques ou activités impliquant une exposition à des sources de rayonnements ionisants sont définies par arrêté des ministres concernés sur proposition du CNPRI.

TITRE III

DE LA PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES ET DES INSTALLATIONS NUCLEAIRES

CHAPITRE I^er^

DE LA CATÉGORISATION ET DE LA PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES

Section 1^re^ I^re^

De la catégorisation des matières nucléaires

Art. 21. — Toutes les matières nucléaires sont classées en trois catégories reprises dans le tableau en annexe de la présente loi.

Section 2

De la protection physique des matières nucléaires

Paragraphe 1^er^

Des généralités

Art. 22. — L'exploitant ou l'utilisateur des matières nucléaires doit, lors de l'utilisation, du stockage ou du transport, disposer les matières nucléaires en tenant compte de leur catégorie de sorte que les matières les plus menacées et visées par les actes d'enlèvement non autorisés ou de sabotage soient moins accessibles.

Art. 23. — Les matières nucléaires de la catégorie I ne peuvent être utilisées ou stockées qu'à l'intérieur d'une zone protégée dont l'accès est subordonné à une autorisation.

Le CNPRI définit le cadre de surveillance et les conditions d'autorisation d'accès aux installations contenant les matières nucléaires.

Art. 24. — La protection physique comprend l'organisation matérielle d'un dispositif de sécurité, la mise en œuvre du gardiennage, l'installation d'un dispositif d'information par le système d'alarme ou d'affichage.

Art. 25. — Sous réserve d'autres dispositions légales ou réglementaires, toute autorisation de transport, de stockage, d'utilisation, de détention ou de manutention des matières nucléaires est soumise aux dispositions de la présente loi.

Paragraphe 2

De la protection physique des matières nucléaires en cours de transport

Art. 26. — Le transport des matières nucléaires doit toujours être précédé d'une étude de sécurité, d'une évaluation de la menace de référence et d'une notification préalable au destinataire avec tous les détails requis en la matière, notamment le mode de transport, l'itinéraire et la force d'intervention rapide.

Art. 27. — Avant que les matières ne soient effectivement expédiées, l'expéditeur est tenu d'obtenir du destinataire l'assurance qu'il est prêt à en prendre immédiatement livraison à la date et à l'heure prévues.

Art. 28. — Sauf pour des motifs de sûreté impérieux, les colis des matières nucléaires sont transportés dans des véhicules couverts, compartimentés ou conteneurs fermés à clé.

Art. 29. — Avant de procéder au chargement et à l'expédition, le véhicule doit être soumis à une fouille minutieuse en vue de désamorcer tout dispositif éventuel de sabotage.

Art. 30. — Dès l'arrivée de l'envoi, le destinataire l'accepte immédiatement et en avise l'expéditeur dans un délai raisonnable. Le gardien qui accompagne l'expédition a la charge de le faire connaître au centre de contrôle du transport dès son arrivée à destination.

Il est tenu en outre d'informer immédiatement celui-ci de toutes les difficultés rencontrées au cours du trajet.

Art. 31. — En cas de transport international des matières nucléaires, la protection physique fera l'objet d'un accord entre les États concernés conformément à la convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires.

Art. 32. — Lorsque les expéditions internationales transitent par le territoire d'un État autre que l'État expéditeur et l'État destinataire, les arrangements à conclure désigneront le pays de transit en vue de l'informer et d'obtenir à l'avance la coopération et l'assistance nécessaires à la mise en œuvre des mesures de protection physique appropriées.

Paragraphe 3

De la protection physique des matières nucléaires en cours d'utilisation et d'entreposage

Art. 33. — L'exploitant doit prendre toutes mesures lui permettant de:

• connaître les entrées et sorties de matières nucléaires de son installation;

• y assurer le suivi de ces matières nucléaires;

• déceler sans délai toute anomalie éventuelle concernant le suivi des matières nucléaires et de transmettre l'information dans les meilleurs délais au CNPRI;

• vérifier par des inventaires périodiques la comptabilité de ces matières nucléaires.

Art. 34. — Sous réserve des dispositions légales et réglementaires et de sûreté des installations nucléaires, les plans des installations nucléaires doivent être conçus et exécutés de manière compatible avec la protection physique des installations nucléaires.

Art. 35. — Le nombre de personnes pouvant accéder aux installations et aux matières nucléaires doit être réduit au strict minimum nécessaire.

L'accès permanent aux installations et aux matières nucléaires n'est réservé qu'aux personnes dont l'intégrité est vérifiée et approuvée par le CNPRI. Ce dernier approuvera la détermination par tout exploitant des zones protégées, des zones vitales ou d'autres zones.

Art. 36. — Les équipements concernés par la protection contre le sabotage sont ceux dont la perte entraînerait des conséquences radiologiques dommageables pour l'environnement.

L'exploitant doit protéger les équipements qui peuvent être mis hors service par les actes de malveillance tels que décrits dans la menace de référence.

Art. 37. — L'exploitant est tenu d'évaluer semestriellement l'ensemble du système de protection physique tel qu'il est mis en œuvre, les modalités d'application et les détails d'intervention des gardiens et des forces d'intervention pour en déterminer la fiabilité et l'efficacité et au besoin d'y remédier. Cette évaluation est soumise au CNPRI pour approbation.

Art. 38. — Les zones vitales doivent être aménagées de façon à réduire les entrées au minimum. Elles doivent être situées suffisamment loin de voies dont le passage est autorisé au public.

Art. 39. — Le service de gardiennage doit être assuré nuit et jour. Il doit être en contact permanent avec les forces d'intervention extérieures.

CHAPITRE II

DE LA PROTECTION PHYSIQUE DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Art. 40. — L'exploitant d'installations nucléaires, l'utilisateur ou l'expéditeur des matières nucléaires est tenu de prendre toutes les dispositions administratives, techniques, physiques et matérielles en vue d'assurer une protection physique des installations et des matières nucléaires contre le sabotage ou l'enlèvement non autorisé.

Art. 41. — L'exploitant doit tenir un registre de toutes les personnes qui détiennent ou peuvent détenir des clés permettant d'accéder aux lieux de confinement ou d'entreposage des matières nucléaires en vue de contrôler et de garder en lieux sûrs les clés et d'en modifier les combinaisons à des intervalles appropriées.

Art. 42. — L'exploitant doit informer le CNPRI de toute modification survenue sur les sites nucléaires ou de tout transfert de matières nucléaires susceptibles d'influer sur la mise en œuvre des mesures de protection physique.

Art. 43. — La zone intérieure doit faire l'objet d'une surveillance permanente. Aucun véhicule ne peut y accéder.

Art. 44. — Les mesures de protection physique ne doivent être connues que des personnes régulièrement autorisées à cet effet par le CNPRI et par l'exploitant ou le titulaire d'une autorisation.

Les inspecteurs chargés du contrôle prévu par la présente loi sont tenus au secret professionnel.

Art. 45. — Un système de transmission spécialisé anti-fraude avec alimentation autonome doit être installé entre les capteurs de détection d'intrusion et le poste central d'alarme.

Art. 46. — La détection d'intrusion doit être assurée au niveau d'une barrière matérielle entourant la zone protégée et l'évaluation de la menace doit être faite dans les meilleurs délais.

TITRE IV

DES DISPOSITIONS PÉNALES, TRANSITOIRES ET FINALES

CHAPITRE I^er^

DES DISPOSITIONS PÉNALES

Art. 47. — Toute personne qui s'approprie indûment des matières nucléaires ou qui fait obstacle au contrôle prévu par la présente loi ainsi que tout contrevenant aux dispositions de la présente loi sont punis d'une peine pouvant aller jusqu'à la privation de la liberté à perpétuité.

Lorsque la contravention porte sur les dispositions des articles 5, 6 et 7 de la présente loi, le juge ordonne en outre la cessation et/ou la suspension temporaire ou définitive de la pratique ou de l'activité incriminée.

Art. 48. — Toute personne qui, à quelque titre que ce soit, a la garde des matières nucléaires en constate la perte, le vol, la disparition ou le détournement et n'en informe ni les forces de l'ordre ni le CNPRI est punie de la privation de liberté de 5 à 20 ans et d'une amende ne pouvant dépasser un million de francs congolais constants.

Art. 49. — Toutes les matières saisies pour infraction aux articles 47 et 48 de la présente loi sont confisquées.

Art. 50. — En cas d'acte de sabotage des installations nucléaires, le contrevenant est puni de la privation de liberté à perpétuité.

CHAPITRE II

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 51. — Le Commissariat général à l'énergie atomique, en signe C.G.E.A., assume provisoirement les prérogatives et les attributions dévolues au Comité national de protection contre les rayonnements ionisants et à l'Institut national de radioprotection jusqu'au fonctionnement effectif de ceux-ci.

Art. 52. — Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 53. — La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Tableau de la catégorisation des matières nucléaires

MATIÈRE	*ÉTAT*	*CATÉGORIE I*	*CATÉGORIE II*	*CATÉGORIE III*
1. Plutonium	Non irradié	2 kg ou plus	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 gr ou moins, mais plus de 15 g
2. Uranium 235	Non irradié – uranium enrichi à 20 % ou plus en uranium 235; – uranium enrichi à 10 % ou plus, mais à moins de 20 % en uranium 235; – uranium enrichi à moins de 10 % en uranium 235.	5 kg ou plus	Moins de 5 kg mais plus de 1 kg 10 kg au plus	1 kg au moins, mais plus de 15 g Moins de 10 kg mais plus de 1 kg 10 kg au plus
3. Uranium 233	Non irradié	2 kg ou plus	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 g ou moins, mais plus de 15 g
4. Combustible irradié (la catégorie attribuée au combustible irradié dans le tableau est fonction de considérations relatives au transport international. L'État peut attribuer une catégorie différente pour l'utilisation, l'entreposage ou le transport sur le territoire national, compte tenu de tous les facteurs pertinents)			Uranium appauvri ou naturel, thorium ou combustible faiblement enrichi (moins de 10 % de teneur en matières fissiles)	

Bois et forêts

L. 011-2002 du 29 août 2002 — Code forestier 167
A.M. 0001/71 du 15 février 1971 — Site d'Inga. – Interdiction de déboisement, de débroussaillement, de feu 180
Ord. 81-068 du 16 mai 1981 — Forescom. – Création et statuts 180
A.M. CAB/MIN.AF.F.E.T/259/2002 du 3 octobre 2002 — Conseil consultatif des forêts 183
A.M. CAB/MIN/AF.F-E.T/260/2002 du 3 octobre 2002 — Transactions en matière forestière. – Procédure 184
A.M. CAB/MIN/AF.F.E.T/261/2002 du 3 octobre 2002 — Cadastre forestier. – Organisation et fonctionnement 184
A.M. CAB/MIN/AF.F.E.T/262/2002 du 3 octobre 2002 — Plan d'aménagement forestier. – Procédure d'établissement 185
A.M. CAB/MIN/AF.F-E.T/263/2002 du 3 octobre 2002 — Exploitation forestière 187
A.M. CABMIN/AF.F.E.T/276/2002 du 5 novembre 2002 — Essences forestières protégées . 192

29 août 2002. – LOI 011-2002 portant Code forestier. (*Présidence de la République*)

TITRE PREMIER
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Au sens de la présente loi, il faut entendre par:

1. *forêts*:

a. les terrains recouverts d'une formation végétale à base d'arbres ou d'arbustes aptes à fournir des produits forestiers, abriter la faune sauvage et exercer un effet direct ou indirect sur le sol, le climat ou le régime des eaux;

b. les terrains qui, supportant précédemment un couvert végétal arboré ou arbustif, ont été coupés à blanc ou incendiés et font l'objet d'opérations de régénération naturelle ou de reboisement.

Par extension, sont assimilées aux forêts, les terres réservées pour être recouvertes d'essences ligneuses soit pour la production du bois, soit pour la régénération forestière, soit pour la protection du sol;

2. *produits forestiers ligneux*:

a. les matières ligneuses provenant de l'exploitation des forêts, comme les arbres abattus, les grumes, les houppiers, les branches, les bois de chauffage, les rondins, les perches, les bois de mine;

b. les produits de transformation de l'industrie primaire comme le charbon de bois, les copeaux, les bois à pâtes, les sciages, les placages;

3. *produits forestiers non ligneux*: tous les autres produits forestiers, tels que les rotins, les écorces, les racines, les rameaux, les feuilles, les fruits, les semences, les résines, les gommes, les latex, les plantes médicinales;

4. *aménagements forestiers*: ensemble des opérations visant à définir les mesures d'ordre technique, économique, juridique et administratif de gestion des forêts en vue de les pérenniser et d'en tirer le maximum de profit;

5. *conservation*: mesures de gestion permettant une utilisation durable des ressources et des écosystèmes forestiers, y compris leur protection, entretien, restauration et amélioration;

6. *déboisement*: opération consistant à défricher une terre forestière ou à couper ou à extirper ses végétaux ligneux en vue de changer l'affectation du sol;

7. *exploitation forestière*: activités consistant notamment dans l'abattage, le façonnage et le transport du bois ou de tout autre produit ligneux, ainsi que le prélèvement dans un but économique des autres produits forestiers;

8. inventaire forestier: évaluation et description de la quantité, de la qualité et des caractéristiques des arbres et des milieux forestiers;

9. *ministre*: ministre ayant les forêts dans ses attributions;

10. *plan d'aménagement forestier*: document contenant la description, la programmation et le contrôle de l'aménagement d'une forêt dans le temps et dans l'espace;

11. *reboisement*: opération consistant à planter, sur un terrain forestier, des essences forestières;

12. *reconnaissance forestière*: opération qui consiste à examiner une forêt par voie aérienne et/ou à terre, afin d'en acquérir une connaissance générale préliminaire à d'autres études plus approfondies telles que l'inventaire et l'aménagement;

13. *reconstitution de forêt*: opération consistant à rétablir le couvert forestier soit par le reboisement et/ou la régénération naturelle;

14. *saisie*: acte par lequel les agents forestiers assermentés retirent provisoirement à une personne physique ou morale l'usage ou la jouissance des produits forestiers issus d'un acte infractionnel et/ou des moyens d'exploitation ou de transport de tels produits;

15. *sylviculture*: science et l'art de cultiver des peuplements forestiers;

16. *unité forestière*: espace forestier découpé en considération des caractéristiques écologiques propres à chaque zone et des objectifs

de la politique forestière nationale, en vue de le soumettre à un même type de gestion;

17. *communauté locale*: une population traditionnellement organisée sur la base de la coutume et unie par des liens de solidarité clanique ou parentale qui fondent sa cohésion interne. Elle est caractérisée, en outre, par son attachement à un terroir déterminé;

18. *émondage*: opération culturale qui consiste à supprimer les pousses et les bourgeons latéraux d'un jeune plant;

19. *feu hâtif ou précoce*: feu allumé très tôt en début de saison sèche aux fins d'aménagement des aires de formations herbeuses;

20. *essartage*: le défrichement d'une portion de terrain boisé ou broussailleux et son incinération en vue de sa mise en culture périodique;

21. *ébranchage*: l'action de couper une ou des branches d'un arbre que ce dernier soit encore sur pied ou abattu, aussitôt avant ou après son abattage;

22. *bioprospection*: activité consistant à inventorier ou évaluer les éléments constitutifs de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable tout en tenant compte des normes d'inventaires prévues.

Art. 2. — La présente loi définit le régime applicable à la conservation, à l'exploitation et à la mise en valeur des ressources forestières sur l'ensemble du territoire national.

Le régime forestier vise à promouvoir une gestion rationnelle et durable des ressources forestières de nature à accroître leur contribution au développement économique, social et culturel des générations présentes, tout en préservant les écosystèmes forestiers et la biodiversité forestière au profit des générations futures.

Art. 3. — Le Code forestier est l'ensemble des dispositions régissant le statut, l'aménagement, la conservation, l'exploitation, la surveillance et la police des forêts et des terres forestières.

Le Code forestier définit également les règles juridiques applicables à la sylviculture, à la recherche forestière, à la transformation et au commerce des produits forestiers.

Le Code forestier contribue également à la valorisation de la biodiversité, à la protection de l'habitat naturel de la faune sauvage et au tourisme.

Art. 4. — Il est institué une politique forestière nationale dont l'élaboration incombe au ministère ayant les forêts dans ses attributions.

La politique forestière nationale définit des orientations générales qui sont traduites dans un plan forestier national.

Le plan forestier national fixe les objectifs à atteindre et définit les actions à mettre en œuvre. Il comporte notamment:

a. la description des ressources forestières;

b. l'estimation des besoins en produits forestiers;

c. le programme des actions à mener en vue d'assurer la conservation des forêts et le développement du secteur forestier;

d. la prévision des investissements nécessaires;

e. les niveaux d'intervention et le rôle des différents acteurs concernés; et

f. toutes autres indications utiles pour l'exécution de la politique forestière nationale.

Art. 5. — Dans le cadre de l'élaboration de la politique forestière nationale, le ministre implique l'ensemble des acteurs tant publics que privés concernés, à tous les échelons territoriaux.

La politique forestière nationale est adoptée en conseil des ministres sur proposition du ministre et approuvée par décret du président de la République.

Art. 6. — Afin d'adapter la politique forestière nationale aux particularités de chaque province, un plan forestier provincial est élaboré par chaque gouverneur de province concernée après avis du conseil consultatif provincial. Le gouverneur implique les acteurs tant publics que privés du secteur forestier.

Après approbation du plan par le ministre, le gouverneur prend un arrêté le rendant exécutoire sur toute l'étendue de la province.

TITRE II
DU STATUT DES FORETS

CHAPITRE PREMIER
DU CADRE JURIDIQUE DES FORETS

Art. 7. — Les forêts constituent la propriété de l'État.

Leur exploitation et leur utilisation par les personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public sont régies par les dispositions de la présente loi et ses mesures d'exécution.

Art. 8. — Les forêts naturelles ou plantées comprises dans les terres régulièrement concédées en vertu de la législation foncière appartiennent à leurs concessionnaires.

Les droits attachés à ces forêts sont exercés dans le respect des dispositions de la présente loi et ses mesures d'exécution.

Art. 9. — Les arbres situés dans un village ou son environnement immédiat ou dans un champ collectif ou individuel sont la propriété collective du village ou celle de la personne à laquelle revient le champ.

Ils peuvent faire l'objet d'une cession en faveur des tiers.

CHAPITRE II
DE LA CLASSIFICATION DES FORETS

Art. 10. — Le domaine forestier comprend les forêts classées, les forêts protégées et les forêts de production permanente.

Les forêts classées sont celles soumises, en application d'un acte de classement, à un régime juridique restrictif concernant les droits d'usage et d'exploitation; elles sont affectées à une vocation particulière, notamment écologique.

Les forêts protégées sont celles qui n'ont pas fait l'objet d'un acte de classement et sont soumises à un régime juridique moins restrictif quant aux obligations d'usage et aux droits d'exploitation.

Les forêts de production permanente sont les forêts soustraites des forêts protégées par une enquête publique en vue de les concéder; elles sont soumises aux règles d'exploitation prévues par la présente loi et ses mesures d'exécution.

Art. 11. — Toutes forêts classées, protégées ou de production permanente peuvent être grevées d'une servitude foncière.

Section 1re

Des forêts classées

Art. 12. — Les forêts classées font partie du domaine public de l'État.

Sont forêts classées:

a. les réserves naturelles intégrales;

b. les forêts situées dans les parcs nationaux;

c. les jardins botaniques et zoologiques;

d. les réserves de faune et les domaines de chasse;

e. les réserves de biosphère;

f. les forêts récréatives;

g. les arboreta;

h. les forêts urbaines;

i. les secteurs sauvegardés.

Art. 13. — Sont en outre classées, les forêts nécessaires pour:

a. la protection des pentes contre l'érosion;

b. la protection des sources et des cours d'eau;

c. la conservation de la diversité biologique;

d. la conservation des sols;

e. la salubrité publique et l'amélioration du cadre de vie;

f. la protection de l'environnement humain; et

g. en général, toute autre fin jugée utile par l'administration chargée des forêts.

Font également l'objet de classement, les périmètres de reboisement appartenant à l'État ou à des entités décentralisées.

Les forêts classées avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi conservent leur statut.

Art. 14. — Les forêts classées doivent représenter au moins 15 % de la superficie totale du territoire national.

Art. 15. — Dans chaque province, les forêts sont classées suivant la procédure fixée par décret du président de la République.

Le classement s'effectue par arrêté du ministre après avis conforme du conseil consultatif provincial des forêts concernées, fondé sur la consultation préalable de la population riveraine. Toutefois, la création des réserves naturelles intégrales, des parcs nationaux et des secteurs sauvegardés relèvent de la compétence du président de la République.

Art. 16. — L'arrêté de classement détermine la localisation et les limites de la forêt concernée, sa catégorie, sa dénomination, le mode de gestion de ses ressources, les restrictions qui lui sont applicables, les droits d'usage susceptibles de s'y exercer et l'institution chargée de sa gestion.

L'emprise des forêts classées peut être fixée de telle sorte que certaines de leurs parties soient laissées à la disposition des populations riveraines en vue de la satisfaction de leurs besoins domestiques, notamment en produits forestiers et en terres de culture temporaire.

Art. 17. — Chaque forêt classée fait l'objet d'un plan d'aménagement dans les conditions fixées par un arrêté du ministre.

Art. 18. — La mise en valeur des forêts classées est faite conformément aux prescriptions de l'acte de classement et aux dispositions du plan d'aménagement.

Art. 19. — Il ne peut être procédé au déclassement partiel ou total d'une forêt classée qu'après avis conforme des conseils consultatifs national et provinciaux des forêts.

Le déclassement est soumis à la réalisation préalable d'une étude d'impact sur l'environnement.

La décision de déclassement est prise dans les mêmes conditions de procédure et de forme que le classement.

Section 2

Des forêts protégées

Art. 20. — Les forêts protégées font partie du domaine privé de l'État et constituent le domaine forestier protégé.

Les produits forestiers de toute nature se trouvant sur le domaine forestier protégé, à l'exception de ceux provenant des arbres plantés par des personnes physiques ou morales de droit privé ou par des entités décentralisées, appartiennent à l'État.

Art. 21. — Les forêts protégées peuvent faire l'objet de concession moyennant un contrat dont la durée ne peut excéder vingt-cinq ans. Ce terme est renouvelable dans les conditions stipulées au contrat.

L'octroi d'une concession forestière confère un droit réel sur les essences forestières concédées, à l'exclusion d'un quelconque droit sur le fonds de terre.

Toutefois, le concessionnaire peut obtenir sur sa concession forestière une concession foncière superficiaire pour ériger les constructions nécessaires aux activités liées à l'exploitation.

Art. 22. — Une communauté locale peut, à sa demande, obtenir à titre de concession forestière une partie ou la totalité des forêts protégées parmi les forêts régulièrement possédées en vertu de la coutume.

Les modalités d'attribution des concessions aux communautés locales sont déterminées par un décret du président de la République. L'attribution est à titre gratuit.

Section 3

Des forêts de production permanente

Art. 23. — Les forêts de production permanente sont composées des concessions forestières et des forêts qui, ayant fait l'objet d'une enquête publique, sont destinées à la mise sur le marché.

Elles sont quittes et libres de tout droit.

Elles sont instituées par arrêté conjoint des ministres ayant les forêts et l'agriculture dans leurs attributions.

CHAPITRE III

DES INSTITUTIONS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION DES FORÊTS

Art. 24. — La responsabilité de la gestion, de l'administration, de la conservation et de la surveillance et la police des forêts incombent au ministère ayant les forêts dans ses attributions.

Le ministère travaille constamment en collaboration et en concertation avec les autres ministères dont les attributions peuvent avoir une incidence sur le secteur forestier.

Il implique également les autres acteurs, notamment le secteur privé économique et les organisations non gouvernementales.

Art. 25. — Le ministre peut, par arrêté, déléguer en tout ou en partie, la gestion de forêts classées à des personnes morales de droit public ou à des associations reconnues d'utilité publique dans le but de les protéger et de les mettre en valeur et d'y conduire les travaux de recherche ou d'autres activités d'intérêt public.

Art. 26. — Le ministre peut déléguer, en tout ou en partie, les pouvoirs qui lui confère la présente loi, aux gouverneurs de province, à l'exception du pouvoir de réglementation.

Art. 27. — Le ministre pourvoit son administration de moyens et instruments adéquats pour lui permettre d'assurer efficacement la mise en application de la présente loi et de ses mesures d'exécution. En particulier, il dote les services chargés des opérations de martelage et de saisie, d'un marteau forestier dont l'empreinte est déposée au ministère de la Justice et Garde des sceaux.

Art. 28. — Il est créé au niveau tant national que provincial un cadastre forestier assurant la conservation:

a. des arrêtés de classement et de déclassement des forêts;

b. des contrats de concession forestière;

c. des actes d'attribution des forêts aux communautés locales;

d. des arrêtés d'attribution de la gestion des forêts classées;

e. des arrêtés de délégation de pouvoir d'administration des forêts;

f. des documents cartographiques;

g. de tous actes constitutifs de droits réels, grevant les actes cités aux litteras *b*, *c* et *d* ci-dessus.

Un arrêté du ministre détermine les modalités d'organisation et de fonctionnement du cadastre forestier.

En cas de nécessité, un cadastre forestier peut être tenu dans une localité déterminée.

Art. 29. — Il est créé un conseil consultatif national des forêts et des conseils consultatifs provinciaux des forêts dont l'organisation, le fonctionnement et la composition sont fixés respectivement par décret du président de la République et par arrêté du ministre.

Art. 30. — Le conseil consultatif national des forêts est compétent pour donner des avis sur:

1° les projets de planification et la coordination de la politique forestière;

2° les projets concernant les règles de gestion forestière;

3° toute procédure de classement et de déclassement des forêts;

4° tout projet de texte législatif ou réglementaire relatif aux forêts;

5° toute question qu'il juge nécessaire se rapportant au domaine forestier.

Art. 31. — Le conseil consultatif provincial des forêts donne des avis sur tout projet de classement ou de déclassement des forêts dans la province et, en général, sur toute question qui lui est soumise par le gouverneur de province.

Il peut saisir le gouverneur de toute question qu'il juge importante dans le domaine forestier.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du conseil peuvent accéder librement à toutes les concessions forestières.

Art. 32. — Le ministre publie chaque année, et ce, avant le 31 janvier, la liste des associations et organisations non gouvernementales agréées exerçant leurs activités statutaires dans le secteur de l'environnement en général et de la forêt en particulier.

CHAPITRE IV

DE LA RECHERCHE FORESTIÈRE

Art. 33. — En vue de promouvoir la gestion rationnelle et durable des forêts, le ministre prend, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, les mesures nécessaires et met en œuvre des programmes visant à favoriser le développement de la recherche forestière.

Art. 34. — La recherche forestière porte notamment sur la gestion, l'inventaire, l'aménagement, la conservation, l'exploitation, la transformation, la génétique forestière, la sylviculture, la technologie du bois et la commercialisation des produits forestiers.

Art. 35. — La planification, la réalisation et le suivi des travaux de recherche forestière sont assurés en concertation entre les services et organismes relevant des différents ministères et autres institutions concernées, chacun agissant dans les limites de ses compétences.

À cet effet, les services, organismes et institutions concernés sont dotés de moyens et de ressources adéquates leur permettant de s'acquitter de leur mission.

TITRE III
DES DROITS D'USAGE FORESTIERS

CHAPITRE PREMIER
DU PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 36. — Les droits d'usage forestiers des populations vivant à l'intérieur ou à proximité du domaine forestier sont ceux résultant de coutumes et traditions locales pour autant que ceux-ci ne soient pas contraires aux lois et à l'ordre public. Ils permettent le prélèvement des ressources forestières par ces populations, en vue de satisfaire leurs besoins domestiques, individuels ou communautaires.

L'exercice des droits d'usage est toujours subordonné à l'état et à la possibilité des forêts.

Art. 37. — La commercialisation des produits forestiers prélevés au titre des droits d'usage n'est pas autorisée, excepté certains fruits et produits dont la liste est fixée par le gouverneur de province.

CHAPITRE II
DES DROITS D'USAGE DANS LES FORÊTS CLASSÉES

Art. 38. — Dans les forêts classées, à l'exception des réserves naturelles intégrales, des parcs nationaux et des jardins botaniques, les droits d'usage sont exercés exclusivement par les populations riveraines et leur jouissance est subordonnée au respect des dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution.

Art. 39. — Dans les forêts classées, les droits d'usage sont limités:

a. au ramassage du bois mort et de la paille;

b. à la cueillette des fruits, des plantes alimentaires ou médicinales;

c. à la récolte des gommes, des résines ou du miel;

d. au ramassage des chenilles, escargots ou grenouilles;

e. au prélèvement du bois destiné à la construction des habitations et pour usage artisanal.

En outre, le plan d'aménagement de chaque forêt classée détermine les droits d'usage autorisés pour la forêt concernée.

Art. 40. — Les périmètres reboisés appartenant à l'État ou aux entités décentralisées sont affranchis de tout droit d'usage forestier.

CHAPITRE III
DES DROITS D'USAGE DANS LES FORÊTS PROTÉGÉES

Art. 41. — Tout Congolais peut exercer des droits d'usage sur l'ensemble du domaine forestier protégé, à condition de se conformer aux dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution.

Art. 42. — Dans les forêts protégées, les cultures peuvent être pratiquées.

Toutefois, elles peuvent être prohibées par le gouverneur de province, après avis des services locaux chargés de l'agriculture et des forêts, lorsque l'état de la forêt ou son intérêt futur rend cette mesure nécessaire. L'arrêté du gouverneur mentionne la durée de l'interdiction.

Les ministres ayant les forêts et l'agriculture dans leurs attributions réglementent, conjointement, là où ils le jugent utile, le zonage et les modalités de mise en culture des terres forestières.

Art. 43. — Le prélèvement des produits forestiers à des fins domestiques est libre en forêt protégée. Il ne donne lieu au paiement d'aucune taxe ou redevance forestière.

Toutefois, le ministre peut réglementer la récolte de tout produit forestier dont il juge utile de contrôler l'exploitation.

Art. 44. — Les populations riveraines d'une concession forestière continuent à exercer leurs droits d'usage traditionnels sur la concession dans la mesure de ce qui est compatible avec l'exploitation forestière à l'exclusion de l'agriculture.

Le concessionnaire ne peut prétendre à une quelconque indemnisation ou compensation du fait de cet exercice.

TITRE IV
DE LA PROTECTION DES FORÊTS

CHAPITRE PREMIER
DES MESURES GÉNÉRALES DE PROTECTION ET DES ESSENCES PROTÉGÉES

Art. 45. — Le domaine forestier est protégé contre toute forme de dégradation ou de destruction du fait notamment de l'exploitation illicite, de la surexploitation, du surpâturage, des incendies et brûlis ainsi que des défrichements et des déboisements abusifs.

Sont particulièrement interdits, tous actes de déboisement des zones exposées au risque d'érosion et d'inondation.

Art. 46. — L'introduction sur le territoire national de tout matériel végétal forestier, vivant ou mort, est soumise à l'autorisation préalable du ministre ou de son délégué, sur présentation d'un certificat d'origine et d'un certificat phytosanitaire délivrés par l'organisme compétent du pays de provenance.

Art. 47. — Dans les forêts classées, sont interdits, l'émondage et l'ébranchage des arbres ainsi que la culture par essartage.

Art. 48. — Est interdit, tout déboisement sur une distance de 50 mètres de part et d'autre des cours d'eau et dans un rayon de 100 mètres autour de leurs sources.

Art. 49. — La liste des essences forestières protégées est fixée par arrêté du ministre et fait l'objet dans la même forme, de mises à jour périodiques.

Art. 50. — Sont interdits sur toute l'étendue du domaine forestier, l'abattage, l'arrachage et la mutilation des essences forestières protégées.

Sont également interdits, le déplacement, le brisement ou l'enlèvement des bornes servant à limiter les forêts.

Art. 51. — Dans le but de protéger la diversité biologique forestière, l'administration chargée des forêts peut, même dans les zones forestières concédées, mettre en réserve certaines essences ou édicter toutes restrictions qu'elle juge utiles.

CHAPITRE II
DU CONTRÔLE DU DÉBOISEMENT

Art. 52. — Tout déboisement doit être compensé par un reboisement équivalent, en qualité et en superficie, au couvert forestier initial réalisé par l'auteur du déboisement ou à ses frais.

Art. 53. — Toute personne qui, pour les besoins d'une activité minière, industrielle, urbaine, touristique, agricole ou autre, est contrainte de déboiser une portion de forêt, est tenue au préalable d'obtenir à cet effet un permis de déboisement.

Pour les activités agricoles, ledit permis n'est exigé que lorsque le déboisement porte sur une superficie égale ou supérieure à 2 hectares.

Art. 54. — Le permis de déboisement est délivré par le gouverneur de province, lorsque la superficie à déboiser est égale ou inférieure à 10 hectares. Au-délà de cette superficie, il est délivré par le ministre. Dans les deux cas, un avis préalable de l'administration forestière locale fondée sur une étude d'impact est requis.

La délivrance dudit permis donne lieu à l'acquittement préalable d'une taxe de déboisement, dont l'assiette, le taux et les modalités sont fixés par un arrêté conjoint des ministres ayant les forêts et les finances dans leurs attributions.

Les recettes générées par cette taxe sont affectées à la reconstitution du capital forestier.

CHAPITRE III
DU CONTRÔLE DES FEUX DE FORÊTS ET DE BROUSSE

Art. 55. — Le gouverneur de province fixe, par arrêté pris sur proposition de l'administration provinciale des forêts, les dates et les conditions d'allumage des feux hâtifs.

Art. 56. — Afin de prévenir et de combattre les feux de forêts et de brousse, l'administration forestière ou les entités décentralisées doivent prendre notamment, les mesures suivantes:

1. constituer, former et équiper des brigades chargées de la lutte contre les feux, ainsi que la sensibilisation, de la formation et de l'encadrement des populations locales;

2. créer des postes d'observation dans certaines régions particulièrement celles menacées d'incendies.

Art. 57. — Il est interdit de provoquer ou d'abandonner un feu susceptible de se propager dans la forêt ou dans la brousse.

Dans le domaine forestier, il est interdit d'abandonner un feu non éteint.

Art. 58. — Il est défendu de porter ou d'allumer un feu en dehors des habitations et des bâtiments d'exploitations situés à l'intérieur des forêts.

Toutefois, l'allumage d'un feu pour la fabrication de charbon est autorisé à condition que son auteur prenne toutes les dispositions utiles pour éviter que ce feu n'échappe à son contrôle et ne se propage dans le domaine forestier.

Art. 59. — Tout feu provoqué est à maîtriser par son auteur qui répond des dommages résultant de son fait conformément à l'article 258 du Code civil des obligations.

Art. 60. — Il est interdit d'allumer un feu dans un rayon de 500 mètres autour des forêts situées dans la savane ou en bordure de celle-ci.

Il est également interdit d'allumer en zone de savane un feu le long des routes et chemins qui traversent les forêts classées.

Art. 61. — L'interdiction est absolue dans les réserves naturelles intégrales et les parcs nationaux où aucun feu ne peut être allumé, sauf pour les besoins d'aménagement.

Art. 62. — En saison favorable, après information des populations locales concernées, les agents forestiers procèdent d'office à l'incinération des herbages dans les environs des forêts classées afin de les préserver des conséquences des feux incontrôlés.

À cet effet, ils aménagent un coupe-feu d'une largeur suffisante pour empêcher la transmission du feu aux périmètres à protéger.

Art. 63. — Afin de prévenir et de combattre les incendies de forêt, l'autorité administrative locale ou, à défaut, le responsable local chargé des forêts peut requérir, même verbalement, les habitants des villages riverains de la forêt concernée.

Toute personne constatant la présence d'un feu incontrôlé dans le domaine forestier est tenue d'en aviser l'autorité la plus proche.

Toute personne se trouvant à proximité d'un incendie de forêt a le devoir d'apporter son concours à son extinction.

Art. 64. — L'autorité administrative locale répond civilement des conséquences dommageables, pour les personnes et les biens, des feux allumés sous son contrôle.

Toutefois, la responsabilité de l'autorité locale est dégagée si elle établit, pour ce qui concerne les feux hâtifs ou précoces, qu'une information préalable suffisante a été faite par affichage ou proclamation et, s'agissant des opérations de lutte contre les incendies, que les dommages résultent d'un cas de force majeure.

TITRE V
DE L'INVENTAIRE, DE L'AMÉNAGEMENT ET DE LA RECONSTITUTION DES FORÊTS

CHAPITRE PREMIER
DE L'INVENTAIRE DES FORÊTS

Art. 65. — La mise en exploitation de toute forêt domaniale est subordonnée à l'existence préalable d'un inventaire forestier.

Art. 66. — L'administration chargée des forêts établit et met périodiquement à jour l'inventaire forestier national.

Elle peut confier la réalisation de cet inventaire à des bureaux d'études privés ayant les compétences et l'expérience requises et jouissant de crédibilité.

Les normes techniques, les données à relever, les travaux à réaliser et les méthodes à suivre pour l'établissement des inventaires sont fixés par arrêté du ministre.

Art. 67. — Lorsqu'une forêt sollicitée n'a pas encore fait l'objet d'inventaire, les travaux de reconnaissance et d'inventaire sont à la charge du requérant, sous le contrôle de l'administration.

Art. 68. — La reconnaissance forestière est soumise à une autorisation délivrée par le gouverneur de province sur avis de l'administration forestière locale. L'autorisation donne lieu au paiement d'une taxe dont le montant est déterminé par arrêté conjoint des ministres ayant les forêts et les finances dans leurs attributions.

Le bénéficiaire de l'autorisation de reconnaissance doit aussitôt en entreprendre les travaux.

La réalisation de l'inventaire est également soumise à une autorisation délivrée par le gouverneur de province. L'autorisation est déterminée par arrêté conjoint des ministres ayant les forêts et les finances dans leurs attributions.

Les travaux d'inventaire doivent être réalisés, sous peine de déchéance, dans un délai maximum d'un an à compter de la date de l'octroi de l'autorisation.

Le délai accordé pour la réalisation de l'inventaire peut être prorogé d'une année au maximum et une seule fois sur demande motivée du requérant.

Art. 69. — Lorsqu'une demande de reconnaissance ou d'inventaire émane d'un concessionnaire ou d'un exploitant forestier déjà installé, elle ne peut être instruite que si le requérant s'est acquitté de tous les droits et taxes afférents à la concession ou à l'exploitation et s'il a respecté les clauses de son cahier des charges.

Art. 70. — Le titulaire d'une autorisation de reconnaissance ou d'inventaire forestiers ne peut disposer d'aucun produit forestier dans la zone concernée.

L'autorisation de reconnaissance ou d'inventaire forestiers ne préjuge nullement l'obtention ultérieure, par son bénéficiaire, d'une concession forestière ou d'un droit d'exploitation dans la zone concernée.

CHAPITRE II
DE L'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS

Art. 71. — Toute activité de gestion et d'exploitation forestières est soumise à l'élaboration préalable d'un plan d'aménagement forestier.

Art. 72. — Le domaine forestier est divisé en unités forestières d'aménagement aux fins d'exécution des tâches de planification, de gestion, de conservation, de reconstitution et d'exploitation des ressources forestières.

L'aménagement forestier peut être orienté vers:

• la production durable de tous les produits forestiers et de produits pour la biotechnologie;

• les services environnementaux;

• le tourisme et la chasse;

• les autres objectifs compatibles avec le maintien du couvert forestier et la protection de la faune sauvage.

Art. 73. — Le découpage du domaine forestier en unités forestières d'aménagement est effectué par voie d'arrêté du ministre, sur proposition de l'administration chargée des forêts, après concertation avec toutes les administrations concernées.

Ce découpage est réalisé en considération des caractéristiques forestières propres à chaque zone et des objectifs de la politique forestière nationale.

Art. 74. — Pour chaque unité forestière, le plan d'aménagement évalue l'état des ressources forestières, fixe les mesures et détermine les travaux requis pour leur conservation ainsi que leur aménagement et les modalités de leur exploitation.

Le plan d'aménagement d'une unité forestière est préparé soit par l'administration chargée des forêts, soit, sous son contrôle, par des organismes ou bureaux d'études qualifiés. L'administration s'assure de la consultation des populations riveraines, des autorités locales compétentes et des particuliers concernés.

Le plan d'aménagement de l'unité forestière est approuvé par arrêté du ministre pour une durée déterminée en fonction du type de forêt et de la nature de l'aménagement.

Le plan d'aménagement est mis à jour périodiquement et approuvé suivant la même procédure que le plan antérieur.

Art. 75. — Le contrôle, le suivi et l'évaluation de l'exécution du plan d'aménagement de l'unité sont assurés par l'administration chargée des forets.

Le plan d'aménagement de l'unité est révisé, lorsque les circonstances le justifient, suivant la même procédure et dans la même forme que pour son approbation.

Art. 76. — Le plan d'aménagement d'une concession est élaboré sous la responsabilité du concessionnaire par une personne physique ou morale qualifiée.

Le plan d'aménagement de la concession est approuvé par arrêté du gouverneur de province, après avis de l'administration forestière locale compétente.

L'exploitant d'une forêt est responsable de la mise en œuvre de son plan d'aménagement dont il est tenu de respecter les prescriptions.

Le contrôle, le suivi et l'évaluation de l'exécution du plan d'aménagement de la concession sont assurés par l'administration chargée des forêts.

CHAPITRE III
DE LA RECONSTITUTION DES FORÊTS

Art. 77. — L'administration chargée des forêts assure la reconstitution des forêts à travers l'élaboration et l'application des programmes de régénération naturelle et de reboisement qu'elle met à jour périodiquement.

Art. 78. — La reconstitution des ressources forestières incombe à l'État, aux entités décentralisées, aux concessionnaires, aux exploitants forestiers et aux communautés locales.

Elle s'effectue sous la supervision et le contrôle technique de l'administration chargée des forêts, dans les conditions fixées par le ministre.

Art. 79. — L'État encourage l'implication de tous les citoyens, des communautés locales et des entités décentralisées dans les opérations de reboisement.

À cet effet, des terrains forestiers domaniaux, des plants et graines d'essences forestières ainsi que l'encadrement nécessaire sont mis à la disposition des personnes physiques ou morales dans les conditions fixées par arrêté du ministre.

Art. 80. — Les personnes et communautés qui réalisent des reboisements bénéficient, en tout ou en partie, des produits forestiers qui en sont issus, dans les conditions fixées par arrêté du ministre.

L'exploitation desdits produits doit être effectuée dans le respect des dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution, notamment quant à la protection de l'environnement.

Art. 81. — Pour assurer le financement des opérations de reboisement et d'aménagement, de contrôle et de suivi de leur réalisation, il est créé un Fonds forestier national émargeant au budget pour ordre et alimenté notamment par les recettes des taxes de reboisement et autres redevances forestières.

Le fonds est placé sous la responsabilité du ministre.

Un décret du président de la République détermine le statut, l'organisation et les modalités de fonctionnement du fonds.

TITRE VI
DE LA CONCESSION FORESTIÈRE

CHAPITRE PREMIER
DES PRINCIPES GÉNÉRAUX

Art. 82. — Toute personne désirant obtenir une concession forestière doit remplir les conditions suivantes:

1) être domiciliée, pour une personne physique, en République démocratique du Congo, ou être constituée, pour une personne morale, conformément à la loi et avoir son siège social en République démocratique du Congo;

2) déposer un cautionnement auprès d'une institution financière établie en République démocratique du Congo, en vue de garantir le paiement de toutes indemnités si les travaux sont de nature à causer un dommage ou s'il est à craindre que ses ressources ne soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité.

Le cautionnement reste acquis à l'État, à concurrence des sommes dues, si le concessionnaire est débiteur à un titre quelconque.

Le cautionnement peut être remplacé par une garantie donnée par une banque ou par une institution financière agréée.

Le montant du cautionnement est fonction de la valeur ou de la superficie de la concession forestière.

Art. 83. — L'attribution des concessions forestières se fait par voie d'adjudication.

À titre exceptionnel, elle peut l'être de gré à gré conformément à l'article 86 de la présente loi.

Art. 84. — Le contrat de concession forestière est précédé d'une enquête publique, exécutée dans les formes et suivant la procédure prévue par arrêté du ministre.

L'enquête a pour but de constater la nature et l'étendue des droits que pourraient détenir des tiers sur la forêt à concéder, en vue de leur indemnisation éventuelle.

Le montant de l'indemnité est fixé à l'amiable ou, à défaut, par voie judiciaire.

Le paiement de l'indemnité rend la forêt quitte et libre de tout droit.

Art. 85. — La forêt à mettre en adjudication publique est proposée par l'administration chargée des forêts qui en effectue l'estimation et fixe la mise à prix.

Les cahiers des charges de chaque adjudication sont établis par l'administration chargée des forêts et soumis à l'approbation du ministre. Ils spécifient les conditions de l'adjudication ainsi que les règles auxquelles est soumise l'exploitation.

La mise en adjudication publique d'une forêt est soumise à la décision du ministre suivant une procédure particulière fixée par décret du président de la République.

Art. 86. — Sans préjudice des dispositions de l'article 83 de la présente loi, l'attribution d'une forêt de gré à gré doit être motivée et autorisée par le ministre.

Le prix d'acquisition de la forêt ne peut être en deçà du prix plancher appliqué dans la procédure d'adjudication publique pour les forêts de même type.

CHAPITRE II
DU CONTRAT DE CONCESSION FORESTIÈRE

Art. 87. — Toute personne physique ou morale qui conclut un contrat de concession forestière avec l'État doit présenter des garanties techniques et financières jugées suffisantes pour notamment:

• l'exploitation des produits forestiers;

• la conservation;

• le tourisme et la chasse;

• les objectifs de bioprospection;

• l'utilisation de la biodiversité.

Art. 88. — Le contrat de concession forestière comprend deux parties: le contrat proprement dit qui détermine les droits et les obligations des parties, et un cahier des charges qui fixe les obligations spécifiques incombant au concessionnaire.

Art. 89. — Le cahier des charges comporte des clauses générales et des clauses particulières.

Les clauses générales concernent les conditions techniques relatives à l'exploitation des produits concernés.

Les clauses particulières concernent notamment:

a. les charges financières;

b. les obligations en matière d'installation industrielle incombant au titulaire de la concession forestière;

c. une clause particulière relative à la réalisation d'infrastructures socio-économiques au profit des communautés locales, spécialement:

• la construction, l'aménagement des routes;

• la réfection, l'équipement des installations hospitalières et scolaires;

• les facilités en matière de transport des personnes et des biens.

Le cahier des charges est établi suivant un modèle défini par voie d'arrêté du ministre.

Art. 90. — Le contrat de concession forestière confère au concessionnaire le droit d'exploiter la superficie de forêt concédée, dans le respect des dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution.

Avant toute exploitation, le concessionnaire est tenu d'obtenir l'autorisation prévue à l'article 97 point 3, de la présente loi.

Art. 91. — Les normes relatives aux installations devant être implantées dans les concessions forestières sont fixées par arrêté du ministre.

Art. 92. — Le contrat de concession forestière est signé, pour le compte de l'État, par le ministre.

Le contrat est approuvé par décret du président de la République lorsque la ou les forêts à concéder dépassent une superficie totale de 300.000 hectares.

Il est approuvé par une loi lorsque la superficie totale à concéder est supérieure à 400.000 hectares.

Sous réserve des droits acquis, il ne peut être concédé à une même personne, en un seul ou plusieurs tenants, des forêts d'une superficie totale supérieure à 500.000 hectares.

Art. 93. — Sans préjudice du paiement d'autres taxes relatives à l'exploitation forestière, l'exploitant est tenu, pour toute concession forestière, au payement d'une redevance calculée en fonction de la superficie.

Art. 94. — Le concessionnaire forestier a le droit exclusif de prélever, dans la zone concédée, tous les bois exploitables pour leur transformation locale ou leur exportation.

L'exportation de certaines essences peut être soumise à des restrictions particulières définies par arrêté du ministre.

Art. 95. — Le concessionnaire ne peut louer, céder, échanger ou donner la concession forestière sans l'autorisation préalable, selon les cas, du ministre ou du président de la République.

En cas de cession totale de la concession, le nouveau concessionnaire est subrogé dans les droits et obligations du concessionnaire originaire.

Dans les autres cas, les concessionnaires originaire et nouveau sont tenus solidairement de leurs obligations envers l'État.

TITRE VII
DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

CHAPITRE PREMIER
DES MODES D'EXPLOITATION

Art. 96. — L'exploitation forestière s'entend, non seulement de la coupe ou de la récolte des produits forestiers, mais aussi de l'utilisation de la forêt à des fins touristiques ou récréatives.

Art. 97. — Les forêts de production permanente peuvent être exploitées soit:

1. en régie par l'administration forestière ou les entités administratives décentralisées;

2. par un organisme public créé à cette fin;

3. par des exploitants forestiers privés en vertu d'une autorisation appropriée.

Art. 98. — Les autorisations d'exploitation sont strictement personnelles et ne peuvent être ni cédées ni louées. Elles ne peuvent être accordées qu'à titre onéreux.

Elles sont réglementées par arrêté du ministre qui en fixe les types, les modalités d'octroi, les droits y attachés et la durée de validité et détermine les autorités habilitées à les délivrer.

CHAPITRE II
DES DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT FORESTIER

Art. 99. — L'exploitation des forêts domaniales, y compris celles faisant l'objet d'une concession forestière, est assujettie à l'élaboration préalable d'un plan d'aménagement.

Art. 100. — L'exploitation de toute portion de forêt domaniale doit être effectuée conformément aux prescriptions du plan d'aménagement s'y rapportant.

Elle est subordonnée à un inventaire préalable des ressources forestières réalisé dans les conditions prévues par les articles 65 à 70 de la présente loi.

L'exploitant est tenu de se soumettre aux dispositions des législations relatives à la protection de la nature, à la chasse et à la pêche.

Art. 101. — Pour la production de bois, notamment le bois de feu et le charbon de bois, l'exploitant assure, conformément à l'article 107 ci-dessous, une exploitation durable de la forêt, sous peine de l'annulation de son autorisation par l'autorité compétente.

Art. 102. — Sous réserve de l'exercice des droits d'usage forestiers reconnus aux populations locales, l'exploitation de tout produit forestier est soumise à l'une des autorisations prescrites par l'article 98 de la présente loi et donne lieu au paiement d'une taxe dont l'assiette et le taux sont fixés par arrêté conjoint des ministres ayant les forêts et les finances dans leurs attributions.

Toute coupe de bois en dehors d'une concession forestière donne lieu au paiement d'une taxe d'abattage.

Art. 103. — Tout concessionnaire ou exploitant forestier a le droit d'accéder à une voie d'évacuation publique, par des routes, pistes, chemins de triage ou voies ferrées, cours d'eau sans aucune entrave de la part de l'occupant ou du concessionnaire du fonds traversé.

Toutefois, lors de l'établissement du tracé du réseau d'évacuation, si l'occupant ou le concessionnaire du fonds traversé s'estime lésé, il saisit l'administration locale chargée des forêts en vue de trouver une solution à l'amiable.

Art. 104. — À défaut d'une solution à l'amiable, le différend est soumis à une commission composée comme suit:

1. un représentant de l'autorité administrative locale;

2. un représentant de l'administration locale chargée des forêts;

3. un représentant des organisations ou des associations des exploitants forestiers;

4. un représentant désigné par chacune des parties en conflit.

L'organisation et le fonctionnement de ladite commission sont fixés par arrêté du ministre.

En tout état de cause, la partie non satisfaite de la décision de la commission peut porter le litige devant les juridictions de droit commun.

Art. 105. — Les concessionnaires et exploitants forestiers sont tenus de donner toutes facilités d'accès à leur concession ou exploitation aux agents de l'administration chargée des forêts et aux membres du conseil consultatif provincial des forêts, lorsqu'ils sont en mission de service.

Art. 106. — Sans préjudice de l'exercice de tous les droits reconnus par la loi aux communautés locales, le concessionnaire ou l'exploitant forestier a l'exclusivité d'utilisation du réseau d'évacuation qu'il a établi.

Aucune entrave ne peut être portée par quiconque à l'utilisation de ces voies ni à celles du réseau d'évacuation public.

Les concessionnaires et les exploitants forestiers laissent continuer le libre usage des sentiers et pistes traversant leur concession ou exploitation.

Art. 107. — Toute exploitation des produits forestiers doit être effectuée dans le respect des clauses du cahier des charges annexé au contrat ou des dispositions mentionnées dans le permis.

Art. 108. — Les produits forestiers bruts sont soumis aux règles de normalisation et de classification définies par arrêté interministériel pris par les ministres ayant l'industrie et les forêts dans leurs attributions.

Pour fins d'identification ou de mise sur le marché des bois ou arbres destinés à être exploités, déjà exploités ou en circulation, tout exploitant concerné doit utiliser un marteau à empreinte indélébile et personnelle dont le modèle est déposé, accepté et enregistré à l'administration forestière.

La forme, la nature du marteau et les modalités de son utilisation sont fixées par arrêté du ministre.

Art. 109. — L'État encourage la promotion de l'industrie de transformation locale en vue de garantir la valeur ajoutée du bois et d'autres produits forestiers.

Seuls les détenteurs des unités de transformation opérationnelles et les exploitants nationaux dûment autorisés peuvent, pour une période de 10 ans au maximum à compter de la date du démarrage de l'exploitation, exporter des bois sous forme de grumes, moyennant un quota ne dépassant pas 30 % de leur production totale annuelle.

Dans les conditions fixées par arrêté du ministre, les quotas d'exportation sont définis et accordés en tenant compte de l'importance du volume de bois transformé dans le pays.

Les produits forestiers sont commercialisés, importés ou exportés conformément à la législation en vigueur.

Art. 110. — L'administration chargée des forêts peut, sous réserve de réparation des dommages subis par le concessionnaire ou l'exploitant forestier, soustraire d'une zone concédée ou exploitée les arbres ou les superficies nécessaires à l'exécution de travaux d'intérêt général ou d'utilité publique.

Dans ce cas, le concessionnaire ou l'exploitant forestier a droit à une indemnisation comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE III
DE L'EXPLOITATION DES FORÊTS DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Art. 111. — L'exploitation des forêts des communautés locales se fait sous la supervision et le contrôle technique de l'administration locale chargée des forêts.

Art. 112. — Outre les droits d'usage, les communautés locales ont le droit d'exploiter leur forêt.

Cette exploitation peut être faite soit par elles-mêmes, soit par l'intermédiaire d'exploitants privés artisanaux, en vertu d'un accord écrit.

Les exploitants privés artisanaux ne peuvent opérer dans les forêts des communautés locales que moyennant la détention d'un agrément délivré par le gouverneur de province, sur proposition de l'administration forestière locale.

Art. 113. — Pour les besoins d'exploitation de leurs forêts, les communautés locales peuvent demander le concours de l'administration forestière et obtenir une assistance de sa part.

Les produits de l'exploitation reviennent à la communauté locale après déduction des frais dus à l'administration forestière pour ses prestations.

L'exploitation des forêts des communautés locale peut être confiée à des tiers en vertu d'un contrat d'exploitation. Ce contrat doit être subordonné à l'approbation de l'administration forestière locale.

CHAPITRE IV
DE LA DÉCHÉANCE DES DROITS DE L'EXPLOITANT

Art. 114. — Les exploitants forestiers sont tenus de respecter les délais d'exploitation prescrits par les dispositions de la présente loi et ses mesures d'exécution.

Art. 115. — Le concessionnaire est tenu de s'installer et d'exploiter la forêt dans les dix-huit mois qui suivent la signature du contrat de concession.

Si à l'expiration de ce délai l'installation et l'exploitation ne sont pas réalisées, l'administration chargée des forêts met le concessionnaire en demeure d'entreprendre l'exploitation de sa concession dans un délai de douze mois.

Passé ce délai, il est déchu d'office de ses droits.

La déchéance est constatée, selon le cas, par arrêté du ministre ou du gouverneur de province, notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel*.

Art. 116. — Sauf cas de force majeure prouvée, l'arrêt de l'exploitation par le concessionnaire pendant deux années consécutives entraîne la reprise par l'État de la forêt concédée.

Art. 117. — La déchéance des droits du concessionnaire entraîne la saisie à titre conservatoire des installations et du matériel immobilisé.

Sur la valeur de ces biens, l'État prélève, par privilège, ce qui lui est dû à quelque titre que ce soit, y compris les frais de conservation engagés jusqu'à la réalisation des biens.

Art. 118. — En cas de cessation de paiement ou d'insolvabilité du concessionnaire, il est fait application du droit commun.

L'état de cessation de paiement constitue de plein droit une cause de déchéance et entraîne la résiliation du contrat de concession forestière.

Art. 119. — Les concessions de conservation et de bioprospection ne sont pas concernées par les dispositions des articles 115 à 118 de la présente loi.

TITRE VIII
DE LA FISCALITÉ FORESTIÈRE

Art. 120. — Aucun exploitant forestier, aucun exportateur ni transformateur des produits forestiers ne peut, quel que soit le régime fiscal auquel il est soumis, être exonéré du paiement des droits, taxes et redevances prévus par la présente loi ou ses mesures d'exécution.

Art. 121. — Les taux des taxes et des redevances prévues par la présente loi sont fixés par arrêté conjoint des ministres ayant respectivement les forêts et les finances dans leurs attributions suivant les modalités ci-après:

1° redevance de superficie concédée: le taux plancher fixé par l'administration est augmenté de l'offre supplémentaire proposée par le concessionnaire au moment de l'adjudication;

2° taxe d'abattage: le taux varie selon les classes des essences forestières et les zones de prélèvement;

3° taxes à l'exportation: les taux de taxes à l'exportation des produits bruts sont supérieurs à ceux des taxes à l'exportation des produits transformés;

4° taxe de déboisement: le taux correspond au coût du reboisement à l'hectare;

5° taxe de reboisement: le taux correspond à 10 % du coût de reboisement à l'hectare.

Art. 122. — Les produits des taxes et des redevances forestières sont versés au compte du Trésor public et répartis comme suit:

1° redevance de superficie concédée: 40 % aux entités administratives décentralisées de provenance des bois ou des produits forestiers et 60 % au Trésor public;

2° taxe d'abattage: 50 % au Fonds forestier national, et 50 % au Trésor public;

3° taxes à l'exportation: 100 % au Trésor public;

4° taxes de déboisement: 50 % au Trésor public et 50 % au Fonds forestier national;

5° taxes de reboisement: 100 % au Fonds forestier national.

Les fonds résultant de la répartition dont il est question au point 1° du présent article, en faveur des entités administratives décentralisées, sont affectés exclusivement à la réalisation des infrastructures de base d'intérêt communautaire.

Ils reviennent de droit, à raison de 25 %, à la province et de 15 % à l'entité décentralisée concernée.

Ils sont versés dans un compte respectif de l'administration de la province et de la ville ou du territoire dans le ressort duquel s'opère l'exploitation.

Art. 123. — Les taxes et redevances forestières ainsi que les intérêts de retard sont recouvrés conformément aux dispositions de la législation fiscale.

Art. 124. — Le recouvrement des taxes et redevances est garanti par les privilèges et hypothèques prévus par les législations fiscale et foncière.

Art. 125. — Les réclamations sur les taxes et redevances forestières sont recevables jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle du versement de la taxe, de la redevance ou de la notification de mise en recouvrement, s'il a été procédé à cette notification.

Elles sont soumises à la procédure relative aux impôts directs.

TITRE IX
DES DISPOSITIONS PÉNALES

CHAPITRE PREMIER
DE LA PROCÉDURE

Art. 126. — L'action publique en matière d'infraction forestière se prescrit:

1. après un an révolu, si l'infraction n'est punie que d'une amende ou si le maximum de la peine applicable ne dépasse pas une année;

2. après trois ans révolus, si le maximum de la peine applicable ne dépasse pas cinq années.

Art. 127. — Sans préjudice des prérogatives des officiers du ministère public, les infractions forestières sont recherchées et constatées

par les inspecteurs forestiers, les fonctionnaires assermentés et les autres officiers de police judiciaire dans leur ressort territorial.

En matière d'infractions forestières, les agents non assermentés de l'administration chargée des forêts ne peuvent établir que des rapports.

Art. 128. — Avant d'exercer les fonctions d'officier de police judiciaire, les inspecteurs forestiers, les fonctionnaires et agents de l'administration prêtent serment devant le procureur de la République du ressort dans les termes suivants: «Je jure fidélité à la Nation congolaise, obéissance à la Constitution et aux lois de la République, de remplir fidèlement les fonctions qui me sont confiées et d'en rendre loyalement compte à l'officier du ministère public.»

Art. 129. — Les inspecteurs forestiers, fonctionnaires, agents assermentés et officiers de police judiciaire peuvent procéder à la saisie et à la mise sous séquestre des instruments, véhicules et objets ayant servi à commettre une infraction forestière ou qui en sont le produit.

Ils ne peuvent procéder à des visites et perquisitions dans les maisons d'habitation, dans les bâtiments, dans les cours adjacentes et les enclos que sur autorisation d'un officier du ministère public.

En cas de refus, l'agent concerné en fait mention sans son procès-verbal.

Art. 130. — Les frais de séquestre et de vente sont taxés et prélevés sur le produit de la vente. Le surplus est déposé auprès de l'administration locale chargée des forêts.

Art. 131. — Les inspecteurs forestiers, fonctionnaires, agents assermentés et officiers de police judiciaire peuvent appréhender et conduire devant l'officier du ministère public du ressort, toute personne surprise en flagrant délit d'infraction forestière.

Art. 132. — Les inspecteurs forestiers, fonctionnaires, agents assermentés et officiers de police judiciaire peuvent requérir la force publique pour la répression des infractions forestières et pour la saisie des produits forestiers illégalement détenus, transportés, vendus ou achetés.

Art. 133. — Les inspecteurs forestiers, fonctionnaires, agents assermentés et officiers de police judiciaire consignent dans des procès-verbaux la nature, le lieu et les circonstances des infractions constatées, les éléments de preuve relevés et les dépositions des personnes ayant fourni des renseignements.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à la preuve du contraire et sont transmis dans les meilleurs délais à l'officier du ministère public, en même temps qu'un rapport est adressé par l'officier de police judiciaire à l'administration chargée des forêts.

Art. 134. — Les associations représentatives des communautés locales et les organisations non gouvernementales nationales agréées et contribuant à la réalisation de la politique gouvernementale en matière environnementale peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution, ou une atteinte, selon les accords et conventions internationaux ratifiés par la République démocratique du Congo et causant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

Art. 135. — L'État a le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et de déposer ses conclusions.

Au cas où il n'est pas représenté à l'audience, le tribunal prononce d'office les dommages-intérêts.

Art. 136. — Les jugements en matière forestière sont signifiés au ministère de la Justice, qui en porte connaissance à l'administration forestière.

Sur l'appel de l'une ou l'autre des parties, l'État a le droit d'exposer l'affaire devant la juridiction d'appel et de déposer des conclusions.

Art. 137. — Avant jugement, les transactions peuvent être consenties dans les conditions et selon les modalités fixées par arrêté du ministre.

Cet arrêté définit notamment les formalités et procédures à observer lors des transactions, la liste des agents habilités à transiger et les barèmes des transactions.

Dans tous les cas de récidive, la transaction n'est consentie que de façon exceptionnelle et seulement par le ministre.

L'action est éteinte par la transaction.

Art. 138. — Le montant des transactions est acquitté dans le délai fixé par l'acte de transaction, faute de quoi, il est procédé aux poursuites.

Art. 139. — Après jugement définitif, les transactions ne peuvent porter que sur les modalités de réparation pécuniaire.

Art. 140. — Le délinquant peut se libérer d'une transaction soit par un payement en espèces, soit par l'exécution des travaux d'intérêt forestier.

Les conditions et modalités d'exécution des travaux sont fixées par arrêté du ministre.

Art. 141. — Sous réserve des dispositions particulières du présent titre, les dispositions du Code de procédure pénale relatives aux enquêtes, actions, poursuites et citations, à l'instruction, au jugement et aux voies de recours sont applicables aux infractions forestières.

Art. 142. — Dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle et de répression, les inspecteurs, fonctionnaires et agents forestiers sont astreints au port de l'uniforme et des insignes de leur grade, dans les conditions fixées par arrêté du ministre.

Cet arrêté détermine les cas exceptionnels dans lesquels ils peuvent exercer leurs fonctions en tenue civile.

Dans tous les cas, ils doivent se munir de leur carte de service.

CHAPITRE II
DES SANCTIONS

Art. 143. — Sans préjudice des dommages-intérêts et de la saisie ou de la restitution des produits de l'infraction, des instruments ayant servi à la commettre et de la remise en état des lieux, est puni d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de 20.000 à 100.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement, quiconque:

1. se livre à l'exploitation forestière en violation des dispositions de la présente loi ou de ses mesures d'exécution;

2. transporte ou vend du bois obtenu en violation des dispositions de la présente loi ou de ses mesures d'exécution.

Art. 144. — Est puni d'une servitude pénale de six mois à trois ans et d'une amende de 100.000 à 500.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement:

1. le titulaire d'une autorisation de reconnaissance forestière ou d'inventaire qui exploite des produits forestiers sans y avoir été autorisé;

2. celui qui procède à une reconnaissance forestière ou à un déboisement de forêts sans l'autorisation y afférente.

Art. 145. — Est puni d'une peine de servitude pénale de six mois à deux ans et d'une amende de 20.000 à 100.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement, quiconque falsifie l'une des autorisations prévues par la présente loi et ses mesures d'exécution.

Sont considérées illicites, les coupes pratiquées sous une autorisation falsifiée et la détention des produits forestiers en vertu d'une telle autorisation.

Les agents assermentés qui en font le constat ordonnent l'arrêt des travaux de coupe et saisissent les produits ainsi que les outils, machines et véhicules ayant servi aux travaux.

Art. 146. — Est puni d'une peine de servitude pénale de deux mois à deux ans et d'une amende de 25.000 à 125.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement, quiconque contrefait ou falsifie les marques régulièrement déposées, fait usage de marteau contrefait ou falsifié, ou, s'étant indûment procuré le marteau véritable, en fait frauduleusement usage, en enlève ou tente d'en enlever les marques.

En cas de récidive, il est puni d'une peine de servitude pénale de six mois à trois ans et d'une amende de 500.000 à 1.000.000 francs congolais constants.

Lorsque ces marteaux servent de marque de l'administration chargée des forêts, la peine de servitude pénale est d'un an à cinq ans et l'amende, de 100.000 à 2.500.000 francs congolais constants.

Art. 147. — Est puni d'une servitude pénale d'un mois à trois ans et d'une amende de 10.000 à 500.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement, le concessionnaire forestier qui:

1. refuse l'accès de sa concession à des agents de l'administration chargée des forêts ou aux membres du conseil consultatif provincial des forêts en mission de service;

2. loue, échange ou cède sa concession sans autorisation de l'autorité compétente;

3. exporte des essences en violation des restrictions instituées par les mesures d'exécution de la présente loi;

4. exploite les produits forestiers, sans autorisation requise.

Art. 148. — Est puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans et d'une amende de 20.000 à 500.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement celui qui:

1. dégrade un écosystème forestier et déboise une zone exposée au risque d'érosion ou d'inondation;

2. dans une forêt classée, procède à l'émondage ou l'ébranchage des arbres ou pratique la culture par essartage;

3. déboise la forêt sur une distance de 50 mètres de part et d'autre des cours d'eau ou dans un rayon de 100 mètres autour de leur source;

4. sans y être autorisé, coupe, arrache, enlève, mutile ou endommage des arbres ou plants d'essences forestières protégées;

5. enlève, déplace ou dégrade des bornes, marques ou clôture servant à délimiter des forêts ou des concessions forestières.

Art. 149. — Les infractions aux articles 57 à 63 sont punies d'une servitude pénale de deux mois à deux ans et d'une amende de 60.000 à 1.000.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement.

Art. 150. — Est puni d'une servitude pénale de deux mois à un an et d'une amende de 10.000 à 50.000 francs congolais constants ou d'une de ces peines seulement quiconque, dans une forêt classées, exerce un droit d'usage forestier en violation des dispositions de la présente loi ou de ses mesures d'exécution.

Art. 151. — Est puni d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende de 5.000 à 25.000 francs congolais constants ou de l'une de ces peines seulement, quiconque, dans une forêt protégée, exerce un droit d'usage forestier en violation des dispositions de la présente loi ou de ses mesures d'exécution.

Art. 152. — Les concessionnaires et les exploitants forestiers sont, non seulement civilement responsables des condamnations pour les infractions commises en violation de la présente loi ou de ses mesures d'exécution par leurs préposés dans les limites de leurs concessions ou exploitations, mais aussi solidairement responsables du paiement des amendes et frais résultant des mêmes condamnations, à moins de prouver qu'ils étaient dans l'impossibilité d'empêcher la commission de l'infraction.

Art. 153. — Est puni d'une servitude pénale d'un à cinq ans et d'une amende de 20.000 à 500.000 francs congolais constants ou de l'une de ces peines seulement, quiconque fait obstacle à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs forestiers, fonctionnaires et agents de l'administration chargée des forêts.

Art. 154. — Sans préjudice de l'alinéa 2 de l'article 146 de la présente loi, le récidiviste est puni du maximum de la peine d'amende encourue pour toute infraction à la présente loi ou à ses mesures d'exécution.

Aux termes de la présente loi, il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui précèdent le jour où l'infraction a été commise, il a été prononcé contre le prévenu une peine définitive pour une infraction forestière.

TITRE X
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 155. — Les détenteurs de titres dénommés garantie d'approvisionnement ou lettre d'intention disposent d'un délai d'un an, à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour les convertir en concessions forestières pour autant qu'ils remplissent les conditions d'exploitation prévues par la présente loi.

Art. 156. — La présente loi abroge le décret du 11 avril 1949 portant régime forestier ainsi que toutes les autres dispositions antérieures contraires.

Elle entre en vigueur à la date de sa promulgation.

15 février 1971. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 0001/71 portant interdiction absolue des déboisements ou débroussaillements, comme des feux de brousse, de taillis ou de bois dans la concession ou dans tous les terrains formant le domaine dénommé «site d'Inga». (*M.C.*, n°9, 1er mai 1971, p. 375)

Art. 1er. — Sur toute l'étendue de la concession du domaine d'Inga, telle que délimitée aux actes annexes du décret du 23 juin 1960, sont formellement interdits tous feux de brousse ou incendies, si minimes soient-ils, de nature à atteindre l'intégrité absolue des broussailles, herbages, végétaux sur pied ou ceux formant couverture morte, taillis, bois ou toute implantation même artificielle de nature à assurer la stabilité des terrains quels qu'ils soient.

Art. 2. — Tous ceux qui, soit autre titre d'occupants, comme passagers temporaires, auront surpris quelque feu ou tentative de le provoquer, et ce à l'intérieur du site d'Inga, sont formellement tenus d'alerter sur-le-champ l'agent le plus rapproché représentant l'autorité concessionnaire, comme aussi de contribuer à l'extinction dudit feu.

– Texte conforme au *M.C.*

Art. 3. — Tout déboisement ou débroussaillement dans les limites du domaine d'Inga sont expressément interdits.

Art. 4. — Les autorités concessionnaires du domaine d'Inga sont compétentes pour rechercher et constater les infractions aux présentes dispositions, en rechercher les auteurs, coauteurs ou complices, et ce par tous gardes et agents qu'elles auront habilités à ces fins, non seulement à l'intérieur du domaine proprement dit, mais également dans une zone périphérique et limitrophe d'un kilomètre jouxtant le domaine proprement dit.

Art. 5. — Les autorités responsables du domaine d'Inga pourront prendre toutes dispositions réglementaires pour interdire l'occupation ou le passage de toute personne, occupant ou non partie du domaine, dans le but d'éviter tout feu ou incendie accidentel ou involontaire et pour organiser toutes mesures, prendre toutes sanctions en vue de l'application des dispositions ci-dessus arrêtées.

Art. 6. — Tout feu ou incendie comme tout déboisement ou débroussaillement au sein du domaine d'Inga sera présumé volontaire, et puni comme tel conformément aux dispositions des articles 103 à 108 du Code pénal.

Art. 7. — La corréité ou la participation de plusieurs personnes à l'infraction sera réglée et punie conformément à l'article 21 du Code pénal, et compte tenu des dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

Art. 8. — Ce n'est que par un motif d'ordre exceptionnel et pour un travail industriel ou domestique bien précisé, avec la détermination des précautions préalables à prendre, que les autorités responsables du domaine d'Inga pourront autoriser tel feu, tel déboisement ou débroussaillement. Cette autorisation devra être personnelle et incessible, bien précisée, temporaire et établie par écrit, elle entraînera la conséquence d'être élisive d'infraction au présent arrêté.

Art. 9. — Le présent arrêté, outre sa publication au *Moniteur*, sera publié par voie de la presse dans les journaux «*Étoile, Progrès, Tribune Africaine, Présence Congolaise*», et ce en 4 publications mensuelles, pendant quatre mois à dater des présentes.

Les frais desdites publications seront à charge du budget du département de l'Énergie.

Art. 10. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

16 mai 1981. – ORDONNANCE 81-068 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Société forestière et commerciale» (Forescom). (*J.O.Z.*, n°11, 1er juin 1981, p. 7)

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé, sous la dénomination de Société forestière et commerciale, en abrégé «Forescom», une entreprise publique, à caractère industriel et commercial, dotée de la personnalité juridique.

Outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, la Forescom est régie par les dispositions de la présente ordonnance.

Art. 2. — Le siège social de la Société est établi à Nioki.

Des sièges ou bureaux d'exploitation peuvent être ouverts en tous autres lieux de la République du Zaïre, par décision du conseil d'administration, moyennant l'autorisation de l'organe de tutelle compétent.

Art. 3. — La Société forestière et commerciale, ci-après désignée «Société», est classée dans la catégorie B des entreprises publiques, en application de l'ordonnance 78-457 du 6 décembre 1978.

Art. 4. — La Société a pour objet la promotion et la commercialisation du bois et de tous autres produits secondaires.

Elle peut faire toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 5. — Le patrimoine de la Société est constitué de tous les biens, droits et obligations à elle reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, la Société devra avoir dressé l'état de la situation patrimoniale lui transférée. Celle-ci indiquera clairement:

1) à l'actif:

• les valeurs immobilisées;

• les valeurs circulantes;

2) au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et les prévisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, la Société devra avoir remis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé au commissaire d'État au Portefeuille et à celui de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 6. — La valeur du patrimoine telle qu'elle sera déterminée en application de l'article 5 ci-dessus constituera le capital de la Société.

L'augmentation ou la réduction du capital est constatée par ordonnance du président de la République après avis du commissaire d'État ayant le portefeuille dans ses attributions.

Le capital pourra s'accroître notamment des apports ultérieurs ou dotations que l'État pourra consentir à la Société et des réserves qui pourront y être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 7. — En conformité avec les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de la Société sont: le conseil d'administration, le comité de gestion et le collège des commissaires aux comptes.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I[er]
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 8. — L'organisation et le fonctionnement de la Société sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Le conseil d'administration comprend huit administrateurs dont trois forment le comité de gestion.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 9. — L'exercice financier de la Société commence le 1[er] janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Exceptionnellement, le premier exercice commence à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 10. — Les comptes de la Société seront tenus conformément à la législation en vigueur.

Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions des recettes et des dépenses pour l'exercice à venir tant pour le budget d'exploitation que celui d'investissement.

Art. 11. — Le budget de la Société est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle compétente, au plus tard le 1[er] octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 12. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, la Société doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenu dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 13. — La comptabilité de la Société est organisée et tenue de manière à permettre:

1) de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2) de connaître la situation patrimoniale de la Société;

3) de déterminer les résultats analytiques.

Art. 14. — À la fin de chaque exercice, le conseil d'administration fait établir, après inventaire:

1) un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2) un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan, et le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République, au plus tard, le 30 avril de la même année.

Art. 15. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat et règle, en se conformant aux dispositions de l'article 18 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 16. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire», ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge à propos de fixer pour la constitution des réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 17. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu, par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 18. — La Société peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 19. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré. L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de la Société.

La Société peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés. Les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV
DE LA TUTELLE

Section 1
Notion

Art. 20. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur la Société.

Les contrôles sont, selon les cas, préventifs, concomitants, ou *a posteriori.*

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique ou économique, financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil d'administration, comité de gestion, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de la Société.

Section 2
Des organes de tutelle

Art. 21. — La Société est placée sous la tutelle des départements de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, et du Portefeuille, chacun y intervenant dans la sphère de ses attributions spécifiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux ou de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement d'agences et bureaux à l'intérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte notamment sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévision des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 22. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de la Société sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département du Portefeuille.

CHAPITRE V
DU RÉGIME FISCAL

Art. 23. — Sauf dispositions légales particulières, la Société forestière et commerciale est soumise au droit commun, en ce qui concerne le régime des contributions directes et indirectes, ainsi qu'en ce qui concerne le régime douanier.

TITRE V
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 24. — À titre transitoire, sont maintenues en vigueur jusqu'à nouvel ordre, toutes les mesures antérieures relatives au statut du personnel de la Société.

Art. 25. — Sont abrogées, sous réserve de l'article précédent, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 26. — Le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, et celui au Portefeuille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 octobre 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T /259/2002 portant composition, organisation et fonctionnement des conseils consultatifs provinciaux des forêts. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)

Art. 1er. — Le conseil consultatif provincial des forêts est régi, quant à sa composition, son organisation et son fonctionnement, par les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 1er
DE LA COMPOSITION

Art. 2. — Le conseil consultatif provincial des forêts se compose des membres suivants:

1. le directeur de province, président;

2. le chef de l'administration provinciale des forêts, secrétaire-rapporteur;

3. le chef de l'administration provinciale des affaires foncières, membre;

4. le chef de l'administration provinciale de l'administration du territoire, membre;

5. le chef de l'administration provinciale de l'aménagement du territoire, membre;

6. le chef de l'administration provinciale de l'agriculture, membre;

7. le chef de l'administration provinciale du développement rural, membre;

8. le chef de l'administration provinciale des finances, membre;

9. le chef de l'administration provinciale de l'économie, membre;

10. le chef de l'administration provinciale du commerce, membre;

11. le chef de l'administration provinciale du tourisme, membre;

12. un expert forestier de l'administration provinciale des forêts, membre;

13. deux représentants des associations et des organisations non gouvernementales œuvrant dans le secteur de la conservation de la nature ou du développement rural, membres.

Lorsque le conseil consultatif provincial des forêts siège en vue d'un classement ou d'un déclassement des forêts, en font également partie:

1. le commissaire de district et l'administrateur du territoire dans le ressort desquels se trouve la forêt;

2. un représentant de la population riveraine de la forêt.

CHAPITRE 2
DE L'ORGANISATION

Art. 3. — Le conseil est établi au chef-lieu de la province et placé sous l'autorité du gouverneur de province.

Il peut se réunir à tout endroit de la province.

Art. 4. — En cas de nécessité, le conseil peut créer des groupes de travail en son sein.

Il peut également faire appel, sur base contractuelle, à des services d'experts extérieurs.

Art. 5. — Les membres du conseil ont droit à un jeton de présence. Les prestations des experts sont rémunérées par le paiement des honoraires.

Le taux du jeton de présence et des honoraires ainsi que leurs modalités de paiement sont fixés par le ministre chargé des forêts sur proposition du gouverneur de province.

Art. 6. — Les ressources financières du conseil proviennent principalement:

• de subventions de l'État et de la province;

• des contributions d'organismes nationaux et internationaux et;

• de toutes autres ressources.

CHAPITRE 3
DU FONCTIONNEMENT

Art. 7. — Le conseil élabore et adopte son règlement intérieur qui précise notamment la procédure de la prise de ses avis.

Le règlement ne produit ses effets qu'après son approbation par le gouverneur de province.

Art. 8. — Le conseil tient au moins une session ordinaire une fois par an.

Il ne peut cependant être convoqué en session extraordinaire que si les besoins l'exigent.

Une session ne peut durer plus de dix jours, sauf dérogation expresse du gouverneur.

Art. 9. — Les sessions du conseil sont convoquées par arrêtés du gouverneur de province, au moins quinze jours avant la session.

L'arrêté de convocation indique l'ordre du jour et est envoyé à chaque membre du conseil.

Art. 10. — Les avis du conseil sont consignés dans un procès-verbal signé par le président et le secrétaire-rapporteur et transmis au gouverneur de province. Une copie en est adressée au ministre.

Art. 11. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature et les gouverneurs de province sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

3 octobre 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F-E.T /260/2002 fixant la procédure des transactions en matière forestière. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)

Art. premier. — Les inspecteurs et agents forestiers assermentés sont autorisés à transiger, au nom de l'État et avant jugement, sur les infractions forestières de nature à entraîner une amende ne dépassant pas 100.000 francs congolais constants.

Ils transmettent une copie des procès-verbaux des transactions qu'ils dressent au ministre chargé des forêts.

Art. 2. — Le directeur de l'administration centrale chargée des forêts est autorisé à transiger, avant jugement, pour les infractions forestières pouvant entraîner une amende maximum de 500.000 francs congolais constants.

Pour les infractions passibles d'une amende supérieure à 500.000 francs congolais constants, seuls le ministre chargé des forêts et, par délégation, le secrétaire général du ministère sont habilités à procéder aux transactions.

Art. 3. — Le délinquant peut se libérer d'une transaction qui lui est consentie soit par un paiement en espèces, soit par l'exécution des travaux d'intérêt forestier.

Sous réserve des dispositions de l'article 137, alinéa 3, le délinquant récidiviste ne peut bénéficier d'une transaction.

Art. 4. — Lorsque le délinquant accepte de se libérer par des travaux de caractère exclusivement forestier et exécutés sous la direction d'un personnel technique compétent, le procès-verbal de transaction précise le nombre de journées de travail à exécuter, le délai et le lieu de leur réalisation.

De telles transactions portent au maximum, chaque année, sur 150 journées de travail.

Art. 5. — Pour être valable, tout procès-verbal de transaction est contresigné par le délinquant.

Une copie du procès-verbal de la transaction est adressée à l'officier du ministère public.

L'officier du ministère public est informé de la suite donnée par le délinquant à la transaction aux fins de pouvoir reprendre ou suspendre définitivement l'instance judiciaire.

La transaction suspend provisoirement les poursuites, la suspension ne devenant définitive qu'après paiement effectif du montant de la transaction ou l'exécution des travaux d'intérêt forestier prévus dans les délais fixés.

Art. 6. — Dans les délais fixés par le procès-verbal de transaction, le montant des transactions consenties doit être acquitté en espèces conformément à la réglementation en vigueur sur les modes de paiement des dettes envers l'État ou les travaux exécutés, faute de quoi, il est procédé aux poursuites.

Art. 7. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

3 octobre 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T /261/2002 portant organisation et fonctionnement du cadastre forestier. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)

Art. 1er. — Le cadastre forestier se compose d'un cadastre forestier central et des cadastres forestiers provinciaux.

Suivant le contexte et les nécessités locales, deux ou plusieurs cadastres peuvent être créés dans une même province.

Art. 2. — Le cadastre forestier central est dirigé par un fonctionnaire ayant rang de directeur.

Le cadastre forestier provincial est dirigé par un fonctionnaire ayant rang de chef de division.

Art. 3. — Le cadastre forestier a pour mission d'assurer la conservation:

a) des arrêtés de classement et de déclassement des forêts;

b) des contrats de concession forestière;

c) des actes d'attribution des forêts aux communautés locales;

d) des arrêtés d'attribution de la gestion des forêts classées;

e) des arrêtés de délégation de pouvoir d'administration des forêts;

f) des actes constitutifs de droits réels grevant les actes cités aux literas *b*, *c* et *d*;

g) des plans d'aménagement forestier;

h) des inventaires des forêts;

i) de tous documents cartographiques;

j) généralement de tous documents des services forestiers ayant une incidence sur la gestion forestière.

En outre, le cadastre forestier provincial a la mission de:

a) établir et tenir à jour des documents cadastraux forestiers;

b) délivrer des extraits des plans cadastraux forestiers;

c) délimiter, mesurer et borner des concessions forestières;

d) établir de planches cadastrales forestières;

e) élaborer et délivrer tout autre document jugé pertinent.

Art. 4. — La documentation du cadastre forestier peut faire l'objet soit d'une consultation ordinaire, soit d'une consultation écrite, soit d'une consultation globale.

Art. 5. — Par consultation ordinaire, il faut entendre la consultation personnelle sur place des documents cadastraux, sous la surveillance et la responsabilité du chef de service de cadastre ou de son préposé.

La consultation écrite consiste dans la communication des renseignements sollicités sous forme de lettre, attestation ou copie.

La consultation globale consiste dans le relevé délivré périodiquement aux personnes physiques ou morales qui en font la demande et qui porte sur l'ensemble des opérations de même type effectuées durant une période déterminée.

Il est interdit de communiquer des renseignements en dehors des trois modalités prévues par le présent arrêté.

Art. 6. — Le coût de chaque type de consultation est fixé annuellement par le ministre chargé des forêts sur proposition de l'administration centrale chargée des forêts.

Art. 7. — Le chef du service de cadastre forestier provincial fait parvenir mensuellement au cadastre forestier central une copie certifiée conforme des documents reçus et émis dans ses services en rapport avec la gestion forestière de la province.

Art. 8. — Le chef du service de cadastre forestier central fait trimestriellement le rapport de la gestion forestière de chaque province accompagnée de ses observations au secrétaire général du ministre chargé des forêts. Le secrétaire général en tient le ministre pleinement informé.

Art. 9. — Périodiquement, le chef du service de cadastre central procède à une inspection des cadastres provinciaux.

L'inspection terminée, il adresse au chef du service de cadastre forestier provincial intéressé ses observations sur les faits relevés et indique, s'il y a lieu, les moyens qu'il juge propres à éviter que tels erreurs ou faits se reproduisent.

Une copie de ce rapport est envoyée sans délai au gouverneur de province et au secrétaire général de l'administration chargée des forêts pour disposition.

Art. 10. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 octobre 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T/262/2002 fixant la procédure d'établissement d'un plan d'aménagement forestier. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le présent arrêté détermine les mesures applicables aux aménagements forestiers.

Il précise les règles relatives aux reconnaissances et inventaires forestiers et détermine les principes d'aménagement applicables aux différentes catégories de forêts.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble du domaine forestier.

Elles concernent en particulier les forêts classées, les forêts de production permanente et les forêts communautaires.

Art. 3. — L'administration forestière est responsable de l'aménagement du domaine forestier. Elle détermine les orientations générales d'aménagements des forêts et en assure le suivi et le contrôle.

Art. 4. — L'aménagement des forêts classées relève de la compétence de l'institution chargée de sa gestion.

L'aménagement des forêts de production permanente est réalisé par le concessionnaire.

L'aménagement des forêts communautaires est réalisé par la communauté attributaire de la forêt. La communauté locale peut recourir à l'assistance de l'administration forestière ou à des tiers.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS COMMUNES RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS

Art. 5. — L'aménagement forestier est réalisé en fonction du découpage du domaine forestier en unités forestières.

Les unités forestières sont des espaces forestiers découpés en considération des caractéristiques écologiques propres à chaque zone et des objectifs de la politique forestière nationale en vue de les soumettre à un même type de gestion.

Art. 6. — La gestion des forêts doit être conforme à un plan d'aménagement établi selon la procédure par le présent arrêté.

Le plan d'aménagement forestier comporte notamment:

1. la qualification des intervenants;

2. la définition et la justification des objectifs de l'aménagement;

3. l'énoncé du plan de gestion.

Art. 7. — Tout aménagement forestier est précédé par la réalisation d'un inventaire approprié. L'inventaire forestier peut être réalisé par l'administration forestière ou par des tiers.

Art. 8. — Pour l'établissement d'un inventaire forestier, les normes techniques à appliquer, les données à relever, les travaux à exécuter et les méthodes à suivre sont ceux repris aux annexes au présent arrêté selon que l'inventaire préconisé est un inventaire national, d'aménagement, d'allocation ou d'exploitation.

Art. 9. — Au sens du présent arrêté, on entend par:

a) inventaire national, celui réalisé à grande échelle dans le domaine forestier en vue de permettre à l'État de disposer d'informations générales sur l'état et les ressources de son patrimoine forestier;

b) inventaire d'aménagement, celui réalisé à l'échelle d'une unité forestière dans un but de protection, de conservation et de production;

c) inventaire d'exploitation, celui réalisé à l'échelle d'une parcelle de coupe en vue de son exploitation effective et donnant des informations détaillées sur les ressources exploitables;

d) inventaire d'allocation, celui réalisé préalablement à tout octroi de la concession forestière dans le cadre d'une procédure de gré à gré.

Art. 10. — En cas d'attribution d'une concession par la procédure de gré à gré, le requérant peut procéder à une reconnaissance forestière préalable à l'inventaire.

La réalisation de la reconnaissance forestière est conditionnée par l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par l'administration forestière provinciale dans le ressort duquel se trouve la forêt.

Art. 11. — L'inventaire établi par des personnes autres que l'administration forestière n'est valable que s'il a été jugé conforme aux normes d'inventaire prévues par le présent arrêté.

Un certificat de conformité est délivré par l'administration forestière moyennant le paiement d'une redevance dont le montant est fixé par le ministre chargé des forêts.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS

Section première
Des forêts classées

Art. 12. — L'élaboration d'un plan d'aménagement d'une forêt classée est précédée d'une enquête socio-économique effectuée par l'institution chargée de la gestion de la forêt en collaboration avec les autres parties intéressées telles que les communautés locales, les organisations non gouvernementales et les autres administrations impliquées.

L'enquête a essentiellement pour objet de dresser un inventaire des ressources de la forêt, de documenter la richesse en matière de diversité biologique et, en général, de fournir des informations sur le potentiel écologique de la forêt. Elle collecte les données relatives à la démographie et détermine les différentes utilisations que les populations riveraines font des ressources forestières.

Art. 13. — Le plan d'aménagement définit les objectifs de l'aménagement, donne les orientations relatives à la mise en valeur de la forêt, notamment à travers diverses activités telles que la recherche, le tourisme, la bio-prospection. Il prévoit les mesures susceptibles de favoriser l'implication des communautés et des associations locales dans la gestion de la forêt.

Le plan d'aménagement est élaboré en concertation avec les populations locales concernées.

Art. 14. — Le plan d'aménagement peut prévoir une zone tampon à l'intérieur de laquelle sont exercées les activités des populations riveraines pour la satisfaction de leurs besoins domestiques, notamment en produits forestiers et en terres de culture temporaire.

Art. 15. — Lorsque la forêt a été classée en vue de la protection des sols contre l'érosion et des ressources contre le feu, de la protection des sources et des cours d'eau ou de la conservation de la biodiversité, le plan d'aménagement prévoit un programme de surveillance permanente.

Art. 16. — Le plan d'aménagement est approuvé par arrêté du ministre chargé des forêts.

Section II
Des forêts de production permanente

Art. 17. — L'exploitant forestier est tenu de produire un plan d'aménagement comportant notamment:

1) une localisation précise des aires de coupe fournie au moyen d'informations cartographiques;

2) un traitement, une présentation et une classification de toutes les données à l'exploitation;

3) le taux de prélèvement de bois par parcelle en fonction de la possibilité de la forêt.

Art. 18. — L'exploitant découpe l'ensemble du territoire de son exploitation forestière en blocs constitués de quadrilatères, contigus et d'égales dimensions.

Le quadrillage est présenté en une seule fois à l'échelle de 1/200 000.

Art. 19. — Chaque bloc couvre une superficie maximale de 1000 hectares, soit 5 km en direction est- ouest et 2 km en direction nord-sud ou l'inverse suivant la configuration du terrain.

Art. 20. — Les blocs sont numérotés selon les principes des coordonnées cartésiennes:

• en ordonnée, la distance entre le point d'origine et le bloc est représentée par une lettre majuscule;

• en abscisse, la même distance est représentée par un chiffre multiple de 5.

La numérotation et la représentation des blocs sont faites suivant le modèle repris en annexe au présent arrêté.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

Art. 21. — Chaque bloc est découpé en 40 parcelles de 25 hectares ayant chacune la forme d'un rectangle de 1 km sur 250 m ou d'un carré de 500 m de côté.

Les parcelles sont numérotées au moyen d'une lettre minuscule suivie d'un ou plusieurs chiffres, les lettres représentant, en ordonnée, la situation de la parcelle par rapport au point d'origine du bloc et les chiffres donnant, en abscisse, la situation de la parcelle par rapport au point d'origine de la superficie forestière concédée.

La représentation et la numérotation des parcelles sont faites suivant les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 22. — Les normes prescrites par le présent arrêté en ce qui concerne le découpage et les dimensions des parcelles ainsi que l'appellation et les dimensions des blocs sont de stricte application.

Par dérogation à la disposition de l'alinéa précédent, les concessionnaires qui, à l'entrée en vigueur du présent arrêté, appliquent un système de numérotation autre disposent d'un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour s'y conformer.

Section III
Des forêts communautaires

Art. 23. — L'aménagement des forêts communautaires est soumis aux mesures particulières prévues par la présente section.

Art. 24. — Toute forêt attribuée aux communautés locales fait l'objet d'une enquête sommaire permettant de réaliser un état des lieux général du milieu et de connaître les besoins de la population concernée.

L'enquête comporte notamment:

• une indication du type de forêt et des essences s'y trouvant;

• une description des ressources ligneuses et non ligneuses de la forêt;

• une description des autres ressources naturelles telles que la faune et les ressources en eau;

• la description des activités pratiquées dans la forêt, notamment l'agriculture et les autres activités productives.

Art. 25. — L'exploitation de la forêt communautaire est soumise à l'élaboration d'un plan d'aménagement simplifié.

Le plan d'aménagement prévoit notamment:

• la fixation sur carte des limites de la forêt ainsi que leur matérialisation par tous moyens appropriés;

• l'élaboration des cartes de la forêt;

• la délimitation des aires de coupe et des zones de conservation.

Le plan comporte également des éléments relatifs à la gestion de la forêt.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

Art. 26. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 27. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 octobre 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F-E.T/263/2002 portant mesures relatives à l'exploitation forestière. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures applicables à l'exploitation forestière. Il détermine en particulier les conditions de prélèvement des produits forestiers ligneux et non ligneux, ainsi que les droits et les obligations des exploitants forestiers.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté il faut entendre par exploitation forestière, la coupe de bois et le prélèvement des produits forestiers non ligneux.

L'exploitation forestière comporte également d'autres activités telles que l'utilisation de la forêt à des fins culturelles, touristiques ou récréatives.

CHAPITRE II
DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Section première
Des types de permis

Art. 3. — Toute exploitation forestière est soumise à l'obtention préalable de l'une des autorisations prévues par le présent arrêté.

Les autorisations d'exploitation forestière prévues à l'alinéa ci-dessus sont constatées par des permis de coupe d'une part et des permis de récolte d'autre part.

Art. 4. — Les permis de coupe sont:

1° le permis ordinaire de coupe, délivré aux exploitants industriels titulaires de concessions forestières;

2° le permis de coupe artisanale, délivré aux exploitants artisanaux;

3° le permis de coupe de bois de feu et de carbonisation délivré aux populations rurales.

Art. 5. — Le permis de récolte est délivré aux personnes exerçant des activités de collecte des produits forestiers non ligneux.

Art. 6. — Certaines activités d'exploitation forestière sont soumises à l'obtention de permis spéciaux.

Les permis spéciaux sont soit des permis spéciaux de coupe, soit des permis spéciaux de récolte.

Section 2
Des permis de coupe

§ 1er Du permis ordinaire de coupe

Art. 7. — Le permis ordinaire de coupe est délivré au titulaire d'une concession forestière pour lui permettre de prélever du bois dans la concession, sur une aire n'excédant pas 1.000 hectares.

Un même exploitant peut être titulaire de plusieurs permis à la fois.

Art. 8. — Le permis est valable pour une période d'un an au maximum, allant du 1er janvier au 31 décembre.

Le permis ordinaire est délivré par le secrétaire général du ministère chargé des forêts.

Il est conforme au modèle repris en annexe du présent arrêté.

§ 2 Du permis de coupe artisanale

Art. 9. — Le permis de coupe artisanale est délivré aux exploitants personnes physiques qui utilisent notamment une scie en long, une tronçonneuse mécanique ou une scierie mobile en vue de procéder à la coupe du bois.

Un exploitant artisanal n'a droit qu'à un seul permis par an.

Art. 10. — Le permis de coupe artisanale donne le droit à son titulaire de couper le bois dans les forêts des communautés locales.

Le permis peut autoriser l'exploitant artisanal à couper le bois dans une forêt protégée spécialement désignée et délimitée à cet effet.

Art. 11. — Le permis de coupe artisanale est délivré par le gouverneur de province pour une superficie n'excédant pas 50 ha.

Il est conforme au modèle repris en annexe du présent arrêté.

§ 3 Du permis de coupe de bois de feu et de carbonisation

Art. 12. — Le permis de coupe de bois de feu et de carbonisation est délivré à tout Congolais en milieu rural.

Le permis fixe selon les cas, le volume du bois à couper ou le tonnage du charbon de bois à produire. Il est valable pour une durée n'excédant pas un an.

Art. 13. — Le permis de coupe de bois de feu et de carbonisation donne le droit à son titulaire d'opérer les coupes dans la forêt de la communauté locale dont il relève et dans les forêts protégées.

Art. 14. — Le permis de coupe de bois de feu et de carbonisation est délivré par l'administrateur du territoire du ressort de la forêt sur proposition de l'administration locale des forêts.

Pour les forêts de la ville de Kinshasa comprises sur les terres rurales, le permis est délivré par l'administration urbaine chargée des forêts.

Il est établi selon le modèle repris en annexe du présent arrêté.

Section 3

Du permis de récolte

Art. 15. — Le permis de récolte de produits forestiers est délivré à tout Congolais. Il confère à son titulaire le droit de récolter dans un but commercial ou de recherche, des produits forestiers non ligneux tels que les rotins, les écorces, les racines, les rameaux, les plantes médicinales ou les chenilles.

Il permet la récolte de produits d'un tonnage déterminé.

Art. 16. — Le concessionnaire n'est pas autorisé à procéder à la récolte de produits non ligneux à l'intérieur de sa concession.

Il peut cependant conclure des contrats avec des titulaires de permis de récolte en vue de l'exploitation de produits non ligneux à l'intérieur de sa concession.

Art. 17. — Le permis de récolte des produits forestiers est délivré par le gouverneur de province et est valable pour une durée n'excédant pas un an.

Il est conforme au modèle repris en annexe au présent arrêté.

Section 4

Des permis spéciaux

Art. 18. — Le permis spécial de coupe est l'autorisation donnée à son titulaire de couper du bois d'essences protégées.

Un concessionnaire peut demander un permis spécial pour couper des essences protégées se trouvant dans sa concession.

Des permis spéciaux peuvent également être délivrés aux artistes et artisans pour la coupe de bois d'ébène dans les forêts protégées.

Art. 19. — Le permis spécial de récolte attribue à son titulaire le droit de récolter des produits forestiers non ligneux protégés.

La récolte de produits non ligneux protégés par le concessionnaire est conditionnée par l'obtention d'un permis spécial de récolte.

Art. 20. — Les permis spéciaux de coupe et de récolte sont délivrés par le secrétaire général du ministère chargé des forêts pour une durée n'excédant pas un an.

Ils sont attribués pour la coupe de bois d'un volume précis de bois ou pour la récolte de produits non ligneux d'un tonnage déterminé.

Ils sont conformes au modèle repris en annexe du présent arrêté.

CHAPITRE III

DE LA PROCÉDURE DE DÉLIVRANCE DES PERMIS

Section première

De la demande de permis de coupe et de récolte

Art. 21. — Le demandeur de tout permis de coupe ou de récolte est tenu de remplir un formulaire *ad hoc* établi et fourni par l'administration chargée des forêts.

Le formulaire contient des informations générales relatives:

• à l'identité du requérant;

• aux essences forestières concernées;

• au volume des bois y afférent;

• à la localisation précise de l'endroit où doivent s'opérer la coupe ou la récolte.

Art. 22. — Outre ce qui est prescrit par l'article précédent, le requérant fournit également les informations spécifiques ci-après:

1. pour le permis ordinaire de coupe de bois:

a) les données sur l'exportation et la transformation des produits de l'année passée, s'il y a lieu;

b) la superficie de la coupe à opérer;

c) les résultats de l'inventaire de l'aire de coupe;

d) la preuve du paiement des taxes et redevances forestières pour l'année écoulée.

2. pour le permis de coupe artisanale:

a) les références d'agrément de l'exploitant artisanal;

b) les données de l'exploitation de l'année précédente, s'il y a lieu;

c) les informations relatives à la forêt pour laquelle la demande est formulée;

d) la copie du contrat d'exploitation avec la communauté locale, s'il s'agit d'une forêt d'une communauté locale;

e) la preuve du paiement des taxes et redevances forestières pour l'année écoulée.

3. pour le permis de coupe de bois de feu et de carbonisation:

a) une attestation indiquant l'appartenance à la communauté locale titulaire de la forêt dans laquelle l'exploitation est prévue;

b) un engagement à utiliser les techniques améliorées de production de charbon de bois;

c) la preuve du paiement des taxes et redevances forestières pour l'année écoulée.

Art. 23. — Toute demande de permis est dressée en autant d'exemplaires qu'il est exigé par l'administration forestière pour les besoins tant d'instruction de la demande que d'information des services concernés.

La demande du permis ordinaire de coupe est introduite avant le premier septembre précédant l'année de coupe.

L'administration forestière est tenue de délivrer les permis au plus tard le 31 janvier de l'année de coupe.

Art. 24. — Aucune demande de permis n'est instruite en l'absence d'une preuve régulière du payement des taxes et redevances forestières exigées par la législation forestière.

Section 2

De la délivrance des autorisations

Art. 25. — Les permis sont extraits de carnets à souches et mentionnent obligatoirement:

1° l'identité complète du bénéficiaire;

2° les références, selon le cas, du contrat de concession forestière ou de l'arrêté d'attribution de la forêt;

3° la référence de l'acte d'agrément de l'exploitant forestier concerné, s'il y a lieu;

4° la localisation de la coupe et, le cas échéant, l'aire de la coupe;

5° les essences forestières et leurs volumes respectifs;

7° la date de l'autorisation et sa période de validité;

8° le montant des taxes et redevances payées ainsi que la référence du titre de perception;

9° les noms et le titre de l'autorité de délivrance ainsi que le sceau de l'administration forestière.

– Dans sa publication, le ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme, ne présente pas de point «6°».

Art. 26. — Les permis d'exploitation, en particulier ceux portant sur la coupe de bois, sont conservés par l'exploitant sur les lieux de l'exploitation pendant toute la durée de celle-ci, et présentés à toute réquisition des inspecteurs, fonctionnaires et agents forestiers.

Section 3

Des autorisations d'exploitation des bois privés

Art. 27. — L'exploitation des boisements privés ou des produits forestiers résultant d'une plantation artificielle privée est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation délivrée gratuitement par l'administration forestière.

Art. 28. — L'administration veille à ce que l'exploitation des forêts privées soit faite dans le respect des principes de gestion environnementale et d'exploitation durable des ressources naturelles.

L'abattage de tout arbre d'au moins 0,30 m de diamètre, pris à la hauteur d'un mètre à partir du pied, situé dans le voisinage immédiat d'un immeuble ou dans un enclos privé, s'effectue sous le contrôle de l'administration locale chargée des forêts.

CHAPITRE IV

DE L'AGRÉMENT DES EXPLOITANTS FORESTIERS ARTISANAUX

Art. 29. — Aux termes du présent arrêté, on entend par exploitant forestier artisanal, toute personne de nationalité congolaise agréée comme tel et utilisant pour ses activités une scie en long, une tronçonneuse mécanique ou une scierie mobile.

Art. 30. — L'agrément confère le droit de couper les bois dans une forêt communautaire déterminée.

Il est délivré par le gouverneur de province moyennant paiement d'une taxe dont le taux est fixé par arrêté conjoint des ministres ayant les forêts et les finances dans leurs attributions.

Art. 31. — Les conditions ci-après sont exigées pour obtenir l'agrément:

a) fournir un extrait de casier judiciaire;

b) faire la preuve des connaissances techniques nécessitées par la profession;

c) s'engager à respecter la réglementation en vigueur en matière forestière et fiscale;

d) justifier de la possession d'un matériel d'exploitation approprié.

Art. 32. — L'acte d'agrément est conforme au modèle repris en annexe au présent arrêté et est valable pour une durée n'excédant pas trois ans.

Il mentionne obligatoirement:

a) l'identité complète du bénéficiaire;

b) le matériel de coupe utilisé;

c) la date de délivrance et la période de validité de l'acte d'agrément;

d) le montant de la taxe perçue et la référence du titre de perception;

e) l'identité complète de l'autorité de délivrance et le sceau de l'administration forestière.

L'agrément peut faire l'objet d'une demande de renouvellement.

Il est personnel et ne peut être cédé à un tiers. Il ne peut être utilisé en dehors de la forêt pour l'exploitation de laquelle il a été octroyé.

CHAPITRE V
DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE PUBLIQUE

Art. 33. — Une exploitation forestière est dite publique lorsqu'elle est opérée par une personne morale de droit public, soit en régie directement par l'administration forestière ou par les entités administratives décentralisées, soit par un organisme de droit public créé à cette fin.

Art. 34. — L'exploitation forestière effectuée en régie vise principalement la satisfaction des besoins de l'État en bois ou l'aménagement d'une forêt déterminée.

Elle est autorisée par arrêté du ministre chargé des forêts qui fixe, en outre, les conditions techniques et financières de son exécution ainsi que la destination des bois ou des recettes réalisées.

Art. 35. — L'exploitation forestière en régie est soumise au paiement des redevances dues par le titulaire du permis de coupe.

Art. 36. — Les entités décentralisées sont tenues d'obtenir une autorisation du ministre chargé des forêts pour l'exploitation de leurs forêts.

Toute entité décentralisée possédant une forêt peut l'exploiter par elle-même ou en vertu d'un contrat conclu avec un exploitant forestier.

Le contrat prévu au précédent alinéa est, avant son exécution, visé par l'administration centrale chargée des forêts.

Art. 37. — Il peut être créé un organisme public aux fins de l'exploitation forestière.

Art. 38. — Les taxes et redevances prévues par la législation forestière sont applicables à cet organisme public.

CHAPITRE VI
DU RÉGIME D'EXPLOITATION

Section première
Des règles d'exploitation

Art. 39. — Les activités de coupe de bois ou de récolte de produits forestiers s'effectuent les jours ouvrables, de six heures à dix-huit heures.

Art. 40. — L'exploitation s'effectue de façon rationnelle par parcelles de 250 hectares au maximum et suivant un ordre de coupe déterminé par l'administration provinciale chargée des forêts.

Il est interdit d'abattre les arbres simultanément sur plusieurs parcelles.

Avant sa mise en exploitation, chaque parcelle est délimitée au moyen de repères suffisamment durables et apparents en vue d'en permettre le contrôle pendant au moins une période de six mois après la fin de son exploitation.

L'exploitant informe, par lettre recommandée, l'administration provinciale chargée des forêts de la mise en exploitation d'une nouvelle parcelle.

Art. 41. — Sauf clauses particulières stipulées au permis de coupe, la vidange des bois exploités dans une parcelle, à l'état de produits bruts ou façonnés, est à terminer, au plus tard, dans les six mois suivant la fin de l'exploitation de la parcelle.

Passé ce délai, l'État peut disposer à son gré des parcelles exploitées et des produits non vidangés.

Art. 42. — En dehors des abattages nécessaires pour l'établissement des chemins, pistes ou autre installation destinés à desservir l'exploitation, il est interdit d'abattre des arbres dont le diamètre est inférieur au diamètre minimum d'exploitation prévu pour chaque espèce tel que repris par le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 43. — Sauf stipulations contraires du permis, la coupe rase est interdite, en particulier pour les forêts croissant sur les pentes dont l'inclinaison atteint ou dépasse 30° ou dans un rayon de 100 mètres autour des sources, sous réserve des dispositions de la réglementation relative à la lutte contre les trypanosomiases.

Art. 44. — Il est interdit à l'exploitant d'établir ou faire établir des cultures sur les terrains faisant l'objet de son permis de coupe.

Dans les limites du permis de coupe, il est interdit de faire usage du feu pour déblayer le parterre de la coupe. L'exploitant est tenu pour responsable des incendies qui se produisent dans les forêts qu'il exploite.

Art. 45. — Les arbres sont abattus à ras de terre, à l'exception de ceux à contreforts ou à racines aériennes.

L'exploitant prend les précautions nécessaires pour éviter que, par leur chute, les arbres coupés s'endommagent ou n'endommagent ceux devant rester sur pied.

Art. 46. — Il est interdit d'abandonner sur le parterre de la coupe des arbres sur pied ou des grumes ayant une valeur marchande compte tenu des conditions économiques de la région. Le permis de coupe stipule les essences sur lesquelles porte cette interdiction.

Pour les essences visées ci-dessus, il est également interdit de débiter comme bois de chauffage des arbres ou parties de ceux-ci propres à d'autres usages, sauf stipulations contraires du permis de coupe.

La délivrance d'un nouveau permis est refusée si, de l'avis de l'administration forestière, il se trouve, sur le parterre de la coupe, des arbres des essences susdites dont il est possible de tirer parti.

Tout arbre exploitable laissé sur pied ou endommagé par la faute de l'exploitant et toute grume abandonnée sur le parterre de la coupe sont taxés comme bois coupés. Il en est de même des souches abandonnées en violation de l'article 42 ci-dessus.

Art. 47. — Afin de dégager les recrûs écrasés ou lorsqu'il y a pénurie de bois de chauffage dans la région, l'exploitant peut être obligé de débiter et façonner les houppiers immédiatement après l'abattage.

Dans les contrées où les houppiers débités peuvent faire l'objet de transactions commerciales en vue de leur vente comme bois de chauffage, ceux-ci sont taxés comme tels, même si le titulaire du permis ne fait pas usage de cette faculté.

Art. 48. — Le débitage des bois se fait uniquement à la scie, sauf en ce qui concerne le bois de chauffage et les déchets de l'exploitation.

Les fosses et les trous éventuellement creusés pour le sciage des bois, le débardage des produits ou pour toute autre cause, sont comblés dès qu'ils ont cessé d'être utiles.

Section 2
Du marquage des bois

Art. 49. — Tout arbre abattu et toute grume reçoivent un marquage spécifique comprenant:

• le sigle de l'exploitant;

• le numéro du permis de coupe;

• un numéro d'ordre d'une série ininterrompue.

Le numéro d'ordre est également apposé sur la souche.

Le même numéro d'ordre est inscrit, en même temps que le sigle de l'exploitant, sur la section de chacune des grumes provenant d'un même arbre, en l'affectant d'une lettre, la grume du pied portant toujours la lettre A.

Art. 50. — Le sigle de l'exploitant est inscrit sur le bois exploité, soit au moyen d'un marteau en fer, soit, pour les exploitants artisanaux, exemptés de marteau, à la peinture.

Le marteau doit être tenu conforme au modèle déposé et enregistré à l'administration provinciale des forêts du lieu de l'exploitation.

La marque est maintenue lisible jusqu'à l'expiration du délai de vidange des produits.

Section 3
Du registre d'exploitation

Art. 51. — Le détenteur d'un permis de coupe de bois tient à jour, pour chaque parcelle, un registre fourni, en quatre exemplaires, par l'administration forestière et dont le modèle est repris en annexe au présent arrêté.

Le registre, intitulé «formulaire de mesurage des bois abattus», porte le nom de l'exploitant et le numéro du permis. Y sont inscrits les renseignements suivants:

1° la date d'abattage;

2° le numéro d'ordre de l'arbre;

3° le nom commercial ou scientifique de l'arbre abattu ou, à défaut, le nom vernaculaire;

4° le nombre et la lettre des grumes fournies par l'arbre;

5° la longueur de chaque grume, ses diamètres croisés aux deux extrémités et son diamètre moyen;

6° le volume de chaque grume et sa destination probable.

Art. 52. — Dans le cas de la récolte des produits forestiers non ligneux, le titulaire du permis mentionne dans le registre prévu à l'article 51 ci-dessus la nature et le nom du produit, la date de la récolte, le volume des produits prélevés et leur destination ainsi que le lieu du prélèvement.

Art. 53. — Lorsque la coupe concerne les bois de mine ou de chauffage, le détenteur du permis ne mentionne dans son registre que la date d'abattage et le volume des produits exploités.

Art. 54. — Les registres sont à présenter à toute réquisition des fonctionnaires et agents forestiers ou de toute autorité territoriale compétente, qui y apposent leur visa immédiatement après la dernière inscription.

CHAPITRE VII
DE LA DÉCLARATION TRIMESTRIELLE ET DES REDEVANCES

Art. 55. — Pour chaque permis délivré, l'administration chargée des forêts remet à l'exploitant quatre jeux de formulaires de déclaration trimestrielle.

Chaque jeu comprend quatre feuilles de couleurs différentes et doit être complété par l'exploitant à la fin de chaque trimestre.

Art. 56. — À la fin de chaque trimestre calendrier, l'exploitant ou le titulaire de tout permis est tenu de déclarer auprès des administrations forestières centrale, provinciale et territoriale les quantités de bois exploités.

La déclaration, dûment datée et signée, répartit les bois suivant la classification prévue par l'association technique internationale des bois tropicaux.

Art. 57. — Sur base des déclarations trimestrielles, l'exploitant forestier verse à l'administration forestière les redevances forestières prévues par la législation en vigueur.

Tout retard non justifié de plus de trois mois dans la déclaration trimestrielle ou le paiement des redevances y afférentes entraîne de plein droit le paiement de pénalités dont le montant est déterminé par arrêté conjoint des ministres chargés des forêts et des finances.

CHAPITRE VIII
DE LA CIRCULATION DES PRODUITS FORESTIERS

Art. 58. — Aucun produit forestier n'est admis à circuler s'il n'est pas accompagné d'un permis de circulation délivré par l'administration forestière du lieu de l'exploitation.

Le permis de circulation est à présenter par le transporteur à toute réquisition des fonctionnaires et agents forestiers compétents.

Art. 59. — Le permis de circulation est extrait d'un carnet à souches et mentionne obligatoirement:

1° l'identité et le domicile ou la résidence du transporteur;

2° l'identification du moyen de transport;

3° l'identité complète de l'exploitant forestier;

4° l'itinéraire et la destination du produit forestier;

5° les références de l'autorisation d'exploitation;

6° le volume ou la quantité des produits admis à circuler;

7° la date de délivrance et la période de validité;

8° l'identification de l'agent ayant délivré le permis et le sceau de l'administration forestière.

Art. 60. — Les produits forestiers destinés à être stockés en un lieu différent de celui de l'exploitation font l'objet d'un bordereau de dépôt

délivré gratuitement sur présentation de l'autorisation d'exploitation ou de circulation, au verso de laquelle mention est faite de la quantité mise en dépôt.

Art. 61. — Le bordereau de dépôt est délivré par l'administration forestière du lieu de dépôt des produits. Il est extrait d'un carnet à souches et mentionne obligatoirement.

1° l'identité complète du détenteur ou du dépositaire;

2° la localisation du dépôt;

3° les références du permis de circulation et de l'autorisation de l'exploitation;

4° le volume ou la quantité des essences ou produits;

5° la date de délivrance et la période de validité;

6° l'identité complète de l'agent l'ayant délivré et le sceau de l'administration des forêts.

CHAPITRE IX
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AU TRACÉ DU RESEAU D'ÉVACUATION DES PRODUITS FORESTIERS

Art. 62. — La commission de règlement des différends relatifs au tracé du réseau d'évacuation des produits forestiers prévue par l'article 107 de la loi 011-2002 du 29 août 2002 portant Code forestier est présidé par l'administrateur du territoire concerné. Le secrétariat en est assuré par le chef de l'administration territoriale des forêts.

La commission fonctionne sous la supervision du commissaire de district du ressort de la forêt concernée par le différend.

Art. 63. — La commission est saisie par l'intermédiaire de son secrétaire au moyen d'une lettre recommandée ou déposée avec accusé de réception au bureau de l'administration forestière du territoire.

Dès la réception de la lettre de saisine, le président convoque la réunion de la commission en précisant le lieu et la date et en informant les autres membres au moins quinze jours avant.

Art. 64. — Les délibérations de la commission sont consignées dans un procès-verbal dûment signé par tous les membres présents.

Une copie de ce procès-verbal est transmise, dans les huit jours qui suivent la fin de la réunion, au commissaire de district et à l'administration provinciale des forêts.

La partie non satisfaite de la décision de la commission a le droit de s'en référer au tribunal de grande instance territorialement compétent.

CHAPITRE X
DES DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES

Art. 65. — Les infractions au présent arrêté sont punies conformément aux dispositions de la loi 011-2002 du 29 août 2002 portant Code forestier.

Art. 66. — Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires.

Art. 67. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 novembre 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AF.F.E.T/276/2002 déterminant les essences forestières protégées. (*Ministères des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)

Art. premier. — Les essences forestières inscrites aux annexes 1, 2, 3 et 4 du présent arrêté sont protégées et leur exploitation est soumise aux restrictions prévues par la loi 011-2002 du 29 août 2002 portant Code forestier et aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. — Sont inscrites aux annexes 1, 2, 3 du présent arrêté les essences forestières existant ou non dans le domaine forestier congolais, mais reprises aux annexes I, II et III de la convention sur le commerce international des espèces de faune et flore sauvages menacées d'extinction et dont le commerce, en particulier, est soumis aux dispositions légales et réglementaires spécifiques.

Sont inscrites à l'annexe 4 du présent arrêté les essences forestières existant dans le domaine forestier congolais et non concernées par la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, mais qui font l'objet d'une protection particulière.

Art. 3. — Sont interdits la destruction des fruits et semences, l'arrachage, la mutilation et l'endommagement, d'une façon quelconque, des plantes ou des arbres d'essences concernées par les articles 1 et 2 du présent arrêté.

Art. 4. — Les essences inscrites aux annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté ne sont exploitées qu'en vertu d'un permis spécial délivré par le secrétaire général du ministère chargé des forêts dans les conditions prévues par des dispositions particulières.

Les permis de coupe de bois délivrés dans le cadre d'un contrat de concession forestière valent autorisation spéciale d'abattage d'arbres d'essences prévues à l'annexe 4 du présent arrêté dans les conditions stipulées au cahier des charges.

Toutefois, si par leur présence sur l'aire des plantations industrielles, des arbres d'essences forestières concernées par le présent arrêté compromettent le développement des cultures, une autorisation de leur abattage peut être accordée par le directeur de l'administration centrale des forêts ou son représentant en province.

Dans tous les cas, le paiement de la taxe d'abattage est exigé.

Art. 5. — Les infractions au présent arrêté sont punies conformément à la loi 011-2002 portant Code forestier.

Art. 6. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe 1

Nom scientifique	*Nom commercial*
AGAVACEAE	Agave arizonia
	Agave parviflora
AMARYLLIDACEAE	Nolina interreta
APOCYNACEAE	Pachypodium
	Pachypodium baronnii
	Pachypodium decaryi
ARAUCARIACEAE	Araucaria araucana
CACTACEAE	Ariocarpus
	Astrophytum asterias
	Aztekium ritteri
	Coryphanta werdermannii
	Discocactus
	Echinocereus ferreiriamus
	Echinocereus schmollii
	Escobaria minima
	Escobaria sneedii
	Mammillaria pectinifera
	Mammillaria solisioides
	Melocactus conoideus
	Melocactus deinacanthus
	Melocactus glaucescens
	Melocactus paucispinus
	Obregonia denegrii
	Pachycereus militaris
	Pediocatus bradyi
	Pediocatus knowltonii
	Pediocatus paradinei
	Pediocatus peeblesianus
	Pediocatus sileri
	Pelecyphora
	Sclerocactus brevihamatus
	Sclerocactus ereclocentrus
	Sclerocactus glaucus
	Sclerocactus mariposensis
	Sclerocactus papyracanthus
	Sclerocactus pubispinus
	Sclerocactus wrightiac
	Strombocactus
	Turbinicarpus
	Uebelmania
COMPOSITAE (ASTERACEAE)	Saussurea costus
CRASSULACEAE	Dudleya traskiae
CUPRESSACEAE	Fitzroya cupressoides
	Pilgerodendron uviferum
CYCADACEAE	Cycas beddomei
EUPHORBIACEAE	Euphorbia ambovombensis
	Euphorbia capsaintemariensis
	Euphorbia cremersii
	Euphorbia cylindrifolia
	Euphorbia decaryi
	Euphorbia francoisii
	Euphorbia moratii
	Euphorbia parvicyathophora
	Euphorbia quartziticola
	Euphorbia tulearensis
FOUQUIERIACEAE	Fouquiera fasciculata
	Fouquiera purpusii
LEGUMINOSAE (FABACEAE)	Dalbergia nigra
LILIACEAE	Aloe albida
	Aloe albiflora
	Aloe alfredii
	Aloe bakeri
	Aloe bellatula
	Aloe calcairophila
	Aloe compressa
	Aloe delphinensis
	Aloe descoingsii
	Aloe fragilis
	Aloe haworthioides
	Aloe helenae
	Aloe laeta
	Aloe parallelifolia
	Aloe parvula
	Aloe pillansii
	Aloe polyphylia
	Aloe rauhii
	Aloe suzannae
	Aloe thorncroftii
	Aloe versicolor
	Aloe vossii
NEPENTHACEAE	Napenthes khasiana
	Nepenthes rajah
ORCHIDACEAE	Cattleya trianaei
	Dendrobium cruentum
	Laelia jongheana
	Laelia lobata
	Paphiopedilium
	Peristeria elata
	Renanthera imschootiana
	Vanda coeruela
PINACEAE	Abies guatemalensis
PODOCARPACEAE	Podocarpus parlatorei
RUBIACEAE	Balmea stormiae
SARRACENIACEAE	Sarracenia alabamensis
	Sarracenia oreophila
	Sarracenia jonesii
STANGERIACEAE	Stangeria eriopus
ZAMIACEAE	Ceratozamia
	Chigua
	Encephalartos
	Microcycas calocoma

Annexe 2

Nom scientifique	*Nom commercial*
AGAVACEAE	Agave victoriae reginae
AMARYLLIDACEAE	Galanthus
	Sternbergia
APOCYNACEAE	Pachypodium
ARALIACEAE	Rauvolfia serpantina
	Panax ginseng
	Panax guinquefolius
ARAUCARIACEAE	Araucaria araucana
BERBERIDACEAE	Podophyllum hexandrum

Nom scientifique	*Nom commercial*
BROMELIACEAE	Tillandsia harrisii
	Tillandsia kammii
	Tillandisa kautskyi
	Tillandsia mauryana
	Tillandisa sprengeliana
	Tillandsia sucrei
	Tillandsia xerographica
CACTACEAE	Cactaceae
CARYOCARACEAE	Caryocar costaricense
CRASSULACEAE	Dudleya stolonifera
CYATHEACEAE	Cyathea
CYCADACEAE	Cycadaceae
DIAPENSIACEAE	Shortia galacifolia
DICKSONIACEAE	Cibotium barometz
DIDIEREACEAE	Didiereaceae
DIOSCOREACEAE	Dioscorea deltoidea
DROSERACEAE	Dioscoreae muscipula
EUPHORBIACEAE	Euphorbia
FOUQUIERIACEAE	Fouquiera columnaris
JUGLANDACEAE	Oreomunnea pterocarpa
LEGUMINOSEA (FABACEAE)	Pericopsis elata
	Platymiscium
	Pleiostachyum
	Pterocarpus santalimus
LILIACEAE	Aloe
MELIACEAE	Switernia humilis
	Switernia mahozoni
NEPENTHACEAE	Nepenthes
ORCHIDACEAE	Orichidaceae
OROBANCHACEAE	Cistanche deserticola
PALMEAE (ARECACEAE)	Chrysalidocarpus
PORTULACACEAE	Anacampseros
	Avonia
	Lewisia maguirei
	Lewisia serrata
PIRMULAEAE	Cyclamen
PROTECEACEAE	Orothammus seyheri
	Protea odorata
RANUNCULACEAE	Adonis vernalis
	Hydrastis canadensis
ROSACEAE	Prunus africana
SARRACENIACEAE	Sarracenia
SCROPHULARACEAE	Picrorhiza kurrooa
STANGERIACEAE	Bowenia
TAXACEAE	Taxus wallichiana
THYMELEACEAE (AQUILARIACEAE)	Aquilaria malaccensis
VALERIANACEAE	Nardostachys grandiflora
WELWITSCHIACEAE	Welwitschia mirabilis
ZAMIACEAE	Zamiaceae
ZINGIBERACEAE	Hedychium philippinense
ZYGOPHYLLACEAE	Guaiacum officinale
	Guaiacum sanctum

Annexe 3

Nom scientifique	*Nom commercial*
GNETACEAE	Gnetum monanum
MAGNOLIACEAE	Magnolia liliifera (var bovata)
MELIACEAE	Cedrela odorata
	Swietenia macrophylla
PAPAVERACEAE	Meconopsis regia
PODOCARPACEAE	Podocarpus nerifolius
TETRACENTRACEAE	Tetracentron sinense
THYMELAEACEAE	Gonystylus

Conservation de la nature

O.-L. 69-041 du 22 août 1969 — Conservation de la nature 195
Décr. du Roi-Souverain du 3 février 1900 — Création d'un jardin botanique et d'essai à Eala 198
Ord. du 1er juillet 1914 — Pollution et contamination des eaux 199
Ord. 52-443 du 21 décembre 1952 — Protection de l'eau 199
L. 75-024 du 22 juillet 1975 — Secteurs sauvegardés. – Création 200
Ord. 78-190 du 5 mai 1978 — Institut national pour la conservation de la nature. – Statuts 200
Ord. 78-215 du 5 mai 1978 — Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre. – Statuts 203
Arr. dép. 069 du 4 décembre 1980 — Détention d'animaux vivants, d'oiseaux et de trophées. – Permis 206
Arr. 012/DECNT/CCE/81 du 18 février 1981 — Service national de reboisement. – Création et organisation 206
Arr. interdép. 1.440/000029/85 du 21 décembre 1985 — Zone de N'Sele. – Mesures de sauvegarde 207
Arr. 047/CAB/MIN/ECNT/94 du 18 février 1994 — Poissons d'aquarium. – Exploitation et exportation 207
A.M. CAB/MIN/AFF.ENV.DT/124/SS/2001 du 16 mars 2001 — Perroquets gris. – Période de prélèvement 208

22 août 1969. – ORDONNANCE-LOI 69-041 . – Conservation de la nature. (*M.C.*, 1969, p. 739)

– L'éditeur invite le lecteur à consulter également la Convention internationale pour la protection des végétaux signée à Rome le 16 avril 1929 (*B.O.*, 1932, p. 371) ainsi que la Convention du 8 novembre 1933 relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel (*B.O.*, 1935, p. 1120).

TITRE I
LES RÉSERVES NATURELLES INTÉGRALES

Art. 1er. — Toute partie du territoire de la République peut être constituée par ordonnance en «réserve naturelle intégrale» lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux et, en général, d'un milieu naturel présente un intérêt spécial et qu'il importe de soustraire ce milieu à toute intervention susceptible d'en altérer l'aspect, la composition et l'évolution.

Art. 2. — Les parcs nationaux actuellement existants, à savoir le Parc national Albert, le Parc national de Garamba et le Parc national de l'Upemba, constituent des réserves naturelles intégrales au sens de la présente ordonnance-loi. Ils sont régis par les textes spéciaux qui les concernent et par la présente ordonnance-loi.

Ayant été domanialisées, les terres situées à l'intérieur de ces parcs ne peuvent former le siège de droits coutumiers autres que ceux qui ont été expressément réservés.

Art. 3. — Les terres domaniales situées dans les réserves intégrales ne peuvent être ni cédées ni concédées. Elles ne peuvent recevoir d'affectation incompatible avec la protection de la nature.

Art. 4. — Sous réserve des exceptions prévues par la présente ordonnance-loi ou par les textes créant une réserve intégrale, il est interdit de pénétrer, circuler, camper et séjourner dans les réserves intégrales, d'y introduire des chiens, des pièges, des armes à feu, d'y détenir, transporter ou d'en exporter des animaux sauvages vivants, les peaux ou autres dépouilles ou des produits végétaux non cultivés.

L'interdiction de circuler ne s'applique ni aux fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, ni aux ministres des cultes, ni aux médecins ou auxiliaires médicaux appelés d'urgence auprès d'un malade ou d'un blessé, ni à leur caravane ou leur suite, ni aux personnes habitant les terres situées à l'intérieur d'une réserve intégrale.

Art. 5. — Sous réserve des exceptions prévues par la présente ordonnance-loi ou par les textes créant une réserve intégrale, il est interdit, dans les réserves intégrales:

1° De poursuivre, chasser, capturer, détruire, effrayer ou troubler, de quelque façon que ce soit, toute espèce d'animal sauvage, même les animaux réputés nuisibles, sauf le cas de légitime défense.

En cas de légitime défense, si l'animal a été blessé ou tué, l'auteur du fait devra en faire la déclaration, dans un délai de quarante-huit heures, à l'institut prévu à l'article 14. Il incombera à l'intéressé d'établir la preuve qu'il s'est réellement trouvé en état de légitime défense et n'a provoqué, ni directement ni indirectement, l'agression dont il prétendrait avoir été victime. Faute de preuve suffisante, il sera possible des peines prévues par la présente ordonnance-loi.

2° De prendre ou de détruire les œufs et les nids.

3° D'abattre, de détruire, de déraciner ou d'enlever les plantes ou les arbres non cultivés.

4° D'introduire n'importe quelle espèce d'animal ou de plante.

5° De faire des fouilles, terrassements, sondages, prélèvements de matériaux et tous les autres travaux de nature à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation.

6° De bloquer les rivières, de prélever ou de polluer directement ou indirectement les eaux.

7° De se livrer à tout fait de pêche.

8° De faire évoluer un aéronef à une hauteur inférieure à 300 mètres.

Art. 6. — En vue d'organiser le tourisme ou de permettre les déplacements indispensables au développement économique des populations, l'institut prévu à l'article 14 peut, par dérogation aux dispositions de l'article 4, autoriser l'entrée, la circulation, le séjour et le campement dans les parties des réserves intégrales qu'il désigne.

L'institut peut subordonner l'octroi des autorisations à telles conditions qu'il détermine, ainsi qu'au versement d'un cautionnement et au paiement de taxes dont il fixe le montant. Les taxes sont perçues à son profit.

L'inobservation des conditions mises à l'octroi de l'autorisation peut entraîner la confiscation totale ou partielle du cautionnement au bénéfice de l'institut. La confiscation est prononcée par le directeur général de l'institut ou son délégué.

Art. 7. — L'institut prévu à l'article 14 peut lever, au profit de personnes qu'il désigne et sous les conditions qu'il détermine, les interdictions prononcées aux articles 4 et 5; il peut les lever notamment dans les cas suivants:

1° lorsque, à l'occasion de travaux de recherches scientifiques, il s'agit de prélever des matériaux d'études (animaux, végétaux, minéraux), de faire des fouilles, terrassement, sondages et tous autres travaux de nature à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation;

2° lorsque, dans un but de conservation des espèces animales ou végétales, il est indispensable d'enrayer la multiplication excessive de certaines d'entre elles ou d'intervenir de toute autre manière;

3° lorsque, pour l'étude des mœurs des animaux, il est nécessaire de les approcher, de les déranger, de les photographier, de les capturer ou de les tuer.

Art. 8. — Quiconque aura détruit un animal sauvage en contravention à la présente ordonnance-loi sera puni d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende de dix à cent zaïres.

Si l'animal est un gorille, un éléphant, un rhinocéros, une girafe, un okapi, un zèbre, un buffle, un hippopotame, un hylochère, un phacochère, un lion, un léopard, un guépard, un grand kudu, un élan, un hippotrague, une antilope bongo, une antilope topi, un oréotrague ou une sututunga, la servitude pénale sera d'un an à dix ans.

Si l'animal jouit d'une protection totale ou partielle suivant les annexes I et II du décret du 21 avril 1937 sur la chasse et la pêche, l'amende sera de mille zaïres.

La dépouille de l'animal sera saisie. Si elle est comestible, elle sera immédiatement mise en vente par l'institut prévu à l'article 14; le prix en sera confisqué en cas de condamnation. Si elle n'est pas comestible, elle sera confisquée.

Les armes, instruments de chasse et moyens de transport utilisés par le délinquant seront saisis et confisqués.

Art. 9. — Quiconque se sera installé en contravention à la présente ordonnance-loi sur une terre située à l'intérieur d'une réserve intégrale sera puni d'une servitude pénale d'un an à dix ans et d'une amende de dix à cent zaïres.

Art. 10. — Seront punies d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende de dix à cent zaïres, toutes autres infractions à la présente ordonnance-loi.

En cas d'introduction illicite de bétail, celui-ci sera saisi et immédiatement abattu par les soins de l'institut prévu à l'article 14. Si la dépouille est comestible, elle sera immédiatement mise en vente par l'institut précité; le prix en sera confisqué en cas de condamnation. Si elle n'est pas comestible, elle sera détruite.

En cas de pêche illicite, le poisson sera saisi et immédiatement mis en vente par l'institut prévu à l'article 14; le prix en sera confisqué en cas de condamnation. L'embarcation et le matériel ayant servi au délinquant seront saisis et confisqués.

Art. 11. — Le décret-loi du 13 mars 1965 relatif à la majoration des amendes pénales n'est pas applicable aux amendes prévues par la présente ordonnance-loi.

Art. 12. — Le produit des amendes et confiscations prononcées en vertu de la présente ordonnance-loi sera attribué à l'institut prévu à l'article 14, sous la déduction du cinquième de ces amendes et confiscations, lequel sera attribué à l'agent qui aura constaté l'infraction, sans que cette allocation puisse excéder cinquante zaïres pour chaque infraction.

Art. 13. — En plus des peines prévues aux articles précédents, tout fonctionnaire civil ou militaire qui aura commis une infraction à la présente ordonnance-loi sera puni de la peine disciplinaire de la révocation ou de la peine disciplinaire immédiatement inférieure à celle-ci.

TITRE II

L'INSTITUT DE LA CONSERVATION DE LA NATURE AU CONGO

Section 1

Création et objet

Art. 14. — Il est créé une personne morale dénommée «Institut de la conservation de la nature du Congo» (I.C.N.C.).

L'institut est soumis à l'autorité du président de la République et a son siège à Kinshasa.

Il se substitue à l'Institut des parcs nationaux du Congo créé par l'ordonnance-loi 67-514 du 1er décembre 1967, dont il reprend les droits et obligations.

Art. 15. — L'Institut a pour objet d'assurer, dans les réserves naturelles intégrales, la protection de la nature, d'y favoriser la recherche scientifique et, pour autant que cela soit compatible avec la conservation de la nature, d'y encourager le tourisme.

Il est chargé, en outre, de gérer les stations dites «de capture» établies dans les réserves naturelles.

Section 2

Administration

Art. 16. — L'Institut est géré par un directeur général nommé par le président de la République.

Art. 17. — Le directeur général a, dans les limites de la présente ordonnance-loi, les pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus pour la gestion de l'Institut et la réalisation de son objet.

Il représente l'Institut en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il dirige et surveille le personnel de l'Institut.

Il engage, liquide et ordonnance toutes dépenses.

Il peut conférer des délégations de pouvoirs et de signature aux membres du personnel. Il peut, en outre, pour un ou plusieurs objets déterminés, conférer des mandats spéciaux à toutes personnes.

Dans le cas où il se trouve empêché d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de celles-ci à un membre du personnel; cette délégation, renouvelable, doit toujours être donnée pour une durée limitée.

Les délégués et mandataires du directeur général peuvent être autorisés par celui-ci à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs.

Art. 18. — Le directeur général ne peut accomplir les actes désignés ci-après qu'avec l'autorisation préalable du président de la République:

1° les emprunts;

2° les marchés de travaux et de fournitures d'un montant supérieur à mille zaïres;

3° les aliénations et acquisitions immobilières;

4° les prises ou mises en location de tous biens immobiliers.

Art. 19. — Le directeur général est officier de police judiciaire. Sa compétence matérielle est limitée aux infractions à la présente ordonnance-loi, à la législation sur la chasse et la pêche et à la législation sur le régime forestier. Sa compétence territoriale s'étend sur le territoire de toutes les réserves naturelles intégrales.

Art. 20. — La rémunération et le statut du directeur général sont fixés par le président de la République.

Section 3

Personnel

Art. 21. — Le personnel de l'Institut se divise en deux catégories:

1° le personnel technique et administratif, comprenant notamment les conservateurs des réserves;

2° le personnel de surveillance, qui est composé de gardes.

Le personnel technique et administratif et le personnel de surveillance sont régis par des statuts distincts fixés par le directeur général. Ces statuts doivent contenir la liste des emplois susceptibles d'être conférés et fixer les conditions de recrutement, la rémunération et la discipline. Ils sont soumis à l'approbation du président de la République.

L'effectif des différents emplois est fixé par le directeur général, sous réserve d'approbation par le président de la République.

Les membres du personnel technique et administratif sont nommés et licenciés par le directeur général, qui peut déléguer ses pouvoirs aux conservateurs en ce qui concerne les agents subalternes.

Les membres du personnel de surveillance sont nommés et licenciés par les conservateurs.

Tous les membres du personnel sont recrutés par contrat et soumis à la législation sur le louage de services pour tout ce qui n'est pas réglé par leur statut.

Art. 22. [*O.-L. 81-005 du 14 février 1981, art. 1er.* – Les conservateurs des réserves naturelles sont officiers de police judiciaire. Leur compétence matérielle est limitée aux infractions à la présente ordonnance-loi, à la législation sur la chasse et la pêche ainsi qu'aux infractions à la législation sur le régime forestier.

Le conservateur en chef et le coordinateur régional de l'environnement, conservation de la nature et tourisme pour la région de Shaba sont, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, officiers de police judiciaire à compétence générale. Leur compétence territoriale s'étend sur toute l'étendue de la région de Shaba.]

Art. 23. — Les gardes assistent les conservateurs dans leur fonctions d'officier de police judiciaire.

Ils accomplissent les obligations suivantes indépendamment de toute réquisition:

1° ils préviennent, recherchent et signalent aux conservateurs toute infraction à la présente ordonnance-loi, à la législation sur la chasse et la pêche et à la législation sur le régime forestier;

2° ils identifient et, à défaut, appréhendent au corps et conduisent devant l'autorité compétente tous les individus surpris en flagrant délit dans les réserves naturelles, ainsi que ceux qui sont trouvés nantis d'objets faisant la preuve de leur culpabilité, notamment d'armes, instruments, papiers, végétaux, animaux, minéraux, dépouilles ou trophées;

3° ils empêchent toute personne de faire disparaître les traces matérielles des infractions.

Les gardes sont revêtus d'un uniforme et pourvus d'une arme à feu. Ils ne peuvent disposer de leur arme que pendant le service et doivent l'entreposer, une fois leur service accompli, dans un local de l'Institut spécialement réservé à cette fin.

Lorsqu'ils surprennent des délinquants, ils peuvent, après leur avoir fait trois sommations de s'arrêter restées sans effet, faire usage de leur arme contre eux.

Section 4

Régime financier

Art. 24. — Les ressources de l'Institut sont constituées par:

1° des subventions de l'État;

2° le produit des taxes, amendes et confiscations prévues par la présente ordonnance-loi;

3° les revenus de son patrimoine et des biens dont la gestion lui est confiée;

4° les libéralités qui peuvent lui être faites.

Art. 25. — L'exercice financier de l'Institut commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Par exception, le premier exercice commencera à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi et finira le 31 décembre de l'année suivante.

Art. 26. — La comptabilité est tenue suivant le système de la gestion.

Les fonds spéciaux et les recettes pour ordre sont constatés séparément.

La gestion comprend tous les faits matériellement accomplis en recette et en dépense, depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre de la même année. Elle comprend, en outre, le solde de la gestion précédente.

Art. 27. — Chaque année, avant le 1er novembre, le directeur général soumet un projet de budget de recettes et de dépenses pour l'exercice suivant à l'approbation du président de la République.

Chaque année, avant le 1er mai, il soumet à l'approbation du président de la République le compte de l'exercice écoulé. Il y joint un rapport sur l'activité de l'Institut pendant ce même exercice.

Art. 28. — Le président de la République peut désigner un ou deux délégués qui seront chargés de surveiller les opérations comptables de l'Institut.

Ces délégués peuvent prendre connaissance, sans déplacement, de tous les documents intéressant la comptabilité de l'Institut. Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion proprement dite.

Section 5
Dispositions diverses

Art. 29. — L'État met gratuitement à la disposition de l'Institut, pour autant que celui-ci ne soit pas en mesure de se le procurer lui-même, le matériel nécessaire pour la surveillance des réserves naturelles et la répression du braconnage (véhicules, embarcations, appareils de radio, etc.).

La mise à disposition du matériel est décidée par le président de la République.

Art. 30. — L'Institut comprend des membres de soutien; il peut comprendre, en outre, des membres d'honneur et des membres correspondants.

Art. 31. — Les membres de soutien sont:

1° le ministre de l'Intérieur;

2° le ministre des Affaires étrangères;

3° le ministre de la Justice;

4° le ministre des Finances;

5° le ministre de l'Éducation nationale;

6° le ministre de l'Information;

7° le ministre de l'Agriculture;

8° le ministre des Mines et des Affaires foncières;

9° le ministre des Transports et des Communications;

10° le commandant en chef de l'armée nationale congolaise;

11° les gouverneurs des provinces dans lesquelles se trouvent des réserves naturelles intégrales;

12° le président de l'Office national de la recherche et du développement;

13° le directeur de l'Office national congolais du tourisme.

Le rôle de ces membres est de faciliter la tâche de l'institut en lui procurant toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin et qu'ils sont en mesure de lui fournir en raison de leurs fonctions.

Art. 32. — Les membres d'honneur sont désignés par le président de la République parmi les hautes personnalités congolaises ou étrangères s'intéressant aux activités de l'institut.

Leur rôle est d'apporter à l'institut une aide morale, financière ou scientifique.

Art. 33. — Les membres correspondants sont désignés par le directeur général parmi les personnalités qualifiées dans le domaine scientifique.

Leur rôle est de donner des avis ou de faire des communications à l'Institut dans le domaine de ses activités.

Le directeur général de l'Institut peut, sous réserve d'approbation par le président de la République, leur attribuer des allocations en rémunération de leurs travaux.

TITRE III
DISPOSITIONS FINALES

Art. 34. — Sont abrogées:

1° l'ordonnance-loi 67-514 du 1er décembre 1967 portant création de l'Institut des parcs nationaux du Congo;

– Voy. cette O.-L. au *M. C.*, 1967, p. 979.

2° l'ordonnance 52-444 du 21 octobre 1958 portant création du corps des gardes des parcs nationaux du Congo.

Art. 35. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 février 1900. – DÉCRET DU ROI-SOUVERAIN. – Création d'un jardin botanique et d'essai à Eala. (*B.O.*, 1900, p. 23)

Art. 1er. — Un jardin botanique et un jardin d'essai sont créés à Eala sur le Ruki, dans le district de l'Équateur. Une ferme modèle est établie dans la même localité.

Art. 2. — Un jardin colonial est loué en Belgique dans le but de fournir aux établissements culturaux mentionnés à l'article 1er, les plantes dont l'État voudra introduire la culture au Congo.

Art. 3. — Les dépenses afférentes à la fondation et à l'entretien des établissements créés par le présent décret sont à charge du budget de l'agriculture.

Art. 4. — Notre secrétaire d'État est chargé de régler tout ce qui a trait au présent décret et d'en assurer l'exécution.

1er juillet 1914. – ORDONNANCE. – Pollution et contamination des sources, lacs, cours d'eau et parties de cours d'eau. (*B.A.C.*, 1914, p. 399)

Art. 1er. [*Ord. du 25 novembre 1936.* — Les administrateurs territoriaux détermineront les zones de protection des sources, lacs, cours d'eau ou parties de cours d'eau servant ou pouvant servir à l'alimentation en eau potable.]

Art. 2. [*Ord. du 25 novembre 1936.* — Les décisions des administrateurs territoriaux portant description des limites de ces zones de protection seront publiées, dans les formes prescrites pour l'affichage des actes officiels, à la porte de l'habitation de l'administrateur territorial.]

Art. 3. — Dans les limites des zones de protection décrites ainsi qu'il est dit à l'article 2 ci-dessus et sous réserve des dispositions formant les articles 17, 18 et 19 du décret du 30 juin 1913 sur les biens et les différentes modifications de la propriété (Code civil, titre II), il est interdit:

1° de construire des habitations, cabanes, huttes ou paillotes;

2° d'installer des usines, établissements de commerce, abattoirs, kraals ou parcs à bestiaux;

3° d'établir des sépultures;

4° de creuser des excavations;

5° de créer des champs de cultures;

6° de déposer ou enfouir des décombres ou immondices, débris, cadavres ou détritus de tout genre.

7° [*Ord. du 5 juillet 1940.* — de pénétrer et de circuler ou d'introduire des animaux, sauf autorisation de l'administrateur territorial.]

Art. 4. — Dans les eaux dont il est question à l'article 1er ci-dessus, il est interdit:

1° de faire rouir, macérer ou fermenter toute matière de quelque nature que ce soit;

2° de déverser ou de jeter des herbes, terres, pierres, branchages, matériaux, décombres, immondices, cadavres, débris ou détritus quelconques.

Art. 5. — Toute infraction à la présente ordonnance sera punie d'un à sept jours de servitude pénale et d'une amende qui ne pourra excéder 200 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 5*bis*. [*Ord. du 28 mars 1942.* — Les infractions à la présente ordonnance peuvent être jugées par les juridictions indigènes dans les limites de leur compétence.]

---

21 décembre 1952. – ORDONNANCE 52-443. – Mesures propres à protéger les sources, nappes acquières souterraines, lacs et cours d'eau, à empêcher la pollution et le gaspillage de l'eau et à contrôler l'exercice des droits d'usage et des droits d'occupation concédés.(*B.A.*, 1953, p. 59)

Art. 1er. *a)* [*Ord. du 14 mai 1957.* — Sans préjudice aux dispositions légales en vigueur en matière de déforestation sur les terrains en pente et à proximité des sources et des cours d'eau et en matière de lutte anti-érosive, quiconque désire entreprendre des travaux ou se livrer à des aménagements du terrain susceptibles de compromettre le débit ou l'existence des sources, de la nappe aquifère, des lacs ou des cours d'eau, est tenu de solliciter au préalable l'autorisation du gouverneur de province. Celui-ci, après avoir pris l'avis de la commission provinciale des eaux, refuse ou accorde cette autorisation essentiellement révocable; il peut subordonner l'octroi de celle-ci à telles conditions qu'il estime convenables.

b) Est tenu également de solliciter une autorisation préalable, quiconque désire, sans effectuer les travaux ou aménagements du terrain prévus au littéra précédent, utiliser l'eau dans les régions nommément désignées par le gouverneur de province sur avis de la commission des eaux parmi:

1° les régions déclarées saturées ou sursaturées au point de vue foncier;]

2° [*Ord. du 29 septembre 1957.* — les régions pauvres en ressources hydrauliques;]

3° [*Ord. du 14 mai 1957.* — les régions où, les besoins étant exceptionnels, l'utilisation de l'eau doit être contingentée.

Toutefois, l'usage restreint de l'eau pour des besoins d'ordre alimentaire ou hygiénique n'est pas soumis à cette autorisation.

Pour l'application de la présente disposition, le gouverneur de province délègue à l'administrateur chef de territoire le pouvoir d'autorisation prévu au littéra a ci-dessus.

Cette autorisation, essentiellement précaire, ne confère au requérant qu'une simple faculté d'utiliser l'eau demandée.

c) Quiconque fait des travaux, des aménagements ou utilise l'eau en violation du présent article sera puni d'une servitude pénale de 15 jours au maximum et d'une amende qui n'excédera pas 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice aux dommages-intérêts à payer éventuellement aux autres usagers des eaux en cause, ainsi qu'à la suspension ou à la déchéance éventuelles de l'autorisation accordée.]

Art. 2. [*Ord. du 18 juillet 1953.* — Il est interdit de laisser couler des liquides dans les sources, lacs et cours d'eau, d'y jeter ou y déposer des matières ou de provoquer des émanations gazeuses pouvant corrompre ou altérer les eaux sauf exception autorisée par le gouverneur de province, sur avis de la commission provinciale des eaux.

L'autorisation fixera le dédommagement éventuel des riverains qui en subiraient un préjudice. Elle pourra être subordonnée à l'exécution d'aménagements en vue d'assurer une épuration rapide des eaux polluées.

L'autorisation sera révocable en tout temps moyennant un préavis de six mois.]

Quiconque aura contrevenu à la présente interdiction sera passible d'une peine de 1 à 15 jours de servitude pénale et d'une amende qui n'excédera pas 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice aux dommages-intérêts à payer aux ayants droit et à la suspension ou au retrait éventuels de l'autorisation couvrant l'installation provoquant la pollution.

Art. 3. — L'usager de sources, nappes aquifères, lacs ou cours d'eau ne peut exercer son droit que dans la mesure strictement nécessaire à ses besoins.

En cas de gaspillage dûment constaté, l'usager pourra être tenu d'y mettre fin, en apportant toutes modifications nécessaires à ses installations.

Art. 4. — Tout fonctionnaire de la Colonie, porteur d'une commission lui délivrée par le gouverneur de province l'y autorisant, a le droit de pénétrer, accompagné du personnel qui l'assiste, à l'intérieur d'une propriété bâtie ou non bâtie, clôturée ou non, aux fins de contrôler l'exercice des droits d'usage de l'eau ainsi que des droits d'occupation concédés.

Il sera en droit de se faire produire par l'usager tous renseignements utiles à l'exécution de sa mission.

Au cas où l'accès lui serait refusé indûment par l'occupant, il pourra y pénétrer de force, à condition d'être accompagné par l'administrateur de territoire du ressort, par un commissaire de police ou par leur délégué.

Toutefois, l'accès des locaux servant d'habitation ne lui sera permis que du consentement exprès de l'occupant.

L'occupant qui aura indûment refusé l'accès de sa propriété sera passible d'une peine de 1 à 6 jours de servitude pénale et d'une amende qui n'excédera pas 200 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 5. — La présente ordonnance, applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi, entrera en vigueur le 15 février 1953.

---

22 juillet 1975. – LOI 75-024 relative à la création de secteurs sauvegardés. (*J.O.Z.*, n°18,15 septembre 1975, p. 1096)

Art. 1er. — Toute partie du territoire national non couverte par un plan d'urbanisme peut être érigée, par ordonnance du président de la République, en «secteurs sauvegardés» lorsqu'elle présente un intérêt de nature à en justifier la conservation, la restauration ou la mise en valeur.

Art. 2. — L'ordonnance créant un secteur sauvegardé peut soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire à l'intérieur du secteur la chasse et la pêche, les activités industrielles, commerciales, agricoles, pastorales ou forestières, l'exécution de travaux publics ou privés, l'extraction de matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen emprunté, toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et plus généralement, d'altérer le caractère du secteur.

Art. 3. — L'ordonnance créant un secteur sauvegardé désigne le service administratif ou l'organisme chargé d'en assurer la gestion.

Art. 4. — Les contestations relatives aux indemnités éventuellement dues aux intéressés sont réglées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités sont à la charge de l'État.

Art. 5. — Sans préjudice de l'application éventuelle de peines plus sévères prévues par la législation sur la chasse et la pêche ou la législation forestière, les infractions aux dispositions des ordonnances prises en application de la présente loi seront punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas cent zaïres, sans addition de décimes, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 6. — Le commissaire d'État à la Justice nomme, parmi les agents du service administratif ou de l'organisme chargé de la gestion du secteur sauvegardé, les officiers de police judiciaire spécialement chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions des ordonnances prises en application de la présente loi.

Art. 7. — La présente loi entre vigueur à la date de sa signature.

---

5 mai 1978. – ORDONNANCE 78-190 portant statuts d'une entreprise publique dénommée l'Institut national pour la conservation de la nature, en abrégé «I.N.C.N.». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1978, p. 27)

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — L'Institut national pour la conservation de la nature, qui s'est substitué à l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature, dont il a repris les biens, droits et obligations et les activités en vertu de la loi 75-023 du 22 juillet 1975, est une entreprise publique à caractère technique et scientifique.

L'Institut national pour la conservation de la nature est régi, outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, par la présente ordonnance.

– Voy. les Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

Art. 2. — L'Institut national pour la conservation de la nature, ci-dessous désigné «Institut», a son siège à Kinshasa. Des agences ou des bureaux peuvent être établis en tout autre lieu de la République, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — L'Institut a pour objet:

1° d'assurer la protection de la faune et de la flore dans les réserves naturelles, intégrales ou quasi - intégrales;

2° de favoriser en ses milieux la recherche scientifique et le tourisme dans le respect des principes fondamentaux de la conservation de la nature;

3° de gérer les stations dites «de capture» établies dans ou en dehors des réserves.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 4. — Le patrimoine de l'Institut est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Institut devra avoir dressé l'état de sa situation patrimoniale mise à jour. Celle-ci indiquera clairement:

1° à l'actif:

• les valeurs immobilières;

• les valeurs circulantes;

2° au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et les provisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Institut devra avoir transmis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé, aux organes de tutelle.

Art. 5. — Le patrimoine de l'Institut pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

L'augmentation comme la réduction du patrimoine de l'Institut est constatée par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle compétent.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 6. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Institut sont:

• le conseil d'administration, ici appelé conseil scientifique,

• le comité de gestion et

• le collège des commissaires aux comptes.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I[er]
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 7. — L'organisation et le fonctionnement de l'Institut sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Le conseil d'administration comprend sept administrateurs, y compris les membres du comité de gestion désignés conformément à l'article 6 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 8. — L'exercice financier de l'Institut commence le 1[er] janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 9. — Les comptes de l'Institut sont tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 10. — Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions et des recettes pour l'exercice à venir.

Le budget de l'Institut est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. En recettes:

les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles.

2. En dépenses:

les charges d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel), les charges fiscales et toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. En dépenses:

les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation, etc.).

2. En recettes:

les ressources prévues pour faire face à ces dépenses notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions de biens, etc.

Art. 11. — Le budget de l'Institut est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle précisée ci-après, au plus tard le 1[er] octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 12. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'Institut doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 13. — La comptabilité de l'Institut est organisée et tenue de manière à permettre:

1° de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2° de connaître la situation patrimoniale de l'Institut;

3° de déterminer les résultats analytiques.

Art. 14. — À la fin de chaque exercice, le conseil scientifique fait établir, après inventaire:

1° un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2° un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Institut au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées, il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République, au plus tard, le 30 avril de la même année.

Art. 15. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat, et règle, en se conformant aux dispositions de l'article 17 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 16. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil scientifique juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 17. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu, par les bénéfices antérieurs reportés et ensuite, par le prélèvement sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 18. — L'Institut peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 19. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Institut. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que l'Institut décide de consulter. Dans les deux cas, l'Institut choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que de toutes suggestions faites dans l'offre.

L'Institut peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés. Le marché de gré à gré se constate, soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV
DE LA TUTELLE

Section 1re
Notion

Art. 20. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur l'Institut.

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants ou *a posteriori*.

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique, économique ou financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil scientifique, comité de gestion, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'Institut.

Section 2

Des organes de tutelle

Art. 21. — L'Institut est placé sous la tutelle des départements de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme et du Portefeuille, chacun y intervenant dans la sphère de ses attributions spécifiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux ou de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement d'agences et bureaux à l'intérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte notamment sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 22. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'Institut sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département du Portefeuille.

CHAPITRE V
DU RÉGIME FISCAL

Art. 23. — Sous réserve de l'existence d'un régime fiscal particulier antérieurement reconnu à l'Institut, celui-ci est soumis au droit commun en la matière.

TITRE V
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 24. — À titre transitoire, sont maintenues en vigueur jusqu'à nouvel ordre, toutes les mesures antérieures relatives au statut du personnel de l'Institut.

Art. 25. — Sont abrogées, sous réserve de l'article précédent, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 26. — Le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, et celui au Portefeuille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 mai 1978. – ORDONNANCE 78-215 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre, en abrégé «I.J.Z.B.Z.». (*J.O.Z.,* n°11, 1er juin 1978, p. 55)

TITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé, sous la dénomination d'Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre, en abrégé, «I.J.Z.B.Z.», une entreprise publique à caractère technique et scientifique, dotée de la personnalité juridique.

Outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, l'Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre est régi par la présente ordonnance.

– Voy. les Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

Art. 2. — L'Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre, ci-après désigné «l'Institut», se substitue aux Instituts des jardins zoologiques et botaniques de Kinshasa, de Lubumbashi, de Kisangani, de Kisantu et de Eala, dont il reprend les biens, les droits, les obligations et les activités.

Art. 3. — L'Institut a pour objet:

• les études et la vulgarisation, à des fins scientifiques, didactiques et touristiques, dans les domaines de la faune et de la flore aussi bien du Zaïre que d'autres régions du monde;

• la gestion et la création éventuelle des jardins zoologiques et botaniques d'intérêt public.

L'Institut peut également, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle, faire toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'objet mentionné à l'alinéa précédent.

Art. 4. — Le siège de l'Institut est établi à Kinshasa.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 5. — La dotation initiale apportée à l'Institut par l'État est constituée par le patrimoine des instituts visés par l'article 2 ci-dessus.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Institut devra avoir dressé l'état de la situation patrimoniale à lui transférée. Celle-ci indiquera clairement:

1° à l'actif:

• les valeurs immobilières,

• les valeurs circulantes;

2° au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et les provisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Institut devra avoir transmis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé, au commissaire d'État au Portefeuille et à celui de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 6. — La dotation initiale pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

L'augmentation comme la réduction du patrimoine de l'Institut est constatée par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle compétent.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 7. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Institut sont: le conseil d'administration ici appelé conseil scientifique, le comité de gestion et le collège des commissaires aux comptes.

– Voy. les Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 8. — L'organisation et le fonctionnement de l'Institut sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Le conseil scientifique comprend six administrateurs, y compris les membres du comité de gestion désignés conformément à l'article 6 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

– Voy. les Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 9. — L'exercice financier de l'Institut commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Exceptionnellement, le premier exercice commence à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 10. — Les comptes de l'Institut seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 11. — Le conseil scientifique établit chaque année un état des prévisions et des recettes pour l'exercice à venir.

Le budget de l'Institut est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles;

2. en dépenses:

• les charges d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel), les charges fiscales et toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation, etc.);

2. en recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions de biens, etc.

Art. 12. — Le budget de l'Institut est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle précisée ci-après, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 13. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'Institut doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 14. — La comptabilité de l'Institut est organisée et tenue de manière à permettre:

1) de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2) de connaître la situation patrimoniale de l'Institut;

3) de déterminer les résultats analytiques.

Art. 15. — À la fin de chaque exercice, le conseil scientifique fait établir, après inventaire:

1) un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2) un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Institut au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées; il doit, en outre contenir les propositions du Conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil scientifique sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport du commissaire aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République, au plus tard, le 30 avril de la même année.

Art. 16. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat et règle, en se conformant aux dispositions de l'article 17 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 17. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil scientifique, juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 18. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu, par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 19. — L'Institut peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III

DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 20. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Institut. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que l'Institut décide de consulter. Dans les deux cas, l'Institut choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que de toutes suggestions faites dans l'offre.

L'Institut peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés. Le marché de gré à gré se constate, soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV

DE LA TUTELLE

Section 1

Notion

Art. 21. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur l'Institut.

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants ou *a posteriori*.

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique, économique ou financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil scientifique, comité de gestion, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'Institut.

Section 2

Des organes de tutelle

Art. 22. — L'Institut est placé sous la tutelle des départements de l'Environnement, Conservation de la nature et *Tourisme*, chacun y intervenant dans la sphère de ses attributions spécifiques.

– Conforme au texte du *J.O.Z.* Il convient d'ajouter «*et du Portefeuille*» après «*Tourisme*».

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux ou de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement d'agences et bureaux à l'intérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte notamment sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 23. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'Institut sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département du Portefeuille.

CHAPITRE V
DU RÉGIME FISCAL

Art. 24. — Sous réserve de l'existence d'un régime fiscal particulier antérieurement reconnu à l'Institut, celui-ci est soumis au droit commun en la matière.

TITRE V
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 25. — Le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme et celui au Portefeuille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

4 décembre 1980. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 069 portant dispositions relatives à la délivrance du permis de légitime détention et du permis d'importation ou d'exportation. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1981, p. 18)

Art. 1er. — Le permis de légitime détention de tout animal non domestique vivant, de tout oiseau ou de tout trophée est délivré par le commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme ou son délégué contre paiement de la taxe fixée par l'article 16 de l'ordonnance 79-244 du 16 octobre 1979.

Art. 2. — Est délégué, au sens de l'article 1er ci-dessus, l'une des autorités ci-après:

1° le secrétaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, en cas d'empêchement du commissaire d'État, pour toute détention à constater dans la ville de Kinshasa;

2° le coordinateur urbain de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme dans la ville de Kinshasa et uniquement pour la détention de tout animal non protégé;

3° le coordinateur régional de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme pour toute détention à constater dans la région;

4° le coordinateur sous-régionnal de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme dans la sous-région et uniquement pour la détention de tout animal non protégé;

5° le délégué général à l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature ou le conservateur selon le cas, pour la détention de tout animal ou oiseau obtenu dans un parc, un domaine ou une réserve.

Art. 3. — Le permis de légitime détention doit être conforme au modèle unique annexé au présent arrêté.

Art. 4. — La délivrance du permis d'importation ou d'exportation de tout animal non domestique, de tout oiseau, de tout insecte ou de tout produit ou sous-produit d'un animal mort relève de la compétence exclusive du commissaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 5. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions du décret du 24 avril 1937 sur la chasse et la pêche et à l'article 25 de l'ordonnance 79-244 du 16 octobre 1979, sans préjudice des sanctions pénales et disciplinaires.

Art. 6. — Le secrétaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

18 février 1981. – ARRÊTÉ 012/DECNT/CCE/81 portant création et organisation du Service national de reboisement. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1981, p. 40)

Art. 1er. — Il est crée au sein du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, un Service national de reboisement, en abrégé «S.N.R.», qui a pour mission:

• d'assurer la protection et la conservation des sites là où la destruction du couvert végétal naturel a eu lieu par la formulation d'une politique de reboisement et par des actions antiérosives;

• installer des plantations artificielles à proximité des centres urbains et ruraux, en vue de la production régulière de bois et des produits forestiers secondaires;

• créer des établissements humains par l'aménagement de zones vertes et de parcs d'attraction en milieu urbain;

• assurer l'inspection technique des activités de reboisement effectué par les tiers dans les forêts naturelles;

• aider les tiers chargés de reboisement à obtenir des graines de qualités pour améliorer les forêts naturelles.

Art. 2. — Le Service national de reboisement, considéré comme un organe spécialisé du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, sera doté par le Conseil exécutif des moyens adéquats pour lui permettre d'assurer pleinement sa mission.

Le Service national de reboisement pourra également recevoir des dotations de tiers et d'autres organismes nationaux ou internationaux. Il jouit de l'autonomie de gestion sous le contrôle du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 3. — Le Service national de reboisement se compose d'une direction, de trois divisions à l'échelon central et de brigades forestières en régions ayant rang de division.

L'organisation et le cadre organique des divisions visées ci-dessus sont définis à l'annexe du présent arrêté.

Art. 4. — Le personnel de Service national de reboisement bénéficie de tous les avantages liés à l'accomplissement de leur tâche au même titre que celui des autres services spécialisés similaires.

Art. 5. — Le secrétaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

21 décembre 1985. – ARRÊTÉ INTERDÉPARTEMENTAL 1.440/000029/85 portant mesures de sauvegarde visant le secteur nord de la zone de N'Sele, ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, numéro spécial , 1992, p. 143)

Art. 1er. — Les terres comprises entre l'aérodrome de N'djili et le domaine militaire de Mikondo d'une part, et le domaine présidentiel de N'sele, d'autre part, au Nord de la route Kinshasa-Kenge jusqu'au fleuve Zaïre, au sud de cette route jusqu'à une ligne tracée parallèlement et distante d'elle de cinq kilomètres, sont soumises aux mesures de sauvegarde spéciale qui suivent.

Art. 2. — À l'intérieur du périmètre ci-dessus déterminé, toutes opérations de lotissement, de concession, de distribution, d'affectation de parcelles, de modification du relief du sol ou de déboisement sont interdites, sauf autorisation délivrée par les commissaires d'État aux Affaires foncières et aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire.

Art. 3. — À l'intérieur du même périmètre, il est interdit à toute autorité territoriale ou coutumière de laisser s'installer, construire, planter, toute personne qui n'a pas qualité de résident coutumier.

Art. 4. — Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies conformément aux dispositions des articles 204 à 207 de la loi 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés et de l'article 24 du décret du 20 juin 1957 sur l'urbanisme.

Art. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

18 février 1994. – ARRÊTÉ 047/CAB/MIN/ECNT/94 modifiant et complétant l'arrêté 042/CM/ECN/92 du 6 avril 1992 portant organisation de l'exploitation et de l'exportation des poissons d'aquarium. (*Ministère de l'Environnement et Conservation de la nature*)

Art. 1er. — L'autorisation d'exploitation des poissons d'aquarium est octroyée pour un quota de 75.000 spécimens, moyennant paiement d'une taxe annuelle de 45.000 NZ en raison de 0,6 NZ par spécimen.

Art. 2. — L'autorisation d'exploitation des poissons d'aquarium a une validité d'une année à partir de la date de son émission.

Art. 3. — Le permis d'exportation des poissons d'aquarium est établi en faveur d'une personne physique ou morale détentrice d'une autorisation d'exploitation des poissons d'aquarium et ce, moyennant paiement d'une taxe de 1,50 NZ par spécimen à exporter sur le quota annuel.

Art. 4. — L'exportation excédentaire à ce quota ne pourra pas dépasser 75.000 spécimens. Elle sera permise moyennant paiement d'une taxe de 5,50 NZ par spécimen.

Art. 5. — Chaque lot de poissons d'aquarium à exporter sur le quota annuel devra être couvert par un permis d'exportation distinct non renouvelable dont la validité ne peut excéder 6 mois.

Art. 6. — Chaque lot à exporter devant porter un certificat de vérification établi gratuitement par le ministère ayant la pêche dans ses attributions, une vérification dudit lot sera effectuée avant l'exportation par un délégué de l'administration de la pêche dûment mandaté à cet effet.

Art. 7. — En cas de nécessité, le ministre peut suspendre ou interdire par arrêté l'exploitation ou l'exportation des poissons d'aquarium soit pour certains ou tous les exploitants, soit pour une ou quelques espèces, soit pour certaines ou toutes les zones de pêche.

Art. 8. — Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera sanctionnée, sans préjudice de la saisie du poisson et du matériel d'emballage conformément au chapitre III de l'ordonnance 79-244 du 16 octobre 1979.

Art. 9. — La présente taxation est fixée sur base du taux de change de 1 $ US pour 35 NZ.

Art. 10. — Les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 11. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en application à partir du 1er janvier 1994.

16 mars 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/AFF. ENV.DT/124/SS/2001 fixant les périodes de prélèvement des perroquets gris en République démocratique du Congo. (Ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme)

CHAPITRE I^er^
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Le perroquet gris *Psittacus erithacus* est un oiseau totalement protégé par la loi 82-002 du 28 mai 1982 portant réglementation de la chasse.

Le présent arrêté réglemente le prélèvement et le cycle de reproduction de ce perroquet, en vue d'assurer la pérennité de l'espèce.

Art. 2. — Le perroquet gris *Psittacus erithacus* est classé à l'annexe I de la loi 82-002 du 28 mai 1982 et à l'annexe II de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction «CITES».

– Voy. les Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 2, *Droit économique*, p. 462.

CHAPITRE II
DES SITES ET PÉRIODES DE CAPTURE

Art. 3. — Le perroquet gris *Psittacus erithacus* existe dans la forêt dense des provinces ci-après:

1) province du Bandundu;

2) province du Bas-Congo;

3) province de l'Équateur;

4) province du Kasaï occidental;

5) province du Kasaï oriental;

6) province du Maniema;

7) province Orientale.

Art. 4. — Les périodes de capture de cette espèce diffèrent d'une province à l'autre et sont fixées de la manière suivante:

a) pour les provinces Orientale, du Bandundu, de l'Équateur, du Kasaï occidental et du Kasaï oriental, la période de capture court du mois de septembre à avril;

b) pour la province du Maniema, la période de capture court du mois de février à juillet;

c) pour la province du Bas-Congo, la période de capture court du mois de janvier à juillet.

CHAPITRE III
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 5. — Le ministre en charge de la faune et de la flore ou son délégué pourra introduire des modifications après études approfondies du statut biologique de l'espèce reprise à l'article 1^er^ du présent arrêté.

Art. 6. — Le secrétaire général à l'Environnement et Conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Parcs nationaux et réserves naturelles

Ord. 75-097 du 1er mars 1975 — Parc national de Kundelungu 209
Ord. 75-238 du 22 juillet 1975 — Parc national du Kahuzi-Biega 210
Ord. 75-241 du 22 juillet 1975 — Parc national de l'Upemba 211
Arr. dép. 054/DECNT/BCE/77 du 22 juin 1977 — Parc de la révolution de Kinshasa 214
A.M. 044/CM/ECN/92 du 2 mai 1992 — Réserve naturelle des Mangroves 214
A.M. 045/CM/ECN/92 du 2 mai 1992 — Réserve de faune à Okapis 215

1er mars 1975. – ORDONNANCE 75-097 relative à la délimitation du parc national des Kundelungu et au régime applicable dans son périmètre. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 660)

Art. 1er. — Le parc national des Kundelungu comprend une réserve naturelle intégrale et une zone annexe.

Section Ire

Réserve naturelle intégrale

Art. 2. — Les limites de la réserve naturelle intégrale sont fixées ainsi qu'il suit:

• à l'est

– du signal géodésique de Masanza, une droite méridienne vers le sud, jusqu'à son intersection avec l'ancienne route de Katofio;

– de ce point, l'ancienne route de Katofio, vers le sud-est, jusqu'à un point situé à 2 km au nord de l'intersection de cette route avec la route Lubumbashi-Kasenga;

• au sud

– de ce point, vers le sud, une ligne longeant la route Lubumbashi-Kasenga, à 2 km au nord de celle-ci, jusqu'à un point situé à 2 km au nord de la localité de Minga;

• à l'ouest

– de ce point, vers le nord-ouest, une ligne longeant la route Minga-Gombela, à 2 km à l'est de celle-ci, jusqu'au début des falaises;

– de ce point, une ligne médiane entre la crête de la falaise et la route reliant Gombela à la rivière Lofoï, projetée sur un plan horizontal;

• au nord, en allant vers l'est

– de ce point, une ligne médiane entre la crête de la falaise et la rivière Lofoï, jusqu'à son intersection avec la droite reliant les signaux géodésiques Kalupiri et Lofoï;

– de ce point, une droite passant par le signal géodésique Nungwa et se terminant à son point d'intersection avec la rivière Nungwa;

– de ce point, le thalweg de la rivière Nungwa, vers l'amont, jusqu'à son intersection avec la limite occidentale de la concession ex-Elsakun,

– de ce point, la limite occidentale de ladite concession jusqu'à la rivière Lofoï, vers l'amont, et son affluent de droite jusqu'au point de coordonnées 10°30' de latitude sud et 27°55' de longitude est;

– de ce point, une droite joignant le point géodésique Masanza Nord.

Les rivières ou sections de rivière formant limite de la réserve naturelle intégrale sont comprises dans celle-ci.

Art. 3. — La navigation sur les rivières ou sections de rivière formant limite de la réserve naturelle intégrale est libre aux embarcations coutumières.

Section II

Zone annexe

Art. 4. — Les limites de la zone annexe sont fixées ainsi qu'il suit:

• au nord

– d'un point situé à 1 km de la localité de Mukana, la route Mukana-Sampwe jusqu'à un point situé à 1 km à l'ouest de la localité de Sampwe;

– de ce point, une droite joignant un point situé à 1 km au sud de la dernière maison de la localité de Sampwe et à 1 km à l'ouest de la route Sampwe-Minga;

• à l'est

– de ce point, une ligne longeant la route Sampwe-Minga, à 1 km à l'ouest de celle-ci, jusqu'à son intersection avec la rivière Kaki (Gambela);

• au sud

– de ce point, le thalweg de la rivière Kaku, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Kafira;

– de ce confluent, le thalweg de la rivière Kafira, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la rivière Lubwisiwa;

– de ce confluent, le thalweg de la rivière Lubwisiwa, vers l'amont, jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source de la rivière Masonzo;

– de cette source, la rivière Masonzo, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Luileshi;

– de ce confluent, la rivière Luileshi, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Lufira;

• à l'ouest

– de ce confluent, une droite joignant un point situé à 1 km à l'est du point d'intersection de la route Likasi-Mitwaba avec la rivière Dikuluwe; de ce point vers le nord, une ligne longeant la route Likasi-Mitwaba, à 1 km à l'est de celle-ci, jusqu'à un point situé à 1 km au sud de la dernière maison de la localité de Mukana, sur la route Mukana-Sampwe.

Les rivières ou sections de rivière formant limite de la zone annexe sont comprises dans celle-ci.

Art. 5. — La zone annexe est soumise au même régime que les réserves naturelles intégrales, sauf que:

1° la circulation et la pêche coutumière sont autorisées, aux conditions qui seront fixées par l'Institut national pour la conservation de la nature, au profit des personnes autorisées par ledit institut à habiter dans la zone annexe;

2° la navigation sur les rivières ou sections de rivière formant limite de la zone annexe est autorisée aux conditions qui seront fixées par l'Institut national pour la conservation de la nature.

Section III

Dispositions finales

Art. 6. — L'ordonnance 70–317 du 30 novembre 1970 portant création du parc national des Kundelungu est abrogée.

Art. 7. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

22 juillet 1975. – ORDONNANCE 75-238 portant modification des limites du parc national du Kahuzi-Biega. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975, p. 1117)

Art. 1er. — Les limites du parc national du Kahuzi-Biega sont fixées ainsi qu'il suit:

• au nord

– du confluent du ruisseau Bubeye avec la rivière Nyawarenge (borne 195), la rive gauche du ruisseau Bubeye, vers l'amont, jusqu'à sa source (borne 202);

– de cette source, une droite de 500 mètres de longueur joignant la piste zaïroise Kashoko-Tshingoma (borne 203);

– de ce point, ladite piste, vers Tshigoma, jusqu'à son point d'intersection avec la rivière Kabwali (borne 213);

– de ce point, la rive gauche de la rivière Kabwali, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec le ruisseau Lunieka (borne 222);

– de ce confluent, une ligne brisée suivant approximativement la rive gauche du ruisseau Lunieka, vers l'amont, jusqu'à 500 mètres au-delà de son intersection avec la piste zaïroise Lushasha-Bataillon (borne 226);

– de ce point, une droite, vers Bataillon, jusqu'à 500 mètres au-dessus du village Museguyi (borne 235);

– de ce point, une droite joignant le kilomètre 53 de la route Bukavu-Kisangani, à l'endroit où la rivière Tshangulube, affluent de la rivière Tshiganda, croise cette route (borne 18);

• à l'ouest

– de ce point, la rive gauche de la rivière Tshangulube, vers l'amont, jusqu'à sa source (borne 21);

– de cette source, une droite de 120 mètres joignant l'ancienne route Kavumu-Mutiko, à 100 mètres du kilomètre 33 (borne 22);

– de ce point, la limite nord-est de ladite route, vers Kavumu, jusqu'au kilomètre 26,5 (borne 33);

– de ce point, une droite coupant le marais Tshinya et joignant le bord sud de celui-ci, aux environs de la limite méridionale de la concession ex-scouridine (borne 34);

– de ce point, une ligne brisée suivant la limite méridionale de la concession susdite et joignant la source orientale du ruisseau Kakundu (borne 41), affluent de droite de la rivière Luha;

– de cette source, la rive droite du ruisseau Kakundu, vers l'aval, jusqu'à environ 1,5 km de son embouchure dans la rivière Luha, 300 mètres en aval de son confluent avec le ruisseau Kashasha (borne 51);

– de ce point, la rive gauche de la Luha, vers l'amont, jusqu'à ce confluent (borne 52);

– de ce confluent, la rive gauche du ruisseau Kashasha, vers l'amont, jusqu'à sa source (borne 58);

– de cette source, une ligne brisée jusqu'à la borne 69, située immédiatement au sud du ruisseau Bashoiwa;

– de cette borne, une ligne brisée joignant la route Biega-Bambe (borne 71);

– de ce point, le bord oriental de la route, vers le mont Biega, sur une distance de 2,2 km (borne 72);

– de ce point, une ligne joignant le ruisseau Chiguma à environ 500 mètres de son embouchure dans le marais Lugulu (borne 80);

– de ce point, une droite joignant le sommet de la colline Kabuya;

– de ce sommet, une droite joignant la source de la rivière Nyakagera;

– de cette source, la rive gauche de la rivière Nyakagera jusqu'à hauteur de la colline Besi;

– de ce point, une ligne brisée passant au sommet des collines Besi, Mitumba et Kamami;

– du sommet de la colline Kamami, une droite joignant le point d'intersection des rivières Luka et Kiri;

– de ce point, la rive droite de la rivière Luka jusqu'à 500 mètres au sud des villages de Idambo, Iseka et Utu et joignant le sommet de la colline Matebo;

– de ce sommet, une droite allant jusqu'à 500 mètres à l'est du village Nyamilenge;

– de ce point, une droite joignant la source de la rivière Ezeze;

– de cette source, la rive droite de la rivière Ezeze jusqu'à son intersection avec la rivière Tshamaka, de ce point, une droite passant au sommet du mont Kikimba, coupant les rivières Duma et Kanzuzu et rejoignant la rivière Ezelza jusqu'à sa source;

– de cette source, une ligne brisée passant au sommet de la colline Bituzi, à 500 mètres à l'est du village de Topetope et à 500 mètres à l'est du village de Nzovu, jusqu'à la rivière Lubimbe;

– de cet endroit, la rive gauche de la rivière Lubimbe jusqu'à sa source (Kanioso);

– de cette source, une droite joignant le sommet de la crête Mishibili;

– de ce point, une ligne brisée suivant cette crête et descendant ensuite jusqu'au pont de la rivière Lushanja, sur la route Walungu-Ninja (limite des deux collectivités);

– de ce point, la rive gauche de la rivière Lushanja jusqu'à la pointe sud du marais Lushanja (borne 102);

• au sud et au sud-est

– de la borne 102, une ligne brisée joignant la borne 129, située à 200 mètres à l'est, où la route Kabare-Niega franchit le marais Chirere;

• à l'est

– de la borne 129, une ligne brisée joignant la route Biega-Kadjedje et longeant cette même route sur une distance de 330 mètres (borne 130);

– de ce point, une ligne brisée joignant les sommets de la colline Muchaga en passant par les sommets des collines Iwembiri (borne 135);

– des sommets de la colline Muchanga une ligne brisée joignant la limite occidentale de la plantation ex-UCB Kalonge, en passant par les sommets des collines Nakondo, Karugiri et Lichinga, jusqu'à la borne 147;

– de cette borne, une ligne suivant les limites de la plantation ex-UCB et de l'Inera jusqu'à la borne 152;

– de cette borne, une ligne jusqu'à la borne 155 en passant par les bornes 153 et 154;

– de la borne 155, une ligne brisée joignant le pied occidental de la colline Kayao (limite UCB M'Bayo), en passant par le sommet de la colline Isambayo;

– de ce point (borne 160), une ligne joignant l'ancienne route Kavumu-Mutiko en suivant la limite occidentale de l'ancienne concession de l'UCB M'Bayo (borne 164);

– de ce point, une droite joignant le sommet de la colline Nyaminisi (borne 165);

– de ce sommet, une ligne brisée joignant le bord méridional du marais Lusherebe (borne 168);

– de ce point, une ligne suivant le bord méridional dudit marais, vers l'est, jusqu'à la borne 169;

– de cette borne, une ligne joignant les sommets des collines Kalambagiro et Nyangiria (borne 173);

– de ces sommets, une ligne joignant la rivière Luiro, à 250 mètres en aval de la chute de cette dernière (borne 176);

– de cette rivière, une ligne joignant le sommet de la colline Guigi (borne 179);

– de ce sommet, une ligne brisée joignant la piste zaïroise Lushasha-Musiguyi (borne 186);

– de cette piste une ligne brisée joignant le sommet de la colline Gavuma (borne 194);

– de ce sommet, une ligne joignant le confluent des ruisseau Nyawarongo, en suivant, vers l'aval, la rive droite de la Nyawarongo (borne 195).

Art. 2. — L'ordonnance 70-316 du 30 novembre 1970 est abrogée.

Art. 3. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

22 juillet 1975. – ORDONNANCE 75-241 relative à la délimitation du parc national de l'Upemba et au régime applicable dans son périmètre. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975 , p. 1119)

Art. 1er. — Le parc national de l'Upemba comprend une réserve naturelle intégrale et une zone annexe.

Section 1re

Réserve naturelle intégrale

Art. 2. — Les limites de la réserve naturelle intégrale sont fixées ainsi qu'il suit:

• au nord

– du point situé à l'intersection de la rivière Lufira avec le chenal Mukoko, la rivière Lufira, vers l'amont jusqu'à son confluent avec la rivière Mukoney, affluent de droite de la Lufira;

– de ce point, la rive droite de la rivière Mukoney, vers l'amont, jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant le point de triangulation de la colline Pumba (1.376 m);

– de ce point, une droite joignant la source de la rivière Kaminga, affluent de droite de la rivière Mufifie;

– de ce point, une droite joignant la source de la rivière Dibu, affluent de gauche de la rivière Bwamba (ou Kalangwa);

– de ce point, la rivière Dibu, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Bwamba (ou Kalangwa); de ce confluent, une droite joignant la tête de source de la rivière Mufifie;

– de ce point, une droite joignant la source de la rivière Katomidima, affluent de gauche de la rivière Lubumbu;

– de ce point, la rivière Katomidima jusqu'à son confluent avec la rivière Lubumbu;

– de ce confluent, avec la rivière Kabowe;

– de ce confluent, la rive droite de la Kabowe jusqu'à la source;

– de cette source, une droite joignant le point géodésique G. 1691.8;

• à l'est

– de ce point, une droite joignant la tête de source de la rivière Kanseke;

– de ce point, la rivière Kanseke, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Manda;

– de ce confluent, la rivière Manda, vers l'amont, jusqu'à sont son confluent avec la rivière Kabale, affluent de gauche;

– de ce confluent, une ligne droite joignant la source de la rivière Lupuma;

– de cette source une droite joignant la source de la rivière Kasakatshi;

– de ce point, la rivière Kasakatshi jusqu'à son confluent avec la rivière Kanu;

– de ce confluent, la rivière Kanu jusqu'à son confluent avec la rivière Bungushi;

– de ce confluent, la rivière Bungushi, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la rivière Katukuya, affluent de droite;

– de ce confluent, la rivière Katukuya, vers l'amont, jusqu'à sa source, de cette source, une droite joignant le confluent des rivières Lutshipa et Kasanga;

– de ce confluent, la rivière Kasanga, vers l'amont, jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source de la rivière Kipanda, puis la source de la rivière Ditaba;

– de cette dernière source, la rivière Ditaba jusqu'à son confluent avec la rivière Kalumengongo;

– de ce confluent, la rivière Kalumengongo, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la Muzi;

– de ce confluent, la rivière Muzi, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la rivière Tensya;

– de ce confluent, la rivière Tensya vers l'amont, jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source de la rivière Kimanda,

– de cette source, la rivière Kimanda, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Fubwe;

– de ce confluent, la rivière Fubwe, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la rivière Kibola;

– de ce confluent, la rivière Kibola, vers l'amont, jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source de la rivière Dikena;

– de cette source, la rivière Dikena, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Lufwa;

– de ce confluent, une droite joignant le signal géodésique Bange (1.633.3); de ce signal, le fond du ravin jusqu'à la rivière Lwozi;

– de ce point, la rivière Lwozi jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant le point le plus proche de la rivière Muswenswe;

– de ce point, la rivière Muswenswe, vers l'amont, jusqu'à sa source; de cette source, une droite joignant le point le plus proche de la rivière Dipidi;

– de ce point, la rivière Dipidi, vers l'amont, jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source de la rivière Kapelo;

– de ce point, la rivière Kapelo, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Kafwi;

– de ce confluent, une ligne joignant successivement les sources des rivière Mufufwe, Kampungu, Lukina, petite Kafwi, jusqu'au confluent des rivières Zenze et Kizi;

– de ce confluent, la rive gauche de la rivière Zenze jusqu'à son confluent avec la rivière Mweleshi; de ce confluent, la rivière Mweleshi, vers l'amont jusqu'à sa source; de cette source, une droite joignant la source de la rivière Lumbwe;

– de cette source, la rivière Lumbwe jusqu'à son confluent avec la rivière Lufira;

– de ce confluent, la rive droite de la Lufira, vers l'amont, jusqu'à son confluent, avec la rivière Buma;

– de ce confluent, la rive droite de la rivière Vuma jusqu'à son confluent avec la rivière Lusele;

– de ce confluent la rive droite de la Lusele jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source de la rivière Lubumbwe;

– de cette source, une droite joignant le confluent des rivières Kinkole et Dimbo;

– de ce confluent, une droite joignant la source de la rivière Kalungu;

– de cette source, la rivière Kalungu, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Mufunda;

– de ce confluent, la rivière Mufunda, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la rivière Kampumba;

– de ce confluent une droite joignant le confluent des rivières Kabumbwe et Lwenge;

– de ce confluent, la rivière Lwenge jusqu'à sa source;

• au sud

– de cette source, une droite joignant la source de la rivière Lungeya;

– de cette source, la rivière Lungeya, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Kalule Nord;

– de ce confluent, la rivière Kalule Nord, vers l'aval, jusqu'à son confluent, la rivière Kalule Nord, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec le ruisseau Kiamulunga, affluent de gauche de la Kalule Nord;

– de ce confluent, le ruisseau Kiamulunga jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant le point le plus rapproché de la route Lubudi-Bukama;

– de ce point, le côté nord de cette route jusqu'à un point se trouvant à 50 m à l'est du passage à niveau du chemin de fer Lubumbashi-Bukama;

– de ce point, une ligne parallèle et à 50 m de ce rail jusqu'à la limite de l'ex-concession Freson;

• à l'ouest

– La limite de l'ex-concession Freson jusqu'à la rivière Muninga;

– de ce point, le thalweg de la Muninga jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source du ruisseau Mukeya, affluent de gauche de la Kalumbey;

– de cette source, le thalweg du ruisseau Mukeya jusqu'à son confluent avec la thalweg de la rivière Kalumbey;

– de ce confluent, le thalweg de la rivière Kalumbey jusqu'à son confluent avec le thalweg du ruisseau Kapondwe, affluent de droite de la Kalumbey;

– de ce confluent, le thalweg du ruisseau Kamondwe jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source du ruisseau Kimabwe, affluent de gauche de la rivière Mwale,

– de cette source, le thalweg du ruisseau Kimabwe jusqu'à son confluent avec le thalweg de la rivière Mwale;

– de ce confluent, le thalweg de la rivière Mwale jusqu'à son confluent avec le thalweg du ruisseau Kamalenge, affluent de droite de la Mwale;

– de ce confluent, le thalweg du ruisseau Kamalenge jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la source du ruisseau Kasabi, affluent de gauche de la rivière Sofwe;

– de cette source, le thalweg du ruisseau Kamalenge jusqu'à sa source;

– de cette source, une droite joignant la sourte du ruisseau Kasabi, affluent de gauche de la rivière Sofwe;

– de cette source, le thalweg du ruisseau Kasabi jusqu'à son confluent avec le thalweg de la rivière Sofwe;

– de ce confluent, une droite joignant la source du ruisseau Kisimba, affluent de gauche de la rivière Fungwe;

– de cette source, le thalweg du ruisseau Kisimba jusqu'à son confluent avec le thalweg du ruisseau Kisimba jusqu'à son confluent avec le thalweg de la rivière Fungwe;

– de ce confluent une droite joignant la source du ruisseau Kamukisi, affluent de gauche de la rivière Tembwe;

– de cette source, le thalweg du ruisseau Kumukisi jusqu'à son confluent avec le thalweg de la rivière Tembwe;

– de ce confluent, le thalweg de la rivière Tembwe jusqu'à son confluent avec le thalweg de son affluent de droite, le ruisseau Musalai jusqu'à son confluent avec le thalweg du ruisseau Dienge;

– de son confluent le thalweg du ruisseau Dienge jusqu'à sa source;

– de cette source, la ligne de faîte séparant les bassins des rivières Mwanza et Fungwe jusqu'à son point le plus rapproché de la source de la rivière Kambundi;

– de ce point, une droite jusqu'à la source de la rivière Kambundi;

– de cette source, une droite joignant la source du ruisseau Kanonga, affluent de droite de la rivière fungwe;

– de cette source, le thalweg du ruisseau Kanonga jusqu'à son intersection avec la route Lwena-Kisambi;

– de ce point, la route Lwema- Kisambi, vers le nord-est, jusqu'à son intersection avec la route qui mène au poste de Pinga;

– de ce point, une droite joignant le confluent des rivières Mwanza et Pinga;

– de ce confluent, la rivière Pinga jusqu'à sa source, de cette source, une ligne brisée joignant les points de triangulation Dibwemukena (1050.4) et Kivumina (942.7), en suivant la ligne de crête;

– du point de triangulation Kivumina, une droite joignant le confluent des rivières Lovoi et Kalwi;

– de ce confluent, la rivière Kalwi jusqu'à sa source; de cette source, une droite joignant la source de la rivière Sanga;

– de cette source, la rivière Sanga jusqu'à son embouchure dans le lac Upemba;

– de cette embouchure, le bord sud-est du lac Upemba, vers le nord-est, jusqu'à un point situé à deux kilomètres au sud-ouest du centre de la localité de Mabwe;

– de ce point une perpenriculaire à la rivière du lac Upemba jusqu'à un point situé à cinq kilomètres du lac Upemba,

– de ce point, vers le nord-est, une ligne brisée parallèle à la rive est du lac Upemba jusqu'à un point situé à cinq kilomètres au sud-est du lac Kapando; de ce point, une droite suivant un cap de 280 jusqu'à sa rencontre avec la rive du lac Upemba, de ce point, la rive du lac Upemba, vers le nord, jusqu'à son intersection avec le chenal Mukoko; de ce point, le chenal jusqu'à son intersection avec la rivière Lufira.

Les rivières ou sections de rivières formant limite de la réserve naturelle intégrale sont comprise dans celle-ci.

Art. 3. — Les rivières ou sections de rivières formant limite de la réserve naturelle intégrale est libre aux embarcations coutumières.

Section II

Zone annexe

Art. 4. — Les limites de la zone annexe sont fixées ainsi qu'il suit:

• au nord-est

– Du point situé à l'intersection de la rivière Lufira avec le chenal Mukoko, la rivière Lufira, vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la Lualaba;

• au nord et nord-ouest

– De ce confluent, le Lualaba, vers l'amont, jusqu'à la localité de Numbi;

• à l'ouest

– De la localité de Numbi une parallèle géographique vers l'est joignant un point situé à 2 km à l'est de Lualaba;

– de ce point, une ligne parallèle au Lualaba, à 2 km de celui-ci, jusqu'à l'extrême nord du lac Kabwe (9° 03);

– de ce point, une parallèle vers l'ouest jusqu'à son intersection avec le Lualaba;

– de ce point, le Lualaba, vers l'amont, jusqu'au point géodésique de Kabulunga;

• au sud

– De ce point géodésique, une droite joignant, vers le nord-est, le point le plus septentrional de la localité de Kasele; de ce point, une droite vers l'est jusqu'au point d'intersection de la rivière Kabangu avec la limite de la réserve naturelle intégrale située sur la route Pinga-Kanonga;

• à l'est

– De ce point, vers le nord-est, la limite de la réserve naturelle intégrale jusqu'à son point d'intersection avec la route qui mène au poste de Pinga;

– de ce point, une droite vers le nord-ouest joignant le point le plus occidental de la localité de Mukombo, laissant celle-ci en dehors de la zone annexe; de ce point, le parallèle géographique vers l'est joignant un point situé à 2 km de la route Kisamba-Miasa;

– de ce point, une ligne parallèle à ladite route, vers le nord-est, à 2 km à l'ouest de celle-ci, jusqu'à un point situé à 7 km au sud-ouest de la localité de Kintobongo;

– de ce point, une ligne brisée joignant les points situés à 2 km à l'ouest des localités de Kimakondolo, Kimba et Missa, ligne brisée prolongée jusqu'au point le plus méridional du lac Upemba;

– de ce point, la rive du lac Upemba jusqu'au confluent de la rivière sanga;

– de ce confluent, la limite de la réserve naturelle intégrale vers le nord-est, jusqu'au point d'intersection du chenal Mukoko avec la rivière Lufira.

Les rivières ou sections de rivière formant limite de la zone annexe sont comprises dans celle-ci, sauf celles qui forment en même temps limite de la réserve naturelle intégrale.

Art. 5. — La zone annexe est soumise au même régime que les réserves naturelles intégrales, sauf que:

1) la circulation et la pêche coutumière sont autorisées, aux conditions qui seront fixées par l'Institut national pour la conservation de la nature, au profit des personnes autorisées par ledit institut à habiter dans la zone annexe;

2) la navigation sur les rivières ou sections de rivière formant limite de la zone est autorisée aux conditions qui seront fixées par l'Institut national pour la conservation de la nature.

Section III

Dispositions finales

Art. 6. — L'article 2 du décret du 15 mai 1939 portant création du parc national de l'Upemba, ainsi que l'annexe de ce décret, sont supprimés.

Art. 7. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

22 juin 1977. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 054/DECNT/BCE/77 portant protection du parc de la révolution de Kinshasa. (*J.O.Z*, n°2, 15 janvier 1979, p. 29)

Art. 1er. — Le parc de la révolution situé dans la ville de Kinshasa est déclaré site protégé.

Art. 2. — Les limites de ce parc sont fixées comme suit:

• au sud et à l'ouest

de l'avenue Ruakadingi jusqu'à son croisement avec l'avenue Président Kasa Vubu;

• à l'ouest et au nord

de l'avenue Président Kasa Vubu jusqu'à son croisement avec l'avenue du Commerce;

• au nord et à l'est

du croisement de l'avenue Kasa Vubu avec l'avenue du Commerce jusqu'au croisement de cette avenue avec l'avenue du Marais;

• à l'est et au sud

du croisement de l'avenue du Commerce / avenue du Marais jusqu'au croisement de l'avenue du Marais et de l'avenue Ruakadingi;

de l'avenue Ruakadingi jusqu'à son croisement avec l'avenue Président Kasa Vubu.

Art. 3. — À l'intérieur de l'aire ainsi délimitée, il est interdit:

a) de détruire la faune et la flore qui s'y trouvent par quelque moyen que ce soit;

b) de circuler, sauf en vertu d'une autorisation délivrée par les services de l'administration chargée de la gestion de ce parc par le département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme;

c) de couper, de faire couper, ramasser, faire ramasser ou acquérir du bois y provenant ou d'endommager la forêt, le sol ou la végétation par tout autre moyen.

Art. 4. — L'Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre est chargé de la gestion et de la surveillance de ce parc.

Art. 5. — Le contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera tenu de remettre ce lieu en état à la satisfaction du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme.

Art. 6. — Le directeur général du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

2 mai 1992. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 044/CM/ECN/92 portant création et délimitation d'une réserve dénommée «Réserve naturelle des Mangroves» ou «Parc marin». (*Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la nature*)

Art. 1er. — Il est créé, dans la zone de Moanda, région du Bas-Zaïre, une réserve naturelle dénommée «Réserve naturelle des Mangroves» ou «Parc marin» dont la gestion est confiée à l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature (IZCN).

Cette réserve est constituée de deux zones dont les statuts sont différents: une zone A de protection intégrale et une zone B de protection partielle.

Art. 2. — La zone A est constituée par un ensemble d'îles et de chenaux et délimités comme suit:

• au nord: depuis la crique de Banana, les rives nord des îles de Rosa, Kingalasa, Sabrale et autres îlots jusqu'à l'embouchure de la rivière Tshikayoto;

• à l'est: depuis l'embouchure de la rivière Tshikayoto, les rives est des îles et îlots jusqu'à l'île de Mompanga;

• au sud: les rives sud des îles et îlots depuis l'île de Mompanga à l'est jusqu'à l'île de Bulambemba à l'ouest;

• à l'ouest: les rives ouest des îles Bulambemba et de Rosa et une ligne imaginaire qui relie ces deux îles. Les eaux entourant ces îles et îlots font partie, sur une bande externe à ces îles et îlots, de la zone de protection intégrale et ce, sur une largeur de deux cents mètres extérieurs aux rives.

Art. 3. — La zone B est formée de deux parties: une zone savane dénudée humide avec des étangs située à l'est de la zone A et une bande côtière le long de l'océan.

La zone de savane est délimitée par:

• au nord: la rive droite de la rivière Tshikayoto depuis son embouchure jusqu'à sa source; de ce point, une ligne la reliant au village de Kanzi-Lusila; de ce village, la partie située au sud de la route nationale entre Boma et Moanda jusqu'à son intersection avec la rivière Lukunga;

• à l'est: la rive droite de la rivière de Lukunga depuis son intersection avec la route nationale Boma-Moanda jusqu'à son embouchure;

• au sud: depuis l'embouchure de la rivière Lukanga jusqu'au village Nteva (Malela) en suivant les rives sud de la savane humide.

La bande côtière le long de l'océan s'étend depuis l'enclave de Cabinda jusqu'à la pointe de Banana. Elle a une largeur de deux kilomètres dans les eaux marines et comprend également les bancs de sable côtiers.

Art. 4. — Conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de conservation de la nature et de gestion des réserves naturelles, l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature veillera:

1. dans la zone A: à interdire la chasse et la pêche, les activités industrielles, commerciales, agricoles, pastorales ou forestières, l'exécution des travaux publics ou privés, l'extraction des matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen utilisé, et toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et plus généralement d'altérer le caractère de la réserve.

L'Institut pourra lever certaines des interdictions énumérées ci-dessus au profit des personnes qu'il désigne et sous les conditions qu'il détermine, notamment en ce qui concerne le développement d'activités touristiques et éducatives dans la mesure où celles-ci restent compatibles aux objectifs de conservation;

2. dans la zone B: à assurer une gestion et un aménagement qui, tout en permettant une utilisation rationnelle et durable des ressources (pêche traditionnelle, activités nautiques, etc.), ne provoquent pas pour autant des perturbations du milieu naturel.

Art. 5. — L'Institut zaïrois pour la conservation de la nature est tenu de contribuer au développement socio-économique des populations riveraines de la réserve, notamment par l'entretien des routes, la construction des écoles et d'autres infrastructures de développement.

Art. 6. — Le secrétaire général à l'Environnement et la Conservation de la nature, le gouverneur de région du Bas-Zaïre et le président-délégué général de l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

2 mai 1992. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 045/CM/ECN/92 portant création et délimitation d'une réserve naturelle dénommée «réserve de faune à Okapis». (*Ministère de l'Environnement et Conservation de la nature*)

Art. 1er. — Il est créé dans les zones de Mambasa, Wamba et Watsa, région du Haut-Zaïre, une réserve naturelle dénommée: «réserve de faune à okapis», qui s'étend sur une superficie de 1.372.625 (un million trois cent soixante-douze mille six cent vingt-cinq hectares), dont la gestion est confiée à l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature.

Art. 2. — La réserve de faune à okapis ainsi créée est délimitée, d'après les indications fournies par la carte routière et administrative de la région du Haut-Zaïre (échelle 1/1.000.000) (1971), comme suit:

à l'est: la route qui relie Andudu à Mambasa, depuis le pont sur la rivière Nepoko jusqu'au pont de cette route franchissant la rivière Epulu; à partir de ce point et vers l'ouest, la rive gauche de la rivière Epulu jusqu'à son point d'intersection avec la rivière Zonguluka; la rive droite reliant cette source à celle de la rivière Sili-Seti. La rive gauche de la Sili-Seti jusqu'à son confluent avec la rivière Belue; de ce point, la rive gauche de la rivière Belue jusqu'à son confluent avec la rivière Ituri;

au sud: la rive gauche de la rivière Ituri à partir de son confluent avec la Belue jusqu'à son second point d'intersection avec la latitude 1° N; de ce point, une ligne droite suivant la latitude 1° N jusqu'à son intersection avec la rivière Indibiri; la rive droit de l'Indibiri jusqu'à sa source; de ce point, une ligne droite reliant la source de l'Indibiri à l'Endulu; la rive gauche de l'Endulu jusqu'à son confluent avec la rivière Lenda (1° N, 28° 08' E);

à l'ouest: la rive gauche de la rivière Lenda depuis sont confluent avec l'Endulu jusqu'à son confluent avec la rivière Ituri; de ce point, une ligne droite parallèle à la longitude 28°E jusqu'à l'intersection de cette ligne avec la rivière Agamba; la rive droite de la rivière Agamba jusqu'à sa source (limite reconnue entre les zones de Mambasa et Wamba); une ligne droite reliant la source de l'Agamba à celle de la Takona; la rive gauche de la Takona jusqu'à son confluent avec la rivière Nepoko;

au nord: la rive droite de la Nepoko depuis son confluent avec la Namba jusqu'au pont situé au sud d'Andudu sur la route Andudu-Mambasa, franchissant la Nepoko.

Art. 3. — Sans préjudice de la législation en vigueur, il est interdit à l'intérieur de la réserve de faune:

1° d'introduire n'importe quelle espèce d'animal ou de plante, des armes à feu, piège ou tout engin de chasse, d'y détenir ou transporter des animaux sauvages vivants ou morts, leur peau ou trophée, leur viande ou tout autre sous-produit de la faune;

2° de poursuivre, de chasser, de capturer, de détruire, d'effrayer ou de troubler, de quelque manière que ce soit, toute espèce d'animal sauvage, mêmes les animaux réputés nuisibles, sauf en cas de légitime défense;

3° de se livrer à l'exploitation des matières précieuses ou d'effectuer toute activité susceptible d'altérer l'habitat des animaux.

Art. 4. — Conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, notamment l'ordonnance 69-041 du 22 août 1969 relative à la conservation de la nature et la loi 82-002 du 28 mai 1982 portant réglementation de la chasse, l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature est autorisé à réglementer le mode d'exploitation de la réserve et/ou à lever certaines interdictions portées à l'article précédent au profit de personnes désignées et sous les conditions qu'il détermine.

Art. 5. — Le président-délégué général de l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

EXPROPRIATION

22 février 1977. – LOI 77-001 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1977, p. 197)

Art. 1er. — Sont susceptibles d'expropriation pour cause d'utilité publique:

a) la propriété immobilière;

b) les droits réels immobiliers à l'exclusion du permis d'exploitation minière et de la concession minière qui sont régis par une législation spéciale;

c) les droits de créance ayant pour objet l'acquisition ou la jouissance d'immeubles;

d) les droits de jouissance des communautés locales sur les terres domaniales.

Les droits autres que la propriété immobilière sont expropriés conjointement avec les immeubles qu'ils affectent. Au cas où ils affectent des immeubles domaniaux, ils forment l'objet direct de la procédure.

Art. 2. — L'utilité publique est de nature à s'étendre aux nécessités les plus diverses de la collectivité sociale, notamment dans les domaines de l'économie, de la sécurité, de la défense militaire, des services publics, de l'hygiène, de l'esthétique, de la sauvegarde des beautés naturelles et des monuments, du tourisme, des plantations et de l'élevage, des voiries et les constructions y compris ses ouvrages d'art.

Elle suppose que le bien repris par l'État aura une affectation utile à tous, ou à une collectivité déterminée.

Art. 3. — L'expropriation pour cause d'utilité publique peut être ordonnée, soit pour un ou plusieurs biens individuellement désignés, soit pour l'ensemble des biens compris dans un périmètre déterminé.

Dans la deuxième hypothèse, l'utilité publique s'apprécie quant à l'ensemble des biens compris dans le périmètre.

Art. 4. — Lorsqu'il s'agit d'exécuter un ensemble de travaux d'utilité publique, le président de la République peut ordonner l'expropriation par zones, de biens destinés à servir l'exécution de ces travaux ou à être mis en vente ou concédés au profit de l'État.

Art. 5. — La procédure d'expropriation a pour origine une décision prononçant l'utilité publique des travaux et ordonnant l'expropriation.

Art. 6. — Cette décision est prise:

a) pour une expropriation ordinaire ou par périmètre, par voie d'arrêté signé par le commissaire d'État ayant les affaires foncières dans ses attributions;

b) pour une expropriation par zones, par voie d'ordonnance présidentielle.

La décision doit mentionner l'identité complète des intéressés et s'appuyer sur un plan des biens à exproprier avec en plus, en cas d'expropriation par zones, un plan indiquant les travaux à exécuter et les biens à mettre en vente ou à concéder.

Elle fixe en outre le délai de déguerpissement à dater de la mutation.

Art. 7. — La décision est publiée au *Journal officiel* et portée à la connaissance des personnes exposées à l'expropriation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise en mains propres par un messager contre récépissé daté et signé.

Art. 8. — Pour les droits collectifs de jouissance, la population est en outre prévenue oralement par une communication faite aux représentants qualifiés des communautés locales intéressées, par le commissaire de zone ou son délégué.

Celui-ci dresse procès-verbal lequel est transmis, avec copie des avertissements et le récépissé prévu à l'article qui précède, à l'autorité qui a pris la décision d'exproprier.

Lorsque cette décision a été prise par ordonnance présidentielle, les documents dont mention à l'alinéa qui précède sont transmis au commissaire d'État ayant les affaires foncières dans ses attributions.

Art. 9. — Si une personne intéressée ne peut être atteinte par un des actes de la procédure, l'administration avertit le procureur de la République près le tribunal du ressort qui prend d'urgence les mesures qu'il juge utiles pour la défense des intérêts en cause.

Il peut continuer les recherches entreprises par l'administration: si celles-ci échouent ou se révèlent inutiles, le procureur de la République demande que le tribunal nomme un administrateur des biens à exproprier.

Les droits et les devoirs de celui-ci se limitent à la représentation de l'exproprié dans la procédure d'expropriation et de fixation judiciaire de l'indemnité. Les articles 71 et 72 du livre 1er du Code civil relatif aux personnes lui sont applicables.

Les indemnités sont consignées au nom de l'exproprié à la *Caisse d'épargne du Zaïre*, déduction faite des honoraires dus à l'administration et taxés par le tribunal.

– Le Code civil, livre Ier, relatif aux personnes a été abrogé par la loi 87-010 du 1er août 1987 portant Code de la famille. Pour les art. 71 et 72 du Code civil, livre Ier, le lecteur pourra utilement se référer aux art. 179 et 180 du Code de la famille.

– La «*Caisse d'épargne du Zaïre*» est aujourd'hui dénommée la «*Caisse d'épargne du Congo*».

Art. 10. — S'il existe à l'égard des immeubles, compris dans le plan visé à l'article 6, des droits de location ou tous autres droits non inscrits au certificat d'enregistrement, le propriétaire ou le concessionnaire est tenu d'aviser sans délai les titulaires de leurs intérêts; à défaut de quoi il reste seul tenu envers eux des indemnités qu'ils auraient pu réclamer.

Art. 11. — Les réclamations, observations et accords auxquels la décision d'expropriation donne lieu, ainsi que les prix, indemnités ou compensations dûment justifiés, que les personnes intéressées réclament, doivent être portés à la connaissance de l'autorité qui a pris la décision d'expropriation, dans le délai d'un mois à dater de l'avis de réception ou du récépissé prévus aux articles 7 et 8 qui précèdent.

Ce délai peut être prorogé par l'autorité qui a décidé l'expropriation.

Lorsque cette décision a été prise par ordonnance présidentielle, les éléments dont question au premier alinéa du présent article sont adressés au commissaire d'État ayant les affaires foncières dans ses attributions.

Art. 12. — À l'expiration du délai imparti, des propositions d'indemnisation sont faites aux intéressés.

Ces propositions s'appuient sur un procès-verbal d'expertise dressé et signé par deux géomètres experts immobiliers du cadastre auxquels on adjoint, si nécessaire, un agronome ou un autre spécialiste suivant la nature du bien à exproprier.

S'il s'agit d'exproprier des droits collectifs ou individuels de jouissance qu'exercent les populations locales sur des terres domaniales, l'expropriant s'appuie, pour formuler ses propositions d'indemnisation, sur une enquête prescrite et effectuée conformément aux dispositions des articles 193 à 203 de la loi 73-021 du 20 juillet 1973.

Expertise et enquête peuvent être faites préalablement à l'ouverture de la procédure d'expropriation.

Art. 13. — À défaut d'entente amiable, assignation est donnée aux parties à exproprier, à la requête de l'expropriant, pour voir vérifier par les tribunaux la régularité de la procédure administrative et procéder au règlement des indemnités.

Art. 14. — Dans les 15 jours de l'assignation, le tribunal entend les parties et dans les huit jours de cette date, il statue sur la régularité de la procédure et nomme trois experts sur le choix desquels les parties se sont mises d'accord. À défaut d'accord, il les nomme d'office.

Art. 15. — Le tribunal fixe le délai dans lequel les experts nommés devront avoir déposé leur rapport. Ce délai ne peut dépasser les soixante jours, sauf circonstance exceptionnelle, auquel cas il peut être prorogé de trente jours.

Les experts peuvent, au bureau du conservateur des titres immobiliers, se faire communiquer par celui-ci, tous renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission.

Ils déposent au greffe du tribunal, dans le délai imparti, un rapport commun en autant d'exemplaires qu'il y a de parties à la cause.

Art. 16. — Dans les huit jours du dépôt de ce rapport, le président du tribunal convoque les parties à une audience fixée en respectant les délais d'ajournement du droit commun. Un exemplaire de ce rapport est joint à la convocation.

Art. 17. — À l'audience ainsi fixée, le tribunal entend les parties et éventuellement les experts.

Au plus tard dans le mois de cette audience, il statue sur le montant des indemnités et les frais et si l'exproprié l'en saisit, sur la durée du délai de déguerpissement.

Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant tout recours et sans caution.

Art. 18. — Sans préjudice des dispositions des articles II et III des dispositions transitoires de la Constitution et des articles 102, 103, 120 et 131 de la loi 73-021 du 20 juillet 1973, l'indemnité due à l'exproprié doit être fondée sur la valeur du bien à la date du jugement statuant sur la régularité de la procédure.

Elle doit être payée avant l'enregistrement de la mutation et au plus tard dans les 4 mois à dater du jugement fixant les indemnités.

Passé ce délai, l'exproprié peut poursuivre l'expropriant en annulation de l'expropriation, sans préjudice de tous dommages et intérêts, s'il y a lieu.

– Voy. l'art. 37 de la Constitution de la transition du 4 avril 2003.

Art. 19. — L'enregistrement d'une mutation opérée en exécution d'une ordonnance d'expropriation se fait sans frais.

Art. 20. — Les hypothèques grevant le bien exproprié sont reportées sur le prix. Dans ce cas, il est procédé comme prévu à l'article 293 de la loi 73-021 du 20 juillet 1973.

Art. 21. — Si les biens expropriés pour cause d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, un avis publié au *Journal officiel* fait connaître que l'administration est disposée à les mettre en vente ou à les concéder à des tiers.

L'avis indique la situation des biens et les noms des anciens propriétaires ou concessionnaires.

Dans les trois mois de cette publication, les anciens propriétaires ou concessionnaires ou leurs ayants droit qui veulent réacquérir lesdits biens sont tenus de le déclarer à peine de déchéance.

À défaut par l'administration de publier cet avis, les anciens propriétaires ou concessionnaires ou leurs ayants droit peuvent demander la remise desdits biens et cette remise sera ordonnée en justice, sur la déclaration de l'administration qu'ils ne sont plus destinés à servir aux travaux pour lesquels ils avaient été acquis.

Le prix des biens à rétrocéder sera fixé par le tribunal si mieux n'aime le propriétaire restituer le montant de l'indemnité qu'il a reçue.

La fixation judiciaire du prix ne pourra, en aucun cas, excéder le montant de l'indemnité, augmenté de six pour cent par année ou fraction d'année qui s'est écoulée depuis la mutation des biens.

Art. 22. — L'article 21 n'est pas applicable aux biens expropriés par application de l'article 4. Ceux-ci sont offerts au public aux conditions fixées par arrêté du commissaire de région ou, à Kinshasa, par le commissaire d'État ayant les affaires foncières dans ses attributions.

Art. 23. — Sont exemptées des droits fixes et proportionnels d'enregistrement en matière foncière, les mutations opérées en vertu de l'article 21 au nom des anciens propriétaires ou concessionnaires ou de leurs ayants droit.

Art. 24. — Les formalités administratives et judiciaires prévues par la présente loi sont prescrites à peine de nullité.

Art. 25. — Le décret du 14 juillet 1956 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique est abrogé.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ÉTAT

L. 81-003 du 17 juillet 1981 — Services publics de l'État. – Personnel de carrière. – Statut . 218
Ord. 72-148 du 11 mars 1972 — Personnel de l'Institut des musées nationaux. – Statut . . . 230
Ord. 78-448 du 16 novembre 1978 — Corps des diplomates. – Règlement d'administration 240
Ord. 80-106 du 21 avril 1980 — Services du département du Portefeuille. – Règlement d'administration 243
Ord. 81-067 du 7 mai 1981 — Discipline. – Règlement d'administration 249
Ord. 82-027 du 19 mars 1982 — Cadre organique des départements des ministères et du Commissariat général au plan. 253
Ord. 82-028 du 19 mars 1982 — Recrutement. – Règlement d'administration 258
Ord. 82-029 du 19 mars 1982 — Carrière des fonctionnaires. – Règlement d'administration 258
Ord. 82-030 du 19 mars 1982 — Missions officielles. – Déplacements et transport des bagages. – Règlement d'administration 260
Ord. 82-031 du 19 mars 1982 — Régime disciplinaire et voies de recours. – Règlement d'administration 266
Ord. 82-032 du 19 mars 1982 — Cotation et avancement de grade. – Règlement d'administration 271
Ord. 82-033 du 19 mars 1982 — Cessation définitive des services. – Règlement d'administration 273
Ord. 85-193 du 7 août 1985 — Régime disciplinaire. – Dispositions spéciales 275
Arr. dép. DENI/CAB/06/012/87 du 26 mai 1987 — Commission de sauvegarde de la dignité et de l'intégrité 275
Ord. 91-232 du 15 août 1991 — Personnel des établissements publics d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel. – Règlement d'administration 276
Décr. 0059 du 27 décembre 1995 — Personnel de DGRAD. – Règlement d'administration 281
D.-L. 017-2002 du 3 octobre 2002 — Agent public de l'État. – Code de conduite 285

17 juillet 1981. – LOI 81-003 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1981, p. 11)

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le présent statut s'applique au personnel de carrière des services publics de l'État.

Les services publics de l'État comprennent notamment:

• le personnel administratif des services de la présidence de la République; l'administration du comité central et du bureau politique du Mouvement populaire de la révolution;

• l'ensemble du personnel de l'administration du conseil législatif comprenant les services administratifs proprement dits et les services techniques; l'administration du comité exécutif du Mouvement populaire de la révolution;

• le personnel administratif du cabinet du premier commissaire d'État;

• l'administration de tous les départements y compris celle du commissariat général au Plan;

• l'administration de la cour des comptes;

• l'administration du Conseil national de sécurité (C.N.S.), du Centre national de recherches et investigations (C.N.R.I.) et du Service national d'intelligence (S.N.I.);

• l'administration de la chancellerie des ordres nationaux;

• l'ensemble du personnel civil et militaire œuvrant au sein des Forces armées zaïroises et à la gendarmerie nationale.

Art. 2. — Sont toutefois exclus de l'application du présent statut, les magistrats, les gouverneurs et commissaires de région, les cadres élus de l'administration du territoire et le personnel des organismes publics personnalisés.

Art. 3. — L'agent de carrière des services publics de l'État est l'agent nommé à un grade de la hiérarchie pour occuper un emploi permanent dans un des services publics de l'État.

La liste et les effectifs maxima des emplois existant au sein des différents services sont fixés par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, sur proposition du département de la Fonction publique.

Art. 4. — Les agents de carrière sont répartis en trois catégories. Chaque catégorie comporte plusieurs grades définis et arrêtés à l'annexe I du présent statut.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

Les agents de la première catégorie sont nommés par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, sur proposition du département de la Fonction publique.

Les agents des deuxième et troisième catégories sont nommés par le commissaire d'État à la Fonction publique, sur proposition des départements et services intéressés.

Toutefois, les agents des deuxième et troisième catégories des Forces armées zaïroises et de la gendarmerie nationale sont nommés par le commissaire d'État à la Défense nationale et à la Sécurité du territoire.

Art. 5. — Les mesures d'exécution du présent statut sont prises sur proposition du département de la Fonction publique, par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, sous forme d'ordonnance portant règlement d'administration.

De même, des règlements d'administration tenant compte de la spécificité de certains services pourront être pris par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, sur proposition du département de la Fonction publique, sans pour autant déroger au présent statut.

Art. 6. — L'agent régi par ce statut est dans une situation légale et réglementaire.

Il doit subir les modifications apportées au présent statut. Toutefois, celles-ci ne peuvent porter atteinte aux droits acquis par l'agent dans le cadre du présent statut.

TITRE II
RECRUTEMENT

– Voy. également l'Ord. 82-028 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif au recrutement du personnel de carrière des services publics de l'État.

Art. 7. — Tout recrutement sous le régime du présent statut doit avoir pour objet de pourvoir à la vacance d'un emploi budgétairement prévu.

Art. 8. — Nul ne peut être recruté comme agent de carrière s'il ne remplit les conditions suivantes:

1) être de nationalité zaïroise;

2) jouir de la plénitude des droits civiques;

3) être de bonne moralité;

4) avoir atteint l'âge de 16 ans au minimum et de 30 ans au maximum, la limite d'âge pourrait toutefois être reportée à 35 ans pour le recrutement à certains emplois spéciaux sur décision du commissaire d'État à la Fonction publique;

5) au-delà de l'âge de 35 ans, le candidat ne peut être recruté que sur décision du président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République;

6) avoir subi avec succès les épreuves d'un concours de recrutement, sauf pour le cas exceptionnel de recrutement sur titre prévu à l'article 9, paragraphe 1;

7) être en bonne santé et posséder des aptitudes physiques indispensables pour les fonctions à exercer;

8) s'il s'agit d'une femme mariée, avoir reçu du conjoint l'autorisation écrite d'exercer une fonction publique.

Art. 9. — Le recrutement s'effectue sur concours. Toutefois, le recrutement se fait sur titre en faveur des candidats détenteurs d'un diplôme délivré ou reconnu équivalent par l'Enseignement national et préparant spécialement à la carrière concernée, pour autant que le nombre de candidats ne dépasse pas celui des emplois mis en compétition.

Pour les deux cas, la décision du département de la Fonction publique est obligatoire.

En région, le recrutement des agents des deuxième et troisième catégories s'effectue par le département de la Fonction publique à l'initiative du gouverneur de région.

Tout recrutement doit faire l'objet d'une publicité préalable à la presse. Cette publicité est assurée par un avis officiel d'appel aux candidats accordant à ceux-ci un délai utile pour l'introduction de leur candidature. Le même avis doit en même temps déterminer les matières sur lesquelles porteront les épreuves et, le cas échéant, le niveau de formation exigé ainsi que les diplômes requis pour les emplois à conférer.

Art. 10. — À l'issue du concours, seuls les candidats ayant réussi et s'étant classés en ordre utile peuvent être nommés, selon le cas, par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République pour la première catégorie, par le commissaire d'État à la Fonction publique pour les deuxième et troisième catégories et affectés dans les départements et services intéresses.

Toutefois, les agents des deuxième et troisième catégories des Forces armées zaïroises et de la gendarmerie nationale sont nommés par le commissaire d'État à la Défense nationale et à la Sécurité du territoire.

Le recrutement s'effectue exclusivement aux grades d'exécution et de collaboration définis à l'article 18. Les diplômes, certificats ou brevets exigés pour l'accès aux différents grades de recrutement sont déterminés par le tableau annexé à la présente loi.

– Conformément à l'art. 1er du décret-loi 006-2003 du 24 mars 2003, le recrutement des agents devant exercer les fonctions d'inspecteur des finances au sein de l'inspection générale des finances s'effectue au grade de chef de division.

Art. 11. — Tout concours prévu aux termes de l'article 10 du présent statut est organisé par le département de la Fonction publique avec la collaboration du département, du service intéressé ou du gouverneur de région.

Art. 12. — Il est ouvert pour chaque agent soumis au présent statut un dossier individuel qui doit contenir toutes les pièces intéressant sa situation administrative. Celles-ci, avant qu'elles ne soient enregistrées, numérotées et classées sans discontinuité, doivent être portées à sa connaissance.

Art. 13. — Tout agent soumis au présent statut porte obligatoirement un numéro matricule qui lui est attribué par le département de la Fonction publique.

Art. 14. — Avant son entrée en fonction, l'agent est tenu de prêter le serment suivant

«Je jure fidélité au président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, obéissance à la Constitution et aux lois de la République du Zaïre.»

Le serment est prêté, selon le cas, entre les mains du commissaire d'État à la Fonction publique ou du gouverneur de région ou de leurs délégués.

La prestation du serment fait l'objet d'un procès-verbal dont copie est versée au dossier de l'agent.

TITRE III
LA CARRIÈRE

– Voy. également l'Ord. 82-029 du 19 mars 1982 sur le règlement d'administration relatif à la carrière.

Art. 15. — Il existe deux espèces de carrière administrative: la carrière normale ou hiérarchisée et la carrière plane.

Effectuent une carrière normale, les agents qui peuvent participer à l'avancement de grade par voie de promotions successives dans la hiérarchie des grades et des emplois.

Effectuent une carrière plane, les agents qui, en vertu de la nature particulière de leurs emplois, ont vocation à exercer en permanence le même ordre de fonction. Tel est le cas du personnel enseignant, du corps d'inspecteurs de l'enseignement, des éducateurs sociaux et d'autres corps de métiers.

CHAPITRE I^{er}
PÉRIODE PROBATOIRE

Art. 16. — Pour être nommé à titre définitif, l'agent doit accomplir une période probatoire dont la durée est de trois mois pour les emplois d'exécution et de six mois pour les emplois de collaboration.

– Conformément à l'art. 2 du décret-loi 006-2003 du 24 mars 2003, l'inspecteur des finances stagiaire doit, pour être nommé à titre définitif, accomplir une période probatoire de deux ans.

La période probatoire permet à l'autorité compétente de se rendre compte du degré de conscience et d'aptitudes morales et professionnelles de l'agent.

Art. 17. — À l'issue de la période probatoire, l'autorité définie par règlement d'administration établit un rapport donnant en conclusion ses avis sur l'opportunité de l'admission définitive de l'agent. Ce rapport est adressé, pour décision, par la voie hiérarchique, à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

L'agent qui n'est pas admis à titre définitif est licencié d'office sans aucune indemnité, par le département de la Fonction publique. En cas d'admission à titre définitif, l'ancienneté de l'agent court à partir de la date de son recrutement.

CHAPITRE II
EMPLOIS ET AFFECTATIONS

Art. 18. [*O.-L. 82-011 du 19 mars 1982, art. 1er.* – Les emplois auxquels sont affectés les agents soumis au présent statut se divisent en emplois de commandement, de collaboration et d'exécution.

• Constituent les emplois de commandement, les fonctions de:

– secrétaire général de l'administration;

– directeur;

– chef de division;

– chef de bureau.

• Constituent les emplois de collaboration, les fonctions de:

– attaché de bureau de 1re classe;

– attaché de bureau de 2^{e} classe;

– agent de bureau de 1re classe.

• Constituent les emplois d'exécution, les fonctions de:

– agent de bureau de 2^{e} classe;

– agent auxiliaire de 1re classe;

– agent auxiliaire de 2^{e} classe;

– huissier.]

Art. 19. — Les agents sont affectés aux différents emplois par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, le président du conseil législatif, les chefs de départements, par le gouverneur de région et par les responsables de différents services du parti et des autres services publics de l'État.

Un emploi est considéré comme vacant lorsqu'il n'est pas occupé par un agent revêtu du grade qui y correspond. Il est considéré comme provisoirement disponible lorsque son titulaire est momentanément absent ou empêché.

Art. 20. — Le grade doit correspondre à l'emploi.

Toutefois, lorsqu'un emploi de la première catégorie est déclaré vacant, un agent du grade immédiatement inférieur par rapport au titulaire est désigné pour assumer l'intérim. Il en est de même lorsque l'emploi est déclaré provisoirement disponible.

La durée de l'intérim, en cas de vacance, ne peut dépasser 12 mois. Dans les deux cas, l'agent intérimaire bénéficie mensuellement d'une prime égale à la différence entre le traitement initial de son grade et celui du grade correspondant à l'emploi qu'il occupe intérimairement. En cas d'irrégularité constatée, la prime d'intérim est refusée par le commissaire d'État à la Fonction publique.

Art. 21. — Aucun agent ne peut être privé de son emploi s'il n'a pas reçu une nouvelle affectation ou s'il n'a pas été placé dans une position d'interruption de services ou encore s'il n'a pas cessé définitivement ses services pour l'une des causes prévues à l'article 70.

CHAPITRE III
POSITIONS

Art. 22. — Tout agent est placé dans l'une des positions suivantes:

1) en activité;

2) en détachement;

3) en disponibilité;

4) en suspension.

Section 1re

Activité

Art. 23. — L'activité est la position de l'agent qui exerce effectivement les fonctions afférentes à l'emploi qui lui a été attribué. Elle englobe les missions officielles, les congés ainsi que les absences autorisées par le chef hiérarchique.

Art. 24. — L'agent chargé d'une mission officielle bénéficie, en plus des droits afférents à l'activité de service, des avantages spéciaux fixés par règlement d'administration.

Art. 25. — Paragraphe 1er. Tout agent en activité de service a droit:

1) à un congé de reconstitution de 30 jours ouvrables par année entière de service. Le congé de reconstitution est pris chaque année selon les convenances de l'agent et les nécessités de service.

L'agent peut cumuler les congés annuels auxquels il a droit pour deux années de service successives. Ce cumul doit s'étendre sur les trois quarts au moins de la durée de congé auquel il a droit pour ces deux années. Lorsque l'agent fait usage de cette faculté, la durée de congé est augmentée du temps normalement nécessaire à l'intéressé pour effectuer le voyage aller et retour du lieu de son affectation à son lieu d'origine.

Dans ce cas, l'agent a droit à un titre de voyage pour lui et les membres de sa famille;

2) à des congés de maladie dûment constatée par un certificat médical;

3) à des congés de circonstance qui ne peuvent être pris qu'au moment de l'événement qui les justifie.

Ces congés sont accordés dans les conditions fixées ci-après:

NATURE DE L'EVENEMENT	*MAXIMUM AUTORISE*
1. Mariage de l'agent	3 jours ouvrables
2. Accouchement de l'épouse	4 jours ouvrables
3. Décès du conjoint ou d'un parent au premier degré	6 jours ouvrables
4. Décès du parent et allié proche au 2ème degré	3 jours ouvrables
5. Déménagement	1 jour ouvrable
6. Mariage d'un enfant	2 jours ouvrables

Paragraphe 2. L'agent de sexe féminin a droit à un congé de maternité.

La durée de ce congé est de quatorze semaines consécutives dont huit semaines au moins après l'accouchement.

Le congé est accordé sur présentation d'un certificat médical indiquant la date probable de l'accouchement. Toutefois, l'agent de sexe féminin qui a bénéficié d'un congé de maternité ne peut plus, au cours de la même année, faire valoir son droit au congé de reconstitution.

Art. 26. — Les congés sont accordés par les chefs hiérarchiques dans les conditions qui sont fixées par règlement d'administration.

Section 2

Détachement

Art. 27. — Le détachement est la position de l'agent qui est autorisé à interrompre temporairement ses fonctions pour occuper un emploi ou assurer un mandat au sein d'administrations, institutions, organismes officiels ou organes politiques autres que ceux dont le personnel de carrière est soumis au présent statut, notamment:

1) le bureau du président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République;

2) les cabinets des secrétaires permanents du comité central et du bureau politique;

3) le bureau du conseil législatif;

4) les bureaux du secrétaire exécutif du Mouvement populaire de la révolution et des secrétaires généraux du Mouvement populaire de la révolution;

5) le cabinet du premier commissaire d'État et les cabinets des commissaires d'État;

6) les zones urbaines et les collectivités rurales;

7) les organismes internationaux dont fait partie la République du Zaïre.

Le détachement est accordé par le commissaire d'État à la Fonction publique après avis du département ou du service intéressé ou de l'administration régionale et aux conditions précisées par règlement d'administration.

Art. 28. — Dans les cas prévus à l'article 27, 1°, 2°, 3°, 4° et 5°, le détachement a une durée égale à celle des fonctions ou mandat. Dans les autres cas, la durée ne peut excéder 5 ans.

Toutefois, le détachement peut être renouvelé dans l'intérêt du service.

Le détachement rend vacant l'emploi occupé par l'agent. L'agent détaché n'est plus à charge de son administration d'origine.

Pendant toute la durée du détachement, l'agent doit être suivi par son administration d'origine. Quant à la cotation, elle est faite, le cas échéant, par le service auprès duquel l'agent est détaché.

L'agent détaché conserve le droit à la participation au concours de promotion et à l'avancement de traitement et grade.

Il est rémunéré par l'organisme auprès duquel il est détaché, à l'exception de l'agent détaché auprès du bureau d'un commissaire d'État qui continue d'être rémunéré par le Trésor. La durée du détachement est comprise dans sa carrière.

Art. 29. — À l'expiration du détachement, l'agent est replacé d'office en activité de service.

Il bénéficie en outre d'une promotion s'il a accompli au moins trois ans d'ancienneté dans le grade, y compris la durée du détachement, et s'il a obtenu, le cas échéant, au moins l'appréciation «bon» lors de trois dernières cotations.

Toutefois, au cas où le détachement est interrompu par suite d'un manquement de l'agent, celui-ci n'est éventuellement replacé en position d'activité qu'après clôture de la procédure disciplinaire entamée à sa charge et après avis du département de la Fonction publique.

Section 3
Disponibilités

Art. 30. — La disponibilité est prononcée soit d'office, soit à la demande de l'agent, par le département de la Fonction publique après avis préalable du département, du service intéressé ou de l'administration régionale.

Art. 31. — L'agent est mis en disponibilité d'office:

1) pour cause de maladie ou d'infirmité, lorsqu'il a obtenu pendant une période de douze mois consécutifs des congés de maladie d'une durée totale de six mois et qu'il n'est pas apte à reprendre son service à l'expiration de son dernier congé; la durée de la disponibilité ne peut, en ce cas, excéder un an;

2) lorsque, par cas de force majeure, il est dans l'impossibilité de rejoindre son poste d'attache administratif. Dans ce cas, la durée de la disponibilité ne peut excéder cinq mois;

3) pour effectuer, dans l'intérêt du service, des études ou stage de perfectionnement au Zaïre ou à l'étranger.

Art. 32. — La disponibilité à la demande de l'agent ne peut être accordée que dans les cas suivants:

1) pour effectuer des études ou recherches au Zaïre ou à l'étranger présentant un intérêt général pour le pays; dans ce cas, la durée de la disponibilité ne peut excéder cinq ans.

Néanmoins, cette durée est renouvelable une fois. La disponibilité sollicitée pour raison d'études ne peut être accordée qu'à l'agent ayant acquis une ancienneté de 3 ans au moins dans la carrière;

2) pour des raisons sociales:

• dans le cas où l'agent accompagne son conjoint en mutation;

• dans le cas où l'agent accompagne son conjoint ou son enfant mineur dans un lieu d'hospitalisation ou de traitement au Zaïre ou à l'étranger.

Art. 33. — La situation de l'agent en disponibilité d'office est réglée comme suit

1) dans le cas où la disponibilité a été prononcée pour cause de maladie, l'agent reçoit la moitié de son traitement d'activité et conserve le bénéfice entier des avantages sociaux alloués en cours de carrière.

La durée de la disponibilité est comprise dans le temps de service comptant pour l'avancement de grade et de traitement ainsi que dans la durée de la carrière.

L'agent est tenu à se soumettre, chaque fois que l'administration le juge opportun, à l'examen de la commission médicale d'inaptitude prévue à l'article 75;

2) dans le cas où la disponibilité a été prononcée pour impossibilité de rejoindre son poste d'attache administratif, l'agent bénéficie de sa rémunération entière pendant les deux premiers mois de sa mise en disponibilité; à partir du troisième mois, il bénéficie de la moitié de son traitement d'activité et de l'intégralité des avantages sociaux alloués en cours de carrière.

La durée de la disponibilité est considérée comme temps de service comptant pour l'avancement de grade et de traitement ainsi que dans la durée de la carrière;

3) dans le cas où la disponibilité a été prononcée dans l'intérêt du service pour effectuer des études ou des stages de perfectionnement, l'agent perçoit la moitié de son traitement majoré de l'intégralité des avantages sociaux.

La durée de la disponibilité est considérée comme temps de service comptant pour l'avancement de grade et de traitement ainsi que dans la durée de la carrière.

Art. 34. — La situation de l'agent mis en disponibilité à sa demande est réglée comme suit:

1) dans le cas où la disponibilité a été prononcée pour permettre à l'agent d'effectuer des études ou des recherches dans l'intérêt général pour le pays, l'agent perçoit le quart de son traitement majoré des avantages sociaux.

La durée de la disponibilité est comprise dans le temps de service comptant pour l'avancement de grade et de traitement ainsi que dans la durée de la carrière.

2) dans le cas où la disponibilité a été prononcée pour des raisons sociales:

• lorsqu'il accompagne son conjoint en mutation, l'agent bénéficie du quart de son traitement pendant une année pour autant qu'aucune possibilité d'affectation ne soit trouvée au lieu du nouveau poste d'attache du conjoint;

• l'agent bénéficie de la moitié de son traitement majoré des avantages sociaux pendant une période d'un an, lorsqu'il accompagne son conjoint ou son enfant mineur dans un lieu d'hospitalisation ou de traitement.

Art. 35. — La disponibilité rend vacant l'emploi occupé par l'agent.

À l'expiration de la période de disponibilité, l'agent est replacé en activité, sauf les cas:

1) de mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité;

2) de l'agent qui accompagne son conjoint en mutation;

3) de l'impossibilité pour l'agent de rejoindre son poste d'attache administratif.

Section 4
Suspension

Art. 36. — L'agent qui, d'après des indices suffisamment graves, est présumé avoir commis une faute, peut être suspendu immédiatement de ses fonctions. Dans ce cas, la suspension de fonction n'est pas une peine, mais une mesure préventive dans l'intérêt du service.

Sa durée ne peut excéder 3 mois. La suspension doit être accompagnée de l'ouverture d'une action disciplinaire. Elle est décidée par l'autorité hiérarchique dont relève directement l'agent.

Si des poursuites judiciaires sont intentées à charge de l'agent pour les faits qui lui sont reprochés, la clôture de l'action disciplinaire peut être différée jusqu'au prononcé du jugement et dans ce cas, la durée de la suspension de fonction peut dépasser 3 mois et entraîner la privation de traitement.

L'agent conserve néanmoins le bénéfice des avantages sociaux alloués en cours de carrière.

L'agent poursuivi par mesure disciplinaire prévue à l'article 60 du présent statut est également placé dans une position de suspension. Toutefois, lorsque les poursuites judiciaires se terminent par un classement sans suite ou par un acquittement, l'agent est rétabli dans tous ses droits tant en ce qui concerne la carrière qu'en ce qui concerne la rémunération avec effet rétroactif à la date de la suspension, sous réserve de l'application des peines disciplinaires prévues au chapitre IX du titre III.

CHAPITRE IV
TRANSFERT

Art. 37. — L'agent poursuit sa carrière dans l'un des services publics de l'État tels qu'énumérés à l'article premier du présent statut. Toutefois, il peut, par décision du commissaire d'État à la Fonction publique et moyennant l'accord des départements, du conseil législatif, de l'administration régionale et des services intéressés, être transféré d'un service à un autre pour autant qu'il remplisse les conditions exigées pour l'exercice du nouvel emploi.

CHAPITRE V
RÉMUNÉRATION

Art. 38. — L'agent a droit à une rémunération. Elle comprend le traitement et les primes. La rémunération est taxable. Elle est payée par mois. On distingue le traitement initial du traitement acquis. Le traitement initial est celui qui est attaché au grade dont l'agent est revêtu. Le traitement acquis est le traitement initial majoré des augmentations annuelles découlant de l'avancement de traitement.

Les traitements initiaux du personnel de carrière des services publics de l'État sont fixés par règlement d'administration.

Il ne peut être accordé d'autres primes que la prime d'intérim, la prime pour prestations supplémentaires, la prime des risques professionnels, la prime de diplôme, les frais de représentation, la prime de brousse.

Les conditions et les modalités d'octroi de toutes ces primes sont fixées par règlement d'administration. Toutefois, il peut être accordé exceptionnellement la prime pour fonctions spéciales notamment au personnel:

• du conseil législatif;

• médical ou paramédical;

• de la direction de la paie;

• agronome et vétérinaire;

• de l'inspection des finances;

• agent des contributions;

• de l'informatique;

• de l'inspection du travail;

• de l'inspection de la fonction publique;

• du corps des inspecteurs de l'enseignement primaire et secondaire;

• sténo-dactylographe;

• des services d'études, de planification et de contrôle.

Les montants et les modalités d'octroi sont fixés par règlement d'administration.

Il en est de même des modalités de liquidation, de retenue et de saisie éventuelle de la rémunération.

La prime ou l'ensemble des primes, lorsqu'il y en a plusieurs, ne peut dépasser les deux tiers de la rémunération.

CHAPITRE VI
AVANTAGES SOCIAUX ALLOUÉS EN COURS DE CARRIÈRE

Art. 39. — Les avantages sociaux dont bénéficient les agents en cours de carrière sont:

1) les allocations familiales pour enfants à charge;

2) les frais médicaux et soins de santé;

3) l'indemnité de logement;

4) l'allocation d'invalidité;

5) les frais funéraires;

6) les frais d'équipement;

7) l'octroi des crédits et l'avance sur traitement;

8) les frais de transport.

Les modalités d'octroi des avantages sociaux sont fixées par règlement d'administration.

Les avantages sociaux de nature pécuniaire sont exempts de toute imposition fiscale.

Art. 40. — La rémunération et les avantages sociaux de nature pécuniaire dus aux agents soumis au présent statut sont liquidés sur instruction du département de la Fonction publique.

Section I^re^
Allocations familiales

Art. 41. — Entrent en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales:

• l'épouse de l'agent;

• et pour autant qu'ils soient célibataires et à charge de l'agent:

1) les enfants légitimes de l'agent;

2) les enfants des agents féminins célibataires dont ils ont la charge en vertu d'un jugement;

3) les enfants adoptés légalement par l'agent;

4) les enfants reconnus par l'agent et déclarés à l'état civil;

5) les enfants dont l'épouse a obtenu la garde à la suite d'un jugement de divorce;

6) les enfants orphelins de père ou de mère, dont la tutelle a été déférée à l'agent par un tribunal, à condition que ces enfants participent effectivement à la famille de leur tuteur.

Les enfants sont pris en considération pour l'octroi de l'allocation familiale jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis. Au-delà de cet âge, l'allocation familiale n'est plus accordée que si les enfants poursuivent des études, s'ils sont en apprentissage non rémunéré ou s'ils se trouvent, en raison de leur état physique ou mental, dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance; dans ce dernier cas, l'âge maximum d'octroi est de 25 ans.

Le taux des allocations familiales est fixé par voie de règlement d'administration.

Par dérogation au 1er alinéa ci-dessus, l'agent de sexe féminin ne bénéficie d'allocations familiales que si son mari n'exerce aucune activité lucrative.

L'allocation familiale prend effet le premier jour du mois au cours duquel se produit l'événement qui y donne lieu si celui-ci se situe après l'entrée de l'agent au service de l'État. Elle est due et acquise pour tout mois commencé; elle est liquidée en même temps que le traitement.

Section II

Frais médicaux et soins de santé

Art. 42. — Sont à charge du Trésor public, les frais médicaux, les soins de santé, chirurgicaux, obstétricaux, dentaires et hospitaliers ainsi que les médicaments et les appareils d'orthopédie et de prothèses, prothèse dentaire exceptée, nécessités par l'état de santé de l'agent, de son épouse et des enfants entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales.

Les soins ne sont pas dus lorsque les bénéficiaires séjournent à l'étranger, sauf si l'agent s'y trouve pour raison de service ou de mission ou s'il a été autorisé à s'y rendre pour le motif que les soins requis ne peuvent être donnés au Zaïre.

Section III

Indemnité de logement

Art. 43. — L'agent qui n'est pas logé gratuitement par son service bénéficie d'une indemnité conséquente de logement liquidée mensuellement avec le traitement. Le taux de l'indemnité de logement est fixé par voie de règlement d'administration revu périodiquement en fonction du coût réel de loyer sur le marché.

Section IV

Allocation d'invalidité

Art. 44. — L'agent mis en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité a droit à une allocation d'invalidité lorsque son incapacité de travail résulte d'une maladie professionnelle ou d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.

Le montant de l'allocation est égal aux trois quarts du dernier traitement annuel d'activité de l'agent; il se cumule avec le traitement réduit prévu à l'article 33, 1°.

Section V

Frais funéraires

Art. 45. — En cas de décès de l'agent. du conjoint, d'un enfant entrant en ligne de compte pour les allocations familiales, l'État prend en charge le coût du cercueil et des linceuls ainsi que les frais de transport de la dépouille mortelle jusqu'au lieu de l'inhumation. L'inhumation se fait au lieu de poste d'attache de l'agent sauf pour le cas des agents en poste à l'étranger.

Les conditions et les modalités d'intervention de l'État sont fixées par règlement d'administration.

Une allocation de deuil dont le montant est déterminé par règlement d'administration en fonction du grade du défunt est versée à la famille de ce dernier.

Section VI

Frais d'équipement

Art. 46. — L'agent bénéficie au moment de son recrutement d'une indemnité d'équipement dont les modalités d'octroi sont déterminées par règlement d'administration.

Section VII

Octroi des crédits et avance sur traitement

Art. 47. — Il peut être alloué à l'agent en cours de carrière une avance sur traitement et/ou un crédit pour l'achat d'un meuble ou immeuble dont les conditions et les modalités d'octroi sont déterminées par règlement d'administration.

CHAPITRE VII

FRAIS DE TRANSPORT ET DE VOYAGE

– Voy. également l'Ord. 82-030 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif aux missions officielles, aux déplacements à l'intérieur du territoire national et au transport des bagages.

Art. 48. — La gratuité du transport est assurée à l'agent pour tous ses déplacements de service. Cette gratuité se traduit soit par la mise à la disposition de l'agent d'un titre ou d'un moyen de transport, soit par l'octroi d'une indemnité compensatoire.

CHAPITRE VIII

DROITS, DEVOIRS ET INCOMPATIBILITÉS

Art. 49. — L'agent doit servir l'État avec fidélité, dévouement, dignité et intégrité. Il doit faire montre, en toute circonstance d'un engagement sans faille aux idéaux du parti. Il doit témoigner de son esprit

civique par l'effort soutenu qu'il consent en vue de s'améliorer en se soumettant à une formation et à un perfectionnement permanents.

Il doit veiller à toute occasion à la sauvegarde des intérêts de la collectivité publique et a le devoir d'accomplir personnellement et consciencieusement toutes les obligations qui, en vertu de ses fonctions, lui sont imposées par les lois et règlements,

Les agents ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable. Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'exige le fonctionnement régulier du service auquel ils collaborent.

Vis-à-vis de ses chefs, l'agent est personnellement responsable de l'exécution des ordres qu'il a donnés. Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés. Il est de ce fait tenu de réprimer ou de provoquer la répression des abus, négligences ou infractions aux lois et règlements qu'il serait amené à constater dans l'exercice de ses fonctions.

L'agent est en outre tenu à la politesse, tant dans ses rapports de service avec ses supérieurs, collègues ou inférieurs que dans ses rapports avec le public.

Il doit, dans le service comme dans sa vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de ses fonctions.

Il lui est formellement interdit de solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de ses fonctions mais on raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 50. — L'agent est tenu de rejoindre son poste à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, sauf dans le cas où, pour des raisons en rapport avec le service ou avec la situation personnelle de l'intéressé, l'autorité hiérarchique l'a autorisé à retarder son départ.

Est considéré comme ayant abandonné son poste, l'agent qui ne se conforme pas à une décision d'affectation.

Art. 51. — L'agent ne peut se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois de la République, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays, qui porte atteinte à sa souveraineté ou qui met en danger la sécurité de l'État.

Il ne peut adhérer ni prêter son concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature, ni participer aux activités d'un parti ou d'une organisation politique d'inspiration étrangère.

Art. 52. — L'agent est lié par l'obligation de discrétion absolue pour tous les faits dont il a connaissance en raison de ses fonctions et qui présentent un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions de l'autorité hiérarchique.

L'agent peut toutefois, dans l'intérêt du service, être délié de l'obligation prémentionnée par autorisation expresse et particulière de l'autorité administrative compétente. Cette obligation s'impose à l'agent même après cessation définitive de ses services.

Tout détournement, toute suppression ou toute communication non autorisée à des tiers de documents administratifs sont formellement interdits.

Il est également interdit aux agents de se prononcer sur toute affaire au traitement et à la solution de laquelle ils ont un intérêt personnel ou à laquelle leurs conjoints, parents ou alliés ont un intérêt.

Aucune mesure ou décision administrative prise par l'agent ou à son encontre ne peut être dictée par des considérations d'ordre régional, tribal ou confessionnel.

Art. 53. — Sont incompatibles avec l'exercice de la fonction publique:

1) toute activité commerciale exercée soit par l'agent lui-même, soit par personne interposée.

Toutefois, lorsque le conjoint d'un agent exerce à titre professionnel une activité lucrative, déclaration doit en être faite par l'agent au service auprès duquel il est affecté;

2) toute activité professionnelle, sauf dérogation accordée par le commissaire d'État à la Fonction publique;

3) tout mandat ou service, même gratuit, dans les affaires privées à but lucratif, sauf s'il s'agit de la tutelle des incapables ou de la gestion ou du contrôle d'entreprise au nom de l'autorité publique.

Néanmoins, l'agent peut être actionnaire dans une société ou se livrer à une exploitation agricole ou à l'élevage.

Art. 54. — L'agent qui, intentionnellement, par négligence ou imprudence, enfreint ses devoirs professionnels ou se place dans un des cas d'incompatibilité prévus à l'article 53 est passible d'une sanction disciplinaire, indépendamment, le cas échéant, des peines prévues par la loi.

Art. 55. — L'agent a droit, conformément aux règles fixées par le Code pénal et les lois spéciales, à une protection contre les menaces, injures ou diffamation dont il peut être l'objet.

L'État est tenu de protéger l'agent contre les menaces et attaques de quelque nature que ce soit dont il a pu être l'objet dans l'exercice de ses fonctions ou de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté,

L'État est subrogé aux droits de la victime pour obtenir de l'auteur des menaces ou attaques la restitution des sommes versées à l'agent conformément au paragraphe précédent.

Art. 56. — L'agent jouit de droit syndical et est d'office affilié à l'Union nationale des travailleurs du Zaïre (UNTZa). Un règlement d'administration relatif au statut syndical des agents interviendra à l'effet de déterminer la nature et les modalités d'intervention du syndicat au sein des services publics, de créer les institutions assurant la représentation du personnel tant au niveau national que régional, de fixer la composition de ces institutions, leur compétence et la procédure qu'elles doivent observer.

Art. 57. — Le droit de grève est garanti à l'agent. Il s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des services publics vitaux qui ne peuvent souffrir d'interruption.

Art. 58. — Lorsque l'agent s'estime lésé dans ses droits, deux voies de recours lui sont ouvertes: le recours administratif et le recours juridictionnel.

1) Dans le recours administratif, le recours auprès du département de la Fonction publique est subordonné à l'épuisement d'autres voies de recours (recours gracieux et hiérarchiques). Toutefois, lorsque la mesure qui lèse l'agent a été prise par le président du conseil législatif ou les responsables d'autres services publics de l'État, le recours de l'agent est adressé au département de la Fonction publique. Dans ce cas, la décision de celui-ci est prépondérante. La procédure de recours est déterminée par règlement d'administration.

Le délai de réponse à un recours régulièrement introduit est fixé respectivement à 30 ou 90 jours suivant que l'agent se trouve ou non dans la même localité que l'autorité hiérarchique chargée de connaître de ce recours;

2) s'il s'agit d'un recours en annulation, l'agent utilisera la voie de recours juridictionnel auprès des juridictions compétentes pour annuler la décision administrative contestée.

Art. 59. — Sans préjudice de l'application des règles disciplinaires prévues à l'article 60 du présent statut, les chefs des départements, le président du conseil législatif ou les responsables des services intéressés ne doivent, en aucune manière, refuser l'affectation de l'agent ou le mettre à la disposition du département de la Fonction publique.

Toutefois, pour l'application des articles 61, 78 et 79 du présent statut, les départements ou services intéressés saisissent dans les meilleurs délais le département de la Fonction publique de tout cas d'impossibilité d'affectation d'un agent. Cette obligation est faite *mutatis mutandis* et hiérarchiquement à tous les chefs de services, quel que soit le niveau qu'ils occupent dans l'administration.

CHAPITRE IX
RÉGIME DISCIPLINAIRE

– Voy. également l'Ord. 82-031 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif au régime disciplinaire et aux voies de recours du personnel de carrière des services publics de l'État.

Art. 60. — Tout manquement par un agent aux devoirs de son état, à l'honneur ou à la dignité de ses fonctions, constitue une faute disciplinaire.

Suivant la gravité des faits, les peines disciplinaires applicables à l'agent sont:

1) le blâme;

2) la retenue du tiers du traitement pour une durée ne dépassant pas un mois;

3) à l'exclusion temporaire avec privation de traitement pour une période ne dépassant pas trois mois;

4) la révocation.

Art. 61. — La peine de la révocation n'est prononcée que par l'autorité investie du pouvoir de nomination au grade dont l'agent incriminé est revêtu après avis du conseil de discipline; l'organisation et le fonctionnement de celui-ci sont déterminés par règlement d'administration.

Les autres peines sont prononcées par les chefs hiérarchiques désignés par règlement d'administration.

Tout agent investi à un degré quelconque du pouvoir disciplinaire a qualité pour ouvrir d'office ou sur réquisition de ses supérieurs hiérarchiques, l'action disciplinaire à charge d'un agent placé sous ses ordres.

Art. 62. — Les modalités de la procédure disciplinaire sont définies par règlement d'administration.

La procédure est écrite et contradictoire en ce sens que l'agent incriminé doit recevoir notification préalable des faits qui lui sont reprochés, qu'aucune pièce ne peut être utilisée contre lui sans qu'il n'en ait eu connaissance et qu'il doit être mis en mesure de faire valoir des justifications ou moyens de défense.

Toute action disciplinaire doit être clôturée par une décision de classement sans suite ou par l'application d'une peine dans les trois mois à dater du jour de l'ouverture de l'action. Passé ce délai, l'action disciplinaire devient caduque et l'agent est replacé en activité de service, soit d'office en cas d'absence d'un acte le suspendant de ses fonctions, soit par arrêté du commissaire d'État à la Fonction publique, au cas où cette suspension des fonctions a été prononcée par arrêté ou décision pris par les chefs de départements, le gouverneur de région ou les autres responsables des services publics de l'État tels que définis à l'article 1er du présent statut.

La décision de classement sans suite ou la peine doit être notifiée à l'intéressé. Toute peine doit être consignée dans le dossier administratif de l'agent; celui-ci peut chaque fois qu'il en manifeste le désir prendre connaissance de son dossier sans le déplacer.

Art. 63. — L'action disciplinaire demeure distincte et indépendante de l'action répressive de droit commun à laquelle peuvent donner lieu les mêmes faits. L'action judiciaire n'est pas suspensive de l'action disciplinaire.

Dans le cas où une peine disciplinaire a été prononcée avant que la juridiction répressive ait statué, l'agent peut, si cette dernière l'a renvoyé des poursuites faute de preuve, demander la révision de la mesure disciplinaire.

Toutefois, dans le cas où l'agent a été condamné définitivement à une servitude pénale égale ou supérieure à trois mois, il doit être révoqué d'office sur simple constatation de la condamnation.

Les conditions de régularisation de la situation administrative des agents ayant bénéficié des mesures d'amnistie ou de grâce, ou ayant été condamnés avec sursis ou pour homicide involontaire sont déterminées par règlement d'administration.

CHAPITRE X
COTATION ET AVANCEMENT

– Voy. également l'Ord. 82-032 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif à la cotation et à l'avancement de grade du personnel de carrière des services publics de l'État.

Section 1re
De la cotation

Art. 64. — La cotation est obligatoire pour tous les agents soumis au présent statut.

Elle a pour objet d'éclairer l'administration sur l'intégrité, le sens social, la compétence et la conscience professionnelle de l'agent. Elle est attribuée chaque année.

Le chef hiérarchique compétent établit un bulletin qui décrit brièvement les fonctions exercées par l'agent pendant l'année écoulée et sa manière de servir. Il y propose l'appréciation du mérite qu'il estime devoir être attribuée à l'agent.

L'appréciation du mérite est synthétisée par l'une des mentions suivantes: «élite», «très bon», «bon», «assez bon», «médiocre».

Art. 65. — L'autorité qui établit les bulletins de cotation en transmet une copie à l'agent dans un délai de 15 jours. Il est loisible à l'agent d'introduire, par voie hiérarchique, dans les huit jours de la réception de la copie du bulletin de cotation, un recours contre l'appréciation du mérite.

Le recours, accompagné des avis des supérieurs hiérarchiques de l'agent, est transmis avec le bulletin de cotation à l'autorité compétente pour attribution définitive des appréciations. Nul ne peut s'opposer à la transmission d'un recours introduit par l'agent sous peine de sanction disciplinaire.

La décision d'attribution définitive de la cotation n'est pas susceptible de recours.

Un règlement d'administration pourvoit à l'exécution de la présente section.

Section 2
De l'avancement de grade

Art. 66. [*O.-L. 82-011 du 19 mars 1982, art. 2.* – Les promotions de grade ne peuvent avoir pour objet que de pourvoir à la vacance d'emplois budgétairement prévus dans les limites des cadres organiques.

Les candidats à la promotion doivent remplir les conditions suivantes:

1) avoir accompli 3 ans d'ancienneté au moins dans le grade immédiatement inférieur au grade de promotion;

2) avoir obtenu au moins l'appréciation «bon» lors des trois dernières cotations;

3) avoir participé avec succès et s'être classés en ordre utile à un concours organisé pour le passage d'une catégorie à une autre, excepté:

a) la première catégorie dont les conditions énumérées ci-dessus sont requises pour le passage d'un grade à un autre; et

b) le cas d'une promotion de grade obtenue par l'agent à l'expiration du détachement en vertu du prescrit de l'article 29 du présent statut.

Tout candidat qui a échoué au concours, deux fois successivement, ne peut prétendre accéder au grade de directeur.

Pour les grades inférieurs à celui de directeur, trois échecs successifs privent l'agent du droit de participation au concours.

Par dérogation aux dispositions des alinéas précédents, le secrétaire général de l'administration est nommé par le président de la République, sur proposition du commissaire d'État à la fonction publique parmi les agents revêtus du grade de directeur.

En cas d'égalité de réussite au concours, le candidat ayant obtenu la meilleure cote signalétique a priorité. Toutefois, les conditions de promotion du personnel effectuant la carrière plane sont déterminées par voie de règlement d'administration pris conformément à l'article 5 du présent statut.

L'agent qui, en cours de carrière, obtient un titre scolaire dont le niveau est susceptible de permettre, en cas de recrutement, l'accès à un grade supérieur, peut être nommé d'office au grade correspondant à ce nouveau titre.]

Art. 67. — Les promotions aux grades de la première catégorie sont accordées par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République. Les promotions aux grades des deuxième et troisième catégories sont octroyées par le département de la Fonction publique sur proposition des départements ou des services intéressés.

Les promotions aux grades des deuxième et troisième catégories pour les agents des Forces armées zaïroises et de la gendarmerie nationale sont accordées par le commissaire d'État à la Défense nationale et à la Sécurité du territoire.

L'octroi d'une promotion de grade donne droit au traitement initial du grade conféré.

Toutefois, si l'agent jouit déjà d'un traitement supérieur à celui que donne l'avancement de grade, il conserve ce traitement, majoré d'une augmentation de 3 p.c. calculée sur le traitement initial de son nouveau grade.

Art. 68. — Les promotions de grade sortent leurs effets le 1er janvier de l'année qui suit la date à laquelle le concours d'accession a été organisé.

Section 3
Avancement de traitement

Art. 69. — L'avancement de traitement consiste en augmentation annuelle du traitement.

Il est accordé automatiquement à tous les agents, sauf à ceux dont le dernier signalement consiste en appréciation «assez bon» ou «médiocre». Le taux de l'augmentation annuelle est respectivement de 3 p.c., 2 p.c. ou 1 p.c. du traitement initial selon que l'agent a obtenu «élite», «très bon» ou «bon».

L'augmentation annuelle est octroyée le 1er janvier de chaque année par le commissaire d'État à la Fonction publique.

TITRE IV
CESSATION DÉFINITIVE DES SERVICES ET RÉINTÉGRATION

– Voy. également l'Ord. 82-033 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif à la cessation définitive des services du personnel de carrière des services publics de l'État et aux rentes de survie.

Art. 70. — La cessation définitive des services entraînant la perte de la qualité d'agent résulte:

1) du décès;

2) de la révocation;

3) de la démission d'office;

4) de la démission volontaire;

5) de la mise à la retraite;

6) du licenciement pour inaptitude physique ou professionnelle.

Art. 71. — Est démis d'office de ses fonctions:

1) l'agent dont la nomination n'est pas régulière;

2) l'agent qui abandonne son poste ou qui ne reprend pas son service à l'expiration d'un congé ou d'une exclusion temporaire, dès que l'interruption de service injustifiée atteint ou dépasse une durée de 1 mois;

3) l'agent qui cesse de répondre aux conditions d'admission prévues aux points 1°, 2°, 3° et 8° de l'article 8 du présent statut.

La démission d'office est prononcée par l'autorité investie du pouvoir de nomination dans le respect de la procédure prévue à l'article 62, alinéa 2, de la présente loi.

Art. 72. — La démission volontaire ne peut résulter que d'une demande de l'agent marquant sa volonté non équivoque et inconditionnelle de mettre définitivement fin à ses services.

La démission doit être acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination ou par son délégué.

Toutefois, l'acceptation de la démission peut être retardée dans l'intérêt du service.

L'agent est tenu à continuer ses services jusqu'à l'acceptation expresse de sa démission.

Passé deux mois, le silence de l'autorité vaut l'acceptation tacite de la démission volontaire.

Art. 73. — L'agent est d'office mis à la retraite:

1) lorsqu'il a atteint l'âge de 55 ans;

2) lorsqu'il a effectué une carrière de 30 ans; néanmoins, si l'agent n'a pas atteint l'âge de 55 ans à cette époque, il peut être autorisé à continuer son service jusqu'au moment où il atteindra cet âge.

L'agent peut, à sa demande ou à l'initiative de l'administration en cas d'insuffisance professionnelle constatée par la cotation de trois dernières années ne permettant plus son reclassement dans un autre emploi, être mis à la retraite s'il a accompli une carrière de 20 ans au moins.

À sa demande, l'agent en détachement peut bénéficier de mêmes avantages.

Tout agent, détenteur d'un diplôme d'études supérieures, ne peut être pensionné qu'à l'âge de 55 ans. Toutefois, il peut jouir de la mise à la retraite après avoir accompli 30 ans de service s'il en formule la demande.

La mise à la retraite est prononcée par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 74. — Sont comprises dans la carrière de l'agent, pour le calcul de la durée de celle-ci:

• les périodes d'activité de service et les périodes d'interruption de service qui, d'après les dispositions du chapitre III, sont comprises dans la carrière;

• les périodes de services rendus avant l'engagement au sein des organes et services intégrés dans le champ d'application du présent statut;

• les périodes comprises dans la carrière antérieure de l'agent qui a cessé ses services et qui a ensuite été réintégré;

• les périodes de services rendus à l'administration en qualité d'agent sous contrat.

Art. 75. — Sans préjudice des dispositions de l'article 77, l'agent est licencié d'office pour inaptitude physique:

1) lorsqu'il a été reconnu définitivement inapte au service, l'inaptitude physique est appréciée par une commission médicale d'inaptitude dont la composition et le fonctionnement sont fixés par règlement d'administration;

2) lorsque la disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité a duré un an et qu'il n'est pas apte à reprendre son service à l'expiration de ce terme.

Art. 76. — L'agent est licencié pour inaptitude professionnelle lorsqu'il fait preuve d'insuffisance professionnelle constatée par la cotation de trois dernières années dans les emplois correspondant à son grade.

Le licenciement est prononcé d'office lorsque l'agent a reçu trois fois de suite la mention «médiocre».

Art. 77. — Le licenciement pour inaptitude physique ou pour inaptitude professionnelle est prononcé par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Toutefois, la mise à la retraite est prononcée à la place du licenciement lorsque l'agent remplit les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 78. — L'agent qui a cessé d'exercer ses services ne peut pas être réintégré sous le régime du présent statut, sauf si, ayant été licencié pour inaptitude physique, il est à nouveau reconnu physiquement apte à remplir ses fonctions. Dans ce cas, il doit remplir les conditions prévues à l'article 8.

La réintégration s'effectue au grade dont l'agent est revêtu à la date où il a cessé ses services, avec l'ancienneté qu'il a acquise à cette date.

La réintégration est prononcée par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

TITRE V

AVANTAGES ACCORDÉS APRÈS LA CESSATION DÉFINITIVE DES SERVICES

CHAPITRE I^er^

ALLOCATION DE FIN DE CARRIÈRE

Art. 79. — Tout agent qui, pour une cause autre que le décès, la démission d'office ou la révocation, cesse définitivement ses services après avoir accompli une carrière de 20 ans au moins, reçoit une allocation de fin de carrière.

Le montant de l'allocation est égal à deux quarts, trois quarts ou quatre quarts du montant annuel du dernier traitement d'activité selon que l'agent a accompli une carrière de moins de 25 ans, de 25 ans à moins de 30 ans ou de 30 ans au moins. Tout agent licencié reçoit également une allocation de fin de carrière. Le montant de cette allocation est égal au traitement de 1, 2 ou 3 mois selon que l'agent a accompli une carrière de 6 ans au moins, de 11 ans ou de moins de 20 ans.

L'allocation de fin de carrière est exempte de toute imposition fiscale.

Art. 80. — Lorsque l'agent décède avant le paiement de l'allocation de fin de carrière, celle-ci est allouée à la veuve, à défaut de celle-ci par parts égales aux enfants du défunt entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales.

CHAPITRE II

PENSION

Art. 81. — L'agent qui cesse définitivement ses services pour une cause autre que le décès, la démission d'office ou la révocation, a droit, d'une part, à une pension de retraite lorsqu'il a accompli une carrière de 20 ans au moins ou lorsqu'il a été mis à la retraite pour limite d'âge avant d'avoir accompli une carrière de 20 ans, et, d'autre part, à une promotion s'il a une ancienneté de trois ans au moins dans le même grade.

L'agent reconnu définitivement inapte au service et licencié pour l'inaptitude physique, a droit à une pension d'inaptitude:

1) si l'inaptitude résulte d'une maladie professionnelle ou d'un accident de travail quelle que soit la durée de la carrière de l'intéressé;

2) si l'inaptitude résulte d'une maladie non professionnelle ou d'un accident autre qu'un accident de travail et si l'intéressé compte au moins 10 ans de carrière.

Toutefois, aucune pension n'est due si l'inaptitude constitue la réalisation d'un risque spécial auquel l'agent s'est volontairement exposé ou si elle est imputable au refus ou à la négligence de l'agent de se soumettre à un traitement médical préventif.

La réalité de maladies ou d'infirmités, leur imputabilité au service, l'inaptitude définitive au service sont appréciées par la commission médicale d'inaptitude.

Art. 82. — La pension de retraite est calculée à raison, pour chaque année de carrière, d'un quarante-cinquième du montant du dernier traitement acquis.

La pension d'inaptitude pour maladie professionnelle ou pour accident de travail est égale aux trois quarts du montant annuel du dernier traitement d'activité. Elle est majorée d'un soixantième par année de carrière au-delà de 10 ans.

La pension d'inaptitude accordée en raison d'une maladie non professionnelle ou d'un accident autre qu'un accident de travail est calculée à raison, pour chaque année de carrière, d'un soixantième du montant annuel du dernier traitement acquis.

Dans le cas où un agent peut prétendre à une pension de retraite et à une pension d'inaptitude, seule la pension la plus élevée est octroyée. Les pensions courent à dater du jour où les intéressés ont cessé définitivement leur service. Elles sont acquises par mois, exemptes de toute imposition fiscale et à charge du Trésor.

Art. 83. — Lorsque les barèmes de traitement attachés aux grades des agents en activité de service subissent une augmentation générale, les pensions sont revues dans une proportion identique.

CHAPITRE III

ALLOCATIONS FAMILIALES ET SOINS DE SANTÉ

Art. 84. — L'agent pensionné perçoit les allocations familiales pour chacun des enfants à sa charge, pour autant que ces derniers soient nés avant ou 9 mois après la cessation définitive des services. Il reçoit, ainsi que les membres de sa famille, à charge du Trésor, les soins visés à l'article 42.

Art. 85. — La veuve ayant à sa charge des orphelins encore célibataires de l'agent et jouissant eux-mêmes d'une rente de survie, perçoit en plus de sa propre rente des allocations familiales qui leur sont dues.

Art. 86. — La veuve et les orphelins jouissant d'une rente de survie reçoivent les soins de santé visés à l'article 42.

Art. 87. — L'octroi des avantages prévus aux articles 84 et 85 est subordonné à la condition que les intéressés ne bénéficient pas de ces mêmes avantages en vertu d'un autre régime de sécurité sociale.

CHAPITRE IV

RENTE DE SURVIE ET AUOCATION DE DÉCÈS

– Voy. également l'Ord. 82-033 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif à la cessation définitive des services du personnel de carrière des services publics de l'État et aux rentes de survie.

Art. 88. — La veuve de l'agent soumis au présent statut a droit à une rente de survie:

1) si le mari est décédé en cours de carrière;

2) si le mari décédé était titulaire d'une pension de retraite ou d'inaptitude, à la condition que le mariage ait précédé la cessation définitive des services.

Le montant de la rente de veuve est égal:

1) à 25 % du montant annuel du dernier traitement d'activité du mari, si celui-ci est décédé en cours de carrière;

2) à 50 % de la pension du mari, si celui-ci est décédé étant pensionné.

Art. 89. — L'orphelin d'un agent soumis au présent statut a droit à une rente d'orphelin jusqu'à l'âge de 18 ans.

Peuvent y prétendre:

1) les enfants légitimes de l'agent, à condition qu'ils soient nés avant ou 9 mois après la cessation définitive des services de l'agent;

2) les enfants adoptés légalement par l'agent, à condition que l'acte d'adoption ait précédé la cessation définitive des services de l'agent;

3) les enfants reconnus et déclarés à l'état civil avant la cessation définitive des services de l'agent;

4) les enfants que le conjoint a retenus d'un précédent mariage, à condition que le mariage avec l'agent qui a ouvert le droit à la rente d'orphelin ait été contracté avant la cessation définitive des services et que les enfants aient donné lieu à l'attribution d'allocations familiales à l'agent;

5) les enfants sous tutelle de l'agent, à condition que la tutelle ait été déférée avant la cessation définitive des services de l'agent et que les

enfants aient donné lieu à l'attribution d'allocations familiales à l'agent.

Par dérogation au premier alinéa, les orphelins qui poursuivent normalement leurs études ou qui sont en apprentissage non rémunéré ont droit à la rente jusqu'à l'âge de 25 ans.

Art. 90. — Le montant annuel de la rente d'orphelin par enfant est égale:

1) à 4 % du montant annuel du dernier traitement d'activité de l'agent si celui-ci est décédé en cours de carrière;

2) à 10 % de la pension de l'agent si celui-ci est décédé pensionné.

Art. 91. — La veuve qui se remarie est déchue du droit à la rente.

Art. 92. — Lorsque les barèmes des traitements attachés aux grades des agents en activité de service subissent une augmentation générale, les rentes sont revues dans une proportion identique.

Art. 93. — Les rentes sont acquises par mois. Elles prennent cours le premier jour du mois qui suit le décès de l'agent. Elles ne sont pas taxables.

Art. 94. — Lorsqu'un agent décède en cours de carrière, la veuve a droit à une allocation de décès. Cette allocation n'est pas taxable. À défaut de la veuve, l'allocation de décès est accordée par parts égales aux enfants entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales. Le montant de l'allocation de décès est égal aux deux douzièmes du mentant annuel du dernier traitement d'activité du défunt.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 95. — Jusqu'à l'entrée en vigueur des règlements d'administration qui seront pris conformément au présent statut, les dispositions des règlements d'administration et des circulaires administratives prises en application de l'ordonnance-loi 73-023 du 4 juillet 1973 demeurent d'application dans la mesure ou elles ne sont pas incompatibles avec celles de la présente loi.

Les mesures d'application et les décisions d'interprétations des dispositions du présent statut sont prises sous forme de circulaires administratives par le commissaire d'État à la Fonction publique.

Ces circulaires ne peuvent déroger au statut ni aux règlements d'administration.

Art. 96. — Durant une période de 3 ans après l'entrée en vigueur du présent statut, le commissaire d'État à la Fonction publique peut licencier un agent pour impossibilité d'affectation dans les conditions qui sont déterminées par règlement d'administration.

Art. 97. — Sont abrogés:

• l'ordonnance-loi 73-023 du 4 juillet 1973 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État;

• tous les statuts particuliers régissant le personnel des services publics énumérés à l'article 1er du présent statut; ainsi que

• tous les textes contraires à la présente loi.

Art. 98. — Le présent statut entre en vigueur à la date de sa promulgation.

---

11 mars 1972. – ORDONNANCE 72-148 portant le statut du personnel de l'Institut des musées nationaux. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1972, p. 262)

CHAPITRE Ier
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le personnel de l'Institut des musées nationaux se divise en six catégories:

1° le personnel directeur;

2° le personnel scientifique;

3° le personnel technique;

4° le personnel administratif;

5° le personnel d'éducation;

6° le personnel de métier et de service.

Art. 2. — Les membres des personnels directeur, scientifique, technique, administratif et d'éducation sont soumis au régime réglementaire fixé par la présente ordonnance.

Les membres du personnel de métier et de service (conducteurs d'autos, électriciens, menuisiers, nettoyeurs, etc.) sont soumis à un régime contractuel. Sous réserve des dispositions légales relatives au contrat de travail, leur situation est fixée par leur acte d'engagement.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS SPÉCIALES AU PERSONNEL DIRECTEUR

Art. 3. — Le personnel directeur comprend le directeur général et le directeur général adjoint.

Art. 4. — Le directeur général et le directeur général adjoint sont nommés par ordonnance du président de la République.

Nul ne peut être nommé à l'emploi de directeur général ou à celui de directeur général adjoint:

1° s'il n'est titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'un niveau au moins égal à celui de la licence;

2° s'il ne possède la nationalité zaïroise;

3° s'il n'est de bonne moralité;

4° s'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de l'emploi.

Art. 5. — L'emploi de directeur général et celui de directeur général adjoint peuvent toujours être retirés aux personnes qui ont été nommées, que celles-ci proviennent d'un autre personnel de l'Institut ou qu'elles proviennent de l'extérieur.

Dans le cas où l'emploi leur est retiré, les personnes provenant d'un autre personnel de l'Institut peuvent être réintégrées, par décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination, dans le grade dont elles étaient titulaires au moment de leur nomination à l'emploi. La

décision de réintégration doit intervenir dans le délai de deux mois à compter de la date de l'ordonnance de retrait d'emploi et sort ses effets en même temps que celle-ci.

Lorsqu'elles sont réintégrées, les personnes visées ci-dessus sont nommées à l'échelon de grade auquel elles auraient accédé si elles avaient continué leurs services dans le grade qui était le leur au moment de leur nomination à l'emploi retiré.

Leur ancienneté dans cet échelon est égale à celle qu'elles auraient acquise dans la même hypothèse.

Art. 6. — Le directeur général et le directeur général adjoint reçoivent le même traitement initial et le même complément de traitement que les professeurs ordinaires à l'université nationale.

Ils reçoivent, en outre, une prime de fonctions dont le montant est égal respectivement à 30 p.c. et à 15 p.c. de leur traitement initial.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS SPÉCIALES AU PERSONNEL SCIENTIFIQUE

Art. 7. — La hiérarchie du personnel scientifique comprend dans l'ordre décroissant, les grades suivants:

1) conservateur;

2) conservateur adjoint;

3) assistant.

Chaque grade comporte des échelons d'ancienneté établis selon les distinctions précisées à l'article 14 ci-après.

Art. 8. — En plus de conservateurs, de conservateurs adjoints et d'assistants, le personnel scientifique comprend des assistants stagiaires.

Ceux-ci sont placés hors hiérarchie.

Art. 9. — Nul ne peut être nommé assistant stagiaire:

1) s'il ne remplit les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus;

2) s'il a dépassé l'âge de 32 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Art. 10. — Les assistants stagiaires accomplissent un stage de deux ans dont l'organisation est déterminée par décision du directeur général.

Ils peuvent être licenciés à tout moment s'ils font preuve d'incapacité manifeste.

À l'expiration du stage, les assistants stagiaires qui ont donné satisfaction sont nommés au grade d'assistant. Ceux qui n'ont pas donné satisfaction sont licenciés.

Le licenciement avant ou à la fin du stage est prononcé par décision du directeur général prise sur avis conforme de la commission d'aptitude et d'avancement prévue à l'article 13 ci-après.

Art. 11. — Nul ne peut être nommé au grade d'assistant s'il n'a accompli avec succès le stage auquel sont soumis les assistants stagiaires.

Art. 12. — Le grade de conservateur adjoint et celui de conservateur sont accessibles uniquement par voie de promotion.

Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 40, nul ne peut être promu au grade de conservateur adjoint ou à celui de conservateur s'il ne compte trois années d'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur.

Art. 13. — Il est institué une commission d'aptitude et d'avancement chargée de donner son avis:

1° sur les projets de décisions portant licenciement d'un assistant stagiaire ou nomination au grade d'assistant;

2° sur les projets de décisions portant promotion au grade de conservateur adjoint ou à celui de conservateur.

Cette commission est présidée par le directeur général et comprend, en plus de celui-ci:

1° un représentant de chacun des grades de la hiérarchie du personnel scientifique; ce représentant est désigné pour une période de trois ans par l'assemblée des titulaires du grade;

2° un représentant du bureau du président de la République;

3° un représentant du ministère chargé de la culture;

4° un membre du personnel enseignant de l'université nationale choisi sur une liste double établie par le directeur général de l'Institut; ce membre de la commission est désigné pour une période de trois ans par arrêté du ministre chargé de la culture.

Des trois membres représentant les différents grades de la hiérarchie du personnel:

• seul celui représentant le grade d'assistant peut siéger lorsque la commission est appelée à délibérer sur un projet de décision portant licenciement d'un assistant stagiaire ou nomination au grade d'assistant;

• seul celui représentant le grade de conservateur adjoint peut siéger lorsque la commission est appelée à délibérer sur un projet de décision portant promotion au grade de conservateur adjoint;

• seul celui représentant le grade de conservateur peut siéger lorsque la commission est appelée à délibérer sur un projet de décision portant promotion au grade de conservateur.

La commission fixe elle-même les règles selon lesquelles elle fonctionne.

Elle émet ses avis à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les avis émis sont constatés par des procès-verbaux signés par les membres ayant pris part à la réunion.

Les membres de la commission visés aux numéros 2, 3 et 4 de l'alinéa 2 ci-dessus ont droit à un jeton de présence dont le montant est fixé par le directeur général sous réserve d'approbation par le président de la République.

Art. 14. — Les grades de la hiérarchie comportent les échelons d'ancienneté suivants:

1° conservateur: deux échelons;

2° conservateur adjoint: trois échelons;

3° assistant: quatre échelons.

Dans le grade de conservateur, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de six ans.

Dans le grade de conservateur adjoint, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de quatre ans dans le premier échelon et de six ans dans le deuxième échelon.

Dans le grade d'assistant, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de quatre ans dans les premier et deuxième échelons et de six ans dans le troisième échelon.

Art. 15. — Les traitements initiaux des membres du personnel sont fixés par référence à ceux des membres du personnel enseignant ou scientifique de l'université nationale, conformément au tableau ci-après:

1°) conservateur:

1er échelon: traitement initial des professeurs;

2e échelon: traitement initial des professeurs ordinaires;

2°) conservateur adjoint:

1er échelon: traitement initial des chefs de travaux;

2e échelon: traitement initial des professeurs;

3e échelon: traitement initial des professeurs ordinaires;

3°) assistant:

1er échelon: traitement initial des assistants;

2e échelon: traitement initial des chefs de travaux;

3e échelon: traitement initial des professeurs;

4e échelon: traitement initial des professeurs ordinaires;

4°) assistant stagiaire:

traitement initial des assistants.

Art. 16. — Les membres du personnel reçoivent le même complément de traitement que celui accordé aux membres du personnel enseignant ou scientifique de l'université nationale auxquels ils sont assimilés pour la détermination de leur traitement initial.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS SPÉCIALES AU PERSONNEL TECHNIQUE

Art. 17. — La hiérarchie du personnel technique comprend, dans l'ordre décroissant, les grades suivants:

1) auxiliaire de recherche;

2) technicien;

3) préparateur technicien;

4) préparateur.

Chaque grade comporte des échelons d'ancienneté établis selon les distinctions précisées à l'article 21 ci-après.

Art. 18. — Nul ne peut être nommé au grade de préparateur:

1) s'il n'est titulaire du diplôme ou certificat délivré après le cycle court de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme ou certificat assimilé;

2) s'il ne remplit les conditions prévues sous les numéros 2 à 4 du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus;

3) s'il a dépassé l'âge de 30 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Art. 19. — Le grade de préparateur technicien et celui de technicien sont accessibles à la fois par voie de recrutement et par voie de promotion.

Nul ne peut être nommé directement:

a) au grade de préparateur technicien:

1) s'il n'est titulaire d'un diplôme ou certificat délivré après le cycle long de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme ou certificat assimilé;

2) s'il ne remplit les conditions prévues sous les numéros 2 à 4 du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus; s'il a dépassé l'âge de 30 ans au 1er janvier de l'année en cours;

b) au grade de technicien:

1) s'il n'est titulaire d'un diplôme d'études supérieures portant sur un cycle de deux années d'études au moins;

2) s'il ne remplit les conditions prévues sous les numéros 2 à 4 du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus;

3) s'il a dépassé l'âge de 32 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 40, nul ne peut être promu:

a) au grade de préparateur technicien s'il ne compte six années d'ancienneté dans le grade de préparateur;

b) au grade de technicien s'il ne compte trois années d'ancienneté dans le grade de préparateur technicien.

Art. 20. — Le grade d'auxiliaire de recherche est accessible uniquement par voie de promotion. Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 40, nul ne peut être promu à ce grade s'il ne compte trois années d'ancienneté dans le garde de technicien.

Art. 21. — Les grades de la hiérarchie comportent les échelons d'ancienneté suivants:

1) auxiliaire de recherche: quatre échelons;

2) technicien: cinq échelons;

3) préparateur technicien: cinq échelons;

4) préparateur: cinq échelons.

Dans le grade d'auxiliaire de recherche, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de quatre ans.

Dans le grade de technicien, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de trois ans dans le premier échelon et de quatre ans dans les deuxième, troisième et quatrième échelons.

Dans le grade de préparateur technicien, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de trois ans dans les premier et deuxième échelons, et de quatre ans dans les troisième et quatrième échelons.

Dans le grade de préparateur, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de six ans dans le premier échelon et de trois ans dans les deuxième, troisième et quatrième échelons.

Art. 22. — Les traitements initiaux des membres du personnel sont fixés par référence à ceux des agents de l'État appartenant au cadre général, conformément au tableau ci-après:

1°) auxiliaire de recherche:

1er échelon: traitement initial des chefs de bureau adjoints;

2e échelon: traitement initial des chefs de bureau;

3e échelon: traitement initial des chefs de bureau principaux;

4e échelon: traitement initial des sous-directeurs;

2°) technicien:

1er échelon: traitement initial des rédacteurs principaux;

2e échelon: traitement initial des chefs de bureau adjoints;

3e échelon: traitement initial des chefs de bureau;

4e échelon: traitement initial des chefs de bureau principaux;

5e échelon: traitement initial des sous-directeurs;

3°) Préparateur technicien:

1er échelon: traitement initial des rédacteurs;

2e échelon: traitement initial des rédacteurs principaux;

3e échelon: traitement initial des chefs de bureau adjoints;

4e échelon: traitement initial des chefs de bureau;

5e échelon: traitement initial des chefs de bureau principaux;

4°) préparateur:

1er échelon: traitement initial des commis;

2e échelon: traitement initial des commis-chefs;

3e échelon: traitement initial des rédacteurs;

4e échelon: traitement initial des rédacteurs principaux;

5e échelon: traitement initial des chefs de bureau adjoints.

Art. 23. — Les membres du personnel reçoivent un complément de traitement égal à la moitié de leur traitement initial.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS SPÉCIALES AU PERSONNEL ADMINISTRATIF

Art. 24. — La hiérarchie du personnel administratif comprend, dans l'ordre décroissant, les grades suivants:

1) secrétaire administratif et secrétaire comptable;

2) commis dactylographe et commis magasinier;

3) gardien.

Chaque grade comporte des échelons d'ancienneté selon les distinctions précisées à l'article 25 ci-après.

Art. 25. — Nul ne peut être nommé au grade de gardien:

1) s'il n'est titulaire du certificat de fin d'études primaires;

2) s'il ne remplit les conditions prévues sous les numéros 2 à 4 du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus;

3) s'il a dépassé l'âge de 30 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Art. 26. — Nul ne peut être nommé au grade de commis dactylographe ou à celui de commis magasinier: 1) s'il n'est titulaire du diplôme ou certificat délivré après le cycle court de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme ou certificat assimilé; 2) s'il ne remplit les conditions prévues sous les numéros 2 à 4 du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus; 3) s'il a dépassé l'âge de 30 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Art. 27. — Le grade de secrétaire administratif et celui de secrétaire comptable sont accessibles à la fois par voie de recrutement et par voie de promotion.

Nul ne peut être nommé directement au grade de secrétaire administratif ou à celui de secrétaire comptable: 1) s'il n'est titulaire d'un diplôme d'études supérieures portant sur un cycle de deux années d'études au moins; 2) s'il ne remplit les conditions prévues sous les numéros 2 à 4 du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus; 3) s'il a dépassé l'âge de 32 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 40, nul ne peut être promu au grade de secrétaire administratif ou à celui de secrétaire comptable s'il ne compte neuf années d'ancienneté dans le grade de commis dactylographe ou de commis magasinier.

Art. 28. — Les grades de la hiérarchie comportent les échelons d'ancienneté suivants:

1° secrétaire administratif ou comptable: cinq échelons;

2° commis dactylographe ou magasinier: cinq échelons;

3° gardien: quatre échelons.

Dans le grade de secrétaire administratif et de secrétaire comptable, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de trois ans dans le premier échelon et de quatre ans dans les deuxième, troisième et quatrième échelons.

Dans les grades de commis dactylographe et de commis magasinier, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de six ans dans le premier échelon et de trois ans dans les deuxième, troisième et quatrième échelons.

Dans le grade de gardien, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de trois ans dans le premier échelon, de six ans dans le deuxième échelon et de trois ans dans le troisième échelon.

Art. 29. — Les traitements initiaux des membres du personnel sont fixés par référence à ceux des agents de l'État appartenant au cadre général, conformément au tableau ci-après:

1°) secrétaire administratif ou comptable:

1er échelon: traitement initial des rédacteurs principaux;

2e échelon: traitement initial des chefs de bureau adjoints;

3e échelon: traitement initial des chefs de bureau;

4e échelon: traitement initial des chefs de bureau principaux;

5e échelon: traitement initial des sous-directeurs;

2°) commis dactylographe ou magasinier:

1er échelon: traitement initial des commis;

2e échelon: traitement initial des commis-chefs;

3e échelon: traitement initial des rédacteurs;

4e échelon: traitement initial des rédacteurs principaux;

5e échelon: traitement initial des chefs de bureau adjoints;

3°) gardien:

1er échelon: traitement initial des agents auxiliaires;

2e échelon: traitement initial des commis;

3e échelon: traitement initial des commis-chefs;

4e échelon: traitement initial des rédacteurs.

Art. 30. — Les membres du personnel reçoivent un complément de traitement égal à la moitié de leur traitement initial.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS SPÉCIALES AU PERSONNEL D'ÉDUCATION

Art. 31. — La hiérarchie du personnel d'éducation comprend, dans l'ordre décroissant, les grades suivants: 1) délégué à l'éducation; 2) adjoint à l'éducation.

Chaque grade comporte des échelons d'ancienneté établis selon les distinctions précisées à l'article 34 ci-après.

Art. 32. — Nul ne peut être nommé au grade d'adjoint à l'éducation: 1) s'il n'est titulaire d'un diplôme d'études supérieures portant sur un cycle de deux années d'études au moins; 2) s'il ne remplit les conditions prévues sous les numéros 2 à 4 du deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus; 3) s'il a dépassé l'âge de 32 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Art. 33. — Le grade de délégué à l'éducation est accessible à la fois par voie de recrutement et par voie de promotion.

Nul ne peut être nommé directement à ce grade: 1) s'il ne remplit les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus; 2) s'il a dépassé l'âge de 32 ans au 1er janvier de l'année en cours.

Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 40, nul ne peut être promu à ce grade s'il ne compte sept années d'ancienneté dans le grade d'adjoint à l'éducation.

Art. 34. — Les grades de la hiérarchie comportent les échelons d'ancienneté suivants:

1° délégué à l'éducation: quatre échelons;

2° adjoint à l'éducation: cinq échelons.

Dans le grade de délégué à l'éducation, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de six ans dans le premier échelon, de quatre ans dans le 2e échelon et de six ans dans le troisième échelon.

Seuls les titulaires d'un diplôme d'un niveau au moins égal à celui de la licence peut accéder aux troisième et quatrième échelons.

Dans le grade d'adjoint à l'éducation, le temps nécessaire pour passer à l'échelon supérieur est de trois ans dans le premier échelon et de quatre ans dans les deuxième, troisième et quatrième échelons.

Art. 35. — Les traitements initiaux des membres du personnel sont fixés par référence à ceux ces agents de l'État appartenant au cadre général conformément au tableau ci-après:

1°) délégué à l'éducation:

1er échelon: traitement initial des chefs de bureau;

2e échelon: traitement initial des sous-directeurs;

3e échelon: traitement initial des directeurs;

4e échelon: traitement initial des directeurs généraux;

2°) adjoint à l'éducation:

1er échelon: traitement initial des rédacteurs principaux;

2e échelon: traitement initial des chefs de bureau adjoints;

3e échelon: traitement initial des chefs de bureau;

4e échelon: traitement initial des chefs de bureau principaux;

5e échelon: traitement initial des sous-directeurs.

Art. 36. — Les membres du personnel reçoivent un complément de traitement égal à la moitié de leur traitement initial.

Par exception, le membre du personnel revêtu du grade de délégué à l'éducation et titulaire d'un diplôme d'un niveau au moins égal à celui de la licence reçoit un complément de traitement dont le montant est fixé par référence à celui accordé aux membres du personnel scientifique ou enseignant de l'université nationale, conformément aux dispositions ci-après:

1er échelon: complément de traitement des assistants;

2e échelon: complément de traitement des chefs de travaux;

3e échelon: complément de traitement des professeurs;

4e échelon: complément de traitement des professeurs ordinaires.

CHAPITRE VII
DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERSONNELS SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE, ADMINISTRATIF ET D'ÉDUCATION

Section 1re
Cadre des emplois

Art. 37. — Le directeur général fixe, sous réserve d'approbation par le président de la République, le cadre des emplois de la direction générale et de chacun des musées nationaux.

Il détermine le grade dont le membre du personnel doit être titulaire pour occuper chacun de ces emplois.

Section 2
Nominations et promotions

Art. 38. — Les assistants stagiaires et les membres des personnels technique, administratif et d'éducation sont nommés ou promus par décision du directeur général.

Hormis les assistants stagiaires, les membres du personnel scientifique sont nommés ou promus par décision du directeur général prise

sur avis conforme de la commission d'aptitude et d'avancement prévue à l'article 13.

Art. 39. — Toute nomination ou promotion de grade n'ayant pas pour objet exclusif de pourvoir régulièrement à une avance d'emploi est interdite.

Art. 40. — L'avancement de grade a lieu exclusivement au choix.

Nul ne peut être promu au grade supérieur s'il n'a obtenu au moins la mention «bon» lors du dernier signalement et s'il ne se trouve dans une position administrative où il peut faire valoir ses droits à l'avancement de grade.

Les promotions de grade sont accordées au 1er janvier, au 1er avril, au 1er juillet et au 1er octobre.

Art. 41. — Nul ne peut être promu à l'échelon supérieur de son grade s'il n'a obtenu au moins la mention «bon» lors du dernier signalement et s'il ne se trouve dans une position administrative où il peut faire valoir ses droits à l'avancement d'échelon.

Sous ces réserves, les promotions d'échelon sont accordées d'office, par décision du directeur général, au 1er janvier, au 1er avril, au 1er juillet et au 1er octobre qui suit la date à laquelle l'ancienneté exigée pour les obtenir est acquise.

Les membres du personnel promus à un grade supérieur sont nommés à l'échelon de ce nouveau grade comportant un traitement initial égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils percevraient dans leur ancien grade.

Dans le cas où ils sont nommés à un échelon comportant un traitement initial égal à celui qu'ils percevaient dans leur ancien grade, ils conservent, pour l'avancement d'échelon, l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans leur ancien échelon.

Section 3
Attribution d'emplois

Art. 42. — Les affectations aux emplois font l'objet d'une décision du directeur général.

Art. 43. — Si les nécessités du service l'exigent, un membre du personnel peut être commissionné temporairement à un emploi supérieur à celui qui correspond à son grade.

Ce commissionnement ne donne droit à aucune rétribution supplémentaire, sauf dans le cas prévu à l'article 65.

Section 4
Changement de grade

Art. 44. — Les membres du personnel titulaires d'un grade au premier échelon duquel est attaché un traitement initial inférieur ou égal à celui de rédacteur principal du cadre général des agents de l'État peuvent, sur leur demande, être nommés à un grade équivalent à celui dont ils sont revêtus.

Sont réputés équivalents les grades au premier échelon desquels est attaché un même traitement initial.

Les nominations sont subordonnées aux conditions suivantes:

1) qu'il y ait vacance d'un emploi correspondant au grade à conférer;

2) que le membre du personnel possède les aptitudes requises pour exercer la fonction du grade à conférer;

3) qu'il ait obtenu au moins la mention «bon» lors du dernier signalement;

4) qu'il se trouve dans une position administrative où il peut faire valoir ses droits à l'avancement de grade et d'échelon.

Art. 45. — Le membre du personnel dont la demande de changement de grade a été acceptée est nommé à l'échelon du nouveau grade comportant un traitement initial égal à celui qu'il avait acquis dans son ancien grade et celle qu'il avait acquise dans l'échelon qu'il occupait à l'intérieur de celui-ci.

Section 5
Signalement

Art. 46. — Le signalement est obligatoire pour tous les membres des personnels visés au présent chapitre.

Il est attribué chaque année, dans la deuxième quinzaine de novembre.

Art. 47. — Le pouvoir de signalement est exercé:

1) à l'égard des membres du personnel affectés à la direction générale et de ceux chargés de la conservation d'un musée, par le directeur général;

2) à l'égard des autres membres du personnel, par le conservateur du musée auquel ils sont affectés.

Art. 48. — Le signalement est établi au moyen d'un bulletin dont le modèle est déterminé par le directeur général.

Il est basé sur l'appréciation objective de la valeur, des aptitudes, du rendement et du mérite du membre du personnel.

L'appréciation s'exprime à l'aide de formules descriptives, conformément aux indications portées sur le bulletin de signalement.

Les appréciations émises dans le bulletin sont synthétisées par l'une des mentions suivantes, laquelle constitue le signalement proprement dit: «élite», «très bon», «bon», «assez bon», «médiocre».

Art. 49. — Le signalement attribué par l'autorité compétente est définitif.

Un exemplaire du bulletin est remis à l'intéressé, qui doit en accuser réception dans un délai de huit jours.

Art. 50. — Le signalement n'est pas établi pour les membres du personnel qui, pendant plus de six mois au cours de la période allant du 1er janvier au 15 décembre de l'année en cours, ont été dans une position autre que l'activité.

Section 6
Régime disciplinaire

Art. 51. — Les peines disciplinaires applicables aux membres du personnel sont:

1) la réprimande;

2) le blâme;

3) la retenue d'un tiers de la rémunération pour une période n'excédant pas un mois;

4) la suspension par mesure disciplinaire pour une durée d'un mois au moins et de trois mois au plus;

5) l'abaissement d'échelon;

6) la révocation.

La suspension par mesure disciplinaire prive le membre du personnel de sa rémunération, mais non des avantages sociaux; elle le prive également de ses droits à l'avancement de grade et d'échelon et à l'obtention des augmentations annuelles de traitement. Sa durée n'est pas considérée comme temps de service, tant pour l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement que pour la détermination du temps total de service.

L'abaissement d'échelon entraîne le reclassement du membre du personnel à l'échelon immédiatement inférieur et sans ancienneté.

Au sens du présent article et des autres dispositions de la présente section, il faut entendre par «rémunération» le traitement, le complément de traitement et la prime de diplôme ou de spécialisation.

Art. 52. — Les peines disciplinaires prévues aux numéros 1 et 2 de l'article 51 peuvent être prononcées par l'autorité investie du pouvoir de signalement et par le directeur général.

Les autres peines ne peuvent être prononcées que par le directeur général.

Lorsque la peine disciplinaire qu'elle estime devoir être infligée excède ses pouvoirs, l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire propose cette peine disciplinaire et transmet sa proposition au directeur général.

Art. 53. — Aucune peine ne peut être proposée ou prononcée sans que l'intéressé ait pu présenter sa défense par écrit.

Art. 54. — Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaire.

Quel que soit le résultat de ces actions, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires.

Art. 55. — En cas de faute grave commise par un membre du personnel, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, l'auteur de cette faute peut être immédiatement suspendu par mesure d'ordre. La suspension est prononcée par décision du directeur général.

Le membre du personnel frappé de suspension est privé de sa rémunération, mais conserve le bénéfice des avantages sociaux.

Le prononcé disciplinaire doit intervenir dans un délai de trois mois à compter du jour où la décision de suspension a pris effet. Toutefois, lorsque le membre du personnel est l'objet de poursuites pénales pour le fait qui a motivé la suspension, ce délai est prolongé jusqu'au trentième jour qui suit soit la date à laquelle le ministère public a décidé d'abandonner les poursuites, soit la date à laquelle la décision rendue par la juridiction saisie est devenue définitive.

Si l'affaire disciplinaire est classée sans suite ou si la peine prononcée est la réprimande ou le blâme, le membre du personnel a droit à sa rémunération pour la période de suspension.

Si la peine prononcée est la retenue d'un tiers de la rémunération ou l'abaissement d'échelon, le membre du personnel a également droit à sa rémunération pour la période de suspension, sous réserve, dans le premier cas, de la retenue à opérer en exécution de la sentence disciplinaire, et, dans le second, du rajustement de la rémunération à compter du jour où la décision de suspension a pris effet.

Si la peine infligée est la suspension par mesure disciplinaire, la durée de la suspension par mesure d'ordre s'impute sur la durée de la peine. Dans le cas où elle excède celle-ci, le membre du personnel a droit à sa rémunération pour la période excédentaire.

Si la peine infligée est la révocation, la décision disciplinaire rétroagit à la date du début de la suspension, étant entendu que les avantages sociaux dont le membre du personnel a bénéficié durant la suspension lui restent acquis.

Dans tous les cas où le membre personnel a droit à sa rémunération, la période de suspension pour laquelle celle-ci doit lui être versée est considérée comme temps de service, tant pour l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement que pour la détermination du temps total de service.

Art. 56. — Toute peine disciplinaire prononcée à charge d'un membre du personnel lui est notifiée par écrit et fait l'objet d'une inscription à son dossier.

Toute autorité autre que le directeur général qui inflige une peine disciplinaire doit aviser immédiatement celui-ci.

Art. 57. — Sauf en ce qui concerne les règles fixées par la présente ordonnance, le directeur général détermine la procédure à suivre en matière disciplinaire.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES PESONNELS SOUMIS AU RÉGIME DE L'ORDONNANCE

Section 1re
Devoirs et incompatibilités

Art. 58. — Sont applicables aux membres du personnel les dispositions du statut des agents de l'État relatives aux devoirs et incompatibilités.

Section 2
Augmentations annuelles de traitement

Art. 59. — Les membres du personnel bénéficient chaque année, pourvu qu'ils remplissent les conditions indiquées ci-après, d'une augmentation de traitement égale à 3 p.c. de leur traitement initial.

Les augmentations annuelles de traitement sont accordées au 1er janvier, au 1er avril, au 1er juillet et au 1er octobre.

Le membre du personnel doit compter, à la date d'échéance des augmentations, un an d'ancienneté au point de vue traitement.

Sont exclues de ce temps, les périodes d'interruption d'activité qui, d'après les autres dispositions de la présente ordonnance, ne sont

pas considérées comme temps de service pour l'obtention des augmentations annuelles de traitement.

L'ancienneté au point de vue traitement est calculée à partir de la nomination, de la promotion de grade ou d'échelon ou de la date d'échéance de la précédente augmentation annuelle.

Outre la condition d'ancienneté prévue ci-dessus, le membre du personnel doit, pour recevoir l'augmentation annuelle:

1) avoir obtenu au moins la mention «bon» lors du dernier signalement, sauf s'il n'est pas soumis au signalement;

2) se trouver dans une position administrative où il peut faire valoir ses droits à l'obtention des augmentations annuelles de traitement.

Art. 60. — Dans les emplois de directeur général et de directeur général adjoint, il n'est plus accordé d'augmentations annuelles lorsque leur nombre s'élève à quinze.

Il n'en est également plus accordé:

a) dans le dernier échelon du grade de conservateur, lorsque leur nombre s'élève à douze;

b) dans le dernier échelon du grade de conservateur adjoint, lorsque leur nombre s'élève à neuf;

c) dans le dernier échelon du grade d'assistant et de celui de délégué à l'éducation, lorsque leur nombre s'élève à six.

Art. 61. — Les augmentations annuelles de traitement sont accordées par décision du directeur général.

Art. 62. — Dans le cas de nomination d'un assistant stagiaire au grade d'assistant, l'intéressé conserve les augmentations annuelles qu'il a obtenues en qualité d'assistant stagiaire. De plus, le temps compris entre la date à laquelle il a obtenu la dernière de ces augmentations et celle à laquelle il a été nommé au grade d'assistant lui est compté pour l'octroi de la première augmentation dans ce grade. Les mêmes dispositions sont applicables dans le cas de nomination du directeur général adjoint à l'emploi de directeur général.

Art. 63. — Dans le cas de promotion de grade ou d'échelon, si le traitement initial attaché au premier échelon du grade de promotion ou à l'échelon de promotion est inférieur au traitement que le membre du personnel a acquis au moment où il est promu ou qu'il aurait acquis à ce même moment s'il n'avait pas été promu, il est accordé à l'intéressé une bonification comportant le nombre d'augmentations annuelles nécessaires pour atteindre, dans le premier échelon du nouveau grade ou dans l'échelon de promotion, un traitement immédiatement supérieur à celui qu'il a acquis dans l'ancien grade ou échelon ou qu'il aurait acquis à défaut de promotion.

Section 3

Avantages accessoires au traitement

Art. 64. — Sont applicables aux membres du personnel les dispositions du statut des agents de l'État relatives:

1) à la prime de diplôme ou de spécialisation;

2) aux avantages sociaux (allocations familiales, complément familial, logement ou allocation de logement, soins de santé, allocation de funérailles);

3) aux indemnités compensatoires;

4) aux frais de transport.

Art. 65. — En cas de commissionnement à un emploi supérieur correspondant au grade de conservateur, de conservateur adjoint ou de délégué à l'éducation, le membre du personnel bénéficie d'une prime d'intérim, à condition qu'il ait occupé l'emploi de commissionnement pendant deux mois au moins et que son traitement initial soit inférieur à celui du premier échelon du grade auquel correspond ledit emploi.

Le montant de la prime d'intérim est égal à la différence entre le traitement initial du premier échelon au grade auquel correspond l'emploi de commissionnement et le traitement initial de l'échelon de grade occupé par le membre du personnel.

Section 4

Paiement du traitement et des autres avantages pécuniaires

Art. 66. — Le traitement et le complément de traitement sont payés par mois et par anticipation.

La prime de diplôme et de spécialisation, les allocations familiales, le complément familial et l'allocation de logement sont payés en même temps que le traitement.

La prime d'intérim est payée par mois à terme échu.

Section 5

Positions

Art. 67. — Tout membre du personnel est placé dans l'une des positions suivantes:

1) en activité;

2) en détachement;

3) en disponibilité;

4) en suspension par mesure d'ordre (article 55);

5) en suspension par mesure disciplinaire (article 51).

Art. 68. — § 1er. L'activité est la position du membre du personnel qui exerce effectivement les fonctions de l'emploi qui lui a été attribué.

Par extension, elle englobe les missions officielles dont le membre du personnel est chargé ainsi que les congés prévus au présent article.

§ 2. Tout membre du personnel en activité a droit à un congé annuel de détente de trente jours consécutifs ou de vingt-six jours ouvrables pour une année de service accompli.

Les autres congés prévus au présent article sont considérés, pour l'application de cette disposition, comme service accompli.

L'autorité compétente pour accorder le congé a toute liberté pour échelonner celui-ci. Elle peut en outre s'opposer, si l'intérêt du service l'exige, à tout fractionnement du congé.

Le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle de l'autorité compétente.

§ 3. Tout membre du personnel en activité a droit, en cas de maladie ou d'infirmité dûment constatée le mettant dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, à des congés de maladie d'une durée totale maximum de six mois pendant une période de douze mois consécutifs.

Pour obtenir un congé de maladie ainsi que le renouvellement du congé initialement accordé, le membre du personnel doit adresser à l'autorité compétente une demande appuyée d'un certificat d'un médecin agréé.

§ 4. Tout membre du personnel en activité a droit aux mêmes congés de circonstance que ceux accordés aux agents de l'État et dans les conditions prévues par le statut de ces agents.

§ 5. Tout membre féminin du personnel en activité a droit à un congé de maternité pour couches et allaitement.

La durée de ce congé est de quatorze semaines consécutives, dont six semaines au moins et huit semaines au plus après l'accouchement.

§ 6. Les missions officielles sont confiées par le directeur général, avec l'approbation préalable du délégué du président de la République pour les missions à accomplir à l'étranger.

Les congés sont accordés: a) pour les membres du personnel soumis au signalement, par l'autorité investie du pouvoir de signalement; b) pour les autres membres du personnel, par le délégué du président de la République.

Toute autorité subordonnée au directeur général qui accorde un congé doit en aviser immédiatement celui-ci.

Art. 69. — § 1. Le détachement est la position du membre du personnel placé temporairement hors de son emploi et de l'Institut pour occuper un autre emploi dans un autre service public.

Il ne peut avoir lieu que dans l'un des cas suivants:

1) détachement auprès d'une administration de l'État, d'une personne publique parastatale ou d'une collectivité territoriale décentralisée;

2) détachement pour exercer des fonctions au bureau du président de la République ou dans un cabinet ministériel;

3) détachement pour exercer les fonctions de membre du gouvernement ou un mandat de membre de l'Assemblée nationale;

4) détachement pour remplir une mission auprès d'un gouvernement étranger ou d'un organisme international.

§ 2. Le détachement est prononcé sur la demande de l'intéressé par décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Il est de droit dans les cas prévus aux numéros 2 et 3 du paragraphe précédent.

§ 3. Le détachement ne peut être prononcé pour une durée supérieure à deux ans.

Il peut être successivement renouvelé pour des périodes n'excédant pas un an, jusqu'à concurrence d'une durée totale maximum de cinq ans, la période initiale de détachement y comprise.

Par exception, lorsqu'il est de droit, le détachement est prononcé pour la durée des fonctions à remplir dans le service de détachement.

L'autorité compétente peut toujours révoquer le détachement, sauf lorsqu'il est de droit.

§ 4. Le membre du personnel détaché est soumis à l'ensemble des règles régissant la fonction qu'il exerce par l'effet de son détachement.

Il n'est plus rémunéré par l'Institut, mais conserve, dans celui-ci, ses droits à l'avancement de grade et d'échelon et à l'obtention des augmentations annuelles de traitement.

La période de détachement est considérée comme temps de service, tant pour l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement que pour la détermination du temps total de service.

§ 5. À l'expiration du détachement, le membre du personnel est replacé en position d'activité et affecté à un emploi correspondant à son grade, sauf application des dispositions de la présente ordonnance relatives à la disponibilité et à la cessation définitive des fonctions.

Art. 70. — § 1. La disponibilité est la position du membre du personnel placé temporairement hors de son emploi et de l'Institut sans être appelé à un autre emploi dans un autre service public.

Elle est prononcée par décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination, soit d'office, soit à la demande de l'intéressé.

§ 2. La mise en disponibilité ne peut être prononcée d'office que pour l'une des causes suivantes:

1) pour cause d'absence irrégulière, lorsque, sans motif valable, le membre du personnel abandonne son poste ou néglige de reprendre son service à l'expiration d'un congé d'une période d'interruption régulière d'activité.

Dans ce cas, la période de disponibilité ne peut excéder deux mois. À l'expiration de cette durée, l'intéressé, s'il ne reprend pas son service, est démis d'office de ses fonctions.

Durant la période de disponibilité, l'intéressé est privé de la rémunération mais conserve le bénéfice des avantages sociaux. Il est également privé de ses droits à l'avancement de grade et d'échelon et à l'obtention des augmentations annuelles de traitement.

La période de disponibilité n'est pas considérée comme temps de service, tant pour l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement que pour la détermination du temps total de service;

2) pour cause de maladie ou d'infirmité, lorsque le membre du personnel a obtenu, pendant une période de douze mois consécutifs, des congés de maladie d'une durée totale de six mois et qu'il n'est pas, selon l'avis d'un médecin agréé, apte à reprendre son service à l'expiration de son dernier congé.

Dans ce cas, la durée de la disponibilité ne peut excéder un an. Elle peut, après avis d'un médecin agréé, être renouvelée une ou plusieurs fois, sans qu'au total elle puisse excéder deux ans, y compris la période initiale de disponibilité. À l'expiration de cette durée, l'intéressé, s'il n'est pas apte à reprendre son service, est licencié d'office pour inaptitude physique.

Durant la période de disponibilité, l'intéressé perçoit le quart de sa rémunération d'activité, sauf si la maladie ou l'infirmité a été contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, auquel cas il en perçoit l'intégralité. En outre, il bénéficie des avantages sociaux et conserve ses droits à l'avancement de grade et d'échelon et à l'obtention des augmentations annuelles de traitement.

La période de disponibilité n'est pas considérée comme temps de service, tant pour l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement que pour la détermination du temps total de service;

3) pour cause de suppression d'emploi, lorsque le membre du personnel ne peut être réaffecté à son grade et qu'il ne compte pas vingt années de service.

Dans ce cas, la durée de la disponibilité ne peut excéder le temps restant à courir pour que l'intéressé compte vingt années de service. À l'expiration de cette durée, l'intéressé, s'il ne peut être réaffecté à un emploi correspondant à son grade, est mis à la retraite d'office. Durant la période de disponibilité, l'intéressé perçoit la moitié de sa rémunération d'activité et bénéficie des avantages sociaux. En outre, il conserve ses droits à l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement.

La période de disponibilité est considérée comme temps de service, tant pour l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement que pour la détermination du temps total de service.

§ 3. La mise en disponibilité sur demande de l'intéressé ne peut être accordée que pour motif de convenance personnelle.

La durée de la disponibilité ne peut excéder un an. Elle peut être renouvelée à trois reprises pour une durée égale. À l'expiration de cette durée, l'intéressé, s'il ne reprend pas son service, est soit mis à la retraite d'office s'il compte vingt années de service, soit démis d'office de ses fonctions dans le cas contraire.

Durant la période de disponibilité, l'intéressé est privé de sa rémunération et des avantages sociaux. Il est également privé de ses droits à l'avancement de grade et d'échelon et à l'obtention des augmentations annuelles de traitement.

La période de disponibilité est considérée comme temps de service, tant pour l'avancement de grade et d'échelon et l'obtention des augmentations annuelles de traitement que pour la détermination du temps total de service.

§ 4. Pour l'application du présent article, le terme «rémunération» doit s'entendre dans le sens indiqué au dernier alinéa de l'article 51.

Section 6

Cessation définitive de fonctions

Art. 71. — La cessation définitive des fonctions entraînant la perte de la qualité de membre du personnel résulte:

1) de la démission régulièrement acceptée;

2) de la démission d'office;

3) du licenciement pour inaptitude physique;

4) du licenciement pour inaptitude professionnelle;

5) de la révocation.

Elle résulte également: a) en ce qui concerne le directeur général et le directeur général adjoint, du retrait d'emploi prévu à l'article 5, sauf le cas de réintégration dans le grade antérieur; b) en ce qui concerne les assistants stagiaires, du licenciement prévu à l'article 10.

Art. 72. — La démission ne peut résulter que d'une demande écrite de l'intéressé marquant sa volonté non équivoque de cesser définitivement ses fonctions.

Elle n'a d'effet qu'autant qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination et prend effet à la date fixée par cette autorité.

La décision de l'autorité compétente doit intervenir dans le délai d'un mois.

L'acceptation de la démission la rend irrévocable. Elle ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'exercice de l'action disciplinaire, en raison de faits qui n'auraient été révélés à l'administration qu'après cette acceptation.

Le membre du personnel qui cesse ses fonctions avant la date fixée par l'autorité compétente pour accepter la démission peut faire l'objet d'une peine disciplinaire.

Art. 73. — Sont démis d'office de leurs fonctions, par décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination, les membres du personnel qui:

1) perdent la nationalité zaïroise ou les droits civiques;

2) ont été condamnés, par décision passée en force de chose jugée, à une peine de servitude pénale supérieure à trois mois;

3) ne reprennent pas leur service à l'expiration de la durée maximum de la disponibilité pour cause d'absence irrégulière;

4) réaffectés, après une période correspondant à leur grade, ne reprennent pas leur service à la date qui leur est indiquée;

5) ne reprennent pas leur service à l'expiration de la durée maximum de la disponibilité pour motif de convenance personnelle. Toutefois, si les intéressés comptent à cette époque vingt années de service, ils sont mis à la retraite d'office au lieu d'être démis.

Art. 74. — Sont licenciés d'office pour inaptitude physique, par décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination, les membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité qui, selon l'avis d'un médecin agréé, ne sont pas aptes à reprendre leur service à l'expiration de la durée maximum de la disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité.

Art. 75. — Les membres du personnel qui font preuve d'insuffisance professionnelle dans l'exercice de l'emploi correspondant à leur grade sont licenciés pour inaptitude professionnelle.

Toutefois, s'ils comptent vingt années de service, ils sont mis à la retraite d'office au lieu d'être licenciés.

Le licenciement est prononcé par décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination. Sauf le cas où l'intéressé a été signalé deux fois de suite par la mention «médiocre», cette décision ne peut être prise que sur avis conforme d'une commission d'inaptitude composée du directeur général, président, d'un délégué du bureau du président de la République et d'un délégué du ministre chargé de la culture.

Hormis le directeur général, les membres de la commission d'inaptitude perçoivent un jeton de présence dont le montant est fixé par le directeur général sous réserve d'approbation par le président de la République.

Art. 76. — § 1. La mise à la retraite est prononcée par décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination, soit d'office, soit sur la demande de l'intéressé.

§ 2. La mise à la retraite est prononcée d'office:

1) lorsque le membre du personnel a atteint l'âge de 55 ans;

2) lorsqu'il compte trente années de service.

Dans le second cas, si l'intéressé est âgé de moins de 55 ans, l'autorité investie du pouvoir de nomination peut l'autoriser à prolonger son activité jusqu'au moment où il atteindra la limite d'âge.

§ 3. En dehors des cas visés au paragraphe précédent, la mise à la retraite ne peut être prononcée d'office que dans les cas suivants:

1) lorsque, son emploi ayant été supprimé, le membre du personnel ne peut être réaffecté à un emploi correspondant à son grade et compte vingt années de service;

2) lorsque, mis en disponibilité pour cause de suppression d'emploi, le membre du personnel ne peut, au moment où il compte vingt années de service, être réaffecté à un emploi correspondant à son grade;

3) lorsque, mis en disponibilité pour motif de convenance personnelle et comptant vingt années de service, le membre du personnel ne reprend pas son service à l'expiration de la période de disponibilité;

4) lorsque le membre du personnel fait preuve d'insuffisance professionnelle et compte vingt années de service. Dans ce cas, à moins que l'intéressé n'ait été signalé deux fois de suite par la mention «médiocre», la décision de mise à la retraite ne peut être prise que sur avis conforme de la commission d'inaptitude prévue à l'article 75.

§ 4. La mise à la retraite sur demande ne peut être prononcée que si l'intéressé compte vingt années de service.

Section 7

Allocation de fin de carrière et allocation de décès

Art. 77. — Les membres du personnel qui cessent définitivement leurs fonctions pour une autre cause que la révocation ont droit, s'ils comptent vingt années de service, à la même allocation de fin de carrière que celle accordée aux autres agents de l'État.

Lorsque le membre du personnel décède avant le paiement de l'allocation, celle-ci est allouée à la veuve, ou, à son défaut, par parts égales, aux enfants du défunt entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales.

Art. 78. — La veuve de tout membre du personnel qui cesse ses fonctions par suite de décès à droit à la même allocation de décès que celle accordée aux veuves des autres agents de l'État.

À défaut de veuve, l'allocation est accordée, par parts égales, aux enfants du défunt entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 79. — Par mesure transitoire, les actes de nomination des personnes engagées par contrat avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sortiront leurs effets, au point de vue de l'ancienneté dans le service, à la date de l'acte d'engagement.

Art. 80. — À titre transitoire et pendant une période qui n'excédera pas dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les emplois de directeur général, de directeur général adjoint, de conservateur et de conservateur adjoint pourront être occupés par des personnes de nationalité étrangère mises à la disposition du gouvernement zaïrois en application d'un accord de coopération relatif à l'Institut.

La nomination aux emplois sera prononcée, suivant le cas, par ordonnance du président de la République ou par décision du directeur général.

Les personnes ainsi nommées seront régies statutairement par l'accord de coopération et par la réglementation du pays ayant mis à la disposition du gouvernement zaïrois.

Art. 81. — À titre transitoire et pour les six premiers mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'âge maximum audessus duquel nul ne peut être recruté est fixé uniformément à 40 ans.

La date à prendre en considération pour la détermination de l'âge est celle du recrutement.

Art. 82. — En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les pouvoirs et attributions que lui confèrent les dispositions de la présente ordonnance seront exercées par le directeur général adjoint.

Art. 83. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

16 novembre 1978. – ORDONNANCE 78-448 portant règlement d'administration relatif au corps des diplomates de la République du Zaïre.(*J.O.Z.,* n°23, 1er décembre 1978, p. 19)

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le corps des diplomates de la République, créé par l'ordonnance 72-234 du 2 mai 1972, comprend les agents de carrière des services publics de l'État ayant été l'objet d'une intégration en vue de l'exercice de la fonction diplomatique et les personnes nommées à titre temporaire pour exercer la même fonction.

Les agents diplomatiques de carrière sont soumis aux dispositions générales du statut du personnel de carrière des services publics de l'État, sous réserve des dispositions du présent règlement d'administration.

CHAPITRE DEUXIÈME
DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE DE CARRIÈRE

Section 1re
De l'intégration

Art. 2. [*O.-L. 79-156 du 23 juin 1979, art. 1er.* – Sans préjudice des dispositions du statut du personnel de carrière des services publics de l'État en matière de recrutement, nul ne peut être intégré dans la carrière diplomatique s'il n'a effectué un stage de deux ans et rempli l'une des conditions suivantes:

1) pour le grade d'attaché d'ambassade: être titulaire d'un diplôme de graduat ou de niveau équivalent;

2) pour le grade de secrétaire d'ambassade de deuxième classe: être titulaire d'un diplôme de licence ou de niveau équivalent;

3) pour le grade de secrétaire d'ambassade de première classe: être titulaire d'un diplôme de doctorat ou des titres équivalents.]

Art. 3. — Les agents de carrière des services publics de l'État, transférés au département des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, doivent, pour leur intégration, satisfaire aux conditions établies à l'article 2 ci-dessus.

Les agents non intégrés, œuvrant au sein du département des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, relèvent du statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Section 2
Des emplois, des grades et des affectations

Art. 4. — Les emplois et leur ordre hiérarchique sont déterminés par les dispositions fixant l'organisation du département des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Art. 5. [*O.-L. 79-156 du 23 juin 1979, art. 2.* – La hiérarchie des grades diplomatiques est fixée comme suit:

1. ministre plénipotentiaire hors classe;

2. ministre plénipotentiaire de 1re classe;

3. ministre plénipotentiaire de 2e classe;

4. conseiller d'ambassade de 1re classe;

5. conseiller d'ambassade de 2e classe;

6. secrétaire d'ambassade de 1re classe;

7. secrétaire d'ambassade de 2e classe;

8. attaché d'ambassade.

L'équivalence entre les grades diplomatiques et les grades du statut général du personnel de carrière des services publics de l'État s'établit conformément au tableau en annexe.]

Art. 6. — Les agents sont affectés, en principe, à un emploi qui, conformément à l'article 5 ci-dessus, correspond à leur grade.

Toutefois, si les nécessités du service l'exigent, ils peuvent être affectés à un emploi inférieur ou supérieur à celui qui correspond à leur grade.

Le commissaire d'État décide de l'affectation des agents à l'étranger, après avis du secrétaire d'État.

La rotation du personnel doit être organisée de telle manière que chaque agent accomplisse, dans la mesure du possible, deux ans de service au département pour quatre ans à l'étranger.

Section 3
De la rémunération et des avantages sociaux.

Art. 7. — La rémunération des agents en postes est liquidée dans la monnaie du pays où s'exercent les fonctions ou dans une autre monnaie fixée par le commissaire d'État.

Art. 8. — Indépendamment des avantages sociaux prévus à l'article 36 du statut du personnel de carrière des services publics de l'État, les agents en postes bénéficient d'une indemnité de poste dont le montant est fixé, par poste et par emploi, par le commissaire d'État, dans les mêmes conditions qu'à l'article 7 ci-dessus.

II est tenu compte, dans la fixation de cette indemnité, du coût de la vie dans le pays d'affectation, du taux des loyers y pratiqué et des frais de représentation éventuels auxquels l'agent doit faire face.

Art. 9. — Les agents en postes ont droit aux soins de santé dans les limites fixées à l'article 38 du statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Le remboursement des frais relatifs à ces soins est effectué sur présentation d'une facture acquittée et dans la monnaie du pays d'affectation.

Sauf en cas d'urgence ou d'impossibilité matérielle, les soins médicaux doivent être sollicités auprès des médecins ou institutions hospitalières agréées par la mission diplomatique.

Si la convention d'agrément prévoit le règlement direct par les soins de la mission diplomatique des factures et des notes d'honoraires, il sera fait application de cette convention au lieu de taire intervenir le paiement par l'agent et le remboursement subséquent.

Art. 10. — Le commissaire d'État détermine les modalités de rapatriement de la dépouille mortelle de l'agent décédé en poste ou celle des membres de famille dudit agent autorisés à vivre avec lui.

Section 4
De l'avancement de grades

Art. 11. — L'avancement de grades est fonction de la réussite d'un concours. Celui-ci est organisé sous la supervision d'une commission administrative instituée au niveau du département, sans préjudice des dispositions des articles 11 et 12 du statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

La commission est présidée par le secrétaire d'État et ses membres sont désignés par le commissaire d'État.

En tout état de cause, et sous réserve des dispositions de l'article 13 ci-dessous, le concours de promotion est de rigueur pour accéder au grade de conseiller d'ambassade.

Art. 12. — Les candidats à la promotion doivent avoir accompli, au moins, trois ans d'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur au grade de promotion.

Art. 13. — Nonobstant les dispositions des articles 2, 11 et 12, l'agent qui, d'une manière régulière, a exercé des fonctions diplomatiques à la satisfaction du département, peut, après avis favorable de la commission administrative, être nommé, à titre exceptionnel, à l'un des grades diplomatiques correspondant à ses mérites.

Section 5
Des positions

Art. 14. — Dans les conditions prévues par les articles 21 à 23 du statut du personnel de carrière des services publics de l'État, les diplomates sont placés dans l'une des positions ci-après

• en activité;

• en détachement;

• en disponibilité; et

• en suspension.

Les diplomates en poste doivent prendre sur place le congé de reconstitution prévu à l'article 24 du statut, à moins que le commissaire d'État ne les autorise à revenir, à leurs frais, sur le territoire de la République.

En application de l'article 25, alinéa 2, du statut, ils ont droit, après une période de quatre ans passée dans un poste à l'étranger, à un congé spécial de vingt jours calendrier à passer sur le territoire de la République.

Art. 15. — Un agent diplomatique peut, soit dans l'intérêt du service, soit dans son propre intérêt, être l'objet d'un transfert dans un autre département ou service public de l'État suivant les conditions prévues à l'article 34 du statut.

Section 6
Des incompatibilités

Art. 16. — Sans préjudice des incompatibilités érigées par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État, les agents diplomatiques ne peuvent contracter mariage avec une personne de nationalité étrangère sans avoir, au préalable, obtenu l'accord du commissaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale.

L'approbation expresse de celui-ci est également requise pour l'engagement à un emploi au sein du département des candidats ayant déjà contracté mariage avec une personne de nationalité étrangère.

Section 7
Des voyages et des frais de transport

Art. 17. — L'agent désigné pour un poste à l'étranger est autorisé à se faire accompagner de son conjoint, et dans les limites d'un nombre maximum fixé par le commissaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, de ses enfants entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales.

Lorsque les membres de la famille déterminée l'alinéa précédent n'accompagnent pas l'agent, chacun d'eux a le droit d'accomplir, aux frais de l'État, au cours de la période de 4 ans que l'agent doit effectuer conformément à l'alinéa 4 de l'article 6 ci-dessus, un voyage aller et retour entre la République ou le lieu de résidence scolaire et le poste d'affectation.

Art. 18. — Le commissaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale est autorisé à compléter, en ce qui concerne les agents affectés à un poste diplomatique, les dispositions du chapitre V (transports des bagages) de l'ordonnance 73-225 du 25 juillet 1973, portant règlement d'administration relatif aux missions officielles, aux déplacements à l'intérieur du territoire national et au transport des bagages.

Section 8
Du signalement

Art. 19. — Le commissaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale adapte, si nécessaire, pour les agents en poste et en ce qui concerne les autorités compétentes pour établir le signalement, les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance 73-225 du 25 juillet 1973 portant règlement d'administration relatif au signalement et à l'avancement de grade du personnel de carrière des services publics de l'État.

Section 9
Du régime disciplinaire

Art. 20. — Les diplomates sont soumis au régime disciplinaire du statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Toutefois, le diplomate en poste qui a fait l'objet d'une action disciplinaire pour comportement jugé incompatible avec les usages diplomatiques peut, avant l'expiration de son terme, être rappelé à l'administration centrale. Le commissaire d'État apprécie, après avis du secrétaire d'État, l'opportunité d'une telle mesure.

La radiation du corps intervient à la suite soit de l'une des causes de cessation définitive des services telles que réglementées par les articles 64 à 73 du statut du personnel de carrière des services publics de l'État, soit d'un transfert.

Section 10
De l'honorariat

Art. 21. — L'honorariat peut être décerné à tout agent diplomatique de carrière pour autant:

1° qu'il soit en cessation définitive de services pour tout autre motif que la révocation, la démission d'office ou le licenciement pour inaptitude professionnelle;

2° qu'il se soit distingué, d'une manière particulière, tout au long de sa carrière, par ses bons et loyaux services.

Art. 22. — L'honorariat est décerné et, le cas échéant, retiré par ordonnance présidentielle, en ce qui concerne les agents de commandement, et par arrêté du commissaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, en ce qui concerne les autres.

CHAPITRE TROISIÈME
DES AMBASSADEURS

Art. 23. — Le président de la République peut, conformément aux dispositions de l'alinéa 1er de l'article 1er ci-dessus, nommer ambassadeur, tout Zaïrois majeur possédant des compétences internationales ou ayant rendu à la République des services signalés.

Art. 24. — L'appellation «ambassadeur» n'est pas un grade. Elle constitue un titre de dignité.

Art. 25. — L'ambassadeur est appelé pour une période temporaire à accomplir une mission à l'extérieur ou à diriger l'une des missions diplomatiques permanentes de la République.

Art. 26. — Les ambassadeurs sont, suivant l'acte de leur nomination, appelés «ambassadeurs du Zaïre», «ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de la République du Zaïre», «ambassadeurs itinérants».

Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 ci-dessous, le titre d'ambassadeur du Zaïre est réservé aux diplomates de carrière qui ont atteint le sommet de la hiérarchie diplomatique, et qui se seront particulièrement distingués dans l'exercice de leur mission.

En tout état de cause, le commissaire d'État et le secrétaire d'État du département des Affaires étrangères et de la Coopération internationale jouissent du privilège du port du titre d'ambassadeur du Zaïre, s'ils sont diplomates de carrière.

Art. 27. — Sauf dispositions particulières, les diplomates hors carrière jouissent des mêmes avantages que les diplomates de carrière.

CHAPITRE QUATRIÈME
DES AGENTS TECHNIQUES

Art. 28. — Les officiers des Forces armées zaïroises, les agents du Centre national de documentation et ceux des départements techniques peuvent, selon les modalités fixées d'un commun accord, être adjoints aux ambassades pour exercer des fonctions essentiellement techniques.

Art. 29. — Pendant la durée de leur service à l'étranger lesdits officiers et agents sont soumis aux dispositions de la présente ordonnance pour tous les objets pour lesquels ils sont soustraits à l'appellation de leur statut propre.

Dans ce cas, ils portent le titre d'attaché. Ce titre n'affecte nullement leurs grades statutaires ni les avantages y rattachés.

CHAPITRE CINQUIÈME
DU CHARGÉ D'AFFAIRES A.I.

Art. 30. [*O.-L. 79-156 du 23 juin 1979, art. 3.* – L'exercice des fonctions de chargé d'affaires A.I. est normalement assuré par un diplomate de carrière.]

CHAPITRE SIXIÈME
DISPOSITIONS FINALES

Art. 31. — Les dispositions de la présente ordonnance qui sont applicables aux agents affectés à un poste diplomatique le sont également *mutatis mutandis*, aux agents affectés à un poste consulaire.

Art. 32. — Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées, notamment l'ordonnance 73-229 du 25 juillet 1973.

Art. 33. — Le commissaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale et le président de la commission permanente de l'administration publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

ANNEXE I
TABLEAU DE TRANSPOSITION DES GRADES DIPLOMATIQUES

ANCIENS GRADES	*NOUVEAUX GRADES*
Ministre plénipotentiaire de 1re classe	Ministre plénipotentiaire
Ministre plénipotentiaire de 2e classe	Conseiller d'ambassade de 1re classe
Conseiller d'ambassade de 1re classe	Conseiller d'ambassade de 2e classe
Conseiller d'ambassade de 2e classe	Secrétaire d'ambassade de 1re classe
Secrétaire d'ambassade de 1re classe	Secrétaire d'ambassade de 2e classe
Secrétaire d'ambassade de 2e classe	Secrétaire d'ambassade de 3e classe
Attaché d'ambassade	Attaché d'ambassade

ANNEXE II
TABLEAU D'EQUIVALENCE DES GRADES

GRADES DIPLOMATIQUES	*GRADES DU STATUT GENERAL DU PERSONNEL DE CARRIERE DE SERVICES PUBLICS DE L'ETAT*
1. Ministre plénipotentiaire	Secrétaire d'État
2. Conseiller d'ambassade de 1re classe	Directeur
3. Conseiller d'ambassade de 2e classe	Chef de division
4. Secrétaire d'ambassade de 1re classe	Chef de bureau
5. Secrétaire d'ambassade de 2e classe	Attaché de bureau de 1re classe
6. Secrétaire d'ambassade de 3e classe	Attaché de bureau de 2e classe
7. Attaché d'ambassade	Agent de bureau de 1re classe

---

21 avril 1980. – ORDONNANCE 80-106 portant règlement d'administration relatif à l'organisation des services du département du Portefeuille. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1980, p. 24)

– Ce règlement d'administration pris en application de l'O.-L. 73-023 du 4 juillet 1973 demeure d'application, conformément à l'art. 95 de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Art. 1er. — L'organisation administrative du département du Portefeuille comprend des services définis à l'annexe I de la présente ordonnance.

Art. 2. — Les catégories d'agents du département du Portefeuille et les grades qui les composent sont déterminés à l'annexe II de la présente ordonnance.

Art. 3. — Les grades dont sont revêtus les agents du cadre du département du Portefeuille sont transposés conformément à l'annexe II de la présente ordonnance.

Art. 4. — Est abrogée l'ordonnance 76-117 du 15 juin 1976 portant organisation de certains services du département du Portefeuille.

Annexe I
Définition des tâches et des fonctions

Attributions globales du département:

1. administration et gestion du patrimoine de l'État;

2. tutelle administrative et financière des entreprises d'État;

3. contrôle des établissements publics de l'État;

4. acquisition des participations de l'État dans les entreprises d'économie mixte;

5. création ou participation à la création d'entreprises à caractère industriel ou commercial;

6. gestion des immeubles bâtis du domaine privé de l'État.

Organisation des services centraux et régionaux:

I. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL:

• attributions:

le secrétaire d'État a les attributions suivantes:

– assister le commissaire d'État dans l'application des décisions du Conseil exécutif;

– participer aux réunions du Conseil exécutif, en cas d'absence ou d'empêchement du commissaire d'État;

– superviser à haut niveau les travaux de prévision, d'organisation, de programmation et de contrôle au sein du département;

– organiser et superviser tous les services du département du Portefeuille;

– assurer la liaison entre le chef du département et les services administratifs.

• effectifs:

– 1 chef de division;

– 1 chef de bureau;

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

———————————

6

II. DIRECTION DE LA COORDINATION:

• attributions:

– assister les responsables du département en matière d'organisation, d'élaboration d'objectifs périodiques, de budgets et de programmes;

– assurer le suivi des travaux au sein du département par le contrôle de gestion interne;

– assurer la répartition du courrier et la circulation de l'information entre les différentes directions;

– exécuter des tâches exceptionnelles ou ponctuelles qui pourront être confiées au département par des instances supérieures.

Les divisions et les bureaux de la direction de la coordination:

1) division de l'organisation et du contrôle interne:

• attributions:

– assister le responsable de la direction de la coordination en matière d'analyse et d'évaluation des structures internes du département du Portefeuille;

– superviser l'organisation et le déroulement du contrôle interne au sein de différentes directions, divisions, bureaux et sections du département du Portefeuille;

– assurer le suivi des recommandations et des décisions prises par les autorités du département du Portefeuille à la suite d'un rapport de contrôle au sein de directions, divisions, bureaux et sections;

– mener toutes études et analyses utiles en vue d'évaluation ou d'amélioration de la structure du département du Portefeuille ou d'un de ses organes internes;

– proposer toutes recommandations utiles en matières de gestion ou de direction.

A. Bureau de l'organisation:

• attributions:

– analyser et évaluer, le cas échéant, la structure interne du département du Portefeuille;

– mener toutes études, diagnostics utiles en vue de l'adaptation ou de l'amélioration de la structure ou du fonctionnement des organes internes du département;

– élaborer les méthodes et les procédures internes du travail;

– proposer toutes recommandations utiles en matières d'organisation et de direction.

B. Bureau du contrôle interne:

• attributions:

– effectuer le contrôle interne administratif et financier du département du Portefeuille;

– assurer le contrôle interne de la conformité et de l'exécution des décisions et règlements pris par les autorités du département;

– veiller au respect des procédures et des normes comptables et financières en matières de gestion des crédits alloués au département du Portefeuille;

– veiller au contrôle des recettes et des dépenses du département du Portefeuille;

– veiller à l'application des recommandations et des décisions prises par les autorités du département du Portefeuille à la suite d'un rapport de contrôle au sein des services.

2) division de la programmation:

• attributions:

– veiller à la définition des objectifs périodiques, de l'élaboration des budgets et des programmes internes du département du Portefeuille;

– effectuer toutes évaluations utiles des programmes internes et proposer les modifications d'orientations à y apporter.

A. Bureau du budget et des programmes:

• attributions:

– participer à l'élaboration des programmes internes et du budget établis au niveau de chaque direction du département du Portefeuille;

– effectuer toutes les évaluations utiles des programmes internes et proposer les modifications d'orientations à y apporter;

– assurer le premier suivi des travaux et des programmes approuvés par les autorités du département du Portefeuille.

B. Bureau des problèmes spéciaux:

• attributions:

– questions exceptionnelles ou ponctuelles confiées au département;

– examen des problèmes relatifs aux dossiers de zaïrianisation et de rétrocession.

3) division du secrétariat et des relations publiques:

• attributions:

– assurer les relations du département du Portefeuille avec le public;

– entretenir l'image de marque du département du Portefeuille auprès des entreprises et du public;

– assister les différentes directions dans la préparation des diverses manifestations (foires, séminaires, colloques, etc.);

– veiller aux démarches et préparatifs nécessaires aux voyages et missions officiels des autorités et des agents du département;

– veiller à l'accueil et à la réception des visiteurs et des hôtes du département du Portefeuille.

A. Bureau du courrier du classement:

• attributions:

– réceptionner, expédier et classer le courrier;

– répartir le courrier reçu entre les différentes directions, après lectures et directives des autorités du département du Portefeuille;

– veiller au suivi du circuit interne du courrier.

B. Bureau des relations publiques:

• attributions:

– assister les différentes directions dans la préparation et l'organisation de diverses manifestations (foires, séminaires, courses de services, colloques, etc.);

– assurer le protocole et l'accueil;

– veiller aux démarches et préparatifs nécessaires aux voyages et missions officielles des agents du département du Portefeuille.

• effectifs:

– 1 directeur;

– 3 chefs de division;

– 6 chefs de bureau;

– 2 attachés de bureau de 1re classe;

– 6 attachés de bureau de 2e classe;

– 6 agents de bureau de 1re classe;

– 9 agents de bureau de 2e classe;

– 8 agents auxiliaires de 1re classe;

– 8 huissiers.

III. DIRECTION DES ÉTUDES:

• attributions:

– superviser les études économiques et financières et évaluer les projets;

– recueillir et élaborer les statistiques économiques et de production des entreprises;

– superviser les études juridiques concernant les problèmes internes du département et ceux des entreprises publiques et d'économie mixte;

– s'occuper de publications.

Les divisions et les bureaux de la direction des études:

1) la division des études économiques et financières:

A. le bureau des études économiques et financières:

• attributions:

– évaluation de tous projets tant économiques que financiers;

– études des projets d'investissements des entreprises tant publiques que mixtes;

– études d'évolution des activités des entreprises par secteur économique;

– confection d'un bilan consolidé des entreprises du groupe portefeuille de l'État;

– toutes négociations sur la prise des participations ou sur le retrait des participations de l'État.

B. le bureau des statistiques:

• attributions:

– études des marchés de différents produits intéressant l'économie zaïroise;

– tenue et exploitation des statistiques concernant le personnel, la production, les ventes, les exportations des entreprises tant publiques que mixtes.

2) la division des études juridiques:

A. le bureau du contentieux:

• attributions:

– avis juridiques sur tous les litiges ou différents au sein du département et des entreprises publiques mixtes.

B. le bureau des textes légaux et réglementaires:

• attributions:

– confection des projets de textes légaux et réglementaires émanant du département et étude des textes légaux et réglementaires émanant d'autres services publics et intéressant directement ou indirectement le portefeuille.

C. le bureau des accords et conventions:

• attributions:

– toutes négociations sur la prise des participations ou sur le retrait des participations de l'État;

– examen des contrats, accords et conventions signés par les entreprises publiques avec les tiers au cas où l'autorisation préalable du département de tutelle est exigée;

– études des projets des contrats, accords et conventions que le département serait amené à signer avec les tiers;

– études des projets des statuts des entreprises publiques ou mixtes.

3) la division des publications:

A. le bureau de rédaction:

• attributions:

– recherche d'informations;

– rédaction des articles à publier;

– édition des revues et différents documents intéressant les entreprises du groupe portefeuille de l'État.

B. le bureau de publicité:

• attributions:

– assurer la publicité des documents édités par le département aux fins d'atteindre toutes les entreprises du groupe portefeuille de l'État ainsi que les tiers qui sont intéressés par lesdits documents.

• effectifs:

– 1 directeur;

– 3 chefs de division;

– 7 chefs de bureau;

– 3 attachés de bureau de 1re classe;

– 4 attachés de bureau de 2e classe;

– 5 agents de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

_____

25

IV. DIRECTION DES TITRES:

Attributions:

A. direction:

1. gérer les participations directes et indirectes de la République du Zaïre dans les entreprises;

2. suivre la gestion journalière des entreprises;

3. encadrer les mandataires de l'État dans les entreprises;

4. contrôler la gestion des entreprises.

B. la direction des titres comprend cinq divisions:

1. division des mines et de l'énergie;

2. division des transports et communications;

3. division de l'agriculture et de l'industrie;

4. division des institutions financières;

5. division du commerce.

Chacune de ces divisions a pour mission d'exercer les fonctions citées ci-dessus (voir A) dans le secteur spécifique de ses activités;

Chaque division comprend 2 bureaux:

• bureau de gestion;

• bureau de contrôle;

• soit au total 10 bureaux.

• rôle du bureau de gestion:

1. contrôle de gestion:

– apprécier le fonctionnement, les résultats et l'évolution économique et financière de l'entreprise à partir des données internes et de l'environnement externe;

– effectuer les analyses de gestion et dégager ainsi la qualité de la gestion du point de vue financier et du point de vue économique;

2. contrôle de rendement et appréciation de l'efficacité économique de l'entreprise;

3. contrôle de la rentabilité et contrôle budgétaire;

4. contrôle de la situation économique;

5. contrôle de la production;

6. contrôle financier.

• rôle du bureau de contrôle:

– contrôle de l'organisation de l'entreprise;

– contrôle de la comptabilité;

– vérifier l'avancement des travaux comptables;

– contrôle de forme et de fond;

– contrôle d'évaluation;

– contrôle de l'existence des biens actifs;

– appréciation des éléments incorporels.

• effectifs:

– 1 directeur;

– 5 chefs de division;

– 10 chefs de bureau;

– 3 attachés de bureau de 1re classe;

– 15 attachés de bureau de 2e classe;

– 8 agents de bureau de 1re classe;

– 8 agents de bureau de 2e classe;

– 3 huissiers.

_____

53

V. LA DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX:

A. direction:

• attributions:

– assurer l'administration des services du département;

– assurer la logistique de tous les services du département;

– assurer la maintenance et le transport;

– gérer les crédits alloués au département dans le cadre des budgets ordinaires et d'investissement;

– gérer et administrer les immeubles bâtis du domaine privé de l'État.

B. division administrative:

• attributions:

– administration du personnel;

– logistique;

– maintenance;

– approvisionnement.

• bureau du personnel:

– études et préparations des projets de décision;

– collecte et stockage des informations;

– exécution directe de toutes les tâches administratives ayant trait à la situation administrative et pécuniaire de tous les agents.

• bureau de l'intendance:

• attributions:

– assurer le transport du personnel;

– assurer l'entretien et la maintenance du matériel et du bâtiment administratif;

– surveillance du bâtiment et du matériel;

– examen d'offres de prix;

– comptabilité des matières;

– inventaire du matériel;

– équipement administratif;

– gestion des sinistres survenus aux véhicules;

– établissement des bons de commandes;

– préparation des dossiers de marchés publics.

C. division de la comptabilité:

• attributions:

– gestion des crédits;

– comptabilité générale.

• bureau de la gestion des crédits et des comptes courants:

• attributions:

– examiner les pièces comptables et justificatives, les imputer et les répartir par nature;

– ventiler les charges, les revenus et les regrouper par nature;

– constater la consommation des crédits accordés et en faire des rapports trimestriels, semestriels et annuels;

– tenir les comptes courants de fournisseurs, créanciers et débiteurs divers;

– réconcilier les comptes de tiers;

– justifier les soldes des comptes et corriger des erreurs commises;

– préparer, par les tickets «Débitez et Créditez» l'enregistrement des opérations par l'auditronic 730;

– préparer le classement en numérotant les documents suivant un ordre chronologique.

• bureau de la mécanographie:

• attributions:

– préparer les documents des sorties de fonds;

– percevoir les revenus immobiliers, les revenus de la revue «Le portefeuille» et les frais de participation aux séminaires, etc.;

– encaisser ou verser les fonds (chèques, espèces) à la banque;

– préparer des rapports journaliers de la trésorerie;

– acheminer au département des finances pour visa les chèques et les ordres de virement;

– enregistrer les opérations de la caisse, des banques, les factures de fournisseurs et les opérations diverses;

– établir, mensuellement, la balance générale des comptes;

– classer les documents comptables;

– assurer la liaison entre la division de la comptabilité et les autres services du département.

D. division immobilière:

• attributions:

– gestion du patrimoine immobilier de l'État.

• bureau de la gestion:

• attributions:

– établissement des fiches d'attributions lors du paiement de la garantie locative;

– établissement des contrats de bail et des actes de vente éventuels;

– correspondances avec les locataires, les requérants, l'Office national de logement, les affaires foncières, etc.;

– contrôle physique des immeubles et recensement des locataires;

– inventaire du mobilier et matériel;

– expédition du courrier aux différents locataires;

– classement des dossiers et de la correspondance.

• bureau de recouvrement:

• attributions:

– encaissement des loyers;

– contrôle des mouvements des versements à la caisse et à la banque;

– transmission aux locataires des situations trimestrielles des comptes;

– rappels des comptes débiteurs en général;

– tenue des fiches de paiement dans les dossiers;

– établissement des situations mensuelles des comptes;

– classement des dossiers, correspondances et autres pièces.

• bureau technique:

• attributions:

– expertises en vue de la location ou de la vente;

– devis de réfection;

– réception des travaux;

– constat des lieux avant et après l'occupation des locaux.

• effectifs:

– 1 directeur;

– 3 chefs de division;

– 7 chefs de bureau;

– 4 attachés de bureau de 1re classe;

– 10 attachés de bureau de 2e classe;

– 15 agents de bureau de 1re classe;

– 14 agents de bureau de 2e classe;

– 14 agents auxiliaires de 1re classe;

– 9 agents auxiliaires de 2e classe;

– 3 huissiers.

_____

80

VI. LA DIRECTION DE LA FORMATION:

• attributions:

– diffuser les méthodes de direction et de gestion prévisionnelle et en promouvoir l'application dans les entreprises publiques et mixtes;

– fournir aux dirigeants et aux cadres des entreprises des méthodes de gestion rationnelle;

– effectuer les études et les recherches destinées à perfectionner ces méthodes de gestion;

– entreprendre en collaboration avec d'autres organismes toute action de formation visant à l'amélioration de la gestion.

1) division de la formation:

A. bureau des programmes:

• attributions:

– identifier les besoins de formation et de perfectionnement;

– élaborer les programmes de formation;

– effectuer les études et recherches destinées à perfectionner les méthodes de direction et de gestion prévisionnelle;

– coordonner les actions de formation.

B. bureau des relations internationales et de la coopération:

• attributions:

– suivre les accords de coopération en matière de formation;

– traiter tous les dossiers ou problèmes relatifs aux bourses de stage à l'étranger.

2) division documentation:

elle comprend deux services:

A. la bibliothèque s'occupe de:

• l'acquisition des ouvrages et revues spécialisés dans le domaine de management;

• la souscription aux abonnements de périodiques et journaux divers.

B. le centre d'information:

• attributions:

– est chargé de sélectionner la documentation spécialisée intéressant le département du Portefeuille et les entreprises de son groupe.

3) centre de perfectionnement:

• attributions:

il est chargé:

– de l'organisation matérielle des actions de l'information;

– de l'évaluation et du suivi des actions.

• effectifs:

– 1 directeur;

– 3 chefs de division;

– 6 chefs de bureau;

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 5 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

_____

20

VII. DIVISIONS RÉGIONALES:

I. la division régionale, dirigée par un chef de division, se subdivise en trois bureaux:

1) le bureau administratif;

2) le bureau de gestion des titres;

3) le bureau de gestion immobilière.

Les attributions dévolues à chacun des trois bureaux sont les suivantes:

A. bureau administratif:

• secrétariat de la division régionale;

• gestion du personnel affecté à la division;

• logistique et maintenance;

• comptabilité des matières;

• protocole;

• transport;

• comptabilité;

• élaboration des budgets et gestion des crédits;

• archives et classement.

B. bureau de gestion des titres:

• gestion et contrôle des entreprises (uniquement sur requête des services centraux);

• études économiques et financières;

• statistiques;

• problèmes spéciaux (commission régionale chargée de l'application des mesures de rétrocession, sous-commission régionale chargée de l'évaluation des biens zaïrianisés, etc.).

C. bureau de gestion immobilière:

• gestion des immeubles bâtis du domaine privé de l'État;

• inventaire d'immeubles et de meubles s'y trouvant;

• attributions et retraits des logements;

• expertises immobilières;

• recouvrement des loyers;

• confection des contrats de bail;

• constat des états des lieux et des immeubles;

• établissement des devis;

• approbation et contre-expertise de devis.

Effectifs:

1) division régionale de Shaba:

• 1 chef de division;

• 3 chefs de bureau;

• 1 attaché de bureau de 1re classe;

• 4 attachés de bureau de 2e classe;

• 4 agents de bureau de 1re classe;

• 4 agents de bureau de 2e classe;

• 4 agents auxiliaires de 2e classe;

• 3 huissiers.

24

2) division régionale du Haut-Zaïre:

• 1 chef de division;

• 3 chefs de bureau;

• 1 attaché de bureau de 1re classe;

• 2 attachés de bureau de 2e classe;

• 2 agents de bureau de 1re classe;

• 5 agents de bureau de 2e classe;

• 3 agents auxiliaires de 1re classe;

• 2 agents auxiliaires de 2e classe;

• 3 huissiers.

22

3) division régionale du Kasaï-Occidental:

• 1 chef de division;

• 3 chefs de bureau;

• 1 attaché de bureau de 1re classe;

• 3 attachés de bureau de 2e classe;

• 4 agents de bureau de 1re classe;

• 3 agents de bureau de 2e classe;

• 4 agents auxiliaires de 2e classe;

• 4 huissiers.

23

4) division régionale du Kivu:

• 1 chef de division;

• 3 chefs de bureau;

• 1 attaché de bureau de 1re classe;

• 1 attaché de bureau de 2e classe;

• 2 agents de bureau de 1re classe;

• 4 agents de bureau de 2e classe;

• 3 agents auxiliaires de 1re classe;

• 4 agents auxiliaires de 2e classe;

• 3 huissiers.

22

Annexe II
Transposition des catégories et des grades des agents du département du Portefeuille

Département du Portefeuille	*CADRE GÉNÉRAL*
I. cadres supérieurs:	I. agents de commandement:
• secrétaire d'État;	• secrétaire d'État;
• conseiller;	• directeur;
• conseiller adjoint;	• chef de division;
• inspecteur principal;	• chef de bureau;
II. cadres moyens:	II. agents de collaboration:
• inspecteur;	• attaché de bureau de 1re classe;
• inspecteur adjoint;	• attaché de bureau de 2e classe;
• chef de section principal;	• agent de bureau de 1re classe;
III. agents d'exécution:	III. agents d'exécution:
• chef de section;	• agent de bureau de 2e classe;
• sous-chef de section;	• agent auxiliaire de 1re classe;
• agent qualifié;	• agent auxiliaire de 2e classe;
• agent auxiliaire.	• huissier.

---

7 mai 1981. – ORDONNANCE 81-067 portant règlement d'administration relatif à la discipline. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1981, p. 6)

– Ce règlement d'administration pris en application de l'O.-L. 73-023 du 4 juillet 1973 demeure d'application, conformément à l'art. 95 de la loi du 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

TITRE Ier
PRESTATIONS

CHAPITRE Ier
DISPOSITIF DE CONTRÔLE

Art. 1er. — *Horaire*

L'horaire de travail dans les services publics est fixé comme suit:

• de lundi à vendredi:

de 7 heures 30 à 15 heures;

• le samedi:

de 7 heures 30 à 12 heures.

Art. 2. — *Début de service*

Les agents de carrière des services publics de l'État doivent se trouver à leur poste de travail à 7 heures 30. Tout agent qui y arrive entre 7 heures 30 et 9 heures est réputé retardataire. Celui qui arrive au-delà de 9 heures est réputé absent.

Pour les services spéciaux relevant de leur autorité, les commissaires d'État peuvent fixer d'autres horaires de prestation en cas de nécessité inhérente au bon fonctionnement de ces services.

Art. 3. — À leur arrivée à leur poste de travail, les agents de carrière des services publics de l'État apposent leur signature en regard de leurs noms sur la liste des présences établie à cet effet.

Cette liste doit être retirée à 9 heures par un agent désigné à cet effet et transmise au bureau du commissaire d'État ou à l'autorité hiérarchique régionale ayant sous ses ordres les agents concernés.

Les agents retardataires sont enregistrés comme tels sur la liste des présences par l'agent désigné à cet effet.

Les bons de retard de la journée sont retirés à 9 heures par le même agent et transmis au commissaire d'État ou à l'autorité hiérarchique régionale et de zone ayant sous ses ordres les agents concernés.

Art. 4. — *Sorties*

Toute sortie pendant les heures de service doit faire l'objet d'une autorisation préalable du chef hiérarchique. Celui-ci doit porter au moins le grade de chef de bureau. Lorsque le chef hiérarchique direct est revêtu du grade inférieur à celui du chef de bureau, ce chef hiérarchique se réfère au chef de bureau de sa direction ou à l'agent désigné à cet effet.

Art. 5. — Ne sont autorisés à recevoir des visites que les directeurs, les chefs de division et les chefs de bureau. L'autorité administrative du lieu pourra tenir compte de la spécificité du service ou de la particularité du personnel de son ressort et désigner des agents moins gradés aux fins de recevoir des visites. Seules les visites de service sont autorisées. L'inscription sera faite du nom du visiteur, de ses fonctions ou de sa qualité, du nom de l'agent à visiter, de son grade et du motif de la visite. Ces visites se situeront impérativement entre 9 heures et 12 heures, sans préjudice des accommodements propres à chaque service que l'autorité hiérarchique compétente pourra instituer.

L'agent qui reçoit des visites sans l'autorisation préalable du supérieur compétent est passible d'un blâme. En cas de récidive ou en raison de l'importance du préjudice qu'une telle visite pourra occasionner à l'État, il sera appliqué la retenue du tiers de salaire, voire l'exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire. La révocation pourra être prononcée en cas de préjudice grave.

CHAPITRE II
SANCTIONS

Art. 6. — *Des retards*

L'agent qui totalise 6 retards au cours d'un même mois reçoit un blâme. S'il totalise plus de 6 retards au cours de la même période, il subira une sanction supérieure au blâme mais autre que la révocation.

Art. 7. — *Des absences*

L'agent qui totalise 2 absences au cours d'une même période considérée, sera passible d'une sanction immédiatement supérieure, voire même de la révocation.

Art. 8. — L'agent qui se déplace de son bureau ou de son lieu de travail sans motif valable, qui rend à ses collègues des visites privées, qui engage des discussions sur des sujets ne concernant pas son service comme des discussions sportives et mobilise le téléphone à cette même fin, est passible de blâme.

En cas de récidive, il lui sera appliqué la retenue du tiers de salaire. La récalcitrance conduira à l'exclusion temporaire avec privation de salaire.

Art. 9. — L'agent de permanence ou ayant la garde des clés qui s'absente sans motif valable, est puni de blâme, si cette absence n'a occasionné ni préjudice à l'État, ni perturbation dans le fonctionnement du service.

En cas de récidive ou s'il y a eu préjudice matériel et moral, la sanction pourra aller jusqu'à l'exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire.

En cas de préjudice particulièrement grave, l'agent fautif sera passible de révocation.

TITRE II
CONSCIENCE PROFESSIONNELLE

CHAPITRE I[er]
RESPECT DE L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE

Art. 10. — L'agent qui refuse d'exécuter les ordres de son chef hiérarchique ou qui, à l'expiration du délai d'exécution, ne se manifeste pas ou ne justifie pas l'inexécution par des raisons valables, est passible de la retenue du tiers de son salaire.

En cas de récidive ou de préjudice grave occasionné à l'État par une telle attitude, l'agent sera passible, suivant la gravité du préjudice, soit d'une exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire, soit de révocation.

L'agent qui ne s'assure pas de l'exécution de ses ordres par ses subordonnés est passible des mêmes sanctions.

Art. 11. — Est passible de révocation, l'agent qui, ayant sollicité une mutation, un transfert, un détachement ou un congé, abandonne don poste d'attache avant que la formalité requise ne soit accomplie, ou avant qu'une autorisation expresse ne soit donnée.

Art. 12. — L'agent qui ne répond pas à son affectation dans le délai imparti et sans raison valable, est passible de révocation, lors même qu'il aurait introduit un recours contre une telle décision, étant entendu que le recours n'est pas suspensif de l'exécution des ordres reçus.

CHAPITRE II
COLLABORATION

Art. 13. — Le défaut de communiquer au chef hiérarchique tout fait ou toute information dont l'agent a connaissance et qui est de nature à compromettre le bon fonctionnement du service, constitue un manquement passible de blâme.

En cas de récidive, la sanction de retenue du tiers de salaire sera appliquée.

En cas de préjudice grave, la sanction pourra aller jusqu'à la révocation.

Art. 14. — L'agent qui, sciemment ou par méchanceté, induit en erreur son chef hiérarchique ou son collaborateur, en donnant une information fausse ou inexacte, ou en déformant une information, ou encore en portant une accusation délibérément fausse et injuste, est passible de mêmes sanctions que celles prévues à l'article 13.

CHAPITRE III
POLITESSE

Art. 15. — Est passible de la retenue du tiers de son salaire, l'agent qui, par son comportement sape l'autorité de ses chefs hiérarchiques ou détruit l'ambiance du travail, de même que l'agent qui profère des injures à l'endroit de ces mêmes chefs, les dénigre ou les calomnie.

En cas de récidive et suivant la gravité du manquement, il sera appliqué à l'agent soit la retenue du tiers de son salaire, soit une exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire.

En cas d'insubordination totale ou de prévarications irréductibles, l'agent sera passible de la peine de révocation.

Art. 16. — L'agent qui se livre à des voies des faits sur ses chefs est passible de la peine de révocation.

Art. 17. — Est passible de la retenue du tiers de son salaire, ou d'une exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire, selon le cas, le chef hiérarchique qui profère des injures à l'endroit de ses subordonnés ou qui se livre à des voies de faits sur la personne de mêmes agents subordonnés.

En cas de récidive ou suivant la gravité du manquement, le chef hiérarchique concerné est passible de la peine de révocation.

CHAPITRE IV
RESPECT DES BIENS PUBLICS

Art. 18. — L'usage abusif et inconscient des biens de l'État, consistant notamment en la dégradation des biens mobiliers et immobiliers ou en l'usage à des fins privées, des véhicules, du matériel ou du personnel de l'administration publique, sauf lorsque cet usage est expressément prévu comme avantage complémentaire au bénéfice de l'agent, est passible, suivant l'importance du préjudice subi par l'État, de la retenue du tiers du salaire ou de l'exclusion temporaire.

Lorsque le préjudice subi ne peut être compensé par une de ces deux sanctions, l'agent fautif sera puni de révocation.

Art. 19. — La destruction ou la subtilisation des documents, dossiers, archives de l'administration établie dans le chef de tout agent est passible de la peine de révocation.

Le mauvais usage de ces documents et pièces est passible de blâme. En cas de récidive ou de nécessité de reconstitution, il sera appliqué la retenue du tiers de salaire correspondant au coût de remplacement.

TITRE III
INTÉGRITÉ ET DIGNITÉ

CHAPITRE I[er]
HONNÊTETÉ

Art. 20. — Est passible de la peine de révocation, sans préjudice des poursuites judiciaires, l'agent qui sollicite, exige ou reçoit directement ou par personne interposée, même en dehors de ses fonctions, mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Il en est de même de l'agent qui, pour poser un acte régulier de son devoir, se fait remettre de l'argent, se fait attribuer des faveurs ou s'en abstient.

Les faits mentionnés ci-dessus consistent notamment en un monnayage du traitement des dossiers ou de leur signature ou en toute autre pratique visant à contraindre le requérant, agent ou administré, à l'octroi de pourboire.

Art. 21. — Est passible de révocation, sans préjudice de poursuites judiciaires, l'agent qui se rend coupable de vol des biens meubles et immeubles de l'État, de soustraction frauduleuse des documents et de leur trafic.

Art. 22. — La même sanction de révocation sera infligée à tout agent reconnu coupable de concussion ou convaincu d'avoir perçu ou ordonné de percevoir, à titre des droits, taxes, contributions, salaires ou autrement, des sommes qu'il savait pertinemment ne pas être dues ou excéder ce qui était dû en vertu de la réglementation en vigueur.

Il en est notamment ainsi des perceptions sans base légale ou sur base d'une disposition reconnue abrogée.

Art. 23. — Sera passible de la peine de révocation, l'agent qui est conscient d'avoir établi ou fait établir des faux documents ou d'en avoir fait usage ou tenté de le faire, ou d'avoir usé de toute manœuvre frauduleuse pour procurer à lui-même ou au tiers des avantages illicites ou pour priver un ayant droit de son dû.

Art. 24. — Sont passibles de révocation, l'usage de fausses déclarations ou le recours à des insertions frauduleuses en vue d'acquisition ou d'octroi des avantages illicites, tel que la déclaration des enfants fictifs ou non générateurs des avantages enviés, l'avancement des dates de naissance pour faire perdurer la carrière et les allocations familiales, l'apport des mentions inexactes relatives à la qualification.

CHAPITRE II
IMPARTIALITÉ

Art. 25. — Sera passible de retenue du tiers de son salaire, l'agent qui aurait participé à une prise de décision sur une affaire ou un objet dans lequel lui-même, son conjoint, parent ou allié a un intérêt.

En cas de récidive et en raison de l'importance du préjudice subi par l'État, il sera infligé à l'agent, selon le cas, soit la peine d'exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire, soit celle de révocation.

Sous peine des sanctions édictées ci-dessus et ce, proportionnellement à la gravité de la faute, l'agent se récusera dans toute réunion d'adjudication mettant en compétition des soumissionnaires dont il est parent, conjoint ou allié, s'il s'agit des personnes physiques, ou dans lesquels lui-même, son conjoint, son parent ou son allié sont actionnaires, obligataires ou ont un intérêt quelconque, s'il s'agit des personnes morales.

Art. 26. — Sera passible d'une exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire, l'agent reconnu auteur d'actes ou de décisions ne s'appuyant sur aucune motivation administrative valable ou pris en violation des instructions en vigueur.

Il en est de même de tout agent auteur d'actes dont il est fait preuve qu'ils sont motivés par le tribalisme, le népotisme ou autres formes de comportement frisant le favoritisme ou le sentimentalisme.

En cas de récidive et en raison de l'importance du préjudice qui en résultera pour l'État, l'agent est passible de la peine de révocation.

Art. 27. — Tout excès de pouvoir ou l'intervention d'un agent dans un domaine ne relevant pas de sa compétence ou dépassant celle-ci est passible de la peine d'exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire.

En cas de récidive et en raison de l'importance du préjudice subi, il sera fait application de la peine de révocation.

Art. 28. — Sera passible de révocation, l'agent qui aura exercé ou simplement accepté un mandat ou service, même à titre gratuit, dans les affaires privées à but lucratif, sauf s'il s'agit de la tutelle des incapables ou de la gestion ou du contrôle d'une entreprise au nom de l'État.

Il en sera notamment ainsi de tout agent qui aura accepté un mandat d'administrateur, de gérant, de commissaire aux comptes ou de censeur dans une entreprise privée à but lucratif, non lié aux parts de l'État, à la représentation ou à sa mission publique.

Art. 29. — Suivant la gravité de la faute, sera passible de la retenue du tiers de son salaire ou d'une exclusion temporaire, l'agent à charge duquel il aura été établi qu'il a exécuté ou exécute à son lieu de travail, et ce, sans autorisation préalable expresse, des travaux pour le compte des tiers.

La révocation sera prononcée en cas de non-renonciation à de telles activités.

Art. 30. — Moyennant autorisation préalable, l'agent peut, toutefois, pendant les heures de service, donner des leçons particulières ou des cours dans des instituts ou dans des centres de perfectionnement, se livrer à temps partiel à des travaux de recherches, donner des consultations, sous réserve qu'aucun préjudice n'en soit porté à l'accomplissement régulier du service.

Art. 31. — L'exercice de toute activité commerciale, soit directement, soit par personne interposée, est passible de révocation.

Art. 32. — Est passible de la peine de révocation, tout agent qui se livre à des opérations de prêt d'argent à des taux d'intérêt usurier.

Art. 33. — Dans le cadre de la relance agricole et de la campagne pour l'abondance des denrées alimentaires, ne sont pas réputées incompatibles avec la qualité d'agent de l'État, les activités agricoles de production sous toutes leurs formes, allant des travaux de champ et de l'élevage jusqu'à la formation, au fonctionnement et à l'administration de l'agro-industrie et au développement des activités de distribution, et pour autant que ces activités ne s'exercent sous aucune forme pendant les heures de service et ne servent d'aucun prétexte à l'inexécution des tâches incombant à l'agent.

CHAPITRE III
DIGNITÉ PROFESSIONNELLE

Art. 34. — L'agent reconnu coupable, comme auteur, coauteur, instigateur, organisateur ou complice des actes immoraux perpétrés aux lieux du travail, notamment le strip-tease, le nudisme, les ébats amoureux, la séquestration des mineurs, le viol, l'ivresse publique, etc., sera passible de révocation.

Art. 35. — Est également passible de révocation:

• l'agent ayant fait l'objet d'une condamnation définitive à une servitude pénale égale ou supérieure à trois mois;

• l'agent ayant fait l'objet, pour une quelconque durée, d'une condamnation judiciaire qui met à néant sa dignité et son intégrité.

TITRE IV
LOYAUTÉ

CHAPITRE I[er]
SECRET PROFESSIONNEL OU LOYAUTÉ AU SERVICE

Art. 36. — Est passible de blâme, l'indiscrétion dans le chef de l'agent sur les faits dont il a connaissance en raison de ses fonctions et qui présentent un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions de l'autorité hiérarchique.

En cas de récidive, et si l'indiscrétion porte sur des faits mineurs de nature à porter atteinte à l'administration en général, il sera infligé à l'agent la retenue du tiers de son salaire.

La révocation de l'agent sera prononcée toutes les fois qu'il sera établi que son indiscrétion a mis en cause le secret d'État, a permis ou visait la fuite des suspects, ou lorsqu'elle a causé ou devait causer d'importants préjudices à l'État.

Sans préjudice du droit de poursuite de la personne lésée, et sauf gravité particulière valant révocation, l'exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire sera infligée à l'agent auteur d'une fuite d'information qui enlèverait la primeur aux communications ou violerait l'intimité et personnalité des gens.

Art. 37. — Sera passible d'une exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire, l'agent qui, sans autorisation expresse et particulière de l'autorité administrative compétente, accordera une interview, fera une déclaration à la presse, publiera un article ou un ouvrage sur les activités du service au sein duquel il œuvre, ou mettra en cause la politique administrative.

En cas de récidive et suivant la gravité du préjudice en résultant ou pouvant en résulter, il sera infligé à l'agent la peine de révocation.

Les accusations anonymes ne peuvent motiver une sanction ni servir de base à l'ouverture d'une action disciplinaire.

CHAPITRE II
CIVISME OU LOYAUTÉ ENVERS LA NATION

Art. 38. — Sans préjudice des poursuites judiciaires, est passible de révocation, tout agent reconnu coupable d'atteinte aux idéaux du parti, à la sécurité intérieure et extérieure de l'État et à la souveraineté nationale.

Est passible de la même peine, l'agent à propos de qui il est établi qu'il a adhéré, participé à un groupement, à une organisation ou association

dont l'activité poursuit la destruction de l'indépendance nationale, porte atteinte à la souveraineté nationale et met en danger la défense du pays.

Art. 39. — Sont passibles de la peine de révocation, les agents à propos desquels il est établi qu'ils portent les armes contre le pays, qu'ils facilitent l'entrée du territoire national aux ennemis, qu'ils sont en intelligence ou en correspondance suspecte avec une puissance ennemie ou ses sujets, en fournissant des renseignements nuisibles à la sécurité du pays, en excitant les populations contre les pouvoirs établis, en répandant de faux bruits de nature à compromettre la tranquillité et qui organisent des bandes hostiles.

Art. 40. — Constitue une faute punissable soit d'exclusion temporaire de trois mois avec privation de salaire, soit de révocation, en cas d'ostentation ou d'autres circonstances aggravantes, le fait pour un agent de refuser, sans motif valable et justifié, de prendre part à des manifestations patriotiques ou à une cérémonie officielle auxquelles il est régulièrement invité en sa qualité d'agent de l'État.

TITRE V
DIVERS

CHAPITRE I[er]
RESTITUTION DES INDUS PAR VOIE JUDICIAIRE

Art. 41. — Indépendamment des sanctions disciplinaires, tout agent qui aura octroyé à lui-même ou à des tiers des avantages illicites par toutes sortes de manœuvres frauduleuses, tels que les fausses déclarations, les insertions frauduleuses, les faux et usages des faux, au détriment du Trésor, pourra être poursuivi à des fins de restitution de toute somme perçue indûment ou attribuée illicitement.

Art. 42. — Toute personne victime de concussion, des exigences et d'autres formes de spoliation de la part d'un agent, peut poursuivre en justice ledit agent en récupération de son patrimoine.

Art. 43. — La poursuite judiciaire sera ordonnée à l'endroit de tout agent reconnu coupable de dégradation des biens meubles et immeubles de l'État, lorsque cette dégradation dépasse les moyens disciplinaires de compensation.

Art. 44. — Pourra faire l'objet des poursuites judiciaires à des fins de restitution de toute somme perçue indûment, toute personne bénéficiaire d'une pension ou d'une rente de l'État qui aura continué à la percevoir en tout ou en partie après avoir cessé d'y avoir droit par le remariage du conjoint vivant, l'émancipation ou la fin de la scolarité des enfants à charge, le décès de l'un ou l'autre.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS PROCÉDURALES ET FINALES

Art. 45. — Le personnel de la fonction publique en mission d'inspection est habilité, à titre exceptionnel, à ouvrir directement l'action disciplinaire contre tout agent qui commet une faute, soit de manière flagrante, soit par voie de contrôle.

Ne peuvent donner lieu à sanction, au titre de manquements, que des faits précis prouvés et imputables à l'agent.

Art. 46. — Sous peine d'annulation de la sanction et sans préjudice de l'application de l'article 26, toute décision disciplinaire doit être suffisamment et valablement motivée, en mentionnant notamment les faits d'une manière claire et précise, en fournissant des arguments d'ordre administratif avec indication des circonstances de temps et de lieu et des règles violées.

Art. 47. — Aucun agent ne peut faire l'objet d'une quelconque sanction sans avoir été en mesure de présenter ses moyens de défense. Aucun grief ne peut être valablement imputé à un agent si ledit grief n'a fait l'objet d'un document dûment notifié à l'intéressé. De même, aucune pièce ne peut être utilisée contre lui sans qu'il n'en ait eu connaissance.

Le refus éventuel, de la part d'un agent, de fournir ses explications ou l'impossibilité de les obtenir, en cas de sa fuite ou de sa disparition, doit être mentionné dans la motivation.

Art. 48. — Tout cas de force majeure est exonératoire de responsabilité disciplinaire de l'agent, sauf lorsque l'agent se met délibérément dans une telle situation.

Art. 49. — Les fautes énumérées dans la présente ordonnance ne le sont qu'à titre indicatif.

L'énumération ainsi faite n'enlève pas aux autres manquements institués par des lois et d'autres règlements en vigueur leur caractère fautif et punissable.

Art. 50. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

19 mars 1982. – ORDONNANCE 82-027 fixant l'organisation et le cadre organique des départements du Conseil exécutif et du Commissariat général au Plan. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 9)

Art. 1[er]. — La structure administrative d'un département, d'un service public de l'État autre qu'un département, d'une administration régionale ou sous-régionale, est définie aux annexes I à III de la présente ordonnance.

– Dans sa publication, le *J.O.Z.* ne présente pas les annexes II à VI, contrairement à ce qui est annoncé dans la présente ordonnance, art. 1[er] et 2.

Art. 2. — L'organisation et le cadre organique des services visés à l'article 1 du statut sont définis aux annexes IV à VI de la présente ordonnance.

– Dans sa publication, le *J.O.Z.* ne présente pas les annexes II à VI, contrairement à ce qui est annoncé dans la présente ordonnance, art. 1[er] et 2.

– L'annexe IV a été modifié par l'Ord. 83-128 du 21 mai 1983. L'éditeur publie l'intégralité de cette annexe à la fin de cette ordonnance.

Art. 3. — Sont abrogées, les dispositions de l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973, en tant qu'elles fixent l'organisation et le cadre organique des services publics de l'État, y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du conseil législatif et les services judiciaires.

Art. 4. — Les commissaires d'État et le commissaire général au Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sort ses effets à la date de sa signature.

Annexe I^re^
Structure administrative d'un département

A. Fonctions de commandement (art. 18 du statut)

1) Secrétariat général: dirigé par le secrétaire général.

a) Fonctions du secrétariat général:

fonctionnaire de commandement de haut niveau, de prévision, d'organisation, de conception et de contrôle, le secrétariat général assure:

• la liaison entre le chef du département et les services administratifs;

• l'unité de la jurisprudence administrative et la coordination de tous les services du département;

• la sauvegarde de la tradition administrative et de la discipline du département;

• l'organisation des services;

• le contrôle de l'exécution des instructions reçues du chef de département.

En sa qualité du chef hiérarchique le plus élevé de tous les agents du département, il décide dans toutes les matières de sa compétence et donne des avis pour celles qui ne le sont pas, notamment dans le domaine du recrutement, de la situation des agents en cours de carrière (nominations, promotions, sanctions, etc) et à la fin de celle-ci.

b) Exigences à imposer:

celui qui accède à ce haut poste doit satisfaire aux exigences suivantes:

• des connaissances générales solides lui permettant de diriger avec une compétence certaine;

• des connaissances techniques nécessaires;

• des qualités morales irréprochables: conscience professionnelle, honnêteté, sens de responsabilité, aptitude au commandement;

• des aptitudes physiques requises.

2) Direction: dirigée par un directeur.

Il vient après le secrétaire général et dirige l'ensemble des services et bureaux de l'administration dont les attributions présentent une homogénéité, une cohésion suffisante pour considérer qu'il y a, au sein de ces services, unité de la matière traitée.

a) Fonctions du directeur.

Le directeur est également le coordinateur des activités des agents placés sous son contrôle. En outre, il assure le relais entre les agents de sa direction et le secrétaire général devant lequel il est responsable des actes administratifs posés par son personnel.

• Il veille, du point de vue administratif, à l'application de la législation et à l'observance des règlements, il maintient l'ordre et la discipline parmi le personnel qu'il dirige.

• Il conçoit la politique de gestion administrative, l'organisation et la coordination de la direction; canalise toutes les initiatives de ses subordonnés et supervise les différentes actions de ces derniers.

• Il contrôle l'exécution des instructions reçues du chef du département et du secrétaire général.

• Il décide dans les matières de sa compétence, et donne des avis sur toutes celles qui ne le sont pas, notamment, de la situation des agents en cours de carrière (nominations, promotions, sanctions, etc) et à la fin de celle-ci.

b) Exigences à imposer.

Le directeur doit satisfaire aux exigences morales et physiques imposées par les fonctions de commandement.

En outre, il lui est exigé des connaissances générales étendues et un niveau de spécialisation poussé.

3) Division: dirigée par un chef de division.

Une division est une fragmentation de la direction en branches d'activités plus ou moins spécialisées.

a) Fonctions du chef de division.

• Le chef de division est responsable de celle-ci vis-à-vis du directeur.

• Il reçoit les ordres du directeur, répartit les tâches et contrôle l'exécution de celles-ci par ses collaborateurs.

• Il conçoit le programme à exécuter et propose à ses chefs ses propres initiatives ainsi que celles de ses subordonnés.

• Il assure la coordination primaire des activités des bureaux afin de faciliter le travail de coordination du directeur à l'échelon le plus élevé.

• Il décide dans toutes les matières de sa compétence et donne ses avis dans toutes celles qui ne le sont pas.

b) Exigences.

Outre les connaissances générales étendues, il est exigé du chef de division un niveau de technicité très élevé.

4. Bureau: dirigé par un chef de bureau.

Après le secrétaire général, la direction et la division, vient une cellule administrative de base qui couvre une activité spécifique appelée «bureau». L'agent désigné pour diriger cette cellule de base est appelé «chef de bureau».

a) Fonctions du chef de bureau:

cet agent s'occupe essentiellement des activités suivantes:

• collecte et stockage des informations;

• étude et préparation des projets de décision;

• exécution directe de toutes les tâches administratives;

• constitution des dossiers;

• il décide dans toutes les matières de sa compétence et donne ses avis dans toutes celles qui ne le sont pas.

b) Exigences:

en plus des qualités générales exigées aux échelons supérieurs, il est exigé d'un chef de bureau le niveau de technicité le plus poussé dans sa spécialité.

B. Fonctions de collaborations et exécution (article 18 du statut)

1) Attachés de bureau

• attaché de bureau de 1^re^ classe;

• attaché de bureau de 2^e^ classe.

a) Fonctions:

accomplir toutes les tâches qu'implique l'exécution d'une décision, d'un ordre, d'une mesure d'ordre administratif, légal ou réglementaire sous l'autorité du chef de bureau.

b) Exigences:

le recrutement ou le maintien au grade d'attaché de bureau est subordonné à la satisfaction aux mêmes exigences que celles imposées pour les fonctions de commandement, notamment celles ayant trait:

• aux connaissances générales suffisantes;

• à des qualités morales et physiques irréprochables;

• à une technique appropriée;

• le niveau de formation des attachés de bureau de 1re classe est celui qui correspond au diplôme de médecin, d'ingénieur ou de docteur à thèse;

• le niveau de formation exigé des attachés de bureau de 2e classe est celui qui correspond à la licence ou aux études universitaires intermédiaires n'aboutissant pas au doctorat (D.E.S., master, etc).

2) Agents de bureau:

• agent de bureau de 1re classe;

• agent de bureau de 2e classe.

a) Fonctions:

accomplir toutes les tâches qu'implique l'exécution sous l'autorité d'un attaché de bureau.

b) Exigences:

exigences générales prévues au grade supérieur à celui d'agent de bureau.

Niveau de formation:

soit niveau de formation de graduat, niveau A-1 ou équivalent; niveau diplôme d'État ou équivalent.

3) Agents auxiliaires:

a) Fonctions:

accomplir toutes les tâches d'exécution sous l'autorité d'un agent de bureau ou d'un autre agent hiérarchiquement plus gradé.

b) Exigences:

exigences générales prévues aux grades supérieurs.

Niveau de formation:

moins de 6 ans d'études secondaires.

4) Huissiers:

a) Fonctions:

accomplir les tâches subalternes d'exécution.

b) Exigences:

• exigences générales imposées aux grades supérieurs;

• niveau de formation: savoir lire et écrire.

[Annexe IV

(Ord. 83-128 du 21 mai 1983, art. 1er.)

• cabinet du commissaire d'état aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale

• cabinet du secrétaire d'état aux Affaires étrangères

Questions politiques et diplomatiques.

• cabinet du secrétaire d'état à la Coopération internationale

Questions économiques, techniques, scientifiques et culturelles.

• secrétaire général

Coiffe l'administration du département

Questions statutaires et réglementaires

Transmissions et courriers.

I. DIRECTION: AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

• SECRÉTARIAT DE DIRECTION

• 1re division: Personnel intérieur

• Secrétariat de la division

1er bureau: Gestion du personnel et de l'administration centrale

Recrutement, constitution et tenue à jour des dossiers, problèmes sociaux, etc.

2e bureau: Déroulement de la carrière

Affectations, promotions, formation, concours, fin de carrière (démission, retraite et décès)

3e bureau: Comptabilité

Préparation de la paie, déclarations de créance, préparation de paiements locaux

• 2e division: Personnel extérieur

• Secrétariat de la division

1er bureau: Gestion du personnel extérieur

Établissement des documents de mutation et tenue à jour des dossiers des agents mutés

2e bureau: Gestion du personnel local extérieur

Notamment la vérification de la régularité de l'engagement, l'approbation du contrat

3e bureau: Paie extérieure

Préparation des documents appropriés

• 3e division: Intendance

Approvisionnements, charroi automobile, immeubles et gestion des salles

• Secrétariat de la division

1er bureau: Gestion immobilière et maintenance

Gestion des salles, entretien et réparation du charroi, des jardins, des ascenseurs, etc.

2e bureau: Comptabilité des matières

Approvisionnements et gestion des biens meubles et fournitures

3e bureau: Patrimoine des missions diplomatiques

Suit la gestion (acquisition, aliénation, réparations) de tout le patrimoine mobilier et immobilier des missions zaïroises à l'extérieur

II. DIRECTION: AFFAIRES JURIDIQUES ET CHANCELLERIE

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Affaires juridiques

Secrétariat de la division

1er bureau: Traités bilatéraux

Rédaction et interprétation des traités, conventions et accords bilatéraux

2e bureau: Traités multilatéraux

Rédaction et interprétation des traités, conventions et accords multilatéraux

3e bureau: Consultation juridique

Avis juridiques sur des questions de droit (exemple: interprétation des actes législatifs ou réglementaires intéressant la carrière des agents)

• 2e division: Chancellerie

Secrétariat de la division

1er bureau: Passeports spéciaux et diplomatiques

Octroi, conservation, prorogation, annulation des passeports spéciaux et diplomatiques

2e bureau: Passeports ordinaires

Octroi, renouvellement, prorogation des passeports ordinaires

3e bureau: Visa et contrôle

Vérification du processus de délivrance des passeports

Vérification de la régularité des versements des recettes de la chancellerie (intérieur et extérieur)

• 3e division: Contentieux – Litiges et état civil

Secrétariat de la division

1er bureau: Contentieux

2e bureau: État civil

III. DIRECTION: INSPECTION DES POSTES DIPLOMATIQUES

VÉRIFICATION DE LA GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE DES AMBASSADES

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Afrique

• Secrétariat de la division

1e bureau: Afrique du Nord et de l'Ouest

2e bureau: Afrique centrale

3e bureau: Afrique de l'Est et australe

• 2e division: Europe

• Secrétariat de la division

1er bureau: Europe de l'Ouest

2e bureau: Europe de l'Est

• 3e division: Amérique-Asie

• Secrétariat de la division

1er bureau: Amérique

2e bureau: Asie et Moyen-Orient

IV. DIRECTION: ÉTUDES, RECHERCHES ET PLANIFICATION

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Analystes chargés des questions politiques, diplomatiques et de sécurité

• Secrétariat de la division

1er bureau: Analyse des questions politiques

2e bureau: Analyse des questions diplomatiques

3e bureau: Analyse des questions de sécurité

• 2e division: Analystes chargés des questions économiques, techniques, sociales, culturelles et humanitaires

• Secrétariat de la division

1er bureau: Analyse des questions économiques

2e bureau: Analyse des questions techniques

3e bureau: Analyse des questions sociales, culturelles et humanitaires

• 3e division: Planification et recherche (bureau à carrière plane)

• Secrétariat de la division

1er bureau: Planification administrative

2e bureau: Planification politico-diplomatique

3e bureau: Planification socio-économique

V. DIRECTION: PROTOCOLE

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Accueil, cérémonies et audiences

• Secrétariat de la division

1er bureau: Accueil

2e bureau: Audiences

3e bureau: Cérémonies

• 2e division: Privilèges et immunités

• Secrétariat de la division

1er bureau: Cartes diplomatiques

2e bureau: Exonérations

3e bureau: Litiges

• 3e division: Études, assistances, autorisation et accréditation

• Secrétariat de la division

1er bureau: Études sur la réciprocité diplomatique et l'application de ce principe

2e bureau: Assistance aux missions diplomatiques, consulaires et organisations internationales

3e bureau: Autorisation de survol, de navigation, etc. et accréditation des ambassadeurs.

VI. DIRECTION: AFRIQUE

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Afrique centrale, orientale et australe

• Secrétariat de la division

1er bureau: Afrique centrale

2e bureau: Afrique orientale

3e bureau: Afrique australe

4e bureau: Organisations sous-régionales

• 2e division: Afrique du Nord et de l'Ouest

• Secrétariat de la division

1er bureau: Afrique du Nord et Sahel (Maroc – Tunisie – Algérie – Libye – Mauritanie – Haute-Volta – Mali – Niger)

2e bureau: Afrique de l'Ouest

Bénin, Côte-d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bisau, Sénégambie, Togo, Ghana, Libéria, Nigeria, Sierra-Leone.

3e bureau: Organisations sous-régionales

• 3e division: O.U.A. et autres organisations continentales

• Secrétariat de la division

1er bureau: Sommet et conseil des ministres

Problèmes des réfugiés.

2e bureau: Problèmes des structures et de coopération au sein de divers organes connexes de l'O.U.A. Coopération arabo-africaine, comité de libération, comité d'arbitrage notamment.

VII. DIRECTION: EUROPE

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Europe occidentale

• Secrétariat de la division

1er bureau: Benelux

2e bureau: R.F.A., France, Royaume-Uni, Irlande, Italie, Vatican et Autriche

3e bureau: Pays nordiques, ibériques, Suisse, Monaco, Grèce, Turquie, Chypre, Lichtenstein et Israël.

• 2e division: Europe orientale

• Secrétariat de la division

1er bureau: U.R.S.S., R.D.A., Tchécoslovaquie

2e bureau: Bulgarie, Roumanie, Pologne, Albanie, Hongrie, Yougoslavie

• 3e division: Organisations européennes

• Secrétariat de la division

1er bureau: CEE., AELE, CECA, BEI, FED, OCDE, OECE

2e bureau: OTAN, UEO, CERN, conférence sur la sécurité, entre autres

3e bureau: Organisations sous-régionales des pays de l'Est notamment Comecon, le traité de Varsovie

VIII. DIRECTION: AMÉRIQUE

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Amérique du Nord et les Caraïbes

• Secrétariat de la division

1er bureau: Amérique du Nord (Canada et U.S.A.)

2e bureau: Caraïbes et Pacifiques

• 2e division: Amérique centrale et australe

• Secrétariat de la division

1er bureau: Amérique centrale

2e bureau: Amérique australe

• 3e division: Organisations américaines

• Secrétariat de la division

1er bureau: Organisation des États américains (O.E.A.)

2e bureau: Organisations sous-régionales

IX. DIRECTION: ASIE ET OCÉANIE

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Proche et Moyen-Orient

• Secrétariat de la division

1er bureau: Proche-Orient

2e bureau: Moyen-Orient

• 2e division: Asie continentale

• Secrétariat de la division

1er bureau: Chine, Inde, Pakistan, Afghanistan, Sri Lanka

2e bureau: Mongolie, Laos, Cambodge, Vietnam, Mandchourie, etc.

• 3e division: Extrême-Orient et Océanie

• Secrétariat de la division

1er bureau: Extrême-Orient, Corée du Nord, Corée du Sud et Japon

2e bureau: Océanie, Indonésie, Australie, Philippines, Malaisie, etc.

3e bureau: Organisations asiatiques (O.T.A.S.E.)

X. DIRECTION: ORGANISATIONS INTERNATIONALES

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Organisations à caractère politique

• Secrétariat de la division

1er bureau: Conseil de sécurité, forces de paix des Nations unies, comité des sanctions, comité d'admission des membres

2e bureau: Assemblée générale et comités politiques notamment sur la décolonisation, l'apartheid

3e bureau: Comité de désarmement, conférences des non-alignés, conférence de solidarité afro-asiatique entre autres

• 2e division: Organisations à caractère économique

• Secrétariat de la division

1er bureau: Conseil économique et social (commissions économiques diverses)

2e bureau: ONUDI, PNUD, GATT, CNUCED

3e bureau: Institutions spécialisées économique financières notamment FMI, BIRD, SFI, conférence Nord-Sud, groupe de 77

4e bureau: Accords économiques spécifiques, accords sur les produits de base tels que sur les céréales, le sucre, l'étain, le thé, le cuivre

• 3e division: Institutions à caractère technique et social

• Secrétariat de la division

1er bureau: Organisations subsidiaires des Nations unies telles que le tribunal administratif, la Cour internationale de justice, la commission des droits de l'homme, la commission du droit international, la commission du droit de la mer, la commission des stupéfiants

2e bureau: Institutions à caractère humanitaire telles que le HCR, l'UNICEF, l'OMS

3e bureau: Institutions à caractère technique telles que l'UIT, l'OMM, l'OACI, l'UPU

XI. DIRECTION: COURRIER, BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Courrier et transmissions

• 1er bureau: Courrier ordinaire

• 2e bureau: Courrier diplomatique

• 3e bureau: Transmissions (radio-télex et chiffres)

• 2e division: Bibliothèque et documentation

• Secrétariat de la division

1er bureau: Acquisition des ouvrages

2e bureau: Indexation et classement

3e bureau: Prêts

XII. DIRECTION: PRESSE ET INFORMATION

• SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION

• 1re division: Presse nationale

• Secrétariat de la division

1er bureau: Reproduction et documentation

2e bureau: Rédaction

3e bureau: Archives microfilmées

• 2e division: Presse étrangère

• Secrétariat de la division

1er bureau: Reproduction et documentation

2e bureau: Rédaction

• 3e division: Interprétariat et traduction

• Secrétariat de la division

1er bureau: Interprétariat

2e bureau: Traduction.]

---

19 mars 1982. – ORDONNANCE 82-028 portant règlement d'administration relatif au recrutement du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 12)

Art. 1er. — En application de l'article 6 du statut, tout agent est considéré comme ayant connaissance des textes législatifs et réglementaires qui régissent sa situation.

Art. 2. — Il doit satisfaire à la condition d'âge minimum ou maximum prévue au 4° de l'article 8 du statut, à la date d'organisation du concours de recrutement, et en cas de recrutement sur titre, à la date de l'appel des candidatures.

Art. 3. — Les concours de recrutement prévus au titre II du statut sont organisés sous le contrôle du département de la Fonction publique, à la demande des commissaires d'État chargés des départements ou des gouverneurs de région et des responsables des différents services publics de l'État, en fonction de la situation des effectifs et des emplois vacants.

Les concours de recrutement sont annoncés par tous les moyens de publicité dont il est possible de disposer. Cette publicité porte à la connaissance des candidats tous les renseignements utiles concernant les conditions d'admission, les matières sur lesquelles porteront les épreuves, les niveaux de formation et les diplômes éventuellement requis, la date et le lieu des épreuves, ainsi que la date limite de dépôt des candidatures.

Ne peuvent participer aux épreuves que les candidats répondant aux conditions exigées et ayant fait par écrit acte de candidature en vue de leur recrutement.

Le programme des épreuves comporte des questions destinées à vérifier les aptitudes générales et professionnelles des candidats. Il est élaboré un programme d'épreuves distinctes pour chaque grade.

Les questions sont composées et les épreuves sont corrigées par un jury désigné par le commissaire d'État à la Fonction publique, sur proposition, soit du commissaire du département concerné, soit des responsables des services publics de l'État énumérés à l'article 1er du statut pour lesquels le concours est organisé.

Les membres du jury sont choisis en raison de leurs compétences et de leurs qualifications. Leur nombre est fixé en fonction du nombre des candidats. Toutefois, il ne peut être inférieur à trois.

Le commissaire d'État à la Fonction publique désigne les fonctionnaires chargés de la surveillance des épreuves. Il arrête également le règlement disciplinaire du déroulement des épreuves.

Les cahiers ou feuilles de composition sont exclusivement fournis par l'administration; ils sont conçus de manière à assurer l'anonymat des candidats.

Les candidats sont tenus au respect du règlement disciplinaire qui doit être affiché dans la salle où se déroule l'épreuve. Tout candidat qui transgresse le règlement peut être exclu de la salle et éliminé de l'épreuve par le fonctionnaire chargé de l'organisation et de la surveillance. À la fin de chaque séance, ce dernier établit un procès-verbal relatant le déroulement de l'épreuve.

Les épreuves s'effectuent par écrit dans la langue administrative officielle. Toutefois, des épreuves orales peuvent être organisées à la demande du commissaire d'État chargé du département pour lequel le concours est organisé.

Une épreuve commencée ne peut souffrir aucune interruption. Au sens de l'article 10 du statut, la réussite est subordonnée à l'obtention de 60 p.c. au moins des points comptant pour l'ensemble des épreuves. Les décisions du jury sont sans appel.

L'Union nationale des travailleurs du Zaïre (UNTZa) délègue l'un de ses membres pour assister au déroulement des épreuves ainsi qu'à la séance de proclamation des résultats.

Après cotation des épreuves et décision définitive du jury, les résultats des concours sont transmis par le jury au commissaire d'État à la Fonction publique pour réaliser les nominations.

Art. 4. — L'ordonnance 73-217 du 25 juillet 1973 portant règlement d'administration relatif au recrutement du personnel de carrière des services publics de l'État est abrogée.

Art. 5. — La présente ordonnance sort ses effets à la date de sa signature.

---

19 mars 1982. – ORDONNANCE 82-029 portant règlement d'administration relatif à la carrière du personnel des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 13)

CHAPITRE PREMIER

STAGE

Art. 1er. — Les autorités habilitées à établir le rapport de stage prévu à l'article 17 du statut sont:

• pour les services centraux: le directeur sous l'autorité duquel l'agent était placé durant la période probatoire;

• pour les services régionaux: le chef de division régionale;

• pour les services sous-régionaux: le commissaire sous-régional;

• pour les services de zones, de collectivités ou de localités: le commissaire de zone.

Art. 2. — Le rapport de stage tiendra compte des avis émis par les chefs hiérarchiques directs de l'agent. Il doit être établi au plus tard un mois avant l'expiration du stage, en ce qui concerne les agents d'exécution, et dans un délai de deux mois au moins, en ce qui concerne les agents de collaboration.

Une copie en est remise dans le même délai au stagiaire, qui peut, en cas de contestation, présenter ses justifications endéans les huit jours à dater de la réception de cette copie.

Le rapport et les justifications éventuelles de l'agent sont transmis ensemble à l'autorité qui a le pouvoir de décision.

La décision de celle-ci est sans appel.

Art. 3. — La décision de ne pas admettre l'agent à titre définitif prévue à l'article 17 du statut doit être notifiée à l'intéressé par écrit.

Cette notification doit être reçue par l'agent au plus tard le dernier jour du stage.

À défaut de cette notification ou en cas de notification tardive, l'expiration de la période probatoire emporte automatiquement l'admission sous statut à titre définitif de l'agent stagiaire.

CHAPITRE II

EMPLOI ET AFFECTATION

Art. 4. — En application de l'article 19 du statut, l'agent admis sous statut à titre définitif est mis à la disposition du président du conseil législatif, du commissaire d'État, du gouverneur de région ou d'un responsable des différents services publics de l'État énumérés à l'article 1er du statut, moyennant une commission d'affectation du commissaire d'État à la Fonction publique.

Ces responsables sont tenus à leur tour d'affecter l'agent, par une commission interne d'affectation, à l'emploi budgétairement prévu et correspondant à son grade.

Art. 5. — Tout agent a le droit de solliciter une mutation ou une permutation. Celle-ci doit être individuelle et motivée.

Elle est décidée par le commissaire d'État chargé du département ou par les responsables des services publics de l'État énumérés à l'article 1er du statut.

Elle s'opère dans le strict respect du principe statutaire de la correspondance du grade et de l'emploi.

Toutefois, une mutation ou une permutation exigeant l'intervention du Trésor public devra requérir l'accord préalable du département de la Fonction publique. Elle ne peut avoir lieu que pendant les grandes vacances scolaires.

CHAPITRE III

INTERIM

Art. 6. — En application de l'article 20 du statut, le choix de l'agent intérimaire se fera parmi les agents appartenant au même département, et revêtus du grade immédiatement inférieur à celui qui correspond à l'emploi vacant, en tenant compte des exigences particulières de l'emploi à conférer à des titres et mérites respectifs des agents, reflétés notamment par les bulletins de cotation.

Art. 7. — En cas de vacance d'emploi, un concours de recrutement ou de promotion doit être organisé endéans les douze mois de la date où l'emploi est devenu vacant.

Si le concours n'est plus organisé ou s'il n'est pas organisé en temps utile ou si aucun candidat ne réussit au concours, l'expiration de la période de douze mois entraîne la suppression automatique de la prime d'intérim prévue au dernier alinéa de l'article 20 du statut.

L'agent commissionné pour occuper un emploi vacant, est tenu de se présenter au concours organisé pour combler cette vacance. S'il ne se présente pas au concours, ou s'il y échoue, il sera aussitôt décommissionné, même si aucun candidat n'a réussi au concours.

Toutefois, si une vacance d'emploi se prolonge au-delà de douze mois par le fait qu'aucun concours n'a été organisé, l'agent commissionné continuera d'exercer ses fonctions avec droit à la prime, sans préjudice du droit reconnu au commissaire d'État à la Fonction publique de refuser la prime d'intérim en cas d'irrégularités constatées.

Art. 8. — La prime d'intérim n'est due que si l'intérim a une durée minimum de deux mois.

CHAPITRE IV

CONGÉS

Art. 9. — En application de l'article 25 du statut, les chefs hiérarchiques compétents pour accorder aux agents les congés prévus par le statut sont les suivants:

a) en ce qui concerne les agents œuvrant à l'administration centrale:

• le commissaire d'État chargé du département en ce qui concerne les agents de commandement;

• le secrétaire général du département, en ce qui concerne les agents de collaboration et d'exécution;

b) en ce qui concerne les agents œuvrant en région:

• le gouverneur de région, en ce qui concerne le directeur de région, les chefs de division et les chefs de bureau;

• le directeur de région en ce qui concerne tous les autres agents affectés au chef-lieu de région;

• le commissionnaire sous-régional en ce qui concerne les agents affectés dans la sous-région;

c) les responsables de différents services publics de l'État cités à l'article 1er du statut en ce qui concerne tous les agents placés sous leurs ordres.

CHAPITRE V
DÉTACHEMENT

Art. 10. — Le détachement est accordé par le commissaire d'État à la Fonction publique après avis du département ou du service intéressé ou de l'administration régionale.

Sauf dans les cas prévus aux points 1, 2, 3, 4 et 5 du premier alinéa de l'article 27 du statut, le détachement ne sera accordé que s'il répond aux conditions suivantes:

a) le détachement doit être demandé par l'organisme ou le service au profit duquel l'agent doit être détaché;

b) la demande doit être justifiée et motivée; elle doit préciser la durée probable du détachement;

c) l'agent pour lequel le détachement est sollicité est tenu de poursuivre l'exercice normal de ses fonctions jusqu'à ce qu'intervienne l'acte officiel de détachement; s'il quitte son emploi avant ce moment, il est considéré comme ayant abandonné le service et doit être démis d'office.

Art. 11. — À l'expiration du détachement, l'agent est replacé d'office en activité de service, conformément au prescrit de l'article 29.

CHAPITRE VI
DISPONIBILITÉS

Art. 12. — En application de l'article 30 du statut, la disponibilité est prononcée par les autorités ci-après:

• le commissaire d'État à la Fonction publique en ce qui concerne les agents de commandement;

• le secrétaire général à la Fonction publique en ce qui concerne les agents de collaboration et d'exécution.

CHAPITRE VII
SUSPENSION

Art. 13. — La mesure de suspension prise conformément à l'article 36 du statut est constatée par écrit.

L'autorité hiérarchique qui décide la suspension d'un agent est tenue d'indiquer les circonstances ayant donné lieu à cette mesure.

Sous peine d'être caduque, la mesure de suspension doit être accompagnée de l'ouverture d'une action disciplinaire endéans cinq jours.

Passé ce délai, l'agent est replacé d'office en activité de service avec droit à l'intégralité de sa rémunération.

Art. 14. — La suspension de fonction entraîne pour l'agent l'interdiction d'exercer ses fonctions. Elle rend provisoirement disponible l'emploi occupé par l'agent.

Sauf dans les cas de poursuites judiciaires et dans le cas où l'action disciplinaire est clôturée par une peine d'exclusion temporaire de plus d'un mois, l'expiration de la période de trois mois de suspension de fonction par mesure préventive entraîne automatiquement la reprise d'activité de service de l'agent. L'agent est replacé dans les fonctions qu'il exerçait au moment de la suspension de fonction, sauf application à son égard d'une mesure régulière de mutation.

Art. 15. — Si l'action disciplinaire qui accompagne la suspension de fonction est clôturée par la peine de révocation, celle-ci est appliquée à la date à laquelle la mesure de suspension a pris effet. Toutefois, le traitement et les avantages sociaux dont l'agent a bénéficié durant la période de suspension lui restent acquis.

Si l'action disciplinaire est clôturée par une peine d'exclusion temporaire, celle-ci est appliquée à la date à laquelle la mesure de suspension a pris effet. Dans le cas où la durée de la suspension par mesure préventive aurait dépassé la durée de l'exclusion temporaire, l'agent qui était privé de sa rémunération en application du 2e alinéa de l'article 33 du statut retrouve le droit à l'intégralité de celle-ci pour la période excédante.

Art. 16. — La durée de la période de suspension par mesure disciplinaire prévue au troisième alinéa de l'article 36 du statut, n'est pas comprise dans la durée de la carrière. Durant cette période, l'agent est privé de sa rémunération, mais conserve le bénéfice des avantages sociaux alloués en cours de carrière.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS FINALES

Art. 17. — En matière de détermination des compétences et des pouvoirs, les dispositions de la présente ordonnance qui sont prévues pour les services centraux des départements sont également applicables au sein des services administratifs de la présidence de la République, du comité central du Mouvement populaire de la révolution, du Conseil législatif, du comité exécutif du Mouvement populaire de la révolution, du cabinet du premier commissaire d'État, du commissariat général au Plan, de la Cour des comptes, du Conseil national de sécurité (C.N.S.), du Centre national de recherches et investigations (C.N.R.I.), du Service national d'intelligence (S.N.I.) et de la chancellerie des ordres nationaux.

Art. 18. — L'ordonnance 73-219 du 25 juillet 1973 portant règlement d'administration relatif à la carrière du personnel de carrière des services publics de l'État est abrogée.

Art. 19. — La présente ordonnance prend effet à la date de sa signature.

---

19 mars 1982. – ORDONNANCE 82-030 portant règlement d'administration relatif aux missions officielles, aux déplacements à l'intérieur du territoire national et au transport des bagages. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 16)

CHAPITRE PREMIER
RÉGIME DES MISSIONS OFFICIELLES À L'ÉTRANGER

Art. 1er. — En exécution des articles 23 et 24 du statut, tout agent chargé de mission officielle hors du territoire national doit faire l'objet

d'un ordre de mission établi et signé par le commissaire d'État dont il relève.

L'agent sera muni d'un ordre de mission conforme au modèle figurant à l'annexe I de la présente ordonnance.

Le cas échéant, l'ordre de mission mentionnera les décisions d'octroi des bagages supplémentaires ou de frais de représentation.

Art. 2. — La mission prend cours le jour où l'agent quitte le territoire national et prend fin le jour du retour sur ce territoire, conformément aux instructions de l'ordre de mission.

Toute prolongation exceptionnelle d'une mission est soumise, sauf cas d'extrême urgence, à l'autorisation préalable de l'autorité ayant délivré l'ordre de mission.

Dans le cas d'extrême urgence cité ci-dessus, l'autorisation peut être accordée *a posteriori*.

Dans le cas où l'agent prolonge sans autorisation la durée d'une mission telle que fixée par l'ordre de mission, il est considéré comme ayant abandonné le service.

Art. 3. — L'agent chargé de mission officielle à l'étranger bénéficie:

a) d'une indemnité d'équipement:

une indemnité d'équipement est accordée à l'agent qui, pour la première fois, est chargé d'effectuer une mission officielle dans un pays situé hors des régions tropicales, en dehors de la saison estivale dans ce pays.

Le taux de cette indemnité est fixé forfaitairement à $ 500 U.S.;

b) des frais de déplacement;

Les frais de déplacement comprenant le coût du ticket de transport de l'intéressé et de ses bagages, compte tenu de l'itinéraire et du moyen de transport prévus dans l'ordre de mission.

Les titres de transport sont fournis à l'intéressé par l'administration.

Le trésor prend en charge, pour l'agent, ainsi que pour les membres de sa famille lorsqu'ils sont dûment autorisés à l'accompagner, les frais de transport en 2e classe (en classe touriste) quel que soit le grade dont il est revêtu;

c) d'une indemnité forfaitaire journalière:

il est alloué aux agents chargés de mission officielle à l'étranger une indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais de logement, de nourriture et autres frais quelconques, à l'exception des frais de déplacement prévus ci-dessus et des frais éventuels de représentation.

Cette indemnité est due pendant toute la durée de la mission telle qu'elle est définie à l'article 2.

Le taux journalier de l'indemnité forfaitaire de mission est fixée comme suit:

1) secrétaire général $ 250 U.S.;

2) autres agents $ 200 U.S.;

d) des soins médicaux et pharmaceutiques:

en application de l'article 40 du statut, le remboursement des frais médicaux, chirurgicaux, hospitaliers, pharmaceutiques et dentaires, prothèse dentaire exceptée, supportés par l'agent à l'occasion d'une mission officielle à l'étranger, s'effectue sur présentation d'une déclaration de créance appuyée des factures et des notes d'honoraires.

Le remboursement est effectué immédiatement par les soins de la mission diplomatique nationale accréditée dans le pays où s'effectue la mission. En cas de nécessité appréciée par la mission diplomatique, une avance peut être consentie par celle-ci à l'agent pour lui permettre de couvrir ses frais médicaux.

Sauf un cas d'urgence ou d'impossibilité matérielle, les soins médicaux doivent être sollicités auprès des médecins et des institutions hospitalières agréés par la mission diplomatique nationale.

Si la convention d'agréation prévoit le règlement direct par les soins de la mission diplomatique des factures et des notes d'honoraires, il sera fait application de cette convention au lieu de faire intervenir le payement par l'agent et le remboursement;

e) le cas échéant d'une indemnité pour frais de représentation:

dans certains cas particuliers et pour autant que la nature de la mission le justifie, il peut être accordé à l'agent chargé de mission officielle à l'étranger, une indemnité pour frais de représentation, destinée à couvrir des dépenses de réception, de réciprocité et de prestige.

L'ordre de mission portera mention spéciale de ces frais de représentation.

Le taux de l'indemnité pour frais de représentation est fixé forfaitairement à $ 100 U.S. par jour, quel que soit le pays où s'effectue la mission.

Il ne peut être alloué qu'à l'agent exerçant une fonction de commandement et chargé de diriger la délégation.

Art. 4. — En cas de prolongation de la durée de la mission, approuvée dans les conditions prévues ci-dessus, les indemnités forfaitaires, les indemnités pour frais de représentation et les frais de transport éventuels peuvent être remboursés immédiatement à l'agent par la mission diplomatique nationale, sur présentation d'une déclaration de créance appuyée des documents justificatifs.

Art. 5. — L'agent envoyé en mission officielle à l'étranger pour une durée de plus de deux mois peut se faire accompagner de son épouse. Si l'agent fait usage de cette faculté, l'ordre de mission doit en faire mention.

En le cas, le Trésor prend à sa charge pour l'épouse qui accompagne l'agent:

1) les frais de transport, dans les conditions prévues à l'article 3, *b* jusqu'au lieu principal d'exécution de la mission, à l'exclusion de tout frais de déplacement quelconque dans la localité ou le pays où s'accomplit la mission;

2) une indemnité forfaitaire dont le taux journalier est fixé par personne, à la moitié du taux prévu à l'article 3, *d*. La présence de l'épouse ne peut en aucun cas justifier un retard dans l'accomplissement de la mission.

La faveur prévue à l'article 1er est refusée à tout agent de sexe féminin marié effectuant une mission officielle.

Art. 6. — Le montant de l'indemnité d'équipement, des indemnités forfaitaires et des indemnités éventuelles pour frais de représentation est payé à l'agent avant son départ au vu de l'ordre de mission et la feuille de route.

Il en est de même des indemnités forfaitaires dues à l'agent pour son épouse.

CHAPITRE II

RÉGIME DES MISSIONS OFFICIELLES À L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE NATIONAL

Art. 7. — Tout agent amené à effectuer des déplacements à l'intérieur du territoire national de la République est placé sous le régime dit de mission officielle, lorsque ces déplacements sortent du cadre normal de son activité et de l'exercice de ses fonctions.

L'ordre de mission est établi et signé par le commissaire d'État dont relève l'agent, par le gouverneur de région ou par le responsable de service public de l'État suivant le modèle figurant à l'annexe I.

Le cas échéant, l'ordre de mission mentionne les décisions d'octroi de bagages supplémentaires ou l'indemnité pour frais spéciaux de représentation.

L'agent sera en outre muni d'une feuille de route officielle conforme au modèle figurant à l'annexe II de la présente ordonnance.

Art. 8. — Lors des déplacements de service sous le régime de mission, les agents bénéficient des avantages suivants:

a) la gratuité de transport:

lorsque les déplacements s'effectuent par l'entremise d'organisme de transport en commun, l'administration, dans la mesure du possible, remet à l'agent les titres de transport nécessaires.

À défaut, l'agent prendra lui-même en charge les frais de transport et en obtiendra le remboursement sur présentation d'une déclaration de créance appuyée des documents justificatifs.

Le trésor prend en charge, pour l'agent ainsi que pour son épouse lorsqu'elle est dûment autorisée à l'accompagner, les frais de transport en 2e classe (ou classe touriste) quel que soit le grade dont il est revêtu.

L'administration peut mettre gratuitement à la disposition de l'agent un moyen de transport dont elle dispose elle-même.

En ce cas, l'agent n'est pas autorisé à faire usage des moyens de transport publics.

Si l'ordre de mission prévoit le recours à l'utilisation d'un véhicule personnel, le Trésor prend en charge les frais de transport par l'octroi d'une indemnité kilométrique dont le taux est fixé par un règlement du service de la mécanisation. Au cas où l'agent serait amené à faire des déplacements supplémentaires, il pourrait se faire rembourser sur présentation de pièces justificatives visées par les autorités locales;

b) une indemnité journalière de mission:

il est alloué aux agents chargés de mission officielle à l'intérieur du territoire national, une indemnité forfaitaire, destinée à couvrir des frais de logement, de nourriture et autres frais quelconques à l'exception des frais de déplacement nécessités par l'accomplissement de la mission et des frais éventuels de représentation. Cette indemnité est due pendant toute la durée de la mission.

Le taux journalier de l'indemnité est fixé comme suit:

• agent revêtu du grade de secrétaire général et directeur: Z 600,00;

• agent revêtu du grade de chef de division ou chef de bureau: Z 400,00;

• autres agents: Z 300,00;

c) le cas échéant d'une indemnité pour frais de représentation:

l'autorité habilitée à donner l'ordre de mission peut, si l'intérêt de l'administration l'exige, prévoir l'attribution d'une indemnité pour frais spécial de représentation.

Cette indemnité ne peut être octroyée qu'aux agents revêtus au moins d'un grade chef de division. Elle peut être attribuée pour un ou plusieurs jours, ou pour toute la durée de la mission, en raison des nécessités.

Son taux est fixé à Z 250,00 par jour. Au cas où la mission comprend plusieurs agents, l'indemnité pour frais de représentation n'est accordée qu'au chef de mission.

Art. 9. — L'agent chargé de mission officielle à l'intérieur du territoire national pour une durée ininterrompue d'au moins deux mois, peut se faire accompagner de son épouse.

Si l'agent fait usage de cette faculté, l'ordre de mission doit en faire mention.

En ce cas, le Trésor prend à la charge pour l'épouse qui accompagne l'agent, les frais de transport dans les conditions prévues à l'article 8, *a)*.

De plus, l'agent bénéficie pour l'épouse qui l'accompagne d'une indemnité journalière forfaitaire dont le montant est fixé comme suit:

a) pour l'épouse de l'agent revêtu du grade de secrétaire général ou de directeur: Z 300,00;

b) pour l'épouse de l'agent revêtu du grade de chef de division ou chef de bureau: Z 200,00;

c) pour l'épouse des autres agents: Z 150,00.

Art. 10. — Le montant des indemnités de mission et, le cas échéant, les indemnités pour frais de représentation, est toujours payé à l'agent avant son départ au vu de l'ordre de mission.

Il en est de même des indemnités forfaitaires, dues à l'agent pour son épouse autorisée à l'accompagner.

CHAPITRE III

DÉPLACEMENTS DE SERVICE À L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE NATIONAL

Art. 11. — En application de l'article 48 du statut, premier alinéa, l'agent qui noyage à l'intérieur du territoire pour effectuer des déplacements inhérents à l'exécution du service dans l'exercice normal de ses fonctions, bénéficie de la gratuité du transport et des bagages prévus au présent chapitre.

Il s'agit notamment des déplacements effectués:

• au sein d'une sous-région ou d'une zone ou d'une collectivité par les agents affectés aux services de cette sous-région, de cette zone ou de cette collectivité;

• au sein d'une région par les agents affectés aux services de surveillance, d'inspection, de contrôle, de vérification, de dépannage ou dont les fonctions impliquent de fréquents déplacements.

Art. 12. — En principe, les déplacements sont assurés par les soins de l'administration qui met gratuitement à la disposition de l'agent les moyens de transport dont elle dispose. À défaut, l'agent peut être autorisé à utiliser les moyens de transport publics ou tout autre moyen de transport.

Lorsque les déplacements s'effectuent par l'entremise d'organismes de transport publics, l'administration remet à l'agent les titres de trans-

port nécessaires. À défaut, l'agent prendra lui-même en charge les frais de transport et en obtiendra le remboursement sur présentation d'une déclaration de créance appuyée des documents justificatifs.

Art. 13. — Le trésor prend en charge, pour l'agent ainsi que pour l'épouse lorsqu'elle est dûment autorisée à l'accompagner, les frais de transport en 2e classe (ou classe touriste) quel que soit le grade dont il est revêtu.

Art. 14. — L'autorisation de faire usage d'un véhicule automobile ou d'une bicyclette personnelle pour ses déplacements de service est accordée à l'agent par le secrétaire général en ce qui concerne les services centraux, par le directeur de région en ce qui concerne les services régionaux et par le commissaire sous-régional en ce qui concerne les services sous-régionaux, de zone, de collectivité ou de localité. Cette décision doit être renouvelée chaque année.

Si l'agent est autorisé à faire usage d'un véhicule automobile personnel pour ses déplacements de service, le Trésor prend en charge les frais de transport par l'octroi d'une indemnité kilométrique dont le taux et les modalités de déplacements sont fixés par règlement du service de la mécanisation.

Si l'agent est autorisé à faire usage d'une bicyclette personnelle pour ses déplacements de service, il bénéficie d'une indemnité forfaitaire mensuelle de Z 30,000 liquidée mensuellement avec le traitement au vu de la décision autorisant cet usage.

Art. 15. — À l'occasion des déplacements de service effectués dans l'exercice normal de ses fonctions, l'agent a droit à une indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais de logement, de nourriture et autres frais quelconques à l'exception des frais de déplacement.

Le montant journalier de cette indemnité forfaitaire est fixé comme suit:

1) lorsque le déplacement s'effectue en un jour, et que l'agent rejoint son poste d'attache le même jour:

• agent revêtu du grade de secrétaire général, directeur, chef de division ou chef de bureau, Z 150,00;

• agent revêtu de grade inférieur à celui de chef de bureau, Z 100,00.

2) lorsque le déplacement s'étend sur plusieurs jours et que l'agent doit assurer lui-même son logement:

• agent revêtu du grade secrétaire général, de directeur, chef de division et chef de bureau, Z 400,00;

• agent revêtu du grade inférieur à celui de chef de bureau, Z 200,00.

3) lorsque le déplacement s'étend sur une période de plusieurs jours et que l'agent est logé par les soins de l'administration:

• agent revêtu du grade de secrétaire général, directeur, chef de division et chef de bureau, Z 200,00;

• agent revêtu d'un grade inférieur à celui de chef de bureau, Z 100,00.

Art. 16. — Le montant de l'indemnité forfaitaire accordée à l'occasion du déplacement est payé à l'agent avant son départ sur présentation d'une déclaration de créance à laquelle sera joint l'ordre de service ou la feuille de route délivrée par l'autorité qui a commandé le déplacement.

L'ordre de service ou la feuille de route doivent préciser la durée probable du déplacement.

CHAPITRE IV
DÉPLACEMENTS AUTRES QUE LES DÉPLACEMENTS DE SERVICE À L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE NATIONAL

Art. 17. — En application de l'article 48 du statut, l'agent qui effectue des déplacements à l'intérieur du territoire national, pour des motifs ci-dessus énumérés, bénéficie pour lui-même, pour son épouse et pour ses enfants entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales, de la gratuité du transport et des avantages prévus au présent chapitre.

Il s'agit notamment des déplacements effectués:

1) pour rejoindre le poste d'attache administratif qui lui est assigné lors de son recrutement;

2) pour rejoindre son nouveau poste d'attache administratif en cas de mutation;

3) pour rejoindre un lieu d'hospitalisation ou de convalescence prescrit pour des raisons médicales impératives et en revenir;

4) pour rejoindre le lieu habituel de sa résidence à la fin de sa carrière, sauf si celle-ci prend fin par suite de démission volontaire ou d'office, de licenciement pour inaptitude professionnelle ou de révocation disciplinaire.

Art. 18. — Pour les déplacements à effectuer en application de l'article 17, l'administration met gratuitement à la disposition de l'agent les moyens de transport dont elle dispose ou bien lui remet les titres de transport nécessaires pour effectuer les déplacements par l'entremise d'organismes de transport en commun.

L'administration détermine elle-même le mode de transport à utiliser et l'itinéraire à suivre.

Art. 19. — Le Trésor prend en charge, pour l'agent ainsi que pour les membres de sa famille lorsqu'ils sont dûment autorisés à l'accompagner, les frais de transport en 2e classe (ou classe touriste) quel que soit le grade dont il est revêtu.

Si l'agent est autorisé à faire usage d'un véhicule personne, le Trésor prend en charge les frais de transport par l'octroi d'une indemnité kilométrique dont le taux est fixé par règlement du service de la mécanisation et qui est calculée en tenant compte de l'itinéraire le plus court.

Art. 20. — Pendant la durée des déplacements prévus à l'article 17, l'agent bénéficie pour lui-même et pour son épouse et ses enfants, si ceux-ci l'accompagnent, d'une indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais de nourriture, les frais éventuels de logement et tous les autres frais quelconques, à l'exception des frais de déplacement.

Art. 21. — Lorsque l'agent effectue un des déplacements prévus à l'article 17, son épouse et ses enfants peuvent être autorisés à voyager seuls, pour le précéder ou le rejoindre à son lieu de destination.

Dans ce cas, l'épouse bénéficiera du taux d'indemnité forfaitaire prévu pour l'agent à l'article 20, compte tenu du grade dont il est revêtu.

Art. 22. — Le bénéfice de la gratuité du transport et de l'indemnité forfaitaire de déplacement est également accordé:

1) à l'épouse de l'agent ou à ses enfants qui effectuent des déplacements sur prescription médicale impérative, pour rejoindre un lieu d'hospitalisation ou de convalescence et pour revenir, de même qu'à l'agent ou aux membres de sa famille désignés par la prescription médicale pour convoyer celui ou ceux des ayants droit admis dans un lieu d'hospitalisation ou de convalescence;

2) à l'épouse de l'agent et à ses enfants qui rejoignent le lieu de résidence habituelle de l'agent, lorsque celui-ci décède en cours de carrière.

Art. 23. — Le montant des indemnités forfaitaires dues à l'agent lui-même et aux membres de sa famille effectuant un des déplacements prévus à l'article 17 est liquidé au vu de la feuille de route délivrée par l'autorité qui commande le déplacement, avant le départ de l'agent.

La durée du déplacement pendant laquelle l'ayant droit bénéficie de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 20 est calculée comme suit:

a) pour le trajet ou la partie du trajet desservi par un organisme de transport en commun:

il est tenu compte de chaque journée de voyage, y compris le jour d'arrivée et de départ et les journées d'attente où se produit un changement de transporteur.

b) pour le trajet ou la partie du trajet non desservi par un transporteur public et que l'ayant droit effectue par ses propres moyens:

la durée de déplacement est comptée forfaitairement à raison d'un jour par tranche entière ou partielle de 200 km de distance séparant le lieu d'arrivée ou de départ de la ligne desservie par le transporteur public de l'endroit où se rend l'ayant droit ou qu'il quitte.

Art. 24. — Lorsque l'état de santé d'un agent ou d'un membre de sa famille nécessite son séjour dans un lieu de repos ou de convalescence, il est alloué à l'agent, pour la durée du séjour de l'ayant droit dans un tel lieu, le bénéfice de l'indemnité forfaitaire de déplacement prévue à l'article 20.

La même indemnité est octroyée, le cas échéant, au membre de la famille de l'agent autorisé à convoyer l'ayant droit pour la durée de son séjour au lieu de repos ou de convalescence entre le trajet aller et retour.

Art. 25. — Les avantages prévus par la présente ordonnance en faveur de l'agent et des membres de sa famille effectuant des déplacements prévus aux articles 17, 3°, et 22, 1°, sont subordonnés à l'établissement d'une prescription médicale impérative signée par deux médecins, approuvée par le secrétaire général du département de la Santé publique ou le médecin inspecteur régional ou sous-régional du lieu d'affectation de l'agent.

Cette prescription médicale spécifiera, s'il s'agit d'un séjour dans un lieu d'hospitalisation ou de convalescence, la durée de ceux-ci. Si l'assistance d'un convoyeur est nécessaire, la prescription médicale doit le prescrire expressément.

CHAPITRE V
TRANSPORT DES BAGAGES

Art. 26. — En application de l'article 48 du statut, le Trésor prend à sa charge les frais de transport des bagages de l'agent et des membres de sa famille qui effectuent des déplacements, dans les limites fixées au tableau annexe III de la présente ordonnance. Ils doivent répondre aux règles d'emballage et de conditionnement prévues par le transporteur.

Toute facturation supplémentaire provoquée par la transgression de ces règles est à charge de l'agent.

Art. 27. — Sans préjudice des poids supplémentaires de bagages qui peuvent être octroyés à l'occasion de l'accomplissement d'une mission officielle, l'agent peut être autorisé à transporter un poids de bagages supplémentaires, soit pour emporter du matériel inhérent à ses fonctions, soit pour d'autres raisons de service impératives.

L'autorisation sera accordée par le secrétaire général en ce qui concerne les agents des services centraux, par le directeur de région en ce qui concerne les agents des services régionaux, par le commissaire sous-régional en ce qui concerne les agents des services sous-régionaux, de zone, de collectivité ou de localité.

Art. 28. — Lorsque l'agent ou les membres de sa famille se déplacent par voie de surface exploitée par un organisme de transport, ils sont tenus d'emporter leurs bagages avec eux.

Lorsqu'ils se déplacent par avion, le Trésor supporte, en principe, le transport des bagages par voie de surface la plus directe, déduction faite du poids de bagages couvert par la gratuité attachée au titre de transport aérien.

Exceptionnellement, et notamment à l'occasion de l'exécution d'une mission officielle, le Trésor pourra prendre en charge le transport, par avion, de tout ou partie des bagages de l'agent, en fonction des nécessités de la mission. L'ordre de mission devra faire mention expresse de cette dérogation.

Art. 29. — Outre les frais de transport proprement dits, le Trésor prend à sa charge les frais accessoires, tels que frais de manutention, frais de dédouanement et droits de douane, lorsque le déplacement est effectué pour l'exécution d'une mission officielle à l'intérieur du territoire national ou à l'étranger.

Ces frais sont remboursés à l'intéressé sur présentation d'une déclaration de créance, appuyée des documents justificatifs. Le remboursement des droits de douane ne s'étend qu'aux seuls bagages nécessaires à l'exécution de la mission.

CHAPITRE VI
INDEMNITÉS DE MUTATION

Art. 30. — L'agent qui fait l'objet d'une mutation ou d'un transfert de service impliquant un changement de lieu de résidence, a droit, indépendamment de l'intervention du Trésor prévue à l'article 48 du statut et de l'attribution des indemnités prévues au chapitre IV de la présente ordonnance, à une indemnité forfaitaire de mutation.

Le montant de l'indemnité de mutation est fixé forfaitairement à Z 200,00. Il est majoré d'un montant de Z 150,00 en faveur de l'épouse et de chacun des enfants effectuant la mutation avec l'agent.

L'indemnité de mutation est payée en une fois avec le traitement sur ordre du commissaire d'État à la Fonction publique, au vu de la présentation d'une déclaration de créance établie par l'agent et approuvée par ses supérieurs hiérarchiques, qui doivent attester que l'agent a effectivement rejoint le lieu de sa nouvelle affectation.

CHAPITRE VII
DISPOSITIONS FINALES

Art. 31. — En matière de détermination des compétences et des pouvoirs, les dispositions de la présente ordonnance qui sont prévues pour les services centraux des départements sont également applicables au personnel administratif des services de la présidence de la République, à l'administration du comité central et du bureau

politique du Mouvement populaire de la révolution, à l'ensemble du personnel de l'administration du conseil législatif comprenant les services administratifs proprement dits et les services techniques, à l'administration du comité exécutif du Mouvement populaire de la révolution, au personnel administratif du cabinet du premier commissaire d'État, à l'administration du commissariat général au plan, à l'Administration de la cour des comptes, à l'administration du Conseil national de sécurité (CNS), du Service national d'intelligence (SNI), du Centre national de recherche et investigations (CNRI) et de la chancellerie des ordres nationaux.

Art. 32. — L'ordonnance-loi 73-220 du 25 juillet 1973 portant règlement d'administration relatif aux missions officielles, aux déplacements à l'intérieur du territoire national et au transport des bagages et abrogée.

Art. 33. — La présente ordonnance sort ses effets à la date de sa signature.

Annexe I

RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE

DÉPARTEMENT .....

DIRECTION OU DIVISION ..... FEUILLE DE ROUTE N°

.....

(Service émetteur)

Du citoyen:.....

Grade:.....

Fonction exercée:.....

N° matricule.....

de la citoyenne: .....

épouse du citoyen:.....

Grade:.....

N° matricule.....

des enfants:.....

1 ..... né le .....

2 ..... né le .....

3 ..... né le .....

4 ..... né le .....

5 ..... né le .....

6 ..... né le .....

7 ..... né le .....

8 ..... né le .....

9 ..... né le .....

10 ..... né le .....

11 ..... né le .....

12 ..... né le .....

(BIFFER LES MENTIONS INUTILES)

Se rendant de ..... à.....

.....

Motif du voyage:.....

Durée probable du voyage:.....

Départ prévu le: .....

Mode de transport:.....

.....

IMPUTATION: .....

Cachet du service émetteur

Délivré le .....

À .....

(Signature de l'agent responsable)

Annexe II

RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE

DÉPARTEMENT .....

OU RÉGION .....

ORDRE DE MISSION N°

Le citoyen: .....

Grade: .....

Matricule:.....

exerçant les fonctions de: .....

au service de:.....

est désigné pour effectuer une mission officielle

à ..... pays:.....

départ le .....retour le .....

OBJET DE LA MISSION: .....

.....

.....

Mode de transport et itinéraire:.....

L'agent est autorisé à se faire accompagner par les membres de sa famille dont les noms suivent: .....

.....

.....

Indemnité éventuelle pour frais de représentation:

.....

.....

.....

Visa du commissaire d'État aux Affaires étrangères
(pour les missions à l'étranger)

Fait à ..... le .....

Le commissaire d'État
(ou le commissaire de région)

(signature)

en annexe feuille de route n° ..... du .....

Annexe III
Transport des bagages

NATURE DU VOYAGE	*POIDS DE BAGAGES EN KILOS AUTORISÉ POUR*			
	L'agent	L'épouse	Les enfants	
			de 10 ans et plus	de moins de 10 ans
1) pour l'exercice d'une mission officielle à l'étranger ou à l'intérieur du territoire national				
— d'une durée de 15 jours maximum	Poids limité à la gratuité attachée au titre de transport avec minimum de 30 kilos			
— d'une durée supérieure à 15 jours	60	40	40	40
2) pour l'exécution d'un déplacement de service à l'intérieur du territoire national				
— d'une durée de 8 jours maximum avec déplacement par avion	Poids limité à la gratuité attachée au titre de transport avec maximum de 30 Kgs			
— d'une durée supérieure à 8 jours mais inférieure à 1 mois	50	30	30	30
— d'une durée supérieure à 1 mois	100	50	50	50
3) pour rejoindre le poste d'attache administratif assigné lors du recrutement	500	250	150	100
4) pour rejoindre le nouveau poste d'attache administratif en cas de mutation	1000	500	250	250
5) pour rejoindre un lieu d'hospitalisation, de repos ou de convalescence, sur prescription médicale	50 pour tout ayant droit malade			
6) pour convoyer un ayant droit jusqu'au lieu d'hospitalisation, de repos ou de convalescence, sur prescription médicale				
— en cas de simple aller-retour	Poids limité à la gratuité attachée au titre de transport			
— en cas de séjour au lieu d'hospitalisation, de repos ou de convalescence	50 pour tout convoyeur			
7) pour rejoindre le lieu de résidence habituel de l'agent à la fin de la carrière	1000	500	250	250
8) pour rejoindre le lieu de résidence habituel de l'agent lorsque celui-ci décède en cours de carrière		1.500	250	250

NOTE – Les poids de bagages mentionnés comprennent la gratuité attachée au titre de voyage par les organismes de transport.

Verso de la feuille de route

BAGAGES AUTORISÉS

	Agent	*Épouse*	*Enfant(s) de 10 ans et plus*	*Enfant(s) de moins de 10 ans*
Poids total de bagages autorisés par les règlements d'administration	..... K	..... K	... x ... K= ..... K.	... x ... K= ..... K.
Se répartissant comme suit:				
1) poids de bagages attaché au titre de transport	..... K	..... K	... x ... K= ..... K.	... x ... K= ..... K.
2) poids de bagages non couvert par le titre de transport	..... K	..... K	... x ... K= ..... K.	... x ... K= ..... K.
Éventuellement poids de bagages supplémentaires exceptionnellement accordé par l'ordre de mission	..... K	..... K		

VISAS

Mention des dates de départ et d'arrivée	*Signature de l'agent responsable et cachet de service*	*Mention des dates de départ et d'arrivée*	*Signature de l'agent responsable et cachet du service*
Départ de ..... Le .....19....		Arrivée à ..... Le ..... 19..... Départ le ..... 19....	
Arrivée à ..... Le ..... 19..... Départ le .....19.....		Arrivée à ..... Le ..... 19..... Départ le ..... 19....	
Arrivée à ..... Le ..... 19..... Départ le .....19.....		Arrivée à ..... Le ..... 19..... Départ le ..... 19....	
Arrivée à ..... Le ..... 19..... Départ le .....19.....		Arrivée à ..... Le ..... 19..... Départ le ..... 19....	

NOTE – Les poids de bagages mentionnés comprennent la gratuité attachée au titre de voyage par les organismes de transport.

19 mars 1982. – ORDONNANCE 82-031 portant règlement d'administration relatif au régime disciplinaire et aux voies de recours du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 25)

CHAPITRE Ier
DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 1er. — En application de l'article 60 du statut, les peines disciplinaires autres que la révocation sont prononcées par les autorités désignées ci-après:

GRADE DE L'AGENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR INFLIGER LA PEINE*		
	Du blâme	De la retenue du tiers du traitement	De l'exclusion temporaire
Huissier Agent auxiliaire de 2e cl. Agent auxiliaire de 1re cl. Agent de bureau de 2e cl.	Le chef de division	Le directeur ou le directeur de région	Le secrétaire général (1) Le gouverneur de région
Agent de bureau de 1re cl. Attaché de bureau de 2e cl. Attaché de bureau de 1re cl.	Le directeur ou le directeur de région	Le secrétaire général (1) Le gouverneur de région	Le commissaire d'État ou le gouverneur de région
Chef de bureau Chef de division Directeur	Le secrétaire général (2) ou le directeur de région	Le secrétaire général	Le commissaire d'État
Secrétaire général	Le commissaire d'État	Le commissaire d'État	Le commissaire d'État

(1) La compétence du secrétaire général concerne les agents affectés dans les services centraux du département, et celle du gouverneur de région concerne les agents affectés dans les services régionaux, sous-régionaux, de zone, de collectivité ou de localité.

(2) La compétence du directeur concerne les agents affectés dans les services centraux du département, et celle du directeur de région concerne les agents affectés dans les services régionaux, de zone, de collectivité ou de localité.

Art. 2. — Dès qu'elle constate une faute ou un manquement à charge d'un agent, et si elle l'estime nécessaire, eu égard à la gravité de la faute ou du manquement, l'autorité hiérarchique ouvre l'action disciplinaire à charge de l'intéressé en lui notifiant un procès-verbal d'ouverture d'action disciplinaire rédigé conformément au modèle figurant à l'annexe I de la présente ordonnance.

Les pièces éventuellement invoquées contre l'agent doivent être jointes au procès-verbal.

Le procès-verbal est établi en double exemplaire et signé par l'autorité qui ouvre l'action disciplinaire. Un exemplaire est remis à l'agent qui doit dater et signer pour réception le deuxième exemplaire.

Si l'agent refuse de signer le procès-verbal, constatation de ce refus est actée au procès-verbal et contresignée par deux témoins.

[*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 1er.* – L'autorité qui ouvre l'action disciplinaire en avise immédiatement le département de la Fonction publique. Sous peine d'être frappée de caducité, toute action disciplinaire quelle qu'en soit la gravité doit être ouverte endéans vingt jours à dater du jour de la constatation de la faute ou du manquement à charge de l'agent.]

Art. 3. [*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 2.* – L'autorité compétente pour l'ouverture de l'action disciplinaire est celle qui, exerçant un emploi de commandement, se situe à l'échelon hiérarchique immédiatement supérieur à celui de l'agent incriminé.

Elle peut agir de sa propre initiative ou sur réquisition d'une autorité supérieure. Néanmoins, le commissaire d'État à la Fonction publique a la plénitude de l'action disciplinaire. Lorsqu'ils sont envoyés en mission, les agents de commandement du département de la Fonction publique, sont habilités, à titre exceptionnel, à ouvrir directement l'action disciplinaire contre tout agent qui commet une faute.

Ne peuvent donner lieu à une sanction, au titre des manquements, que des faits précis, prouvés et imputables à l'agent.]

Art. 4. [*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 3.* – Les justifications de l'agent auquel l'ouverture d'une action disciplinaire est notifiée, doivent être présentées par écrit dans un délai de 20 jours francs. Elles sont adressées à l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire. Ce délai est prorogé de dix jours si l'agent en cause ne se trouve pas dans la même localité que l'autorité ayant ouvert l'action disciplinaire.]

Dès réception des justifications de l'agent, l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire doit, dans les limites des pouvoirs disciplinaires déterminées à l'article 1er de la présente ordonnance:

• soit procéder au classement sans suite de l'affaire, soit infliger à l'intéressé la peine qu'elle estime appropriée;

• soit transmettre le dossier disciplinaire à l'échelon hiérarchique supérieur si elle n'est pas compétente pour infliger une peine disciplinaire, ou si elle estime que la peine à proposer dépasse les pouvoirs qui lui sont attribués.

Art. 5. — La décision de classement sans suite du dossier disciplinaire fait l'objet d'un procès-verbal de clôture d'action disciplinaire rédigé conformément au modèle figurant à l'annexe II de la présente ordonnance.

Ce procès-verbal est établi en double exemplaire. Un exemplaire est remis à l'agent, qui doit dater et signer le deuxième exemplaire pour réception.

Art. 6. [*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 4.* – L'agent qui s'estime injustement puni peut, dans un délai de 20 jours, introduire, par la voie hiérarchique, un recours auprès de l'autorité immédiatement supérieure à celle qui a infligé la peine ou auprès de cette même autorité si celle-ci est l'autorité compétente pour infliger la peine la plus élevée à l'égard de l'intéressé.]

Le délai de recours est prorogé d'office de la durée d'absence de l'agent si celui-ci est en mission à l'intérieur du territoire ou à l'étranger.

Il est également prorogé d'office d'un mois si la peine est infligée par une autorité se trouvant au Zaïre à charge d'un agent affecté en permanence à l'étranger.

L'autorité qui reçoit le recours peut décider du classement sans suite du dossier disciplinaire ou confirmer à l'intéressé la peine disciplinaire qui lui a été infligée au 1er degré, ou lui infliger une autre peine.

La décision finale prise après examen du recours fait l'objet d'un procès-verbal de décision sur recours en matière disciplinaire, rédigé

conformément au modèle figurant à l'annexe III de la présente ordonnance.

Ce procès-verbal est établi en double exemplaire. Un exemplaire est remis à l'agent, qui doit dater et signer le deuxième exemplaire pour réception.

La décision prise à cet échelon est sans appel.

Art. 7. — Si l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire n'a pas le pouvoir d'infliger une peine disciplinaire, ou si elle estime que la peine à infliger dépasse les pouvoirs qui lui sont attribués, elle transmet le dossier disciplinaire à l'échelon hiérarchique supérieur.

Cette transmission se fait conformément au formulaire figurant à l'annexe IV de la présente ordonnance.

Ce formulaire est établi en deux exemplaires. Un exemplaire est remis à l'agent, qui doit dater et signer le deuxième exemplaire pour réception.

Art. 8. — L'autorité à laquelle un dossier disciplinaire est transmis conformément à l'article 7 doit:

• soit procéder au classement sans suite de l'affaire, suivant les modalités définies à l'article 5 ci-dessus;

• soit infliger une peine disciplinaire suivant les modalités définies à l'article 6.

Art. 9. — En cas de flagrant délit, l'autorité hiérarchique habilitée à ouvrir l'action disciplinaire est dégagée de l'obligation prévue à l'article 2, alinéa 1, de la présente ordonnance.

Toutefois, il peut, soit procéder séance tenante à l'interrogatoire de l'agent fautif, soit ordonner son audition et établir un procès-verbal de constat de la faute disciplinaire rédigé conformément au modèle figurant à l'annexe I de la présente ordonnance.

Le procès-verbal est établi en double exemplaire. Il reprend toutes les questions posées à l'agent, les réponses données et les explications fournies par lui. Il doit être signé conjointement tant par l'agent chargé de l'interrogatoire que par l'agent interrogé.

Si l'agent refuse de signer le procès-verbal, constatation de ce refus est actée au procès-verbal et contresignée par deux témoins.

Dans ce cas, le procès-verbal de constat de faute disciplinaire tient lieu du dossier disciplinaire et, le principe contradictoire étant respecté, l'autorité compétente à laquelle le dossier est retransmis, conformément à l'article 8 procède, sans délai, à l'infliction d'une des peines prévues par le statut.

Art. 9*bis*. [*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 5.* – En application de l'article 71, 2° de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État, l'abandon de poste ou le défaut de reprendre le service à l'expiration d'un congé ou d'une exclusion temporaire peut être constaté par un procès-verbal dressé par l'autorité hiérarchique et contresigné par deux témoins.]

Art. 10. — En application de l'article 63, alinéa 4, du statut, la situation administrative des agents ayant bénéficié des mesures d'amnistie ou de grâce, ou ayant été condamnés avec sursis ou pour homicide involontaire est réglée comme suit:

1) l'agent ayant bénéficié d'une mesure d'amnistie est replacé en activité de service au grade dont il était revêtu au moment de sa condamnation. Toutefois, il ne jouit de sa rémunération qu'à dater de la signature de la décision de réintégration;

2) l'agent ayant bénéficié d'une mesure de grâce n'est réintégré au sein de l'administration avec le grade acquis avant la condamnation que si celle-ci est inférieure à trois mois de servitude pénale principale;

3) la réintégration n'est prononcée en faveur de l'agent ayant été condamné avec sursis que lorsque la condamnation est inférieure à trois mois de servitude pénale principale;

4) l'agent condamné à une peine de servitude pénale principale égale ou supérieure à trois mois pour homicide involontaire n'est passible de la peine de révocation qu'en cas de récidive;

5) [*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 6.* – L'agent qui obtient la révision d'une mesure disciplinaire en application de l'article 63, alinéa 2, des statuts ne jouit de sa rémunération qu'à dater de la décision de réintégration. Il conserve le grade qu'il avait au moment de la sanction révisée.]

CHAPITRE II
DU CONSEIL DE DISCIPLINE

Art. 11. — Le conseil de discipline institué par les dispositions de l'article 61 du statut est compétent pour émettre un avis sur la peine de révocation proposée à charge d'un agent.

Art. 12. [*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 7.* – Il est composé de 14 membres dont dix permanents et 4 non permanents. Les membres permanents sont 4 agents de commandement choisis parmi les directeurs de la Fonction publique, 2 inspecteurs du département du travail et de la prévoyance sociale, 1 cadre de commandement choisi parmi les directeurs du département de l'administration du territoire, le chef de bureau « secrétariat du conseil de discipline », le secrétaire national exécutif de l'Union nationale des travailleurs du Zaïre (U.N.T.Za.) chargé des services publics et son adjoint.]

Les membres non permanents comprennent les trois délégués syndicaux qui constituent les trois membres effectifs représentant au conseil départemental de consultation syndicale, le département dont relève l'agent et le délégué du commissaire d'État du département dont relève l'agent.

Art. 13. — Le directeur du département de la Fonction publique, qui a le bureau «secrétariat du conseil de discipline» dans ses attributions, est de droit le président du conseil de discipline.

Le chef de bureau «secrétariat du conseil de discipline» est de droit le secrétaire du conseil de discipline.

Art. 14. — Le conseil de discipline est assisté d'un secrétariat dit «secrétariat du conseil de discipline».

Sans préjudice des attributions lui dévolues dans le cadre de l'organigramme du département de la Fonction publique, le secrétariat du conseil de discipline a pour mission d'assurer tout travail administratif, notamment:

• l'étude préliminaire des dossiers soumis au conseil de discipline;

• la confection des notes techniques à l'intention du commissaire d'État à la Fonction publique ou de son délégué, et des membres du conseil;

• la rédaction des procès-verbaux des séances du conseil;

• la rédaction des convocations et de toutes les correspondances échangées avec l'administration et le personnel.

Art. 15. — Le conseil de discipline est régulièrement saisi d'une affaire par le commissaire d'État à la Fonction publique.

Les dossiers et documents administratifs relatifs à l'examen de cette affaire sont immédiatement communiqués au conseil.

Sauf cas de force majeure, il est tenu de se prononcer endéans le mois qui suit la date de la réception du dossier disciplinaire.

Art. 16. — Pour siéger valablement, le conseil de discipline doit réunir au moins les deux tiers de ses membres.

[*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 8.* – Lorsque le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation dans les plus brefs délais.

À la troisième convocation, le conseil de discipline peut valablement siéger avec les membres présents lorsque ceux-ci sont au nombre de 7. Les convocations doivent indiquer les points inscrits à l'ordre du jour.]

Le conseil de discipline se prononce au vote secret et à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 17. — Le conseil de discipline peut faire appel, à titre consultatif, à toute personne susceptible de l'éclairer.

Le conseil peut également demander au commissaire d'État à la Fonction publique ou, le cas échéant, à l'un des responsables des différents services énumérés à l'article 1er du statut, communication de tous dossiers ou de tout document administratif quelconque jugés nécessaires à la bonne exécution de la mission lui dévolue.

CHAPITRE III
DES VOIES DE RECOURS

Art. 18. — En application de l'article 58 du statut, le droit au recours de l'agent qui s'estime lésé dans ses droits s'exerce:

a) par la voie du recours administratif, qui suit la voie hiérarchique;

b) par la voie du recours juridictionnel, auprès des juridictions compétentes.

Art. 19. — Le premier moyen de recours de l'agent qui s'estime lésé dans ses droits est le recours dit «administratif», qu'il peut adresser à ses supérieurs pour faire valoir son point de vue.

Ce recours doit obligatoirement suivre la voie hiérarchique et, en le transmettant, les différents supérieurs de l'agent sont tenus d'y porter leurs avis et considérations. Ces avis doivent être portés à la connaissance de l'agent.

[*Ord. 86-125 du 23 avril 1986, art. 9.* – Sous peine de nullité, le recours doit être introduit dans les 20 jours de la date à laquelle l'agent a eu connaissance de l'acte ou de la décision qu'il conteste, le cachet de la poste ou l'accusé de réception faisant foi.

Sous peine de poursuites disciplinaires, l'autorité hiérarchique qui reçoit un recours est tenue de le transmettre à autorité hiérarchique à laquelle le recours est adressé.]

Art. 20. — Le recours administratif est adressé à l'autorité hiérarchique immédiatement supérieure à celle qui a pris la décision ou posé l'acte contre lequel l'agent introduit le recours.

Si cette décision ou cet acte émane du président du conseil législatif ou des responsables d'autres services publics de l'État énumérés à l'article 1er du statut, le recours administratif est adressé au département de la Fonction publique, par l'intermédiaire des autorités précitées.

De même, en matière disciplinaire, l'agent qui n'obtient pas satisfaction suite au recours qu'il a introduit auprès de ses supérieurs hiérarchiques et qui fait l'objet d'une peine d'exclusion temporaire ou de révocation, peut introduire un recours auprès du commissaire d'État à la Fonction publique.

Art. 21. — En matière de cotation, le recours est adressé à l'autorité compétente pour attribuer définitivement la cotation.

La décision de cette autorité est sans appel.

Art. 22. — Après épuisement des moyens de recours prévus aux articles 19 et 20, l'agent qui n'a pas obtenu satisfaction peut introduire un recours dit «juridictionnel» auprès des juridictions compétentes.

Le recours juridictionnel doit répondre aux conditions exigées par la réglementation propre à la juridiction. Son introduction n'a aucun effet suspensif de la décision incriminée.

Art. 23. — En matière de détermination des compétences et des pouvoirs, les dispositions de la présente ordonnance, qui sont prévues pour les services centraux des départements, sont également applicables au personnel administratif des services de la présidence de la République, de l'administration du comité central du Mouvement populaire de la révolution et du bureau politique du Mouvement populaire de la révolution, de l'administration du Conseil législatif, de l'administration du comité exécutif du Mouvement populaire de la révolution, des services administratifs du cabinet du Premier commissaire d'État, des services administratifs du commissariat général au Plan, de la Cour des comptes, du Conseil national de sécurité (CNS), du Centre national de recherches et investigations (CNRI), du Service national d'intelligence (SNI), de la chancellerie des ordres nationaux et à l'ensemble du personnel civil et militaire œuvrant au sein des forces armées zaïroises et de la gendarmerie.

Art. 24. — L'ordonnance 73-224 du 25 juillet 1973 portant règlement d'administration relatif au régime disciplinaire et aux voies de recours du personnel de carrière des services publics de l'État est abrogée.

Art. 25. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe Ire
Procès-verbal d'ouverture d'action disciplinaire

Conformément aux dispositions du titre III, chapitre IX du statut, relatives au régime disciplinaire,

Nous: ..... (Nom, grade et fonction de l'autorité qui ouvre l'action disciplinaire)

.....

.....

.....

.....

avons constaté ce jour à charge du

Citoyen: .....

Grade: .....

N° matricule:.....

la (les) faute (s) disciplinaire (s) suivante (s):

(libellé concis mais complet des fautes reprochées, des circonstances de temps, de lieu, etc.)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

en suite de quoi, il est invité à présenter ses justifications écrites dans un délai de 5 jours.

Le présent procès-verbal ouvre d'office l'action disciplinaire à charge du prénommé en date de ce jour.

Fait à ....., le .....

Signature de l'autorité

qui ouvre l'action disciplinaire.

Reçu à ....., le .....

Signature de l'agent notifié.

Annexe II
Procès-verbal de clôture d'action disciplinaire

Conformément aux dispositions du titre III, chapitre IX du statut, relatives au régime disciplinaire,

Vu le dossier disciplinaire ouvert le .....

à charge du citoyen: .....

Grade: .....

N° matricule: .....

Nous: ..... (Nom, grade et fonction de l'autorité)

.....

.....

.....

décidons:

( ) – le classement sans suite de l'affaire

( ) – d'infliger au prénommé la peine disciplinaire suivante:

.....

.....

.....

pour le (s) motif (s):

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Fait à ....., le .....

Signature de l'autorité

qui clôture l'action disciplinaire.

Reçu à ....., le .....

Annexe III
Procès-verbal de décision sur recours en matière disciplinaire

Conformément aux dispositions du titre II, chapitre IX du statut, relatives au régime disciplinaire,

Vu le dossier disciplinaire ouvert à charge du

Citoyen (Nom): .....

Grade: .....

Matricule: .....

par: .....(désignation de l'autorité hiérarchique qui a infligé la peine).

.....

.....

pour le (s) motif (s) suivant (s) .....

Nous ..... (Nom et fonction de l'autorité qui juge le recours)

.....

.....

.....

( ) – confirmons la peine qui a été infligée et qui est citée ci-dessus

( ) – rapportons la peine qui a été infligée et

décidons

( ) – le classement sans suite de l'affaire

( ) – d'infliger au prénommé la peine disciplinaire suivante:

.....

.....

pour le (s) motif (s) suivants (s):

.....

.....

.....

.....

Fait à ....., le .....

Signature de l'autorité qui prend la décision.

( ) biffer la mention inutile.

Reçu à ....., le .....

Signature de l'agent notifié.

Annexe IV

Transmission de dossier disciplinaire à l'échelon hiérarchique supérieur

Conformément aux dispositions du titre IX du statut, relatives au régime disciplinaire,

Vu le dossier disciplinaire ouvert le .....

à charge du citoyen .....(Nom)

.....

(Grade)

..... (N° matricule)

Nous: ..... (Nom, grade et ..... fonction de

.....

l'autorité) estimons que la peine à infliger au prénommé dépasse les pouvoirs disciplinaires qui nous sont dévolus et transmettons pour compétence au

Citoyen: ..... (désignation de l'autorité

..... hiérarchique supérieure)

Fait à ....., le .....

Signature de l'autorité qui transmet le dossier.

Reçu à ....., le .....

Signature de l'agent notifié.

---

19 mars 1982. – ORDONNANCE 82-032 portant règlement d'administration relatif à la cotation et à l'avancement de grade du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 31)

CHAPITRE Ier

DE LA COTATION

Art. 1er. — Les autorités compétentes pour procéder à la cotation et pour attribuer définitivement l'appréciation du mérite prévu aux articles 64 et 65 du statut sont désignées au tableau ci-après:

	GRADE DE L'AGENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR PROCÉDER À LA COTATION*	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR ATTRIBUER DÉFINITIVEMENT LA COTE*
1)	Agent revêtu d'un grade inférieur à celui de chef de bureau.		
	a) affecté dans les services centraux du département ou dans d'autres services publics de l'État.	chef de bureau	chef de division
	b) affecté dans le chef-lieu de région.	chef de bureau	commissaire s/régional ou chef de division
	c) affecté au chef-lieu de la sous-région et dans la zone.	chef de bureau ou commissaire de zone	commissaire s/régional ou chef de division
2)	Agent revêtu du grade de chef de bureau.		
	a) affecté dans les services centraux du dépt. ou dans d'autres services publics de l'État.	chef de division	directeur
	b) affecté au chef-lieu de la sous-région.	chef de division ou commissaire s/régional	directeur de région
	c) affecté au chef-lieu de la région.	chef de division ou commissaire s/régional	directeur de région
3)	Agent revêtu du grade de chef de division.		
	a) affecté dans les services centraux du dépt. ou d'autres services publics de l'État.	directeur	secrétaire général
	b) Sous-région.	directeur de région	gouverneur de région
4)	Agent revêtu du grade de directeur		
	a) Dépt. ou autres services publics.	secrétaire général	commissaire d'État
	b) Région.	gouverneur	commissaire d'État
5)	Agent revêtu du grade secrétaire général.	commissaire d'État	commissaire d'État

NOTE: L'agent commissionné pour occuper un emploi supérieur à celui correspondant à son grade est assimilé à l'agent du grade dont il exerce intérimairement les fonctions.

Art. 2. — Le bulletin de cotation doit être établi conformément au modèle figurant à l'annexe de la présente ordonnance.

La cotation sort ses effets sur l'avancement de traitement et de grade de l'année qui suit celle au cours de laquelle le bulletin a été établi.

La cotation est obligatoire pour tous les agents soumis au statut.

Art. 3. — La procédure de cotation doit être entamée le 1er juillet de chaque année. L'agent doit être apprécié sur les services qu'il a rendus jusqu'à cette date depuis son entrée en service ou depuis l'établissement du dernier bulletin.

L'autorité compétente désignée à l'article 1er établit le bulletin de cotation en six exemplaires. Ces six exemplaires sont signés pour réception par l'agent qui est autorisé à en conserver un.

Art. 4. — Pour introduire son recours, l'agent dispose d'un délai de cinq jours francs à dater de la réception du bulletin de cotation.

Ce recours ne peut porter que sur l'appréciation synthétique et non sur les appréciations de détail.

Le recours doit être motivé.

Art. 5. — À l'expiration du délai de cinq jours prévus à l'article 4, l'autorité qui a coté transmet quatre exemplaires du bulletin à l'autorité compétente pour attribuer définitivement la cote.

Si un recours a été introduit, elle le joint aux exemplaires du bulletin avec ses avis et considérations, qu'elle n'est pas tenue de communiquer à l'agent à ce moment de la procédure.

Art. 6. — L'autorité compétente pour attribuer définitivement l'appréciation du mérite appose sur les quatre exemplaires du bulletin, l'appréciation synthétique et les appréciations détaillées qu'elle estime devoir attribuer en tenant compte des mentions proposées, du recours éventuel et des avis émis sur ce recours. Ses appréciations ne doivent pas être motivées.

Elle transmet ensuite un exemplaire du bulletin de cotation à l'agent par l'intermédiaire de l'autorité qui a coté, en y joignant, s'il y a recours, copie des avis émis par cette autorité.

Des trois exemplaires restants, l'un est remis à l'autorité ayant procédé à la cotation, le second est conservé à l'échelon département ou région, le troisième est destiné au dossier à constituer en vue d'une éventuelle participation de l'agent à un concours de promotion.

CHAPITRE II
DE L'AVANCEMENT DE GRADE

Art. 7. — Les concours de promotion prévus à l'article 66 du statut sont organisés, sous le contrôle du département de la Fonction publique, soit à la demande du commissaire d'État chargé du département où se produit la vacance des emplois mis en compétition, soit à la demande du gouverneur de région, soit enfin à la demande des responsables des différents services publics de l'État visés à l'article 1er du statut.

Les modalités d'organisation de ces concours sont les mêmes que celles prévues par le règlement d'administration pour les concours de recrutement.

Pour pouvoir participer à un concours de promotion, l'agent doit satisfaire, à la date du concours, aux conditions requises pour pouvoir bénéficier de l'avancement de grade.

Art. 8. — Après cotation des épreuves et décisions définitives du jury, les résultats des concours sont transmis par le jury au commissaire d'État à la Fonction publique pour réaliser les promotions.

Art. 9. — Les concours mettant en compétition des emplois correspondant à des grades d'attaché de bureau de 1re classe ou à des grades inférieurs, sont, à la fois, des concours de promotion et de recrutement, ouverts simultanément aux agents soumis au statut et aux nouveaux candidats.

Le commissaire d'État à la Fonction publique peut toutefois, sur proposition de l'autorité qui a demandé l'organisation du concours, décider qu'il s'agit d'un concours de promotion réservé aux agents soumis au statut et qu'il ne constitue par un concours de recrutement.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS FINALES

Art. 10. — L'ordonnance 73-225 du 25 juillet 1973 portant règlement d'administration relatif au signalement et à l'avancement de grade du personnel de carrière des services publics de l'État est abrogée.

Art. 11. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe
Bulletin de cotation

Valable pour l'année: .....

(La cotation sort ses effets sur l'avancement de traitement et de grade de l'année qui suit celle au cours de laquelle le bulletin a été établi).

Région (1): .....

Division: .....

Sous-région: .....

Zone: .....

Collectivité: .....

Localité: .....

Département: .....

Direction: .....

Division: .....Bureau: .....

Nom (2) .....

Grade: ..... Matricule: .....

Ancienneté dans le grade: .....

I – APPRÉCIATION SYNTHÉTIQUE DU MÉRITE

(Élite – Très bon – Bon – Assez bon – Médiocre)

Échelon d'établissement — Échelon d'attribution définitive

Peines subies depuis la dernière nomination ou promotion:

Peines judiciaires (nature, date et motif):

Peines disciplinaires (nature, date et motif):

.....

.....

.....

.....

.....

.....

(1) Ces mentions doivent définir l'affectation exacte de l'agent. Négliger ou biffer les mentions sans objet.

(2) Doit figurer en majuscules d'imprimerie.

II – RAPPORT JUSTIFICATIF

A) ÉTAT DES SERVICES

B) APPRÉCIATIONS DÉTAILLÉES: Élite, Très bon, Bon, Assez bon, Médiocre (3)

Échelon d'établissement et échelon d'attribution définitive (4)

1) Intégration: .....

2) Valeur professionnelle: .....

3) Esprit d'initiative et sens des responsabilités: .....

4) Rendement: .....

5) Zèle et esprit de discipline: .....

Date: .....

Nom et fonctions de l'autorité: .....

Signature: .....

Sceau

Pour réception

Lieu et date

Signature de l'agent

(3) Utiliser obligatoirement l'une de ces quatre mentions et porter en regard de chacun des cinq points la mention jugée conforme.

(4) La moyenne des appréciations détaillées et l'appréciation synthétique doivent correspondre.

---

19 mars 1982. – ORDONNANCE 82-033 portant règlement d'administration relatif à la cessation définitive des services du personnel de carrière des services publics de l'État et aux rentes de survie. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 34)

CHAPITRE I^er
DE LA DÉMISSION VOLONTAIRE

Art. 1^er. — En application de l'article 72 du statut, la démission volontaire de l'agent est acceptée par les autorités désignées ci-après:

a) pour les agents de la première catégorie: le président de la République;

b) pour les agents de la deuxième et de la troisième catégorie: le commissaire d'État à la Fonction publique.

CHAPITRE II
DE LA MISE À LA RETRAITE

Art. 2. — Pour l'application de l'article 73 du statut, l'agent qui se trouve dans une position autre que l'activité de service est considéré comme rappelé en service à la veille du jour de sa mise à la retraite.

Art. 3. — L'autorisation de continuer ses services au-delà d'une carrière de 30 ans, prévue au 2° du premier alinéa de l'article 73, est accordée à l'agent par l'autorité habilitée à prononcer la mise à la retraite.

Cette autorisation est accordée pour la durée entière de la période restant à courir jusqu'à ce que l'agent atteigne l'âge de 55 ans, ou pour la durée d'une partie seulement de cette période.

Art. 4. — Le commissaire d'État à la Fonction publique ou son délégué est seul habilité à ordonner le paiement des derniers avantages accordés après la cessation définitive des services prévus aux chapitres I, II, III et IV du titre V du statut.

CHAPITRE III
DE L'INAPTITUDE PHYSIQUE

Art. 5. — 1) La commission médicale prévue à l'article 75 du statut, qui doit constater l'inaptitude physique d'un agent malade ou infirme, se réunit à l'initiative soit du secrétaire général de l'administration dont relève l'intéressé, s'il est affecté auprès d'un service central, soit du directeur de région ou du commissaire sous-régional, si l'agent est affecté en région ou en sous-région.

La commission est composée de trois médecins désignés soit par le secrétaire général du département de la Santé publique, si elle doit statuer sur le cas d'un agent d'un service central, soit par le médecin inspecteur régional ou sous-régional, si elle statue sur le cas d'un agent affecté en région ou à la sous-région.

2) Le secrétaire général, le médecin inspecteur régional ou sous-régional, selon le cas, détermine le lieu, la date et l'heure de la réunion de la commission et convoque l'agent concerné.

3) L'agent convoqué devant une commission médicale est obligé de se soumettre à l'examen des médecins. Il peut se faire accompagner par un médecin de son choix.

En cas de refus de comparaître, il est considéré comme inapte et licencié d'office.

Art. 6. — La commission médicale donne son avis dans un rapport confidentiel destiné au secrétaire général du département de la Santé publique, s'il s'agit d'un agent affecté auprès d'un service central, au médecin inspecteur régional ou sous-régional s'il s'agit d'un agent affecté en région ou à la sous-région, sur la nature, la cause et les perspectives d'évolution de la maladie ou de l'infirmité.

Elle décide si, à son avis, l'intéressé est apte ou inapte au service dans un deuxième rapport destiné à l'autorité qui a demandé la réunion de la commission médicale.

Les conclusions de la commission médicale d'inaptitude ne sont pas susceptibles d'appel avant un délai de 5 ans.

Une copie du deuxième rapport, visé au 2e alinéa de l'article précédent, est également adressée au commissaire d'État à la Fonction publique conformément à l'article 77 du statut.

Art. 7. — L'agent qui est reconnu apte au service par une commission médicale est tenu de reprendre immédiatement ses fonctions.

S'il se refuse, il est considéré comme ayant abandonné le service et doit être démis d'office.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*S'il refuse*».

CHAPITRE IV
DE L'INAPTITUDE PROFESSIONNELLE

Art. 8. — La procédure de constatation de l'inaptitude professionnelle prévue aux articles 70 et 76 du statut est ouverte à l'initiative du secrétaire général, du directeur de région ou du commissaire sous-régional selon que l'agent est affecté dans un service central, en région ou en sous-région.

L'agent doit comparaître devant une commission d'inaptitude constituée à cette occasion et composée comme suit:

a) si l'agent est affecté dans un service central:

• le secrétaire général d'un département, qui préside la commission;

• le directeur dont relève l'agent;

• deux autres agents du département, d'un grade supérieur à celui de l'agent qui doit comparaître, désignés par le secrétaire général.

Toutefois, lorsque l'agent appelé à comparaître est revêtu du grade de secrétaire général, la commission est présidée par le commissaire d'État du département;

b) si l'agent est affecté au chef-lieu de la région:

• le directeur de région préside la commission;

• le chef de division dont relève l'agent;

• deux autres agents de la région, d'un grade supérieur ou égal à celui de l'agent qui doit comparaître, désignés par le directeur de région;

c) si l'agent est affecté dans une sous-région:

• le commissaire sous-régional, qui préside la commission;

• le responsable du service dont relève l'agent;

• deux autres agents de la sous-région, d'un grade supérieur ou égal à celui de l'agent qui doit comparaître, désignés par le commissaire sous-régional.

Toutefois, lorsque l'agent appelé à comparaître est revêtu du grade de commissaire sous-régional, la commission est présidée par le directeur de région.

L'agent appelé à comparaître devant la commission d'inaptitude professionnelle peut se faire accompagner d'un délégué de l'Union nationale des travailleurs du Zaïre (UNTZa).

Art. 9. — La commission doit donner un avis sur l'aptitude professionnelle de l'agent; elle doit juger l'intéressé en fonction des connaissances, qualité et qualification requises pour l'exercice des fonctions correspondant au grade dont il est revêtu.

La commission peut soumettre l'intéressé à des épreuves orales ou écrites selon la nécessité.

Le rapport de la commission doit être transmis pour décision au commissaire d'État à la Fonction publique:

• dans les 48 heures en ce qui concerne les agents œuvrant à Kinshasa;

• dans un mois en ce qui concerne les agents affectés en région.

Art. 10. — L'agent qui, dûment convoqué, ne se présente pas devant la commission sans un motif valable, est considéré comme inapte au service et licencié d'office pour inaptitude professionnelle.

Lorsque l'agent fait l'objet de deux cotations successives de l'appréciation «Médiocre», il est licencié d'office pour inaptitude professionnelle, sans autre procédure.

Art. 11. — L'impossibilité d'affectation d'un agent, prévue à l'article 96 du statut, résulte de l'absence de vacance dans les emplois correspondant au grade dont il est revêtu. Elle est constatée par le commissaire d'État chargé du département ou par le responsable du service public auquel appartient l'agent, en fonction des effectifs organiques. Cette constatation est aussitôt portée à la connaissance du commissaire d'État à la Fonction publique.

Ce dernier étudie, avec les commissaires d'État d'autres départements ou avec les responsables d'autres services publics, en fonction du grade, des titres et des qualifications de l'agent, s'il n'existe pas de possibilité de réaliser son transfert dans un autre département, aux conditions prévues par l'article 37 du statut.

Si aucune possibilité de transfert n'existe, l'agent est d'office licencié pour impossibilité d'affectation ou mis à la retraite s'il remplit les conditions requises à cet effet.

CHAPITRE V
DES RENTES DE SURVIE ET D'ORPHELINS

Art. 12. — Pour l'application des articles 88 et 89 du statut, la demande de rente de veuve ou d'orphelins doit être adressée au commissaire d'État à la Fonction publique par l'intermédiaire de l'autorité administrative du lieu de résidence de l'agent au moment de son décès.

Art. 13. — La demande doit être accompagnée des documents énumérés ci-après:

a) en ce qui concerne la veuve:

• une attestation de mariage avec l'agent décédé;

• une attestation de résidence;

• si les époux étaient divorcés et que le divorce a été prononcé aux torts exclusifs de l'époux, et que celui-ci ne s'est pas remarié: un extrait du jugement de divorce;

• si la veuve était séparée de son mari: un extrait du jugement l'autorisant à cesser la vie conjugale pour de justes motifs;

b) en ce qui concerne les orphelins:

• un extrait d'acte de naissance;

• une attestation de naissance;

• une attestation de fréquentation scolaire pour les enfants âgés de plus de 16 ans;

• une attestation médicale pour les enfants âgés de plus de 18 ans qui se trouvent, en raison de leur état physique ou mental, dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance;

• un extrait du jugement de tutelle, lorsqu'il s'agit d'enfants sous tutelle;

c) en ce qui concerne l'agent défunt:

• un extrait d'acte de décès;

• une copie certifiée conforme de l'acte d'octroi de la pension s'il s'agit d'un agent décédé étant titulaire d'une pension.

Toutefois, la veuve ou l'orphelin sont dispensés de l'obligation prévue au premier alinéa, au cas où le dossier de l'agent contient les documents susmentionnés.

Art. 14. — Le cumul de la rente de veuve et d'orphelins ou le cumul des rentes d'orphelins ne peuvent excéder le montant de la pension ou du traitement dont bénéficiait l'agent défunt.

S'il y a excédent, il est procédé à la réduction temporaire des rentes d'orphelins.

Art. 15. — L'ordonnance 73-226 du 25 juillet 1973 portant règlement d'administration relatif à la cessation définitive des services du personnel de carrière des services publics de l'État et aux rentes de survie et d'orphelins est abrogée.

Art. 16. — La présente ordonnance sort ses effets à la date de sa signature.

---

7 août 1985. – ORDONNANCE 85-193 portant dispositions spéciales relatives au régime disciplinaire du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1985, p. 8)

Art. 1er. — Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance 82-031 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif au régime disciplinaire et aux voies de recours du personnel de carrière des services publics de l'État, la Commission de contrôle des cours, tribunaux, parquets et établissements pénitentiaires exerce pour la durée de sa mission, concurremment avec les chefs hiérarchiques, le pouvoir disciplinaire a l'égard des inspecteurs de la police judiciaire des parquets et des agents de l'ordre judiciaire.

Art. 2. — La Commission peut être saisie d'office, soit par l'un de ses membres ou par toute autre personne intéressée.

Art. 3. — Par dérogation à la procédure disciplinaire ordinaire, la Commission instruit et statue en premier et dernier ressorts dans un délai de 48 heures.

L'agent incriminé présente, dans les 24 heures, ses justifications écrites.

Art. 4. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

26 mai 1987. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DENI/CAB/06/012/87 portant création et fonctionnement de la Commission de sauvegarde de la dignité et de l'intégrité des agents et fonctionnaires du département de l'Économie nationale et de l'Industrie. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1987, p.60)

Art. 1er. — Il est créé au sein du département de l'Économie nationale et de l'Industrie une commission dénommée «commission de sauvegarde» chargée de veiller à la dignité et à l'intégrité des agents et fonctionnaires du département de l'Économie nationale et de l'Industrie.

Art. 2. — La commission de sauvegarde fonctionne sous l'autorité directe du commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie. Elle est présidée par le conseiller juridique du commissaire d'État et comprend le directeur des services généraux, le directeur de l'inspection économique, le délégué syndical principal et le chef de division de législation qui en est le rapporteur.

Le président de la commission de sauvegarde et le directeur des services généraux représentent, suivant le prescrit de l'article 12 de l'ordonnance 82-031 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration telle que modifiée et complétée par l'ordonnance 86-125 du 23 avril 1986, le département de l'Économie nationale et de l'Industrie au conseil de discipline.

Art. 3. — La commission de sauvegarde a pour mission de veiller à la dignité et à l'intégrité des agents et fonctionnaires du département de l'Économie nationale et de l'Industrie dans leurs rapports avec les opérateurs économiques. Elle est saisie, dans ce cadre, par requête, plainte ou dénonciation de tout opérateur économique victime d'un comportement indigne de la part d'un agent ou fonctionnaire du département de l'Économie nationale et de l'Industrie ou de toute personne intéressée.

Art. 4. — La commission de sauvegarde est également saisie par requête, plainte ou dénonciation de tout agent ou fonctionnaire du département de l'Économie nationale et de l'Industrie qui, de quelque manière que ce soit, aura fait l'objet d'une tentative de corruption ou d'une sollicitation aux fins de protéger les intérêts d'un opérateur économique, en marge de la loi.

Art. 5. — Sans préjudice des dispositions des articles 2 et 9 de l'ordonnance 82-031 du 19 mars 1982 portant règlement d'administration relatif au régime disciplinaire et aux voies de recours du personnel de carrière des services publics de l'État, l'ouverture du dossier disciplinaire de l'agent ou fonctionnaire, sur base de l'article 3 du présent arrêté, se fait sur proposition du commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie.

Art. 6. — L'agent ou le fonctionnaire incriminé est convoqué par le président de la commission de sauvegarde dans un délai de 20 jours à dater du jour de la constatation ou de la dénonciation de la faute ou de manquement à sa charge. Il est entendu sur procès-verbal.

La commission peut, s'il échet, le confronter avec l'opérateur économique victime, le témoin ou la personne intéressée.

Les droits de la défense sont sauvegardés mais, sans préjudice des dispositions de l'article 3 de l'ordonnance 89-125 du 23 avril 1986 précitée, l'agent ou le fonctionnaire mis en cause est tenu de présen-

ter ses justifications dans un délai de 20 jours francs à dater de la notification de convocation.

Art. 7. — L'opérateur économique incriminé est convoqué, sans délai, par le commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie pour être entendu par la commission de sauvegarde.

Art. 8. — Le président de la commission de sauvegarde transmet, sans délai, pour dispositions, les conclusions de la commission au commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie.

Art. 9. — Dans les limites des dispositions légales et réglementaires en vigueur en la matière, le commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie peut ordonner le classement du dossier sans suite ou, suivant la gravité de la faute disciplinaire lorsqu'il s'agit d'un agent ou d'un fonctionnaire de l'Économie nationale et à l'Industrie, prononcer l'une des peines suivantes: le blâme, la retenue du tiers du traitement, l'exclusion temporaire.

Le dossier de l'opérateur économique reconnu coupable par la commission de sauvegarde ou sur qui pèsent de graves présomptions de culpabilité est transmis, sans délai, par le commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie, au conseil judiciaire, pour compétence.

Art. 10. — La révocation est, selon la catégorie de l'agent ou du fonctionnaire coupable, prononcée par le président de la République ou le commissaire d'État à la Fonction publique, sur proposition du commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie.

Art. 11. — Tout manquement grave d'un membre de la commission de sauvegarde dans l'exercice de ses fonctions sera puni conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 12. — La commission de sauvegarde se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et donne ses avis à la majorité simple des membres. En cas d'égalité des voix, il en est fait mention dans les conclusions à transmettre au commissaire d'État à l'Économie et à l'Industrie. Ses membres ont droit à un jeton de présence dont le montrant et les modalités d'octroi sont fixés par le commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie, après avis du commissaire d'État aux Finances.

Art. 13. — Le commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie se réserve le droit d'accorder, à titre d'encouragement, une récompense à tout agent ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura contribué, par son comportement, à la sauvegarde de la dignité du département.

Art. 14. — La compétence de la commission de sauvegarde s'étend sur tout le territoire de la République du Zaïre.

Art. 15. — Le présent arrêté annule la décision départemental DENI/CAB/06/006/87 du 8 avril 1987 portant création et fonctionnement de la commission de discipline au sein du département de l'Économie nationale et de l'Industrie;

Art. 16. — Le secrétaire général au département de l'Économie nationale et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

15 août 1991. – ORDONNANCE 91-232 portant règlement d'administration relatif au personnel des établissements publics d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel. (*Présidence de la République*)

*TITRE I^er^*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Outre les dispositions générales de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État, le personnel des établissements publics d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel est soumis aux dispositions particulières de la présente ordonnance.

Art. 2. — Conformément à la loi-cadre 86-005 du 22 septembre 1986 de l'enseignement national, le personnel enseignant se répartit:

• en personnel administratif et technique; et

• en personnel enseignant.

Art. 3. — Le personnel administratif et technique comprend tous les agents de commandement, de collaboration et d'exécution affectés aux établissements publics d'enseignement.

Art. 4. — Le personnel enseignant comprend les enseignants de carrière et les enseignants de complément.

Sont considérées comme enseignants de complément, ceux des enseignants ne possédant pas de titre pédagogique requis pour être admis dans la catégorie d'enseignants de carrière.

Art. 5. — Le passage de la catégorie du personnel enseignant de carrière à celle d'agents administratifs de commandement est subordonné au mérite professionnel et à la réussite à un concours.

Art. 6. — Le personnel des établissements publics d'enseignement évolue sous l'encadrement du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 7. — Tout enseignant positionné à l'un des grades de la nomenclature du statut du personnel de carrière des services publics de l'État porte un titre.

Conformément aux tableaux I, II et III annexés à la présente ordonnance, le titre porté par un enseignant peut être assorti ou non d'un échelon.

Art. 8. — L'agent administratif ou technique peut, dans le cadre de l'évolution de sa carrière plane, bénéficier, aux conditions prévues par les dispositions de l'article 24 de la présente ordonnance, des avancements en échelon.

Art. 9. — Conformément aux tableaux I, II et III annexés à la présente ordonnance, les titres devant être portés par le personnel enseignant sont notamment:

• maître ou maîtresse, pour l'enseignement maternel;

• instituteur ou institutrice, pour l'enseignement primaire;

• professeur, pour l'enseignement secondaire.

TITRE II

DU RECRUTEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Art. 10. — Tout recrutement doit faire l'objet d'une publicité préalable.

La publicité est assurée par un avis officiel d'appel aux candidats leur accordant un délai utile pour dépôt des candidatures.

Sous réserve des dispositions du statut du personnel des services publics de l'État en matière de recrutement, nul ne peut être recruté comme enseignant de carrière à l'enseignement primaire, secondaire et professionnel:

• s'il n'est détenteur d'un titre pédagogique requis et;

• s'il présente des infirmités physiques incompatibles avec l'exercice de la fonction enseignante.

En tout état de cause, le recrutement des enseignants s'effectue sur concours dans le cas où le nombre de candidats dépasse celui des emplois à pourvoir.

Un concours dont question à l'alinéa ci-dessus est organisé par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions, en collaboration avec celui de la fonction publique.

Art. 11. — Suivant les nécessités, il peut être procédé au recrutement des enseignants à temps partiel, conformément aux conditions et modalités fixées par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

Art. 12. — Le recrutement s'effectue aux titres correspondants aux emplois d'exécution et de collaboration, tels qu'ils sont déterminés aux tableaux I et III annexés à la présente ordonnance.

Art. 13. — Le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions détermine les brevets, les diplômes et les titres scolaires ou académiques qui donnent accès aux emplois prévus à l'article précédent.

Art. 14. — Dans les limites de la loi budgétaire, le personnel de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel est employé à temps plein ou à temps partiel.

Art. 15. — Le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions peut, conformément à l'article 16 de la présente ordonnance, imposer à l'enseignant pour la période dépassant la durée du congé de reconstitution statutaire de celui-ci, des activités d'ordre pédagogique ou d'intérêt général.

Autant que faire se peut, l'enseignant bénéficie de son congé de reconstitution statutaire pendant la période des grandes vacances, avec obligation pour lui de se rendre disponible quinze jours avant la rentrée scolaire, à l'effet de préparer celle-ci.

Art. 16. — Dans les limites budgétaires, le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions organise régulièrement des sessions de formation en cours d'emploi en faveur du personnel des établissements publics d'enseignement.

Les agents concernés sont tenus de prendre part aux sessions de formation.

TITRE III

DE LA RÉMUNÉRATION

Art. 17. — Le statut barémique du personnel des établissements publics d'enseignement ainsi que les avantages sociaux auxquels il a droit sont fixés par le Conseil des ministres et liquidés par le soin du ministère ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions, conformément aux crédits budgétaires lui alloués.

Les avantages sociaux dont question à l'alinéa ci-dessus ont trait notamment:

• aux allocations familiales;

• aux frais médicaux et soins de santé;

• à l'indemnité de logement;

• à l'allocation de fin de carrière;

• à l'allocation d'invalidité;

• aux frais funéraires;

• aux frais d'équipement;

• à l'avance sur traitement;

• aux frais de transport;

• à la pension de retraite;

• à la rente de survie;

• à l'allocation de décès.

TITRE IV

DES PRIMES ET AUTRES AVANTAGES SPÉCIFIQUES

Art. 18. — Sans préjudice des primes reconnues aux agents de carrière des services publics de l'État, il peut être alloué des primes pour fonctions spéciales en faveur notamment du personnel de l'enseignement technique, de l'enseignement spécial, des écoles d'application.

Les conditions et les modalités d'octroi de telles primes sont fixées par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, dans ses attributions, le Conseil des ministres entendu.

Art. 19. — Aucun enseignant ne peut être privé de son salaire s'il n'a pas été placé dans une position d'interdiction de service ou encore s'il n'a pas cessé définitivement ses services.

Art. 20. — Sans préjudice des avantages reconnus par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État, le personnel des établissements publics d'enseignement bénéficie notamment de l'exemption des frais de minerval pour leurs enfants légitimes ou reconnus, de la gratuité, à concurrence de moitié, des frais scolaires pour les mêmes enfants ainsi que des facilités pour l'acquisition d'un logement, suivant les conditions et modalités à déterminer par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

TITRE V
DE LA COTATION ET DE L'AVANCEMENT

Art. 21. — Sans préjudice des dispositions statutaires en matière de cotation et d'avancement, les autorités compétentes pour l'établissement de bulletin de cotation et pour l'attribuer de l'appréciation synthétique définitive des enseignants et des agents administratifs et techniques des établissements scolaires sont déterminées conformément au tableau ci-dessous:

CATÉGORIE D'AGENTS	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DU SIGNALEMENT*	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR L'ATTRIBUTION DÉFINITIVE DE LA COTE*
Personnel enseignant		Le chef de division ou son délégué
Personnel administratif ou technique	Le chef d'établissement	Le directeur de région ou son délégué
Agent de commandement de l'établissement	Le chef de division ou son délégué	

Art. 22. — L'agent ayant obtenu la cote «élite», «très bon» ou «bon», bénéficie d'un avancement annuel du traitement fixé respectivement à 5 %, 3 % et 1 %, au début de chaque année civile.

Art. 23. — Le personnel enseignant et les chefs d'établissements publics d'enseignement peuvent bénéficier de deux types d'avancement:

• avancement en titre correspondant aux grades définis par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État;

• avancement en échelon à l'intérieur d'un grade.

Toutefois, les enseignants de complément peuvent bénéficier de l'avancement en échelon à l'intérieur de leur grade de recrutement, conformément au tableau III annexé à la présente.

Art. 24. — L'avancement en échelon à l'intérieur du grade est accordé par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions.

L'avancement en titre correspondant au grade défini par le statut est accordé:

• par le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions en ce qui concerne les enseignants revêtus des grades d'exécution et de collaboration;

• par le président de la République en ce qui concerne les enseignants et les chefs d'établissements revêtus des grades de commandement.

Art. 25. — L'avancement en échelon est subordonné à l'une des conditions suivantes:

1° justifier de deux appréciations synthétiques successives «élite»;

2° justifier de trois appréciations synthétiques successives «très bon», au minimum;

3° justifier de quatre appréciations synthétiques successives «bon», obtenues successivement ou non.

L'avancement en titre est accordé à l'agent revêtu du dernier échelon de son titre et justifiant, de l'une des conditions prévues à l'alinéa précédent.

TITRE VI
DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 26. — À l'exclusion de la peine de révocation réservée à l'autorité investie du pouvoir de nomination, les peines disciplinaires suivantes sont prononcées par les autorités désignées conformément au tableau ci-dessous:

CATÉGORIE D'AGENT POURSUIVI DISCIPLINAIREMENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR INFLIGER LA PEINE*		
	BLAME	RETENUE D'1/3 DU TRAITEMENT	EXCLUSION TEMPORAIRE
Personnel enseignant administratif et technique	Le chef d'établissement	Le chef de division régional ou son délégué	Le chef de division régionale ou son délégué
Agent de commandement de l'établissement	Le chef de division régionale	Le directeur de région ou son délégué	Le directeur de région

Art. 27. — Conformément aux dispositions statutaires et réglementaires du personnel de carrière des services publics de l'État, l'application des sanctions disciplinaires prévues à l'article 26 est subordonnée à l'ouverture de l'action disciplinaire.

TITRE VII
DE L'ÉVOLUTION DE LA CARRIÈRE DU PERSONNEL DE COMMANDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE I^{er}
ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE

Art. 28. — Le directeur d'école et le conseiller pédagogique constituent les emplois de commandement au niveau de l'enseignement maternel et primaire.

Art. 29. — Nul ne peut participer au concours d'accès aux fonctions de conseiller pédagogique adjoint de 1re classe, s'il n'est revêtu du titre d'instituteur principal adjoint pendant deux ans, au minimum, et s'il n'a obtenu l'appréciation synthétique égale ou supérieure à «très bon» au cours de deux dernières années.

Art. 30. — Pour l'avancement au titre de conseiller pédagogique adjoint de 2^{e} classe ainsi que pour la promotion aux fonctions de directeur d'école, il est fait application, exclusivement des conditions prévues soit au 1°, soit au 2°, de l'article 25 ci-dessus.

CHAPITRE II
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

Art. 31. — Le préfet des études, le conseiller pédagogique, le directeur de discipline et le directeur d'internat constituent les emplois de commandement au niveau de l'enseignement secondaire et professionnel.

Art. 32. — Nul ne peut participer au concours d'accès aux fonctions de préfet des études de 1re classe, de conseiller pédagogique de 1re classe, de directeur de discipline de 1re classe ou de directeur d'internat de 1re classe, s'il n'est revêtu du titre de professeur de 2e classe pendant au moins 2 ans et s'il n'a obtenu, au minimum, l'appréciation synthétique «très bon» au cours des deux dernières années.

Art. 33. — Nul ne peut être promu aux fonctions de préfet des études en chef de 1re classe, s'il n'est revêtu du titre de préfet des études de 3e classe, de conseiller pédagogique de 3e classe, de directeur de discipline de 3e classe, de directeur d'internat de 3e classe et s'il n'a réuni les conditions de promotion reprises soit au 1°, soit au 2° de l'article 25 ci-dessus.

Art. 34. — La nature et les conditions d'organisation du concours d'accès aux emplois de commandement des établissements publics d'enseignement sont déterminées conjointement par les ministres ayant respectivement dans leurs attributions la fonction publique ainsi que l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

TITRE VIII

DE L'ÉMÉRITAT

Art. 35. — L'agent admis à la retraite honorable et justifiant d'une cotation égale ou supérieure à «très bon» au cours de cinq dernières années de sa carrière bénéficie de l'éméritat.

La pension de retraite de l'agent bénéficiaire de l'éméritat est égale au traitement d'activité du dernier grade acquis.

TITRE IX

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 36. — Dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le ministre ayant l'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans ses attributions institue une commission technique chargée de l'examen des dossiers individuels du personnel œuvrant dans les établissements publics d'enseignement actuellement en activité, en vue de permettre la régularisation éventuelle des situations liées notamment aux rémunérations, aux avantages sociaux prévus à l'article 17 ci-dessus.

Art. 37. — Sont abrogées les dispositions:

• de l'ordonnance 75-404 du 30 décembre 1975 portant règlement d'administration relatif au personnel enseignant relevant du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel en ce qu'elle concerne les enseignants de complément;

• de l'ordonnance 78-096 du 2 mars 1978 portant règlement d'administration relatif au personnel enseignant relevant du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 38. — Les ministres ayant dans leurs attributions le budget, la fonction publique ainsi que l'enseignement primaire, secondaire et professionnel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Tableau annexe I

Nomenclature des titres et équivalence des grades pour la catégorie d'enseignants de carrière

(agents porteurs des titres pédagogiques)

A. Enseignement primaire ou maternel

TITRES	*CODES*	*ÉQUIVALENCE DES GRADES*
Instituteur adj. de 1re cl. Maître ou maîtresse adj. de 1re cl. Moniteur des travaux adj. de 1re cl.	32 1	Agent de bureau de 2e cl.
Instituteur adj. de 2e cl.	32 2	Agent de bureau de 2e cl.
Instituteur de 1re cl.	31 1	Agent de bureau de 1re classe
Instituteur de 2e cl.	31 2	Agent de bureau de 1re classe
Instituteur de 3e cl.	31 3	Agent de bureau de 1re classe
Instituteur princ. adj. de 1re classe	22 1	Att. de bureau de 2e classe
Instituteur princ. de 2e classe	22 2	Att. de bureau de 2e classe
Instituteur princ. de 1re cl.	21 1	Att. de bureau de 1re classe
Instituteur princ. de 2e cl.	21 2	Att. de bureau de 1re classe
Instituteur en chef	14 0	Chef de bureau

B. Enseignement secondaire et professionnel.

TITRES	*CODES*	*ÉQUIVALENCE DES GRADES*
Professeur adj. de 1re cl. Conseiller d'orient. adj. de 1re cl.	22 1	Att. de bureau de 2e classe
Professeur adj. de 2e cl.	22 2	Att. de bureau de 2e classe
Professeur de 1re classe	21 1	Att. de bureau de 1re classe
Professeur de 2e classe	21 2	Att. de bureau de 1re classe
Professeur de 3e classe	21 3	Att. de bureau de 1re classe
Professeur princ. de 1re classe	14 0	Chef de bureau
Professeur princ. de 2e classe	14 1	Chef de bureau
Professeur princ. de 3e classe	14 2	Chef de bureau
Professeur en chef de 1re classe	13 0	Chef de division
Professeur en chef de 2e classe	13 1	Chef de division
Professeur en chef de 3e classe	13 2	Chef de division

Tableau annexe II

Nomenclature des titres et équivalence des grades pour la catégorie du personnel de direction

A. Enseignement primaire ou maternel

TITRES	*CODES*	*ÉQUIVALENCE DES GRADES*
Conseiller pédag. adj. de 1re cl.	21 1	Att. de bur. de 1re classe
Conseiller pédag. adj. de 2e cl.	21 2	Att. de bur. de 1re classe
Directeur d'école de 1re classe Conseiller pédag. de 1re classe	14 0	Chef de bureau
Directeur d'école de 2e classe Conseiller pédag. de 2e classe	14 1	Chef de bureau
Directeur d'école de 3e classe Conseiller pédag. de 3e classe	14 2	Chef de bureau

B. Enseignement secondaire et professionnel

TITRES	*CODES*	*ÉQUIVALENCE DES GRADES*
Préfet des études de 1re classe	14 0	Chef de bureau
Directeur en discipline de 1re classe		
Conseiller pédag. de 1re classe		
Directeur d'internat de 1re classe		
Préfet des études de 2e classe	14 1	
Directeur en discipline de 2e classe		
Conseiller pédag. de 2e classe		
Directeur d'internat de 2e classe		
Préfet des études de 3e classe	14 2	Chef de bureau
Directeur en discipline de 3e classe		
Conseiller pédag. de 3e classe		
Directeur d'internat de 3e classe		
Préfet des études en chef de 1re cl.	13 0	Chef de division
Conseiller pédag. en chef de 1re cl.		
Directeur de disc. en chef de 1re cl.		
Directeur d'int. en chef de 1re cl.		
Préfet des études en chef de 2e cl.	13 1	
Conseiller pédag. en chef de 2e cl.		
Directeur de disc. en chef de 2e cl.		
Directeur d'int. en chef de 2e cl.		
Préfet des études en chef de 3e cl.	13 2	Chef de division
Conseiller pédag. en chef de 3e cl.		
Directeur de disc. en chef de 3e cl.		
Directeur d'int. en chef de 3e cl.		

Tableau annexe III

Nomenclature des titres et équivalence des grades pour la catégorie d'enseignants de complément

(agents non porteurs des titres pédagogiques)

A. Enseignement primaire

1. Enseignement de complément classe I

Instituteur auxiliaire classe I

TITRES	*CODES*	*ÉQUIVALENCE DES GRADES*
Enseignant de compl. de cl. I	32 0	Agent de bureau de 2e classe
Instituteur auxil. cl. I		
Enseignant de compl. cl. I		
1er échelon	32 1	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
2e échelon	32 2	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
3e échelon	32 3	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
4e échelon	32 4	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
5e échelon	32 5	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
6e échelon	32 6	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
7e échelon	32 7	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
8e échelon	32 8	Agent de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. cl. I		
9e échelon	32 9	Agent de bureau de 2e classe

2. Enseignement de complément classe II

TITRES	*CODES*	*ÉQUIVALENCE DES GRADES*
Enseign. de compl. cl. II	31 0	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
1er échelon	31 1	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
2e échelon	31 2	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
3e échelon	31 3	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
4e échelon	31 4	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
5e échelon	31 5	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
6e échelon	31 6	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
7e échelon	31 7	Agent de bureau de 1re classe
Ens. de compl. cl. II		
8e échelon	31 8	Agent de bureau de 1ère classe
Ens. de compl. cl. II		
9e échelon	31 9	Agent de bureau de 1re classe

B. Enseignement secondaire

I. Enseignant de complément 1er cycle

TITRES	*CODES*	*GRADE CORRESP. AUX TITRES*
Enseignant de compl. 1er cycle	22 0	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
1er échelon	22 1	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
2e échelon	22 2	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
3e échelon	22 3	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
4e échelon	22 4	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
5e échelon	22 5	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
6e échelon	22 6	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
7e échelon	22 7	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
8e échelon	22 8	Attaché de bureau de 2e classe
Enseignant de compl. 1er cycle		
9e échelon	22 9	Attaché de bureau de 2e classe

II. Enseignant de complément 2me cycle

TITRES	*CODES*	*ÉQUIVALENCE DES GRADES*
Enseignant de compl. 2e cycle	21 0	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
1er échelon	21 1	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
2e échelon	21 2	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
3e échelon	21 3	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
4e échelon	21 4	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
5e échelon	21 5	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
6e échelon	21 6	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
7e échelon	21 7	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
8e échelon	21 8	Attaché de bureau de 1re classe
Enseignant de compl. 2e cycle		
9e échelon	21 9	Attaché de bureau de 1re classe

27 décembre 1995. – DÉCRET 0059 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations. (*Ministère des Finances*)

*TITRE I^er^*
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Tous les agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, en ce compris le directeur général et le directeur général adjoint, sont régis par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État et ses mesures d'exécution, sous réserve des dispositions du présent décret.

Art. 2. — Le personnel de carrière de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations est réparti en trois catégories d'emplois:

1° emplois de commandement:

a) hauts emplois de commandement:

• directeur général;

• directeur général adjoint;

• directeur.

b) autres emplois de commandement:

• chef de division;

• chef de bureau.

2° emplois de collaboration:

• attaché de bureau de 1re classe;

• attaché de bureau de 2e classe;

• agent de bureau de 1re classe.

3° emplois d'exécution:

• agent de bureau de 2e classe;

• agent auxiliaire de 1re classe;

• agent auxiliaire de 2e classe;

• huissier.

Art. 3. — Le directeur général, le directeur général adjoint ainsi que le directeur sont nommés, relevés ou révoqués de leurs fonctions par ordonnance du président de la République sur proposition du gouvernement délibérée en conseil des ministres et après avis conforme du Haut Conseil de la République – Parlement de transition.

Le chef de division et le chef de bureau sont nommés, relevés ou révoqués de leurs fonctions par décret du Premier ministre délibéré en conseil des ministres et contresigné par les ministres compétents. Le Haut Conseil de la République – Parlement de transition en est tenu informé.

Les agents de la catégorie de collaboration et de la catégorie d'exécution sont nommés, relevés ou révoqués de leurs fonctions par arrêté du ministre de la Fonction publique sur proposition du directeur général de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations après avis du ministre des Finances.

Art. 4. — La correspondance entre les grades de la fonction publique et les emplois de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations est déterminée en annexe I du présent décret.

TITRE II
DU RECRUTEMENT

Art. 5. — Nul ne peut être recruté comme agent de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations s'il ne remplit les conditions ci-après:

1. être de nationalité zaïroise;

2. jouir de la plénitude des droits civiques;

3. être de bonne moralité attestée par un extrait de casier judiciaire;

4. avoir atteint l'âge de 18 ans au minimum et 30 ans au maximum;

5. être en bonne santé et posséder des aptitudes physiques indispensables pour les fonctions à exercer;

6. être titulaire au moins d'un diplôme d'État ou équivalent pour les emplois d'exécution et d'un diplôme de graduat ou équivalent pour les emplois de collaboration;

7. avoir subi avec succès les épreuves d'un concours de recrutement;

8. s'il s'agit d'une femme mariée, avoir reçu du conjoint l'autorisation écrite d'exercer une fonction publique.

Art. 6. — Le recrutement s'effectue:

• sur concours organisé par la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations sous le contrôle du ministère de la Fonction publique, à la demande du ministère des Finances; et

• exceptionnellement sur titre à condition pour la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations d'obtenir une autorisation du ministre de la Fonction publique à la demande du ministre des Finances.

Le recrutement sur titre n'est réservé qu'aux titulaires d'un diplôme reconnu par l'enseignement national et préparant spécialement à la carrière au sein de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations.

Le concours de recrutement doit faire l'objet d'une publicité à la presse. Cette publicité doit porter à la connaissance des candidats tous les renseignements utiles concernant les conditions d'admission, les matières sur lesquelles porteront les épreuves, le niveau de formation requis, la date et le lieu des épreuves, ainsi que la date limite de dépôt des candidatures.

Ne peuvent participer aux épreuves que les candidats répondant aux conditions exigées et ayant fait, par écrit, acte de candidature.

Art. 7. — Le programme des épreuves comporte un test psychotechnique, un test pédagogique et une interview, suivant chaque grade et le niveau de formation requis.

Les questions sont composées et les épreuves sont corrigées par un jury comprenant:

• le directeur général des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, président du jury;

• 1 représentant du ministère des Finances;

• 2 directeurs de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations;

• 1 représentant de la fonction publique.

Art. 8. — Les modalités d'organisation du concours de recrutement et le règlement du déroulement des épreuves sont arrêtés par la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, sur proposition du ministre des Finances.

Art. 9. — À l'issue du concours et de la décision définitive du jury, les résultats sont transmis au ministre des Finances qui, après avis, les communique au ministre de la Fonction publique qui procède aux nominations.

Seuls les candidats ayant réussi et s'étant classés en ordre utile peuvent être nommés.

Art. 10. — Le recrutement s'effectue exclusivement aux grades d'exécution et de collaboration définis à l'article 2.

TITRE III

DE LA CARRIÈRE

Art. 11. — Les agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations effectuent une carrière dans la hiérarchie des grades et emplois prévus à l'article 2.

CHAPITRE I[er]

DE LA PÉRIODE PROBATOIRE

Art. 12. — Pour être nommé à titre définitif, l'agent doit accomplir une période probatoire d'une durée de trois (3) mois pour les emplois d'exécution et de six mois pour ceux de collaboration.

Sans préjudice des articles 16 et 17 de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État, l'agent devra signer une fiche d'engagement provisoire dès le début de cette période probatoire.

Art. 13. — À l'issue de la période probatoire, le directeur général établit, dans un délai d'un mois, un rapport de fin de stage dans lequel il émet ses avis sur l'opportunité de l'admission définitive de l'agent et l'adresse pour décision, par la voie hiérarchique, à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

En cas d'admission à titre définitif, l'ancienneté court à partir du recrutement tandis que l'agent non admis est démis d'office sans indemnité par le ministère de la Fonction publique.

Art. 14. — La décision de ne pas admettre l'agent à titre définitif doit être notifiée à l'intéressé par écrit dans le délai de quinze jours à compter de la décision.

À défaut de notification ou en cas de notification tardive, l'expiration de la période probatoire emporte automatiquement l'admission à titre définitif du stagiaire.

CHAPITRE II

DES EMPLOIS ET AFFECTATIONS

Art. 15. — L'agent admis à titre définitif est nommé par un arrêté d'admission du ministre de la Fonction publique et est mis à la disposition du ministre des Finances qui est tenu de l'affecter, par une commission interne d'affectation, à l'emploi organiquement et budgétairement prévu et correspondant à son grade.

Art. 16. — Tout agent a le droit de solliciter une mutation ou une permutation ou, le cas échéant, l'obligation de répondre pour des raisons de service à une mutation ou à une permutation.

La mutation ou la permutation est décidée par le ministre des Finances sur proposition du directeur général en ce qui concerne les emplois de commandement et par le directeur général pour ce qui est des emplois de collaboration et d'exécution.

Elle s'opère dans le strict respect du principe statutaire de la correspondance du grade et de l'emploi.

CHAPITRE III

DES POSITIONS

Art. 17. — Tout agent de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations est placé dans l'une des positions suivantes, telles que définies par le chapitre III du titre III de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 ainsi que par l'ordonnance 82-029 du 19 mars 1982:

• en activité;

• en détachement;

• en disponibilité;

• en suspension.

Art. 18. — S'agissant des agents en activité, les autorités hiérarchiques compétentes pour accorder, en application de l'article 25 de la loi 81-003, les congés prévus sont les suivantes:

1) en ce qui concerne les agents oeuvrant à l'administration centrale:

• le ministre des Finances pour le directeur général et le directeur général adjoint;

• le directeur général pour les autres catégories d'agents.

2) en ce qui concerne les agents œuvrant en région:

• le directeur général, en ce qui concerne le directeur régional;

• le directeur régional pour les autres catégories d'agents.

CHAPITRE IV
DE LA RÉMUNÉRATION

Art. 19. — Les traitements initiaux des agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations sont fixés conformément au tableau en annexe II du présent décret.

Art. 20. — Les agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations bénéficient des primes prévues à l'article 38 de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Le ministre des Finances est habilité à accorder la prime pour fonctions spéciales au personnel visé par le présent règlement d'administration. Les primes sont accordées conformément aux dispositions de l'article 38 dont question à l'alinéa 1er du présent article.

Art. 21. — Dans le cadre de la lutte contre la fraude, il est attribué aux agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations ainsi qu'aux aviseurs une «prime de contentieux» pour toute infraction en matière de recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations par eux découverte, constatée ou signalée, donnant lieu à recouvrement des amendes en plus des droits, taxes et redevances compromis ou éludés.

Il est alloué à tous les agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, une «prime de contentieux minimum garantie» déterminée suivant leur grade et leur rendement, selon les modalités définies par arrêté du ministre des Finances.

La prime de contentieux est calculée à raison de 40 % des pénalités ou amendes encaissées, dont 20 % sont destinés aux agents ou aviseurs et 20 % à la caisse de contentieux de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations.

La prime de contentieux forfaitaire est payée sur les fonds de la caisse de contentieux de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations suivant les modalités fixées par le ministre des Finances.

Le montant de la prime de contentieux minimum garantie est fixé par arrêté du ministre des Finances. La prime susdite est payée sur les fonds d'une dotation budgétaire approuvée par le ministre des Finances et évaluée à la lumière des plus-values générées par la lutte contre la fraude.

Dès reconnaissance de l'infraction par le contrevenant, il est attribué aux agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations ou aux aviseurs une avance égale à 10 % des pénalités et amendes à encaisser, payable sur les fonds de la caisse de contentieux.

Le solde de la prime de contentieux est payable après clôture du dossier.

CHAPITRE V
DES AVANTAGES SOCIAUX ALLOUÉS EN COURS DE CARRIÈRE

Art. 22. — Les avantages sociaux ainsi que les frais de transport et de voyage dont bénéficie le personnel de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations sont ceux prévus par la loi 81-003 du 17 juillet 1981 ainsi que par ses mesures d'exécution.

Toutefois, en ce qui concerne les indemnités de logement et de transport, leur taux est celui déterminé par arrêté conjoint des ministres des Finances et du Budget sur proposition du directeur général de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations.

CHAPITRE VI
DES DROITS, DEVOIRS ET INCOMPATIBILITÉS

Art. 23. — Les droits, devoirs et incompatibilités inhérents à l'exercice des fonctions d'agent de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations sont ceux définis par la loi 81-003 du 17 juillet 1981.

CHAPITRE VII
DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 24. — Le personnel de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations est soumis au régime disciplinaire et aux voies de recours tels que définis par la loi 81-003 du 17 juillet 1981 et ses mesures d'exécution.

Toutefois, en application de l'article 60 du statut, les peines disciplinaires autres que la révocation sont prononcées par les autorités désignées ci-après:

GRADE DE L'AGENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR INFLIGER LA PEINE*		
	DU BLAME	DE LA RETENUE DU TIERS DU TRAITEMENT	DE L'EXCLUSION TEMPORAIRE
Huissier. Agent aux. 1re cl. Agent aux. 2e cl. Agent de bur. 1re cl.	Le chef de bureau	Le directeur ou le directeur régional de la DGRA	Le directeur général de la DGRA
Agent de bur. 1re cl. Agent de bur. 2e cl. Att. de bur. 1re cl.	Le chef de bureau	Le directeur général de la DGRA	Le directeur général de la DGRA
Chef de bur. Chef de division Directeur	Le directeur général de la DGRA	Le directeur général de la DGRA	Le ministre des Finances
Directeur général adj. et directeur général	Le ministre des Finances	Le ministre des Finances	Le ministre des Finances

CHAPITRE VIII
DE LA NOTATION ET DE L'AVANCEMENT

Art. 25. — La notation et l'avancement de grade et de traitement de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et participations sont soumis aux mêmes conditions que celles prévues par les articles 64 et 69 de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 ainsi que ses mesures d'exécution.

Toutefois, les autorités compétentes pour procéder à la notation des agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations et pour attribuer définitivement l'appréciation du mérite prévu aux articles 64 et 65 du statut sont désignées au tableau ci-après:

GRADE DE L'AGENT	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR PROCÉDER À LA NOTATION*	*AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR ATTRIBUER DÉFINITIVEMENT LA NOTE*
Agent revêtu d'un grade inférieur à celui de chef de bureau	Le chef de bureau	Le chef de division
Chef de bureau	Le chef de division	Le directeur d'administration centrale ou directeur régional
Chef de division	Le directeur d'administration centrale ou régionale	Le directeur général
Directeur	Le directeur général	Le ministre des Finances
Directeur général adjoint	Le directeur général	Le ministre des Finances
Directeur général	Le ministre des Finances	Le ministre des Finances

Les taux d'augmentation annuelle de traitement sont fixés, respectivement, à 3 %, 2 %, ou 1 % du traitement initial, selon que l'agent a obtenu la note «élite», «très bon» ou «bon».

L'appréciation synthèse «assez bon» ou «médiocre» ne donne pas lieu à une augmentation de traitement.

En application des dispositions de l'article 76 de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut des agents de carrière des services publics de l'État, tout agent de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations qui aura reçu trois fois de suite la notation «médiocre», sera d'office démis de ses fonctions pour inaptitude professionnelle.

TITRE IV
DE LA CESSATION DÉFINITIVE DES SERVICES

Art. 26. — La cessation définitive des services du personnel de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations est régie par les dispositions des articles 70 à 77 de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 ainsi que de ses mesures d'exécution.

Toutefois, en ce qui concerne la commission médicale prévue à l'article 75 du statut, celle-ci se réunit à l'initiative soit du directeur général si l'agent est affecté auprès de l'administration centrale, soit du directeur régional, si l'agent est affecté en région.

La commission d'inaptitude devant laquelle l'agent doit comparaître est composée comme suit:

a) si l'agent est affecté dans un service central:

• le directeur général, président de la commission;

• le directeur général adjoint;

• le directeur dont relève l'agent;

• deux autres agents de la Direction générale d'un grade supérieur ou égal à celui de l'agent désignés par le directeur général.

Cependant, lorsque l'agent appelé à comparaître exerce les fonctions de directeur général ou de directeur général adjoint, la commission est présidée par le ministre des Finances.

b) si l'agent est affecté en région:

• le directeur régional, président de la commission;

• le chef de division dont relève l'agent;

• deux autres agents de la direction régionale d'un grade supérieur ou égal à celui de l'agent désignés par le directeur régional.

Cependant, lorsque l'agent appelé à comparaître exerce les fonctions de directeur régional, la commission est présidée par le directeur général ou son délégué.

TITRE V
DES AVANTAGES ACCORDÉS APRÈS LA CESSATION DÉFINITIVE DES SERVICES

Art. 27. — Les avantages inhérents à la cessation définitive des services dont bénéficie le personnel de carrière de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations sont ceux prévus par la loi 81-003 du 17 juillet 1981 ainsi que par ses mesures d'exécution.

TITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

Art. 28. — Toutes autres dispositions des règlements d'administration pris conformément à la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État, contraires au présent décret, ne s'appliquent pas aux agents de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations.

Art. 29. — Les ministres de la Fonction publique et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe I

Tableau de correspondance entre les grades et les emplois

CATÉGORIE	*GRADE FONCTION PUBLIQUE*	*GRADES ET EMPLOIS DGRAD*
Commandement	1. secrétaire général	directeur général directeur général adjoint
	2. directeur	directeur d'administration centrale inspecteur coordonnateur directeur régional
	3. chef de division	chef de division inspecteur
	4. chef de bureau	coordonnateur du secrétariat DG contrôleur principal chef de bureau secrétaire de direction
Collaboration	5. att. bur. de 1re classe	contrôleur receveur analyste programmeur secrétaire de division
	6. att. bur. de 2e classe	contrôleur adjoint receveur adjoint programmeur secrétaire de ressort huissier assermenté
	7. agent de bur. de 1re classe	dactylo principal rédacteur principal encodeur percepteur principal
Exécution	8. agent de bur. de 2e classe	percepteur rédacteur dactylo
	9. agent auxiliaire de 1re classe	chauffeur agent de surveillance
	10. agent auxiliaire de 2e classe	agent de surveillance
	11. huissier	huissier

Annexe II

Barème Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations

TRAITEMENT NET

1.	Directeur:	678.500 NZ
2.	Chef de division:	609.500 NZ
3.	Chef de bureau:	515.689 NZ
4.	Att. B1.:	421.380 NZ
5.	Att. B2.:	379.380 NZ
6.	Ag. B1.:	324.880 NZ
7.	Ag. B2.:	290.880 NZ
8.	Ag. Auxil. 1.:	231.880 NZ
9.	Ag. Auxil. 2.:	225.880 NZ
10.	Huissier:	225.880 NZ

3 octobre 2002. – DÉCRET-LOI 017-2002 portant code de conduite de l'agent public de l'État. (*J.O.Z.*, numéro spécial, 15 janvier 2003, p. 4)

TITRE Ier
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE Ier
DES DÉFINITIONS DES TERMES

Art. 1er. — Au sens du présent Code, on entend par:

1. «agent public de l'État»: toute personne qui exerce une activité publique de l'État et/ou rémunérée par ce dernier.

Sont agents publics de l'État, notamment:

1. le président de la République, chef de l'État;

2. les membres du Parlement;

3. les membres du gouvernement;

4. les magistrats des cours et tribunaux;

5. les ambassadeurs et envoyés extraordinaires;

6. les autorités chargées de l'administration des circonscriptions territoriales et les membres des assemblées des entités administratives décentralisées;

7. le personnel politique et administratif des services de la présidence de la République;

8. le personnel politique et administratif de l'administration du Parlement;

9. le personnel politique et administratif des cabinets des ministères;

10. les agents de l'administration de tous les ministères;

11. les magistrats et le personnel administratif de la Cour des comptes;

12. le personnel de l'administration des services de sécurité;

13. le personnel civil et militaire œuvrant au sein des forces armées congolaises;

14. les agents de la police nationale congolaise;

15. les mandataires actifs et non actifs dans les institutions de droit public, les entreprises et organismes publics ainsi que les entreprises d'économie mixte;

16. le personnel des institutions de droit public, des entreprises publiques et des organismes publics personnalisés;

17. les employés des entreprises privées ou d'économie mixte exerçant une activité publique pour le compte de l'État;

2. «compétence professionnelle» l'aptitude d'un agent public de l'État à accomplir personnellement et consciencieusement toutes les obligations qui, en vertu de ses fonctions ou de son mandat, sont imposées par les lois et règlements;

3. «éthique professionnelle»: l'ensemble des valeurs morales et des principes déontologiques qui guident le comportement, les attitudes et les agissements de l'agent public de l'État dans l'exercice de ses fonctions ou de son mandat.

CHAPITRE II
DE L'OBJET ET DU CHAMP D'APPLICATION

Art. 2. — Le présent Code a pour objet:

• de préciser les règles de conduite en matière d'intégrité morale et d'éthique professionnelle;

• d'aider l'agent public de l'État à respecter ces règles;

• de favoriser l'amour du travail et la bonne gestion de la chose publique;

• de lutter contre les anti-valeurs dans les milieux socio-professionnels.

Art. 3. — Le présent Code s'applique à tout agent public de l'État tel que défini à l'article 1er ci-dessus, sans préjudice des dispositions constitutionnelles ainsi que des dispositions particulières des Codes, statuts, règlements d'administration ou conventions collectives en vigueur.

TITRE II
DES RÈGLES DE CONDUITE DE L'AGENT PUBLIC DE L'ÉTAT

CHAPITRE Ier
DES VALEURS DE RÉFÉRENCE DE L'AGENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Art. 4. — Les valeurs de référence de l'agent public de l'État reposent sur la compétence et l'éthique professionnelles telles que définies à l'article 1er ci-dessus.

Art. 5. — La compétence professionnelle se traduit, dans le chef de l'agent public de l'État, par la connaissance, la maîtrise, le bon accomplissement de ses fonctions et par l'effort constant fourni pour améliorer la qualité de ses services.

Art. 6. — Le sens d'éthique professionnelle de l'agent public de l'État doit se témoigner notamment par le dévouement, la ponctualité, la rigueur, la responsabilité, l'honnêteté, l'intégrité, l'équité, la dignité, l'impartialité, la loyauté, le civisme, la courtoisie et le devoir de réserve dans ses relations aussi bien avec ses supérieurs, ses collègues et ses collaborateurs qu'avec le public.

CHAPITRE II
DES DEVOIRS DE L'AGENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Art. 7. — L'agent public de l'État ayant des responsabilités en matière de recrutement, de nomination ou de promotion doit veiller à ce que les vérifications appropriées de l'intégrité morale du candidat soient effectuées conformément à la loi.

En cas de doute sur une situation donnée, il doit requérir l'avis de son supérieur hiérarchique.

Art. 8. — À son entrée en fonction, l'agent public de l'État doit prendre connaissance du présent Code et le responsable du service de recrutement doit s'assurer que celui-ci l'a lu et compris et s'est engagé par écrit à s'y conformer.

Art. 9. — L'agent public de l'État doit:

1° se comporter, tant dans sa vie publique que privée, de manière à préserver et à renforcer la confiance du public envers l'État et à améliorer son image de marque;

2° s'abstenir de tout acte d'improbité et immoral susceptible de compromettre l'honneur et la dignité de ses fonctions, notamment l'ivrognerie, le vagabondage sexuel, l'escroquerie, le vol, le mensonge, la corruption, la concussion;

3° s'acquitter de ses devoirs dans le respect strict des lois et règlements, des instructions et des règles déontologiques relatives à ses fonctions;

4° éviter, dans l'exercice de ses fonctions, de faire obstruction à la mise en œuvre des politiques, des décisions ou des actions des pouvoirs publics;

5° procéder, à son entrée en fonction, annuellement, durant l'exercice et au terme de sa carrière ou de son mandat, à la déclaration de

ses avoirs et dettes personnels et de ceux de sa famille immédiate auprès de l'organe compétent de l'observatoire du Code d'éthique professionnelle; par famille immédiate, on entend le ménage tel que défini par l'article 443 du Code de la famille;

6° déclarer son affiliation à des organisations ou à des associations extraprofessionnelles de son choix.

Art. 10. — En raison de sa position ou de la nature de ses fonctions, l'agent public de l'État est tenu de se conformer à toute restriction imposée par la loi en ce qui concerne l'exercice d'une activité politique.

Art. 11. — Il est interdit à l'agent public de l'État de se prononcer sur toute affaire au traitement et à la solution de laquelle il a directement ou indirectement un intérêt personnel.

L'intérêt personnel de l'agent public de l'État englobe tout avantage pour lui-même ou en faveur de sa famille immédiate, de parents, d'amis et de personnes proches ou organisations avec lesquelles il a des relations d'affaires ou politiques.

Le conflit d'intérêts naît d'une situation à laquelle un agent public de l'État a un intérêt personnel de nature à influer ou paraître influer sur l'exercice impartial et objectif de ses fonctions officielles.

Art. 12. — En cas de conflit d'intérêts, l'agent public de l'État doit:

• informer ses supérieurs hiérarchiques de l'existence d'un tel conflit;

• éviter toute forme d'incompatibilité;

• mettre fin à la transaction ou à l'activité susceptible de donner lieu à un tel conflit ou de l'entretenir;

• renoncer, le cas échéant, à ses responsabilités d'agent public de l'État.

Art. 13. — Dans son domaine de compétence, l'agent public de l'État a le devoir de fournir au public les informations qui lui sont destinées. Celles-ci ne doivent pas faire l'objet de monnayage.

Il lui est cependant interdit de porter atteinte au secret professionnel tel que prévu à l'article 73 du Code pénal, livre II.

Art. 14. — En cours comme après sa carrière ou son mandat, l'agent public a l'obligation de ne pas divulguer le secret professionnel.

Art. 15. — Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent public de l'État doit éviter de faire usage abusif des ressources publiques tant matérielles que financières.

Il ne peut utiliser les biens publics pour des fins personnelles que s'il obtient une autorisation légale écrite.

Il doit se garde de la destruction ou de la subtilisation des documents, dossiers ou archives.

Art. 16. — L'agent public de l'État doit s'abstenir de toute pratique contraire à la morale et à l'éthique professionnelle:

• la corruption, la concussion, le détournement de la main-d'œuvre, des biens et des deniers publics, le favoritisme, le népotisme et le trafic d'influence;

• l'ordonnancement ou la perception, à titre des droits, taxes, contributions, redevances, salaires, primes, des sommes qui ne sont pas dues ou excédant ce qui est dû en vertu de la législation ou de la réglementation en vigueur;

• l'établissement ou l'usage de faux documents ou de toute manœuvre frauduleuse pour se procurer à soi-même ou à un tiers des avantages illicites ou pour priver un ayant droit de son dû;

• les atteintes à la sécurité intérieure et extérieure de l'État et à la souveraineté nationale;

• l'adhésion ou la participation à un groupement ou à une organisation dont l'activité poursuit la destruction de l'indépendance nationale, porte atteinte à la souveraineté nationale et met en danger la défense du pays;

• le port des armes contre le pays, la facilitation de l'entrée du territoire national aux ennemis.

Art. 17. — L'agent public de l'État doit s'interdire de solliciter, de réclamer, d'accepter ou de recevoir ou d'offrir un don, un cadeau ou tout autre avantage en nature ou en espèces pour s'acquitter ou s'abstenir de s'acquitter de ses fonctions, mandat ou obligations professionnelles.

Art. 18. — L'agent public de l'État qui est exposé à des tentatives de corruption ou qui en est témoin a l'obligation d'en informer immédiatement par écrit son supérieur hiérarchique et, le cas échéant, saisir directement l'autorité compétente en matière disciplinaire et/ou pénale.

L'agent public exposé aux tentatives de corruption doit prendre les mesures suivantes:

1. refuser l'avantage indu;

2. chercher à identifier la personne qui a fait l'offre;

3. éviter des contacts prolongés avec la personne susmentionnée;

4. essayer d'avoir des témoins, par exemple des collègues travaillant à proximité;

5. continuer à travailler normalement.

Art. 19. — L'agent public de l'État est tenu à la courtoisie dans son langage, ses écrits et tous ses actes.

Il doit faire preuve de sincérité, d'honorabilité, de civilité et de bonne tenue.

Il doit s'abstenir des menaces, injures, intimidations, harcèlement sexuel ou moral et d'autres formes de violence.

Art. 20. — L'agent public de l'État doit faire preuve d'une grande disponibilité vis-à-vis de sa hiérarchie et du public.

Art. 21. — L'agent public de l'État a le devoir d'encadrer ses collaborateurs pour assurer leur promotion et la continuité des services publics.

Art. 22. — L'agent public de l'État doit éviter, dans l'exercice de ses fonctions, toute discrimination fondée sur l'origine, la race, le sexe, la religion, l'ethnie, les convictions politiques ou philosophiques, ou d'autres considérations liées à la personne.

Il ne doit pas réserver aux anciens agents publics de l'État un traitement préférentiel ni un accès privilégié aux services de l'administration.

Il doit toujours faire preuve, en toute circonstance, d'objectivité, d'impartialité et de loyauté envers sa hiérarchie.

Art. 23. — L'agent public de l'État doit s'interdire d'exercer soit par lui-même, soit par personne interposée toute activité commerciale,

activité professionnelle, mandat ou service rémunéré ou même gratuit incompatible avec ses fonctions ou son mandat en vertu des dispositions particulières du Code, des statuts, du règlement d'administration ou de la convention collective auxquels il est soumis.

TITRE III

DE LA PROTECTION DE L'AGENT

Art. 24. — L'agent public de l'État a droit, conformément aux règles fixées par le Code pénal et les lois spéciales, à une protection contre les menaces, injures ou diffamations dont il peut être l'objet dans l'exercice de ses fonctions ou de son mandat.

L'État est tenu de protéger l'agent public contre les menaces et attaques de quelque nature que ce soit dont il a pu être l'objet ou de réparer, le cas échéant, le préjudice subi. Il se subroge aux droits de l'agent public victime pour obtenir de l'auteur des menaces ou attaques la restitution des sommes versées à l'agent public.

Art. 25. — Selon leurs moyens financiers, l'État, les organismes publics personnalités ainsi que les entreprises publiques ou d'économie mixte doivent assurer aux agents publics de l'État œuvrant en leur sein une rémunération équitable afin de leur permettre de bien s'acquitter de leurs obligations professionnelles.

TITRE IV

DE LA PROMOTION ET DU CONTRÔLE DES PRATIQUES DE L'ETHIQUE PROFESSIONNELLE

Art. 26. — L'État ainsi que les entreprises ou organismes publics doivent entreprendre des actions de formation et de sensibilisation des agents publics de l'État en matière d'éthique professionnelle et mettre en œuvre les mesures adéquates devant permettre au public de dénoncer tout manquement, par un agent public, aux devoirs de son état, à l'honneur et à la dignité de ses fonctions ou de son mandat.

Art. 27. — À l'entrée en vigueur de ce Code, les responsables des différents services sont tenus d'organiser à l'intention des agents publics de l'État en activité de service des séances d'explication du présent Code.

Le service ayant dans ses attributions le recrutement et la promotion doit expliquer à l'agent public de l'État les dispositions du présent Code et le mettre à sa disposition.

Art. 28. — Il est institué un observatoire du Code d'éthique professionnelle, en sigle «OCEP».

L'observatoire du Code d'éthique professionnelle a pour mission:

• d'assurer dans les milieux professionnels et auprès du public la promotion, la diffusion, la vulgarisation et le suivi du présent Code;

• de veiller à tout instant, à la bonne application du Code et proposer aux autorités compétentes les mesures appropriées pour prévenir et sanctionner les violations des dispositions du Code;

• de publier un rapport annuel sur l'application et l'efficacité du présent Code.

Un décret du président de la République fixe la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'observatoire du Code d'éthique professionnelle.

TITRE V

DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 29. — L'agent public de l'État qui, intentionnellement, par négligence ou imprudence, enfreint ses devoirs professionnels ou se place dans un cas d'incompatibilité est passible d'une sanction disciplinaire conformément aux dispositions du Code, du statut, du règlement d'administration ou de la convention collective auxquels il est soumis, indépendamment, des peines prévues par le Code pénal congolais.

Art. 30. — Sous peine des sanctions disciplinaires et/ou pénales prévues par la loi, tout agent public de l'État investi, à un degré quelconque, du pouvoir disciplinaire a qualité pour ouvrir d'office ou sur réquisition de ses supérieurs hiérarchiques ou de l'observatoire du Code d'éthique professionnelle, l'action disciplinaire à charge d'un agent public de l'État placé sous son autorité ou ses ordres.

Art. 31. — Toute action disciplinaire à charge d'un agent public de l'État doit être ouverte et clôturée dans les délais requis et suivant la procédure disciplinaire définie par les lois et règlements en vigueur en la matière.

Art. 32. — L'action disciplinaire demeure distincte et indépendante de l'action répressive à laquelle peuvent donner lieu les mêmes faits commis par l'agent public de l'État.

L'action judiciaire n'est pas suspensive de l'action disciplinaire.

Tout agent public de l'État qui est condamné définitivement à une peine de servitude pénale égale ou supérieure à trois mois doit être révoqué d'office sur simple constatation de la condamnation.

TITRE VI

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 33. — Le présent décret-loi entre en vigueur à la date de sa signature.

FUNÉRAILLES ET SÉPULTURES

Ord. du 4 septembre 1909 — Cimetières indigènes. – Réglementation 289
Ord. 11-58 du 13 février 1949 — Exhumation 289
Ord. 11-104 du 15 mars 1950 — Service des inhumations et police des cimetières 290
Arr. Gouv. Gén. du 16 mai 1907 — Concessions de sépultures 290
Ord. 11-170 du 24 mai 1950 — Incinération des cadavres humains 291
Ord. du 14 février 1914 — Service des inhumations et police des cimetières 291
Ord. du 26 mars 1915 — Exhumation et transport des restes mortels d'étrangers décédés en RDC 292
Ord. 364/APAJ du 1er décembre 1942 — Concessions de sépultures. – Inhumations 294

4 septembre 1909. – ORDONNANCE . – Cimetières dans les villages indigènes. – Création. – Inhumation. – Réglementation. (*R.M.*, 1909, p. 226)

Art. 1er. — Dans chaque village indigène, il sera établi, à l'endroit choisi de commun accord par le chef de poste, sous l'autorité duquel est placé administrativement le village, et le chef de celui-ci, un cimetière dans lequel devront être inhumées toutes les personnes du village venant à décéder.

Art. 2. — Aucune inhumation ne pourra être effectuée hors l'endroit ainsi déterminé, si ce n'est pour des motifs exceptionnels et moyennant l'autorisation du chef de poste compétent.

Art. 3. — L'emplacement choisi pour le cimetière, au préalable délimité et autant que possible clôturé, est censé faire partie des différentes agglomérations constituant le village. Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 1906, les chefs de poste, sous la surveillance des commissaires de district, sont chargés de veiller au maintien en parfait était de propreté des lieux de sépulture de leur région. Ils ont le droit d'obliger les habitants de chaque village de coopérer proportionnellement au nombre des habitants à ce travail d'intérêt commun.

Art. 4. — Il est défendu de commettre aucune inconvenance dans les cimetières, d'y jeter ou d'y déposer des immondices et d'y rien faire qui soit contraire au respect dû à la mémoire des morts et aux coutumes indigènes.

Art. 5. — Chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée. Chaque fosse aura une profondeur de 1 mètre 5 décimètres sur 8 décimètres de largeur et 2 mètres de longueur. Les fosses seront distantes entre elles d'au moins 1 mètre sur tous les côtés.

Art. 6. — Toute inhumation sera portée, sans retard, par l'intermédiaire du chef indigène, à la connaissance du chef de poste qui mentionnera sur un registre spécial l'identité du décédé, la date et la cause du décès ainsi que le lieu de la sépulture.

À cette fin, l'emplacement des tombes sera, autant que possible, repéré sur le plan des cimetières.

Art. 7. — Tout objet ou tout signe quelconque pourra, conformément aux coutumes indigènes, et sans autorisation préalable, être placé sur les tombes.

Art. 8. — Aucune exhumation ne pourra avoir lieu que sur l'ordre des autorités judiciaires ou avec l'autorisation du [commissaire de district].

– Ainsi modifié par l'Ord. du 29 octobre 1947. Ce pouvoir avait auparavant été réservé au chef de province par l'Ord. 113/Cont. du 2 décembre 1936 (*B.A.*, 1936, p. 559).

Art. 9. — L'ouverture des fosses pour de nouvelles sépultures ne pourra avoir lieu qu'après un laps de temps de dix ans.

Art. 10. — Il ne peut être élevé aucune habitation à une distance inférieure à 50 mètres des cimetières.

Art. 11. — Les contraventions à la présente ordonnance seront punies d'une servitude pénale de un à sept jours et d'une amende de 25 à 200 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 12. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

---

13 février 1949. – ORDONNANCE 11-58 . – Exhumation et transfert à l'intérieur de la Colonie des restes mortels des personnes décédées dans la Colonie. (*B.A.*, 1949, p. 374)

– Il appartient au législateur d'actualiser les termes tels que «*Colonie*» et «*Congo belge*» dans la présente ordonnance.

Art. 1er. — L'exhumation et la translation du corps d'une personne décédée dans la Colonie, en vue de sa réinhumation dans un autre cimetière de la Colonie, peuvent être autorisées par le gouverneur de province.

Toutefois, pour l'exhumation et la translation du corps d'une personne décédée des suites de la peste, du choléra ou de la variole, l'autorisation ne sera accordée qu'après un séjour en terre d'un an au moins.

Art. 2. — Le transfert ne sera autorisé qu'après accord préalable du médecin du lieu de l'exhumation.

Celui-ci, compte tenu des causes du décès ainsi que de l'état du corps lors de l'exhumation, pourra, outre les mesures fixées ci-après, imposer les mesures de précaution spéciales auxquelles il estimera devoir subordonner le transport.

Art. 3. — Le corps ou les débris seront placés dans un cercueil double, dont un métallique, contenant un mélange désinfectant prescrit par le médecin du lieu de l'exhumation.

Après l'ensevelissement, le dernier cercueil sera scellé du sceau de l'officier de l'état civil du lieu de l'exhumation.

Art. 4. — La demande d'exhumation et de transport du corps d'une personne décédée au Congo belge en vue de sa réinhumation dans un autre cimetière sera adressée au gouverneur de province, elle précisera les nom et prénoms du défunt, sa profession, le lieu et la date de sa mort, ainsi que le lieu de la réinhumation, le mode de transport envisagé et l'itinéraire choisi, et sera accompagnée des pièces suivantes:

1° engagement de supporter les frais, quels qu'ils soient, qu'entraîneraient l'exhumation, l'ensevelissement et le transport;

2° si le corps doit être réinhumé dans une province autre que celle de l'exhumation, une autorisation émanant du gouverneur de la province du lieu de réinhumation.

En autorisant l'exhumation et le transfert dans un lieu déterminé, le gouverneur de la province donnera à l'officier de l'état civil et au médecin intéressés les instructions nécessaires pour que l'exhumation soit effectuée en temps opportun.

Le praticien chargé de faire cette opération prendra toutes mesures utiles en vue de sauvegarder la salubrité et la santé publiques.

Il demeurera toujours libre d'interdire une exhumation qui paraîtrait offrir des dangers pour la santé publique.

– Le texte publié au *B.A.* ne comporte pas d'art. 5.

Art. 6. — L'officier de l'état civil accompagnera le médecin qui procédera à l'exhumation, et après avoir constaté l'identité du corps, dressera procès-verbal des opérations en mentionnant notamment les précautions prises pour l'ensevelissement ou pour l'exhumation et le transport.

Copie conforme de ce procès-verbal, ainsi que de l'autorisation d'exhumation, de transfert et éventuellement de réinhumation dans une autre province, sera remise à l'intervention des personnes intéressées, à l'officier de l'état civil du lieu où s'effectuera la réinhumation, celui-ci sur le vu de ces documents délivrera un nouveau permis d'inhumation.

Art. 7. — Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une servitude pénale de un à sept jours et d'une amende de 25 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement.

15 mars 1950. – ORDONNANCE 11-104 . – Service des inhumations et police des cimetières. (*B.A.*, 1950, p. 937)

Art. unique. — Les administrateurs de territoire sont délégués pour accorder concurremment avec les gouverneurs de province et dans les conditions prévues par l'arrêté du 16 mai 1907, les concessions de sépulture.

16 mai 1907. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL . – Concessions de sépultures. (*Rec. Us.*, VI, 1907, p. 31)

Art. 1er. — Les concessions accordées par le gouverneur général pour les sépultures sont perpétuelles ou temporaires. Les concessions temporaires sont de quinze ans. Ces dernières sont exclusivement individuelles.

Art. 2. [*Ord. du 27 février 1959, art. 1er.* — Les concessions perpétuelles donnent lieu au paiement de la somme de 2.500 francs par mètre carré.

Les concessions temporaires donnent lieu au paiement de la somme de 1.500 francs.]

Art. 3. — Les sommes dues pour les concessions seront versées entre les mains du receveur de l'État avant qu'il puisse être fait usage de la concession.

Art. 4. — Indication des emplacements concédés sera portée sur le plan des cimetières et la décision du gouverneur général conservée en expédition dans les archives du bureau d'état civil du poste ou, à défaut du bureau d'état civil, dans celui de l'autorité administrative du poste.

Art. 5. — Les caveaux dé sépulture ne peuvent être ouverts que pour le besoin du service des inhumations.

Art. 6. [*Ord. du 27 février 1959, art. 1er.* — L'inhumation dans les caveaux donne lieu à la perception d'une somme de 100 francs.]

Art. 7. — Lorsqu'un cimetière sera désaffecté, les concessions seront transportées dans le cimetière nouveau à l'endroit déterminé par le gouverneur général.

Art. 8. — L'étendue des terrains affectés à ces concessions sera d'une superficie équivalente à celle des terrains occupés au cimetière désaffecté.

Art. 9. — La durée des concessions temporaires transférées dans le nouveau cimetière sera égale au temps pendant lequel ces concessions auraient dû être encore maintenues, dans l'ancien cimetière, au moment de la désaffectation.

Art. 10. — Aussitôt que le terrain nouveau est mis à leur disposition, les concessionnaires doivent enlever les caveaux et monuments érigés sur le terrain concédé.

Toutefois, les concessionnaires ont le droit de conserver la possession de la partie du terrain concédée et d'y laisser subsister les monuments qui y ont été élevés aussi longtemps qu'il ne sera pas fait usage du cimetière.

Art. 11. — La translation des restes mortels des personnes inhumées dans le cimetière désaffecté aura lieu par les soins des agents de l'administration, soit à la demande des concessionnaires, soit d'office si, à l'époque où il serait fait usage du cimetière désaffecté, la translation n'avait pas été demandée par le concessionnaire.

Art. 12. — Les frais résultant de la translation des concessions au cimetière nouveau seront à charge de l'État. Seuls les frais de démolition et de reconstruction de caveaux et monuments seront supportés par les concessionnaires.

Art. 13. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

24 mai 1950. – ORDONNANCE 11-170 . – Incinération des cadavres humains. (*B.A.*, 1950, p. 1429)

Art. 1er. — Aucune incinération de cadavre humain ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'officier de l'état civil ou, à son défaut, de l'autorité administrative.

L'autorisation précisera les conditions dans lesquelles l'incinération doit être réalisée, notamment le temps et le lieu.

Art. 2. — La demande d'autorisation émanera de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles.

Elle indiquera les conditions dans lesquelles il est proposé de réaliser l'opération.

Elle sera accompagnée d'un certificat médical établissant qu'il n'y a ni signe ni indice de mort violente.

Art. 3. — En cas de refus de l'autorisation d'incinérer, il sera délivré d'office un permis d'inhumer.

Le requérant pourra se pourvoir contre le refus auprès du commissaire de district.

Lorsque pour une raison quelconque, la décision du commissaire de district ne sera pas connue 48 heures, au plus tard, après le décès, le corps sera immédiatement inhumé.

Art. 4. — S'il existe quelque signe ou indice de mort violente, l'autorisation d'incinérer ne pourra être délivrée qu'après autopsie et de l'avis conforme de l'officier du ministère public ou, à son défaut, de l'officier de police judiciaire à compétence générale procédant aux devoirs prévus par la 2e section du chapitre 1 du Code de procédure pénale.

Art. 5. — L'officier dé l'état civil peut toujours commettre un médecin de son choix pour contrôler le certificat médical prévu à l'article 2 et vérifier qu'il n'y a ni signe ni indice de mort violente.

Art. 6. — Si l'officier de l'état civil a quelque raison de croire que l'incinération ou les conditions dans lesquelles il est proposé d'y procéder sont contraires aux croyances ou au vœu du défunt, il subordonnera l'autorisation à la preuve contraire qui, par toute voie de droit, devra être faite à sa satisfaction.

Art. 7. — Les gouverneurs de province peuvent fixer les règles générales de police et d'hygiène auxquelles les incinérations seront soumises, dans tout ou partie de la province.

Art. 8. — Les administrateurs de territoire peuvent décider l'affectation exclusive d'un ou plusieurs terrains à l'incinération des cadavres humains.

La décision pourra prescrire que, dans tout ou partie du territoire, les incinérations devront obligatoirement se faire sur ces terrains.

Art. 9. — Un terrain affecté aux incinérations conformément à l'article 8 ne peut être désaffecté que par une décision de l'administrateur de territoire qui détermine en même temps la période pendant laquelle le terrain ne pourra être cédé, concédé, loué ou occupé d'une façon quelconque.

Cette période ne sera pas inférieure à 5 ans.

Art. 10. — Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende ne dépassant pas 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

14 février 1914. – ORDONNANCE . – Service des inhumations et police des cimetières. (*B.O.*, 1914, p. 539)

Art. 1er. [*Ord. du 11 avril 1957, art. 1er.* — Dans tous les centres d'occupation de la Colonie, il sera établi, dans les terrains désignés par l'administrateur de territoire, un ou plusieurs cimetières.

Ils seront entourés d'une clôture d'au moins 1 m 50 d'élévation.]

Art. 2. [*Ord. du 11 avril 1957, art. 2.* — II est interdit de procéder à l'inhumation des corps des personnes décédées, sans un permis délivré par l'officier de l'état civil de la localité ou, à son défaut, par l'autorité administrative.]

Les permis d'inhumation ne seront accordés par les fonctionnaires ci-dessus désignés que sur le vu d'un certificat médical: s'il n'y a pas de médecin, l'officier de l'état civil ou l'autorité administrative ne pourra délivrer le permis d'inhumation qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès.

Art. 3. — Aucune inhumation ne pourra avoir lieu que dans les terrains affectés par l'autorité aux inhumations.

Art. 4. — Chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée; chaque fosse aura une profondeur de 1 m 50 sur 80 centimètres de largeur et 2 mètres de longueur.

Art. 5. — Les fosses sont distantes entre elles d'au moins 30 centimètres sur tous les côtés.

Art. 6. — II est cloué à la tête de chaque cercueil ou attaché au linceul une estampille en métal portant un numéro d'ordre. lequel sera reproduit sur les clôtures, pierres sépulcrales, croix ou autres signes funéraires élevés sur les tombes.

Art. 7. [*Ord. du 22 octobre 1948.* — Le gardien tiendra pour chaque cimetière un registre des inhumations et un plan.

Les nom, prénoms, profession, résidence et nationalité des personnes inhumées, la date de l'inhumation, le numéro de la tombe et de l'estampille du cercueil ou linceul sont inscrits sur le registre.

Le plan reproduit l'emplacement des tombes et leur numéro d'ordre.

L'administrateur de territoire cote et paraphe par première et dernière *[page]* le registre des inhumations; il vise le plan du cimetière.]

– Texte rectifié par l'éditeur.

Art. 8. [*Ord. du 4 octobre 1934.* — Sauf autorisation spéciale, ou dans le cas prévu à l'article 17, le transport au cimetière des corps des décédés ne pourra se faire que par les agents à ce désignés par l'autorité administrative.]

Art. 9. [*Ord. du 11 avril 1957, art. 3.* — Les corps seront inhumés à l'endroit désigné par l'autorité administrative de la localité.]

Toutefois, le gouverneur général pourra accorder, dans les lieux consacrés aux sépultures, aux conditions fixées par l'arrêté du 16 mai 1907, des concessions de terrain aux personnes qui désireraient y posséder une place distincte pour y fonder leur sépulture et celle de

leur famille. Pareilles concessions pourront être accordées aux associations religieuses et autres, possédant la personnalité civile, pour la sépulture de leurs membres ou agents.

Art. 10. — Tout particulier a le droit de placer sur la fosse d'un parent ou ami une croix ou autre signe pieux sans qu'il soit besoin à cette fin d'une autorisation préalable.

Aucune inscription ne pourra toutefois être placée sans l'autorisation de l'autorité administrative.

Art. 11. — Le placement de pierres tombales ou monuments, même en cas de concession, ne pourra avoir lieu que moyennant l'obtention dé l'autorisation préalable de l'autorité administrative, qui veillera, notamment, à empêcher les empiétements sur les fosses voisines.

Art. 12. [*Ord. du 15 novembre 1952.* — Le tarif des frais d'inhumation est fixé comme suit:

Creusement de la fosse	150 francs
Transport du corps au cimetière	350 francs

Lorsque la distance à parcourir exigera un déplacement de plus de dix kilomètres aller et retour, ces frais de transport seront majorés d'une somme dont le montant sera calculé suivant le tarif de location du véhicule employé.

Les frais d'inhumation seront acquittés par les commerçants, chefs d'industrie, gérants des maisons de commerce, chefs de société ayant la personnalité civile, capitaines de navires pour leurs employés, travailleurs ou hommes d'équipage, sauf à eux à en poursuivre le recouvrement sur la succession du défunt.]

[*Ord. du 11 avril 1957, art. 4.* — L'exemption totale de ces frais ou leur réduction à la moitié pourra être accordée aux indigents par l'autorité administrative qui appréciera le degré d'indigence.]

Art. 13. — Les frais d'inhumation seront perçus par les officiers de l'état civil ou, dans les localités où il n'en existe pas, par l'autorité administrative. Les sommes ainsi perçues seront versées, au fur et à mesure de leur perception, entre les mains du receveur des impôts compétent et le double du bordereau, modèle n°20 qui accompagne chaque versement, sera transmis au secrétaire général.

Un état annuel sera également envoyé.

Art. 14. — L'ouverture de fosses pour de nouvelles sépultures ne pourra avoir lieu que de dix en dix années.

Art. 15. — Aucune exhumation ne pourra avoir lieu que sur l'ordre des autorités judiciaires ou avec l'autorisation du gouverneur général.

Art. 16. [*Ord. du 15 novembre 1952.* — Le tarif des frais d'exhumation est fixé comme suit:

Exhumation	500 francs
Transport du corps	350 francs

Lorsque la distance à parcourir exigera un déplacement de plus de dix kilomètres, aller et retour, ces frais de transport seront majorés d'une somme dont le montant sera calculé suivant le tarif de location du véhicule employé.]

Art. 17. [*Ord. du 23 juin 1938.* — [L'administrateur de territoire] pourra sur demande motivée de toute personne, physique ou morale, autoriser exceptionnellement l'installation de cimetières dans les endroits où n'existent pas d'autorités administratives.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 15 mars 1950.

Toutefois, la demande ne pourra être accueillie que si le requérant désigne nominativement la personne chargée des fonctions de gardien du cimetière.

Si, pour une raison quelconque, le gardien primitivement désigné cesse ses fonctions, il devra être remplacé par une personne présentée à l'agréation du chef de la province.]

Art. 18. [*Ord. du 23 juin 1938.* — Les gardiens désignés conformément à l'article précédent sont chargés de faire observer les règlements sur les inhumations et de maintenir l'ordre et la propreté dans les cimetières pour lesquels ils auront été désignés.

Ils exerceront notamment, sous la surveillance et le contrôle de l'autorité territoriale, les devoirs attribués à l'autorité administrative par les articles 2, 7, 9, 13, et 16 de la présente ordonnance.

Ils sont nommés officiers de police judiciaire. Leur compétence matérielle est limitée aux infractions aux règlements sur le service des inhumations et à la police des cimetières; leur compétence territoriale s'étend aux cimetières pour lesquels ils sont désignés et à la zone comprise dans un rayon de 500 mètres autour de ceux-ci.]

Art. 19. — La police de tous les cimetières appartient à l'autorité administrative sous la haute surveillance du [directeur de la justice].

– Ainsi modifié par l'Ord. du 17 avril 1916.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — Dans les cimetières de la Colonie, il est nommé, par l'administrateur territorial, un gardien chargé de faire observer les règlements sur les inhumations et d'y maintenir l'ordre et la propreté.]

Art. 20. — II est défendu, dans les cimetières, de laisser paître ou divaguer les animaux, d'y commettre aucune indécence, d'y jeter ou conduire aucune immondice et d'y rien faire qui soit contraire au respect dû à la mémoire des morts.

Art. 21. — II ne peut être élevé aucune habitation ni creusé aucun puits à une distance inférieure à au moins 50 mètres des cimetières.

Art. 22. — Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une servitude pénale de un à sept jours et d'une amende de 25 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 23. — L'arrêté du 29 septembre 1904 est abrogé.

Art. 24. — Le directeur de la justice est chargé...

---

26 mars 1915. – ORDONNANCE. — Exhumation et transport à l'étranger des restes mortels de personnes décédées dans la Colonie. (*B.O.*, 1915, p. 108)

– Il appartient au législateur d'actualiser les termes tels que «*Colonie*» et «*Congo belge*» dans la présente ordonnance.

Art. 1er. — L'exhumation et la translation à l'étranger du corps d'une personne décédée dans la Colonie peuvent être autorisées dès que le corps a séjourné en terre pendant un an au moins.

Toutefois, ce délai ne sera pas exigé lorsque le corps aura été enseveli avec les précautions indiquées à l'article 3 ci-après, qu'il ait été inhumé ou non.

Art. 2. [*Ord. du 11 octobre 1933.* — Le séjour en terre pendant un an au moins sera toujours exigé pour l'exhumation et la translation du corps d'une personne décédée des suites de la peste, du choléra ou de la variole.]

Art. 3. — Les mesures suivantes devront être prises au moment de l'ensevelissement du corps d'une personne qui ne doit pas être inhumé ou qui ne doit pas séjourner en terre pendant les délais prévus à l'article 1er.

La dépouille mortelle sera placée dans un cercueil confectionné avec des lames de zinc ayant au moins un demi-millimètre d'épaisseur, parfaitement soudées entre elles; elle est mise en contact avec des matières désinfectantes ou conservatrices, ainsi qu'il est dit à l'article 4, de manière à prévenir ou arrêter la putréfaction et éviter le dégagement des gaz infects à l'extérieur.

Ce cercueil préalablement soudé, sera renfermé dans deux bières dont la première en plomb devra être fabriquée avec des lames de 3 millimètres au moins d'épaisseur et la seconde en chêne, ou tout autre bois présentant une égale solidité, dont les parois auront 4 centimètres au moins d'épaisseur;

elles seront fixées avec des clous à vis et maintenues par trois frettes en fer serrées à écrou. Ce dernier cercueil sera scellé du sceau de l'officier de l'état civil.

Art. 4. — Lorsqu'on procédera à une exhumation dans les conditions ordinaires et après les délais fixés aux articles 1er et 2, le corps ou ses débris seront retirés du cercueil et placés dans une châsse en zinc, sur une épaisse couche d'un mélange fait à parties égales de sciure de bois desséchée et de sulfate de zinc ou de sulfate de cuivre ou de sulfate de fer, [ou d'un mélange de sciure de bois desséchée et de trionyméthylène contenant au moins le quart de ce dernier produit], on en recouvrira ensuite la dépouille mortelle, de manière à combler la bière qui, refermée, sera placée dans un cercueil en plomb réunissant les conditions prévues à l'article 3. Après qu'il aura été soudé, ce cercueil sera enfermé lui-même dans une bière en bois confectionnée conformément aux prescriptions de l'article 3, prérappelé. L'officier de l'état civil intéressé scellera du sceau de son office ce dernier cercueil.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 12 juin 1923.

Art. 5. — La demande d'exhumation et de transport à l'étranger d'une personne décédée au Congo belge doit être adressée au gouverneur général. Elle doit préciser les noms et prénoms du défunt, sa profession, le lieu et la date de sa mort et être accompagnée des pièces suivantes:

1° une attestation de l'agent consulaire accrédité auprès du gouvernement local ou, à son défaut, des autorités du pays où sera envoyée la dépouille mortelle, constatant qu'aucune opposition ne sera faite au débarquement du corps;

2° un certificat médical attestant que le défunt n'a succombé à aucune maladie rendant son cadavre dangereux pour la santé publique;

3° si le corps n'a pas séjourné un an en terre, un certificat de l'autorité administrative constatant que les précautions visées par l'article 3 ci-dessus ont été prises au moment de l'ensevelissement;

4° l'engagement de supporter les frais de quelque nature qu'ils soient qu'entraîneront l'exhumation, l'ensevelissement et la translation du corps;

5° des documents établissant qu'un arrangement est intervenu entre le demandeur et les compagnies de chemin de fer et de navigation chargées du transport de la dépouille mortelle.

Art. 6. [*Ord. du 2 décembre 1936.* — Le chef de province qui autorisera le transport hors de son territoire du corps d'une personne qui y est décédée, donnera, à l'officier de l'état civil et au médecin intéressés, les instructions nécessaires pour que l'exhumation soit effectuée en temps opportun.]

Le praticien chargé de faire cette opération prendra toutes les mesures qu'il jugera utiles en vue de sauvegarder la salubrité et la santé publiques.

Il demeure toujours libre d'interdire une exhumation qui paraîtrait, pour une cause quelconque, offrir des dangers pour la santé publique.

Art. 7. — L'officier de l'état civil accompagnera le médecin qui procédera à l'exhumation au lieu de la sépulture, et constatera, avant tout, dans les formes voulues, l'identité du corps.

Art. 8. — Ce fonctionnaire dressera un procès-verbal de l'état dans lequel le corps aura été trouvé et des précautions qui auront été prises pour son ensevelissement ou pour son exhumation et son transport.

Ce procès-verbal mentionnera, en outre, en cas d'ensevelissement accompagné des précautions spéciales visées à l'article 3, d'après l'attestation du médecin qui a soigné le malade, ou en l'absence du médecin, d'après des témoignages dignes de foi, à quelle maladie le défunt a succombé. Si le corps a été embaumé, il indiquera avec quelle substance l'embaumement a été effectué.

[*Ord. du 14 novembre 1919.* — Ce procès-verbal sera transmis à [l'administrateur territorial] qui en fera parvenir une copie, certifiée, par lui, conforme à l'original et légalisée, aux représentants dans la Colonie ou au lieu d'embarquement des compagnies de chemins de fer et de navigation, chargées du transport de la dépouille mortelle.]

– Ainsi modifié par l'Ord. du 2 décembre 1936.

Art. 9. — Au cas où une exhumation serait ordonnée par l'autorité judiciaire, elle serait faite par le médecin du district ou, à son défaut, par tout autre praticien régulièrement requis, et en présence de l'officier de l'état civil qui dresserait procès-verbal de l'opération et le transmettrait au service compétent.

Ce procès-verbal serait indépendant de celui établi par l'autorité judiciaire qui ordonnerait l'exhumation.

Art. 10. — Dans le cas prévu à l'article précédent, le corps sera replacé dans la fosse d'où il aura été extrait.

Lorsqu'une autopsie sera jugée nécessaire, si la dépouille mortelle a été ensevelie dans un simple linceul, elle sera placée dans un cercueil en bois qui sera hermétiquement fermé, après que le médecin aura pris toutes les mesures nécessaires à l'effet de sauvegarder la santé publique.

Après l'autopsie, le corps sera remis dans le cercueil et inhumé dans la fosse d'où il aurait été retiré.

Les frais qu'occasionneront une exhumation ou une autopsie devront être acquittés par l'autorité judiciaire qui ordonnera l'exhumation ou

l'autopsie et récupérés sur l'article «Frais divers de justice» du budget ordinaire.

Art. 11. [*Ord. du 14 novembre 1919.* — Lorsqu'un cimetière aura été désaffecté, l'exhumation des défunts qui y ont été inhumés et leur translation dans une nouvelle nécropole ne seront autorisées par le gouverneur général sur avis [de l'administrateur territorial et] du médecin, qu'après un délai de trois ans prenant cours à la date où la dernière inhumation aura été effectuée.]

– Ainsi modifié par l'Ord. du 2 décembre 1936.

Art. 12. — Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une servitude pénale de un à sept jours et d'une amende de 25 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 13. [*Abrogé par l'Ord. du 14 novembre 1919.*]

1er décembre 1942. – ORDONNANCE 364/APAJ. – Concessions de sépultures. – Inhumations. (*B.A.*, 1942, p. 2196)

Art. 1er. — Les gouverneurs de province sont délégués pour exercer les pouvoirs attribués au gouverneur général par l'arrêté du gouverneur général du 16 mai 1907 et l'ordonnance du gouverneur général du 14 février 1914, relatifs aux concessions de sépulture, au service des inhumations et à la police des cimetières.

Art. 2. — L'ordonnance 49/J. du 6 juin 1930 est abrogée.

Art. 3. — La présente ordonnance est applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

JEUNESSE

Arr. CAB/2100/018/MJS/71 du 9 juin 1971 — Comité national pour la protection et le bien-être de l'enfance et de la jeunesse 295
Conv. du 20 novembre 1989 — Droits de l'enfant. 297
Prot. facultatif. – Implication des enfants dans les conflits armés 304
Prot. – Vente, prostitution et pornographie mettant en scène des enfants 306
Charte africaine du 11 juillet 1990 — Droits et bien-être de l'enfant 308
A.M. 017/CAB/MJCA/94 du 5 avril 1994 — Centres de production. – Gestion 315
A.M. MJSL/CAB/2100/004/96 du 24 février 1996 — Centres de production et de formation professionnelle. – Fonction de l'éducateur. 315
A.M. MJSL/CAB/2100/005/96 du 22 février 1996 — Associations et mouvements des jeunes. – Organisation, fonctionnement, reconnaissance et subsidiation 317
A.M. MJSL/CAB/2100/006/96 du 24 février 1996 — Collaboration entre le ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs et les centres et maisons d'apprentissage professionnel . 318
A.M. MJS/CAB/2100/0021/98 du 3 décembre 1998 — Conseil national de la jeunesse. – Restructuration 319
A.M. MJS/CAB/2100/020/99 du 2 décembre 1999 — Associations et mouvements des jeunes 321
A.M. MJS/CAB/2100/024/99 du 31 décembre 1999 — Conseil national de la jeunesse. . . . 323

9 juin 1971. – ARRÊTÉ CAB/2100/018/MJS/71 portant réforme et réorganisation du Comité national pour la protection et le bien-être de l'enfance et de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*M.C.*, n°17, 1er juin 1971, p. 525)

CHAPITRE Ier
DÉNOMINATION ET SIÈGE

Art. 1er. — Il est créé en République démocratique du Congo un Conseil national pour la protection, la promotion et le bien-être de l'enfance et de la jeunesse, en abrégé «C.N.P.E.».

LE SIÈGE DU CONSEIL

Art. 2. — Le Conseil national, qui est sous l'autorité directe du ministère de la Jeunesse et des Sports, a son siège à Kinshasa.

Art. 3. — Le représentant de l'U.I.P.E. assurera le secrétariat administratif du C.N.P.E.

Art. 4. — Un comité provincial est installé dans chaque chef-lieu de province et dans la ville de Kinshasa.

CHAPITRE II

Art. 5. — Le but de ce comité est:

• assurer les conditions de développement harmonieux de l'enfance et de la jeunesse;

• encourager toutes les initiatives et toutes les réalisations tant gouvernementales que privées afférentes à la protection, promotion et au bien-être de l'enfance et de la jeunesse;

• organiser des conférences ou des manifestations susceptibles d'intéresser l'opinion publique aux problèmes de l'enfance et de la jeunesse;

• concevoir et réaliser des projets d'assistance et d'aide à l'enfance et à la jeunesse;

• effectuer ou réunir des études sur différents aspects des problèmes des jeunes et des enfants;

• coordonner les activités des comités provinciaux par l'entremise du secrétariat administratif national;

• assurer les relations avec les organismes tant internationaux que nationaux intéressés;

• recenser les enfants inadaptés: prédélinquants et post-délinquants, et ouvrir un dossier pour eux selon le cas;

• se mettre en contact avec les mouvements familiaux de tendance différente (catholique, protestante, kimbanguiste, etc.) pour discuter sur les problèmes de l'enfance et de la jeunesse;

• suivre la situation des jeunes se trouvant dans les maisons d'éducation, rééducation, correction, prison et cachot;

• mener des enquêtes pouvant permettre la détermination de causes de la calamité de l'enfant;

• construire des centres d'accueil (home de jeunes) pour y abriter les enfants abandonnés ou défavorisés afin de les adapter, les rééduquer ou les instruire;

• intensifier le système de parrainage au niveau national;

• diffuser à travers la R.T.N.C., la presse et affiches, le bien-fondé de la protection, promotion et le bien-être de l'enfance et de la jeunesse;

• appliquer les mesures prises par le département de la Jeunesse et des Sports et tous les ministères intéressés en matière de délinquance.

CHAPITRE III
COMPOSITION

Art. 6. — *Comité national*

Le comité national est composé des membres ci-après:

• 1 représentant du cabinet du ministre de la Jeunesse et des Sports;

• 2 représentants de l'administration de la Jeunesse et des Sports;

• 1 représentant de l'association des parents;

• 1 représentant du ministère des Affaires sociales;

• 1 représentant du ministère de la Justice;

• 1 représentant du ministère de l'Éducation nationale;

• 1 représentant du ministère de la Santé publique;

• 1 représentant de la jeunesse du M.P.R.;

• 1 représentant de la police nationale;

• 1 représentant de l'U.NI.C.R.F.;

• 1 représentant de l'O.M.S.;

• 1 représentant de l'U.I.P.E.

Art. 7. — *Comité provincial*

Le comité provincial est composé des membres ci-dessus et nommés par le gouverneur de province sur proposition du directeur provincial de la Jeunesse et des Sports et pour la ville de Kinshasa, par le gouverneur de la ville sur proposition du directeur urbain de la Jeunesse et des Sports. Le gouverneur de province peut faire appel à d'autres personnes ou organisations susceptibles de rendre de bons services à l'enfance et à la jeunesse.

Art. 8. — *Assemblée générale*

Il est prévu des réunions périodiques de prise de contact, de consultation et d'échange de vue, pour les membres du comité directeur, du Conseil national et des comités provinciaux. Ces réunions seront convoquées par le secrétaire général du comité directeur.

CHAPITRE IV
ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Art. 9. — *Le comité directeur*

I. Secrétaire général — Administratif — Permanent chargé de:

1. la coordination des activités du Conseil;

2. du secrétariat administratif;

3. de la coopération internationale;

4. assurer les relations avec les organismes tant nationaux qu'internationaux intéressés aux problèmes de la jeunesse et de l'enfance.

II. Quatre membres

a) membre chargé des finances et d'activité d'assistances à la jeunesse et à l'enfance;

b) membre chargé des activités de prévention et de protection de la jeunesse et de l'enfance;

c) membre chargé des activités de formation de la jeunesse et de l'enfance;

d) membre chargé des activités de relations publiques et de presse.

Art. 10. — Les membres du comité directeur seront nommés parmi ou en dehors des membres effectifs du comité national par le ministre de la Jeunesse et des Sports sur proposition de son secrétaire général.

Dans son cadre fonctionnel, ce comité sera épaulé par un secrétariat permanent.

Art. 11. — Les membres tant du Conseil national que provincial travaillent à titre bénévole, mais bénéficient d'une prime d'encouragement à déterminer dans le règlement d'ordre intérieur du C.N.P.E. dont le montant ne pourra dépasser 1 Z. par séance.

Art. 12. — *Règlement d'ordre intérieur*

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil national pour entrer en vigueur doit être soumis à l'approbation du ministère de la Jeunesse et des Sports sur proposition du comité directeur.

CHAPITRE V
LES RESSOURCES DU COMITÉ NATIONAL OU PROVINCIAL

Art. 13. — Les ressources du comité proviennent:

a) des subsides de l'État;

d) des dons et legs;

c) des libéralités;

d) de l'aide des organismes tant privés, para-étatiques qu'internationaux s'occupant de l'enfance et de la jeunesse.

Art. 14. — Le ministère de la Jeunesse et des Sports accorde des subsides et contrôle toutes les activités du C.N.P.E.J.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

Art. 15. — Le C.N.P.E.J. est un organisme d'État de bienfaisance, sans but lucratif, chargé d'entretenir des relations avec l'U.I.P.E. et d'autres organismes nationaux ou internationaux de jeunesse et d'enfance.

Art. 16. — L'arrêté CAB/2100/039/04/69 est ainsi abrogé.

Art. 17. — Le secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

20 novembre 1989. – CONVENTION relative aux droits de l'enfant. (*J.O.RDC.,* avril 1999, n° spécial, p. 50)

Les États parties à la présente Convention,

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine ainsi que l'égalité et le caractère inaliénable de leurs droits sont le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Ayant à l'esprit le fait que les peuples des Nations unies ont, dans la Charte, proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans la dignité et la valeur de la personne humaine, et qu'ils ont résolu de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Reconnaissant que les Nations unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont proclamé et sont convenues que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Rappelant que, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Nations unies ont proclamé que l'enfance a droit à une aide et à une assistance spéciales,

Convaincus que la famille, unité fondamentale de la société et milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres et en particulier des enfants, doit recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la communauté,

Reconnaissant que l'enfant, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, doit grandir dans le milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension,

Considérant qu'il importe de préparer pleinement l'enfant à avoir une vie individuelle dans la société, et de l'élever dans l'esprit des idéaux proclamés dans la Charte des Nations unies, et en particulier dans un esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté, d'égalité et de solidarité,

Ayant à l'esprit que la nécessité d'accorder une protection spéciale à l'enfant a été énoncée dans la Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant et dans la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'assemblée générale le 20 novembre 1959, et qu'elle a été reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (en particulier aux articles 23 et 24), dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (en particulier à l'article 10) et dans les statuts et instruments pertinents des institutions spécialisées et des organisations internationales qui se préoccupent du bien-être de l'enfant,

Ayant à l'esprit que, comme indiqué dans la Déclaration des droits de l'enfant, «l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance»,

Rappelant les dispositions de la Déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien- être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international, de l'ensemble de règles minima des Nations unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) et de la Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé,

Reconnaissant qu'il y a dans tous les pays du monde des enfants qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles, et qu'il est nécessaire d'accorder à ces enfants une attention particulière,

Tenant dûment compte de l'importance des traditions et valeurs culturelles de chaque peuple dans la protection et le développement harmonieux de l'enfant,

Reconnaissant l'importance de la coopération internationale pour l'amélioration des conditions de vie des enfants dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement,

Sont convenus de ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Art. 1er. — Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable.

Art. 2. — 1. Les États parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation.

2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toutes formes de discrimination ou de sanction motivées par la situation juridique, les activités, les opinions déclarées ou les convictions de ses parents, de ses représentants légaux ou des membres de sa famille.

Art. 3. — 1. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

2. Les États parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées.

3. Les États parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié.

Art. 4. — Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la présente Convention. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, ils prennent ces mesures dans toutes les limites des ressources dont ils disposent et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale.

Art. 5. — Les États parties respectent la responsabilité, le droit et le devoir qu'ont les parents ou, le cas échéant, les membres de la famille élargie ou de la communauté, comme prévu par la coutume locale, les tuteurs ou autres personnes légalement responsables de l'enfant, de donner à celui-ci, d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités, l'orientation et les conseils appropriés à l'exercice des droits que lui reconnaît la présente Convention.

Art. 6. — 1. Les États parties reconnaissent que tout enfant a un droit inhérent à la vie.

2. Les États parties assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant.

Art. 7. — 1. L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux.

2. Les États parties veillent à mettre ces droits en œuvre conformément à leur législation nationale et aux obligations que leur imposent les instruments internationaux applicables en la matière, en particulier dans les cas où faute de cela l'enfant se trouverait apatride.

Art. 8. — 1. Les États parties s'engagent à respecter le droit de l'enfant de préserver son identité, y compris sa nationalité, son nom et ses relations familiales, tels qu'ils sont reconnus par la loi, sans ingérence illégale.

2. Si un enfant est illégalement privé des éléments constitutifs de son identité ou de certains d'entre eux, les États parties doivent lui accorder une assistance et une protection appropriées, pour que son identité soit rétablie aussi rapidement que possible.

Art. 9. — 1. Les États parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Une décision en ce sens peut être nécessaire dans certains cas particuliers, par exemple lorsque les parents maltraitent ou négligent l'enfant, ou lorsqu'ils vivent séparément et qu'une décision doit être prise au sujet du lieu de résidence de l'enfant.

2. Dans tous les cas prévus au paragraphe 1er du présent article, toutes les parties intéressées doivent avoir la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues.

3. Les États parties respectent le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.

4. Lorsque la séparation résulte de mesures prises par un État partie, telles que la détention, l'emprisonnement, l'exil, l'expulsion ou la mort (y compris la mort, quelle qu'en soit la cause, survenue en cours de détention) des deux parents ou de l'un d'eux, ou de l'enfant, l'État partie donne sur demande aux parents, à l'enfant ou, s'il y a lieu, à un autre membre de la famille les renseignements essentiels sur le lieu où se trouvent le membre ou les membres de la famille, à moins que la divulgation de ces renseignements ne soit préjudiciable au bien-être de l'enfant. Les États parties veillent en outre à ce que la présentation d'une telle demande n'entraîne pas en elle-même de conséquences fâcheuses pour la personne ou les personnes intéressées.

Art. 10. — 1. Conformément à l'obligation incombant aux États parties en vertu du paragraphe 1er de l'article 9, toute demande faite par un enfant ou ses parents en vue d'entrer dans un État partie ou de le quitter aux fins de réunification familiale est considérée par les États parties dans un esprit positif, avec humanité et diligence. Les États parties veillent en outre à ce que la présentation d'une telle demande n'entraîne pas de conséquences fâcheuses pour les auteurs de la demande et les membres de leur famille.

2. Un enfant dont les parents résident dans des États différents a le droit d'entretenir, sauf circonstances exceptionnelles, des relations personnelles et des contacts directs réguliers avec ses deux parents. À cette fin, et conformément à l'obligation incombant aux États parties en vertu du paragraphe 1er de l'article 9, les États parties respectent le droit qu'ont l'enfant et ses parents de quitter tout pays, y compris le leur, et de revenir dans leur propre pays. Le droit de quitter tout pays ne peut faire l'objet que des restrictions prescrites par la loi qui sont nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et qui sont compatibles avec les autres droits reconnus dans la présente Convention.

Art. 11. — 1. Les États parties prennent des mesures pour lutter contre les déplacements et les non-retours illicites d'enfants à l'étranger.

2. À cette fin, les États parties favorisent la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux ou l'adhésion aux accords existants.

Art. 12. — 1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.

Art. 13. — 1. L'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant.

2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires*:*

a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui; ou

b) à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

Art. 14. — 1. Les États parties respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

2. Les États parties respectent le droit et le devoir des parents ou, le cas échéant, des représentants légaux de l'enfant, de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut être soumise qu'aux seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires pour préserver la sûreté publique, l'ordre public, la santé et la moralité publiques, ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui.

Art. 15. — 1. Les États parties reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui.

Art. 16. — 1. Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Art. 17. — Les États parties reconnaissent l'importance de la fonction remplie par les médias et veillent à ce que l'enfant ait accès à une information et à des matériels provenant de sources nationales et internationales diverses, notamment ceux qui visent à promouvoir son bien-être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique et mentale. À cette fin, les États parties:

a) encouragent les médias à diffuser une information et des matériels qui présentent une utilité sociale et culturelle pour l'enfant et répondent à l'esprit de l'article 29;

b) encouragent la coopération internationale en vue de produire, d'échanger et de diffuser une information et des matériels de ce type provenant de différentes sources culturelles, nationales et internationales;

c) encouragent la production et la diffusion de livres pour enfants;

d) encouragent les médias à tenir particulièrement compte des besoins linguistiques des enfants autochtones ou appartenant à un groupe minoritaire;

e) favorisent l'élaboration de principes directeurs appropriés destinés à protéger l'enfant contre l'information et les matériels qui nuisent à son bien-être, compte tenu des dispositions des articles 13 et 18.

Art. 18. — 1. Les États parties s'emploient de leur mieux à assurer la reconnaissance du principe selon lequel les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement. La responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents ou, le cas échéant, à ses représentants légaux. Ceux-ci doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant.

2. Pour garantir et promouvoir les droits énoncés dans la présente Convention, les États parties accordent l'aide appropriée aux parents et aux représentants légaux de l'enfant dans l'exercice de la responsabilité qui leur incombe d'élever l'enfant et assurent la mise en place d'institutions, d'établissements et de services chargés de veiller au bien-être des enfants.

3. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour assurer aux enfants dont les parents travaillent le droit de bénéficier des services et établissements de garde d'enfants pour lesquels ils remplissent les conditions requises.

Art. 19. — 1. Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié.

2. Ces mesures de protection doivent comprendre, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui il est confié, ainsi que pour d'autres formes de prévention, et aux fins d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits ci-dessus, et comprendre également, selon qu'il conviendra, des procédures d'intervention judiciaire.

Art. 20. — 1. Tout enfant qui est temporairement ou définitivement privé de son milieu familial, ou qui dans son propre intérêt ne peut être laissé dans ce milieu, a droit à une protection et une aide spéciales de l'État.

2. Les États parties prévoient pour cet enfant une protection de remplacement conforme à leur législation nationale.

3. Cette protection de remplacement peut notamment avoir la forme du placement dans une famille, de la kafalahde droit islamique, de l'adoption ou, en cas de nécessité, du placement dans un établissement pour enfants approprié. Dans le choix entre ces solutions, il est dûment tenu compte de la nécessité d'une certaine continuité dans l'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse, culturelle et linguistique.

Art. 21. — Les États parties qui admettent et/ou autorisent l'adoption s'assurent que l'intérêt supérieur de l'enfant est la considération primordiale en la matière, et:

a) veillent à ce que l'adoption d'un enfant ne soit autorisée que par les autorités compétentes, qui vérifient, conformément à la loi et aux procédures applicables et sur la base de tous les renseignements fiables relatifs au cas considéré, que l'adoption peut avoir lieu eu égard à la situation de l'enfant par rapport à ses père et mère, parents et représentants légaux et que, le cas échéant, les personnes intéressées ont donné leur consentement à l'adoption en connaissance de cause, après s'être entourées des avis nécessaires;

b) reconnaissent que l'adoption à l'étranger peut être envisagée comme un autre moyen d'assurer les soins nécessaires à l'enfant, si celui-ci ne peut, dans son pays d'origine, être placé dans une famille nourricière ou adoptive ou être convenablement élevé;

c) veillent, en cas d'adoption à l'étranger, à ce que l'enfant ait le bénéfice de garanties et de normes équivalant à celles existant en cas d'adoption nationale;

d) prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que, en cas d'adoption à l'étranger, le placement de l'enfant ne se traduise pas par un profit matériel indu pour les personnes qui en sont responsables;

e) poursuivent les objectifs du présent article en concluant des arrangements ou des accords bilatéraux ou multilatéraux, selon les cas, et s'efforcent dans ce cadre de veiller à ce que les placements d'enfants à l'étranger soient effectués par des autorités ou des organes compétents.

Art. 22. — 1. Les États parties prennent les mesures appropriées pour qu'un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié ou qui est considéré comme réfugié en vertu des règles et procédures du droit international ou national applicable, qu'il soit seul ou accompagné de ses père et mère ou de toute autre personne, bénéficie de la protection et de l'assistance humanitaire voulues pour lui permettre de jouir des droits que lui reconnaissent la présente Convention et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou de caractère humanitaire auxquels lesdits États sont parties.

2. À cette fin, les États parties collaborent, selon qu'ils le jugent nécessaire, à tous les efforts faits par l'Organisation des Nations unies et les autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales compétentes collaborant avec l'Organisation des Nations unies pour protéger et aider les enfants qui se trouvent en pareille situation et pour rechercher les père et mère ou autres membres de la famille de tout enfant réfugié en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour le réunir à sa famille. Lorsque ni le père, ni la mère, ni aucun autre membre de la famille ne peut être retrouvé, l'enfant

se voit accorder, selon les principes énoncés dans la présente Convention, la même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit.

Art. 23. — 1. Les États parties reconnaissent que les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité.

2. Les États parties reconnaissent le droit à des enfants handicapés de bénéficier de soins spéciaux et encouragent et assurent, dans la mesure des ressources disponibles, l'octroi, sur demande, aux enfants handicapés remplissant les conditions requises et à ceux qui en ont la charge, d'une aide adaptée à l'état de l'enfant et à la situation de ses parents ou de ceux à qui il est confié.

3. Eu égard aux besoins particuliers des enfants handicapés, l'aide fournie conformément au paragraphe 2 du présent article est gratuite chaque fois qu'il est possible, compte tenu des ressources financières de leurs parents ou de ceux à qui l'enfant est confié, et elle est conçue de telle sorte que les enfants handicapés aient effectivement accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, à la rééducation, à la préparation à l'emploi et aux activités récréatives, et bénéficient de ces services de façon propre à assurer une intégration sociale aussi complète que possible et leur épanouissement personnel, y compris dans le domaine culturel et spirituel.

4. Dans un esprit de coopération internationale, les États parties favorisent l'échange d'informations pertinentes dans le domaine des soins de santé préventifs et du traitement médical, psychologique et fonctionnel des enfants handicapés, y compris par la diffusion d'informations concernant les méthodes de rééducation et les services de formation professionnelle, ainsi que l'accès à ces données, en vue de permettre aux États parties d'améliorer leurs capacités et leurs compétences et d'élargir leur expérience dans ces domaines. À cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

Art. 24. — 1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Ils s'efforcent de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services.

2. Les États parties s'efforcent d'assurer la réalisation intégrale du droit susmentionné et, en particulier, prennent les mesures appropriées pour:

a) réduire la mortalité parmi les nourrissons et les enfants;

b) assurer à tous les enfants l'assistance médicale et les soins de santé nécessaires, l'accent étant mis sur le développement des soins de santé primaires;

c) lutter contre la maladie et la malnutrition, y compris dans le cadre de soins de santé primaires, grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel;

d) assurer aux mères des soins prénatals et postnatals appropriés;

e) faire en sorte que tous les groupes de la société, en particulier les parents et les enfants, reçoivent une information sur la santé et la nutrition de l'enfant, les avantages de l'allaitement au sein, l'hygiène et la salubrité de l'environnement et la prévention des accidents, et bénéficient d'une aide leur permettant de mettre à profit cette information;

f) développer les soins de santé préventifs, les conseils aux parents et l'éducation et les services en matière de planification familiale.

3. Les États parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants.

4. Les États parties s'engagent à favoriser et à encourager la coopération internationale en vue d'assurer progressivement la pleine réalisation du droit reconnu dans le présent article. À cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

Art. 25. — Les États parties reconnaissent à l'enfant qui a été placé par les autorités compétentes pour recevoir des soins, une protection ou un traitement physique ou mental, le droit à un examen périodique dudit traitement et de toute autre circonstance relative à son placement.

Art. 26. — 1. Les États parties reconnaissent à tout enfant le droit de bénéficier de la sécurité sociale, y compris les assurances sociales, et prennent les mesures nécessaires pour assurer la pleine réalisation de ce droit en conformité avec leur législation nationale.

2. Les prestations doivent, lorsqu'il y a lieu, être accordées compte tenu des ressources et de la situation de l'enfant et des personnes responsables de son entretien, ainsi que de toute autre considération applicable à la demande de prestation faite par l'enfant ou en son nom.

Art. 27. — 1. Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

2. C'est aux parents ou autres personnes ayant la charge de l'enfant qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant.

3. Les États parties adoptent les mesures appropriées, compte tenu des conditions nationales et dans la mesure de leurs moyens, pour aider les parents et autres personnes ayant la charge de l'enfant à mettre en œuvre ce droit et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'appui, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement et le logement.

4. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, que ce soit sur leur territoire ou à l'étranger. En particulier, pour tenir compte des cas où la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant, les États parties favorisent l'adhésion à des accords internationaux ou la conclusion de tels accords ainsi que l'adoption de tous autres arrangements appropriés.

Art. 28. — 1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances*:*

a) ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous;

b) ils encouragent l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire, tant général que professionnel, les rendent ouvertes et accessibles à tout enfant, et prennent des mesures appropriées, telles que

l'instauration de la gratuité de l'enseignement et l'offre d'une aide financière en cas de besoin;

c) ils assurent à tous l'accès à l'enseignement supérieur, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés;

d) ils rendent ouvertes et accessibles à tout enfant l'information et l'orientation scolaires et professionnelles;

e) ils prennent des mesures pour encourager la régularité de la fréquentation scolaire et la réduction des taux d'abandon scolaire.

2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain et conformément à la présente Convention.

3. Les États parties favorisent et encouragent la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, en vue notamment de contribuer à éliminer l'ignorance et l'analphabétisme dans le monde et de faciliter l'accès aux connaissances scientifiques et techniques et aux méthodes d'enseignement modernes. À cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

Art. 29. — 1. Les États parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à:

a) favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;

b) inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations unies;

c) inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne;

d) préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone;

e) inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel.

2. Aucune disposition du présent article ou de l'article 28 ne sera interprétée d'une manière qui porte atteinte à la liberté des personnes physiques ou morales de créer et de diriger des établissements d'enseignement, à condition que les principes énoncés au paragraphe 1er du présent article soient respectés et que l'éducation dispensée dans ces établissements soit conforme aux normes minimales que l'État aura prescrites.

Art. 30. — Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ou des personnes d'origine autochtone, un enfant autochtone ou appartenant à une de ces minorités ne peut être privé du droit d'avoir sa propre vie culturelle, de professer et de pratiquer sa propre religion ou d'employer sa propre langue en commun avec les autres membres de son groupe.

Art. 31. — 1. Les États parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

2. Les États parties respectent et favorisent le droit de l'enfant de participer pleinement à la vie culturelle et artistique et encouragent l'organisation à son intention de moyens appropriés de loisirs et d'activités récréatives, artistiques et culturelles, dans des conditions d'égalité.

Art. 32. — 1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

2. Les États parties prennent des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives pour assurer l'application du présent article. À cette fin, et compte tenu des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux, les États parties, en particulier:

a) fixent un âge minimum ou des âges minimums d'admission à l'emploi;

b) prévoient une réglementation appropriée des horaires de travail et des conditions d'emploi;

c) prévoient des peines ou autres sanctions appropriées pour assurer l'application effective du présent article.

Art. 33. — Les États parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives, pour protéger les enfants contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes, et pour empêcher que des enfants ne soient utilisés pour la production et le trafic illicites de ces substances.

Art. 34. — Les États parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle. À cette fin, les États prennent en particulier toutes les mesures appropriées sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher:

a) que des enfants ne soient incités ou contraints à se livrer à une activité sexuelle illégale;

b) que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales;

c) que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique.

Art. 35. — Les États parties prennent toutes les mesures appropriées sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit.

Art. 36. — Les États parties protègent l'enfant contre toutes autres formes d'exploitation préjudiciables à tout aspect de son bien-être.

Art. 37. — Les États parties veillent à ce que:

a) nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ni la peine capitale ni l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération ne doivent être prononcés pour les infractions commises par des personnes âgées de moins de dix-huit ans;

b) nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible;

c) tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge. En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant, et il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par les visites, sauf circonstances exceptionnelles;

d) les enfants privés de liberté aient le droit d'avoir rapidement accès à l'assistance juridique ou à toute autre assistance appropriée, ainsi que le droit de contester la légalité de leur privation de liberté devant un tribunal ou une autre autorité compétente, indépendante et impartiale, et à ce qu'une décision rapide soit prise en la matière.

Art. 38. — 1. Les États parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants.

2. Les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités.

3. Les États parties s'abstiennent d'enrôler dans leurs forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans. Lorsqu'ils incorporent des personnes de plus de quinze ans mais de moins de dix-huit ans, les États parties s'efforcent d'enrôler en priorité les plus âgées.

4. Conformément à l'obligation qui leur incombe en vertu du droit humanitaire international de protéger la population civile en cas de conflit armé, les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants qui sont touchés par un conflit armé bénéficient d'une protection et de soins.

Art. 39. — Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale de tout enfant victime de toute forme de négligence, d'exploitation ou de sévices, de torture ou de toute autre forme de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou de conflit armé. Cette réadaptation et cette réinsertion se déroulent dans des conditions qui favorisent la santé, le respect de soi et la dignité de l'enfant.

Art. 40. — 1. Les États parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci.

2. À cette fin, et compte tenu des dispositions pertinentes des instruments internationaux, les États parties veillent en particulier*:*

a) à ce qu'aucun enfant ne soit suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale en raison d'actions ou d'omissions qui n'étaient pas interdites par le droit national ou international au moment où elles ont été commises;

b) à ce que tout enfant suspecté ou accusé d'infraction à la loi pénale ait au moins le droit aux garanties suivantes:

i) être présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;

ii) être informé dans le plus court délai et directement des accusations portées contre lui, ou, le cas échéant, par l'intermédiaire de ses parents ou représentants légaux, et bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée pour la préparation et la présentation de sa défense;

iii) que sa cause soit entendue sans retard par une autorité ou une instance judiciaire compétentes, indépendantes et impartiales, selon une procédure équitable aux termes de la loi, en présence de son conseil juridique ou autre et, à moins que cela ne soit jugé contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant en raison notamment de son âge ou de sa situation, en présence de ses parents ou représentants légaux;

iv) ne pas être contraint de témoigner ou de s'avouer coupable; interroger ou faire interroger les témoins à charge, et obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans des conditions d'égalité;

v) s'il est reconnu avoir enfreint la loi pénale, faire appel de cette décision et de toute mesure arrêtée en conséquence devant une autorité ou une instance judiciaire supérieure compétentes, indépendantes et impartiales, conformément à la loi;

vi) se faire assister gratuitement d'un interprète s'il ne comprend ou ne parle pas la langue utilisée;

vii) que sa vie privée soit pleinement respectée à tous les stades de la procédure.

3. Les États parties s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale, et en particulier:

a) d'établir un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale;

b) de prendre des mesures, chaque fois que cela est possible et souhaitable, pour traiter ces enfants sans recourir à la procédure judiciaire, étant cependant entendu que les droits de l'homme et les garanties légales doivent être pleinement respectés.

4. Toute une gamme de dispositions, relatives notamment aux soins, à l'orientation et à la supervision, aux conseils, à la probation, au placement familial, aux programmes d'éducation générale et professionnelle et aux solutions autres qu'institutionnelles seront prévues en vue d'assurer aux enfants un traitement conforme à leur bien-être et proportionné à leur situation et à l'infraction.

Art. 41. — Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte aux dispositions plus propices à la réalisation des droits de l'enfant qui peuvent figurer:

a) dans la législation d'un État partie; ou

b) dans le droit international en vigueur pour cet État.

DEUXIÈME PARTIE

Art. 42. — Les États parties s'engagent à faire largement connaître les principes et les dispositions de la présente Convention, par des moyens actifs et appropriés, aux adultes comme aux enfants.

Art. 43. — 1. Aux fins d'examiner les progrès accomplis par les États parties dans l'exécution des obligations contractées par eux en vertu de la présente Convention, il est institué un Comité des droits de l'enfant qui s'acquitte des fonctions définies ci-après.

2. Le Comité se compose de dix experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine visé par la présente Convention. Ses membres sont élus par les États parties parmi leurs ressortissants et siègent à titre personnel, compte tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et eu égard aux principaux systèmes juridiques.

3. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes désignées par les États parties. Chaque État partie peut désigner un candidat parmi ses ressortissants.

4. La première élection aura lieu dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Les élections auront lieu ensuite tous les deux ans. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies invitera par écrit les États parties à proposer leurs candidats dans un délai de deux mois. Le secrétaire général dressera ensuite la liste alphabétique des candidats ainsi désignés, en indiquant les États parties qui les ont désignés, et la communiquera aux États parties à la présente Convention.

5. Les élections ont lieu lors des réunions des États parties, convoquées par le secrétaire général au siège de l'Organisation des Nations unies. À ces réunions, pour lesquelles le quorum est constitué par les deux tiers des États parties, les candidats élus au Comité sont ceux qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des voix des représentants des États parties présents et votants.

6. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles si leur candidature est présentée à nouveau. Le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans. Les noms de ces cinq membres seront tirés au sort par le président de la réunion immédiatement après la première élection.

7. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, ou si, pour toute autre raison, un membre déclare ne plus pouvoir exercer ses fonctions au sein du Comité, l'État partie qui avait présenté sa candidature nomme un autre expert parmi ses ressortissants pour pourvoir le poste ainsi vacant jusqu'à l'expiration du mandat correspondant, sous réserve de l'approbation du Comité.

8. Le Comité adopte son règlement intérieur.

9. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans.

10. Les réunions du Comité se tiennent normalement au siège de l'Organisation des Nations unies, ou en tout autre lieu approprié déterminé par le Comité. Le Comité se réunit normalement chaque année. La durée de ses sessions est déterminée et modifiée, si nécessaire, par une réunion des États parties à la présente Convention, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

11. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies met à la disposition du Comité le personnel et les installations qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

12. Les membres du Comité institué en vertu de la présente Convention reçoivent, avec l'approbation de l'assemblée générale, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations unies dans les conditions et selon les modalités fixées par l'assemblée générale.

Art. 44. — 1. Les États parties s'engagent à soumettre au Comité, par l'entremise du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet aux droits reconnus dans la présente Convention et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits:

a) dans les deux ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les États parties intéressés;

b) par la suite, tous les cinq ans.

2. Les rapports établis en application du présent article doivent, le cas échéant, indiquer les facteurs et les difficultés empêchant les États parties de s'acquitter pleinement des obligations prévues dans la présente Convention. Ils doivent également contenir des renseignements suffisants pour donner au Comité une idée précise de l'application de la Convention dans le pays considéré.

3. Les États parties ayant présenté au Comité un rapport initial complet n'ont pas, dans les rapports qu'ils lui présentent ensuite conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 1er du présent article, à répéter les renseignements de base antérieurement communiqués.

4. Le Comité peut demander aux États parties tous renseignements complémentaires relatifs à l'application de la Convention.

5. Le Comité soumet tous les deux ans à l'assemblée générale, par l'entremise du Conseil économique et social, un rapport sur ses activités.

6. Les États parties assurent à leurs rapports une large diffusion dans leur propre pays.

Art. 45. — Pour promouvoir l'application effective de la Convention et encourager la coopération internationale dans le domaine visé par la Convention:

a) les institutions spécialisées, le Fonds des Nations unies pour l'enfance et d'autres organes des Nations unies ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'application des dispositions de la présente Convention qui relèvent de leur mandat. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées, le Fonds des Nations unies pour l'enfance et tous autres organismes qu'il jugera appropriés à donner des avis spécialisés sur l'application de la Convention dans les domaines qui relèvent de leurs mandats respectifs. Il peut inviter les institutions spécialisées, le Fonds des Nations unies pour l'enfance et d'autres organes des Nations unies à lui présenter des rapports sur l'application de la Convention dans les secteurs qui relèvent de leur domaine d'activité;

b) le Comité transmet, s'il le juge nécessaire, aux institutions spécialisées, au Fonds des Nations unies pour l'enfance et aux autres organismes compétents tout rapport des États parties contenant une demande ou indiquant un besoin de conseils ou d'assistance techniques, accompagné, le cas échéant, des observations et suggestions du Comité touchant ladite demande ou indication;

c) le Comité peut recommander à l'assemblée générale de prier le secrétaire général de procéder pour le Comité à des études sur des questions spécifiques touchant les droits de l'enfant;

d) le Comité peut faire des suggestions et des recommandations d'ordre général fondées sur les renseignements reçus en application des articles 44 et 45 de la présente Convention. Ces suggestions et recommandations d'ordre général sont transmises à tout État partie intéressé et portées à l'attention de l'assemblée générale, accompagnées, le cas échéant, des observations des États parties.

TROISIÈME PARTIE

Art. 46. — La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

Art. 47. — La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Art. 48. — La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout État. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Art. 49. — 1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. 50. — 1. Tout État partie peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le secrétaire général communique alors la proposition d'amendement aux États parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle conférence, le secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations unies. Tout amendement adopté par la majorité des États parties présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

2. Tout amendement adopté conformément aux dispositions du paragraphe 1er du présent article entre en vigueur lorsqu'il a été approuvé par l'assemblée générale des Nations unies et accepté par une majorité des deux tiers des États parties.

3. Lorsqu'un amendement entre en vigueur, il a force obligatoire pour les États parties qui l'ont accepté, les autres États parties demeurant liés par les dispositions de la présente Convention et par tous amendements antérieurs acceptés par eux.

Art. 51. — 1. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies recevra et communiquera à tous les États le texte des réserves qui auront été faites par les États au moment de la ratification ou de l'adhésion.

2. Aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la présente Convention n'est autorisée.

3. Les réserves peuvent être retirées à tout moment par notification adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, lequel en informe tous les États parties à la Convention. La notification prend effet à la date à laquelle elle est reçue par le secrétaire général.

Art. 52. — Tout État partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification a été reçue par le secrétaire général.

Art. 53. — Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est désigné comme dépositaire de la présente Convention.

Art. 54. — L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

PROTOCOLE facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 2001, p. 16)

Art. 1er. — Les États parties prennent toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les membres de leurs forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités.

Art. 2. — Les États parties veillent à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ne fassent pas l'objet d'un enrôlement obligatoire dans leurs forces armées.

Art. 3. — 1. Les États parties relèvent l'âge minimum de l'engagement volontaire dans les forces armées nationales par rapport à celui qui est fixé au paragraphe 3 de l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en tenant compte des principes inscrits dans cet article et en reconnaissant qu'en vertu de la Convention les personnes âgées de moins de 18 ans ont le droit à une protection spéciale.

2. Chaque État partie dépose, lors de la ratification du présent protocole ou de l'adhésion à cet instrument, une déclaration contraignante indiquant l'âge minimum à partir duquel il autorise l'engagement volontaire dans ses forces armées nationales et décrivant les garanties qu'il a prévues pour veiller à ce que cet engagement ne soit pas contracté de force ou sous la contrainte.

3. Les États parties qui autorisent l'engagement volontaire dans leurs forces armées nationales avant l'âge de 18 ans mettent en place des garanties assurant, au minimum, que:

a) cet engagement soit effectivement volontaire;

b) cet engagement ait lieu avec le consentement, en connaissance de cause, des parents ou gardiens légaux de l'intéressé;

c) les personnes engagées soient pleinement informées des devoirs qui s'attachent au service militaire national;

d) ces personnes fournissent une preuve fiable de leur âge avant d'être admises au service militaire.

4. Tout État partie peut, à tout moment, renforcer sa déclaration par voie de notification à cet effet adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui en informe tous les autres États parties. Cette notification prend effet à la date à laquelle elle est reçue par le secrétaire général.

5. L'obligation de relever l'âge minimum de l'engagement volontaire visée au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux établissements scolaires placés sous l'administration ou le contrôle des forces armées avec des États parties, conformément aux articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 4. — 1. Les groupes armés qui sont distincts des forces armées d'un État ne devraient en aucune circonstance enrôler ni utiliser dans les hostilités des personnes âgées de moins de 18 ans.

2. Les États parties prennent toutes les mesures possibles pour empêcher l'enrôlement et l'utilisation de ces personnes, notamment les mesures d'ordre juridique voulues pour interdire et sanctionner pénalement ces pratiques.

3. L'application du présent article est sans effet sur le statut juridique de toute partie à un conflit armé.

Art. 5. — Aucune des dispositions du présent protocole ne peut être interprétée comme empêchant l'application de dispositions de la législation d'un État partie, d'instruments internationaux et du droit international humanitaire plus propices à la réalisation des droits de l'enfant.

Art. 6. — 1. Chaque État partie prend toutes les mesures – d'ordre juridique, administratif et autre – voulues pour assurer l'application et le respect effectifs des dispositions du présent protocole dans les limites de sa compétence.

2. Les États parties s'engagent à faire largement connaître les principes et dispositions du présent protocole dans les limites de sa compétence.

3. Les États parties prennent toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les personnes relevant de leur compétence qui sont enrôlées ou utilisées dans des hostilités en violation du présent protocole soient démobilisées ou de quelque autre manière libérées des obligations militaires. Si nécessaire, les États parties accordent à ces personnes toute l'assistance appropriée en vue de leur réadaptation physique et psychologique et leur réinsertion sociale.

Art. 7. — 1. Les États parties coopèrent à l'application du présent protocole, notamment pour la prévention de toute activité contraire à ce dernier et pour la réadaptation et la réinsertion sociale des personnes qui sont victimes d'actes contraires au présent protocole, y compris par une coopération technique et une assistance financière. Cette assistance et cette coopération se feront en consultation avec les États parties concernés et les organisations internationales compétentes.

2. Les États parties qui sont en mesure de le faire fournissent cette assistance par l'entremise des programmes multilatéraux, bilatéraux ou autres déjà en place ou, le cas échéant, dans le cadre d'un fonds de contributions volontaires constitué conformément aux règles établies par l'assemblée générale.

Art. 8. — 1. Chaque État partie présente, dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole à son égard, un rapport au comité des droits de l'enfant contenant des renseignements détaillés sur les mesures qu'il a prises pour donner effet aux dispositions du protocole, notamment celles concernant la participation et l'enrôlement.

2. Après la présentation de son rapport détaillé, chaque État partie inclut dans les rapports qu'il présente au comité des droits de l'enfant, conformément à l'article 44 de la Convention, tout complément d'information concernant l'application du présent protocole. Les autres Etats au protocole présentent un rapport tous les cinq ans.

3. Le comité des droits de l'enfant peut demander aux États parties un complément d'information concernant l'application du présent protocole.

Art. 9. — 1. Le présent protocole est ouvert à la signature de tout État qui est partie à la Convention ou qui l'a signée.

2. Le présent protocole est soumis à la ratification et est ouvert à l'adhésion de tout État. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

3. Le secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention et du protocole, informe tous les États parties à la Convention et tous les États qui ont signé la Convention du dépôt de chaque déclaration en vertu de l'article 3.

Art. 10. — 1. Le présent protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification ou adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent protocole ou qui y adhéreront après son entrée en vigueur, le protocole entrera en vigueur un mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou adhésion.

Art. 11. — 1. Tout État partie peut, à tout moment, dénoncer le présent protocole par voie de notification écrite adressée au secrétaire général de l'Organisation de Nations unies, qui en informera les autres États parties à la Convention et tous les États qui ont signé la Convention. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le secrétaire général en aura reçu notification. Toutefois, si, à l'expiration de ce délai d'un an, l'État partie auteur de la dénonciation est engagé dans un conflit armé, celle-ci ne prendra pas effet avant la fin du conflit.

2. Cette dénonciation ne saurait dégager l'État partie de ses obligations en vertu du présent protocole à raison de tout acte accompli avant la date à laquelle la dénonciation prend effet, pas plus qu'elle ne compromet en quelque manière que ce soit la poursuite de l'examen de toute question dont le comité des droits de l'enfant serait saisi avant la date de prise d'effet de la dénonciation.

Art. 12. — 1. Tout État partie peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Celui-ci communique alors la proposition d'amendement aux États parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États parties en vue de l'examen de la proposition et sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle conférence, le secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation de Nations unies. Tout amendement adopté par la majorité des États parties présents et votant à la conférence est soumis à l'assemblée générale des Nations unies pour approbation.

2. Tout amendement adopté conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article entre en vigueur lorsqu'il a été approuvé par l'assemblée générale et accepté par une majorité des deux tiers des États parties.

3. Lorsqu'un amendement entre en vigueur, il a force obligatoire pour les États parties qui l'ont accepté, les autres États parties demeurant liés par les dispositions du présent protocole et par tous amendements antérieurs acceptés par eux.

Art. 13. — 1. Le présent protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation de Nations unies.

2. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies fera parvenir une copie certifiée conforme du présent protocole à tous les États parties à la Convention et à tous les États qui ont signé la Convention.

PROTOCOLE facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 2001, p. 25)

Art. 1er. — Les États parties interdisent la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants conformément aux dispositions du présent protocole.

Art. 2. — Aux fins du présent protocole:

a) on entend par vente d'enfants tout acte ou toute transaction faisant intervenir le transfert d'un enfant de toute personne ou de tout groupe de personnes à un groupe contre rémunération ou tout autre avantage;

b) on entend par prostitution des enfants le fait d'utiliser un enfant aux fins d'activités sexuelles contre rémunération ou toute autre forme d'avantage;

c) on entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activité sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles.

Art. 3. — 1. Chaque État partie veille à ce que, au minimum, les actes et activités suivants soient pleinement saisis par son droit pénal, que ces infractions soient commises au plan interne ou transnational, par un individu ou de façon organisée:

a) pour ce qui est de la vente d'enfants visée à l'article 2:

i) le fait d'offrir, de remettre, ou d'accepter un enfant, quel que soit le moyen utilisé, aux fins:

a. d'exploiter l'enfant à des fins sexuelles;

b. de transférer les organes de l'enfant à titre onéreux;

c. de soumettre l'enfant au travail forcé;

ii) le fait d'obtenir indûment, en tant qu'intermédiaire, le consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption;

b) le fait d'offrir, d'obtenir, de procurer ou de fournir un enfant à des fins de prostitution, telle que définie à l'article 2;

c) le fait de produire, de distribuer, de diffuser, d'importer, d'exporter, d'offrir, de vendre ou de détenir aux fins susmentionnées des matériels pornographiques mettant en scène des enfants, tels que définis à l'article 2.

2. Sous réserve du droit interne d'un État partie, les mêmes dispositions valent en cas de tentative de commission de l'un quelconque de ces actes, de complicité dans sa commission ou de participation à celle-ci.

3. Tout État partie rend ces infractions passibles de peines appropriées tenant compte de leur gravité.

4. Sous réserve des dispositions de son droit interne, tout État partie prend, s'il y a lieu, les mesures qui s'imposent, afin d'établir la responsabilité des personnes morales pour les infractions visées au paragraphe 1 du présent article. Selon les principes juridiques de l'État partie, cette responsabilité peut être pénale, civile ou administrative.

5. Les États parties prennent toutes les mesures juridiques et administratives appropriées pour s'assurer que toutes les personnes intervenant dans l'adoption d'un enfant agissent conformément aux dispositions des instruments juridiques internationaux applicables.

Art. 4. — 1. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, lorsque ces infractions ont été commises sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés dans cet État.

2. Tout État partie peut prendre les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, dans les cas suivants:

a) lorsque l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit État, ou a sa résidence habituelle sur le territoire de celui-ci;

b) lorsque la victime est un ressortissant dudit État.

3. Tout État partie prend également les mesures propres à établir sa compétence aux fins de connaître des infractions susmentionnées lorsque l'auteur présumé de l'infraction est présent sur son territoire et qu'il ne l'extrade pas vers un autre État partie au motif que l'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants.

4. Le présent protocole n'exclut l'exercice d'aucune compétence pénale en application du droit interne.

Art. 5. — 1. Les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 sont de plein droit comprises dans tout traité d'extradition en vigueur entre les États parties et sont comprises dans tout traité d'extradition qui sera conclu ultérieurement entre eux, conformément aux conditions énoncées dans lesdits traités.

2. Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer le présent protocole comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne lesdites infractions. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit de l'État requis.

3. Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'État requis.

4. Entres États parties, lesdites infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises non seulement au lieu de leur perpétration, mais aussi sur le territoire placé sous la juridiction des États tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 4.

5. Si une demande d'extradition est présentée au motif d'une infraction visée au paragraphe 1 de l'article 3, et si l'État requis n'extrade pas ou ne veut pas extrader, à raison de la nationalité de l'auteur de l'infraction, cet État prend les mesures voulues pour saisir ses autorités compétentes aux fins de poursuites.

Art. 6. — 1. Les États parties s'accordent l'entraide la plus large possible pour toute enquête, procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, y

compris pour l'obtention des éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les États parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité ou accord d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les États parties s'accordent cette entraide conformément à leur droit interne.

Art. 7. — Sous réserve des dispositions de leur droit interne, les États parties:

a) prennent des mesures appropriées pour permettre la saisie et la confiscation, selon que de besoin:

i) des biens tels que documents, avoirs et autres moyens matériels utilisés pour commettre les infractions visées dans le présent protocole ou en faciliter la commission;

ii) du produit de ces infractions;

b) donnent effet aux demandes de saisie ou de confiscation des biens ou produits visés aux alinéas *i* et *ii* du paragraphe *a* émanant d'un autre État partie;

c) prennent des mesures en vue de fermer provisoirement ou définitivement les locaux utilisés pour commettre lesdites infractions.

Art. 8. — 1. Les États parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale les mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques proscrites par le présent protocole, en particulier:

a) en reconnaissant la vulnérabilité des enfants victimes et en adaptant les procédures de manière à tenir compte de leurs besoins particuliers, notamment en tant que témoins;

b) en tenant les enfants victimes informés de leurs droits, de leur rôle ainsi que de la portée, du calendrier et du déroulement de la procédure, et de la décision rendue dans leur affaire;

c) en permettant que les vues, les besoins ou les préoccupations des enfants victimes soient présentés et examinés au cours de la procédure lorsque leurs intérêts personnels sont en jeu, d'une manière conforme aux règles de procédure du droit interne;

d) en fournissant des services d'appui appropriés aux enfants victimes à tous les stades de la procédure judiciaire;

e) en protégeant, s'il y a lieu, la vie privée et l'identité des enfants victimes et en prenant des mesures conformes au droit interne pour prévenir la diffusion de toute information pouvant conduire à leur identification;

f) en veillant, le cas échéant, à ce que les enfants victimes, ainsi que leur famille et les témoins à charge, soient à l'abri de l'intimidation et des représailles;

g) en évitant tout retard inclus dans le prononcé du jugement et l'exécution des ordres ou des décisions accordant une indemnisation aux enfants victimes.

2. Les États parties veillent à ce qu'une incertitude quant à l'âge réel de la victime n'empêche pas l'ouverture d'enquêtes pénales, notamment d'enquêtes visant à déterminer cet âge.

3. Les États parties veillent à ce que, dans la manière dont le système de justice pénale traite les enfants victimes des infractions décrites dans le présent protocole, l'intérêt supérieur de l'enfant soit la considération première.

4. Les États parties prennent des mesures pour dispenser une formation appropriée, en particulier dans les domaines juridique et psychologique, aux personnes qui s'occupent des victimes des infractions visées dans le présent protocole.

5. S'il y a lieu, les États parties font le nécessaire pour garantir la sécurité et l'intégrité des personnes et/ou des organismes de prévention et/ou de protection et de réadaptation des victimes de telles infractions.

6. Aucune des dispositions du présent article ne porte atteinte au droit de l'accusé à un procès équitable et impartial ou n'est incompatible avec ce droit.

Art. 9. — 1. Les États parties adoptent ou renforcent, appliquent et diffusent des lois, mesures administratives, politiques et programmes sociaux pour prévenir les infractions visées dans le présent protocole. Une attention spéciale est accordée à la protection des enfants particulièrement exposés à de telles pratiques.

2. Par l'information à l'aide de tous les moyens appropriés, l'éducation et la formation, les États parties sensibilisent le grand public, y compris les enfants, aux mesures propres à prévenir les pratiques proscrites par le présent protocole et aux effets néfastes de ces dernières. Pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent article, les État parties encouragent la participation des communautés et, en particulier, des enfants et des enfants victimes, à ces programmes d'information, d'éducation et de formation, y compris au niveau international.

3. Les États parties prennent toutes les mesures possibles pour assurer toute l'assistance appropriée aux victimes des infractions visées dans le présent protocole, notamment leur pleine réinsertion sociale et leur plein rétablissement physique et psychologique.

4. Les États parties veillent à ce que tous les enfants victimes des infractions décrites dans le présent protocole aient accès à des procédures leur permettant, sans discrimination, de réclamer réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables.

5. Les États parties prennent des mesures appropriées pour interdire efficacement la production et la diffusion de matériels qui font la publicité des pratiques proscrites dans le présent protocole.

Art. 10. — 1. Les États parties prennent toutes les mesures nécessaires pour renforcer la coopération internationale par des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux ayant pour objet de prévenir, identifier, poursuivre et punir les responsables d'actes liés à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants, à la pornographie et au tourisme pédophiles, ainsi que d'enquêter sur de tels actes. Les États parties favorisent également la coopération et la coordination internationales entre leurs autorités, les organisations non gouvernementales nationales et internationales et les organisations internationales.

2. Les États parties encouragent la coopération internationale pour aider à la réadaptation physique et psychologique des enfants victimes, à leur réinsertion sociale et à leur rapatriement.

3. Les États parties s'attachent à renforcer la coopération internationale pour éliminer les principaux facteurs, notamment la pauvreté et le sous-développement, qui rendent les enfants vulnérables à la vente, à la prostitution, à la pornographie et au tourisme pédophiles.

4. Les États parties qui sont en mesure de le faire fournissent une aide financière, technique ou autre dans le cadre des programmes existants, multilatéraux, régionaux, bilatéraux ou autres.

Art. 11. — Aucune des dispositions du présent protocole ne porte atteinte aux dispositions plus propices à la réalisation des droits de l'enfant qui peuvent figurer:

a) dans la législation d'un État partie;

b) dans le droit international en vigueur pour cet État.

Art. 12. — 1. Chaque État partie présente, dans les deux à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole à son égard, un rapport au comité des droits de l'enfant contenant des renseignements détaillés sur les mesures qu'il a prises pour donner effet aux dispositions du protocole.

2. Après la présentation de son rapport détaillé, chaque État partie inclut dans les rapports qu'il présente au comité des droits de l'enfant, conformément à l'article 44 de la convention, tout complément d'information concernant l'application du présent protocole. Les autres États parties au protocole présentent un rapport tous les cinq ans.

3. Le comité des droits de l'enfant peut demander aux États parties un complément d'information concernant l'application du présent protocole.

Art. 13. — 1. Le présent protocole est ouvert à la signature de tout État qui est partie à la convention ou qui l'a signée.

2. Le présent protocole est soumis à la ratification et est ouvert à la l'adhésion de tout État qui est partie à la convention ou qui l'a signée. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Art. 14. — 1. Le présent protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent protocole ou y adhéreront après son entrée en vigueur, le protocole entrera en vigueur un mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. 15. — 1. Tout État partie peut, à tout moment, dénoncer le présent protocole par notification écrite adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui en informe les autres États parties à la convention et tous les États qui l'ont signée. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification a été reçue par le secrétaire général.

2. La dénonciation ne dégage pas l'État partie qui en est l'auteur des obligations que lui impose le protocole au regard de toute infraction survenue avant la date à laquelle la dénonciation prend effet, pas plus qu'elle n'entrave en aucune manière la poursuite de l'examen de toute question dont le comité des droits de l'enfant serait déjà saisi avant cette date.

Art. 16. — 1. Tout État partie peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Celui-ci communique alors la proposition d'amendement aux États parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle conférence, le secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations unies. Tout amendement adopté par la majorité des États parties présents et votant à la conférence est soumis à l'assemblée générale des Nations unies pour approbation.

2. Tout amendement adopté conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article entre en vigueur lorsqu'il a été approuvé par l'assemblée générale et accepté par une majorité des deux tiers des États parties.

3. Lorsqu'un amendement entre en vigueur, il a force obligatoire pour les États parties qui l'ont accepté, les autres États demeurant liés par les dispositions du présent protocole et par tous amendements antérieurs acceptés par eux.

Art. 17. — 1. Le présent protocole, dont les textes anglais, arable, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations unies.

2. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies transmettra une copie certifiée conforme du présent protocole à tous les États parties à la convention et à tous les États qui l'ont signée.

---

11 juillet 1990. – CHARTE africaine des droits et du bien-être de l'enfant. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 2001, p. 40)

PREMIÈRE PARTIE
DROITS ET DEVOIRS

CHAPITRE PREMIER
DROITS ET PROTECTION DE L'ENFANT

Art. 1er. — *Obligations des États membres*

1. Les États membres de l'Organisation de l'unité africaine, parties à la présente charte, reconnaissent les droits, libertés et devoirs consacrés dans la présente charte et s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à leurs procédures constitutionnelles et aux dispositions de la présente charte, pour adopter toutes les mesures législatives ou autres nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente charte.

2. Aucune disposition de la présente charte n'a d'effet sur une quelconque disposition plus favorable à la réalisation des droits et de la protection de l'enfant figurant dans la législation d'un État partie ou dans tout autre convention ou accord international en vigueur dans ledit État.

3. Toute coutume, tradition, pratique culturelle ou religieuse incompatible avec les droits, devoirs et obligations énoncés dans la présente charte doit être découragée dans le mesure de cette incompatibilité.

Art. 2. — *Définition de l'enfant*

Aux termes de la présente charte, on entend par «enfant» tout être humain âgé de moins de 18 ans.

Art. 3. — *Non-discrimination*

Tout enfant a droit de jouir de tous les droits et libertés reconnus et garantis par la présente charte, sans distinction de race, de groupe ethnique, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'appartenance politique ou autre opinion, d'origine nationale et sociale, de fortune, de naissance ou autre statut, et sans distinction du même ordre pour ses parents ou son tuteur légal.

Art. 4. — *Intérêt supérieur de l'enfant*

1. Dans toute action concernant un enfant entreprise par une quelconque personne ou autorité, l'intérêt de l'enfant sera la considération primordiale.

2. Dans toute procédure judiciaire ou administrative affectant un enfant qui est capable de communiquer, on fera en sorte que les vues de l'enfant puissent être entendues soit directement, soit par le truchement d'un représentant impartial qui prendra part à la procédure, et ses vues seront prises en considération par l'autorité compétente conformément aux dispositions des lois applicables en la matière.

Art. 5. — *Survie et développement*

1. Tout enfant a droit à la vie. Ce droit est imprescriptible. Ce droit est protégé par la loi.

2. Les États partie à la présente charte assurent, dans toute la mesure du possible, la survie, la protection et le développement de l'enfant.

3. La peine de mort n'est pas prononcée pour les crimes commis par des enfants.

Art. 6. — *Nom et nationalité*

1. Tout enfant a droit à un nom dès sa naissance.

2. Tout enfant est enregistré immédiatement après sa naissance.

3. Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité.

4. Les États parties à la présente charte s'engagent à veiller à ce que leurs législations reconnaissent le principe selon lequel un enfant a droit d'acquérir la nationalité de l'État sur le territoire duquel il/elle est né(e) si, au moment de sa naissance, il/elle ne peut prétendre à la nationalité d'aucun autre État conformément à ses lois.

Art. 7. — *Liberté d'expression*

Tout enfant qui est capable de communiquer se verra garantir le droit d'exprimer ses opinions librement dans tous les domaines et de faire connaître ses opinions sous réserve des restrictions prévues par la loi.

Art. 8. — *Liberté d'association*

Tout enfant a droit à libre association et à liberté de rassemblement pacifique conformément à la loi.

Art. 9. — *Liberté de pensée, de conscience et de religion*

1. Tout enfant a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

2. Les parents et, le cas échéant, le tuteur légal, devront fournir conseils et orientations dans l'exercice de ces droits d'une façon et dans la mesure compatible avec l'évolution des capacités et l'intérêt majeur de l'enfant.

3. Les État parties à la présente charte devront respecter l'obligation des parents et, le cas échéant, du tuteur, de fournir conseils et orientations dans la jouissance de ces droits, conformément aux lois et politiques nationales applicables en la matière.

Art. 10. — *Protection de la vie privée*

Aucun enfant ne peut être soumis à une ingérence arbitraire ou illégale dans sa vie privée, sa famille, son foyer ou sa correspondance, ni à des atteintes à son honneur ou à sa réputation, étant entendu toutefois que les parents gardent le droit d'exercer un contrôle raisonnable sur la conduite de leur enfant. L'enfant a le droit à la protection de la loi contre de telles ingérences ou atteintes.

Art. 11. — *Éducation*

1. Tout enfant a droit à l'éducation.

2. L'éducation de l'enfant vise à:

a) promouvoir et développer la personnalité de l'enfant, ses talents ainsi que ses capacités mentales et physiques jusqu'à leur plein épanouissement;

b) encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment de ceux qui sont énoncés dans les dispositions des divers instruments africains relatifs aux droits de l'homme et des peuples et dans les déclarations et conventions internationales sur les droits de l'Homme;

c) la préservation et le renforcement des valeurs morales, traditionnelles et culturelles africaines positives;

d) préparer l'enfant à mener une vie responsable dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de tolérance, de dialogue, de respect mutuel et d'amitié entre les peuples, et entre les groupes ethniques, les tribus et les communautés religieuses;

e) préserver l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale;

f) promouvoir et instaurer l'unité et la solidarité africaines;

g) susciter le respect pour l'environnement et les ressources naturelles;

h) promouvoir la compréhension des soins de santé primaires par l'enfant.

3. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures appropriées en vue de parvenir à la pleine réalisation de ce droit et, en particulier, ils s'engagent à:

a) fournir un enseignement de base gratuit et obligatoire;

b) encourager le développement de l'enseignement secondaire sous différentes formes et le rendre progressivement gratuit et accessible à tous;

c) rendre l'enseignement supérieur accessible à tous, compte tenu des capacités et des aptitudes de chacun, par tous les moyens appropriés;

d) prendre des mesures pour encourager la fréquentation régulière des établissements scolaires et réduire le taux d'abandons scolaires;

e) prendre des mesures spéciales pour veiller à ce que les enfants féminins doués et défavorisés aient un accès égal à l'éducation dans toutes les couches sociales.

4. Les États parties à la présente charte respectent les droits et devoirs des parents et, le cas échéant, ceux du tuteur légal, de choisir pour leurs enfants un établissement scolaire autre que ceux établis par les autorités publiques, sous réserve que celui-ci réponde aux normes minimales approuvées par l'État, pour assurer l'éducation religieuse et morale de l'enfant d'une manière compatible avec l'évolution de ses capacités.

5. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures approrpriées pour veiller à ce qu'un enfant soumis à la discipline d'un établissement scolaire ou de ses parents soit traité avec humanité et avec respect pour la dignité inhérente de l'enfant, et conformément à la présente charte.

6. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que les filles qui deviennent enceintes avant d'avoir achevé leur éducation aient la possibilité de la poursuivre compte tenu de leurs aptitudes individuelles.

7. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme allant à l'encontre de la liberté d'un individu ou d'une institution de créer et de diriger un établissement d'enseignement, sous réserve que les principes énoncés au paragraphe 1 du présent article soient respectés et que l'enseignement dispensé dans cet établissement respecte les normes minimales fixées par l'État compétent.

Art. 12. — *Loisirs, activités récréatives et culturelles*

1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant au repos et aux loisirs, le droit de se livrer à des jeux et des activités récréatives convenant à son âge, et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

2. Les États parties respectent et favorisent le droit de l'enfant à participer pleinement à la vie culturelle et artistique en favorisant l'éclosion d'activités culturelles, artistiques, récréatives et de loisirs appropriés, accessibles à tous.

Art. 13. — *Enfants handicapés*

1. Tout enfant qui est mentalement ou physiquement handicapé a droit à des mesures spéciales de protection correspondant à ses besoins physiques et moraux et dans des conditions qui garantissent sa dignité et qui favorisent son autonomie et sa participation active à la vie communautaire.

2. Les États parties à la présente charte s'engagent, dans la mesure des ressources disponibles, à fournir à l'enfant handicapé et à ceux qui sont chargés de son entretien, l'assistance qui aura été demandée et qui est appropriée compte tenu de la condition de l'enfant et veilleront, notamment, à ce que l'enfant handicapé ait effectivement accès à la formation, à la préparation à la vie professionnelle et aux activités récréatives d'une manière propre à assurer le plus pleinement possible son intégration sociale, son épanouissement individuel et son développement culturel et moral.

3. Les États parties à la présente charte utilisent les ressources dont ils disposent en vue de donner progressivement la pleine commodité de mouvement aux handicapés mentaux ou physiques et de leur permettre l'accès aux édifices publics construits en élévation et aux autres lieux auxquels les handicapés peuvent légitimement souhaiter avoir accès.

Art. 14. — *Santé et services médicaux*

1. Tout enfant a le droit de jouir du meilleur état de santé physique, mental et spirituel possible.

2. Les États parties à la présente charte s'engagent à poursuivre le plein exercice de ce droit, notamment en prenant des mesures aux fins ci-après:

a) réduire la mortalité prénatale et infantile;

b) assurer la fourniture de l'assistance médicale et des soins de santé nécessaires à tous les enfants, en mettant l'accent sur le développement des soins de santé primaires;

c) assurer la fourniture d'une alimentation adéquate et d'eau potable;

d) lutter contre la maladie et la malnutrition dans le cadre des soins de santé primaires moyennant l'application des techniques appropriées;

e) dispenser des soins appropriés aux femmes enceintes et aux mères allaitantes;

f) développer la prophylaxie et l'éducation et les services de planification familiale;

g) intégrer les programmes de services de santé de base dans les plans de développement national;

h) veiller à ce que tous les secteurs de la société, en particulier les parents, les dirigeants de communautés d'enfants et les agents communautaires soient informés et encouragés à utiliser les connaissances alimentaires en matière de santé et de nutrition de l'enfant: avantages de l'allaitement au sein, hygiène et hygiène du milieu et prévention des accidents domestiques et autres;

i) associer activement les organisations non - gouvernementales, les communautés locales et les populations bénéficiaires à la planification et à la gestion des programmes de services de base pour les enfants;

j) soutenir par des moyens techniques et financiers la mobilisation des ressources des communautés locales en faveur du développement des soins de santé primaires pour les enfants.

Art. 15. — *Travail des enfants*

1. L'enfant est protégé de toute forme d'exploitation économique et de l'exercice d'un travail qui comporte probablement des dangers ou qui risque de perturber l'éducation de l'enfant ou de compromettre sa santé ou son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

2. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures législatives et administratives appropriées, pour assurer la pleine application du présent article, qui visent aussi bien le secteur officiel et informel que le secteur parallèle de l'emploi, compte tenu des dispositions pertinentes des instruments de l'Organisation internationale du travail touchant les enfants. Les parties s'engagent notamment:

a) à fixer, par une loi à cet effet, l'âge minimal requis pour être admis à exercer tel ou tel emploi;

b) à adopter des règlements appropriés concernant les heures de travail et les conditions d'emploi;

c) à prévoir des pénalités appropriées ou autres sanctions pour garantir l'application effective du présent article;

d) à favoriser la diffusion d'informations sur les risques que comporte l'emploi d'une main-d'œuvre infantile, à tous les secteurs de la communauté.

Art.16. — *Protection contre l'abus et les mauvais traitements*

1. Les États parties à la présente charte prennent des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives spécifiques pour protéger l'enfant contre toute forme de tortures, traitements inhumains et dégradants et en particulier, toute forme d'atteinte ou d'abus physique ou mental, de négligence ou de mauvais traitements y compris les sévices sexuels, lorsqu'il est confié à la garde

d'un parent, d'un tuteur légal, de l'autorité scolaire ou de toute autre personne ayant la garde de l'enfant.

2. Les mesures protection prévues en vertu du présent article comprennent des procédures effectives pour la création d'organismes de surveillance spéciaux chargés de fournir à l'enfant et à ceux qui en ont la charge le soutien nécessaire ainsi que d'autres formes de mesures préventives, et pour la détection et le signalement des cas de négligences ou de mauvais traitements infligés à un enfant, l'engagement d'une procédure judiciaire et d'une enquête à ce sujet, le traitement du cas et son suivi.

Art. 17. — *Administration de la justice pour mineurs*

1. Tout enfant accusé ou déclaré coupable d'avoir enfreint la loi pénale a droit à un traitement spécial compatible avec le sens qu'a l'enfant de sa dignité et de sa valeur et propre à renforcer le respect de l'enfant pour les droit de l'homme et les libertés fondamentales des autres.

2. Les États parties à la présente charte doivent en particulier:

a) veiller à ce qu'aucun enfant qui est détenu ou emprisonné, ou qui est autrement dépourvu de sa liberté ne soit soumis à la torture ou à des traitements ou châtiments inhumains ou dégradants;

b) veiller à ce que les enfants soient séparés des adultes sur les lieux de détention ou d'emprisonnement;

c) veiller à ce que tout enfant accusé d'avoir enfreint la loi pénale:

i) soit présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été dûment reconnu coupable;

ii) soit informé promptement et en détail des accusations portées contre lui et bénéficie des services d'un interprète s'il ne peut comprendre la langue utilisée;

iii) reçoive une assistance légale ou autre appropriée pour préparer et présenter sa défense;

iv) voie son cas tranché aussi rapidement que possible par un tribunal impartial et, s'il est reconnu coupable, ait la possibilité de faire appel auprès d'un tribunal de plus haute instance;

v) ne soit pas forcé à témoigner ou à plaider coupable;

d) interdire à la presse et au public d'assister au procès.

3. Le but essentiel du traitement de l'enfant durant le procès, et aussi s'il est déclaré coupable d'avoir enfreint la loi pénale, est son amendement; sa réintégration au sein de sa famille et sa réhabilitation sociale.

4. Un âge minimal doit être fixé, en - deçà duquel les enfants sont présumés ne pas avoir la capacité d'enfreindre la loi pénale.

Art. 18. — *Protection de la famille*

1. La famille est la cellule de base naturelle de la société. Elle doit être protégée et soutenue par l'État pour son installation et son développement.

2. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures appropriées pour assurer l'égalité des droits et des responsabilités des époux à l'égard des enfants durant le mariage et pendant sa dissolution. En cas de dissolution, des dispositions sont prises pour assurer la protection des enfants.

3. Aucun enfant ne peut être privé de son entretien en raison du statut marital de ses parents.

Art. 19. — *Soins et protection par les parents*

1. Tout enfant a droit à la protection et aux soins de ses parents et, si possible, réside avec ces derniers. Aucun enfant ne peut être séparé de ses parents contre son gré, sauf si l'autorité judiciaire décide, conformément aux lois applicables en la matière, que cette séparation est dans l'intérêt même de l'enfant.

2. Tout enfant qui est séparé de l'un de ses parents ou des deux, a le droit de maintenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents régulièrement.

3. Si la séparation résulte de l'action d'un État partie, celui-ci doit fournir à l'enfant ou à défaut, à un autre membre de la famille, les renseignements nécessaires concernant le lieu de résidence du ou des membres de la famille qui sont absents. Les États parties veilleront également à ce que la soumission d'une telle requête n'ait pas de conséquences fâcheuses pour la (ou les) personne(s) au sujet de laquelle cette requête est formulée.

4. Si un enfant est appréhendé par un État partie, ses parents ou son tuteur en sont informés par ledit État le plus rapidement possible.

Art. 20. — *Responsabilité des parents*

1. Les parents ou autre personne chargée de l'enfant sont responsables au premier chef de son éducation et de son épanouissement et ont le devoir:

a) de veiller à ne jamais perdre de vue les intérêts de l'enfant;

b) d'assurer, compte tenu de leurs aptitudes et de leurs capacités financières, les conditions de vie indispensables à l'épanouissement de l'enfant;

c) de veiller à ce que la discipline domestique soit administrée de manière à ce que l'enfant soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité humaine.

2. Les États parties à la présente charte, compte tenu de leurs moyens et de leur situation nationale, prennent toutes les mesures appropriées pour:

a) assister les parents ou autres personnes responsables de l'enfant et, en cas de besoin, prévoir des programmes d'assistance matérielle et de soutien notamment en ce qui concerne la nutrition, la santé, l'éducation, l'habillement et le logement;

b) assister les parents ou autres personnes responsables de l'enfant pour les aider à s'acquitter de leurs tâches vis-à-vis de l'enfant, et assurer le développement d'institutions qui se chargent de donner des soins aux enfants;

c) veiller à ce que les enfants des familles où les deux parents travaillent, bénéficient d'installations et de services de garderie.

Art. 21. — *Protection contre les pratiques négatives sociales et culturelles*

1. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures appropriées pour abolir les coutumes et les pratiques négatives, culturelles et sociales qui sont au détriment du bien-être, de la dignité, de la croissance et du développement normal de l'enfant, en particulier:

a) les coutumes et pratiques préjudiciables à la santé, voire à la vie de l'enfant;

b) les coutumes et pratiques qui constituent une discrimination à l'égard de certains enfants, pour des raisons de sexe ou autres raisons.

2. Les mariages d'enfants et la promesse de jeunes filles et garçons en mariage sont interdits et des mesures effectives, y compris des lois, sont prises pour spécifier que l'âge minimal requis pour le mariage est de 18 ans et pour rendre obligatoire l'enregistrement de tous les mariages dans un registre officiel.

Art. 22. — *Conflits armés*

1. Les États parties à la présente charte s'engagent à respecter, et à faire respecter les règles du droit international humanitaire applicables en cas de conflits armés qui affectent particulièrement les enfants.

2. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce qu'aucun enfant ne prenne directement part aux hostilités, et en particulier à ce qu'aucun enfant ne soit enrôlé sous les drapeaux.

3. Les États parties à la présente charte doivent, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de droit international humanitaire, protéger la population civile en cas de conflit armé et prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection et le soin des enfants qui sont affectés par un conflit armé. Ces dispositions s'appliquent aussi aux enfants dans des situations de conflits armés internes, de tensions ou de troubles civils.

Art. 23. — *Enfants réfugiés*

1. Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce qu'un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié, ou qui est considéré comme réfugié en vertu du droit international ou national applicable en la matière reçoive, qu'il soit accompagné ou non par ses parents, un tuteur légal ou un proche parent, la protection et l'assistance humanitaire à laquelle il peut prétendre dans l'exercice des droits qui lui sont reconnus par la présente charte et par tout autre instrument international relatif aux droits de l'homme et au droit humanitaire auquel les État sont parties.

2. Les États parties aident les organisations internationales chargées de protéger et d'assister les réfugiés dans leurs efforts pour protéger et assister les enfants visés au paragraphe 1 du présent article et pour retrouver les parents ou les proches d'enfants réfugiés non accompagnés en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour les remettre à leur famille.

3. Si aucun parent, tuteur légal ou proche parent ne peut être trouvé, l'enfant se verra accorder la même protection que tout autre enfant privé, temporairement ou en permanence, de son milieu familial pour quelque raison que ce soit.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent *mutatis mutandis* aux enfants déplacés à l'intérieur d'un pays, que ce soit par la suite d'une catastrophe naturelle, d'un conflit interne, de troubles civils, d'un écroulement de l'édifice économique et social, ou de toute autre cause.

Art. 24. — *Adoption*

Les États parties qui reconnaissent le système de l'adoption veillent à ce que l'intérêt de l'enfant prévale dans tous les cas et ils s'engagent notamment à:

a) créer des institutions compétentes pour décider des questions d'adoption et veiller à ce que l'adoption soit effectuée conformément aux lois et procédures applicables en la matière et sur la base de toutes les informations pertinentes et fiables disponibles permettant de savoir si l'adoption peut être autorisée compte tenu du statut de l'enfant vis-à-vis de ses parents, de ses proches parents et de son tuteur et si, le cas échéant, les personnes concernées ont consenti en connaissance de cause à l'adoption après avoir été conseillées de manière appropriée;

b) reconnaître que l'adoption transnationale dans les pays qui ont ratifié la convention internationale ou la présente charte ou y ont adhéré, peut être considérée comme un dernier recours pour assurer l'entretien de l'enfant, si celui-ci ne peut être placé dans une famille d'accueil ou une famille adoptive, ou s'il est impossible de prendre soin de l'enfant d'une manière appropriée dans son pays d'origine;

c) veiller à ce que l'enfant affecté par une adoption transnationale jouisse d'une protection et de normes équivalentes à celles qui existent dans le cas d'une adoption nationale;

d) prendre toutes les mesures appropriées pour que, en cas d'adoption transnationale, ce placement ne donne pas lieu à un trafic ni à un gain financier inapproprié pour ceux qui cherchent à adopter un enfant;

e) promouvoir les objectifs du présent article en concluant des accords bilatéraux ou multilatéraux, et s'attacher à ce que, dans ce cadre, le placement d'un enfant dans un autre pays soit mené à bien par les autorités ou organismes compétents;

f) créer un mécanisme chargé de surveiller le bien-être de l'enfant adopté.

Art. 25. — *Séparation d'avec les parents*

1. Tout enfant qui est, en permanence ou temporairement, privé de son environnement familial pour quelque raison que ce soit, a droit à une protection et une assistance spéciales.

2. Les États parties à la présente charte s'engagent à veiller à:

a) ce qu'un enfant qui est orphelin ou qui est en permanence ou temporairement privé de son milieu familial, ou dont l'intérêt exige qu'il soit retiré de ce milieu, reçoive des soins familiaux de remplacement, qui pourraient comprendre notamment le placement dans une institution convenable assurant le soin des enfants;

b) ce que toutes les mesures nécessaires soient prises pour retrouver et réunir l'enfant avec les parents là où la séparation est causée par un déplacement interne et externe provoqué par des conflits armés ou des catastrophes naturelles.

3. Si l'on envisage de placer un enfant dans une structure d'accueil ou d'adoption, en considérant l'intérêt de l'enfant, on ne perdra pas de vue qu'il est souhaitable d'assurer une continuité dans l'éducation de l'enfant et on ne perdra pas de vue les origines ethniques, religieuses et linguistiques de l'enfant.

Art. 26. — *Protection contre l'apartheid et la discrimination*

1. Les États parties à la présente charte s'engagent, individuellement et collectivement, à accorder la plus haute priorité aux besoins spéciaux des enfants qui vivent sous le régime d'apartheid.

2. Les États parties à la présente charte s'engagent en outre, individuellement et collectivement, à accorder la plus haute priorité aux besoins spéciaux des enfants qui vivent sous des régimes pratiquant la discrimination raciale, ethnique, religieuse ou toutes autres formes de discrimination ainsi que dans les États sujets à la déstabilisation militaire.

3. Les États parties s'engagent à fournir, chaque fois que possible, une assistance matérielle à ces enfants et à orienter leurs efforts vers

l'élimination de toutes les formes de discrimination et d'apartheid du continent africain.

Art. 27. — *Exploitation sexuelle*

1. Les États parties à la présente charte s'engagent à protéger l'enfant contre toute forme d'exploitation ou de mauvais traitements sexuels et s'engagent en particulier à prendre des mesures pour empêcher:

a) l'incitation, la coercition ou l'encouragement d'un enfant à s'engager dans toute activité sexuelle;

b) l'utilisation d'enfants à des fins de prostitution ou toute autre pratique sexuelle;

c) l'utilisation d'enfants dans des activités et des scènes ou publications pornographiques.

Art. 28. — *Consommation de drogues*

Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures appropriées pour protéger l'enfant contre l'usage illicite de substances narcotiques et psychotropes telles que définies dans les traités internationaux pertinents, et pour empêcher l'utilisation des enfants dans la production et le trafic de ces substances.

Art. 29. — *Vente, traite, enlèvement et mendicité*

Les États parties à la présente charte prennent toutes les mesures appropriées pour empêcher:

a) l'enlèvement, la vente ou le trafic d'enfants à quelque fin que ce soit ou sous toute forme que ce soit, *ou sous toute forme que ce soit*, y compris leurs parents ou leur tuteur légal;

– Texte conforme au *J.O.Z.*

b) l'utilisation des enfants dans la mendicité.

Art. 30. — *Enfants des mères emprisonnées*

Les États parties à la présente charte s'engagent à prévoir un traitement spécial pour les femmes enceintes et les mères de nourrissons et de jeunes enfants qui ont été accusées ou jugées coupables d'infraction à la loi pénale et s'engagent en particulier à:

a) veiller à ce qu'une peine autre qu'une peine d'emprisonnement soit envisagée d'abord dans tous les cas lorsqu'une sentence est rendue contre ces mères;

b) établir et promouvoir des mesures changeant l'emprisonnement en institution pour le traitement de ces mères;

c) créer des institutions spéciales pour assurer la détention de ces mères;

d) veiller à interdire qu'une mère soit emprisonnée avec son enfant;

e) veiller à interdire qu'une sentence de mort soit rendue contre ces mères;

f) veiller à ce que le système pénitencier ait essentiellement pour but la réforme, la réintégration de la mère au sein de sa famille et la réhabilitation sociale.

Art. 31. — *Responsabilités des enfants*

Tout enfant a des responsabilités envers sa famille, la société, l'État et toute autre communauté reconnue légalement ainsi qu'envers la communauté internationale. L'enfant, selon, son âge et ses capacités, et sous réserve des restrictions contenues dans la présente charte, a le devoir:

a) d'œuvrer pour la cohésion de sa famille, de respecter ses parents, ses supérieurs et les personnes âgées en toutes circonstances et les assister en cas de besoin;

b) de servir sa communauté nationale en plaçant ses capacités physiques et intellectuelles à sa disposition;

c) de préserver et de renforcer la solidarité de la société et de la nation;

d) de préserver et de renforcer les valeurs culturelles africaines dans ses rapports avec les autres membres de la société, dans un esprit de tolérance, de dialogue et de consultation, de contribuer au bien-être moral de la société;

e) de préserver et de renforcer l'indépendance nationale et l'intégrité de son pays;

f) de contribuer au mieux de ses capacités, en toutes circonstances et à tous les niveaux, à promouvoir et à réaliser l'unité africaine.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE 2
CRÉATION ET ORGANISATION D'UN COMITÉ SUR LES DROITS ET LE BIEN-ÊTRE DE L'ENFANT

Art. 32. — *Le comité*

Un comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant ci-après dénommé «le comité» est créé auprès de l'Organisation de l'unité africaine pour promouvoir et protéger les droits et le bien-être de l'enfant.

Art. 33. — *Composition*

1. Le comité est composé de onze membres ayant les plus hautes qualités de moralité, d'intégrité, d'impartialité et de compétence pour toutes les questions concernant les droits et le bien-être de l'enfant.

2. Les membres du comité siègent à titre personnel.

3. Le comité ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même État.

Art. 34. — *Élection*

Dès l'entrée en vigueur de la présente charte, les membres du comité sont élus au scrutin secret par la conférence des chefs d'État et de gouvernement sur une liste de personnes présentée à cet effet par les États parties à la présente charte.

Art. 35. — *Candidats*

Chaque État partie à la présente charte peut présenter deux candidats au plus. Les candidats doivent être des ressortissants de l'un des États parties à la présente charte. Quand deux candidats sont présentés par un État, l'un des deux ne peut être national de cet État.

Art. 36. — 1. Le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine invite les États parties à la présente charte à procéder, dans un délai d'au moins six mois avant les élections, à la présentation des candidats au comité.

2. Le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine dresse la liste alphabétique des candidats et la communique aux chefs d'État et de gouvernement au moins deux mois avant les élections.

Art. 37. — *Durée du mandat*

1. Les membres du comité sont élus pour un mandat de cinq ans et ne peuvent être rééligibles. Toutefois, le mandat de quatre des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans et le mandat des six autres au bout de quatre ans.

2. Immédiatement après la première élection, les noms des membres visés à l'alinéa 1 du présent article sont tirés au sort par le président de la conférence.

3. Le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine convoque la première réunion du comité au siège de l'organisation, dans les six mois suivant l'élection des membres du comité et, ensuite, le comité se réunit chaque fois que nécessaire sur convocation de son président, au moins une fois par an.

Art. 38. — *Bureau*

1. Le comité établit son règlement intérieur.

2. Le comité élit son bureau pour une période de deux ans.

3. Le quorum est constitué par sept membres du comité.

4. En cas de partage égal des voix, le président a une vois prépondérante.

5. Les langues de travail du comité sont les langues officielles de l'OUA.

Art. 39. — Si un membre du comité laisse son poste vacant pour quelque raison que ce soit avant que son mandat soit venu à terme, l'État qui aura désigné ce membre en désignera un autre parmi ses ressortissants pour servir pendant la durée du mandat qui restera à courir, sous réserve de l'approbation de la conférence.

Art. 40. — *Secrétariat*

Le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine désigne un secrétaire du comité.

Art. 41. — *Privilèges et immunités*

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du comité jouissent des privilèges et immunités prévus dans la convention générale sur les privilèges et immunités de l'Organisation de l'unité africaine.

CHAPITRE 3
MANDAT ET PROCÉDURE DU COMITÉ

Art. 42. — *Mandat*

Le comité a pour mission de:

a) promouvoir et protéger les droits consacrés dans la présente charte et notamment:

i) rassembler les documents, et les informations, faire procéder à des évaluations interdisciplinaires concernant les problèmes africains dans le domaine des droits et de la protection de l'enfant, organiser des réunions, encourager les institutions nationales et locales compétentes en matière de droits et de protection de l'enfant, et au besoin, faire connaître ses vues et présenter des recommandations aux gouvernements;

ii) élaborer et formuler des principes et des règles visant à protéger les droits et le bien-être de l'enfant en Afrique;

iii) coopérer avec d'autres institutions et organisations africaines internationales et régionales s'occupant de la promotion et de la protection des droits et du bien-être de l'enfant;

b) suivre l'application des droits consacrés dans la présente charte et veiller à leur respect;

c) interpréter les dispositions de la présente charte à la demande des États parties, des institutions de l'Organisation de l'unité africaine ou de toute autre institution reconnue par cette organisation ou par un État membre;

d) s'acquitter de toute autre tâche qui pourrait lui être confiée par la conférence des chefs d'État et de gouvernement, par le secrétaire général de l'OUA ou par tout autre organe de l'OUA.

Art. 43. — *Soumission des rapports*

1. Tout État partie à la présente charte s'engage à soumettre au comité par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet aux dispositions de la présente charte ainsi que sur les progrès réalisés dans l'exercice de ces droits:

a) dans les deux ans qui suivront l'entrée en vigueur de la présente charte pour l'État partie concerné;

b) ensuite, tous les trois ans.

2. Tout rapport établi en vertu du présent article doit:

a) contenir suffisamment d'informations sur la mise en œuvre de la présente charte dans le pays considéré;

b) indiquer, le cas échéant, les facteurs et les difficultés qui entravent le respect des obligations prévues par la présente charte.

3. Un État partie qui aura présenté un premier rapport complet au comité n'aura pas besoin, dans les rapports qu'il présentera ultérieurement en application du paragraphe 1, *a)*, du présent article, de répéter les renseignements de base qu'il aura précédemment fournis.

Art. 44. — *Communications*

1. Le comité est habilité à recevoir des communications concernant toute question traitée par la présente charte, de tout individu, groupe ou organisation non gouvernementale reconnue par l'Organisation de l'unité africaine, par un État membre, ou par l'Organisation des Nations unies.

2. Toute communication adressée au comité contiendra le nom et l'adresse de l'auteur et sera examinée de façon confidentielle.

Art. 45. — *Investigation*

1. Le comité peut recourir à toute méthode appropriée pour enquêter sur toute question relevant de la présente charte, demander aux États parties toute information pertinente sur l'application de la présente charte et recourir à toute méthode appropriée pour enquêter sur les mesures adoptées par un État partie pour appliquer la présente charte.

2. Le comité soumet à chacune des sessions ordinaires de la conférence des chefs d'État et de gouvernement un rapport sur ses activités.

3. Le comité publie son rapport après examen par la conférence des chefs d'État et de gouvernement.

4. Les États parties assurent aux rapports du comité une large diffusion dans leur propre pays.

CHAPITRE 4
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 46. — *Sources d'inspiration*

Le comité s'inspire du droit international relatif aux droits de l'homme, notamment des dispositions de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de la charte de l'Organisation de l'unité africaine, de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, de la Convention internationale sur les droits de l'enfant et d'autres instruments adoptés par l'Organisation des Nations unies et par les pays africains dans le domaine des droits de l'Homme ainsi que des valeurs du patrimoine traditionnel et culturel africain.

Art. 47. — *Signature, ratification ou adhésion, entrée en vigueur*

1. La présente charte est ouverte à la signature des États membres de l'Organisation de l'unité africaine.

2. La présente charte sera soumise à la ratification ou à l'adhésion des États membres de l'OUA. Les instruments de ratification ou d'adhésion à la présente charte seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine.

3. La présente charte entrera en vigueur dans les 30 jours suivant la réception par le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine des instruments de ratification ou d'adhésion de 15 États membres de l'Organisation de l'unité africaine.

Art. 48. — *Amendement et révision*

1. La présente charte peut être amendée ou révisée si un État partie envoie à cet effet une demande écrite au secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, sous réserve que l'amendement proposé soit soumis à la conférence des chefs d'État et de gouvernement pour examen après que tous les États parties en ont été dûment avisés et après que le comité a donné son opinion sur l'amendement proposé.

2. Tout amendement est adopté à la majorité simple des États parties.

---

5 avril 1994. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 017/CAB/MJCA/94 portant gestion des centres de production du ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts. (*Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts*)

Art. 1er. — La gestion des centres de production en République du Zaïre est confiée à des associations et mouvements de jeunes reconnus par le ministère.

Art. 2. — Il est réservé au ministère dans chaque région, la gestion d'un grand centre de production qui fera l'objet d'un centre pilote.

Art. 3. — Exceptionnellement pour la région du Haut-Zaïre, le centre de production de Kibali Ituri et le centre Madula Matea sont retenus comme centres pilotes.

Art. 4. — La période de la gestion est de cinq ans renouvelable.

Art. 5. — Chaque association qui bénéficie de cette gestion est soumise aux obligations suivantes:

1) accepter un contrôle une fois par trimestre;

2) encadrer les jeunes;

3) transmettre au ministre ayant la jeunesse dans ses attributions, le rapport semestriel des activités de la gestion des centres.

Art. 6. — Le ministère se réserve le droit de retirer la gestion en cas de non-respect des engagements susmentionnés.

Art. 7. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 8. — Le secrétaire général à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

24 février 1996. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/004/96 portant réglementation de la fonction de l'éducateur des centres de production et de formation professionnelle de la jeunesse. (*Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisirs*)

I
DE LA DÉFINITION, DU RECRUTEMENT ET DE LA CARRIÈRE

Art. 1er. — Le ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs dispose à travers les centres de production et de formation professionnelle d'une catégorie du personnel appelé éducateur.

Art. 2. — Est éducateur, l'agent œuvrant au centre de production ou de formation professionnelle pour dispenser des cours, il est recruté exclusivement en fonction de sa spécialité.

Art. 3. — Nul ne peut être recruté comme éducateur s'il ne remplit pas les conditions ci-après:

1. être de nationalité zaïroise;

2. jouir de la plénitude des droits civiques;

3. être de bonne moralité;

4. avoir atteint l'âge de 18 ans et de 40 ans au maximum;

5. être en bonne santé et posséder des aptitudes physiques indispensables pour exercer la fonction d'éducateur;

6. être du niveau de formation correspondant au moins à celui de diplôme d'État ou à un autre titre scolaire jugé équivalent par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 4. — L'éducateur exerce la «carrière plane», c'est-à-dire qu'il accomplit les mêmes fonctions durant toute sa carrière.

Art. 5. — L'éducateur est recruté et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le comité de gestion du centre après autorisation du chef de division régionale ou urbaine.

II
DE LA PÉRIODE PROBATOIRE

Art. 6. — Pour être retenu à titre définitif, l'éducateur doit accomplir une période probatoire dont la durée est de trois mois. Cette période permet à l'autorité compétente de se rendre compte du degré de conscience et d'aptitudes morales et professionnelles de l'éducateur.

Art. 7. — À l'issue de la période probatoire, le chef de section établit un rapport donnant en conclusion ses avis sur l'opportunité de l'acceptation définitive de l'éducateur.

L'éducateur qui n'est pas retenu à titre définitif est licencié d'office sans préavis.

III
DE LA COTATION ET AVANCEMENT

Art. 8. — La cotation est obligatoire pour tout éducateur régi au présent arrêté.

Elle a pour objet d'éclairer l'administration sur l'intégrité, le sens social, la compétence et la conscience professionnelle de l'éducateur.

Elle est attribuée chaque année.

Le chef hiérarchique compétent établit un bulletin qui décrit brièvement les fonctions exercées par l'éducateur pendant l'année écoulée et sa manière de servir. Il propose au chef compétent l'appréciation du mérite qu'il estime devoir attribuer à l'éducateur.

L'appréciation du mérite est synthétisée par l'une des mentions suivantes: «élite, très bon, bon, assez bon, médiocre».

Art. 9. — L'autorité qui établit les bulletins de cotation transmet une copie à l'intéressé dans un délai de 15 jours. Il est loisible à l'éducateur d'introduire, par voie hiérarchique, dans les vingt jours de la réception de la copie de bulletin de cotation, un recours contre l'appréciation du mérite.

Le recours, accompagné des avis des supérieurs hiérarchiques de l'éducateur, est transmis avec le bulletin de cotation à l'autorité compétente pour l'attribution définitive des appréciations. Nul ne peut s'opposer à la transmission d'un recours introduit par l'éducateur sous peine de sanction disciplinaire.

La décision d'attribution définitive de la cotation n'est pas susceptible de recours.

Art. 10. — L'avancement en traitement est accordé annuellement à tout éducateur, sauf celui dont le dernier signalement consiste en appréciation «assez bon ou médiocre».

Le taux de l'augmentation annuelle est respectivement de 3 %, 2 % ou 1 % du traitement selon que l'éducateur a obtenu la cotation «élite, très bon ou bon». Tandis que l'avancement en échelon s'octroie tous les trois ans à tout éducateur qui a obtenu la cotation «élite, très bon, bon».

IV
DE LA RÉMUNÉRATION

Art. 11. — L'éducateur bénéficie d'une rémunération couverte par le budget de l'État. Elle est payée mensuellement.

Art. 12. — Le traitement de l'éducateur est fixé conformément aux correspondances des grades entre ce secteur et celui de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Art. 13. — Il peut être accordé à l'éducateur d'autres primes statutaires par le ministère qui a la jeunesse dans ses attributions.

V
DES AVANTAGES SOCIAUX

Art. 14. — Les avantages sociaux dont bénéficie l'éducateur sont ceux accordés aux agents de carrière des services publics de l'État. Il s'agit notamment de:

• Allocations familiales pour enfants à charge;

• Indemnité de logement;

• Frais médicaux et frais de santé;

• Indemnité de transport;

• Indemnité funéraire.

VI
DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 15. — Tout manquement commis par un éducateur aux devoirs de son état, à l'honneur ou à la dignité de ses fonctions constitue une faute disciplinaire.

Suivant la gravité des faits, les peines disciplinaires applicables à l'éducateur sont:

1. blâme;

2. la retenue du tiers du traitement pour une durée ne dépassant pas un mois;

3. l'exclusion temporaire avec privation de salaire pour une période ne dépassant pas trois mois;

4. la révocation.

Art. 16. — La peine de révocation n'est prononcée que par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Les autres sont prononcées par les chefs hiérarchiques compétents.

VII
DE LA CESSATION DÉFINITIVE DE SERVICE

Art. 17. — La cessation définitive de service entraînant la perte de qualité d'éducateur résulte:

1. de décès;

2. de la révocation;

3. de la démission volontaire;

4. de la démission d'office, c'est-à-dire:

• l'agent dont la nomination est irrégulière;

• qui ne reprend pas le travail après 1 mois d'absence;

• cesse de répondre aux critères de recrutement;

5. de la retraite;

6. de l'inaptitude professionnelle.

VIII
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 18. — Avant d'entrer en fonction, l'éducateur est tenu de signer l'accord d'adhésion au présent arrêté.

Art. 19. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêt sont abrogées. Cette abrogation ne porte pas préjudice aux agents présentement en fonction mais qui ne rempliraient pas les conditions exigées à l'article 3, point 6, du présent arrêté.

Art. 20. — Le secrétaire général à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

22 février 1996. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/005/96 portant organisation, fonctionnement et fixant les critères de reconnaissance et conditions de subsidiation des associations et des mouvements des jeunes. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

I.

De l'organisation administrative des associations et mouvements des jeunes

Art. 1er. — L'association ou le mouvement de jeunesse ci-régie est celle qui se livre à l'éducation, la formation civique, professionnelle, morale et culturelle des jeunes.

Art. 2. — Toute association ou tout mouvement de jeunesse doit posséder des structures définies clairement dans leur statut et dont les grandes lignes se conforment au plan suivant:

a) au plan national:

• assemblée générale: organe législatif. Elle se réunit tous les deux ans. Elle se compose des représentants des régions et du comité national;

• comité national: élu par l'assemblée générale, il est l'organe d'exécution de l'association ou mouvement de jeunesse. Il se réunit tous les mois. Il se compose de 5 à 12 membres dont les fonctions sont clairement déterminées. Leur mandat est de deux ans renouvelable;

b) aux autres plans: (régional, sous-régional, zone, etc.) même plan type.

Art. 3. — L'association ou le mouvement de jeunesse agréé par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions peut bénéficier de l'encadrement du ministère par l'octroi des membres permanents rémunérés par l'État. Le nombre de membres permanents rémunérés par le ministère ne peut dépasser 7 personnes. Il varie entre 3 et 7 unités.

II.

De la reconnaissance

Art. 4. — Pour obtenir l'agrément du ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs, l'association ou mouvement de jeunesse doit satisfaire intégralement aux conditions suivantes:

1. être détenteur d'une personnalité civile déférée par le ministère de la Justice conformément au décret-loi du 18 septembre 1965 relatif aux associations sans but lucratif (ASBL);

– Les associations sans but lucratif sont régies par la loi 004-2001 du 20 juillet 2001 (*J.O.RDC.*, n° spécial, 15 août 2001, p. 7).

2. posséder des statuts conformes au décret-loi précité spécialement en son article 6;

3. être national, c'est-à-dire justifier d'une représentativité suffisante d'au moins 1.000 membres à l'échelon national ou 500 membres à l'échelon régional dont l'âge doit être compris entre 8 et 30 ans;

4. justifier de ses moyens propres et suffisant devant garantir l'existence et le bon fonctionnement de l'association en vue d'atteindre les objectifs qu'elle s'est assigné;

5. poursuivre les buts éducatifs et récréatifs, culturels:

• actions qui tendent à la formation morale, civique, spirituelle, etc.;

• posséder un programme d'action spécifique de formation des cadres ou professionnelle en faveur de la jeunesse désorganisée;

6. ne pas être un mouvement dissident d'un autre ayant un même programme;

7. être apolitique et en activité depuis au moins un an;

8. payer au ministère qui a la jeunesse dans ses attributions les frais d'agrément dont le montant est fixé par le ministère;

9. accepter le contrôle du ministère de la Jeunesse sur la gestion des subventions allouées par l'État et sur les activités poursuivies par l'association.

Art. 5. — L'agrément peut être retiré à tout mouvement de jeunesse qui ne se conforme plus aux dispositions de l'article 4.

Art. 6. — Les associations ou mouvements de jeunesse reconnus antérieurement sont obligés de se conformer aux présentes dispositions endéans six mois (6); dépassés ce délai, l'agrément leur sera retiré.

Art. 7. — Le droit d'agrément des associations ou des mouvements de jeunesse est réservé au seul ministère qui a la jeunesse dans ses attributions.

Art. 8. — Le retrait de l'acte d'agrément est de la compétence du ministère qui a la jeunesse dans ses attributions mais, en cas d'urgence, le gouverneur de région peut suspendre les activités d'une association sur rapport du chef de division régional de la jeunesse. Dans ce cas, le gouverneur est obligé d'informer le ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs dans les huit (8) jours qui suivent par un rapport circonstancié.

III.

De la subsidiation

Art. 9. — Le subside de l'État est accordé aux associations ou mouvement de jeunesse dans des conditions ci-après:

1. être agréée par le ministère qui a la jeunesse dans ses attributions;

2. présenter un programme appuyé par un devis chiffré et bien détaillé visant une action éducative, de formation, de développement communautaire ou d'occupation de la jeunesse désœuvrée;

3. le montant de subside à verser au mouvement de jeunesse pour chaque programme présenté sera calculé au prorata des recettes propres du mouvement et du nombre des membres intéressés au programme. Le pourcentage sera fixé par le ministre sur proposition du secrétaire général;

4. les subsides de fonctionnement sont accordés proportionnellement suivant le cas et ce subside ne pourra dépasser 60 % des recettes propres à l'association;

5. toutefois l'octroi de ce subside est conditionné à l'approbation par les services techniques du ministère qui a la jeunesse dans ses attributions des pièces justificatives sur l'utilisation des subsides octroyés durant l'exercice précédent;

6. la subvention de l'État peut être donnée en matériel, pour le voyage, pour le paiement du personnel des permanences ou en espèces.

Art. 10. — Toute demande de subside doit être adressée en deux exemplaires au ministère qui a la jeunesse dans ses attributions. Elle doit être appuyée d'un rapport d'activités et de prévisions budgétaires.

Art. 11. — Le montant global du subside retenu pour chaque association sera grevé du coût du salaire des permanents, de l'achat du matériel, des frais de voyage, ainsi que du financement des activités spécifiques de l'association.

Art. 12. — La mauvaise gestion des fonds destinés à l'épanouissement du mouvement ou de l'association entraîne le retrait des subsides audit mouvement indépendamment des autres sanctions que prévoit la loi en la matière.

Art. 13. — Le livre comptable qui renseigne sur toutes les opérations doit être présenté au délégué de l'État chaque fois que le besoin de l'enquête l'exige.

Art. 14. — Le subside de l'État peut être accordé par le ministère qui a la jeunesse dans ses attributions sur proposition du secrétaire général à la jeunesse ou par le gouverneur de région sur proposition du chef de la division régionale de la jeunesse.

IV.

Des dispositions finales

Art. 15. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 16. — Le secrétaire général à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

24 février 1996. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/006/96 portant reconnaissance et fixant des critères de collaboration entre le ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs et les centres et maisons d'apprentissage professionnel. (*Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisirs*)

Art. 1er. — Les centres et maisons d'apprentissage professionnel sont des établissements privés qui contribuent à:

• assurer la prise en charge sociale des jeunes;

• aider les jeunes à acquérir des connaissances techniques et professionnelles;

• former les jeunes en déperdition scolaire dans divers métiers;

• assurer la formation des jeunes sur le tas.

Art. 2. — Le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions accorde par arrêté l'agrément au centre d'apprentissage professionnel et l'affiliation à la maison d'apprentissage professionnel. Il les retire dans la même forme au cas où le centre ou la maison d'apprentissage professionnel venait à manquer à l'une des conditions substantielles fixées par le présent arrêté.

Art. 3. — Pour obtenir l'agrément ou l'affiliation au ministère ayant la jeunesse dans ses attributions, le centre d'apprentissage professionnel (C.A.P.) ou la maison d'apprentissage professionnel (M.A.P.) doit satisfaire aux conditions énumérées ci-dessous:

• introduire la demande d'agrément et d'affiliation au ministère ayant la jeunesse dans ses attributions;

• détenir l'autorisation d'exploitation délivrée par l'autorité compétente;

• disposer des infrastructures, du matériel didactique et du personnel d'encadrement;

• accepter la visite d'inspection du lieu par le délégué du ministère;

• payer un droit d'agrément ou d'affiliation au ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs dont le montant est déterminé par le ministère.

Art. 4. — Le ministère assure le suivi régulier de l'apprentissage.

Art. 5. — La fin d'apprentissage professionnel est sanctionnée dans le C.A.P. par le brevet d'apprentissage professionnel et en ce qui concerne la M.A.P. par le certificat de capacité professionnelle.

Art. 6. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 7. — Le secrétaire général de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

3 décembre 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/0021/98 portant réhabilitation et restructuration du Conseil national de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*)

CHAPITRE Ier
DE LA CONSTITUTION DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

Art. 1er. — Il est constitué en République démocratique du Congo une structure de consultation, de concertation et de coordination des associations et mouvements des jeunes dénommée «Conseil national de la jeunesse» en sigle C.N.J. Il est l'émanation des conseils provinciaux.

Il a pour objets:

• assurer la représentation de l'ensemble des associations et mouvements des jeunes auprès du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions;

• mettre en commun les expériences des associations tout en accordant une attention particulière dans l'insertion des programmes des associations féminines;

• promouvoir, parmi les jeunes un esprit de nationalisme, de patriotisme, de solidarité, de fraternité et de respect des biens d'autrui et de la communauté;

• coordonner les efforts menés par les associations et mouvements des jeunes pour la protection, l'éducation, la promotion de la jeunesse en vue de leur participation efficiente au processus de reconstruction nationale;

• entretenir les relations d'amitié, de fraternité et de collaboration avec les organismes analogues des autres pays;

• assurer la représentation de la jeunesse congolaise auprès des organismes et institutions internationaux s'intéressant aux problèmes de la jeunesse.

Art. 2. — Il est constitué au niveau provincial une structure de coordination appelée «conseil provincial de la jeunesse». Il est l'émanation des conseils urbains et de districts. Pour la ville de Kinshasa et les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema, leur conseil provincial respectif est l'émanation des conseils locaux.

Art. 3. — Au niveau de district, il est constitué une structure de coordination dénommée «conseil de district». Il est l'émanation des conseils locaux des territoires.

Art. 4. — Un conseil urbain est institué au niveau d'une ville.

Il est l'émanation des conseils locaux des communes constitutives de la ville.

Art. 5. — Il est créé une structure de coordination dénommée «conseil local de la jeunesse» dans chaque entité administrative et territoriale de base à savoir: cité, territoire et commune.

Ce conseil est l'émanation des associations et mouvements des jeunes reconnus dans ces entités administratives.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

SECTION I
DE L'ORGANISATION

Art. 6. — Les structures de coordination du mouvement associatif de la jeunesse en République démocratique du Congo se présentent de la manière suivante:

1. le Conseil national de la jeunesse;

2. le conseil provincial de la jeunesse;

3. le conseil urbain de la jeunesse et/ou conseil de district;

4. le conseil local de la jeunesse;

5. l'association ou le mouvement des jeunes.

Art. 7. — Les organes du conseil sont:

• l'assemblée générale organe délibérant;

• le bureau comme organe exécutif.

SECTION II
DU FONCTIONNEMENT

II. 1. De l'assemblée générale

Art. 8. — L'assemblée générale des conseils à chaque niveau est composée:

• les membres du bureau élu;

• et des délégués des différents conseils ou associations.

II.1.1. Du Conseil national de la jeunesse

Art. 9. — L'assemblée général du Conseil national de la jeunesse se compose de la manière suivante:

• les membres du bureau élu;

• trois délégués par conseil provincial;

• des représentants des ministres et services ci-après qui assistent aux travaux avec voix consultative: Éducation nationale, Affaires sociales, Justice, Intérieur, Culture et Arts, Coopération internationale, Défense nationale.

II.1.2. Du conseil provincial de la jeunesse

Art. 10. — La composition de l'assemblée générale du conseil provincial est la suivante:

• les membres du bureau élu;

• 2 délégués par conseil local et 3 délégués par le conseil urbain et/ou par le conseil de district;

• et les délégués des différents services provinciaux énumérés à l'article 9 du présent arrêté qui assistent aux travaux avec voix consultative.

II.1.3. Du conseil urbain de la jeunesse et/ou de district

Art. 11. — L'assemblée générale du conseil urbain et/ou de district de la jeunesse se compose de la manière suivante:

• les membres du bureau élu;

• 5 délégués par conseil local;

• et les délégués des différents services urbains et/ou de district énumérés à l'article 9 du présent arrêté qui assistent aux travaux avec voix consultative.

II.1.4. Du conseil local

Art. 12. — La composition de l'assemblée générale du conseil local est la suivante:

• les membres du bureau élu;

• 2 délégués par association;

• et les délégués des différents services urbains et/ou de district énumérés à l'article 9 du présent arrêté qui assistent aux travaux avec voix consultative.

II.1.5. Des attributions de l'assemblée générale

Art. 13. — L'assemblée générale est l'organe suprême.

De ce fait, elle pour missions de:

• délibérer sur tous les sujets ayant trait à la vie du conseil;

• adopter les programmes d'action;

• voter le budget;

• élire les membre du bureau.

L'adoption et/ou la modification des statuts et règlement intérieur relève de la compétence exclusive de l'assemblée générale du Conseil national de la jeunesse.

II.1.6. De la convocation de l'assemblée générale

Art. 14. — L'assemblée générale se réunit au niveau national une fois tous les deux ans et aux niveaux provincial et local une fois l'an.

Toutefois, il peut être convoqué une assemblée générale extraordinaire chaque fois qu'il y a nécessité.

Art. 15. — Pour délibérer valablement, l'assemblée générale doit réunir au moins les 2/3 de ses membres effectifs.

Art. 16. — L'assemblée générale se réunit obligatoirement en présence d'un délégué des services du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions qui a voix consultative.

Art. 17. — Les procès-verbaux et décision des assemblées générales sont transmis avec accusé de réception aux délégués dans les 20 jours qui suivent la tenue des assises.

Toute contestation ou modification concernant les procès-verbaux doit être exprimée dans les 30 jours de la réception.

II.2. Du bureau

Art. 18. — Le bureau est un organe de gestion et d'exécution des décisions du conseil.

Il se compose de la manière suivante:

• 1 président;

• 1 ou 2 vice-président(s);

• 1 secrétaire général / provincial / exécutif;

• 1 secrétaire général / provincial / exécutif adjoint;

• 1 trésorier;

• plus au moins 5 conseillers chargés respectivement de:

– développement et production;

– activités sociales, culturelles et de plein air;

– formation des cadres;

– activités physiques et sportives;

– communication et presse.

Art. 19. — Tous les bureaux des conseils sont dotés d'une structure administrative animée par des cadres qualifiés du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

Art. 20. — Les attributions des membres du bureau ainsi que les relations entre les organes sont consignées dans les statuts et règlements intérieur du conseil.

II.3. De la subsidiation

Art. 21. — Le conseil peut bénéficier des subsides de l'État pour son fonctionnement et la réalisation de ses objectifs.

II.4. Du contrôle

Art. 22. — Les statuts et règlement intérieur préparés par le Conseil national de la jeunesse et adoptés par l'assemblée générale ainsi que leurs modifications doivent être adressés au ministère ayant la jeunesse dans ses attributions pour approbation.

Art. 23. — Les registres et documents comptables sont présentés à toute réquisition aux services du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

Art. 24. — Le rapport annuel et les comptes financiers du conseil à tous les niveaux sont adressés aux service du ministère de la jeunesse pour suivi et contrôle du fonctionnement.

II.5. Des sanctions et mesures disciplinaires

Art. 25. — Les dispositions sur les sanctions et mesures disciplinaires sont prévues dans les statuts et règlements intérieurs du conseil.

CHAPITRE III
ÉLECTIONS DU BUREAU DU CONSEIL

III.1. Des conditions d'éligibilité

Art. 26. — Pour être élu membre du conseil, le candidat devra remplir les conditions ci-après:

• jouir de tous ses droits civiques et politiques;

• être de nationalité congolaise; toutefois, un étranger ayant résidé au moins 10 ans en République démocratique du Congo peut postuler comme membre;

• faire montre d'une probité morale et intellectuelle;

• avoir œuvré au moins 5 ans comme membre au sein d'une structure d'encadrement de la jeunesse agréée par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions et avoir exécuté ses fonctions avec compétence et honorabilité.

III.2. Du dépôt des candidatures

Art. 27. — Les candidatures à tous les échelons du conseil sont déposées selon le ressort auprès des services du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

Art. 28. — Après l'enregistrement des différentes candidatures par les services concernés, les dossiers examinés sont déposés au bureau de l'assemblée générale élective pour les opérations de vote.

Art. 29. — Les élections se déroulent selon les mécanismes démocratiques et universels acceptés par l'assemblée générale.

Art. 30. — Le mandat du Conseil de la jeunesse est de 4 ans renouvelable une fois.

Art. 31. — Avant son entrée en fonction, le bureau du conseil est installé par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions ou l'autorité politico-administive du ressort.

CHAPITRE VI
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 32. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 33. — Le secrétaire général à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

2 décembre 1999. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/020/99 portant organisation et fonctionnement des associations et mouvements des jeunes en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*)

CHAPITRE I^er^
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Section I^re^
Des associations et mouvements de jeunesse

Art. 1^er^. — L'association de jeunesse est un regroupement non gouvernemental et apolitique des jeunes poursuivant un objectif commun dans le domaine: éducatif, social, culturel ou du développement.

Sont aussi reconnus association de jeunesse, les groupements des étudiants et élèves des jeunes travailleurs, des jeunes des corporations syndicales, des jeunes résidant dans les casernes ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) dont l'objet est en rapport avec la récupération, l'éducation, la production et le reclassement des jeunes.

Est réputé mouvement de jeunesse tout groupement des jeunes qui adhère et poursuit un idéal préexistant dont l'origine peut être nationale ou étranger.

Art. 2. — Les associations et mouvements de jeunesse se constituent sous la forme d'une association sans but lucratif dotée de la personnalité civile. Elles sont régies par le décret-loi 195 du 29 janvier 1999 portant réglementation des associations sans but lucratif et des établissements d'utilité publique et par les lois et les règlements de la République démocratique du Congo.

– L'O.-L. 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université nationale du Congo est abrogée et remplacée par l'O.-L. 81-025 du 3 octobre 1981 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire.

Art. 3. — Il peut être créé par les associations et mouvements de jeunes ainsi que par les pouvoirs publics des services d'appui agréés par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions tels que:

• maisons des jeunes et de la culture;

• offices et chambres de jeunesse;

• centre de formation et de production agro-pastorale;

• centre de formation professionnelle.

Section II
Des buts et des devoirs des associations et mouvements de jeunesse

Art. 4. — Les associations et mouvements de jeunesse s'assignent pour buts et devoirs:

• préparer les jeunes à leur responsabilité future en tant que citoyens utiles et productifs;

• promouvoir l'esprit de solidarité entre les jeunes et organiser des activités de développement communautaires;

• faire participer les jeunes aux activités communautaires.

Section III
Rôle de l'État

Art. 5. — Vis-à-vis du mouvement associatif des jeunes, l'État a pour rôle de:

• définir la politique générale d'encadrement de la jeunesse en privilégiant l'éducation, la formation et la production;

• encourager les initiatives des associations, mouvements et organisations non gouvernementales de jeunesse;

• préparer les dossiers des associations et mouvements en vue de l'obtention de la personnalité civile;

• donner une cause morale et matérielle aux associations reconnues et enregistrées par le ministère qui a la jeunesse dans ses attributions;

• octroyer aux associations des facilités dans les domaines de la fiscalité, importation et communications;

• mettre sur pied une politique de récupération des jeunes défavorisés et de leur reclassement dans les milieux de l'emploi.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS DE JEUNES

Section I^re^
De l'organisation

Art. 6. — L'association des jeunes constitue la structure de base. Elle naît de l'initiative de toute personne physique ou morale intéressée aux problèmes de la jeunesse.

Art. 7. — D'autres associations de type mouvement peuvent s'organiser depuis l'échelon national pour rayonner vers la base.

Section II
Du fonctionnement

Art. 8. — Les organes des associations et mouvements des jeunes sont:

• l'assemblée générale comme organe délibérant;

• le bureau exécutif comme organe exécutif.

II. 1.
De l'assemblée générale

Art. 9. — L'assemblée générale est l'organe suprême de l'association et du mouvement des jeunes. De ce fait, elle a pour mission de:

• délibérer sur tous les sujets ayant trait à la vie de l'association ou du mouvement des jeunes;

• élaborer les programmes d'actions;

• voter le budget;

• admettre et, le cas échéant, exclure les membres effectifs;

• adopter et/ou modifier les statuts et le règlement d'ordre intérieur de l'association ou du mouvement des jeunes;

• élire les membres de l'organe délibérant et de l'organe exécutif.

Sa composition et les modalités de la convocation de ses réunions sont définies conformément aux statuts et au règlement d'ordre intérieur de chaque association ou mouvement des jeunes.

Art. 10. — L'assemblée générale se réunit en présence d'un délégué des services du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions. Ce dernier assiste aux travaux avec voix consultative.

II. 2.
Du bureau exécutif

Art. 11. — Le bureau exécutif de l'association ou du mouvement des jeunes est chargé de la gestion et de l'exécution des décisions de l'assemblée générale.

Art. 12. — Le bureau exécutif de l'association ou du mouvement des jeunes est composé de:

• un président;

• un à trois vice-président(s);

• un secrétaire;

• un secrétaire adjoint;

• un trésorier;

• un trésorier adjoint;

• cinq conseillers chargés des différents domaines d'activités.

Tous les membres du bureau exécutif de l'association ou mouvements des jeunes sont élus par l'assemblée générale. Leur mandat est fixé conformément à leurs statuts.

II. 3.
Du règlement des conflits

Art. 13. — Sans préjudice de l'article 17 du décret-loi 195 du 29 janvier 1995 portant réglementation des associations sans but lucratif et établissements d'utilité publique, tout conflit entre membres d'une association de jeunesse doit trouver son issue à travers les mécanismes internes des règlements des conflits prévus à cet effet dans les statuts. À défaut d'accord, ils peuvent recourir, à titre consultatif à l'arbitrage des services du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions en vue de la poursuite des mêmes mécanismes de conciliation.

Art. 14. — La suspension d'une association de jeunes ou mouvement obéit au prescrit des articles 23, 24 du décret-loi 195 du

29 janvier 1999 portant réglementation des associations sans but lucratif et établissements d'utilité publique.

– Les associations sans but lucratique sont régies par la loi 004-2001 du 20 juillet 2001 (*J.O.RDC.*, n° spécial, 15 août 2001, p. 7).

II. 4.

Du régime disciplinaire

Art. 15. — Les dispositions sur les sanctions et mesures disciplinaires sont prévues dans les statuts et le règlement d'ordre intérieur à chaque association ou mouvement de jeunes.

CHAPITRE III

DES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS OU MOUVEMENTS DES JEUNES

III. 1.

Du fonctionnement

Art. 16. — Peuvent œuvrer dans le secteur de la jeunesse, seules les associations ou mouvements des jeunes dotées de la personnalité civile.

Le président de la République octroie la personnalité civile à toute association ou mouvement des jeunes qui en fait la demande.

Conformément aux articles 4, 5, 37 du décret-loi 195 du 29 janvier 1999 portant réglementation des associations sans but lucratif et des établissements d'utilité publique, l'association ou le mouvement des jeunes adresse préalablement une demande d'enregistrement au ministre ayant la jeunesse dans ses attributions.

Le ministre ayant la jeunesse dans ses attributions émet un avis.

Il émet un avis favorable que lorsque l'association des jeunes ou mouvements des jeunes répond aux conditions de fonctionnement fixées par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

Les frais d'enregistrement sont ceux fixés selon la tarification prévue à l'article 57, alinéa premier, littera 1, du décret-loi 195 du 29 janvier 1999 ci-haut cité.

III. 2.

De la subsidiation

Art. 17. — Les subsides peuvent être accordés aux associations ou mouvements des jeunes dotées de la personnalité civile. Les conditions d'octroi de ces subsides sont déterminées par le ministre ayant la jeunesse dans ses attributions.

Art. 18. — Les règlements d'ordre intérieur et les statuts établis par les différentes associations et adoptés par les assemblées générales ainsi que leurs modifications doivent être transmis aux services du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

Art. 19. — Les associations et mouvements des jeunes transmettent annuellement au ministère ayant la jeunesse dans ses attributions:

• les programmes d'activités à réaliser et les prévisions budgétaires;

• la liste actualisée des membres effectifs;

• le rapport d'activités et des finances pour le suivi et le contrôle de leur fonctionnement.

CHAPITRE V

DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION

– Dans sa publication, le ministère de la Jeunesse et des Sports ne présente pas de «*Chapitre IV*»

Art. 20. — La dissolution et la liquidation des associations et mouvements des jeunes obéissent au prescrit des articles 19 à 27 du décret-loi 195 du 29 janvier 1999 portant réglementation des associations sans but lucratif et établissement d'utilité publique.

CHAPITRE VI

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 21. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 22. — Le secrétaire général à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

31 décembre 1999. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/024/99 portant organisation et fonctionnement du Conseil national de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*)

*TITRE I^er^*

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Il existe en République démocratique du Congo un organe de consultation, de coordination et de concertation des associations et mouvements de jeunesse dénommé «Conseil national de la jeunesse» en sigle C.N.J.

Art. 2. — Le Conseil national de la jeunesse a pour mission:

• de coordonner les activités menées par l'ensemble des associations et mouvements des jeunes en vue de la protection, l'éducation, l'encadrement de la jeunesse et de sa participation efficiente au processus de reconstruction nationale;

• saisi par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions, d'assurer le rôle d'organe conseil en donnant un avis sur toutes les orientations de la politique nationale en matière d'encadrement de la jeunesse;

• d'assurer la représentation de l'ensemble des associations et mouvements des jeunes auprès du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions;

• de présenter au ministère ayant la jeunesse dans ses attributions, un rapport annuel sur la situation de la jeunesse en République démocratique du Congo ainsi que les perspectives d'amélioration;

• d'entretenir des relations de collaboration, d'amitié et de fraternité avec les organismes, institutions nationales et internationales s'intéressant aux problèmes de la jeunesse;

• d'assurer la représentation des mouvements de la jeunesse au sein des organismes internationaux de la jeunesse.

TITRE II
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

CHAPITRE 1er
DE L'ORGANISATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

Art. 3. — *Des structures du Conseil national de la jeunesse.*

Le Conseil national de la jeunesse exerce ses activités sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo.

Ses structures sont élaborées sur une base géographique et se présentent de la manière suivante:

• le Conseil national de la jeunesse;

• le conseil provincial de la jeunesse, en sigle C.P.S.;

• le conseil urbain ou de district de la jeunesse;

• le conseil communal ou territorial de la jeunesse.

Art. 4. — Les structures décentralisées du Conseil national de la jeunesse telles qu'énumérées à l'article 3 du présent arrêté reflètent le Conseil national de la jeunesse dans leur mission et dans leur composition au niveau de leur ressort.

Art. 5. — Il est constitué au niveau provincial une structure de coordination des activités des associations et mouvements de jeunesse dénommée conseil provincial de la jeunesse.

Il est l'émanation des conseils urbains et des districts de la jeunesse.

Il assure les missions du Conseil national de la jeunesse au niveau provincial.

Art. 6. — Il est constitué au niveau du district et de la ville une structure de coordination des activités des associations et mouvements de jeunesse dénommée conseil urbain ou de district de la jeunesse.

Il est l'émanation des conseils territoriaux ou communaux de la jeunesse.

Il assure les missions du Conseil national de la jeunesse au niveau de la ville ou du district.

Art. 7. — Il est constitué au niveau de la commune ou du territoire une structure de coordination des activités des mouvements et associations de jeunesse dénommée conseil communal ou territorial de la jeunesse.

Il est l'émanation des conseils locaux de la jeunesse.

Il assure les missions du Conseil national de la jeunesse au niveau de la commune et du territoire.

Art. 8. — Il est constitué au niveau de l'entité administrative territoriale de base, à savoir le secteur, le quartier, la localité une structure de coordination des activités des mouvements et associations de jeunesse dénommée conseil local de la jeunesse.

Il est l'émanation des associations et mouvements de jeunesse reconnus dans les entités administratives territoriales de base.

Il assure au niveau local les missions du Conseil national de la jeunesse.

Art. 9. — Le Conseil national de la jeunesse comporte dans sa structure les organes suivants:

• l'assemblée générale;

• le bureau du Conseil.

Art. 10. — Les structures décentralisées du Conseil national de la jeunesse telles qu'énumérées à l'article 3 du présent arrêté sont dotées au niveau de leur ressort d'une assemblée générale et d'un bureau du Conseil dont les attributions sont adaptées par leurs statuts et règlements d'ordre intérieur aux réalités locales.

CHAPITRE II
DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

SECTION I
DU FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1.1.
Des attributions de l'assemblée générale

Art. 11. — L'assemblée générale est l'organe suprême du Conseil.

Elle a pour mission:

• d'assurer la représentation de l'ensemble des mouvements et associations des jeunes en tant que porte-parole;

• de délibérer sur tous les sujets ayant trait à la vie du Conseil;

• de déterminer la politique du Conseil et d'adopter les programmes d'action;

• de voter le budget et d'approuver le contrôle des comptes;

• d'élire les membres du bureau du Conseil;

• d'élaborer et d'amender les statuts du Conseil ainsi que son règlement intérieur.

1.2.
De la convocation de l'assemblée générale

Art. 12. — L'assemblée générale se réunit sur convocation du bureau du Conseil:

• au niveau national une fois tous les deux ans;

• au niveau provincial deux fois par an;

• au niveau local une fois par mois.

Toutefois, il peut être convoqué une assemblée générale extraordinaire à la demande du bureau du Conseil ou à la demande écrite adressée au bureau du Conseil par les 2/3 des membres et délégués effectifs.

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale doit réunir au moins 2/3 des membres et délégués effectifs.

Art. 13. — Le déroulement et l'organisation des travaux de l'assemblée générale sont régis par les statuts et le règlement d'ordre intérieur.

1.3.

De la composition de l'assemblée générale

1.3.1.

De l'assemblée générale du Conseil national de la jeunesse

Art. 14. — L'assemblée générale du Conseil national de la jeunesse est composée:

• des membres élus du bureau du Conseil national de la jeunesse;

• de 3 délégués d'associations et mouvements de jeunesse par conseil provincial de la jeunesse;

• des délégués de tous les services impliqués au niveau national dans l'encadrement de la jeunesse.

Au niveau des services étatiques sont visés les délégués des ministères suivants:

• Jeunesse et Sports;

• Affaires sociales;

• Éducation nationale;

• Prévoyance sociale et Travail;

• Santé;

• Justice;

• Reconstruction nationale;

• Plan;

• Intérieur;

• Droits humains;

• Affaires étrangères;

• Coopération internationale;

• Culture et Arts

qui assistent aux travaux avec voix consultative.

Cette liste n'étant pas limitative au niveau des services non étatiques sont visés les représentants d'organismes internationaux suivants:

• UNICEF;

• OMS;

• PNUD;

• FNUAP;

• OIT;

• UNESCO

qui assistent aux travaux en tant qu'observateurs.

1.3.2.

De l'assemblée du conseil provincial de la jeunesse

Art. 15. — L'assemblée générale est composée:

• des membres du bureau du conseil provincial de la jeunesse;

• de 5 délégués par conseil de district et par conseil urbain de la jeunesse;

• des délégués des services publics ou privés impliqués au niveau provincial dans l'encadrement de la jeunesse, qui assistent aux travaux avec une voix consultative.

1.3.3.

De l'assemblée générale du conseil urbain de la jeunesse et/ou de district

Art. 16. — L'assemblée générale du conseil urbain ou de district de la jeunesse est composée:

• des membres élus du bureau du conseil urbain ou de district de la jeunesse;

• 5 délégués par conseil territorial ou communal de la jeunesse;

• des délégués des différents services publics ou privés impliqués dans l'encadrement de la jeunesse au niveau de la ville ou de district qui assistent aux travaux avec une voix consultative.

1.3.4.

De l'assemblée générale du conseil communal ou de territoire

Art. 17. — L'assemblée générale du conseil communal ou de territoire de la jeunesse est composée:

• des membres élus du bureau du conseil communal de la jeunesse;

• de 3 délégués par conseil local de la jeunesse;

• des délégués des différents services publics ou privées impliqués dans l'encadrement de la jeunesse au niveau de la commune ou du territoire qui assistent aux travaux avec voix consultative.

1.3.5.

De l'assemblée générale du conseil local de la jeunesse

Art. 18. — L'assemblée générale du conseil local de la jeunesse est composée:

• des membres élus du bureau du conseil local de la jeunesse;

• de 2 à 4 délégués par association ou mouvement des jeunes reconnus et enregistrés auprès des services publics de la jeunesse dans chaque entité administrative et territoriale de base conformément au décret-loi 195 du 29 janvier 1999 portant réglementation des associations sans but lucratif et des établissements d'utilité publique.

SECTION II
DU FONCTIONNEMENT DU BUREAU DU CONSEIL

II.1.
Des attributions du bureau du Conseil

Art. 19. — Le bureau du Conseil est l'organe exécutif du Conseil.

Il a pour mission:

• d'exécuter les directives du Conseil;

• d'assurer le fonctionnement général du Conseil;

• d'assurer la gestion financière.

Art. 20. — Le fonctionnement du bureau du Conseil est défini par les statuts et le règlement d'ordre intérieur de chaque Conseil.

II.2.
De la composition du bureau du Conseil

Art. 21. — Le bureau du Conseil national de la jeunesse est composé:

• d'un président d'honneur en la personne du gouverneur de la ville de Kinshasa;

• d'un président;

• d'un vice-président;

• d'un secrétaire permanent en la personne du directeur des mouvements et associations des jeunes des services de la jeunesse;

• d'un trésorier;

• d'un chargé des activités culturelles et sociales;

• d'un chargé des activités physiques et sportives;

• d'un chargé des relations publiques;

• d'un chargé de l'évaluation des projets.

Art. 22. — *Du bureau du conseil provincial de la jeunesse*

Le bureau du conseil provincial de la jeunesse est composé:

• d'un président d'honneur en la personne du gouverneur de province;

• d'un président;

• d'un vice-président;

• d'un secrétaire permanent en la personne du chef de division des services de la jeunesse;

• d'un secrétaire permanent adjoint;

• d'un trésorier;

• d'un chargé des activités culturelles et sociales;

• d'un chargé des activités physiques et sportives;

• d'un chargé des relations publiques;

• d'un chargé de l'évaluation des projets.

Art. 23. — *Du bureau du conseil urbain ou de district de la jeunesse*

Le bureau du conseil urbain ou de district de la jeunesse est composé:

• d'un président d'honneur en la personne du maire de la ville;

• d'un président;

• d'un vice-président;

• d'un secrétaire permanent qui est le chef de service de la jeunesse de la ville;

• d'un secrétaire permanent adjoint;

• d'un trésorier;

• d'un chargé des activités culturelles et sociales;

• d'un chargé des activités physiques et sportives;

• d'un chargé des relations publiques;

• d'un chargé de l'évaluation des projets.

Art. 24. — *Du bureau du conseil communal ou de territoire de la jeunesse*

Le bureau du conseil communal ou de territoire de la jeunesse est composé:

• d'un président d'honneur en la personne du bourgmestre de la commune;

• d'un président;

• d'un vice-président;

• d'un secrétaire permanent en la personne du chef de service de la jeunesse de la commune;

• d'un secrétaire permanent adjoint;

• d'un trésorier;

• d'un chargé des activités culturelles et sociales;

• d'un chargé des activités physiques et sportives;

• d'un chargé des relations publiques;

• d'un chargé de l'évaluation des projets.

Art. 25. — *Du bureau du conseil local de la jeunesse*

Le bureau du conseil local de la jeunesse est composé:

• d'un président d'honneur en la personne du chef de la localité;

• d'un président;

• d'un vice-président;

• d'un secrétaire permanent en la personne du chargé de la jeunesse de la localité;

• d'un secrétaire permanent adjoint;

• d'un trésorier.

Art. 26. — Chaque bureau du conseil est assisté d'un personnel administratif mis à sa disposition par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

SECTION III
DES ÉLECTIONS DES MEMBRES DU BUREAU DU CONSEIL

Art. 27. — À l'exception des présidents d'honneur et des secrétaires permanents qui sont membres d'office du bureau du conseil, les membres composant les bureaux de chaque conseil sont élus par l'assemblée générale de chaque conseil.

Des conditions d'éligibilité

Art. 28. — Pour être élu membre du bureau du conseil, le candidat doit remplir les conditions ci-après:

• être de nationalité congolaise; toutefois, un étranger ayant résidé au moins 10 ans en République démocratique du Congo peut postuler en tant que membre;

• faire montre d'une probité morale et intellectuelle;

• avoir au moins une expérience d'au moins de deux ans comme membre au sein d'une structure d'encadrement de la jeunesse gouvernementale ou non gouvernementale agréée par le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

Du dépôt des candidatures

Art. 29. — Les candidatures à tous les échelons du bureau du conseil sont déposées selon le ressort auprès des services du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions.

Art. 30. — Après l'enregistrement des différentes candidatures par les services concernés, les dossiers sont déposés au bureau de l'assemblée générale élective pour les opérations de vote.

Art. 31. — Les élections se déroulent selon les mécanismes démocratiques et universels acceptés par l'assemblée générale.

Les candidats sont élus à la majorité simple.

Art. 32. — La durée du mandat des membres du bureau du conseil est de 3 (trois) ans renouvelable une fois.

Art. 33. — Le ministre ayant la jeunesse dans ses attributions ou l'autorité politico-administrative du ressort par délégation ministérielle procède à l'installation des bureaux du conseil.

CHAPITRE III
DU FINANCEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

Art. 34. — Le financement des activités du Conseil national de la jeunesse relève du budget de l'État.

Toutefois, le Conseil peut bénéficier des dons, legs et autres libéralités.

CHAPITRE IV
DU CONTROLE DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

Art. 35. — Les statuts et le règlement d'ordre intérieur établis par le Conseil national de la jeunesse et adoptés par l'assemblée générale ainsi que les amendements y apportés doivent être adressés au ministère ayant la jeunesse dans ses attributions pour approbation.

Art. 36. — Les statuts et le règlement d'ordre intérieur établis par les conseils à chaque échelon et adoptés par leurs assemblées générales ainsi que les amendements y apportés doivent être adressés au service du ministère de la Jeunesse du ressort pour approbation.

Art. 37. — Le rapport annuel et les comptes financiers des conseils à chaque échelon sont adressés au service du ministère de la Jeunesse du ressort pour suivi et contrôle de conformité du fonctionnement.

Art. 38. — Les dispositions relatives aux sanctions et mesures disciplinaires sont prévues dans les statuts et règlements d'ordre intérieur de chaque conseil.

TITRE III
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 39. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 40. — Le secrétaire général à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

MARCHÉS PUBLICS

O.-L. 69-054 du 5 décembre 1969 — Marchés publics 328
Ord. 69-279 du 5 décembre 1969 — Marchés publics. – Travaux, fournitures, transports et prestations 329
Ord. 81-118 du 18 août 1981 — Études et travaux de génie civil. – Procédure de réalisation 354
Ord. 87-134 du 29 avril 1987 — Bureau technique de contrôle. – Création 355

5 décembre 1969. – ORDONNANCE-LOI 69-054 relative aux marchés publics. (*M.C.*, n°2, 15 janvier 1970, p. 71)

Art. 1er. [*L. 78-019 du 11 juillet 1978, art. 1er.* – La présente ordonnance-loi est applicable aux marchés de travaux et de fournitures de biens ou de services passés au nom:

1. de la République;

2. de la ville de Kinshasa;

3. des zones urbaines;

4. des collectivités rurales;

5. des organismes de droit public qui exercent certaines missions revenant normalement à la République et sur lesquels celle-ci exerce un pouvoir de tutelle.]

Art. 2. — Les marchés soumis à la présente ordonnance-loi sont passés par adjudication publique, sauf les exceptions prévues aux articles suivants.

La procédure de l'adjudication publique comporte un appel général à la concurrence et des règles de publicités et de forme fixées par le président de la République.

Art. 3. — Peuvent être passés par voie d'adjudication restreinte:

1° les marchés dont la dépense totale n'excède pas [15.000 Z.];

– Ainsi modifié par la loi 78-019 du 11 juillet 1978, art. 2.

2° les marchés dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes, des entrepreneurs ou des fournisseurs présentant des garanties techniques, financières et professionnelles particulières;

3° les marchés financés par des libéralités ou des prêts dont les conditions limitent la concurrence.

Le président de la République peut modifier, par voie d'ordonnance, le montant prévu au 1° de l'alinéa précédent.

La procédure de l'adjudication restreinte comporte un appel limité à la concurrence et des règles de publicité et de forme fixées par le président de la République.

Art. 4. — Peuvent être passé de gré à gré:

1° les marchés dont la dépense totale n'excède pas [7.500 Z.];

– Ainsi modifié par la loi 78-019 du 11 juillet 1978, art. 3.

2° les marchés supplémentaires qui, techniquement, ne peuvent être séparés du marché principal ou dont la dépense n'excède pas 20 % du marché principal;

3° les marchés qui, en raison de circonstances, doivent être tenus secrets; la nécessité du secret doit être constatée par un rapport spécial de l'autorité adjudicatrice;

4° les marchés relatifs à la fourniture d'un objet dont il n'existe qu'un exemplaire ou à l'exécution d'œuvres à caractère artistique;

5° les marchés relatifs à des objets dont une firme détient le monopole de vente;

6° les marchés d'acquisition de matériel qui, en vertu d'une ordonnance du président de la République, doit être identique à celui déjà utilisé afin d'en assurer un meilleur rendement;

7° les marchés relatifs aux objets dont la vente est exclusivement réservée à ceux qui en possèdent les brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation;

8° les marchés qui n'ont fait l'objet d'aucune offre aux adjudications ou pour lesquels *n'est proposé* que des prix inacceptables;

– Texte conforme au *M.C.* Il convient de lire «*ne sont proposés*».

9° les marchés qui, amenés par des circonstances imprévues, ne peuvent, en raison de l'urgence, subir les délais des adjudications;

10° les marchés que l'autorité doit faire exécuter en lieu et place des adjudicataires défaillants;

11° les marchés qui ne sont faits qu'à titre d'essai ou d'étude;

12° les marchés de fournitures qui en raison de la nature particulière de celles-ci ou de la spécialité de l'emploi auquel elles sont destinées, doivent être achetées ou choisies aux lieux et production ou de distribution;

13° les marchés pour lesquels le jeu normal de la concurrence est entravé par l'état du marché, les ententes entre producteurs ou distributeurs ou par la législation sur les prix;

14° les marchés financés par des libéralités ou des prêts dont les conditions excluent toute concurrence.

Le président de la République peut modifier, par voie d'ordonnance, le montant prévu au 1° de l'alinéa précédent.

Art. 5. — Aucun marché visé au 1° de l'article 1er dont la dépense totale atteint ou excède le montant fixé par le président de la République ne peut être notifié ni recevoir un commencement d'exécution sans que la lettre de commande ou le document en tenant lieu soit revêtu du sceau du ministère des Finances, service du budget-contrôle, soit visé par le fonctionnaire délégué par le ministre des Finances et porter la mention de son enregistrement dans la comptabilité des dépenses engagées du département intéressé.

Art. 6. — L'exclusion temporaire ou définitive des marchés peut être arrêtée par le ministre ayant les finances dans ses attributions, en cas de:

1° faute grave dans l'exécution des marchés;

2° diminution des garanties financières ou techniques;

3° manque de probité commerciale;

4° indignité morale.

Art. 7. — Jusqu'à la date qui sera fixée par le président de la République, le ministre ayant la défense nationale dans ses attributions ou l'autorité qu'il aura déléguée à cette fin, pourra passer de gré à gré les marchés intéressant la défense nationale qu'il estime, en raison des circonstances, devoir être tenus secrets, sans qu'au préalable ait été établi le rapport prévu à l'article 4, 3°.

Art. 8. — Sont abrogés:

1° le décret du 25 février 1959 relatif aux marchés publics;

2° le décret-loi du 28 janvier 1965 relatif aux pouvoirs du commandant en chef de l'armée nationale congolaise en matière de marchés.

Art. 9. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur à la date de sa signature. Toutefois, les marchés dont la mise en adjudication a été annoncée avant la date de l'entrée en vigueur de la présenter ordonnance-loi restent régis par le décret du 25 février 1959 et par les mesures d'exécution en vigueur à cette date.

---

5 décembre 1969. – ORDONNANCE 69-279 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures, de transports et de prestations. (*M.C.*, n°1, 1er janvier 1970, p. 5)

Art. 1er. — Les dispositions de la présente ordonnance et de son annexe s'appliquent aux marchés de travaux et de fournitures, de biens ou services soumis à l'ordonnance-loi 69-054 du 5 décembre 1969 relative aux marchés publics.

Les clauses contractuelles font l'objet du cahier général des charges annexé à la présente ordonnance.

CHAPITRE Ier

DES CAHIERS DES CHARGES

Art. 2. — § 1er. Lorsque le marché est passé par adjudication, il est dressé un cahier spécial des charges qui détermine notamment:

a) le mode de passation du marché, la nature et l'objet du marché, l'autorité adjudicatrice;

b) les conditions particulières à respecter, les délais à observer, les modalités de paiement, le nom et le siège de l'autorité adjudicatrice; lorsque l'adjudication a lieu sur coefficients, les conditions auxquelles doivent satisfaire les projets ou échantillons, les délais dans lesquels ils doivent être déposés, les épreuves auxquelles ils sont soumis, le mode de calcul et de combinaison des coefficients de prix et de qualité qui leur sont attribués;

c) les adaptations apportées au cahier général des charges en raison de la nature spéciale du marché;

d) le cas échéant, le lieu, le jour et l'heure de la séance ou des séances d'ouverture des soumissions.

§ 2. Le cahier spécial des charges peut se référer à des cahiers des charges types ou à des spécifications techniques qui contiennent des clauses concernant certains types d'entreprises.

§ 3. Les cahiers spéciaux des charges, les cahiers des charges types et les spécifications techniques sont approuvés par le conseil des adjudications qui propose éventuellement à l'autorité adjudicatrice les modifications à y apporter.

L'autorité adjudicatrice doit motiver sa décision si elle ne suit pas la proposition du conseil des adjudications.

Art. 3. — Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par le mot «administration», l'autorité adjudicatrice ou son délégué.

CHAPITRE II

DU FORFAIT

Art. 4. — Les marchés comprennent du point de vue de la fixation des prix: le marché à forfait, le marché à bordereau de prix et le marché mixte.

Le caractère forfaitaire des marchés ne fait pas obstacle à la révision des prix en raison de facteurs déterminés, notamment d'ordre économique ou social. La révision et les modalités précises de celle-ci doivent être expressément prévues par le contrat.

Art. 5. — Le marché à forfait est celui dans lequel le soumissionnaire s'engage à exécuter l'entreprise pour le prix global et invariable fixé dans sa soumission. Les modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter unilatéralement à l'entreprise initiale sont réglées par voie de décompte sur la base des prix unitaires que le soumissionnaire doit joindre à sa soumission.

Art. 6. — Le marché à bordereau de prix est celui dans lequel seuls les prix unitaires sont forfaitaires; le modèle de la soumission est accompagné d'un bordereau indiquant les quantités présumées d'ouvrages, de fournitures ou de prestations, auxquelles le soumissionnaire applique les prix unitaires.

Constitue également un marché à bordereau de prix, celui dans lequel d'adjudication a lieu sur majoration ou au rabais de prix fixés par l'administration.

Art. 7. — Le marché mixte est celui dont le prix est fixé suivant plusieurs des modes dont il est question aux articles 5 et 6.

CHAPITRE III
DE L'ADJUDICATION PUBLIQUE

Section I^re
De la publicité

Art. 8. — L'adjudication publique est annoncée dans la première partie du *Moniteur congolais*.

Elle peut en outre être annoncée par tous autres moyens laissés à l'appréciation de l'administration; toutefois, cette publication n'a pas d'incidence sur le délai prévu à l'article 10.

Art. 9. — Les avis insérés dans le *Moniteur congolais* indiquent notamment:

1° la nature du marché;

2° le lieu, le jour et l'heure de la séance d'ouverture des soumissions, ainsi que le conseil des adjudications chargé d'y procéder;

3° les locaux où le cahier des charges et ses annexes peuvent être examinés; les jours et heures réservés à cet examen ainsi que la date de dépôt de cette documentation si elle ne coïncide pas avec celle de la publication de l'avis;

4° les conditions fixées pour l'obtention du cahier spécial des charges et de ses annexes.

Art. 10. — Le délai entre le premier jour de l'examen du cahier spécial des charges et de ses annexes et le jour de l'ouverture des soumissions est, sauf le cas d'urgence, d'un minimum de trente jours du calendrier.

Section II
De la soumission

Art. 11. — La soumission est établie conformément au modèle prévu dans le cahier spécial des charges.

Elle ne contient ni rature, ni surcharge qui ne soient approuvées ou paraphées; elle est signée par le soumissionnaire ou par son mandataire.

Art. 12. — La soumission doit être établie en langue française.

Art. 13. — § 1^er. La soumission doit indiquer les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité, domicile et résidence du soumissionnaire. Lorsqu'elle est déposée par une personne morale, elle doit indiquer la raison sociale ou la dénomination de celle-ci, son siège social, les intitulés et les numéros des publications officielles contenant les insertions prescrit par la législation congolaise ou par celle du pays de la personne morale soumissionnaire.

§ 2. Si le soumissionnaire est établi dans la République, la soumission doit, en outre, indiquer:

a) le numéro et le libellé de son compte de chèques postaux ou de son compte dans une banque établie dans la République;

b) les références ou preuves de son affiliation à l'Institut national de sécurité sociale;

c) les mentions relatives à l'inscription au registre du commerce et au registre des entreprises agréées lorsque les travaux mis en adjudication nécessitent cette agréation.

Art. 14. — Doivent être joints à la soumission:

1° les documents, modèles ou échantillons exigés par le cahier spécial des charges;

2° une déclaration faisant connaître la nationalité des sous-traitants éventuels et des membres du personnel du soumissionnaire;

3° une déclaration d'origine des produits à fournir ou des matériaux à utiliser; si ceux-ci doivent être parachevés ou mis en œuvre dans la République, cette déclaration indiquera séparément la valeur des matières et du travail qui y *sera incorporé*;

– Texte conforme au *M.C.* Il convient de lire «*seront incorporés*».

4° si le soumissionnaire est établi dans la République, une déclaration signée par lui par laquelle il affirme être en règle envers l'Institut national de sécurité sociale;

5° une attestation délivrée par le receveur des impôts de la résidence du soumissionnaire notifiant que celui-ci est en ordre vis-à-vis du fisc congolais.

Art. 15. — Lorsque la soumission est déposée par une association sans personnalité juridique formée entre plusieurs personnes physiques ou morales, elle doit être signée par chacune de ces personnes qui doivent s'engager solidairement et indivisiblement et désigner celle d'entre elles qui est chargée de représenter l'association auprès de l'administration.

Les personnes morales membres de telle association doivent, en outre, se conformer à l'article 15.

Art. 16. — À la demande de l'administration, le soumissionnaire fournit, dans les délais fixés, tous documents et renseignements exigés, notamment ceux relatifs à sa situation juridique et à sa situation financière.

Pour les entreprises de travaux, le soumissionnaire doit élire domicile à proximité du lieu d'exécution du contrat.

Art. 17. — Si l'administration en formule la demande, les personnes morales soumissionnaires doivent produire, dans le délai qui leur est imparti, une copie de leurs statuts accompagnée éventuellement d'une traduction de ceux-ci en langue française, ainsi que le dernier bilan approuvé conformément aux dispositions de ces statuts et aux dispositions légales en vigueur dans leur pays.

Ces documents doivent être visés par l'autorité diplomatique ou consulaire représentant la République dans l'État où est situé le principal établissement de la personne morale.

Art. 18. — § 1^er. Les soumissions déposées par des mandataires doivent contenir la désignation précise de leur mandat.

Les mandataires joignent à la soumission l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ces pouvoirs ou une copie de leur procuration dont ils attestent la conformité à l'original; ils peuvent toutefois se borner à indiquer le numéro de la publication officielle paraissant ou ayant paru dans la République dans laquelle leurs pouvoirs ont été publiés.

§ 2. Les personnes qui désirent soumissionner par l'organe de mandataires peuvent déposer, en vue des adjudications futures, la procuration donnée à cet effet à un ou plusieurs mandataires déterminés.

Ce dépôt ne vaut que pour le conseil des adjudications auprès duquel il est fait.

Lors de chaque soumission, le mandataire indique la date du dépôt de la procuration.

Art. 19. — Lorsqu'au cahier spécial des charges d'une entreprise de travaux publics à forfait est joint un métré récapitulatif ou inventaire indiquant les quantités totales de chaque article, le soumissionnaire, après avoir complété et éventuellement corrigé ce document, le signe et le joint à sa soumission.

Le soumissionnaire corrige les erreurs et répare les omissions qu'il relève dans les diverses parties du métré récapitulatif, en tenant compte des plans, du cahier spécial des charges et de ses constatations personnelles lors de l'examen des lieux; il joint à sa soumission une note expliquant ces rectifications et donnant le détail de ses calculs.

Le soumissionnaire inscrit dans le métré récapitulatif ses prix unitaires pour chaque article; il mentionne le montant global dans sa soumission.

Art. 20. — Les soumissions relatives à des entreprises de fournitures indiquent le prix de l'unité, le montant par article et le montant de chaque lot, ainsi qu'éventuellement le prix des emballages et le coût du transport.

Art. 21. — § 1er. Les prix sont énoncés dans la soumission en monnaie congolaise, sauf disposition particulière du cahier spécial des charges.

§ 2. Le montant global de la soumission, ainsi que les prix unitaires éventuellement portés ou joints à la soumission sont exprimés en toutes lettres.

Si les prix sont indiqués en chiffres et en lettres et s'il existe entre eux des différences, les prix exprimés en lettres font foi.

L'administration peut déclarer nulle, une soumission dans laquelle un prix n'a pas été exprimé en lettres, si ce fait rend le prix fixé douteux.

Toute mention portant complément ou modification des prix doit être suivie de la signature du soumissionnaire ou de son mandataire.

Art. 22. — Lorsque l'adjudication porte sur plusieurs lots, chacun d'eux fait l'objet d'une soumission et d'un marché distincts.

Si le cahier spécial des charges l'y autorise, le soumissionnaire peut compléter ses offres en mentionnant le rabais qu'il consent en cas de réunion de certains lots qu'il détermine ou de tous les lots; le rabais est exprimé en pourcentage ou de la manière exigée par le cahier spécial des charges.

Section III

Du dépôt et du retrait des soumissions

Art. 23. — Toute soumission doit parvenir à l'autorité désignée dans le cahier spécial des charges avant qu'il ne soit déclaré, à la séance d'ouverture des soumissions, qu'aucune offre ne peut plus être admise.

Art. 24. — Si la soumission est envoyée par voie postale, elle doit l'être sous pli recommandé. Dans ce cas, elle est glissée dans une enveloppe cachetée, portant la référence du cahier spécial des charges, du lot et de la date de la séance d'ouverture des soumissions; cette enveloppe est glissée dans une seconde enveloppe, également cachetée, portant l'adresse indiquée dans le cahier spécial des charges, ainsi que la mention «soumission».

Art. 25. — § 1er. Le retrait des soumissions doit avoir lieur dans les délais et formes prévus pour le dépôt des soumissions par les articles 23 et 24. Le retrait doit être pur et simple.

§ 2. Si le soumissionnaire qui a retiré sa soumission en dépose régulièrement une nouvelle, il peut y indiquer les documents joints à la première soumission et dont il entend faire usage à l'appui de la seconde.

Section IV

De l'ouverture des soumissions

Art. 26. — L'ouverture des soumissions a lieu en séance publique, aux lieu, jour et heure fixés par le cahier des charges ou par l'avis annonçant l'adjudication.

Art. 27. — Les opérations d'ouverture des soumissions se font dans l'ordre suivant:

1° Avant l'ouverture de séance, le membre du conseil des adjudications chargé de présider au dépouillement des offres, dépose dans le local désigné les soumissions et retraits déjà reçus.

2° La séance est déclarée ouverte. Les soumissions et les retraits apportés en séance sont remis au président.

3° Immédiatement avant l'ouverture des soumissions, le président déclare que plus aucune soumission, ni aucun retrait ne peuvent être reçus.

4° Lorsque l'adjudication a lieu sur coefficients, le président donne connaissance des coefficients de qualité attribués aux divers projets et échantillons.

5° Il est procédé ensuite pour chaque adjudication au dépouillement de tous les plis recueillis qui sont classés par adjudication et éventuellement par lot.

6° Le président donne connaissance des retraits.

7° Les soumissions et les retraits sont paraphés par le président qui proclame le nom des concurrents et le montant de leurs soumissions.

Le président ne doit lire les soumissions données en variante que si le cahier spécial des charges demande ce genre de soumission.

Art. 28. — Les offres de soumissionnaires, ainsi que les différents incidents survenus lors de l'ouverture des soumissions, notamment les protestations des soumissionnaires et les observations des fonctionnaires, sont consignés dans le procès-verbal d'ouverture des soumissions.

Il est demandé aux soumissionnaires qui ont élevé des protestations et aux fonctionnaires qui ont formulé des observations s'ils les maintiennent. Dans l'affirmative, ils sont invités à signer le procès-verbal.

Section V

Du choix de l'adjudicataire

Art. 29. — Avant la désignation de l'adjudicataire, l'administration vérifie les opérations arithmétiques des soumissions, en rectifie les

erreurs et établit le classement des soumissions en tenant compte des rectifications.

La présente disposition n'est applicable qu'aux marchés à bordereaux de prix et aux postes à bordereaux de prix des marchés mixtes.

Art. 30. — § 1er. Lorsqu'un soumissionnaire a corrigé des erreurs ou réparé des omissions dans le métré récapitulatif en application de l'article 19, ces modifications sont contrôlées et éventuellement rectifiées par l'administration selon ses propres calculs.

Si les modifications qu'elle admet ont pour résultat d'augmenter le montant des offres, l'administration rectifie en conséquence les métrés récapitulatifs joints aux diverses soumissions.

Si au contraire, ces modifications ont pour résultat de réduire le montant des offres, elles ne profitent qu'au soumissionnaire qui en a tenu compte dans le métré récapitulatif annexé à sa soumission; elles sont toutefois également apportées au métré récapitulatif joint à la soumission de celui qui est choisi comme adjudicataire.

§ 2. Lorsqu'un soumissionnaire a réparé une omission dans le métré récapitulatif et lorsque les autres soumissionnaires n'ont pas proposé de prix pour cet article, ce prix sera fixé de la façon suivante:

soit L, la somme éventuellement rectifiée portée pour l'omission dans le métré récapitulatif du soumissionnaire qui l'a signalée;

X, le montant total éventuellement rectifié diminué de la somme L du métré récapitulatif du même soumissionnaire;

Y, le montant total éventuellement rectifié du métré récapitulatif du soumissionnaire qui n'a pas relevé l'omission;

la somme partielle (S) à ajouter au montant Y est obtenue par la formule suivante:

$$S = \frac{L\,Y}{X}$$

§ 3. Lorsque plusieurs soumissionnaires ont signalé la même omission, les sommes L et X éventuellement rectifiées sont prises dans la soumission corrigée qui fournit le quotient de L et X le plus élevé.

Art. 31. — Après la procédure d'adjudication, l'autorité adjudicatrice a le droit de ne pas adjuger le marché; elle peut notamment ordonner une nouvelle adjudication.

Lorsque l'adjudication a trait à plusieurs lots, elle a le droit de n'en adjuger que certains, et éventuellement d'organiser une nouvelle adjudication pour les autres.

Art. 32. — § 1er. Lorsque l'administration adjuge le marché, elle doit l'adjuger au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière, effectivement la plus basse.

Pour la détermination de l'offre la plus basse, l'administration doit tenir compte des prix offerts et des autres éléments chiffrables qui viendront, de manière certaine, augmenter les débours qui devront être faits par l'administration. Lorsque le cahier spécial des charges a prévu que la concurrence porte à la fois sur le prix et sur le mérite technique, l'administration doit également tenir compte, pour la détermination de l'offre la plus basse, de la combinaison prévue entre les coefficients de qualité et de prix.

§ 2. Lorsque plusieurs soumissionnaires offrent le même prix, ils sont invités à déposer des offres écrites de rabais. Si cette seconde épreuve laisse subsister une parité de prix, il est procédé à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités. Toutefois, s'il s'agit de fournitures, l'administration peut les partager entre les concurrents et, si l'adjudication a trait à plusieurs lots, elle peut les répartir entre les concurrents qui proposent les prix les plus bas sans devoir procéder au tirage au sort.

§ 3. Lorsque le cahier spécial des charges a autorisé la présentation d'offres avec faculté de grouper les lots, le choix de l'adjudicataire est déterminé par la combinaison de lots ou de groupements de lots qui forme le prix le plus bas au sens du premier paragraphe.

§ 4. Les offres sont examinées par le conseil des adjudications qui vérifie leur régularité, s'enquiert des garanties de solvabilité, de capacité, d'honorabilité que présentent les soumissionnaires et des moyens dont ils disposent pour exécuter les marchés projetés et propose à l'autorité adjudicatrice le ou les adjudicataires en justifiant la préférence accordée à l'offre retenue lorsqu'elle n'est pas la plus basse.

§ 5. Il ne peut être dérogé aux paragraphes 1 à 3, en ce qui concerne le choix de l'adjudicataire, que par décision motivée de l'autorité adjudicatrice prise sur avis du conseil des adjudications lorsque l'autorité adjudicatrice estime que le prix le plus bas n'est pas le plus avantageux; l'avis du conseil des adjudications ne doit être demandé que s'il n'a pas lui-même proposé une telle dérogation.

§ 6. L'autorité adjudicatrice doit motiver sa décision si elle ne suit pas les propositions que le conseil des adjudications a faites ou l'avis qu'il a donné en application des paragraphes 4 et 5 du présent article.

Art. 33. — Les soumissionnaires restent engagés par leur soumission telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par l'administration, jusqu'à ce que la décision désignant l'adjudicataire ait été notifiée à celui-ci, dans le délai prévu à l'article 36. Ils ne peuvent se prévaloir des vices de forme dont pourrait être entachée leur soumission.

Art. 34. — Lorsqu'un soumissionnaire dont l'offre a été écartée en fait la demande dans les trois mois prenant cours à la date à laquelle il a reçu connaissance de la décision désignant l'adjudicataire, il est remis en possession des pièces et objets qu'il a annexés à sa soumission et qui n'on pas été détruits pour les essais ou examens.

Art. 35. — L'adjudication n'est définitive qu'après avoir reçu l'approbation de l'autorité adjudicatrice.

Section VI

De la notification du choix de l'adjudicataire

Art. 36. — L'administration doit notifier la décision à l'adjudicataire dans un délai de trente jours du calendrier, sauf stipulation contraire dans le cahier des charges.

Ce délai prend cours le lendemain du jour de la clôture des séances d'adjudications.

Art. 37. — La décision de l'administration est notifiée à l'adjudicataire par lettre recommandée à la poste, en cas de nécessité, la notification peut être faite par télégramme dont la teneur est confirmée par lettre.

Dans le cas prévu à l'article 32, paragraphe 5, la décision désignant l'adjudicataire est portée à la connaissance du ou des soumissionnaires qui ont proposé une offre plus basse que celle de l'adjudicataire.

Art. 38. — Si la notification de la décision à l'adjudicataire n'a pas été faite dans le délai prévu à l'article 36, les soumissionnaires ne sont plus tenus par leurs offres; l'administration remet le marché en adjudication ou s'adresse successivement aux soumissionnaires dans l'ordre croissant des offres.

CHAPITRE VI
DE L'ADJUDICATION RESTREINTE

Art. 39. — § 1er. Sauf en ce qui concerne les marchés prévus à l'article 3, 1°, de l'ordonnance-loi 69-054 du 5 décembre 1969, la décision de recourir à l'adjudication restreinte doit être motivée par l'administration après avis du conseil des adjudications.

§ 2. Les règles relatives à l'adjudication publique sont applicables aux marchés par adjudication restreinte, à l'exception des articles 8 à 10.

§ 3. Pour les marchés passés par adjudication restreinte, l'appel à la concurrence est limité aux personnes physiques ou morales désignées par l'administration sur proposition ou après avis du conseil des adjudications.

§ 4. Lorsque les marchés sont passés par adjudication restreinte, l'ouverture des soumissions n'a pas lieu en séance publique; seuls les soumissionnaires sont convoqués pour la séance.

CHAPITRE V
DU MARCHÉ DE GRÉ À GRÉ

Art. 40. — § 1er. Sauf en ce qui concerne les marchés prévus à l'article 4, 1°, de l'ordonnance-loi 69-054 du 5/12/69, et les marchés qui doivent être tenus secrets, la décision de recourir au marché de gré à gré doit être motivée par l'administration et prise après avis du conseil des adjudications.

§ 2. Le marché de gré à gré est conclu par l'administration avec le contractant de son choix.

L'administration peut toutefois prescrire une procédure à suivre qui comprendrait notamment une certaine publicité et une certaine concurrence.

Lorsque les motifs techniques ou esthétiques exigent des recherches particulières, l'administration peut mettre en concours entre les hommes de l'art ou les entreprises spécialisées, l'établissement du projet d'un travail ou d'une fourniture; le concours peut porter à la fois sur la conception et sur l'exécution.

§ 3. Le marché de gré à gré résulte:

• soit d'un engagement souscrit à la suite d'un cahier spécial des charges;

• soit d'une soumission souscrite par celui qui propose de traiter;

• soit de la correspondance, suivant l'usage du commerce.

Il peut être constaté par de simples factures pour des travaux ou fournitures dont la dépense n'excède pas 500 Z.

CHAPITRE VI
DES CONSEILS DES ADJUDICATIONS ET DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES ADJUDICATIONS

Section Ire
Des conseils des adjudications

Paragraphe Ier
Dispositions générales

Art. 41. — Il est institué au siège du gouvernement et au chef-lieu de chaque province, un conseil des adjudications.

Il est institué un conseil des adjudications pour chaque ville et chaque circonscription coutumière.

La compétence, la mission, la composition et le fonctionnement des conseils des adjudications visés aux deux alinéas précédents sont déterminés par les règles qui suivent.

La désignation, la composition et le fonctionnement des conseils des adjudications appelés à connaître des marchés des organismes de droit public soumis à l'ordonnance-loi 69-054, du 5/12/1969, en vertu de son article 1er, 4°, sont déterminés conjointement par le ministre ayant les finances dans ses attributions et par le ministre qui exerce la tutelle sur l'organisme.

Paragraphe II
Compétence des conseils des adjudications

Art. 42. — La compétence des conseils des adjudications visés à l'article précédent est fixée par les articles 2, paragraphe 3, 27, 32, paragraphes 4 et 5, et 39, paragraphe 1, des présentes dispositions.

Art. 43. — Les marchés intéressant la République et qui doivent être exécutés, soit uniquement sur le territoire de la ville de Kinshasa, soit sur le territoire d'une seule province sont déférés au conseil des adjudications institué au chef-lieu de cette province.

Art. 44. — Lorsqu'un marché intéresse à la fois plusieurs autorités adjudicatrices et requiert l'intervention d'un conseil des adjudications, il est déféré:

1° au conseil des adjudications institué au siège du gouvernement, s'il intéresse la République d'une part et la ville de Kinshasa d'autre part;

2° au conseil des adjudications institué au chef-lieu de la province s'il intéresse:

• la République d'une part, et d'autre part, soit une ville, soit une ou plusieurs circonscriptions coutumières établies sur le territoire de la province;

• une ville établie sur le territoire d'une province d'une part, et une ou plusieurs circonscriptions coutumières établies sur le territoire de la province d'autre part.

Chacune des personnes juridiques intéressées est représentée au sein du conseil des adjudications par un délégué.

Lorsqu'un marché intéresse à la fois plusieurs circonscriptions coutumières et requiert l'intervention des conseils des adjudications des

diverses circonscriptions coutumières intéressées, ces conseils se réunissent sous la présidence de l'autorité désignée par le gouverneur de province.

Paragraphe III

Composition des conseils des adjudications

Art. 45. — Le conseil des adjudications institué au siège du gouvernement comprend:

1° comme membres permanents:

• le secrétaire général du ministère ayant les finances dans ses attributions, ou son délégué, président;

• un fonctionnaire délégué par le ministre ayant la justice dans ses attributions, vice-président;

• un fonctionnaire ayant dans ses attributions la comptabilité et les marchés, délégué par le ministre ayant les finances dans ses attributions;

• un fonctionnaire ayant dans ses attributions le budget et le contrôle, délégué par le ministre ayant les finances dans ses attributions;

• un fonctionnaire délégué par le ministre ayant les travaux publics dans ses attributions;

• un fonctionnaire délégué par le ministre ayant les transports et communications dans ses attributions;

• un fonctionnaire délégué par le ministre ayant l'économie dans ses attributions;

2° comme membres non permanents et pour les marchés qui les concernent:

un fonctionnaire ou un officier supérieur délégué par le ministre que le marché concerne.

Un secrétaire permanent désigné par le secrétaire général du ministère ayant les finances dans ses attributions, parmi les fonctionnaires du service de la comptabilité et des marchés, est adjoint au conseil des adjudications. Il est membre du conseil pour les séances d'ouverture des soumissions.

Art. 46. — Le conseil des adjudications institué au chef-lieu des provinces comprend:

1° comme membres permanents:

• le secrétaire provincial ou son délégué, président;

• les chefs des services provinciaux ayant dans leurs attributions respectives les affaires juridiques et contentieuses, les finances, l'économie et les travaux publics ou leur délégué;

2° comme membres non permanents et pour les marchés qui les concernent: l'autorité militaire la plus élevée en grade au chef-lieu de la province ou le chef du service provincial intéressé.

Le gouverneur de province désigne le vice-président parmi les membres permanents.

Un secrétaire permanent désigné par le gouverneur de province parmi les fonctionnaires du service provincial ayant la comptabilité dans ses attributions est adjoint au conseil des adjudications. Il est membre du conseil pour les séances d'ouverture des soumissions.

Art. 47. — Le conseil des adjudications des villes est composé de trois membres au moins choisis en son sein par le conseil de ville.

Art. 48. — Le conseil des adjudications des circonscriptions coutumières comprend:

1° l'administrateur de territoire ou son délégué, président;

2° un agent de l'administration choisi par le président en raison de sa compétence technique à l'égard du marché en cause;

3° trois représentants de la circonscription parmi les membres du collège permanent.

Paragraphe IV

Fonctionnement des conseils des adjudications

Art. 49. — Le conseil des adjudications ne siège valablement que lorsque trois au moins de ses membres sont présents.

Le même minimum de membres est requis pour chaque conseil, lorsque plusieurs conseils siègent simultanément, conformément aux dispositions de l'article 44.

Chaque membre peut se faire représenter par un délégué agréé par le président.

Le président empêché est remplacé par le vice-président.

Le président désigne le membre permanent du conseil chargé de présider les séances d'ouverture des soumissions. Celui-ci peut se faire remplacer par un délégué agréé par le président.

Le président peut substituer à la réunion du conseil, la consultation écrite de ses membres.

Toutefois, il sera tenu de réunir le conseil sur le cas qui a fait l'objet d'une consultation écrite lorsqu'un membre en fait la demande.

Paragraphe V

De l'autorité adjudicatrice

Art. 50. — L'autorité adjudicatrice est:

1° pour la République:

• au siège du gouvernement: le ministre que le marché concerne, qui peut déléguer ses pouvoirs au secrétaire général de son département;

• en province: le gouverneur de province;

2° pour la ville de Kinshasa: son gouverneur, et pour les autres villes, leur premier bourgmestre;

3° pour la circonscription coutumière: le chef;

4° pour les marchés visés aux 1° et 2° de l'article 44, l'autorité adjudicatrice dont dépend le conseil des adjudications auquel est déféré le marché;

5° pour les marchés intéressant plusieurs circonscriptions coutumières: conjointement, les chefs de chacune de ces circonscriptions;

6° pour les marchés prévus au 4° de l'article premier de l'ordonnance-loi 69-054 du 5 décembre 1969, l'organe qui, d'après les statuts de l'organisme de droit public, dispose des pouvoirs de gestion.

Paragraphe VI

De la réception des travaux et des fournitures

Art. 51. — Sauf pour les vivres de production locale qui sont valablement réceptionnés par le destinataire, la réception des travaux et le contrôle des fournitures ayant fait l'objet d'une adjudication ou d'un marché de gré à gré dont le coût est supérieur à la somme de 2.500 Z, sont faits par une commission de réception.

La commission de réception vérifie si les fournitures ou travaux sont conformes aux stipulations du cahier spécial des charges et aux engagements pris et dresse procès-verbal de ses constatations.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix. En cas de parité de voix, la décision incombe au conseil des adjudications, la commission de réception entendue.

Art. 52. — La composition de la commission de réception est déterminée comme suit:

1° au siège du gouvernement et au chef-lieu de la province:

• la commission de réception des travaux comporte des membres de droit et des membres désignés par le conseil des adjudications;

• le conseil nomme le président de la commission;

• la commission de réception des fournitures comporte un membre de droit, président, et des membres désignés par le conseil des adjudications;

• font de droit partie de la commission de réception, le ou les membres non permanents du conseil des adjudications qualifiées à ce titre par le marché en cause, ou leurs délégués;

• lorsque la réception doit avoir lieu en dehors du siège du gouvernement ou du chef-lieu de province, le conseil des adjudications peut désigner les membres de la commission parmi les agents officiers ou sous-officiers qualifiés résidant au lieu où doit se faire la réception;

2° pour la ville ou la circonscription coutumière:

• la réception des travaux et des fournitures est effectuée par les membres du conseil des adjudications.

Art. 53. — Le président empêché peut charger un des membres de la commission de le remplacer.

Le président suppléant exerce tous les droits du titulaire, sauf celui de désigner un suppléant à la présidence.

Les membres désignés peuvent se faire remplacer par un délégué agréé par le président. Si le remplacement des membres empêchés n'est pas possible, le président peut, soit remettre la réception, soit passer outre et y faire procéder par la commission incomplète.

L'empêchement des membres et l'impossibilité éventuelle de les remplacer sont actés au procès-verbal, ainsi que la désignation des suppléants.

Section II

Du conseil supérieur des adjudications

Paragraphe I^er^

Dispositions générales

Art. 54. — Il est institué au siège du gouvernement, un conseil supérieur des adjudications dont la composition et le fonctionnement sont déterminés d'après les règles qui suivent.

Le conseil supérieur des adjudications a pour mission:

1° en matière non contentieuse:

a) de donner au gouvernement, à l'intervention du ministre ayant les finances dans ses attributions, des avis sur les problèmes généraux relatifs aux marchés que ses membres lui soumettent;

b) de donner au gouvernement, à l'intervention du ministre ayant les finances dans ses attributions, son avis sur toute proposition de modification du cahier général des charges;

c) d'examiner les questions relatives à la passation, à l'exécution des marchés et à l'interprétation de la présente ordonnance, ainsi que des clauses contractuelles y annexées;

d) de donner avis au gouvernement, à l'intervention du ministre ayant les finances dans ses attributions, sur les propositions de modification de la présente ordonnance, ainsi que des clauses contractuelles y annexées, ou de les proposer;

2° en matière contentieuse:

a) de donner au gouvernement, à l'intervention du ministre ayant les finances dans ses attributions, son avis sur les recours introduits par les contractants des marchés contre les décisions de l'autorité adjudicatrice et de rechercher les éléments susceptibles d'être adoptés en vue d'une solution amiable;

b) de donner son avis au ministre ayant les finances dans ses attributions, sur les propositions d'exclusion formulées en vue de l'application de l'article 6 de l'ordonnance-loi 69-054 du 5 décembre 1969, ainsi que sur les propositions d'exclusion formulées en vertu des articles 6, 48, 66, K, du cahier général des charges.

Paragraphe II

Composition

Art. 55. — Le conseil supérieur des adjudications est composé:

1° d'un magistrat du siège désigné par le premier président de la Cour d'appel de Kinshasa, président;

2° du commandant en chef de l'armée nationale congolaise ou de son délégué;

3° des secrétaires généraux des départements ministériels ayant dans leurs attributions respectives: le travail et la prévoyance sociale, l'intérieur, l'économie, les finances, les travaux publics ou de leur délégué;

4° d'un secrétaire permanent nommé par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Art. 56. — Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut adjoindre au conseil supérieur des adjudications, pour l'étude d'affaires déterminées, des membres temporaires ayant voix consultative.

Paragraphe III

Fonctionnement

Art. 57. — Il est formé au sein du conseil supérieur des adjudications, une section du contentieux composée, indépendamment des membres prévus à l'article 55, de trois membres effectifs et de trois membres suppléants chargés de représenter les entrepreneurs et les industriels.

Ces membres sont nommés et révoqués par le ministre ayant les finances dans ses attributions. La durée de leur mandat ne peut excéder cinq ans.

Cette section s'occupe exclusivement des litiges visés au 2° du 2e alinéa de l'article 54.

Art. 58. — La section du contentieux entend le chef d'entreprise ainsi que les agents de l'administration. Le chef d'entreprise peut être assisté ou remplacé par un de ses préposés permanents.

La section du contentieux peut provoquer la production par les parties de mémoires écrits ou de tous documents et recourir à tous autres moyens d'information, y compris l'expertise.

Art. 59. — La section du contentieux siège à huis clos.

Elle ne délibère valablement que lorsque sont présents:

1° trois des membres visés à l'article 55, dont le président et un fonctionnaire;

2° un des membres visés à l'article 57.

Les avis sont adoptés à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 60. — Le conseil supérieur des adjudications arrête son règlement d'ordre intérieur qui définira notamment le mode de présentation et d'introduction des affaires à la section du contentieux.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 61. — § 1er. Après approbation des adjudications et la conclusion des marchés, il ne peut être dérogé aux clauses et conditions des devis et cahiers des charges pour changer la nature de l'entreprise ou des travaux et en modifier en conséquence le prix, que par décision de l'administration prise sur avis du conseil des adjudications et avec l'accord de l'entrepreneur ou du fournisseur, sauf si le cahier des charges ne requiert pas cet accord.

§ 2. Après l'approbation des adjudications et la conclusion des marchés, il ne peut être accordé de majoration de prix pour laquelle l'entrepreneur ou le fournisseur ne peut faire valoir un droit en vertu du contrat, ni une franchise de sa responsabilité ou une remise des amendes qu'il a encourues, que par décision motivée de l'administration prise sur avis du conseil des adjudications, et seulement en cas de force majeure ou de circonstances extraordinaires.

Art. 62. — Aux échéances éventuellement prévues ou aussitôt que les travaux ou fournitures sont parvenus à un degré d'avancement donnant droit à un paiement, l'entrepreneur ou le fournisseur introduit une facture portant toutes les précisions quant à l'avancement des travaux ou fournitures.

Art. 63. — § 1er. Dans le cas où il est constaté que l'adjudicataire est en retard d'effectuer tout ou partie du paiement des salaires, l'administration paie d'office, pour compte de l'adjudicataire, les salaires arriérés conformément aux conventions existant entre l'adjudicataire et son personnel.

La présente disposition est applicable aux sous-contractants et aux cessionnaires du contrat.

§ 2. Les adjudicataires établis à l'étranger peuvent être tenus de fournir une attestation d'un organisme officiel établissant qu'ils sont en règle vis-à-vis de la législation sociale de leur pays.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS ABROGATOIRES ET FINALES

Art. 64. — Sont abrogés:

1° l'arrêté royal du 23 avril 1953 portant création de l'agence des approvisionnements du ministère du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, modifié par l'arrêté royal du 18 mai 1959;

2° l'arrêté royal du 26 juin 1959 organique des marchés publics de travaux, de fournitures et de transports;

3° l'ordonnance 34-648 du 11 décembre 1959 sur les conseils et le conseil supérieur des adjudications;

4° l'ordonnance 77 du 18 octobre 1961 relative aux marchés intéressant le ministère des Travaux publics;

5° l'arrêté ministériel du 25 mai 1962 déterminant la composition et le fonctionnement du conseil des adjudications du ministère des Travaux publics;

6° l'arrêté ministériel du 6 février 1967 relatif à la composition du conseil des adjudications du ministère des Travaux publics;

7° l'ordonnance 168 du 6 octobre 1962 relative aux marchés intéressant le ministère des Transports et Communications;

8° l'arrêté ministériel du 30 août 1963 déterminant la composition et le fonctionnement du conseil des adjudications du ministère des Transports et Communications;

9° l'ordonnance 69-033 du 10 février 1969 relative aux marchés de travaux, de fournitures et de transports de l'armée nationale congolaise;

10° l'ordonnance 69-075 du 12 mars 1969 relative aux marchés de travaux, de fournitures et de transports du ministère des Anciens Combattants.

Art. 65. — Le ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe

Clauses contractuelles constituant le cahier général des charges.

A.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES MARCHÉS

I.

ÉTABLISSEMENT DES CONTRATS

Art. 1er. — *Documents*

a) Outre les conditions prévues par l'ordonnance 69-279 du 5 décembre 1969, le cahier spécial des charges mentionne notamment les plans, spécifications techniques, modèles, échantillons, calibres, etc., qui sont déposés et revêtus du cachet ou de la marque de l'administration; ils peuvent être examinés tous les jours non fériés aux heures et dans les locaux indiqués dans l'avis d'adjudication ou dans le cahier spécial des charges. Des exemplaires des plans ou des échantillons déposés peuvent être obtenus aux prix fixés par ces documents.

b) Tout adjudicataire peut être écarté d'office à l'expiration de la période de vingt jours du calendrier suivant la date de la réception de la notification ou de l'approbation de la soumission, s'il ne prouve qu'il est à même de faire face à ses engagements dans les conditions prévues, éventuellement par une inscription préalable au répertoire des entreprises agréées, si elle est obligatoire dans son cas et s'il ne fournit les attestations prévues aux alinéas qui suivent.

Les adjudicataires assujettis à la législation applicable dans la République fournissent une attestation de l'inspection du travail précisant qu'ils remplissent leurs obligations à l'égard de la législation du travail.

Ils fournissent en outre une attestation de l'Institut national de sécurité sociale certifiant que, sur base des éléments dont celui-ci a connaissance, la situation des adjudicataires est en règle en matière de sécurité sociale.

Les certificats ci-dessus ne sont pas valables s'ils remontent à plus de six mois avant la date fixée pour la séance d'ouverture des soumissions.

c) Le contrat est résilié de plein droit s'il est établi que les renseignements éventuellement produits sur base de l'article 16 de l'ordonnance ont amené l'administration à se méprendre sur la situation juridique du cocontractant.

Art. 2. — *Fonctionnaire dirigeant*

Le service ou le fonctionnaire dirigeant, chargé de surveiller l'exécution du marché, est désigné par l'administration à l'adjudicataire dans la lettre lui notifiant l'approbation de sa soumission et lui indiquant les documents à fournir à moins que ces renseignements ne figurent déjà dans le cahier spécial des charges.

Art. 3. — *Notification*

Sont notifiés à l'adjudicataire, soit par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, soit par lettre remise contre récépissé à lui-même ou à son délégué, soit par exploit d'huissier: les avis de résiliation ou de résolution de marchés ou de parties de marchés, de commande pour compte, d'adjudications publiques ou d'exécution en régie, ainsi que les avis indiquant les lieux et dates de réception de fournitures ou de travaux effectués pour compte et les bons de commande sur marché.

II.

EXÉCUTION DES CONTRATS

Art. 4. — *Documents et objets*

a) Approbation et reproduction des documents.

L'adjudicataire, après approbation de sa soumission, peut apposer son cachet ou sa signature sur le cahier spécial des charges et ses annexes et sur les plans, modèles, dessins, échantillons, calibres, etc., approuvés par l'administration, lesquels restent à cet effet déposés dans les locaux indiqués au cahier spécial des charges, pendant vingt jours du calendrier à compter du lendemain du jour de la réception de l'avis d'approbation de la soumission.

L'omission de cette formalité ne peut en aucun cas être invoquée par l'adjudicataire.

Il est délivré gratuitement à l'adjudicataire un exemplaire du cahier spécial des charges et de ses annexes; il peut prendre connaissance et copie de sa soumission dans les bureaux de l'administration.

b) Documents et objets nécessaires à l'exécution des marchés.

Une collection complète de copies photographiées des plans nécessaires à l'adjudication est transmise à sa demande, gratuitement et franco, à l'adjudicataire. L'administration est responsable de la conformité de ces copies aux originaux.

Le cahier spécial des charges mentionne quels sont, en outre, les documents et objets qui peuvent être mis à la disposition de l'adjudicataire pour faciliter son travail.

Ces délivrances n'ont lieu que sur demande écrite après que l'adjudicataire ait produit, s'il y est tenu, son titre de cautionnement ou la preuve du versement de ce cautionnement. La valeur de ces documents ou objets est indiquée à l'adjudicataire.

Les frais de transport, aller et retour, des documents et objets dont il est question à l'alinéa précédent sont à charge de l'adjudicataire.

L'administration peut lorsqu'elle le juge convenable, les considérer comme perdus, s'ils ne sont pas restitués dans les vingt jours du calendrier après la date fixée et les faire remplacer aux frais de l'adjudicataire.

Tout ce qui est détérioré est remplacé ou réparé aux frais de l'adjudicataire.

Les documents ou objets visés aux quatre alinéas précédents sont restitués par l'adjudicataire dans les vingt jours du calendrier après le jour de la réception de la première fourniture. Il est fait exception pour les calibres et les objets de moulage qui sont renvoyés à l'administration dans les vingt jours du calendrier après le jour de l'achèvement des travaux ou de la livraison de la fourniture.

L'adjudicataire est réputé avoir vérifié si les doubles des modèles, échantillons, etc. qui lui sont remis sont parfaitement identiques à ceux qui ont servi de base à l'adjudication, et qui sont conservés par l'administration pour servir à la réception des travaux ou des fournitures.

c) Plans de détail et d'exécution.

L'adjudicataire établit à ses frais tous les plans de détail et d'exécution et autres documents et objets qui lui sont nécessaires pour mener à bonne fin l'exécution du marché.

Les épures et plans de détail et d'exécution dressés à une échelle convenable sont soumis à l'approbation de l'administration. La présente disposition concerne notamment les ouvrages en béton armé et en charpentes métalliques, lorsque le cahier spécial des charges ne fournit que des modes de sollicitation et la forme générale de ces ouvrages. Les notes de calcul doivent être soumises à l'approbation de l'administration. Celle-ci dispose d'un délai de vingt jours du calendrier pour l'approbation ou le rejet des plans. Tout dépassement de ce délai entraîne une prolongation du délai d'exécution égale au retard. Le nombre d'exemplaires des plans, projets, notes de calcul,

etc., que l'adjudicataire est tenu de fournir à l'administration est indiqué par le cahier spécial des charges.

Ces documents ne peuvent être reproduits ou employés par l'administration pour un autre usage. Ils ne peuvent, en conséquence, être communiqués à des tiers. À défaut de pouvoir faire exécuter ce travail par l'auteur des plans, il pourra être dérogé à cette règle pour le remplacement urgent et indispensable des pièces soumises à usure importante telles que buselures, galets, etc.

d) Documents supplémentaires.

L'adjudicataire peut acheter à l'administration autant d'exemplaires qu'il lui convient des plans et cahiers des charges ayant servi à la mise en adjudication, à concurrence du stock disponible, en plus des plans, modèles ou échantillons reçus gratuitement.

e) Qualité des travaux et fournitures.

Les travaux et les objets ou matières à fournir doivent répondre en tous points aux spécifications techniques stipulées dans le cahier spécial des charges. Ils doivent être conformes sous tous les rapports aux plans, dessins, métrés, modèles, échantillons, calibres, etc., déposés.

Lorsque les matières et objets sont définis simultanément par des plans, des échantillons et des types et si aucune stipulation contraire ne figure aux cahiers des charges, le plan détermine la forme de l'objet, ses dimensions et la nature de la matière dont il est constitué; le type n'est à considérer que pour le fini d'exécution, l'échantillon, pour la qualité de la matière.

f) Identifications.

Tous les objets et fournitures qui en sont susceptibles portent la marque de l'adjudicataire à un endroit à désigner par l'administration, si le cahier spécial des charges exige cette apposition de marque.

g) Surveillance des préparations et fabrications.

L'administration peut faire surveiller partout la préparation et la fabrication de tout ce qui doit lui être livré; l'adjudicataire est tenu de donner aux délégués de l'administration tous les renseignements nécessaires et toutes les facilités pour remplir cette mission.

L'adjudicataire, à la demande du service de réception et de surveillance, met provisoirement et gratuitement à la disposition de l'administration tous les calibres et instruments reconnus nécessaires à la vérification des travaux à effectuer et objets à fournir.

La surveillance exercée n'exonère pas l'adjudicataire de sa responsabilité en cas de rebut de travaux ou fournitures.

Art. 5. — *Cautionnement*

a) Montant des cautionnements.

Le montant du cautionnement à constituer éventuellement est fixé à 5 % du montant du marché.

Pour le calcul des sommes constitutives des cautionnements, les montants égaux ou inférieurs à 50 K sont négligés; les autres sont arrondis à 1 Z. Il en est de même du premier paiement et des compléments à verser lorsque la constitution progressive du cautionnement est prévue.

Si les modifications apportées au cours du contrat augmentent la valeur de la soumission de 20 % au moins, et au minimum d'une somme de 1.000 Z, l'administration peut exiger un supplément de cautionnement.

b) Nature du cautionnement.

Le cautionnement n'est pas productif d'intérêts. Il est constitué en espèces ayant cours légal dans la République.

Le versement en espèces peut être remplacé par une constitution de caution solidaire donnée par écrit sans restriction aucune, par un établissement bancaire ou de crédit agréé par le ministre ayant les finances dans ses attributions. Cet établissement s'engage à verser à l'administration le montant total du cautionnement sur simple mise en demeure, notifiée par lettre recommandée à la poste, dans les dix jours du calendrier de la réception de la notification.

Le cautionnement peut également être réalisé par le dépôt de titres au porteur de la dette publique chez un organisme bancaire agréé par le ministre ayant les finances dans ses attributions. La banque glisse ces titres sous un dossier à découvert spécial, bloqué en faveur de l'administration et s'engage à ne les restituer au déposant que sur accord écrit de celle-ci.

Les titres n'ayant plus que deux ans à courir sont estimés à leur valeur nominale. Ceux dont l'échéance est plus éloignée sont admis à 80% de leur valeur nominale.

Les coupons venant à échéance sont remis au déposant ou encaissés pour son compte.

L'administration ne supporte aucun des frais entraînés par ce dépôt.

Le soumissionnaire fixe, dans sa soumission, le mode de cautionnement qu'il désire, l'administration n'étant cependant pas liée par cette préférence.

c) Justification du versement du montant du cautionnement.

Dans les vingt jours qui suivent le jour de la réception de la notification de l'approbation de sa soumission, l'adjudicataire justifie le versement du cautionnement fixé dans cette même notification.

Le cautionnement doit être versé en une fois. Pour les travaux, le cahier spécial des charges peut prévoir d'autres modalités de versement. La caution solidaire est constituée dans les mêmes délais que le cautionnement.

Le dépôt de titres se fait en une seule fois pour la totalité du cautionnement.

Il est signifié à l'administration par la banque agréée dans les vingt jours du calendrier de la réception de la notification de l'approbation de la soumission.

Art. 6. — *Défaut de cautionnement*

Si l'adjudicataire n'a pas satisfait à l'obligation de constituer, dans les conditions prescrites, le cautionnement éventuellement exigé, l'administration a la faculté, à l'échéance du délai de vingt jours du calendrier fixé à l'article 5, de déclarer nulle l'approbation de la soumission ou de faire réadjuger dans les même formes, ou en cas d'urgence ou de nécessité, ce dont elle est seule juge d'exécuter elle-même ou par marché de gré à gré, tout ou partie du marché, aux frais, risques et périls du défaillant, sans préjudice à l'exercice de tous autres droits dérivant du contrat; en outre, son exclusion, soit temporaire, soit définitive des marchés peut être proposée par l'administration, sur avis du conseil supérieur des adjudications.

Ces mesures sont subordonnées à une mise en demeure par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, de la part de l'administration qui accorde à l'adjudicataire un dernier délai de dix jours du calendrier pour constituer le cautionnement, à compter de la date de la réception par l'adjudicataire.

Si l'administration n'use pas de la faculté dont il est question au 1er alinéa, elle peut suspendre le paiement des sommes dues à l'adjudicataire pour le marché en cours, jusqu'à la constitution du cautionnement, sans que l'adjudicataire puisse prétendre à un intérêt de retard, et sans préjudice à l'application de retenues prévues à l'un des articles 48 ou 66.

Art. 7. — *Droits de l'administration sur le cautionnement*

a) En cas de retard dans l'exécution ou en cas d'inexécution totale ou partielle du marché, même s'il y a résiliation du contrat, l'administration prélève d'office les sommes qui lui reviennent sur le cautionnement lui-même s'il est constitué en espèces.

S'il est constitué par une caution solidaire, la banque ou l'établissement de crédit agréé est invité par lettre recommandée à verser à l'administration le montant du cautionnement garanti ou la partie de cautionnement suffisant à couvrir le montant des sommes dues.

S'il est constitué en titres au porteur, l'administration peut encaisser les coupons et faire vendre ou racheter les titres conformément aux dispositions légales en vigueur.

b) Le cautionnement continue à garantir les obligations de l'adjudicataire jusqu'à complète exécution du contrat. Si l'administration a opéré des prélèvements sur le cautionnement, l'adjudicataire le reconstitue dans les vingt jours du calendrier qui suivent celui où il a reçu connaissance de l'ordre qui lui en a été donné.

c) Dans le cas où le cautionnement qui garantit l'exécution d'un marché a cessé d'être intégralement constitué et où l'adjudicataire demeure en défaut de combler le déficit, une retenue égale au montant de celui-ci est opérée sur les paiements à faire et affectée à la reconstitution du cautionnement.

Art. 8. — *Cautionnements constitués par des tiers*

Dans tous les cas où le cautionnement est constitué par un tiers, sous la forme de cautionnement collectif ou autre, ce tiers est lié par toute décision judiciaire intervenant à la suite d'une contestation quelconque relative l'existence, à l'interprétation ou à l'exécution du contrat pourvu que cette contestation lui ait été signifiée dans la forme indiquée ci-après.

La dénonciation prévue à l'alinéa précédent se fait par l'administration, par exploit d'huissier et dans le délai prévu par le Code de procédure civile. Le tiers peut intervenir s'il le juge opportun.

Sont portés à la connaissance du tiers qui garantit ou constitue le cautionnement, à simple titre d'information et sur sa demande écrite, appuyée d'une autorisation expresse de l'adjudicataire, tout procès-verbal et toute communication ayant pour objet de notifier à l'adjudicataire qu'il y a lieu à rejet de travaux ou de fournitures, à résiliation ou résolution de marché ou partie du marché, à commande pour compte, à adjudication ou à exécution en régie.

Art. 9. — *Restitution du cautionnement après réception*

a) Pour les entreprises de travaux, lorsqu'il y a deux réceptions, l'une provisoire et l'autre définitive, le cautionnement est restitué par moitié, la première après la réception provisoire de l'ensemble du marché, la seconde, après la réception définitive.

Lorsqu'il n'est pas prévu de réception provisoire, la restitution se fait en une fois après la réception définitive.

b) Pour les marchés de fournitures, le cautionnement est restitué lorsqu'il est constaté que l'adjudicataire a rempli toutes les obligations imposées par le contrat.

Lorsque le contrat ne prévoit aucune garantie spéciale, le cautionnement est remboursé en entier après la réception de la fourniture.

Si des garanties spéciales sont stipulées, la moitié du cautionnement est retenue jusqu'au moment où il est constaté que l'adjudicataire a satisfait à tous ses engagements.

c) Pour les entreprises de travaux ou fournitures.

La caution solidaire est sublevée de toutes obligations dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour remboursement du cautionnement en espèces.

Il en est de même du cautionnement constitué en dépôt de titres.

Dans les deux cas, la libération du cautionnement est expressément signifiée à l'établissement agréé.

Le remboursement ou la libération total ou partiel se fait d'office dans les trente jours du calendrier qui suivent celui de la réception provisoire ou de la réception définitive ou de l'expiration du délai de garantie.

Passé de délai, l'adjudicataire a droit, sur sa demande, à un intérêt simple, calculé au prorata du nombre de jours de retard au taux de 6 % l'an. Ce taux est porté à 9 % à dater du dixième jour de retard.

Art. 10. — *Sous-traitants et exclusions*

a) Sous-traitants.

L'administration n'est liée par aucun lien juridique avec les sous-traitants de l'adjudicataire.

Elle a la faculté d'exiger que son accord préalable soit obtenu sur le choix de sous-traitants de l'adjudicataire, celui-ci restant dans tous les cas responsable envers elle.

b) Personnes physiques ou morales exclues.

Il est interdit à l'adjudicataire de confier tout ou partie de son marché à une personne physique ou morale exclue, quelle que soit la cause de l'exclusion.

Si l'adjudicataire est le père, la mère, l'époux, l'épouse ou l'enfant d'un entrepreneur ou fournisseur exclu, celui-ci ne peut participer en aucune manière à l'exécution, à la direction ou la surveillance de l'entreprise, même comme préposé rémunéré.

Si l'adjudicataire est une personne morale, un entrepreneur ou fournisseur exclu ne peut participer en aucune façon à son activité.

Dans les entreprises de travaux, l'adjudicataire ne peut utiliser sur chantier un entrepreneur exclu ou ne jouissant pas de l'entièreté de ses droits civils; il ne peut ni directement, ni indirectement lui faire exercer des fonctions de direction ou de surveillance, soit dans l'entreprise, soit sur ses chantiers.

Toute infraction à l'une de ces conditions provoque la résiliation du contrat et la remise en adjudication aux frais de l'adjudicataire.

Art. 11. — *Affaires concomitantes*

Sauf application éventuelle des règles de la compensation légale et ce qui est dit à l'article 51, ci-après, à propos des fournitures, chaque entreprise de travaux ou de fournitures forme un marché séparé dont l'exécution, de la part de l'adjudicataire, doit, dans toutes les éventualités, rester indépendante de toutes autres entreprises de travaux ou de fournitures dont celui-ci se trouve également adjudicataire.

En dehors de ces règles, les difficultés qui surviennent au sujet de l'un des marchés ne peuvent en aucun cas autoriser l'adjudicataire à modifier ou à retarder l'exécution des autres marchés: réciproquement, l'administration ne peut se prévaloir de ces difficultés pour suspendre les paiements dus sur un autre marché.

Art. 12. — *Réceptions*

a) Diverses espèces de réception.

La réception consiste à vérifier si les travaux effectués, les matières, les matériaux, les objets à mettre en œuvre ou prêts à être livrés répondent aux conditions tant qualitatives que quantitatives imposées par le cahier spécial des charges; elle s'effectue au lieu d'exécution des travaux ou au lieu de production ou de destination, sauf stipulation contraire du cahier spécial des charges.

Il y a lieu de considérer en matière de réception:

1° la réception technique préalable dont il est traité ci-après aux littéras *e* et *f*;

2° la réception provisoire dont il est question aux articles 43 pour les travaux et 57, 56 et 61 pour les fournitures;

3° la réception définitive dont il est question aux articles 43 pour les travaux, et 64 pour les fournitures.

b) Contrôle des fournitures.

L'administration constate par tels moyens de pratique courante qu'elle juge convenables si les matières ou objets présentent les qualités requises et satisfont aux conditions du contrat.

La mesure dans laquelle les essais peuvent comporter des destructions est indiquée dans le cahier spécial des charges, soit directement, soit par référence à une spécification technique.

c) Rebuts.

Les matières ou objets qui n'ont pas les qualités exigées sont rebutés. Il peut y être appliqué une marque particulière; celle-ci ne peut être de nature à altérer ce qui est fourni ou à modifier sa valeur commerciale.

Tout ce qui est rejeté doit être immédiatement remplacé et, suivant ce que l'administration, requiert, est enlevé ou maintenu selon ce qui est dit aux articles 27 relatif aux travaux et 61 relatif aux fournitures.

L'adjudicataire reste, sous ce rapport, soumis aux pénalités de retard.

d) Frais de réception.

Les frais de déplacement du personnel réceptionnaire sont à la charge de l'administration sauf convention contraire.

Toutefois, en cas de déplacement inutile du personnel réceptionnaire (rebut total, fourniture pas prête, les frais sont portés en compte à l'adjudicataire.

e) Réception technique préalable.

Si le cahier spécial des charges impose des conditions de réception technique de matières, matériaux ou pièces à mettre en œuvre par l'adjudicataire pour les travaux à effectuer ou pour la fabrication des objets qu'il doit livrer, ces matières, matériaux ou pièces doivent être agréés par l'administration préalablement à leur mise en œuvre.

Il en est de même si le cahier des charges prévoit la fabrication d'une ou de pièces types.

La réception technique préalable se fait, en règle générale, aux usines de l'adjudicataire ou du fabricant.

La réception technique préalable peut également comporter, si le cahier spécial des charges le prévoit, l'examen d'échantillons avant la mise en fabrication.

Toute réception technique préalable fait l'objet d'une demande adressée par l'adjudicataire à l'administration; cette demande est formulée par écrit dans les formes prescrites par l'administration.

Elle donne la spécification des matières, matériaux, pièces, échantillons à réceptionner, indiquant en outre le numéro du cahier spécial des charges, le numéro du lot et le lieu où la réception doit s'effectuer.

Bien que les matières, matériaux ou pièces à mettre en œuvre pour les travaux à exécuter ou pour la fabrication d'objets à fournir aient été réceptionnés, ils pourront encore être refusés ultérieurement et devront être immédiatement remplacés par l'entrepreneur de travaux ou de fournitures si, par un nouvel examen fait avant l'emploi, soit au moment de la mise en œuvre, soit après l'exécution du travail ou de la fourniture et jusqu'au moment de la réception définitive, des défauts non apparents ou des avariés qui auraient échappé à un premier examen ou des avaries qui seraient survenues postérieurement viennent à être reconnus.

Ce remplacement est indépendant des obligations découlant pour l'adjudicataire, des dispositions des articles 19, 43 et 56.

f) Conditions particulières de la réception technique préalable.

1° Matières, matériaux ou pièces à mettre en œuvre, pièces types.

L'administration dispose d'un délai maximum de trente jours du calendrier après le jour où la demande de réception lui parvient pour fixer sa décision d'acceptation ou de rejet. Ce délai est porté à 60 jours du calendrier pour les articles dont l'examen entraîne l'intervention d'un laboratoire.

Une prolongation du délai d'exécution peut éventuellement être accordée en cas de dépassement des délais prévus à l'alinéa précédent.

2° Échantillons.

Lorsque le cahier spécial des charges prévoit un examen d'échantillons préalable à la fabrication ou à la livraison, l'adjudicataire doit, pour chacun des matériaux ou objets à fournir, faire examiner par le réceptionnaire deux exemplaires identiques auxquels, après agréation, la fourniture entière doit être conforme.

Ces deux échantillons sont poinçonnés par le réceptionnaire. L'un d'eux est envoyé dans un délai de cinq jours du calendrier par les soins de l'adjudicataire au lieu de livraison, il y est conservé jusqu'à l'achèvement de l'entreprise afin de pouvoir être reproduit en cas de contestation.

Il est éventuellement considéré comme compris dans la dernière livraison effectuée par l'adjudicataire.

L'autre échantillon reste entre les mains de l'adjudicataire à moins qu'il ne désire le comprendre dans ses livraisons.

Les fournitures et travaux ne peuvent être faits avant que l'adjudicataire ait envoyé au lieu de livraison l'échantillon agréé.

Lorsque la nature des objets, matériaux ou matières à fournir exige, d'après les stipulations du cahier spécial des charges ou des documents auxquels il se réfère, la présentation à l'examen du réceptionnaire d'un échantillon unique de chaque fourniture, celui-ci, après qu'il a été identifié comme il est dit ci-dessus, est conservé par l'adjudicataire jusqu'à l'achèvement de l'entreprise.

Toutefois, l'administration peut autoriser l'adjudicataire à le livrer plus tôt.

La décision du réceptionnaire quant aux échantillons soumis à son agréation intervient dans les vingt jours du calendrier suivant celui de leur présentation.

Une prolongation de délai d'exécution peut éventuellement être accordée en cas de dépassement du délai prévu à l'alinéa précédent.

Art. 13. — *Frais divers et variations de prix*

a) Sauf ce qui est dit ci-après, tous droits et impositions quelconques auxquels sont assujettis les matériaux et objets à mettre en œuvre ou à fournir, sont à charge de l'adjudicataire.

b) Pour les entreprises de fournitures, le cahier spécial des charges prévoit les modalités de révision, provenant des variations éventuelles des divers éléments constitutifs des prix, tels que rémunérations, charges sociales, matières et matériaux, frais de douane, taxes à l'importation, tarifs de transports, etc.

c) Pour les entreprises de travaux, le cahier spécial des charges prévoit les modalités de révision provenant des variations éventuelles des rémunérations, des charges sociales du personnel utilisé sur des chantiers, des matériaux, ainsi que des tarifs de transports par voie aérienne, par chemin de fer et par voie d'eau. Il peut prévoir la révision pour d'autres éléments constitutifs des prix.

d) Les prix ne peuvent être soumis à révision pour des prestations effectuées dans une période de retard imputable à l'adjudicataire; cependant, dans le cas où la révision conduit à une baisse des prix, cette révision doit se faire dans la limite du délai réel d'exécution.

Art. 14. — *Brevets, licences, etc.*

a) Le prix d'acquisition des droits de brevets, les redevances dues pour licences d'exploitation, ainsi que l'entretien du brevet sont supportés par l'adjudicataire lorsque leur existence est signalée dans le cahier spécial des charges.

b) Lorsque l'administration fait elle-même la description complète ou partielle de la fourniture ou de l'ouvrage, sans mentionner l'existence d'un brevet ou d'une licence de brevet qui conditionne l'exécution de cette fourniture ou de cet ouvrage, elle en supporte le prix d'acquisition, les redevances ainsi que l'entretien éventuel, elle est tenue aux dommages-intérêts éventuels envers le possesseur du droit de brevet. Les mêmes règles sont applicables aux dessins et modèles nécessaires à la mise en œuvre de la fourniture ou de l'ouvrage.

c) Lorsque le cahier spécial des charges appelle les soumissionnaires à faire eux-mêmes la description de tout ou partie de la fourniture ou de l'ouvrage:

1° les soumissionnaires qui sont détenteurs d'un brevet ou d'une licence de brevet concernant cette fourniture ou cet ouvrage ne peuvent, de ce chef, réclamer à l'administration aucune majoration sur le prix de leur soumission.

Ils sont tenus de faire mention de ce brevet ou licence dans les documents accompagnant leurs soumissions et d'indiquer notamment le numéro et la date du brevet. Il sont également tenus de signaler les dessins et modèles nécessaires à l'exécution de la fourniture ou de l'ouvrage s'ils en sont les auteurs ou sur lesquels ils ont des droits. L'omission de ces mentions a comme conséquence, pour l'avenir, que l'adjudicataire n'est pas fondé à réclamer les dommages-intérêts nés des suites que la méconnaissance de ce droit de brevet ou d'auteur peut entraîner;

2° l'adjudicataire qui n'a pas respecté les droits de brevet du tiers ou ses droits d'auteur, ou ne les a pas signalés à l'administration, est garant vis-à-vis de tout recours exercé contre elle par ce tiers.

Art. 15. — *Paiement*

a) Paiement des travaux.

Le prix des travaux est payé soit en une fois, en fin d'entreprise, soit par acomptes mensuels au fur et à mesure de l'avancement du marché.

Le cahier spécial des charges indique dans quelle mesure et à quelles conditions, la valeur des matériaux dont la mise en œuvre est autorisée, et des prestations admises, est incluse dans les paiements.

Les paiements sont effectués sur production par l'adjudicataire d'une facture portant situation détaillée justifiant le paiement demandé.

Les factures sont visées pour approbation par l'administration et payées dans les soixante jours du calendrier suivant le jour de leur réception.

Les factures qui ne sont pas approuvées sont renvoyées sans délai à l'adjudicataire, avec indication du motif du renvoi et notification du montant admis pour l'établissement d'une nouvelle facture.

La demande de paiement ne peut tenir compte que des modifications déjà approuvées par l'administration.

En cas de décompte à la fin de l'entreprise, le délai pour l'approbation et le paiement est porté à quatre-vingt-dix jours du calendrier à dater de la réception de la facture portant décompte.

b) Paiement des fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué en une fois, sauf stipulation contraire du cahier spécial des charges.

Les factures à introduire par l'adjudicataire après la terminaison des formalités de réception et d'agréation sont visées pour approbation par l'administration et payées dans les soixante jours du calendrier suivant le jour de la réception.

Lorsque le cahier spécial des charges prévoit des paiements partiels, l'approbation et le paiement de chacune des factures se font dans les mêmes conditions.

c) Intérêts de retard dans les paiements en matière de travaux et de fournitures.

En cas de retard dans les paiements dont l'administration est responsable, des intérêts de retard sont dus.

Si le délai fixé pour le paiement est dépassé, alors que le marché n'a pas donné lieu à contestation, l'adjudicataire a droit à un intérêt calculé au prorata du nombre de jours de calendrier de retard, au taux de 6 % l'an. Ce taux est porté à 9 % à partir du cent unième jour de retard.

Toutefois, le paiement de cet intérêt est subordonné à l'introduction par l'adjudicataire d'une demande écrite dans les soixante jours du calendrier prenant cours le lendemain du jour du paiement du solde du marché.

Une remise des retenues pour retard ne peut être assimilée à un paiement de solde.

L'intérêt n'est dû que s'il atteint un minimum de 5 zaïres par paiement.

d) Paiement en cas de saisie-arrêt.

En cas de saisie-arrêt à charge de l'adjudicataire, l'administration dispose en outre, sans préjudice aux délais de soixante et quatre-vingt-dix jours prévus à l'article précédent, d'un délai de trente jours du calendrier prenant cours le jour où l'obstacle au paiement a été levé.

e) L'interruption par l'administration.

Pour les interruptions autres que celles relatives aux intempéries et celles prévues au cahier spécial des charges, et pour autant qu'elles dépassent dans l'ensemble dix jours du calendrier pour les marchés dont le délai d'exécution est de deux cents jours du calendrier au moins, ou qu'elles dépassent dans l'ensemble un vingtième du délai d'exécution pour les autres marchés, l'adjudicataire est fondé à introduire auprès de l'administration un compte d'indemnisation dont le montant est convenu de commun accord, l'adjudicataire ne peut pas se prévaloir des discussions en cours à ce sujet pour ne pas reprendre l'exécution du marché.

f) Interruption par l'adjudicataire pour non-paiement.

Lorsque, par la faute du maître de l'ouvrage ou de l'acheteur, les paiements ne sont pas effectués à cent jours du calendrier après celui de la remise de la demande, établie comme il est dit ci-dessus, il est permis à l'adjudicataire d'interrompre ses travaux ou fournitures et il a droit à une prolongation de délai égale au nombre de jours du calendrier compris entre le centième jour après le jour de la réception de la demande et le jour déterminé par la date du paiement.

Il a droit également à indemnisation dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues au littéra *e* ci-dessus.

La décision d'arrêter les travaux ou fournitures pour non-paiement doit toutefois être notifiée par lettre recommandée à la poste adressée à l'administration avec avis de réception, dix jours du calendrier au moins avant le jour d'interruption effective.

g) Formalités de paiement.

Les paiements sont effectués au compte de chèques postaux ou au compte bancaire indiqué dans la soumission.

Lorsque la soumission ne comporte pas d'indication à ce sujet, les paiements sont effectués par accréditif ou par assignation postale, au nom et à l'adresse de l'adjudicataire.

En tout temps, les adjudicataires peuvent désigner un tiers, personne physique ou morale, pour recevoir en leur nom le montant de leurs créances; dans ce cas, ils donnent au sujet de ce tiers les mêmes indications que celles qu'ils ont données pour eux-mêmes.

Art. 16. — *Requêtes et revendications*

En dehors des prescriptions spéciales de l'article 62, littéra *b*, relatives aux fournitures, l'adjudicataire peut être admis à se prévaloir de faits qu'il impute à l'administration ou à ses agents, soit pour réclamer des indemnités ou des dommages-intérêts, soit pour justifier l'inexécution de l'une ou de l'autre de ses obligations, soit pour demander la remise de tout ou partie des retenues.

À cette fin, il faut que dans les vingt jours du calendrier après celui de leur date, il dénonce ces faits par écrit, à l'administration en cause, en signalant sommairement l'influence qu'ils pourraient avoir sur le marché et le coût des travaux ou sur l'exécution du contrat.

L'adjudicataire ne devra obtempérer qu'aux seuls ordres que le fonctionnaire compétent désigné à cet effet lui a donnés par écrit. Aucune réclamation fondée sur un ordre verbal n'est recevable.

Art. 17. — *Indemnisation et remises de retenues*

a) Cas de force majeure.

L'adjudicataire n'a droit à aucune indemnisation en raison des pertes, avaries ou retards et dommages occasionnés par les événements de force majeure survenant avant la période de garantie des ouvrages et fournitures.

Toutefois, en cas de force majeure ou de circonstances extraordinaires dûment constatées ayant provoqué des pertes, avaries, retards ou dommages très importants, l'administration prolonge, révise ou résilie le contrat, si l'entrepreneur les lui signale par écrit dans les cinq jours du calendrier suivant le jour de l'événement.

b) Remise de retenues pour retard.

La remise partielle ou totale des retenues infligées est accordée pour autant que l'adjudicataire en fasse la demande dans les trente jours du calendrier qui suivent le jour de la réception du paiement du solde du marché et qu'il prouve que le retard est dû à un fait de l'administration ou à un cas de force majeure, dûment dénoncé par lui conformément aux prescriptions du littéra *a* ci-dessus et du premier alinéa de l'article 16.

La remise totale ou partielle des retenues infligées peut aussi être accordée en cas de circonstances extraordinaires, conformément à l'article 61 de l'ordonnance 69-279 du 5/12/69 et aux conditions prévues au littéra *a* du présent article.

Art. 18. — *Délais relatifs aux réclamations*

Les délais de vingt et cinq jours prévus aux articles 16 et 17 prennent cours à la date des faits allégués ou, éventuellement, à la date à laquelle l'adjudicataire a dû normalement en avoir connaissance.

Sans déroger aux délais susvisés pour l'introduction des réclamations, l'adjudicataire doit, à peine de forclusion, formuler, selon les règles prévues par le Code de procédure civile, toute demande judiciaire se rapportant à l'entreprise ou au marché, au plus tard un an après la date à laquelle la réception provisoire de l'ensemble des travaux ou des fournitures a été faite.

Ce délai est prolongé éventuellement du temps écoulé entre la date où le litige est porté devant le conseil supérieur des adjudications et celle où la décision intervenue à son sujet est notifiée à l'intéressé.

L'adjudicataire n'est admis à introduire ultérieurement des réclamations que pour ce qui concerne exclusivement des faits postérieurs à la réception provisoire des travaux ou des fournitures. Ces réclamations doivent, à peine de forclusion, être introduites, au plus tard, un an après la date à laquelle la réception définitive de l'ensemble des travaux ou des fournitures a été faite.

Art. 19. — *Garantie de durée, avaries et réparations*

a) Outre ce qui est dit à l'article 43, la garantie de durée, tant pour les travaux que pour les fournitures, peut faire l'objet de stipulations du cahier spécial des charges ou de spécifications techniques, qui en déterminent alors le terme et les conditions.

Le délai de garantie est prolongé, le cas échéant, à concurrence du laps de temps pendant lequel un objet du marché n'a pu être utilisé du fait d'avarie pour des causes dont l'adjudicataire doit assumer la responsabilité.

Tout ce qui est fourni en remplacement est soumis au délai intégral de garantie.

b) L'adjudicataire s'engage à remplacer à ses frais tout ce qui est avarié ou mis hors de service au cours de son utilisation en service normal pendant la période de garantie, le remplacement se faisant conformément aux prescriptions imposées pour la fourniture primitive.

Les avaries résultant d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'un emploi anormal de ce qui est livré sont exclues de la garantie à moins qu'à l'occasion de l'accident ne se révèle une malfaçon ou un défaut de nature à justifier la demande de remplacement.

c) Toute constatation d'avarie ou de mise hors service doit faire l'objet d'un procès-verbal daté et signé par le fonctionnaire compétent.

Ce procès-verbal doit être dressé avant l'expiration du délai de garantie et notifié à l'adjudicataire dans un délai maximum de trente jours du calendrier.

Indépendamment de ces formalités, dès qu'il y a constatation d'avarie ou de mise hors service, l'adjudicataire doit en être avisé au plus tôt par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, afin de lui permettre de procéder par lui-même ou de faire procéder à toutes les constatations utiles.

La responsabilité de l'adjudicataire est subordonnée à l'accomplissement de ces conditions.

d) Tout ce qui est retiré du service au cours de la période de garantie et dont le remplacement incombe à l'adjudicataire est tenu à la disposition de celui-ci pour être enlevé par lui dans le délai qui lui est imparti et qui commence à courir à la date à laquelle il lui a été notifié. Il peut aussi, s'il en fait la demande par écrit, lui être fait réexpédition à ses frais, risques et périls dans le même délai à l'expiration de celui-ci, l'administration acquiert sans compensation aucune pour le fournisseur.

e) Si l'adjudicataire ne satisfait pas à l'obligation de remplacement prévue au littéra *b* ci-dessus, il est tenu de payer la valeur de ce qui est à remplacer; cette valeur est déterminée d'après le prix à la dernière adjudication avant le jour où la défectuosité est constatée ou d'après le prix du marché du jour.

La valeur est éventuellement augmentée du préjudice subi.

f) L'administration peut autoriser l'adjudicataire à réparer, aux frais de ce dernier, ce qui est avarié au cours de la période de garantie. Si l'intérêt du service l'exige, l'administration peut faire effectuer des travaux de réparations et de réfections aux frais de l'adjudicataire, dûment informé par le procès-verbal.

La note de frais à établir, lorsque la réparation se fait dans les ateliers de l'administration, comprend la valeur des matières et le montant de la main-d'œuvre, augmentés de 20 %.

III.
FIN DES CONTRATS

Art. 20. — *Inexécution et sanctions*

En cas d'inexécution du contrat, l'adjudicataire est l'objet des sanctions prévues aux articles 48 et 66.

Le montant des pénalités est retenu sur les sommes dues à l'adjudicataire mais dont l'exigibilité est postérieure à la date de la constatation de la défaillance, et, au besoin, sur le cautionnement.

Art. 21. — *Décès*

a) Lorsque le marché est confié à une seule personne, il est résilié de plein droit si celle-ci décède.

Toutefois, si les ayants cause font part à l'administration, par écrit, du décès et de leur intention de continuer le marché, elle peut examiner leur proposition et sa décision est notifiée aux intéressés dans le délai de trente jours du calendrier à partir de la date de réception de ladite proposition.

b) Lorsque le marché est confié à plusieurs personnes physiques et que l'une ou plusieurs d'entre elles viennent à décéder, il est dressé un état contradictoire de l'avancement des travaux ou fournitures, et l'administration apprécie ensuite s'il y a lieu de résilier le contrat ou si la continuation du marché peut être assurée par le ou les survivants, suivant leur engagement.

Lorsque le marché est continué par plusieurs personnes, l'engagement de celles-ci est solidaire, tout comme dans le cas où il a été confié originairement à plusieurs personnes.

c) Dans les cas prévus sous les littéras *a et b* ci-dessus, les ayants cause informent l'administration de leurs intentions, par écrit et dans les dix jours du calendrier qui suivent celui du décès.

La continuation du marché donne lieu à un règlement relatif au cautionnement s'il y a lieu.

Art. 22. — *Résiliations*

a) Sans préjudice aux mesures prévues aux articles 41 et 66 ci-après, l'administration peut résilier le marché dans les cas suivants:

• faillite de l'adjudicataire;

• mise sou conseil judiciaire de l'adjudicataire pour cause de prodigalité ou de faiblesse d'esprit;

• interdiction de l'adjudicataire;

• internement de l'adjudicataire pour cause de maladie mentale ou par application d'une législation de défense sociale;

• condamnation de l'adjudicataire à une peine de servitude pénale principale d'un mois au moins, non conditionnelle, pour perpétration de l'une des infractions suivantes, pour complicité dans celles-ci ou pour tentative:

• infraction en matière de sûreté intérieure ou extérieure de l'État;

• infraction en matière de foi publique;

• concussion et détournements commis par des fonctionnaires ou agents;

• abus de confiance;

• corruption de fonctionnaires publics, d'arbitres ou d'experts commis en justice;

• tromperie;

• infraction contre les propriétés;

• détournement de main-d'œuvre;

• rémunérations illicites.

b) En cas de résiliation:

1° le marché de travaux est liquidé en l'état où il se trouve, en tenant compte après réception, de la valeur des travaux effectués, des matériaux et objets utilement approvisionnés ou utilement commandés;

2° le marché de fournitures est liquidé en payant, sans plus, la valeur sur pied du contrat, des fournitures faites.

Art. 23. — *Intervention du conseil supérieur des adjudications*

Les litiges relatifs aux marchés ou à tous actes ou conventions qui s'y rattachent peuvent, à la demande de l'une ou de l'autre partie, être soumis à l'avis du conseil supérieur des adjudications.

Le recours à cet organisme n'est pas suspensif de l'exécution du marché.

La notification de la décision prise au vu des conclusions de ce conseil est faite par les soins de l'administration, à l'intéressé, dans un délai de soixante jours du calendrier prenant cours à la date où l'administration a reçu connaissance de la décision.

B.
CLAUSES PARTICULIÈRES À CERTAINS MARCHÉS

A) ENTREPRISE DES TRAVAUX

I. *Préliminaires des travaux*

Art. 24. — *Diverses espèces de travaux*

a) Travaux à forfait.

Dans le cas de forfait, l'entrepreneur est censé avoir établi le montant de sa soumission d'après ses propres opérations, calculs et estimations. Après le dépôt de sa soumission, il n'est plus admis à élever aucune réclamation du chef des erreurs ou lacunes qui pourraient être signalées dans le métré mis par l'administration à la disposition du soumissionnaire.

Les indications portées dans ce métré ne sont données qu'à titre de simples renseignements et ne peuvent être invoquées que pour suppléer, s'il y a lieu, à une insuffisance du cahier spécial des charges et des plans approuvés.

En cas de contradiction entre les indications des plans et du cahier spécial des charges ou du métré, les plans font foi.

Dans le cas où les plans contiennent des contradictions, l'entrepreneur peut prétendre avoir prévu l'hypothèse la plus avantageuse pour lui, à moins que le cahier spécial des charges ou le métré ne donne des précisions à ce sujet.

b) Travaux à bordereau de prix.

Quand les travaux s'exécutent à bordereau de prix, les quantités réellement fournies sont mesurées contradictoirement au fur et à mesure de l'avancement des travaux et portées au registre des attachements.

Tous les mois, l'entrepreneur dresse un état de la situation et le soumet à l'administration qui en signifie l'approbation ou le rejet à l'entrepreneur dans les trente jours du calendrier suivant le jour de la réception de l'état.

En cas de rejet, l'administration en communique le motif détaillé à l'entrepreneur en lui signifiant notamment les quantités qu'il est justifié à porter en compte. L'entrepreneur peut faire valoir ses observations dans un délai de trente jours du calendrier prenant cours le lendemain du jour où la signification lui est parvenue.

Il ne peut se borner à faire des réserves générales et doit faire connaître ses prétentions de manière détaillée, précise et par écrit.

Si ces observations ne sont pas jugées fondées, l'entrepreneur en est informé et l'état des quantités est arrêté d'office à titre provisoire.

Si l'entrepreneur ne fait aucune observation dans le délai de trente jours du calendrier, prenant cours le lendemain du jour où l'état lui est parvenu, l'état est considéré comme arrêté.

c) Dispositions communes aux travaux à forfait et à bordereau de prix.

Que l'entreprise s'exécute à forfait ou à bordereau de prix, ou qu'elle soit un marché mixte, l'entrepreneur est censé connaître la nature des terrains et avoir établi son devis d'après les résultats de ses propres calculs.

Tous travaux, mesures et frais inhérents à l'exécution de l'entreprise sont à charge de l'entrepreneur, notamment:

1° tous les travaux et fournitures nécessaires pour empêcher les éboulements de terre et autres dégradations et pour y remédier le cas échéant (étançonnement, blindage, épuisements, etc.);

2° la parfaite conservation, le déplacement et la remise en place éventuels des câbles et canalisations qui pourraient être rencontrés dans les fouilles, terrassements ou dragages, pour autant que ces prestations ne soient pas à la charge des propriétaires de ces câbles et canalisations;

3° l'enlèvement, dans les limites de l'étendue des fouilles, des terrassements, ouvrages d'art et autres, perrés, assiettes de remblais, déblais, etc.:

• des terres, vases et graviers, moellons, enrochements de toute nature, débris de maçonneries, gazons, plantations, buissons, racines, taillis, décombres et déchets;

• de tout massif de maçonnerie et de tout leur élément rocheux dont chaque volume d'un seul tenant n'excède pas 0,5 m^3;

4° le transport et l'évacuation des produits de déblai soit en dehors du domaine de l'administration, soit au lieu de remploi dans l'étendue des chantiers, soit au lieu de dépôt prévu, suivant les prescriptions du cahier des charges;

5° tous frais généraux, faux frais, aléas et frais d'entretien pendant l'exécution et le délai de garantie.

Les madriers, boisages, etc., ainsi que tous autres étançonnements et moyens d'exécution quelconques, perdus dans les fouilles, ne sont pas portés en compte.

Les cahiers spéciaux des charges donnent éventuellement des précisions complémentaires à ce sujet.

Les diligences en vue d'obtenir les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux et toutes prestations et sujétions quelconques auxquelles ces autorisations sont subordonnées sont à la charge de l'adjudicataire.

Seules les autorisations de principe nécessaires pour l'exécution de l'ouvrage en lui-même doivent être procurées par l'administration maîtresse de l'ouvrage.

L'adjudicataire est tenu d'exécuter à ses frais tous les travaux quelconques qui, par leur nature, dépendent ou sont solidaires de ceux qui sont définis par les plans déposés et qui sont décrits complémentairement par les stipulations du cahier spécial des charges et du métré.

Art. 25. — *Rectifications.*

La soumission à approuver est rectifiée s'il échet. Plus aucune modification de quelque nature que ce soit, ne peut être apportée à l'offre après son approbation.

L'entrepreneur étant censé avoir établi ses prix d'après ses propres calculs et estimations, doit exécuter gratuitement le travail faisant l'objet d'un poste quelconque pour lequel il n'indique ni prix unitaire, ni somme forfaitaire.

Art. 26. — *Délégations et représentations.*

a) L'entrepreneur assume lui-même la conduite et la surveillance des travaux ou désigne un délégué à cette fin: il est en tous cas responsable de la bonne exécution des travaux.

Le délégué est agréé par l'administration. Son mandat doit être nettement spécifié dans un écrit que l'entrepreneur remet à l'administration qui en accuse réception.

Le délégué est présumé de plein droit avoir son domicile ou domicile réel, au siège social ou au domicile d'élection de l'entrepreneur.

L'administration a le droit d'exiger le remplacement du délégué, sans qu'elle doive justifier sa décision.

Lorsque l'entreprise est adjugée à une association d'entrepreneurs ou à une personne morale ayant plus d'un gérant, les adjudicataires doivent choisir l'un d'eux pour les représenter avec pleins pouvoirs. Cette désignation est notifiée à l'administration dans les dix jours du calendrier après celui de la réception de l'approbation de la soumission. Ce représentant peut, à son tour, désigner un délégué, conformément aux dispositions des quatre premiers alinéas du présent article.

b) Les ordres du service, procès-verbaux et tous autres actes ou pièces relatifs à l'entreprise sont notifiés à l'entrepreneur, soit par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, soit par lettre remise contre récépissé à l'entrepreneur ou à son délégué, soit par exploit d'huissier.

II. *Exécution de l'entreprise*

Art. 27. — *Matériaux*

a) Approvisionnement et réception des matériaux.

L'entrepreneur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour que l'outillage et les matériaux soient conduits à pied d'œuvre en temps utile et que l'administration dispose du temps nécessaire pour procéder aux formalités de réception des matériaux quel que soit l'état des voies de communication et le mode de transport à employer. L'entrepreneur étant censé s'être parfaitement rendu compte des difficultés qu'il pourrait rencontrer à cet égard, il n'est admis à alléguer aucun motif de retard dans l'exécution de ces mesures.

Les matériaux ne peuvent être mis en œuvre, s'ils n'ont été au préalable agréés par le fonctionnaire dirigeant ou par son délégué.

L'administration peut user de tous les moyens d'investigation qu'elle estime utiles au contrôle de la qualité et de la quantité des matériaux.

Ceux-ci sont notamment soumis à telles épreuves que l'administration juge nécessaires, parmi celles prévues par les stipulations des présentes clauses contractuelles, complétées ou modifiées le cas échéant par le cahier spécial régissant l'entreprise.

b) Essais.

Les essais que comporte la vérification technique des matériaux, matières, fournitures sont effectués au choix de l'administration, soit:

1° sur le chantier des travaux ou au lieu de la fourniture;

2° aux usines de fabricant;

3° dans les laboratoires de l'administration.

Dans le cas de la vérification sur le chantier ou au lieu de la fourniture, l'entrepreneur met, à ses frais, à la disposition de l'administration les ouvriers, ainsi que les outils et objets d'un usage courant sur les chantiers à la vérification et à la réception des matériaux.

Dans le cas vérification à l'usine, les éprouvettes ou pièces à essayer, prêtes à être soumises aux essais, sont mises à la disposition du délégué de l'administration dans les cinq jours du calendrier du poinçonnage. Les essais sont à effectuer en présence de ce délégué; les frais de préparation des pièces, de confection des éprouvettes et les frais des essais sont à la charge de l'adjudicataire.

Dans le cas de vérification dans des laboratoires, aussitôt après prélèvement et poinçonnage par le délégué de l'administration, des pièces à essayer ou des matières destinées à la confection des éprouvettes, ces pièces ou matières sont expédiées à l'intervention de l'adjudicataire, et franco de tous frais, sous le contrôle du délégué de l'administration au laboratoire chargé des essais. Les frais de préparation des pièces, de confection des éprouvettes sont à charge de l'administration. Celle-ci supporte également les frais d'essais dans ses laboratoires ou dans un laboratoire privé, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'essais qui devraient être effectués à l'intervention de l'adjudicataire dans les usines du fabricant.

Les débris d'éprouvettes, pièces brisées, excédents de prélèvement restent la propriété de l'administration. L'entrepreneur est admis à assister aux essais lorsque ceux-ci sont effectués dans un laboratoire de l'administration ou dans un laboratoire privé agréé par l'administration.

Dans tous les cas, les marques de poinçonnage doivent subsister jusqu'au moment des essais.

c) Délai relatif aux essais.

Le délai compris entre la date d'envoi et celle de l'arrivée à l'établissement chargé des essais n'entre pas dans le calcul du délai que s'impose l'administration pour notifier sa décision d'agréation ou de rejet.

d) Vérifications.

Les pesées qu'exige la vérification des objets et matières pour lesquels des poids théoriques ou de tolérance de poids sont prévus sont faites à l'usine du fournisseur, qui doit mettre gratuitement à la disposition de l'administration les instruments de pesage dûment poinçonnés par le vérificateur des poids et mesures.

L'adjudicataire met également à la disposition de l'administration les appareils de mesures et les machines d'essais dûment vérifiés pour les essais prévus en ses usines ou sur chantier.

e) Contre-essais.

En cas de contestation de l'une ou de l'autre partie sur le résultat des essais, chacune des parties est en droit de demander un contre-essais. Ce dernier est effectué dans un laboratoire privé choisi de commun accord entre parties parmi les laboratoires agréés par l'administration, et en cas de désaccord entre parties, par le président de la juridiction à compétence civile la plus proche de l'usine du fournisseur.

Le procès-verbal dressé par le laboratoire privé est transmis à l'administration qui le communique par pli recommandé à l'adjudicataire.

Les résultats du contre-essai sont décisifs.

Les frais du contre-essai sont à charge de la partie succombante.

f) Délai relatif aux contre-essais.

L'adjudicataire adresse la demande de contre-essai à l'administration, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, au plus tard le vingtième jour du calendrier suivant le jour de la réception du procès-verbal notifiant le rejet.

Passé ce délai, la demande de contre-essai n'est plus recevable et la décision prise par l'administration est considérée comme définitive.

Seule la preuve d'un cas fortuit ou d'un événement de force majeure peut relever l'adjudicataire de la forclusion attachée à l'inobservation de ce délai.

g) Prolongation de délai.

Une prolongation de délai de l'entreprise ne peut être demandée par l'adjudicataire que lorsque le contre-essai donne un résultat qui lui est favorable.

h) Contrôle et surveillance.

L'entrepreneur assure au fonctionnaire dirigeant et aux agents désignés par l'administration, le libre accès, en tout temps au contrat d'entreprise en ce qui concerne l'origine et les qualités des matériaux, la fabrication de matières, la confection des pièces, etc. le tout, sans préjudice des réceptions à faire à pied d'œuvre.

Lorsqu'une surveillance est exercée par l'administration au lieu de production, aucune fourniture ne peut, sous peine de refus, être envoyée aux chantiers avant d'avoir été agréée aux fins d'expédition par l'agent affecté à cette surveillance.

i) Matériaux agréés.

Les matériaux agréés et se trouvant sur chantier restent sous la garde de l'entrepreneur et ne peuvent être évacués sans l'autorisation de l'administration.

Celle-ci devient propriétaire des matériaux approvisionnés à pied d'œuvre dès que ceux-ci ont été admis en compte pour les paiements conformément à l'article 15; ceci ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité jusqu'à la réception de la totalité des ouvrages de l'entreprise.

j) Matériaux refusés.

Les matériaux refusés sont enlevés et transportés par l'entrepreneur en dehors des chantiers si l'administration l'exige, et dans le délai qu'elle fixe; faute de quoi, cet enlèvement est effectué d'office par l'administration aux frais et risques de l'entrepreneur.

Sans préjudice des poursuites judiciaires, toute utilisation de matériaux refusés entraîne le refus de réception de l'ouvrage.

Art. 28. — *Exécution des travaux*

a) Ordre d'exécution et conduite des travaux.

L'administration ne peut fixer le commencement de l'exécution des travaux avant le quinzième jour du calendrier qui suit celui de la réception de la notification de l'approbation de la soumission, ni le reculer au-delà du soixantième jour du calendrier, sauf pour les travaux pour lesquels la mise en œuvre dépend des conditions climatologiques favorables.

Si le délai imparti en exécution de l'alinéa précédent expire sans que l'administration ait fixé la date de commencement des travaux, ou si elle le fixe en dehors de ce délai, l'entrepreneur a le droit de résilier le contrat et d'exiger la réparation du préjudice qu'il subit.

L'entrepreneur est déchu de ce droit s'il n'en use pas dans les vingt jours du calendrier suivant le jour de l'expiration du délai fixé au premier alinéa. Il signifie sa volonté à ce sujet d'une façon expresse par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, adressée à l'administration.

Sous réserve de ce qui précède, l'entrepreneur est tenu de commencer les travaux au jour qui lui est indiqué par le fonctionnaire dirigeant et de les poursuivre régulièrement de façon qu'ils soient complètement terminés dans les délais fixés.

Les délais d'exécution sont fixés en jours du calendrier ou de date à date. Ils prennent cours à partir du jour fixé pour le commencement des travaux, conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article.

Les jours pendant lesquels, sur constatation de l'administration, le travail effectif a, par suite d'intempéries, été interrompu ou rendu impossible pendant quatre heures au moins, ne sont pas comptés.

L'entrepreneur ne pourra travailler en dehors des limites légales, sauf en cas d'urgence, et du consentement du fonctionnaire dirigeant. Il appartient à l'entrepreneur de se conformer aux dispositions légales et de solliciter les autorisations nécessaires des autorités compétentes.

b) Entreprises simultanées.

Si le cahier spécial des charges signale que d'autres entreprises doivent être exécutées simultanément sur le même chantier ou dans le même bâtiment, l'entrepreneur est tenu de se conformer aux ordres qui lui sont donnés par le fonctionnaire dirigeant pour permettre l'exécution de ces entreprises.

Art. 29. — *Situations spéciales*

a) Suspension des travaux.

Sous le bénéfice des dispositions de l'article 15, littéra *e*, l'administration a la faculté d'interdire pendant une certaine période, l'exécution des travaux qu'elle juge ne pas pouvoir être effectués sans inconvénient à cette époque.

Ce délai d'exécution est prolongé d'un temps équivalent au retard occasionné par cette interdiction, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré.

b) Interruption temporaire des travaux.

Dans le cas d'interruption temporaire des travaux, soit sur l'ordre de l'administration, soit en vertu des dispositions du cahier spécial des charges, l'entrepreneur est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les travaux et matériaux des dégradations pouvant provenir de la pluie, de la sécheresse, du vol ou d'actes de malveillance.

c) Découvertes au cours des travaux.

Toute découverte faite dans les fouilles ou dans les démolitions et qui présente un intérêt quelconque, est portée sur-le-champ à la connaissance de l'administration.

Les objets d'art, d'antiquité, d'histoire naturelle, de numismatique ou autres, offrant un intérêt scientifique, de même que les objets rares ou en matière précieuse, trouvés dans les fouilles ou dans les démolitions, sont sous les réserves prévues aux articles 9 à 13 du livre II du Code civil intitulé «Des biens», la propriété de la République et sont tenus à la disposition du fonctionnaire dirigeant ou du délégué de l'administration.

En cas de contestation, l'administration décide souverainement des critères spécifiés ci-dessus.

Art. 30. — *Mesures générales.*

a) L'entrepreneur est tenu d'assurer la police des chantiers pendant toute la durée des travaux et de prendre, tant dans l'intérêt de ses préposés que des

agents de l'administration et des tiers, toutes les mesures requises en vue de garantir leur sécurité.

Il se conforme aux dispositions légales et réglementaires régissant notamment la bâtisse, la voirie, l'hygiène, la protection du travail, etc.

En dehors des experts, des conseillers et des inspecteurs qui sont appelés par l'entrepreneur et des membres travailleurs du conseil d'entreprise intéressé, dûment mandatés, l'entrepreneur ne peut admettre sur les travaux aucune personne étrangère à son personnel. L'administration se réserve le droit d'accorder les autorisations de l'espèce.

L'entrepreneur prend toutes les précautions nécessaires pour que les travaux et installations de son entreprise n'occasionnent au trafic sur tous aérodromes, voies ferrées, voies navigables, etc. ni gêne, ni entraves autres que celle admises par le cahier spécial des charges.

L'entrepreneur prend, sous sa responsabilité, toutes les mesures convenables pour assurer en tous cas, l'écoulement tant des eaux pluviales ou d'épuisement que des eaux provenant des fossés, égouts, conduites, rigoles, mers, lacs, étangs, canaux, rivières, ruisseaux, etc. et pour prévenir en général, tout danger de préjudice ou d'accidents pouvant résulter de l'exécution des travaux de son entreprise. Notamment, il place et maintient pendant toute la durée des travaux des garde-corps solides au bord des fouilles et dans les endroits où le passage est dangereux.

Il est tenu d'éclairer et de signaler ces endroits de façon suffisante et conformément aux règlements en vigueur.

Tout travail qui est signalé par l'administration à l'entrepreneur ou qui se révèle de lui-même comme pouvant causer un dommage ou un trouble à un service d'utilité publique, fait l'objet de la part de l'entrepreneur d'un avis remis à l'organisme exploitant contre récépissé, dix jours du calendrier au moins avant le commencement des travaux.

Cette obligation est imposée à l'entrepreneur sans préjudice de l'application des dispositions légales ou réglementaires régissant la télégraphie ou la téléphonie avec ou sans fil.

Lorsque, au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur rencontre des repères indiquant le parcours de canalisations souterraines, il est tenu de maintenir ces repères à leur emplacement ou de les replacer si l'exécution du travail a nécessité leur enlèvement momentané.

L'administration est en droit d'exiger que l'entrepreneur fournisse pour tous les appareils ou véhicules utilisés sur les chantiers, la preuve qu'ils satisfont aux dispositions législatives ou réglementaires en la matière, notamment en ce qui concerne les visites auxquelles ils doivent être soumis.

b) L'entrepreneur prend, sous son entière responsabilité et à ses frais, toutes les mesures indispensables pour rassurer la protection, la conservation et l'intégrité des constructions et ouvrages existants, ainsi que des installations généralement quelconques; il prend aussi toutes les précautions requises par l'art de bâtir et par les circonstances spéciales pour sauvegarder les propriétés voisines et éviter que, par sa faute, des troubles y soient provoqués.

Art. 31. — *Tracé des ouvrages*

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur effectue le tracé des ouvrages et établit un nombre suffisant de repères de nivellement auxquels la hauteur relative des différentes parties des ouvrages doit être exactement rapportée. Il fait placer, partout où l'administration le juge utile, des piquets, jalons, lattes de profil, etc.

Lorsque ces opérations sont terminées, il en informe l'administration par écrit. Celle-ci procède sans retard à leur vérification et, s'il y lieu, les fait rectifier par l'entrepreneur ou son délégué.

L'entrepreneur veille au maintien des piquets, jalon, lattes de profil, etc., dans la position et à la hauteur ainsi fixées; il est en tous cas, responsable de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ce qu'ils auraient été déplacés ou dérangés.

L'entrepreneur met à ses frais, à la disposition de l'administration, chaque fois qu'elle en a besoin, les piquets, cordeaux, panneaux, jalon, équerres, lattes de profil, niveaux d'eau et à bulle d'air, mires, chaînes, etc. et tous les objets nécessaires aux opérations auxquelles il doit être procédé pour s'assurer de l'exécution des ouvrages conformément aux plans approuvés et aux conditions de l'entreprise.

L'administration peut choisir, parmi le personnel de l'entrepreneur, les ouvriers les plus capables de la seconder dans les opérations en question.

Le salaire de ces ouvriers est à la charge de l'entrepreneur.

Art. 32. — *Occupation de terrains ou de locaux*

a) Utilisation de terrains du maître de l'ouvrage.

En dehors du terrain d'assiette des ouvrages, l'entrepreneur s'assure lui-même la disposition des terrains qu'il juge nécessaires à l'exécution des travaux. Si l'administration entend lui procurer ces derniers terrains en tout ou en partie, le cahier spécial des charges ou les plans de l'entreprise le stipulent.

L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite, tirer parti des terrains que lui procure l'administration, notamment en les donnant en location, en les cultivant ou en utilisant dans l'entreprise les matériaux provenant des déblais prévus ou pouvant être extraits des terrains. Cette autorisation est subordonnée à telles conditions qu'il est jugé à propos d'imposer et, éventuellement, au paiement d'une indemnité dont le montant est déterminé par l'administration compétente.

Les palissades ne peuvent être utilisées pour la publicité, sauf convention avec l'administration.

b) Utilisation des locaux du maître de l'ouvrage.

Si des locaux sont mis à sa disposition, pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur est tenu de les entretenir en bon état de conservation pendant la durée de l'occupation et, à la fin de l'entreprise, de les remettre dans leur état primitif, s'il en est requis.

Aucune indemnité ne peut être réclamée pour les améliorations résultant des travaux d'appropriation que l'entrepreneur a effectués de son propre chef, si l'administration décide de les conserver.

Art. 33. — *Matériaux provenant des démolitions*

Lorsque l'entreprise comporte des démolitions, les matières et objets en provenant deviennent propriété de l'entrepreneur, sauf stipulation contraire dans le cahier spécial des charges et sous réserve des prescriptions de l'article 29 ci-avant.

Si le cahier spécial des charges déroge à cette règle et réserve à l'administration la propriété des matériaux ou de tout ou partie des objets provenant des démolitions, l'entrepreneur prend toutes les précautions nécessaires pour en assurer la conservation. Il répond de toute destruction ou dégradation de ces matériaux, causée par son fait ou par le fait de ses préposés.

Quelle que la soit la destination que l'administration entend donner aux matériaux dont elle s'est réservé la propriété, tous les frais relatifs à leur mise en dépôt à l'endroit indiqué par le fonctionnaire dirigeant sont à la charge de l'entrepreneur, pour toute distance de transport n'excédant pas 100 mètres.

Sauf stipulation contraire dans le cahier spécial des charges, l'entrepreneur enlève au fur et à mesure les produits des démolitions, gravats et débris en se conformant aux instructions de l'administration.

Art. 34. — *Ouvrages provisoires – Reconnaissance du sol*

L'entrepreneur effectue à ses frais les ouvrages provisoires, destinés à assurer et à faciliter l'exécution des travaux et leur contrôle.

Il soumet à l'administration les projets de ces ouvrages provisoires, tels que batardeaux, échafaudages, cintres, coffrages, etc., qu'il veut employer. Il a égard aux observations qui lui sont faites tout en assumant la responsabilité exclusive de ces projets.

L'entrepreneur tient à la disposition de l'administration le personnel et le matériel nécessaires pour faire dans le sol, toute reconnaissance qu'elle juge utile. Il est indemnisé de la main-d'œuvre de ces travaux de reconnaissance, et s'il faut y employer un matériel extraordinaire, du coût net ou du loyer de celui-ci.

Art. 35. — *Personnel de l'entreprise*

Les agents et ouvriers que l'entrepreneur emploie, doivent être en nombre suffisant et avoir, chacun dans sa spécialité, les qualifications nécessaires pour que la marche régulière et la bonne exécution des travaux soient complètement assurées. L'entrepreneur est tenu de remplacer immédiatement tous ceux qui sont signalés par l'administration comme compromettant cette bonne exécution, soit par leur incapacité ou leur mauvaise volonté, soit par leur inconduite notoire.

Art. 36. — *Registre des attachements*

Sur chaque chantier, il est tenu un registre des attachements par les soins de l'administration.

Ce document qui reste en possession de l'administration constate les attachements dont il est question à l'article 44, et pour les travaux à bordereau de prix, les quantités de travaux réellement exécutés conformément à l'article 24, *b*.

Il constate également, comme prévu à l'article 28, les jours non comptés pour cause d'intempéries. Le délégué de l'administration y inscrit ses observations et recommandations.

L'entrepreneur est tenu, sur invitation de l'administration, et dans les cinq jours du calendrier de la réception de celle-ci, d'y apposer sa signature, même s'il ne les accepte pas.

Dans ce cas, l'entrepreneur fait connaître ses observations par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, dans un délai de dix jours du calendrier, à dater de la réception de l'invitation prévue à l'alinéa précédent.

S'il est en défaut de satisfaire à ces prescriptions, il est censé avoir accepté les attachements sans aucune réserve.

Art. 37. — *État journalier*

L'entrepreneur remet à l'administration un état journalier constatant les arrivages de matériaux, le nombre d'ouvriers de chaque catégorie présente au chantier et les ouvrages auxquels ils sont employés.

Chaque état journalier est reproduit ou incorporé dans le registre des attachements.

Art. 38. — *Assurances*

L'entrepreneur présente à l'administration, dans les quinze jours du calendrier qui suivent celui de la réception de la notification de l'approbation de la soumission, les documents établissant qu'il est affilié à l'Institut national de sécurité sociale, et qu'il a contracté une assurance couvrant sa responsabilité civile en cas d'accidents survenant à des tiers par le fait des travaux. Il fournit, chaque fois qu'il en est requis, la preuve que les primes échues ont été payées.

Les risques de la responsabilité décennale et de la responsabilité civile de l'entrepreneur pourront, suivant insertion d'une clause particulière à cet effet dans le cahier spécial des charges, être couverts par une police d'assurance souscrite à ses frais, avec le concours technique d'un organisme de contrôle agréé par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Art. 39. — Obligations de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive

L'entrepreneur est responsable de tous les ouvrages de son entreprise, jusqu'à réception définitive de l'ensemble des travaux.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur effectuera aux ouvrages dans la mesure des besoins, tous les travaux nécessaires pour les remettre ou les entretenir en bon état d'entretien ou de fonctionnement.

Toutefois, après la réception provisoire, l'entrepreneur n'a pas à répondre des dommages dont les causes ne lui sont pas imputables.

Sous réserve de ce qui est dit à l'alinéa précédent, sont à sa charge, tous les travaux de réparation, de reconstruction, de dragage ou autres, nécessaires par suite de tassements, glissements, éboulements, envasements, ruptures, altérations ou dégradations quelconques.

Art. 40. — *Utilisation des ouvrages par l'administration*

Immédiatement après la réception provisoire, l'administration peut disposer de tous les ouvrages exécutés par l'entrepreneur.

Elle peut, si elle le juge convenable, disposer successivement des différents ouvrages constituant l'entreprise, au fur et à mesure de leur achèvement, à la condition d'en dresser un état des lieux.

La prise en possession de l'ouvrage par l'administration ne peut valoir réception définitive.

Dès que l'administration a pris possession de l'ouvrage ou d'une partie de celui-ci, l'entrepreneur n'est plus tenu de réparer les dégradations résultant de l'usage.

Art. 41. — *Responsabilité de l'entrepreneur*

L'entrepreneur répond vis-à-vis de l'administration de tous les travaux exécutés par lui-même ou par des sous-traitants.

À partir de la réception définitive, l'entrepreneur est garant vis-à-vis de l'administration de la solidité des ouvrages et de la bonne exécution des travaux dans les termes de l'article 439 du livre III du Code civil intitulé «Des contrats ou des obligations contractuelles»; le délai de cette responsabilité prend cours à partir de la réception provisoire.

Art. 42. — *Modifications à l'entreprise*

a) L'entrepreneur est tenu d'apporter aux travaux toutes les adjonctions, suppressions et modifications quelconques que l'administration juge convenable de prescrire au cours de l'exécution des travaux et qui se rapportent à l'objet de l'entreprise et restent dans les limites de celle-ci.

Toutefois, l'entrepreneur n'est plus tenu d'exécuter des travaux supplémentaires dès que leur valeur totale excède 50 % du montant de la soumission pour les entreprises à forfait, ou de l'estimation initiale pour les entreprises à bordereau de prix.

b) Pour les marchés à forfait, les marchés à bordereau de prix et les marchés mixtes, les ouvrages non prévus que l'entrepreneur est tenu d'exécuter et les ouvrages prévus qui sont retirés du marché, de même que toutes modifications, sont évalués aux prix unitaires indiqués par l'entrepreneur dans le métré joint à sa soumission ou à défaut de ceux-ci, à des prix unitaires à convenir.

En cas de modification de postes du métré pour lesquels, du fait d'omission de l'adjudicataire, il n'existe ni prix unitaire, ni prix partiels, on applique la règle de l'article 30, paragraphe 3, de l'ordonnance 69-279 du 5 décembre 1969.

Si aucune lacune n'est signalée, l'alinéa précédent est d'application.

L'administration ou l'entrepreneur peut, dans les cas suivants réclamer une révision des prix unitaires pour les suppléments de travaux de même nature et définis dans les mêmes termes que l'un des postes du métré:

1° Pour les marchés à forfait ou pour la partie forfaitaire des marchés mixtes:

• dans le cas où un supplément atteint le quintuple de la quantité prévue au poste envisagé du métré;

• dans le cas où un supplément atteint au moins 5 % du montant initial de la partie forfaitaire de l'entreprise, avec minimum de 100 Z.

2° Pour les marchés à bordereau de prix ou pour la partie à bordereau de prix des marchés mixtes:

• dans le cas où un supplément atteint le décuple de la quantité inscrite au bordereau:

• dans le cas où un supplément atteint 20 % du montant de l'estimation globale des postes à bordereau de prix.

Les prix unitaires du métré restent applicables jusqu'au moment où les suppléments atteignent les limites prévues ci-dessus.

L'administration ou l'entrepreneur peut également demander une révision des prix unitaires en ce qui concerne les suppressions de travaux dans le cas où la quantité soustraite d'un poste du métré d'une entreprise à forfait ou à bordereau de prix dépasse le cinquième de la quantité prévue.

c) Pour qu'il y ait lieu à révision de prix, il faut que l'une des parties signifie à ce sujet sa volonté à l'autre, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception:

1° en cas de suppléments: avant l'exécution du supplément dépassant les quantités fixées ci-dessus;

2° en cas de réductions ou de suppressions: dans les vingt jours du calendrier suivant celui de la réception de l'avis par l'adjudicataire.

Dans le cas où l'accord des parties ne peut s'établir sur les prix unitaires nouveaux, où sur ceux des ouvrages modifiés ou supplémentaires pour lesquels aucun prix unitaire n'est fixé dans le métré récapitulatif, l'administration arrête néanmoins le décompte d'office, tous les droits de l'entrepreneur restant saufs.

L'entrepreneur est tenu de poursuivre les travaux sans interruption, nonobstant les contestations auxquelles pourrait donner lieu la détermination de prix nouveaux.

Dans le cas de travaux supplémentaires ou de modifications aux ouvrages fixés, les délais prévus pour l'achèvement des travaux peuvent être prolongés proportionnellement à l'augmentation du prix qui en résulte et ou en fonction de la nature des modifications apportées.

d) Si, par ordre de l'administration, il est exécuté, compte tenu des travaux supplémentaires, des travaux pour une somme inférieure au montant initial du marché, il est bonifié à l'entrepreneur, une indemnité forfaitaire de 10 % sur la différence.

III. *Fin de l'entreprise*

Art. 43. — *Réceptions*

a) Réception des travaux, vérification et épreuves.

Les ouvrages ne sont reçus qu'après avoir subi, aux frais de l'entrepreneur, les vérifications et épreuves prescrites.

b) Travaux non susceptibles de réception.

Les ouvrages qui ne satisfont pas aux clauses et conditions de l'entreprise qui ne sont pas exécutés conformément aux règles de l'art et de la bonne construction sont démolis et reconstruits par l'entrepreneur; sinon, ils le sont d'office, à ses frais, sur l'ordre de l'administration, de l'une ou de l'autre des différentes manières indiquées à l'article 48 relatif aux moyens d'action contre l'entrepreneur, le tout indépendamment des retenues et pénalités dont l'entrepreneur est passible pour inexécution des clauses et conditions de son contrat.

L'administration peut aussi exiger la démolition et la reconstruction par l'entrepreneur, des ouvrages dans lesquels des matériaux non reçus ont été mis en œuvre ou ceux exécutés en période d'interdiction. Au besoin, elle agit d'office aux frais de l'entrepreneur.

c) Réception provisoire.

Dans les vingt jours du calendrier qui suivent le jour fixé pour l'achèvement de l'ensemble des travaux, il est, suivant le cas, procédé à leur réception provisoire ou dressé un procès-verbal de refus de les recevoir.

Si les travaux sont terminés avant ou après cette date, il appartient à l'entrepreneur d'en donner connaissance, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, au fonctionnaire dirigeant, et de demander par la même occasion de procéder à la réception provisoire.

Dans les vingt jours du calendrier qui suivent le jour de la réception de la demande de l'entrepreneur, il est dressé un procès-verbal d'agréation provisoire des travaux ou un procès-verbal de refus de les recevoir.

Si ce délai est dépassé, l'administration est redevable à l'entrepreneur d'une indemnité égale à ½ % par semaine de retard sur les sommes dont le paiement dépend de l'agréation provisoire, avec une limite de 5 % du montant de ces sommes.

Toutefois, le paiement de cette indemnité est subordonné à l'introduction par l'adjudicataire, d'une demande écrite dans les trente jours du calendrier prenant cours le lendemain du jour de l'agréation provisoire.

Les travaux qui sont trouvés en état de réception provisoire sont présumés, jusqu'à preuve du contraire, l'avoir été à la date d'achèvement réel qu'a indiquée l'entrepreneur par lettre recommandée.

Si le cahier spécial des charges ne fixe pas le délai de garantie, celui-ci est d'un an.

d) Réception définitive.

Dans les vingt jours du calendrier précédant le jour de l'expiration du délai de garantie, lequel prend cours à la date du procès-verbal d'agréation provisoire, il est, suivant le cas, procédé à l'agréation définitive des travaux ou dressé un procès-verbal de refus de les recevoir.

Dans ce dernier cas, il incombe à l'entrepreneur de donner ultérieurement connaissance, par pli recommandé à la poste avec avis de réception, à l'administration, de la mise en état de réception définitive de tous les ouvrages de l'entreprise et il est procédé à la réception des travaux dans les vingt jours du calendrier qui suivent le jour de l'arrivée de cette information à destination.

e) Clauses communes aux réceptions provisoires et définitives.

La vérification des travaux en vue de la réception provisoire ou de la réception définitive se fait l'entrepreneur présent ou dûment convoqué par lettre recommandée déposée à la poste au moins vingt jours du calendrier avant le jour fixé pour la vérification.

Dans les cas de force majeure où il n'est pas possible de constater l'état des ouvrages de l'entreprise pendant le délai de vingt jours fixé pour la réception provisoire des travaux ou pour leur réception définitive, cette impossibilité est constatée par un procès-verbal après convocation de l'entrepreneur, et les procès-verbaux de réception ou de refus de réception sont dressés dans les quinze jours du calendrier qui suivent le jour de la cessation de l'empêchement.

L'entrepreneur n'est pas admis à invoquer ces causes pour se soustraire à l'obligation de présenter les travaux en état de réception.

Les travaux ne sont considérés comme achevés que lorsque l'entrepreneur a fait disparaître tout dépôt, tout encombrement ou toute modification de l'état des lieux résultant uniquement des besoins d'exécution de son entreprise.

Art. 44. — *Comptes, décomptes et révisions*

a) Comptes et décomptes des entreprises.

En vue de l'établissement des décomptes concernant des entreprises à forfait et des comptes se rapportant aux entreprises à bordereau de prix, il est fait mention au registre des attachements, des quantités d'ouvrages en plus ou en moins et des fournitures quelconques se rapportant à des travaux imprévus, à des travaux dont les quantités sont dans le devis, qualifiées «pré-

sumées» ou à des modifications aux travaux prescrits par l'administration au cours d'une entreprise.

b) Clause de révision.

Les décomptes consécutifs au jeu des clauses de révision dont il est question à l'article 13 sont introduits par la partie la plus diligente, sous peine de forclusion, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le jour de la réception provisoire; ils sont vérifiés et approuvés par le cocontractant dans les cinquante jours du calendrier qui suivent le jour de leur réception par la partie adverse.

Art. 45. — *Fraudes et malfaçons*

L'entrepreneur peut, sur le soupçon d'une fraude ou d'une malfaçon, être requis de démolir les ouvrages et de les reconstruire. Les frais de cette démolition et de cette reconstruction sont à la charge de l'entrepreneur ou de l'administration suivant que le soupçon se trouve vérifié ou non.

Art. 46. — *Entrepreneurs en défaut d'exécution*

L'entrepreneur est constitué en défaut d'exécution de son entreprise:

1° lorsque les travaux ne sont pas complètement achevés dans le délai prévu au cahier spécial des charges et aux diverses époques fixées pour leur achèvement partiel;

2° à toute époque, lorsque les travaux ne sont pas, sous quelque rapport que ce soit, poursuivis de telle manière qu'ils puissent être entièrement terminés aux époques fixées;

3° lorsqu'il enfreint les ordres écrits, légitimement donnés par l'administration.

Art. 47. — *Constatation de l'inexécution*

Tous les manquements aux clauses du contrat, y compris la non-observation des ordres de l'administration, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'entrepreneur, par pli recommandé à la poste avec avis de réception.

Dans les vingt jours du calendrier suivant le jour déterminé par la date postale de la réception, l'entrepreneur est tenu de s'exécuter ou de faire valoir ses moyens de défense, par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, à l'administration. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

Art. 48. — *Moyens d'action de l'administration*

a) Manquements divers.

Les divers manquements prévus aux articles qui précèdent donnent lieu à la charge de l'entrepreneur, à une ou plusieurs des mesures suivantes:

• pénalités;

• retenues pour retard;

• mesures d'office;

• retenues pour rémunérations, charges sociales et impôts impayés;

• exclusion.

Le montant des retenues, des pénalités, des dommages et débours afférents aux mesures d'office est prélevé conformément aux articles 7 à 20 ci-avant.

b) Pénalités.

Toute contravention pour laquelle il n'est pas prévu de pénalité spéciale donne lieu, de plein droit, soit à une pénalité unique de 2 Z, soit, au cas où il importe de faire disparaître immédiatement l'objet de la contravention, à une pénalité de 2,50 Z par jour du calendrier de non-exécution.

Cette dernière pénalité court inclusivement jusqu'au jour où la contravention a disparu par le fait de l'entrepreneur ou de l'administration qui elle-même y a mis fin.

c) Retenues pour retard.

Les retenues pour retard sont celles établies, à titre d'indemnité forfaitaire pour retard dans l'exécution de l'entreprise. Elles sont entièrement indépendantes des pénalités dont question au littéra *b*.

Elles sont dues sans mise en demeure par la seule expiration du délai.

Elles sont appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard, y compris les dimanches et jours fériés légaux, elles sont calculées par la formule:

$$R = a\,M\,\frac{n^2}{N2}$$ dans laquelle:

• R = le montant des retenues à appliquer pour un retard de un jour;

• M = le montant de la soumission (ou de l'entreprise pour le calcul définitif;

• N = le nombre de jours de calendrier prévus pour l'exécution de l'entreprise;

• n = le nombre total de jours de retard (y compris les dimanches et jours fériés);

• a = un coefficient, qui sauf stipulation contraire, est égal à 0,45, valeur qui conduit à atteindre le maximum de retenue (5 % du montant M) après un retard égal au tiers du délai.

Si dans certains cas, la réception provisoire d'entreprise de travaux importants ne peut avoir lieu à l'expiration du délai imparti, à cause de l'inachèvement de quelques ouvrages, de valeur minime et que la retenue appliquée à raison d'un taux élevé proportionnel au montant total du marché, est hors de proportion avec cette valeur minime, l'administration est seule juge d'accorder une remise partielle en considération de ce que les travaux sont susceptibles d'utilisation, nonobstant les menus ouvrages inexécutés.

L'administration est seule compétente pour décider si l'achèvement de l'entreprise est poussé au point de permettre l'utilisation complète de l'ouvrage dans des conditions suffisantes de sécurité.

En cas d'application de mesures d'office à une entreprise qui n'a pas été commencée, le montant des retenues pour retard est fixé au maximum prévu par le contrat.

Sont négligées, les retenues pour retard dont le montant total n'atteint pas 5 Z par entreprise.

Les maxima des retenues pour retard sont fixés comme suit:

1° retenues appliquées en cours d'exécution du marché: 5 % du montant de la soumission;

2° total des retenues pour retard en fin d'exécution du marché: 5 % du coût réel des travaux.

L'apurement final du décompte des retenues pour retard se fait après achèvement de l'entreprise.

En cas d'application des mesures d'office indiquées au littéra *d*, le retard est calculé en retranchant le nombre de jours (ouvrables et autres) contenus dans le délai fixé par le cahier spécial des charges (et éventuellement modifié par l'intervention d'ordres de diminuer ou d'augmenter les travaux prévus) de la somme obtenue en additionnant:

1° le nombre de jours révolus au moment de l'arrêt des travaux;

2° le nombre de jours normalement nécessaires pour contracter avec un autre entrepreneur ou pour entamer l'exécution en régie;

3° le nombre de jours que l'administration fixe pour achever les travaux restés en suspens, soit qu'elle les exécute elle-même, soit qu'elle les confie à un autre entrepreneur.

Les travaux prévus en plus ou en moins, modifiant la durée du terme et le montant de la soumission, se bornent à ceux qui sont déjà intervenus au moment de la défaillance de l'adjudicataire.

d) Mesures d'office.

Si, à l'expiration du délai indiqué à l'article 47 relatif à la constatation de l'inexécution, l'entrepreneur est resté inactif, l'administration est autorisée à faire toutes constructions ou démolitions qu'elle estime nécessaires. Elle agit aux frais, risques et périls de l'entrepreneur et procède en régie, en employant au besoin le matériel et les matériaux de l'entrepreneur, ou par adjudication nouvelle ou même, en cas d'urgence, par contrat qu'elle fait souscrire à un entrepreneur de son choix.

Si l'administration juge que le manquement est de nature à pouvoir compromettre la bonne exécution de l'entreprise tout entière, son action d'office peut s'exercer sur toute la partie non encore exécutée de l'entreprise. En pareil cas, la décision de l'administration entraîne de plein droit la résiliation du contrat.

Le cas échéant, l'entrepreneur doit arrêter ses travaux à partir du jour qui lui est indiqué; tout ouvrage effectué par lui postérieurement à cette date reste gratuitement acquis à l'administration.

Après due convocation de l'entrepreneur, il est procédé à la constatation de l'état des travaux et au relevé du matériel et des matériaux à pied d'œuvre.

L'administration fait parvenir ensuite à l'entrepreneur, le relevé du matériel et des matériaux qu'elle entend conserver à sa disposition pour continuer ou faire continuer les travaux.

L'entrepreneur est autorisé à suivre les opérations faites pour son compte, sans qu'il puisse cependant entraver l'exécution des ordres de l'administration.

Outre le montant des pénalités et des retenues encourues pour le retard, le coût supplémentaire des travaux que le nouveau mode d'exécution peut entraîner est à la charge de l'entrepreneur.

Ce coût supplémentaire est la différence entre ce que coûte l'exécution d'office des travaux et de ce qu'aurait coûté l'exécution par le défaillant, compte tenu, dans la mesure prévue à l'article 42, des travaux en plus ou en moins et des modifications éventuelles du prix de la main d'œuvre, des matériaux, frais de transport, etc. Pour les travaux non prévus, les prix convenus pour les majorations ou diminutions de quantité ne peuvent être opposés au défaillant.

L'entrepreneur défaillant supportera en outre, les frais de conclusion d'un nouveau marché évalués forfaitairement à 1 % du montant de ce nouveau marché.

En cas de diminution dans les dépenses, la différence est acquise à l'administration.

Les dépenses à résulter de l'exécution des travaux qui se font pour le compte de l'entrepreneur peuvent être imputées ainsi qu'il est prévu aux articles 7 et 20 ci-avant.

e) Retenues pour rémunérations, charges sociales et impôts impayés.

L'administration retiendra d'office sur les sommes dues à un adjudicataire, le montant brut des rémunérations arriérées et des cotisations de sécurité sociale pour le personnel travaillant sur le chantier et qui est lié à cet adjudicataire par un contrat de louage de services.

L'administration effectue le paiement de ces rémunérations arriérées et transfère à qui de droit les cotisations personnelles et les retenues pour impôts sur les revenus afférents à ces rémunérations arriérées.

f) Exclusion.

Indépendamment des sanctions prévues ci-dessus contre l'adjudicataire défaillant, l'administration peut proposer, sur avis du conseil supérieur des adjudications, son exclusion, soit temporaire, soit définitive des marchés.

B) ENTREPRISES DE FOURNITURE

I. *Etablissement des marchés*

Art. 49. — *Cahiers spéciaux des charges*

Le cahier spécial des charges relatif à une entreprise de fournitures fixe notamment le nombre et la nature des objets à fournir ainsi que les conditions spéciales auxquelles ils doivent satisfaire.

Lorsque les quantités d'objets sont fixées exactement par le cahier spécial des charges, le marché devient un forfait. Dans ce cas, c'est le prix global, exprimé en toutes lettres qui fait l'objet du forfait.

Lorsque, exceptionnellement, les quantités à fournir ne sont mentionnées qu'à titre d'indication, c'est au prix unitaire que s'attache le caractère forfaitaire du marché.

Dans ce cas, l'administration se réserve le droit de modifier les quantités à fournir dans la limite de 10 % en plus ou en moins, pour autant que la modification soit fixée dans les deux premiers tiers du délai d'exécution.

Pour certains marchés comportant plusieurs articles de même nature et pour lesquels il est prévu l'introduction de commandes partielles, ainsi qu'il est prévu à l'article 52, *b,* l'administration se réserve le droit de ne pas respecter les quantités partielles renseignées au cahier spécial des charges, mais s'engage pour la quantité totale modifiée de 10 % en plus ou en moins.

Dans ce cas, c'est également aux prix unitaires exprimés en toutes lettres, que s'attache le caractère forfaitaire du marché.

Art. 50. — *Soumissions*

La soumission à approuver est rectifiée s'il échet, et plus aucune modification de quelque nature que ce soit, ne peut y être apportée *qu'elle a été approuvée*.

– Texte conforme au *M.C.* Il convient de lire «*après qu'elle ait été approuvée*».

Toutefois, lorsqu'il s'agit de fournitures d'entretien ou d'autres similaires, des modifications peuvent être requises par l'administration, dans la limite de 10 % après l'approbation de la soumission.

Art. 51. — *Marchés simultanés*

Lorsqu'un soumissionnaire est déclaré adjudicataire d'un marché de fournitures identiques à celles d'un précédent marché dont les délais de livraison totale ou partielle sont expirés et qu'il n'a pas encore entièrement exécuté, les livraisons qu'il fait après l'approbation de sa soumission pour le second marché sont imputées sur le premier jusqu'à complet apurement de celui-ci.

Les factures accompagnant les livraisons sont dressées en conséquence.

Les délais de fournitures prévus pour l'exécution du second marché doivent être respectés.

II. *Exécution des marchés.*

Art. 52. — *Mode d'exécution des marchés*

a) Lorsque, aux termes du cahier spécial des charges, les quantités à fournir sont fixées ou comportent des minima, l'adjudicataire acquiert, par la seule réception de l'avis d'approbation de sa soumission qui en ce cas vaut commande, le droit de fournir ces quantités fixes ou ces minima.

b) Lorsque, pour tout ou partie des quantités à fournir, le cahier spécial des charges prévoit une ou plusieurs commandes partielles, l'exécution de la fourniture est subordonnée à la notification de chacune de ces commandes.

c) Les délais de livraison des fournitures sont comptés à partir du lendemain du jour déterminé par la date de réception de l'avis d'approbation de la soumission, ou la date de la réception de la commande suivant le cas. Ils comprennent le temps nécessaire aux essais et aux opérations préliminaires à la fabrication dans les usines du fournisseur.

d) Si les délais de livraisons partielles et l'importance de celles-ci sont indiqués, les pénalités sont appliquées à ces livraisons partielles.

Art. 53. — *Prolongation du délai*

a) Les plans, modèles, échantillons ou calibres dont il est question au deuxième alinéa du littéra *b* de l'article 4 sont remis à l'adjudicataire dans les dix jours du calendrier qui suivent celui de la réception de sa demande écrite adressée au fonctionnaire désigné au cahier spécial des charges ou, à défaut d'indication de l'espèce, à celui qui est chargé de la surveillance de l'entreprise.

b) Si, par le fait de l'administration, les délais dont il s'agit ci-avant au littéra *c* de l'article 4, au littéra *f* de l'article 12 et au littéra *a* ci-dessus sont dépassés, les délais de livraison prévus au littéra *c* de l'article 52 sont prolongés d'autant, sur demande de l'adjudicataire.

Il en est de même lorsque les dates extrêmes fixées pour l'envoi des objets à mettre en œuvre n'ont pas été respectées.

L'adjudicataire ne peut obtenir aucune prolongation supplémentaire de délai basée sur l'une des causes énoncées dans les deux alinéas précédents, à moins qu'il ne mette l'administration en demeure de constater les circonstances spéciales, signalées dès qu'il a pu les connaître, qui justifient cette mesure.

c) Aucune autre prolongation de délai, de quelque nature que ce soit, notamment du chef de modifications apportées aux plans, ne peut être accordée à l'adjudicataire, à moins que celui-ci signale à l'administration, dès qu'il en a pris connaissance, le fait justifiant, d'après lui, cette prolongation, et ne mettre aussitôt l'administration en mesure de constater ce fait.

d) Dès que l'administration est avisée des prétentions de l'adjudicataire, dans les cas prévus au littéra *b*, dernier alinéa, et au littéra *c*, elle fait procéder contradictoirement avec l'adjudicataire aux constatations nécessaires pour en vérifier le bien-fondé. Il est dressé un procès-verbal de cette instruction contradictoire. Ce procès-verbal est signé par l'adjudicataire dans un délai de trente jours du calendrier après le jour déterminé par la date du procès-verbal.

L'adjudicataire est forclos de tout droit de recours contre cette décision, s'il ne notifie à l'administration, dans un délai de même durée, qu'il entend ne pas l'accepter.

e) À l'expiration des délais prolongés par application des dispositions énoncées aux littéras *b* et *c* du présent article, toutes les stipulations des cahiers des charges, notamment celles qui concernent les retenues pour retard, rentrent en vigueur de plein droit, sans formalité ni avis quelconque.

Art. 54. — *Lieu de la fourniture et formalités*

a) Lieu de la fourniture.

Les fournitures doivent être livrées à l'administration à l'endroit désigné par le cahier spécial des charges.

En cas d'encombrement du lieu où la livraison se fait ou pour tout autre motif de service, l'administration a le droit, sans que l'adjudicataire ne puisse élever aucune réclamation de ce chef, de faire diriger les fournitures sur d'autres lieux et d'y opérer les réceptions.

Dans ce cas, les frais de transport et de manutention supplémentaires et les risques sont à charge de l'administration.

b) Formalités relatives à la fourniture.

Pour chaque livraison, l'adjudicataire dresse un bordereau en cinq exemplaires, aux fins de réception. Il l'envoie à l'administration, le jour même de l'expédition ou de la remise des fournitures. Ce bordereau doit spécifier les matières ou objets expédiés et indiquer les quantités, la marque, le numéro, le poids brut et le poids net de la fourniture, ainsi que les marques d'identification du wagon de chemin de fer, du camion, du bateau ou de l'avion utilisé pour l'expédition; il y a lieu de rappeler en outre le numéro du cahier spécial des charges, le numéro du lot, la date de l'approbation du marché et, le cas échéant, celle de la commande.

Le bordereau peut être remplacé par une facture comportant les indications ci-dessus.

c) Frais divers.

Tous droits et taxes quelconques, ainsi que les frais d'imbatage, de chargement, de douane et de transport jusqu'au lieu de fourniture sont à charge de l'adjudicataire.

Le déchargement, le déballage et la mise en tas éventuelle se font par les soins de l'administration, à moins que le cahier spécial des charges n'en dispose autrement.

d) Conditions de livraison.

Les fournitures qui ne sont pas dans les conditions voulues pour être examinées ou qui sont grevées de frais quelconques peuvent être assimilées aux fournitures rebutées.

e) Vérification de la livraison.

Après le déchargement des fournitures au lieu de livraison, l'administration vérifie l'espèce et la quantité (pesage, comptage, mesurage des matières ou des objets expédiés ou remis, pour autant qu'elle soit mise en possession des documents (bordereau ou facture mentionnés au littéra *b.* Elle procède également aux constatations éventuelles d'avaries.

Une déclaration constatant le résultat de cette vérification, ainsi que la date exacte d'arrivée des fournitures, est consignée sur la facture ou sur le bordereau dont l'un des exemplaires est remis à l'adjudicataire à titre de récépissé.

L'administration dispose d'un délai de dix jours du calendrier pour effectuer les formalités de vérification ci-dessus.

f) Responsabilité du fournisseur.

L'adjudicataire est responsable de ses fournitures jusqu'au moment où les opérations dont il est question au littéra *b* sont effectuées, sauf dans les cas où les pertes ou avaries survenant dans les dépôts du destinataire sont dues à un cas de force majeure, à un cas fortuit ou à une faute imputable à l'administration.

Art. 55. — *Emballages*

Sauf indications contraires, les emballages tels que sacs, paniers, caisses, ligatures, tonneaux, etc. restent acquis à l'administration sans que l'adjudicataire puisse prétendre à aucune indemnité de ce chef.

Lorsqu'il est stipulé que les emballages restent la propriété de l'adjudicataire, ils sont retournés à celui-ci exempts de toute dégradation anormale qui serait imputable à l'administration.

Ce retour est effectué dans le délai fixé au cahier spécial des charges, délai qui prend cours le jour de l'arrivée des fournitures au lieu de livraison.

Passé ce délai, l'adjudicataire est en droit de facturer ces emballages à l'administration au prix qu'il a indiqué dans la soumission.

Les emballages à restituer portent un numéro d'ordre et la marque de l'adjudicataire. Ils sont renvoyés à ses frais jusqu'à la destination indiquée dans la soumission.

Art. 56. — *Obligations de l'adjudicataire après la réception*

Pendant un délai d'un an, prenant cours à la date de la réception provisoire au lieu de livraison, l'administration peut exiger de l'adjudicataire qu'il remplace à ses frais, les matières ou objets reconnus comme n'étant pas en état d'être mis en service, par suite de non-conformité aux conditions du cahier spécial des charges.

Partiellement, un nouveau délai d'un an s'applique à tous objets ou matières fournis en remplacement.

III. *Fin des marchés*

Art. 57. — *Réception provisoire partielle au lieu de fabrication et réception provisoire complète*

a) Toute réception provisoire partielle au lieu de fabrication (voir article 12 ci-avant) fait l'objet d'une demande adressée par l'adjudicataire à l'administration, et formulée par écrit dans les formes prescrites par celle-ci.

b) La date de la mise à disposition de l'administration des fournitures pour réception ou, à défaut, la date de la demande de réception est considérée comme date de livraison des fournitures, pour ce qui concerne l'application éventuelle des retenues pour retards, mesures d'offices, etc.

Toutefois, la marchandise n'est considérée comme livrée qu'après son arrivée en bon état et sa prise en charge à destination, là où se font les vérifications des quantités (comptage, pesage ou mesurage, ainsi que les constatations éventuelles d'avaries en cours de transport.

Pour notifier à l'adjudicataire sa décision d'acceptation ou de rejet, l'administration dispose d'un délai maximum de trente jours du calendrier, à compter du jour déterminé par la date de la mise à la disposition de l'administration des fournitures pour réception ou, à défaut, par la date de la demande de réception. Ce délai est porté à soixante jours du calendrier pour les articles dont l'examen entraîne l'intervention d'un laboratoire.

Si ce délai est dépassé par le fait de l'administration, celle-ci conserve néanmoins le droit d'agréer ou de rebuter la fourniture, mais, dans ce cas, l'adjudicataire peut agir en réparation du dommage causé par l'inobservation du délai.

Cependant, la réclamation de l'adjudicataire doit, sous peine de forclusion, être introduite dans les dix jours qui suivent celui de la naissance du préjudice. En cas de rebut, il est tenu compte du nombre de jours excédant les délais précités de trente ou soixante jours du calendrier pour la détermination du retard éventuel dans la fourniture de remplacement.

c) La réception provisoire n'est complète qu'après que l'administration ait effectué les opérations prévues au littéra *e* de l'article 54 ci-avant.

Art. 58. — *Présentation des fournitures pour réception provisoire partielle au lieu de fabrication*

a) Les plans, dessins, modèles, échantillons, etc. qui sont remis à l'adjudicataire et qui sont revêtus du timbre de l'administration, les pièces types ainsi que la notification de l'acceptation des matières ou des objets à mettre en œuvre, doivent être tenus à la disposition du délégué de l'administration pour l'accomplissement des formalités de réception à l'usine. Les tracés et calibres sont faits gratuitement par les soins du fournisseur, sous le contrôle de l'administration et tenus à la disposition des agents réceptionnaires.

Les pesées qu'exige la vérification des objets et machines pour lesquels des poids théoriques ou des tolérances de poids sont prévus, sont faites à l'usine du fournisseur qui doit mettre gratuitement à la disposition de l'administration, les instruments de pesage dûment poinçonnés par le vérificateur des poids et mesures.

L'adjudicataire met également à la disposition de l'administration, les appareils de mesure et les machines d'essai dûment vérifiés pour les essais prévus en ses usines.

b) Les fournitures sont classées et étalées dans un emplacement convenable par les soins de l'adjudicataire.

La main-d'œuvre nécessitée par la visite, le tirage, le pesage et le marquage est fournie gratuitement et en quantités suffisantes par l'adjudicataire.

c) Si l'administration constate que la fourniture n'est pas dans les conditions voulues pour être examinée, la demande de l'adjudicataire est considérée comme non avenue et une nouvelle demande doit être introduite lorsque la fourniture est en état de réception.

Il en est de même lorsque les tracés et calibres, préalablement vérifiés et agréés par l'administration n'ont pas été mis à la disposition de cette dernière.

Art. 59. — *Réception à l'étranger*

Lorsque les usines où doit avoir lieu la réception sont situées en dehors du territoire de la République, les délais de trente et soixante jours prévus au littéra *b* de l'article 57 sont augmentés du nombre de jours nécessaires au voyage aller et retour du réceptionnaire.

Art. 60. — *Scellements, expéditions et rebuts*

a) Scellement des fournitures emballées.

Les fournitures sur lesquelles une marque d'acceptation ne peut être appliquée doivent être enfermées dans des emballages constitués de telle manière que des plombages soient faciles à placer en donnant toute garantie quant à l'authenticité de la marchandise agréée. Éventuellement, l'adjudicataire et l'administration se mettent d'accord sur le système de scellement à adopter. Le scellement se fait au moment du prélèvement des pièces à essayer ou de la matière destinée à la confection des éprouvettes. La fourniture et le placement des plombs, fils et scellés nécessaires incombent à l'adjudicataire.

b) Scellement des pièces à essayer et des éprouvettes.

Les pièces à essayer et les matières destinées à la confection des éprouvettes sont poinçonnées ou mises sous emballage plombé ou scellé au moment de leur prélèvement.

L'adjudicataire fournit le matériel nécessaire à l'accomplissement de ces formalités (plombs à sceller, cire à cacheter, fil de fer ou ficelle, ainsi que les emballages propres et bien conditionnés pour l'expédition.

c) Expédition de fournitures réceptionnées provisoirement au lieu de fabrication.

Si les essais ont été satisfaisants, l'administration donne l'autorisation d'expédier la marchandise présentée à concurrence de la quantité commandée.

Les fournitures sont remises au port d'embarquement, à l'aérodrome de départ, à la gare, ou à l'endroit désigné, dans les dix jours du calendrier après le jour où l'avis d'acceptation est parvenu à l'adjudicataire.

Dans les cas où ces délais sont dépassés, la date de livraison conventionnelle déterminée au littéra *b* de l'article 57 est reculée d'autant.

d) Fournitures rebutées en suite des essais effectués en dehors des usines du fabricant.

Si le résultat des essais conduit au rejet de la partie présentée, l'administration prend toutes les mesures nécessaires pour empêcher que la partie refusée puisse être représentée en réception ou être livrée telle quelle.

Art. 61. — *Réception provisoire complète au lieu de livraison sans réception partielle au lieu de fabrication*

a) Lorsque la réception provisoire se fait entièrement au lieu de livraison, l'administration dispose d'un délai de trente jours du calendrier pour examiner et approuver les fournitures présentées en réception, ainsi que pour notifier la décision prise sur leur acceptation ou non de l'objet. Ce délai est porté à soixante jours du calendrier pour les articles dont l'examen entraîne l'intervention d'un laboratoire. Le délai prend cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures au lieu de livraison, pour autant que l'administration soit mise en possession des documents dont il est question au littéra *b* de l'article 54 ci-avant; il comprend un délai de dix jours prévu au littéra *e* de cet article 54.

b) Les adjudicataires ou leurs délégués sont admis à assister aux réceptions.

c) L'administration prend toutes mesures nécessaires pour empêcher que la partie refusée puisse être représentée en réception ou être livrée telle quelle.

d) En cas de rebut d'objets, avis en est donné par pli recommandé à la poste avec avis de réception à l'adjudicataire qui est tenu de les faire enlever dans un délai de vingt jours du calendrier prenant cours à la date de la réception de l'avis, à moins qu'il ne soit fait application des mesures prévues au littéra *c* ci-dessus.

Ce délai passé, l'administration est dégagée de toute responsabilité pour les objets qui ne sont pas repris. Ceux-ci peuvent être envoyés d'office à l'adjudicataire, et à ses frais.

e) L'administration peut fixer une date de rigueur sous peine de retenues, pour l'enlèvement des objets refusés. Elle ne peut user de ce droit qu'à la condition de laisser au moins vingt jours du calendrier d'intervalle, entre le jour de la réception de la notification et celui qui est fixé pour l'enlèvement.

Il est infligé une mesure de 50 K par jour du calendrier de retard au-delà de la date déclarée de rigueur.

Art. 62. — *Réfactions*

a) Lorsque les différences de qualités ou de dimensions ou autres critères motivant le rejet des fournitures sont minimes et qu'il ne peut en résulter d'inconvénient sérieux du point de vue de l'emploi, de la mise en œuvre ou de la durée du service, l'administration se réserve le droit d'accepter ces fournitures, moyennant réfaction pour moins-value.

b) Si au cours de la vérification d'une fourniture présentée pour réception, et quel que soit le degré d'avancement de cette vérification, il est constaté que la proportion d'objets ou de matières ne satisfaisant pas aux conditions stipulées est d'au moins dix pour cent de la quantité totale présentée l'administration peut, ou bien rebuter toute la fourniture présentée, sans indemnité pour l'adjudicataire, ou bien procéder au triage pour prendre livraison des pièces acceptables.

Les frais de triage sont à charge de l'adjudicataire.

Art. 63. — *Essais et contre-essais*

a) Les essais que comporte la vérification technique des fournitures sont effectués au choix de l'administration, soit:

1° aux usines du fabricant;

2° dans les laboratoires de l'administration;

3° dans les laboratoires privés agréés par l'administration.

Dans le premier cas, les éprouvettes ou pièces à essayer, prêtes à être soumises aux essais, sont mises à la disposition du délégué de l'administration dans les dix jours du calendrier qui suivent celui du poinçonnage. Les essais sont effectués en présence de ce délégué. Les frais de réparation des pièces, de confection des éprouvettes et les frais des essais sont à la charge de l'adjudicataire.

Dans le deuxième et troisième cas, aussitôt après prélèvement et poinçonnage par le délégué de l'administration des pièces à essayer ou des matières destinées à la confection des éprouvettes, ces pièces ou matières sont expédiées à l'intervention de l'adjudicataire, dans les dix jours du calendrier franco de tous frais, sous le contrôle du délégué de l'administration, au laboratoire chargé des essais. Les frais de préparation des pièces ou de confection des éprouvettes sont à la charge de l'administration.

Celle-ci supporte également les frais d'essai dans ses laboratoires ou dans un laboratoire privé, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'essais qui devraient être effectués à l'intervention de l'adjudicataire dans les usines du fabricant.

Les débris d'éprouvettes, pièces brisées, excédents des prélèvements restent la propriété de l'administration.

L'adjudicataire est admis à assister aux essais lorsque ceux-ci sont effectués dans un laboratoire de l'administration ou dans un laboratoire privé agréé par l'administration.

Dans tous les cas, les marques de poinçonnage doivent subsister jusqu'au moment des essais.

b) Le délai compris entre la date d'envoi et celle de l'arrivée à l'établissement chargé des essais n'entre pas dans le calcul du délai que s'impose l'administration pour notifier sa décision d'agréation ou de rejet.

c) En cas de contestation de l'une ou de l'autre partie sur le résultat des essais, chacune des parties est en droit de demander un contre-essai. Ce dernier est effectué dans un laboratoire privé, choisi de commun accorde entre parties, parmi les laboratoires agréés par l'administration.

Si la contestation porte sur un élément non parfaitement appréciable, chacune des parties est en droit de demander une expertise. L'expert est choisi de commun accord entre les parties. L'expertise a lieu dans un endroit à désigner par l'expert et agréé par l'administration.

Le procès-verbal dressé par le laboratoire privé ou par l'expert est transmis à l'administration qui le communique par pli recommandé au fournisseur.

Les résultats du contre-essai ou de l'expertise sont décisifs.

Les frais du contre-essai ou de l'expertise sont toujours à la charge de la partie qui l'a demandé.

d) La partie qui demande le contre-essai ou l'expertise adresse à l'autre partie une lettre recommandée ou un télégramme déposé à la poste au plus tard le vingtième jour du calendrier (dans les 24h en cas de denrées périssables) suivant le jour de l'expédition ou de la remise des procès-verbal notifiant le rejet.

e) Une prolongation de délai ne peut être demandée que lorsque le contre-essai ou l'expertise donne un résultat satisfaisant pour le fournisseur.

Art. 64. — *Réception définitive*

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie ou du délai prévu à l'article 54; elle est implicite si la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai.

Art. 65. — *Réclamation*

Toute réclamation au sujet des décisions de l'administration en matière de fournitures doit être formulée sous pli recommandé déposé à la poste au plus tard le vingtième jour du calendrier après le jour déterminé par la date de réception du pli contenant les notifications prévues aux articles 57, littéra *b*, et 61, littéra *d* ci-avant. Seule la preuve du cas fortuit ou d'un événement de force majeure peut relever l'adjudicataire de la déchéance attachée à l'inobservation de ce délai.

Art. 66. — *Moyens d'action de l'administration*

a) Si l'adjudicataire n'exécute pas le marché dans le délai fixé ou dans les conditions définies au cahier spécial des charges, il y a lieu, suivant le cas, de procéder à l'application des retenues pour retard et/ou des mesures d'office prévues ci-après.

b) Les retenues sont établies, à titre d'indemnités forfaitaires, pour retard dans les fournitures. Le seul fait de l'expiration du délai d'exécution vaut mise en demeure pour l'adjudicataire, sans autre formalité.

Les retenues sont calculées à raison du nombre total de jours de retard, y compris les dimanches et jours fériés légaux.

La retenue est fixée par tranche de sept jours, à ERRORCHAR ERROR: $^1/_2$ % de la valeur du marché, cette valeur étant celle figurant à la lettre de commande. Pour les retards inférieurs à sept jours, ce nombre est divisé par 7 et multiplié par le nombre de jours de retard. Toute fraction est négligée. Le montant de l'amende ne sera pas supérieur à 5 % de la valeur totale du marché. Toutefois, au cas où les fournitures peuvent être fractionnées sans qu'un retard partiel n'affecte l'utilisation des parties déjà fournies, la retenue peut être appliquée en fonction de la valeur des objets dont la fourniture a été effectuée avec retard.

Sont négligées, les retenues pour retard dont le montant total n'atteint pas 5 zaïres par marché.

Le montant des retenues est prélevé conformément aux articles 7 et 20, ci-avant.

c) Les mesures d'office sont:

1° résiliation de tout ou partie du marché.

Dans ce cas, la totalité du cautionnement est acquise d'office à l'administration et ce, à titre de dommage-intérêts. Cette clause est irrévocable et forfaitairement stipulée entre parties. Cette résiliation exclut l'application de toute pénalité du chef de retard sur la partie non exécutée.

2° la résiliation de tout ou partie du marché et la conclusion d'office avec des tiers, soit par adjudication publique, soit, en cas d'urgence, de gré à gré.

3° la résiliation de tout ou partie du marché et l'exécution en régie des fournitures en souffrance à concurrence des quantités en retard ou d'une partie seulement de celles-ci.

Les mesures prévues aux 2° et 3° ci-dessus sont applicables aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant.

S'il est procédé au marché d'office par adjudication publique, un exemplaire du cahier spécial des charges régissant le marché pour compte est adressé à l'adjudicataire défaillant, sous pli recommandé à la poste, préalablement à l'adjudication nouvelle.

d) Si, au cours du délai contractuel, l'administration établit que, par le manque de diligence de l'adjudicataire, il y a impossibilité pour celui-ci d'effectuer complètement la fourniture dans le délai, elle est en droit, dès ce moment, d'appliquer les mesures d'office.

e) Dans le cas où le prix d'achat d'office ou de l'exécution en régie dépasse le prix de l'adjudication, l'adjudicataire défaillant supporte l'excédent; dans le cas contraire, la différence est acquise à l'administration.

f) Si le marché a pour objet des fournitures qui ne sont pas dans le commerce ou que l'adjudicataire défaillant est seul en mesure de livrer et, en général, si l'administration est dans l'impossibilité de se procurer des fournitures identiques, elle peut, après une mise en demeure par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, les remplacer par des fournitures similaires, dans les conditions prévues aux littéras *c*, *d* et *e* ci-dessus.

La mise en demeure spécifie les fournitures similaires que l'administration se propose de commander.

g) Les fournitures achetées pour le compte de l'adjudicataire défaillant sont examinées et éprouvées comme devaient l'être celles qu'il avait à livrer.

h) Dans le cas prévu au littéra *f* ci-dessus, les fournitures similaires commandées dans le commerce ou exécutées en régie, sont soumises aux épreuves déterminées par l'administration.

i) Le fournisseur défaillant est dûment avisé du lieu et de la date auxquels il est procédé aux épreuves visées aux littéras *g* et *h* ci-dessus; il peut, pour la défense de ses intérêts, y assister ou s'y faire représenter.

L'adjudicataire défaillant supporte les frais de conclusion d'un nouveau marché évalués forfaitairement à 1 % du montant de ce nouveau marché.

j) Sauf application des dispositions reprises au 1°, littéra *c)* ci-dessus, les retenues pour retard continuent à courir en cas du marché d'office, jusqu'à la date réelle des livraisons faites pour compte de l'adjudicataire défaillant et, au plus tard, jusqu'à l'expiration du délai fixé pour l'exécution d'office, ou bien, si l'administration se charge de terminer elle-même le marché ou la partie de marché en souffrance, jusqu'à la date réelle de l'achèvement.

Ces retenues ne peuvent en aucun cas, excéder le maximum de 5 % fixé au littéra *b* ci-dessus.

Les retenues qu'il y a lieu d'appliquer au marché pour compte, incombent au nouvel adjudicataire.

k) Indépendamment des sanctions prévues ci-dessus contre l'adjudicataire défaillant, l'administration peut proposer, sur avis du conseil supérieur des adjudications, son exclusion, soit temporaire, soit définitive des marchés.

---

18 août 1981. – ORDONNANCE 81-118 portant réglementation de la procédure relative à la réalisation des études et des travaux de génie civil pour le compte du Conseil exécutif. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1981, p. 9)

Art. 1er. — Le département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire est désigné en qualité de seul maître d'ouvrage pour tous les travaux de génie civil ainsi que toutes les études s'y rapportant, à réaliser en République du Zaïre à charge du Trésor, au bénéfice des départements du Conseil exécutif.

Art. 2. — Le département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire est seul habilité à passer commande des études et travaux dans le cadre fixé à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3. — Les études et l'exécution des travaux dont question se font soit en régie, soit à l'entreprise, sans préjudice de la procédure d'adjudication publique.

Conformément à l'article 5 de l'ordonnance-loi 69-054 du 5 décembre 1969 relative aux marchés publics, la passation de certains marchés est subordonnée à l'accord préalable du département des Finances et Budget.

Art. 4. — En exécution de la présente ordonnance, le commissariat général au Plan transmit au début de chaque exercice budgétaire, au département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, la liste de tous les projets retenus au titre du budget d'investissement relatifs à la réalisation des études et des travaux de génie civil pour le compte du Conseil exécutif.

Art. 5. — Le département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire exécute ou fait exécuter les travaux sous son contrôle direct.

Art. 6. — Après exécution des travaux en régie ou réception des travaux à l'entreprise, le département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire remet l'ouvrage à l'organe ou au département utilisateur.

Art. 7. — Les factures des travaux exécutés, accompagnées des notes techniques d'approbation et de réception des travaux, sont transmises par le département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire au département des Finances et Budget, pour paiement.

Art. 8. — Aucune facture non accompagnée de la note technique d'approbation ou de réception des travaux établie par le département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, ne peut faire l'objet de liquidation par le département des Finances et Budget.

Art. 9. — Aucun paiement, aucune avance ne sera consentie par le département des Finances et Budget, en dehors de la procédure ci-dessus définie.

Art. 10. — L'entretien des ouvrages ainsi construits demeure à charge du département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Art. 11. — Les crédits destinés à la réalisation des travaux d'entretien dont question à l'article 10 ci-dessus sont annuellement centralisés au département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Art. 12. — Toutes les dispositions antérieures, contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 13. — Les commissaires d'État en général, et en particulier, les commissaires d'État ayant dans leurs attributions les finances, le budget ainsi que les travaux publics et l'aménagement du territoire, et le commissaire général au Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

29 avril 1987. – ORDONNANCE 87-134 portant création d'un service public technique dénommé «Bureau technique de contrôle», en abrégé «B.T.C.». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1987, p. 33)

CHAPITRE I^er
NATURE JURIDIQUE ET OBJET

Art. 1^er. — Il est créé un service public à caractère technique dénommé Bureau technique de contrôle, en abrégé B.T.C. jouissant d'une autonomie administrative et financière et placé sous l'autorité du commissaire d'État ayant dans ses attributions les travaux publics et l'aménagement du territoire.

Art. 2. — Le Bureau technique de contrôle a son siège à Kinshasa. Il exerce ses activités sur toute l'étendue du territoire national.

Art. 3. — Le Bureau technique de contrôle a pour objet:

• le contrôle technique et financier, en cours d'exécution ainsi que la contre-expertise obligatoire des études et des travaux de génie civil réalisés pour le compte des départements du conseil exécutif et des entreprises publiques;

• la révision, en commission, de la formule de variation de prix et la mise à jour de la réglementation générale sur les marchés publics.

Le Bureau technique de contrôle, agit à la demande et sur instructions du commissaire d'État ayant dans ses attributions les travaux publics et l'aménagement du territoire.

CHAPITRE II
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 4. — Le Bureau technique de contrôle est dirigé par un directeur nommé et le cas échéant, relevé de ses fonctions par le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Les traitements et les avantages sociaux du directeur du Bureau technique de contrôle sont fixés par le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 5. — Le directeur assure la coordination de toutes les activités du Bureau technique de contrôle conformément à la présente ordonnance et aux directives du commissaire d'État ayant les travaux publics et l'aménagement du territoire dans ses attributions.

Art. 6. — Le Bureau technique de contrôle comprend trois divisions:

• une division technique;

• une division administrative et financière;

• une division du contentieux.

Art. 7. — La division technique a pour attributions l'analyse et l'évaluation des marchés avant leur exécution ainsi que la vérification des travaux réalisés en vue de leur conformité aux commandes.

La division administrative et financière a pour attributions la gestion du personnel, les questions d'intendance et la tenue de la comptabilité.

La division du contentieux a pour attributions l'examen des litiges nés à la suite des études et contrôles réalisés par le Bureau technique de contrôle.

Art. 8. — Chaque division est dirigée par un chef de division nommé par le directeur du Bureau technique de contrôle après approbation du commissaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire.

Art. 9. — Le directeur et les chefs de division forment un comité de direction. Le comité de direction se réunit une fois par semaine sous la présidence du directeur. Il délibère sur toutes les questions intéressant la gestion et le fonctionnement du Bureau technique de contrôle.

Il est tenu des procès-verbaux des réunions du comité de direction, lesquels sont communiqués au commissaire d'État ayant les travaux publics et l'aménagement du territoire dans ses attributions.

Art. 10. — Le personnel du Bureau technique de contrôle est régi par le Code du travail. Un règlement interne, approuvé par le commissaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire fixe les dispositions régissant le recrutement et la carrière de ce personnel.

CHAPITRE III
DE LA GESTION FINANCIÈRE

Art. 11. — Les ressources financières du Bureau technique de contrôle sont constituées des dotations prévues au budget de l'État ainsi que des redevances sur les montants des travaux de constructions initiés par l'État ou par les entreprises publiques. Le taux de cette redevance sera fixé par arrêté du commissaire d'État ayant dans ses attributions les travaux publics et l'aménagement du territoire.

Art. 12. — L'exercice financier du Bureau technique de contrôle commence le 1^er janvier et se clôture le 31 décembre de la même année.

Exceptionnellement, le premier exercice financier commencera à la date de la signature de la présente ordonnance et s'achèvera au 31 décembre de l'année en cours.

Art. 13. — Les comptes du Bureau technique de contrôle seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 14. — Le projet de budget du Bureau technique de contrôle est élaboré et présenté au budget annexe par le commissaire d'État ayant dans ses attributions les travaux publics et l'aménagement du territoire.

Art. 15. — Le commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

MÉDIAS

Ord. 53/Cont. du 1er mai 1936 — Création des films cinématographiques 356
Ord. 23-113 du 25 avril 1956 — Documents officiels de presse 357
O.-L. 81-012 du 2 avril 1981 — Journalistes. – Statuts 358
Ord. 81-050 du 2 avril 1981 — Office de radiodiffusion et de télévision. – Statuts 364
Ord. 81-052 du 2 avril 1981 — Agence congolaise presse. – Statuts 368
L. 96-002 du 22 juin 1996 — Liberté de presse 371
A.M. 04/MIP/018/96 du 26 novembre 1996 — Presse, radio, télévision, publicité et reportage. – Frais administratifs 377
Arrêté ministériel 04/MIP/020/96 du 26 novembre 1996 — Presse audiovisuelle. – Liberté de la presse. – Modalités d'exercice 378
A.M. 04/MIP/006/97 du 28 février 1997 — Stations de radiodiffusion et chaînes de télévision publiques et privées. – Commission de contrôle de conformité 379
A.M. 04/MIP/008/97 du 3 mai 1997 — Reportage photographique ou filmé. – Autorisation. – Fixation des frais administratifs 379
A.M. 04/MCP/011/2002 du 20 août 2002 — Communication audiovisuelle. – Liberté de la presse. – Modalités d'exercice. – Mesures d'application 380

1er mai 1936. – ORDONNANCE 53/Cont. – Création des films cinématographiques. (*B.A.*, 1936, p. 211)

Art. 1er. — Nul ne peut procéder, à titre professionnel, dans des lieux publics ou ouverts au public, au moyen d'appareils photographiques quelconques, à des prises de vues destinées à la création d'un film cinématographique, s'il n'est titulaire d'une autorisation préalable et spéciale délivrée par le [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information].

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Cette autorisation est personnelle et incessible.

Art. 2. [*Ord. du25 mai 1954, art. 1er.* — Les personnes qui sollicitent une autorisation doivent présenter leur demande au [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information], un mois au moins avant la date à laquelle les opérations de création du film doivent commencer.]

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Art. 3. — La demande en autorisation, signée par le requérant, doit indiquer:

a) les nom, prénoms, nationalité, race, lieu et date de naissance, profession et domicile du requérant, le cas échéant, sa résidence actuelle et ses résidences antérieures au Congo belge, la dénomination et le siège légal de la personne morale qui utilise ses services;

b) le domicile élu par le requérant dans une localité du Congo belge, où toutes significations et notifications pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence;

c) la durée pour laquelle l'autorisation est requise;

d) [*Ord. du 25 mai 1954, art. 2.* — l'itinéraire du voyage au Congo belge et les endroits où les vues seront prises.

Elle doit être accompagnée d'un scénario du film à créer, établi en deux exemplaires, signés par le requérant. Au cas où des personnes autres que des personnes de race européenne ou de race asiatique doivent être comprises dans les prises de vues, ce scénario indiquera notamment les détails précis du rôle que ces personnes auront à remplir.

Si le film à créer est un documentaire ne comportant ni jeu d'acteurs ni mise en scène, le scénario pourra être remplacé par l'indication précise du genre de vues qui seront prises: vie indigène, faune, flore, paysages, constructions, etc.]

Art. 4. — Dans les cas qu'il apprécie, le [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information] peut exempter le requérant de l'obligation de présenter un scénario détaillé du film à créer.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Art. 5. — Le [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information] peut subordonner son autorisation à la condition que les prises de vues soient soumises au contrôle permanent d'un fonctionnaire de la Colonie, qu'il désigne dans chaque cas, et à l'engagement préalable et écrit du requérant de rembourser à la Colonie du Congo belge tous les frais occasionnés à celle-ci par la mission de ce fonctionnaire et souverainement arrêtés par le [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information], ou son délégué.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Le [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information] décide s'il y a lieu au versement d'un cautionnement et en détermine le montant.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Ce cautionnement, versé entre les mains d'un comptable de la Colonie attaché au gouvernement général, ne peut être remboursé, après défalcation éventuelle du montant des frais arrêtés, comme il est dit ci-dessus, que sur autorisation du [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information].

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Art. 6. — La mention de l'autorisation, avec indication de sa durée de validité et des provinces pour lesquelles elle est valable, est apposée sur chacun des exemplaires du scénario déposé, et signée par le [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information].

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Un exemplaire est remis au requérant.

Dans le cas prévu à l'article 4, le [directeur général ayant sous ses ordres le service de l'information] délivre au requérant une carte spéciale portant mention de l'autorisation comme il est dit ci-dessus.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 4 mai 1956.

Art. 7. — Au cours des prises de vues, les opérateurs sont tenus de se soumettre aux interdictions prononcées par le fonctionnaire désigné conformément à l'article 5.

Ce fonctionnaire a qualité d'officier de police judiciaire. Sa compétence territoriale s'étend à toute la Colonie et sa compétence matérielle aux infractions en matière cinématographique.

Art. 8. — Quiconque procédera à des prises de vues en infraction aux dispositions de la présente ordonnance sera puni d'une servitude pénale de un à sept jours et d'une amende de cent à deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 9. — La présente ordonnance entre en vigueur le I[er] juillet 1936.

---

25 avril 1956. – ORDONNANCE 23-113. – Documents officiels de presse. (*B.A.*, 1956, p. 873)

I

DOCUMENTS INDIVIDUELS ET DE VOITURE

Art. 1[er]. — Il peut être délivré des laissez-passer individuels, des laissez-passer de voiture, ainsi que des insignes de ces laissez-passer, aux journalistes et reporters de la presse écrite ou parlée, filmée ou photographique, qui en ont besoin pour l'exercice habituel de leur profession.

Ces documents ont validité pour l'ensemble des territoires du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Ils sont délivrés par le directeur général ayant les services d'information dans ses attributions.

Art. 2. — Les demandes de ces documents — laissez-passer individuels, laissez-passer de voiture, insigne individuel, insigne de voiture – doivent être conformes au modèle A annexé à la présente ordonnance, et adressées au directeur général ayant les services d'information dans ses attributions. Une même demande peut, s'il échet, couvrir l'ensemble des documents.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

A

Les laissez-passer individuels

Art. 3. — Le laissez-passer individuel est délivré sur demande adressée à cet effet par un journal, un organisme de presse tel qu'agence, organisme de radiodiffusion gouvernemental, parastatal ou privé, service de presse gouvernemental, parastatal ou privé, ou par une union professionnelle de presse constituée en Belgique, au Congo ou au Ruanda-Urundi et dont l'intéressé fait partie en tant que journaliste ou reporter.

En ce qui concerne les journalistes et reporters étrangers, la demande pourra également émaner de toute autre association assimilable à ces unions professionnelles.

Dans des circonstances exceptionnelles, dûment justifiées, des demandes introduites directement par les intéressés pourront être prises en considération.

Art. 4. — La demande doit être accompagnée de tout document permettant d'établir:

a) la qualité de l'intéressé;

b) le caractère habituel de l'exercice de la profession;

c) la nécessité du laissez-passer, compte tenu de l'activité exercée et de ses modalités.

Art. 5. — Les autorités accorderont au titulaire du laissez-passer individuel les facilités de passage par priorité compatibles avec les exigences de la circulation et les nécessités de l'ordre et de la sécurité publics.

Art. 6. — Le laissez-passer individuel est conforme au modèle B annexé à la présente ordonnance.

Il est délivré pour une durée déterminée et pour un maximum de trois ans.

Il est personnel et incessible.

Il peut être retiré à tout moment par l'autorité qui l'a délivré.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

B

Les laissez-passer de voiture

Art. 7. — Les titulaires d'un laissez-passer individuel pourront obtenir un laissez-passer de voiture.

Art. 8. — Les règles relatives au laissez-passer individuel s'appliquent au laissez-passer de voiture, sous réserve des points suivants:

a) le laissez-passer de voiture est conforme au modèle C annexé à la présente ordonnance;

b) il peut être retiré à tout moment par le directeur général compétent pour sa délivrance; il est retiré automatiquement en cas de retrait du laissez-passer individuel;

c) les autorités accorderont à la voiture transportant son bénéficiaire les facilités de passage et de parcage par priorité compatibles avec les exigences de la circulation et les nécessités de l'ordre et de la sécurité publics.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

C

Les insignes individuels

Art. 9. — Sur demande du requérant, il sera délivré au titulaire de laissez-passer individuel un insigne individuel conforme au modèle D annexé à la présente ordonnance.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

Art. 10. — Cet insigne n'est valable que jusqu'au 31 décembre de l'année de délivrance.

Il portera toujours le même numéro que le laissez-passer individuel.

Art. 11. — L'insigne individuel est destiné à être porté de façon apparente afin d'aider les autorités à reconnaître rapidement son bénéficiaire. Ces autorités peuvent toujours exiger, pour contrôle, la présentation du laissez-passer individuel.

Art. 12. — La décision de retrait du laissez-passer individuel entraîne automatiquement le retrait de l'insigne individuel.

D

Les insignes de voiture

Art. 13. — Sur demande du requérant, il sera délivré au titulaire de laissez-passer de voiture un insigne de voiture conforme au modèle E annexé à la présente ordonnance.

Art. 14. — Cet insigne n'est valable que jusqu'au 31 décembre de l'année de sa délivrance.

Il portera toujours le même numéro que le laissez-passer de voiture.

Art. 15. — L'insigne de voiture est destiné à être apposé de façon évidente sur la voiture qui transporte le bénéficiaire du laissez-passer de voiture. Il a pour but d'aider les autorités à reconnaître rapidement la qualité de la personne transportée; ces autorités pourront toujours exiger, pour contrôle, la présentation du laissez-passer de voiture.

Art. 16. — La décision de retrait du laissez-passer individuel ou du laissez-passer de voiture entraîne automatiquement le retrait de l'insigne de voiture.

II

LES LAISSEZ-PASSER SPÉCIAUX

Art. 17. — Lorsque les exigences de l'ordre, de la tranquillité ou de la sécurité publics ne permettront pas d'accorder pleines facilités de passage par priorité à tous les titulaires de laissez-passer individuels ou de voiture, le directeur général ayant les services d'information dans ses attributions pourra délivrer un laissez-passer individuel spécial et, éventuellement un laissez-passer de voiture spécial, à certains d'entre eux. Ces laissez-passer ont validité pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi.

Art. 18. — Ces laissez-passer spéciaux ont un caractère essentiellement exceptionnel et temporaire. Ils auront une couleur différente des documents ordinaires de presse et porteront la mention «SPÉCIAL».

Art. 19. — Dans les cas prévus à l'article 17, l'autorité territoriale locale peut délivrer des laissez-passer spéciaux valables pour l'étendue de son ressort. Ces documents, de validité purement locale, sont soumis aux règles de l'article 18.

Art. 20. — Leurs règles de forme et d'attribution seront déterminées dans chaque cas par l'autorité qui les délivre.

III

GÉNÉRALITÉS

Art. 21. — Les formulaires de demandes modèle A sont à solliciter par les requérants auprès des secrétariats provinciaux.

Art. 22. — Les documents sont délivrés dans la langue nationale du requérant.

Art. 23. — Il sera tenu, à la direction de l'information, en même temps que les dossiers y relatifs, un registre, du modèle F, de délivrance des documents prévus à l'article 1er.

Art. 24. — Les personnes qui ont obtenu un des documents prévus à la présente ordonnance sont tenues de le renvoyer au directeur général ayant les services d'information dans ses attributions, lorsqu'elles cessent d'exercer habituellement la profession qui en a permis l'octroi.

Elles ont la même obligation en cas de retrait ou d'expiration de validité.

Art. 25. — La présente ordonnance est applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

---

2 avril 1981. – ORDONNANCE-LOI 81-012 portant statuts des journalistes oeuvrant en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n° 8, 15 avril 1981, p. 14)

TITRE PREMIER
DU CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le présent statut s'applique aux journalistes professionnels œuvrant au sein des organes d'information en République du Zaïre. Les matières non prévues au présent statut sont réglées conformément aux dispositions du Code de travail. Les mesures d'exécution du présent statut sont prises par le commissaire d'État ayant l'information dans ses attributions.

TITRE II
DE LA DÉFINITION

Art. 2. — Par journaliste professionnel, il faut entendre celui qui se voue d'une manière régulière à la collecte, au traitement ou à la diffusion des nouvelles ou idées dans un ou plusieurs organes d'information

et qui tire l'essentiel de ses revenus de l'exercice de sa profession. Il y a deux catégories de journalistes:

• le journaliste attaché à une rédaction et;

• le journaliste indépendant.

Sont assimilés aux journalistes professionnels: les caricaturistes, les traducteurs-rédacteurs, les reporters-photographes, les opérateurs de prise de son et les opérateurs de prise de vues d'actualités, œuvrant pour le compte de un ou plusieurs organes d'information.

Art. 3. — Les personnes qui s'occupent de l'élaboration d'un bulletin de liaison, d'une revue scientifique ou d'un journal d'entreprise ne peuvent prétendre à la qualité de journaliste.

Toutefois, celles qui ont acquis cette qualité ne la perdent pas lorsqu'elles sont employées dans la rédaction d'un journal artistique ou d'entreprise.

Art. 4. — Quiconque se sera attribué faussement la qualité de journaliste ou aura porté publiquement tout insigne ou emblème destiné à faire croire à l'exercice de cette qualité, sera puni conformément aux dispositions du Code pénal, livre II.

TITRE III
DE LA CARTE DE PRESSE

Art. 5. — Toute personne remplissant les critères fixés par l'article 2 peut obtenir une carte de presse, à condition que la demande en soit faite par lui-même ou l'organe d'information qui l'emploie. Le journaliste stagiaire n'a pas droit à la carte de presse. Il lui est délivré une carte de stagiaire. La carte de presse et la carte de stagiaire sont délivrées par l'Union de la presse du Zaïre (U.P.Za.). Elles sont retirées dans les mêmes conditions.

Art. 6. — Toute personne se trouvant dans une des situations décrites ci-après se verra d'office retirer sa carte de presse. Il s'agit de:

1° la personne qui, ne faisant plus partie de l'organe d'information qui l'employait ne peut justifier, dans un délai de 1 an, sa collaboration dans un autre organe ou dans un journal d'entreprise;

2° l'indépendant qui a cessé dans un délai de 1 an, toute collaboration dans un ou plusieurs organes d'information;

3° la personne qui enfreint les dispositions de la déontologie professionnelle;

4° la personne qui, ne remplissant pas les conditions prévues à l'article 2, a indûment obtenu la carte de presse.

TITRE IV
DU RECRUTEMENT

Art. 7. — Le recrutement s'effectue sur concours. Toutefois, il peut se faire sur titre en faveur des journalistes professionnels et des candidats diplômés d'une école de journalisme. Aucun organe d'information n'est autorisé à employer à temps plein d'autres personnes en dehors des journalistes professionnels et stagiaires dans la collecte, le traitement ou la diffusion des nouvelles ou des idées.

Le nombre des journalistes stagiaires ne peut dépasser le tiers de l'effectif de la traduction. Tout recrutement doit faire l'objet d'une publicité préalable. Les candidats doivent être reconnus de bonnes vie et mœurs et avoir terminé, à la date du concours, au moins le cycle des études secondaires ou équivalent.

Art. 8. — Tout candidat journaliste est astreint, à l'issue de la période d'essai, à un stage d'adaptation d'une durée de 24 mois. La durée de ce stage est réduite à 12 mois pour les détenteurs d'un diplôme délivré par une école de journalisme.

TITRE V
DE LA NOMENCLATURE DES EMPLOIS

Art. 9. — Les emplois se répartissent en emplois de commandement, de collaboration et d'exécution.

Les emplois de commandement sont:

• directeur de rédaction ou directeur de l'information;

• secrétaire général de rédaction;

• rédacteur en chef;

• rédacteur en chef adjoint;

• secrétaire de rédaction.

Les emplois de collaboration sont:

• chef de service, chef de rubrique ou chef maquettiste;

• reporter rédacteur, ou permanent de 1er échelon ou maquettiste.

Les emplois d'exécution sont:

• reporteur rédacteur, ou permanent de 2^{e} échelon;

• reporter rédacteur, ou permanent de 3^{e} échelon.

Les titres requis pour le recrutement sont repris dans l'annexe I. Cette énumération est indicative. Il est loisible à chaque entreprise de l'adapter à ses nécessités propres de fonctionnement.

Art. 10. — Les conditions de promotion sont déterminées par le règlement d'entreprise.

Art. 11. — Lorsqu'un emploi est déclaré vacant ou provisoirement disponible, un agent de grade immédiatement inférieur par rapport au titulaire est désigné pour assurer l'intérim.

La durée de l'intérim ne peut dépasser 12 mois. Au-delà de ce délai, l'intérimaire est d'office confirmé dans son nouveau grade. Tout intérim donne droit à une prime égale à la différence entre le traitement initial de son grade et celui correspondant au grade qu'il occupe intérimairement.

TITRE VI
DES DISPOSITIONS

Art. 12. — Tout agent est placé dans une des positions suivantes:

1) en activité;

2) en détachement;

3) en disponibilité;

4) en suspension.

Section I[re]
Activité

Art. 13. — L'activité de service est la position de l'agent qui exerce effectivement les attributions d'un des emplois correspondant à son grade ou d'un emploi qui peut lui être confié compte tenu de son grade. Elle englobe les missions officielles, les congés ainsi que les absences intermittentes autorisées par les chefs hiérarchiques.

Art. 14. — L'agent peut être chargé des missions en dehors de son poste d'attache. Il bénéficie alors, en plus des droits afférents à l'activité de service, d'une indemnité de mission dont le taux est fixé par le règlement d'entreprise. Pour les missions à l'étranger, le taux est fixé par le conseil exécutif.

Art. 15. — Toute mission comportant des risques doit être couverte par une assurance-vie.

Art. 16. — Tout agent en activité a droit:

1) à un congé annuel de 30 jours calendrier;

2) à un congé de maladie ou d'infirmité;

3) à un congé d'éducation, de formation d'au moins quinze jours, tous les 3 ans;

4) à des congés de circonstances suivants:

Circonstances:	*J. de congé*
a) décès du conjoint	6 j. ouvrables
b) décès du père ou de la mère de l'agent ou de son conj.	6 j. ouvrables
c) décès du parent allié au 1[er] degré	4 j. ouvrables
d) décès d'un enfant de l'agent	4 j. ouvrables
e) mariage de l'agent	3 j. ouvrables
f) accouchement de l'épouse de l'agent	2 j. ouvrables
g) mariage de l'enfant	1 j. ouvrable
h) décès d'un parent allié au second degré	2 j. ouvrables
i) tout changement de domicile	1 j. ouvrable

Ces jours ne sont pas déductibles du congé annuel.

Section II
Détachement

Art. 17. — Le détachement est la position de l'agent qui est autorisé à interrompre provisoirement ses services:

1) pour occuper un emploi ou exercer une activité auprès d'une institution ou d'un organisme d'intérêt public zaïrois ou étranger ou d'une organisation professionnelle;

2) en cas d'appel ou rappel sous les armes et d'engagement volontaire en temps de guerre dans les forces armées du Zaïre ou d'un État allié;

3) pour l'exécution de mesure de réquisition militaire ou d'intérêt public prise par le conseil exécutif;

4) pour l'exercice de mandats publics ou d'obligations civiques.

Art. 18. — Le détachement d'un agent rend vacant l'emploi qu'il occupait. Toutefois, à l'expiration du détachement, l'agent est repris d'office en activité et réaffecté dans son cadre d'origine.

Art. 19. — Durant la période de détachement, l'agent est soustrait aux dispositions du présent statut dont l'application est incompatible avec sa position.

Il conserve néanmoins ses droits à l'avancement en grade et de traitement et le temps de son détachement est compris dans sa carrière.

Sous réserve d'accords éventuellement conclus avec l'institution ou l'organisme auprès duquel il est détaché, l'agent cesse d'être rémunéré par l'organe d'information.

Art. 20. — La position de détachement concerne les organes d'information officiels et les journalistes du secteur privé appelés à œuvrer au sein des organisations professionnelles.

Section III
Disponibilité

Art. 21. — La disponibilité est la position de l'agent dont l'activité est interrompue soit d'office, soit dans le cas visé à l'article 23.

Art. 22. — La disponibilité est prononcée d'office:

pour cause de maladie ou d'infirmité, lorsque l'agent a obtenu pendant une période de 12 mois consécutifs, des congés de maladie d'une durée totale de six mois et qu'il n'est pas en mesure de reprendre son service à l'expiration de son dernier congé. Dans ce cas, la disponibilité ne peut excéder deux ans.

Art. 23. — L'agent peut être mis en disponibilité pour effectuer, dans l'intérêt du service, des études ou stage de perfectionnement au Zaïre ou à l'étranger. Dans ce cas, la durée de mise en disponibilité couvre la période des études ou stage.

Art. 24. — La situation de l'agent en disponibilité est réglée comme suit:

1°) dans le cas où la disponibilité a été prononcée pour cause de maladie ou d'infirmité, l'agent est soumis au régime des risques professionnels prévus par la législation en matière de sécurité sociale;

2°) dans le cas où la disponibilité a été prononcée dans l'intérêt du service pour effectuer des études ou des stages de perfectionnement, l'agent perçoit son traitement mensuel. Si les cours se donnent à l'étranger, l'agent peut, en outre, bénéficier d'une bourse d'études dont le montant est fixé par le responsable de l'organe d'information. À l'expiration de la période de disponibilité, l'agent est d'office replacé en position d'activité.

Art. 25. — La disponibilité est prononcée par le responsable de l'organe d'information. Elle rend vacant l'emploi occupé par l'agent. La durée de la disponibilité est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté.

Section IV
Suspension

Art. 26. — En cas d'indices suffisamment graves, l'agent présumé avoir commis une faute lourde peut être suspendu dans les 48 heures

par le responsable de l'organe d'information ou son délégué. La suspension doit être accompagnée de l'ouverture d'une action disciplinaire. La durée maximum de la suspension est d'un mois. Passé ce délai, l'action disciplinaire est éteinte et l'agent reprend d'office ses fonctions.

Art. 27. — Lorsqu'il s'agit d'une suspension résultant d'une infraction de droit commun, la suspension correspond à la durée des poursuites judiciaires. Lorsque les poursuites judiciaires se terminent par une décision de classement sans suite ou par acquittement, le membre du personnel est réintégré, avec effet rétroactif à la date de la suspension, dans l'intégralité de ses droits tant en ce qui concerne la rémunération, sous réserve de l'application des sanctions disciplinaires prévues par le présent statut.

Section V
Durée du travail

Art. 28. — Le journaliste est soumis à six jours de travail par semaine. Les prestations en dehors des heures normales de travail donnent droit à un repos compensatoire, conformément à la législation du travail.

TITRE VIII
DE LA RÉMUNÉRATION

Art. 29. — La rémunération est la somme représentative de l'ensemble des gains susceptibles d'être évalués en espèces et fixés par accord ou par les dispositions légales et réglementaires qui sont dus en vertu d'un contrat de travail, par un employeur à un agent. Elle comprend notamment:

• le salaire ou traitement;

• les commissions;

• l'indemnité de vie chère;

• les primes;

• la participation aux bénéfices;

• les sommes versées au titre de gratification;

• la valeur des avantages en nature;

• les allocations familiales pour la partie dépassant le montant légal;

• l'allocation de congé ou l'indemnité compensatoire de congé;

• les sommes payées par l'employeur pendant l'incapacité de travail et pendant la période précédant et suivant l'accouchement.

Art. 30. — Ne sont pas éléments de la rémunération:

• les soins de santé;

• les allocations familiales légales;

• les frais de voyage, ainsi que les avantages accordés exclusivement en vue de faciliter à l'agent l'accomplissement de ses fonctions.

Art. 31. — On distingue le traitement initial et le traitement acquis. Le traitement initial est celui qui est attaché au grade dont l'agent est revêtu. Le traitement acquis est le traitement initial majoré des augmentations annuelles découlant du traitement.

Art. 32. — L'avancement de traitement consiste en une augmentation annuelle de traitement. L'octroi de l'augmentation est soumis aux conditions suivantes:

1°) l'agent doit avoir au moins une année d'ancienneté dans le grade;

2°) l'agent doit avoir obtenu au moins l'appréciation «bon» lors du dernier signalement.

Le taux minimum de l'augmentation annuelle est respectivement de 4 %, 3 % et 2 % du traitement initial selon que l'agent a obtenu la cote «élite», «très bon» et «bon». L'augmentation est accordée le 1er janvier de chaque année.

Art. 33. — Le traitement initial et les primes minima des journalistes sont fixés par le présent statut.

Le responsable de l'organe d'information peut octroyer, selon le cas, d'autres primes que celles énumérées ci-dessous:

• prime de responsabilité;

• prime de diplôme;

• prime de représentation.

Art. 34. — Le montant et les conditions d'octroi d'autres primes et indemnités sont fixés par règlement d'entreprise en tenant compte de ses conditions de fonctionnement.

TITRE VIII
DES AVANTAGES ALLOUÉS AU COURS DE CARRIÈRE

Art. 35. — Les avantages sociaux dont bénéficient les agents en cours de carrière sont:

1°) les allocations familiales pour enfants à charge, conformément à la législation en vigueur;

2°) les soins de santé;

3°) le logement ou l'indemnité de logement;

4°) les frais funéraires;

5°) le pécule de vacances;

6°) le transport ou les frais de transport;

7°) l'allocation d'invalidité.

Les taux et les modalités d'octroi des avantages sociaux sont fixés par une convention collective d'entreprise.

TITRE IX
DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

Art. 36. — Les peines disciplinaires applicables à l'agent sont:

1°) le blâme;

2°) l'exclusion temporaire ou mise à pied avec privation de traitement pour une durée ne dépassant pas 2 fois 15 jours par an;

Toutefois, le droit aux allocations familiales et autres avantages sociaux reste reconnu à l'agent pendant cette période;

3°) le licenciement.

Art. 37. — Les modalités de la procédure disciplinaire sont définies par le règlement d'entreprise. La délégation syndicale est tenue informée de l'ouverture et de la clôture de toute action disciplinaire.

La procédure est écrite et contradictoire. Toute action disciplinaire doit être clôturée par une décision de classement sans suite ou par l'application d'une peine.

La décision de classement ou la peine doit être consignée dans le dossier administratif de l'agent.

Celui-ci peut chaque fois qu'il en manifeste le désir, prendre connaissance de son dossier sans le déplacer.

Art. 38. — L'action disciplinaire demeure distincte et indépendante de l'action répressive de droit commun à laquelle peuvent donner lieu les mêmes faits.

L'action judiciaire n'est pas suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaire.

Dans le cas où une peine disciplinaire a été prononcée avant que la juridiction répressive ait statué, l'agent peut, si cette dernière l'a renvoyé des poursuites faute de preuves, demander la révision de la mesure disciplinaire.

Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'opportunité de la poursuite disciplinaire ou de la peine disciplinaire.

Toutefois, dans le cas où l'agent a été condamné définitivement à une servitude pénale égale ou supérieure à trois mois, il peut être licencié sans préavis dans les 48 heures qui suivent la constatation de la condamnation.

Art. 39. — L'agent a le droit d'introduire un recours écrit dans les huit jours qui suivent la notification d'une peine disciplinaire prononcée à son endroit.

Il peut se faire assister d'un délégué syndical.

Les organes et les modalités de recours sont déterminés par le règlement d'entreprise.

TITRE X
DES DROITS, DEVOIRS ET INCOMPATIBILITÉ

Art. 40. — L'agent s'engage à servir l'organe d'information avec intégrité et dignité.

Il est tenu d'accepter l'emploi qui lui est conféré conformément au présent statut.

Art. 41. — L'agent est tenu d'exécuter personnellement toutes les obligations qui lui sont imposées en vertu de ses fonctions.

Il est personnellement responsable à l'égard de ses chefs de l'exécution des ordres qu'il a donnés.

Il lui est formellement interdit de solliciter ou d'exiger directement ou par personne interposée, même en dehors de ses fonctions, mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 42. — L'agent est tenu à la stricte observance des règles de la déontologie reconnues à la profession.

Art. 43. — L'organe d'information est tenu de protéger l'agent contre les menaces et attaques intérieures ou extérieures dont il a pu être l'objet dans l'exercice de ses fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en résulte.

TITRE XI
DE LA CESSATION DÉFINITIVE DES SERVICES

Art. 44. — La cessation définitive des services entraînant la perte de qualité d'agent résulte:

1°) du décès;

2°) du licenciement;

3°) de la démission volontaire;

4°) de la démission d'office;

5°) de la mise à la retraite.

Hormis le cas de décès, la décision mettant fin à la carrière d'agent est prononcée par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 45. — La démission volontaire ne peut résulter que d'une demande écrite de l'agent marquant sa volonté non équivoque et inconditionnelle de mettre définitivement fin à ses services.

Elle produit ses effets dès qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Le délai dans lequel celle-ci doit notifier sa décision à partir du jour où elle a été saisie de la démission est fixé à 15 jours calendrier, faute de quoi la démission est considérée comme acceptée.

Art. 46. — Le licenciement sans préavis consiste en une rupture immédiate du contrat d'engagement pour faute lourde de l'agent.

Peuvent constituer notamment une faute lourde justifiant le licenciement sans préavis:

1°) les faits portant atteinte à l'honneur et à la probité tels que vols, détournement de fonds ou de biens appartenant à l'organe d'information;

2°) l'acte d'indiscipline et de violence pendant ou à l'occasion du service;

3°) la corruption et la concussion;

4°) l'usage de faux lors de l'engagement;

5°) le refus d'ordre caractérisé et l'acte d'insubordination;

6°) l'absence non motivée pendant plus de quinze jours consécutifs;

7°) le préjudice matériel ou moral causé intentionnellement à l'organe d'information.

Art. 47. — La démission d'office est prononcée:

1°) lorsque l'agent, sans motif valable, ne reprend pas ses services à l'expiration d'un congé ou d'une suspension;

2°) lorsque l'agent refuse de prester ses services avant la prise d'effets de la démission volontaire.

La démission d'office produit ses effets à dater du jour de la survenance de l'événement qui l'a provoquée. Elle ne donne pas lieu au paiement d'indemnité.

L'agent est licencié pour inaptitude physique lorsqu'il a été reconnu inapte au service par une commission d'inaptitude dûment constituée par les autorités médicales ou lorsque la disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité excède deux ans.

Le licenciement pour inaptitude professionnelle ne peut être prononcé que si elle est constatée par une commission paritaire.

Art. 49. — L'agent est mis à la retraite lorsqu'il atteint l'âge de 55 ans. Toutefois, il peut demander sa mise à la retraite après avoir accompli au moins 20 ans de service.

Le taux de la pension de retraite d'inaptitude physique ou professionnelle est fixé par la législation en vigueur.

Art. 50. — L'agent mis à la retraite a droit à une pension extralégale payée par l'entreprise.

Elle équivaut à 30 % du dernier salaire de l'agent pour une pension obtenue après plus de vingt ans de service au sein de l'organe, à 25 % pour une période d'activité de 16 à 20 ans, à 20 % pour une période de 10 à 15 ans et à 15 % pour une période de moins de 10 ans.

Art. 51. — En plus de cette pension extra légale, l'agent a droit à l'allocation de fin de carrière égale à:

• 6 à 12 mois de rémunération pour les emplois d'exécution;

• 8 à 12 mois de rémunération pour les emplois de collaboration;

• 12 à 18 mois de rémunération pour les emplois de commandement;

• 15 à 24 mois de rémunération pour les emplois hors cadres.

Art. 52. — L'employeur commet une faute lourde qui permet à l'agent de rompre le contrat lorsqu'il manque gravement aux obligations du contrat et notamment lorsque:

a) l'employeur ou son préposé se rend coupable envers lui d'un acte d'improbité, des voies des faits ou d'injures graves ou tolère de la part des autres agents de semblables actes;

b) l'employeur ou son préposé lui cause intentionnellement un préjudice matériel pendant ou à l'occasion de l'exécution du contrat;

c) en cours d'exécution du contrat, la sécurité ou la santé de l'agent se trouve exposée à des dangers graves qu'il n'a pas pu prévoir au moment où il a contracté ou lorsque sa moralité est en péril;

d) l'employeur ou son préposé opère indûment des réductions ou retenues sur la rémunération de l'agent;

e) l'employeur persiste à ne pas appliquer les dispositions légales ou réglementaires en vigueur.

TITRE XII
DES DROITS SYNDICAUX

Art. 53. — La délégation syndicale est installée dans chaque organe d'information, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 54. — Tout journaliste professionnel a le droit de s'affilier à toute organisation professionnelle ou syndicale compatible avec les options du pays en vue d'assurer la défense de ses intérêts matériels et moraux.

Il est libre d'exercer toute activité au sein de l'UPZa ou de la délégation syndicale.

TITRE XIII
DISPOSITIONS FINALES

Art. 55. — L'application du présent statut ne peut avoir pour effet de restreindre les avantages individuels acquis par les agents en service à la date de son entrée en vigueur.

Annexe I

Catégories	*Emplois*	*Titres requis au recrutement*
Hors cadre	Délégué général Directeur-éditeur	
Emplois de commandement	— secrétaire général de rédaction, directeur de rédaction ou directeur de l'information — rédacteur en chef — rédacteur en chef adjoint — secrétaire de rédaction	
Emplois de collaboration	— chef de service — reporter ou permanent 1er échelon	Diplôme de doctorat ou équivalent Diplôme de licence ou équivalent
Emplois d'exécution	— reporter ou permanent 2e échelon — reporter ou permanent 3e échelon	Diplôme de graduat ou équivalent 6 ans d'études secondaires

Annexe II

Emplois	*Salaire de base*	*Logement*
Secrétaire général	1.500 Z.	662 Z.
Rédacteur en chef	1.200 Z.	508 Z.
Rédacteur en chef adjoint	900 Z.	320 Z.
Secrétaire de rédaction	800 Z.	280 Z.
Chef de service	750 Z.	220 Z.
Reporter ou permanent de 1er échelon	550 Z.	200 Z.
Reporter ou permanent de 2e échelon	475 Z.	180 Z.
Reporter ou permanent de 3e échelon	400 Z.	160 Z.

Annexe III

Emplois	*Transport*	*Prime de responsabilité*	*Prime de représentation*
Secrétaire général	430 Z.	200 Z.	150 Z.
Rédacteur en chef	380 Z.	160 Z.	130 Z.
Rédacteur en chef adjoint	280,20 Z.	130 Z.	110 Z.
Secrétaire de rédaction	200 Z.	110 Z.	90 Z.
Chef de service	160 Z.	100 Z.	80 Z.
Reporter ou permanent 1er échelon	140 Z.	80 Z.	70 Z.
Reporter ou permanent 2e échelon	130 Z.	–	–
Reporter ou permanent 3e échelon	120 Z.	–	–

Primes de diplôme: 200 Z. (doctorat)

150 Z. (licence)

100 Z. (graduat)

2 avril 1981. – ORDONNANCE 81-050 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Office de radiodiffusion et de télévision. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1981, p. 41)

TITRE PREMIER
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé sous la dénomination de l'Office zaïrois de radiodiffusion et de télévision, en abrégé «O.Z.R.T.», un établissement public à caractère éducatif, industriel et commercial doté de la personnalité juridique. Outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, l'Office zaïrois de radiodiffusion est régi par la présente ordonnance.

Art. 2. — L'Office zaïrois de radiodiffusion et de télévision, ci-dessous désigné «Office», a son siège à Kinshasa.

L'Office exerce ses activités sur toute l'étendue du territoire national. Il peut, à cette fin, et moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle, ouvrir des directions régionales, des stations, des agences et bureaux en tous autres lieux de la République ou à l'étranger.

Art. 3. — L'Office est chargé:

• d'exploiter le service public de radiodiffusion et de télévision;

• d'informer, de former et d'éduquer les masses zaïroises;

• de créer et de promouvoir les productions cinématographiques et autres s'y rapportant.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 4. — Le patrimoine de l'Office est constitué de tous les biens, droits et obligations reconnus à l'État zaïrois dans le domaine de la radiodiffusion et de la télévision avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Les ressources de l'Office proviennent:

• de l'exploitation du service public de radiodiffusion et de télévision, des productions cinématographiques et autres se rapportant à ses missions;

• de l'administration de son patrimoine et des biens dont la gestion lui est confiée;

• des subsides qui lui sont alloués par l'État;

• des donations entre vifs et testamentaires dûment autorisées par l'autorité de tutelle.

Art. 5. — Dans un délai d'un mois, au plus tard, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Office devra avoir dressé l'état de sa situation patrimoniale mise à jour, celle-ci indiquera clairement:

1°) À l'actif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et de provisions pour pertes et profits;

• les dettes à long, moyen et court terme.

2°) Au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et de provisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court terme.

Dans un délai d'un mois, au plus tard, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Office devra avoir mis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé, à l'autorité de tutelle

Art. 6. — Le patrimoine de l'Office pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 7. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Office sont: le conseil d'administration, le comité de gestion et le collège de commissaires aux comptes.

– Voy. Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I^er^
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 8. — L'organisation et le fonctionnement de l'Office sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978. Le conseil d'administration comprend 9 administrateurs parmi lesquels:

• le président-délégué général;

• deux secrétaires généraux;

• un représentant du département de l'Information;

• un représentant du département du Portefeuille;

• et un représentant de l'Association des parents (A.N.A.P.E.Z.A.).

Leur mandat est de 5 ans renouvelable.

– Voy. Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

Art. 9. — Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les deux mois, sur convocation de son président, ou, en cas d'empêchement de ce dernier, sur celle de son délégué. Chaque fois que l'intérêt de l'entreprise l'exige, il peut se réunir soit à la demande de l'autorité de tutelle, soit à la demande de la moitié au moins de ses administrateurs.

Art. 10. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour poser tous les actes d'administration et de disposition en rapport avec l'objet social de l'Office.

Tout mandat ou pouvoir de représentation en justice ne peut être subdélégué que sur décision du conseil d'administration, en la personne de son président ou, en cas d'empêchement, de son remplaçant.

Art. 11. — Le comité de gestion veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration et assure, dans la limite des pouvoirs qui lui ont été délégués par ce dernier, la gestion des affaires courantes de l'Office.

Art. 12. — Un règlement d'ordre intérieur, approuvé par l'autorité de tutelle, détermine les règles de fonctionnement du comité de gestion.

Art. 13. — Le collège des commissaires aux comptes exerce ses fonctions conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

– Voy. Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

Art. 14. — Sauf dérogations prévues par des dispositions particulières, le contrôle des opérations financières de l'Office est exercé par un collège de deux commissaires aux comptes au moins, et de quatre, au plus. Ils sont nommés par le président de la République.

La durée de leur mandat est de deux ans, renouvelable. Toutefois, ils peuvent être relevés de leurs fonctions par le président de la République pour faute constatée dans l'exécution de leur mandat. Ils ne peuvent prendre individuellement aucune décision.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 15. — L'exercice budgétaire de l'Office commence le 1^er^ janvier et finit le 31 décembre de la même année. Exceptionnellement, le premier exercice commence à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 16. — Les comptes de l'Office seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 17. — Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions et des recettes pour l'exercice à venir. Le budget de l'Office est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles.

2. En dépenses:

• les charges d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel);

• les charges fiscales et toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participation financière, immeuble d'habitation, etc.).

2. En recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent de recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens, etc.

Art. 18. — Le budget de l'Office est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte.

Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 19. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'Office doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 20. — La comptabilité de l'Office est organisée et tenue de manière à permettre:

1°) de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2°) de connaître la situation patrimoniale de l'Office;

3°) de déterminer les résultats analytiques.

Art. 21. — À la fin de chaque exercice, le conseil d'administration fait établir, après inventaire:

1° un état d'exécution du budget, lequel présente, dans les colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2° un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Office au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation de différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées. Il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés d'un rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République, au plus tard le 30 avril de la même année.

Art. 22. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat et règle, en se conformant aux dispositions de l'article 23 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 23. — Le budget de l'Office peut comporter des crédits non limitatifs. En tout état de cause, l'Office tient une comptabilité des dépenses engagées s'appliquant aux crédits qui comportent des dépenses de fournitures, de travaux ou de transports. Il soumet trimestriellement à l'autorité de tutelle compétente:

1° le programme des dépenses à engager et des paiements à effectuer sur les crédits à ouvrir au cours du trimestre à venir;

2° la situation des engagements des dépenses qu'il aura contractés et des paiements qu'il aura effectués sur ces engagements depuis l'ouverture de l'année budgétaire.

Art. 24. — Les transferts de crédits limitatifs portés au budget de l'Office ainsi que les dépassements de crédits limitatifs portés audit budget, sont autorisés par l'autorité de tutelle.

Dans ce dernier cas, avis doit en être donné au commissaire d'État ayant les finances dans ses attributions. Celui-ci pourra y opposer un veto, après décision conforme du conseil exécutif, au cas où le dépassement autorisé devait entraîner l'intervention financière de l'État.

Art. 25. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et, d'autre part, les charges et pertes. Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires. Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 26. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu, par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 27. — L'Office peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Art. 28. — L'Office ne peut effectuer des placements qu'à court et moyen terme. Ceux-ci pourront consister notamment:

1° en prêts au jour le jour à des institutions financières zaïroises de droit public ou de droit privé;

2° en achat de bons de trésor à court et moyen terme émis par l'État zaïrois;

3° en avances sur fonds publics émis garantis par l'État.

Ces opérations doivent être préalablement autorisées par l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III

DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 29. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au *troisième* alinéa du présent article.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*quatrième*».

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Office. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que l'Office décide de consulter.

Dans les deux cas, l'Office choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que toutes les suggestions faites dans l'offre.

L'Office peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés.

Le marché de gré à gré se constate, soit par l'engagement souscrit sur base d'une demande de prix éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV

DE LA TUTELLE

Section 1

Notion

Art. 30. — Aux termes de la présente ordonnance la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires de l'Office.

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants ou *a posteriori.*

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique ou économique, financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil d'administration, comité de gestion, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'Office.

Section 2

Des organes de tutelle

Art. 31. — L'Office est placé sous la tutelle des départements de l'Information et du Portefeuille, chacun y intervenant dans la sphère de ses attributions spécifiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département de l'Information porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux ou de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement des directions régionales, des stations, des agences et bureaux à l'intérieur ou à l'extérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte notamment sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 32. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'Office sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département du Portefeuille.

CHAPITRE V

DU RÉGIME FISCAL

Art. 33. — L'Office est soumis, en matière de contributions directes et indirectes, au droit commun.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 34. — Le personnel de carrière des services publics de l'État œuvrant à la radiodiffusion et à la télévision avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance est détaché au profit de l'Office.

Art. 35. — Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 36. — Le commissaire d'État à l'Information et celui du Portefeuille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

2 avril 1981. – ORDONNANCE 81-052 portant statuts d'un établissement public dénommé l'Agence Zaïre Presse, en abrégé «AZAP». (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1981, p. 46)

TITRE Ier
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — L'Agence Zaïre presse, en abrégé «AZAP», créée par l'ordonnance 67-83 du 3 février 1967, est un établissement public à caractère technique, administratif et commercial, doté de la personnalité juridique. L'AZAP est régie, outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, par la présente ordonnance.

Art. 2. — L'Agence Zaïre presse, ci-après désignée «AZAP», a son siège à Kinshasa. Des agences ou des bureaux de représentation peuvent être ouverts en tous autres lieux de la République ou à l'étranger, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — L'AZAP a pour objet:

a) de rechercher tant au Zaïre qu'à l'étranger les éléments d'une information exacte, complète et saine;

b) de mettre, contre paiement, cette information à la disposition des usagers;

c) d'étudier et de mettre en œuvre les programmes ou les moyens d'information par écrit et par l'image susceptibles de servir le crédit international de la République du Zaïre;

d) d'assurer l'existence d'un réseau d'établissements lui conférant le caractère d'un organisme d'information à rayonnement mondial;

e) de s'attacher particulièrement à promouvoir le développement du pays au moyen des informations qu'elle diffuse;

f) de tenir compte dans la diffusion de ses informations, de la mission d'éducation de masse qui lui incombe à l'égard des populations zaïroises.

Art. 4. — L'AZAP fonctionne dans le cadre des libertés fondamentales garanties par la Constitution de la République du Zaïre en respectant les dispositions particulières prévues par la loi en matière de presse et d'information.

L'AZAP a notamment les obligations suivantes:

a) présenter les informations qu'elle recueille de façon loyale et impartiale et les donner aux usagers de façon régulière et sans interruption;

b) être à l'abri de tout contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique, économique ou de tout autre groupe de pression.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 5. — Les ressources de l'AZAP proviennent:

• du produit de la vente des documents et services d'information à ses clients;

• des subsides qui lui sont alloués par l'État;

• des donations entre vifs et testamentaires dûment autorisées par l'autorité de tutelle.

Art. 6. — Le patrimoine de l'AZAP est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'AZAP devra avoir dressé l'état de sa situation patrimoniale mise à jour. Celle-ci indiquera clairement:

1° à l'actif:

• les valeurs immobilières;

• les valeurs circulantes;

2° au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et les provisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'AZAP devra avoir transmis un exemplaire de celle-ci accompagné d'un rapport détaillé, à l'autorité de tutelle.

Art. 7. — Des réductions de tarifs peuvent être accordées à l'AZAP en matière de taxes postales, télégraphiques, téléphoniques et télex en service intérieur.

Les taux des réductions sont fixés par une ordonnance du président de la République sur proposition du commissaire d'État qui a les postes et télécommunications dans ses attributions, après avis préalable de l'autorité de tutelle.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 8. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'AZAP sont: le conseil d'administration, le comité de gestion et le collège des commissaires aux comptes.

– Voy. Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE Ier
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 9. — L'organisation et le fonctionnement de l'AZAP sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002

du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

Le conseil d'administration comprend neuf administrateurs, y compris les membres du comité de gestion désignés conformément aux articles 6 et 17 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Les autres administrateurs sont nommés à raison:

• d'un représentant du bureau du président de la République;

• d'un représentant du département de l'Information;

• d'un représentant du département du Portefeuille;

• de 3 représentants des organes de presse.

– Voy. Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 10. — L'exercice financier de l'AZAP commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Exceptionnellement, le premier exercice commence à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 11. — Les comptes de l'AZAP seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 12. — Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions et des recettes pour l'exercice à venir. Le budget de l'AZAP est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles;

2. en dépenses:

• les charges d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel); les charges fiscales et toutes charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation, etc.);

2. en recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens, etc.

Art. 13. — Le budget de l'AZAP est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 14. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif. Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'AZAP doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 15. — La comptabilité de l'AZAP est organisée et tenue de manière à permettre:

1° de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2° de connaître la situation patrimoniale de l'AZAP;

3° de déterminer les résultats analytiques.

Art. 16. — À la fin de chaque exercice, le conseil d'administration fait établir après inventaire:

1) un état d'exécution du budget, lequel présente, dans les colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2) un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'AZAP au cours de l'exercice écoulé. Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation adoptées ont été modifiées; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République au plus tard le 30 avril de la même année.

Art. 17. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat en règle, en se conformant aux dispositions de l'article 18 ci-après, l'application du résultat.

Art. 18. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits et, d'autre part, les charges et pertes. Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées. Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera, soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 19. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert, en premier lieu, par les bénéfices antérieurs, reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 20. — L'AZAP peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation. Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III

DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DES TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 21. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés des travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint au choix de l'AZAP. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls fournisseurs que l'AZAP décide de consulter.

Dans les deux cas, l'AZAP choisit librement l'offre qu'elle juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui avaient été prévues dans le cahier des charges ou dans les demandes d'offres, ainsi que toutes suggestions faites dans l'offre.

L'AZAP peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés.

Le marché de gré à gré se constate, soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussions entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV

DE LA TUTELLE

Section 1re

Notion

Art. 22. — Aux temps de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur l'AZAP.

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants ou *a posteriori*.

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique ou économique, financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil d'administration, comité de gestion, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'AZAP.

Section 2

De l'organe de tutelle

Art. 23. — L'AZAP est placée sous la tutelle de la présidence de la République.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux ou de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement d'agences et bureaux à l'intérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières;

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 24. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'AZAP sont approuvées par le président de la République.

CHAPITRE V

DU RÉGIME FISCAL

Art. 25. — Sous réserve de l'existence d'un régime fiscal particulier antérieurement reconnu à l'AZAP, celle-ci est soumise au droit commun en la matière.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 26. — À titre transitoire, sont maintenues en vigueur jusqu'à nouvel ordre, toutes les mesures antérieures relatives au statut du personnel de l'AZAP.

Art. 27. — Sont abrogées, sous réserve de l'article précédent, les dispositions de l'ordonnance-loi 73-038 du 19 septembre 1973 portant statuts de l'Agence Zaïre presse ainsi que toutes autres dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 28. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

22 juin 1996. – LOI 96-002 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse. (*J.O.Z.*, n° spécial, août 2001, p. 5)

TITRE PREMIER
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Section 1re
Du champ d'application

Art. 1er. — La présente loi s'applique aux professionnels de la presse, aux entreprises de presse et à toutes autres personnes physiques ou morales concernées, de l'une ou l'autre manière, par des écrits ou des messages audiovisuels.

Section 2
De la terminologie

Art. 2. — Par professionnel de la presse, il faut entendre toute personne œuvrant au sein des catégories de métier et se vouant d'une manière régulière à la collecte, au traitement, à la production, à la diffusion de l'information et des programmes à travers un organe de presse et qui tire l'essentiel de ses revenus de cette profession.

Sont aussi concernés, le caricaturiste, le traducteur-rédacteur, le reporteur-photographe, l'opérateur de prise de son et l'opérateur de prise de vue d'actualité œuvrant pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises de presse.

Les conditions d'accès aux différentes catégories de ces métiers sont édictées par les statuts particuliers qui les régissent.

Art. 3. — Par information, il faut entendre des faits, des données ou des messages de toutes sortes mis à la disposition du public par voie de la presse écrite ou de la communication audiovisuelle.

Art. 4. — Aux termes de la présente loi, est entreprise de presse toute entité économique et commerciale créée dans le but d'exploiter, comme activité principale, la collecte, le traitement, la production et la diffusion de l'information ou des programmes, en utilisant un ou plusieurs supports graphiques ou audiovisuels.

Art. 5. — Par écrit périodique ou par émission, il faut entendre toute publication ou tout programme qui remplit les conditions suivantes:

a) paraître ou être produit et diffusé régulièrement une fois par trimestre au moins;

b) être habituellement offert au public à un prix marqué pour la presse écrite, par abonnement ou dans le cadre du service public;

c) ne pas consacrer plus d'un tiers de sa surface à des réclames ou annonces;

d) ne pas être assimilé, malgré l'apparence de journal ou de revue qu'il pourrait présenter, à une des publications visées sous les catégories suivantes:

• feuilles d'annonces, prospectus, catalogues, almanachs;

• ouvrages publiés par livraison et dont la publication embrasse une période de temps limitée ou qui constituent le complément ou la mise à jour d'ouvrages déjà parus;

• publications ayant pour objet principal la recherche ou le développement des transactions d'entreprises commerciales, industrielles, bancaires, d'assurances ou d'autre nature dont elles sont, en réalité, les instruments de publicité ou de réclame;

• publication ayant pour but principal la publication d'horaires, de programmes, de cotisations, de modèles, plans ou dessins;

• publications qui constituent des organes de documentation administrative ou corporative, de défense syndicale ou de propagande pour des associations, groupements ou sociétés;

• publication dont le prix est compris dans une cotisation à une association ou à un groupement quelconque;

• publications scientifiques ou bulletins de liaison;

• programmes audiovisuels en circuit fermé (enseignements, hôpitaux, établissements de recherche);

e) utiliser pour la collecte, le traitement et la diffusion des informations un personnel répondant aux critères fixés par l'organisation de la profession des journalistes.

Art. 6. — Une agence de presse est une entreprise de presse qui fournit, contre paiement, aux organes de presse, des informations, des reportages, des images et tous autres éléments ayant trait à l'information.

Art. 7. — Par messagerie de presse, il faut entendre une entreprise de presse qui assure le tri, le groupement, le transport, la distribution aux principaux points de vente des journaux ou écrits périodiques et qui tient la gestion se rapportant à cette activité.

Section 3
De la liberté de presse

Art. 8. — Toute personne a droit à la liberté d'opinion et d'expression. Par liberté d'opinion et d'expression, il faut entendre le droit d'informer, d'être informé, d'avoir ses opinions, ses sentiments et de les communiquer sans aucune entrave, quel que soit le support utilisé, sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public, des droits d'autrui et des bonnes mœurs.

Art. 9. — En matière de communication audiovisuelle, la liberté est le principe et l'interdiction, l'exception, sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public, des droits d'autrui et des bonnes mœurs.

Art. 10. — Tout écrit ou message est susceptible d'être diffusé par la presse à condition de ne porter atteinte ni à l'ordre public, ni à la moralité et aux bonnes mœurs, ni à l'honneur et à la dignité des individus.

Art. 11. — Le journaliste est libre d'accéder à toutes les sources d'information. Il n'est pas tenu de divulguer ses sources d'information sauf dans les cas prévus par la loi.

Art. 12. — Le journaliste bénéficie dans l'exercice de ses fonctions, de tous les tarifs préférentiels ainsi que des avantages liés à la notion de priorité de presse.

Art. 13. — L'État a l'obligation d'assurer et de rendre effectif le droit à l'information. Les moyens d'information et de communica-

tion appartenant à l'État sont des services publics dont le fonctionnement est régi par une structure légale indépendante du ministère ayant l'information et la presse dans ses attributions.

Art. 14. — La création et la gestion des moyens de communication des entreprises de presse, des agences de presse et des messageries, de même que l'imprimerie et la librairie sont libres. Ces activités s'exercent en toute indépendance, dans le respect de la loi.

Art. 15. — Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, le choix du titre d'un écrit périodique ou d'une émission est libre et ne peut donner lieu à contestation que s'il est de nature à créer une confusion avec le titre d'un écrit périodique ou d'une émission déjà existant au Zaïre.

Art. 16. — Tout organe d'information ne paraissant pas pendant deux ans après sa déclaration ou ayant cessé de paraître depuis 2 ans, peut renouveler celle-ci endéans 12 mois. Passé ce délai, ledit organe cesse d'exister et le titre tombe dans le domaine public.

Art. 17. — L'État peut octroyer une aide indirecte aux entreprises privées de presse au titre de tarifs préférentiels dans le domaine des importations des matières nécessaires à la production et la distribution des informations, notamment du papier, des équipements et des films.

Art. 18. — Les pouvoirs publics peuvent consentir des subventions sous forme d'aides indirectes à celles des sociétés privées qui en font la demande à condition qu'elles consacrent au moins 50 % de leurs programmes aux émissions culturelles, éducatives et sociales.

Section 4
Des modalités relatives aux supports médiatiques

Art. 19. — Le capital social des messageries est souscrit à parts égales par les entreprises de presse elles-mêmes. Celles-ci peuvent confier les opérations de groupage et de distribution à des entreprises commerciales juridiquement distinctes à condition d'y détenir une participation majoritaire leur garantissant l'impartialité de la gestion et la surveillance de la comptabilité.

Art. 20. — Tout écrit périodique ou entreprise audiovisuelle servant de support médiatique aux annonceurs est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur relative à la publicité.

Art. 21. — Les annonces et les articles publicitaires payés doivent porter lisiblement la mention «publicité» et doivent se distinguer de la partie rédactionnelle de l'écrit périodique ou du programme par leur place et leur présentation afin qu'elles apparaissent comme «publi-reportage», même au lecteur, auditeur ou téléspectateur distrait.

TITRE DEUX
DE LA PRESSE ÉCRITE

CHAPITRE I^er^
DES ENTREPRISES DE PRESSE

Section 1^re^
Des écrits périodiques

Art. 22. — Sans préjudice des dispositions générales et particulières applicables aux entreprises privées, toute entreprise de presse introduit, au préalable auprès du membre du collège exécutif régional ayant l'information dans ses attributions une déclaration comportant:

• le titre du journal ou de l'écrit périodique et la périodicité;

• le nom, la date de naissance et l'adresse du propriétaire et du directeur de la publication;

• l'indication de la dénomination et de l'adresse de l'imprimerie où le journal ou l'écrit périodique doit être imprimé;

• l'indication du siège social de la publication;

• le certificat de nationalité du directeur ou du chef de l'entreprise;

• un extrait du casier judiciaire du propriétaire ou du directeur de la publication ou du chef de l'entreprise;

• un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs de l'impétrant;

• un exemplaire des statuts de la société ou de l'association préalablement notariés, si l'écrit périodique est exploité par une société ou une association;

• un document attestant la qualité de journaliste professionnel du directeur de la publication;

• la déclaration dont question ci-dessus doit être conjointement et dûment signée par le propriétaire et le directeur de la publication.

Dans le cas où le directeur de la publication forme avec le propriétaire une seule et même personne, une seule signature suffit.

Art. 23. — Une ou plusieurs personnes physiques ou morales étrangères peuvent créer, en association avec des Zaïrois, une entreprise de presse, sous réserve d'une participation majoritaire des Zaïrois au capital de la société.

Section 2
Du directeur de la publication

Art. 24. — Tout journal ou écrit périodique doit avoir un directeur de la publication. Celui-ci doit être journaliste professionnel, de nationalité zaïroise, majeur et jouir de ses droits civiques.

Le chef d'une entreprise de presse doit être de nationalité zaïroise et jouir de ses droits civiques.

Art. 25. — La qualité de directeur de la publication est incompatible avec toute fonction de membre du gouvernement, de la magistrature, de la fonction publique, de l'armée ou des forces de l'ordre et de sécurité.

Art. 26. — Si le directeur de la publication jouit de l'immunité parlementaire, l'entreprise éditrice doit nommer un codirecteur de la publication choisi parmi les personnes ne bénéficiant pas de l'immunité parlementaire.

Le codirecteur de la publication doit être nommé dans le délai d'un mois à compter de la date à partir de laquelle le directeur de la publication bénéficie de l'immunité visée à l'alinéa précédent.

Toutes les obligations légales imposées au directeur de la publication sont applicables au codirecteur de la publication.

Art. 27. — Il est interdit de prêter, de quelque manière que ce soit son nom à un titre ou publication d'un organe de presse.

Section 3

De la responsabilité

Art. 28. — Sont pénalement responsables, à titre principal, des délits de presse, dans l'ordre suivant:

1. l'auteur de l'article;

2. à défaut de l'auteur, le directeur de la publication ou l'éditeur;

3. l'imprimeur, lorsque ni l'auteur, ni le directeur de la publication, ni l'éditeur ne sont connus.

Art. 29. — Lorsque le directeur de la publication et le propriétaire forment une seule et même personne, celle-ci est:

a) pénalement responsable du non-respect des conditions requises pour la publication d'un journal ou écrit périodique;

b) pénalement responsable du contenu du journal ou écrit périodique;

c) civilement responsable, solidairement avec l'auteur de l'écrit, des condamnations prononcées contre le journaliste ou l'écrit périodique.

Art. 30. — Lorsque le directeur de la publication n'est pas propriétaire, le propriétaire est civilement responsable et ce, solidairement avec le directeur de la publication et l'auteur de l'écrit, des condamnations prononcées contre le journal ou l'écrit périodique.

Art. 31. — Le nom du directeur de la publication, celui de l'imprimeur et son adresse doivent être imprimés sur tout exemplaire du journal.

Art. 32. — La liste des rédacteurs du journal doit être rendue publique tous les trois mois. Celle des collaborateurs usant d'un pseudonyme ne doit causer préjudice à autrui.

Le pseudonyme devient propriété en fonction de la durée et de la notoriété de son utilisation. Le pseudonyme ne peut être cédé à un tiers. Si plusieurs personnes utilisent en commun un pseudonyme, chacune d'elles peut s'en servir séparément, avec l'accord des autres. Les pseudonymes passe-partout utilisés couramment par un même organe de presse sont la propriété du journal. En cas de poursuites pénales, le directeur de la publication est obligé de révéler la véritable identité de l'auteur d'un article publié sous pseudonyme. En cas de refus, il est sanctionné conformément à la loi.

Art. 33. — En cas d'infraction à l'une des dispositions des articles 24, 25, 26, 31 et 32 ci-dessus, le propriétaire, à défaut, le directeur de la publication, sera puni d'une amende allant de 100 à 1000 fois le prix marqué au numéro du journal incriminé.

Section 4

Du dépôt légal, du dépôt administratif et spécial

Art. 34. — Au moment de la publication de chaque numéro du journal ou de l'écrit périodique, le directeur de la publication et le propriétaire sont tenus à l'obligation du dépôt légal conformément à la loi. Ils doivent, en outre, au titre de dépôt administratif, remettre deux exemplaires au ministère de l'Intérieur, au membre du collège exécutif régional ayant l'information et presse dans ses attributions et aux Archives nationales. Un dépôt spécial de deux exemplaires est fait au ministère de la Justice pour toute publication concernant la jeunesse. En cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, le directeur de la publication sera puni d'une amende correspondant au prix de la vente de 50 exemplaires du journal ou de l'écrit périodique.

Section 5

Des entreprises publiques de presse

Art. 35. — Sans porter préjudice à l'entreprise privée, l'État peut créer et organiser des entreprises publiques de presse. Celles-ci fonctionnent en tant qu'établissements publics à caractère culturel, technique, industriel et commercial.

Art. 36. — Les médias de l'État doivent fonctionner dans l'indépendance, la neutralité et le respect du principe de l'égalité de tous devant la loi. Ils ne peuvent en aucune circonstance compromettre l'exactitude et l'objectivité de l'information.

CHAPITRE II

DU DROIT DE L'INFORMATION

Section 1re

Du droit de réponse et de rectification

Art. 37. — Toute personne citée dans un journal ou un écrit périodique, soit nominativement, soit indirectement, mais de façon telle qu'elle puisse être identifiée, a le droit d'y faire insérer une réponse ou une rectification.

Art. 38. — La réponse, non comprises l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature, ne peut excéder la longueur de l'article qui l'a provoquée.

Toutefois, elle pourrait atteindre cinquante lignes, même si l'article qui l'avait provoquée était d'une longueur moindre; mais elle ne pourrait dépasser deux cents lignes, même si l'article qui l'avait provoquée était d'une longueur supérieure.

Les dispositions concernant la réponse sont également applicables à la réplique. Celle-ci doit être insérée autant de fois que la réponse aura donné lieu à de nouveaux commentaires du journal ou écrit périodique.

Art. 39. — L'insertion de la réponse est gratuite. Le demandeur en insertion ne peut excéder les limites fixées à l'article 38 en offrant de payer le surplus.

Art. 40. — La réponse doit être insérée, au plus tard le surlendemain du jour où elle a été réceptionnée au bureau du journal ou de l'écrit périodique, si celui-ci est quotidien; ou dans le numéro qui suit le surlendemain du jour de la réception, si le journal ou l'écrit périodique n'est pas quotidien.

Si le jour où le quotidien doit normalement publier le droit de réponse tombe un dimanche ou un jour férié, la publication est reportée au jour ouvrable qui suit immédiatement.

La réponse doit être insérée à la même place et dans les mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée, sans retranchement ni intercalation.

Art. 41. — Tout dépositaire de l'autorité publique dont les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions ont été inexactement rapportés par un journal ou un écrit périodique a le droit de faire insérer une rectification dans ledit journal ou écrit périodique, pourvu que la rectification se limite à redresser les actes inexactement rapportés et qu'elle ne dépasse pas le double de l'article auquel elle répond.

L'insertion de la rectification est gratuite. Le demandeur en insertion ne peut excéder le double de l'article redressé en offrant de payer le surplus.

La rectification doit être insérée dans le numéro du journal ou de l'écrit périodique dont la publication suit immédiatement la réception de la rectification.

La rectification doit être insérée à la même place du journal ou de l'écrit périodique et dans les mêmes caractères que l'article redressé, et sans retranchement ni intercalation.

Art. 42. — En cas de refus de publication d'un droit de réponse, d'une réplique ou d'une rectification, le directeur de la publication sera puni d'une amende allant de 50 à cent fois le prix marqué au numéro du journal incriminé par jour de retard, sans préjudice de dommages et intérêts.

Art. 43. — Quiconque soustrait volontairement la localité de résidence de la personne lésée, du circuit de distribution du numéro du journal ou de l'écrit périodique contenant le droit de réponse ou en réduit le tirage sera puni d'une servitude pénale de 1 à 13 mois, et d'une amende de 100 à 500 fois le prix marqué au numéro du journal incriminé ou d'une de ces peines seulement.

Section 2
De la saisie et de l'interdiction

Art. 44. — L'interdiction de paraître d'un journal ou d'un écrit périodique ne peut être prononcée que par le tribunal de grande instance à la demande de la partie lésée.

Lorsqu'un numéro du journal ou d'un écrit périodique est de nature à porter atteinte à l'ordre public, à la tranquillité et aux bonnes mœurs, les autorités administratives compétentes sont habilitées à prendre des mesures d'interdiction ou de saisie du numéro incriminé, à charge pour elles de transmettre, avec rapport motivé, le dossier, dans les 48 heures augmentées des délais de distance, au parquet le plus proche qui saisit, toutes affaires cessantes le tribunal.

La partie lésée par la saisie ou l'interdiction peut introduire un recours devant la juridiction dont dépend ce parquet et demander réparation.

La diffusion ou la réimpression du numéro du journal ou de l'écrit périodique interdit ou saisi est prohibée sous peine de poursuites judiciaires.

Section 3
De la police de distribution des journaux

Art. 45. — La vente, le colportage ou la distribution sur la voie publique des journaux ou écrits périodiques est libre sous réserve du respect de l'ordre public.

Art. 46. — Le vendeur ou le colporteur professionnel est tenu de faire une déclaration de son activité auprès de l'autorité de l'entité administrative où il exerce. Cette déclaration contiendra: le nom, la profession, la date et le lieu de naissance du déclarant. Il lui est délivré un récépissé de sa déclaration selon les usages administratifs en vigueur.

Art. 47. — La non-conformité à la disposition ci-dessus est punie d'une servitude pénale d'un à trois mois et d'une amende égale à dix fois le prix moyen du numéro des publications dont il assure la vente ou d'une de ces peines seulement.

Section 4
Des journaux et écrits étrangers

Art. 48. — Est interdite la mise en vente, au Zaïre, de tout journal ou écrit périodique publié à l'étranger, en quelque langue que ce soit, contraire aux bonnes mœurs.

Art. 49. — Quiconque aura distribué ou mis en vente des journaux ou des écrits interdits sera puni d'une servitude pénale de trois mois au maximum et d'une amende ne dépassant pas cent fois le prix au numéro de chacun des titres introduits par lui ou d'une de ces peines seulement.

TITRE TROIS
DE L'AUDIOVISUEL

CHAPITRE I^er^
DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Art. 50. — Au sens de la présente loi, la communication audiovisuelle est la mise à la disposition du public par voie hertzienne ou par câble, fibre optique ou autres procédés, des sons, des images, des documents des données ou messages de toutes sortes.

Art. 51. — La communication audiovisuelle est libre. Toute personne physique ou morale a le droit de produire, transmettre, recevoir tous les produits de la communication audiovisuelle tels qu'énumérés à l'article précédent et d'y participer sous réserve de l'ordre public, des droits d'autrui et des bonnes mœurs.

Art. 52. — La liberté et le pluralisme reconnus aux articles 51 et 53 et l'exercice des droits qui en découlent sont garantis notamment par:

• les conditions de fonctionnement du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision;

• les conditions dans lesquelles se font les déclarations pour le fonctionnement des entreprises privées en matière de radiodiffusion sonore et de télévision;

• la structure légale chargé du contrôle de neutralité, énoncée à l'article 13 de la présente loi.

CHAPITRE II
DES SERVICES PUBLICS DE LA RADIODIFFUSION SONORE ET DE LA TÉLÉVISION

Art. 53. — La communication audiovisuelle publique est pluraliste. Elle ne peut, en aucun cas, être monopolisée au profit d'une seule opinion ou d'un groupe d'individus.

Art. 54. — La communication audiovisuelle est organisée tant au niveau national que local. À cet effet, il doit être créé dans chaque région un organisme public doté d'une autonomie administrative et financière chargé de la radiodiffusion sonore et de la télévision.

Outre les subsides de l'État, le service public de la communication audiovisuelle bénéficie de la redevance payée, selon les dispositions du droit commun, par les détenteurs des postes radio et/ou télévision.

Art. 55. — Une loi fixe les modalités de perception de la redevance et de répartition des produits de celle-ci entre les organismes publics nationaux et locaux.

CHAPITRE III
DU SECTEUR PRIVÉ DE LA RADIODIFFUSION SONORE ET DE LA TÉLÉVISION

Section 1re
Des conditions d'exploitation en matière de radiodiffusion sonore et de la télévision

Art. 56. — Toute personne physique ou morale peut procéder à l'exploitation en matière de radiodiffusion sonore et de télévision moyennant dépôt obligatoire d'une déclaration auprès du membre du gouvernement ou du collège exécutif régional ayant l'information et la presse dans ses attributions.

Art. 57. — Sans préjudice des dispositions générales et particulières applicables aux entreprises privées, toute entreprise de presse du secteur audiovisuel introduit, au préalable, auprès du membre du gouvernement et du collège exécutif régional ayant l'information et la presse dans ses attributions une déclaration comportant:

a) le numéro du nouveau registre de commerce en cas d'une radio ou d'une télévision à caractère commercial;

b) la dénomination de la ou des stations;

c) le nom, la date de naissance et l'adresse du propriétaire et du directeur des programmes;

d) l'indication du siège principal de l'entreprise, des adresses des stations secondaires, s'il y en a;

e) le certificat de nationalité du directeur des programmes ou du chef de l'entreprise;

f) un extrait de casier judiciaire du propriétaire, du directeur des programmes ou du chef d'entreprise;

g) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs de l'un des précités;

h) une licence de détention, installation et exploitation délivrée par le ministère des P.T.T.;

i) un exemplaire des statuts de la société ou de l'association préalablement notariés si l'entreprise audiovisuelle est exploitée par une société ou une association;

j) la grille des programmes conformes au cahier des charges édicté par le gouvernement sur proposition de la structure légale devant assurer la tutelle des médias publics.

La déclaration dont question ci-dessus, doit être conjointement et dûment signée par le propriétaire ou le chef de l'entreprise et le directeur des programmes.

Art. 58. — Dans le cas où le directeur des programmes forme avec le propriétaire ou le chef de l'entreprise une seule et même personne, une seule signature suffit.

Art. 59. — Le membre du gouvernement ou du collège exécutif régional ayant l'information et la presse dans ses attributions prend acte et délivre à l'impétrant en règle, un récépissé.

Art. 60. — Toute modification de l'un des points figurant sur la déclaration prévue à l'article 57 ci-dessus doit être déclarée dans un délai de trente jours.

Art. 61. — Les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère peuvent être autorisées à créer une entreprise de communication audiovisuelle sous réserve de la réciprocité et moyennant une participation majoritaire en faveur des Zaïrois dans le capital de l'entreprise.

Section 2
Des programmes d'une entreprise de radiodiffusion sonore et de la télévision

Art. 62. — Toute entreprise de radiodiffusion sonore et de télévision doit avoir un directeur des programmes. Celui-ci doit être un professionnel de la communication audiovisuelle.

Art. 63. — Lorsque le directeur des programmes et le propriétaire de l'entreprise sont une seule et même personne, celle-ci est:

a) pénalement responsable du non-respect des conditions requises pour la diffusion des émissions;

b) civilement responsable et solidairement avec l'auteur d'une émission de sons ou d'images dommageables.

Art. 64. — Lorsque le directeur des programmes n'est pas en même temps propriétaire de l'entreprise:

a) la propriétaire est civilement et solidairement responsable avec le directeur des programmes des imputations dommageables;

b) le directeur des programmes est pénalement responsable du contenu des émissions.

Art. 65. — L'auteur d'une émission ou d'une diffusion contraire au prescrit des articles ci-dessus est passible des peines prévues par les dispositions pénales en vigueur en la matière.

Art. 66. — Les opérateurs qui exploitent un service de radiodiffusion sonore ou de télévision ont l'obligation de diffuser au minimum 50 % (cinquante pour cent) des programmes locaux.

Section 3
Du droit de réponse

Art. 67. — Toute personne physique ou morale dispose d'un droit de réponse dans tous les cas où des imputations susceptibles de porter atteinte à son honneur ou à sa réputation auront été diffusées dans le cadre d'une activité de communication audiovisuelle. Le demandeur doit préciser les imputations sur lesquelles il souhaite répondre.

Art. 68. — La réponse, non comprise l'identité, les civilités et les réquisitions d'usages ne peut excéder la durée réelle de l'imputation dommageable. Toutefois, le droit de réponse pourrait atteindre une durée plus longue dans le cadre de l'émission l'ayant provoquée, sans dépasser la longueur de l'émission elle-même.

Art. 69. — La diffusion du droit de réponse est gratuite. Le postulant ne peut demander un droit de réponse de plus longue durée en offrant de payer le surplus.

Art. 70. — La réponse doit intervenir dans les 15 jours suivant la diffusion de l'émission qui l'a provoquée ou à défaut, dès la première disponibilité du programme. En cas de refus de diffusion de la réponse, l'entreprise de radiodiffusion sonore et de télévision sera sanctionnée comme prévu à l'article 83 ci-dessous.

Art. 71. — Tout dépositaire de l'autorité publique, dont les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions ont été inexactement diffusés, a le droit de faire diffuser une rectification, pourvu que celle-ci se limite à redresser les faits, paroles, images, son, inexactement diffusés.

Cette diffusion ne peut excéder le double de l'émission redressée même en contrepartie du paiement du surplus.

Art. 72. — Sous peine des sanctions prévues à l'article 83 ci-dessous, la rectification doit être diffusée dans l'émission qui suit immédiatement la réception de la demande, au même moment et dans l'émission sujette à rectification, sans retranchement ni intercalation.

TITRE QUATRE
DES PÉNALITÉS

CHAPITRE I^er^
DES DÉLITS DE PRESSE

Art. 73. — Sans préjudice des dispositions prévues en la matière par la présente loi, la qualification des infractions, la responsabilité de leurs auteurs, coauteurs et complices sont déterminées conformément au Code pénal.

Art. 74. — Par délit de presse, il faut entendre toute infraction commise par voie de presse écrite ou audiovisuelle.

Art. 75. — Sans préjudice des peines combinées par le Code pénal, les délits de presse sont punis conformément aux dispositions prévues par la présente loi.

Art. 76. — Seront punis comme complice d'une action qualifiée infraction conformément aux articles 22 et 23 du Code pénal, livre I, tous ceux qui soit par des discours, écrits, imprimés, dessins, gravures, images, peintures, emblèmes ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image venus, distribués, diffusés ou exposés dans les lieux ou réunions publics ou au regard du public, auront directement incité l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet.

Art. 77. — Seront punis conformément aux dispositions de l'article 76 ci-dessus:

• tous ceux qui auront directement incité au vol, au meurtre, au pillage, à l'incendie, à l'une des infractions contre la sûreté extérieure de l'État y compris dans le cas où cette incitation n'aurait pas été suivie d'effet;

• tous ceux qui auront directement incité à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, en raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race, une idéologie ou une religion déterminée;

• tous ceux qui auront fait, par l'un des moyens énoncés ci-dessus, offense à la personne du chef de l'État;

• tous ceux qui auront par l'un des moyens énoncés à l'article 75 incité les membres des forces armées et des services de l'ordre dans le but de les détourner de leurs devoirs.

Art. 78. — Seront punis pour trahison tous ceux qui en temps de guerre, auront par les moyens cités à l'article 76:

• incité les forces combattantes à passer au service d'une puissance étrangère;

• sciemment participé à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la population dans le but de nuire à la défense nationale;

• livré (directement ou indirectement) à une puissance étrangère un renseignement, document ou procédé qui doit être tenu secret dans l'intérêt de la défense nationale.

Art. 79. — Au risque de tomber sous le coup de l'infraction à la présente loi, il est interdit:

a) de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure judiciaire avant qu'ils n'aient été lus en audience publique;

b) de divulguer les délibérations des cours et tribunaux. Il en est de même des informations sur les travaux et les délibérations du conseil supérieur de la magistrature sans l'autorisation du conseil lui-même;

c) de reproduire en photographies, dessins ou portraits de tout ou partie des circonstances des crimes de sang, des crimes ou délits touchant aux mœurs, sauf demande expresse du chef de la juridiction saisie du cas.

Cette interdiction s'applique également à toute illustration concernant le suicide des mineurs, sauf autorisation écrite du procureur de la République;

d) d'enregistrer, de fixer ou de transmettre la parole ou l'image aux audiences des cours et tribunaux, sauf autorisation du chef de la juridiction.

Il en est de même pour les procès en diffamation lorsque les faits incriminés concernent la vie privée des personnes;

e) de publier ou de diffuser des informations sur un viol ou sur un attentat à la pudeur en mentionnant le nom de la victime ou en faisant état des renseignements pouvant permettre son identification, à moins que la victime n'ait donné son accord écrit;

f) d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet de payer des amendes, frais et dommages et intérêts prononcés par des condamnations judiciaires sous peine de poursuites.

Art. 80. — Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, outrage ou injure, ni le compte rendu fidèle fait de bonne foi, ni des discours prononcés ou des écrits produits devant les tribunaux par des personnes jouissant de l'immunité.

Art. 81. — Les infractions prévues à l'article 79 ci-dessous ainsi que tous les délits de presse non expressément assortis de sanctions précises dans la présente loi sont punis au maximum de 15 jours de servitude pénale et d'une amende de nouveaux zaïres 2.000.000 ou d'une de ces peines seulement, à moins que les faits ne soient constitutifs d'une infraction passible de peines plus fortes.

Art. 82. — L'auteur d'une diffusion ou d'une émission contraire à la loi, à la tranquillité et à l'ordre public ainsi qu'aux bonnes mœurs est passible des peines prévues par la loi sans préjudice des dommages et intérêts auxquels le fait commis peut donner lieu notamment par application des dispositions particulières relatives à la constitution des sociétés commerciales et à la concurrence déloyale.

En cas de récidive, l'entreprise de radiodiffusion sonore et de télévision ou la station fautive concernée se verra retirer sa licence d'exploitation par le tribunal de grande instance compétent, à la demande du membre du gouvernement ou du collège exécutif régional ayant l'information et la presse dans ses attributions.

Art. 83. — Sans préjudice des poursuites judiciaires, le membre du gouvernement ou du collège exécutif régional ayant en charge l'information et la presse peut:

a) requérir la saisie des documents, films ou vidéocassettes;

b) interdire la diffusion d'une ou de plusieurs émissions incriminées;

c) suspendre une station de la radiodiffusion sonore ou de la télévision pour une période n'excédant pas 3 mois notamment dans les cas suivants:

• refus de diffuser un droit de réponse, une réplique ou une rectification conformément au prescrit de la présente loi;

• diffusion de documents, films ou vidéocassettes contraire aux lois, aux bonnes mœurs et à l'ordre public.

Art. 84. — L'auteur d'une diffusion ou d'une émission contraire à la loi, à l'ordre public, aux bonnes mœurs, est passible des peines prévues par la loi.

Art. 85. — En cas d'urgence dictée par les exigences de l'ordre public, les autorités administratives compétentes sont habilitées à prendre des mesures conservatoires d'interdiction d'émettre et de diffuser une émission ou un programme incriminé à condition d'en informer, dans les 48 heures, par avis motivé, le tribunal de grande instance du ressort qui prononce la confiscation.

Art. 86. — En cas d'application des sanctions susmentionnées l'entreprise de radiodiffusion sonore ou de la télévision concernée a le droit d'introduire un recours devant les juridictions compétentes dans les 15 jours à dater de la notification de la décision.

Art. 87. — Seront interdites de diffusion au Zaïre, toutes les sociétés privées de radiodiffusion sonore et de télévision non en règle avec le prescrit de la présente loi.

Art. 88. — En cas de poursuites judiciaires, les éléments de diffusion faisant l'objet d'interdiction ou de saisie sont mis à la disposition de l'autorité judiciaire compétente.

TITRE CINQ
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 89. — Les écrits périodiques et les entreprises de presse audiovisuelle existant avant l'entrée en vigueur de la présente loi disposent d'un délai de trois mois pour s'y conformer.

Art. 90. — En attendant la mise en place des collèges exécutifs régionaux, la compétence dévolue au membre de ceux-ci, qui doit recevoir la déclaration de l'impétrant, prévue aux articles 22, 34, 56, 57 et 59 relève du membre du gouvernement en charge de l'information et la presse dans ses attributions.

Il en est de même de la compétence sur la saisie des instances judiciaires en matière de délits de presse, prévus aux articles 82 et 83 de la présente loi.

Art. 91. — Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées notamment:

– l'ordonnance-loi 70-57 du 28 octobre 1970 telle que modifiée à ce jour, relative à la liberté de presse.

Art. 92. — La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

---

26 novembre 1996. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/018/96 portant fixation des frais administratifs pour l'établissement des récépissés de déclarations préalables de publication, d'exploitation des stations de radio et/ou de télévision, de création d'agences de presse ainsi que pour l'agrément des agences-conseils en publicité et pour l'autorisation de reportage photographique ou filmé. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)

Art. 1er. — L'établissement des récépissés des déclarations préalables de publication, d'exploitation des stations de radio et/ou de télévision, de création d'agences de presse ainsi que l'obtention de l'agrément des agences-conseil en publicité et de l'autorisation de

reportage photographique ou filmé sont soumis au payement des frais administratifs fixés comme suit:

1)	Récépissé de la déclaration préalable de publication:	équivalent en NZ de	500 $ US
2)	Récépissé de la déclaration préalable d'exploitation des stations de radio et/ou télévision:		
	a) pour les radios et télévisions à caractère non commercial:	équivalent en NZ de	5.000 $ US
	b) pour les radios et télévisions à caractère commercial:	équivalent en NZ de	10.000 $ US
3)	Création d'une agence de presse:	équivalent en NZ de	500 $ US
4)	Agrément d'agences-conseil en publicité:	équivalent en NZ de	500 $ US
5)	Caution bancaire minimum des agences-conseil en publicité candidates à l'agrément:	équivalent en NZ de	25.000 $ US
6)	Autorisation de reportage photographique ou filmé:	équivalent en NZ de	200 $ US

– Le sixième point a été abrogé expressément par l'art. 1er de l'arrêté ministériel 04/MIP/008/97 du 3 mai 1997 portant fixation des frais administratifs pour l'autorisation de reportage photographique ou filmé.

Art. 2. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 3. — Le secrétaire général du ministère de l'Information et de la presse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

26 novembre 1996. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/020/96 portant mesures d'application de la loi 96-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse pour les entreprises de presse audiovisuelle. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)

Art. 1er. — Il est ouvert au ministère de l'Information et de la Presse un registre de déclarations préalables à l'exploitation des stations de radiodiffusion et des chaînes de télévision privées.

Art. 2. — La déclaration préalable dont l'imprimé est annexé au présent arrêté doit être conforme à l'article 57 de la loi 96-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse ainsi qu'au cahier des charges également joint au présent arrêté.

Art. 3. — Tout message publicitaire doit porter avant sa diffusion le visa de la Commission nationale de contrôle et de visa de la publicité.

Art. 4. — Les frais administratifs afférents à l'établissement du récépissé sont fixés par le ministère de l'Information et de la Presse.

Art. 5. — Toute entreprise de presse audiovisuelle privée existant avant l'entrée en vigueur de la loi précitée dispose d'un délai de trois mois pour se conformer à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 6. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 7. — Le secrétaire général du ministère de l'Information et de la Presse est chargé de l'exécution au présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe

1. De l'objet

Le présent cahier des charges est un condensé des prescriptions et obligations qui s'appliquent aux entreprises publiques ou privées de radiodiffusion et de télévision opérant au Zaïre.

2. Des modalités d'exploitation

L'exploitation en matière de radiodiffusion sonore et de télévision est conditionnée par le dépôt obligatoire d'une déclaration auprès des organes compétents conformément aux articles 56 à 61 de la loi 96-022 du 22 juin 1996, fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse ainsi qu'aux mesures d'application de celle-ci.

3. Des charges concernant la programmation et la diffusion

• L'exploitant est responsable du contenu des émissions qu'il produit, programme et diffuse, conformément à l'intitulé de sa grille type des programmes.

• L'ensemble des émissions programmées et diffusées doit viser l'information, l'éducation et la distraction de l'auditeur et du téléspectateur.

• L'exploitant s'engage à éviter la diffusion des émissions, films ou documentaires dont le contenu s'avère contraire aux lois, à l'ordre public ou qui porte atteinte aux bonnes moeurs et/ou à la sécurité du pays.

• Si l'impétrant, à l'obtention du récépissé, a pris option pour les informations à caractère politique, celles-ci doivent être traitées avec impartialité et objectivité.

• Toute station de radiodiffusion et de télévision privée est libre de prendre en relais les émissions d'informations (journaux télévisés ou radiodiffusés, revues de presse) diffusées par les médias publics. Si elle le fait en différé, elle doit les reprendre intégralement.

• La station de radiodiffusion et de télévision privée a l'obligation de réserver au moins 50 % des programmes de sa grille à la diffusion des émissions d'intérêt local. Elle doit posséder les droits de diffusion pour les 50 % des programmes restant.

• L'impétrant s'engage à ne pas diffuser à travers sa chaîne de radio ou de télévision les émissions de propagande politique en faveur d'un quelconque courant de pensées ou d'un quelconque candidat conformément à la loi électorale et aux règlements intérieurs du Parlement en ce qui concerne la retransmission des débats parlementaires.

• L'impétrant s'engage à préserver, en toutes circonstances, l'intérêt des jeunes, des adolescentes conformément à la Charte universelle des droits de l'enfant. À cet effet, il s'interdit de programmer ou de diffuser des filmes dits «rectangle blanc» ou «enfants non admis» avant 22 heures ; et de s'engager, le cas échéant, à porter la mention sur l'écran.

• L'impétrant s'interdit de programmer les films de rediffusion avant 22 heures.

• Les entreprises de communication audiovisuelle ont l'obligation de conserver au moins pendant 30 jours l'enregistrement de leurs émissions après diffusion.

• Pour autant que la production nationale des films ou des émissions augmente, l'impétrant s'engage à programmer et à diffuser les films et émissions à concurrence d'un pourcentage à déterminer entre la station et l'autorité morale qui a le cinéma et la production audiovisuelle dans ses attributions.

4. Des charges concernant la coproduction et les droits d'auteurs

• L'exploitant s'engage par la programmation et la diffusion à assurer la promotion de la production audiovisuelle (cinéma et autres) nationale et à encourager notamment la créativité et l'émulation dans la création et la production d'œuvres locales.

• Dans le cas d'un relais ou d'une retransmission d'émissions, d'une station de radiodiffusion et/ou de télévision étrangère, publique ou privée ; l'exploitant s'engage à ne prendre en compte que les films, reportages ou documentaires à caractère éducatif, sportif, religieux ou scientifique.

• Les entreprises audiovisuelles dont la raison sociale est la réception et la transmission ou la retransmission des signes audiovisuels par satellite, sont responsables du contenu des programmes des chaînes étrangères propriétaires de ces programmes, pour lesquels elles ont acquis les droits par contrat, dont copie versée au dossier.

Les droits d'auteurs protégés dans ces conditions, doivent être déclarés à la S.O.N.E.C.A. par le chef de l'entreprise.

Les conflits de piratage ou de piraterie qui pourraient découler de ce mode de diffusion sont de la compétence des cours et tribunaux et ce, conformément aux textes en vigueur régissant la S.O.N.E.C.A., organisme chargé de la protection des œuvres de l'esprit.

• En cas de conflit, il appartiendra à la station de radiodiffusion et/ou de télévision ayant assuré le relais des signes audiovisuels par satellite de supporter la totalité des charges exigées et inhérentes aux droits d'auteurs envers la chaîne émettrice et les différents sponsors.

5. Des charges concernant la publicité

• Seule la nature de la station de radiodiffusion et/ou de télévision telle que découlant de la déclaration d'exploitation, déterminera si celle-ci peut diffuser un genre ou un autre de publicité.

• Les règles régissant la durée, le taux à la minute, feront l'objet d'un contrat entre la station de radiodiffusion et/ou de télévision et le client ; sous réserve de la réglementation en vigueur dans ce domaine.

• Dans tous les cas, les taux de publicité dans les stations privées ne peuvent être inférieurs à ceux appliqués dans les stations publiques de radiodiffusion et/ou de télévision. Par conséquent, il ne peut y avoir des publicités gratuites.

• L'exploitant s'engage à ne diffuser que les spots et messages publicitaires revêtus du visa de la Commission nationale de contrôle et de visa de la publicité et à exécuter les décisions de ladite Commission.

6. Des dispositions finales

• L'exploitation de station de radiodiffusion et de chaîne de télévision est subordonnée à l'obtention du récépissé délivré par le ministère de l'Information et de la Presse.

• L'impétrant s'engage à s'acquitter mensuellement des frais administratifs dus à la commission de contrôle de conformité conformément à l'arrêté ministériel y relatif.

• La non-observance des prescrits du présent cahier des charges entraîne pour l'impétrant, les sanctions généralement prévues par la loi en matière des obligations contractuelles et le retrait de la licence d'exploitation et d'attribution des fréquences.

7. Engagement

Je soussigné... reconnais avoir lu les clauses contenues dans le présent cahier des charges et m'engage à les respecter scrupuleusement.

28 février 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/006/97 portant création de la Commission de contrôle de conformité des stations de radiodiffusion et des chaînes de télévision publiques et privées. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)

Art. 1er. — Il est créé près le ministère de l'Information et de la Presse une Commission de contrôle de conformité des stations de radiodiffusion et des chaînes de télévision publiques et privées.

Art. 2. — La Commission de contrôle de conformité des stations de radiodiffusion et des chaînes de télévision publiques et privées a pour mission:

• de recevoir et d'examiner les déclarations des entreprises de presse du secteur audiovisuel;

• d'assurer de manière permanente le contrôle de conformité des prescrits légaux et réglementaires;

• de proposer au ministre de tutelle, en cas de la non-observance des prescrits légaux et réglementaires, des sanctions conformément aux articles 83, 85 et 87 de la loi 96-002 du 22 juin 1996.

Art. 3. — La Commission de contrôle de conformité est composée de:

• secrétaire général du ministère de l'Information et de la Presse, qui en est le président;

• conseiller chargé des questions juridiques, rapporteur;

• conseiller chargé de l'audiovisuel, membre;

• conseiller chargé de la presse, membre;

• conseiller technique, membre;

• directeur de l'audiovisuel du ministère, secrétaire.

Art. 4. — Les entreprises du secteur concerné versent mensuellement à la Commission 10 % des recettes publicitaires réalisées à titre des frais administratifs, lesquels relèvent du budget pour ordre.

Art. 5. — Le secrétaire général du ministère de l'Information et de la Presse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

3 mai 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MIP/008/97 portant fixation des frais administratifs pour l'autorisation de reportage photographique ou filmé. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)

Art. 1er. — L'établissement de l'autorisation de reportage photographique ou filmé est soumis au paiement des frais administratifs fixés à l'équivalent en nouveau zaïre de 50 $ US.

Art. 2. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 3. — Le secrétaire général du ministère de l'Information et de la Presse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

20 août 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 04/MCP/011/2002 modifiant et complétant l'arrêté ministériel 04/MIP/020/96 du 26 novembre 1996 portant mesures d'application de la loi 96-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse dans la communication audiovisuelle. (*Ministère de la Communication et Presse*)

Art. 1er. — Aucune station de radiodiffusion ou de télévision ne peut diffuser un programme ou une émission dont la nature ne découle pas de sa déclaration d'exploitation.

Art. 2. — Tout message publicitaire doit porter, avant sa diffusion, le visa de la commission nationale de contrôle et de visa de la publicité.

Tous les annonceurs disposent d'un délai maximum de 30 jours pour s'y conformer.

Art. 3. — La diffusion des émissions, films ou documentaires dont le contenu est contraire aux lois, à l'ordre public ou qui porte atteinte aux bonnes mœurs et ou à la sécurité du pays est interdite.

Art. 4. — Est interdite sur toute l'étendue de la République, la diffusion et la production des films, images, documentaires, à caractère pornographique ou, de manière générale, la livraison au public, sous n'importe quel support technique, de tout ce qui constitue une expression ou une reproduction de l'immoralité, de l'impudicité et de l'obscénité.

Art. 5. — Sans préjudice des dispositions de l'article 4, la diffusion des films violents, des films d'horreur ou généralement des films classés comme «enfants non admis» n'est autorisée qu'après 22 heures, avec obligation d'en faire mention à l'écran.

Art. 6. — L'octroi des récépissés d'exploitation des stations de radio et/ou de chaînes de télévision est subordonné à la présentation par les impétrants, des infrastructures et équipements attestant de leur aptitude à prester des services de communication audiovisuelle selon les normes de production et de diffusion moyenne, au regard de l'évolution technologique dans ce domaine.

La commission de contrôle de conformité fixe le seuil minimal de définition d'image et de son.

Art. 7. — Outre les dispositions de droit commun, les violations du présent arrêté seront sanctionnées selon leur gravité, comme suit:

• la saisie par l'autorité judiciaire compétente des documents, films ou vidéocassettes incriminés;

• l'interdiction d'une ou de plusieurs émissions;

• la suspension des activités de la station de radio ou de la télévision pour une période ne dépassant pas trois mois;

• le retrait ou l'annulation du récépissé d'exploitation.

Art. 9. — Le secrétaire général du ministère de la Communication et Presse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

– Dans sa publication, le ministère de la Communication et Presse ne présente pas d'article «8».

POIDS ET MESURES

Décr. du 17 août 1910 — Système métrique décimal. 381
A.R. du 4 février 1911 — Vérification des poids et mesures. – Sanctions 382
A.R. du 25 novembre 1913 — Vérification et surveillance des instruments de pesage. – Réglementation 384
A.R. du 24 juillet 1927 — Réglementation des poids et des mesures 386
Ord. du 10 janvier 1929 — Balances romaines 386
Ord. 75/A.E. du 13 octobre 1931 — Importation et vérification des instruments de pesage 387
Ord. 46/A.E du 31 mars 1936 — Emploi des mesures de capacité pour matières sèches . . . 387
A.M. du 9 février 1951 — Marques de vérification 388
Ord. 41-136 du 21 avril 1954 — Commerce, emploi et détention des poids, mesures et instruments de pesage 388
Ord. 75-271 du 22 août 1975 — Comité national de normalisation. – Création 389
Arr. dép. DENI/CAB/030/88 du 19 août 1988 — Comité national de normalisation. – Fonctionnement. 390
A.M. 014/CAB/MINECI/2001 du 31 mars 2001 — Grandeurs et unités fondamentales. – Normes. – Homologation provisoire 391

17 août 1910. – DÉCRET . – Système métrique décimal des poids et mesures. (*B.O.*, 1910, p. 673)

Art. 1er. — À partir du 1er septembre 1910, le système métrique décimal des poids et mesures sera appliqué dans toute l'étendue de la Colonie.

Le tableau ci-annexé détermine les valeurs et les dénominations comprises dans ce système.

– Voir ce tableau ci-après.

Art. 2. — L'emploi exclusif de ces dénominations sera obligatoire dans les actes publics, affiches ou annonces.

À partir du 1er janvier 1911, cet emploi exclusif sera également obligatoire dans les actes sous seing privé, registres de commerce ou autres écritures privées produits en justice.

Art. 3. — Ne sont pas visés dans l'article précédent les actes relatifs à des négociations avec l'étranger ou à des objets, meubles ou immeubles situés à l'étranger.

Art. 4. [*Décr. du 15 février 1913.* — Il est défendu d'employer, dans les transactions, ou de détenir dans tout endroit où se font les transactions, des poids et des mesures autres que ceux établis par le présent décret.]

Art. 5. — Toute infraction aux articles 2 et 4 du présent décret sera punie d'une amende qui ne sera pas supérieure à 50 francs. L'amende sera perçue pour chaque acte, écriture ou signature privés; quant aux registres de commerce, ils ne donneront lieu qu'à une seule amende pour chaque contestation dans laquelle ils seront produits.

En cas d'infraction à l'article 4, les poids et mesures seront, en outre, saisis et confisqués.

Art. 6. [*Décr. du 15 février 1913.* — Le gouvernement de la Colonie est autorisé à régler par arrêté royal ou par ordonnance du gouverneur général:

1° la détermination des prototypes des poids et des mesures et leur vérification;

2° la vérification des poids, des mesures et des instruments de pesage;

3° la surveillance en matière de poids, de mesures et d'instruments de pesage sans préjudice des peines stipulées par le Code pénal.]

Art. 7. — Les infractions aux arrêtés royaux ou aux ordonnances pris en vertu du 2° et du 3° de l'article 6 seront punies d'une amende qui n'excédera pas 50 francs.

La saisie sera opérée et la confiscation prononcée dans les cas que déterminent les ordonnances et arrêtés.

Art. 8. — Nonobstant les dispositions qui précèdent, la mesure du nœud et celle de la tonne de mer de jauge peuvent être employées concurremment avec les mesures du système métrique.

Il n'est pas dérogé aux décrets et règlements qui en font application.

Art. 9. — Notre ministre des Colonies est chargé, etc.

Tableau des mesures légales

Noms systématiques	*Valeurs*
	Mesures de longueur
Myriamètre	= Dix mille mètres
Kilomètre	= Mille mètres
Hectomètre	= Cent mètres
Décamètre	= Dix mètres
Mètre	= Unité fondamentale du système, longueur, à la température de la glace fondante, du mètre en platine sanctionné comme prototype par le Comité international du bureau international créé par la convention du 20 mai 1875, approuvée en Belgique par la loi du 29 décembre 1895
Décimètre	= Dixième du mètre
Centimètre	= Centième du mètre

Mesures agraires

Hectare	=	Cent ares ou dix mille mètres carrés
Are	=	Cent mètres carrés, carré de dix mètres de côté
Centiare	=	Centième de l'are ou mètre carré

Mesures de capacité

Kilolitre	=	Mille litres
Hectolitre	=	Cent litres
Décalitre	=	Dix litres
Litre	=	Volume occupé par la masse de 1 kilo d'eau pure, à son maximum de densité et sous la pression atmosphérique normale
Décilitre	=	Dixième du litre
Centilitre	=	Centième du litre

Mesures de solidité

Décastère	=	Dix stères
Stère	=	Mètre cube
Décistère	=	Dixième du stère

Poids

Tonne	=	Mille kilogrammes, poids du mètre cube d'eau et du tonneau de mer
Quintal	=	Cent kilogrammes, quintal métrique
Myriagramme	=	Dix kilogrammes
Kilogramme	=	Mille grammes, la masse du prototype international du kilogramme telle qu'elle fut déterminée à la suite de la convention du 20 mai 1875 rappelée ci-dessus
Hectogramme	=	Cent grammes
Décagramme	=	Dix grammes
Gramme	=	Poids d'un centimètre cube d'eau à quatre degrés centigrades
Décigramme	=	Dixième du gramme
Centigramme	=	Centième du gramme
Milligramme	=	Millième du gramme

4 février 1911. – ARRÊTÉ ROYAL . – Vérification des poids et mesures. – Sanctions. (*B.O.*, 1911, p. 122)

*TITRE I^er^*
VÉRIFICATION DES POIDS ET MESURES

Section I
De la vérification

Art. 1^er^. — Le gouverneur général ou le directeur de l'industrie et du commerce, délégué par lui, désigne les fonctionnaires et agents chargés de vérifier et de constater, par l'apposition de marques officielles, la justesse des poids et mesures.

Art. 2. — La vérification des poids et mesures comprend une vérification première et des vérifications périodiques.

Art. 3. — La vérification première concerne les poids et mesures nouvellement fabriqués, remis à neuf ou importés sans être revêtus du poinçon de la métropole. Les assujettis sont tenus de présenter ces objets à l'une des directions de l'industrie et du commerce. Après en avoir constaté la justesse, le vérificateur appose sur les poids et mesures les marques de la vérification première, déterminées par arrêté ministériel.

Art. 4. — La vérification périodique concerne les poids et mesures déjà régulièrement en usage. Elle a lieu successivement dans tous les districts aux dates fixées par le gouverneur général qui désigne les postes où les assujettis des diverses régions du district doivent soumettre leurs instruments à la formalité.

Le chef de poste désigné fait connaître par une affiche, apposée à la porte du bâtiment qu'il occupe, les locaux où se font les vérifications, les jours et les heures auxquels il y est procédé. Il transmet une copie de sa proclamation aux autres chefs de poste intéressés pour qu'ils l'affichent à la porte de leur bâtiment. Le jour de la vérification, il assiste à la séance ou y délègue un agent placé sous ses ordres.

Art. 5. — Les fonctionnaires et agents chargés de la vérification périodique constatent la justesse des instruments qui leur sont présentés par l'apposition d'une marque déterminée par arrêté ministériel et différente de celle de la vérification première.

Art. 5*bis*. [*A. R. du 30 janvier 1947.* — Lorsque le transport des poids et mesures à vérifier est difficile ou dispendieux, l'assujetti peut s'entendre avec le vérificateur pour que les opérations soient effectuées à domicile. Dans ce cas, avant que le vérificateur ne se déplace, l'assujetti paie au profit du Trésor, d'après la nature des objets à vérifier, les taxes suivantes:

Objets à vérifier. — Taxe par unité

Mesures de longueur:		
Doubles mètres ou autres multiples du mètre	fr.	10
Mètres ou subdivisions du mètre	"	5
Poids:		
Pièces de 20 kilogrammes	"	15
Pièces de 10 ou de 5 kilogrammes	"	10
Pièces de 2 kilogrammes ou de moins de 2 kilogrammes	"	5
Mesures de capacité:		
Mesures en étain	"	10
Mesures en d'autres matières:		
a) d'une capacité de plus de 2 litres	"	10
b) d'une capacité de 2 litres ou d'une capacité moindre	"	5

Il est dû par séance de vérification, un minimum de taxe de 200 francs. Une même séance peut être consacrée à la vérification des poids et mesures et à celle des instruments de pesage, sans que le minimum de taxe en soit augmenté.

La taxe et le minimum de taxe sont doublés quand les opérations doivent se faire à plus de 5 kilomètres et à 15 kilomètres au maximum des locaux de la vérification générale; triplés quand la distance est de plus de 15 kilomètres et de 30 kilomètres au maximum; quadruplés quand la distance est de plus de 30 kilomètres et de 45 kilomètres au maximum, et ainsi de suite.

Le bénéficiaire d'une vérification à domicile est tenu de mettre à la disposition du vérificateur le matériel nécessaire à la vérification.]

Art. 6. — Les vérificateurs tiennent note dans un registre des opérations qu'ils effectuent et des observations qu'ils trouvent à consigner.

Art. 7. — Pour être admis au marquage, les poids et mesures doivent être construits conformément aux dispositions de nos arrêtés qui en règlent la forme et la composition. Ils doivent, en outre, porter, d'une manière distincte et lisible, le nom qui leur est affecté dans la nomenclature systématique. Toutefois, une ordonnance du gouverneur général pourra excepter de l'exécution de cette dernière prescription les poids et mesures dont les dimensions ou la matière ne s'y prêteraient pas.

Art. 7*bis*. [*A. R. du 27 juillet 1929.* — Les poids et mesures sur lesquels les empreintes du dernier marquage sont effacées ou devenues illisibles, doivent être soumis à une nouvelle vérification quelle que soit l'année de la vérification antérieure.]

Art. 8. — L'assujetti dont les poids et mesures ne sont pas admis lors de la vérification peut requérir du vérificateur l'apposition d'une marque de rebut et demander au commissaire de district une enquête sur le refus de poinçonnage.

Art. 9. — La vérification et le marquage des poids et mesures sont gratuits.

Art. 10. [*A. R. du 27 janvier 1928.* — Le gouverneur général détermine les limites dans lesquelles il est permis ou interdit d'exposer en vente, de vendre, d'employer ou de détenir des poids et mesures qui n'ont pas été marqués conformément aux dispositions ci-dessus.]

Art. 11. — Les poids et mesures affectés à des services publics sont également soumis aux vérifications et au marquage. Exception est faite pour les poids et mesures servant à l'enseignement du système métrique dans les écoles.

Art. 12. — Ne sont pas soumis à vérification les vases à l'usage des consommateurs dans les lieux où l'on vend à boire, ni, en général, les bouteilles et les cruchons. Sont exemptes de la vérification périodique les mesures en verre ou en poterie.

Section II
Du matériel de la vérification

Art. 13. — Indépendamment des étalons de troisième rang et de tous contre-étalons nécessaires, le ministre des Colonies fournit aux directions de l'industrie et du commerce des instruments indispensables aux vérificateurs pour l'exercice de leurs fonctions. Ces instruments comprennent notamment des poinçons destinés à imprimer sur les poids et mesures vérifiés les marques de l'admission ou du rebut.

Art. 14. [*A. R. du 30 janvier 1921.* — Les poinçons nécessaires aux vérifications sont fabriqués par les soins du département des Colonies. Les poinçons destinés à la vérification première sont différents de ceux affectés aux vérifications périodiques.

Indépendamment des poinçons destinés à ces vérifications, il y a des poinçons de rebut pour marquer les objets refusés à la vérification.]

Art. 15. — Les vérificateurs sont responsables des détériorations que les instruments éprouveraient par leur fait. Ils ne peuvent remettre ceux-ci qu'à leurs chefs hiérarchiques.

TITRE II
DU SERVICE DE LA SURVEILLANCE

Art. 16. — Des officiers de police judiciaire spécialement commissionnés à cet effet par le gouverneur général constatent, concurremment avec les officiers de police judiciaire investis d'une compétence générale, les infractions aux décrets et aux règlements sur les poids et mesures.

Art. 17. — Les lieux où se font habituellement soit des perceptions à charge des particuliers, soit des ventes de poids et mesures, soit des transactions avec emploi de poids et mesures sont, pendant tout le temps qu'ils sont ouverts au public, soumis à la visite des officiers dénommés à l'article qui précède.

Ces officiers peuvent également, après le lever et avant le coucher du soleil, visiter les lieux affectés à la même destination, mais dont l'accès n'est pas ouvert au public. Dans ce cas, la visite ne peut avoir lieu qu'en présence du chef de poste ou de son délégué, qui, éventuellement, signe le procès-verbal.

Art. 18. — Les officiers de police judiciaire compétents font leurs visites dans leurs ressorts respectifs plusieurs fois dans l'année. Ils s'assurent que, depuis la dernière vérification, les poids et mesures n'ont pas souffert de variations, soit accidentelles, soit frauduleuses.

Ils veillent à ce qu'il ne soit pas fait usage de mesures qui, par leur état d'oxydation, pourraient nuire à la santé publique.

Art. 19. — Les directions de l'industrie et du commerce font parvenir aux chefs de secteur ou, à leur défaut, aux chefs de zone ou aux commissaires de district de leur ressort, des plaques en métal portant les diverses empreintes des poinçons de vérification en usage. Ces plaques sont utilisées par les officiers de police judiciaire chargés de la surveillance des poids et mesures.

Art. 20. — Les officiers de police judiciaire transmettent immédiatement leurs procès-verbaux au magistrat compétent. Si l'infraction a été commise dans un service public, ils envoient la copie du procès-verbal au directeur de l'industrie et du commerce dont relève leur circonscription. Les officiers verbalisants saisissent les poids et mesures qui ont servi à commettre l'infraction.

Art. 21. — Les règlements relatifs aux officiers de police judiciaire régissent, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent, la situation, les droits et devoirs des officiers chargés de la surveillance des poids et mesures.

Art. 22. — Chaque année, les officiers de police judiciaire spécialement commissionnés conformément à l'article 16, font rapport sur leurs opérations au directeur de l'industrie et du commerce compétent.

TITRE III
DES SANCTIONS

Art. 23. — Sera puni d'une amende de 50 francs au maximum:

1° [*A. R. du 27 janvier 1928.* — quiconque contreviendra aux ordonnances prises en exécution de l'article 10;]

2° quiconque se sera refusé ou opposé à la visite réglementaire des officiers de police judiciaire investis du droit de rechercher les infractions aux décrets et aux règlements sur les poids et mesures.

Les poids et mesures qui auront servi à commettre l'infraction seront saisis et confisqués. Toutefois, seront restitués après jugement les poids et mesures qui ne présenteront d'autre irrégularité que d'être dépourvus des empreintes de la vérification. Les autres poids et mesures seront brisés après le jugement de confiscation.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 24. — Dans les divisions du territoire constituées en vice-gouvernement général, les attributions confiées par le présent arrêté au gouverneur général sont exercées par le vice-gouverneur général.

Art. 25. — Notre ministre des Colonies est chargé, etc.

---

25 novembre 1913. – ARRÊTÉ ROYAL. – Vérification et surveillance des instruments de pesage. – Réglementation. (*B.O.*, 1913, p. 1040)

TITRE Ier

VÉRIFICATION DES INSTRUMENTS DE PESAGE

Section 1

De la vérification

Art. 1er. — Les fonctionnaires et agents chargés de vérifier et de constater, par l'apposition de marques officielles, la justesse des poids et mesures, exercent les mêmes attributions à l'égard des instruments de pesage.

Art. 2. — La vérification des instruments de pesage comprend une vérification première et des vérifications périodiques.

Art. 3. [*A. R. du 6 juillet 1931.* — La vérification première concerne les instruments de pesage nouvellement fabriqués, remis à neuf ou importés sans être revêtus du poinçon de la métropole.

Les instruments de pesage non revêtus du poinçon de la métropole ne peuvent être importés que par les voies déterminées par le gouverneur général.

Le gouverneur général ou son délégué désigne les localités où les assujettis sont tenus de présenter ces objets, ainsi que les fonctionnaires ou agents chargés de la vérification.

Après en avoir constaté la justesse, le vérificateur appose sur les instruments de pesage les marques de la vérification première déterminées par arrêté ministériel.]

Art. 4. — La vérification périodique concerne les instruments de pesage déjà régulièrement en usage. Elle a lieu successivement dans tous les districts, aux dates fixées par le gouverneur général, qui désigne les postes ou territoires où les assujettis des diverses régions du district doivent soumettre leurs instruments à la formalité.

Le chef du poste ou l'administrateur du territoire désigné fait connaître par une affiche, apposée à la porte du bâtiment qu'il occupe, les locaux où se font les vérifications, les jours et les heures auxquels il y est procédé. Il transmet une copie de sa proclamation aux autres chefs de poste ou administrateurs territoriaux intéressés pour qu'ils l'affichent à la porte de leur bâtiment. Le jour de la vérification, il assiste à la séance ou y délègue un agent placé sous ses ordres.

Les fonctionnaires et agents chargés de la vérification périodique constatent la justesse des instruments qui leur sont présentés par l'apposition d'une marque, déterminée par arrêté ministériel et différente de celle de la vérification première.

Art. 5. [*A. R. du 30 janvier 1947.* — Lorsque le transport des instruments de pesage à vérifier est difficile ou dispendieux, l'assujetti peut s'entendre avec le vérificateur pour que les opérations soient effectuées à domicile.

Dans ce cas, avant que le vérificateur ne se déplace, l'assujetti paie au profit du Trésor, d'après la nature des objets à vérifier, les taxes suivantes:

Objets à vérifier. – Taxe par unité

Balances d'une portée de 500 kilogrammes au maximum	fr. 10
Balances d'une portée de plus de 500 kilogrammes et de 1.500 kilogrammes au maximum	fr. 20
Balances d'une portée de plus de 1.500 kilogrammes et de 5.000 kilogrammes au maximum	fr. 100
Balances d'une portée de plus de 5.000 kilogrammes	fr. 200

Il est dû par séance de vérification un minimum de taxe de 200 francs. Une même séance peut être consacrée à la vérification des instruments de pesage et à celle des poids et mesures sans que le minimum de la taxe en soit augmenté.

La taxe et le minimum de taxe sont doublés quand les opérations doivent se faire à plus de 5 kilomètres et à 15 kilomètres au maximum des locaux de la vérification générale; triplés quand la distance est de plus de 15 kilomètres et de 30 kilomètres au maximum; quadruplés quand la distance est de plus de 30 kilomètres et de 45 kilomètres au maximum et ainsi de suite.

Le bénéficiaire d'une vérification à domicile est tenu de mettre à la disposition du vérificateur le matériel nécessaire à la vérification.]

Art. 6. — Les vérificateurs tiennent note dans un registre des opérations qu'ils effectuent et des observations qu'ils trouvent à consigner.

Art. 7. [*A. R. du 27 janvier 1928.* — Sont seuls admis au marquage les instruments de pesage appartenant à des types dont l'usage n'a pas été interdit par une ordonnance du gouverneur général et qui, à moins de règles spéciales imposées par la même voie, remplissent les conditions de construction indiquées ci-après:]

1° les instruments de pesage doivent être solidement et régulièrement construits. Quel que soit le nombre de leviers que comporte un instrument de pesage, il est interdit de rendre variables au moyen d'organes de réglage, soit la longueur des bras de levier, soit la position de leur centre de gravité;

2° toutes les indications de mesure de ces instruments doivent être exprimées exclusivement en unités du système métrique et au moyen des dénominations légales;

3° la portée de l'instrument doit être indiquée d'une manière distincte et indélébile sur l'une des faces latérales du fléau. Un emplacement spécial doit être aménagé sur un organe essentiel de l'instrument afin que l'on puisse y apposer les marques de la vérification sans risquer de le déformer;

4° les bascules munies d'un système de calage doivent être construites de telle façon qu'il soit impossible de procéder à la pesée quand le décalage n'est pas complètement réalisé;

5° les instruments à poids curseurs doivent satisfaire, en outre, aux prescriptions suivantes:

a) chaque curseur portera l'indication de son poids. Avant de procéder à l'examen des instruments à curseur, le vérificateur devra, au préalable, contrôler le poids du ou des curseurs. Il appliquera la marque des poinçons officiels sur ces organes, si les indications qu'ils doivent porter relativement à leur masse sont reconnues exactes. Des empreintes de poinçons seront apposées en des endroits tels qu'il soit impossible d'enlever les curseurs sans altérer ces empreintes;

b) la graduation des règles et des réglettes de ces instruments sera telle que l'annotation du poids indiqué puisse se faire directement, c'est-à-dire en inscrivant, les uns à la suite des autres, les chiffres lus sur chacune des règles dans l'ordre de leur importance décroissante.

Art. 8. — Les ponts à peser, bascules, balances à bras inégaux, balances à bras égaux et balances dites de précision, présentés à la vérification première, doivent, pour être admis au marquage, remplir les conditions de fonctionnement suivantes:

A. Conditions de sensibilité

Le vérificateur évaluera la sensibilité en mesurant le déplacement permanent de l'extrémité de l'organe indicateur provoqué par une surcharge déterminée.

Le minimum de ce déplacement est indiqué comme suit:

CATEGORIE D'INSTRUMENTS	Charge d'essai	Valeur de la surcharge exprimée en fonction de la portée de l'instrument	Minimum du déplacement en valeur absolue	Minimum du déplacement exprimée en fonction de la distance qui sépare l'axe d'oscillation de l'extrémité de l'organe indicateur
Ponts à peser, bascules dites «en l'air», bascules d'une portée supérieure à 5,000 kilogrammes	Quelconque	1/1000	5 millim.	1/40
Bascules d'une portée de 5,000 kilogrammes et au-dessus	"	1/1000	5 millim.	1/20
Balances à bras inégaux	"	1/1000	5 millim.	1/10
Balances ordinaires à bras égaux	"	1/2000	2,5 millim.	1/20
Balances dites de précision employées dans le commerce des matières précieuses, etc.	Égale à la portée	1/50000	1 millim.	
	Égale à 1/10 de la portée	1/50000	2 millim.	

B. Conditions d'exactitude

L'erreur due à l'inexactitude du rapport des bras de leviers ne peut dépasser:

a) 1/1000 de la charge pour les bascules (y compris les ponts à peser et les bascules dites «en l'air») et pour les balances à bras inégaux;

b) 1/22.000 de la charge pour les balances ordinaires à bras égaux;

c) 1/50.000 de la charge pour les balances dites de précision. Ces conditions doivent être remplies, même pour des positions excentriques des charges.

Art. 9. — Les instruments de pesage, présentés à la vérification première, dont le type ne rentre pas dans les catégories prévues par l'article 8, doivent, pour être admis au marquage, remplir, outre les conditions de construction déterminées par l'article 7, les conditions de fonctionnement prescrites par arrêté royal ou par ordonnance du gouverneur général.

Art. 10. — Pour être marqués du poinçon de la vérification première, les instruments de pesage employés dans les transactions avant la mise en vigueur du présent arrêté doivent satisfaire seulement aux conditions requises en cas de vérification périodique.

Art. 11. — Au jour de la vérification périodique, tout appareil présenté est marqué à nouveau s'il satisfait aux conditions de fonctionnement prescrites pour les appareils neufs. La sensibilité, toutefois, peut n'être que de la moitié de celle exigée pour les appareils neufs.

Dès avant la vérification périodique, les agents chargés de la surveillance en matière de poids et mesures rebutent les appareils défectueux. L'assujetti, dans ce cas, peut demander une enquête conformément à l'article 13.

Art. 12. — Les instruments de pesage sur lesquels les empreintes du dernier marquage sont effacées ou devenues illisibles doivent être soumis à une nouvelle vérification, quelle que soit l'année de la vérification antérieure.

Art. 13. — L'assujetti dont les instruments de pesage ne sont pas admis lors de la vérification peut requérir du vérificateur l'apposition d'une marque de rebut et demander au commissaire de district une enquête sur le refus de poinçonnage.

Art. 14. [*A.R. du 6 juillet 1931.* — La vérification et le marquage des instruments de pesage, lors de la vérification première, donnent lieu au paiement d'une taxe de [100 francs] par unité.

– Ainsi modifié par l'A.R. du 30 janvier 1947, art. 3.

La vérification et le marquage des instruments de pesage soumis à la vérification périodique sont gratuits.]

Art. 15. [*A.R. du 27 janvier 1928.* — Le gouverneur général détermine les limites dans lesquelles il est permis ou interdit d'exposer en vente, de vendre, d'employer ou de détenir des instruments de pesage qui n'ont pas été marqués conformément aux dispositions ci-dessus.]

Art. 16. — Les instruments de pesage affectés à des services publics sont également soumis aux vérifications et au marquage. Exception

est faite pour les instruments de pesage servant à l'enseignement du système métrique dans les écoles.

Section 2

Du matériel de la vérification

Art. 17. — Le ministre des Colonies fournit aux directions de l'industrie et du commerce les instruments indispensables aux vérificateurs pour l'exercice de leurs fonctions. Ces instruments comprennent notamment des poinçons destinés à imprimer, sur les instruments de pesage vérifiés, les marques de l'admission ou du rebut.

Art. 18. [*A.R. du 30 janvier 1921.* — Les poinçons nécessaires aux vérifications sont fabriqués par les soins du département des Colonies.

Les poinçons destinés à la vérification première sont différents de ceux affectés aux vérifications périodiques.

Indépendamment des poinçons destinés à ces vérifications, il y a des poinçons de rebut pour marquer les objets refusés à la vérification.]

Art. 19. — Les vérificateurs sont responsables des détériorations que les instruments éprouveraient par leur fait. Ils ne peuvent remettre ceux-ci qu'à leurs chefs hiérarchiques.

TITRE II

DU SERVICE DE LA SURVEILLANCE

Art. 20. — Les officiers de police judiciaire compétents pour constater les infractions aux décrets et aux règlements sur les poids et mesures constatent les infractions à la législation et à la réglementation relative aux instruments de pesage.

Art. 21. — Les articles 17 à 22 de notre arrêté du 4 février 1911, déterminant les règles de la vérification et de la surveillance des poids et mesures, s'appliquent au service de la surveillance des instruments de pesage.

TITRE III

DES SANCTIONS

Art. 22. — Sera puni d'une amende de 50 francs au maximum:

1° [*A.R. du 27 janvier 1928.* — quiconque contreviendra aux ordonnances prises en exécution de l'article 15;]

2° quiconque se sera refusé ou opposé à la visite réglementaire des officiers de police judiciaire investis du droit de rechercher les infractions à la législation et à la réglementation relatives aux instruments de pesage.

Les instruments de pesage qui auront servi à commettre l'infraction seront saisis et confisqués. Toutefois seront restitués après jugement, les instruments de pesage qui ne présenteront d'autre irrégularité que d'être dépourvus des empreintes de la vérification. Les autres instruments de pesage seront brisés après le jugement de confiscation.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 23. — Dans les divisions du territoire constituées en vice-gouvernement général, les attributions confiées par le présent arrêté au gouverneur général sont exercées par le vice-gouverneur général.

Art. 24. — Notre ministre des Colonies est chargé, etc.

---

24 juillet 1927. – ARRÊTÉ ROYAL. – Réglementation des poids et des mesures. (*B.O.*, 1927, p. 1528)

Art. 1er. — Les vérificateurs des poids et mesures pourront procéder à la vérification et au poinçonnage d'instruments de pesage autres que ceux dont l'emploi est autorisé dans les transactions commerciales en Belgique, lorsqu'ils seront conformes aux conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2. — Ces instruments devront appartenir à des types préalablement admis par le ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, qui déterminera les conditions de construction et de fonctionnement auxquels ils devront satisfaire, ainsi que les marques spéciales des poinçons à appliquer et les taxes de vérification à percevoir. Ces taxes seront celles fixées par le règlement annexé à l'arrêté royal du 21 décembre 1925 pour l'instrument le plus semblable à l'instrument vérifié.

Art. 3. — Nonobstant l'apposition des marques spéciales susvisées, il est défendu dans la métropole, d'exposer en vente ou de livrer au commerce les instruments de pesage vérifiés et poinçonnés, conformément aux dispositions des articles 1er et 2 ci-dessus et de les posséder ou de les employer partout où les poids et mesures sont employés aux transactions ou servent de base à des perceptions à charge des particuliers.

---

10 janvier 1929. – ORDONNANCE. – Balances romaines. (*B.A.*, 1929, p. 27)

Art. 1er. — Pour être admises au marquage, les balances romaines doivent remplir les conditions générales prévues par l'article 7, alinéas 2 et suivants, de l'arrêté royal du 25 novembre 1913 sur la vérification des instruments de pesage, sauf celles qui sont contraires aux conditions spéciales déterminées ci-après.

Art. 2. — La portée maximum pour laquelle ces instruments pourront, normalement, être établis est de 200 kilogrammes.

Art. 3. — Les curseurs seront construits sans cavité ni ouverture vers l'extérieur, dans laquelle, soit intentionnellement, soit accidentellement, une surcharge quelconque puisse être dissimulée.

D'une manière générale, ils formeront une masse aussi homogène que possible.

Art. 4. — Les curseurs envelopperont entièrement leur règle, ou tout au moins, seront disposés de manière à ne pouvoir être enlevés.

Des butées portées par les règles, butées qui seront solidement fixées et poinçonnées, empêcheront qu'on puisse faire occuper aux

curseurs des positions en dehors des limites des graduations, ou les faire glisser hors des règles, sans détruire l'empreinte des poinçons.

On admettra les romaines dont le curseur serait constitué par la règle se déplaçant dans la chape de suspension, mais non celles dont le curseur consisterait en un poids suspendu à une bride mobile sur la règle.

Art. 5. — Le ou les curseurs ne pourront se déplacer trop facilement. Il importe que, pendant les oscillations, leur position ne puisse être modifiée par un choc reçu par l'instrument.

Ils pourront, le cas échéant, être munis d'un bec, d'un ressort intérieur ou d'un autre moyen quelconque de fixage ou de serrage approprié.

Art. 6. — Les règles ne peuvent être graduées qu'en kilogrammes, hectogrammes, décagrammes, etc. S'il y a plusieurs curseurs, la graduation des règles sera telle que l'annotation du poids indiqué se fasse directement, c'est-à-dire en inscrivant, à la suite l'un de l'autre, les chiffres lus sur chacune des règles, dans l'ordre de leur importance décroissante.

Il sera toléré, cependant, que le maximum indiqué par le plus petit curseur corresponde à une division entière de la règle du curseur antérieur.

Art. 7. — S'il y a une boule de tare, cet organe devra être fixé à demeure, et son déplacement empêché par l'empreinte d'un poinçon.

Art. 8. — Les règles porteront toutes les indications permettant de faire les lectures sans erreurs et sans ambiguïté. Les traits de division seront bien d'équerre à l'axe de la règle, de largeur constante et régulière; cette largeur ne doit pas excéder sensiblement 1/10 de l'écartement de deux traits consécutifs.

Art. 9. — *Sensibilité.* – La sensibilité doit être suffisamment constante. Pour une charge quelconque, le fléau devra s'incliner, aussi complètement que le permet l'instrument, sous l'action d'une surcharge égale à 1/250 de la portée.

Art. 10. — *Exactitude.* – L'erreur tolérable pour n'importe quelle charge est de 1/500 de cette charge, c'est-à-dire que la romaine sera poinçonnée si, chargée d'un poids C, elle indique un poids C + C/500.

Art. 11. — *Solidité.* – Afin de s'assurer que les organes de la romaine et, principalement, les crochets de suspension, sont d'une solidité suffisante, il sera fait un essai de solidité en faisant supporter à l'instrument une charge égale à 1 1/2 fois la portée. Cet essai précédera ceux de sensibilité et d'exactitude.

Art. 12. — *Vérification.* – On ne déterminera pas séparément le poids des curseurs. L'essai de l'instrument terminé sera considéré comme un contrôle suffisant à cet égard.

Pour vérifier l'instrument, on essaiera la sensibilité et l'exactitude, sous des charges approximativement égales à la portée et au tiers de celle-ci.

Le contrôle de l'exactitude des points intermédiaires pourra être effectué en vérifiant simplement la régularité de la division de la règle, soit avec une règle graduée préalablement vérifiée, soit avec un pied à coulisse à becs effilés. En cas de doute, on procédera à une pesée d'essai.

Art. 13. — *Poinçonnage.* – Sur le curseur principal, de même que sur le fléau, sera aménagé un endroit spécial pour recevoir l'empreinte des poinçons.

13 octobre 1931. – ORDONNANCE 75/A.E. – Importation et vérification des instruments de pesage. (*B.A.*, 1931, p. 472)

Art. 1er. — Les instruments de pesage non revêtus du poinçon de la métropole ne peuvent être importés que par les voies du Bas-Congo, de Sakania, de Dilolo et d'Usumbura.

Les instruments de pesage seront présentés à la vérification première:

a) à l'inspecteur de l'industrie et du commerce à Boma, Matadi ou Léopoldville, pour la voie du Bas-Congo;

b) à Élisabethville ou Jadotville, pour les voies de Sakania et Dilolo;

c) à l'inspecteur de l'industrie et du commerce à Usumbura, pour la voie d'Usumbura.

Art. 2. — Les instruments de pesage nouvellement fabriqués dans la Colonie et ceux qui y ont été remis à neuf seront présentés pour la vérification première dans les localités et aux fonctionnaires déterminés à l'article précédent ou à l'un des services provinciaux des affaires économiques.

Art. 3. — La délégation prévue à l'article 3, 3e alinéa, de l'arrêté royal du 25 novembre 1913, est donnée aux gouverneurs de province.

Art. 4. — L'arrêté royal du 6 juillet 1931 et la présente ordonnance entreront en vigueur le 1er avril 1932.

31 mars 1936. – ORDONNANCE 46/A.E. – Emploi des mesures de capacité pour matières sèches. (*B.A.*, 1936, p. 151)

Art. 1er. — Lorsqu'elles sont employées dans les transactions commerciales ayant pour objet des produits végétaux se présentant sous la forme de graines ou de grains secs, par exemple fruits palmistes, amandes palmistes, riz, arachides, les mesures de capacité pour matières sèches correspondant au demi-hectolitre, au double décalitre, au demi-décalitre et au litre peuvent être constituées par des caisses en bois ayant la forme d'un prisme orthogonal de base carrée.

Les dimensions intérieures desdites caisses sont les suivantes:

a) pour le demi-hectolitre: hauteur: 408 millimètres; côté de la base: 350 millimètres;

b) pour le double décalitre: hauteur: 320 millimètres; côté de la base: 250 millimètres;

c) pour le demi-décalitre: hauteur: 222 millimètres; côté de la base: 150 millimètres;

d) pour le litre: chacune des dimensions: 100 millimètres. Une tolérance d'un demi-millimètre est admise sur chacune des dimensions, sauf pour le litre où la tolérance est ramenée au quart de millimètre.

Art. 2. — Les caisses décrites à l'article précédent sont construites avec solidité, et leurs parties assemblées de manière à ne laisser aucun jour.

Une des bases carrées reste ouverte. Les bords de cette base sont renforcés par une pièce métallique répondant au but poursuivi.

Art. 3. — Les matières à mesurer doivent remplir les caisses jusqu'à fleur du bord.

Le niveau sera établi au moyen d'un radoire rectiligne et rigide, en bois sec.

9 février 1951. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL. – Marques de vérification. (*B.O.*, 1951, p. 1191)

Art. 1er. — Les poids, mesures et instruments de pesage nouvellement fabriqués, remis à neuf ou importés sans être revêtus du poinçon de la métropole, présentés à la vérification première, qui satisfont aux conditions réglementaires, sont marqués au moyen d'un poinçon circulaire portant, gravés en relief:

1° dans la moitié supérieure, une lettre majuscule P, accompagnée du numéro distinctif de l'agent;

2° dans la moitié inférieure, les deux derniers chiffres du millésime de l'année en cours.

Art. 2. — Les poids, mesures et instruments de pesage présentés à la vérification périodique, qui satisfont aux conditions réglementaires, sont marqués au moyen d'un poinçon circulaire portant, gravés en relief:

1° dans la moitié supérieure, une étoile à cinq branches, accompagnée du numéro distinctif de l'agent;

2° dans la moitié inférieure, les deux derniers chiffres du millésime de l'année en cours.

Art. 3. — II est fait usage, selon le cas, de poinçons de 8 mm de diamètre, 5 mm de diamètre, 3,5 mm de diamètre et 2,5 mm de diamètre environ.

Art. 4. — À la demande des intéressés, les poids, mesures et appareils de pesage refusés lors d'une vérification sont marqués, pour rebut, au moyen d'un poinçon en forme de triangle équilatéral portant, gravés en relief:

1° le périmètre aux lignes brisées près des sommets;

2° dans le champ, le numéro distinctif de l'agent. Il est fait usage de poinçons de 5 mm de diamètre et 3 mm de diamètre environ.

Art. 5. — Si, à cause de leur nature ou de leurs dimensions, les objets à poinçonner ne peuvent recevoir les empreintes, ou s'ils risquent d'être déformés par l'application des poinçons décrits aux articles précédents, des dispenses peuvent être accordées dans chaque cas, par un arrêté motivé.

Art. 6. — Le fonctionnaire chargé de la direction de l'économie générale au gouvernement général, attribue aux fonctionnaires et agents intéressés les numéros distinctifs prévus au présent arrêté.

Art. 7. — L'arrêté ministériel du 22 février 1911 relatif à la marque de refus, est abrogé.

Art. 8. — Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 1951.

21 avril 1954. – ORDONNANCE 41-136. – Commerce, emploi et détention des poids, mesures et instruments de pesage. (*B.A.*, 1954, p. 730)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — L'expression «lieux où se font des transactions» employée dans la présente ordonnance vise tous les lieux ouverts ou non au public, où il est procédé à des opérations de pesage ou de mesurage en vue, soit de transactions immédiates ou à venir, soit de perceptions, soit d'expertises ou d'arbitrages.

Art. 2. — Sous réserve des stipulations des articles 3, 4, 5 et 6, et sauf exception préalable et écrite autorisée par le directeur de la 1re direction de la 4e direction générale ou par son délégué, il est interdit d'exposer en vente, de vendre, d'employer dans les transactions ou de détenir dans les lieux où se font des transactions des poids et mesures ou instruments de pesage qui ne sont pas revêtus des marques de la vérification du dernier poinçonnage requis.

Art. 3. — Seront toutefois autorisées aux conditions spécifiées aux articles 4 et 5 de la présente ordonnance l'exposition en vente, la vente, l'emploi et la détention des instruments de pesage, mesures et poids indiqués ci-après et non marqués par les vérificateurs conformément aux dispositions légales et réglementaires sur la matière:

• balances de ménage;

• balances destinées à indiquer le poids des personnes dans les pharmacies, hôtels, gares ou sur les places publiques, dites «pèse-personnes»;

• balances destinées à peser les bébés;

• balances appliquées directement ou indirectement à des grues appelées communément «grues dynamométriques»;

• pèse-lettres et pesons à ressort;

• poids et balances jouets;

• mesures de capacité de ménage;

• poids et balances d'analyse;

• mesures de longueur destinées à l'usage des dessinateurs, des écoliers, des tailleurs, couturières et ménagères.

Art. 4. — Les objets repris à l'article 3 seront rangés en un endroit séparé des instruments de pesage, mesures ou poids légaux, dans les étalages ou aux endroits des magasins ou lieux de vente en tenant lieu; les factures qui seront délivrées aux clients mentionneront clairement que la détention et l'emploi de ces instruments, mesures et poids sont interdits par la loi dans tous les lieux où se font des transactions, sauf dans les établissements commerciaux qui ont comme activité la vente de ces objets.

Art. 5. — Les prescriptions suivantes devront, en outre, être respectées en ce qui concerne les caractéristiques de ces appareils:

I. Pour les balances de ménage, pèse-personne, pèse-bébés, grues dynamométriques et mesures de capacité de ménage

La portée de l'appareil et la marque ou le nom du fabricant ou du vendeur devront figurer en caractères indélébiles et manifestement apparents sur l'une des faces latérales du fléau, lorsqu'il s'agit d'instruments

du type Roberval, ou sur toute autre partie de l'instrument, lorsqu'il s'agit de pèse-personnes, pèse-bébés, grues dynamométriques ou d'instruments de ménage d'un autre type que les balances Roberval.

Une des inscriptions suivantes, selon le cas, dans l'une des deux langues nationales au moins, devra se trouver en caractères bien lisibles, soit sur le socle, s'il s'agit de balances Roberval, soit sur une des parties essentielles de l'instrument ou de la mesure, lorsqu'il s'agit d'appareils de pesage de ménage d'un autre type que les balances Roberval ou d'une mesure de capacité: «balance de ménage»; «balance de ménage non poinçonnée»; «ménage»; «pèse-bébés»; «pèse-personnes»; «dynamomètre».

II. Pour les pesons à ressort, pèse-lettres et mesures de longueur destinées à l'usage des dessinateurs, des écoliers, des tailleurs, couturières et ménagères

Aucune mention ne doit figurer obligatoirement sur ces instruments.

III. Pour les poids et balances-jouets

Le poids (masse) de chacun de ces poids-jouets ne peut pas dépasser 20 grammes.

L'aspect du poids-jouet ne peut prêter à confusion avec les poids légaux.

Le mot «jouet» doit être imprimé d'une manière indélébile sur chacune des balances-jouets et l'aspect de celles-ci ne peut prêter à confusion avec les balances légales.

IV. Pour les poids et balances d'analyse

Les poids (masses) des balances d'analyse ne peuvent pas dépasser 200 grammes et leur aspect ne peut prêter à confusion avec les poids légaux.

Aucune mention ne doit figurer obligatoirement sur ces objets; ils seront accompagnés d'un certificat de garantie délivré par le fabricant ou par un organisme de normalisation.

Art. 6. — La détention et l'emploi, dans tous les lieux où se font des transactions, des instruments de pesage à ressort, sont interdits dans toute la Colonie.

Toutefois, leur détention reste autorisée dans les établissements qui ont, comme activité, la vente de ces instruments.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Art. 7. — Les balances de ménage, les pèse-personnes, les pèse-bébés, les poids et balances-jouets, les grues dynamométriques, les mesures de capacité de ménage, les poids et balances d'analyse, introduits au Congo belge ou au Ruanda-Urundi avant le 1er janvier 1955, ou commandés en vue de leur importation avant la date précitée, qui ne rempliraient pas les conditions imposées par les articles 4 et 5 ci-dessus, pourront néanmoins être exposés en vente, vendus, détenus dans les établissements commerciaux qui ont comme activité la vente de ces objets à condition qu'une étiquette, indiquant en caractères dactylographiés la nature exacte de l'objet, soit collée sur celle-ci.

Art. 8. — Les ordonnances 45/A. E. du 22 avril 1937 et 41-273 du 8 août 1952 sont abrogées.

22 août 1975. – ORDONNANCE 75-271 portant création d'un Comité national de normalisation. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1975, p. 1341)

TITRE Ier

DÉNOMINATION ET OBJET

Art. 1er. — Il est créé au sein du département de l'Économie nationale, un organe administratif spécialisé chargé des travaux de normalisation appelé «Comité national de normalisation».

Art. 2. — Le Comité national de normalisation a pour objet:

1. la vérification du respect des procédures officielles applicables en matière d'établissement des normes nationales;

2. l'arbitrage des conflits pouvant surgir entre les différents organismes zaïrois s'occupant de normalisation;

3. l'étude des textes sur des normes établies par des commission *ad hoc* avant leur soumission au commissaire d'État à l'Économie nationale qui se chargera de les présenter au citoyen président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, pour homologation avant leur application obligatoire dans le pays.

TITRE II

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

Art. 3. [*Ord. 87-017 du 19 janvier 1987, art. 1er.* — Le Comité national de normalisation est composé de onze membres selon la répartition ci-après:

• le secrétaire général du département ayant l'industrie dans ses attributions: président;

• le directeur-chef de service chargé de la normalisation au département ayant l'industrie dans ses attributions: secrétaire;

• un représentant du département ayant les travaux publics dans ses attributions;

• un représentant du département ayant l'agriculture dans ses attributions;

• un représentant du département ayant le plan dans ses attributions;

• un représentant du département ayant la santé publique dans ses attributions;

• un représentant du département ayant les mines dans ses attributions;

• un représentant du département ayant la recherche scientifique dans ses attributions;

• un représentant de l'Office zaïrois de contrôle, en abrégé «O.Za.C.»;

• un représentant de l'Association nationale des entreprises zaïroises, en abrégé «ANEZA.».]

Art. 4. — Les membres du Comité national de normalisation sont désignés par le responsable du département ou de l'organisme qu'ils représentent.

Leur mandat est d'une durée de deux ans renouvelable par tacite reconduction.

Le mandat de membre du Comité national de normalisation prend fin par le décès, la démission ou la perte de la qualité ayant motivé sa désignation. Dans ce cas, le responsable du département ou de l'organisme concerné désigne un remplaçant pour la durée du mandat restant à courir.

Art. 4*bis*. [*Ord. 87-017 du 19 janvier 1987, art. 2.* — Les membres du Comité national de normalisation bénéficient un jeton de présence dont le taux sera fixé par le commissaire d'État ayant l'industrie dans ses attributions.]

Art. 5. — Le Comité national de normalisation se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation de son président. Il peut aussi être convoqué chaque fois que cela est nécessaire.

Art. 5*bis*. [*Ord. 87-017 du 19 janvier 1987, art. 3.* — Pour son fonctionnement et la promotion de la normalisation, le Comité national de normalisation bénéficie d'un crédit inscrit au budget du département ayant l'industrie dans ses attributions.

Les industries dont les produits sont soit certifiés, soit soumis au contrôle de qualité dans les conditions fixées par le Comité national de normalisation paient une redevance au profit du Trésor public.

Un arrêté du commissaire d'État ayant l'industrie dans ses attributions déterminera les taux de cette redevance.]

Art. 6. — [*Abrogé par Ord. 87-017 du 19 janvier 1987, art. 4.*]

TITRE III

DES COMMISSIONS TECHNIQUES DE NORMALISATION

Art. 7. — À chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, le commissaire d'État à l'Économie nationale créera une ou plusieurs commissions techniques de normalisation chargées d'élaborer et de présenter des rapports techniques sur des questions de normalisation dont l'étude leur est confiée.

Toute commission technique ainsi créée comprendra obligatoirement des représentants des départements intéressés, des fabricants, des utilisateurs, des techniciens qualifiés ainsi qu'un représentant de la division de normalisation qui en assurera le secrétariat.

Lors de sa première réunion, la commission technique élit son président et un rapporteur.

Art. 8. — Les commission techniques ont pour rôle l'élaboration des normes et doivent, pour ce faire, suivre nécessairement les étapes suivantes:

1. Réunion d'une documentation suffisante sur le sujet;

2. Rédaction d'un avant-projet de norme par le rapporteur;

3. Discussion en commission de l'avant-projet pour aboutir à un projet de norme;

4. Enquête publique sur le projet de norme;

5. Nouvelle rédaction du projet pour tenir compte des réponses;

6. Soumission du projet au Comité national de normalisation.

Art. 9. — Dans le but d'accélérer les travaux, il est recommandé aux commissions techniques, lorsque la recherche documentaire aura fait apparaître un texte répondant au sujet traité, de le prendre comme avant-projet de norme, soit pour l'adopter, soit pour l'adapter aux conditions du Zaïre.

Art. 10. — Le fonctionnement de chaque commission technique sera déterminé par la division de normalisation.

Art. 11. — Il est créé une marque de conformité aux normes zaïroises sous la dénomination «Zanor».

Art. 12. — Cette marque et un graphique correspondant à chaque produit seront déposés, conformément aux dispositions de la loi régissant la propriété industrielle, à la division compétente du département de l'Économie nationale.

Art. 13. — La gestion de la marque est assurée par la division de la normalisation du département de l'Économie nationale.

Art. 14. — Pour chaque produit pour lequel il existe une norme zaïroise de qualité et dont un ou plusieurs fabricants désirent utiliser la marque, la division de la normalisation crée une commission de marque chargée d'établir les conditions particulières de contrôle des produits, d'attribution et d'apposition de la marque, de surveiller la gestion et d'appliquer des sanctions à l'égard des contrevenants.

Art. 15. — Le commissaire d'État à l'Économie nationale est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

19 août 1988. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL DENI/CAB/030/88 fixant le fonctionnement du Comité national de normalisation. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1988, p. 25)

Art. 1er. — Peuvent siéger et délibérer valablement les membres nommés par l'arrêté départemental DENI/CAB/06/029/87 du 29 décembre 1987 conformément à l'article 1er de l'ordonnance 87-017 du 19 janvier 1987 modifiant et complétant l'ordonnance 75-271 du 22 août 1975 portant création d'un Comité national de normalisation et désignés par le responsable du département ou de l'organisme qu'ils représentent.

Art. 2. — Un membre effectif peut se faire représenter valablement en cas d'absence ou d'empêchement par son suppléant désigné par le département ou l'organisme qu'il représente à une séance de travail du Comité national de normalisation.

Art. 3. — Le Comité national de normalisation se réunit sur convocation de son président ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, de son secrétaire une fois au moins tous les trois mois. Il peut être aussi convoqué en séance extraordinaire chaque fois que cela est nécessaire.

Art. 4. — Le Comité national de normalisation se réunit valablement lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Art. 5. — Le Comité national de normalisation peut entendre à titre consultatif toute personne qualifiée susceptible d'apporter un élément d'information utile à l'étude des dossiers. Toutefois, les personnes en cause ne peuvent en aucun cas participer aux délibérations qui ont toujours lieu à huis clos, chaque membre étant tenu au respect du secret à l'égard des tiers.

Art. 6. — Chaque membre émet au cours des débats, l'avis du département ou de l'organisme qu'il représente. En cas d'avis divergents, les membres passent au vote et ils ne décident qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 7. — Le secrétaire du Comité national de normalisation rédige le procès-verbal de chaque séance, il le distribue sous forme provisoire à tous les membres pour remarques éventuelles avant approbation définitive.

Art. 8. — Lors de chaque réunion ordinaire, le président, après délibération du Comité, fixe la date et l'heure de la réunion suivante.

Art. 9. — Sauf cas d'urgence, la convocation qui stipule la date, l'heure et éventuellement le lieu de la réunion et contient l'ordre du jour, se fait par écrit 7 jours francs au moins avant celui de la réunion.

Art. 10. — Le secrétaire du Comité national de normalisation, responsable de la direction de la normalisation et de la métrologie légale, fait au moins une fois par trimestre un rapport d'activités du Comité national de normalisation.

Art. 11. — Le Comité national de normalisation propose au commissaire d'État la création par arrêté départemental, des commissions techniques permanentes de normalisation.

Art. 12. — Le commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie détermine le domaine d'application de chaque commission technique permanente ainsi que le nombre des membres en fonction de l'importance de celle-ci. Toutefois, ce nombre ne peut pas dépasser 10.

Art. 13. — Les membres des commissions techniques permanentes de normalisation ainsi que le personnel de la direction de la normalisation et métrologie légale qui en assure le secrétariat perçoivent des jetons de présence dont le montant est fixé par le commissaire d'État à l'Économie nationale et à l'Industrie.

Art. 14. — Le Comité national de normalisation peut proposer au commissaire d'État en cas de nécessité, de modifier le présent arrêté.

Art. 15. — Le secrétaire général du département de l'Économie nationale et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

31 mars 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 014/CAB/MINE-CI/2001 portant homologation provisoire des normes relatives aux grandeurs et unités fondamentales. (*Ministère de l'Économie, Commerce et Industrie*)

Art. 1er. — Les normes congolaises sur les grandeurs et unités fondamentales cotées de NC ISO 001-B-100 à NC ISO-B-100, telles qu'adoptées par le comité national de normalisation «CNN» en sigle, sont rendues obligatoires en République démocratique du Congo, à dater de la signature du présent arrêté.

Art. 2. — Il est interdit, sous réserve des nécessités du commerce international, d'employer des unités, des grandeurs et des symboles autres que celles conformes aux normes homologuées par le présent arrêté ministériel:

1. dans les opérations commerciales, répartition de produits ou de marchandises, les expertises judiciaires ou immobilières et les opérations fiscales;

2. sur des marchandises, emballages ou récipients;

3. dans les normes, plans, nomenclatures ou catalogues;

4. dans les registres de commerce, ainsi que sur les affiches, annonces, factures et bordereaux.

Toutefois, dans le cas prévu aux points 2 et 3 ci-dessus, les inscriptions en grandeurs et unités différentes de celles légales sont tolérables à condition qu'elles soient accompagnées des grandeurs et unités légales correspondantes.

Art. 3. — Toute violation aux dispositions du présent arrêté entraîne des poursuites judiciaires nonobstant des sanctions administratives.

Art. 4. — Les dispositions antérieures non contraires à ces normes homologuées par présent arrêté, restent en vigueur.

Art. 5. — Le secrétaire général au Commerce et le secrétaire général à l'Industrie ainsi que le président-délégué général de l'Office congolais de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

RÉFORME DU DROIT CONGOLAIS

L. 76-017 du 15 juin 1976 — Commission permanente de réforme du droit congolais. – Création 392
Ord. 76-191 du 16 juillet 1976 — Commission permanente de réforme du droit zaïrois ... 392

15 juin 1976. – LOI 76-017 relative à la création d'une Commission permanente de réforme du droit zaïrois. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1976, p. 791)

Art. 1er. [*Ord. 78-425 du 18 octobre 1978, art. 1er.* – Il est institué, auprès du président du Conseil judiciaire, procureur général de la République, une Commission permanente de réforme du droit zaïrois.]

Art. 2. [*Ord. 78-425 du 18 octobre 1978, art. 1er.* – La Commission est composée de trente membres au maximum comprenant des spécialistes et des praticiens du droit ainsi que des disciplines scientifiques ayant des affinités avec le droit.]

Art. 3. — La Commission pourra, dans l'exercice de sa mission, consulter toute personne spécialement qualifiée en matière de droit.

Art. 4. [*Ord. 78-425 du 18 octobre 1978, art. 1er.* – Les membres de la Commission sont nommés par le président du Conseil judiciaire, procureur général de la République.]

Art. 5. [*Ord. 78-425 du 18 octobre 1978, art. 1er.* – Le président du Conseil judiciaire, procureur général de la République nomme le président de la Commission parmi les membres de celle-ci.]

Art. 6. [*Ord. 84-202 du 25 octobre 1984, art. 1er.* – La Commission permanente de réforme du droit zaïrois est dotée d'un secrétariat dirigé par un magistrat ou un fonctionnaire revêtu au moins d'un grade équivalent à celui de directeur.

Les membres du secrétariat sont désignés par le commissaire d'État à la justice, parmi les agents de son département ou, le cas échéant, parmi les personnes dont les qualifications concordent avec les activités de la Commission.

Les membres du secrétariat sont placés sous l'autorité du président de la Commission qui exerce sur eux le pouvoir hiérarchique conformément au statut des agents des services publics de l'État.

Les structures du secrétariat de la Commission sont conformes à l'organigramme annexé à la présente ordonnance.]

– Voy. l'annexe de l'Ord. 84-202 du 25 octobre 1984 (*J.O.Z.*, n° 21, 1er novembre 1984, p. 15).

Art. 6*bis*. [*Ord. 84-202 du 25 octobre 1984, art. 2.* – La Commission est dotée d'un budget autonome qui figure aux budgets annexes de l'État.]

Art. 7. [*Ord. 78-425 du 18 octobre 1978, art. 1er.* – Le président du Conseil judiciaire, procureur général de la République détermine le règlement intérieur de la Commission. Il fixe, après avis du commissaire d'État aux finances, les avantages et indemnités qui sont dus à ses membres ainsi qu'au personnel de son secrétariat.]

Art. 8. [*Ord. 78-425 du 18 octobre 1978, art. 1er.* – Tous les trois mois, le président de la Commission informe président du Conseil judiciaire, procureur général de la République de l'état d'avancement des travaux. Il dépose entre les mains du président du Conseil judiciaire, procureur général de la République, dès qu'ils sont terminés, les projets de textes élaborés par la Commission, accompagnés des rapports justificatifs.]

Art. 9. — La loi 71-002 du 12 juin 1971 relative à la création d'une Commission de réforme et d'unification du droit civil zaïrois et la loi 75-012 du 5 mai 1975 sont abrogées.

---

16 juillet 1976. – ORDONNANCE 76-191 portant règlement d'ordre intérieur de la Commission permanente de réforme du droit zaïrois. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1976, p. 927)

TITRE Ier

DES RÉUNIONS DE LA COMMISSION

Art. 1er. — La Commission se réunit, sur convocation de son président, aussi souvent que l'exige l'intérêt de ses travaux et au moins deux fois par mois.

Art. 2. — Lors de chaque réunion ordinaire, le président, après délibération de la Commission, fixe la date et l'heure de la réunion suivante.

D'initiative ou sur réquisition du commissaire d'État à la Justice, il peut convoquer la Commission en réunion extraordinaire.

Art. 3. — Chaque réunion se tient au siège de la Commission à moins que le président n'en décide autrement.

Art. 4. — Sauf cas d'urgence, la convocation qui stipule la date, l'heure et éventuellement le lieu de la réunion, se fait par écrit cinq jours francs au moins avant celui de la réunion et contient l'ordre du jour.

TITRE II

DE L'ORDRE DU JOUR

Art. 5. — L'ordre du jour comprend des questions proposées:

1° par la Commission, lors d'une réunion antérieure;

2° par les sous-commissions et groupes de travail;

3° par le président ou le directeur général, pour le cas des questions et documents transmis au directeur général par les consultants, enquêteurs et autres personnes s'intéressant aux travaux de la Commission.

Les documents essentiels relatifs à chaque point de l'ordre du jour d'une réunion seront distribués aux membres au plus tard cinq jours avant la séance;

4° par le commissaire d'État à la Justice auquel cas priorité sera accordée à l'examen de ces questions.

Art. 6. — Au cours d'une séance, la Commission peut modifier l'ordre dans lequel les points de l'ordre du jour sont évoqués, reporter à une réunion ultérieure le débat sur un point prévu ou décider de procéder à l'examen d'une question nouvelle.

TITRE III
DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

Art. 7. — Le président représente la Commission.

Celle-ci peut toutefois charger un de ses membres de la représenter pour l'exécution d'une tâche ou d'une mission déterminée.

Art. 8. — Le président coordonne les travaux de différentes sous-commissions ou groupes de travail que la Commission jugera opportun de constituer. À cet effet, il fait régulièrement la synthèse de l'état d'avancement des travaux en vue de préparer son rapport trimestriel adressé au commissaire d'État à la Justice.

Art. 9. — Le président préside de droit toutes les réunions de la Commission, en cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un membre de la Commission désigné par lui-même ou, à défaut, par la Commission.

TITRE IV
DES DOCUMENTS DE LA COMMISSION

Art. 10. — Tout document de la Commission doit être signé ou contre-signé par le président de la Commission.

Art. 11. — Les travaux de la Commission ne peuvent être communiqués à une personne étrangère ni diffusés sans l'autorisation expresse du commissaire d'État à la Justice.

TITRE V
DE LA DIRECTION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRALE PERMANENTE

– Texte conforme au *J.O.Z.*

Art. 12. — Le directeur général assiste aux séances de la Commission.

Il peut désigner le directeur général adjoint, un secrétaire ou un autre fonctionnaire du secrétariat pour le remplacer.

Art. 13. — Le directeur général dirige le personnel administratif attaché à la Commission.

Art. 14. — Le directeur général informe les membres de la Commission de toute question dont la Commission peut être saisie aux fins d'examen. Il est chargé de prendre toutes les dispositions voulues pour les réunions de la Commission.

Art. 15. — Le directeur général élabore le projet de budget annuel qui est obligatoirement soumis à l'examen de la Commission.

Celle-ci se prononce de même sur tout projet de dépense imprévue et nécessaire transmis par le directeur général au bureau du commissaire d'État à la Justice.

TITRE VI
DE LA TENUE DES SÉANCES

Art. 16. — Le président ouvre la séance, à l'heure fixée quel que soit le nombre des membres présents.

Les membres empêchés d'assister à la réunion sont tenus d'adresser au président, qui en communiquera le contenu verbalement aux membres présents, une note succincte résumant leur avis au sujet des questions mises à l'ordre du jour.

Art. 17. — Pour chaque point examiné, la Commission peut désigner un rapporteur parmi ses membres.

Art. 18. — Le secrétariat rédige le compte rendu de chaque séance.

Il le distribue, sous forme provisoire, à tous les membres pour remarques éventuelles, avant approbation définitive.

TITRE VII
DES SOUS-COMMISSIONS

Art. 19. — La Commission peut, si elle le juge nécessaire, créer une ou plusieurs sous-commissions: celles-ci peuvent à leur tour créer des groupes de travail.

Art. 20. — Les sous-commissions comprennent au moins trois membres.

Un membre peut faire partie de plusieurs sous-commissions.

Art. 21. — Chaque sous-commission désigne un président et un rapporteur.

Art. 22. — Le rapporteur dresse les procès-verbaux des séances; il présente le rapport de la sous-commission à la séance plénière.

Art. 23. — Les dispositions du présent règlement sont applicables, *mutatis mutandis*, aux séances des sous-commissions et groupes de travail.

TITRE VIII
DES CONSULTANTS – ENQUÊTEURS

Art. 24. — La Commission, les sous-commissions et les groupes de travail peuvent avoir recours à des consultants.

Les consultants doivent être, au préalable, agréés par le commissaire d'État à la Justice, sur proposition de la Commission.

Art. 25. — La Commission peut autoriser les consultants agréés à déposer devant elle ou à transmettre par écrit leurs conclusions.

TITRE IX
AMENDEMENT

Art. 26. — La Commission peut proposer au commissaire d'État à la Justice, en cas de nécessité, de modifier le présent règlement.

Art. 27. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

RÉQUISITIONS

O.-L. 112-F.P. du 11 juin 1940 — Réquisitions 394
A.-L. du 20 mai 1943 — Organisation d'un régime de réquisitions 395

11 juin 1940. – ORDONNANCE-LOI 112-F.P. – Réquisitions. (*B.A.*, 1940, p. 570)

Art. 1er. — Dans l'intérêt public, pour les déplacements de service, et pour les besoins des troupes de la force publique en vue ou au cours de leurs déplacements, les autorités désignées à l'article 5 peuvent, suivant les règles fixées par la présente ordonnance législative, réquisitionner:

1° les indigènes du Congo et des colonies limitrophes du sexe masculin, adultes et valides, à l'effet de servir comme guides, porteurs ou pagayeurs;

2° les embarcations à rames ou pagayes, pour autant qu'elles ne soient pas affectées à l'exercice normal et continu d'une activité indigène; les véhicules à traction animale;

3° les vivres strictement nécessaires à la subsistance du personnel indigène d'escorte, des serviteurs et des porteurs en y comprenant pour ces derniers les vivres nécessaires à leur retour dans leurs foyers lorsqu'ils en sont éloignés de plus d'une journée d'étape. En aucun cas, ces vivres ne pourront consister en produits d'élevages.

Ce droit ne peut être exercé que dans les régions déterminées par un arrêté du gouverneur de province qui fixera, suivant leur nature, la quantité de vivres pouvant être réquisitionnées par individu et par jour.

Les vivres ne pourront être payés à un prix inférieur à celui qui est normalement pratiqué dans la région;

4° les moyens de transport autres que ceux prévus au 2° ci-dessus, pour autant que leur réquisition n'empêche pas l'exécution continue d'un service public et qu'il y soit procédé pour les besoins exclusifs de la Force publique;

5° les denrées et produits nécessaires à la nourriture des militaires européens et indigènes et des serviteurs et porteurs indigènes accompagnant les troupes, en y comprenant pour ces derniers les vivres nécessaires à leur retour dans leurs foyers lorsqu'ils en sont éloignés de plus d'une journée d'étape;

6° le fourrage nécessaire aux animaux de la Force publique;

7° les locaux avec ameublement nécessaires au logement des officiers et des sous-officiers de la Force publique; les bâtiments et hangars non occupés ou qui peuvent être vidés sans grand inconvénient et pouvant servir de magasins, d'écuries, d'abris ou être affectés à d'autres usages militaires; les terrains libres de culture nécessaires pour parquer le matériel accompagnant les troupes ou nécessaires aux opérations et aux concentrations de troupes.

Toutefois, dans la mesure du possible, les troupes en déplacement ou en station occupent les locaux, bâtiments et hangars appartenant à l'administration européenne ou indigène.

Art. 2. — Ne peuvent être réquisitionnés: les autorités indigènes, les notables, les indigènes engagés dans un contrat de travail, les indigènes de passage dans l'endroit où s'exerce la réquisition, les agents de couleur du gouvernement.

Art. 3. — Le droit de réquisition ne peut être exercé que dans les limites des besoins stricts et immédiats de l'autorité et à défaut de pouvoir obtenir les prestations nécessaires par accords ou conventions.

Art. 3*bis*. [*O.-L. du 15 mai 1942.* — Des réquisitions en vivres, à l'exception de bétail et de volaille, peuvent également et dans les conditions fixées par les alinéas 2 et 3 du tertio de l'article premier et par l'article 3, être exercées en faveur:

1° des détachements de la Force publique et de la garde territoriale volontaire en garnison au chef-lieu d'un territoire ou dans un poste détaché;

2° des détenus de la prison du chef-lieu de territoire et des prisons annexes;

3° des malades hospitalisés dans les dispensaires des chefs-lieux de territoire et des postes de mission.

Il ne peut être fait habituellement usage de ce droit de réquisition en vue de ravitaillement des rationnaires, mais uniquement dans les cas où momentanément et malgré l'adoption d'autres dispositions, ce ravitaillement ne se trouve plus assuré.]

Art. 4. — La durée des prestations indiquées sous le 1° de l'article premier ne peut excéder quinze jours par mois et vingt-cinq jours par an et par individu, sauf si elles sont requises pour les besoins des troupes de la Force publique en opérations de guerre, militaire ou de police. Le temps pendant lequel elles ont été fournies entre en déduction du temps pendant lequel le prestataire peut être astreint de travailler en exécution du décret sur les circonscriptions indigènes.

La durée des prestations indiquées sous le 2° de l'article premier ne peut excéder trente jours par semestre et par embarcation ou véhicule.

La durée pendant laquelle les hommes et les moyens de locomotion peuvent être réquisitionnés comprend tout le temps pendant lequel ils sont éloignés de l'endroit où la réquisition les a touchés.

Les réquisitions de vivres ne peuvent porter ni sur les vivres nécessaires au prestataire, à sa famille et à ses serviteurs jusqu'aux récoltes prochaines ni sur les grains destinés aux ensemencements.

Les réquisitions de fourrage ne peuvent porter sur les fourrages nécessaires aux animaux du prestataire pendant un mois.

En aucun cas, les habitants ne peuvent être privés des chambres à coucher ou des lits qui leur sont indispensables.

Art. 5. — Le droit de réquisition appartient à l'administrateur territorial et à l'administrateur territorial assistant, titulaires ou commissionnés comme tels, et à toutes les autorités dont ils relèvent au point de vue territorial. Il appartient, en outre, dans les régions que déterminera le commissaire de district, aux membres du personnel territorial nominativement désignés par lui.

Ce droit peut être exercé par tout fonctionnaire ou agent autorisé ou commissionné à cet effet pour chaque cas spécial par l'une des autorités prévues à l'alinéa précédent.

Dans les territoires ou ils exercent leurs fonctions, les magistrats, médecins et agents sanitaires peuvent exercer également le droit de réquisition portant sur les prestations prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article premier, lorsqu'aucune autorité qui le possède n'est présente sur les lieux ou que cette autorité reste en défaut de fournir les vivres ou les moyens de transport nécessaires.

Dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent, le droit de réquisition portant sur les prestations prévues aux 1°, 2°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article premier peut être exercé par le commandant en chef de la Force publique et par les commandants de groupement, ainsi que par les officiers et les sous-officiers qu'ils autorisent ou commissionnent à cet effet pour chaque cas spécial.

Art. 6. — Les besoins militaires ont la priorité sur les besoins civils de tous rangs.

Art. 7. — La réquisition est, selon le cas, adressée verbalement ou par écrit aux prestataires, ou, sans désignation de prestataires, au chef du groupement indigène, qui en répartit éventuellement la charge entre les membres du groupement.

Recours contre les décisions du chef peut être adressé à l'autorité qui a réquisitionné.

Tout indigène requis, dans les conditions de l'article premier, pour servir de guide, de porteur ou de pagayeur peut, à ses frais, fournir un remplaçant. En cas d'inexécution de la prestation par celui-ci, l'indigène qui l'a fourni reste tenu de satisfaire à la réquisition.

Art. 8. — Au cas où les prestataires ou le chef du groupement indigène ne satisfont pas aux réquisitions qui leur sont adressées, l'autorité requérante a le droit d'assurer elle-même l'exécution de la réquisition.

Le refus de satisfaire à une réquisition est constaté par un procès-verbal dressé par l'autorité requérante sur lequel l'autorité territoriale est invitée, le cas échéant, à consigner ses observations. Le procès-verbal est transmis ensuite à l'autorité judiciaire qui y donne telle suite que de droit.

Art. 9. — Les prestations sont fournies moyennant indemnité représentative de leur valeur.

Le montant de l'indemnité se détermine par tous éléments, et notamment eu égard au taux suivant lequel le service ou la chose faisant l'objet de la réquisition sont habituellement payés dans la région.

Les indemnités ne comprennent jamais que le préjudice réel, sans égard aux dommages-intérêts ou au gain non réalisé.

Art. 10. — Le paiement des indemnités est effectué, conformément aux règles sur la comptabilité publique, soit par celui qui a reçu la prestation, soit dans le plus bref délai possible après la fourniture des prestations, par les autorités territoriales.

Art. 11. — La fourniture de toute prestation est constatée par un document remis entre les mains de celui qui l'a exécutée, soit par lui-même, soit en fournissant un remplaçant.

Ce document mentionne l'identité du prestataire, l'objet de la prestation, éventuellement sa durée, les indications de nature à déterminer le montant de l'indemnité due, le nom et la qualité de celui qui a reçu la prestation, et est revêtu de la signature de ce dernier.

Le montant et la date du ou des paiements effectués sont mentionnés sur le même document au moment du paiement.

En outre, lorsque la réquisition est exécutée à l'intervention d'un chef de groupement indigène, ce dernier reçoit une attestation indiquant d'une façon globale les prestations effectuées par le groupement.

Les documents dont il est fait mention ci-avant ne peuvent, en aucun cas être retirés des mains, soit du particulier, soit du chef.

Art. 12. — Sera puni de sept jours de servitude pénale au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas cent francs, ou d'une de ces peines seulement, le prestataire régulièrement réquisitionné qui n'obtempérera pas à la réquisition des embarcations, des véhicules et des vivres prévus par l'article premier, 2° et 3°.

Sera puni d'un mois de servitude pénale au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas 100 francs ou d'une de ces peines seulement, le prestataire régulièrement réquisitionné qui n'obtempérera pas à la réquisition de servir de guide, de porteur ou de pagayeur, qui abandonnera le service qu'il était tenu d'accomplir, ou qui n'obtempérera pas à l'une des réquisitions prévues à l'article premier, lorsque celle-ci sera effectuée pour les besoins de la Force publique.

Sera puni d'une amende qui ne dépassera pas cent francs, tout chef de groupement indigène qui, par un fait quelconque, aura entravé l'action exercée par l'autorité pour obtenir les prestations prévues par la présente ordonnance législative.

Art. 13. — Les décrets du 26 décembre 1922 et du 22 juillet 1936 sur les réquisitions civiles sont abrogés.

Art. 14. — La présente ordonnance législative entre en vigueur le 11 juin 1940.

---

20 mai 1943. – ARRÊTÉ-LOI. – Organisation d'un régime de réquisitions. (*B.A.*, 1943, p. 1019)

Art. 1er. — En cas de guerre ou en cas de difficultés intérieures menaçant la sécurité ou l'intérêt public, le gouverneur général peut ordonner la mobilisation pour tout ou partie du territoire.

Art. 2. — Lorsque la mobilisation est ordonnée, le gouverneur général peut, moyennant indemnité représentative de la valeur des prestations, requérir les personnes et les choses pour assurer le fonctionnement des services publics, dans l'intérêt ou au profit, directs ou indirects, de la défense du territoire et de la sauvegarde de la sécurité et de l'intérêt publics.

Il peut, dans les mêmes conditions et dans l'intérêt public requérir toute entreprise dont le fonctionnement présente un intérêt général ainsi que les personnes nécessaires pour en assurer le fonctionnement.

Il peut aussi, mais en cas de guerre seulement, requérir les indigènes immatriculés ou non, du Congo belge et des colonies voisines, pour les affecter aux activités économiques dont le fonctionnement est indispensable à l'effort de guerre.

Art. 3. — Toutefois, les réquisitions de personnes ne sont faites qu'en cas d'insuffisance d'engagements volontaires.

[*A.-L. du 6 juillet 1944.* — Il peut enfin, en cas de guerre et moyennant indemnité représentative de leur valeur requérir les choses

pour les affecter aux activités économiques dont le fonctionnement est indispensable à l'effort de guerre.]

Art. 4. — Le gouverneur général détermine les modalités des réquisitions, de l'affectation des personnes requises et du paiement des indemnités. Celles-ci ne comprendront que le préjudice réel, sans égard aux dommages indirects et aux gains non réalisés.

Art. 5. — Les rapports entre la Colonie et les indigènes requis sont régis conformément aux dispositions du décret du 16 mars 1922, sur le contrat de travail, à l'exception de celles qui seraient incompatibles avec le régime instauré par le présent arrêté-loi. Lorsque les indigènes requis sont affectés à un travail à accomplir dans une entreprise privée, le chef d'entreprise est substitué à la Colonie pour l'exercice des droits et obligations de l'employeur, compte tenu des restrictions et obligations spéciales que détermine le gouverneur général.

Art. 6. — Le contrat d'engagement volontaire et autant que possible, l'ordre de réquisition déterminent notamment:

a) la mission de la personne engagée ou requise et le rôle qui lui est dévolu;

b) la désignation du chef dont elle recevra les ordres;

c) le montant de sa rémunération.

Le gouverneur général arrête les formules des actes d'engagement volontaire, des ordres de réquisition et des contrats d'engagement.

Il détermine les indemnités auxquelles aura droit la personne requise ou l'engagé volontaire atteint de blessures en service commandé et par le fait de ce service, et les indemnités auxquelles auront droit la veuve, les orphelins ou les ascendants d'un engagé volontaire ou d'une personne requise qui a perdu la vie en service commandé, par le fait de ce service.

Art. 7. — Si l'engagé volontaire ou la personne requise se montre incapable de remplir la mission confiée, l'employeur peut dénoncer le contrat d'emploi ou de travail ou renoncer à la réquisition sans préavis ni indemnité.

Dans tous les autres cas, si la durée de l'engagement ou de la réquisition n'a pas été déterminée, l'employeur peut renoncer à la collaboration de l'engagé ou du requis moyennant préavis ou dédit d'un mois.

Art. 8. — Les frais exposés pour les opérations de réquisition sont payés par la Colonie et remboursés à celle-ci par les entreprises privées qui ont bénéficié de la main-d'œuvre des personnes requises, conformément aux modalités que détermine le gouverneur général.

Art. 9. — Tout engagé volontaire ou toute personne requise qui abandonne le poste qui lui est confié ou refuse d'exécuter les ordres de son chef en vue du travail pour lequel l'engagement est conclu ou la réquisition faite, est immédiatement privé de toute rémunération.

Art. 10. — Les infractions aux ordonnances d'exécution du présent arrêté seront punies d'une servitude pénale de 5 ans au plus et d'une amende qui ne dépassera pas 5.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 11. — Toute manœuvre frauduleuse de nature à entraver la réquisition sera punie d'une servitude pénale de 6 mois au plus et d'une amende qui ne dépassera pas 2.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 12. — Le gouverneur général peut, en tout temps:

1° [*A.-L. du 6 juillet 1944.* — faire procéder au recensement des personnes, animaux et choses susceptibles d'être requis pour assurer le fonctionnement, en cas de mobilisation, des services publics, et, en cas de guerre, des entreprises dont la production est indispensable à l'effort de guerre.]

2° désigner les exploitations qui seront réquisitionnées pour assurer les services publics.

Il détermine les conditions dans lesquelles les opérations ci-dessus pourront recevoir leur exécution.

Art. 13. — Le décret du 7 décembre 1939 et les ordonnances législatives du 11 juin 1940, du 20 novembre 1942 et du 1er février 1943 sont abrogés. Toutefois, les mesures d'exécution prises en vertu de ces décrets et ordonnances sont pour autant que de besoin validées.

Art. 14. — Le présent arrêté-loi entre en vigueur au Congo et au Ruanda-Urundi à la date de sa publication respectivement au *Bulletin administratif du Congo* et au *Bulletin officiel du Ruanda-Urundi.*

SANTÉ

SOMMAIRE

Art de guérir 397
Médecins et dentistes 404
Pharmacie 418
Santé animale 457
Santé publique 472

Art de guérir

Décr. du 19 mars 1952 — Exercice de l'art de guérir 397
Ord. 71-81 du 19 février 1958 — Exercice de l'art de guérir. – Conditions et modalités d'application 399
A.M. 2 du 19 février 1964 — Exercice de l'art de guérir 401
A.M. 005/71 du 13 août 1971 — Médecins, chirurgiens et spécialistes exerçant à titre privé. — Tarification 401
Arr. dép. DSASS/1250/0002/82 du 20 juin 1982 — Tarification des prestations sanitaires et nomenclature 402
Arr. dép. DSASS/1250/0003/82 du 20 juin 1982 — Malades, praticiens et formations médicales. — Catégories 403

19 mars 1952. – DÉCRET. – Exercice de l'art de guérir. (*B.O.*, 1952, p. 882)

TITRE I
DES MÉDECINS

Art. 1er. — Nul ne peut exercer la profession de médecin s'il ne possède:

1° le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements lui permettant de pratiquer son art en Belgique;

2° le diplôme spécial de médecine tropicale délivré par une université belge ou par une école belge de médecine tropicale agréée par le ministre des Colonies et conformément au programme établi par un arrêté royal;

3° un certificat d'un stage dont les modalités et la durée seront déterminées par un arrêté royal.

Toutefois, le ministre des Colonies ou, en cas de force majeure, le gouverneur général peut:

a) par décision spéciale permettre l'exercice de la profession de médecin aux porteurs des diplômes et certificats de stage tenus pour équivalents aux diplômes et certificats prévus aux alinéas précédents;

b) dans des cas exceptionnels, dispenser un docteur en médecine spécialement qualifié des diplômes et certificats prévus aux numéros 2° et 3° de l'alinéa premier.

TITRE II
DES DENTISTES

Art. 2. — À l'exception des personnes visées à l'article premier, nul ne peut exercer la profession de dentiste s'il n'est muni d'un diplôme de dentiste permettant de pratiquer son art en Belgique ou d'un diplôme tenu pour équivalent.

Les dentistes qui ne sont pas autorisés à exercer la profession de médecin au Congo belge ne peuvent pratiquer l'anesthésie générale qu'avec le concours d'un médecin autorisé à pratiquer son art au Congo belge.

TITRE III
DES INFIRMIERS, INFIRMIÈRES ET ASSISTANTES INFIRMIÈRES COLONIALES

Art. 3. — Nul ne peut exercer la profession d'infirmier ou d'infirmière s'il ne possède:

1° le diplôme l'autorisant à porter ce titre en Belgique ou un diplôme tenu pour équivalent;

2° un certificat d'aptitude délivré par une école belge de médecine tropicale agréée par le ministre des Colonies et conformément à un programme établi par lui, ou un certificat tenu pour équivalent;

3° un certificat d'un stage dont les modalités et la durée sont fixées par ordonnance du gouverneur général.

Art. 4. — Nul ne peut exercer la profession d'assistante infirmière coloniale si elle n'est titulaire du grade légal d'assistante infirmière coloniale institué par l'ordonnance du gouverneur général du 8 juin 1927, modifiée par l'ordonnance du 28 octobre 1936, ou si elle n'est munie d'un diplôme tenu pour équivalent.

TITRE IV
DES AGENTS SANITAIRES

Art. 5. — Nul ne peut exercer la profession d'agent sanitaire s'il ne possède:

1° un certificat d'aptitude délivré par une école belge de médecine tropicale agréée par le ministre des Colonies et conformément à un programme établi par lui ou un certificat tenu pour équivalent;

2° un certificat d'un stage dont les modalités et la durée sont déterminées par ordonnance du gouverneur général.

TITRE V
DES ACCOUCHEUSES

Art. 6. — Nul ne peut exercer la profession d'accoucheuse si elle ne possède:

1° un diplôme l'autorisant à porter ce titre en Belgique ou un diplôme tenu pour équivalent;

2° un certificat d'aptitude délivré par une école belge de médecine tropicale agréée par le ministre des Colonies et conformément à un programme établi par lui ou un certificat tenu pour équivalent;

3° un certificat d'un stage dont les modalités et la durée sont déterminées par ordonnance du gouverneur général.

Art. 6*bis*. [*Décr. du 2 juin 1954.* — Nul ne peut exercer la profession d'assistante accoucheuse coloniale si elle n'est titulaire du grade légal d'assistante-infirmière et accoucheuse coloniale, institué par ordonnance du gouverneur général, ou si elle n'est munie d'un diplôme tenu pour équivalent.]

TITRE VI
DU PERSONNEL MÉDICAL FORMÉ AU CONGO BELGE OU AU RUANDA-URUNDI

Art. 7. — En dehors des cas pouvant donner lieu à équivalence, prévus dans les articles précédents, le gouverneur général fixe par ordonnance les conditions auxquelles il autorise les assistants médicaux, les infirmiers et infirmières, les infirmières accoucheuses et les accoucheuses munis du diplôme d'une des écoles du gouvernement ou d'une des écoles reconnues par lui à donner des soins médicaux et à pratiquer certaines interventions.

Le gouverneur général peut, par ordonnance, déterminer dans quelles conditions et sous quelle dénomination, toute autre personne, munie d'un diplôme d'une école d'enseignement médical supérieur établie au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, peut exercer l'art de guérir.

Art. 8. [*Décr. du 21 janvier 1957.* — Le gouverneur général fixe par ordonnance, les conditions auxquelles les gouverneurs de province ou les médecins provinciaux qu'ils délèguent à cette fin peuvent délivrer des certificats d'aide-infirmier, d'aide-accoucheuse et d'aide-infirmière. Le gouverneur général détermine également les conditions auxquelles les gouverneurs de province ou leurs délégués peuvent autoriser les aides-infirmiers, aides-accoucheuses et aides-infirmières à donner des soins médicaux et à pratiquer certaines interventions.]

Art. 8*bis*. [*Décr. du 2 juin 1954.* — Le gouverneur général peut, par décision spéciale, sur avis d'une commission instituée par lui, permettre l'exercice de l'art de guérir aux personnes titulaires de diplômes tenus pour équivalents aux diplômes prévus aux articles 7 et 8 et déterminer les limites dans lesquelles cette autorisation est accordée.]

TITRE VII
DE LA PHARMACIE ET DE LA DROGUERIE

Art. 9. — Nul ne peut gérer une pharmacie s'il ne possède le diplôme de pharmacien permettant l'exercice de la profession en Belgique ou un diplôme tenu pour équivalent.

Art. 10. — Le gouverneur général est autorisé à réglementer et à surveiller dans l'intérêt de l'hygiène et de la santé publique, l'établissement de pharmacies, la détention, la vente et l'offre de vente, l'importation, l'exportation, l'acquisition à titre onéreux ou gratuit de tous les produits médicaux et des médicaments composés (spécialités pharmaceutiques), y compris: les substances toxiques, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, les sérums, les vaccins, les produits biologiques, ainsi que la culture des plantes pharmaceutiques.

Art. 11. — Le commerce de la droguerie est autorisé en ce qui concerne la vente des drogues simples végétales, consistant en plantes fraîches ou sèches d'usage journalier et inoffensif, contenues dans des récipients munis d'une étiquette indiquant exactement le nom du produit.

TITRE VIII
GÉNÉRALITÉS

Art. 12. — L'équivalence des diplômes et certificats prévus aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 9, aux diplômes et certificats permettant d'exercer une des branches de l'art de guérir en Belgique est reconnue par le ministre des Colonies, sur avis de la Commission permanente de l'art de guérir, instituée au sein du Conseil supérieur d'hygiène coloniale par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1947.

En cas de force majeure, le gouverneur général peut, sur avis d'une commission spéciale instituée par lui-même au Congo belge, accorder les mêmes autorisations.

Art. 13. — Toute personne qui veut exercer dans la Colonie une des branches de l'art de guérir faisant l'objet du présent décret doit, avant de pratiquer, soumettre à fin de vérification par les autorités désignées par le gouverneur général, tout diplôme, certificat ou attestation, établissant ses titres à l'exercice de l'art de guérir.

Les modalités de la vérification sont fixées par ordonnance du gouverneur général.

Sont dispensées de cette obligation les personnes faisant partie du service médical de l'État ou agréées par lui.

Le médecin en chef tient un registre de toutes les personnes qui auront reçu l'autorisation d'exercer l'art de guérir à un titre quelconque au Congo belge.

Art. 14. — Le ministre des Colonies, ou en cas de force majeure le gouverneur général, peut autoriser l'exercice de la profession d'infirmier, d'infirmière ou d'accoucheuse aux personnes qui ne remplissent pas les conditions requises aux articles 3 et 6, mais qui ont exercé cette profession dans la Colonie antérieurement à la date de la mise en vigueur du présent décret et ont donné la preuve qu'elles possèdent les connaissances suffisantes.

Le gouverneur général détermine par ordonnance les modalités suivant lesquelles cette autorisation peut être accordée.

Art. 15. — Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux indigènes du Congo belge, ni à ceux des territoires africains limitrophes qui, dans les milieux coutumiers, donnent des soins ou administrent des remèdes conformément aux us et coutumes et sans troubler l'ordre public.

Art. 16. — Les personnes qui font usage en société de substances soporifiques ou de stupéfiants dont la détention est réglementée par le gouverneur général ou en facilitent à autrui l'usage à titre onéreux ou gratuit soit en procurant à cet effet un local, soit par tout autre moyen, sont passibles des peines prévues au présent décret.

TITRE IX
DES SANCTIONS

Art. 17. — Les infractions aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, *7,* 8, 9 et 13, de même que les infractions prévues à l'article 16 du présent décret, sont punies d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Le gouverneur général est autorisé à sanctionner des mêmes peines les infractions aux ordonnances et règlements prévus par le présent décret.

Art. 18. — Le tribunal saisi d'une infraction peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement dans lequel l'infraction a été commise.

La durée de la fermeture n'est pas inférieure à celle de la servitude pénale prononcée.

Si l'auteur de l'infraction exerce une des branches de l'art de guérir, le juge peut le lui interdire temporairement ou définitivement.

Celui qui, en violation de l'interdiction, tient son établissement ouvert ou exerce l'art de guérir, encourt une peine de servitude pénale de un à six mois et une amende de 1.000 à 5.000 francs, ou une de ces peines seulement.

Art. 19. — En cas de récidive dans le délai de deux ans, après une condamnation du chef d'une infraction aux dispositions qui précèdent ou aux ordonnances et règlements prévus par le présent décret, les peines peuvent être portées au double.

Art. 20. — Les tribunaux prononcent la confiscation des substances saisies en vertu des dispositions des ordonnances et règlements pris par le gouverneur général, en exécution du présent décret.

Art. 21. — Les patrons et employeurs sont responsables du paiement de l'amende et des frais auxquels sont condamnées les personnes à leur service, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher l'infraction.

TITRE X
ABROGATION ET MISE EN VIGUEUR

Art. 22. — Le décret du 23 décembre 1924, modifié par les décrets du 3 avril 1930, du 10 mai 1932, l'ordonnance législative du 16 juin 1932 approuvée par décret du 5 décembre 1932, les décrets des 2 janvier et 7 juillet 1937 et l'ordonnance législative 246/S. M. du 17 août 1940, est abrogé.

---

19 février 1958. – ORDONNANCE 71-81. – Exercice de l'art de guérir. – Conditions et modalités d'application. (*B.A.*, 1958, p. 533)

CHAPITRE I
STAGE REQUIS POUR EXERCER L'ART DE GUÉRIR DANS LA COLONIE

Art. 1er. — Le stage pratique prévu par la législation ou la réglementation relative à l'exercice de l'art de guérir peut être effectué dans les formations médicales énumérées à l'annexe 1 de la présente ordonnance.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention dans la présente disposition.

À l'expiration du stage, un certificat de fréquentation signé par le directeur du laboratoire, par le directeur de l'hôpital et par le directeur du service d'hygiène publique est remis aux stagiaires.

Une ampliation de ce certificat est adressée au médecin en chef, directeur général des services médicaux de Léopoldville.

Art. 2. — Les modalités et la durée du stage prescrit par les articles 3-3°, 5-2° et 6-3° du décret du 19 mars 1952 sont fixées comme suit:

Le stage pratique, d'une durée d'un mois, à accomplir à la satisfaction des médecins dirigeant le stage dans des établissements désignés par le gouverneur général, doit comporter:

a) quatorze jours pleins de travail consacrés au diagnostic et au traitement des principales affections internes et externes de la pathologie coloniale;

b) huit jours pleins de travail consacrés à des exercices de diagnostics microscopiques comportant la démonstration des microbes et parasites des principales maladies tropicales congolaises, telles que la maladie du sommeil, malaria, dysenterie amibienne, pian, lèpre;

c) huit jours pleins de travail consacrés à des exercices de détermination et de dissection d'insectes, mollusques et rongeurs transmetteurs de parasitoses, à l'application des techniques d'assainissement et de la législation sanitaire (désinsectisation, hygiène de l'habitation, inspection des viandes, etc.).

La réduction de la durée du stage ne peut être accordée que par les médecins dirigeant le stage.

CHAPITRE II
DU PERSONNEL MÉDICAL FORMÉ AU CONGO BELGE ET AU RUANDA-URUNDI

Art. 3. — *Assistants médicaux, infirmiers, infirmières, infirmières-accoucheuses et accoucheuses.* — Les conditions, dont il est question à l'article 7 du décret du 19 mars 1952, auxquelles ces auxiliaires peuvent être autorisés à donner des soins médicaux et à pratiquer certaines interventions sont déterminées comme suit:

a) les assistants médicaux, infirmiers, infirmières, infirmières accoucheuses et accoucheuses réunissant les conditions prévues à l'article 7 du décret du 19 mars 1952, ne peuvent donner que les soins et pratiquer que les interventions autorisées par le médecin dont ils dépendent. Celui-ci déterminera, en tenant compte des aptitudes de chaque auxiliaire, le travail qui peut lui être confié;

b) lorsque les autorisations prévues au littera *a)* précédent sont octroyées par des médecins ne faisant pas partie du service médical du gouvernement, elles sont soumises au contrôle de celui-ci;

c) les assistants médicaux, infirmiers et infirmières attachés à une pharmacie ne pourront procéder à des préparations pharmaceutiques que sous le contrôle direct du gérant de la pharmacie.

Art. 4. — *Aides-infirmiers, aides-infirmières et aides-accoucheuses.* — Les gouverneurs de province ou les médecins provinciaux qu'ils délèguent à cette fin peuvent délivrer les certificats d'aide-infirmier, d'aide-infirmière et d'aide-accoucheuse dont il est question à l'article 8 du décret du 19 mars 1952, dans les conditions déterminées ci-après:

a) le certificat d'aide-infirmier ou d'aide-infirmière aux élèves qui ont été formés conformément aux dispositions de l'ordonnance 78/Hyg. du 26 avril 1935, telle qu'elle a été modifiée à ce jour, et qui ont réussi l'examen prévu en son article 1er;

b) le certificat d'aide-accoucheuse aux élèves qui ont été formées conformément aux dispositions de l'ordonnance 78/Hyg. précitée et qui ont réussi l'examen prévu en son article 6.

Art. 5. — Les gouverneurs de province ou leurs délégués peuvent autoriser les titulaires du certificat d'aide-infirmier, d'aide-infirmière ou d'aide-accoucheuse à donner des soins médicaux et à pratiquer certaines interventions, dans la province, à la condition que ces soins et interventions soient déterminés, en considération des aptitudes des intéressés, par le médecin qui contrôle leur activité.

CHAPITRE III
COMMISSIONS D'ÉQUIVALENCE DES DIPLÔMES ET CERTIFICATS INSTITUÉES AU CONGO BELGE ET AU RUANDA-URUNDI

Art. 6. — La commission prévue à l'article 8*bis* et la commission spéciale prévue au deuxième alinéa de l'article 12 du décret du 19 mars 1952 sont composées comme suit:

président: le médecin en chef de la Colonie.

membres: le médecin en chef adjoint; le médecin-inspecteur des laboratoires; le médecin-inspecteur de l'enseignement médical.

secrétaire: le médecin-directeur de l'école A.M.I. de Léopoldville.

Les commissions siégeront valablement dès que trois des personnalités les formant seront présentes.

La voix du président est prépondérante.

CHAPITRE IV
VÉRIFICATION DES DIPLÔMES ET CERTIFICATS

Art. 7. — Hormis les personnes faisant partie du service médical du gouvernement ou agréées par lui, toute personne qui veut exercer au Congo belge ou au Ruanda-Urundi une des branches de l'art de guérir faisant l'objet du décret du 19 mars 1952 doit, avant de pratiquer, soumettre à la vérification du médecin en chef de la Colonie tout diplôme, certificat ou attestation établissant ses titres à l'exercice de l'art de guérir.

Lorsque les résultats de la vérification sont satisfaisants, le médecin en chef délivre à la personne intéressée un certificat attestant que les titres de celle-ci remplissent les conditions voulues pour l'exercice de la profession.

CHAPITRE V
RÉGULARISATION DES SITUATIONS ACQUISES

Art. 8. — Les infirmiers, infirmières et accoucheuses désirant bénéficier des avantages prévus à l'article 14 du décret du 19 mars 1952 doivent en faire la demande écrite au ministre des Colonies, sous le couvert du médecin provincial de la province dans laquelle ces personnes désirent continuer à exercer leur profession.

À cette demande sont joints tous documents de nature à établir que la personne requérante a effectivement exercé la profession vantée au Congo belge ou au Ruanda-Urundi avant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 1952.

Le médecin provincial transmet la demande et les annexes au médecin en chef et y joint ses avis et considérations.

Le médecin en chef transmet le dossier, ainsi constitué, accompagné de ses propres avis, au ministre des Colonies ou, en cas de force majeure, au gouverneur général.

La décision du ministre ou du gouverneur général est notifiée à la personne requérante par l'intermédiaire du médecin en chef. Information de cette décision est donnée par le médecin en chef au médecin provincial.

CHAPITRE VI
DES SANCTIONS

Art. 9. — Quiconque exercera l'une des professions visées aux articles 3, 5 et 8 de la présente ordonnance, en violation des conditions fixées par ces dispositions, sera puni des peines prévues à l'article 17 du décret du 19 mars 1952.

CHAPITRE VII
ABROGATIONS

Art. 10. — L'ordonnance 71-392 du 20 novembre 1952, modifiée par les ordonnances 71-78 du 7 mars 1953, 71-118 du 15 avril 1953, 71-339 du 5 octobre 1953, 71-393 du 16 novembre 1953, 71-53 du 15 février 1954, 71-300 du 7 septembre 1954, 71-390 du 27 novembre 1954, 71-418 du 14 décembre 1954, 71-53 du 5 février 1955, 71-210 du 3 juin 1955, 71-357 du 26 novembre 1955, 71-57 du 1er mars 1956, 71-26 du 5 février 1957, 71-130 du 3 mai 1957 et 71-169 du 1er juin 1957, est abrogée.

---

19 février 1964. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 2. – Autorisant les médecins congolais à exercer l'art de guérir dans la République du Congo. (*M.C.*, 1964, p. 268)

Art. unique. — Les titulaires, de nationalité congolaise, d'un diplôme de docteur en médecine délivré par les universités françaises sont autorisés à exercer l'art de guérir dans la République du Congo.

---

13 août 1971. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 005/71 déterminant la tarification des actes professionnels des médecins, chirurgiens et spécialistes exerçant à titre privé. (*M.C.*, n°22, 15 novembre 1971)

Art. 1er. — Tout acte est désigné par un indicatif suivi d'une lettre-clé et d'un coefficient.

1° Indicatif

Ce terme désigne un groupe de lettres qui exprime la catégorie ou spécialité dont relève l'acte envisagé.

Les indicatifs sont les suivants:

PC	Pratique médicale courante et petite chirurgie
CHI	Chirurgie
URO	Urologie
GYN	Gynécologie
OBS	Obstétrique
OPH	Ophtalmologie
ORL	Oto-Rhino-laryngologie
STO	Stomatologie et soins dentaires
PHT	Phtisiologie
DV	Dermatologie et vénéréologie
ER	Électro-radiologie

La mention de l'indicatif doit obligatoirement précéder toute inscription de la lettre-clé et du coefficient d'un acte sur le reçu des honoraires.

2° Lettre-clé

Il existe neuf lettres-clés:

C	Consultation en cabinet par praticien généraliste (médecine générale)
CS	Consultation en cabinet par praticien spécialiste (spécialité reconnue)
V	Visite au domicile du malade par praticien généraliste (médecine générale)
VS	Visite au domicile du malade par praticien spécialiste (spécialiste reconnue)
VD	Visite dimanche
VN	Visite de nuit
PC	Actes de pratique médicale courante et de petite chirurgie
K	Actes de chirurgie, d'urologie, de gynécologie, d'obstétrique, d'ophtalmologie; d'oto-rhino-laryngologie; de stomatologie et soins dentaires, de phtisiologie, de dermato-vénérologie et de neuro-psychiatrie
(ER) K	Actes d'électroradiologie et de physiothérapie

3° Coefficient

Le coefficient est un nombre accolé à la lettre-clé et indiquant la valeur relative de chaque acte professionnel.

Actes ne figurant pas à la nomenclature. Si un acte ne figure pas à la nomenclature, il peut être assimilé à un acte de même importance porté sur cette nomenclature, et, en conséquence, affecté du même coefficient que cet acte. Dans ce cas, le médecin doit mentionner sur la feuille de maladie:

«Acte assimilable à... (CHI-Kx20), par exemple)».

Art. 2. — Les valeurs des lettres-clés sont fixées comme suit:

C	1,00 Z
CS	1,50 Z
V	2,00 Z
VD	2,00 Z
VSVN	3,00 K
PC	0,50 Z
K	0,50 Z
(ER) K	0,40 Z

Art. 3. — Les tarifs des actes professionnels applicables dans les cabinets privés sont ceux repris à la nomenclature des actes professionnels des médecins chirurgiens et spécialistes, annexée au présent arrêté.

– L'éditeur ne dispose pas de l'annexe dont il est fait mention à la présente disposition.

Art. 4. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

20 juin 1982. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL D.SASS/1250/0002/82 déterminant les règles générales de tarification des prestations sanitaires, la valeur numérique des lettres clés ainsi que les frais d'hospitalisation dans les formations médicales. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 19)

Art. 1er. — Toute prestation sanitaire est désignée par un indicatif suivi d'une lettre clé et d'un coefficient.

L'indicatif désigne un groupe des lettres qui expriment la catégorie ou la spécialité dont relève l'acte envisagé. Les différents indicatifs sont:

PC	Pratique courante ou petite chirurgie
CHI	Chirurgie
URO	Urologie
GYN	Gynécologie
OBS	Obstétrique
OPH	Ophtalmologie
ORL	Oto-rhino-laryngologie
STO	Stomatologie
DV	Dermato-vénéréologie
PHT	Phtisiologie
ER	Électroradiologie
ARé	Anesthésie-réanimation
NPSY	Neuro-psychiatrie
BIO	Biologie médicale (laboratoire et général)

La mention de l'indicatif doit obligatoirement précéder, sur la note d'honoraires, toute inscription de la lettre clé et du coefficient d'une prestation sanitaire.

La lettre clé est un signe qui indique la nature de l'acte. Sa valeur en unités monétaires est fixée par le commissaire d'État ayant la santé publique dans ses attributions, après avis du Conseil national de la santé et du bien-être. Les différentes lettres clés sont:

C	Consultation par médecin généraliste
CS	Consultation par médecin spécialiste
CPSY	Consultation par médecin neuro-psychiatre
V	Visite par médecin généraliste
VS	Visite par médecin spécialiste
VPSY	Visite par médecin neuro-psychiatre
CD, VD	Consultation, visite de dimanche
CD, VN	Consultation, visite de nuit
PC	Acte de pratique courante ou de petite chirurgie
K	Acte de chirurgie ou de spécialité pratiqué par un médecin généraliste
KS	Acte de chirurgie ou de spécialité pratiqué par un médecin spécialiste
R ou Z	Acte utilisant les radiations ionisantes par un médecin ou un dentiste
B	Acte de laboratoire
SF	Acte pratiqué par une sage-femme
AMI	Acte pratiqué par un infirmier
AMM	Acte pratiqué par un masseur kinésithérapeute
AMO	Acte pratiqué par un orthophoniste
AMY	Acte pratiqué par un orthoptiste
AMP	Acte pratiqué par un pédicure
ScP	Acte pratiqué par un médecin stomatologue
D	Acte pratiqué par un dentiste
AK	Acte pratiqué par un médecin anesthésiste

Le coefficient est un nombre accolé à la lettre clé et indiquant la complexité ou la valeur relative de chaque acte professionnel. Il est fixé par la nomenclature générale des prestations sanitaires, telle qu'annexée au présent arrêté.

Art. 2. — Le montant des honoraires d'une prestation sanitaire est égal au produit des cinq (5) valeurs suivantes:

a) la valeur en unité monétaire de la lettre clé de l'acte telle que définie par le présent arrêté;

b) le coefficient de complexité de l'acte;

c) la cote de la catégorie du bénéficiaire de l'acte;

d) la cote de la qualification du praticien qui pose l'acte;

e) la cote de hiérarchisation de l'établissement où se déroule l'acte.

Art. 3. — La valeur maximale en unité monétaire des lettres clés a été fixée de la manière suivante:

LETTRES	*Valeurs en zaïres*
K	3
B	0,50
R	1,5
PC	22
C	10
V	30
CD	25
CN	50
VD	75
VN	100
AK	3

Toutefois, les lettres clés CD et CN n'auront que la valeur de la lettre clé C dans les formations subventionnées par l'État.

Ces valeurs sont conjoncturelles et peuvent être adaptées par les autorités régionales.

Art. 4. — Les frais de journée d'hospitalisation sont fixés de la manière suivante:

F.M.	*CAT. A*	*Cat. B*			*Cat. C*			*Cat. D*
Formation médicale	0,50 Z	Salle commune	3 lits	1 lit	Salle commune	3 lits	1 lit	1 lit
	0,50 Z	SSCC	3 L.	1 L.	S.C.	3 L.	1 L.	
		1 Z.	1,50 Z	2 L.	5 Z.	7 Z.	15 Z.	30 Z.

Les frais de restauration sont déterminés par le comité de gestion des établissements avec l'approbation du commissaire d'État ayant la santé publique dans ses attributions ou de son délégué.

Art. 5. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 6. — Le secrétaire général à la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

20 juin 1982. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL D.SASS/1250/0003/82 portant catégorisation des malades, des praticiens et des formations médicales. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 21)

Art. 1er. — La catégorisation des malades est fixée en fonction de leur situation de fortune. Elle comporte les 4 catégories ci-après:

Catégorie I: ayant droit de l'État (au sens de la loi 81-003 du 17 juillet 1981) magistrats, handicapés majeurs et indigents (conformément à la décision d'État 10/CC/81 du 8 juin 1981).

Catégorie II: indépendants peu fortunés.

Catégorie III: salariés conventionnés (supportés par leurs employeurs).

Catégorie IV: indépendants fortunés, cadres supérieurs du secteur privé.

Est indigent, le porteur d'une attestation délivrée par un agent qualifié *ad hoc* du département qui a dans ses attributions les affaires sociales ou son délégué;

Tout malade se présentant dans les cabinets et dans les polycliniques privés appartient d'office à la catégorie IV. À ces catégories de malades, correspondent les indices suivants:

• pour la catégorie I: 0

• pour la catégorie II: 1

• pour la catégorie III: 3

• pour la catégorie IV: 5

Art. 2. — La catégorie des praticiens comporte les six catégories ci-après:

1) médecin généraliste.

2) médecin spécialiste: acte valant 1,5 fois le tarif du généraliste. Cependant la consultation du neuro-psychiatre est cotée 2 fois celle du généraliste.

3) formation du niveau licence: acte valant 75 % le tarif du généraliste.

4) formation du niveau graduat (A1): acte valant 50 % le tarif du généraliste.

5) formation du niveau secondaire (A2, A3): acte valant 45 % le tarif du généraliste.

6) dentiste: acte valant 90 % le tarif du médecin généraliste en matière de consultation; pour les autres actes spécifiques à la dentisterie, le dentiste constitue l'unité.

Art. 3. — La hiérarchisation des formations médicales est fixée en fonction de leur équipement, de leur infrastructure et de la qualification du personnel traitant; elle comporte 4 catégories auxquelles correspondent les indices suivants:

• catégorie A: 0,5 (dispensaires d'État)

• catégorie B: 1 (hôpitaux publics et dispensaires privés)

• catégorie C: 1,5 (cliniques d'État et cabinets privés)

• catégorie D: 3 (polycliniques privées).

Art. 4. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrête sont abrogées.

Art. 5. — Le secrétaire général à la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrête, qui sort ses effets à la date de sa signature.

Médecins et dentistes

O.-L. 68-070 du 1 mars 1968 — Ordre des médecins 404
Ord. 71-453 du 21 août 1959 — Exercice de la profession de dentiste..... 408
Ord. 70-158 du 30 avril 1970 — Déontologie médicale..... 409
Ord. 70-163 du 8 mai 1970 — Ordre des médecins. – Élections des conseils 413
A.M. 034/70 du 2 juillet 1970 — Ordre des médecins. – Membres..... 414
Arr. 002 du 30 juillet 1973 — Ordre des médecins. – Inscription 415
Arr. dép. 003 du 30 juillet 1973 — Caducée à l'usage des médecins..... 415
Arr. dép. D.SASS/1250/0004/82 du 20 juin 1982 — Honoraires des médecins..... 415

1er mars 1968. – ORDONNANCE-LOI 68-070 créant l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°14, 15 juillet 1968, p. 1305)

CHAPITRE I
ATTRIBUTIONS ET CAPACITÉ JURIDIQUE

Art. 1er. — Il est créé dans la République démocratique du Congo, un Ordre des médecins comprenant tous les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements résidant au Congo et inscrits au tableau de l'Ordre.

Art. 2. — L'Ordre veille au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine, ainsi qu'à l'observation par tous ses membres, des devoirs professionnels et des règles de la déontologie médicale.

Il est chargé de défendre l'honneur et l'indépendance de la profession médicale.

Art. 3. — L'Ordre donne son avis sur les questions et projets concernant l'exercice de la profession de médecin qui lui sont soumis par le ministre de la Santé publique.

Il fixe, sous réserve d'approbation par arrêté du ministre de la Santé publique, le taux des honoraires des médecins.

Il peut organiser toutes œuvres d'entraide pour ses membres.

Il peut organiser des relations professionnelles sur le plan international.

Il peut percevoir les cotisations nécessaires à son fonctionnement.

Art. 4. — L'Ordre exerce ses attributions par l'intermédiaire de conseils provinciaux et d'un conseil national de l'Ordre.

Les conseils agissent chacun dans la limite des attributions qui leur sont conférées par la présente ordonnance-loi ou par les règlements pris pour son exécution.

Art. 5. — L'Ordre est doté de la personnalité civile.

Il ne peut posséder en propriété ou autrement d'autres immeubles que ceux nécessaires à son fonctionnement.

Il ne peut recevoir des libéralités par acte entre vifs ou par testament qu'avec l'autorisation du président de la République.

CHAPITRE II
INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE

Art. 6. — Le conseil national de l'Ordre établit et tient à jour un tableau des membres de l'Ordre.

Art. 7. — Nul ne peut exercer la profession de médecin s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre.

– La disposition de cet article est entrée en vigueur le 15 juillet 1971. Voy. à ce sujet l'Ord. 71-155 du 15 juillet 1971, art. 1er.

Art. 8. — Nul ne peut être inscrit au tableau de l'Ordre s'il ne possède les diplômes et certificats légalement requis pour l'exercice de la profession de médecin et s'il n'est d'une parfaite moralité.

Art. 9. — La demande d'inscription est adressée au conseil national de l'Ordre.

Elle est accompagnée des documents suivants:

1. une copie certifiée conforme des diplômes et certificats légalement requis pour l'exercice de la profession de médecin;

2. un certificat de bonne conduite, vie et mœurs délivré par l'autorité du lieu de résidence;

3. un extrait du casier judiciaire;

4. le cas échéant, une attestation d'honorabilité délivrée par l'Ordre des médecins étranger auquel le requérant appartient ou a appartenu.

Les documents visés aux numéros 2, 3 et 4 doivent dater de moins de deux mois.

Art. 10. — Le conseil national statue sur la demande par décision motivée.

Il ne peut refuser l'inscription que si le requérant ne remplit pas les conditions prévues à l'article 8 et seulement après l'avoir entendu ou invité à comparaître.

La décision est notifiée au requérant par lettre recommandée. En cas d'admission de celui-ci dans l'Ordre, elle est également notifiée au conseil provincial intéressé.

CHAPITRE III
DISCIPLINE

Art. 11. — Les peines disciplinaires applicables aux membres de l'Ordre sont:

1. l'avertissement;

2. le blâme;

3. l'interdiction temporaire ou permanente d'exercer une, plusieurs ou la totalité des fonctions médicales conférées ou rétribuées par les personnes morales de droit public ou des fonctions médicales accomplies en application des lois sociales;

4. l'interdiction temporaire d'exercer la médecine, cette interdiction ne pouvant excéder 6 mois;

5. la radiation du tableau de l'Ordre.

Art. 12. — Le conseil provincial exerce au sein de l'Ordre, la compétence disciplinaire en première instance. Sa juridiction s'exerce à l'égard de tous les membres de l'Ordre résidant dans son ressort.

Le conseil provincial peut être saisi par le conseil national agissant de sa propre initiative ou à la suite de plaintes. Il peut également être saisi par le ministre de la Santé publique, par le médecin inspecteur provincial, par un médecin inscrit au tableau de l'Ordre ou par tout tiers intéressé.

Art. 13. — Le bureau du conseil provincial procède à l'instruction des affaires dont le conseil est saisi. Il peut donner des délégations à un membre du conseil.

Le bureau ou le conseiller délégué dresse procès-verbal des interrogatoires, auditions ou constatations auxquels il procède; les procès-verbaux d'interrogatoire ou d'audition sont signés par la personne interrogée ou entendue.

Lorsque l'instruction est terminée, le bureau soumet l'affaire au conseil.

Art. 14. — Le médecin qui, d'après des indices suffisamment graves, est présumé avoir commis une faute méritant la peine d'interdiction temporaire de l'exercice de la médecine ou de radiation du tableau de l'Ordre, peut être suspendu par mesure d'ordre jusqu'au prononcé de la décision disciplinaire.

La suspension est prononcée par le conseil provincial.

Elle peut être levée à toute époque par le conseil provincial qui l'a décidée ou par le conseil national de l'Ordre.

Art. 15. — Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée par défaut sans que le médecin en cause ait été appelé à comparaître dans un délai de trente jours au moins.

Le médecin en cause peut se faire assister d'un avocat inscrit au barreau.

Art. 16. — Tout membre du conseil peut être récusé par le médecin en cause pour l'un des motifs ci-après:

1. s'il a un intérêt personnel dans l'affaire;

2. s'il est parent ou allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement, d'une personne ayant un intérêt personnel dans l'affaire;

3. s'il y a inimitié grave entre lui et le médecin en cause, ou s'il est parent ou allié de celui-ci jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Le conseil statue sur la récusation. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

Tout membre du conseil qui est parent ou allié du médecin en cause jusqu'au quatrième degré inclusivement est tenu de se récuser.

Art. 17. — Un procès-verbal est établi à la suite de chaque séance du conseil; il est approuvé et signé par les membres du conseil.

Si des personnes sont interrogées ou entendues à l'audience, un procès-verbal est également établi, qui est signé par la personne interrogée ou entendue.

Art. 18. — Le médecin frappé d'une sanction disciplinaire est tenu au paiement des frais résultant de l'instance engagée.

Art. 19. — Les décisions du conseil doivent être motivées.

Aucune sanction ne peut être fondée sur des motifs d'ordre religieux, philosophique, politique, linguistique, racial ou syndical.

Les décisions sont notifiées par lettre recommandée, au médecin en cause et au conseil national.

Art. 20. — Si la décision a été rendue sans que le médecin en cause ait comparu ou se soit fait représenter, celui-ci peut faire opposition dans un délai de quinze jours à compter la réception de la notification de la décision.

L'opposition est formée par lettre recommandée adressée au secrétariat du conseil qui a rendu la décision.

Art. 21. — Le médecin frappé d'une sanction disciplinaire peut, dans les trente jours suivant la réception de la notification de la décision, demander la révision de celle-ci par le conseil national.

La demande de révision est faite par lettre recommandée adressée au secrétariat du conseil national.

Le secrétariat notifie la demande de révision au président du bureau provincial en cause, qui doit lui faire parvenir le dossier de l'affaire.

Art. 22. — L'opposition et la demande de révision ont un effet suspensif.

Art. 23. — Le conseil national peut, dans les deux mois suivant la réception de la notification de la décision, ordonner d'office la révision de celle-ci.

Le secrétariat du conseil national notifie la décision de révision au président du conseil provincial intéressé, qui doit lui faire parvenir le dossier de l'affaire, ainsi qu'au médecin en cause.

Art. 24. — Dans tous les cas de révision, le conseil national peut soit confirmer la décision du conseil provincial, soit l'annuler et statuer à nouveau.

Le règles inscrites aux articles 15, 16, 17, 18 et 19, alinéas 1 et 2, sont applicables au conseil national.

Art. 25. — Les décisions du conseil national sont notifiées par lettre recommandée au médecin en cause et au conseil provincial qui a rendu la décision attaquée.

Elles sont susceptibles d'opposition dans les conditions prévues à l'article 20.

Art. 26. — L'exercice de l'action disciplinaire ne met obstacle ni aux poursuites devant les tribunaux répressifs, ni aux actions civiles

en réparation d'un dommage, ni à l'action disciplinaire devant l'administration dont dépend le médecin fonctionnaire.

Art. 27. — Lorsqu'un an se sera écoulé depuis une décision définitive de radiation du tableau, le médecin frappé de cette peine pourra être relevé de l'incapacité en résultant par le conseil national. La demande sera formulée par lettre recommandée adressée au président du conseil national.

Lorsque la demande aura été rejetée, elle ne pourra être représentée qu'après un nouveau délai d'un an.

Art. 28. — Les conseillers qui ont participé à l'instruction ou au jugement d'une affaire disciplinaire sont tenus au secret pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de ces fonctions.

Art. 29. — Tout médecin frappé, par une décision définitive, de la peine de l'interdiction temporaire d'exercer la médecine:

1. est privé, pendant la durée de l'interdiction, du droit de participer aux élections des conseils;

2. est privé définitivement du droit d'être élu membre d'un conseil.

Tout membre effectif ou suppléant d'un conseil qui est frappé, par une décision définitive, d'une peine disciplinaire quelconque, ou qui est condamné, par une décision judiciaire définitive, pour une infraction à la législation sur l'art de guérir, est déchu de plein droit de son mandat.

CHAPITRE IV
CONSEILS DE L'ORDRE

SECTION I
CONSEILS *principaux*

– Texte conforme au *M.C.* Il convient de lire «*provinciaux*».

Art. 30. — Il y a neuf conseils provinciaux ayant respectivement leur siège à Kinshasa, Matadi, Kikwit, Mbandaka, Kisangani, Bukavu, Lubumbashi, Mbuji-Mayi et Luluabourg.

Le ressort de ces conseils et fixé comme suit:

a) conseil provincial de Kinshasa: la ville de Kinshasa;

b) conseil provincial de Matadi: la province du Congo central;

c) conseil provincial du Kikwit: la province de Bandundu;

d) conseil provincial de Mbandaka: la province de l'Équateur;

e) conseil provincial de Kisangani: la province Orientale;

f) conseil provincial de Bukavu: la province du Kivu;

g) conseil provincial de Lubumbashi: la province du Katanga;

h) conseil provincial de Mbuji-Mayi: la province du Kasaï oriental;

i) conseil provincial de Luluabourg: la province du Kasaï occidental.

Art. 31. — Le conseil provincial est composé des membres élus à la pluralité des voix par les médecins inscrits au tableau de l'Ordre et résidant dans le ressort du conseil. Il comprend, en outre, des membres suppléants élus dans les mêmes conditions que les membres effectifs et au cours du même scrutin.

Le nombre des membres effectifs est égal à 5 % du nombre des membres du collège électoral. Le nombre des membres suppléants est égal au nombre des membres effectifs.

Le vote est obligatoire: il peut se faire par correspondance.

Dans les trois jours qui suivent l'élection, un exemplaire du procès-verbal de celle-ci est transmis au conseil provincial, au gouverneur de la province et au médecin-inspecteur provincial.

Art. 32. — Nul ne peut être élu membre d'un conseil provincial s'il ne répond aux conditions suivantes:

1. être inscrit au tableau de l'Ordre depuis trois ans au moins;

2. résider dans le ressort du conseil;

3. avoir la nationalité congolaise;

4. être âgé de 30 ans accomplis.

Art. 33. — Les membres effectifs et les membres suppléants sont élus pour trois ans. Ils peuvent être réélus indéfiniment.

Lorsqu'un membre effectif cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit avant la fin de son mandat, il est remplacé par le membre suppléant ayant obtenu le plus de voix. La durée des fonctions de celui-ci est celle qui restait à courir jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace.

Art. 34. — En cas de démission collective des membres du conseil, les membres suppléants sont considérés comme démissionnaires.

Le bureau du conseil provincial nomme un conseil provisoire composé de cinq médecins inscrits au tableau de l'Ordre et résidant dans le ressort du conseil.

Dans les deux mois qui suivent sa nomination, le conseil provisoire organise des élections en vue de la constitution d'un nouveau conseil. Jusqu'à cette constitution, il exerce les attributions du conseil provincial.

Art. 35. — Trois médecins désignés par le président de la République ou son délégué sont adjoints au conseil avec voix consultative.

Le conseil peut se faire assister d'un conseiller juridique.

Lorsqu'il siège en matière disciplinaire, le conseil est assisté par un magistrat désigné par le président de la République ou son délégué et ayant voix délibérative.

Art. 36. — Le conseil élit en son sein un président, un vice-président et un secrétaire, qui constituent le bureau.

Il désigne en outre, dans son sein, un secrétaire adjoint et un trésorier.

Art. 37. — Le conseil provincial se réunit au moins deux fois par an, sur la convocation de son bureau.

Les convocations sont faites par le secrétaire et indiquent l'ordre du jour.

Le conseil doit, pour délibérer valablement, réunir les deux tiers de ses membres. Il peut, pour atteindre ce quorum, inviter un suppléant à siéger temporairement.

Les délibérations ne sont pas publiques.

Le conseil prend ses décisions à la majorité absolue des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre et signés par le président et le secrétaire de séance. Conformément au prescrit de l'article 17, les procès-verbaux des délibérations prises en matière disciplinaire sont signées par tous les membres ayant participé à la délibération.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont certifiés et signés par le président du conseil et le secrétaire.

Art. 38. — Le conseil provincial exerce les attributions de l'Ordre énumérées à l'article 2, ainsi que les attributions juridictionnelles qui lui sont conférées par les dispositions du chapitre III.

Il gère les biens acquis à l'aide des ressources dont il dispose.

Art. 39. — Le conseil provincial est représenté par son président.

Tous actes concernant le fonctionnement de comptes ouverts au nom du conseil sont signés conjointement par le président, qui peut déléguer sa signature au secrétaire, et par le trésorier.

SECTION 2
CONSEIL NATIONAL

Art. 40. — Le conseil national a son siège à Kinshasa.

Il exerce ses attributions sur tout le territoire de la République.

Art. 41. — Le conseil national est composé des membres élus à la pluralité des voix par les collèges électoraux des conseils provinciaux. Il comprend, en outre, des membres suppléants élus dans les mêmes conditions que les membres effectifs et au cours du même scrutin.

Chaque collège électoral élit un nombre de conseillers effectifs et un nombre de conseillers suppléants égal à cinq pour cent du nombre des électeurs qui le composent. Ces nombres ne peuvent toutefois être inférieurs à trois.

Le vote est obligatoire; il peut se faire par correspondance.

Dans les trois jours qui suivent l'élection, un exemplaire du procès-verbal de celui-ci *est celle-ci* est transmis au ministre de la Santé publique.

– Texte conforme au *M.C.*

Art. 42. — Nul ne peut être élu membre du conseil national s'il ne répond aux conditions suivantes:

1. être inscrit au tableau de l'Ordre depuis trois ans au moins;

2. avoir la nationalité congolaise;

3. être âgé de 35 ans accomplis.

Art. 43. — Les membres effectifs et les membres suppléants sont élus pour cinq ans. Ils peuvent être réélus indéfiniment.

Lorsqu'un membre effectif cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit avant la fin de son mandat, il est remplacé par le membre suppléant élu par le même collège électoral qui a obtenu le plus de voix. La durée des fonctions de celui-ci est celle qui restait à courir jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace.

Art. 44. — En cas de démission collective des membres du conseil, les membres suppléants sont considérés comme démissionnaires. Le ministre de la Santé publique avise sans délai et par télégramme les présidents des conseils provinciaux de la démission du conseil. Dans les quinze jours suivant la réception de cet avis, les conseils provinciaux se réunissent aux fins d'élire un nouveau conseil national, lequel achèvera le mandat du conseil démissionnaire.

Le bureau du conseil démissionnaire est tenu d'assurer l'expédition des affaires courantes jusqu'à la constitution du bureau du nouveau conseil.

Art. 45. — Quatre médecins désignés par le président de la République ou son délégué, dont deux professeurs congolais aux facultés de médecine des universités congolaises sont adjoints au conseil avec voix consultative.

Le conseil peut se faire assister d'un conseiller juridique.

Lorsqu'il siège en matière disciplinaire, le conseil est assisté par un magistrat de Cour d'appel désigné par le président de la République ou son délégué et ayant voix délibérative.

Art. 46. — Le conseil national élit en son sein un président, un vice-président et un secrétaire, qui constituent le bureau.

Il désigne en outre, dans son sein, un secrétaire adjoint et un trésorier.

Art. 47. — Le conseil national se réunit sur la convocation de son bureau.

Le conseil doit, pour délibérer valablement, réunir les deux tiers de ses membres. Il peut, pour atteindre ce quorum, inviter un suppléant à siéger temporairement. En matière disciplinaire, le conseil ne délibère valablement que si le magistrat désigné en vertu du dernier alinéa de l'article 45 est présent.

Les délibérations ne sont pas publiques.

Le conseil prend ses décisions à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre et signés par le président et le secrétaire. Conformément aux dispositions des articles 17 et 24, les procès-verbaux des délibérations prises en matière disciplinaire sont signés par tous les membres ayant participé à la délibération.

Art. 48. — Le conseil national exerce les attributions de l'Ordre énumérées aux articles 2 et 3, ainsi que les attributions qui lui sont conférées par les dispositions des chapitres II et III.

Il fixe et perçoit le cotisations des membres de l'Ordre et détermine la quotité à verser aux conseils provinciaux.

Il surveille la gestion patrimoniale des conseils provinciaux.

Il reconnaît le titre de spécialiste, sur proposition du conseil provincial et après avis d'une commission de qualification créée par lui-même et composée de spécialistes dans la discipline intéressée.

Il gère les biens de l'Ordre et autorise les actions en justice.

Art. 49. — Le président du conseil national représente l'Ordre en justice et dans les actes de la vie civile.

Tous actes concernant le fonctionnement de comptes ouverts au nom de l'Ordre sont signés conjointement par le président, qui peut déléguer sa signature au secrétaire, et par le trésorier.

SECTION III

DISPOSITIONS COMMUNES AUX CONSEILS PROVINCIAUX ET AU CONSEIL NATIONAL

Art. 50. — Nul ne peut être membre de plusieurs conseils de l'Ordre.

Art. 51. — Tout membre d'un conseil qui, sans motif légitime, s'est abstenu d'assister à trois séances consécutives, peut, sur la proposition du conseil dont il fait partie, être déclaré démissionnaire par le conseil national.

Art. 52. — À l'expiration de leur mandat, les membres des conseils sont tenus d'informer leurs successeurs des affaires courantes.

CHAPITRE V

SANCTIONS PÉNALES

Art. 53. — Tout docteur en médecine, chirurgie et accouchements qui aura exercé la médecine sans être inscrit au tableau de l'Ordre des médecins ou qui l'aura exercée pendant la durée de la peine d'interdiction temporaire prévue à l'article 11, sera puni des peines prévues aux articles 17 à 20 du décret du 19 mars 1952 sur l'exercice de l'art de guérir.

– La disposition de cet article est entrée en vigueur le 15 juillet 1971. Voy. à ce sujet l'Ord. 71-155 du 15 juillet 1971, art. 1er.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 54. — 1. Pendant une période à laquelle il sera mis fin par arrêté du ministre de la Santé publique, les conseils provinciaux seront composés de cinq membres au moins et de dix membres au plus.

Le nombre des membres sera fixé, pour chaque conseil et avant chaque élection, par le ministre de la Santé publique.

Dans le cas où, par suite de l'insuffisance du nombre de médecins éligibles, il serait impossible de former un conseil provincial conformément aux dispositions ci-dessus, les attributions du conseil provincial seront exercées par le conseil national.

2. Pendant une période à laquelle il sera mis fin par arrêté du ministre de la Santé publique, le conseil national comprendra dix-huit membres, les collèges électoraux des conseils provinciaux élisant chacun trois membres.

Art. 55. — Les conditions d'éligibilité suivantes ne seront pas exigées lors de deux premières élections des conseils:

1. la condition d'inscription au tableau de l'Ordre depuis trois ans, prévue aux articles 32 et 42;

2. la condition d'âge prévue à ces mêmes articles.

Art. 56. — Le président de la République déterminera par ordonnances:

1. les conditions et modalités des élections des conseils, les formes et délais de recours contre l'élection et l'autorité chargée de statuer sur ces recours;

2. les règles de la déontologie médicale.

Art. 57. — Le décret du 23 juin 1960 portant création d'un Ordre des médecins est abrogé.

Art. 58. — La présente ordonnance-loi entre vigueur à la date de sa signature.

Toutefois, les articles 7 et 53 n'entreront en vigueur qu'à la date qui sera déterminée par le président de la République.

---

21 août 1959. – ORDONNANCE 71-453 . – Exercice de la profession de dentiste. (*B.A.*, 1959, p. 2302)

Art. 1er. — Les personnes détenant un diplôme étranger de dentiste et qui ont été autorisées à exercer leur profession au Congo belge avant la date du 21 mai 1929 ne peuvent prescrire, pour le traitement des affections dentaires, que les médicaments figurant sur la liste annexée à la présente ordonnance.

– Voir cette liste au *B.A.*, 1959 p. 2304.

Art. 2. — La restriction prévue à l'article précédent est applicable également aux personnes détenant un certificat de capacité de dentiste prévu à l'article 4 de la loi du 12 mars 1818, quelle que soit la date à laquelle elles ont été autorisées à exercer leur profession au Congo belge.

Art. 3. — Les porteurs du titre légal belge de licencié en science dentaire autorisés à exercer leur profession au Congo belge et les personnes détenant un diplôme étranger tenu pour équivalent qui ont été autorisées à exercer leur profession au Congo belge après la date du 21 mai 1929:

1° ne peuvent pas prescrire:

• les médicaments repris à la liste V de la pharmacopée belge P.B. IV;

• les médicaments destinés à l'usage interne sauf, dans la limite du traitement des affections de la bouche et des dents, les médicaments suivants:

a) les antipyrétiques et les préparations analgésiques, y compris les préparations analgésiques contenant en association la malonylurée ou un de ses dérivés à la dose maximum de 50 milligrammes par prise et de 300 milligrammes en 24 heures;

b) les anesthésiques locaux;

c) les sulfamides *per os* et la pénicilline *per os*.

2° Peuvent prescrire toutes les médications destinées à l'usage externe et employées pour le traitement local des affections de la bouche et des dents, à l'exclusion des affections néoplasiques.

Art. 4. — Les personnes citées à l'article 3 de la présente ordonnance peuvent détenir et administrer personnellement pour l'exercice professionnel dans le cabinet dentaire (voies buccale, sous-cutanée ou intramusculaire) les médicaments suivants: caféine, éphédrine, synéphrine, néosynéphrine, nicéthamide et huile camphrée.

Art. 5. — Pour l'annonce au public, sont seules autorisées les mentions suivantes: le nom du praticien, sa qualification légale, ses jours et heures de consultation, la dénomination de l'entreprise ou de l'organisme de soins au sein duquel le praticien exerce son activité professionnelle. La partie de l'art dentaire spécialement exercée par le praticien: dentisterie opératoire, prothèse buccale, orthodontie, peut également être mentionnée.

Art. 6. — Les personnes désignées aux articles 1er et 2 de la présente ordonnance ne peuvent, dans l'exercice de leur profession, faire usage que du seul titre de dentiste.

Les personnes désignées à l'article 3 de la présente ordonnance peuvent faire usage du titre de licencié en science dentaire pour autant qu'elles y soient autorisées en vertu du décret du 16 novembre 1949 sur la protection des titres universitaires au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Sinon, elles ne peuvent faire usage que du seul titre de dentiste.

Seuls les praticiens titulaires du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, autorisés à exercer leur profession au Congo belge, peuvent faire usage des dénominations suivantes: chirurgie-maxillofaciale; maladies de la bouche et des dents; médecin-dentiste; stomatologiste.

Art. 7. — Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance sont punies des peines prévues à l'article 17 du décret du 19 mars 1952.

Art. 8. — L'ordonnance 71-416 du 17 décembre 1957 est abrogée.

---

30 avril 1970. – ORDONNANCE 70-158 déterminant les règles de la déontologie médicale. (*M.C.*, n°20, 15 octobre 1970, p. 667)

Art. 1er. — Les règles de la déontologie médicale, telles que prévues par l'article 66, 2°, de l'ordonnance-loi 68-70 du 1er mars 1968 créant l'Ordre des médecins, sont déterminées en annexe à la présente ordonnance.

Art. 2. — Le ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Annexe

Code de déontologie médicale

TITRE I

DEVOIRS GÉNÉRAUX

Art. 1er. — L'exercice de la médecine est un ministère. Le respect de la vie et de la personne humaine constitue en toute circonstance le devoir primordial du médecin.

Le médecin doit s'abstenir, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout agissement de nature à déconsidérer celle-ci.

Art. 2. — Quelle que soit sa fonction ou sa spécialité, tout médecin doit, hors le seul cas de force majeure, porter secours d'extrême urgence à un malade en danger immédiat si d'autres soins médicaux ne peuvent lui être assurés.

Art. 3. — En cas de danger public, un médecin ne peut abandonner ses malades, sauf sur ordre écrit de l'autorité ayant qualité à cet effet ou dans les conditions prévues à l'article 22.

Art. 4. — Le médecin doit soigner tous ses malades avec la même conscience quels que soient leur nationalité, leur situation sociale et leur moralité ou les sentiments personnels qu'il éprouve à leur égard.

Art. 5. — Le secret professionnel s'impose à tout médecin, sauf dérogations établies par la loi.

Art. 6. — L'exercice de la médecine ne doit en aucun cas, ni d'aucune façon, être pratiqué comme un commerce.

Sont spécialement interdits:

1° tous les procédés de réclame commerciale et de publicité personnelle ou avantageant un tiers, notamment les appels par la presse ou par la radiodiffusion;

2° toute collaboration à une entreprise de soins dans laquelle le médecin n'aurait pas sa complète indépendance professionnelle, tant en ce qui concerne les aspects techniques et scientifiques de son activité, que la perception et la répartition des honoraires qui lui sont dus;

3° toute consultation dans les locaux où sont mis en vente des médicaments ou appareils médicaux, ainsi que dans les dépendances desdits locaux, sauf si le praticien se trouve dans l'un des cas prévus aux articles 10, 12 et 15 de l'ordonnance 27*bis*/hygiène du 15 mars 1933 sur l'exercice de la pharmacie;

4° la location et la vente au malade d'appareils divers à usage médical.

Art. 7. — Sont interdits:

1° tout versement ou acceptation clandestine d'argent entre praticiens;

2° toute commission à quelque personne que ce soit;

3° toute collusion entre médecins et pharmaciens, auxiliaires médicaux ou toutes autres personnes, même étrangères à la médecine;

4° tout avantage illicite en argent ou en nature, de médecin à malade ou de malade à médecin;

5° tout acte de nature à procurer un bénéfice illicite au malade ou à des organismes de soins.

Art. 8. — Sont interdites, toutes les supercheries propres à déconsidérer la profession et notamment toutes les pratiques du charlatanisme.

Art. 9. — Le médecin ne peut couvrir, même indirectement les agissements de quiconque se livre à l'exercice illégal de l'art de guérir.

Art. 10. — Les seules indications qu'un médecin est autorisé à mentionner sur les feuilles d'ordonnance ou dans un annuaire sont:

1° celles qui facilitent ses relations avec ses clients, c'est-à-dire: nom, prénom, adresse, jours et heures de consultations, numéro du téléphone, du compte de chèques postaux ou de banque;

2° ses titres légaux ou fonctions académiques, universitaires et hospitalières, sa spécialité reconnue.

Art. 11. — Les seules indications qu'un médecin est autorisé à mettre sur la plaque apposée à la porte de son cabinet sont: le nom et les prénoms, accompagnés du titre de docteur, la spécialité reconnue, les jours et heures de consultations. Cette plaque doit être de dimension et d'aspect discrets.

Art. 12. — Il est défendu d'insérer des annonces relatives à la profession dans les journaux ou dans des publications non médicales.

Il est également défendu d'user à cet effet de prospectus, tracts ou brochures ou d'autres moyens de publicité.

Seule l'annonce discrète de l'ouverture ou de la fermeture momentanée d'un cabinet médical peut être tolérée.

Art. 13. — Le médecin doit éviter dans ses écrits, déclarations ou conférences tout ce qui est incompatible avec sa dignité individuelle ou porte atteinte à l'honneur de la profession.

Il doit s'abstenir particulièrement de toute réclame personnelle et éviter de donner, par manque de circonspection, l'apparence d'une collusion avec une entreprise commerciale.

Art. 14. — Constituent des fautes:

1° le fait, pour tout médecin qui se livre à la recherche, de préconiser au corps médical un procédé de diagnostic ou de traitement nouveau insuffisamment éprouvé, s'il n'a pris le soin de mettre ses confrères en garde contre tout danger éventuel;

2° le fait de divulguer dans le public semblable procédé, quand sa valeur ou son innocuité ne sont pas démontrées;

3° le fait de surprendre la bonne foi des praticiens ou des malades, en leur présentant comme salutaire et sans danger, un procédé insuffisamment éprouvé ou comportant des risques sérieux;

4° le fait de s'attribuer abusivement, dans une publication quelconque, le mérite d'une découverte scientifique.

Art. 15. — Établir un rapport tendancieux ou délivrer un certificat de complaisance, constitue une faute grave.

Art. 16. — Il est interdit à tout médecin qui remplit un mandat politique ou une fonction administrative de s'en prévaloir à des fins professionnelles ou pour accroître sa clientèle.

Art. 17. — Le rabattage est prohibé, sous quelque forme que ce soit.

TITRE II
DEVOIRS ENVERS LES MALADES

Art. 18. — Le médecin qui accepte de traiter un malade, s'oblige à:

1° assurer personnellement ou avec l'aide de personnel qualifié, tous les soins médicaux en son pouvoir;

2° agir toujours avec correction et aménité envers le malade;

3° avoir le souci primordial de conserver la vie humaine.

Art. 19. — La pratique de l'euthanasie est interdite.

Art. 20. — Le médecin doit éviter tout traitement non fondé, de même que toute expérimentation téméraire et s'abstenir de tout acte médical par lequel il pourrait nuire. Il lui est interdit de provoquer des maladies ou des états morbides saut dans:

• le seul but d'observation scientifique;

• consentement formel du sujet dûment averti des risques auxquels il s'expose.

Art. 21. — Le médecin doit veiller à prévoit le développement de toute toxicomanie.

Art. 22. — Le médecin peut se dégager de sa mission à condition:

1° de ne jamais nuire, par ce fait, au malade dont il se sépare;

2° d'en avertir le malade ou son entourage;

3° de fournir les renseignements qu'il juge, en conscience, utiles à la continuité des soins, compte tenu des obligations du secret médical.

Art. 23. — Tout médecin est libre de refuser ses soins à un malade, sauf le cas d'urgence avérée et celui où il manquerait à ses devoirs d'humanité.

Art. 24. — Appelé d'urgence près d'un mineur ou autre incapable, et lorsqu'il ne peut recueillir en temps utile le consentement de son représentant légal, le médecin doit user immédiatement de toute ses connaissances et de tous les moyens dont il dispose pour parer au danger menaçant; il ne peut cesser ses soins qu'après que tout danger est écarté ou tout secours inutile, ou après avoir confié le malade aux soins d'un confrère.

Art. 25. — Le médecin doit respecter les convictions de ses patients. Il aide ceux-ci dans leurs intérêts religieux, moraux ou matériels. Si le malade ou ses proches veulent faire appel au ministre d'un culte, à un officier de l'état civil, à un notaire, le médecin a le devoir d'indiquer à temps le moment opportun; il en est de même s'il y a lieu pour le malade, de recevoir la visite de parents ou d'amis.

Art. 26. — Un pronostic grave peut légitimement être dissimulé au malade. Un pronostic fatal ne doit lui être révélé qu'avec la plus grande circonspection. Mais il doit l'être généralement à la famille. Le malade peut interdire cette révélation ou désigner les tiers auxquels elle doit être réservée.

Art. 27. — Le médecin attaché à un établissement comportant le régime de l'internat doit, en présence d'une affection grave, faire avertir les parents et accepter ou provoquer, s'il le juge utile, la consultation du médecin désigné par le malade ou par sa famille.

Art. 28. — Le médecin est toujours libre de ses prescriptions en restant dans les limites imposées par les conditions où se trouvent les malades. Dans toute la mesure compatible avec la qualité et l'efficacité des soins et sans négliger son devoir d'assistance morale envers son malade, le médecin doit limiter au nécessaire les prescriptions et les actes.

Art. 29. — Le médecin appelé à donner des soins dans une famille ou dans un milieu quelconque, doit assurer la prophylaxie par des conseils circonstanciés.

Art. 30. — Le médecin doit toujours élaborer son diagnostic avec la plus grande attention, sans ménager son temps, en s'aidant, dans toute la mesure du possible, des conseils les plus éclairés et des méthodes scientifiques les plus appropriées. Après avoir établi un diagnostic ferme comportant une décision sérieuse, surtout si la vie du malade est en danger, le médecin doit s'efforcer d'amener le malade à accepter l'exécution de l'acte décidé. En cas de refus, il peut cesser ses soins dans les conditions prévues à l'article 22.

Art. 31. — Quand, au cours d'une consultation entre médecins, les avis du consultant et du médecin traitant diffèrent essentiellement, et si l'avis du consultant prévaut, le médecin traitant est libre de cesser ses soins dans les conditions énoncées à l'article 22.

Art. 32. — L'avortement est interdit par le Code pénal.

Dans des cas exceptionnels, lorsque la vie de la mère est gravement menacée et que l'avortement thérapeutique paraît le seul moyen de la sauver, la légitimité de cette intervention reste en discussion.

On entend par avortement thérapeutique l'interruption provoquée de la grossesse, dans un but thérapeutique, avant la date de viabilité fœtale.

Si la malade, dûment prévenue de la gravite du cas, refuse l'intervention, le médecin doit s'incliner devant la volonté librement exprimée de sa malade.

Si le médecin, en raison de ses convictions, estime qu'il lui est interdit de conseiller ou de pratiquer l'avortement thérapeutique, il peut se retirer et cesser ses soins dans les conditions prévues par l'article 22.

S'il est convaincu que l'avortement thérapeutique s'impose; il devra, avant d'y procéder, obtenir un avis conforme de la part de deux confrères dont l'autorité est notoire.

Les trois médecins prenant part à la consultation doivent, indépendamment d'un certificat délivré à l'intéressée, rédiger dans tous les cas, quelle que soit la décision prise, un protocole donnant les raisons de celle-ci et l'adresser sous pli recommandé au président du conseil provincial dont ces médecins relèvent. Si les médecins relèvent de

conseils différents, un exemplaire de ce procès-verbal doit être adressé à chaque conseil provincial intéressé. Il est entendu que ces différentes pièces seront signées par les trois médecins consultants.

Art. 33. — Au cours d'un accouchement dystocique ou prolongé, le médecin doit se considérer comme étant le seul juge des intérêts respectifs de la mère et de l'enfant.

TITRE III
DEVOIRS DU MÉDECIN EN RAPPORT AVEC LES COLLECTIVITÉS

Art. 34. — L'exercice habituel de la médecine sous quelque forme que ce soit, au service d'une entreprise ou d'une collectivité est licite pour autant qu'il se fasse dans des conditions qui sauvegardent l'indépendance du médecin et le secret professionnel.

Art. 35. — Les médecins qui, tout en pratiquant ta médecine de soins, ont consultation dans une institution de médecine préventive (dispensaire de médecine préventive, cancer, tuberculose, maladies vénériennes, œuvres de l'enfance, consultations prénatales, inspection médicale scolaire, etc.), doivent séparer nettement leurs deux activités.

Ils ne peuvent abuser de leur fonction pour augmenter leur clientèle particulière.

Ils ne doivent faire au malade aucune observation au sujet d'un traitement institué.

Éventuellement ils se conformeront aux stipulations de l'article 36.

Art. 36. — Les médecins attachés à des services de prophylaxie comme énumérés à l'article 35 ne peuvent pas s'immiscer dans les traitements prescrits par d'autres médecins en leur qualité de médecins traitants des personnes examinées dans ces services.

Toutefois si, au cours d'un examen, ils se trouvent en désaccord avec leurs confrères sur le diagnostic, le traitement ou le pronostic et s'il leur apparaît qu'un symptôme emportant et utile à la conduite du traitement semble avoir échappé à leurs confrères, ils doivent le leur signaler personnellement.

Art. 37. — La fonction de médecin de contrôle pour une société est incompatible avec celle du médecin qui soigne totalement ou partiellement, des malades pour le compte de cette même société.

Art. 38. — Les médecins chargés d'une enquête, les médecins experts, les médecins de contrôle et les médecins-conseils doivent être indépendants à l'égard des personnes à examiner et doivent donc refuser l'examen de proches, chefs, amis, clients ou de toute personne avec laquelle ils auraient des relations susceptibles d'influencer leur liberté de jugement.

Art. 39. — Si les médecins désignés à l'article 38 se jugent liés par le secret médical vis-à-vis des personnes à examiner, ils doivent refuser la mission qui leur est proposée.

TITRE IV
SECRET PROFESSIONNEL

Art. 40. — Le secret professionnel implique une absolue discrétion au sujet de ce que le médecin a vu ou entendu dans l'exercice de sa profession.

Art. 41. — Le médecin doit veiller à ne pas dévoiler le secret médical, soit par ses paroles, par ses écrits professionnels ou administratifs, soit par ses publications ou communications scientifiques.

Art. 42. — Le certificat qui, par son texte, dévoile un secret médical, sera remis directement au malade qui peut en disposer à son gré.

Art. 43. — La communication d'un diagnostic ou de renseignements d'ordre médical peut se faire moyennant les précautions nécessaires:

1° à une autorité médicale supérieure, reconnue par le malade du fait de son appartenance à un organisme employeur vis-à-vis duquel il est lié par contrat et qui l'a affilié d'office à un régime de sécurité sociale. Les renseignements d'ordre administratif que les nécessités imposées par le travail, ou la poursuite d'une carrière, obligent le médecin à fournir à un organisme employeur par toute autre voie que celle de l'autorité médicale supérieure précitée doivent faire l'objet de certificats administratifs qui ne peuvent mentionner le diagnostic ni aucune précision susceptible d'en révéler la nature;

2° à leur représentant légal, quand il s'agit de malades incapables ou inconscients;

3° en cas de nécessité à toute personne qualifiée, moyennant le consentement du patient.

TITRE V
DEVOIRS DE CONFRATERNITÉ

Art. 44. — Les médecins doivent entretenir entre eux des rapports de confraternité.

Un dissentiment professionnel ne peut donner lieu à des polémiques publiques.

Art. 45. — Les médecins se doivent toujours une assistance morale.

Il est interdit de calomnier un confrère, de médire de lui ou de se faire l'écho de propos capables de lui nuire dans l'exercice de sa profession.

Le médecin a pour devoir de prendre la défense d'un confrère injustement attaqué.

Art. 46. — En matière disciplinaire intérieure de l'Ordre ou vis-à-vis de l'autorité judiciaire, les médecins sont, dans la mesure où le permet le respect du secret professionnel, tenus de révéler tous les faits dont ils ont connaissance et qui intéressent l'instruction.

Art. 47. — Lorsqu'un médecin est appelé auprès d'un malade soigné par un de ses confrères, il doit respecter les règles suivantes:

Si le malade renonce aux soins du premier médecin auquel il s'était confié, le second médecin doit se faire confirmer la volonté expresse du malade, s'assurer que son confrère a été prévenu et demander à celui-ci si les honoraires ont été payés.

Si le malade ne renonce pas aux soins du premier médecin mais, ignorant les règles et avantages de la consultation entre confrères, demande un simple avis le second médecin doit d'abord proposer la consultation, n'assurer que les soins d'urgence sans modifier le traitement en cours, puis se retirer.

Toutefois, si, pour une raison valable, la consultation paraît impossible ou inopportune, le second médecin peut examiner le malade, mais il doit communiquer d'urgence au médecin traitant son avis sur le diagnostic et le traitement.

Si le malade a fait appel, en l'absence de son médecin habituel, à un second médecin, celui-ci peut assurer les soins pendant l'absence mais doit les cesser dès le retour de son confrère et informer ce dernier de l'évolution de la maladie pendant son absence.

Le remplaçant ne commet pas de faute en réclamant des honoraires.

Art. 48. — Le titulaire d'un service de garde médicale du dimanche veillera spécialement au respect de l'article 47.

Art. 49. — Le détournement et la tentative de détournement de clientèle sont interdits.

Art. 50. — Un médecin peut accueillir en son cabinet tous les malades. Ne font obstacle à ce droit ni le fait que le malade a un médecin traitant, ni la circonstance que la maladie ne présente pas de caractère aigu.

Art. 51. — Le médecin traitant doit, en principe, accepter de rencontrer en consultation tout confrère quand cette consultation est désirée par le malade ou par sa famille.

Lorsqu'une consultation médicale est demandée par la famille ou par le médecin traitant, celui-ci peut indiquer le consultant qu'il préfère, mais il doit laisser la plus grande liberté à la famille et accepter le consultant qu'elle désire, en s'inspirant, avant tout, de l'intérêt de son malade. Le médecin traitant, tout en se conformant aux prescriptions de l'article 22, peut se retirer si l'on veut lui imposer un consultant qu'il refuse; il ne doit à personne l'explication de son refus.

Les mêmes prescriptions valent pour le choix soit d'un chirurgien ou d'un spécialiste, soit d'un établissement de soins.

Il appartient au médecin traitant de prévenir le consultant et de s'entendre avec lui sur le jour et l'heure de la consultation.

Art. 52. — Le médecin traitant et le médecin consultant ont le devoir d'éviter soigneusement, au cours et à la suite d'une consultation, de se nuire mutuellement dans l'esprit du malade ou de sa famille.

Art. 53. — En cas de divergence de vues importante et irréductible au cours d'une consultation, le médecin traitant est en droit de se dégager de sa mission sous les conditions prévues par l'article 22.

Art. 54. — Au cours de la maladie ayant motivé la consultation, un médecin consultant ne doit pas revoir à domicile un malade examiné en commun, sans l'assentiment du médecin traitant.

Art. 55. — Le médecin ne peut se faire remplacer dans sa clientèle que par un confrère porteur du diplôme légal.

Art. 56. — Un médecin ne doit pas s'installer dans l'immeuble habité par un confrère en exercice, sans l'agrément de celui-ci ou, à défaut de cet accord, sans l'autorisation du conseil provincial de l'Ordre, à moins qu'il ne s'agisse de praticiens exerçant des spécialités différentes.

Art. 57. — La cession d'un cabinet de consultation ou la reprise d'une clientèle médicale, à titre onéreux, est interdite. Le rachat du mobilier et de l'instrumentation est seul autorisé.

Art. 58. — Toute association entre médecins ayant pour objet l'exercice de l'art de guérir doit respecter l'indépendance professionnelle de chacun d'eux.

Art. 59. — Il est interdit à un médecin de faire gérer par un confrère un cabinet placé sous son nom.

TITRE VI

DEVOIRS ENVERS LES MEMBRES DES PROFESSIONS PARAMÉDICALES

Art. 60. — Les médecins doivent dans leurs rapports professionnels avec les membres des professions paramédicales, notamment les pharmaciens et les dentistes, respecter la dignité et l'indépendance de ceux-ci. Ils doivent éviter tout agissement injustifié qui pourrait leur nuire vis-à-vis de leur clientèle.

Art. 61. — Le conseil provincial de l'Ordre s'efforcera d'apaiser tout conflit professionnel avec un membre d'une profession paramédicale.

De tels conflits ne peuvent donner lieu à des polémiques publiques.

TITRE VII

DEVOIRS DES MÉDECINS EN MATIÈRE D'HONORAIRES

Art. 62. — Le médecin doit établir sa note d'honoraires avec tact et mesure.

Les éléments d'appréciation sont: la situation de fortune du malade, la notoriété du médecin, l'importance du service rendu, les circonstances particulières.

Un médecin n'est jamais en droit de refuser à son client des explications sur sa note d'honoraires.

Art. 63. — Le médecin est libre de donner gratuitement ses soins quand sa conscience le lui commande.

Art. 64. — Il est d'usage qu'un médecin soigne gratuitement ses parents proches, ses confrères et les personnes à leur charge, le personnel à son service, ses collaborateurs et auxiliaires directs.

Le médecin ne commet aucune incorrection en demandant d'être indemnisé de ses frais. Il peut se faire honorer dans les cas où la charge des soins incombe à un tiers.

Art. 65. — Il est interdit à tout médecin d'abaisser ses honoraires dans un intérêt de concurrence.

Art. 66. — La rencontre en consultation entre médecin traitant et médecin consultant légitime pour le premier des honoraires spéciaux faisant l'objet d'une note personnelle.

Le consultant ne transmettra pas au médecin traitant les honoraires revenant à ce dernier.

Art. 67. — La présence du médecin traitant à une opération chirurgicale, dont l'indication et la décision résultent de ses informations, est désirable. Cette présence lui donne droit à des honoraires spéciaux qui doivent faire l'objet, soit, de préférence, d'une note personnelle, soit d'une note collective précisant que les honoraires relatifs à cette assistance du médecin traitant y sont compris.

Au cas où les honoraires du médecin traitant ne seraient pas compris dans une note collective, le chirurgien doit le mentionner dans son relevé.

Art. 68. — Tout partage clandestin d'honoraires entre médecin traitant d'une part, consultant, chirurgien ou spécialiste, d'autre part, est formellement interdit. L'acceptation, la sollicitation ou l'offre d'un partage clandestin d'honoraires, même non suivie d'effet, constitue une faute professionnelle grave.

Art. 69. — Le chirurgien a le droit de choisir ses aides opératoires ainsi que l'anesthésiste. Les honoraires de ceux-ci peuvent soit être réclamés par eux directement à l'opéré, soit être portés sur la note collective que le chirurgien remet à l'opéré.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 70. — Le médecin ne doit pas s'immiscer dans les affaires de famille de ses patients.

Art. 71. — L'abandon de l'exercice de l'art de guérir doit être immédiatement notifié au conseil provincial de l'Ordre.

Art. 72. — Tout médecin, lors de son inscription au tableau de l'Ordre recevra un exemplaire du présent code de déontologie médicale. Il doit affirmer devant le conseil provincial de l'Ordre qu'il en a pris connaissance et s'engager par écrit à le respecter.

Art. 73. — Les médecins fonctionnaires de l'administration ou engagés par contrat au service d'entreprises commerciales ou autres sont autorisés à

observer les règlements administratifs de ces organismes pour autant qu'ils ne soient pas contraires aux présentes règles du code de déontologie.

---

8 mai 1970. – ORDONNANCE 70-163 relative aux élections des conseils de l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°20, 15 octobre 1970, p. 675)

CHAPITRE 1er
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Le vote pour l'élection des conseils de l'Ordre des médecins a lieu par correspondance.

La participation au scrutin est obligatoire. Tout électeur qui, sans motif valable, se sera abstenu de voter sera passible de la peine disciplinaire de l'interdiction temporaire d'exercer la médecine pendant une période de trois mois.

Art. 2. — Soixante jours au moins à l'avance, le bureau du conseil fixe la date à laquelle il sera procédé au dépouillement et au recensement des votes. Cette date doit être antérieure de vingt jours au moins à celle à laquelle expire le mandat des conseillers en fonction.

Art. 3. — Les opérations de dépouillement et de recensement ont lieu dans la salle de réunion du conseil. Tous les électeurs peuvent assister à ces opérations.

CHAPITRE II
OPÉRATIONS ÉLECTORALES

SECTION 1re
OPÉRATIONS PRÉPARATOIRES AU SCRUTIN

Art. 4. — Les candidatures doivent être adressées et parvenir au président du conseil provincial quarante jours au moins avant la date fixée pour les opérations de dépouillement et de recensement. Passé ce délai, elles ne sont plus recevables.

Elles sont transmises soit directement contre récépissé, soit par lettre recommandée à la poste.

Art. 5. — Vingt jours au moins avant la date fixée pour les opérations de dépouillement et de recensement, le président porte les candidatures à la connaissance des électeurs par l'envoi du bulletin de vote qui indique également le nombre des membres à élire.

Art. 6. — Le bulletin ainsi transmis à l'électeur comprend, inscrits par ordre alphabétique, tous les noms des candidats.

Art. 7. — Les bulletins de vote sont imprimés par les soins du conseil suivant le modèle annexé à la présente ordonnance.

Art. 8. — Les bulletins de vote et les enveloppes destinées à les contenir sont fournis par le conseil.

Art. 9. — Le président du conseil envoie, par lettre recommandée à la poste, un bulletin à chaque électeur dans le délai prévu à l'article 5 de la présente ordonnance.

Art. 10. — Chaque bulletin, marqué préalablement au verso du sceau du conseil, est plié en quatre à angle droit, l'estampille à l'extérieur.

Art. 11. — Le bulletin est enfermé dans une première enveloppe laissée ouverte et portant la suscription:

Conseil provincial de .....

Élection des membres du conseil .....

Date .....

Art. 12. — Une deuxième enveloppe, laissée également ouverts, est jointe à l'envoi et porte l'adresse du président du conseil au siège du conseil provincial de l'Ordre ainsi que la mention, au verso, «expéditeur» que l'électeur devra faire suivre de ses noms, prénoms et lieu de domicile, lisiblement inscrits en caractère d'imprimerie.

Art. 13. — Le tout est enfermé dans une troisième enveloppe à l'adresse de l'électeur et contre signée par le président du conseil.

SECTION 2
VOTE

Art. 14. — L'électeur pointe les noms des candidats qu'il choisit comme membres effectifs dans la première colonne du bulletin de vote.

Il pointe dans la deuxième colonne les noms des candidats qu'il choisit comme membres suppléants.

Art. 15. — Le bulletin de vote est ensuite plié en quatre, l'estampille à l'extérieur, et placé dans la première enveloppe qui est fermée par l'électeur.

L'électeur glisse celle-ci dans la seconde enveloppe portant l'adresse du président du conseil et apposée sa signature sous son nom inscrit au verso de la manière indiquée à l'article 12 de la présente ordonnance.

Art. 16. — Sous peine d'être refusée, l'enveloppe contenant le bulletin de vote doit parvenir au président du conseil une heure au moins avant celle qui est fixée pour le commencement des opérations de dépouillement et de recensement.

SECTION 3
DÉPOUILLEMENT ET RECENSEMENT

Art. 17. — À l'heure fixée pour le commencement des opérations de dépouillement et de recensement, le président du conseil remet au bureau du conseil les enveloppes reçues.

Art. 18. — Le nom de chaque médecin votant est pointé au fur et à mesure par le secrétaire du bureau du conseil sur la liste qui a servi à expédier les bulletins de vote.

Art. 19. — Les enveloppes extérieures sont ensuite ouvertes et les enveloppes intérieures contenant les bulletins de vote sont placées dans l'urne.

Art. 20. — Les enveloppes extérieures sont immédiatement détruites et il est procédé au dépouillement.

Art. 21. — Les enveloppes sont retirées de l'urne et sont ouvertes. Les bulletins en sont retirés, sont comptés et leur nombre est inscrit au procès-verbal.

Art. 22. — Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, ceux-ci sont considérés comme nuls.

Sont également nuls, les bulletins:

a) où l'électeur a voté pour un plus grand nombre de candidats que ne l'indique le bulletin;

b) portant soit une indication de nature à identifier l'électeur, soit une indication autre que le pointage prévu par l'article 14 de la présente ordonnance.

Art. 23. — Les bulletins nuls et ceux qui ne contiennent aucun suffrage sont défalqués du nombre total des bulletins de vote et ils sont joints au procès-verbal.

Art. 24. — Le président du conseil ou un membre du bureau désigné par lui, lit successivement les bulletins à haute voix et les suffrages sont notés par le secrétaire.

Art. 25. — Il est procédé séparément au recensement des votes émis pour l'élection des membres effectifs et au recensement des votes émis pour l'élection des membres suppléants.

Sont élus membres effectifs les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimés pour l'élection de ces membres.

Sont élus membres suppléants les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimés pour l'élection de ces membres.

Art. 26. — Le résultat du scrutin est immédiatement proclamé par le président.

Art. 27. — Le procès-verbal des opérations est dressé en cinq exemplaires et est signé par les membres du bureau du conseil.

CHAPITRE III

RECOURS CONTRE LES ÉLECTIONS

Art. 28. — Tout électeur peut introduire un recours, endéans les huit jours suivant la date de l'élection, contre les résultats proclamés. Les recours doivent être motivés et adressés par lettre recommandée au président du conseil provincial.

Art. 29. — Le conseil provincial statue sans appel sur le recours endéans les huit jours de sa réception.

Art. 30. — Si l'élection est partiellement ou totalement annulée, le bureau du conseil provincial doit immédiatement procéder à des nouvelles élections.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 31. — L'élection des membres des conseils provinciaux aura lieu pour la première fois dans un délai de nonante jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

L'élection des membres du conseil national aura lieu pour la première fois trente jours après la clôture des élections visées au 1er alinéa.

Art. 32. — Les élections visées à l'article 31 ci-dessus sont organisées suivant les modalités prévues au chapitre I de la présente ordonnance.

Toutefois, les attributions du bureau du conseil provincial seront exercées par le médecin-inspecteur provincial qui sera assisté, durant toutes les opérations électorales, par un huissier désigné par le juge-président du tribunal de première instance, situé dans le ressort du conseil.

Art. 33. — Tout électeur peut introduire un recours contre les résultats des élections visées à l'article 31 dans la forme et le délai prescrits par l'article 28.

Toutefois, le recours doit être adressé au médecin-inspecteur provincial qui, concurremment avec l'huissier désigné conformément à l'article 32 de la présente ordonnance, statue sans appel sur le recours endéans les huit jours de sa réception.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 34. — Le ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

---

2 juillet 1970. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 034/70 fixant le nombre des membres des conseils provinciaux de l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°23, 1er décembre 1970, p. 811)

Art. 1er. — Le nombre des membres à élire lors de la première élection pour la composition des conseils provinciaux est fixé comme suit:

conseil provincial de Kinshasa	10 membres
conseil provincial de Lubumbashi	8 membres
conseil provincial de Matadi	5 membres
conseil provincial de Kikwit	5 membres
conseil provincial de Mbandaka	5 membres
conseil provincial de Kisangani	5 membres
conseil provincial de Bukavu	5 membres
conseil provincial de Mbujimayi	5 membres
conseil provincial de Luluabourg	5 membres

Art. 2. — Les médecins inspecteurs provinciaux sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

30 juillet 1973. – ARRÊTÉ 002 relatif de l'inscription au tableau de l'Ordre des médecins. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1973, p. 1742)

Art. 1er. — L'inscription au tableau de l'Ordre des médecins donne droit à l'obtention d'un numéro délivré par le Bureau national de cette institution.

Art. 2. — Chaque numéro d'inscription au tableau sera notifié par les soins du bureau national de l'Ordre du département de la Santé en vue des contrôles réglementaires et devra figurer sur toute prescription médicale.

Art. 3. — Toute disposition antérieure et contraire à la présente est abrogée.

Art. 4. — Le directeur général de la Santé publique et le président du conseil national de l'Ordre des médecins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

30 juillet 1973. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 003 portant caducée à l'usage des médecins en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1973, p. 1825)

Art. 1er. — Il est créé, à l'usage exclusif des médecins œuvrant en République du Zaïre, un caducée, délivré par les soins de l'Ordre des médecins.

Art. 2. — Le caducée dont il est question à l'article 1er est un macaron de forme ronde, d'un diamètre de 12 cm, représentant en son milieu, une croix rouge dont les 4 branches de grandeur égale mesurent chacune 2 cm de longueur et 2,3 cm de largeur, au milieu de cette croix est représenté un serpent de couleur noire, ayant comme largeur de tête 0,4 cm, largeur de corps 0,3 cm, largeur de la pointe de queue 0,05 cm, le tout sur un fond blanc portant la mention, «Médecin», écrite en noir et au bas de la croix.

Le bord du caducée est orné de deux bandes circulaires juxtaposées, dont l'une formant le bord du caducée, de couleur verte, est d'une largeur de 1,3 cm, tandis que l'autre de couleur jaune, est d'une largeur de 1,3 cm.

Art. 3. — Le caducée sera apposé sur la face intérieure du pare-brise, de façon à être facilement visible de l'extérieur.

Le caducée sera amovible, de façon à pouvoir être aisément enlevé lorsque le véhicule n'est plus utilisé par le médecin.

Art. 4. — Tout abus ou fraude portant sur l'utilisation du caducée et notamment par des tiers ou des membres de famille du titulaire de cet insigne engagera la responsabilité du médecin. Ce dernier pourra notamment se voir retirer par l'Ordre des médecins le caducée lui attribué et, le cas échéant, être déféré devant le Conseil de l'Ordre.

Art. 5. — L'Ordre est habilité à poursuivre en justice quiconque fait usage du caducée zaïrois ou d'un autre caducée appartenant aux docteurs en médecine des pays étrangers.

Art. 6. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

20 juin 1982. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL D.SASS/1250/0004/82 fixant les modalités de perception des honoraires des médecins. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 22)

FIXATION DES FRAIS DE CONSULTATION

Art. 1er. — Les frais de consultation et des actes médicaux à percevoir par les institutions de santé sont fixés par un arrêté départemental du commissaire d'État ayant la santé publique dans ses attributions, en fonction de la nomenclature générale des actes professionnels; pour chaque catégorie de praticien, de malade et de formation médicale.

CONSULTATION ET VISITE

Art. 2. — Par consultation ou visite, on entend globalement: l'interrogatoire, l'examen clinique et éventuellement une prescription thérapeutique. Y sont inclus les moyens courants de diagnostic (touchers, prise de tension) ou de traitement (injection, petit pansement, etc.) de pratique générale ou de la spécialité concernée, même si ces actes ont leur cotation propre lorsqu'ils n'accompagnent pas un examen de malade.

Si le praticien visite plusieurs malades d'une même famille ou d'une même collectivité, le premier acte seul constitue une visite, les autres devenant des consultations.

ACTE GLOBAL, ACTES ISOLÉS, ACTES MULTIPLES DANS LA MÊME SÉANCE, ACTES EN PLUSIEURS TEMPS

Art. 3. — 1) Lorsque le coefficient d'un acte est au moins égal à 15, il englobe tous les actes qui l'entourent et qui ne pourront lui être additionnés. Il s'agit notamment

• des soins pré-opératoires et de l'aide opératoire;

• des soins post-opératoires:

– pendant 10 jours s'il n'y a pas d'hospitalisation;

– pendant 20 jours s'il y a hospitalisation du patient;

• des soins post-obstétricaux: pendant 12 jours après un accouchement eutocique.

Une réintervention ouvre une nouvelle période de 10 ou 20 jours selon le cas.

2) Les honoraires sont cependant dus pendant cette période:

• pour les actes de laboratoire et de radiologie;

• pour l'anesthésie et l'assistance du médecin traitant si celle-ci a été réclamée par le malade;

• pour le matériel de pansement et les médicaments.

Art. 4. — Le coefficient inférieur à 15 correspond à un acte isolé, tous les autres actes exécutés dans la même séance lui sont additionnés, à la condition qu'aucun d'entre eux n'ait un coefficient égal ou supérieur à 15.

Art. 5. — Les actes posés lors d'une consultation ne sont pas cotés à part, à l'exception des radioscopies et radiographies. Seule la con-

sultation est honorée, à moins qu'un acte plus avantageux pour le praticien ne lui soit préféré.

Toutefois, une intervention chirurgicale jugée urgente, exécutée dans les suites immédiates d'une consultation et nécessitant une hospitalisation, n'annule pas les honoraires dus pour cette consultation et vice-versa.

• Les actes n'accompagnant pas une consultation sont cotés de la manière suivante:

l'acte à coefficient le plus élevé est coté à 100 %, le deuxième acte à 50 %, les autres actes étant négligés. Cependant, lorsqu'il s'agit des polytraumatismes portant sur des régions différentes du corps, le premier acte est coté à 100 %, le deuxième à 75 % et le troisième à 50 %, les actes suivants étant négligés.

• Les actes exécutés par des praticiens différents ne donnent à ceux-ci droit à des honoraires que dans la mesure où ils appartiennent à des spécialités différentes.

Conformément aux règles de la déontologie, les différents praticiens collaborant à un ou plusieurs actes rédigeront des notes d'honoraires distinctes en raison de leur responsabilité propre.

Art. 6. — Si un acte figurant à la nomenclature se fait normalement en plusieurs temps, ou que plusieurs temps sont jugés inévitables dans un cas précis pour l'obtention du meilleur résultat, la cotation globale devra être répartie en quotités correspondant à la valeur relative de chaque temps. Les quotités réalisées pourront être réclamées s'il n'est pas sûr que le traitement sera poursuivi.

Art. 7. — Les actes qui ne sont pas prévus à la nomenclature sont cotés par assimilation à des actes de même complexité. Dans ce cas, il importe de préciser dans la note d'honoraires «actes assimilables à ...».

Art. 8. — L'acte pratiqué par un auxiliaire médical sous la surveillance, le contrôle et la responsabilité du praticien pouvant intervenir en tout moment est coté au moyen de la lettre clé de cet auxiliaire, même si les honoraires sont perçus par le praticien. De même, un acte posé par un spécialiste dans un domaine différent du sien ou relevant de la médecine générale pour cause d'urgence sera coté comme un acte de généraliste.

AFFECTION INTERCURRENTE

Art. 9. — Si une affection intercurrente survient pendant les périodes post-opératoires ou post-obstétricales ou en cours de traitement en général, et qu'elle nécessite l'intervention d'un second médecin, ce dernier a droit à des honoraires.

Le médecin traitant peut aussi prétendre à de nouveaux honoraires, à un tarif réduit de moitié, si l'affection nouvelle n'est pas une complication de la première ou n'est pas favorisée par l'état d'affaiblissement post-opératoire du sujet.

ACTES DE NUIT ET DU DIMANCHE

Art. 10. — Une majoration est prévue pour les actes effectués:

• entre 20 heures et 6 heures du matin, sauf si le médecin a été averti plus d'une heure avant;

• les dimanches et jours fériés, étant entendu que par «dimanche on entend toute la période officielle de repos de fin de semaine».

La nécessité de ces actes doit être évidente. Ces majorations ne s'appliquent pas aux actes entrant dans un programme préétabli de soins d'un malade.

Pour les accouchements, c'est l'heure de la naissance qui entre en ligne de compte.

DU CONSULTANT

Art. 11. — 1) Est consultant, tout médecin appelé par son confrère traitant pour avis technique du traitement du malade.

2) En tant que premiers médecins (traitants), les différents praticiens font la consultation selon la cotation: «Cs, Cpsy».

3) Lors d'une consultation entre deux généralistes, ils ont droit:

• à C x 1 ou V x 1 pour le médecin traitant;

• à C x 1,5 ou V x 1,5 pour le consultant.

En qualité de consultant;

• les spécialistes calculeront C x 2, et les psychiatres C x 2,5;

• les professeurs calculeront C x 2,5 et les professeurs de psychiatrie C x 3.

4) Les dispositions des deux alinéas ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque les deux praticiens appartiennent à un même service dans un établissement où se pratique habituellement une médecine d'équipe; les honoraires sont uniquement perçus par le praticien qui a la charge effective du malade, étant entendu qu'une prime doit être consentie au médecin chargé de l'encadrement de ses confrères par l'administration de la formation médicale concernée.

S'ils appartiennent à des services différents d'un même établissement, le tarif appliqué est unique et correspond à celui du médecin ayant droit aux honoraires les plus élevés. Si les deux praticiens sont de qualification égale, chacun a droit à C x 0,5 (ou Cs x 0,5). Si le consultant est spécialiste et le traitant généraliste, ce dernier a droit à C x 0,5, le premier percevant C x 1.

DE LA SURVEILLANCE MÉDICALE

Art. 12. — La surveillance médicale est une observation attentive et régulière du malade par un médecin en cours d'un traitement.

L'acte de surveillance n'est coté que dans la mesure où il y a eu effectivement examen du malade.

1) en médecine l'acte du surveillance est coté:

• à 80 % de valeur d'une consultation, chaque jour, pendant les 20 premiers jours;

• à 40 %, à partir du 21^{e} au 60^{e} jour;

• à 20 %, au-delà du 60^{e} jour.

2) En chirurgie:

• s'il s'agit d'une simple observation, l'acte de surveillance est coté comme indiqué à l'article 12/1 ci-dessus;

• en cas d'intervention: l'acte de surveillance est coté de la manière suivante:

a) si le coefficient de l'intervention est supérieur à 15:

• la surveillance est gratuite pendant la période de 10 ou 20 jours couverte par l'article 3;

• l'acte est coté à 20 % de la valeur d'une consultation pour la période non couverte par l'alinéa qui précède;

b) si le coefficient de l'intervention est inférieur à 15: l'acte est coté à 20 % de la valeur de la consultation.

3) En obstétrique:

• la surveillance est gratuite pendant la période de 12 jours couverte par l'article 3;

• l'acte est coté à 40 % de la valeur d'une consultation, du treizième au vingtième jour;

• l'acte est coté à 20 % à partir du vingt et unième jour.

Cependant, dans les formations de l'État ou subventionnées par l'État, ces tarifs ne sont applicables qu'aux malades de la catégorie IV en chambres individuelles.

Pour les malades des autres catégories, le tarif est fixé à C x 0,20. La surveillance par plusieurs praticiens n'est honorée pour chacun que dans la mesure où ils appartiennent à des spécialités différentes; sa valeur journalière est divisée par le nombre des praticiens. Dans le cas contraire, en dehors du médecin traitant, les praticiens appartenant à la même spécialité ne sont pas autorisés à réclamer des honoraires, sauf dans le cas du remplacement du médecin traitant.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ANESTHÉSIE

Art. 13. — Le coefficient d'un acte englobe tous les actes qui précèdent l'anesthésie dans la journée de l'opération (préparation, prémédication...) et ceux qui sont pratiqués au cours de l'anesthésie (perfusion, surveillance...) jusqu'au réveil. Il couvre aussi la surveillance et la réanimation post-opératoire pendant une période de 10 jour, à moins que chez un malade non hospitalisé ou sorti, un autre médecin n'ait pris le relais, auquel cas ce dernier a droit à des honoraires.

Art. 14. — Si l'acte d'anesthésie est effectué par l'opérateur lui-même, il est coté à 50 %. Les actes d'anesthésie générale non expressément prévus à la nomenclature (accompagnant un acte de diagnostic ou de petite chirurgie par exemple) ont d'office la cotation K 15.

Art. 15. — L'anesthésiste peut prétendre à un honoraire de surveillance de C x 0,80 dans les jours précédant l'opération s'il a été réellement responsable de cette période: toutefois, s'il exécute un acte plus avantageux, il perd le bénéfice de la surveillance pour la journée où il a posé ledit acte. Les actes d'anesthésie non cliniquement justifiés ne sont pas cotés.

DES CERTIFICATS

Art. 16. — Les honoraires pour la délivrance des certificats sont fixés comme suit:

• demande d'un certificat après examen: C x 0,40;

• en matière d'accident de travail:

– certificat de première constatation:

– C x 0,40 pour lésions légères, dont la guérison est prévue dans la quinzaine;

– C x 0,70 pour lésions graves.

• certificat de prolongation: C x 0,70

• certificat de décès: gratuit

• certificat final de consolidation: C x 1

• certificat de naissance: C x 0,40.

Ces sommes s'ajoutent à celles de la consultation (C) ou de la visite (V).

DE LA GARDE

Art. 17. — La garde est, dans une formation médicale donnée, un service de permanence en dehors des heures normales de travail.

La garde se calcule sous forme de forfait par période de huit heures; le payement est à charge du malade si c'est ce dernier qui demande la surveillance; à charge de la formation médicale dans les autres cas.

Son taux se calcule de la manière ci-après:

• si le médecin est tenu de rester dans la formation médicale:

– entre 6 heures et 18 heures: le forfait est fixé par la formation médicale;

– entre 18 heures et 6 heures: le forfait est fixé par la formation médicale.

• si le médecin est tenu de rester à son domicile ou à la disposition du malade ou de la formation médicale:

a) s'il peut vaquer à d'autres occupations professionnelles:

– entre 6 heures et 18 heures: tarif de surveillance minimum (soit C x 0,20) x 3;

– entre 18 heures et 6 heures: tarif de surveillance minimum (soit C x 0,20) x 4;

b) s'il ne peut vaquer à d'autres occupations professionnelles:

– entre 6 heures et 18 heures: tarif de surveillance minimum (soit C x 0,20) x 5;

– entre 18 heures et 6 heures: tarif de surveillance minimum (soit C x 0,20) x 6;

• si le médecin reste au domicile du malade ou exclusivement auprès de lui dans un hôpital:

– entre 6 heures et 18 heures: C x 5;

– entre 18 heures et 6 heures: C x 6.

Art. 18. — Le commissaire d'État ayant dans ses attributions la santé publique, après avis du Conseil national de la santé et du bien-être, fixe le pourcentage revenant, d'une part, à la formation médicale et d'autre part, au praticien, dans les recettes provenant des honoraires.

Les dispositions reprises à l'alinéa qui précède ne concernent pas que les formations médicales de l'État.

Art. 19. — Le secrétaire général à la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

Pharmacie

O.-L. 72-046 du 14 septembre 1972 — Exercice de la pharmacie 418
Ord. 72-359 du 14 septembre 1972 — Exercice de la pharmacie. – Mesures d'exécution... 419
Ord. 43-54 du 19 février 1953 — Nitrate de potassium. – Réglementation générale 433
Ord. 41-539 du 23 décembre 1958 — Fleurs et poudres de pyrèthre. – Exportation 434
Arr. dép. BUR/CE/SPAS/A/182/86 du 22 décembre 1985 — Service de garde de pharmacie 434
Ord. 87-091 du 27 mars 1987 — D.C.M.P. – Création et statuts..... 434
O.-L. 91-018 du 30 mars 1991 — Ordre des pharmaciens..... 437
A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/MS/012/2001 du 9 décembre 2001 — Mise sur le marché des produits pharmaceutiques. – Enregistrement et autorisation 445
A.M. 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/014/PK/2001 du 9 décembre 2001 — Médicaments essentiels 446

14 septembre 1972. – ORDONNANCE-LOI 72-046 sur l'exercice de la pharmacie. (*J.O.RDC.*, n° 1, 1er janvier 1973, p. 27)

TITRE Ier
CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION DE PHARMACIEN

Art. 1er. — Nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'offre toute garantie de moralité professionnelle et s'il ne réunit une des conditions suivantes:

a) être titulaire d'un diplôme de pharmacie délivré et entériné en conformité des lois et règlements en vigueur sur la collation des grades académiques;

b) ou posséder un diplôme de pharmacie obtenu à l'étranger et tenu pour équivalent par la commission des équivalences de diplômes.

Art. 2. — Avant de pouvoir se livrer à quelque activité professionnelle que ce soit, tout pharmacien doit obtenir une autorisation d'exercice de la pharmacie.

Cette autorisation est délivrée et enregistrée par le conseiller national chargé de la santé publique suivant des modalités fixée par le président de la République.

Art. 3. — Le pharmacien est tenu au secret professionnel.

TITRE II
CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION DE GRADUÉ EN PHARMACIE

Art. 4. — Nul ne peut exercer la profession de gradué en pharmacie s'il n'offre toute garantie de moralité professionnelle et s'il ne réunit les conditions suivantes:

a) avoir effectué ses études de gradué en pharmacie dans une université nationale (zaïroise) au plus tard en 1970;

b) être titulaire d'un diplôme de gradué en pharmacie délivré en conformité des lois et règlements en vigueur sur la collation des grades académiques.

Art. 5. — Avant de pouvoir se livrer à quelque activité professionnelle que ce soit, tout gradué en pharmacie doit obtenir une autorisation d'exercer sa profession.

Cette autorisation est délivrée et enregistrée par le conseiller national chargé de la santé publique.

Art. 6. — Le gradué en pharmacie peut assurer l'entière responsabilité d'une officine, d'un établissement pharmaceutique de commerce en gros ou d'une maison de représentation pharmaceutique, sans contrôle d'un pharmacien diplômé.

Art. 7. — Le gradué en pharmacie est tenu au secret professionnel.

TITRE III
CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION DE PRÉPARATEUR EN PHARMACIE

Art. 8. — Nul ne peut exercer la profession de préparateur en pharmacie s'il n'offre toute garantie de moralité professionnelle et s'il n'est titulaire soit du diplôme de préparateur en pharmacie délivré conformément à l'ordonnance-loi 66-299 du 14 mai 1966 telle que modifiée par l'article 18 ci-après, soit du diplôme d'assistant médical, section pharmaceutique, délivré conformément à l'ordonnance 75-355 du 2 juillet 1959, soit du diplôme d'assistant en pharmacie délivré conformément à l'ordonnance-loi 66-299 du 14 mai 1966 telle qu'elle existait avant modification prévue à l'article 18 ci-après.

Art. 9. — Les préparateurs en pharmacie sont habilités à préparer tous médicaments, sous toutes formes, à manipuler tous toxiques et stupéfiants et plus généralement tout produit destiné au traitement des maladies humaines, animales ou végétales.

Ils exécutent les manipulations sous la responsabilité et le contrôle effectif et personnel d'un pharmacien, leur propre responsabilité pénale étant engagée.

Art. 10. — Les préparateurs faisant l'objet du présent titre ne peuvent, en aucun cas, se substituer à la personne du pharmacien ou de

gradué en pharmacie quant aux prérogatives attachées au diplôme de pharmacien ou de gradué en pharmacie.

Art. 11. — Ils sont tenus au secret professionnel.

TITRE IV
RÉGLEMENTATION DE LA PHARMACIE

Art. 12. — Le président de la République est autorisé à réglementer et à surveiller, dans l'intérêt de l'hygiène et de la santé publique:

1° la création et le fonctionnement des établissements pharmaceutiques;

2° la détention, l'offre en vente, la vente, la réclame, l'importation et l'exportation, l'acquisition à titre onéreux ou gratuit de tous les produits médicaux et des médicaments composés (spécialités pharmaceutiques), y compris les substances toxiques, soporifiques, désinfectantes ou antiseptiques, les sérums, les vaccins, les produits biologiques;

3° la culture des plantes pharmaceutiques.

TITRE V
DES SANCTIONS

Art. 13. — Les infractions aux articles 1, 2, 4, 5, 8, 9 et 10 sont punies d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de 10 à 100 zaïres ou d'une de ces peines seulement.

Le président de la République est autorisé à sanctionner des mêmes peines les infractions aux ordonnances et règlements prévus par la présente ordonnance-loi.

Art. 14. — Le tribunal saisi d'une infraction peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement dans lequel l'infraction a été commise.

La durée de la fermeture n'est pas inférieure à celle de la servitude pénale prononcée.

Si l'auteur de l'infraction exerce une des professions définies plus haut, le juge peut le lui interdire temporairement ou définitivement.

Celui qui, en violation de l'interdiction, tient son établissement ouvert, encourt une peine de servitude pénale de un à six mois et une amende de 10 à 50 zaïres, ou une de ces peines seulement.

Art. 15. — En cas de récidive dans le délai de deux ans, après une condamnation du chef d'une infraction aux dispositions qui précèdent ou aux ordonnances et règlements prévus par la présente ordonnance-loi, les peines peuvent être portées au double.

Art. 16. — Les tribunaux prononcent la confiscation des substances saisies en vertu des dispositions des ordonnances et règlements pris par le président de la République, en exécution de la présente ordonnance-loi.

Art. 17. — Les patrons et employeurs sont responsables du paiement de l'amende et des frais auxquels sont condamnées les personnes à leur service, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher l'infraction.

TITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

Art. 18. — L'article 1er, alinéa 1er, n°2, de l'ordonnance-loi 66-299 du 14 mai 1966 relative à l'enseignement technique médical et paramédical est remplacé par le texte suivant:

2) les écoles du niveau des humanités, à savoir:

• les écoles d'infirmier(e)s;

• les écoles de techniciens d'assainissement;

• les écoles d'assistants en pharmacie.

Art. 19. — Sont abrogés les articles 9 et 10 du décret du 19 mars 1952, tel qu'il à été modifié jusqu'à ce jour, relatif à l'exercice de l'art de guérir.

Art. 20. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur à la date qui sera fixée par le président de la République.

---

14 septembre 1972. – ORDONNANCE 72-359 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 72-046 du 14 septembre 1972 sur l'exercice de la pharmacie. (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1972, p. 679)

TITRE I
ÉTABLISSEMENTS PHARMACEUTIQUES

CHAPITRE 1er
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — La mise sur le marché des médicaments, telle que définie à l'article 65, ne peut être effectuée que dans des établissements pharmaceutiques.

Ces établissements comprennent:

1° les officines ouvertes au public, les services pharmaceutiques des établissements de santé ou des institutions et associations sans but lucratif, ou des établissements d'utilité publique ou des entreprises privées;

2° les laboratoires de fabrication pharmaceutique;

3° les établissements de commerce en gros de produits pharmaceutiques;

4° les maisons de représentation.

Art. 2. — L'ouverture de tout établissement pharmaceutique est subordonnée à une autorisation accordée:

• pour les officines dans la ville de Kinshasa, par le conseiller national chargé de la Santé publique sur avis favorable de l'inspecteur en chef de la pharmacie, et dans les régions, par le commissaire de région, sur avis favorable de l'inspecteur régional de la pharmacie.

• pour les établissements de commerce en gros et les laboratoires de fabrication, par le conseiller national chargé de la Santé publique, sur avis favorable de l'inspecteur en chef de la pharmacie.

Art. 3. — Tout établissement pharmaceutique doit disposer des locaux et installations permettant la conservation satisfaisante des médicaments.

Art. 4. — Le gérant ou le responsable d'un établissement pharmaceutique doit être un pharmacien autorisé à exercer conformément aux dispositions des articles 1er et 2 de l'ordonnance-loi sur l'exercice de la pharmacie.

Art. 5. — Pour assumer la responsabilité d'un établissement pharmaceutique, le pharmacien doit obtenir l'autorisation:

1° de l'inspecteur en chef de la pharmacie pour les officines de la ville de Kinshasa;

• de l'inspecteur régional de la pharmacie pour les officines ouvertes en région.

2° de l'inspecteur en chef de la pharmacie pour les laboratoires de fabrication pharmaceutique et les établissements de commerce en gros.

Art. 6. — Dans les établissements pharmaceutiques, le pharmacien est responsable de la qualité des médicaments, de leur détention, de leur conservation, de leur présentation et de leur délivrance.

Art. 7. — Tout acte pharmaceutique doit être effectué par un pharmacien ou sous sa surveillance, son autorité et sa responsabilité. Le président de la République détermine, suivant la catégorie de l'établissement, la proportion entre le nombre des pharmaciens exerçant dans l'établissement et celui du personnel auxiliaire.

Art. 8. — Il est interdit à tout pharmacien d'assumer simultanément la responsabilité de deux établissements pharmaceutiques.

Art. 9. — Il est interdit à un pharmacien responsable d'un établissement pharmaceutique d'exercer simultanément une des professions visées par les dispositions légales ou réglementaires relatives à l'art de guérir, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants.

Art. 10. — Tout acte médical est interdit dans les établissements pharmaceutiques.

Art. 11. — Est interdite toute convention d'après laquelle un pharmacien assure à un membre d'une profession visée par les dispositions légales et réglementaires relatives à l'exercice de l'art de guérir, un bénéfice d'une nature quelconque sur la vente des produits que celui-ci peut prescrire.

Art. 12. — Sous réserve de l'autorisation donnée par le pharmacien responsable d'un établissement pharmaceutique, un pharmacien employé dans cet établissement peut exercer des activités professionnelles dans un autre établissement pharmaceutique. Il ne peut en aucun cas en assumer la responsabilité, au sens de l'article 4.

Ces activités complémentaires doivent être exercées personnellement par le pharmacien.

Les intéressés sont tenus d'informer l'inspecteur de la pharmacie de ces conventions.

Le président de la République peut déterminer les conditions dans lesquelles s'exercent ces activités professionnelles complémentaires.

Art. 13. — Le pharmacien peut effectuer, notamment dans les établissements pharmaceutiques, des analyses biochimiques, biologiques, toxicologiques et bromatologiques.

Pour pouvoir effectuer les analyses mentionnées ci-dessus, les pharmaciens doivent disposer d'un local affecté exclusivement à cet usage et du matériel et équipement nécessaires.

Art. 14. — On entend par officine, l'établissement pharmaceutique affecté à l'exécution des ordonnances magistrales, à la préparation et à la vente au détail des médicaments.

Art. 15. — À partir de la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance aucune nouvelle officine ne pourra être ouverte au public, si elle se trouve dans un rayon inférieur à mille mètres de l'officine la plus proche.

Art. 16. — Sur la façade de l'officine est obligatoirement inscrit, en caractères apparents et parfaitement lisibles par le public, le nom du pharmacien ou du gradué en pharmacie responsable.

Art. 17. — Le pharmacien doit habiter le territoire national dans un rayon ne dépassant pas 30 km de l'établissement où il travaille.

Art. 18. — Il ne peut être délivré dans les officines, outre les médicaments, les pansements, les appareils et accessoires médicaux que les articles autorisés par le ministre de la Santé publique.

Art. 19. — Tout établissement pharmaceutique visé à l'article 1er, alinéa 2, 1°, doit disposer:

1°) des locaux, installations, appareillage professionnel et scientifique appropriés;

2°) d'un personnel qualifié et en nombre suffisant;

3°) des réactifs ainsi que des médicaments devant se trouver, de tout temps en quantité requise, dans chaque officine.

Le président de la République détermine les modalités d'application des dispositions ci-dessus

Art. 20. — Les pharmaciens responsables d'une officine ou d'un des services pharmaceutiques énumérés à l'article 1er, 2e alinéa, 1°, ont l'obligation d'exécuter les ordonnances médicales pour autant que celles-ci soient conformes aux dispositions de la présente ordonnance.

Dans l'exécution des ordonnances médicales, il est interdit aux pharmaciens d'altérer ou de modifier celles-ci et notamment de substituer un produit à un autre ou de modifier les quantités prescrites sans l'accord de 1'auteur de la prescription.

Art. 21. — Sur proposition de la commission consultative pharmaceutique, le président de la République établit une liste des doses maximales par prise et par vingt-quatre heures pour certains médicaments.

Art. 22. — Le pharmacien ne peut exécuter une prescription comportant des quantités ou des doses de substances supérieures à celles indiquées par la liste prévue à l'article précédent que si ces quantités ou ces doses sont confirmées par leur répétition en toutes lettres, précédée de la mention «Je dis» et suivie de la signature du prescripteur. Dans ce cas, tout renouvellement exige une nouvelle prescription.

Art. 23. — Les pharmaciens désignés à l'article 20 doivent posséder un registre d'ordonnances, coté et paraphé par l'inspecteur régional de la pharmacie, sur lequel sont transcrits, sous un numéro d'ordre consécutif, les formules des préparations magistrales, la date de l'exé-

cution de la préparation, le mode d'emploi, le nom du malade et du médecin.

Sont également inscrites au registre d'ordonnances, les prescriptions comportant les produits pharmaceutiques spécialisés ou non, soumis à la réglementation sur les substances vénéneuses, telle qu'elle est fixée par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur. Le registre d'ordonnances est conservé pendant dix ans.

Art. 24. — Après exécution de la prescription, le pharmacien apposera sur l'ordonnance le timbre de l'officine, il y portera la date d'exécution de la prescription et, dans les cas prévus, le numéro d'inscription du registre des ordonnances. Il remettra ladite ordonnance au client, sauf dans les cas prévus par l'article 151.

Le pharmacien peut cependant conserver l'ordonnance dans les cas qui lui paraissent justifier cette mesure, notamment dans les cas prévus par l'article 22. Il est alors tenu de délivrer au client une copie certifiée conforme de l'ordonnance qu'il conserve.

Art. 25. — Il est interdit aux pharmaciens ou à leurs proposés de solliciter des commandes auprès du public.

Il est en outre interdit aux pharmaciens de recevoir des commandes de médicaments par l'entremise de courtiers et de se livrer au trafic et à la distribution à domicile de médicaments dont la commande leur serait ainsi parvenue. Toute commande livrée en dehors de l'officine ne peut être remise qu'en paquet scellé portant le nom et l'adresse du destinataire.

Art. 26. — Tout débit, étalage ou distribution de médicament est interdît sur la voie publique, dans les foires ou marchés, à toute personne, même titulaire du diplôme de pharmacien.

Art. 27. — Par dérogation aux articles 61 et 1er, les docteurs en médecine établis dans une localité distante de plus de quinze kilomètres d'une officine ouverte au public, peuvent êtres autorisés à tenir chez eux un dépôt de médicaments et délivrer aux personnes à qui ils donnent leurs soins les médicaments qu'ils leur prescrivent. Ces médecins, dits propharmaciens, ne peuvent en aucun cas tenir une officine ouverte au public, et ne peuvent délivrer que les médicaments prescrits par eux au cours de leurs consultations ou de leurs visites.

Dans l'exercice des activités ci-dessus, ils ne peuvent recevoir aucune autorisation d'importation de produits pharmaceutiques.

Les autorisations d'exercer la propharmacie sont toujours révocables.

Si une officine s'installe à une distance inférieure à quinze kilomètres de leur lieu d'établissement, les médecins propharmaciens précédemment autorisés doivent cesser toute activité pharmaceutique dans un délai de six mois après la date à laquelle ils sont avisés de l'ouverture de l'officine par l'autorité déterminée à l'article 34.

Art. 28. — Les hôpitaux, hospices, asiles, cliniques, sanatoriums, maisons de santé, léproseries, et en général tous les organismes publics ou privés où sont hospitalisés des malades, sont autorisés à faire fonctionner pour les besoins de leurs établissements, un service pharmaceutique sous la surveillance et la responsabilité d'un pharmacien, employé à plein temps.

Art. 29. — Par dérogation aux articles 9 et 28, un pharmacien titulaire d'une officine ouverte dans la localité peut être autorisé à assumer la gérance du service pharmaceutique d'un établissement hospitalier ne comportant qu'un service réduit.

Art. 30. — Par dérogation aux articles 61, 4 et 28, si dans la localité où fonctionne un établissement hospitalier, aucun pharmacien n'est disponible, un médecin attaché à cet établissement assure le service pharmaceutique, après en avoir obtenu l'autorisation nominative.

Art. 31. — Est autorisée l'administration sur place des médicaments prescrits aux malades soignés dans les dispensaires dépendant de l'État ou autorisés par lui et dans les services de consultation des hôpitaux et autres formations hospitalières.

Art. 32. — Dans les localités où existent une ou plusieurs officines:

a) les dispensaires et hôpitaux ne peuvent délivrer des médicaments pour le traitement à domicile des malades consultants que si ces formations appartiennent à l'État ou à un organisme philanthropique;

b) les dispensaires et hôpitaux des organismes parastataux et des entreprises privées possédant leur propre service pharmaceutique sont autorisés à délivrer aux membres de leur personnel et de leur famille les médicaments qui leur sont prescrits pour le traitement à domicile.

Art. 33. — Par dérogation aux articles 61 et 1er, les médecins vétérinaires peuvent être autorisés à tenir chez eux un dépôt de médicaments, sans avoir le droit de tenir officine ouverte, ils sont autorisés, dans ce cas, à délivrer ces substances à leurs clients lorsque ceux-ci résident dans des zones ou agglomération dépourvues d'officine. Dans les autres zones ou agglomérations, ils ne jouissent de la même faculté que dans le cas où l'administration desdites substances est faite par eux-mêmes aux animaux.

Art. 34. — Les autorisations mentionnées aux articles 27, 28, 29 et 32 sont délivrées par le commissaire urbain pour Kinshasa, par le commissaire de région pour les régions, dans ces deux cas après avis favorable de l'inspecteur de la pharmacie et, en outre, du médecin vétérinaire régional en ce qui concerne l'application de l'article 33.

Art. 35. — Les pharmaciens et médecins chargés du service pharmaceutique des établissements hospitaliers, les médecins propharmaciens, les médecins responsables des dispensaires, les médecins vétérinaires ayant un dépôt de médicaments, sont soumis à toutes les obligations résultant pour les pharmaciens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, y compris celles sur l'inspection de la pharmacie.

CHAPITRE III

DES LABORATOIRES DE FABRICATION PHARMACEUTIQUE

Art. 36. — On entend par laboratoire de fabrication pharmaceutique, tout établissement préparant soit des drogues simples ou des produits chimiques destinés à la pharmacie et conditionnés pour usage en médecine humaine ou vétérinaire, soit des préparations ou des compositions pharmaceutiques.

Art. 37. — Tout laboratoire de fabrication pharmaceutique doit disposer de locaux, installations, appareillage industriel et scientifique appropriés et d'un personnel qualifié et en nombre suffisant.

Art. 38. — Tout lot de matière première ainsi que tout lot de médicament fabriqué doivent être soumis à un contrôle permettant de conclure à leur conformité aux spécifications exigées. Le fabricant

doit fournir la preuve que de tels contrôles ont été effectués. Chaque lot doit pouvoir être identifié.

Art. 39. — Le président de la République détermine les modalités de fonctionnement des laboratoires de fabrication pharmaceutique.

Art. 40. — Les laboratoires de fabrication pharmaceutique doivent fournir les médicaments qu'ils fabriquent aux autres établissements pharmaceutiques de manière équitable selon l'importance des établissements acheteurs. Ils peuvent toutefois confier à un établissement de vente en gros de produits pharmaceutiques la distribution exclusive de leurs produits.

Art. 41. — Les établissements de commerce en gros de produits pharmaceutiques sont des établissements qui distribuent à d'autres établissements pharmaceutiques les substances, produits ou articles mentionnés à l'article 61.

Ils peuvent également se livrer au commerce de produits ou articles à caractère non pharmaceutique, selon une liste fixée par le président de la République.

Il leur est interdit de vendre directement au public.

Les groupements d'achats et les coopératives de pharmacies constitués en vue d'approvisionner les officines faisant partie de ces groupements ou de ces coopératives sont considérés comme établissements de commerce en gros à l'égard de leurs membres ou de leurs affiliés.

Art. 42. — Aucune opération de fabrication ne peut être effectuée dans les établissements pharmaceutiques de commerce en gros.

Les opérations de division et de reconditionnement n'impliquant aucune modification dans les compositions ou formules des produits ainsi divisés ou reconditionnés sont autorisées, sous réserve que l'établissement soit doté d'un local et d'un appareillage adéquats, et que ces opérations ne portent pas sur des produits contenant les substances inscrites à la liste S visées à l'article 109.

Art. 43. — Les pharmaciens grossistes doivent préciser pour les différents produits qu'ils distribuent, lequel des rôles suivants ils exercent:

1° distributeur de produits pharmaceutiques, faisant l'objet d'une exclusivité;

2° distributeur de produits pharmaceutiques ne faisant pas l'objet d'une exclusivité;

3° pour les grossistes visés au 4e alinéa de l'article 41, distributeur de produits pharmaceutiques destinés à approvisionner uniquement les établissements faisant partie du groupement ou de la coopérative de pharmacies.

Art. 44. — Tout pharmacien grossiste doit fournir des médicaments aux autres établissements pharmaceutiques de manière équitable selon l'importance des établissements acheteurs, sauf dans le cas prévu au 3o de l'article 43.

Art. 45. — Le président de la République réglemente le commerce en gros des médicaments et les modalités selon lesquelles il est exercé.

CHAPITRE IV
DE L'INSPECTION DE LA PHARMACIE

Art. 46. — Sur proposition du conseiller national de la Santé publique, le président de la République nomme les inspecteurs de la pharmacie parmi les pharmaciens attachés au département de la Santé publique ou, exceptionnellement, parmi les pharmaciens, professeurs de facultés de médecine ou de pharmacie, n'exerçant aucune autre activité professionnelle.

Le pharmacien-directeur, chef des services pharmaceutiques du département de la Santé publique est inspecteur en chef de la pharmacie.

Art. 47. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs de la pharmacie ont les pouvoirs des officiers de police judiciaire.

Ils sont astreints au secret professionnel. Ils sont également les conseillers des pharmaciens dans l'exercice de leur profession. Leur compétence matérielle est limitée à la recherche et à la constatation des infractions à la présente ordonnance. Cette compétence ne peut, en aucun cas, s'étendre aux infractions en matière de prix. Leur compétence territoriale est limitée à leur compétence territoriale administrative.

Art. 48. — Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les inspecteurs de la pharmacie sont chargés de la surveillance et de l'application des mesures prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur sur l'exercice de la pharmacie.

Art. 49. — Les inspecteurs de la pharmacie peuvent, pendant les heures normales d'ouverture, pénétrer dans les locaux principaux et annexes de tous les établissements pharmaceutiques, tels qu'ils sont énumérés à l'article 1er.

Ils peuvent se faire présenter toute préparation, tout produit et tout matériel se trouvant dans les locaux visés ci-dessus et prendre connaissance de livre, registre ou document qu'ils jugent utile.

Le secret professionnel du pharmacien ne peut être invoqué vis-à-vis des inspecteurs de la pharmacie.

Art. 50. — À la demande du pharmacien inspecté par les agents d'autres administrations publiques, ces agents sont accompagnés par l'inspecteur de la pharmacie et, en cas d'empêchement de celui-ci, par un pharmacien désigné par le médecin inspecteur régional.

Art. 51. — L'inspecteur de la pharmacie, au cours de sa visite, procède à tout prélèvement d'échantillons qu'il juge utile.

Il dresse un procès-verbal de cette opération et adresse au laboratoire compétent les échantillons prélevés.

Au cas où l'inspecteur de la pharmacie opère un prélèvement d'échantillons sur un produit présumé altéré, fraudé, falsifié ou non conforme aux spécifications exigées, il peut mettre sous scellés le produit incriminé.

Si le produit est reconnu correct par le laboratoire compétent, les scellés sont levés.

Les opérations de prise d'échantillons, de mise sous scellés et éventuellement de levée de scellés font l'objet des procès-verbaux transmis directement à l'officier du ministère public.

Le président de la République règle le mode et les conditions de la prise d'échantillons, de même que le fonctionnement des laboratoires habilités à effectuer ces analyses.

Art. 52. — Les inspecteurs de la pharmacie peuvent saisir tout médicament ou substance vénéneuse dont la détention, la distribution, la fabrication ou l'emploi se fait en dehors des établissements pharmaceutiques, contrairement aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 53. — Il est interdit aux inspecteurs de la pharmacie, tant qu'ils exercent leurs fonctions, et dans un délai de trois ans suivant la cessation de celles-ci, d'avoir des intérêts directs ou indirects dans tout établissement pharmaceutique situé dans la région de leur ressort et d'y exercer toute activité professionnelle.

CHAPITRE V
DES REMPLACEMENTS

Art. 54. — Un établissement pharmaceutique ne peut rester ouvert en l'absence du pharmacien responsable que si celui-ci s'est fait régulièrement remplacer.

Art. 55. — Dans les localités où exercent plusieurs pharmaciens, le pharmacien responsable d'une officine devant s'absenter peut se faire remplacer:

1° pour une absence ne dépassant pas quinze jours, par dérogation à l'article 9 et après notification à l'inspecteur régional de la pharmacie, par un pharmacien résidant dans la localité;

2° pour une absence de quinze jours à trois mois, par dérogation à l'article 9 et sur autorisation de l'inspecteur régional de la pharmacie, par un pharmacien résidant dans la localité, à condition que celui-ci ne soit pas responsable d'une officine;

3° pour une absence de trois mois à un an, et sur autorisation de l'inspecteur régional de la pharmacie, par un pharmacien n'assumant la responsabilité d'aucun établissement pharmaceutique.

Art. 56. — Dans les localités où n'exerce qu'un seul pharmacien, le pharmacien d'officine, par dérogation à l'article 9 et sur autorisation de l'inspecteur régional de la pharmacie, peut se faire remplacer pendant une durée ne dépassant pas trois mois, par un assistant ou un préparateur en pharmacie ayant fait partie du personnel de l'officine depuis au moins 6 mois.

Cette autorisation ne s'étend nullement à la délivrance des stupéfiants réservés aux seuls pharmaciens. Elle ne peut être renouvelée qu'une fois dans la même période.

Art. 57. — Les dispositions de l'article 55 sont applicables aux pharmaciens responsables d'établissements pharmaceutiques de commerce en gros.

Art. 58. — Un pharmacien responsable d'un laboratoire de fabrication pharmaceutique ne peut être autorisé à s'absenter que s'il est remplacé par un pharmacien n'assumant la responsabilité d'aucun établissement pharmaceutique.

Ce remplacement peut être assuré par un pharmacien en service dans le laboratoire à condition que soient respectées les prescriptions prévues par le 2e alinéa de l'article 7.

L'autorisation de s'absenter ne peut être délivrée par l'inspecteur de la pharmacie que pour une période de trois mois au maximum. Cette autorisation ne peut être renouvelée qu'une seule fois seulement par période de vingt-quatre mois consécutifs.

En cas de décès d'un pharmacien propriétaire d'une officine ou d'un établissement pharmaceutique de commerce en gros, les héritiers peuvent être autorisés, par l'inspecteur régional de la pharmacie, à laisser l'établissement ouvert pendant un délai d'un an dans les conditions prévues par les articles 55 et 56.

La demande d'autorisation doit parvenir à l'inspecteur régional de la pharmacie dans un délai de trente jours à partir de la date de décès.

Art. 59. — Les demandes d'autorisation visées aux articles 55, 56, 57 et 58 doivent parvenir à l'inspecteur régional de la pharmacie quinze jours au moins avant la date de départ indiquée.

Si aucune réponse n'a été reçue par le demandeur dans ce délai, l'autorisation est considérée acquise.

TITRE II
MÉDICAMENTS

CHAPITRE 1er
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 60. — On entend par médicament:

• toute substance ou composition présentée comme possédant, des propriétés curatives ou préventives, qu'elles soient destinées à la médecine humaine ou animale;

• toute substance ou composition pouvant être administrée à l'homme ou à l'animal en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier des fonctions organiques chez l'homme ou l'animal.

On entend par drogue:

• un produit ou substance minéral, végétal ou animal pouvant être utilisé à des usages pharmaceutiques, soit à l'état naturel, soit comme matière première.

Art. 61. — Sont réservées aux pharmaciens ou aux assimilés (gradués en pharmacie) conformément à l'article 4 de l'ordonnance-loi *71 ..... du ....* sur la pharmacie:

1° la préparation des médicaments tels qu'ils sont définis à l'article 60;

2° la préparation des objets de pansements et de tous articles présentés comme conformes à la pharmacopée;

3° la vente en gros, la vente en détail et toutes délivrances au public des mêmes produits ou objets;

4° la vente des plantes médicinales inscrites à la pharmacopée et présentées comme conformes à la pharmacopée.

La fabrication et la vente des drogues simples et des substances chimiques destinées à la pharmacie sont libres à condition que ces produits ne soient pas délivrés aux consommateurs pour l'usage pharmaceutique et sous réserve des règlements particuliers concernant certains d'entre eux.

– Texte conforme au *J.O.Z.*

Art. 62. — Il est institué près du département de la Santé publique et de l'Agriculture une commission consultative interdépartementale pharmaceutique qui a pour mission de donner des avis sur l'application des dispositions de la présente ordonnance ainsi que sur les questions intéressant l'exercice de la pharmacie. Ses avis sont donnés soit sur son initiative, soit à la demande du citoyen conseiller national chargé de la Santé publique et, en ce qui concerne les médicaments vétérinaires à la demande du citoyen conseiller national chargé de l'Agriculture.

L'organisation, la composition et le fonctionnement de la commission sont fixés par le président de la République.

Art. 63. — La préparation et la délivrance des vaccins, des sérums, des allergènes, du sang humain et de ses dérivés peuvent être effectuées par les personnes ou les institutions ayant obtenu une autorisation du citoyen conseiller national chargé de la Santé publique après avis de la commission spéciale des produits biologiques. Cette autorisation est donnée, en ce qui concerne les produits biologiques à l'usage vétérinaire, par le citoyen conseiller national chargé de l'Agriculture après avis de la même commission.

Le président de la République détermine:

1° les titres scientifiques et professionnels exigés pour être autorisé à exercer ces activités;

2° les modalités imposées dans la préparation et la délivrance de ces produits;

3° la composition et le fonctionnement de la commission spéciale des produits biologiques.

Art. 64. — Avant d'être soumise à des essais cliniques toute substance ou préparation doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le citoyen conseiller national chargé de la Santé publique. Cette autorisation est délivrée par le citoyen conseiller national chargé de l'Agriculture s'il s'agit d'une substance ou préparation destinée à la médecine vétérinaire.

Les demandes d'autorisation de soumettre des substances nouvelles à des essais cliniques doivent être présentées par un pharmacien, un médecin, un vétérinaire, un dentiste ou une personnalité scientifique.

Le président de la République détermine les conditions dans lesquelles sont accordées les autorisations mentionnées ci-dessus.

Art. 65. — Au sens de la présente ordonnance, il faut entendre par «mise sur le marché des médicaments», toute opération tendant à la fabrication, au conditionnement, à l'importation; la vente, la mise en vente.

Art. 66. — À l'exception des médicaments énumérés à l'article 81, tout médicament, pour être mis sur le marché, doit faire l'objet d'une autorisation accordée, sur avis conforme de la commission consultative pharmaceutique, ou commission spéciale des produits biologiques par le citoyen conseiller national chargé de la Santé publique et, en ce qui concerne les médicaments vétérinaires, par le citoyen conseiller national chargé de l'Agriculture.

Les conditions et les modalités suivant lesquelles cette autorisation est accordée sont fixées par le président de la République.

Art. 67. — L'autorisation délivrée en application de l'article 66 n'atténue ni ne supprime la responsabilité du pharmacien telle qu'elle est énoncée à l'article 6 de la présenté ordonnance.

Art. 68. — Sur avis conforme de la commission consultative pharmaceutique ou commission spéciale des produits biologiques, le citoyen conseiller national chargé de la Santé publique refuse, suspend ou retire l'autorisation de mise sur le marché lorsqu'il apparaît que le médicament est nocif dans les conditions normales d'emploi, ou que l'effet thérapeutique fait défaut, ou qu'enfin le médicament n'a pas la composition qualitative et quantitative déclarée. L'effet thérapeutique fait défaut lorsqu'il est établi que le médicament ne permet pas d'obtenir des résultats thérapeutiques.

En attendant l'avis de la commission, le citoyen conseiller national chargé de la Santé publique peut, s'il estime qu'il y a urgence, suspendre pour une période ne dépassant pas trois mois l'autorisation précédemment accordée.

S'il s'agit de médicaments vétérinaires, la décision appartient au citoyen conseiller national chargé de l'Agriculture en lieu et place du citoyen conseiller national chargé de la Santé publique et suivant la même procédure.

La commission peut, sur demande motivée, obtenir du citoyen conseiller national chargé de l'Agriculture un second délai de trois mois à l'expiration duquel elle est tenue de remettre son rapport.

Art. 69. — Il est interdit de mettre sur le marché ou d'exporter des médicaments altérés, falsifiés ou ne répondant pas aux spécifications exigées.

Art. 70. — Seuls les adjuvants, additifs et excipients autorisés par le président de la République sont admis pour la préparation des produits pharmaceutiques.

Toute addition de produits destinés à masquer l'altération éventuelle d'un médicament ou d'une préparation pharmaceutique est interdite.

Art. 71. — Aux termes de la présente ordonnance, l'expression «*pharmacopée officine*» désigne la pharmacopée nationale de la République du Zaïre et dans l'attente de la publication de celle-ci, le Codex français.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient sans doute de lire «*pharmacopée officielle*».

Art. 72. — Le président de la République ordonne les mesures nécessaires à la rédaction, à la publication et à la tenue à jour de la pharmacopée nationale.

Art. 73. — Tout établissement pharmaceutique doit posséder un exemplaire de la *pharmacopée officine*.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient sans doute de lire «*pharmacopée officielle*».

Art. 74. — Les spécifications de la pharmacopée officielle sont exigées des médicaments qui y figurent.

Pour les substances ou préparations ne figurant pas à la pharmacopée officielle, le conseiller national chargé de la Santé publique, sur avis conforme de la commission consultative pharmaceutique, impose la référence à une autre pharmacopée, ou fixe des spécifications.

Art. 75. — Les dénominations applicables aux médicaments sont celles de la *pharmacie* officielle.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*pharmacopée* ».

Les dénominations de médicaments ne figurant pas à la pharmacopée officielle sont les dénominations communes internationales adoptées par l'Organisation mondiale de la santé.

Art. 76. — Les dispositions, légales sur le système décimal métrique des poids et mesures sont applicables à la prescription et au débit des médicaments.

Les dénominations et leurs abréviations indiquées au tableau des valeurs et unités du système décimal métrique des poids et mesures doivent être utilisées dans la rédaction des ordonnances.

Les mesures communément employées dans l'administration des médicaments sont définies par le président de la République.

Art. 77. — Les ordonnances, étiquettes, notices, bons de commande, ainsi que tous autres documents exigés par les dispositions de la présente ordonnance ou de ses mesures d'exécution, sont rédigés obligatoirement en langue française.

Peuvent être employées concomitamment les langues vernaculaires congolaises et les langues étrangères.

Art. 78. — Les récipients utilisés en pharmacie doivent assurer aux produits et préparations pharmaceutiques une protection satisfaisante.

Les récipients utilisés ne peuvent pas être susceptibles de modifier ou d'altérer les produits ou préparations pharmaceutiques.

Art. 79. — Il est interdit d'utiliser, pour l'emballage des produits pharmaceutiques, tout récipient destiné aux denrées alimentaires et autres produits non pharmaceutiques.

Il est interdit d'utiliser, pour l'emballage des denrées alimentaires et autres produits non-pharmaceutiques, tout récipient spécialement destiné à des usages pharmaceutiques.

Art. 80. — Le président de la République détermine l'usage et les caractéristiques des récipients à usage pharmaceutique.

CHAPITRE II
DES MÉDICAMENTS NON SPÉCIALISÉS

Art. 81. — L'autorisation mentionnée à l'article 66 n'est pas requise pour:

a) les médicaments inscrits à la pharmacopée officielle;

b) les préparations ne contenant que des médicaments inscrits à la pharmacopée officielle ou préalablement autorisés;

c) les médicaments administrés sur prescriptions médicales dans des cas exceptionnels ou d'urgence. L'inspecteur de la pharmacie sera alors informé dans les meilleurs délais par le pharmacien intéressé et adressera aussitôt son rapport à l'inspecteur en chef de la pharmacie.

Art. 82. — Avant toute délivrance au public, tout produit ou préparation pharmaceutique non spécialisé doit être obligatoirement muni, sur le récipient ou contenant immédiat, d'une étiquette portant les indications suivantes:

a) pour les produits ou préparations fabriqués ou conditionnés par un laboratoire pharmaceutique ou conditionnés par un établissement en gros en produits pharmaceutiques:

• nom et adresse de l'entreprise ayant procédé à la fabrication ou au conditionnement;

• nom du produit ou de la préparation, avec indication de la concentration en médicament actif, de la nature du solvant ou de l'excipient, de la conformité à la pharmacopée ou à d'autres spécifications et, éventuellement, des usages pour lesquels le produit ou la préparation est préconisé, ou utilisable;

• numéro du registre de fabrication ou de conditionnement (numéro du lot);

• quantité contenue dans l'emballage;

• date de péremption, si nécessaire.

b) pour les produits ou préparations pharmaceutiques préparés ou conditionnés par un pharmacien d'officine:

• nom et adresse du pharmacien avec éventuellement le nom de la pharmacie;

• date de péremption s'il y a lieu;

• pour les préparations magistrales, numéro d'inscription au registre d'ordonnances, date de préparation ou mode d'emploi;

• pour les produits ou préparations courants, nom du produit ou de la préparation, indication de la conformité avec la pharmacopée ou autres spécifications, concentration en produits actifs, nature du solvant ou de l'excipient et quantité contenue dans les récipients.

La conformité avec les indications du présent article ne dispense pas les pharmaciens de se conformer aux prescriptions exigées par la législation ou la réglementation sur les substances vénéneuses.

CHAPITRE III
DES SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

Art. 83. — On entend par «spécialité pharmaceutique» ou «médicament spécialisé» tout médicament préparé à l'avance, mis sur le marché *sans* une dénomination spéciale et sous un conditionnement particulier et destiné à être vendu dans plusieurs officines.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*sous*».

Art. 84. — Sont habilités à demander les autorisations de mise sur le marché de spécialités pharmaceutiques:

1° pour les spécialités fabriquées au Zaïre, le pharmacien fabricant;

2° pour les spécialités étrangères, le pharmacien établi au Zaïre, ayant pouvoir du laboratoire étranger intéressé.

Art. 85. — En vue de l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché prévue à l'article 66, les demandeurs présentent à l'appui de leur demande un dossier contenant les renseignements et documents suivants:

1° nom ou raison sociale et domicile ou siège social du fabricant et au cas où ce fabricant est étranger, pouvoir visé à l'article 84, 2°;

2° dénomination de la spécialité (nom de fantaisie ou dénomination commune) assortie d'une marque ou du nom du fabricant, ou dénomination scientifique assortie d'une marque ou du nom du fabricant;

3° composition qualitative et quantitative de tous les composants de la spécialité, en termes usuels, à l'exclusion des formules chimiques brutes, et avec la dénomination commune internationale re-

commandée par l'Organisation mondiale de la santé, dans le cas où une telle dénomination existe;

4° description sommaire du mode de préparation;

5° indications thérapeutiques, contre-indications et effets secondaires;

6° posologie, forme pharmaceutique, mode et voie d'administration et durée présumée de stabilité, si celle-ci est inférieure à trois ans;

7° méthodes de contrôle utilisées par le fabricant (analyse et titrage des composants et du produit fini, essais particuliers, par exemple: essais de stérilité, essais pour la recherche de substances pyrogènes, recherche des métaux lourds, essais de stabilité, essais biologiques et de toxicité);

8° résultats des essais:

• physico-chimiques, biologiques ou microbiologiques;

• pharmacologiques et toxicologiques;

• cliniques.

Toutefois:

a) une documentation bibliographique, relative aux essais pharmacologiques, toxicologiques et cliniques, peut tenir lieu de la présentation des résultats y afférents lorsqu'il s'agit:

1° d'une spécialité déjà exploitée ayant été expérimentée d'une manière suffisante sur l'homme pour que ses effets, y compris les effets secondaires, soient déjà connus et figurent dans la documentation bibliographique;

2° d'une spécialité nouvelle dont la composition en principes actifs est identique à celle d'une spécialité déjà connue et exploitée;

3° d'une spécialité nouvelle renfermant uniquement des composants connus déjà associés en proportion comparable dans les médicaments et suffisamment expérimentés et déjà exploités;

b) En ce qui concerne une spécialité nouvelle renfermant des composants connus mais qui n'ont pas encore été associés dans un but thérapeutique, les essais concernant ces composants peuvent être remplacés par la présentation d'une documentation bibliographique.

9° trois échantillons ou maquette du modèle vente de la spécialité pharmaceutique et de la notice annexée à celle-ci.

Art. 86. — Ne peut être adopté, comme nom de fantaisie pour une spécialité pharmaceutique, aucun terme:

a) déjà utilisé dans le langage courant pour désigner des drogues ou des produits chimiques connus;

b) proposé ou adopté par l'Organisation mondiale de la santé comme non générique de médicaments;

c) rappelant de trop près un nom déjà adopté pour une autre spécialité autorisée, conformément aux dispositions de l'article 18;

d) rappelant un nom de produit, d'origine, de maladie, de diagnostic ou d'action thérapeutique avec lequel le produit proposé n'a pas de rapport.

Art. 87. — Au dossier d'autorisation pour les spécialités provenant de l'étranger, doit figurer un document établi par les autorités compétentes du pays d'origine duquel il ressort que le fabricant est autorisé dans son pays à produire des spécialités pharmaceutiques et que la spécialité présentée a obtenu dans le pays d'origine l'autorisation de mise sur le marché.

Art. 88. — L'autorisation de mise sur le marché des spécialités sera refusée, suspendue ou retirée dans les cas mentionnés à l'article 68 de la présente ordonnance.

Cette autorisation sera également refusée si la documentation et les renseignements présentés à l'appui de la demande d'autorisation de mise sur le marché ne sont pas conformes aux dispositions des articles 85 et 87 précédents.

Art. 89. — Le président de la République prescrit toutes mesures utiles pour que la durée de la procédure pour l'octroi de l'autorisation visée à l'article 66 n'excède pas un délai de 120 jours à compter de la date de la présentation de la demande.

Dans les cas exceptionnels, ce délai pourra être prorogé pour une période de 90 jours. Notification en sera faite alors au demandeur avant l'expiration dudit délai. En aucun cas le demandeur ne peut interpréter une non-réponse de l'administration comme constituant une autorisation tacite.

Art. 90. — Le titulaire de l'autorisation doit pouvoir justifier de l'exécution des contrôles effectués sur le produit fini selon les méthodes décrites dans le dossier de demande d'autorisation en exécution de dispositions de l'article 85, 7°.

Art. 91. — L'autorisation aura une durée de validité de cinq ans, renouvelable par période quinquennale sur demande du titulaire, présentée trois mois avant l'échéance. Si aucune réponse n'a été reçue par le demandeur dans un délai de trois mois, le renouvellement de l'autorisation est considéré acquis.

Art. 92. — Sur avis de la commission consultative pharmaceutique ou de la commission spéciale des produits biologiques, le conseiller national chargé de la Santé publique suspend ou retire l'autorisation de mise sur le marché lorsqu'il sera reconnu que les renseignements figurant dans le dossier en vertu des dispositions de l'article 85 sont erronés ou lorsque les contrôles sur le produit fini visés à l'article 90 n'ont pas été effectués.

S'il s'agit de médicaments vétérinaires, la décision appartient au conseiller national chargé de l'Agriculture en lieu et place du conseiller national chargé de la Santé publique.

Art. 93. — Les récipients et les emballages extérieurs des spécialités pharmaceutiques doivent porter les indications suivantes:

1° dénomination de la spécialité qui peut être ou un nom de fantaisie ou une dénomination commune assortie d'une marque ou du nom du fabricant, ou une dénomination scientifique assortie d'une marque ou du nom du fabricant;

2° immédiatement auprès de la dénomination de la spécialité, la composition qualitative et quantitative en principes actifs par unité de prise ou en pourcentage selon la forme pharmaceutique.

Les dénominations communes internationales recommandées par l'Organisation mondiale de la santé doivent être employées chaque fois que ces dénominations existent;

3° le numéro de référence pour l'identification à la production, (numéro du lot de la fabrication);

4° le numéro de l'autorisation de mise sur le marché;

5° le nom ou la raison sociale et le domicile on le siège social du fabricant;

6° le mode d'administration;

7° la date de péremption pour les spécialités dont la durée de stabilité est inférieure à trois ans;

8° les précautions particulières de conservation s'il y a lieu.

La forme pharmaceutique et le contenu en poids, en volume ou en unités de prise peuvent être indiqués que sur les emballages extérieurs.

Art. 94. — Lorsqu'il s'agit d'ampoules, les indications visées à l'article 93, premier alinéa, sont à mentionner sur les emballages extérieurs.

Par contre, sur les récipients, seules les indications suivantes sont nécessaires:

• la dénomination de la spécialité;

• la quantité des produits actifs;

• la voie d'administration;

• la date de péremption.

Art. 95. — Lorsqu'il s'agit de comprimés, suppositoires ou autres formes pharmaceutiques présentés sous bandes en aluminium ou en matière plastique, la dénomination de la spécialité et la qualité de produits actifs sont portées sur la bande autant de fois que celle-ci contient d'unités médicamenteuses.

Si ces bandes sont mises en vente sans emballage extérieur, elles doivent porter toutes les indications prévues à l'article 93.

Art. 96. — En ce qui concerne les petits récipients autres que ceux visés aux articles 94 et 95 et sur lesquels il est impossible de mentionner les indications prévues auxdits articles, les prescriptions de l'article 93 sont applicables au seul emballage extérieur.

Art. 97. — À défaut d'emballage extérieur, toutes les indications qui, en vertu des articles précédents, devraient figurer sur cet emballage devront être portées sur le récipient.

Art. 98. — Les dispositions du présent chapitre ne dispensent pas de la mention sur les emballages ou sur les récipients d'indications exigées par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Art. 99. — En cas d'infraction aux dispositions prévues aux articles 93, 94, 96 et 97 ci-dessus, le conseiller national chargé de la Santé publique, ou, dans le cas de médicaments vétérinaires, le conseiller national chargé de l'Agriculture, peut après mise en demeure de l'intéressé non suivie d'effet, procéder à la suspension ou au retrait de l'autorisation de mise sur le marché.

Toute décision prise aux termes de l'alinéa ci-dessus devra être motivée d'une façon précise. Elle devra être notifiée sur-le-champ à l'intéressé.

Art. 100. — On entend par «médicament spécialisé de l'officine» tout médicament préparé à l'avance, présenté sous un conditionnement particulier et destiné à *être dans* une seule officine.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient d'insérer «*vendu*» entre «*être*» et «*dans*».

Art. 101. — Tout médicament spécialisé de l'officine doit être entièrement préparé dans l'officine du pharmacien qui en assure la vente et sous son contrôle direct.

Il ne peut être mis en vente s'il ne remplit les conditions suivantes:

1° porter sur son conditionnement:

a) le nom et l'adresse du pharmacien qui le prépare et le met en vente;

b) la dénomination du médicament qui peut être un nom de fantaisie;

c) le nom et la dose de chacune des substances entrant dans sa composition;

d) sauf dérogation accordée par l'inspecteur de la pharmacie, la date de péremption;

e) la posologie;

2° correspondre à une formule permettant la délivrance du médicament sans ordonnance médicale;

3° respecter les tableaux de posologie de la pharmacopée;

4° avoir obtenu pour le conditionnement et, le cas échéant, pour le prospectus, un visa de l'inspecteur de la pharmacie délivré après avis favorable donné par la commission consultative pharmaceutique ou des produits biologiques;

5° ne faire l'objet de publicité d'aucune sorte, en dehors de l'officine où elle est mise en vente.

CHAPITRE IV
DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

Art. 102. — Le pharmacien responsable d'un établissement pharmaceutique peut importer, sans limite de quantité, et sur visa de l'inspecteur en chef de la pharmacie à Kinshasa ou de l'inspecteur régional de la pharmacie en région, les médicaments dont la mise sur le marché est autorisée conformément à l'article 66.

Il peut, dans les cas exceptionnels et d'urgence, importer au vu d'une prescription médicale, des médicaments non autorisés à être mis sur le marché.

Il demande dans les plus brefs délais, pour cette opération, le visa de l'inspecteur en chef de la pharmacie à Kinshasa ou de l'inspecteur régional de la pharmacie en région.

Ce dernier adressera aussitôt son rapport à l'inspecteur en chef de la pharmacie.

Art. 103. — Par dérogation à l'article 1er, l'inspecteur de la pharmacie peut accorder une autorisation d'importer aux particuliers pour les médicaments pouvant être délivrés sans ordonnance et en quantité strictement limitée à une consommation familiale.

Art. 104. — L'exportation des drogues d'origine locale est libre à l'exception de celles qui sont déterminées par le président de la République.

Art. 105. — Seuls les pharmaciens fabricants peuvent exporter les médicaments spécialisés ou non fabriqués au Zaïre. Ils peuvent toutefois confier à un établissement de commerce en gros de produits pharmaceutiques, la distribution à l'exportation de leurs produits.

Art. 106. — La réexportation des médicaments d'origine étrangère est interdite, sauf dérogation accordée par le conseiller national chargé de l'Agriculture s'il s'agit de médicaments vétérinaires.

Art. 107. — Les pharmaciens responsables des établissements pharmaceutiques doivent pouvoir présenter la preuve que les médicaments

importés ou exportés ont fait l'objet d'une analyse selon les modalités agréées par le président de la République.

TITRE III
SUBSTANCES VÉNÉNEUSES

*CHAPITRE I^er^*
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 108. — Tombent sous l'application des dispositions du présent titre les substances vénéneuses, délivrées sous forme et dosages pharmaceutiques par un établissement pharmaceutique.

Art. 109. — Ces substances vénéneuses sont soumises à des régimes distincts selon leur classement dans une des trois listes suivantes:

Liste D: substances dangereuses;

Liste T: substances toxiques;

Liste S: substances stupéfiantes.

Ces listes sont établies ou modifiées par le président de la République après avis de la commission consultative pharmaceutique.

Art. 110. — Les préparations pharmaceutiques contenant des substances vénéneuses inscrites à l'une des listes D, T ou S sont soumises au régime de la liste correspondante.

Ces dispositions ne sont pas applicables:

1° aux préparations nommément inscrites à une des listes des substances vénéneuses;

2° aux préparations visées à l'article 111.

Art. 111. — Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux préparations médicamenteuses destinées à la médecine humaine renfermant des substances vénéneuses à des doses et concentrations trop faibles pour que ces préparations puissent être soumises aux prescriptions du présent titre.

Le président de la République, sur avis de la commission consultative, établit un «tableau d'exonération» indiquant la forme, les doses et les concentrations de ces préparations.

Art. 112. — Les substances vénéneuses visées au présent titre et les préparations qui les contiennent ne peuvent être délivrées sous forme quelconque:

1° pour l'usage de la médecine humaine, que par les pharmaciens ou par les médecins autorisés par les dispositions de la présente ordonnance;

2° pour l'usage de la médecine vétérinaire, que par les pharmaciens et, sous les réserves prévues à l'article 33, par les médecins-vétérinaires.

Art. 113. — Les médecins et les médecins-vétérinaires peuvent se faire délivrer conformément aux dispositions des articles 150 et 153, les substances visées au présent titre et destinées à être employées par eux, soit dans les cas d'urgence, soit pour des opérations ou des pansements.

Ces médicaments doivent être employés par les praticiens eux-mêmes; il leur est interdit de les céder à leurs clients à titre onéreux ou gratuit. Ces substances ne peuvent être délivrées que sous la forme pharmaceutique compatible avec leur emploi médical et doivent être détenues dans les conditions fixées par la présente ordonnance.

Le président de la République, sur avis de la commission consultative pharmaceutique, énumère les substances vénéneuses que les pharmaciens peuvent délivrer aux licenciés en science dentaire pour leur usage professionnel et fixe les conditions de délivrance de ces substances.

Art. 114. — Les pharmaciens ne peuvent délivrer les substances vénéneuses et les préparations qui les contiennent pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire que sur la prescription d'un médecin vétérinaire.

Toutefois, ils peuvent délivrer sur la prescription d'un licencié en science dentaire celles desdites substances dont la liste est fixée par le président de la République sur avis de la commission consultative pharmaceutique.

Art. 115. — Les établissements visés aux articles 28, 29, .30 et 31 ainsi que les praticiens visés aux articles 27, 30 et 33, sont soumis aux dispositions du présent titre.

Dans les hôpitaux, l'armoire de garde placée sous la responsabilité d'un médecin de l'établissement pourra contenir les préparations visées au présent titre et figurant sur la liste établie par le président de la République sur avis de la commission consultative pharmaceutique.

CHAPITRE II
RÉGIME DES SUBSTANCES DANGEREUSES ET DES PRÉPARATIONS QUI LES CONTIENNENT

LISTE D

Art. 116. — Les substances inscrites à la liste D et les préparations qui les contiennent doivent être conservées dans un endroit où seuls ont accès le pharmacien et les membres du personnel qu'il désigne.

Les récipients contenant lesdites substances doivent comporter le nom des substances tel qu'il figure à la liste D.

Cette inscription doit être faite en caractères noirs très apparents sur une étiquette verte fixée de telle sorte qu'elle ne puisse pas être involontairement détachée.

Elle doit être accompagnée de la mention «dangereux» inscrite en caractères noirs très apparents sur une bande de couleur verte faisant le tour de l'enveloppe ou récipient.

Art. 117. — L'auteur de la prescription contenant des substances de la liste D est tenu de la dater, de la signer, de mentionner lisiblement son nom et son adresse, le nom et l'adresse du patient ainsi que le mode d'administration du médicament.

Art. 118. — Après exécution de la prescription, l'ordonnance doit être rendue au client, revêtue du timbre de l'officine où elle a été exécutée et comporter le numéro sous lequel la prescription est inscrite au registre d'ordonnances et la date de la dernière délivrance.

Le pharmacien peut cependant conserver l'ordonnance dans les conditions prévues à l'article 24.

Art. 119. — Les récipients dans lesquels sont livrés les produits ou les préparations non spécialisées contenant une ou plusieurs substances inscrites à la liste D doivent porter une étiquette comportant les indications prescrites à l'article 82.

Si le médicament est destiné à la médecine humaine et à être administré par les voies orales, perlinguale ou transcutanée, l'étiquette est blanche et accompagnée d'une contre-étiquette portant, imprimée en noir sur fond rouge, la mention «ne pas dépasser la dose prescrite».

Dans les autres cas, l'étiquette est rouge et la contre-étiquette, de même couleur, portera imprimée en noir, la mention: «poison, ne pas avaler», et une tête de mort également imprimée en noir.

Art. 120. — Les médicaments spécialisés contenant une ou plusieurs substances inscrites à la liste D sont étiquetés comme il est prescrit à l'article 93.

En outre, l'étiquette de l'emballage extérieur comportera un cadre de couleur verte ménageant un espace blanc dans lequel le pharmacien détaillant inscrira son nom, son adresse, le numéro d'inscription au registre d'ordonnances et le mode d'emploi indiqué par l'auteur de la prescription.

Art. 121. — Si le médicament est destiné à la médecine vétérinaire, la préparation reçoit en outre, dans tous les cas, une contre-étiquette portant imprimée en noir sur fond vert la mention «usage vétérinaire».

Art. 122. — Les prescriptions comportant des substances inscrites à la liste D sont renouvelables, sauf indication contraire de l'auteur de la prescription, après un délai déterminé par le mode d'emploi du médicament.

Les renouvellements d'une ordonnance doivent être mentionnés sur le registre des ordonnances sous un nouveau numéro d'ordre. Cette inscription peut se borner à la seule indication du numéro sous lequel l'ordonnance a été primitivement inscrite.

Mention de la date et du numéro du renouvellement doit être faite sur l'ordonnance.

CHAPITRE III

RÉGIME DES SUBSTANCES TOXIQUES ET DES PRÉPARATIONS QUI LES CONTIENNENT

LISTE T

Art. 123. — Les substances inscrites à la liste T et leurs dilutions, à l'exception des plantes médicinales, doivent être détenues dans des armoires ou des locaux munis d'une serrure dont la clef est détenue par le pharmacien responsable.

Il est interdit de détenir dans ces armoires ou locaux d'autres substances que celles inscrites à la liste T.

Les récipients contenant les substances de la liste T et leurs dilutions doivent comporter le nom des substances tel qu'il figure à la liste T.

Cette inscription doit être faite en caractères noirs, très apparents sur une étiquette rouge fixée de telle sorte qu'elle ne puisse pas être involontairement détachée.

L'inscription ci-dessus doit être accompagnée de la mention «poison» inscrite en caractères noirs très apparents sur une bande de couleur rouge faisant le tour du récipient.

Art. 124. — L'auteur de la prescription contenant des substances inscrites à la liste T ou leurs dilutions est tenu de la dater, de la signer et de mentionner lisiblement son nom et son adresse, le nom et l'adresse du patient, ainsi que le mode d'emploi du médicament. Il indique si le renouvellement est autorisé ou non et éventuellement le nombre de fois.

Art. 125. — Après exécution de la prescription, l'ordonnance doit être rendue au client revêtue du timbre de l'officine où elle a été exécutée; elle portera également le numéro sous lequel la prescription est inscrite au registre des ordonnances et la date de la délivrance.

Le pharmacien peut cependant conserver l'ordonnance dans les conditions prévues à l'article 24.

Art. 126. — Les préparations magistrales contenant des substances de la liste T doivent porter sur une étiquette le nom et l'adresse du pharmacien, le numéro d'inscription au registre d'ordonnances et le mode d'emploi du médicament. Une vignette de couleur rouge portant imprimée en noir une tête de mort accompagnera cette étiquette.

Si le médicament est destiné à la médecine humaine et à être administré par les voies orale, perlinguale, rectale, vaginale et transcutanée, cette étiquette est blanche et la préparation reçoit en outre une contre-étiquette portant imprimée en noir sur tond rouge la mention «ne pas dépasser la dose prescrite».

Dans les autres cas, l'étiquette est rouge avec la mention: «poison, ne pas avaler» imprimée en noir.

Art. 127. — Les médicaments spécialisés contenant une ou plusieurs substances inscrites à la liste T sont étiquetés comme il est dit à l'article 93. En outre, l'étiquette de l'emballage extérieur comportera un cadre, de couleur rouge, ménageant un espace blanc dans lequel le pharmacien détaillant inscrira son nom, son adresse, le numéro d'inscription au registre d'ordonnances et le mode d'emploi indiqué par l'auteur de la prescription.

Si la spécialité contient en outre des substances inscrites à la liste D, l'encadrement doit comporter seulement le filet rouge prévu à l'alinéa ci-dessus.

Art. 128. — Si la préparation magistrale ou le médicament spécialisé est destiné à la médecine vétérinaire, le récipient où l'enveloppe reçoit en outre et dans tous les cas une étiquette rouge portant imprimée en noir la mention «usage vétérinaire», accompagnée d'une vignette imprimée en noir sur fond vert représentant une tête de mort.

Art. 129. — À l'exception des médicaments destinés à être appliqués sur la peau, les préparations contenant une ou plusieurs substances inscrites à la liste T ne peuvent être renouvelées que sur indications écrites du prescripteur.

Dans ce cas, le renouvellement ne peut être exécuté qu'après le délai déterminé par le mode d'emploi du médicament indiqué par l'auteur de la prescription.

Les renouvellements d'une même ordonnance doivent être mentionnés sur le registre d'ordonnances sous un nouveau numéro d'ordre.

Cette inscription peut consister en la seule indication du numéro sous lequel l'ordonnance a été primitivement inscrite.

Mention de la date et du numéro da renouvellement doit être faite sur l'ordonnance.

Art. 130. — Les praticiens habilités à détenir des substances inscrites à la liste T ne peuvent obtenir ces substances que sur présentation d'un bon de commande portant le nom et l'adresse du praticien, sa signature et la date du bon, le nom et la quantité du ou des produits demandés.

Le pharmacien établit un relevé des médicaments fournis. Ce relevé est signé et daté; il comportera le numéro d'ordre d'inscription au registre d'ordonnances et la référence au bon de commande.

Ce relevé est inscrit au registre d'ordonnances sous un numéro unique. Les commandes du praticien sont classées par client et par ordre chronologique. Elles sont conservées cinq ans.

CHAPITRE IV
RÉGIME DES STUPÉFIANTS ET DES PRÉPARATIONS QUI LES CONTIENNENT

LISTE S

Art. 131. — Sont interdites, à moins d'autorisation, la production, la transformation, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la distribution, le courtage, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation des substances inscrites à la liste S et d'une manière générale, toutes opérations agricoles, industrielles et commerciales relatives à ces substances.

Art. 132. — L'autorisation prévue à l'article précédent est donnée par le citoyen conseiller national chargé de la Santé publique sur l'avis conforme de la commission consultative pharmaceutique.

Art. 133. — L'autorisation ne peut être délivrée qu'à un pharmacien nommément désigné, responsable d'un établissement pharmaceutique nommément désigné.

Les opérations autorisées s'effectuent obligatoirement dans cet établissement.

L'autorisation ne peut être accordée et sera éventuellement retirée à quiconque aura été condamné pour trafic illicite de stupéfiants.

Art. 134. — Le président de la République fixe les conditions particulières de fonctionnement et de contrôle des laboratoires de produits pharmaceutiques dans lesquels sont extraites, fabriquées, transformées ou utilisées les substances inscrites à la liste S.

Art. 135. — Le président de la République fixe les conditions de détention, de cession à titre gratuit ou onéreux des substances inscrites à la liste S par les laboratoires de produits pharmaceutiques et par les établissements de vente en gros de produits pharmaceutiques.

Art. 136. — L'importation des substances inscrites à la liste S est subordonnée à une autorisation délivrée par le citoyen conseiller national chargé de la Santé publique qui peut déléguer ses pouvoirs à l'inspecteur en chef de la pharmacie.

L'autorisation est délivrée sur demande écrite, distincte pour chaque opération, énonçant la nature, la quantité et le titre en principes actifs des produits à importer, le nom et l'adresse de l'importateur et la référence à l'autorisation prévue aux articles 131, 132 et 133.

L'autorisation d'importer comporte un numéro d'ordre chronologique. Elle est nulle de plein droit six mois après la date de sa délivrance.

Le pharmacien importateur ne pourra prendre possession des substances inscrites à la liste S que sur présentation de l'autorisation d'importation correspondante.

Art. 137. — L'exportation des substances inscrites à la liste S est subordonnée à une autorisation préalable du citoyen conseiller national chargé de la Santé publique qui peut déléguer ses pouvoirs à l'inspecteur en chef de la pharmacie.

Cette autorisation est délivrée sur demande écrite et distincte pour chaque opération. La demande comporte toutes les données exigées à l'article 136, 2^{e} alinéa, pour la demande d'autorisation d'importation et doit être accompagnée d'une autorisation correspondante délivrée par les autorités du pays destinataire.

L'autorisation d'exporter mentionne le numéro et la date de l'autorisation d'*importation*, l'*autorisation* qui l'a délivrée et le délai dans lequel doit se faire l'exportation. Ce délai ne peut être supérieur à six mois. Il est délivré à l'exportateur une copie de l'autorisation d'exporter. Cette copie doit accompagner l'envoi et être présentée à la douane au moment de l'exportation.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*exportation*» et «*l'autorité*».

Art. 138. — Les autorisations d'importer et d'exporter les substances inscrites à la liste S indiquent le ou les bureaux de douane par lesquels ces opérations auront lieu.

Art. 139. — Par dérogation à l'article 131, les pharmaciens responsables d'une officine ou d'un des services pharmaceutiques énumérés à l'article 1er, alinéa 2, 1°, sont autorisés de droit à s'approvisionner, détenir, préparer et délivrer les substances inscrites à la liste S, selon les modalités fixées par l'article 140.

Art. 140. — Les achats de substances inscrites à la liste S par les pharmaciens visés à l'article précédent doivent être effectués dans un établissement de commerce en gros ou dans un laboratoire de fabrication pharmaceutique établi au Zaïre et ayant obtenu l'autorisation prévue à l'article 126.

Le pharmacien visé à l'article 139 remet au fournisseur deux volets foliotés extraits d'un carnet à souches dont le modèle est déterminé par le président de la République.

L'un des volets porte le nom, l'adresse, la signature de l'acheteur, la date de la demande, le timbre de l'officine et mentionne en toutes lettres, le nom du produit et la quantité demandée.

Le second volet ne porte mention que des nom et adresse de l'acheteur et la nature du produit. Il est renvoyé à l'acheteur par le vendeur qui y indique:

a) le numéro de sortie à son registre;

b) la quantité réellement livrée;

c) la date de livraison, le timbre et la signature du vendeur.

Les pièces sont conservées par les intéressés pendant dix ans.

Les produits livrés portent le numéro d'inscription au registre.

Art. 141. — À l'exception de feuilles de coca, les substances inscrites à la liste S et les préparations qui les contiennent au-delà des doses

d'exonération prévues à l'article 111, doivent être détenues dans des armoires ou locaux munis d'une serrure dont la clef est détenue par le pharmacien responsable.

Il est interdit de détenir dans ces armoires ou locaux d'autres substances que celles inscrites à la liste S.

Les récipients contenant des substances inscrites à la liste S et leurs dilutions doivent comporter le nom des substances tel qu'il figure à la liste S.

Cette inscription doit être faite en caractères noirs apparents sur une étiquette rouge fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée.

Elle doit être accompagnée de la mention «poison» inscrite en caractères noirs très apparents sur une bande de couleur rouge, faisant le tour du récipient.

Art. 142. — Il est interdit de prescrire et d'exécuter des ordonnances comportant en nature des substances inscrites à la liste S.

Ces substances ne peuvent être délivrées que sous une forme compatible avec leur usage thérapeutique.

Art. 143. — Les ordonnances prescrivant des substances inscrites à la liste S sont rédigées à la main sur des feuilles extraites d'un carnet à souches dont le modèle est déterminé par le président de la République.

Ne sont pas soumises à cette obligation les ordonnances prescrivant des substances inscrites à la liste S, soit sous forme de liniments ou de pommades, soit à des doses ou concentrations égales ou inférieures à celles fixées par le tableau d'exonération prévu à l'article 111.

Art. 144. — L'auteur de la prescription est tenu de la dater, de la signer, de mentionner lisiblement son nom et son adresse, le nom et l'adresse du bénéficiaire, le mode d'emploi du médicament.

S'il s'agit d'une préparation magistrale, il marque en toutes lettres les doses des substances inscrites à la liste S prescrites et éventuellement le nombre d'unités thérapeutiques.

S'il s'agit d'un médicament spécialisé, il indique en toutes lettres le nombre d'unités thérapeutiques.

Les souches des carnets doivent être conserves par les praticiens pendant cinq ans.

Art. 145. — Il est interdit de rédiger et d'exécuter des ordonnances prescrivant pour une période supérieure à sept jours des substances inscrites à la liste S, sauf dans les cas mentionnés à l'article 143, alinéa 2.

Il est interdit aux praticiens de formuler et aux *praticiens* d'exécuter ou de renouveler une *description* de substances à la liste S pour un malade au cours d'une période couverte par une prescription antérieure de substances de la même liste, sauf mention formelle portée sur ordonnance par le praticien prescripteur et faisant état de la prescription antérieure.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*pharmaciens*».

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*prescription*».

Il est interdit à toute personne déjà pourvue d'une prescription comportant une ou plusieurs substances inscrites à la liste S de recevoir pendant la période de traitement fixée par cette prescription une nouvelle ordonnance comportant des substances inscrites à la liste S *sans qu'elle soit informée* le nouveau praticien de la ou des doses des précédentes prescriptions.

– Texte conforme au *J.O.Z.*

Ce dernier praticien mentionne sur la nouvelle ordonnance qu'il a pris connaissance de la ou des copies des précédentes prescriptions.

Art. 146. — Les préparations magistrales contenant des substances inscrites à la liste S doivent porter sur l'étiquette le nom et l'adresse du pharmacien, le numéro d'inscription au registre d'ordonnances, le mode d'emploi du médicament. Une vignete de couleur rouge portant imprimée en noir une tête de mort accompagnera cette étiquette. Si le médicament est destiné à la médecine humaine et à être administré par les voies orales, perlinguale, rectale, vaginale, urétrale ou transcutanée, cette étiquette est blanche et la prescription reçoit en outre une contre-étiquette portant imprimée en noir sur fond rouge la mention «ne pas dépasser la dose prescrite».

Dans les autres cas, l'étiquette est rouge et porte la mention: «poison, à ne pas avaler» en caractères noirs.

Art. 147. — Les médicaments spécialisés contenant une ou plusieurs substances inscrites à la liste S sont étiquetés comme il est dit à l'article 85.

En outre, l'étiquette du récipient doit porter un signe spécial constitué par un double filet de couleur rouge.

L'emballage extérieur comporte un cadre constitué par un double filet de couleur rouge ménageant un espace blanc, dans lequel le détaillant inscrit son nom, son adresse, le numéro d'inscription au registre d'ordonnances et le mode d'emploi indiqué par l'auteur de la prescription.

Si la spécialité contient en outre des substances inscrites aux autres listes des substances vénéneuses, l'encadrement est constitué seulement par un double filet rouge comme prévu à l'alinéa ci-dessus.

Art. 148. — Si la prescription magistrale ou le médicament spécialisé est destiné à la médecine vétérinaire, le récipient reçoit, en outre et dans tous les cas, une étiquette rouge portant, imprimée en noir, la mention «usage vétérinaire», accompagné d'une vignette imprimée en noir sur fond vert représentant une tête de mort.

Art. 149. — Les pharmaciens ne sont autorisés à délivrer des préparations contenant des substances inscrites à la liste S que contre remise d'une ordonnance rédigée conformément aux dispositions des articles 142, 143 et 144.

Le pharmacien doit mentionner au registre d'ordonnances le nom et l'adresse du malade et éventuellement le nom et l'adresse du tiers qui lui présente l'ordonnance.

Art. 150. — Après exécution de la prescription, l'ordonnance doit être revêtue du timbre de l'officine où elle a été exécutée, comporter le numéro sous lequel la prescription est inscrite au registre d'ordonnances et la date de la délivrance.

Art. 151. — Les ordonnances comportant des substances inscrites à la liste S sont conservées pendant cinq ans par le pharmacien.

Elles sont classées mensuellement pour être présentées à toutes réquisitions de l'autorité compétente.

Copie de ces ordonnances est remise au client avec les mentions prévues à l'article 150.

Peuvent être rendues au client, les ordonnances comportant des substances inscrites à la liste S à des doses et concentrations égales ou inférieures à celles fixées par le tableau d'exonération prévu à l'article 111 ainsi que celles prescrivant lesdites substances sous forme de liniments ou de pommades.

Art. 152. — Il est interdit de renouveler les prescriptions comportant des substances inscrites à la liste S, sauf dans les cas d'exception mentionnés à l'article 143, alinéa 2.

En ce qui concerne les ordonnances prescrivant des substances inscrites à la liste S soit sous forme de liniments ou de pommades, soit à des doses et concentrations égales ou inférieures à celles fixées par le tableau d'exonération prévu à l'article 111, les prescriptions peuvent être renouvelées si mention expresse en est faite par l'ordonnance qui doit préciser, également le nombre de renouvellements prévus.

Ces renouvellements ne peuvent être exécutés qu'après le délai déterminé par le mode d'emploi indiqué par l'auteur de la prescription. Ils doivent être mentionnés sur le registre d'ordonnances sous un nouveau numéro d'ordre. Cette inscription peut consister dans l'indication du numéro sous lequel l'ordonnance a été primitivement inscrite et du nom, de la quantité du produit stupéfiant prescrit.

Mention de la date et du numéro de renouvellement doit être faite sur l'ordonnance.

Art. 153. — Sur leur demande, les médecins et les médecins vétérinaires sont autorisés par le médecin-inspecteur régional à détenir des médicaments contenant des substances inscrites à la liste S, dans la limite d'une provision pour soins urgents.

Cette provision est déterminée qualitativement et quantitativement par le président de la République, après avis de la commission consultative pharmaceutique.

Cette provision est, à la suite des prélèvements qui auraient été effectués, reconstituée sur demandes rédigées par le médecin ou le vétérinaire conformément aux dispositions des articles 142, 143 et 144.

Ces demandes ne peuvent être exécutées que par l'officine désignée par le prescripteur lors de la demande d'autorisation prévue ci-dessus. S'il existe une ou plusieurs officines dans la localité où exerce le prescripteur, elle ou l'une d'elles sera obligatoirement désignée.

Le pharmacien d'officine choisi par le médecin ou le médecin-vétérinaire sera prévenu de ce choix par le médecin-inspecteur régional.

Art. 154. — Les dentistes sont autorisés à détenir pour leur usage professionnel dans les conditions fixées à l'article précédent, des préparations contenant les substances de la liste S déterminées par le président de la République après avis de la commission consultative pharmaceutique.

Art. 155. — Les pharmaciens doivent conserver pendant cinq ans, pour être présentées à toute réquisition de l'autorité compétente les demandes visées aux articles, 154 et 155 émanant des médecins, médecins-vétérinaires et dentistes et en adresser le relevé à la fin de chaque trimestre à l'inspecteur de la pharmacie.

Art. 156. — Les pharmaciens sont tenus d'inscrire, dès réception dans leur officine, toute entrée même à titre gratuit des substances inscrites à la liste S et des préparations qui en contiennent sur un registre spécial conforme au modèle déterminé par le président de la République. Ce registre est coté et paraphé par l'inspecteur de la pharmacie.

L'inscription de ces entrées fait mention de la date de l'opération, du nom du fournisseur, de la désignation du produit et des quantités reçues.

Doivent être obligatoirement inscrites au registre spécial prévu ci-dessus, les sorties des substances inscrites à la liste S, qu'il s'agisse de préparations officinales ou d'ordonnances prescrivant des médicaments spécialisés ou non.

Ces inscriptions doivent être reportées avant la fin de chaque mois sur ledit registre.

Ces inscriptions doivent être faites sans blanc, ni ratures ni surcharges.

Le registre spécial visé ci-dessus doit être conservé dix ans au moins.

Art. 157. — Une fois par an au moins, le pharmacien procède à l'inventaire des substances inscrites à la liste S et des préparations qui en contiennent et établit la balance des entrées et sorties. Copies de cet inventaire et de cette balance seront adressées, dès leur établissement, à l'inspecteur de la pharmacie.

Les différences constatées sont proposées à la ratification de l'inspecteur de la pharmacie à l'occasion de la première visite qui suit l'établissement de la balance.

Art. 158. — Tout pharmacien, quittant une officine dont il est responsable, procède en présence de son successeur à l'inventaire des substances inscrites sur la liste S et des préparations qui en contiennent. Cet inventaire est consigné sur le registre prévu à l'article 156 et contresigné par les intéressés.

Le pharmacien sortant remet à son successeur qui lui en donne décharge, le registre des substances inscrites à la liste S et les pièces à conserver en vertu des articles 140, 151 et 155 de la présente ordonnance.

Art. 159. — Le président de la République réglemente la distribution gratuite aux médecins, médecins vétérinaires et licenciés dentaires, des échantillons de médicaments spécialisés contenant des substances inscrites à la liste S.

TITRE IV
PUBLICITÉ PHARMACEUTIQUE

Art. 160. — Toute publicité en faveur d'un produit pharmaceutique doit être loyale et sincère, les indications thérapeutiques indiquées objectivement et éventuellement les effets secondaires et les contre-indications mentionnés clairement.

Art. 161. — Sous les réserves mentionnées à l'article précédent et à l'exclusion des médicaments spécialisés de l'officine pour lesquels l'article 101, 5°, interdit toute publicité en dehors de l'officine, la publicité est libre dans les journaux uniquement destinés aux membres des professions visées par les dispositions légales relatives à l'exercice de l'art de guérir, à l'exercice de la pharmacie et à l'exercice de la médecine vétérinaire.

Art. 162. — Les informations et la publicité figurant sur les étiquettes et les notices accompagnant le conditionnement des spécialités sont autorisées à condition de respecter les règles énoncées à l'article 160.

Art. 163. — La publicité en faveur des produits pharmaceutiques auprès du public est réglementée par le président de la République.

Art. 164. — Il est interdit à tout établissement pharmaceutique d'offrir ou de donner aux médecins, médecins-vétérinaires, licenciés en sciences dentaires et tous membres des professions faisant l'objet de la législation sur l'art de guérir, des objets ou produits quelconques, ou des avantages en nature de quelque ordre que ce soit, à l'exception de la remise habituelle sur les prix des médicaments destinés à l'usage personnel du praticien.

Art. 165. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les fabricants de spécialités pharmaceutiques et leurs représentants sur place sont autorises à remettre à titre gratuit des échantillons médicaux des spécialités qu'ils fabriquent aux médecins, médecins vétérinaires et licenciés en sciences dentaires, dans les limites fixées par les réglementations en vigueur en ce qui concerne les substances inscrites à la liste S et par les dispositions relatives à la prescription et à l'usage des médicaments par les dentaires.

Art. 166. — La publicité en faveur des établissements pharmaceutiques est libre dans la presse médicale et pharmaceutique. Elle est dans la presse non spécialisée et par toute autre voie, limitée à une annonce qui peut indiquer le nom et l'adresse de l'établissement visé, le nom et les qualités de son responsable, les jours et heures d'ouverture et le cas échéant une vue ou un plan de l'établissement.

Art. 167. — La publicité en faveur des laboratoires de produits pharmaceutiques est autorisée lorsqu'elle a pour objet les techniques de recherche, de fabrication et de contrôle de ces laboratoires et leur activité économique, à l'exclusion de publicité propre à des médicaments particuliers.

Art. 168. — Les établissements pharmaceutiques peuvent offrir des dons destinés à encourager la recherche ou l'enseignement. Mention de ces dons dans la presse et par voie publicitaire est autorisée.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 169. — Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance sont passibles des sanctions prévues par l'ordonnance-loi 72-046 du 14 septembre 1972 sur l'exercice de la pharmacie.

TITRE VI

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

Art. 170. — Pour la ville de Kinshasa, les fonctions d'inspecteur régional de la pharmacie sont assumées par l'inspecteur urbain de la pharmacie.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Art. 171. — Sont abrogées:

1° l'ordonnance 27*bis*/hyg. du 15 mars 1933 telle qu'elle a été modifiée jusqu'à ce jour, relative à l'exercice de la pharmacie, au trafic des substances toxiques, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, des sérums, vaccins et produits biologiques et à la culture des plantes à usage pharmaceutique;

2° l'ordonnance 50/hyg. du 2 mai 1939, complétée par l'ordonnance 72-59 du 13 février 1949, sur l'exercice de la pharmacie;

3° l'ordonnance 98/hyg. du 23 septembre 1939, telle qu'elle a été modifiée jusqu'à ce jour, relative à l'autorisation pour l'exportation des produits médicinaux;

4° l'ordonnance 72-3 du 5 janvier 1952, telle qu'elle a été modifiée jusqu'à ce jour, relative à l'autorisation pour l'exportation de certains produits médicinaux;

5° l'ordonnance 72-6 du 2 janvier 1958 relative à la publicité en matière pharmaceutique et à la vente, la cession ou la délivrance de médicaments en dehors des officines;

6° l'ordonnance 71-416 du 17 septembre 1957 relative aux limites dans lesquelles les personnes autorisées à exercer la profession de dentiste peuvent prescrire des médicaments.

Art. 172. — La prescrite ordonnance entrera en vigueur à la même date que l'ordonnance-loi 72-046 du 14 septembre 1972 sur l'exercice de la pharmacie.

---

19 février 1953. – ORDONNANCE 43-54. – Nitrate de potassium (salpêtre). (*B.A.*, 1953, p. 358)

Art. 1er. — Il est interdit d'importer, acquérir, céder, offrir ou remettre du nitrate de potassium (salpêtre) sans autorisation de l'administrateur de territoire.

Art. 2. — Les autorisations indiquent les quantités pour lesquelles elles sont données et l'usage auquel le salpêtre est destiné.

Elles ne sont accordées qu'aux personnes offrant toutes garanties quant à l'usage licite qui sera fait du salpêtre et notamment qu'il ne sera pas finalement employé à la fabrication illégale de poudre.

Art. 3. — Toute personne détenant lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance une quantité de salpêtre supérieure à cinq kilogrammes est tenue d'en faire la déclaration dans les quinze jours à l'administrateur du territoire.

Art. 4. — Toute personne détenant ou venant à obtenir une quantité de salpêtre supérieure à cinq kilogrammes devra tenir un registre de contrôle du modèle annexé indiquant les entrées et sorties de salpêtre avec son origine ou sa destination et l'indication des autorisations correspondantes qui seront conservées à l'appui.

Le registre doit, avant sa mise en usage, être coté sur chaque page et paraphé par première et dernière par l'administrateur du territoire.

Il doit être tenu au jour le jour.

Le registre et les autorisations conservées à l'appui doivent être présentés à toute réquisition des autorités compétentes.

Art. 5. — Les agents du service territorial, des finances, des affaires économiques et des mines ainsi que les inspecteurs et contrôleurs des douanes procèdent à la vérification du registre de contrôle.

Art. 6. — Les personnes détenant du salpêtre sont responsables de sa garde. Elles doivent notamment prendre des mesures suffisantes pour en éviter le vol, l'enlèvement, la disparition, la perte, etc.

Art. 7. — Les infractions à la présente ordonnance sont punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende ne dépassant pas deux mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 8. — La présente ordonnance entrera en vigueur dans chaque district le jour de son affichage.

---

23 décembre 1958. – ORDONNANCE 41-539. – Exportation des fleurs et poudres de pyrèthre. (*B.A.*, 1958, p. 2387)

Art. 1er. — L'exportation des fleurs et poudres de pyrèthre est interdite, sauf dérogation accordée par le gouverneur général ou son délégué.

Art. 2. — La présente ordonnance, applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi, entrera en vigueur le 23 décembre 1958.

---

22 décembre 1985. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BUR/CE/SPAS/A/182/86 portant réglementation de service de garde de pharmacie. (*J.O.Z.*, n°11, 31 mai 1987, p. 25)

Art. 1er. — La garde dans les officines a pour but de garantir la dispensation régulière des médicaments à la population.

Art. 2. — Les pharmacies requises assurent leurs services au public 24 heures sur 24, pendant une semaine, selon un calendrier élaboré et publié à l'avance.

Art. 3. — Le pharmacien-inspecteur organise le service de garde et veille à son bon fonctionnement.

Art. 4. — Le pharmacien de garde est le titulaire de l'officine. Il doit être personnellement présent dans son officine. En cas d'empêchement, il doit se faire remplacer par un autre pharmacien qui assumera toute la responsabilité à sa place.

Art. 5. — Le pharmacien de garde doit être en mesure de répondre le mieux possible aux besoins et demandes des médicaments tant des médecins que du public.

Art. 6. — Le pharmacien de garde ainsi que les agents sous sa responsabilité doivent faire montre à la fois d'une disponibilité et d'une serviabilité permanentes à l'égard des nécessiteux.

Art. 7. — Le pharmacien de garde doit s'abstenir de tout comportement et de tous actes susceptibles d'attirer vers son officine la clientèle habituelle d'un confrère.

Art. 8. — Tout pharmacien a l'obligation d'afficher visiblement à la portée du public le tableau de garde et de le tenir à jour.

Art. 9. — Seules les pharmacies de garde resteront ouvertes après 20 heures les jours ouvrables et après 15 heures les week-ends jusqu'à lundi 8 heures.

Art. 10. — Le pharmacien-inspecteur veille au strict respect des dispositions du présent arrêté. Il établit un procès-verbal de constat en cas de manquement par le pharmacien de garde aux prescrits du présent arrêté.

Art. 11. — Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté est passible d'une peine d'amende de 20.000 zaïres à verser entre les mains du comptable d'État à la Santé publique moyennant une quittance.

Art. 12. — Le secrétaire général à la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

27 mars 1987. – ORDONNANCE 87-091 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Dépôt central médico-pharmaceutique», en abrégé «D.C.M.P.». (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1987, p. 12)

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est crée, sous la dénomination «Dépôt central médico-pharmaceutique», en abrégé «D.C.M.P.», une entreprise publique à caractère social, dotée de la personnalité juridique.

Outre les dispositions de la présente ordonnance, le Dépôt central médico-pharmaceutique est régi par la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

Art. 2. — Le Dépôt central médico-pharmaceutique a son siège à Kinshasa.

Des dépôts régionaux et sous-régionaux peuvent être ouverts en différentes régions et sous-régions du pays, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — Les attributions du Dépôt central médico-pharmaceutique sont les suivantes :

• achat, stockage et vente des produits pharmaceutiques et matériel médico-chircurgical et scientifique des formations médicales, de laboratoire, de dentisterie, de radiographie et d'hygiène ;

• fabrication et préparation des produits pharmaceutiques en vue de leur distribution aux formations médicales ;

• inventaire, contrôle et évaluation du matériel technique.

Il peut effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet social.

Art. 4. — Le Dépôt central médico-pharmaceutique jouit de l'exclusivité d'approvisionnement des formations médicales agréées.

TITRE II

DU PATRIMOINE

Art. 5. — Hormis les biens cédés au laboratoires pharmaceutique de Kinshasa, en abrégé LAPHAKI dans le cadre de l'arrangement particulier entre le Royaume de Belgique et la République du Zaïre, le patrimoine du Dépôt central médico-pharmaceutique est constitué de tous les biens, droits et obligations ayant appartenu à cette institution depuis sa création, ainsi que les biens et droits que le conseil exécutif aura mis à sa disposition et le cas échéant, les obligations qu'il pourra mettre à sa charge.

Dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de la présent ordonnance, le dépôt central médico-pharmaceutique devra avoir dressé le rapport de sa situation patrimoniale mise à jour.

Celle-ci indiquera :

1. à l'actif :

• les valeurs immobilières ;

• les valeurs circulantes.

2. Au passif :

• les éléments de situation nette ;

• les subventions d'équipements et les provisions pour pertes et charges ;

• les dettes à long, moyen et court terme.

Dans un délai d'un mois à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, le Dépôt central médico-pharmaceutique devra avoir transmis celle-ci, accompagnée d'un rapport détaillé, à l'organe de tutelle.

Art. 6. — Le patrimoine du Dépôt central médico-pharmaceutique pourra s'accroître de toute acquisition jugée nécessaire pour son fonctionnement ainsi que des apports ultérieurs que l'État ou tout autre organe pourrait lui consentir. L'augmentation comme la réduction du patrimoine sont constatées par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle.

En cas de dissolution, le patrimoine du Dépôt central médico-pharmaceutique revient de droit à l'État.

TITRE III

DES STRUCTURES

Art. 7. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 telle que modifiée à ce jour, portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les organes du Dépôt central médico-pharmaceutique sont :

1. le conseil d'administration ;

2. le comité de gestion ;

3. le collège des commissaires aux comptes.

TITRE IV

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Art. 8. — L'organisation et le fonctionnement du Dépôt central médico-pharmaceutique sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Outre le président-délégué général et deux directeurs choisis parmi les directeurs du Dépôt central médico-pharmaceutique, le conseil d'administration de cette institution comprend :

• un représentant du bureau du président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République ;

• un représentant du département de la Santé publique et des Affaires sociales ;

• un représentant du département du Portefeuille ;

• un représentant du département de l'Économie nationale et Industrie.

CHAPITRE I
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 9. — L'exercice financier du Dépôt central médico-pharmaceutique commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

À titre exceptionnel, le premier exercice débute à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine au 31 décembre de la même année.

Art. 10. — Les comptes du Dépôt central médico-pharmaceutique seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 11. — Le conseil d'administration élabore chaque année un état de prévisions des recettes et des dépenses pour l'exercice à venir.

Le budget du Dépôt central médico-pharmaceutique est divisé en budget d'exploitation et budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend :

1. en recettes :

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles ;

• les dons et legs.

2. En dépenses :

les charges d'exploitation du Dépôt central médico-pharmaceutique ;

• les charges du personnel ;

• les charges fiscales et toutes charges financières.

Le budget d'investissement comprend :

1. en dépenses :

• les frais d'acquisition, de renouvellement et d'extension des immobilisations affectées aux activités du Dépôt central médico-pharmaceutique;

• les frais d'acquisition et de renouvellement des machines de fabrication de prothèses et d'autres éléments affectés à la production.

2. en recettes :

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens.

Art. 12. — Le budget du Dépôt central médico-pharmaceutique est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte.

Il est considéré comme approuvé lorsque aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 13. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, le Dépôt central médico-pharmaceutique doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsque aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 14. — La comptabilité du Dépôt central médico-pharmaceutique est tenue de manière à permettre :

1. de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits ;

2. de connaître la situation patrimoniale du Dépôt central médico-pharmaceutique;

3. de déterminer les résultats analytiques.

Art. 15. — À la fin de chaque exercice budgétaire, le conseil d'administration fait établir, après inventaire :

1. un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations ;

2. un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité du Dépôt central médico-pharmaceutique au cours de l'exercice écoulé. Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées ; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil d'administration concernant l'affection du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle au plus tard le 30 avril de la même année.

Art. 16. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat et règle en se conformant aux dispositions de l'article 17 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 17. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part les produits et profits et, d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire» ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 18. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 19. — Le Dépôt central médico-pharmaceutique peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 20. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix du Dépôt central médico-pharmaceutique. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République du Zaïre ; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que le Dépôt central médico-pharmaceutique décide de consulter. Dans les deux cas, le Dépôt central médico-pharmaceutique choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande ainsi que de toutes suggestions faites dans l'offre.

Le Dépôt central médico-pharmaceutique peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur n'excède pas cent mille zaïres, pour les fournitures courantes et d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés.

Le marché de gré à gré se constate, soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce ; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE III

DE LA TUTELLE

Section 1re

Notion

Art. 21. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont dispose l'organe tutélaire sur le Dépôt central médico-pharmaceutique. Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants ou *a posteriori*.

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique, économique ou financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux : conseil d'administration, comité de gestion, directions, organes d'exécution et à tous les stades : délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes du Dépôt central médico-pharmaceutique.

Section 2

Des organes de tutelle

Art. 22. — Le Dépôt central médico-pharmaceutique est placé sous la tutelle des départements de la Santé publique et du Portefeuille, le premier pour la tutelle administrative et technique, le second pour la tutelle financière.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département ayant la santé publique dans ses attributions porte sur les actes ci-après :

• la conclusion des marchés de travaux ou fournitures ;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir ;

• le rapport annuel ;

• l'ouverture des dépôts régionaux et sous-régionaux ;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département ayant le portefeuille dans ses attributions porte sur :

• les acquisitions et aliénations immobilières ;

• les emprunts et les prêts ;

• les prises et cessions de participations financières ;

• le plan comptable particulier ;

• le budget ou l'état des prévisions des recettes et des dépenses ;

• les comptes de fin d'exercice ;

• le bilan.

Art. 23. — L'augmentation et la réduction du patrimoine du Dépôt central médico-pharmaceutique sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département ayant le portefeuille dans ses attributions.

CHAPITRE IV

DU RÉGIME FISCAL

Art. 24. — Sous réserve d'un régime fiscal particulier reconnu au Dépôt central médico-pharmaceutique, celui-ci est soumis au droit commun en la matière.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 25. — À titre transitoire, restent en vigueur jusqu'à l'élaboration de nouveaux statuts, toutes les dispositions légales et réglementaires qui régissent, au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le personnel ayant appartenu à l'ancien Dépôt central médico-pharmaceutique.

Art. 26. — Sont abrogées, sous réserve du prescrit de l'article 25, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 27. — Le commissaire d'État à la Santé publique et aux Affaires sociales est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

30 mars 1991. – ORDONNANCE-LOI 91-018 portant création d'un Ordre des pharmaciens en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, numéro spécial, juin 1991, p. 5)

DISPOSITIONS ORGANIQUES

CHAPITRE Ier

CRÉATION ET PERSONNALITÉ JURIDIQUE

Art. 1er. — Il est institué en République du Zaïre, un Ordre des pharmaciens. L'Ordre des pharmaciens est doté de la personnalité juridique.

Art. 2. — L'Ordre des pharmaciens est chargé d'assurer la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession. Il veille au maintien des principes de moralité, de dignité, de probité indispensables à l'exercice de la profession de pharmacien ainsi qu'à l'observation par tous ses membres des devoirs professionnels et des règles de déontologie telles qu'édictées dans le code en annexe de la présente ordonnance-loi.

Art. 3. — Nul ne peut exercer la pharmacie au Zaïre s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre des pharmaciens.

CHAPITRE II
DES ORGANES DE L'ORDRE: STRUCTURES – ATTRIBUTIONS – PROCÉDURES ÉLECTORALES

Art. 4. — L'Ordre des pharmaciens exerce ses attributions par l'intermédiaire des organes ci-après:

a) Au niveau national:

• le congrès;

• le conseil national de l'Ordre;

• le président du conseil national de l'Ordre.

b) Au niveau régional:

• l'assemblée régionale;

• le conseil régional de l'Ordre;

• le président du conseil régional.

Section 1re
Le congrès

Art. 5. — Le congrès et l'organe suprême de l'Ordre. Il est constitué de tous les pharmaciens inscrits au tableau de l'Ordre tel que prévu à l'article 39 de la présente ordonnance-loi.

Art. 6. — Le congrès a le pouvoir le plus étendu pour fixer les orientations et prendre les décisions pouvant assurer la bonne marche de la profession. Le congrès élit notamment les membres du conseil national de l'Ordre et approuve le rapport d'activités de ceux-ci.

Art. 7. — Le congrès se réunit tous les quatre ans en session ordinaire sur convocation du président du conseil de l'Ordre. Il se réunit en session extraordinaire sur convocation du président du conseil de l'Ordre ou à la demande des 2/3 des membres du conseil de l'Ordre. Il est dirigé par un bureau élu séance tenante et fixe son règlement intérieur.

Section 2
Le conseil national de l'Ordre

Art. 8. — Le conseil national de l'Ordre est l'organe exécutif. Son siège est établi dans la capitale de la République du Zaïre.

Art. 9. — Le conseil national de l'Ordre a pour attribution:

1° veiller à la stricte observation des règles de la profession et des devoirs des pharmaciens;

2° arrêter et modifier le règlement d'ordre intérieur;

3° fixer le montant des cotisations et en assurer le recouvrement, répartir les charges entre ses membres;

4° autoriser le président à ester en justice pour le compte de l'Ordre et à effectuer tous actes intéressant ce dernier;

5° préparer et fixer les points à inscrire à l'ordre du jour du congrès et déterminer les dates et les lieux de la tenue de ce dernier;

6° faire approuver sous réserve du ministère ayant la santé publique dans ses attributions, le taux des honoraires;

7° garantir l'indépendance de l'acte pharmaceutique.

Art. 10. — Le conseil national de l'Ordre comprend 20 membres effectifs et 20 membres suppléants élus et provenant des 4 sections prévues à l'article 39 de la présente ordonnance-loi et qui sont répartis de la manière suivante:

• 8 pharmaciens pour la section A;

• 4 pharmaciens pour la section B;

• 4 pharmaciens pour la section C;

• 4 pharmaciens pour la section D.

Le mandat des membres du conseil national de l'Ordre est de 4 ans, renouvelable une fois.

Art. 11. — Nul ne peut être membre du conseil national de l'Ordre s'il ne réunit les conditions suivantes:

1° être inscrit au tableau de l'Ordre depuis 4 ans au moins;

2° être en règle des cotisations;

3° n'avoir pas encouru dans les cinq ans qui précèdent la date des élections, des sanctions disciplinaires prévues aux points 3 et 4 de l'article 47 et à l'article 49 de la présente ordonnance-loi;

4° justifier d'une bonne conduite par la production d'une attestation de bonnes vie et mœurs délivrée par l'autorité administrative du lieu de résidence, datant de moins de trois mois et portant sur les cinq dernières années.

Art. 12. — Le conseil national de l'Ordre se réunit en session ordinaire deux fois l'an. Il peut se réunir en session extraordinaire sur l'initiative du président ou à la demande de la moitié au moins des membres.

Art. 13. — Les règles de fonctionnement du conseil national de l'Ordre sont fixées par un règlement d'ordre intérieur conformément au point 2 de l'article 9 de la présente ordonnance-loi.

Section 3
Le bureau du conseil national de l'Ordre

Art. 14. — Les membres du conseil national de l'Ordre élisent parmi eux un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire-adjoint et un trésorier. Ils constituent ainsi le bureau du conseil de l'Ordre.

Le président et le vice-président du bureau du conseil de l'Ordre ne doivent pas appartenir à une même section.

Le mandat des membres du bureau est de quatre ans, renouvelable une fois.

Art. 15. — Chaque élection est sanctionnée par un procès-verbal dûment signé par les membres du conseil de l'Ordre. Une copie de ce procès-verbal est transmise au ministre ayant la santé publique dans ses attributions.

Art. 16. — Le président du conseil national de l'Ordre représente l'Ordre dans tous les actes de la vie civile et en justice.

Il veille à la discipline de tous les membres de l'Ordre et au fonctionnement du conseil de l'Ordre. Il peut déléguer tout ou partie de ses attributions à un membre du bureau en l'absence du vice-président.

Art. 17. — Le bureau du conseil de l'Ordre assure la gestion courante. Il peut prendre, en cas d'urgence, des décisions relevant de la compétence du conseil national de l'Ordre. Le président en informe le conseil à la session suivante.

Section 4

L'assemblée régionale

Art. 18. — L'assemblée régionale est composée de tous les pharmaciens inscrits au tableau régional de l'Ordre.

Art. 19. — L'assemblée régionale est l'organe de contrôle de l'exécution des décisions du congrès et des directives du conseil national de l'Ordre des pharmaciens au niveau de la région.

L'assemblée régionale élit notamment les membres du conseil régional de l'Ordre et approuve le rapport d'activités de ceux-ci.

Art. 20. — L'assemblé régionale se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation du président du conseil régional de l'Ordre.

Elle se réunit en session extraordinaire sur convocation du président régional de l'Ordre ou à la demande des 2/3 de ses membres. Elle est dirigée par un bureau élu séance tenante et fixe son règlement d'ordre intérieur.

Section 5

Le conseil régional

Art. 21. — Le conseil régional de l'Ordre est l'organe exécutif de l'Ordre en région. Son ressort correspond à la région administrative et son siège est fixé au chef-lieu de la région.

Art. 22. — Le conseil régional de l'Ordre exerce les attributions suivantes:

1° garantir l'indépendance de la profession pharmaceutique;

2° veiller à la stricte observation des règles de la profession et des devoirs des pharmaciens;

3° assurer le maintien des principes de moralité, de dignité, de probité et de dévouement;

4° assurer le recouvrement des cotisations des membres;

5° préparer et fixer les points à inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée régionale et déterminer les dates et les lieux de la tenue de cette dernière;

6° statuer sur l'inscription au tableau régional de l'Ordre des candidats membres de leur région;

7° sous réserve de ce qui est de la compétence du conseil de l'Ordre, le conseil régional se prononce sur les questions soumises à son examen par son président, par les pharmaciens de sa région inscrits au tableau de l'Ordre ou par toute personne physique ou morale s'intéressant aux problèmes de la santé publique.

Art. 23. — Le conseil régional est composé de 10 membres effectifs et 10 suppléants élus et provenant des 4 sections prévues à l'article 39 de la présente ordonnance-loi et qui sont répartis de la manière suivante:

• 4 pharmaciens pour la section A;

• 2 pharmaciens par section pour les sections B, C et D.

Le mandat des membres du conseil régional de l'Ordre est de 2 ans, renouvelable une fois.

Art. 24. — Nul ne peut être élu membre du conseil régional de l'Ordre s'il ne réunit les conditions suivantes:

1° être inscrit au tableau régional de l'Ordre depuis cinq ans au moins;

2° être en règle de cotisations;

3° n'avoir pas encouru dans les trois ans qui précèdent la date des élections des sanctions disciplinaire prévues aux points 3 et 4 de l'article 47 et à l'article 49 de la présente ordonnance-loi;

4° justifier d'une bonne conduite par la production d'une attestation de bonnes vie et mœurs délivrée par l'autorité administrative la plus proche du lieu de résidence, datant de moins de trois mois et portant sur les deux dernières années.

Art. 25. — Le conseil régional de l'Ordre se réunit en session ordinaire quatre fois l'an. Il peut se réunir en session extraordinaire sur l'initiative de son président ou à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Art. 26. — Les règles de fonctionnement du conseil régional de l'Ordre sont fixées par un règlement d'ordre intérieur conformément au point 2 de l'article 9 de la présente ordonnance-loi.

Section 6

Bureau du conseil régional de l'Ordre

Art. 27. — Les membres du conseil régional de l'Ordre élisent parmi eux un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire adjoint et un trésorier. Ils constituent ainsi le bureau du conseil régional de l'Ordre.

Art. 28. — Chaque élection est sanctionnée par un procès-verbal dûment signé par les membres du conseil et transmis au conseil national de l'Ordre. Une copie de ce procès-verbal est envoyée à l'autorité administrative ayant la santé publique dans ses attributions.

Art. 29. — Le président du conseil régional de l'Ordre représente l'Ordre en région dans tous les actes de la vie civile et en justice et au fonctionnement du conseil régional de l'Ordre.

Il peut déléguer tout ou partie de ses attributions à un membre du bureau du conseil régional, en l'absence du vice-président de ce bureau.

Art. 30. — Le bureau du conseil régional de l'Ordre assure la gestion courante. Il peut prendre, en cas d'urgence, des décisions relevant de la compétence du conseil régional; le président en informe le conseil à la session suivante.

Section 7

Dispositions communes au conseil national de l'Ordre et aux conseils régionaux de l'Ordre

Art. 31. — Un membre du conseil national de l'Ordre élu au conseil régional ou vice-versa cesse d'appartenir au premier conseil dont il était membre.

Art. 32. — La démission d'un des membres des conseils est adressée au conseil de l'Ordre du ressort.

Art. 33. — Lorsqu'un membre d'un conseil cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit avant la fin de son mandat, il est remplacé par le premier des membres suppléants de sa section. Celui-ci achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 34. — Sera déchu de son mandat, tout membre d'un conseil qui:

1° a été frappé de l'interdiction d'exercer la pharmacie;

2° a été condamné pénalement pour des faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs à moins d'en avoir été amnistié ou réhabilité;

3° s'est abstenu, sans motif valable, d'assister à quatre séances du conseil dont il fait partie.

Art. 35. — En plus des cas énumérés à l'article précédent, la qualité de membre du conseil se perd également pour les raisons suivantes:

1° la démission;

2° l'invalidité permanente;

3° le décès;

4° la fin de mandat.

Art. 36. — Les décisions des conseils sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. Les procès-verbaux des délibérations sont consignés dans un registre et signés conjointement par le président et le secrétaire du bureau du conseil.

Une copie est transmise au ministre ayant la santé publique dans ses attributions.

CHAPITRE III
INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE

Art. 37. — Le conseil régional de l'Ordre établit et tient à jour un tableau des membres de l'Ordre des pharmaciens de la région qu'il communique au conseil national de l'Ordre, à l'autorité politico-administrative régionale, au représentant du ministère de la Santé publique et à l'autorité judiciaire.

Art. 38. — Le conseil national de l'Ordre établit et tient à jour un tableau de l'Ordre des pharmaciens qu'il communique au début de chaque année au ministère ayant la santé publique dans ses attributions et à l'autorité judiciaire.

Art. 39. — Le tableau de l'Ordre des pharmaciens comporte quatre sections ainsi réparties:

• section A: pharmaciens d'officine;

• section B: pharmaciens d'industrie;

• section C: pharmaciens grossistes;

• section D: tous les pharmaciens non susceptibles de faire partie des sections A, B et C.

Art. 40. — Nul ne peut être inscrit au tableau de l'Ordre s'il ne remplit les conditions suivantes:

1° être de nationalité zaïroise;

Toutefois, l'étranger pourrait être inscrit sous les conditions de réciprocité et de vacance nationale ou en vertu des Conventions internationales;

2° être titulaire d'un diplôme de pharmacien délivré par une université du Zaïre ou d'un diplôme tenu pour équivalent délivré à l'étranger;

3° produire un certificat de prestation du serment de Galien;

4° présenter un certificat de bonnes vie et mœurs;

5° prêter le serment de Galien.

Art. 41. — La demande d'inscription au tableau de l'Ordre des pharmaciens est adressée au conseil régional de l'Ordre.

Elle est accompagnée des documents suivants:

1° une copie certifiée conforme du diplôme légalement requis pour l'exercice de la profession de pharmacien;

2° un extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois;

3° un certificat de serment de Galien;

4° une attestation de bonnes vie et mœurs délivrée par l'autorité du lieu de résidence durant les trois dernières années;

5° le cas échéant, une attestation d'honorabilité délivrée par l'Ordre des pharmaciens étranger auquel le requérant appartient ou a appartenu.

Les documents visés aux points 2, 4 et 5 doivent dater de deux mois.

Le conseil régional statue sur la demande par décision motivée dans les trois mois de sa réception. Si à l'expiration de ce délai, la décision du conseil régional n'est pas intervenue, il est conclu à un refus d'inscription et le requérant peut se pourvoir en appel dans les trois mois.

Il ne peut refuser l'inscription que si le requérant ne remplit pas les conditions prévues à l'article 40 et seulement après l'avoir entendu ou invité à comparaître.

La décision est notifiée au requérant par lettre recommandée.

Art. 42. — Les décisions du conseil régional rendues sur les demandes d'inscription au tableau de l'Ordre peuvent être frappées d'appel devant le conseil national de l'Ordre suivant les formes et conditions prévues aux articles 61 et 62 de la présente ordonnance-loi.

CHAPITRE IV
DISCIPLINE ET SANCTIONS PÉNALES

Section 1re
Discipline

Art. 43. — Sans préjudice aux pénalités fixées par le législateur sur l'exercice de la pharmacie et de l'art de guérir, tout manquement par un pharmacien aux règles professionnelles, aux devoirs de son état, à l'honneur ou à la dignité de ses fonctions, tels que définis dans le Code de déontologie pharmaceutique, constitue une faute disciplinaire.

Art. 44. — Les conseils régionaux siègent en chambre de discipline pour statuer sur les cas qui leur sont soumis suivant les dispositions prévues aux articles 51, 52, 53 et 54.

Les décisions de cette chambre sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La décision du conseil régional est, sur les diligences de son bureau, notifiée au requérant et au conseil national par lettre recommandée avec accusé de réception dans les huit jours qui suivent la décision.

Elle peut également être notifiée à personne au requérant. Elle est affichée aux valves publiques du siège du conseil et des établissements médico-pharmaceutiques de la place et, le cas échéant, diffusée dans les organes de la presse locale.

Le requérant et les membres de l'Ordre des pharmaciens peuvent appeler de cette décision auprès du conseil national de l'Ordre dans les trente jours qui suivent sa notification et sa publication.

L'appel est suspensif de *la prime* d'exercer la profession de pharmacien.

– Texte conforme au *J.O.Z.* Il convient de lire «*l'interdiction*».

Art. 45. — L'appel est interjeté par lettre recommandée adressée au secrétariat du conseil national de l'Ordre.

Le secrétariat notifie l'appel au requérant, au président du bureau du conseil régional en cause et, le cas échéant, à l'appelant. Dès qu'il est notifié de l'appel, le président du conseil régional transmet sans désemparer le dossier au conseil national de l'Ordre qui statue, par décision motivée, dans les deux mois d'appel.

Art. 46. — La décision du conseil national de l'Ordre est, sur les diligences de son bureau, notifiée au requérant et au conseil régional intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle peut également être notifiée à personne au requérant.

Elle est affichée et diffusée dans les conditions prévues à l'article 42.

Art. 47. — Chaque conseil régional est habilité à infliger les sanctions suivantes:

1° l'avertissement;

2° la réprimande;

3° le blâme;

4° l'interdiction temporaire d'exercer la pharmacie pour une durée maximum de six mois;

5° l'interdiction définitive d'exercer la pharmacie.

Art. 48. — Le conseil régional exerce au sein de l'Ordre, la compétence disciplinaire en première instance.

Sa juridiction s'exerce à l'égard de tous les membres de l'Ordre se trouvant dans son ressort.

Art. 49. — L'exercice de l'action disciplinaire ne met obstacle ni aux poursuites devant les tribunaux répressifs, ni aux actions civiles en réparation d'un dommage, ni à l'action disciplinaire devant l'administration ou l'entreprise dont dépend le pharmacien poursuivi.

Art. 50. — Seul le conseil national de l'Ordre est habilité à prononcer l'interdiction définitive d'exercer la pharmacie.

– Texte conforme au *J.O.Z.* On remarquera la contradiction qui existe entre cette disposition et le 5° de l'art. 47.

Art. 51. — Le pharmacien mis en cause peut interjeter appel devant la chambre d'appel qui statue au second degré dans un délai de trente jours à compter de la date de notification.

Art. 52. — La chambre d'appel est composée de sept pharmaciens désignés par le conseil national de l'Ordre, dont l'un au moins appartient à la même section que le pharmacien poursuivi. Elle comprend en outre un magistrat du parquet près la Cour d'appel désigné par le procureur général près cette cour.

Art. 53. — La chambre d'appel est saisie des appels des décisions du conseil régional en matière disciplinaire.

Elle ne peut valablement délibérer qu'en présence de 2/3 au moins de ses membres. Ses décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 54. — Le conseil régional peut être saisie par:

• le ministre ayant la santé publique dans ses attributions;

• le conseil national de l'Ordre agissant de sa propre initiative;

• le ministère public;

• tout pharmacien inscrit au tableau de l'Ordre;

• tout tiers intéressé.

Art. 55. — Les membres peuvent, sur la demande des parties ou sur leur propre initiative, ordonner une enquête sur les faits dont la constatation leur paraît utile à l'instruction de l'affaire.

Art. 56. — Les chambres tiennent un registre des délibérations.

Art. 57. — Le pharmacien mis en cause peut se faire assister d'un confrère et d'un avocat de son choix.

Art. 58. — Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée sans que le pharmacien en cause n'ait été entendu ou appelé à comparaître dans un délai de huit jours conformément au règlement d'Ordre intérieur.

Art. 59. — Le pharmacien qui, d'après des indices suffisamment graves est présumé avoir commis une faute méritant la peine d'interdiction temporaire de l'exercice de la pharmacie ou de radiation du tableau de l'Ordre des pharmaciens, peut être suspendu par mesure d'ordre jusqu'au prononcé de la décision disciplinaire.

Art. 60. — Les décisions des chambres sont notifiées sans délai au pharmacien concerné. Elles sont également, pour les sanctions prévues au point 4 de l'article 47 et l'article 49 de la présente ordonnance-loi, notifiées au ministre ayant la santé publique dans ses attributions.

Art. 61. — Si la décision a été rendue par défaut, le pharmacien concerné peut faire opposition dans un délai de trente jours à compter de la notification faite à sa dernière adresse connue, contre récépissé.

Art. 62. — Le conseil national de l'Ordre connaît en dernier ressort concernant les décisions rendues par la chambre d'appel. Il est également compétent pour statuer en dernier ressort sur les décisions concernant les demandes d'inscription au tableau de l'Ordre.

Art. 63. — L'appel est interjeté au secrétariat du conseil national de l'Ordre contre récépissé.

L'appel a un effet suspensif. Dans tous les cas, le conseil national de l'Ordre peut, soit confirmer les décisions du conseil régional, soit les annuler et statuer à nouveau.

Les dispositions prévues aux articles 45, 46, 54, 55, 56, 57, 59 et 60 sont applicables, *mutatis mutandis*, au conseil national de l'Ordre.

Art. 64. — Le conseil de l'Ordre siégeant en chambre d'appel de dernier ressort doit se prononcer dans un délai de deux mois à compter de la saisie. Ses décisions sont notifiées dans les formes prévues à l'article 60 de la présente ordonnance-loi.

Art. 65. — Tout membre d'une chambre de discipline ou de la chambre d'appel peut être récusé par le pharmacien en cause pour l'un des motifs ci-après:

1° s'il a un intérêt personnel dans l'affaire;

2° s'il est parent ou allié, jusqu'au 3e degré inclusivement, d'une personne ayant un intérêt personnel dans l'affaire;

3° s'il y a inimitié ou amitié entre lui et le pharmacien mis en cause.

Art. 66. — Tout pharmacien suspendu ou radié du tableau de l'Ordre et notifié qui continuerait à exercer la profession, s'exposerait à des poursuites judiciaire de la part de l'Ordre pour exercice illégal de la pharmacie.

Art. 67. — En cas de radiation définitive, le pharmacien radié peut, après un délai de 5 ans, introduire, auprès du conseil national de l'Ordre, une demande de reprise d'activités.

En cas de suite favorable, l'intéressé n'est réinscrit au tableau de l'Ordre des pharmaciens qu'après un autre délai de cinq ans. Les conditions de reprise sont fixées par le règlement d'Ordre intérieur.

Art. 68. — Les décisions doivent être motivées. Aucune sanction ne peut être fondée sur des motifs discriminatoires d'ordre religieux, philosophique, tribal, linguistique, racial ou syndical.

Art. 69. — Le pharmacien frappé d'une sanction disciplinaire est tenu au paiement de frais résultant de l'instance engagée. Ces frais sont fixés par le règlement d'ordre intérieur.

Art. 70. — Tout pharmacien frappé par une décision définitive de la peine d'interdiction temporaire d'exercer la pharmacie:

1° est privé, pendant la durée d'interdiction, du droit de participer aux élections des conseils;

2° est privé définitivement du droit d'être élu membre d'un conseil.

Tout membre d'un conseil qui est frappé par une décision définitive, d'une peine disciplinaire visée au point 4 de l'article 47 et à l'article 49 ou qui est condamné par une décision judiciaire pénale définitive, est déchu de plein droit de son mandat.

Art. 71. — Tous ceux qui ont participé à l'instruction ou au jugement d'une affaire disciplinaire sont tenus au secret pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont eus connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 72. — En cas d'infirmité ou d'état pathologique d'un pharmacien rendant dangereux l'exercice de son art, le conseil national de l'Ordre dans les conditions fixées par le Code de déontologie, peut prononcer la suspension temporaire du droit d'exercer.

Il en informe l'autorité politique ayant la santé publique dans ses attributions.

Section 2

Sanctions pénales

Art. 73. — Tout pharmacien qui aura exercé la profession sans être inscrit au tableau de l'Ordre des pharmaciens ou qui l'aura exercée pendant la durée de l'interdiction temporaire ou définitive prévue à l'article 47, sera puni des peines prévues aux articles 17 à 20 du décret du 19 mars 1952 sur l'art de guérir.

CHAPITRE V

RESSOURCES

Art. 74. — L'Ordre des pharmaciens ne peut posséder en propriété ou autrement d'autres immeubles que ceux nécessaires à son fonctionnement.

Art. 75. — Les ressources de l'Ordre des pharmaciens proviennent de:

1° cotisations de ses membres;

2° dons et legs;

3° publications.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 76. — Les fonctions de membre d'un conseil de l'Ordre sont incompatibles avec celles de membres d'un syndicat pharmaceutique.

– Texte conforme au *J.O.Z.*

Art. 77. — Par dérogation à l'article 40, les pharmaciens étrangers exerçant légalement la pharmacie en République du Zaïre avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi, sont autorisées à se faire inscrire au tableau de l'Ordre des pharmaciens.

Art. 78. — Par dérogation à l'article 40, les gradués en pharmacie diplômés de l'ex-Université Lovanium avant le 31 décembre 1970, peuvent être inscrite au tableau de l'Ordre des pharmaciens à l'exception de la section B de l'article 39.

Art. 79. — Le Comité exécutif national de l'Association des pharmaciens Zaïrois «Apharza» est chargé de l'organisation des premières élections du conseil national de l'Ordre sous l'autorité du ministre ayant la santé publique dans ses attributions ou de son délégué.

Art. 80. — Les conditions d'éligibilité telles que définies au point 1 des articles 11 et 24 de la présente ordonnance-loi ne sont pas d'application pour les candidats aux premières élections des conseils.

Art. 81. — Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance-loi sont abrogées.

Art. 82. — La présente ordonnance-loi entre en vigueur à la date de sa signature.

ANNEXE

TITRE Ier

DEVOIRS GÉNÉRAUX DES PHARMACIENS

CHAPITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Dans l'exercice de sa profession, le pharmacien a le devoir d'honorer son engagement pris lors de la prestation du serment de Galien.

Art. 2. — Le pharmacien doit s'abstenir de tout fait ou manifestation de nature à déconsidérer la profession, même en dehors de l'exercice de celle-ci.

Art. 3. — Le pharmacien ne doit pas exercer, en même temps que la pharmacie, une activité incompatible avec la dignité professionnelle.

CHAPITRE II

DU CONCOURS DU PHARMACIEN À L'ŒUVRE DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Art. 4. — Le pharmacien est au service du public. Il doit faire preuve du même dévouement envers tous les malades. Quelle que soit sa fonction ou sa spécialité, hors le seul cas de force majeure, le pharmacien doit, dans la limite de ses connaissances, porter secours à un malade en danger immédiat, si des soins médicaux peuvent lui être assurés.

Art. 5. — Dans des circonstances exceptionnelles (épidémies, calamités naturelles), le pharmacien doit faire partie de service de protection civile et de secours de son ressort.

Art. 6. — Le pharmacien ne doit favoriser, ni par ses conseils, ni par ses actes, des pratiques contraires aux bonnes mœurs.

Art. 7. — Le secret professionnel s'impose à tous les pharmaciens, sauf dérogation établie par la loi.

Art. 8. — Afin d'assurer le respect du secret professionnel, le pharmacien s'abstiendra de discuter en public, notamment à l'officine, de questions relatives aux maladies de ses clients et à leur traitement.

Il évitera toute allusion de nature à compromettre le secret professionnel dans ses publications.

CHAPITRE III

DE LA RESPONSABILITÉ ET DE L'INDÉPENDANCE DES PHARMACIENS

Art. 9. — Le pharmacien détient, prépare et délivre lui-même les médicaments et surveille attentivement l'exécution de tous les actes qu'il n'accomplit pas lui-même (articles 9 et 16 de la loi du 15 mars 1933).

Art. 10. — Toute officine doit porter, de façon apparente, le nom du ou des pharmaciens propriétaires ou, s'il s'agit d'une officine exploitée en société, le nom du ou des pharmaciens-gérants responsables (article 1er de la loi du 15 mars 1933).

Art. 11. — Le pharmacien-assistant est le diplômé qui apporte son concours à son confrère titulaire d'un établissement pharmaceutique.

Art. 12. — Qu'ils soient titulaires, gérants, assistants ou remplaçants, les pharmaciens ne doivent, en aucun cas, conclure de convention tendant à l'aliénation, même partielle, de leur indépendance technique dans l'exercice de leur profession.

CHAPITRE IV

DE LA TENUE DES ÉTABLISSEMENTS PHARMACEUTIQUES

Art. 13. — La préparation et la délivrance des médicaments et, plus généralement, tous les actes pharmaceutiques doivent être effectués *secundum artem*.

Art. 14. — Les établissements pharmaceutiques doivent être installés dans les locaux bien adaptées aux activités qui s'y exercent et convenablement équipés et tenus.

Art. 15. — Tout produit se trouvant dans un établissement pharmaceutique doit pouvoir être identifié par son nom, qui doit être porté sur une étiquette disposée de façon appropriée.

Cette étiquette doit être conforme au modèle réglementaire qui doit comprendre:

• le nom du médicament;

• la composition chimique du médicament;

• les noms et l'adresse du fabricant;

• la date de fabrication;

• la date de péremption; et

• éventuellement, la posologie du médicament;

• la notice d'emploi doit accompagner l'étui de conditionnement.

Art. 16. — Tous les produits délivrées porteront une vignette reprenant le nom et l'adresse du pharmacien.

TITRE II

INTERDICTION DE CERTAINS PROCÉDÉS DANS LA RECHERCHE DE LA CLIENTÈLE

CHAPITRE Ier

DE LA PUBLICITÉ

Art. 17. — Les pharmaciens doivent s'interdire de solliciter la clientèle par des procédés et moyens contraires à la dignité de leur profession, même lorsque ces procédés et moyens ne sont pas expressément prohibés par la législation en vigueur.

Art. 18. — Dans l'exercice de sa profession, le pharmacien ne doit accompagner son nom que de titres officiels (universitaire, hospitalier, scientifique).

Art. 19. — À l'exception de celles qu'impose la législation, les seules indications que les pharmaciens puissent faire figurer sous leur raison sociale, sur leurs en-têtes de lettres, papiers d'affaires ou dans les annuaires sont:

1° celles qui facilitent leurs relations avec leurs clients ou fournisseurs, telles que: noms, prénoms, adresses, numéros de téléphone, jours et heures d'ouverture, numéros de comptes de chèques postaux;

2° l'énoncé de différentes activités qu'ils exercent;

3° les titres et les fonctions désignés à l'article 17;

4° les distinctions honorifiques reconnues et admises par notre pays.

Art. 20. — Toute publicité auprès du corps médical et pharmaceutique doit être véridique et loyale.

CHAPITRE II
DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

Art. 21. — Le libre choix est un droit imprescriptible des malades.

Il est rigoureusement interdit au pharmacien d'y porter atteinte en octroyant, directement à certains d'entre eux, des avantages que la loi ne leur aurait pas explicitement dévolus.

Art. 22. — Il est notamment interdit d'accorder à l'ayant droit d'un service médico-pharmaceutique collectif, le remplacement d'un produit par une autre fourniture, même considérée comme ayant une valeur équivalente ou supérieure.

Art. 23. — Les pharmaciens doivent se refuser à établir tout certificat ou attestation de complaisance.

Art. 24. — Les pharmaciens investis de mandats électifs ou administratifs ne doivent pas en user pour accroître leur clientèle.

CHAPITRE III
PROHIBITION DE CERTAINES CONVENTIONS OU ENTENTES

Art. 25. — Est réputé contraire à la moralité professionnelle, toute convention ou tout acte ayant pour objet de spéculer sur la santé, ainsi que le partage, avec des tiers, de la rémunération des services du pharmacien.

Sont en particulier interdits:

1° tous versements et acceptations non explicitement autorisés, de sommes d'argent entre les praticiens de la santé;

2° tous versements et acceptations de commissions entre les pharmaciens et toutes autres personnes;

3° toute remise illicite en argent ou en nature sur le prix d'un produit ou d'un service;

4° tout acte de nature à procurer à un client un avantage illicite;

5° toute facilité accordée à quiconque se livre à l'exercice illégal de la pharmacie.

Art. 26. — Tout compérage entre pharmaciens et médecins, auxiliaires médicaux ou toutes autres personnes est interdit. Par définition, le compérage est l'intelligence entre deux ou plusieurs personnes, en vue d'avantages obtenus au détriment du malade ou des tiers.

Art. 27. — Ne sont pas comprises dans les ententes et conventions prohibées entre pharmaciens et membres du corps médical, celles qui tendent aux versements de droits d'auteur ou d'inventeur.

Art. 28. — Les pharmaciens peuvent recevoir les redevances qui leur seraient reconnues pour leur contribution à l'étude ou à la mise au point de médicaments ou d'appareils, dès lors que ceux-ci ont été prescrits ou conseillés par d'autres qu'eux-mêmes.

TITRE III
DES RÈGLES À OBSERVER DANS LES RELATIONS AVEC LE PUBLIC

Art. 29. — Chaque fois qu'il est nécessaire, le pharmacien doit inciter ses clients à consulter un médecin.

Art. 30. — Les pharmaciens ne peuvent modifier une prescription qu'avec l'accord exprès et préalable de son auteur.

Art. 31. — Ils doivent répondre avec circonspection aux demandes faites par les malades ou par leurs préposés pour connaître la nature de la maladie traitée ou la valeur des moyens curatifs prescrits ou appliqués.

Art. 32. — Ils doivent s'abstenir de formuler un diagnostic ou un pronostic sur la maladie ou traitement de laquelle ils sont appelés à collaborer. Notamment, ils doivent éviter de commenter médicalement auprès des malades ou de leurs préposés les conclusions des analyses prescrites.

TITRE IV
RELATIONS AVEC LES MEMBRES DES PROFESSIONS MÉDICALES

CHAPITRE I^er^
RELATIONS AVEC LES MEMBRES DES PROFESSIONS SANITAIRES

Art. 33. — Les pharmaciens doivent s'efforcer de créer entre eux-mêmes et les autres membres du corps médical des sentiments d'estime et de confiance.

Ils doivent, dans leurs rapports avec les membres de professions sanitaires, respecter l'indépendance de ceux-ci.

Art. 34. — La citation des travaux scientifiques dans une publication, de quelque nature que ce soit, doit être fidèle et scrupuleusement loyale.

Art. 35. — Les pharmaciens doivent éviter tout agissement tendant à nuire aux autres membres du corps sanitaire, vis-à-vis de leur clientèle.

Art. 36. — Les pharmaciens doivent veiller à ce que des consultations médicales ne soient jamais données dans l'officine et par qui que ce soit.

CHAPITRE II
RELATIONS DES PHARMACIENS AVEC LEURS COLLABORATEURS

Art. 37. — Le pharmacien doit traiter avec équité et bienveillance tous ceux, quels qu'ils soient, qui collaborent avec lui.

Art. 38. — Ils doivent exiger de lui une conduite en accord avec les prescriptions du présent Code.

Art. 39. — Les pharmaciens adjoints doivent être traités en confrères par les titulaires qu'ils assistent et par les autres pharmaciens.

CHAPITRE III
DEVOIRS DES MAÎTRES DE STAGE

Art. 40. — Le pharmacien est un maître et l'étudiant stagiaire son élève.

Le maître de stage s'engage à donner à l'étudiant une instruction pratique, en l'associant aux activités techniques de son officine.

Il doit lui inspirer l'amour et le respect de la profession et lui donner l'exemple des qualités professionnelles.

Art. 41. — Nul pharmacien ne peut prétendre instruire un stagiaire s'il ne dispose pas du temps nécessaire pour assurer lui-même son instruction et s'il ne possède pas le matériel utile.

Art. 42. — Le maître de stage doit pouvoir compter sur la fidélité, l'obéissance et le respect de son élève, qui doit l'aider dans la mesure de ses connaissances.

CHAPITRE IV
DEVOIRS DE CONFRATERNITÉ

Art. 43. — Tous les pharmaciens se doivent mutuellement aide et assistance pour l'accomplissement de leurs devoirs professionnels. En toute circonstance, ils doivent faire preuve de loyauté les uns envers les autres et de solidarité.

Art. 44. — Tout contrat passé entre pharmaciens doit être sincère et juste. Les obligations qui en découlent doivent être accomplies dans un large esprit de confraternité.

Art. 45. — Les pharmaciens doivent s'interdire d'inciter les collaborateurs d'un confrère à quitter celui-ci. Avant de prendre à leur service l'ancien collaborateur d'un confrère du proche voisinage ou d'un concurrent, ils doivent en informer celui-ci. Toute contestation à ce sujet doit être soumise à la décision de l'organisation professionnelle compétente.

Art. 46. — Toute parole ou tout acte de nature à porter un préjudice matériel ou moral à un confrère, au point de vue professionnel, est répréhensible, même s'il a lieu dans le privé.

Leur devoir de confraternité fait obligation aux pharmaciens qui ont entre eux un différend d'ordre professionnel, de tenter de se concilier; s'ils ne peuvent y réussir, ils doivent en aviser le président de l'organisation professionnelle compétente.

---

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/MS/012/2001 portant dispositions relatives à l'enregistrement et à l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques. (*Ministère de la Santé*)

Art. 1er. — Par produit pharmaceutique, on entend toute substance ou composition utilisée pour le diagnostic, la guérison, le traitement et la prévention de la maladie chez l'homme ou l'animal pouvant affecter la structure ou n'importe quelle fonction du corps humain.

Ce produit pharmaceutique doit être utilisé sur les conseils ou sous contrôle du médecin ou du pharmacien.

Art. 2. — Aucun produit pharmaceutique importé ou fabriqué localement (spécialité ou générique sans exception) ne peut être autorisé à circuler ni être consommé sur le territoire national congolais s'il n'a préalablement été enregistré et bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché du directeur chef de service de la direction de la pharmacie, médicaments et laboratoires.

Art. 3. — Ne sont pas concernés par cette mesure, les produits pharmaceutiques préparés par le pharmacien dans son officine et délivrés par lui au détail et sans publicité.

Art. 4. — La demande écrite et signée d'enregistrement d'un produit pharmaceutique par un pharmacien autorisé à exercer en République démocratique du Congo, est adressée au directeur chef de service de la direction de la pharmacie, médicaments et laboratoires.

Cette demande rédigée sur le formulaire établi par la direction de la pharmacie, médicaments et laboratoires, fournit les informations relatives au produit pharmaceutique concerné.

Art. 5. — Le dossier de demande d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique à introduire à la direction de la pharmacie, médicaments et laboratoires, pour avis et considérations, doit impérativement contenir les éléments suivants:

1° le formulaire *ad hoc* dûment rempli en 3 exemplaires, relatif à l'enregistrement d'un produit pharmaceutique;

2° le dossier complet du produit pharmaceutique comprenant:

• le dossier du fabricant: une description sommaire et précise des principes actifs, des excipients et des méthodes de fabrication;

• le dossier analytique: cette expertise permet de juger de la qualité des techniques de contrôle de qualité du fabricant et de se prononcer sur la durée de péremption;

• le dossier pharmacologique: décrit les effets du principe actif et son devenir dans l'organisme;

• le dossier toxicologique: permet d'apporter la preuve d'une tolérance suffisante et de l'innocuité;

• le dossier clinique: permet d'apporter la preuve de l'efficacité du produit pharmaceutique et de sa bonne tolérance;

• le certificat G.M.P. (ou B.P.F.) du laboratoire du pays d'origine ou pays exportateur;

• l'A.M.M. (autorisation de mise sur le marché) délivré par le pays d'origine ou pays exportateur;

• déposer 50 échantillons format officine et 2 échantillons format hospitalier;

• déposer le bulletin d'analyse locale délivré par un des laboratoires d'analyses agréés en République démocratique du Congo.

Art. 6. — La recevabilité de la demande d'une autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique est subordonnée au paiement par le demandeur de taxes et frais d'expertise tels que définis dans l'ordonnance 86-122 du 8 avril 1986 fixant les taxes à percevoir à l'initiative du ministère de la Santé.

Art. 7. — L'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques est délivrée par le directeur chef de service de la pharmacie, médicaments et laboratoires après avis technique de la Commission pharmaceutique nationale (C.P.N.).

Art. 8. — L'autorisation de mise sur le marché est accordée par forme et par présentation.

Art. 9. — La première autorisation dite autorisation provisoire de mise sur le marché (A.M.M.) a une durée d'un an. Cette durée permet aux cliniciens désignés par la direction de la pharmacie, médicaments

et laboratoires de suivre le produit pharmaceutique en cours d'utilisation.

Si des effets adverses graves surviennent, la direction de la pharmacie, médicaments et laboratoires, après avis des cliniciens, suspend l'autorisation de mise sur le marché et informe la Commission pharmaceutique nationale (C.P.N.).

Tous les frais d'analyses, d'observation et de suivi clinique ou tout autre examen estimé nécessaire par la Commission pharmaceutique nationale sont à charge du demandeur de l'A.M.M.

Art. 10. — Si au bout de la période d'un an, les avis des cliniciens sont favorables, la direction de la pharmacie, médicaments et laboratoires accorde une autorisation de mise sur le marché d'une durée de cinq ans, renouvelable par période quinquennale à la demande du titulaire de l'A.M.M., trois mois précédant l'échéance de l'ancienne A.M.M.

Art. 11. — Le numéro de l'autorisation de mise sur le marché doit figurer sur le récipient et l'emballage extérieur.

Art. 12. — Une nouvelle demande d'autorisation de mise sur le marché doit être formulée chaque fois qu'une modification est apportée à l'un des documents ou renseignements fournis au formulaire *ad hoc*.

Art. 13. — La nouvelle demande d'autorisation de mise sur le marché introduite, en application de l'article 5, doit comporter en plus des éléments anciens, les éléments nouveaux par rapport à ceux qui sont au dossier existant.

Art. 14. — Lorsque le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché n'assure plus depuis 12 mois l'approvisionnement du marché, il doit aviser le ministère de la Santé.

Art. 15. — Le demandeur ou le titulaire de l'A.M.M. d'un produit pharmaceutique est tenu de transmettre immédiatement au ministère de la Santé, tout élément nouveau entraînant ou susceptible d'entraîner une modification ou un complément d'information aux éléments du dossier.

Art. 16. — Le directeur chef de service de la pharmacie, médicaments et laboratoires peut suspendre et annuler une autorisation de mise sur le marché lorsqu'il s'avère que les renseignements figurant dans le dossier sont inexacts et il prend soin d'en informer la Commission pharmaceutique nationale.

Art. 17. — La décision interdisant ou suspendant la délivrance d'un produit pharmaceutique entraîne de plein droit la radiation ou la suspension de son autorisation de mise sur le marché. Les préparations ou spécialités qui contiennent son principe actif subissent aussi le même sort.

Art. 18. — La radiation de l'A.M.M. doit intervenir dans un délai d'un mois si elle est demandée par le titulaire.

Le produit pharmaceutique dont l'A.M.M. est radiée doit être retiré du marché dans un délai de six mois.

Art. 19. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent également aux spécialités pharmaceutiques.

Par spécialité pharmaceutique, on entend tout médicament préparé à l'avance, mis sur le marché sous une dénomination spéciale et sous un conditionnement particulier.

Pour la dénomination d'une spécialité, le fabricant peut donner n'importe quel nom, sauf:

• le nom qui est employé dans le langage courant pour désigner les drogues;

• le nom se rapprochant d'un nom de spécialité déjà connu;

• le nom d'organe ou de maladie ou d'une action thérapeutique avec lequel le produit proposé n'a pas de rapport.

Art. 20. — Les produits pharmaceutiques traditionnels doivent répondre à toutes les exigences légales des produits pharmaceutiques modernes. Ils doivent avoir:

• un dossier du fabricant;

• un dossier analytique;

• un dossier pharmacologique;

• un dossier galénique;

• un dossier toxicologique;

• un dossier clinique.

Art. 21. — Les produits pharmaceutiques traditionnels sont exemptés des essais précliniques.

Art. 22. — Une plante doit être ajoutée sur les étiquettes des produits pharmaceutiques traditionnels pour indiquer leur provenance.

Les autres informations seront les mêmes que pour les produits pharmaceutiques modernes.

Art. 23. — Les tisanes utilisées dans la médecine populaire peuvent être vendues dans les officines après avis de la Commission pharmaceutique nationale et autorisation de mise sur le marché délivrée par le directeur chef de service de la direction de la pharmacie, médicaments et laboratoires.

Art. 24. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues par l'ordonnance 27*bis*/Hyg. du 15 mars 1933 spécialement en son article 64.

Art. 25. — Le secrétaire général à la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/014/PK/2001 portant publication de la liste nationale révisée des médicaments essentiels. (*Ministère de la Santé*)

Art. 1er. — La liste nationale de médicaments essentiels à l'usage de la médecine humaine, vétérinaire, en ce compris les réactifs et matériels de laboratoire, est révisée telle qu'indiquée dans la liste en annexe.

Art. 2. — L'arrêté ministériel CAB/MIN/SPF/074/91 du 21 septembre 1991 portant promulgation de la liste nationale des médicaments essentiels est abrogé.

Art. 3. — Le secrétaire général à la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Liste nationale des médicaments essentiels

Classification par groupage conformément à l'ordre alaphabétique anglais pour faciliter le repérage des diverses rubriques dans beaucoup d'ouvrages.

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
I.	ANESTHESIQUES	
1.1.	Anesthesiques généraux et oxygène	
1.1.1.	Halothane 'Fluothane)	Liquide très volatil (inhalation)
1.1.2.	Protoxyde d'azote (N_2O°	Gaz anesthésique en bonbonne (inhalation)
1.1.3.	Ketamine	Injection 10mg ou 50 mg/ ml
1.1.4.	Thiopental sodique	Injection (poudre pour solution) 500 mg – 1 g
1.1.5.	Oxygène	Gaz médicinal en bonbonne
1.2.	Anesthésiques locaux	
1.2.1.	Chlorure d'ethyl	Liquide anesthésique en spray
1.2.2.	Bupivacaïne (Marcaïne)	• Liquide anesthésique en spray • Injection 0,25%, 0,5% en vial • Injection pour anesthésie spinale 0,5% en ampoule à mélanger avec 7,5% de solution glucosée
1.2.3.	Lidocaïne	• Injection 1%, 2% sans ou avec adrénaline 1/200.000 • Inj. 1%, 2% avec ou sans adrénaline 1/80.000 en capsules dentaires • Injection pour anesthésie rachidiènne 5% + 7 ,5% sol. glucosée • Formes topiques 2 à 4% • Solution de 10% en spray dermique ou pour ORL
1.3.	Prémédication – Anesthésiques	
1.3.1.	Atropine sulfate	Injection 1 mg/ml
1.3.2.	Diazepam	• Injection 5 mg/ml • Gouttes (3 gttes = 1 mg)
1.3.3.	Morphine sulphate ou chlorhydrate	Injection 10 mg/1 ml
1.3.4.	Prométhaeine chlorhydrate	Sirop 5mg/5ml
2.	ANALGESIQUES, ANTIPYRETIQUES, A.I.N.S. &	ANTI-GOUTTEUX
2.1.	Analgésiques simples	
2.1.1.	Acide acetylsalicylique	• Compr. 100 mg ou 500 mg • Suppos 150 mg
2.1.2.	Paracétamol	• Sirop 125 mg/5 ml • Compr. 500 mg • Suppos 100 mg
2.1.3.	Indométhacine	• Compr. ou gélules 25 mg • Suppos 100 mg
2.1.4.	Dipyrone	• Compr. 500mg • Injection 50% ampoules brunes de 2 ml
2.1.5.	Diclofenac	• Suppos 100 mg • Dragées 25 mg, 50 mg
2.2.	Anti-goutteux	
2.2.1.	Colchicine	Compr. 0,5 mg
2.2.2.	Allopurinol	Compri. 100 mg
2.3.	Analgésiques majeurs	
2.3.1.	Morphine sulfate ou chlorhydrate	• Injection 10 mg/1 ml • Solution buvable 10 mg/5 ml • Compr. 10 mg (sulfate) genre contramal
2.3.2.	Péthidine chlorhydrate (Dolantine...)	• Injection 100 mg/2 ml • Compr. 50 mg – 100 mg
2.3.3.	Pentazocine (Fortal)	• Compr. 50 mg • Injection 30 mg/1 ml • Suppos 50 mg
2.3.4.	Fentanyl	Ampoule
2.3.5.	Codeine Phosphate	Compr. 30 ml
3.	ANTI ALLERGIQUES ET ANTI-ANAPHYLACTIQUES	
3.1.	Prométhazine	• Compr. 25 mg • Injection 5 mg/ml • Sirop 5 mg/5 ml
3.2.	Chlorpheniramine maléate	Compr. 4 mg
3.3.	Hydrocortisone (succinate sodique)	Poudre pour injection 100 mg/vial
3.4.	Dexaméthasone	• Compr. 0,5 mg, 4 mg • Injection 4 mg/1 ml
3.5.	Prednisolone	Compr. 5mg
3.6.	Epinéphrine	Injection 1 mg/1 ml
4.	ANTIDOTES & AUTRES SUBSISTANCES UTILISEES CONTRE LES EMPOISONNEMENTS	
4.1.	Charbon activé	Poudre ou compr. 500 mg
4.2.	Atropine	Injection 1 mg/1 ml (sulfate)
4.3.	Dimecaprol (BAL)	Injection huileuse 50 mg/ml
4.4.	Calcium gluconate	Ampoule 100 mg/ml en 10 ml

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
5.	ANTI-CONVULSIVANTS	
5.1.	Phenobarbital	• Compr. 50 mg à 100 mg • Injection de 40 mg/ml ou de 10 mg/2 ml
5.2.	Carbamazepine	Compr. 100 mg, 200 mg
5.3.	Phenytoine	Compr. ou caps. 25 ou 100 mg
5.4.	Diazepam	• Injection 5 mg/ml • Gouttes/solution de 2,5 mg/ml
5.5.	Clonazepam (Rivotril)	Compr. 0,5 mg
6.	ANTI INFECTIEUX	
6.1.	Anthelmintiques	
6.1.1.	Anthelmintiques Intestinaux	
6.1.1.1.	Mebendazole	• Compr. 100 mg et 500 mg • Suspension 100 mg/5ml
6.1.1.2.	Levamisole	Compr. 50 mg, 150 mg
6.1.1.3.	Albendazole	Compr. 400 mg
6.1.1.4.	Pyrantel	• Compr. 250 mg/ (à croquer) • Sirop 250 mg/5ml
6.1.1.5.	Niclosamide	Compr. 250 mg
6.1.1.6.	Praziquantel	Compr. 150 mg et 600 mg
6.1.1.7.	Toravers (extraits totaux des plantes)	Suspension 250 mg/5ml
6.1.2.	ANTI FILARIOSES	
6.1.2.1.	Diethylcarbamazine	Compr. 50 mg
6.1.2.2.	Suramine	Poudre pour injection 1 g/vial
6.1.2.3.	Ivermectin (Mectizan)	Compr. 3 mg ou 6 mg
6.1.3.	ANTI-SCHISTOSOMIASES ET AUTRES ANTITREMATODES	
6.1.3.1.	Praziquantel	Compr. 150 mg et 600 mg
6.1.3.2.	Oxamniquine (Vansil)	Compr. 250 mg, Sirop 250 mg/5 ml
6.1.3.3.	Suramin sodium	Poudre pour injection 1 g/vial
6.2.	ANTIBACTERIENS	
6.2.1.	BETA-LACTAMINES	
6.2.1.1.	Ampicilline	• Capsule 250 mg/caps. ou 500 mg/caps. • Susp. 250 ml/5 ml • Injection 1 g/vial (poudre stérile)
6.2.1.2.	Amoxycilline	• Capsules 250 mg ou 500 mg • Sirop 125 mg ou 250 mg/5 ml • Injection 1g/vial (poudre pour injection)
6.2.1.3.	Benzathine penicilline	1,2 ou 2,4 Mega/vial (poudre pour injection)
6.2.1.4.	Benzylpénicilline	5.000.000 ui/vial de 10 ml, 1000.000 ui/vial 5 ml (poudre pour inj.)
6.2.1.5.	Procaine penicelline	4 mega/vial de 10 ml poudre pour injection
6.2.1.6.	Phenoxymethylpénicilline	Compr. 250 mg. Suspension 250 mg/5 ml
6.2.1.7.	Cloxacillin	• Caps. 500 mg ou 1 g. • Poudre pour sirop 125 mg/5 ml • Inj. 500 mg
6.2.1.8.	Ceftazidime	Poudre Inj. 250 mg/vial
6.2.1.9.	Ceftriaxone	Poudre Inj. 250 mg/vial
6.2.2.	Autres Antibactériens	
6.2.2.1.	Chloramphenicol	• Capsule, 250 mg • Suspension 250 mg/5 ml • Injection 1 g/vial (poudre pour injection)
6.2.2.2.	Tetracycline	Capsule 250 mg
6.2.2.3..	Co-Trimoxazole	• Compr. 400 mg + 80 mg • Suspension 200 mg + 40 mg/5 ml • Injection 800 mg + 160 mg/ampoule
6.2.2.4.	Erythromycine	• Compr. 250 mg, 500 mg • Sirop 250 mg/5 ml
6.2.2.5.	Gentamycine	Injection 40 mg/ml
6.2.2.6.	Nitrofurantoïne	Compr. 50 mg et 100 mg
6.2.2.7.	Metronidazole	Injection 500 mg/100 ml vial
6.2.2.8.	Ciprofloxacin	Compr. 250 mg ou 500 mg
6.2.2.9.	Acide nalidixique	Compr. 500 mg
6.2.2.10.	Docixycline	Compr. ou Caps. 100 mg
6.2.2.11	Clindamycin (genre Dalacin, Lincocin)	• Caps. 150 mg • Inj. 150 mg/ml
6.2.2.12.	Sulfadiazine	• Compr. 500 mg • Inj. 250 mg/Ampoule
6.2.3.	ANTI LEPREUX	

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
6.2.3.1.	Rifampicine	Compr. 150 mg et 300 mg
6.2.3.2.	Dapsone	Compr. 50 mg et 100 mg
6.2.3.3.	Clofazimine	Capsule 50 mg et 100 mg
6.2.4.	ANTI TUBERCULEUX	
6.2.4.1.	Ethambutol	Compr. 100 mg et 400 mg (sous forme de chlorydrate)
6.2.4.2.	Isoniazide	Compr. 100 mg et 300 mg
6.2.4.3.	Pyrazinamide	Compr. 500 mg
6.2.4.4.	Streptomycine sulfate	Injection 1 g et 5 g (poudre)
6.2.4.5.	Rifampicine	Compr. 150 mg et 300 mg
6.2.4.6.	Rifampicine + Isoniazide	Compr. 300 mg + 150 mg, 150 mg + 75 mg ou 150 mg + 150 mg
6.2.4.7.	Rifampicine + Isoniazide + Pyrazinamide	Compr. 150 mg + 75 mg + 400 mg ou 150 mg + 150 mg + 500 mg
6.2.4.8.	Isoniazide + Ethambutol	Compr. 400 mg + 150 mg
6.2.4.9.	Diatébène (Thioacetazone + Isoniazide)	Compr. 50 mg + 100 mg, 150 mg + 300 mg
6.3.	ANTI FONGIQUES	
6.3.1.	Griseofulvine	Compr. 125 mg et 250 mg
6.3.2.	Nystatine	Dragées 100.000 ui et 500.000 U.I., Susp. 100.000 U.I./5 ml, Compr.
6.3.3.	Ketaconazole	Compr. 200 mg
6.3.4.	Fluconazole	Injection 2,5 g/250 ml, caps 250 mg ou Compr. 150 mg
6.3.5.	Amphotercin B	Poudre Inj. 50 mg/Vial
6.4.	ANTI VIRAUX	
6.4.1.	ANTI HERPES	
6.4.1.1.	Aciclovir	• Compr. 200 mg • Poudre inj. 250 mg/Vial
6.4.2.	ANTI RETROVIRAUX	
6.4.2.1.	Zidovudine	• Compr. 100 mg ou 250 mg • Inj. 10 mg/ml • Solution 50 mg/5 ml
6.4.2.2.	Lamivudine	Compr. 300 mg, Sol. 50 mg/5 ml
6.4.2.3.	Nevirapine	Compr. 200 mg, Sol. 50 mg/5 ml
6.4.3.	ANTI PROTEASES VIRALES	
6.4.3.1.	Indinavir (Crixivan)	Compr. 400 mg
6.4.3.2.	Saquinavir (Inverase)	Compr. 200 mg
6.5.	ANTI PROTOZOAIRES	
6.5.1.	ANTI AMIBIENS - ANTI GIARDIA	
6.5.1.1.	Metronidazole	Compr. 250 mg, Susp. 125 mg/5 ml, Compr. vaginaux 500 mg
6.5.1.2.	Trinidazole	Compr. 500 mg
6.5.1.3.	Meyamicine (extraits totaux des plantes)	• Compr. 200 mg • Sirop 200 mg/5 ml
6.5.1.4.	Manadiar (extraits des plantes)	Compr. 200mg
6.5.2.	ANTI LEISHMANIAS	
6.5.2.1.	Pentamidine	Poudre Inj. 200 ou 300 mg/Vial
6.5.2.2.	Meglumine antimoniate	Solution Inj. 30%
6.5.3.	ANTI MALARIENS	
6.5.3.1.	Chloroquine	• Compr. 100 mg ou 250 mg Inj. 50 mg/ml • Solution 50 mg/5 ml • Sirop 200 mg/5ml
6.5.3.2.	Quinine	• Compr. 250 mg ou 500 mg • Inj. 500 mg/2 ml ou 250 mg/2 ml • Sol. 20%
6.5.3.3.	Amodiaquine	Compr. 200 mg, Sirop 50 mg/5 ml
6.5.3.4.	Sulfadoxine + Pyriméthamine	Compr. 500 mg/25 mg
6.5.3.5.	Dihydroartemesine	Compr. 60 mg ou 80 mg
6.5.3.6.	Beta-artemeter	Inj. 40 mg ou 80 mg/ml
6.5.3.7.	Manalaria (extraits totaux des plantes)	Compr. 500 mg, Sirop 500 mg/5 ml
6.5.3.8.	Toramal (extraits des plantes)	Compr. Sirop
6.5.3.9.	Proguanil	Compr. 100 mg en association avec chloroquine pour prophylaxis
6.5.3.10	Doxycycline	Caps. 100 mg en combinaison avec quinine
6.5.4.	ANTI PNEUMOCYSTOSE	
6.5.4.1.	Sulfamethoxazole + Trimethroprim	Inj. 80 mg + 16 mg/ml en ampoule de 5 ou 10 ml
6.5.4.2.	Pentamidine	Compr. 200 mg, 300 mg
6.5.4.3.	Pyrimethamine	Compr. 25 mg
6.5.	ANTI SCHISTOSOMIASES	
6.5.1.	Praziquantel	Compr. 150 mg et 600 mg

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
6.5.2.	Oxamniquine (Vansil)	• Compr. 250 mg • Sirop 250 mg/5 ml
6.5.5.	ANTI TRYPANOSOMIASES	
6.5.5.1.	Melarsoprol	Injection 180 mg/ml
6.5.5.2.	Pentamidine (Lomidine)	Injection 200 mg/vial (isetionate)
6.5.5.3.	Suramin sodium (Bayer 205)	Injection 1 g/vial
6.5.5.4.	Eflornithine (DFMO, ORNIDYL)	Injection 200 mg/ml vial 100 ml
6.5.5.5.	Nifurtimox (Lampit)	Compr. 30 mg, 120 mg, 250 mg
6.6.	INSECTIFUGES	
6.6.1.	Diethyltoluamide (Autan, Joy)	Solution locale 50%, 75% (lotion, pommade)
7.	ANTIMIGRAINEUX	
7.1.	Ergotamine	Compr. 1 mg
7.2.	Acide acetylsalicylique	Compr. 300 mg, 500 mg
7.3.	Paracetamol	Compr. 500 mg
7.4.	Propanol	Compr. 20 mg ou 40 mg
8	ANTI-NEOPLASTIQUES	
8.1.	IMMUNOSUPPRESSEURS	
8.1.1.	Ciclosporin	Caps 25 mg ou Sol. 50 mg/ml
8.1.2.	Azathioprin	Compr. 50 mg Poudre Inj. 100 mg/Vial
8.2.	CYSTOTOXIQUES	
8.2.1.	Cyclophosphamide	Poudre pour injection 250 mg, 500 mg/vial
8.2.2.	Methotrexate	Poudre pour injection 250 mg, 500 mg
8.2.3.	Fluorouracil	Injection 250 mg/10 ml, 50 mg/ ml
8.2.4.	Levamisole	Compr. 50 mg
8.2.5.	Doxorubicin	Injection 10 mg, 50 mg / vial
8.2.6.	Vincristine	Injection 1 mg/ml
8.3.	HORMONES ET ANTI-HORMONES	
8.3.1.	Prednisolone	Compr. 5 mg ou Inj. 20 à 25 mg/Vial
8.3.2.	Tamoxifène	Compr. 10 mg ou 20 mg (sous forme de Citrate)
9.	ANTI-PARKINSONIENS	
9.1.	Levodopa + carbidopa	Compr. 100 mg + 10 mg
9.2.	Tribexyphenidyl (Artane)	Compr. 5 mg
9.3.	Biperiden	Compr. 2 mg ou Inj. 5 mg/ml
10.	MEDICAMENTS POUR LE SANG	
10.1.	ANTI ANEMIQUES	
10.1.1.	Acide folique	Compr. 1 mg, 5 mg
10.1.2.	Sels ferreux + Acide folique	Compr. 200 mg + 5 mg, Sirop
10.1.3.	Hydroxycobalamine	Injection 1 mg/ml ou 5 mg/ml
10.1.4.	Sirop de fer + Acide folique + Hgb B_{12}	Sirop
10.1.5.	Fer Dextran	Injection 2 ml ou 5 ml
10.2.	ANTI-COAGULANTS ET ANTAGONISTES	
10.2.1.	Héparine sodium	Injection 1.000 ui/ml, 5.000 ui/ml et 20.000 ui/ml
10.2.2.	Phytomenadione	Injection 10 mg/ml, Compr. 10 mg
10.2.3.	Protamine Sulfate	Injection 10 mg/ml
10.2.4.	Warfarin	Compr. 1 mg, 2 mg ou 5 mg
11.	SUCCEDANES DE SANG (SOLUTES DE REMPLISSAGE VASCULAIRE)	
11.1.	Dextran 70	Injection solution 6%
11.2	Plasma totaux	Injection
11.3.	Albumine Humaine	Injection solution 5%, 25%
11.4.	Polygéline (Haemacel)	Injection 500 ml, solution 3 ,5%
12.	MEDICAMENTS CARDIOVASCULAIRES	
12.1.	Anti-angoreux	
12.1.1	Isosorbide dinitrate	Compr. (sublingual) 5 mg
12.1.2.	Nitroglycerine	Compr. (sublingual) 0,5 mg
12.1.3.	Atenolol	Compr. 50 ou 100 mg
12.1.4.	Verapamil	Compr. 40 ou 80 mg
12.2.	Anti-arhythmique	
12.2.1.	Propanolol	Compr. 10 mg, 40 mg
12.2.2.	Licocaïne	Injection 20 mg/ml (Chlorhydrate)
12.2.3.	Verapamil	Compr. 40 mg et 80 mg
12.2.4.	Digoxine	Compr. 250 µg, Solution Orale 50 µg/ml, Inj. 250 µg/ml
12.2.5.	Isoprenaline	Injection 20 µg/ml (Chlorhydrate)
12.2.6.	Procainamide	Compr. 250 mg ou 500 mg, Inj. 100 ml/ml
12.2.7.	Quinidine	Compr. 200 mg (sulfate)
12.3.	Anti-Hypertenseurs	

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
12.3.1.	Hydrochlorothiazide	Compr. 25 mg, 50mg
12.3.2.	Reserpine	Compr. 0,1 mg et 0,25mg, inj. 1mg/ml
12.3.3.	Hydralazine	Compr. 25 mg, 50 m, Inj. Poudre 20 mg/ampoule
12.3.4.	Propanolol	Injection 1 mg/ml
12.3.5.	Methyl dopa	Compr. 250 mg, 500 mg
12.3.6.	Nifedipine	Compr. ou capsule 10 mg
12.3.7.	Captopril	Compr. Dragéifié 25 mg
12.4.	Cardiotoniques	
12.4.1	Digoxine	Compr. 0,125 mg et 0,250 mg, Inj. 0,5 mg/2 ml
12.4.2.	Digitoxine	Compr. 0,05 mg et 0,100mg
12.5.	Médicaments contre le choc	
12.5.1.	Dopamine	Injection 40 mg/ml
12.5.2.	Heptamiol	Injection 50 mg/ml
12.5.3.	Etiléfrine Chlorhydrate (Effortil)	Compr. 5 mg, Solution goutte (1 g = 15 gouttes)
12.5.4.	Captopril	Compr. Dragéifié 25 mg
12.6..	ANTI THROMBOLYTIQUES	
12.6.1.	Acide Acetylsalicylic	Compr. 100 mg
12.6.2.	Streptokinase	Poudre Inj. 100.000 U.I., 750.000 U.I./Vial
13.	LES PREPARATIONS DERMATOLOGIQUES	
13.1.	Les Anti-Fongiques	
13.1.1.	Acide benzoic + Acide salicylique	Pommade 6% + 3%
13.1.2.	Myconazole (Nitrate)	Pommade ou crème, poudre 2%
13.1.3.	Sodium thiosulfate	Solution 15%
13.1.4.	Selenium sulfure	Shampoing 2% ou Suspension 2%
13.2.	ASTRINGENTS	
13.2.1.	Aluminium diacetate	Solution 13% pour dilution
13.3.	ANTI INFECTUEUX	
13.3.1.	Violet de gentiane	Solution aqueuse ou teinture à 0,25% et 0,5%
13.3.2.	Permanganate de Potassium	Solution aqueuse 0,1%
13.3.3.	Neomycine + Bacitracine	Pommade ou poudre 5 mg + 500 I.I. zinc/g
13.3.4.	Sulfadiazine Argent (Flammazineà	Crème
13.4.	Les Anti-Inflammatoires et Anti-Prurigineuses	
13.4.1.	Betamethasone	Poudre ou Crème 0,1%
13.4.2.	Hydrocortisone	Poudre, pommade ou Crème 1% (Acetate)
13.4.3	Celamine	Lotion ou pommade
13.5.	Keratolytiques de Keratoplastiques	
13.5.1.	Peroxyde de Benzoyle	Solution, lotion ou crème 5%
13.5.2.	Dithranol	Pommade 0,1 à 2%
13.5.3.	Acide salicylique	Solution ou teinture 5%
13.5.4.	Ichtyol	Pommade 10%
13.5.5.	Eau Oxygénée	Solution 100 Volume
13.6.	Scabicides et Pediculicides	
13.6.1.	Benzoate de Benzyl	Lotion 25%
13.6.2.	Lindane	Crème, Lotion, Poudre 1%
13.6.3.	Permethrin	crème 5%, lotion 1%
14.	Produits de Diagnostics	
14.1.	En Ophtalmologie	
14.1.1.	Tropicamide	Soluction occulaire 0,2 à 1%
14.1.2.	Fluoresceine	Injection 20%
14.2.	Substances de contraste radiologique	
14.2.1.	Sulfate de Baryum	Poudre pour suspension aqueuse
14.2.2.	Megluine lotroxate	Injection 5 – 8g d'iodure dans 100 – 250 ml
14.2.3.	Propyliodone	Injection 500 – 600 mg par ml
14.2.4.	lopanoic	Compr. 500 mg
14.2.5.	Amidotrizoate	Injection 60-76%
14.3	En Immuno-Hematologie	
14.3.1.	Sérums Anti-A, Anti-B, Anti A + B	Flacon gouttes
14.3.2.	Sérum Anti- D pour détermination Rh	Flacon gouttes
14.3.3.	Tests Anti-corps H.I.V.	Kits
14.3.4.	Test Catt	Kit dépistage précoce trypanosomiase
15	LES DESINFECTANTS / ANTISEPTIQUES	
15.1.	Les Antiseptiques	
15.1.1.	Chlorhexidine	Solution concentrée à 5%
15.1.2.	Peroxide d'hydrogène	Solution à 10%
15.1.3.	Polyvidone iodure	Solution à 10%

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
15.2.	Les désinfectants	
15.2.1.	Alcools	Solution à 70%
15.2.2.	Eosine	Solution aqueuse ou alcoolique 2%
15.2.3.	Merbromine	Solution 2%
15.2.4.	Iode	Solution 1 à 5%
15.2.5.	Chloramine T	Compr. 500 mgr
15.2.6.	Permanganate de Potassium	Compr. 500 mg
15.2.7.	Formaldehyde	Compr. 500 mg, solution 40%
15.2.8.	Violet de gentiane	Solution 1%
15.2.9.	Hypochlorite de sodium	Poudre pour solution
15.2.10	Cetrimonium	Solution 40%
15.2.11	Chloroxylenol	Solution 4,8%
16.	LES DIURETIQUES	
16.1.	Furosemide	Compr. 40 mg, injection 10mg/ml
16.2.	Hydrochlorothiazide	Compr. 25 mg-50mg
16.3.	Mannitol	Injection 10%, 20%
16.4.	Amiloride	Compr. 5 mg (chlorhydrate)
17.	MEDICAMENTS DE L'APPAREIL DIGESTIF	
17.1.	ANTI-ACIDE ET ANTI-ULCEREUX	
17.1.2.	Hydr. d'Alum. + Trisilicate de magnésie	Compr. 300 mg+250 mg, Suspension 300 mg+250 mg/5ml
17.1.3.	Cimetidine	Compr. 200 mg, Injection 200 mg/2ml
17.1.4.	Ranitidine	Compr. 150 mg et 300 mg effervescent
17.1.5.	Bicarbonate de soude ($NaHCO_3$)	Poudre sachet 50g
17.2	Anti-émétiques	
17.2.1.	Metoclopramide	Compr. 10 mg, Injection 5 mg/ml
17.2.2.	Prométhazine	Compr. 25 mg, sirop 5 mg/5 ml, Injection 25 mg/ml
17.3.	Anti-spasmodiques	
17.3.1.	Atropine sulfate	Injection 0,25 mg/ml et 0,50 mg/ml
17.3.2.	Butylscopolamine	Injection 10 mg/ml, Compr. 30 mg
17.3.3.	Papavérine	Injection solution 0,03%, compr. 40 mg, Susp. 100 mg
17.3.4.	Phloroglucinol	Compr. 200 mg
17.4	Cathartiques et Laxatifs	
17.4.1.	Séné (senosides)	Compr. 7,5 mg
17.4.2.	Huile de paraffine	Huile buvable
17.4.3	BIsacodyl	Compr. 1 mg
17.5.	Contre la Diarrhée	
17.5.1.	Sel de réhydratation oral	Poudre sachet 27,9gr/1l
17.5.2	Loperamide	Compr. 1 mg
17.6.	Anti-Hémorroïdaires	
17.6.1.	Anest. locaux+Astrin.+Anti-Inflamm.	Suppositoires anti-hémorroïdaires
18	HORMONES, CONTRACEPTIFS	
18.1.	Hormones surrénales et Succédanés	
18.1.1.	Dexaméthasone	Compr. 0,5 mg (Phosphate), Inject. 4 mg/ml
18.1.2.	Hydrocortisone succinate de sodium	inject. 100 mg par vial
18.1.3.	Prédnisolone	Compr. 5mg, 1mg
18.2.	Contraceptifs	
18.2.1.	Ethynylostaut Lvonorgestrel	Compr. 0,03 mg et 0,15 mg et 0,05 mg
18.2.2.	Ethynyl oestradiol+norethisterone	Compr. 0,035 mg+1 mg
18.2.3.	Levonorgestrel	
18.2.4.	Medroxyprogestérone	Inj. dépôt 150 mg/ml
18.3.	Préservatifs et autres méthodes mécaniques	
18.3.1.	Dispositifis intra-utérins en cuivre	
18.3.2.	Condoms avec spermicide	Compr. 30 µg
18.3.3	Diaphragms avec spermicide (nonoxinol)	
18.4.	Ostrogenes	
18.4.1.	Ethinylestradiol	Compr. 50 µg, 10 µg
18.5.	Androgènes	
18.5.1.	Testostérone	Inj. 25 mg/ml
18.6.	Progestogènes	
18.6.1.	Progestérone	Inj. 25 mg/ml
18.6.2.	Norethistérone	Compr. 5 mg
18.6.3.	Medroxyprogestérone	
18.7.	Hormones thyroïdiennes/Anti-thyroïd.	
18.7.1	Propylthiouracil	Compr. 50 mg
18.7.2.	Levothyroxine	Compr. 50 µg, 100 µg

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
18.7.3.	Iodure Potassium	Compr. 60 mg
18.8.	Insulines et autres Anti diabétiques	
18.8.1.	Insulines ordinaires	Inj. 40 U.I. ou 100 U.I./ml
18.8.2.	Insulines semi-retard et retard	Inj. Isophrane ou zinc insulines 40 U.I. ou 100 U.I./ml
18.8.3.	Glibenclamide	Compr. 2,5 mg, 5mg
18.8.4	Metformin	Compr. 500 mg (chlorydrate)
18.9	Inducteurs de l'ovulation	
18.9.1	Clomifène	Compr. 50 mg (citrate)
19.	PREPARATIONS IMMUNOLOGIQUES	
19.1	Eléments de diagnostics	
19.1.1	Tuberculine	Inj. (protéine purifiée dérivée) (PPD)
19.2	Sérums et globulines	
19.2.1	Sérums anti-D	Injection 250 µg/dose unique
19.2.2	Sérum Antirabique	Injection 1000 ui
19.2.3.	Sérum Antitétanique	Injection 1500 ui-3000 ui
19.2.4	Sérum Antivenimeux	Injection polyvalente
19.3.	Vaccins	
19.3.1	B.C.G.	Injection
19.3.2	Vaccin Antitétanique	Injection
19.3.3	Vaccin Anti-Polio	Solution orale
19.3.4	Vaccin Anti-Rougeoleux	
19.3.5	D.T. Per	
19.3.6	Vaccin Anti Amaril	
19.3.7	Vaccin Anti Méningocoque	
19.3.8	Vaccin Anti Rabique	
19.3.9	Vaccin Anti Choléra	
19.3.10	Vaccin contre la fièvre jaune	
20.	MYORELAXANTS PERIPHERIQUES ET ANTAGONISTES	
20.1	Neostigmine (Méthyl Sulfate)	Injection 2,5 mg/ml
20.2	Suxamethonium (Chlorure de sodium)	Injection 50 mg/2ml
20.3	Bromure de pancuronium	Injection 4 mg
20.4	Alcuronium chlorhydrate	Injection 5mg/ml
21	LES PREPARATIONS OPHTALMOLOGIQUES	
21.1	Anti Infectieuses	
21.1.1	Nitrate d'argent	Solution (goutte) oculaire à 1%
21.1.2	Vitellinate d'argent	Solution (goutte) oculaire à 0,5%, 1%
21.1.3	Tetracycline	Pommade ophtalmique 1%
21.1.4.	Chloramphenicol	Solution (goutte) oculaire à 0,5%, Pommade 1%
21.1.5.	Gentamycine	Goutte à 0,3%
21.1.6	Néomycine + Polymixine + Corticoïde	Susp. oculaire (Maxidrol)
21.2	Anti-Inflammatoires	
21.2.1	Prednisolone	Solution (goutte) oculaire à 0,5%
21.2.2	Hydrocortisone	Pommade à 1%
21.2.3	Dexaméthasone	Solution ou suspension à 0,1% (Maxidexe)
21.3	Anesthésiques Locales	
21.3.1	Tetracaïne	Solution à 0,5%
21.3.2	Novesine (oxubuprocaïne)	Solution à 0,4%
21.3.3	Xylocaïne 2% + Adrénaline 1/80 000	Goutte
21.4	Myotiques et Anti Glaucome	
21.4.1	Piocarpine 2%, 4%	Voie oculaire
21.4.2	Acetazolamide	Compr. 250 mg
21.4.3	Timoptol	Voie oculaire 0,25% et 0,50%
21.5	Mydriatiques	
21.5.1	Atropine	Voie oculaire
21.5.2	Epinephrine (adrénaline)	Solution 2% (chlorhydrate) – Nérosynéphrine
22	OXYTOCIQUES ET ANTI-OXYTOCIQUES	
22.1	Oxytociques	
22.1.1	Ergometrine maléate	Comp. 200 µg, Inj. 200 µg/1 ml (bi-maléate)
22.1.2	Oxytocin	Inj. 10 ui/ml
22.2	Anti oxytociques	
22.2.1	Salbumatol	Compr. 4 mg, Inj. 50 µg
23	SOLUTIONS POUR DIALYSE PERITONALE	
23.1	Sol. Comp. Appropriée (dyalise periton.)	Voie parentérale
24.	LES PSYCHOTROPES	
24.1	Contre les troubles psycho-somatiques	

N°	*DENOMINATION*	*FORME , DOSAGE ET VOIE D'ADMINISTRATION*
24.1.1	Chlorpromazine chlorhydrate	Compr. 100 mg, Inj. 25 mg/ml, solution 25 mg/ml
24.1.2	Haloperidol	Compr. 2 mg et 5 mg, Inj. 5 mg/ml
24.1.3	Fluphenazine (sel de decanoate en)	Injection Amp. 25 mg/1 ml
24.2	Contre les troubles mentaux	
24.2.1	Médicaments anti-dépressifs	
24.2.1.1	Amitriptyline	Compr. 25 mg
24.2.1.2.	Carbamazepine	Compr. dragéifiés 100 ou 200 mg
24.2.1.3	Lithium carbonate	Compr. 300 mg
24.2.1.4	Acide Valproïc	Compr. enrobés 200 ou 500 mg (sel sodique)
24.3	Les sédatifs	
24.3.1	Diazepam	Compr. 5 mg et10 mg, Inj. 10mg/2ml
24.3.2	Bromazepam	Compr. 6 mg
24.4	Médicaments anti-maniaques	
24.1.1	Clomipramine	Compr. 10 mg et 25 mg&
24.1.2.	Imipramine et dérivés	Compr. 10 mg et 25 mg
25	MEDICAMENTS DE L'APPAREIL RESPIRATOIRE	
25.1	Anti-Asthmatiques	
25.1.1	Aminophylline	Compr. 100 mg, Inj. 25 mg/ml, suppos. 100 mg
25.1.2	Ephédrine	Compr. 30 mg, sirop 5 mg/5 ml, Inj/ 50 mg/ml
25.1.3.	Beclométhasone	Compr. 30 mg, sirop 5 mg/5 ml, Inj. 50 mg/ml
25.1.4	Salbutamol	Compr. 2 mg, 4 mg et 8 mg (sulfate), sirop 2mg/5 ml, Injection 50 µg/ml, aérosol 100 µg/dose, Sol. Neb. 5 mg/ml
25.1.5	Epinéphrine (adrénaline)	Injection 1mg/ml
25.1.6	Acide cromoglicique	Aérosol (inhalation) 20 mg/dose (sel sodique)
25.1.7	Théophylline	Compr. 100, 200, 300 mg
25.2	Anti-tussifs	
25.2.1	Codéine + Terpine	Compr. 10 mg + 100 mg
25.2.2	Potion pectorale	Sirop
25.2.3	Antougine (extraits totaux de plantes)	Sirop
25.2.4	Dextromethorphan	Sirop 3,5 mg/5 ml (bromure)
26	SOLUTIONS POUR CORRIGER LES TROUBLES	HYDRO-ELECTROLYTIQUES
26.1	Par voie orale	
26.1.1	S.R.O.	Sachet Poudre
26.1.2	Chlorure de potassium	Poudre pour solution
26.2	Par voie parentérale	
26.2.1	Dextrose	Injection 5%, 10% et 50 %
26.2.2.	Chlorure de sodium	Injection isotonique 0,9%
26.2.3	Glucose + Chlorure de sodium	Injection (serums mixtes)
26.2.4	Bicarbonate de soude	Injection 8,4%
26.2.5	Solution de lactate de RINGER	Injection
26.2.7	Eau pour injection	Injection 5 ml, 10 ml et Vials multidoses
27	VITAMINES ET SELS MINERAUX	
27.1	Les vitamines	
27.1.1	Acide Ascorbique	Compr. 50 et 500 mg (tamponnés), Inj. 500mg/5 ml
27.1.2	Ergocalciferol	Caps.50.000 U.I.(1,25mg) Sol. Buv. 600.00 U.I./1,5 ml
27.1.3.	Ncotinamide	Compr. 50 mg
27.1.4	Pyridoxine	Compr. 50 mg, Inj. 100mg/2ml
27.1.5	Retinol	Compr., Sol. Buv. Huilleuse, Inj. 10^3 à 100.000 U.I.
27.1.6.	Riboflavine	Compr. 50 mg
27.1.7	Thiamine	Compr. 100 mg, Inj. 50 mg/ml
27.1.8	Vitamines B complexe	Compr. ou dragées, sirop, Inj.
27.1.9	Vitamine B 1+B6+B12	Dragées, Inj.
27.2	Sels Mineraux	
27.2.1	Gluconate de calcium	Solution buvable, Inj. 100mg/ml en ampoule 10 ml

LISTE DU PETIT MATERIEL MEDICAL

1. abaisse- angues;
2. acide borique;
3. agitateurs électriques;
4. agitateurs en verre ou en inox;
5. agrafes;
6. aiguille à ponction lombaire n°18 G-20 G;
7. aiguille à suture 1/2 cercle rond n°2, 4, 6;
8. aiguille à suture 1/2 cercle triangulaire n°2,4;
9. aiguille disposables 19 G, 21 G, 23 G, 25 G et 27 G;
10. aiguille épicranienne n°18G-25 G;

11. ambieux de culture;
12. apparail de Westgreen;
13. appareil à échographie;
14. appareil à distillation d'eau en verre;
15. appareil à électrophorèse;
16. autoclave;
17. bain-marie électronique;
18. balances de précision;
19. balances pèse-bébés;
20. balances pèse-personnes;
21. ballons d'anesthésie (1 l - 3 l);
22. ballons volumétriques;
23. bandes cambric de 5 à 10 cm;
24. bandes élastiques de 5 à 10 cm;
25. bandes plâtrées de 10 à 15 cm;
26. bassins en inox rectangulaire, réniforme;
27. béchers;
28. bistouris;
29. blouses;
30. boîtes de petri;
31. bomewax;
32. borate de soude, eau distillée;
33. bottes;
34. burette graduées;
35. canule rectale;
36. catgut simple (plain) avec aiguille ronde ou triangulaire n° 0, 2/0;
37. cathéters intraveineux 18,20,22,24, G;
38. cellules de neubauer;
39. centrifugeuse;
40. ciseaux de chirurgie de différentes dimensions (courbe, droit, à vis 18 cm);
41. compteur à 5 touches;
42. creusets en porcelaine;
43. curettes;
44. cylindres gradués;
45. dilatateurs;
46. drain pleural;
47. écarteurs;
48. étuve;
49. films radiologiques 24 x30 35 x 35, 35 x 40;
50. fils à cerclage du col utérin;
51. fils de sutures en soie ou en nylon n°0,1,2,2/0,3/0;
52. fixateurs;
53. frigidaire;
54. gants;
55. gaze hydrophile;
56. gelfoan;
57. hématimètres;
58. hémoglobimètre de Sahli;
59. incubateurs;
60. kit de protection contre les virus en activité (genre Ebola);
61. kit pour drainage RDM;
62. kit pour drainage thoracique n°12 à 28;
63. lame pour bistouri;
64. lames et lamelles pour microscope;
65. lampes à alcool;
66. lancettes;
67. marmite;
68. masques d'oxygènes;
69. masques faciaux;
70. microhematimètre;
71. microscope binoculaire;
72. minuterie;
73. monofilament avec aiguille triangulaire n°3/0, 4/0 et 5/0;
74. monofilament n°1,0, 2/0;
75. ouates 100, 500 g;
76. ph mètre;
77. pincettes en plastic;
78. pince pour tube à essai;
79. pinces de KOCHER, de PEAN, de MOSQUITO, des différentes dimensions;
80. pipettes de dilution GB;
81. pipettes de dilution GR;
82. pipettes graduées et volumétriques de toutes dimensions;
83. poches à sang de 250 ml - 450 ml;
84. poires pour prélèvement;
85. portoirs;
86. poupinel;
87. prolène serti n°5/0 et 6/0;
88. révélateurs;
89. sacs collecteurs d'urine;
90. scies;

91. scies-fils;

92. seringues à insuline, 2m1 ,5ml, 10 ml, 20 ml et 50 ml avec aiguilles disposables;

93. soie ou Nylon avec aiguille triangulaire n°0,2/0, 3/0, 1 et 2;

94. sondes androtrachéales (toutes dimensions);

95. sondes d'aspiration 9, 10, 12, 14, 18, 20 CH;

96. sondes nasogastriques 8, 10, 12, 14, 16, 18;

97. sondes unrinaires à deux voies 10,12, 14, 16, 18;

98. sondes urinaires à trois voies 10, 12, 14, 16, 18;

99. sparadraps de 2,5 à 5 cm;

100. spectrophotomètre;

101. spéculums de différentes dimensions;

102 SS. ager, gelose, lactose, glucose, citrate, caseine;

103. stéthoscopes;

104. tensiomètre;

105. thermomètres médicaux;

106. trocards;

107. trousses de perfusion;

108. trousses de transfusion;

109. tube à centrefuger;

110. tube de trachetomie;

111. tube de Westgreen;

112. tubes à essai;

113. vase Erlenmeyer;

114. verres de montre;

115. vicryl ou chromic avec aiguille ronde ou triangulaire n°2/0, 0, 3/0, 1, 2.

Santé animale

Décr. du 28 juillet 1938 — Police sanitaire des animaux domestiques 457
Ord. 54-85 du 29 mars 1957 — Quarantaine, interventions chirurgicales ou médicamenteuses. – Taux et honoraires 470
Ord. 424/Agri. Vét. du 4 novembre 1940 — Abbatage. – Indemnités 470
Ord. 421/Agri. Vét. du 4 novembre 1940 — Tuberculination des bovidés 471
Ord. 131/Agri. Vét. du 24 juin 1940 — Police sanitaire des animaux domestiques..... 471

28 juillet 1938. – DÉCRET. – Police sanitaire des animaux domestiques. (*B.O.,* 1938, p. 833)

TITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 1er
Maladies visées par le décret

Art. 1er. — Les maladies que vise le présent décret se divisent en deux catégories:

A — Les maladies réputées contagieuses.

Ces maladies sont:

• la rage et les affections charbonneuses chez les mammifères;

• la peste bovine et la fièvre aphteuse dans toutes les espèces de ruminants et de suidés;

• la pasteurellose dans toutes les espèces de ruminants;

• la pleuropneumonie contagieuse du bœuf chez les bovins;

• la clavelée dans l'espèce ovine ou caprine;

• la morve et les lymphangites épizootique, ulcéreuse et sporotrichosique et la dourine chez les solipèdes;

• le rouget et la peste porcine dans l'espèce porcine.

B. Toutes autres maladies transmissibles ou d'allure épizootique ou enzootique.

Ces maladies sont:

• les gales dans toutes les espèces;

• la dermatose contagieuse des bovidés;

• la tuberculose bovine;

• l'avortement épizootique (brucellose bovine);

• les trypanosomiases autres que la dourine;

• les piroplasmoses communes;

• l'east coast fever;

• l'anaplasmose;

• le heart water;

• la horsesickness;

• les maladies des volailles (choléra, typhose aviaire, pul-lorose, coryza contagieux, variolo-diphtérie et peste).

Art. 2. — Le gouverneur général peut, par ordonnance, ajouter à la nomenclature d'une des deux catégories ci-dessus toute autre maladie qui prendrait un caractère dangereux.

Art. 3. — Le gouverneur général détermine, le cas échéant, les régions du pays où le présent décret ne sera pas appliqué en tout ou en partie.

§ 2
Définitions

Art. 4. — Pour l'application du présent décret, est considéré:

1° *comme atteint d'une maladie contagieuse* tout animal qui présente, pendant la vie ou à l'autopsie, des symptômes ou des lésions tels que d'après les données actuelles de la science, il ne puisse subsister aucun doute sur l'existence de la maladie;

2° *comme suspect d'être atteint* d'une maladie contagieuse, tout animal présentant des symptômes ou des lésions qui en font soupçonner l'existence;

3° *comme suspect d'être contaminé* tout animal qui se sera trouvé dans les conditions de possibilité d'infection. Celles-ci sont précisées pour certaines maladies contagieuses examinées aux chapitres II et III du présent décret.

Art. 5. — Sont considérées comme *autorités vétérinaires* au sens du présent décret les médecins vétérinaires du gouvernement; les médecins vétérinaires privés ou attachés à des sociétés et agréés par le gouvernement de la Colonie et les fonctionnaires et agents désignés comme tels par le gouverneur général ou son délégué, mais dans les limites des attributions que celui-ci détermine.

Il faut entendre par *autorité qualifiée* au sens du présent décret, le gouverneur général ou toute autorité qu'il déléguera par ordonnance; et par *autorité territoriale qualifiée* tout fonctionnaire ou agent du service territorial désigné par le gouverneur général ou son délégué.

Art. 6. — L'isolement consiste soit à tenir les animaux renfermés dans un local (séquestration), soit à les tenir rassemblés dans un pâturage approprié (cantonnement).

Art. 7. — La quarantaine consiste dans la mise en observation d'animaux introduits dans une région déterminée et a pour but de s'assurer de leur état sanitaire. La quarantaine est applicable aux

animaux importés; elle peut être appliquée aux animaux soumis à des déplacements à l'intérieur de la Colonie et des territoires sous mandat.

La durée de la quarantaine est fixée par l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue.

TITRE II
POLICE SANITAIRE À L'INTÉRIEUR

CHAPITRE I
MESURES GÉNÉRALES

§ 1er
Déclaration et isolement

Art. 8. — Tout propriétaire ou détenteur, à quelque titre que ce soit, d'un animal qui présente, pendant la vie ou sur le cadavre, des signes particuliers faisant reconnaître l'existence de maladies contagieuses de la catégorie A de l'article 1er, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration à l'autorité territoriale ou vétérinaire la plus proche.

La même déclaration est obligatoire en ce qui concerne les animaux qui ont été en contact avec des animaux atteints d'une de ces maladies ou qui se sont trouvés dans les conditions de contamination visés au 3° de l'article 4.

L'obligation de déclarer incombe également aux médecins vétérinaires, inspecteurs des viandes, directeurs d'abattoirs, médecins, fonctionnaires et agents du service de l'agriculture, du service territorial, de la police et de la douane qui, dans l'exercice de leurs fonctions, reconnaissent ou soupçonnent l'existence d'une de ces maladies contagieuses.

Art. 9. — Lorsqu'un cas de maladie contagieuse de la catégorie A de l'article 1er est constaté, l'autorité territoriale qualifiée est tenue d'en informer le public par un avis affiché à ses bureaux et d'en faire part aux indigènes par voie de proclamation.

Art. 10. — Même avant toute intervention officielle, les animaux au sujet desquels la déclaration doit être faite conformément aux dispositions qui précèdent, seront immédiatement isolés par les soins du détenteur dans un endroit dont l'accès ne sera autorisé qu'au personnel préposé à leurs soins.

§ 2
Mesures prophylactiques

Art. 11. — Dès qu'elle est saisie d'une déclaration d'existence ou de suspicion d'une maladie contagieuse de la catégorie A de l'article 1er, l'autorité territoriale qualifiée est tenue de requérir immédiatement un médecin vétérinaire officiel ou agréé aux fins de visiter le ou les animaux atteints ou suspects.

Le médecin vétérinaire qui, en toute circonstance, constate ou confirme l'existence ou la suspicion d'une de ces maladies est tenu d'appliquer immédiatement, à titre provisoire, toutes les mesures de police sanitaire que la situation comporte. Il en informe sans délai l'autorité territoriale qualifiée et lui propose, le cas échéant, toutes mesures complémentaires.

Art. 12. — Dès que la nature de la maladie est établie, l'autorité territoriale qualifiée fait appliquer les mesures spéciales prévues par le présent décret pour chaque maladie contagieuse.

Sur la proposition de l'autorité vétérinaire, elle délimite la zone infectée et, si nécessaire, la zone suspecte et la zone de protection, y prescrit les mesures prévues par le présent décret et réglemente:

a) les visites et surveillances sanitaires;

b) le recensement et éventuellement le marquage;

c) l'isolement et l'abattage;

d) la tenue des foires et des marchés;

e) la circulation (même des personnes), l'introduction, le transport et le transfert des animaux;

f) l'assainissement et la désinfection;

g) la destruction des cadavres et des objets susceptibles de transmettre la contagion;

h) l'interdiction de certaines régions, routes et pâturages;

i) l'application de toutes mesures quelconques préventives, curatives ou diagnostiques.

Les mesures mentionnées ci-dessus ne peuvent être levées ou modifiées que par l'autorité territoriale qualifiée, sur un rapport écrit de l'autorité vétérinaire.

Lorsqu'il ordonne, en vue de l'intérêt public, l'isolement ou la mise en quarantaine d'animaux, le gouvernement n'assume pas l'obligation de pourvoir à leur entretien et n'encourt aucune responsabilité à la suite des préjudices directs ou indirects résultant de ces mesures.

Les traitements, ainsi que les mesures préventives ou diagnostiques, peuvent être appliqués aux frais du gouvernement si le gouverneur général en décide ainsi.

§ 3
Surveillance sanitaire et visite obligatoire

Art. 13. — Les médecins vétérinaires officiels et agréés exercent une surveillance active sur l'état sanitaire des animaux domestiques en s'assurant en toutes circonstances, de l'exécution des dispositions réglementaires relatives à la police sanitaire desdits animaux. Ils peuvent se faire présenter les animaux ou les troupeaux.

Tout détenteur d'animaux est tenu, en tout temps, de laisser visiter ses animaux, les étables, locaux, pâturages, etc., à leur usage, par les médecins vétérinaires officiels ou par tout autre agent qui serait requis régulièrement à cet effet par l'autorité territoriale qualifiée. Cette visite aura lieu avec le concours de l'intéressé ou de son personnel.

Art. 14. — Tout animal trouvé en dehors du lieu où son isolement aurait été prescrit ou circulant en fraude dans les régions déclarées suspectes pourra être immédiatement abattu par tout agent de l'autorité qualifiée, et ce, sans qu'il y ait lieu à indemnité.

Art. 15. — Le gouverneur général et les autorités qualifiées qu'il désigne par ordonnance peuvent prescrire le marquage, le recensement,

l'isolement, la mise en quarantaine, l'expropriation et le changement du lieu d'habitat des animaux se trouvant dans une région menacée d'être envahie par une des maladies contagieuses de la catégorie A de l'article 1er, ainsi que toutes mesures sanitaires préventives.

Éventuellement, dans telle région, elles peuvent déterminer le nombre maximum de têtes de bétail qui peuvent être tenues par exploitation. Elles peuvent y interdire la détention de bovidés.

§ 4

Abattage. – Indemnité

Art. 16. — Le gouverneur général et les autorités qualifiées qu'il désigne par ordonnance peuvent, dans l'intérêt public, ordonner l'abattage des animaux domestiques atteints d'une des maladies contagieuses qui suivent:

• la rage chez les mammifères;

• la peste bovine chez toutes les espèces de ruminants et de suidés;

• la pleuropneumonie contagieuse du bœuf chez les bovins;

• la morve chez les solipèdes;

• la peste porcine chez les suidés.

Le gouverneur général ou l'autorité qualifiée peut également ordonner l'abattage immédiat de tout animal suspect d'être atteint de l'une des maladies désignées ci-dessus.

D'autre part, sur rapport écrit de l'autorité vétérinaire, l'abattage peut être ordonné pour les autres affections énumérées à l'article 1er, qui resteraient rebelles au traitement institué ou conserveraient un caractère envahissant.

Art. 17. — Les animaux reconnus atteints de l'une des maladies indiquées à l'article qui précède et dont l'abattage a été ordonné sont abattus immédiatement en présence de l'autorité territoriale qualifiée, après remise au détenteur de l'ordre d'abattage.

Cet abattage doit se faire sur place quand la disposition des lieux le permet.

En cas de transfert vers un abattoir ou tout autre endroit, l'autorité vétérinaire prescrit les précautions à prendre pour éviter la transmission de la maladie et décide de la destination à donner aux viandes, peaux et issues.

Art. 18. — Une indemnité est accordée par le gouvernement de la Colonie à tout propriétaire dont les animaux sont abattus en application de l'article 16 ci-dessus.

Le gouverneur général décide du taux de cette indemnité; il fixe celui de l'expropriation des animaux visés à l'article 16 et détermine les formalités et les conditions auxquelles le payement de ces indemnités est subordonné.

En cas d'infraction à l'une des dispositions du présent décret ou des ordonnances, arrêtés ou décisions pris pour en assurer l'exécution, l'autorité qualifiée pourra décider que cette indemnité ne sera pas accordée.

L'autorité qualifiée peut ordonner l'abattage immédiat et sans indemnité de tout animal atteint ou suspect d'être atteint de l'une des maladies mentionnées à l'article 16, si des infractions aux mesures de police sanitaires prescrites sont constatées à leur sujet.

§ 5

Destruction des cadavres

Art. 19. — La destruction des cadavres d'animaux atteints d'une des maladies contagieuses de la catégorie A de l'article 1er a lieu par enfouissement, incinération, cuisson ou par l'action d'agents chimiques, en suivant les règles et prescriptions qui seront fixées par ordonnance.

L'autorité vétérinaire désigne le mode de destruction qu'il convient d'appliquer. En cas d'enfouissement, les cadavres sont dénaturés de façon à les rendre impropres à la consommation.

§ 6

Surveillance de certains établissements

Art. 20. — Le gouverneur général peut, dans le but de prévenir la propagation des maladies contagieuses, édicter les prescriptions qu'il estime nécessaires, concernant la surveillance des abattoirs et des magasins de cuirs et de peaux, des tanneries et de tous autres locaux de dépôt ou de manutention de produits ou sous-produits d'origine animale.

§ 7

Circulation. – Transfert. – Transport

Art. 21. — Sur proposition de l'autorité vétérinaire, l'autorité territoriale qualifiée peut réglementer, en tout temps, la circulation, le transfert et le transport des animaux domestiques ainsi que le commerce et le transport des objets, produits ou marchandises qui pourraient contribuer à la propagation des maladies citées à l'article 1er.

Lorsque la circulation, le transfert et le transport doivent se faire sur le territoire de plusieurs provinces, les mesures à prendre seront préalablement coordonnées par les autorités territoriales qualifiées des régions intéressées.

Art. 22. — Sauf dispositions contraires prises en vertu de l'article 3 du présent décret, toute personne qui désire transférer des animaux à l'intérieur de la Colonie est tenue d'en demander l'autorisation à l'autorité territoriale de l'endroit où se trouvent ces animaux.

Cette autorisation ne sera accordée que sur avis de l'autorité vétérinaire et éventuellement après examen des animaux par un médecin vétérinaire officiel ou agréé.

Art. 23. — La circulation, le transfert et le transport des animaux se feront sous le couvert d'une feuille de route délivrée par le médecin vétérinaire. Ces dispositions ne s'appliquent aux détenteurs indigènes que dans les régions déterminées par le gouverneur général.

Art. 24. — L'autorité territoriale qualifiée réglemente tout ce qui a trait à la forme et aux renseignements qui doivent figurer sur cette feuille de route et prescrit les conditions dans lesquelles les transferts peuvent s'effectuer, se renouveler, être prohibés ou supprimés.

Art. 25. — Les locaux, parcs, kraals réservés au séjour des animaux transportés seront constamment maintenus en état de propreté par les soins des transporteurs, suivant les prescriptions de l'autorité qualifiée.

Art. 26. — Les bateaux, wagons et camions qui auront servi au transport d'animaux domestiques seront vidés et désinfectés par les soins du transporteur, immédiatement après chaque déchargement ou débarquement, en utilisant un des procédés prescrits par l'autorité vétérinaire, qui indiquera aussi le traitement à faire subir au fumier, aux balayures et aux détritus de toute nature.

Art. 27. — Dans les régions où l'une des maladies énumérées à l'article 1er règne à l'état permanent, le gouverneur général peut déclarer la maladie *enzootique.* Dans ce cas, des prescriptions spéciales de police sanitaire, autres que celles prévues au chapitre 1 ci-dessus et aux chapitres II et III ci-dessous, pourront être prises par l'autorité qualifiée.

CHAPITRE II

MESURES SPÉCIALES À CHACUNE DES MALADIES CONTAGIEUSES DE LA CATÉGORIE A

§ 1er

La rage

Art. 28. — Un animal suspect d'être atteint ne cesse de l'être que lorsque, depuis la disparition de la dernière manifestation qui l'avait fait considérer comme tel, il s'est écoulé au minimum vingt-cinq jours.

Art. 29. — Est considérée *comme suspecte d'être contaminée,* toute bête qui a été mordue ou roulée par un animal atteint de cette maladie.

Les animaux suspects d'être contaminés seront abattus immédiatement au même titre que les animaux atteints.

En attendant l'ordre d'abattage, l'autorité vétérinaire ordonne immédiatement l'isolement des animaux atteints, suspects de l'être ou suspects d'être contaminés. Si l'isolement n'est pas possible ou en cas de fuite des animaux, elle peut ordonner l'abattage immédiat.

Art. 30. — Seront mis en observation pendant trois mois, les herbivores et les porcs faisant partie d'un troupeau dans lequel un ou plusieurs animaux ont été mordus. Pendant cette période de mise en observation, le détenteur ne peut se dessaisir de ces animaux. Toutefois, il peut être autorisé par l'autorité qualifiée à les faire abattre, sous la surveillance de l'autorité vétérinaire, et la viande ne pourra éventuellement être livrée à la consommation que si cet abattage a eu lieu dans les huit jours de la mise en observation.

Art. 31. — L'autorité vétérinaire prescrit la désinfection des locaux et des objets souillés ou considérés comme tels.

Le cadavre de tout animal mort ou abattu des suites de rage ou suspect de rage est incinéré ou enfoui totalement après dénaturation. La peau est tailladée.

Art. 32. — Quand un cas de rage a été constaté, l'autorité territoriale qualifiée peut, en outre, prendre toutes autres dispositions jugées nécessaires dans une zone et pour une durée déterminée par elle, l'autorité vétérinaire entendue.

§ 2

La peste bovine

Art. 33. — Est considéré *comme suspect d'être contaminé* tout animal réceptif:

1° qui a été en contact ou en cohabitation avec d'autres animaux atteints, ou en contact avec des personnes ou objets considérés comme souillés de virus;

2° qui, sans s'être trouvé dans les conditions ci-dessus, a séjourné dans le voisinage d'un foyer d'infection;

3° qui se trouve ou s'est trouvé dans toute autre possibilité d'infection constatée par l'autorité vétérinaire.

Art. 34. — Tout détenteur d'un animal atteint, suspect d'être atteint ou contaminé, est obligé de mentionner dans sa déclaration les mutations survenues dans son troupeau par achats, ventes ou transferts d'animaux effectués dans les trente jours qui précèdent ladite déclaration.

Art. 35. — Tout animal atteint ou suspect d'être atteint doit être abattu sur place, conformément aux prescriptions de l'article 16.

En attendant l'ordre d'abattage, l'autorité vétérinaire ordonne immédiatement l'isolement complet des animaux à sacrifier.

En cas d'urgence, l'autorité vétérinaire peut ordonner l'abattage immédiat; elle en rend compte aussitôt à l'autorité territoriale qualifiée.

Si le foyer d'infection se déclare dans une région neuve, c'est-à-dire dans laquelle l'affection n'a pas encore été constatée, le gouverneur général et les autorités qualifiées qu'il désigne par ordonnance peuvent étendre l'abattage aux animaux suspects d'être contaminés.

Art. 36. — Les cadavres des animaux morts de peste bovine ou abattus comme atteints ou suspects d'être atteints sont détruits conformément à l'article 19.

Les peaux provenant de ces animaux ne pourront être livrées au commerce qu'après désinfection et sous le contrôle du service vétérinaire.

La viande des animaux suspects d'être contaminés déclarée propre à la consommation peut être vendue et consommée; les peaux peuvent, après désinfection, être livrées au commerce sous le contrôle du service vétérinaire.

Les issues de ces animaux sont dans tous les cas, enfouies après dénaturation.

Art. 37. — En cas de peste bovine confirmée, l'autorité territoriale qualifiée, sur proposition de l'autorité vétérinaire, détermine l'étendue des territoires qui doivent être considérés respectivement comme *zone infectée, zone suspecte* et *zone de protection,* en leur assignant autant que possible des «limites naturelles» (montagnes, cours d'eau) ou des limites connues (routes, sentiers, etc.).

Art. 38. — *La zone infectée* comprend tous locaux, étables, enclos, pâturages ou herbages qui ont pu être contaminés par le germe de la maladie.

Art. 39. — *La zone suspecte* est constituée par les territoires entourant immédiatement la zone infectée.

Si les circonstances le permettent et le justifient, il pourra être créé dans la zone suspecte des régions vides de bétail par le refoulement de celui-ci vers la zone infectée.

Art. 40. — *La zone de protection* s'étend autour de la zone suspecte sur une distance à fixer par l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue.

L'autorité territoriale qualifiée réglemente tout ce qui a trait à l'introduction, au déplacement, à la circulation, au recensement, à l'isolement et au marquage des animaux se trouvant dans ces différentes, zones. Elle prend toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer l'immunisation ou le traitement des animaux, la désinfection des locaux et du matériel, la désinfection et le transport du fumier, paille, fourrages et de tous objets ou produits pouvant véhiculer le virus; elle ordonne le nettoyage et la désinfection des wagons, bateaux, chalands, camions automobiles, etc. Le détenteur d'animaux doit appliquer, sans frais pour le gouvernement, toutes les mesures prophylactiques prescrites.

Art. 41. — Les troupeaux stationnés dans ces zones sont sous la surveillance vétérinaire. Leur transfert ou un déplacement quelconque d'animaux ne peut se faire sans une autorisation écrite préalable de l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue.

Une autorisation semblable est exigée pour introduire de nouveaux animaux dans les zones visées à l'article 37 ou les y faire passer. Le détenteur d'animaux doit déclarer à l'autorité territoriale qualifiée les cas de mortalité ou de maladie constatée dans ses troupeaux.

Art. 42. — La déclaration d'infection ne pourra être levée que lorsqu'il se sera écoulé un délai de 60 jours après que la maladie aura complètement disparu chez les animaux atteints naturellement ou devenus contagifères à la suite de l'immunisation artificielle et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire prescrites.

Art. 43. — Sur la proposition de l'autorité vétérinaire, l'autorité territoriale qualifiée prescrit les méthodes d'immunisation ainsi que le traitement éventuel jugés nécessaires pour enrayer l'épizootie.

Les détenteurs de bétail sont tenus de laisser soumettre celui-ci aux interventions susmentionnées et doivent exécuter, sans frais pour l'État, toutes les mesures nécessaires à cette fin (rassemblement des animaux, gardiennage, contention, etc.).

L'autorité territoriale requiert, contre payement, les animaux dont l'autorité vétérinaire aurait besoin pour la fabrication du sérum et du vaccin.

Le gouverneur général ou l'autorité qualifiée par lui, fixe le prix à payer pour les animaux fournis.

Art. 44. — Dans les régions reconnues infectées et dans les zones suspectes et de protection visées à l'article 37, établies en vue d'éviter l'introduction ou l'extension de la peste bovine, tout animal dont le propriétaire ou le détenteur ne se sera pas soumis aux prescriptions de l'autorité agissant conformément aux dispositions du présent décret, pourra être abattu immédiatement sans indemnisation, sur ordre de l'autorité qualifiée.

Pourra également être abattu immédiatement et sans indemnisation, sur ordre des mêmes autorités:

1° tout animal importé ou qu'on tenterait d'importer au Congo belge en provenance de ou à travers un pays infecté de peste bovine;

2° tout animal trouvé en état de divagation dans les régions où, en vue de combattre l'invasion de la peste bovine, l'autorité territoriale qualifiée a prescrit des restrictions à la circulation du cheptel.

Procès-verbal de l'ordre d'abattage et de son exécution sera dressé par l'autorité intervenante, qui en remettra copie au propriétaire ou détenteur intéressé.

§ 3
La fièvre aphteuse

Art. 45. — Est considéré comme suspect d'être contaminé tout ruminant ou porc:

a) qui fait partie d'un troupeau renfermant des animaux atteints ou suspects d'être atteints de cette maladie, ou qui a cohabité ou s'est trouvé en contact avec semblables animaux;

b) qui s'est trouvé dans un endroit pouvant être considéré comme contaminé;

c) qui a été en contact avec des personnes ou objets considérés comme souillés de virus.

Art. 46. — Tout animal suspect d'être contaminé de fièvre aphteuse ne cesse de l'être que si, depuis le moment où il s'est trouvé, en dernier lieu, soumis à une cause d'infection, il s'est écoulé un délai de vingt et un jours sans qu'il se soit produit chez le sujet de lésions ou de symptômes de la maladie.

Art. 47. — Tout détenteur d'un animal atteint ou suspect d'être contaminé est obligé de mentionner, dans sa déclaration, les mutations survenues dans son troupeau par suite d'achats, ventes ou transferts d'animaux effectués dans les trente jours qui précèdent ladite déclaration.

Art. 48. — En cas de fièvre aphteuse confirmée, l'autorité territoriale qualifiée, sur proposition de l'autorité vétérinaire, détermine l'étendue des territoires qui doit être considérée respectivement comme *zone infectée, zone suspecte* et *zone de protection,* en assignant à ces zones autant que possible, des limites connues (routes, sentiers, etc.).

Art. 49. — L'autorité territoriale qualifiée fixe les limites de ces différentes zones et réglemente tout ce qui a trait à l'introduction, au déplacement, à la circulation, au recensement, à l'isolement et au marquage des animaux se trouvant dans ces zones. Elle prend toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer l'immunisation ou le traitement des animaux, la désinfection des locaux et du matériel, le transport du fumier, paille, foin et tous objets ou produits pouvant véhiculer le virus. Elle ordonne le nettoyage et la désinfection des wagons, bateaux, chalands, camions, automobiles, etc.

Le détenteur d'animaux doit appliquer, sans frais pour le gouvernement, toutes les mesures prophylactiques prescrites.

Art. 50. — Le gouverneur général et les autorités qualifiées qu'il désigne par ordonnance peuvent ordonner l'abattage des animaux atteints et des animaux suspects d'être atteints ou d'être contaminés, si cette mesure s'impose du point de vue sanitaire.

Ces mêmes autorités peuvent aussi ordonner la destruction des fourrages et autres produits capables de véhiculer le virus.

Dans ces cas, elles fixent le taux de l'indemnité à accorder ainsi que les formalités et conditions à remplir pour l'obtenir.

Art. 51. — La déclaration d'infection ne pourra être levée que lorsqu'il se sera écoulé vingt et un jours depuis la guérison ou l'abattage

du dernier malade et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire prescrites.

Les animaux qui ont été atteints ne peuvent être cédés pour une autre destination que celle de la boucherie pendant les huit mois qui suivent leur guérison.

Art. 52. — Dans les régions reconnues infectées et dans les zones suspectes ou de protection visées à l'article 48, établies en vue d'éviter l'introduction ou l'extension de la fièvre aphteuse, tout animal dont le propriétaire ou le détenteur ne se sera pas soumis aux prescriptions de l'autorité agissant conformément aux dispositions du présent décret, pourra être abattu immédiatement sans indemnisation, sur ordre de l'autorité qualifiée.

Pourra également être abattu immédiatement et sans indemnisation, sur ordre des mêmes autorités:

1° tout animal importé ou qu'on tenterait d'importer au Congo belge en provenance de ou à travers un pays infecté de fièvre aphteuse;

2° tout animal trouvé en état de divagation dans les régions où, en vue de combattre l'invasion de la fièvre aphteuse, l'autorité territoriale qualifiée a prescrit des restrictions à la circulation du cheptel.

Procès-verbal de l'ordre d'abattage et de son exécution sera dressé par l'autorité intervenante, qui en remettra copie au propriétaire ou détenteur intéressé.

§ 4

La pleuropneumonie contagieuse des bovidés

Art. 53. — Est considérée comme suspecte d'être contaminée, toute bête bovine:

a) qui fait partie d'un troupeau dans lequel se trouvent des animaux malades;

b) qui provient de locaux, étables, enclos, pâturages ou herbages où ont séjourné ou passé des animaux malades.

Un animal suspect d'être contaminé de pleuropneumonie contagieuse ne cesse de l'être que si, depuis le moment où il s'est trouvé en dernier lieu soumis à une cause d'infection, il s'est écoulé un délai de soixante jours sans qu'il ait présenté des signes de la maladie.

Art. 54. — Lorsque l'existence de la maladie est constatée, l'autorité territoriale qualifiée, sur proposition de l'autorité vétérinaire, déclare infectés les locaux, étables, enclos, pâturages ou herbages où se trouvent ou se sont trouvés les animaux malades. En attendant l'ordre d'abattage, l'autorité vétérinaire ordonne immédiatement l'isolement des animaux atteints, suspects de l'être et suspects d'être contaminés.

En cas d'urgence, le médecin vétérinaire peut ordonner l'abattage immédiat.

Le gouverneur général ou l'autorité qualifiée par lui pourra ordonner l'abattage des animaux suspects d'être contaminés, si cette mesure est utile pour arrêter l'extension de la maladie.

Dans ce cas, il fixe le taux de l'indemnité à accorder ainsi que les formalités et conditions à remplir pour l'obtenir.

Art. 55. — L'abattage des animaux atteints, suspects d'être atteints ou suspects d'être contaminés doit avoir lieu sur place et conformément aux prescriptions de l'article 19.

La viande ne peut être transportée ou livrée à la consommation qu'après expertise par l'autorité vétérinaire et après complet refroidissement.

Tous les viscères thoraciques et abdominaux doivent être incinérés ou enfouis après dénaturation

La peau peut être livrée au commerce après désinfection et séchage.

Art. 56. — Par dérogation à l'article précédent, les animaux suspects d'être contaminés peuvent, sur l'autorisation de l'autorité territoriale qualifiée, appuyée de l'avis conforme de l'autorité vétérinaire, être transférés directement vers un abattoir où ils sont maintenus isolés jusqu'au moment de l'abattage, qui se fera dans le plus bref délai possible. Dans ce cas, les animaux sont marqués au feu et le convoyeur est muni d'un laissez-passer dont la forme est déterminée par le commissaire provincial.

Le commissaire provincial, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, prescrit toutes les précautions à prendre pour que ce transfert ait lieu de manière à éviter la propagation de la maladie.

Dans un rapport attestant l'abattage, le médecin vétérinaire intéressé fera connaître à l'autorité territoriale qualifiée les résultats de l'autopsie.

Art. 57. — Sur proposition de l'autorité vétérinaire, l'autorité territoriale qualifiée prescrit les mesures de désinfection des locaux et du matériel, ordonne le nettoyage et la désinfection des moyens de transport, et les mesures jugées nécessaires pour assurer la désinfection et le transport du fumier, paille, fourrages et de tous objets ou produits pouvant véhiculer le virus.

Art. 58. — Lorsque l'abattage immédiat des animaux suspects d'être contaminés est de nature à causer de sérieux préjudices au propriétaire, l'inoculation préventive peut être autorisée, par l'autorité territoriale qualifiée, uniquement pour les sujets dont le sacrifice est différé; elle se fait aux risques et périls du propriétaire et d'après les prescriptions de l'autorité vétérinaire.

L'autorité territoriale qualifiée, sur avis de l'autorité vétérinaire, détermine les limites de la région dans laquelle cette inoculation doit être effectuée et prescrit les mesures de surveillance et l'isolement à appliquer aux animaux inoculés en attendant leur abattage.

Art. 59. — Le repeuplement des étables et pâturages ne sera autorisé par le commissaire provincial que trois mois après l'abattage des animaux malades ou suspects et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire qui auraient été prescrites.

Art. 60. — L'autorité territoriale qualifiée peut ordonner l'abattage immédiat et sans indemnisation de tout bovidé trouvé en état de divagation dans des régions déterminées limitrophes d'un pays infecté de pleuropneumonie contagieuse.

Cette mesure peut s'appliquer également aux animaux dont le détenteur ne se sera pas soumis aux prescriptions de l'autorité agissant conformément au présent décret.

Procès-verbal de l'ordre d'abattage et de son exécution sera dressé par l'autorité intervenante, qui en remettra copie au propriétaire ou détenteur intéressé.

§ 5

Le charbon bactérien ou symptomatique et le charbon bactéridien ou fièvre charbonneuse

Art. 61. — Dès qu'une affection charbonneuse se déclare dans un troupeau, l'autorité territoriale qualifiée prescrit la mise sous surveillance des animaux séjournant dans les locaux, étables, enclos, pâturages ou herbages contaminés.

Pendant la période de surveillance, il est interdit d'introduire, dans ces foyers de contamination, de nouveaux animaux susceptibles de contracter ces affections, exception faite pour les animaux qui ont été soumis à l'inoculation préventive.

Les animaux sous surveillance ne peuvent être vendus que pour la boucherie et seulement à partir du quinzième jour suivant celui de la vaccination.

Art. 62. — Le cadavre entier, peau comprise, des animaux morts de charbon sera détruit suivant les instructions et sous la surveillance de l'autorité vétérinaire. Il en sera de même pour les animaux abattus en cours de maladie.

Art. 63. — Après la constatation d'un premier cas de charbon, l'autorité territoriale qualifiée prescrit la vaccination de tous les animaux domestiques qui sont sensibles à la maladie et qui fréquentent la région jugée dangereuse.

Dans les régions considérées comme infectées, la vaccination devra être répétée à des intervalles fixés par le service vétérinaire.

Les animaux inoculés resteront sous la surveillance vétérinaire pendant quinze jours.

Art. 64. — La déclaration d'infection sera levée quinze jours après la disparition du dernier cas et l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire prescrites.

§ 6

La morve

Art. 65. — Est considéré comme suspect d'être contaminé, tout solipède:

1° qui a eu des rapports de cohabitation ou de travail avec un animal atteint de cette maladie;

2° qui a pu être infecté par des matières provenant d'un animal morveux ou par des objets ayant été à l'usage de semblable animal.

Un animal suspect d'être contaminé ne cesse de l'être que s'il est établi, par la malléination pratiquée trois semaines après le dernier contact ou par une autre méthode diagnostique, qu'il est indemne de la maladie.

Art. 66. — Le détenteur d'un animal morveux, suspect de l'être ou suspect d'être contaminé est tenu de faire connaître à l'autorité territoriale qualifiée, dans les cinq jours, la provenance exacte de l'animal malade ou suspect ainsi que les ventes, achats ou échanges d'équidés qu'il a faits depuis deux mois.

Art. 67. — Lorsque l'existence de la morve est reconnue, l'autorité territoriale qualifiée déclare infectés les locaux et endroits qui ont été occupés par l'animal ou les animaux atteints. Elle y prescrit les mesures d'isolement ou de désinfection jugées nécessaires par l'autorité vétérinaire.

Les détenteurs des animaux suspects d'être atteints ou suspects d'être contaminés sont tenus de les laisser soumettre aux épreuves de la malléine ou autres méthodes diagnostiques, aux frais de l'État.

Art. 68. — Les animaux atteints et ceux qui ont réagi positivement à la malléine sont abattus conformément aux prescriptions des articles 16 et 17.

En attendant l'ordre d'abattage, l'autorité vétérinaire ordonne immédiatement l'isolement des animaux atteints, suspects d'être atteints et suspects d'être contaminés.

En cas d'urgence, qui doit être justifiée par un rapport écrit à l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire peut ordonner l'abattage immédiat.

Les cadavres, peau comprise, seront détruits conformément aux prescriptions de l'article 19 du présent décret.

Art. 69. — La déclaration d'infection sera levée quinze jours après la disparition du dernier cas de maladie et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire prescrites.

§ 7

Les lymphangites (épizootique ulcéreuse et sporotrichosique)

Art. 70. — Est considéré comme suspect d'être contaminé, tout solipède qui a eu des rapports de cohabitation, de reproduction ou de travail avec un animal atteint ou qui a pu être infecté par les objets ayant été à l'usage de cet animal.

Un animal suspect d'être contaminé cesse de l'être si un délai de quarante-cinq jours s'est écoulé depuis qu'il a été soustrait à la cause de contamination sans qu'il se soit produit chez lui de signes de la maladie.

Dans la déclaration de maladie prévue à l'article 8 du présent décret, le détenteur est tenu de faire connaître à l'autorité territoriale qualifiée la provenance exacte des animaux malades.

Art. 71. — En cas de confirmation de l'existence de lymphangites, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, l'autorité territoriale qualifiée prescrit les mesures de surveillance (éventuellement isolement, recensement, marquage et traitement à appliquer aux animaux), de désinfection des locaux et du matériel; de limitation dans la circulation.

Art. 72. — Les cadavres provenant d'animaux atteints de lymphangite seront soustraits de la consommation et détruits, peau comprise, conformément à l'article 19 du présent décret.

Art. 73. — Sur la proposition de l'autorité vétérinaire, l'autorité territoriale qualifiée pourra lever les mesures sanitaires prescrites, quarante-cinq jours après la disparition de la maladie et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire ordonnées.

§ 8

La clavelée

Art. 74. — Est considéré comme suspect d'être contaminé, tout animal des espèces ovine ou caprine:

1° appartenant au même troupeau qu'un animal atteint;

2° ayant séjourné dans un lieu infecté par la maladie ou ayant été en contact avec des personnes ou objets considérés comme souillés de virus.

Un animal suspect d'être contaminé cesse de l'être s'il n'a présenté aucun signe de la maladie pendant une période de surveillance de dix jours, depuis le moment de son éloignement du lieu contaminé.

Art. 75. — Lorsque l'existence de la clavelée est constatée, l'autorité territoriale qualifiée peut prescrire vis-à-vis de cette maladie les mesures prévues aux articles 47 à 50 inclus du présent décret se rapportant à la fièvre aphteuse.

Art. 76. — L'autorité territoriale qualifiée peut ordonner la clavélisation, par des médecins vétérinaires qu'elle désignera, des animaux du troupeau infecté et des troupeaux sains se trouvant à proximité du foyer.

Les troupeaux clavelisés *par la voie cutanée* seront isolés à partir du moment de la clavélisation.

La vente des animaux atteints ou clavelisés n'est autorisée que sous le contrôle de l'autorité vétérinaire et à destination exclusive de la boucherie.

Les animaux guéris depuis moins de deux mois ne peuvent être vendus qu'après avoir été tondus et baignés conformément aux prescriptions de l'autorité vétérinaire.

Art. 77. — L'autorité territoriale qualifiée prescrit les mesures de désinfection préconisées par le service vétérinaire et applicables aux locaux, étables, enclos et pâturages; au matériel et aux moyens de transport; au fumier, paille et fourrages et tous objets ou produits pouvant véhiculer le virus.

Les peaux et les toisons des animaux atteints ou guéris depuis moins de deux mois ne pourront être livrées au commerce qu'après avoir subi la désinfection prescrite et contrôlée par l'autorité vétérinaire.

Art. 78. — La levée de la déclaration d'infection ne peut être prononcée que lorsqu'il s'est écoulé deux mois au moins depuis la disparition du dernier cas et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire prescrites.

§ 9

Le rouget du porc

Art. 79. — Lorsque l'existence du rouget est constatée, l'autorité territoriale qualifiée prescrit des mesures relatives à l'isolement des malades et des suspects ainsi qu'à la fréquentation et à la désinfection des locaux, étables, enclos et pâturages.

Art. 80. — Dans les contrées où le rouget est fréquent, l'autorité territoriale qualifiée peut imposer l'immunisation contre cette affection.

Le détenteur de suidés qui voudrait faire pratiquer l'inoculation préventive du rouget devra en faire préalablement la demande à l'autorité territoriale qualifiée qui désignera le médecin vétérinaire chargé d'effectuer cette opération.

Art. 81. — Le détenteur d'animaux suspects d'être atteints ou d'être contaminés peut les faire abattre. Il en avisera préalablement l'autorité vétérinaire qui décidera, suivant les constatations qu'elle aura faites sur le cadavre, de l'utilisation à donner à la viande, aux viscères et abats provenant de ces animaux.

Art. 82. — Les mesures prescrites à l'article 79 seront levées lorsqu'il se sera écoulé un délai d'un mois depuis le dernier cas constaté et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire qui auraient été prescrites.

§ 10

La peste porcine

Art. 83. — Doit être considéré comme suspect d'être contaminé de peste porcine tout porc qui se trouve dans une exploitation où la maladie a été diagnostiquée par l'autorité vétérinaire ou qui a quitté cette exploitation moins de 21 jours avant la constatation de la maladie.

Art. 84. — Lorsque l'existence de la peste porcine est constatée, l'autorité territoriale qualifiée prescrit les mesures relatives au recensement et à l'isolement des malades et des suspects ainsi qu'à la fréquentation et à la désinfection des locaux, étables, enclos et pâturages. Ces mesures sont maintenues en attendant l'ordre d'abattage éventuel mentionné à l'article 19.

En cas d'urgence, qui doit être justifiée par un rapport écrit à l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire peut ordonner l'abattage immédiat des animaux atteints.

Art. 85. — Dans les foyers de peste porcine, sur la proposition du service vétérinaire, l'autorité territoriale qualifiée peut imposer des procédés d'immunisation appropriés pour les sujets suspects d'être contaminés.

Art. 86. — L'autorité vétérinaire décidera de l'utilisation à donner à la viande, aux viscères et abats provenant des animaux abattus par ordre.

Art. 87. — Les mesures prescrites à l'article 84 seront levées lorsqu'il se sera écoulé un délai de 45 jours depuis le dernier cas constaté et après l'accomplissement de toutes les mesures de police sanitaire qui auraient été prescrites.

§ 11

La dourine

Art. 88. — Sont considérés comme suspects d'être contaminés:

a) toute jument ou ânesse qui a été saillie, à un moment où la transmission de la maladie était déjà possible, par un étalon ou un âne atteint ou suspect d'être atteint de dourine;

b) tout étalon ou âne qui a sailli, à un moment où la transmission était déjà possible, une jument ou une ânesse atteinte ou suspecte d'être atteinte de dourine, ou qui a séjourné dans une exploitation infectée de cette maladie.

Art. 89. — L'autorité territoriale qualifiée prescrit le marquage et la mise sous surveillance de l'autorité vétérinaire des animaux atteints, suspects d'être atteints ou d'être contaminés, et, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, il détermine les mesures d'isolement à prendre vis-à-vis de ces animaux et toutes autres mesures prophylactiques ou diagnostiques jugées nécessaires.

Art. 90. — L'autorité territoriale qualifiée, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, délimite l'étendue des régions considérées comme infectées.

Art. 91. — Sur la proposition de l'autorité vétérinaire, le gouverneur général ou l'autorité qualifiée par lui peut ordonner l'abattage des animaux atteints de dourine et les mesures prévues par les articles 16, 17 et 18 relatives à l'abattage et à l'obtention éventuelle d'une indemnité sont, dans ce cas, applicables.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION SPÉCIALE DES MALADIES DE LA CATÉGORIE B

§ 1er

Les gales dans toutes les espèces et la dermatose contagieuse des bovidés

Art. 92. — Est considéré comme suspect d'être contaminé de gale, tout animal:

1° appartenant au même troupeau qu'un animal atteint;

2° ayant séjourné dans un lieu infecté par la maladie.

Art. 93. — Lorsque l'existence de la gale ou de la dermatose contagieuse des bovidés est constatée, l'autorité qualifiée peut ordonner l'isolement des malades ou du troupeau, sa mise sous surveillance vétérinaire et l'application d'un traitement approprié prescrit par l'autorité vétérinaire.

Art. 94. — Est interdite l'introduction d'une bête galeuse ou atteinte de dermatose contagieuse dans des pâturages ou des locaux occupés par des animaux sains.

Art. 95. — Les peaux et laines provenant d'animaux atteints de gale ou de dermatose contagieuse ne peuvent être livrées au commerce qu'après avoir été désinfectées, suivant le procédé prescrit par l'autorité vétérinaire.

L'obligation de désinfection s'applique à toutes les laines provenant d'un troupeau dans lequel la gale a été constatée.

Art. 96. — Le sol, les crèches et râteliers, les murs et les boiseries des locaux, éventuellement les wagons et chalands occupés par un troupeau galeux ou par des bovidés atteints de dermatose contagieuse devront être désinfectés ou délaissés ou isolés pendant une période que fixera l'autorité vétérinaire.

Les objets ayant été en contact avec des malades seront détruits ou désinfectés.

Art. 97. — Les mesures de police sanitaire seront levées par l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue, après la disparition de la maladie et l'accomplissement de toutes les prescriptions relatives à la désinfection.

Art. 98. — Le gouverneur général ou l'autorité qualifiée par lui peut, sur proposition de l'autorité vétérinaire, afin de réduire les risques d'infection d'autres animaux, faire abattre les malades dont l'état ne s'améliore pas après un traitement prolongé.

Dans ce cas, le gouverneur général fixe le montant de l'indemnité à accorder au propriétaire des animaux abattus.

§ 2

La tuberculose bovine

A

Mesures générales

Art. 99. — Tout cas de tuberculose constaté du vivant ou à l'autopsie doit être déclaré à l'autorité territoriale ou vétérinaire la plus proche de l'endroit où l'animal se trouve.

Art. 100. — Tout propriétaire de bêtes bovines est autorisé à faire éprouver son bétail par la tuberculine, à condition d'en aviser préalablement l'autorité territoriale qualifiée.

Art. 101. — Les procédés de tuberculination ne peuvent être pratiqués que par des médecins vétérinaires officiels ou agréés qui utiliseront une tuberculine employée en médecine vétérinaire et délivrée gratuitement par le gouvernement de la Colonie.

Art. 102. — Lorsqu'il y a lieu de craindre l'extension de la maladie dans une région déterminée, l'autorité territoriale qualifiée peut prescrire les mesures sanitaires jugées nécessaires par l'autorité vétérinaire.

B

Mesures spéciales à l'égard des exploitations laitières

Art. 103. — Dans le but de lutter contre la tuberculose, l'autorité territoriale qualifiée peut rendre obligatoire la tuberculination, à des dates déterminées, de tous les bovidés appartenant à des exploitations laitières existant dans un rayon déterminé.

Art. 104. — Ces tuberculinations seront pratiquées conformément aux prescriptions de l'article 101.

Art. 105. — L'autorité vétérinaire indiquera le ou les procédés de tuberculination à appliquer (voie intradermique, sous-cutanée ou ophtalmo-réaction) et les précautions à prendre en cours de ces opérations. Le gouverneur général précisera par ordonnance les réactions caractéristiques pour chacune des méthodes employées.

Art. 106. — L'autorité qualifiée peut imposer aux personnes tenant des exploitations de vaches laitières la tenue à jour d'un *registre d'étable* dans lequel seront consignés les signalements des animaux et toutes les mutations pratiquées. Dans ce registre seront inscrits et certifiés par le médecin vétérinaire les résultats des tuberculinations effectuées par lui.

Art. 107. — Le gouverneur général et les autorités qualifiées qu'il désigne par ordonnance peuvent ordonner l'abattage des animaux présentant une réaction positive à l'épreuve de la tuberculine. Ces autorités fixent le montant de l'indemnité à payer au propriétaire de

l'animal d'après l'estimation de la valeur marchande des animaux, faite par des experts désignés par elles.

Art. 108. — Dans les régions où les mesures de lutte contre la tuberculose prévues aux articles 103 à 105 sont prescrites, le propriétaire d'une exploitation laitière ne peut y introduire de nouveaux animaux laitiers que si ceux-ci sont accompagnés d'un certificat de tuberculination à réaction négative délivré par un médecin vétérinaire officiel ou agréé.

Art. 109. — L'autorité territoriale qualifiée édictera les mesures nécessaires pour que les exploitations laitières restent à l'abri de contact avec des troupeaux d'élevage ou de boucherie susceptibles de les contaminer.

Art. 110. — Dans les régions où les articles 103 à 105 ci-dessus sont en vigueur et si des animaux destinés à des exploitations laitières sont l'objet de transactions commerciales, l'autorité territoriale qualifiée peut ordonner la tuberculination de ces animaux chez le vendeur, avant leur mutation et par le médecin vétérinaire qu'elle désignera. En cas de réaction positive à cette épreuve, la vente sera résiliée et l'abattage immédiat des réagissants pourra être ordonné par le gouverneur général ou l'autorité désignée par lui. Ces autorités désigneront si, dans ce cas, il y a lieu d'indemniser le propriétaire.

Art. 111. — En vue de prévenir la propagation de la tuberculose dans les exploitations laitières, le détenteur d'animaux reconnus atteints peut être tenu, par décision de l'autorité territoriale qualifiée, de procéder sous la surveillance de l'autorité vétérinaire à la désinfection des locaux, litières, fourrages, matériel ou objets considérés comme souillés par des germes de la maladie.

Art. 112. — En cas d'abattages prévus aux articles 107 et 110, l'autorité vétérinaire décide de la destination à donner aux viandes et issues.

§ 3

L'avortement épizootique (brucellose bovine)

Art. 113. — Tout détenteur de bovidés qui constate dans ses troupeaux des avortements en série ou une réduction anormale du nombre des naissances doit en aviser l'autorité territoriale ou vétérinaire la plus proche de l'endroit où se trouve le troupeau.

Art. 114. — Aucune bête bovine appartenant à une exploitation infectée ne pourra la quitter pour être jointe à un troupeau sain.

Art. 115. — L'autorité territoriale qualifiée peut, à la demande du propriétaire et sur l'avis de l'autorité vétérinaire, ordonner les mesures sanitaires propres à dépister les animaux atteints, à protéger les animaux sains et à enrayer l'extension de la maladie.

Art. 116. — L'inoculation de bacilles vivants ne peut être pratiquée que sur autorisation de l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue.

§ 4

Les trypanosomiases (équidés, bovidés)

Art. 117. — En cas de suspicion de trypanosomiases, l'autorité qualifiée peut faire examiner par l'autorité vétérinaire les animaux et les troupeaux suspects.

Celle-ci procédera à l'identification du trypanosome; l'autorité territoriale qualifiée pourra, si les circonstances le permettent, ordonner le marquage et l'isolement des animaux atteints, leur mise sous surveillance pour examens subséquents conformément aux articles 11 et 12 du présent décret et leur traitement.

Les mesures d'isolement seront levées dès que les examens microscopiques répétés du sang et du suc ganglionnaire ne révéleront plus la présence de trypanosomes.

Le gouverneur général et les autorités qualifiées qu'il désigne par ordonnance peuvent, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, en vue d'éteindre un foyer restreint ou de diminuer l'importance de la perte future que subirait le propriétaire, ordonner l'abatage des bêtes bovines infectées d'une variété de trypanosome réfractaire aux traitements courants.

Dans ce cas, le gouverneur général fixe le montant de l'indemnité à accorder éventuellement au propriétaire des animaux abattus.

Art. 118. — Le commissaire de province pourra faire procéder, s'il y a lieu, à la délimitation des régions contaminées, déterminera les conditions dans lesquelles des déplacements de personnes ou d'animaux pourront avoir lieu et fixera les routes d'acheminement.

En vue d'éviter la réunion d'animaux sains et de sujets trypanosés, il peut interdire toute concentration d'animaux (foires et marchés) ainsi que le passage au bain dans un *dipping tank* commun.

Art. 119. — Les animaux provenant de régions infectées de trypanosomiases et dirigés vers un abattoir ne pourront stationner à moins de deux kilomètres d'autres troupeaux et seront abattus dans le plus bref délai possible.

Art. 120. — En vue de lutter contre les glossines, l'autorité qualifiée pourra faire procéder, s'il y a lieu, à la délimitation des régions infectées dans les territoires qu'elle administre. Cette prospection pourra s'étendre aux propriétés privées.

Art. 121. — Au débouché des routes sortant de régions à glossines, cette autorité pourra installer des postes de surveillance chargés d'inspecter tous les moyens de transport et de prendre des mesures dans le but de détruire les tsétsés (pièges divers, hangars à fumées, etc.) ou d'empêcher leur transport au loin.

Art. 122. — Dans un rayon et pour une période à déterminer par eux, le gouverneur général ou l'autorité qualifiée par lui peuvent, pour éloigner les glossines et éviter la contamination des élevages, organiser des battues en vue de refouler le gibier au-delà des limites de ce rayon. Le gouverneur général spécifiera dans ce cas les espèces d'animaux sauvages qui ne peuvent être détruites.

Art. 123. — Dans les régions d'élevage voisines des gîtes à tsétsés, l'autorité qualifiée peut ordonner le débroussaillement des rives de cours d'eau, lacs ou lagunes où le bétail s'abreuve et elle spécifie comment ce débroussaillement doit être opéré.

Si ce débroussaillement doit s'effectuer sur une concession ou une propriété privée, il devra se faire aux frais de l'occupant.

Art. 124. — Partout où la chose sera jugée indispensable, les entrepreneurs de transport par chemin de fer, bateau, ou autres moyens de locomotion seront tenus de procéder, aux points d'embarquement et de débarquement d'animaux, au débroussaillement des terrains sur l'étendue qui leur sera prescrite par l'autorité territoriale qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue.

Les wagons, les bateaux, les chalands et les camions à bestiaux circulant en régions infestées de glossines seront conditionnés de façon à empêcher l'entrée des mouches.

Art. 125. — La déclaration d'infection de trypanosomiases sera levée immédiatement après l'abatage des malades, ou si, durant une période de six mois, tous les examens de sang et de suc ganglionnaire ont été négatifs.

§ 5

Les maladies transmises par les tiques

A

Piroplasmoses communes – Anaplasmoses – Heart Water

Art. 126. — Dans les régions où l'une de ces affections est enzootique, le gouverneur général ou l'autorité qualifiée par lui peut réglementer éventuellement les déplacements d'animaux et édicter des mesures qu'il juge utile de prendre dans le but de réduire le nombre des tiques. L'application de ces mesures est surveillée par l'autorité vétérinaire.

Art. 127. — La même autorité peut, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, imposer la prémunition artificielle des animaux réceptifs avant leur introduction en milieu infectée

Elle peut prescrire que la peau des animaux morts ou abattus en région infectée devra immédiatement après dépouillement être traitée suivant le procédé fixé par l'autorité vétérinaire.

B

East Coast Fever

Art. 128. — Sauf dispositions contraires prises en vertu de l'article 3 du présent décret, tout cas d'East Coast Fever doit être déclaré immédiatement à l'autorité territoriale ou vétérinaire la plus proche.

Lorsque l'existence d'un ou de plusieurs foyers est confirmée par le service vétérinaire, l'autorité territoriale qualifiée détermine les limites des zones reconnues contaminées.

Art. 129. — Il est interdit d'introduire dans une zone indemne d'East Coast Fever des animaux provenant des zones déclarées contaminées.

Tout déplacement d'animaux dans les zones reconnues contaminées est interdit sans autorisation spéciale de l'autorité territoriale qualifiée.

Art. 130. — Le gouverneur général et les autorités qualifiées qu'il désigne par ordonnance peuvent, sur rapport écrit de l'autorité vétérinaire, prescrire l'abatage des animaux atteints.

Le gouverneur général fixe le montant de l'indemnité à accorder au propriétaire des animaux abattus.

Art. 131. — L'autorité territoriale qualifiée, sur avis de l'autorité vétérinaire, ordonnera et réglera la fréquence des passages au bain parasiticide des troupeaux désignés et prescrira le taux en anhydride arsénieux (As_2O_3) de la solution parasiticide à employer, sans perdre de vue l'application de toute autre méthode susceptible de détruire les tiques.

Art. 132. — La peau des animaux morts ou abattus en région infectée devra, immédiatement après dépouillement, être traitée suivant le procédé fixé par l'autorité vétérinaire.

Art. 133. — L'autorité territoriale qualifiée, sur avis de l'autorité vétérinaire, peut ordonner l'abandon d'une pâture infectée d'East Coast Fever pendant une période qui n'excédera pas deux ans.

La déclaration d'infection sera levée deux ans après l'abattage du dernier malade.

C

Dipping

Art. 134. — En vue de lutter contre les affections transmises par les tiques, dont il est question aux litteras A et B du paragraphe 5, tout propriétaire d'un troupeau ou de plusieurs troupeaux de bêtes bovines peut être obligé par l'autorité qualifiée d'installer une ou plusieurs baignoires à bétail efficaces (*dipping tank*) à moins de prouver que ses animaux peuvent être régulièrement baignés en se servant d'installations appartenant à des tiers.

L'autorité vétérinaire effectuera le contrôle de la composition de la solution du bain parasiticide ou de toute autre préparation médicamenteuse utilisée pour détruire les tiques. Elle fixera les dates auxquelles les troupeaux doivent être baignés ou être soignés.

La teneur en arsenic, sous forme d'anhydride arsénieux (As_2O_3) pour une solution utilisée au baignage des animaux à intervalle de sept jours, est fixée à 0,16 %.

§ 6

Horse Sickness (Équidés)

Art. 135. — En cas de horse sickness, l'autorité territoriale qualifiée peut prescrire l'isolement des malades ou leur déplacement vers des régions reconnues plus salubres.

Art. 136. — Dans chaque cas, l'autorité vétérinaire prescrira les mesures sanitaires à prendre. Dans les régions où la horse sickness est fréquente, l'autorité territoriale qualifiée peut, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, ordonner l'immunisation des équidés exposés à l'infection.

Cette immunisation se fera suivant la méthode indiquée par l'autorité vétérinaire, sous son contrôle direct et aux frais de l'État.

§ 7

Maladies des volailles: choléra, typhose aviaire, pullorose, coryza contagieux, variolo-diphtérie et peste

Art. 137. — À la demande du propriétaire d'une exploitation agricole, l'autorité vétérinaire indiquera les mesures à prendre pour assainir une exploitation infectée ou pour préserver les volailles de la contagion.

Art. 138. — Si des cas nombreux de choléra aviaire, de typhose aviaire, de pullorose, de coryza contagieux, de variolo-diphtérie ou de peste aviaire sont signalés, l'autorité territoriale qualifiée peut, sur la proposition de l'autorité vétérinaire, ordonner toute mesure ou traitement de nature à éteindre le foyer. Le gouverneur général fixera le montant de l'indemnité à accorder éventuellement au propriétaire des volailles sacrifiées.

TITRE III
POLICE SANITAIRE À LA FRONTIÈRE

CHAPITRE I
IMPORTATION – EXPORTATION – TRANSIT TRANSPORT DES ANIMAUX

– Nous ne reproduisons pas les Ord. ou Arr. antérieurs au 1er juillet 1940, qui ont, dans les provinces, réglementé l'importation, le transit et le transfert des bovidés, équidés, capridés, ovidés et suidés, parce que nous considérons qu'ils sont implicitement abrogés par les dispositions du présent chapitre.

Art. 139. — Ne sont considérés comme importés au sens du présent décret que les animaux provenant de pays étrangers au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

Les dispositions qui suivent sont applicables aux solipèdes, aux ruminants et aux porcs.

Pour ce qui concerne les chiens, l'autorité territoriale qualifiée peut exiger un certificat établi par une autorité vétérinaire du pays d'origine, attestant que, depuis au moins trente jours, il n'y a pas eu de cas de rage dans la région de provenance de ces animaux.

Art. 140. — L'importation, l'exportation et le transit des animaux domestiques atteints, suspects d'être atteints ou suspects d'être contaminés d'une des maladies *contagieuses* citées à l'article 1er ainsi que des animaux porteurs de tiques sont interdits.

Art. 141. — La même interdiction s'applique au matériel, aux fourrages, aux produits et à tous objets pouvant servir d'intermédiaires dans la propagation d'une de ces maladies lorsqu'elles sévissent dans le pays de provenance de ces objets.

Art. 142. — L'importation, l'exportation et le transit des animaux domestiques sont subordonnés à une autorisation préalable de l'autorité territoriale qualifiée, la plus proche du poste vétérinaire d'entrée ou de sortie, vers lequel les animaux seront acheminés.

Cette autorité peut, si les circonstances le justifient, invalider les autorisations qui auraient déjà été délivrées.

La demande d'autorisation sera faite dans la forme et dans les limites que prescrira le gouverneur général.

Art. 143. — L'importation, l'exportation et le transit des animaux domestiques doivent être couverts par un *certificat d'origine et de santé* délivré par un médecin vétérinaire officiel du pays de provenance des animaux.

Le gouverneur général détermine par ordonnance les renseignements à donner dans ce certificat et toutes les conditions à remplir par celui-ci.

Art. 144. — L'autorité qualifiée désigne les postes vétérinaires et les stations de quarantaine d'entrée ou de sortie ouverts, à titre permanent ou temporaire, à l'importation, à l'exportation et au transit des animaux domestiques. Elle peut fixer les jours et heures d'ouverture de ces postes.

L'autorité qualifié réglemente tout ce qui a trait aux conditions de séjour des animaux, à l'équipement et au bon fonctionnement du poste vétérinaire d'entrée et de la station de quarantaine qui y est annexée.

Elle prescrit les mesures prophylactiques et diagnostiques à pratiquer à l'entrée ou à la sortie des animaux et le traitement éventuel à appliquer aux animaux retenus.

Art. 145. — Le gouverneur général fixe, pour chaque espèce d'animaux, le montant de la taxe de visite sanitaire et de séjour des animaux tenus en observation à la station de quarantaine, ainsi que le barème des rémunérations dues pour les interventions chirurgicales ou médicamenteuses.

Le séjour aux postes de quarantaine, dont la durée est fixée par l'autorité vétérinaire, et toutes les interventions se font aux risques et périls des importateurs ou transitaires.

Art. 146. — Plus ample accès des animaux dans la Colonie est subordonné à la décision de l'autorité vétérinaire suivant les résultats donnés par la visite sanitaire.

Art. 147. — Lorsqu'un animal présenté à l'importation ou au transit est reconnu *atteint* ou *suspect d'être atteint* d'une des maladies *contagieuses* citées à l'article 1er ou est porteur de tiques, l'autorité territoriale qualifiée peut, sur rapport écrit du médecin vétérinaire préposé au poste d'entrée, ordonner le refoulement de l'animal dans le pays de provenance ainsi que de tous les animaux faisant partie du même convoi.

Si le refoulement est impossible ou refusé par l'importateur, les animaux resteront isolés et seront abattus, sans indemnisation, dans le plus bref délai possible, par les soins du propriétaire ou, à son défaut, par l'autorité territoriale locale, mais aux frais du propriétaire.

L'autorité vétérinaire est seule compétente pour décider de la destination à donner aux viandes, issues, sous-produits, peaux, etc., provenant de ces animaux.

Art. 148. — Lorsqu'un animal présenté à l'importation est suspect *d'être contaminé* par une des maladies contagieuses citées à l'article 1er du présent décret, le médecin vétérinaire préposé au poste d'entrée peut retenir cet animal en quarantaine pendant le temps nécessaire à un diagnostic certain. Si la contamination est reconnue, le cas de cet animal tombe sous l'application des articles 140 et 147 qui précèdent.

Art. 149. — Les animaux des espèces signalées à l'article 139 admis à l'entrée dans la Colonie ne peuvent continuer leur voyage que sous le couvert d'une feuille de route délivrée par l'autorité vétérinaire du poste d'entrée ou de quarantaine et conforme au modèle arrêté par le gouverneur général. Cette feuille de route doit être exhibée à toute réquisition des fonctionnaires et agents du service territorial, de l'agriculture et des forêts, de la police et de la douane.

Art. 150. — Le gouverneur général stipulera par ordonnance tous renseignements et indications utiles que ce document doit contenir.

Dès que le médecin vétérinaire préposé au poste d'entrée permet aux animaux présentés à l'importation ou au transit de continuer leur voyage, il en avise immédiatement l'autorité territoriale qualifiée du lieu de destination ou, en cas de transit, l'autorité vétérinaire du poste de sortie en transmettant à ces autorités un duplicata de la feuille de route accompagnant le convoi.

Art. 151. — Pour éviter l'introduction dans les élevages de la Colonie de la peste bovine, de la fièvre aphteuse, de la pleuropneumonie contagieuse des bovidés, de la clavelée, de la peste porcine, de la rage, de la dourine, de la morve ou de toute autre maladie contagieuse n'existant pas au Congo belge ou dans une région déterminée de la Colonie, le gouverneur général peut prohiber d'une façon absolue l'importation de tous les animaux réceptifs à l'une ou l'autre de ces maladies et originaires d'un pays contaminé.

[*O.-L. du 10 janvier 1949.* — Cette interdiction peut s'étendre à tous les animaux et aux marchandises ou produits susceptibles de servir d'intermédiaire à l'infection.]

Art. 152. — Les animaux domestiques introduits en fraude ou circulant en contravention aux articles 142 à 150 inclus seront saisis ou isolés par l'autorité territoriale aux frais du propriétaire.

L'autorité territoriale en avisera l'autorité vétérinaire par la voie la plus rapide.

En cas de doute sur l'existence d'une maladie contagieuse chez les animaux saisis et en cas d'impossibilité de les soumettre à la visite sanitaire, l'autorité territoriale qualifiée fera abattre sur place les animaux importés frauduleusement, sans préjudice aux sanctions prévues pour cette infraction et sans indemnisation.

Art. 153. — Est abattu immédiatement et sans indemnisation sur ordre de l'autorité territoriale qualifiée, tout animal originaire d'un pays déclaré infecté de peste bovine ou de fièvre aphteuse ou de pleuropneumonie contagieuse, que son propriétaire ou son détenteur aurait importé ou tenterait d'importer en opposition avec les mesures d'interdiction prises à la frontière.

Art. 154. — Toute personne qui désire importer dans la Colonie des volailles ou oiseaux de basse-cour doit en demander l'autorisation à l'autorité territoriale qualifiée en mentionnant par quel poste frontière et à quelle date ces animaux seront importés. L'importation est en outre subordonnée à la production d'un certificat d'origine et de santé émanant du service vétérinaire officiel du pays exportateur et qui contiendra tous les renseignements que le gouverneur général stipulera. L'autorité qualifiée déterminera l'endroit où aura lieu la visite sanitaire et les conditions qui la régiront.

[*O.-L. du 6 mai 1950.* — Pour éviter l'introduction dans les élevages avicoles de la Colonie d'affections ou de toutes autres maladies contagieuses n'existant pas au Congo belge, le gouverneur général peut prohiber d'une façon absolue, l'importation des volailles, oiseaux de basse-cour ou de tous autres oiseaux originaires d'un pays contaminé par ces affections ou maladies. Cette interdiction peut s'étendre à tous les animaux et aux marchandises ou produits susceptibles de servir d'intermédiaire à l'infection.]

Art. 155. — Les volailles ou oiseaux de basse-cour atteints de l'une des maladies spécifiées à l'article 138 et ceux qui auront été en contact avec eux seront immédiatement sacrifiés sur l'ordre de l'autorité qualifiée.

L'autorité vétérinaire désignera ceux d'entre eux pouvant être livrés à la consommation.

Les autres seront incinérés. Les emballages: caisses, crêtes, paniers, etc., seront désinfectés ou éventuellement incinérés aux frais de l'importateur et suivant les instructions de l'autorité vétérinaire.

CHAPITRE II
IMPORTATION DES VIANDES

Art. 156. [*O.-L. du 27 janvier 1941.* — Sont soumises à l'inspection vétérinaire: les viandes importées fraîches, réfrigérées, congelées, conservées ou préparées par salaison, fumage, séchage ou de toute autre façon; à l'exception: des viandes dites *conserves* renfermées dans des récipients hermétiquement clos ne dépassant pas un poids de 5 kg.]

Art. 157. [*O.-L. du 20 février 1942.* — Cette obligation, applicable aux viandes provenant d'animaux domestiques, s'étend au poisson frais, frigorifié, séché, salé, fumé ou préparé de toute autre façon, ainsi qu'aux mollusques et crustacés, aux oiseaux de basse-cour et au gibier.]

Art. 158. [*O.-L. du 27 janvier 1941.* — L'importation des viandes ou denrées alimentaires d'origine animale, faisant l'objet des articles ci-dessus, provenant d'un pays contaminé de peste bovine, fièvre aphteuse, de pleuropneumonie contagieuse ou de peste porcine, est interdite sauf dérogation accordée par l'autorité qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue.

L'importation reste, dans ce cas, subordonnée à la production d'un certificat d'origine et de santé émanant du service vétérinaire officiel du pays exportateur établissant que les produits proviennent de régions déterminées où les affections reprises au présent article n'ont plus été constatées depuis soixante jours au moins.]

Art. 159. [*O.-L. du 27 janvier 1941.* — Toute personne qui désire importer des denrées visées aux articles 156 et 157 ci-dessus doit au préalable obtenir l'autorisation de l'autorité qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue.]

Art. 160. [*O.-L. du 27 janvier 1941.* — L'autorité qualifiée, l'autorité vétérinaire entendue, prescrit toutes les conditions que les viandes doivent remplir pour être présentées au poste vétérinaire d'entrée; elle détermine dans quels cas les viscères ne doivent pas être adhérents ou joints, et quand les viandes peuvent être présentées par quartiers ou par demi-bêtes ou par carcasses entières.]

Elle fixe les jours et heures de visite et le barème des rémunérations dues à l'État pour la visite sanitaire.

Elle peut prendre toute mesure en vue d'empêcher l'importation des viandes provenant d'animaux maigres ou émaciés.

Art. 161. — Les viandes importées devront porter sur chaque quartier ou pièce de viande, ou sur des étiquettes plombées à ceux-ci les estampilles de l'abattoir d'origine ainsi que la date de l'abattage.

Art. 162. — Toute importation de viande visée à l'article 156 devra être couverte par un certificat délivré par un médecin vétérinaire officiel du lieu d'origine ou du port d'embarquement.

Le gouverneur général stipulera par ordonnance tous les renseignements que ce certificat doit contenir; ce certificat sera remis à l'inspecteur chargé de procéder à l'examen de cette viande à l'entrée de la Colonie.

Art. 163. [*O.-L. du 27 janvier 1941.* — Les viandes et les denrées alimentaires d'origine animale importées et visées aux articles 156 et 157 resteront soumises à la surveillance et à toute inspection vétérinaire subséquente en tous endroits où elles auront été placées en vue de la vente ou de la conservation.]

TITRE IV
PÉNALITÉS – ABROGATIONS

Art. 164. — Toute infraction au présent décret et aux dispositions des ordonnances ou des arrêtés qui en règlent l'exécution est punissable d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 165. — L'ordonnance-loi du 20 septembre 1915; l'ordonnance du gouverneur général du 15 septembre 1922, approuvée par décret du 18 mars 1923;

l'ordonnance du gouverneur du Katanga du 29 juillet 1925, approuvée par décret du 12 décembre 1925;

l'ordonnance-loi du 2 mars 1929, approuvée par décret du 15 juillet 1929;

l'ordonnance-loi du 20 septembre 1923, approuvée par décret du 31 janvier 1934;

l'ordonnance législative du 18 février 1935, approuvée par décret du 31 juillet 1935, seront abrogées à la date que déterminera le gouverneur général.

Art. 166. — La date de l'entrée en vigueur du présent décret sera déterminée par ordonnance du gouverneur général.

---

29 mars 1957. – ORDONNANCE 54-85. – Perception d'une taxe de visite sanitaire et de séjour des animaux tenus en observation dans les stations de quarantaine, ainsi qu'au barème des rémunérations dues pour les interventions chirurgicales ou médicamenteuses. (*B.A.*, 1957, p. 827)

Art. 1er. — Les animaux importés sont soumis à une visite sanitaire et éventuellement susceptibles d'être mis en quarantaine.

Le montant de la taxe de visite sanitaire des animaux importés ou transités dans le Congo belge ainsi que le montant de la taxe de séjour des animaux tenus en observation dans une station de quarantaine et le barème des rémunérations dues pour les interventions chirurgicales ou médicamenteuses dont ces animaux pourraient éventuellement faire l'objet sont fixés comme suit:

I. – Taxe de visite sanitaire par tête	francs
Équidés et asinés	100
Bovidés	100
Canidés	100
Félidés	50
Suidés	25
Ovidés et capridés	10
Léporidés	2
Oiseaux de basse-cour et de luxe	1
Poussins d'un jour (boîte de 50 ou moins) par boîte	1

II. – Taxe de séjour par tête	francs
Équidés	20
Asinés	20
Bovidés d'élevage	10
Bovidés de boucherie	20
Suidés	20
Ovidés et capridés	10
Canidés et félidés	10
Léporidés	2
Oiseaux de basse-cour et de luxe	2

III. – Les frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques résultant d'interventions chirurgicales ou médicamenteuses pratiquées dans les stations de quarantaine sont tarifés conformément au barème annexé à l'ordonnance 54-199 du 2 juin 1953.

[*Ord. du 10 novembre 1957.* — La taxe de visite sanitaire des animaux importés est majorée de 50 francs par séance de *vaccination* pour tout animal ou par lot d'animaux appartenant au même propriétaire.

– Conforme à l'erratum.

Ces taxes ne sont pas perçues pour les animaux destinés aux institutions scientifiques et didactiques.]

Art. 2. — La perception des taxes et redevances diverses se fera par les médecins vétérinaires de la Colonie ou par les agents commissionnés pour le contrôle sanitaire des animaux aux postes d'entrée de la Colonie.

Art. 3. — La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er juin 1957.

---

4 novembre 1940. – ORDONNANCE 424/Agri. Vét. – Indemnités en cas d'abattage par ordre, d'animaux domestiques atteints de tuberculose ou de trypanose. (*B.A.*, 1940, p. 1798)

Art. 1er. — Il peut être alloué une indemnité par la Colonie à tout propriétaire dont les animaux sont abattus, par ordre de l'autorité compétente, dans l'intérêt de la salubrité publique pour cause: de tuberculose, ainsi que spécifié à l'article 107 du décret du 28 juillet 1938 sur la police sanitaire des animaux domestiques; ou de trypanose, lorsque les animaux malades se montrent réfractaires aux traitements courants et restent contagifères selon l'article 117 dudit décret.

Art. 2. — L'indemnité allouée, en cas d'abattage ordonné conformément aux spécifications du décret précité, est fixée comme suit:

la moitié de la valeur de l'animal au moment de l'abattage, sous déduction de la valeur de la viande, des issues et de la peau pour les bêtes bovines tuberculeuses;

un tiers de la valeur de l'animal au moment de l'abattage, sous déduction de la valeur de la viande, des issues et de la peau pour les bêtes bovines trypanosées.

Art. 3. — La valeur des animaux abattus est déterminée par un médecin vétérinaire du gouvernement.

[*Ord. du 17 novembre 1954.* — Le gouverneur de la province ou le secrétaire provincial délégué peut toutefois réviser cette estimation, après nouvelle information.]

Art. 4. — Pour avoir droit à l'indemnité, le propriétaire doit produire un certificat vétérinaire portant indication de l'âge, du poids et de la valeur des animaux, établissant qu'ils ont été abattus conformément aux dispositions sur la police sanitaire des animaux et précisant la décision prise quant à l'utilisation éventuelle des dépouilles.

Art. 5. — Les demandes d'indemnités doivent être adressées au chef de la province, avec les pièces requises, au plus tard endéans les trente jours de l'abattage.

Art. 6. — L'indemnité pourra être refusée, sur rapports des médecins vétérinaires du gouvernement ou des médecins vétérinaires agréés, aux propriétaires qui auraient refusé de prendre les précautions nécessaires pour éviter des pertes ou auraient négligé de suivre les conseils leur donnés par les praticiens pour la prophylaxie et l'hygiène de leurs exploitations.

Aucun dédommagement ne pourra être alloué par la Colonie pour les bêtes bovines de plus de huit ans d'âge.

Art. 7. — La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 novembre 1940.

---

4 novembre 1940. – ORDONNANCE 421/Agri. Vét. – Tuberculination des bovidés. (*B.A.*, 1940, p. 1792)

Art. 1er. — Seront considérés comme présentant une réaction caractéristique à la tuberculination:

1° à l'oculo ou ophtalmotuberculination, les bovidés dont l'œil présente de la 6e à la 12e heure après l'instillation une conjonctivite accompagnée d'une sécrétion épaisse, opaque, blanche ou jaunâtre pouvant durer 3 à 4 jours;

2° à l'intra-dermotuberculination, la formation parfois à la 24e heure mais plus souvent 2 ou 3 jours après l'injection et à l'endroit de celle-ci, d'une tuméfaction œdémateuse et généralement sensible à la pression, tuméfaction doublant au moins l'épaisseur de la peau.

Cette tuméfaction se maintient en général pendant 48 heures;

3° à l'intra-dermotuberculination seconde, les animaux dont le pli de la peau, mesuré 24 heures après la dernière injection, a acquis une dimension égale ou supérieure au double de son épaisseur initiale.

Art. 2. [*Abrogé par l'art. 3 de l'Ord. du 7 septembre 1946, art. 3.*]

Art. 3. — La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication au *Bulletin administratif du Congo belge*.

---

24 juin 1940. – ORDONNANCE 131/Agri. Vét. – Police sanitaire des animaux domestiques. (*B.A.*, 1940, p. 613)

Art. 1er. [*Ord. du 26 décembre 1954, art. 1er.* — Les gouverneurs de province sont délégués comme autorité qualifiée au sens de l'article 5 du décret du 28 juillet 1938.

Toutefois, pour l'application des articles 15, 16, 1er et 2e alinéas, 18, 25, 27, 35, 43, 44, 50 52 54, 106, 107, 110, 120, 121, 122, 123, 134, 144, 154, 155, les gouverneurs de province peuvent déléguer leurs pouvoirs aux vétérinaires provinciaux.]

– Conforme à *l'erratum.*

Art. 2. — Les commissaires de district sont désignés comme *autorité territoriale qualifiée* au sens de l'article 5 du décret du 28 juillet 1938.

Les chefs de province sont délégués pour désigner, nominativement et dans chaque cas particulier, comme *autorité territoriale qualifiée* tous autres fonctionnaires ou agents du service territorial.

Art. 3. — La présente ordonnance entre en vigueur le 1er juillet 1940.

Santé publique

Décr. du 19 juillet 1926 — Hygiène et salubrité publiques 472
Ord. du 10 mai 1929 — Direction technique des travaux d'hygiène. – Service d'assainissement. 473
Ord. 74-414 du 5 décembre 1953 — Police sanitaire de l'immigration 474
Ord. 74-426 du 14 décembre 1953 — Police sanitaire des personnes en voyage international. 475
Ord. 74-213 du 22 juin 1954 — Police sanitaire de la navigation intérieure, fluviale et aérienne 477
Décr. du 1er juin 1960 — Substances émettrices de radiations ionisantes. – Importation .. 497
Décr. du 1er juin 1960 — Substances émettant des radiations ionisantes. – Déclaration ... 497
Ord. 78-386 du 6 septembre 1978 — Centre national de planification de la nutrition humaine. – Création 497
Ord. 80-111 du 21 avril 1980 — Services publics de l'État. – Organisation et cadre organique. 498
A.M. 1250/CAB/MIN.S./023/PK/99 du 24 novembre 1999 — Centre national de transfusion sanguine 504
A.M. 003/CAB/MIN/AGRI.EL/2000 du 16 mars 2000 — Programme spécial pour la sécurité alimentaire. – Comité technique de coordination. 505
A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/VSS/005/2001 du 9 décembre 2001 — Programme national de la santé bucco-dentaire. 506
A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/008/2001 du 9 décembre 2001 — Programme national de santé mentale 507
A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/VKIZ/009/2001 du 9 décembre 2001 — Programme national de la santé de la reproduction 508
A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/011/2001 du 9 décembre 2001 — Programme national de lutte contre le diabète.. 509
A.M. 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/012/2001 du 9 décembre 2001 — Lutte contre l'ulcère de Buruli. 510
A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/KIZ/015/2001 du 9 décembre 2001 — Programme national de lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles.. 510
Décr. 075-2002 du 27 juin 2002 — Hôpital Mama Yemo. – Dissolution 514

19 juillet 1926. – DÉCRET . – Hygiène et salubrité publiques. (*B.O.*, 1926, p. 732)

Art. 1er. [*Décr. du 1er juin 1960, art. 1er.* — Le gouverneur général est autorisé à établir par ordonnance des règlements pour empêcher l'introduction, prévenir l'éclosion et enrayer l'extension des maladies contagieuses, pour sauvegarder et améliorer l'hygiène publique, l'hygiène industrielle, l'hygiène infantile et pour assurer la police sanitaire maritime, fluviale, lacustre, terrestre et aérienne.]

Art. 2. — Le gouverneur général déterminera quelles maladies sont réputées contagieuses et à quel règlement sanitaire est soumise chacune d'elles.

Art. 3. — Il pourra imposer à toutes personnes de déclarer immédiatement à l'autorité les cas de maladies contagieuses dont elles auront connaissance ou tout décès provoqué par celles-ci.

Art. 4. [*Décr. du 1er juin 1960. art. 2.*— Il pourra prescrire que les personnes atteintes d'une maladie contagieuse, porteurs de germes ou suspectes d'être porteurs de germes d'une telle maladie, soient isolées dans les conditions qui seront déterminées par lui ou par les fonctionnaires qu'il désignera. Il pourra défendre l'entrée au Congo belge de toute personne étrangère atteinte de telles maladies.

Si, pendant cette période d'isolement, la personne en traitement ou en observation est hospitalisée dans un établissement médical du gouvernement, les frais d'entretien pourront lui être imposés.

«Le gouverneur général réglementera les conditions dans lesquelles ces frais seront réclamés, ainsi que leur montant.]

Art. 5. — Le gouverneur général déterminera dans quels cas et dans quelles conditions il pourra être défendu à une personne atteinte d'une maladie contagieuse d'exercer certains métiers.

Art. 6. — L'examen médical, le traitement, la vaccination pourront être imposés à toutes personnes atteintes ou suspectes d'être atteintes d'une maladie contagieuse et, d'une manière générale, à toutes les personnes faisant partie d'une agglomération où un cas de maladie contagieuse aura été constaté.

[*O.-L. du 29 octobre 1947.* — Ces mesures ne pourront être appliquées que par un médecin du gouvernement ou par des personnes désignées nominativement, après avis de l'autorité médicale, par le commissaire de district ou l'administrateur territorial.]

Art. 7. [*Décr. du 1er juin 1960, art. 3.* — Dans le cas de menace d'épidémie, ainsi que dans les cas d'épidémie ou d'endémie, toute personne pourra être obligée à observer les mesures d'hygiène qui se-

ront, dans chaque cas, prescrites par les autorités locales, telles que la désinfection des habitations et de tous les objets suspects d'être infectés, la destruction de tous agents de propagation de la maladie et en général toutes précautions propres à enrayer l'épidémie ou à en prévenir l'extension.]

Art. 8. [*Décr. du 1er juin 1960, art. 4.* — L'accès de tout lieu privé est autorisé dans les conditions suivantes:

a) les habitations proprement dites pourront être visitées par les médecins chargés du service de l'hygiène ou des agents qu'ils auront spécialement délégués à cet effet. La visite ne pourra avoir lieu qu'après un préavis donné au moins la veille.]

b) [*Décr. du 17 août 1927.* – tout autre bâtiment ainsi que tout terrain dépendant d'une habitation pourront, après avertissement à l'occupant, être visités par tout fonctionnaire ou agent européen désigné nominativement ou par ses fonctions, soit par le gouverneur général, soit par le gouverneur de la province; le même pouvoir pourra être attribué par ordonnance du gouverneur général aux agents de couleur des brigades sanitaires qui seront munis d'une commission spéciale délivrée par le médecin chargé du service de l'hygiène dans la localité. Tout agent chargé de procéder aux visites sera porteur d'un insigne distinctif très apparent ou d'un uniforme spécial. Celui qui tiendra son pouvoir d'une commission devra être en possession de celle-ci.

La notification par la voie du *Bulletin administratif et commercial* de la création d'une brigade sanitaire, ou la publication de pareil avis par les journaux locaux ou l'affichage sur les bâtiments publics, constitue un avis collectif et permanent suffisant pour permettre les visites prévues au littera *b,* sauf s'il s'agit de pénétrer dans une habitation fermée.

Le gouverneur général réglera l'exercice de ce droit de visite.

Les visites prévues par les littera *a* et *b* ci-dessus ne peuvent avoir lieu qu'entre le lever et le coucher du soleil.]

Art. 9. — Lorsque la mesure semblera indispensable à l'autorité médicale pour mettre fin à une situation préjudiciable à la santé publique, ordre pourra être donné par l'autorité locale d'évacuer une habitation ou une agglomération pour raison d'hygiène.

En ce cas, cette autorité prendra toutes les dispositions pour assurer un logement et une nourriture convenables aux personnes qui ne seraient pas en état de se les procurer.

En cas de nécessité, l'autorité pourra réquisitionner les locaux indispensables pour le logement des personnes évacuées ou pour l'isolement des personnes malades ou suspectes d'être malades.

Art. 10. — Les objets matériels qu'il serait impossible de désinfecter suffisamment et de conserver ou de transporter sans danger de contagion, pourront être détruits. Il en est de même des constructions non établies en matériaux durs, telles que les huttes en paille, bambou ou pisé.

La nécessité de ces mesures sera constatée par des procès-verbaux, lesquels feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 11. — L'application des mesures de prophylaxie prévues par le présent décret ne donnera lieu à aucune indemnité.

Des dédommagements pourront toutefois être octroyés aux personnes indigentes.

Art. 12. — Le transport et l'inhumation des cadavres de personnes décédées à la suite d'une maladie contagieuse seront soumis aux restrictions jugées nécessaires pour protéger la santé publique.

Il en sera de même du transport et de l'enfouissement des dépouilles d'animaux infectés.

L'exhumation et l'autopsie des cadavres pourront être ordonnées sur avis du médecin.

Art. 13. — Des restrictions pourront être apportées à la liberté de circuler des personnes qui viennent des régions infectées ou suspectes d'être infectées ou qui se rendent dans ces régions.

Art. 14. — Le gouverneur général désignera les autorités compétentes pour ordonner les mesures prévues par les articles 7, 9, 10, 12 et 13 et déterminera la forme des ordres et réquisitions prévus.

Art. 15. — Les médecins chargés du service de l'hygiène, les autres fonctionnaires ou agents de ce service, ainsi que les fonctionnaires ou agents du service territorial commissionnés par eux, pourront visiter tous véhicules, wagons, embarcations, etc., prescrire le rembarquement de toutes personnes, animaux ou objets quelconques débarqués avant la visite.

Les chefs d'embarcations devront eux-mêmes solliciter la visite médicale si quelque malade ou suspect s'est trouvé à bord pendant le voyage ou s'ils ont fait escale dans une localité infectée.

Art. 16. — Tout navire, tout individu qui tenterait d'enfreindre une consigne sanitaire, pourra, après sommation et sans préjudice des peines prévues, être repoussé de vive force.

Art. 17. — Toute infraction au présent décret ou aux ordonnances d'exécution que prendra le gouverneur général sera punie d'une servitude pénale d'un an au maximum et d'une amende ne dépassant pas 2.000 francs ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 18. — L'ordonnance du 22 août 1888 approuvée par décret du 20 octobre 1888 sur les maladies contagieuses, les décrets du 22 février 1895 sur la vaccination, du 20 janvier 1921 sur la tuberculose et du 12 avril 1923 sur les maladies vénériennes, seront abrogés à la date que déterminera l'ordonnance à prendre par le gouverneur général, en exécution du présent décret.

---

10 mai 1929. – ORDONNANCE . – Direction technique des travaux d'hygiène. – Service d'assainissement. (*B.A.*, 1929, p. 185)

Art. 1er. — Il est créé dans chaque chef-lieu de province, sous le contrôle immédiat du gouverneur de province, une direction technique des travaux d'hygiène.

Elle est dirigée par le médecin provincial assisté d'un médecin hygiéniste et de l'ingénieur provincial et pourra s'adjoindre toute personne compétente en matière de travaux d'hygiène.

Art. 2. — Ses attributions sont fixées comme suit:

A. [*Ord. du 23 juillet 1946.* — L'étude des travaux intéressant l'hygiène, l'assainissement des agglomérations en rapport avec les problèmes posés par l'urbanisme;]

la lutte contre les insectes vecteurs du paludisme, de la fièvre jaune, de la peste, des filarioses et du typhus exanthématique;

• la lutte contre les mollusques hôtes intermédiaires de bilharzioses;

• la lutte contre les rongeurs;

• le comblement des marais et, d'une manière générale, toutes les mesures propres à assurer l'assainissement du sol.

B. L'application de toute prescription législative ou réglementaire ayant pour objet de prévenir ou de combattre les maladies épidémiques dans les centres européens; l'étude et la proposition des prescriptions nouvelles à édicter dans le même domaine ou des modifications à apporter à celles déjà existantes.

C. La direction technique veillera directement à l'exécution des travaux d'assainissement et à l'observation rigoureuse par la population européenne des prescriptions relatives à l'hygiène et à la salubrité publiques des centres.

Art. 3. — Il sera tenu par la direction technique une documentation comportant, pour l'ensemble de la province, et pour chaque centre en particulier:

1° tous renseignements sur l'état sanitaire de la province ou du centre;

2° un plan d'ensemble des travaux d'utilité publique;

3° un programme d'exécution des travaux d'assainissement;

4° un état des matériaux et des moyens permettant l'exécution de ces travaux;

5° un état des moyens financiers à prévoir et à proposer dans la construction du budget annuel, en tenant compte éventuellement des taxes et subsides locaux consentis par ou imposés à la population;

6° un recueil des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur en matière sanitaire;

7° les mesures complémentaires à prendre au moment où une épidémie se déclare.

Art. 4. — Dans chaque chef-lieu de province, à Boma et à Matadi et dans tout autre centre important, il est créé un service permanent d'assainissement, dont la composition en personnel du service de l'hygiène et du service des travaux publics et en travailleurs noirs est fixée pour chaque centre par le gouverneur de province.

La mission du service d'assainissement est essentiellement une mission d'exécution.

Un médecin hygiéniste est autant que possible affecté à chaque centre.

Art. 5. — Le médecin hygiéniste ou, à son défaut, le médecin du district, fait connaître à l'autorité territoriale les directives de la direction technique provinciale concernant l'ensemble des mesures à prendre.

Il tient à jour un dossier analogue à celui tenu par la direction technique.

Il dirige et contrôle personnellement les travaux qui incombent aux agents du service d'hygiène, savoir:

• la recherche et le pétrolage des gîtes à moustiques ainsi que la surveillance des récipients à eau;

• la destruction des rats et autres propagateurs de maladies épidémiques;

• les travaux de laboratoire;

• la visite des immeubles, des cours et terrains vagues.

Art. 6. — L'autorité territoriale assure l'exécution des travaux tels que:

• débroussements;

• la plantation des parcelles vacantes du terrain public à l'aide d'une végétation propre à éloigner les moustiques;

• l'entretien des immeubles;

• l'entretien des caniveaux;

• l'évacuation des immondices, et autres travaux émargeant au budget ordinaire.

Elle tient à jour le programme des travaux à exécuter.

Art. 7. — Dès la menace d'épidémie, le personnel du service permanent d'assainissement sera renforcé et le matériel sera augmenté conformément aux prévisions contenues aux dossiers dont la tenue est prescrite par les articles 3 et 5 ou aux instructions spéciales qui seraient données ultérieurement par la direction technique.

Le concours de la police ou de la Force publique ainsi que l'obtention du matériel supplémentaire feront l'objet de réquisitions.

Art. 8. — Tous les membres de la direction technique et le personnel médical des services d'assainissement ont qualité d'officier de police judiciaire pour constater toute infraction aux dispositions relatives à l'hygiène et à la salubrité publiques.

Art. 9. — L'ordonnance du 27 septembre 1928, 28/S.G., est abrogée.

---

5 décembre 1953. – ORDONNANCE 74-414 . – Police sanitaire de l'immigration. (*B.A.*, 1954, p. 3)

Art. 1er. — Indépendamment des certificats de vaccination prescrits par la réglementation sanitaire du trafic international, toute personne autre que celles énumérées à l'alinéa deux du présent article et entrant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi pour un séjour d'une durée supérieure à six mois doit, pour entrer au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, être porteuse d'un certificat médical attestant qu'elle est indemne de tout symptôme de maladie contagieuse ou transmissible en voie d'évolution et de tout signe décelable de maladie mentale ou d'épilepsie.

Sont dispensées de produire ce certificat les personnes visées à l'article 1er ainsi qu'au 4° et au 5° de l'article 2 du décret du 27 décembre 1948, tel qu'il est modifié à ce jour, sur la police de l'immigration.

Art. 2. — Le certificat médical visé à l'article 1er n'est valable que pour une période de trois mois. Il doit être établi conformément au modèle annexé au décret sur la police d'immigration, par un docteur en médecine qui mentionnera son nom et son adresse ainsi que la faculté ou l'établissement qui lui a délivré son diplôme.

Il doit en outre, pour être valide, être délivré par un médecin habilité.

Possèdent la qualité de médecin habilité, au sens de la présente ordonnance:

1° en Belgique: les médecins à qui cette qualité a été attribuée par, le ministre des Colonies;

2° à l'étranger: les médecins à qui cette qualité aura été attribuée par la législation locale, conformément aux conventions sanitaires sur la matière;

3° au Congo belge et au Ruanda-Urundi: tous les médecins autorisés à exercer l'art de guérir dans la Colonie.

Art. 3. — Sont réputées maladies transmissibles ou contagieuses:

• la peste;

• le choléra;

• la fièvre jaune;

• la variole;

• le typhus exanthématique et les rickettsioses graves;

• la tuberculose ouverte;

• la fièvre thyphoïde et la fièvre paratyphoïde;

• la lèpre;

• la trypanosomiase humaine;

• la méningite cérébro-spinale épidémique;

• la poliomyélite aiguë;

• la diphtérie;

• les dysenteries bacillaire et amibienne;

• les fièvres récurrentes;

• la fièvre ondulante;

• la grippe infectieuse;

• la rougeole;

• la scarlatine;

• l'érysipèle;

• la coqueluche;

• la pneumonie infectieuse;

• le charbon;

• la morve;

• les oreillons;

• la rage;

• l'encéphalite léthargique;

• la dengue;

• le trachome;

• la tularémie;

• les spirochétoses ictérigènes;

• la septicémie puerpérale;

• les leichmanioses;

• les bilharzioses;

• la psittacose;

• les maladies vénériennes au stage contagieux.

Art. 4. — Toute personne qui, devant produire le certificat médical visé à l'article 1er, restera en défaut de le faire, sera soumise à une visite médicale.

L'autorité sanitaire délivrera, s'il y a lieu, ledit certificat immédiatement si elle constate l'absence de tout symptôme d'une des maladies énumérées à l'article 3 ou de tout signe décelable de maladie mentale ou d'épilepsie.

Si l'autorité sanitaire décèle des signes d'une des maladies transmissibles énumérées à l'article 3, elle pourra surseoir à la délivrance dudit certificat et imposer les mesures qu'elle jugera nécessaires, y compris l'isolement, jusqu'au moment où la personne sera jugée non contagieuse.

[*Ord. du 31 janvier 1954.* — Si l'autorité sanitaire estime ne pouvoir délivrer ce certificat, l'accès du territoire sera refusé à la personne en défaut. Les capitaines de bateaux, commandants d'aéronefs et chefs de trains seront tenus de la reprendre, sur simple réquisition de cette autorité.]

Art. 4*bis*. [*Ord. du 28 avril 1954.* — Sous réserve du respect des conventions existant entre le gouvernement de la Colonie et les gouvernements des territoires limitrophes, l'accès au Congo belge ou au Ruanda-Urundi des personnes visées au deuxième alinéa de l'article 1er du décret du 27 décembre 1948 est subordonné à telles conditions que les gouverneurs de province estimeront à propos d'édicter, l'autorité sanitaire consultée, pour empêcher la propagation des maladies visées à l'article 3. Les gouverneurs de province pourront notamment subordonner cet accès à la présentation d'un certificat médical constatant que le voyageur n'est pas en état de transmettre une maladie quarantenaire, épidémique, endémique ou contagieuse ou à la présentation d'un certificat valable de vaccination; ils pourront prescrire que les voyageurs subiront un examen médical et décider que les suspects seront soumis à des mesures de surveillance ou d'isolement, déterminées par l'autorité sanitaire dans chaque cas particulier; ils pourront, lorsque les circonstances l'exigent, interdire l'accès à la Colonie par le territoire de la province soumise à leur autorité.]

Art. 5. — Le gouverneur général peut, sur proposition de l'autorité médicale, imposer aux immigrants telle autre vaccination dans les conditions de temps et de lieu qu'il fixera pour chacune d'elles.

Art. 6. — La présente ordonnance, applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi, entrera en vigueur le 1er février 1954.

---

14 décembre 1953. – ORDONNANCE 74-426 . – Police sanitaire des personnes en voyage international. (*B.A.*, 1954, p. 7; *erratum*, p. 190)

Art. 1er. — Toute personne, entrant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi en provenance d'une circonscription infectée, doit être porteuse d'un certificat de vaccination contre la fièvre jaune, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 3 du règlement sanitaire international faisant l'objet de l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952.

Toute personne quittant le Congo belge ou le Ruanda-Urundi à destination d'une zone de réceptivité amarile, doit être munie au départ du même certificat.

Tout le territoire du Congo belge et du Ruanda-Urundi, sauf la partie située au sud du 10e parallèle Sud est considéré comme circonscription infectée, étant situé dans une zone d'endémicité amarile.

Toute l'étendue du Congo belge et du Ruanda-Urundi est considérée comme zone de réceptivité amarile.

Art. 2. — Pour être valable, le certificat de vaccination mentionné à l'article 1er doit établir:

a) que le porteur de ce certificat a été vacciné pour la première fois depuis au moins dix jours et depuis six ans au plus; ou

b) qu'il a été vacciné moins de six ans après la vaccination précédente. Dans ce cas, le certificat est valable pour une période de six ans à compter du jour de la revaccination.

Art. 3. — Toute personne, entrant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, doit être porteuse à l'arrivée d'un certificat valable de vaccination contre la variole, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 4 du règlement sanitaire international faisant l'objet de l'ordonnance 74-305 du *11 décembre 1952*.

– Conforme au *B.A.*Il convient de lire «*11 septembre 1952*».

Art. 4. — Ne sont pas soumises à l'obligation de produire à leur arrivée sur le territoire du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, un certificat valable de vaccination contre la variole, les personnes suivantes:

1° les personnes qui présentent des signes d'une atteinte antérieure de variole attestant de façon suffisante leur immunité;

2° les enfants âgés de moins de trois mois;

3° les enfants âgés de moins d'un an, qui présentent des contre-indications médicales attestées par un certificat.

Toutefois, en cas d'épidémie de variole, soit dans les pays de départ, soit à une escale, soit au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, la dérogation consentie au profit des personnes énumérées au 3° ci-dessus est automatiquement suspendue.

Art. 5. — Pour être valable, le certificat de vaccination mentionné à l'article 3 doit établir que le porteur de ce certificat a été vacciné avec succès pour la première fois depuis au moins huit jours et depuis trois ans au plus.

Le certificat de *revaccination* est valable immédiatement.

– Conforme à l'*erratum*.

Art. 6. — Toute personne, vaccinée contre le choléra, entrant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi dans les cinq jours qui suivent celui où elle a quitté une circonscription infectée de choléra, pourra être soumise à une surveillance; cette surveillance ne pourra s'étendre au-delà de l'expiration du cinquième jour suivant celui où cette personne a quitté la circonscription infectée.

Les conditions de la mise sous surveillance sont arrêtées dans chaque cas par l'autorité sanitaire.

Art. 7. — Toute personne, non vaccinée contre le choléra, entrant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi dans les cinq jours qui suivent celui où elle a quitté une circonscription infectée de choléra, subira, à son arrivée, une visite médicale et une observation qui ne pourra s'étendre au-delà de l'expiration du cinquième jour suivant celui où cette personne a quitté ladite circonscription.

Les conditions de la mise en observation sont fixées dans chaque cas par l'autorité sanitaire.

Art. 8. — Est seul pris en considération le certificat de vaccination contre le choléra établi conformément au modèle figurant à l'annexe 2 du règlement sanitaire international faisant l'objet de l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952.

Pour être valable, ce certificat doit établir:

a) que le porteur a été vacciné pour la première fois depuis au moins six jours et depuis six mois au plus; ou

b) qu'il a été revacciné moins de six mois après la vaccination précédente. Dans ce cas, le certificat est valable pour une nouvelle période de six mois à compter du jour de la revaccination.

Les étalons de vaccins anticholériques en vigueur dans les territoires où les vaccinations sont effectuées, sont reconnus valables par l'administration du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Art. 9. — Le certificat de vaccination contre la fièvre jaune est valablement délivré, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, par:

a) tout docteur en médecine faisant partie des formations médicales spécialement désignées à cette fin par le médecin en chef;

b) les officiers de quarantaine en service dans les ports, aéroports ou aérogares.

Les certificats de vaccination contre la variole, le choléra, la peste et le typhus exanthématique sont valablement délivrés par tous les docteurs en médecine autorisés à exercer l'art de guérir au Congo belge et au Ruanda-Urundi ainsi que par les officiers de quarantaine. Le cachet utilisé pour les authentiquer est de forme ronde et d'un diamètre de 25 mm. Il porte en son centre l'Étoile de Tabora entourée de l'inscription: Services sanitaires du Congo belge (ou du Ruanda-Urundi).

Sont considérés par l'administration sanitaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi comme délivrant valablement, en Belgique et à l'étranger, les certificats de vaccination énumérés ci-dessus, les médecins et les autorités habilités à cette fin par le pays dont ils relèvent, conformément aux conventions internationales.

Art. 10. — Toute personne qui se présentera à l'entrée du Congo belge ou du Ruanda-Urundi sans être munie du ou des certificats prescrits par la présente ordonnance, sera soumise aux mesures sanitaires prévues dans chaque cas par le règlement sanitaire international faisant l'objet de l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952.

Art. 11. — L'autorité sanitaire du lieu de départ peut procéder à la visite de toute personne, lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Conformément à l'article 30 du règlement sanitaire international faisant l'objet de l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952, cette autorité prend toutes mesures possibles pour éviter l'embarquement des personnes atteintes ou des suspects.

Art. 12. — Hormis les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 1er et les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 2, il ne peut être mis obstacle à l'embarquement des voyageurs, à charge pour ceux-ci de subir tous les inconvénients et désagréments qui pourraient résulter de l'application de quelque mesure sanitaire que ce soit, lors du passage de ces voyageurs dans d'autres pays.

Art. 13. — Les compagnies de transport délivrant sur le territoire du Congo belge et du Ruanda-Urundi, des titres de voyage à destination de l'étranger, sont tenues de fournir à leurs clients toutes les indications nécessaires concernant les exigences sanitaires du pays ou territoire d'escale ou de destination, pour autant que ce pays ou territoire ait adopté le règlement sanitaire international du 25 mai 1951, repris en annexe à l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952.

Art. 14. — Sauf dans les cas où il n'aurait pas quitté le bord du navire ou n'aurait pas franchi les limites d'une zone de transit direct d'un aéroport, le voyageur qui, ayant pris contact avec le territoire du Congo belge et du Ruanda-Urundi, serait atteint d'une maladie quarantenaire ou d'une autre maladie contagieuse sera soumis aux mesures que l'autorité sanitaire estimera devoir lui appliquer en conformité avec les ordonnances sur la police sanitaire de l'immigration et sur les maladies transmissibles dans l'intérieur du territoire.

Art. 15. — Sont abrogées:

1° l'ordonnance 28/Hyg. du 6 mars 1929 portant règlement de police sanitaire des frontières et ports de mer, des frontières et ports des lacs, telle qu'elle est modifiée à ce jour;

2° l'ordonnance 51/Hyg. du 20 avril 1936 portant règlement sanitaire du trafic aérien, telle qu'elle est modifiée à ce jour;

3° l'ordonnance 71-153 du 28 avril 1949 portant règlement des vaccinations et documents sanitaires requis des voyageurs en trafic international, telle qu'elle est modifiée à ce jour.

Art. 16. — La présente ordonnance, applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi, entrera en vigueur le 1er février 1954. L'utilisation du cachet décrit à l'article 9 sera obligatoire à partir du 1er janvier 1955.

---

22 juin 1954. – ORDONNANCE 74-213 . – Lutte contre les maladies quarantenaires, épidémiques, endémiques et autres maladies transmissibles. – Police sanitaire de la navigation intérieure, fluviale et aérienne. (*B.A.*, 1954, p. 1200)

CHAPITRE Ier
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a

Maladies visées par l'ordonnance

Art. 1er. — Les maladies que vise la présente ordonnance se divisent en six catégories:

A. — Maladies quarantenaires (au sens de l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952): peste, choléra, fièvre jaune, variola major, typhus exanthématique et rickettsioses graves, fièvre récurrente à poux (spirochète d'Obermayer).

B. — Maladies épidémiques: dysenteries, méningite cérébro-spinale, grippe, pneumococcie, fièvre typhoïde, fièvre paratyphoïde, scarlatine, encéphalite léthargique, diphtérie, érysipèle, septicémie puerpérale, variola minor ou alastrim, rougeole, brucellose, dengue, oreillons, trachome, poliomyélite antérieure aiguë, charbon, morve, rage, coqueluche, varicelle.

C. — Maladies endémiques: tuberculose, lèpre, maladie du sommeil, fièvre récurrente (fièvre à tiques produite par le spirochète de Dutton), pian (au stade contagieux), maladies vénériennes aux stades contagieux (syphilis, blennorragie, chancre mou, maladie Nicolas Favre et granulome vénérien), leptospiroses.

D. — Les toxi-infections alimentaires.

E. — Toutes autres maladies transmissibles ou d'allure épidémique, telles que: paludisme, teignes, gales, bilharziose, kala-azar et toutes autres leishmanioses, verminoses, hépatites infectieuses et sériques et viroses en général.

F. — Les affections carentielles en général.

b

Territoire sur lequel l'ordonnance est applicable

Art. 2. — La présente ordonnance est applicable à tout le territoire de la colonie du Congo belge et à toute provenance, personne ou biens, ayant franchi les frontières de la colonie.

Sont considérés comme indigènes au sens de la présente ordonnance les indigènes du Congo belge et des contrées voisines, à l'exception des indigènes immatriculés selon le décret du 17 mai 1952.

Les mesures prévues à la présente ordonnance peuvent être appliquées à toutes personnes voyageant sur le territoire congolais.

c

Surveillance — Observation — Isolement

Art. 3. — *a)* La *surveillance* implique l'obligation pour la personne intéressée de se soumettre à tout moment aux investigations médicales prescrites par l'autorité sanitaire et susceptibles d'éclairer celle-ci sur son état de santé.

Les personnes soumises à la surveillance sont libres de se déplacer pour autant qu'elles s'engagent à observer les obligations et interdictions que l'autorité sanitaire estimera nécessaires.

Dans ce cas, un laissez-passer sanitaire est «délivré à l'intéressé aux conditions suivantes:

1° la personne intéressée doit indiquer à l'autorité sanitaire: son nom, son lieu de destination et son domicile;

2° elle doit consentir à se présenter et à se soumettre à la surveillance médicale pendant la période prescrite et dans les conditions qui lui seront fixées;

3° la localité doit être jugée, par l'autorité sanitaire, en situation d'assurer convenablement la surveillance médicale.

Copie de ce laissez-passer est immédiatement transmise à l'autorité sanitaire du lieu de destination qui exercera son contrôle sur l'assujetti pendant la durée prévue par le laissez-passer.

Si l'exécution des prescriptions imposées ne paraît pas pouvoir être assurée dans des conditions satisfaisantes, ou si la personne refuse de se conformer aux dispositions des alinéas 1° et 2° ci-dessus,

l'autorité sanitaire peut la retenir en observation ou la diriger sur un endroit désigné, pour être soumise à la surveillance médicale pendant la période déterminée.

b) L'observation implique l'hospitalisation ou l'hébergement dans un établissement où la personne intéressée sera soumise à des investigations médicales susceptibles d'éclairer l'autorité sanitaire sur son état de santé.

c) L'isolement implique en outre la séparation de cette personne de toutes autres personnes à l'exception du personnel sanitaire de service, de façon à éviter la propagation de l'infection.

d

Circonscription infectée — Circonscription indemne

Art. 4. — I. — «Circonscription» désigne:

a) la plus petite section d'un territoire, qui peut être un port ou un aéroport, nettement délimitée et possédant une organisation sanitaire apte à prendre les mesures appropriées que la présente ordonnance permet ou prescrit; aux fins de la présente ordonnance, une telle section constitue une circonscription, même si elle fait partie d'une unité administrative plus vaste possédant également une organisation sanitaire; ou

b) un aéroport disposant d'une zone de transit direct;

II. — «Circonscription infectée» désigne:

a) une circonscription dans laquelle existe un foyer de peste, de choléra, de fièvre jaune ou de variole; ou

b) une circonscription dans laquelle existe une épidémie de typhus ou de fièvre récurrente; ou

c) une circonscription dans laquelle l'existence de la peste est constatée parmi les rongeurs à terre ou à bord d'engins flottants qui font partie de l'installation portuaire; ou

d) une circonscription ou un groupe de circonscriptions où les conditions sont celles qui caractérisent une zone d'endémicité amarile;

«foyer» signifie l'apparition de deux cas d'une maladie quarantenaire qui résulte d'un cas importé, ou l'apparition d'un cas qui résulte d'un cas non importé. Le premier cas humain de fièvre jaune transmise par *Aedes aegypti* ou tout autre vecteur domestique de la fièvre jaune doit être considéré comme un foyer;

III. — Une circonscription infectée peut être considérée comme redevenue *indemne,* sauf circonstances exceptionnelles dont il devra être justifié, lorsque déclaration officielle aura été faite:

a) qu'aucun décès ni aucun nouveau cas ne s'est déclaré à partir de l'isolement, de la guérison ou de la mort du dernier malade de l'épidémie:

1° depuis douze jours en cas de peste;

2° depuis dix jours en cas de choléra;

3° depuis dix-huit jours en cas de fièvre jaune;

4° depuis vingt-huit jours en cas de variole;

5° depuis vingt-huit jours en cas de typhus exanthématique ou de rickettsioses graves;

6° depuis deux mois en cas de fièvre récurrente à poux;

b) que toutes les mesures générales de prophylaxie et de désinfection ont été appliquées;

c) que les mesures contre les rats, s'il s'agit de peste, sont régulièrement exécutées;

d) s'il s'agit de fièvre jaune, que les précautions contre les moustiques sont prises;

e) enfin, s'il s'agit de typhus exanthématique, de rickettsioses graves ou de fièvre récurrente, que toutes les mesures d'épouillage ont été exécutées.

La cessation de l'épidémie doit être officiellement constatée, après que les mesures de désinfection, de dératisation ou de désinsectisation auront été prises et que les conditions prévues à l'alinéa *a* seront réalisées.

e

Définition des autorités sanitaires

Art. 5. — Sont considérés comme *autorité sanitaire* au sens de la présente ordonnance, les médecins et agents sanitaires du gouvernement et les médecins agréés par lui.

[*Ord. du 10 juin 1955.* — Pourront être habilités à exercer tout ou partie des pouvoirs attribués par la présente ordonnance aux autorités sanitaires, les autres médecins et agents sanitaires, les pharmaciens, les infirmières et les assistants médicaux que désigneraient, dans chaque cas particulier, les arrêtés des gouverneurs de province; ces arrêtés délimiteront et préciseront chaque fois les pouvoirs et attributions de l'autorité habilitée.]

f

Définition des suspects et des contacts

Art. 6. — *A.* - Le *suspect* est un malade présentant des symptômes pouvant faire supposer une maladie transmissible déterminée.

B. - Le *contact* est toute personne que l'autorité sanitaire considère comme ayant été exposée au danger d'infection ou susceptible de propager une maladie visée par l'ordonnance.

CHAPITRE II
DE LA DÉCLARATION

Art. 7. — Est obligatoire en tout temps la déclaration hebdomadaire des cas de maladies énumérées à l'article premier, alinéas A, B, C et D.

Lorsque l'une des maladies prévues aux alinéas E et F nécessitera des mesures extraordinaires, la déclaration pourra en être rendue obligatoire par décision du commissaire de district.

Art. 8. — Sont tenus de faire cette déclaration:

A) le médecin, l'accoucheuse, l'agent sanitaire, l'infirmier, l'infirmière, l'assistant médical, l'aide-infirmier ou l'aide-accoucheuse qui a constaté le cas;

B) pour autant qu'ils en aient connaissance:

1° les chefs de famille ou de communauté quelconque, quant aux membres de cette famille ou de cette communauté;

2° les employeurs en général et leurs préposés, quant aux domestiques, travailleurs et subordonnés;

3° les hôteliers et propriétaires, en ce qui concerne les hôtes, locataires ou occupants à titre précaire de leurs immeubles;

4° les chefs et sous-chefs indigènes, quant à leurs subordonnés;

5° les capitaines de bateau naviguant sur les fleuves et lacs, les chefs de trains, conducteurs d'embarcations ou d'avions, quant au personnel en service et aux passagers;

6° les chefs de caravanes, quant aux personnes qui en font partie;

7° les chefs de quartier, quant aux habitants des cités indigènes;

8° les commandants de camp militaire et commandants de colonne militaire, à moins qu'une autorité sanitaire au sens de l'article 5 ne soit attachée temporairement ou en permanence au camp ou à la colonne;

9° les personnes atteintes.

Art. 9. — Les mesures de prophylaxie prescrites pour les cas avérés, peuvent être appliquées aux suspects et aux contacts jusqu'à ce que le doute soit complètement exclu.

Art. 10. — Ces déclarations doivent être faites:

a) en ce qui concerne les maladies énumérées aux alinéas A et B de l'article premier, à l'autorité sanitaire et, à son défaut, à l'autorité territoriale;

b) en ce qui concerne les maladies énumérées à l'article premier, alinéas C, D et E, au médecin du gouvernement ou au médecin agréé par lui ou à d'autres personnes dont le gouverneur de la province spécifie la compétence.

Art. 11. — En ce qui concerne les maladies énumérées aux alinéas A et B de l'article premier, les autorités sanitaire et territoriale se communiquent mutuellement les déclarations reçues ou les constatations faites.

En ce qui concerne les maladies énumérées aux alinéas C, D et E de l'article premier, sauf cas spéciaux prévus par le règlement-annexe, l'autorité sanitaire ou les autres personnes désignées à l'alinéa *b* de l'article 10 avisent périodiquement l'autorité territoriale des déclarations reçues et des cas enregistrés ou constatés.

Art. 12. — Lorsqu'il s'agit de cas de maladies ou de décès par suite de maladies énumérées à l'article premier, alinéa A, la déclaration se fait par télégramme ou par la voie la plus rapide.

Art. 13. — Dès la déclaration ou la constatation d'une maladie énumérée à l'article premier, les mesures correspondantes prescrites au règlement annexé à la présente ordonnance, entrent immédiatement en vigueur.

L'autorité territoriale assure l'exécution des mesures prévues au règlement-annexe d'après les directives de l'autorité sanitaire.

Le règlement-annexe donne à l'autorité territoriale notamment le droit de:

a) déclarer des lieux suspects ou infectés, en défendre l'accès ou la sortie, en ordonner la fermeture, la désinfection, l'évacuation ou la destruction.

L'exécution de cette dernière mesure sera constatée par procès-verbal;

b) déclarer suspects ou infectés certaines circonscriptions, villages, quartiers, camps, groupes de maisons, bateaux, trains, avions, en défendre ou en régler l'entrée et la sortie ou ordonner l'évacuation d'une habitation ou d'une agglomération;

c) limiter ou arrêter la circulation des personnes, des trains, des bateaux, des avions et autres véhicules.

L'autorité territoriale peut autoriser les médecins à pratiquer des autopsies ou exhumations en vue d'établir le diagnostic.

Outre la publicité légale, ces mesures sont portées à la connaissance du public par toutes voies appropriées.

Art. 14. — L'accès des terrains publics ou privés, habitations, locaux divers et des bateaux, trains, avions, est autorisé dans les conditions prévues par les articles 7 et 8 du décret du 19 juillet 1926, ainsi que par l'ordonnance d'exécution du 15 décembre 1928,

Art. 15. — L'application des mesures prévues dans l'annexe à la présente ordonnance ne peut donner lieu de la part du gouvernement à aucune indemnité à raison du dommage de quelque nature que ce soit, qui pourrait en résulter. En cas d'indigence, une indemnité compensatoire pourra être accordée.

CHAPITRE III

DES CERTIFICATS DES CONVOCATIONS DES MALADES, DES SUSPECTS ET DES CONTACTS

A

Des certificats

Art. 16. — Lorsque l'existence ou la menace d'une maladie épidémique ou endémique le justifie, les gouverneurs de province, sur proposition du médecin provincial, décideront que, dans une circonscription déterminée, toute personne, ou certaines catégories de personnes devront se soumettre à un examen médical auprès de l'autorité sanitaire. Cette autorité attestera par la remise d'un certificat médical *(modèle annexe I)* que l'intéressé n'est pas en état de transmettre une maladie quarantenaire, épidémique, endémique ou contagieuse.

Les gouverneurs de province peuvent, dans des circonstances à déterminer, étendre cette mesure à toute personne voyageant sur le territoire.

Dans les localités où il existe plusieurs autorités sanitaires, le chef du service médical du gouvernement désigne celles qui sont compétentes pour délivrer le certificat. Le certificat est annexé au livret d'identité. Les personnes qui ne sont pas munies d'un livret d'identité reçoivent un certificat séparé.

Les enfants sont munis d'un certificat à l'intervention de leurs parents ou des personnes qui exercent sur eux le droit de garde. Le certificat est strictement personnel et doit toujours rester en possession de l'intéressé.

Toutefois, les capitaines de bateaux et autres transporteurs sont autorisés à garder par devers eux les certificats médicaux des voyageurs

indigènes pendant leur séjour à bord, à condition de les remettre aux titulaires dès leur arrivée à destination et avant leur débarquement.

Art. 16*bis*. [*Ord. du 22 janvier 1955.* — Le certificat médical est délivré gratuitement. Toutefois, son renouvellement, en cas de perte ou de détérioration, sera soumis au paiement d'une taxe de cinq francs.]

Art. 17. — Le certificat médical est exigé en tout temps des trafiquants ambulants, des capitas de négoce, ainsi que des membres de leur famille, des domestiques, des porteurs ou des pagayeurs qui les accompagnent.

Lorsqu'un permis de circulation est exigé, celui-ci ne peut être délivré que si le certificat médical porte un visa établi depuis moins de quinze jours par une autorité sanitaire et attestant que l'intéressé est indemne des maladies visées à l'article 1er de la présente ordonnance.

Art. 18. — Dans les conditions prévues à l'article 16, le visa du certificat, à intervalles réguliers, peut être exigé par l'administrateur territorial, sur l'avis de l'autorité sanitaire compétente. La même autorité détermine les régions où le visa périodique sera exigé, ainsi que les délais à l'expiration desquels le visa doit être renouvelé.

Art. 19. — Le certificat doit être exhibé à toute réquisition d'une autorité sanitaire ou d'un agent de la Colonie.

Art. 20. — Toute personne qui, en vertu de la présente ordonnance, est tenue d'être en possession du certificat prévu à l'article 16, doit, chaque fois qu'elle veut sortir de la région prévue à l'article 16 ou celle déterminée conformément à l'article 18, faire viser son certificat avant son départ.

B

Des convocations

Art. 21. — Dans les régions déterminées par les gouverneurs de province en vertu de l'article 16, toute personne convoquée pour subir un examen médical est tenue de se présenter devant l'autorité sanitaire désignée dans la convocation, aux jour et heure qui y sont indiqués.

Art. 22. — Les convocations sont verbales, personnelles et écrites ou collectives.

Les convocations personnelles et écrites *(annexe II)* sont remises en mains propres des destinataires.

Les convocations collectives *(annexe III)* sont adressées aux autorités des circonscriptions indigènes, aux chefs des centres extracoutumiers, aux chefs de camp ou, à leur défaut, à l'autorité territoriale dont relève directement la circonscription indigène; elles sont, pour les cités indigènes, adressées au fonctionnaire chargé de l'administration de la cité. Ces convocations sont rendues publiques par voie d'affichage ou par voie de proclamation.

Les non-indigènes sont toujours convoqués par voie de convocation personnelle et écrite.

– Voir les annexes II et III au *B.A.*, 1954, p. 1231.

Art. 23. — Sont compétents, dans leur ressort, pour lancer directement des convocations:

1° les médecins de la Colonie et médecins agréés, les agents sanitaires de la Colonie;

2° toutes autres personnes, telles que pharmaciens, agents sanitaires, que désigneront nominativement les arrêtés des gouverneurs de province;

3° les fonctionnaires du service territorial, jusques et y compris les administrateurs de territoire;

4° les magistrats.

Art. 24. — Sauf dans des cas spéciaux à déterminer par les administrateurs de territoire, de l'avis conforme de l'autorité sanitaire, les indigènes ne peuvent être astreints, pour répondre à une convocation, à se déplacer à plus de 12 km de l'endroit où ils résident.

Cette limitation de distance ne s'applique pas à la convocation qui est lancée en vue d'une mise en observation, d'une mise sous surveillance ou d'un traitement imposé dans les conditions fixées aux articles 26, 27 et 31 de la présente ordonnance.

Art. 25. — Toute personne invitée à subir l'examen médical prévu aux articles 21 et 26 peut, indépendamment des pénalités prévues, être conduite de force devant l'autorité sanitaire par les soins de l'autorité territoriale.

C

Des maladies, des suspects et du contact

Art. 26. — Toute personne atteinte d'une maladie prévue par l'article premier, suspecte d'en être atteinte ou soupçonnée de l'avoir transmise, peut être en tout temps soumise à un examen médical. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, cette personne pourra être mise en observation ou placée sous surveillance pendant une période dont la durée n'excède pas un mois.

Lorsqu'il s'agit de personnes non indigènes, ces mesures ne pourront être prises que par un médecin du gouvernement ou un médecin agréé.

Sera dispensée de ces mesures, toute personne produisant soit un bulletin de traitement, soit un certificat médical valable attestant qu'elle est indemne de toute maladie contagieuse ou transmissible.

Par certificat médical valable, il faut entendre un certificat établi par une autorité sanitaire reconnue, datant de moins d'un mois et attestant que le porteur est indemne de toute affection quarantenaire, contagieuse ou transmissible, ou est traité de façon régulière.

Art. 27. — Toute personne atteinte ou suspecte d'être atteinte d'une maladie spécifiée à l'article premier, est obligée de se soumettre au traitement médical qui lui est imposé par une autorité sanitaire pendant la période qui est jugée nécessaire.

L'autorisation de se déplacer lui est accordée dans les limites prévues au règlement annexé à la présente ordonnance.

Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, elle doit résider pendant toute cette période à l'endroit qui lui est assigné, et éventuellement, entrer dans un hôpital ou être isolée dans un lazaret.

Les mesures prescrites au présent article ne sont d'application qu'aux stades contagieux de la maladie.

Art. 28. — Tout médecin appliquant un traitement médical en vertu de l'article précédent est tenu de signaler à l'autorité judiciaire locale tout malade qui se soustrait volontairement au traitement imposé.

Art. 29. — L'autorité sanitaire est tenue de délivrer à chaque malade une fiche de traitement *(annexe IV).*

Art. 30. — Le malade, le suspect et le contact sont tenus de se soumettre à toutes mesures de prophylaxie exigées par l'autorité sanitaire.

Art. 31. — Lorsqu'un malade n'est plus considéré comme contagieux, l'autorité sanitaire qui l'a soigné en dernier lieu ou qui en a fait la constatation, en fait mention sur le certificat médical de l'intéressé et sur la fiche de traitement.

Si l'autorité sanitaire a lieu de craindre la réapparition des symptômes contagieux, elle peut prescrire au malade de se présenter à une date déterminée, à elle-même ou à toute autre autorité sanitaire de l'endroit où le malade a fixé sa nouvelle résidence. Elle fait mention de cette décision sur le certificat médical et sur la fiche de traitement qu'elle remettra à l'intéressé.

Art. 32. — Toute personne désignée aux alinéas 1 et 2 de l'article 23 est tenue de donner gratuitement ses soins aux indigènes, pour les maladies suivantes: maladie du sommeil, syphilis, pian, lèpre, tuberculose et pour toute autre maladie épidémique ou contagieuse déterminée par les gouverneurs des provinces, en conformité avec l'article 16.

Les médicaments sont délivrés gratuitement dans les mêmes conditions que ci-dessus aux indigents.

Les examens de laboratoire nécessaires pour établir le diagnostic et pour constater la disparition ou la persistance du caractère contagieux, sont gratuits pour tous les indigènes lorsqu'il s'agit des maladies désignées par l'alinéa 1 du présent article.

Les gouverneurs des provinces déterminent, pour chaque circonscription, si et dans quelle proportion, les indigènes non indigents admis dans les hôpitaux de la Colonie doivent rembourser les frais d'hospitalisation.

Art. 33. [*Ord. du 1er avril 1957.* — La gratuité des examens de laboratoire, des soins médicaux, des médicaments, des vaccins et des sérums nécessaires pour diagnostiquer, traiter ou prévenir les maladies énumérées à l'article précédent ne s'étend pas au personnel engagé dans les liens d'un contrat de louage de services.]

CHAPITRE IV

MESURES SPÉCIALES CONTRE LES MALADIES QUARANTENAIRES

Art. 34. — Lorsqu'un cas de maladie quarantenaire ou suspect de l'être, éclate dans une région, ou lorsqu'une maladie quarantenaire menace de s'y établir, l'autorité territoriale de la circonscription infectée ou menacée de l'être, dûment avertie par l'autorité sanitaire, est tenue d'en informer le public par un avis affiché aux bureaux du territoire et d'en faire part aux indigènes, par voie de proclamation. Dès cette publication, toute personne est tenue de signaler à l'autorité sanitaire de sa résidence ou, à son défaut, à l'administrateur territorial de son ressort, toute indisposition dont elle est atteinte. Les personnes prévues à l'article 8 sont tenues de faire la même déclaration aux lieu et place de la personne malade.

Art. 35. — Quand une circonscription est déclarée infectée, personne ne peut en sortir pour pénétrer dans une région saine, s'il ne se soumet dans des locaux déterminés par l'autorité sanitaire, à une quarantaine de la durée de:

• six jours en cas de peste;

• cinq jours en cas de choléra;

• six jours en cas de fièvre jaune;

• quatorze jours en cas de variole;

• quatorze jours en cas de typhus exanthématique et rickettsioses graves;

• huit jours en cas de fièvre récurrente à poux.

Les personnes munies d'un certificat valable de vaccination contre le choléra, la variole, la fièvre jaune seront, dans ce cas, soumises aux mesures de surveillance prévues à l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952.

Art. 36. — Les personnes qui ont, avant la déclaration de la maladie et dans un des délais prévus à l'article 35, quitté la circonscription considérée comme infectée sont soumises dans la région saine à un isolement correspondant aux nombres de jours prévus ci-dessus.

Art. 37. — Sur décision de l'autorité territoriale, prise de l'avis conforme de l'autorité sanitaire, les véhicules, moyens de transport divers et marchandises seront, avant la sortie des circonscriptions infectées (même si elle a lieu par voie aérienne) soumis aux mesures suivantes:

a) pour la peste: la désinsectisation et la dératisation des véhicules et marchandises pouvant héberger des puces ou des rats;

b) pour la fièvre jaune: la désinsectisation des véhicules et des marchandises pouvant héberger des moustiques; il peut être exigé que certains véhicules soient munis de treillis antimoustiques;

c) pour le choléra: la désinfection des véhicules, moyens de transport divers et des marchandises suspects d'être contaminés, la désinfection des latrines, la vidange et la stérilisation des réservoirs d'eau et le remplacement de l'eau évacuée par de l'eau pure;

d) pour la variole: la désinfection des véhicules, moyens de transport divers et des marchandises suspects d'être contaminés;

e) pour le typhus exanthématique, les rickettsioses graves et la fièvre récurrente à poux: la désinsectisation des véhicules, moyens de transport divers et des marchandises suspects.

Ces mesures peuvent être prises, même dans le cas où une circonscription est simplement déclarée suspecte.

Art. 38. — Un cordon sanitaire militaire peut être établi à la limite des circonscriptions saines, en cas de première apparition ou de réveil épidémique d'une maladie quarantenaire.

Art. 39. — L'autorité sanitaire peut décider, dans des circonstances spéciales, que les mesures rendues applicables aux maladies quarantenaires peuvent être prises contre la propagation de l'une ou l'autre maladie épidémique, contagieuse ou dangereuse prévue à l'article 1er, chaque fois qu'une de ces maladies revêt un caractère pestilentiel.

CHAPITRE V
POLICE SANITAIRE DE LA NAVIGATION ASSURANT LE TRAFIC À L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE, SUR LES FLEUVES, LES RIVIÈRES ET LES LACS

Art. 40. — Par les termes «embarcation» ou «bateau», il faut entendre, au sens de la présente ordonnance, tout engin généralement quelconque, sans limitation de tonnage ou de type, affecté au transport des personnes ou des marchandises par voie d'eau.

Par le mot «port», il faut entendre, au sens de la présente ordonnance, tout lieu géographique normalement fréquenté par les embarcations assurant le trafic à l'intérieur du territoire, y compris les postes à bois et les postes d'escales.

Les embarcations assurant le trafic local sur le bas-fleuve, les embarcations naviguant sur le haut-fleuve et ses affluents, sur les rivières et les lacs intérieurs, sont soumises aux présentes règles.

Art. 41. — Les autorités sanitaires, ainsi que les fonctionnaires et agents du service territorial commissionnés nominativement par le gouverneur de province ou son délégué, exerceront une surveillance sur les embarcations. Ils auront le droit de faire visiter toute embarcation à l'arrivée. Ils pourront défendre et au besoin empêcher toute communication avec la terre ou d'autres embarcations, prescrire le rembarquement de toutes personnes, animaux, objets quelconques débarqués avant la visite.

Art. 42. — Les chefs d'embarcation devront eux-mêmes solliciter la visite médicale si quelque malade ou suspect s'est trouvé à bord pendant le voyage ou s'ils ont fait escale dans une circonscription infectée.

Art. 43. — Dans les cas où une maladie quarantenaire a été constatée parmi la population du port d'attache ou d'escale des bateaux, ceux-ci ne peuvent quitter le port aussi longtemps qu'une déclaration de santé ne leur a été délivrée par le commissaire du port ou, en son absence, par l'autorité territoriale.

Cette déclaration de santé, conforme au modèle figurant à l'annexe V, est visée par l'autorité sanitaire.

– Voir l'annexe V au *B.A.*, 1954, p. 1234.

Art. 44. — Dans les cas où une maladie épidémique éclate dans une circonscription contiguë à un fleuve, à une rivière ou à un lac, toute embarcation qui aura été en communication avec cette circonscription ou est passée à sa proximité pourra être reconnue et arraisonnée.

La reconnaissance consiste en un interrogatoire du capitaine sur les conditions sanitaires de son bateau durant le voyage, et en un examen sommaire du bateau. L'arraisonnement consiste en un examen plus approfondi du bateau. Celui-ci peut avoir pour conséquence, lorsque l'autorité sanitaire le juge nécessaire, l'inspection sanitaire comprenant éventuellement la visite sanitaire des passagers, de l'équipage et des locaux.

Un cordon sanitaire peut être établi à un endroit quelconque du fleuve, de la rivière ou du lac. Tous bateaux ou embarcations sont obligés de s'arrêter à ce point.

Art. 45. — Aux principaux ports d'attache et d'escale des lignes de navigation fluviale et lacustre, des bâtiments publics ou privés peuvent être aménagés spécialement en vue de servir à l'isolement et à l'observation lorsqu'il n'existe pas d'installation particulière à cet usage.

À défaut d'autres installations, les passagers ou voyageurs suspects peuvent être placés à bord d'un bateau aménagé à cet effet et isolé à 400 mètres des berges et de toute agglomération, dans un endroit largement ventilé et de façon que l'agglomération ne se trouve pas sous le vent venant de la direction du bateau. En cas de choléra, ce bateau sera ancré en aval de l'agglomération.

Art. 46. — Dans le cas où une circonscription contiguë aux fleuves, rivières ou lacs est déclarée infectée, les bateaux sont examinés à toutes les escales par l'autorité sanitaire, qui indiquera sur le registre de bord le nombre des hommes de l'équipage et des passagers présents à bord, le résultat des visites médicales successives, les mesures prises, et y inscrira les points où ils sont autorisés à renouveler les provisions d'eau potable.

Art. 47. — Il peut être défendu par l'autorité sanitaire de jeter les matières fécales à l'eau avant de leur avoir fait subir une désinfection rigoureuse. Les bateaux doivent être munis de récipients spéciaux pour y recueillir ces matières.

Art. 48. — Tout bateau naviguant sur les fleuves, les rivières ou les lacs, à bord duquel s'est produit un cas de maladie quarantenaire, doit faire arrêt à la première escale. Il est soumis aux mesures prévues à l'article 37. Tous ceux qui se trouvent à bord sont isolés, si possible à terre, et soumis aux mesures édictées à l'article 36.

Art. 49. — Tout bateau naviguant sur les fleuves, les rivières ou les lacs doit hisser un pavillon jaune pour signaler la présence à bord d'un cas de maladie épidémique ou quarantenaire, et un pavillon noir pour signaler tout décès d'une de ces maladies.

Lorsqu'un bateau aura hissé un de ces pavillons, il devra s'arrêter au large à l'ancre; il ne pourra accoster et aucune personne ne pourra débarquer avant la visite médicale.

Pendant la nuit, le pavillon jaune sera remplacé par un feu rouge et un feu blanc, disposés verticalement à une distance d'un mètre l'un de l'autre, le feu rouge au-dessus; le pavillon noir sera remplacé par un feu rouge et deux feux blancs disposés à un mètre l'un de l'autre, le feu rouge au-dessus des deux feux blancs.

Les feux seront d'une intensité suffisante pour être visibles tout autour de l'horizon à une distance d'au moins un mille.

Art. 50. — Les frais d'entretien dans les installations d'isolement ou d'observation sont à charge des personnes isolées. La gratuité est accordée aux personnes indigentes.

Art. 51. — *Bateau ayant quitté un port avant que l'épidémie se soit déclarée:*

Quand une circonscription est considérée comme infectée, et qu'aucun cas de maladie quarantenaire ou suspect de l'être ne s'est produit à bord d'un bateau venant de cette région, aucune mesure restrictive n'est prise contre les provenances de cette région si ces provenances l'ont quittée:

a) en cas de peste, six jours au moins avant le premier cas constaté;

b) en cas de choléra, cinq jours au moins avant le premier cas constaté;

c) en cas de fièvre jaune, dix-huit jours au moins avant le premier cas constaté;

d) en cas de variole, quatorze jours au moins avant le premier cas constaté;

e) en cas de typhus exanthématique et de rickettsioses graves, quatorze jours au moins avant le premier cas constaté;

f) en cas de fièvre récurrente à poux: huit jours au moins avant le premier cas constaté.

Art. 52. — *Bateau ayant quitté un port pendant une épidémie:*

Les mesures à prendre contre les provenances d'une circonscription en pleine épidémie sont déterminées aux articles 53 à 56.

Art. 53. — Dès l'arrivée du bateau et avant son admission à la libre pratique, les dépêches de service de l'armement peuvent être débarquées sans communication avec le bord, pour être livrées, sous la surveillance de l'autorité sanitaire, aux délégués des postes.

En aucun cas, aucune personne du bord n'est admise à débarquer pour accompagner les dépêches, avant que la libre pratique n'ait été accordée.

Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc. (non compris colis postaux), ne sont soumis à aucune restriction ou désinfection.

En cas de fièvre jaune, les colis postaux ne sont soumis à aucune restriction ou désinfection.

Cependant, en cas de peste, de choléra, de variole, de typhus exanthématique ou de rickettsioses graves, de fièvre récurrente à poux. les sacs postaux pourront être soumis à la désinfection ou, s'il y a lieu, à la désinsectisation, si l'autorité sanitaire estime qu'ils ont pu être souillés par des produits pesteux, cholériques, varioleux, typhiques ou transporter des poux infectés ou s'ils contenaient des objets figurant parmi ceux auxquels on peut imposer les mesures prévues par l'article 54.

Art. 54. — Les marchandises et bagages sont soumis aux règles suivantes:

En cas de peste, le linge de corps, hardes, vêtements récemment portés (effets à usage), les literies ayant récemment servi, seront soumis à la désinsectisation et s'il y a lieu à la désinfection.

Les marchandises en provenance d'une circonscription infectée et susceptibles de renfermer des rats pesteux, ne peuvent être déchargées qu'à la condition de prendre, dans toute la mesure du possible, les précautions nécessaires pour que les rats ne puissent s'en échapper et pour qu'ils soient détruits.

En cas de choléra, les linges de corps, hardes et vêtements récemment portés (effets à usage), les literies ayant récemment servi, seront soumis à la désinfection. L'autorité sanitaire peut interdire le déchargement ou faire procéder à l'enlèvement de tout poisson, crustacé, coquillage, fruit ou légume destiné à être consommé cru ou de boissons, à moins que ces produits alimentaires ou ces boissons ne soient contenus dans des récipients hermétiquement scellés et que l'autorité sanitaire n'ait pas lieu de les considérer comme contaminés. S'il est procédé à l'enlèvement de ces aliments ou boissons, des dispositions sont prises pour éviter tout danger de contamination.

En cas de typhus exanthématique, de rickettsioses graves ou de fièvre récurrente à poux, les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi, ainsi que les chiffons non transportés comme marchandises en gros sont soumis à la désinsectisation et à la désinfection ou à une de ces mesures seulement. En cas de variole, les linges de corps, hardes et vêtements récemment portés (effets usagés), les literies ayant récemment servi, ainsi que les chiffons non transportés comme marchandises en gros sont soumis à la désinfection.

Art. 55. — Le mode et l'endroit de désinfection ou de désinsectisation, ainsi que les procédés à employer pour assurer la destruction des rongeurs et des insectes suceurs, sont fixés par l'autorité sanitaire.

Ces opérations doivent être faites de manière à ne détériorer les objets que le moins possible. Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, papiers et autres objets de peu de valeur peuvent être détruits par le feu sans donner droit à une indemnisation de ce chef.

Art. 56. — Lorsque les marchandises ont été désinfectées, le propriétaire (ou son remplaçant) a le droit de réclamer de l'autorité sanitaire, qui a ordonné la désinfection ou le dépôt, un certificat indiquant les mesures prises.

Art. 57. — *Bateau quittant le port après une épidémie:*

La cessation de l'épidémie ainsi que la date de cessation de l'épidémie doivent être officiellement mentionnées sur la déclaration de santé.

Art. 58. — *Bateau infecté:*

a) Est considéré comme infecté de peste, le bateau:

1° qui a un cas de peste humaine à bord;

2° ou à bord duquel un cas de peste humaine s'est déclaré plus de six jours après l'embarquement;

3° ou à bord duquel on a constaté la présence de rats pesteux.

b) Est considéré comme infecté de choléra, le bateau qui a un cas de choléra à bord ou qui a eu un cas de choléra pendant les cinq jours précédant l'arrivée au port.

c) Est considéré comme infecté de fièvre jaune, le bateau qui a un cas à bord ou qui a eu un cas au moment du départ ou pendant le voyage.

d) Est considéré comme infecté de typhus exanthématique ou de rickettsiose grave, le bateau qui a eu durant le voyage ou a, au moment de l'arrivée, un cas de typhus ou de rickettsiose grave à bord.

e) Est considéré comme infecté de variole, le bateau qui, à l'arrivée, présente un cas à bord, ou à bord duquel un cas s'est présenté pendant le voyage.

Bateau suspect:

a) Est considéré comme suspect de peste, le bateau sur lequel un cas de peste s'est déclaré dans les six premiers jours après l'embarquement ou pour lequel les recherches concernant les rats ont mis en évidence l'existence d'une mortalité insolite dont la cause n'est pas déterminée.

b) Est considéré comme suspect de choléra, le bateau qui a eu un cas de choléra au moment du départ ou pendant le voyage, mais aucun cas nouveau pendant les cinq jours précédant l'arrivée. Il reste considéré comme suspect jusqu'au moment où il a été soumis à l'application des mesures prescrites par la présente ordonnance.

c) Est considéré comme suspect de fièvre jaune le bateau qui, n'ayant pas eu de fièvre jaune à bord, arrive, après un voyage de moins de six jours, d'une circonscription infectée ou si, arrivant après plus de six jours, il y a lieu de croire qu'il peut transporter des *Aedes aegypti* ailés en provenance de ladite circonscription.

Bateau indemne:

a) Est considéré comme indemne de peste, bien que venant d'une circonscription infectée, le bateau qui n'a pas eu de peste humaine ou murine à bord, soit au moment du départ, soit pendant le voyage, soit au moment de l'arrivée, et à bord duquel les recherches concernant les rats n'ont pas fait constater l'existence d'une mortalité insolite.

b) Est considéré comme indemne de choléra, le bateau qui, bien que provenant d'une circonscription infectée ou ayant à bord des personnes venant d'une circonscription infectée, n'a pas eu de cas de choléra à bord au moment du départ, pendant le voyage ou à l'arrivée.

c) Est considéré comme indemne de fièvre jaune le bateau qui, ayant quitté depuis plus de six jours une circonscription infectée, n'a pas eu de cas à bord pendant le voyage, et à bord duquel il n'y a pas lieu de croire à la présence *Aedes aegypti*.

Est également considéré comme indemne le bateau qui prouve à la satisfaction de l'autorité du port d'arrivée, avoir subi, au moment du départ, une désinsectisation efficace, en vue de la destruction des moustiques.

Art. 59. — Les bateaux *infectés de peste* sont soumis au régime suivant:

1° visite médicale;

2° les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

3° toutes les personnes qui ont été en contact avec des malades et celles que l'autorité sanitaire du port a des raisons de considérer comme suspectes sont débarquées, si possible et peuvent être soumises à la désinsectisation. Elles peuvent être soumises soit à l'observation, soit à la surveillance, soit à une observation suivie de surveillance, sans que la durée totale de ces mesures puisse dépasser six jours, à dater de l'arrivée du bateau. Dans tous les cas où la présente ordonnance prévoit la surveillance, l'autorité sanitaire peut appliquer l'observation, à titre exceptionnel, aux personnes qui ne présentent pas de garanties sanitaires suffisantes. Les personnes soumises à l'observation ou à la surveillance doivent se prêter à toutes recherches cliniques ou bactériologiques que l'autorité sanitaire jugera nécessaires.

Il appartient à l'autorité sanitaire du port d'appliquer celle de ces mesures qui paraît préférable selon la date du dernier cas, l'état du bateau et les possibilités locales. On peut, pendant le même laps de temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire;

4° les literies ayant servi, le linge sale, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire sont considérés comme contaminés, sont désinsectisés et, s'il y a lieu, désinfectés;

5° les parties du bateau qui ont été habitées par des pesteux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, sont désinsectisées et, s'il y a lieu, désinfectées;

6° l'autorité sanitaire peut prescrire une dératisation avant le déchargement si elle estime que, d'après la nature de la cargaison et sa disposition, il est possible d'effectuer une destruction efficace des rats sans déchargement. Dans ce cas, le bateau ne pourra être soumis à une nouvelle dératisation après déchargement. Dans les autres cas, la destruction complète des rongeurs devra être effectuée sur les bateaux en cales vides. Pour les bateaux sur lest, cette opération sera faite le plus tôt possible avant le chargement.

La dératisation devra être effectuée de manière à éviter le plus possible des dommages au bateau et, éventuellement, à la cargaison. Tous frais afférents aux opérations de dératisation, ainsi que toutes indemnités éventuelles, seront réglés conformément à l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952, article 6.

Si le bateau ne doit décharger qu'une partie de sa cargaison et si les autorités du port considèrent qu'il n'est pas possible de procéder à une dératisation complète, ledit navire pourra rester dans le port le temps nécessaire pour décharger cette partie de cargaison, pourvu que toutes les précautions, y compris l'isolement du bateau, soient prises à la satisfaction de l'autorité sanitaire, pour empêcher les rats de passer du bateau à la terre, à la faveur du déchargement des marchandises ou autrement.

Le déchargement s'effectuera sous le contrôle de l'autorité sanitaire, qui prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que le personnel employé soit infecté Ce personnel sera soumis à une observation ou une surveillance qui ne pourront dépasser six jours à partir du moment où il aura cessé de travailler au déchargement.

Les bateaux *suspects de peste* sont soumis aux mesures prévues sous les numéros 1°, 4°, 5° et 6° du présent article.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à dater de l'arrivée du bateau. On peut, pendant le même laps de temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire.

Les bateaux *indemnes de peste* sont admis à la libre pratique immédiatement sous la réserve que l'autorité sanitaire du port d'arrivée peut prescrire à leur égard les mesures suivantes:

1° visite sanitaire pour constater si le bateau se trouve dans les conditions prévues par la définition du bateau indemne;

2° destruction des rats à bord dans les conditions prévues au 6° du présent article dans les cas exceptionnels et pour des motifs fondés qui seront communiqués par écrit au capitaine du bateau. Les faits que le bateau a accosté dans un port contaminé de peste, que dans ce port des marchandises auraient été embarquées sans avoir au préalable été dératisées, constituent toujours des motifs suffisants;

3° l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à compter de la date à laquelle le bateau est parti du port atteint. On peut, pendant le même laps de temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire.

Art. 60. — Les bateaux *infectés de choléra* sont soumis au régime suivant:

1° visite sanitaire;

2° les malades sont immédiatement débarqués ou isolés;

3° l'équipage et les passagers peuvent être débarqués et être, soit gardés en observation, soit soumis à la surveillance, pour un laps de temps n'excédant pas cinq jours à dater de l'arrivée du bateau.

Toutefois, les personnes justifiant qu'elles ont été immunisées contre le choléra par une vaccination datant de moins de six mois et de plus de six jours pourront être soumises à la surveillance, mais non à l'observation;

4° les literies ayant servi, le linge sale, les effets à usage et les autres objets, y compris les aliments, qui de l'avis de l'autorité sanitaire du port, sont considérés comme récemment contaminés, sont désinfectés;

5° les parties du bateau qui ont été habitées par les malades atteints de choléra, ou qui sont considérées par l'autorité sanitaire comme contaminées, sont désinfectées;

6° le déchargement s'effectue sous le contrôle de l'autorité sanitaire, qui prend toutes mesures nécessaires afin d'éviter que le personnel employé au déchargement ne soit infecté. Ce personnel sera soumis à une observation ou à une surveillance qui ne pourront dépasser cinq jours à partir du moment où il aura cessé de travailler au déchargement;

7° lorsque l'eau potable emmagasinée à bord est considérée comme suspecte, elle est déversée après désinfection et remplacée, après désinfection des réservoirs, par une eau de bonne qualité;

8° l'autorité sanitaire peut interdire le déversement, sauf désinfection préalable, de l'eau de lest (*water-ballast*), si elle a été puisée dans un port contaminé;

9° il peut être interdit de laisser s'écouler ou de jeter dans les eaux du port des déjections humaines, ainsi que les eaux résiduaires du bateau, à moins de désinfection préalable.

Les bateaux *suspects de choléra* sont soumis aux mesures prescrites sous les numéros 1°, 4°, 5°, 7°, 8° et 9° du présent article.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours, à compter de la date de l'arrivée du bateau. On peut empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour des raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire du port.

Un bateau déclaré infecté ou suspect en raison seulement de l'existence, à bord, de cas présentant les symptômes cliniques du choléra, sera classé comme indemne si deux examens bactériologiques pratiqués à vingt-quatre heures d'intervalle n'ont révélé la présence ni du vibrion cholérique ni d'un autre vibrion suspect.

Les bateaux *indemnes de choléra* sont admis à la libre pratique immédiatement.

L'autorité sanitaire du port d'arrivée peut prescrire à leur sujet les mesures prévues aux numéros 1°, 7°, 8° et 9° du présent article.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à compter de la date d'arrivée du bateau. On peut empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour des raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire.

Art. 61. — Les bateaux *infectés de la fièvre jaune* sont soumis au régime suivant:

1° visite sanitaire;

2° les malades sont débarqués et ceux qui se trouvent dans les cinq premiers jours de la maladie sont isolés, de manière à éviter la contamination des moustiques;

3° les autres personnes qui débarquent sont soumises à une observation ou une surveillance qui ne dépassera pas six jours à compter du moment du débarquement.

Sont exemptes de cette obligation ou de cette surveillance, les personnes qui, justifiant qu'elles ont subi une atteinte antérieure de fièvre jaune, sont immunisées, et celles qui justifient avoir été vaccinées contre la fièvre jaune depuis plus de 10 jours et depuis moins de 6 ans;

4° le bateau sera tenu à 200 mètres au moins de la terre habitée et à une distance des pontons telle qu'elle rende peu probable l'accès des stegomyia;

5° il est procédé à bord à la destruction des moustiques dans toutes les phases de leur évolution, autant que possible avant le déchargement des marchandises. Si le déchargement est fait avant la destruction des moustiques, le personnel chargé de cette besogne sera soumis à une observation ou à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à partir du moment où il aura cessé de travailler au déchargement.

Les bateaux *suspects de fièvre jaune* peuvent être soumis aux mesures prises sous les numéros 1°, 3°, 4° et 5° du présent article.

Toutefois si, le voyage ayant duré moins de six jours, le bateau remplit les conditions spécifiées au dernier alinéa de l'article 58 relatif aux bateaux indemnes, il n'est soumis qu'aux mesures prévues aux numéros 1° et 3° du présent article et à la désinsectisation.

Si trente jours se sont écoulés depuis le départ du bateau du port atteint, et si aucun cas ne s'est produit à bord pendant le voyage, le bateau peut être admis à la libre pratique, sauf désinsectisation préalable, si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

Les bateaux *indemnes de fièvre jaune* sont admis à la libre pratique après visite médicale. Cependant, un bateau considéré comme indemne pourra être soumis à la désinsectisation si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

Art. 62. — Les bateaux qui ont eu, pendant le voyage, ou qui ont au moment de l'arrivée un cas de *typhus exanthématique,* un cas de *rickettsioses graves* ou un cas de *fièvre récurrente à poux* à bord, peuvent être soumis aux mesures suivantes:

1° visite sanitaire;

2° les malades sont immédiatement débarqués, isolés, épouillés;

3° les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire porteuses de poux, ou avoir été exposées à l'infection, sont aussi épouillées et peuvent être soumises à une surveillance dont la durée doit être spécifiée et qui ne doit jamais dépasser quatorze jours, à compter de la date de l'épouillage; en cas de fièvre récurrente à poux, la surveillance ne peut dépasser 8 jours;

4° les literies ayant servi, le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire sont considérés comme contaminés, sont désinsectisés;

5° les parties du bateau qui ont été habitées par des malades et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, sont désinsectisées.

Art. 63. — Les bateaux qui, soit pendant le voyage, soit au moment de l'arrivée, ont eu un cas de *variole* à bord, peuvent être soumis aux mesures suivantes:

1° visite sanitaire;

2° les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

3° les autres personnes qu'il y a lieu de croire avoir été exposées à l'infection à bord et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment protégées par une vaccination ou par une atteinte antérieure de variole, peuvent être soumises, soit à la vaccination ou à la surveillance, soit à la vaccination suivie de surveillance, la durée de la surveillance devant être spécifiée selon les circonstances, mais ne devant jamais dépasser quatorze jours à compter de la date d'arrivée;

un certificat valable de vaccination contre la variole constitue la preuve d'une protection suffisante;

4° les literies ayant récemment servi, le linge sale, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire sont considérés comme ayant été récemment contaminés, sont désinfectés;

5° seules les parties du bateau qui ont été habitées par des varioleux et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, sont désinfectées.

Le bateau est immédiatement admis à la libre pratique. Après le débarquement, des mesures appropriées pourront être prises en vue d'assurer la vaccination et la surveillance des personnes qui ne sont pas protégées par la vaccination et qui arrivent d'un bateau n'ayant pas eu la variole à bord, mais qui ont quitté depuis moins de quatorze jours une circonscription infectée.

Art. 64. — L'autorité sanitaire tiendra compte, pour l'application des mesures indiquées dans les articles 58 à 63:

1° de la présence d'un médecin et

2° de l'existence d'appareils de désinfection (étuves) à bord des bateaux.

En ce qui concerne la peste, l'autorité susdite aura égard également aux mesures effectivement prises en cours de route pour la destruction des rats.

Toutefois, si l'autorité sanitaire le juge utile, la désinfection, la désinsectisation et la dératisation peuvent devoir être faites sous son contrôle.

Art. 65. — *Bateau qui a déjà subi les mesures sanitaires.* — Les autorités sanitaires pourront décider qu'un bateau en provenance d'une circonscription infectée, qui a déjà été l'objet de mesures sanitaires appliquées d'une manière suffisante dans un autre port, ne subira pas une seconde fois ces mesures à l'arrivée, à condition qu'il ne se soit produit depuis ces opérations aucun fait entraînant l'application de mesures sanitaires et que le bateau n'ait pas, depuis lors, fait escale dans une autre circonscription infectée.

Bateau considéré comme n'ayant pas fait escale. — N'est pas considéré comme ayant fait escale dans un port, le bateau qui, sans avoir été en communication avec la terre ferme, débarque seulement les passagers et leurs bagages ainsi que la malle postale. Il en est de même pour le bateau qui, sans avoir été en communication avec la terre ferme, n'a embarqué que la malle postale et des passagers, munis ou non de leurs bagages, mais qui n'ont communiqué ni avec ce port ni avec toute autre circonscription infectée.

S'il s'agit de fièvre jaune, le bateau doit, en outre, s'être tenu éloigné des rives, au moins à 200 mètres, pour empêcher l'invasion des moustiques. Que cette condition ait ou non été remplie, l'autorité sanitaire restera cependant toujours libre de s'assurer qu'il n'existe pas à bord de stegomyia.

Art. 66. — *Certificat délivré au capitaine.* — L'autorité sanitaire qui applique des mesures sanitaires, délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat spécifiant la nature de ces mesures et les raisons pour lesquelles elles ont été appliquées.

Art. 67. — *Certificat délivré aux passagers.* — Les passagers arrivés par un bateau infecté ont la faculté de réclamer de l'autorité sanitaire du port un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles ils ont été soumis ainsi que leurs bagages.

Art. 68. — *Embarquement des passagers d'un port contaminé.* — Toute personne prenant passage à bord d'un bateau, dans un port contaminé, doit être, au moment de l'embarquement, examinée par l'autorité sanitaire du port. L'autorité sanitaire compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement des personnes présentant des symptômes d'une maladie quarantenaire et des objets susceptibles de propager semblable maladie.

Art. 69. — *Mesures à prendre pour empêcher la propagation des maladies quarantenaires.* — L'autorité compétente doit prendre les mesures nécessaires:

1° pour empêcher l'embarquement des marchandises ou objets quelconques qu'elle considérerait comme contaminés et qui n'auraient pas été préalablement désinfectés à terre sous la surveillance de l'autorité sanitaire du port;

2° en cas de peste, pour empêcher l'introduction des rats;

3° en cas de choléra, pour veiller à ce que l'eau potable embarquée soit saine;

4° en cas de fièvre jaune, pour empêcher l'intrusion, à bord, de stegomyia; à cet effet, les bateaux seront maintenus, soit à un minimum de deux cents mètres de la rive, soit au milieu du fleuve ou de la rivière, lorsque la largeur du cours d'eau ne permet pas de respecter la distance précitée;

Les embarcations employées au service entre la terre et le navire en rade doivent être examinées préalablement au point de vue de la présence de stegomyia;

5° en cas de typhus exanthématique ou de fièvre récurrente à poux, pour empêcher l'introduction de poux;

6° en cas de variole, pour que toute personne embarquée soit nouvellement vaccinée, à moins qu'elle ne prouve qu'elle l'a été depuis moins de trois ans.

Art. 70. — Les dispositions prophylactiques applicables à bord d'un navire en cours de voyage sont déterminées aux articles 71 à 76.

Art. 71. — Les lieux d'aisance sont lavés et désinfectés deux fois par jour. Dans les cabines dont les occupants ne se déplacent pas, il est déposé une certaine quantité de substances désinfectantes et des instructions sont données pour leur emploi, qui est obligatoire.

Les caisses d'eau doivent être protégées contre la ponte des moustiques.

Art. 72. — *Isolement des malades.* — Dès qu'apparaissent les premiers signes d'une affection quarantenaire, les malades sont isolés, ainsi que les personnes spécialement désignées pour remplir les fonctions d'infirmier.

Art. 73. — Dans les cabines où se trouvent les malades, s'il y a des lits superposés, ceux du bas sont seuls occupés; les matelas, couvertures, etc. des lits non occupés sont enlevés de la cabine, dans laquelle on ne laisse que les objets strictement indispensables.

Art. 74. — Les déjections des malades sont immédiatement désinfectées. Les vêtements, le linge, les serviettes, draps de lit, couvertures, etc., ayant servi aux malades sont, avant de sortir du local, isolés, immergés dans une solution désinfectante. Les vêtements des infirmiers sont soumis au même traitement avant d'être lavés.

Destruction des objets infectés. — Les objets de peu de valeur infectés ou suspectés sont immédiatement brûlés. Le sol des infirmeries et

des locaux affectés à l'isolement des malades est lavé deux fois par jour à l'aide de solutions désinfectantes.

Art. 75. — *Désinfection des locaux après la maladie.* — Ces locaux ne sont rendus au service courant qu'après lavage complet de toutes leurs parois à l'aide de solutions désinfectantes, après réfection des peintures, ou blanchiment à la chaux chlorurée et désinfection du mobilier. Ils ne reçoivent de nouveaux passagers qu'après avoir été largement ouverts pendant plusieurs jours après ces désinfections.

Art. 76. — *Décès à bord.* — Lorsque la mort d'un malade isolé est dûment constatée, le cadavre doit être inhumé dans les douze heures; les objets de literie à l'usage du malade au moment de son décès sont brûlés.

Art. 77. — En cas de contravention aux dispositions de la présente ordonnance, le commissaire du port et, à son défaut l'autorité territoriale ou l'autorité sanitaire retiendra le bateau dans le port jusqu'à décision des autorités judiciaires compétentes.

Art. 78. — Sur proposition de l'autorité sanitaire, les gouverneurs de province arrêtent pour chaque port, s'il y a lieu, un règlement fixant les mesures appropriées d'exécution de la présente ordonnance.

CHAPITRE VI
POLICE SANITAIRE DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Art. 79. — Les voyages par aéronefs assurant le trafic à l'intérieur du Congo belge sont soumis d'une manière générale à la réglementation sur la police sanitaire du trafic international.

Art. 80. — Les aéronefs ayant transporté une personne atteinte d'une des maladies reprises à l'article 1er de la présente ordonnance pourront être soumis aux mesures de désinfection ou de désinsectisation que l'autorité sanitaire estimera nécessaires. Toutefois, les produits utilisés pour l'application de ces mesures seront de nature à ne pas altérer le fonctionnement des appareils assurant la sécurité du vol.

CHAPITRE VII
SANCTIONS ET PÉNALITÉS

Art. 81. — Est passible d'une servitude pénale ne dépassant pas 2 mois et d'une amende ne dépassant pas 2.000 francs, ou d'une de ces peines seulement, toute infraction à la présente ordonnance.

Toutefois, en cas d'infraction aux articles 17, 20, 21, 23 et 28, la peine de servitude pénale pourra être portée à un an.

Art. 82. — Est punissable des peines édictées à l'article 81, alinéa 1er:

1° quiconque est trouvé accompagné de personnes à son service ou sous ses ordres, non munies du certificat médical dans le cas où ce certificat est requis, ou qui fait circuler des personnes dans les mêmes conditions;

2° tout préposé à la délivrance, au contrôle et au récolement des tickets de voyage, qui ne s'est pas assuré que les voyageurs sont munis du certificat médical régulier et dûment visé au cas où il est requis;

3° tout commandant de bord, chef de gare, entrepreneur de transport ou chef de convoi qui ne veille pas à l'exécution des mesures d'isolement prescrites à l'égard des malades atteints des maladies prévues à l'article premier, dont le transport lui aura été confié;

4° quiconque, en dehors du cas prévu au quatrième alinéa de l'article 16, retire un certificat médical à une personne non atteinte des maladies prévues à l'article premier, ni suspecte de l'être;

5° toute personne qui aidera un malade à se soustraire au traitement qui lui est imposé, soit en coopérant directement à son évasion, ou en la facilitant, soit en lui prêtant son appui pour résister à l'exécution de l'ordre de l'autorité sanitaire, soit de toute autre façon;

6° tout fonctionnaire ou agent territorial qui laisse entrer des voyageurs en région indemne sans exiger leurs certificats médicaux et les visas prévus et sans s'assurer de leur validité;

7° tout individu qui, volontairement et de mauvaise foi, empêche ou tente d'empêcher de se présenter à l'examen médical, sa femme, ses enfants ou d'autres personnes soumises à son autorité.

Art. 83. — Sans préjudice des peines édictées à l'article 81, tout transporteur qui amène de circonscription infectée en région indemne une personne non munie d'un certificat médical, est tenu de la rapatrier à ses frais.

Art. 84. — Toutes personnes, toutes embarcations, tous véhicules ou moyens de transport qui tentent d'enfreindre une consigne sanitaire peuvent, après sommation et sans préjudice des peines prévues, être repoussés de vive force.

Art. 85. — L'ordonnance 74/Hyg. du 10 octobre 1931, telle qu'elle est modifiée à ce jour, est abrogée.

Art. 86. — La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er juillet 1954.

Règlement annexe concernant les mesures a prendre en application de l'ordonnance du 22 juin 1954 n°74-213, relatif a la lutte contre les maladies quarantenaires, épidémiques, endémiques et autres affections transmissibles

A
MALADIES QUARANTENAIRES

CHAPITRE Ier
CHOLÉRA

Dès qu'un cas avéré ou suspect de choléra est signalé, les mesures suivantes doivent être prises:

1° L'isolement du malade doit être immédiat, il doit être imposé même avant confirmation du diagnostic. Il doit être absolu et être réalisé dans un local approprié, protégé contre les mouches.

Cet isolement sera maintenu jusqu'à ce que deux examens bactériologiques des selles du malade, pratiqués à huit jours d'intervalle, aient donné des résultats négatifs; à défaut d'examen bactériologique, l'isolement sera maintenu pendant trois semaines après la guérison.

2° Pour les suspects, les mêmes mesures seront prises que pour les malades; toutefois l'isolement pourra être levé si le diagnostic d'une maladie autre se confirmait.

3° Les contacts, qu'ils soient d'apparence saine ou non, seront isolés pendant cinq jours. Les vêtements seront désinfectés à l'entrée en quarantaine.

4° Les personnes ayant séjourné dans une circonscription infectée ne pourront sortir qu'après avoir subi une quarantaine de cinq jours dans un local surveillé et approprié.

Il pourra être défendu par les autorités sanitaires aux voyageurs se présentant à la circonscription infectée, d'y pénétrer.

5° L'usage des eaux suspectes sera interdit.

Seront prescrites:

1° la fermeture des puits ou conduites d'eau contaminés;

2° la stérilisation des eaux contaminées avant leur déversement;

3° l'ébullition de l'eau alimentaire.

Ces mesures sont applicables aussi à bord des bateaux amarrés dans les ports.

6° La lutte contre les mouches sera faite énergiquement.

7° La désinfection des excréments sera pratiquée au lait de chaux, au sulfate de fer ou de cuivre, ou par tout autre moyen efficace.

8° La désinfection de la chambre du malade, de la literie, du linge, des hardes et des objets qui font partie des bagages du malade sera assurée.

9° On veillera à l'asepsie du personnel qui assiste le malade.

10° Les cadavres seront lavés au sublimé. Les orifices naturels seront bouchés à l'ouate imbibée de sublimé. Le linceul sera trempé dans la même solution.

11° Les latrines, dans toute l'aire épidémique, seront désinfectées ou comblées.

12° Les endroits réservés au lavage du linge seront surveillés.

13° Les marchés, les abattoirs, les débits de viande et de lait seront surveillés.

14° Toutes les eaux, les canaux, les rivières seront surveillés.

15° La surveillance de la propreté des agglomérations et des environs sera renforcée.

16° La vaccination de la population pourra être décidée par l'autorité locale, sur avis de l'autorité sanitaire.

CHAPITRE II
FIÈVRE JAUNE

Dès qu'un cas suspect ou avéré de fièvre jaune est déclaré, les mesures suivantes sont appliquées:

1° L'isolement du malade doit être immédiat, il aura lieu même avant confirmation du diagnostic; cet isolement sera continu et tel que le malade soit à l'abri de toute piqûre de moustique.

2° Pour les suspects, la même mesure sera prise que pour les malades; toutefois, l'isolement pourra être levé si le diagnostic d'une maladie autre se confirmait. Tout malade fiévreux devra être signalé à l'autorité sanitaire.

3° Les contacts, qu'ils soient d'apparence saine ou non, seront isolés et mis à l'abri des piqûres de moustiques, pendant six jours.

4° Les voyageurs ayant séjourné dans une circonscription infectée ne pourront en sortir qu'après avoir subi une quarantaine de six jours dans un local surveillé et à l'abri des moustiques.

Il pourra être défendu par l'autorité sanitaire à des voyageurs se présentant à la limite de la circonscription infectée, d'y pénétrer.

5° Dans la circonscription infectée, il pourra être défendu aux habitants de séjourner entre le coucher et le lever du soleil, dans des lieux généralement accessibles au public. Les personnes que leur profession oblige à séjourner à l'extérieur pendant la nuit, devront se munir de vêtements les protégeant, dans la mesure du possible, des piqûres de moustiques; cette mesure est applicable à l'équipage des bateaux amarrés dans les ports.

6° La destruction des moustiques adultes, de leurs larves et des gîtes possibles, sera pratiquée, dans toute la circonscription infectée.

Les moustiques adultes seront détruits par épandage de produit insecticide ou tout autre procédé efficace, dans l'immeuble occupé par le malade ou le suspect, et dans les immeubles immédiatement voisins.

7° Les habitations en matériaux périssables non étanches dans lesquelles un cas de fièvre jaune a été constaté, seront détruites par le feu.

8° Tout lieu servant ou destiné à servir habituellement au séjour des personnes, entre le coucher et le lever du soleil, sera protégé contre les moustiques, par du treillis métallique.

9° Les locaux sombres pouvant servir de. refuge aux stegomyia et dans lesquels des personnes sont amenées à pénétrer, même pendant la journée, doivent être soumis à la désinsectisation et protégés contre les moustiques.

Cette mesure est applicable aux bateaux amarrés dans les ports.

10° Les véhicules de toute nature, y compris les avions et les embarcations qui auront séjourné dans la circonscription infectée, entre le coucher et le lever du soleil, ne seront admis à pénétrer dans une circonscription saine que sur autorisation de l'autorité sanitaire ou médicale, donnée après désinsectisation par dispersion ou épandage d'insecticide ou par tout autre procédé susceptible de les débarrasser des moustiques adultes.

Cette autorisation ne sera valable que pour les heures s'écoulant, entre le lever et le coucher du soleil, de la journée qui suit immédiatement la désinsectisation et pour autant que le véhicule soit resté à l'abri des moustiques.

Toutefois, cette mesure ne s'applique pas aux véhicules ou parties de véhicules ne pouvant manifestement pas être des gîtes à moustiques, soit à cause de leur construction, soit à cause des marchandises qu'ils transportent.

11° Les marchandises pouvant contenir des moustiques subiront l'opération de la désinsectisation soit avant, soit après chargement sur le véhicule qui doit les transporter.

Les marchandises pouvant attirer des moustiques subiront la désinsectisation après chargement. Les autres dispositions applicables aux véhicules sont applicables aux marchandises.

12° Les véhicules transportant des personnes, des animaux ou des marchandises susceptibles d'attirer les moustiques, seront munis de treillis moustiquaires ou de tout autre dispositif de fermeture leur permettant de traverser la circonscription infectée sans être en danger d'y récolter des moustiques.

13° Toute collection d'eau contenant ou susceptible de contenir des larves de moustiques, dans un rayon d'au moins 150 mètres autour des agglomérations ou maisons isolées de la circonscription infectée, sera supprimée, rendue inoffensive par pétrolage ou tout autre procédé efficace, ou protégée contre la ponte ou l'éclosion des moustiques.

14° Il sera prescrit aux habitants de se mettre à l'abri des piqûres de moustiques, de tuer les moustiques, dans les locaux servant de séjour aux personnes, de détruire ou de rendre inoffensive sur les terrains qu'ils occupent, toute collection d'eau susceptible de servir à la ponte des moustiques.

15° Les mesures édictées par la législation sur l'hygiène des agglomérations urbaines, en vue de détruire les moustiques, seront appliquées de la façon la plus rigoureuse et la plus intensive dans toute la circonscription infectée,

durant la période pendant laquelle la circonscription est déclarée contaminée et jusqu'à l'expiration du 3° mois après la découverte du dernier cas.

16° L'évacuation de la population pourra être décidée par l'autorité locale sur avis de l'autorité sanitaire.

17° L'autorité territoriale, sur avis de l'autorité sanitaire, pourra rendre la vaccination obligatoire dans la circonscription infectée, ainsi que dans les circonscriptions indemnes, soit pour tous les habitants, soit seulement pour certains groupes ou catégories de personnes que désignerait l'autorité sanitaire.

Toute personne vaccinée est munie par l'autorité sanitaire d'un certificat conforme aux prescriptions de l'ordonnance 74-305 du 11 septembre 1952.

Les personnes vaccinées depuis plus de 10 jours et depuis moins de six ans et celles qui, ayant eu une atteinte antérieure de fièvre jaune, sont immunisées et ne seront pas soumises aux mesures quarantenaires prescrites au 4° ci-dessus, ni aux restrictions du 5° ci-dessus.

Elles ne seront pas considérées comme contacts au sens du 3° ci-dessus.

18° Dans une circonscription infectée ou suspecte de l'être, l'autorité médicale pourra examiner tous les malades fiévreux en vue de faire des prélèvements de sang destinés à isoler le virus amaril ou à identifier l'affection par des réactions de laboratoire.

19° Dans toutes les régions où la fièvre jaune existe ou a existé sous une forme cliniquement ou biologiquement reconnaissable, l'autorité territoriale pourra prescrire sous l'autorité sanitaire, l'examen anatomopathologique du foie de toute personne décédée après une affection fébrile d'une durée de dix jours et plus.

CHAPITRE III
PESTE

Dès qu'un cas avéré ou suspect de peste est signalé dans une maison, qu'il s'agisse de la maladie de l'homme ou du rat, les mesures suivantes seront prises:

1° L'isolement des malades, sans attendre la confirmation médicale ou bactériologique du diagnostic. L'isolement doit être absolu et être réalisé dans un local approprié.

2° Pour les suspects, la même mesure sera prise que pour les malades; toutefois, l'isolement pourra être levé si le diagnostic d'une maladie autre se confirmait.

3° Les contacts, qu'ils soient d'apparence saine ou non, seront isolés.

4° Les personnes ayant séjourné dans une circonscription infectée ne pourront en sortir qu'après avoir subi une quarantaine de six jours dans un local surveillé et approprié. Il sera procédé préalablement à la désinfection et à la désinsectisation des vêtements et des bagages.

Il pourra être défendu à des voyageurs qui se présentent à la circonscription infectée de pénétrer dans celle-ci.

5° La destruction des rats et des puces sera pratiquée dans la région contaminée et dans les régions environnantes.

6° La désinfection sera appliquée, avec la plus grande rigueur, à toutes les excrétions et sécrétions du malade, urine, selles diarrhéiques, crachats, à tous les objets qui entourent le malade, les linges, les ustensiles pour les boissons et la nourriture.

7° La maison du malade sera soigneusement désinfectée et désinsectisée.

8° Dans les villages indigènes, en cas d'épidémie, la destruction par le feu de toutes les cases occupées par les pestiférés et les cases contiguës sera ordonnée par l'autorité locale, suivant avis de l'autorité sanitaire. Des précautions, pour empêcher la fuite des rats, seront prises.

9° Les balayures des chambres seront enduites de matière désinfectante, et le transport en sera fait d'après les instructions de l'autorité sanitaire.

10° Les cadavres seront lavés au sublimé et un tampon d'ouate trempé dans cette solution sera placé dans la bouche et dans les narines. Le linceul sera trempé dans la même solution.

11° Les cadavres des rats seront pris avec une pince et immergés dans une solution de savon et de pétrole, ou dans l'eau bouillante.

12° Les trous de rats seront désinfectés à la créoline et seront ensuite bouchés pour empêcher la sortie des puces.

13° Les personnes chargées de donner les soins et celles chargées des désinfections et désinsectisations pourront seules pénétrer près des malades et devront être vaccinées, elles ne pourront prendre aucune boisson ni nourriture dans la chambre du malade; avant de manger, elles devront se laver la figure et les mains avec une solution ou un savon désinfectants.

14° En cas de peste pulmonaire, les personnes chargées des soins et des désinfections devront être munies de masques, lunettes, blouses, bottes et gants.

15° La vaccination des contacts sera pratiquée suivant la décision de l'autorité sanitaire.

16° Dans les grandes agglomérations, les quartiers contaminés seront bien délimités, et s'il y a possibilité, ils seront évacués par la population et entourés d'un cordon sanitaire; la destruction des rats et des insectes sera poursuivie d'après les moyens suggérés par l'autorité sanitaire.

La désinfection de tous les vêtements laissés à la disposition des habitants sera effectuée.

17° Si possible, le transfert de la population infectée, dans un autre village spécialement construit, sera opéré et défense sera faite de communiquer avec les villages voisins.

18° Il sera procédé à la construction d'un lazaret pour pestiférés.

19° Il sera veillé à l'amélioration hygiénique des villages voisins.

CHAPITRE IV
TYPHUS EXANTHÉMATIQUE ET RICKETTSIOSES GRAVES

Dès qu'un cas avéré ou suspect de typhus exanthématique ou de rickettsioses graves est signalé, les mesures suivantes seront prises:

1° L'isolement des malades ou suspects sera immédiatement réalisé.

2° Les contacts seront isolés pendant quatorze jours.

3° Les voyageurs ayant séjourné dans une circonscription infectée ne pourront sortir qu'après avoir subi une quarantaine de quatorze jours, dans un local surveillé et approprié.

4° La destruction des poux sera pratiquée par méthodes efficaces, compte tenu des contingences locales.

5° Si nécessaire, dans le but de détruire les poux, il sera procédé à la désinfection du linge de corps et de la literie du malade et de ceux de son entourage. Malades et contacts seront débarrassés complètement de leurs vêtements, dans une chambre, ils seront rasés et lavés au pétrole, et ensuite habillés avec du linge de rechange propre et stérilisé.

6° Les cheveux et poils seront brûlés.

7° Le linge sera bouilli et stérilisé à l'autoclave.

8° Les cadavres seront lavés avec une solution de savon et de pétrole et le linceul imbibé dans cette solution ou dans une solution insecticide efficace.

9° Au moindre danger d'épidémie, à l'annonce de l'éclosion de la maladie dans un territoire voisin, la recherche de la destruction systématique des poux sera entreprise.

CHAPITRE V
Variola major ET *variola minor*

A. — En tout temps, la vaccination antivariolique peut être imposée par les gouverneurs de province sur avis de l'autorité sanitaire à toute personne résidant sur le territoire de la Colonie et qui n'est pas en possession d'un certificat de vaccination ou de revaccination datant de moins de 3 ans.

B. — En cas d'éclosion de variole dans une agglomération, les mesures suivantes seront pratiquées:

1° Isolement des malades et suspects dans un local spécial protégé contre les mouches jusqu'à la chute de toutes les escarres.

2° Isolement des contacts pendant quatorze jours.

3° Lutte contre les mouches.

4° Désinfection des vêtements, linges, hardes, objets et maisons varioleux.

Les paillotes contaminées seront brûlées.

5° Les vêtements des médecins et infirmières seront désinfectés.

6° Les cadavres seront lavés au sublimé et le linceul sera trempé dans cette solution.

7° La population de la circonscription infectée sera soumise à la vaccination ou à la revaccination.

La même disposition sera prise pour les médecins et infirmières qui soignent les malades.

La vaccination des populations indigènes sera obligatoire.

8° Les villages, camps, prisons, agglomérations et toute collectivité où un cas de variole a été constaté, seront soumis à des mesures de quarantaine pendant quatorze jours.

CHAPITRE VI
FIÈVRE RÉCURRENTE À POUX (À SPIROCHÈTES D'OBERMEYER)

Mesures à prendre:

1° Isolement du malade.

2° Épouillage du malade et des contacts.

3° Désinfection des linges, vêtements et matériel de couchage.

4° Lutte contre les poux dans la région infestée.

B
MALADIES ÉPIDÉMIQUES

CHAPITRE VII
CHARBON BACTÉRIDIEN

Mesures à prendre:

1° En cas de pustule maligne, l'isolement du malade pourra se faire dans une maison ordinaire. En cas de charbon interne, le malade devra être traité au point de vue épidémiologique comme un cas de peste.

2° La désinfection des crachats, des urines, des sécrétions morbides, sera pratiquée en cas de charbon interne ou de charbon externe suivi d'infection généralisée.

3° Le malade sera protégé contre les mouches.

4° La chambre du malade, la literie, le linge seront désinfectés en cas de charbon généralisé ou interne.

5° Le cadavre sera lavé avec une solution de sublimé, la bouche et les narines bouchées avec de l'ouate trempée dans la même solution ainsi que le linceul. Si possible, le cadavre sera entouré de chaux dans le cercueil.

6° Les personnes exposées à être infectées, comme les chiffonniers, les équarisseurs, les mégissiers, seront surveillées et des précautions spéciales leur seront imposées.

Mesures pour les animaux: application des dispositions spéciales sur la police sanitaire des animaux domestiques et intéressant spécialement les affections charbonneuses.

CHAPITRE VIII
DENGUE

Mesures à prendre:

1° Protéger la maison du malade et des suspects, avec de la toile métallique, et le lit avec la moustiquaire.

2° Protéger de la même façon contre les moustiques les personnes exposées à contracter la maladie.

3° Pratiquer la lutte contre les moustiques.

4° En cas d'épidémie revêtant un caractère grave et prenant une grande extension, l'autorité sanitaire peut pratiquer, partiellement ou totalement, les autres mesures prévues pour combattre la fièvre jaune.

CHAPITRE IX
DIPHTÉRIE

Les mesures suivantes seront prises:

1° Isolement du malade dans un local approprié.

2° Isolement des personnes ayant été en contact et des convalescents jusqu'à disparition des bacilles pathogènes.

3° Désinfection des crachats, des selles, du linge et des objets appartenant tant au malade qu'à ceux qui l'assistent.

4° Désinfection de la chambre du malade.

5° Pendant la convalescence, badigeonnage de la bouche, nez et pharynx.

6° En cas d'épidémie dans une agglomération, désinfection des locaux publics, recherche des porteurs de germes, vaccination des enfants à l'anatoxine diphtérique, fermeture des écoles et des locaux publics.

CHAPITRE X
DYSENTERIES BACILLAIRE ET AMIBIENNE

Mesures à prendre:

1° Isolement du malade pendant toute la période de dissémination de germes pathogènes.

2° Application des mesures prévues aux n^{os} 5 et suivants du chapitre 1 (choléra), sauf vaccination de la population.

3° Pour la dysenterie bacillaire, la vaccination pourra être décidée sur avis de l'autorité sanitaire.

4° Les porteurs de kystes dans la dysenterie amibienne devront se soumettre au traitement ambulatoire prescrit par l'autorité sanitaire.

CHAPITRE XI
ENCÉPHALITE LÉTHARGIQUE

Mesures à prendre:

1° Isolement des malades et des suspects. Les contacts seront mis en observation.

2° Les déjections (urines, mucosités nasales, crachats, salives, matières fécales, vomissements) seront désinfectés.

3° Le linge, effets d'habillement et de couchage et les objets ayant appartenu aux malades seront désinfectés.

4° Les malades sortant guéris d'un lazaret seront mis dans un camp d'isolement pendant huit jours.

5° Si la maladie prend une allure épidémique, toute l'agglomération sera soumise à des mesures de quarantaine et de prophylaxie.

6° Toute personne voulant quitter le territoire infecté devra se soumettre à une quarantaine d'une durée de 15 jours.

7° Les personnes approchant les malades pratiqueront la désinfection des mains et des linges et se recouvriront d'un masque.

Les maisons des malades, les logements du lazaret seront désinfectés ou éventuellement détruits par le feu s'ils sont en matériaux provisoires.

CHAPITRE XII
ÉRYSIPÈLE

Les mesures suivantes doivent être prises:

1° Isolement du malade. Cet isolement sera continué pour le convalescent jusqu'à complète disparition des squames.

2° Désinfection des produits de suppuration et de desquamation.

3° Désinfection des locaux, du linge, etc., objets appartenant au malade.

4° Interdiction dans la mesure du possible, aux médecins, aux accoucheuses et aux infirmières de pratiquer la gynécologie et l'obstétrique, pendant la période où ils soignent les malades d'érysipèle.

CHAPITRE XIII
BRUCELLOSES

Mesures à prendre:

1° Désinfecter les urines, les matières fécales du malade. Désinfecter aussi les latrines, la maison, le linge, les objets de literie.

2° Prescrire à la population de faire bouillir le lait.

3° Vacciner le gros et le petit bétail et surveiller l'industrie laitière.

4° Désinfecter le fumier et les étables.

CHAPITRE XIV
FIÈVRE TYPHOÏDE ET FIÈVRES PARATYPHOÏDES

1° Isolement du malade pendant toute la durée.

2° Isolement des porteurs de germes, même s'ils ne présentent pas des symptômes de la maladie.

3° Mesures prévues aux numéros 5 et suivants du chapitre «Choléra».

4° Vaccination de toute la population de l'agglomération si la maladie prend une allure épidémique.

CHAPITRE XV
GRIPPE

Application des mesures indiquées au chapitre X pour l'encéphalite léthargique; il sera prescrit 4 jours de quarantaine au lieu de 15 jours aux personnes qui demanderont de quitter le territoire infecté.

CHAPITRE XVI
MÉNINGITE CÉRÉBRO-SPINALE

1° Application des mesures indiquées au chapitre X pour l'encéphalite léthargique; il sera prescrit 21 jours de quarantaine au lieu de 15 pour les personnes qui demanderont à quitter le territoire infecté.

2° Si la maladie prend une allure épidémique, toute la population de l'agglomération infectée sera soumise à la vaccination.

CHAPITRE XVII
MORVE

Mesures à prendre:

1° Isoler le malade.

2° Désinfecter les sécrétions, le pus et incinérer les pansements.

3° Désinfecter le linge, literies, objets et locaux où le malade a séjourné. Mesures à prendre pour les animaux:

Il sera fait application des dispositions relatives à la police sanitaire des animaux domestiques et concernant spécialement la morve et le farcin.

CHAPITRE XVIII
OREILLONS

Mesures à prendre:

1° Isolement du malade, pendant une période de vingt et un jours selon avis du médecin.

2° Désinfection du linge, locaux, vêtements et objets souillés par le malade.

3° Fermeture des écoles si l'épidémie prend une allure grave et étendue.

CHAPITRE XIX
PNEUMOCOCCIES

Dans le cas où la pneumonie acquiert un caractère épidémique, des précautions toutes spéciales seront prises.

1° Isolement des malades et éventuellement des contacts.

2° Badigeonnage des voies bucco-naso-pharyngiennes comme pour la méningite cérébro-spinale.

3° Dans les exploitations industrielles où plusieurs cas se seront déclarés, si la chose est possible, les dortoirs où sont logés de nombreux travailleurs seront abandonnés et il sera aménagé d'autres logements où ces travailleurs seront hébergés isolément ou par petits groupes.

CHAPITRE XX
POLIOMYÉLITE ANTÉRIEURE AIGUË

Mesures à prendre:

1° Isoler les malades (30 jours).

2° Si la maladie prend une allure épidémique, soumettre toute l'agglomération à des mesures de quarantaine et de prophylaxie.

3° Appliquer les mesures indiquées au chapitre XI pour l'encéphalite léthargique.

CHAPITRE XXI
RAGE

Mesures à prendre:

1° Toute personne mordue par un animal atteint de rage doit être soumise, dans le délai le plus court, au traitement antirabique.

2° Les animaux seront soumis aux mesures prévues par les dispositions sur la police sanitaire des animaux domestiques atteints de rage.

3° Tout animal (chien, chat, etc.) susceptible d'avoir transmis la rage pourra, sur demande de l'autorité sanitaire ou territoriale, être mis en observation pendant 15 jours. Le propriétaire de l'animal subira les frais entraînés par cette observation.

CHAPITRE XXII
ROUGEOLE

Mesures à prendre:

1° Isolement du malade pendant une quinzaine de jours.

2° Désinfection des sécrétions nasales, buccales et oculaires, et des crachats ainsi que les linges du malade et des surveillants.

3° En cas d'épidémie grave ou étendue, fermeture des écoles.

CHAPITRE XXIII
SCARLATINE

Mesures à prendre:

1° Isolement du malade (40 jours) et badigeonnage journalier de la gorge et des fosses nasales.

2° Désinfection en cours de la maladie, du linge et des objets souillés. Après la guérison, désinfection des locaux, vêtements et objets de literie.

3° Pendant la convalescence, badigeonnage du naso-pharynx et désinfection des produits de desquamation.

4° Désinfection de l'école du malade. Interdiction à celui-ci de la fréquenter pendant quarante jours.

5° En cas d'épidémie, fermeture des écoles.

CHAPITRE XXIV
SEPTICÉMIE PUERPÉRALE

Mesures à prendre:

1° Isolement du malade.

2° Désinfection des linges, pansements, instruments et objets souillés.

3° Interdiction, si possible, aux médecins, sages-femmes et infirmières de pratiquer l'obstétrique ou la gynécologie pendant le temps qu'ils soignent ces malades.

CHAPITRE XXV
TRACHOME

1° Traiter le malade et le protéger le plus possible contre les mouches.

2° Pratiquer la désinfection des linges et des objets souillés.

3° Défendre aux malades de quitter la chefferie ou centre infecté.

4° Exclure les malades des écoles et ateliers jusqu'à guérison.

C
MALADIES ENDÉMIQUES

CHAPITRE XXVI
FIÈVRE RÉCURRENTE À TIQUES (FIÈVRE À TIQUES PRODUITE PAR LE SPIROCHÈTE DE DUTTON)

Mesures à prendre:

1°Traiter les malades.

2° Si possible, faire cimenter les parquets et les murs des maisons et obstruer les crevasses et fissures.

3° Détruire, si possible, les cases en matériaux périssables et brûler les huttes infectées par *l'Ornithodorus moubata*.

4° Interdire la construction des maisons non indigènes près des villages infectés.

CHAPITRE XXVII
LÈPRE

Mesures à prendre:

Toute personne reconnue lépreuse par l'autorité sanitaire,

1° dans les grandes agglomérations, sera tenue de suivre le traitement ambulatoire qui sera prescrit, ou sera soumise à l'hospitalisation et à l'isolement, suivant le degré de son affection, pendant le temps qui sera jugé nécessaire par l'autorité sanitaire;

2° dans les agglomérations rurales, sera tenue de se soumettre aux décisions que prendra cette autorité en vue de son traitement ou pour éviter la contagion;

3° l'entrée des lieux publics, marchés, écoles, ateliers est interdite aux lépreux contagieux;

4° les lépreux porteurs de lésions ouvertes ne pourront exercer que les métiers suivants: cordonniers, maçons, travailleurs agricoles.

Dans chaque cas, l'autorité sanitaire pourra autoriser l'exercice d'autres métiers, à condition que ceux-ci ne donnent lieu qu'à des contacts réduits avec les personnes saines.

5° Les lépreux suspects ou en état apparent de guérison pourront exercer les métiers autorisés plus haut et ceux ne donnant lieu qu'à des contacts indirects, tels celui de jardinier.

6° Les professions d'instituteurs, gardes-malades, infirmiers, domestiques de maison ainsi que tous les métiers donnant lieu à un contact direct avec les personnes saines sont défendus, tant aux malades qu'aux suspects.

7° Il est défendu aux lépreux de cohabiter avec des personnes non atteintes de la lèpre en dehors des établissements ou communautés de lépreux.

8° Les enfants sains procréés par les lépreux seront éventuellement tenus éloignés de leurs parents et seront proposés pour la mise sous tutelle de l'État.

9° L'autorité territoriale aura le droit, sur proposition de l'autorité sanitaire, d'ordonner la destruction des objets qui pourraient transmettre la contagion et qui ne pourraient être suffisamment désinfectés.

10° Les cadavres seront recouverts d'un linceul trempé dans une solution de sublimé.

CHAPITRE XXVIII
MALADIE DU SOMMEIL

Mesures à prendre:

1° Il est défendu à tout employeur d'engager un travailleur atteint de trypanosomiase et dont le livret d'identité n'indique pas qu'il est en possession du certificat médical en règle, ou d'un certificat médical valable attestant qu'il se soumet à un traitement régulier imposé par une autorité sanitaire.

Il sera fait exception pour les sociétés qui sont pourvues d'un service médical organisé: dans ce cas, le malade sera repris en traitement par l'autorité médicale de la société et connaissance en sera donnée à l'autorité sanitaire de la circonscription.

Le décès ou la guérison seront signalés à celle-ci.

Le licenciement pour fin de contrat ou pour maladie des travailleurs et employés au service du gouvernement ou de particuliers et atteints de trypanosomiases, qu'ils soient encore en traitement ou dans une période d'attente, sera signalé par l'employeur à l'autorité sanitaire en temps opportun, avant le départ de l'intéressé.

Avant que le malade ne se rende dans une autre circonscription de la Colonie, l'autorité sanitaire peut décider qu'il sera soumis au traitement ou à la surveillance de l'autorité sanitaire de la circonscription de destination et éventuellement des circonscriptions de transit.

Personnes quittant la Colonie:

2° Tout indigène ayant séjourné au Congo belge et quittant la Colonie pour une raison quelconque, est obligé de subir un examen médical au point de vue trypanosomiase.

3° Il sera délivré à tout individu, un certificat médical constatant si l'examen a été négatif ou positif au point de vue trypanosomiase.

Au cas où une personne est reconnue atteinte de la maladie du sommeil, elle recevra une injection stérilisatrice avant son départ ou embarquement. Il sera fait mention de ce traitement sur le certificat délivré.

Débroussaillement:

4° Doivent être débroussaillés: les rives des cours d'eau, lacs et lagunes, le long des établissements résidentiels, industriels ou agricoles des villages indigènes et des plantations, les lavoirs, les prises d'eau, les gués, passages d'eau, points d'amarrage et d'escale des bateaux, les endroits où le bétail s'abreuve, les emplacements des huttes de pêcheurs, les endroits où se prépare le sel indigène au moyen d'herbes aquatiques et tous autres gîtes à tsé-tsé dangereux pour la population de la région.

Les débroussaillements consistent à établir une berge nue de 50 mètres de profondeur aux hautes eaux sur une étendue qui sera dans chaque cas, déterminée sur place par l'autorité sanitaire.

Les hautes herbes seront coupées, la broussaille et les baliveaux battus. Les arbres de plus de cinq mètres de hauteur pourront être conservés provisoirement à condition qu'ils soient distants, les uns des autres, de quinze mètres en tous sens au moins et qu'ils soient ébranchés jusqu'à 4 mètres au-dessus du sol.

Les herbes, les broussailles et les abattis seront rassemblés hors de l'espace dénudé et après dessèchement, brûlés sur place.

Si le cours d'eau a moins de 500 mètres de largeur, la rive opposée, même si elle est inoccupée, doit être également débroussaillée par le propriétaire responsable.

Les travaux de débroussaillement devront être effectués par les occupants du terrain et, à défaut d'occupants, par les propriétaires.

Indépendamment des sanctions prévues par la présente ordonnance, les délinquants seront tenus de payer les frais du débroussaillement que l'autorité ferait effectuer d'office après simple avis, même verbal, resté sans suite immédiate.

Dans les cas particuliers qu'il déterminera, le gouverneur de la province pourra décider, par arrêté motivé, après proposition de l'autorité sanitaire, que les surfaces à débroussailler seront étendues ou diminuées et que les berges débroussaillées pourront être affectées à la culture de plantes non vivaces.

5° Tout établissement qui n'est pas situé le long d'un cours d'eau, lac ou lagune, pourra être requis par l'autorité territoriale, sur la proposition de l'autorité sanitaire, d'effectuer des débroussaillements dans une zone qui sera déterminée par la première de ces autorités.

Les villages indigènes qui se trouvent dans la même situation pourront, dans les mêmes conditions, être requis d'effectuer des débroussaillements sur une étendue supérieure à celle fixée par le décret sur les circonscriptions indigènes. Ces obligations seront exécutées comme il est dit à l'article précédent.

Navigation, pêche, passage ou campements sur ou a proximité des eaux infectées de glossines.

6° La pêche sur les cours d'eau et les lacs désignés, par l'administrateur de territoire, comme infectés par les glossines, ne pourra avoir lieu que moyennant une autorisation accordée par l'autorité sanitaire résidant dans le territoire dont dépendent directement les personnes sollicitant l'autorisation, et, s'il ne s'y trouve pas d'autorité sanitaire, par l'administrateur territorial. L'autorisation est constatée par l'octroi d'un permis de pêche spécial.

Elle ne sera accordée qu'aux personnes exemptes de la maladie du sommeil, elle ne sera valable que dans le territoire où elle est octroyée. Elle pourra être subordonnée à telles conditions qui seront jugées nécessaires par le fonctionnaire qui l'a délivrée; il pourra notamment être spécifié que la pêche n'est permise que sur une section déterminée et à des heures qui seront indiquées. Les embarcations dont il serait fait usage seront numérotées et marquées d'un signe distinctif à décider par l'autorité territoriale. Les bénéficiaires d'un permis spécial de pêche seront tenus de se présenter à un examen de l'autorité sanitaire ou, à son défaut, à l'administrateur territorial au moins une fois tous les deux mois.

Le permis spécial de pêche, valable pour un an, pourra toujours être retiré par l'autorité compétente si le bénéficiaire est reconnu atteint de la maladie du sommeil.

7° Les eaux visées à l'article précédent ne pourront être traversées aux endroits prohibés par les autorités territoriales. Il est interdit de camper à moins de 500 mètres de leurs rives.

8° Dans les cas particuliers qu'il déterminera, le gouverneur de province pourra décider, par arrêté motivé, après proposition de l'autorité sanitaire, que les dispositions des § 6 et 7 seront atténuées ou même suspendues.

Régions atteintes de la maladie du sommeil et régions indemnes.

9° Les administrateurs de territoire procéderont s'il y a lieu à la délimitation entre les régions infectées et les régions indemnes des territoires qu'ils administrent. Cette délimitation sera publiée par voie d'affichage conformément au décret du 16 janvier 1886 et par voie de proclamation dans les chefferies indigènes ou par tout autre moyen utile.

La déclaration portera ses effets à partir du jour de l'affichage.

Les administrateurs de territoire modifieront le tracé des régions délimitées selon les données acquises quant à l'extension ou à la régression de la maladie du sommeil.

Emplacement des nouveaux villages. Postes quelconques. Gîtes d'étapes, Stations. Postes à bois. Écuries. Établis.

10° L'emplacement de nouveaux village, gîtes d'étapes, stations, etc., doit toujours être distant d'un kilomètre au moins de tout cours d'eau, lac ou marais dont la rive n'est pas débroussaillée.

Les écuries, les étables doivent, autant que possible, être installées en dehors des agglomérations à une distance des stations à déterminer par l'administrateur de territoire, d'accord avec l'autorité sanitaire. Dans les endroits fréquentés par les glossines, il est interdit aux détenteurs de gros ou de petit bétail, de porcs, de chevaux, d'ânes et de mulets, de laisser approcher ces animaux à moins de 500 mètres des habitations.

11° La coupe et le débit du bois destiné à alimenter les vapeurs, devront se faire dans la forêt même, loin des rives. Le transport du bois à la rive ne pourra se faire qu'après le coucher du soleil dans les endroits où il existe des tsétsés et où la rive n'a pas été réglementairement déboisée.

Les habitations du personnel doivent être placées le plus loin possible des rives, vers le fond de l'étendue déboisée.

Tout poste existant, dont la situation ne permettrait pas un débroussaillement et un entretien rationnel, devra être immédiatement déplacé. Dispositions spéciales aux entreprises de transport, aux établissements situés en régions infectées.

12° Partout où le besoin en sera reconnu par l'autorité territoriale, les entrepreneurs de transport par chemin de fer, bateau ou autre moyen de locomotion, devront procéder le long des voies, aux alentours des gares, aux points d'embarquement ou de débarquement et, en général, autour de toute installation impliquant la présence des voyageurs ou du personnel de l'exploitation, au débroussaillement des terrains dans la zone qui leur sera indiquée par simple avis émanant de l'autorité territoriale, sur proposition de l'autorité sanitaire.

13° Sur avis donné par l'autorité territoriale, les voitures à voyageurs, les wagons à bétail et autres, circulant en région infectée, doivent être conditionnés de façon à empêcher, autant que possible, l'entrée des mouches.

Les portes devront être maintenues fermées et les baies garnies de treillis métalliques appropriés.

14° La direction de tout établissement résidentiel, industriel, agricole, situé en région où la présence de glossines a été constatée, pourra être requise par l'autorité territoriale d'effectuer les débroussaillements dans la zone indiquée, sur la proposition de l'autorité sanitaire.

CHAPITRE XXIX
TUBERCULOSE HUMAINE

Mesures à prendre:

1° Toute personne non indigène atteinte de tuberculose ouverte en guérison apparente ou suspecte de tuberculose, est autorisée à résider dans la Colonie à condition de se soumettre au moins une fois tous les six mois à l'examen d'un médecin de la Colonie ou d'un médecin agréé.

Elle devra se soumettre pendant tout son séjour aux prescriptions prophylactiques et de désinfections suivantes:

a) En ce qui concerne le logement: nettoyer à l'aide de solutions antiseptiques et aérer le logement qui ne pourra faire corps avec un bâtiment occupé par d'autres; n'autoriser personne, en dehors du conjoint, à dormir dans la même pièce.

b) En ce qui concerne les vêtements et le linge: les stériliser par l'ébullition.

c) En ce qui concerne les sécrétions et les déjections: les recueillir dans des récipients spéciaux contenant de l'acide phénique à 5 % ou du sublimé à 1 % ou du lysol, de la créoline, de l'oxyl ou autre produit semblable à 10 %; brûler les pansements.

d) En ce qui concerne la vaisselle ou les autres objets servant à l'alimentation: les désinfecter à l'eau bouillante.

Lorsque le malade n'observera pas rigoureusement ces prescriptions prophylactiques ou lorsque le médecin jugera que son état nécessite cette mesure, il pourra lui ordonner de séjourner dans un hôpital.

2° Toute personne résidant ou voyageant dans le Congo belge doit, lorsqu'elle est régulièrement requise par convocation d'un médecin agréé ou de tous autres médecins que désigneront par arrêté spécial les gouverneurs de province, subir obligatoirement un examen au point de vue spécial de la tuberculose. Pour les personnes non indigènes, la convocation doit être personnelle; pour les indigènes elle peut être collective.

L'examen à subir comporte tout examen clinique, radiologique et microscopique jugé nécessaire et l'une au moins des réactions à la tuberculose en usage.

3° Toute personne non indigène trouvée atteinte de tuberculose ouverte ou évolutive, bien que non apparemment bacillifère, sera, au cours de ces examens, soumise au traitement ou hospitalisée dans un hôpital, sanatorium, établissement d'observation; elle devra se soumettre à toutes les prescriptions visées au n°1.

4° Tout indigène atteint de tuberculose ouverte ou évolutive bien que non apparemment bacillifère, doit être hospitalisé.

5° Tout indigène s'étant expatrié pour n'importe quelle période de temps, doit en rentrant dans le pays, se soumettre dans les 48 heures, à un examen à faire par l'autorité sanitaire la plus proche. S'il est indemne de tuberculose ouverte ou évolutive bien que non apparemment bacillifère, celle-ci lui délivrera un certificat le constatant.

Le certificat médical devra être exhibé à toute réquisition d'une autorité sanitaire.

6° Toute personne non indigène atteinte de tuberculose ouverte ou évolutive, bien que non apparemment bacillifère est tenue d'informer le médecin provincial de tout changement de résidence définitif ou temporaire à l'intérieur de la Colonie. Le médecin provincial signalera l'établissement ou le passage du malade aux autorités sanitaires utiles.

7° Les indigènes suspects de tuberculose ou en guérison apparente qui voudraient rentrer dans leur région d'origine, peuvent y être autorisés. Ils devront ensuite se fixer dans un endroit qui leur sera assigné par le médecin du territoire de leur contrée d'origine et se soumettre aux prescriptions prévues au n°1 du présent chapitre. Dans le cas où un médecin autoriserait un tuberculeux suspect à résider dans un autre territoire, il devra aviser le médecin dirigeant le service médical de ce territoire et le médecin du territoire dans lequel il a sa résidence.

8° Les indigènes suspects de tuberculose et les indigènes tuberculeux en état de guérison apparente, seront soumis à des examens périodiques.

Si la maladie reprenait le caractère de tuberculose ouverte ou de tuberculose évolutive, bien que non apparemment bacilifère, ils auraient à se soumettre aux mesures prévues au n°4 du présent chapitre.

9° Toute autorité sanitaire ainsi que tout médecin étranger au gouvernement qui constatent un cas de tuberculose ouverte ou évolutive, soit par examen clinique, soit par réactions diverses, soit par autopsie, sont tenus d'envoyer le plus tôt possible une déclaration écrite au médecin de la Colonie le plus proche. Chaque rapport ne portera que sur un tuberculeux.

Tout décès de tuberculeux sera renseigné au médecin hygiéniste.

10° Le médecin traitant doit déclarer, dès qu'elle a lieu, la guérison apparente de toute personne ayant été atteinte de tuberculose ouverte ou évolutive.

11° Tous les rapports, archives et registres concernant les tuberculeux sont confidentiels et ne peuvent être consultés que par les médecins du gouvernement ou les médecins agréés.

12° Si la santé publique est menacée par la présence dans les troupeaux d'animaux tuberculeux, il y a lieu d'appliquer les mesures prévues en cas de tuberculose par la législation sur la police sanitaire des animaux domestiques et la législation sur la fabrication et le commerce des denrées alimentaires (spécialement des produits de l'industrie laitière).

13° Lorsqu'un tuberculeux change d'habitation ou lorsqu'il meurt, le médecin traitant ou le propriétaire, ou les personnes occupant la maison qu'il habitait, ou l'employeur, doivent en rendre compte au médecin du gouvernement ou à l'autorité territoriale dans les vingt-quatre heures, et le local où il a vécu ne pourra être occupé avant qu'il n'ait été nettoyé et désinfecté.

Les paillotes et maisons en pisé seront détruites par le feu; les autres habitations seront désinfectées par un lavage des parois à l'aide de solution antiseptique: acide phénique à 5 %, sublimé à 1 %, lysol, créoline, oxyl ou autre produit semblable à 10 % ou chlorure de chaux.

14° Les vêtements et objets d'usage habituel (linge, vaisselle, pipes, instruments de musique à vent, etc.) appartenant à un tuberculeux ne pourront être vendus ni cédés ni remis aux héritiers, qu'après désinfection.

15° Dans les maisons de détention et dans les hôpitaux, les malades atteints de tuberculose ouverte doivent être isolés.

Chaque fois qu'une cellule ou une chambre aura été occupée par un tuberculeux, les désinfections nécessaires devront être opérées dès la sortie du malade.

Il en sera de même des cabines d'avions, de steamer, des wagons de chemin de fer, des chambres d'hôtel et de toute habitation qui aura été occupée par un malade atteint de tuberculose ouverte.

16° Les personnes atteintes de la tuberculose ouverte ou en état évolutif, bien que non apparemment bacillifère, ne pourront, pendant leur résidence dans les hôpitaux, lazarets, camps de ségrégation, exercer que les métiers suivants: cordonnier, maçon, travailleur agricole ou autres métiers autorisés par le médecin, ne donnant pas lieu à des contacts directs.

Les tuberculeux suspects ou en état apparent de guérison pourront exercer les métiers permis ainsi que ceux donnant lieu à des contacts indirects, tels que celui de jardinier.

17° Les professions d'instituteurs, gardes-malades, infirmiers, boys de maison, ainsi que tout métier donnant lieu à un contact direct avec les personnes saines sont défendues à tous les suspects, en apparence de guérison, tuberculeux ouverts ou en état évolutif bien que non apparemment bacillifères.

18° Les enfants atteints de tuberculose ouverte ou évolutive, même non apparemment bacillifère ne peuvent fréquenter l'école.

19° Les médecins du gouvernement peuvent inspecter n'importe quelle maison, s'ils ont des raisons de croire qu'elle est habitée par un tuberculeux ou qu'elle l'a été, et examiner tous ses habitants au point de vue de la tuberculose; ils peuvent soumettre les locaux à la désinfection.

CHAPITRE XXX

MALADIES VÉNÉRIENNES AUX STADES CONTAGIEUX

Mesures à prendre:

1° Toute personne atteinte d'une maladie vénérienne, à la période de contagiosité, est tenue d'observer les prescriptions suivantes:

a) elle devra se présenter dans le plus bref délai possible, devant une autorité sanitaire et subir le traitement qui lui sera imposé, aussi longtemps qu'il existe des symptômes de contagiosité ou qu'il y a lieu de craindre la réapparition prochaine de tels symptômes;

b) elle devra résider pendant toute cette période à l'endroit qui lui sera fixé et éventuellement entrer en traitement dans un hôpital;

c) si une personne se trouve, pour des raisons spéciales, dans l'impossibilité de se présenter personnellement à un médecin, elle devra prévenir ce médecin par écrit sans retard;

d) en cas de changement autorisé de résidence, elle sera recommandée par celui qui la traite à un médecin de la nouvelle résidence. Si parmi ces médecins le malade a une préférence, le choix lui sera laissé; le médecin traitant enverra au médecin choisi par le malade, dans la nouvelle résidence, un bulletin de traitement du modèle en usage sous pli confidentiel recommandé.

2° Toute autorité sanitaire qui constate une maladie vénérienne est tenue de:

a) assigner au malade une résidence où celui-ci trouvera les soins médicaux qu'il doit obligatoirement recevoir;

b) envoyer au malade qui lui aurait fait la déclaration par écrit, faute de pouvoir se déplacer, les instructions provisoires nécessaires et les médicaments usuels, à moins que le malade ne soit notoirement illettré.

3° L'autorité sanitaire est tenue de signaler au médecin chef du service médical local, qui saisira l'autorité judiciaire, tout malade qui se soustrait volontairement au traitement impose. Sans préjudice des peines prévues en la matière, le médecin pourra ordonner l'isolement du malade et même son hospitalisation; les frais de ces mesures seront à charge du malade.

4° Lorsqu'un malade sera considéré comme n'étant plus contagieux et qu'il n'y aura plus à craindre l'apparition des symptômes de contagiosité, l'autorité sanitaire qui l'aura soigné en dernier lieu lui délivrera un certificat de guérison apparente. S'il y a lieu de craindre la réapparition des symptômes contagieux, il pourra être prescrit au malade de se présenter à une date déterminée à la même autorité ou à toute autre autorité sanitaire de l'endroit où il aura fixé sa nouvelle résidence. Dans ce cas, le malade devra prévenir le médecin traitant de ses déplacements successifs dans la Colonie et le médecin traitant préviendra en lui transmettant la fiche de traitement, le médecin de la résidence où le malade se rendra.

5° Ces droits et devoirs ne pourront être exercés vis-à-vis des personnes non indigènes, que par les médecins du gouvernement ou les médecins agréés.

CHAPITRE XXXI

PIAN AU STADE CONTAGIEUX

Mesures à prendre:

1° Toute personne atteinte du pian contagieux, est tenue de se présenter dans le plus bref délai possible, devant une autorité sanitaire et de subir le traitement qui lui sera imposé pendant la période qui sera jugée nécessaire.

Elle devra résider, pendant toute cette période, à l'endroit qui lui sera assigné et, éventuellement entrer en traitement dans une formation hospitalière, si le médecin juge que son cas exige cette mesure.

En cas de changement autorisé de résidence, elle sera recommandée par celle qui la traite, à l'autorité sanitaire de la nouvelle résidence. Cette autorité enverra, sous pli recommandé, à l'autorité sanitaire de la nouvelle résidence, un bulletin de traitement du modèle en usage.

2° Toute autorité sanitaire qui constate un cas de pian est tenue d'assigner au malade une résidence où celui-ci trouvera les soins médicaux qu'il doit obligatoirement recevoir.

3° Lorsque le malade sera considéré comme n'étant plus contagieux et que l'apparition de symptômes contagieux ne sera plus à craindre, l'autorité sanitaire qui l'aura soigné en dernier lieu lui délivrera un certificat.

4° Si l'autorité sanitaire a lieu de craindre la réapparition des symptômes contagieux, elle peut prescrire au malade de se présenter, à une date déterminée, à elle-même ou à toute autre autorité sanitaire de l'endroit où il aura fixé sa nouvelle résidence.

5° Ces droits et devoirs ne pourront être exercés vis-à-vis des personnes non indigènes que par les médecins du gouvernement ou les médecins agréés.

D

AUTRES MALADIES

CHAPITRE XXXII

BILHARZIOSE

Mesures à prendre:

1° Traitement obligatoire des malades.

2° Interdiction à tout individu d'approcher les cours d'eau, les mares, les lacs et de s'y baigner lorsqu'ils ont été infectés par les cercaires.

3° Si possible, désinfection des mares à la chaux ou au sulfate de cuivre.

CHAPITRE XXXIII

GALES - TEIGNES

Mesures à prendre:

1° Traitement obligatoire.

2° Éloignement des malades, des écoles, des ateliers, jusqu'à guérison.

CHAPITRE XXXIV

KALA-AZAR ET AUTRES LEISHMANIOSES

Mesures à prendre:

1° Isolement du malade.

2° Traitement obligatoire.

3° Désinfection des literies.

4° Lutte contre les punaises, puces et phlébotomes.

5° Surveillance des chiens, abattage des chiens malades.

E

LES AFFECTIONS CARENTIELLES EN GÉNÉRAL

CHAPITRE XXXV

Mesures à prendre:

1° Toute personne atteinte d'une des affections carentielles définies par décision du commissaire de district, comme prévu à l'article 7, est tenue de se présenter dans le plus bref délai devant les autorités afin d'y subir un examen et un traitement imposé pendant la période jugée nécessaire par l'autorité sanitaire.

2° L'autorité sanitaire peut désigner aux malades une résidence ou éventuellement leur imposer le séjour dans une formation hospitalière pendant toute la durée du traitement.

3° La déclaration de l'affection en cause est obligatoire pour les parents, conjoints, tuteurs légaux ou coutumiers des malades.

CHAPITRE XXXVI

BÉRI-BÉRI

Mesures à prendre:

1° La ration des habitants des camps, prisons, hôpitaux, écoles, sera modifiée; le riz dans la mesure du possible sera remplacé par la farine, des graines, huiles, haricots et plus spécialement par des légumes frais.

2° Les habitants des camps, prisons, hôpitaux, écoles, parmi lesquels des cas de béri-béri auront été constatés devront être, pour autant que possible, déplacés et envoyés dans une autre région plus favorable au point de vue ravitaillement en vivres frais.

3° L'hygiène des camps, prisons, hôpitaux, etc., devra être plus particulièrement surveillée, les maisons ventilées et aérées, les différents camps éloignés l'un de l'autre.

1er juin 1960. – DÉCRET . – Importation de substances émettrices de radiations ionisantes. – Réglementation. (*M.C.*, 1960, p. 2186)

Art. 1er. — L'importation au Congo belge de substances émettrices de radiations ionisantes est soumise à l'autorisation préalable du médecin en chef ou son délégué.

Art. 2. — La demande d'importation mentionnera notamment le nom de l'importateur ou sa raison sociale, la nature chimique du produit et son activité exprimée en curies ou millicuries, la nature de son emballage, l'utilisation à laquelle il est destiné, les qualifications de l'utilisateur.

Le médecin en chef ou son délégué pourra toutefois demander tous renseignements complémentaires qu'il jugerait utiles pour s'éclairer sur le degré de sécurité avec lequel le produit demandé sera utilisé.

Art. 3. — L'octroi de l'autorisation d'importation est subordonné au respect des directives que le médecin en chef ou son délégué jugerait bon de prescrire dans l'intérêt de la santé publique.

Art. 4. — Les infractions à la présente ordonnance législative seront punies d'une peine de servitude pénale de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 200 à 10.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 5. — La présente ordonnance législative, applicable au Congo belge entrera en vigueur le jour de sa publication.

1er juin 1960. – DÉCRET . – Déclaration des stocks de substances émettant des radiations ionisantes. (*M.C.*, 1960, p. 2187)

Art. 1er. — Les détenteurs de substances émettant des radiations ionisantes doivent, dans un délai de deux mois à dater de la publication de la présente ordonnance législative, en faire la déclaration au médecin en chef ou son délégué.

Art. 2. — Cette déclaration devra spécifier la nature chimique du produit et l'activité de ce produit exprimée en curies ou millicuries.

Art. 3. — Sont dispensées de cette déclaration, en ce qui concerne leur production minière, les exploitations industrielles extrayant du sol des minerais radioactifs.

Art. 4. — Les infractions à la présente ordonnance législative seront punies d'une peine de servitude pénale de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 200 à 10.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 5. — La présente ordonnance législative, applicable au Congo belge, entrera en vigueur le jour de sa publication.

---

6 septembre 1978. – ORDONNANCE 78-386 portant création d'un Centre national de planification de la nutrition humaine. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 31)

Art. 1er. — Il est créé un organe administratif dénommé «Centre national de planification de la nutrition humaine». Ce Centre jouit de l'autonomie financière.

Il est placé sous l'autorité du commissaire d'État ayant dans ses attributions la santé publique.

Art. 2. — Le Centre national de planification de la nutrition humaine a pour but:

1) l'harmonisation et la coordination entre les départements et les organismes intéressés à la solution des problèmes de nutrition;

2) la programmation des activités nutritionnelles, la revalorisation des aliments locaux. La réhabilitation des malnutris par des interventions spécifiques et le contrôle permanent de la situation nutritionnelle du pays;

3) la centralisation et l'organisation de la circulation de l'information en matière de nutrition;

4) le contrôle de la réalisation des activités nutritionnelles programmées;

5) l'émission des avis et la formulation des propositions dans le domaine nutritionnel, pour le compte du Conseil exécutif;

6) la réalisation d'études relatives à la nutrition et traitement de diverses autres questions nutritionnelles, qui n'entrent pas dans la sphère des compétences des autres services du département de la Santé.

Art. 3. — Le Centre national de planification de la nutrition humaine est dirigé par un comité de gestion de cinq membres dont:

• un représentant du département de la Santé publique, qui en préside les débats;

• le directeur du Centre national de planification de la nutrition humaine;

• un représentant de l'A.I.D.;

• un représentant de l'UNICEF;

• un représentant de l'O.M.S.

Leur mandat est gratuit.

Art. 4. — La gestion journalière du Centre national de planification de la nutrition humaine est confiée à un directeur, nommé par le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, pré-

sident de la République, sur proposition du commissaire d'État à la Santé publique.

Art. 5. — La rémunération et les avantages accessoires dont bénéficie le directeur du Centre national de planification de la nutrition humaine, sont fixés par le président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 6. — L'organisation et le fonctionnement des services du Centre national de planification de la nutrition humaine sont déterminés par voie d'arrêté du commissaire d'État à la Santé publique.

Art. 7. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

21 avril 1980. – ORDONNANCE 80-111 modifiant et complétant l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services publics de l'État, y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1980, p. 36)

Art. 1er. — L'organisation et le cadre organique des services visés à l'article 1er de l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 sont fixés pour le département de la Santé publique par le tableau en annexe de la présente ordonnance.

Art. 2. — Le commissaire d'État à la Santé publique et le président de la commission permanente de l'administration publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe Ire
Organigramme du département de la Santé publique

1. ADMINSTRATION CENTRALE

A. Secrétariat général

• 1 secrétaire d'État assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

2. DIVISION UNIQUE DU SECRETARIAT GENERAL

1er bureau: secrétariat du département

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 4 agents auxiliaires de 1re classe;

– 2 huissiers.

2e bureau: information, relations publiques et missions

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de 2e classe;

– 4 agents de bureau de 1re classe;

– 1 huissier.

3e bureau: gestion des crédits et intendance

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 2 agents auxiliaires de 1re classe;

– 7 huissiers.

4e bureau: planification et coordination, centralisation des rapports et statistiques, coordination des activités en matière de santé publique

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

B. DIRECTIONS

1re DIRECTION

SERVICE GENERAUX

• 1 directeur assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1re DIVISION:

Gestion du personnel

• 1 chef de division assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Recrutement des nationaux, concours et formation, pensions, rentes, révocations, réintégrations.

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 3 agents auxiliaires de 1re classe;

– 1 huissier

2e BUREAU:

Allocations familiales, mouvements des effectifs, congés, mutations, fichier du personnel, classement des dossiers.

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Personnel étranger et dossiers médicaux confidentiels

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

2e DIVISION:

Comptabilité budget

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Élaboration et contrôle du budget

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Économat, transports

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

3e DIVISION:

Législation sanitaire

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Organisation administrative, réglementation juridique et administrative, vérification des titres donnant droit à l'exercice de l'art de guérir, projet de textes légaux

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Agréation et convention, bibliothèque, documentation

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e DIRECTION:

SERVICES PHARMACEUTIQUES ET LABORATOIRES

• 1 directeur assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1re DIVISION:

Inspection et législation

• 1 chef de division assisté de:

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Inspection pharmaceutique

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Législation et réglementation

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Certificat des médicaments et nomenclature nationale

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

2e DIVISION:

Contrôle de l'approvisionnement, distribution et tarification

• 1 chef de division assisté de:

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Statistiques et contrôle général de l'approvisionnement

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Tarification.

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

3e DIVISION:

Laboratoire national de contrôle de médicaments

• 1 chef de division assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 2 huissiers.

1er BUREAU:

Plantes médicamentales

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Essai physico-chimique

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 3 agents auxiliaires de 1re classe;

– 3 huissiers.

3e BUREAU:

Essais biologiques

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 3 huissiers.

4e DIVISION:

Laboratoires

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Organisation, inspection et contrôle

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Approvisionnement

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Standardisation, des méthodes et du matériel

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

4e BUREAU:

Transfusion sanguine et banque du sang

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 2 agents auxiliaires de 1re classe;

– 2 agents auxiliaires de 2e classe;

– 1 huissier.

3e DIRECTION:

EPIDEMIOLOGIE ET MEDECINE PREVENTIVE

• 1 directeur assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1re DIVISION:

Epidémiologie

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Police sanitaire

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 2 agents auxiliaires de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Maladies épidémiques

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe (médecin épid.);

– 4 agents de bureau de 1re classe (agents techniques);

– 4 agents auxiliaires de 1re classe (agents techniques);

– 2 huissiers.

2e DIVISION:

Grandes endémies

• 1 chef de division assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Lèpre

• 1 chef de bureau secondé par:

– 3 attachés de bureau de 1re classe (médecins);

– 3 agents auxiliaires de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Tuberculose

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 3 agents auxiliaires de 1re classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Trypanosomiase

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 3 agents auxiliaires de 1re classe;

– 1 huissier.

4e BUREAU:

Paludisme

• 1 chef de bureau secondé par:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 3 agents auxiliaires de 1re classe;

– 1 huissier.

5e BUREAU:

Autres grandes endémies

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 4 agents auxiliaires de 1re classe;

– 2 huissiers.

3e DIVISION:

Médecine préventive

• 1 chef de division assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Education sanitaire

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Médecine scolaire

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Médecine occupationnelle

• 1 chef de bureau assisté de:

– 3 attachés de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

4e BUREAU:

Nutrition

– 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

4e DIRECTION:

SERVICE DES HOPITAUX ET SANTE DE BASE

• 1 directeur assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1re DIVISION:

Hôpitaux et dispensaires

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Inventaire, équipement et statistiques

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 3 agents de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Réglementation et inspection

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Normalisation et fonctionnement

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

2e DIVISION:

Santé de base

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Santé mère et enfant

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Développement centres de santé

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Médecine traditionnelle

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

3e DIVISION:

Médecine sociale

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Assistance sociale

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Médecine mentale

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

5e DIRECTION:

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE MEDICAL ET PARAMEDICAL

• 1 directeur assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

II) SERVICE INFORMATIQUE

• 1 chef de bureau assisté de:

– 3 attachés de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

1re DIVISION:

Administration des instituts techniques médicaux

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Administration, organisation et fonctionnement des instituts techniques médicaux, relation avec les régions/personnel

• 1 chef de bureau assisté de:

– 3 agents de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Budget et comptabilité, équipement des instituts techniques médicaux,

• 1 chef de bureau assisté de:

– 3 agents de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

2e DIVISION:

Planification, coordination et programmation de la formation du personnel de santé

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Établissement des programmes, planification et coordination

• 1 chef de bureau assisté de:

– 3 attachés de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Bureau pédagogique

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

3e DIVISION:

Inspection administrative, technique et pédagogique des I.T.M. Agréation, enregistrement, entérinement et équivalence des titres, statistiques, documentation et archives

• 1 chef de division assisté de:

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 huissier.

1er BUREAU:

Inspection, agréation des I.T.M., évaluation

• 1 chef de bureau assisté de:

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

2e BUREAU:

Enregistrement et entérinement des titres, développement du personnel de santé, éducation permanente

• 1 chef de bureau assisté de:

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

3e BUREAU:

Statistiques, archives et documentation

• 1 chef de bureau assisté de:

– 3 agents de bureau de 1re classe;

– 1 huissier.

24 novembre 1999. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN.S./023/PK/99 portant création du Centre national de transfusion sanguine en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Santé*)

*TITRE I^er^*
DE LA CRÉATION ET DE L'OBJET

Art. 1^er^. — Il est créé en République démocratique du Congo, un établissement public dénommé Centre national de transfusion sanguine placé sous la tutelle du ministère de la Santé émargeant au budget annexe de l'État et doté de l'autonomie de gestion.

Des ressources additionnelles seront constituées par des dons et des legs.

TITRE II
DE LA MISSION

Art. 2. — Le Centre national de transfusion sanguine est chargé de:

1. l'exécution de la politique nationale de la transfusion sanguine;

2. la coordination des activités transfusionnelles sur l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo;

3. la mobilisation des ressources matérielles indispensables auprès des partenaires internationaux, et la coordination de leur affectation pour la transfusion sanguine en RDC.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 3. — Le Centre national de transfusion sanguine comprend:

1. un conseil national du sang;

2. un comité de pilotage;

3. un comité de direction;

4. un comité mixte de suivi des ressources;

5. les conseils provinciaux du sang.

Du conseil national du sang

Art. 4. — Le centre national du sang, organe suprême du Centre national de transfusion sanguine, est chargé d'assister le ministère de la Santé, président du conseil, dans toutes les questions relatives à la transfusion sanguine. À ce titre, il est chargé de:

1. l'orientation de la politique nationale de la transfusion sanguine;

2. déterminer les relations devant exister entre les différentes structures partenaires impliquées dans la transfusion sanguine.

Art. 5. — Le conseil national du sang est composé du ministre de la Santé, président du conseil, des membres du comité de pilotage, des membres du comité de direction et des membres invités par le ministère de la Santé sur proposition du Centre national de transfusion sanguine ainsi que des représentants des différents partenaires internationaux et nationaux.

Il est l'organe de décision sur la politique nationale.

Art. 6. — Le conseil national du sang se réunit une fois par an, sur convocation de son président, et en cas de besoin. Les réunions du conseil national du sang sont présidées par le ministre ou son représentant.

À la demande de son président, le conseil national du sang peut entendre à titre de consultant, toute personne morale ou physique susceptible de l'aider dans ses travaux. Le secrétariat du conseil national du sang est assuré par le directeur du Centre national de transfusion sanguine.

Du comité de pilotage

Art. 7. — Le comité de pilotage joue le rôle du conseil d'administration du Centre national de transfusion sanguine. Il est composé de:

• un représentant du ministère de la Santé, président du comité de pilotage;

• le directeur national;

• l'administrateur;

• le coordonnateur technique;

• les bailleurs de fonds qui supportent le Centre national de transfusion sanguine (ONUSID, OMS, GTZ, etc.).

Son rôle est d'approuver des différents projets du Centre national de transfusion sanguine et les demandes de fonds y relatifs, les nominations proposées par le comité de direction, ainsi que les rapports financiers.

Il délègue certaines de ses attributions au comité de direction.

Du comité de direction

Art. 8. — Le comité de direction comprend:

1. un directeur national;

2. un administrateur;

3. un coordinateur technique;

4. un responsable de l'assurance-qualité;

5. un responsable du laboratoire et de formation;

6. un conseiller technique représentant les différents bailleurs de fonds.

Art. 9. — Le comité de direction du Centre national de transfusions sanguine est placé sous l'autorité du ministère de la Santé.

Il se réunit deux fois par mois sous la présidence du directeur national.

Le directeur national est l'animateur principal de la structure administrative et financière du Centre national de transfusion sanguine.

À ce titre, il préside les réunions du comité de direction; il procède au recrutement du personnel administratif et technique.

Le comité de direction fait rapport au comité de pilotage.

Art. 10. — Le directeur national, l'administrateur et le coordonnateur technique cités dans l'article 7 sont nommés par décision du ministre de la Santé, sur proposition du comité de pilotage; les responsables nationaux sont des agents de l'État.

Leur statut sera réglé entre le ministre de la Santé et son collègue de la Fonction publique.

Art. 11. — Le règlement d'ordre intérieur approuvé par le ministre de la Santé fixe le fonctionnement et l'organisation du comité de direction et du comité de pilotage.

Du comité mixte de suivi des ressources

Art. 12. — Le comité mixte de suivi des ressources est chargé:

de la coordination et de la recherche des moyens matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre de la politique nationale de transfusion sanguine.

Il est composé de:

1. représentants du ministère du Plan;

2. représentants du ministère de la Coopération internationale;

3. représentants du ministère des Finances;

4. représentants du ministère de la Santé;

5. le comité de direction;

6. les représentants des différents bailleurs de fonds.

Le comité mixte se réunit au moins une fois par trimestre.

Il fait rapport au comité de pilotage.

Des conseils provinciaux

Art. 13. — Le conseil provincial est chargé d'appliquer toutes les directives provenant du Centre national de transfusion sanguine au niveau provincial sous la tutelle de l'inspection médicale provinciale. Il organise un comité provincial de transfusion sanguine, organe de concertation qui rassemble les principaux partenaires opérationnels de la transfusion sanguine dans sa zone d'influence.

Les conseils provinciaux font un rapport trimestriel au comité de direction.

Art. 14. — Sont abrogées toutes les disposition antérieures contraires au présent arêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 15. — Le secrétaire général à la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

16 mars 2000. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 003/CAB/MIN/AGRI.EL/2000 portant création du Comité technique de coordination du programme spécial pour la sécurité alimentaire. (*Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage*)

Art. 1er. — Il est créé un comité technique de coordination du programme spécial pour la sécurité alimentaire. Le comité travaille sous l'autorité du Comité national de sécurité alimentaire.

Art. 2. — Le Comité technique de coordination du programme spécial pour la sécurité alimentaire est chargé de:

• assurer le secrétariat du Comité national de sécurité alimentaire;

• assurer l'administration du Programme spécial de sécurité alimentaire;

• accomplir toute autre tâche que lui fixera le Comité national de sécurité alimentaire.

Art. 3. — Le Comité technique de coordination comprend:

• un coordinateur national;

• le directeur de la production et protection des végétaux (DPPV);

• le directeur du Système d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition (SISAN);

• le directeur de la production et santé animale (DPSA);

• le directeur du Service national de vulgarisation (SNV);

• le directeur du Service national d'appui au développement de l'horticulture urbaine et péri-urbaine (SENAHUP);

• le directeur de génie rural (DGR);

• un directeur du ministère des Affaires foncières; Environnement, Conservation de la nature, Pêche et Forest;

• un directeur du ministère des Finances et Budget;

• un directeur du ministère du Plan et Commerce.

Le coordonnateur national est désigné par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage auprès de qui il répond.

Art. 4. — Le coordonnateur national convoque et dirige les réunions du comité technique de coordination. Il en fait chaque fois rapport au ministre de l'Agriculture et de l'Élevage.

Art. 5. — Il peut être créé des comités régionaux de coordination du programme spécial pour la sécurité alimentaire. Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en désigne les membres.

Art. 6. — Sont abrogés, les alinéas 2° et 3° de l'article 4 de l'arrêté ministériel 001/CAB/MIN/AGRI.EL/99 du 7 janvier 1999.

Art. 7. — Les secrétaires généraux à l'Agriculture et au Développement rural sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/VSS/005/2001 portant création et organisation du programme national de la santé bucco-dentaire en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Santé publique*)

*TITRE I^er^*

DE LA CRÉATION

Art. 1^er^. — Il est créé, au sein du ministère de la Santé, le programme national de la santé bucco-dentaire, P.S.B.D., en sigle.

TITRE II

DE LA MISSION

Art. 2. — Le programme national de la santé bucco-dentaire a pour mission la mise en place et le développement d'un plan global de la santé bucco-dentaire en République démocratique du Congo.

Il est chargé de:

a) la conception, la définition et l'orientation de la politique nationale en matière de santé bucco-dentaire;

b) l'exécution, le suivi et l'évaluation de la politique nationale de la santé bucco-dentaire;

c) la coordination de toutes les activités nationales inhérentes à la politique de contrôle et de prévention des affections bucco-dentaires.

TITRE III

DES ORGANES

Art. 3. — Les organes du programme national de la santé bucco-dentaire (P.N.S.B.D.) sont:

1. le conseil de gestion;

2. le comité de direction;

3. le directeur.

Art. 4. — Du rôle et de la composition.

1. Le conseil de gestion:

a) définit les objectifs, fixe les orientations et évalue les actions menées par le P.N.S.B.D.;

b) il est composé de:

• directeur du P.N.S.B.D. qui en assure la présidence;

• représentant du ministère de la Santé;

• directeur adjoint du P.N.S.B.D.;

• chef de division administrative et financière;

• chef de division technique;

• chef de division de la mobilisation sociale;

• représentant des partenaires;

• représentant du personnel.

2. Le comité de direction:

a) assure l'exécution de la gestion courante du P.N.S.B.D. conformément aux décisions du conseil de gestion;

b) il est présidé par le directeur du programme;

c) il est composé de:

• directeur du P.N.S.B.D.;

• directeur adjoint;

• chef de division administrative et financière;

• chef de division technique;

• chef de division de la mobilisation sociale;

• représentant du personnel.

3. Le directeur.

Il assume la direction, la coordination et le suivi journalier des services du programme sous la supervision du conseil de gestion.

Il est nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le ministre de la Santé.

Il est secondé dans ses tâches par:

• le directeur adjoint pour l'exécution des tâches techniques;

• les chefs de divisions administrative et financière, technique et de la mobilisation sociale.

Art. 5. — Les membres du comité de direction sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de la Santé.

TITRE IV

DU FONCTIONNEMENT

Art. 6. — Le P.N.S.B.D. fonctionne sous la tutelle du ministre ayant la santé dans ses attributions et sous la supervision du secrétaire général à la Santé.

Art. 7. — Le P.N.S.B.D. émarge au budget de l'État.

Il hérite du patrimoine de tout projet en cours ou en préparation dans le cadre de la santé bucco-dentaire.

Art. 8. — Le P.N.S.B.D. utilise des agents et fonctionnaires de l'État et peut, en cas de besoin, faire appel à l'expertise extérieure.

Dans son développement, le P.N.S.B.D. est appelé à étendre son action à travers les provinces. À cet effet, il créera des cellules provinciales et locales de santé bucco-dentaire.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 9. — Le programme national de la santé bucco-dentaire élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Santé avant son entrée en vigueur.

Art. 10. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 11. — Le secrétaire général à la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/008/2001 portant création d'un programme national de santé mentale. (*Ministère de la Santé publique*)

CHAPITRE 1er

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé, au sein du ministère de la Santé, un programme spécialisé dénommé «programme national de santé mentale», PNSM en sigle.

Art. 2. — Le programme national de santé mentale a pour mission de promouvoir la santé mentale à tous les niveaux du système national de santé.

Art. 3. — Il a essentiellement pour attribution de:

• faire l'état des lieux des problèmes de santé mentale;

• définir et standardiser les stratégies de lutte contre l'alcoolisme, la toxicomanie, le dopage, la délinquance juvénile et les stratégies de prévention des séquelles des traumatismes obstétricaux et psychosociaux ainsi que celles liées au trafic routier, à la guerre et aux catastrophes;

• élaborer les stratégies de prise en charge des problèmes psychosociaux ci-dessus cités;

• élaborer les protocoles de prise en charge des malades;

• vulgariser les stratégies et les protocoles de lutte contre les problèmes de santé mentale;

• intégrer les mécanismes de prise en charge des problèmes de santé mentale dans les établissements des soins de santé aux différents niveaux de la pyramide sanitaire du pays;

• organiser et coordonner les services de communication pour la santé ayant trait à la lutte contre les problèmes de santé mentale;

• organiser la prise en charge des malades;

• promouvoir et coordonner la recherche sur la santé mentale.

CHAPITRE 2

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Art. 4. — Le PNSM relève de la direction du ministère de la Santé ayant des endémies dans ses attributions.

Art. 5. — Le PNSM comprend:

1. la direction;

2. les trois divisions ci-après:

a. division technique;

b. division administrative et financière;

c. division de prise en charge.

Art. 6. — Le PNSM est dirigé par un directeur assisté d'un directeur adjoint, nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de la Santé.

Les agents du PNSM sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de la Santé.

Art. 7. — Le PNSM émarge au budget de l'État.

Le PNSM hérite du patrimoine de tout projet en cours ou en préparation dans le cadre de la promotion de la santé mentale.

Son patrimoine pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourrait consentir en sa faveur;

• des dons et legs que pourront lui consentir des organismes nationaux, internationaux ainsi que des particuliers.

Art. 8. — Le PNSM utilise des agents et fonctionnaires de l'État et peut, en cas de besoin, faire appel à l'expertise extérieure.

Art. 9. — Le PNSM est tenu de dresser des rapports périodiques sur ses activités. Il élabore à cet égard:

1. une note mensuelle sur ses activités;

2. un rapport trimestriel sur l'exécution physique et financière;

3. un rapport annuel sur la situation de la santé mentale dans le pays.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Art. 10. — Le PNSM élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Santé avant son entrée en vigueur.

Art. 11. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 12. — Le secrétaire général à la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/VKIZ/009/2001 portant création et organisation du programme national de la santé de la reproduction. (*Ministère de la Santé publique*)

CHAPITRE I^er^
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Il est créé, au sein du ministère de la Santé, un programme spécialisé dénommé «programme national de la santé de la reproduction», PNSR en sigle.

Art. 2. — Le programme national de la santé de la reproduction a la triple mission ci-après:

1. élaborer, vulgariser et faire approprier la politique nationale, le plan directeur, le cadre organique et les normes en santé de la reproduction par la population congolaise ainsi que par tous les partenaires intervenant dans ce domaine;

2. assurer la coordination, le suivi, la supervision et l'évaluation de toutes les activités de santé de la reproduction en veillant à l'utilisation des outils de collecte des données autorisées par le ministère de la Santé;

3. mobiliser les ressources en vue d'appuyer les maternités et les unités de naissances désirables (UND) en matériels gynéco-obstétriques, en médicaments essentiels, et en contraceptifs, en vue d'améliorer la qualité des soins ainsi que la formation du personnel et la promotion de la recherche en santé de la reproduction.

Art. 3. — Le programme national de la santé de la reproduction a son siège à Kinshasa.

Il assure la coordination, le suivi, la supervision et l'évaluation des activités de santé de la reproduction sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo.

Ses bureaux provinciaux fonctionnent sous la coordination des médecins inspecteurs provinciaux, ses cellules de district sous la coordination des médecins chefs de districts et dans les zones de santé, sous la coordination des médecins chefs des zones, assistés par les infirmiers superviseurs.

CHAPITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 4. — Le patrimoine du PNSR est constitué de tous les biens, droits et obligations lui reconnus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que de tous les biens, droits et obligations de l'ancien programme national des naissances désirables (PND).

Art. 5. — Le patrimoine du PNSR pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourrait consentir en sa faveur;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la loi;

• de legs et dons que pourront lui consentir des organismes nationaux, internationaux ainsi que des particuliers.

Art. 6. — L'augmentation tout comme la réduction du patrimoine immobilier du PNSR doit être constatée par un arrêté du ministre ayant la santé publique dans ses attributions.

CHAPITRE III
DU CADRE ORGANIQUE

Art. 7. — La direction du PNSR comprend:

• un directeur national;

• un directeur adjoint;

• huit divisions;

• un secrétariat de direction;

• le bureau chargé de relations publiques et projets spéciaux.

Une division est subdivisée en bureaux.

Le secrétariat de direction a rang de bureau.

Art. 8. — La division de planification familiale, PF en sigle, comprend:

1. bureau des prestations cliniques;

2. bureau de distribution à base communautaire des contraceptifs (DBC).

Art. 9. — La division de maternité sans risque, MSR en sigle, comprend:

1. le bureau de santé de la mère;

2. le bureau de santé de la femme.

Art. 10. — La division de la recherche opérationnelle comprend:

1. le bureau des études appliquées;

2. le bureau des statistiques.

Art. 11. — La division de la communication pour le changement de comportement, CCC en sigle, comprend:

1. le bureau des relations interpersonnelles;

2. le bureau de mass média;

3. le bureau des imprimés.

Art. 12. — La division de l'administration et finances comprend:

1. le bureau du personnel;

2. le bureau des finances et comptabilité;

3. le bureau des approvisionnements;

4. le bureau de l'intendance et maintenance;

5. le bureau du charroi automobile.

Art. 13. — La division de la formation comprend:

1. le bureau de formation de base;

2. le bureau des formations spécialisées.

Art. 14. — La division de la supervision comprend:

1. le bureau des coordinations provinciales;

2. le bureau de suivi et évaluation.

Art. 15. — La division des groupes spécifiques comprend:

1. le bureau chargé des activités en faveur de l'enfant;

2. le bureau chargé des adolescents et jeunes;

3. le bureau chargé des hommes;

4. le bureau chargé des personnes du 3e âge.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

Art. 16. — Le programme élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Santé avant son entrée en vigueur.

Art. 17. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 18. — Le secrétaire général à la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/011/2001 portant création d'un programme national de lutte contre le diabète. (*Ministère de la Santé publique*)

CHAPITRE 1er
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé, au sein du ministère de la Santé, un programme spécialisé dénommé «programme national de lutte contre le diabète», PNLD en sigle.

Art. 2. — Le programme national de lutte contre le diabète a pour mission de coordonner la lutte contre le diabète.

Art. 3. — Il a essentiellement pour attributions de:

• faire l'état des lieux de la maladie et élaborer la carte de cette endémie;

• définir et standardiser les stratégies de lutte contre le diabète;

• élaborer les protocoles de prise en charge des diabétiques;

• vulgariser les stratégies et les protocoles de lutte contre le diabète;

• intégrer les mécanismes de lutte contre le diabète dans les établissements des soins de santé aux différents niveaux du système de santé du pays;

• organiser et coordonner les services de communication pour la santé ayant trait à la lutte contre le diabète;

• organiser un système efficace d'approvisionnements en médicaments spécifiques;

• organiser la prise en charge des malades;

• promouvoir et coordonner la recherche sur le diabète.

CHAPITRE 2
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Art. 4. — Le PNLD relève de la direction du ministère de la Santé ayant les endémies dans ses attributions.

Art. 5. — Le PNLD comprend:

1. la direction;

2. les trois divisions ci-après:

a. division technique;

b. division administrative et financière;

c. division de prise en charge.

Art. 6. — Le PNLD est dirigé par un directeur assisté d'un directeur adjoint, nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de la Santé.

Les agents du PNLD sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de la Santé.

Art. 7. — Le PNLD émarge au budget de l'État.

Le PNLD hérite du patrimoine de tout projet en cours ou en préparation dans le cadre de la lutte contre le diabète.

Son patrimoine pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourrait consentir en sa faveur;

• des dons et legs que pourront lui consentir des organismes nationaux, internationaux ainsi que des particuliers.

Art. 8. — Le PNLD utilise des agents et fonctionnaires de l'État et peut, en cas de besoin, faire appel à l'expertise extérieure.

Art. 9. — Le PNLD est tenu de dresser des rapports périodiques sur ses activités. Il élabore à cet égard:

1. une note mensuelle sur ses activités;

2. un rapport trimestriel sur l'exécution physique et financière;

3. un rapport annuel sur la situation de la lutte contre le diabète dans le pays.

CHAPITRE 3
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 10. — Le PNLD élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Santé avant son entrée en vigueur.

Art. 11. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 12. — Le secrétaire général à la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/012/2001 portant création et organisation d'un programme national de lutte contre l'ulcère de Buruli. (*Ministère de la Santé publique*)

Art. 1er. — Il est créé, au sein du ministère de la Santé, un programme spécialisé dénommé «programme national de lutte contre l'ulcère de Buruli», PNLUB en sigle.

Art. 2. — Le PNLUB a pour mission l'intégration du programme dans le système des soins de santé primaires dans les zones de santé, aux niveaux intermédiaire et central en vue de la prévention et de la prise en charge globale médico-chirurgicale des cas dépistés quel que soit leur stade évolutif par:

1. le dépistage précoce des cas grâce à une surveillance renforcée et ses systèmes d'éducation sanitaire, en collaboration avec d'autres programmes;

2. d'une prise en charge médico-chirurgiciale des maladies en appliquant des principes thérapeutiques standardisés;

3. la réhabilitation et la réinsertion d'au moins 10 % des cas d'infirmité post-thérapeutique et des victimes d'infirmité.

Art. 3. — Il a essentiellement pour attributions:

1. planifier le programme en élaborant un plan stratégique et un plan opérationnel des activités avec approche multidisciplinaire;

2. coordonner l'ensemble des activités après la mise en place d'un système efficace de coordination;

3. assurer le plaidoyer et le partenariat par un ciblage stratifié en développant des stratégies appropriées à chaque cible pour bien identifier les bailleurs de fonds potentiels et créer des opportunités permettant de sensibiliser les partenaires;

4. assurer la communication par une approche multimédia en utilisant un ensemble de supports et canaux médiatiques en vue d'un dépistage actif et passif;

5. assurer la formation du personnel de santé dans les domaines essentiels comme la chirurgie, la pathologie, la microbiologie, l'épidémiologie et la physiothérapie.

CHAPITRE 2
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

– Dans sa publication, le ministère de la Santé publique ne présente pas de «*chapitre 1er*».

Art. 4. — Programme national de lutte contre l'ulcère de Buruli comprend:

1. la direction;

2. les trois divisions ci-après:

a) division technique;

b) division administrative et financière;

c) division de la communication.

Art. 5. — Le PNLUB est dirigé par une directeur assisté d'un directeur adjoint, tous nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de la Santé.

Les agents du PNLUB sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de la Santé.

Art. 6. — Le PNLUB émarge au budget de l'État.

Le PNLUB hérite du patrimoine de tout projet en cours ou en préparation dans le cadre de la lutte contre l'ulcère de Buruli.

Son patrimoine pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourrait consentir en sa faveur;

• des dons et legs que pourront lui consentir des organismes nationaux, internationaux ainsi que des particuliers.

Art. 7. — Le PNLUB utilise des agents et fonctionnaires de l'État et peut, en cas de besoin, faire appel à l'expertise extérieure.

Art. 8. — Le PNLUB est tenu de dresser des rapports périodiques sur ses activités. Il élabore à cet égard:

1. une note mensuelle sur ses activités;

2. un rapport trimestriel sur l'exécution physique et financière;

3. un rapport annuel sur la lutte contre l'ulcère de Buruli.

CHAPITRE 3
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 9. — Le PNLUB élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Santé avant son entrée en vigueur.

Art. 10. — Le secrétaire général à la Santé est chargé de l'exéctution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

9 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 1250/CAB/MIN/S/AJ/KIZ/015/2001 portant création et organisation d'un programme national de lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles en République démocratique du Congo, P.N.L.S./I.S.T. en sigle. (*Ministère de la Santé*)

TITRE Ier
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé au sein du ministère de la Santé, un programme spécialisé dénommé «programme national de lutte contre le V.I.H./SIDA et les infections sexuellement transmissibles», P.N.L.S./I.S.T. en sigle, doté d'une autonomie de gestion administrative et financière.

Art. 2. — Le P.N.L.S./I.S.T. a notamment pour mission de:

• améliorer l'état des connaissances sur le V.I.H./SIDA en République démocratique du Congo;

• prévenir la transmission du V.I.H./SIDA et des infections sexuellement transmissibles, I.S.T. en sigle;

• réduire l'impact de ces maladies sur l'individu, la famille et la société.

Art. 3. — Le P.N.L.S. a son siège à Kinshasa.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 4. — Le patrimoine du programme national de lutte contre le V.I.H./SIDA et les infections sexuellement transmissibles est constitué de tout les biens, droits et obligations de l'ancien bureau central de coordination de la lutte contre le SIDA, B.C.C./SIDA en sigle, ainsi que de tous ceux qui pourraient lui être acquis ultérieurement.

Art. 5. — Le patrimoine du P.N.L.S./I.S.T. pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourrait lui consentir;

• des apports que les partenaires agréés, nationaux et étrangers pourront consentir en sa faveur.

TITRE III
DE L'ORGANISATION

Art. 6. — Le P.N.L.S./I.S.T. est constitué des organes et structures suivants:

• un comité national multisectoriel de lutte contre le SIDA/I.S.T., C.N.M.L.S. en sigle;

• un comité mixte de suivi des ressources;

• un comité d'éthique;

• cinq comités techniques, chargés respectueusement de la prise en charge, de la surveillance, de la communication, de la prévention et du laboratoire;

• des comités provinciaux multisectoriels du P.N.L.S.;

• des comités locaux de lutte contre le C.I.H./SIDA.

Il comprend:

• une direction nationale;

• des bureaux provinciaux de coordination;

• des bureaux centraux des zones de santé.

CHAPITRE I^er^
DU COMITÉ NATIONAL MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA/I.S.T.

Art. 7. — Le comité national multisectoriel de lutte contre le SIDA/I.S.T., C.N.M.L.S. en sigle, est chargé d'assister le ministre de la Santé, président du C.N.M.L.S., dans toutes les questions relatives au V.I.H./SIDA et aux infections sexuellement transmissibles.

À ce titre, il est chargé de:

• définir les orientations nationales de la politique nationale de lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles;

• valider le plan d'action national;

• évaluer l'efficacité de la lutte et l'exécution des activités du programme.

Art. 8. — Le comité national multisectoriel de lutte contre le SIDA est composé de:

président: le ministre ayant la santé dans ses attributions;

membres:

• un représentant de la présidence de la République;

• un représentant du pouvoir législatif;

• un représentant du président de la Cour suprême de Justice;

• le secrétaire général à la santé;

• un représentant de chaque ministère du gouvernement;

• le président de l'ordre des médecins;

• le directeur des soins de santé primaires du ministère de la Santé;

• le directeur chargé de l'enseignement des sciences de santé du ministère de la Santé;

• le directeur chargé des grandes endémies du ministère de la Santé;

• le directeur de la pharmacie, médicaments et laboratoire du ministère de la Santé;

• le directeur de l'école de santé publique;

• le directeur de l'Institut national de recherche bio-médicale, I.N.R.B. en sigle;

• le directeur du centre national de transfusion sanguine, C.N.T.S. en sigle;

• le directeur du programme national de la santé de la reproduction, P.N.S.R. en sigle;

• les médecins inspecteurs provinciaux;

• le doyen de la faculté de médecine;

• le doyen de la faculté de pharmacie;

• le doyen de la faculté des sciences sociales;

• le doyen de la faculté de droit;

• le président du comité national du patronat congolais;

• le président délégué général de la R.T.N.C.;

• le représentant du comité interministériel de lutte contre les drogues;

• le responsable de l'association nationale des journalistes de la santé;

• les représentants des associations des parents d'élèves et étudiants du Congo;

• le représentant de la fédération des mouvements de jeunesse;

• le représentant du conseil national de la femme;

• le président du comité d'éthique;

• le directeur national et le directeur national adjoint du P.N.S.L./I.S.T.;

• les chefs de division du P.N.L.S./I.S.T.;

• les coordonnateurs provinciaux du P.N.L.S./I.S.T.;

• les représentants des principaux cultes religieux;

• les représentant des collectifs d'O.N.G.;

• les représentants des O.N.G. de santé;

• trois représentants des associations des personnes vivant avec le VIH;

• le représentant des forces armées congolaises;

• le représentant de la police nationale;

• le représentant de la F.E.C.;

• le représentant de l'A.N.E.P.

Art. 9. — Le comité national se réunit deux fois par an et, à tout moment en cas de besoin, sur convocation du président.

Les réunions du comité national sont présidées par son président et, en cas d'empêchement, par un représentant du ministre ayant la santé dans ses attributions désigné à cet effet.

À la demande de son président, le comité national peut inviter à titre de consultant toute personne morale ou physique susceptible de l'aider dans ses travaux.

Le secrétariat du comité national est assuré par le directeur national du P.N.L.S./I.S.T.

CHAPITRE II
DU COMITÉ MIXTE DE SUIVI DES RESSOURCES

Art. 10. — Le comité mixte de suivi des ressources est chargé de:

• assurer la mobilisation des fonds nécessaires pour l'exécution des activités du programme;

• assurer le suivi et l'évaluation des plans de financement et d'exécution du programme.

Art. 11. — Le comité mixte de suivi est composé comme suit:

co-présidents:

• le ministre ayant la santé dans ses attributions et président du comité national;

• le ministre ayant les finances dans ses attributions;

• le ministre ayant le plan dans ses attributions.

membres:

• le secrétaire général à la santé;

• le secrétaire général au plan;

• le secrétaire général aux finances;

• le secrétaire général à la coopération internationale;

• les membres du groupe thématique ONUSIDA;

• les représentants des autres bailleurs de fonds;

• le directeur national du programme, qui en assure le secrétariat;

• le conseiller du ministre de la Santé ayant dans ses attributions la coopération internationale.

Art. 12. — Il se réunit quatre fois par an, sur convocation de son président.

CHAPITRE III
DU COMITÉ D'ÉTHIQUE

Art. 13. — En accord avec la direction nationale du P.N.L.S./I.S.T., le comité d'éthique est chargé de traiter les problèmes éthiques liés à l'infection à V.I.H./SIDA.

Art. 14. — Le comité d'éthique est composé de:

• président de l'ordre des avocats;

• président de l'ordre des médecins;

• président de l'ordre des pharmaciens;

• un magistrat;

• un sociologue;

• un philosophe;

• un représentant des O.N.G. assurant la prise en charge des malades du SIDA;

• un représentant des personnes vivant avec le V.I.H./SIDA;

• représentants des principaux cultes religieux;

• un représentant du centre national de transfusion sanguine, C.N.T.S. en sigle;

• un représentant de l'association des moralistes du Congo;

• un représentant de la direction nationale du P.N.L.S.

Art. 15. — Le président du comité d'éthique est nommé par arrêté du ministre ayant la santé dans ses attributions.

Il préside les réunions dudit comité et en adresse, sous pli confidentiel, les compte-rendus et les rapports au président du comité national multisectoriel de lutte contre le sida.

Art. 16. — Le comité d'éthique se réunit tous les mois sur convocation de son président.

Le président du comité d'éthique peut inviter des personnalités en fonction de leur compétence pour éclairer le comité sur un point précis de l'ordre du jour.

Le secrétariat est assuré par le représentant de la direction nationale du programme.

CHAPITRE IV
DES COMITES TECHNIQUES

Art. 17. — Les principaux domaines d'intervention du P.N.L.S./I.S.T. ont chacun un comité technique qui siège selon les dispositions reprises dans le manuel de procédures du P.N.L.S./I.S.T.

Art. 18. — Les comités techniques sont chargés d'étudier des questions spécifiques relatives à la lutte contre le SIDA.

Art. 19. — Les comités techniques se réunissent une fois par trimestre. Chaque comité technique est tenu de dresser son rapport trimestriel et de le transmettre au comité national multisectoriel de lutte contre le SIDA.

Art. 20. — Chaque comité technique est doté d'un secrétariat permanent dont un représentant de la direction nationale est responsable du fonctionnement.

CHAPITRE V
DES COMITÉS PROVINCIAUX MULTISECTORIELS DE LUTTE

Art. 21. — Les comités provinciaux de lutte sont chargés de donner les orientations de la lutte dans les provinces et d'adapter les décisions prises au niveau central par le C.N.M.L.S.

Art. 22. — Les comités provinciaux multisectoriels de lutte contre le SIDA et les I.S.T., en sigle C.P.M.L.S., sont composés comme suit:

président: le gouverneur de province;

membres:

• le médecin inspecteur provincial;

• le coordonnateur provincial du programme;

• les chefs de division provinciaux des ministères membres du comité national;

• les représentants des O.N.G locales œuvrant dans le secteur de la lutte contre le V.I.H./SIDA et les I.S.T.;

• les représentants des principaux cultes religieux;

• le représentant de la fédération des entreprises du Congo, F.E.C. en sigle;

• le représentant de l'association nationale des entreprises du portefeuille, A.N.E.P. en sigle.

Art. 23. — Les comités provinciaux se réunissent tous les 6 mois et, en cas de besoin, sur convocation de leur président.

Le président du comité provincial préside les réunions. En cas d'empêchement, il est suppléé par le médecin inspecteur provincial.

Il peut faire appel à des personnalités extérieures en fonction de l'ordre du jour.

Le secrétariat est assuré par le coordonnateur provincial du P.N.L.S./I.S.T.

CHAPITRE VI
DES COMITÉS LOCAUX MULTISECTORIELS DE LUTTE

Art. 24. — Les comités locaux sont chargés de la mise en œuvre du plan provincial sur la base d'un plan de la zone de santé qu'ils élaborent annuellement et qu'ils soumettent à la direction par l'intermédiaire du médecin coordonnateur provincial.

Art. 25. — Les comités locaux sont composés comme suit:

président: l'administrateur du territoire;

membres:

• le médecin chef de zone;

• les représentants, à ce niveau, des ministères membres du comité national;

• les représentants des O.N.G. locales oeuvrant dans le secteur de la lutte contre le V.I.H./SIDA et les I.S.T.;

• les représentants des principaux cultes religieux.

Art. 26. — Les comités locaux se réunissent tous les 6 mois et, à tout moment en cas de besoin, sur convocation de leur président.

Le président du comité local préside les réunions.

En cas d'empêchement, il est suppléé par le médecin chef de zone.

Il peut faire appel à des personnalités extérieures en fonction de l'ordre du jour.

CHAPITRE VII
DE LA DIRECTION NATIONALE

Art. 27. — La direction nationale fonctionne sous l'autorité, l'orientation et la supervision du directeur national, lequel est assisté par le directeur national adjoint qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

La direction nationale est chargée de:

• élaborer et soumettre au comité national le plan d'action national de lutte contre le SIDA et les I.S.T.;

• mettre en place les activités prévues par le plan d'action;

• assurer le suivi, la supervision et l'évaluation des activités du programme;

• planifier les formations nécessaires et recycler le personnel;

• évaluer les besoins du programme;

• assurer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du programme;

• faire le plaidoyer en faveur du programme;

• assurer la coordination des contributions bilatérales et multilatérales;

• représenter le P.N.L.S./I.S.T. aux assises internationales relatives au V.I.H./SIDA et aux I.S.T.

Art. 28. — La direction nationale ou P.N.L.S./I.S.T. est composée de:

• directeur national du programme;

• directeur national adjoint du programme;

• chef de division de la surveillance épidémiologique;

• chef de division de la prise en charge du V.I.H./SIDA et des I.S.T.;

• chef de division de la recherche et laboratoire de référence;

• chef de division de la communication pour le changement de comportement, CCC en sigle;

• chef de division de la prévention;

• chef de division du partenariat;

• chef de division de l'administration et finances.

Art. 29. — Le directeur national du programme assure la gestion journalière de la direction nationale du P.N.L.S.

À ce titre, il est chargé:

1. de veiller à la mise en œuvre des décisions du C.N.M.L.S.;

2. de veiller à la bonne gestion de toutes les unités du programme.

Art. 30. — Le directeur national, le directeur national adjoint, les chefs de division et les coordonnateurs provinciaux sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre ayant la santé dans ses attributions.

CHAPITRE VIII
DES BUREAUX PROVINCIAUX DE COORDINATION

Art. 31. — Les bureaux provinciaux de coordination/SIDA appliquent la politique nationale de lutte du programme au niveau provincial.

Ils sont chargés de:

• élaborer le plan provincial de lutte qu'ils soumettent au C.P.M.L.S. pour amendement et validation;

• suivre, superviser et évaluer les activités du programme dans les provinces.

Art. 32. — Le bureau provincial de coordination est composé de:

• un médecin coordonnateur provincial;

• un chargé de la communication pour le changement des comportements;

• un secrétaire administratif.

Art. 33. — Les médecins coordonnateurs provinciaux du P.N.L.S./I.S.T. sont nommés par le ministre ayant la santé dans ses attributions, sur proposition du directeur national du programme, après avis du secrétaire général à la santé.

TITRE III
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 34. — Les activités spécifiques du bureau central de coordination de la lutte contre le SIDA et du projet SIDA, qui cessent d'exister en tant que structures autonomes à la date de la signature du présent arrêté, sont intégrées et coordonnées au sein des organes du programme national de lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles.

Art. 35. — Le patrimoine du programme est constitué de tous biens, droits et obligations ayant appartenu au bureau central de coordination de la lutte contre le SIDA, B.C.C./SIDA en sigle et au projet /SIDA avant la signature du présent arrêté ainsi que de tous biens et droits que l'État congolais et les autres organismes pourraient lui consentir.

Art. 36. — Le centre spécialisé de prise en charge des I.S.T. et du V.I.H./SIDA de MATONGE et le laboratoire de l'ancien projet SIDA sont placés sous la coordination de la direction nationale du P.N.L.S./I.S.T.

Art. 37. — Le programme national de lutte contre le SIDA élabore son règlement intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Santé avant son entrée en vigueur.

Art. 38. — Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 39. — Le secrétaire général à la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

27 juin 2002. – DÉCRET 075/2002 portant dissolution d'un établissement public dénommé «Hôpital Mama Yemo», en abrégé «H.M.Y.». (*Présidence de la République*)

Art. 1er. — Est dissous, l'établissement public dénommé «Hôpital Mama Yemo», en abrégé «H.M.Y.».

Art. 2. — Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, il sera dressé par les soins du ministre de la Santé publique, un état détaillé de la situation patrimoniale de l'établissement dissous.

Art. 3. — Les droits et obligations de l'établissement dissous sont transférés à l'État.

Art. 4. — Le patrimoine et le personnel dudit établissement sont affectés au ministère de la Santé publique pour le service public dénommé hôpital provincial général de référence pour la ville de Kinshasa.

Art. 5. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment le décret 0054 du 27 décembre 1996 portant création et organisation administrative et financière d'un établissement public dénommé «Hôpital Mama Yemo», en abrégé «H.M.Y.».

Art. 6. — Le ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent décret, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

SERVICES PUBLICS

Ord. 75-167 du 20 juin 1975 — Département du Portefeuille. – Attributions 515
Ord. 78-218 du 5 mai 1978 — La FIKIN. – Statuts..... 515
Ord. 80-008 du 18 janvier 1980 — Ministère de la Justice. – Attributions..... 518
Ord. 80-211 du 27 août 1980 — Département des Affaires sociales. – Création 518
Ord. 80-215 du 28 août 1980 — Département de la Fonction publique. – Création 519
Arr. dép. 008/81 du 11 février 1981 — Secrétaire d'État à la Justice. – Délégation de signature 519
Arr. 84/114 du 17 juillet 1984 — Département de la Justice. – Service de documentation et d'études 519
Arr. dép. 008/81 du 11 février 1981 — Secrétaire d'État à la Justice. – Délégation de signature 520
Ord. 87-243 du 22 juillet 1987 — Activité informatique. – Réglementation..... 521
D.-L. 008 du 16 juillet 1997 — Office des biens mal acquis. – Création 522
Arr. 025/CAB/MIN/RI.J & GS/97 du 27 septembre 1997 — Office des biens mal acquis. – Organisation et fonctionnement..... 523
D.-L. 032 du 15 octobre 1997 — Service national. – Création 527
A.M. 98/008 du 31 mars 1998 — Sociétés de gardiennage. – Conditions d'exploitation ... 528
A.M. CAB/V.M/AFF.SO.F./015/98 du 10 juillet 1998 — Conseil national de la femme. – Création et organisation 528

20 juin 1975. – ORDONNANCE 75-167 fixant les attributions du département du Portefeuille et complétant l'ordonnance 69-146 du 1er août 1969. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1975, p. 769)

Art. 1er. — Le département du Portefeuille a pour objet d'assurer:

• l'administration et la gestion du patrimoine de l'État;

• la tutelle administrative et financière des entreprises d'État;

• le contrôle des établissements publics de l'État;

• l'acquisition des participations de l'État dans les entreprises d'économie mixte;

• la création ou la participation à la création d'entreprises à caractère industriel ou commercial.

Art. 2. — Le département du Portefeuille sera doté d'organes spécialisés et de moyens d'action autonomes requis pour l'accomplissement de sa mission sur la base de l'efficacité économique.

Art. 3. — Le département du Portefeuille est membre de droit des commissions interdépartementales et autres organes de coordination à caractère économique et financier déjà existants ou pouvant être créés au niveau du Conseil exécutif.

Art. 4. — Les tâches et attributions anciennement dévolues à l'Institut de gestion du portefeuille (I.P.G.) reviennent de droit au département du Portefeuille.

Art. 5. — Le commissaire d'État au Portefeuille est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

5 mai 1978. – ORDONNANCE 78-218 portant statuts d'une entreprise publique dénommée «la FIKIN». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1978, p. 73)

TITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — La FIKIN, créée par l'ordonnance-loi n°69-197 du 15 septembre 1969, est une entreprise publique à caractère commercial, dotée de la personnalité juridique.

Art. 2. — La FIKIN a son siège à Kinshasa.

Art. 3. — La FIKIN a pour objet:

1° l'organisation des foires tant nationales qu'internationales à des intervalles réguliers en vue de faire connaître les possibilités industrielles et commerciales du marché local et du marché international;

2° la gestion, pour le compte de l'État, des terrains, bâtiments et installations situés dans son enceinte.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 4. — Le patrimoine de l'Entreprise est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Entreprise devra avoir dressé l'état de sa situation patrimoniale mise à jour. Celle-ci indiquera clairement:

1°) à l'actif:

• les valeurs immobilières,

• les valeurs circulantes;

2°) au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et les provisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Entreprise devra avoir transmis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé, aux organes de tutelle.

Art. 5. — Le patrimoine de l'Entreprise pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

L'augmentation comme la réduction du patrimoine de l'Entreprise est constatée par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle compétent.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 6. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Entreprise sont: le conseil d'administration, le comité de gestion et le collège des commissaires aux comptes.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 7. — L'organisation et le fonctionnement de l'Entreprise sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Le conseil d'administration comprend huit administrateurs, y compris les membres du comité de gestion désignés conformément à l'article 6 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 8. — L'exercice financier de l'Entreprise commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 9. — Les comptes de l'Entreprise seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 10. — Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions et des recettes pour l'exercice à venir.

Le budget de l'Entreprise est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles;

2. en dépenses:

• les frais d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel), les charges fiscales et toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation, etc);

2. en recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens, etc.

Art. 11. — Le budget de l'Entreprise est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle précisée ci-après, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 12. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'Entreprise doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 13. — La comptabilité de l'Entreprise est organisée et tenue de manière à permettre:

1) de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2) de connaître la situation patrimoniale de l'Entreprise;

3) de déterminer les résultats analytiques.

Art. 14. — À la fin de chaque exercice, le conseil d'administration fait établir, après inventaire:

1) un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions de recettes et des dépenses, les réalisations

des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2) un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Entreprise au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République, au plus tard, le 30 avril de la même année.

Art. 15. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat et, règle, en se conformant aux dispositions de l'article 16 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 16. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et, d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 17. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu, par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 18. — L'Entreprise peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 19. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Entreprise. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que l'Entreprise décide de consulter. Dans les deux cas, l'Entreprise choisit librement l'offre qu'elle juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que de toutes suggestions faites dans l'offre.

L'Entreprise peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés. Le marché de gré à gré se constate soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV
DE LA TUTELLE

Section 1
Notion

Art. 20. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur l'Entreprise.

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants ou *a posteriori*.

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique, économique ou financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil d'administration, comité de gestion, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'Entreprise.

Section 2
Des organes de tutelle

Art. 21. — L'Entreprise est placée sous la tutelle des départements du Commerce et du Portefeuille, chacun y intervenant dans la sphère de ses attributions spécifiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Commerce porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux ou de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement d'agences et bureaux à l'intérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte notamment sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 22. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'Entreprise sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département du Portefeuille.

CHAPITRE V
DU RÉGIME FISCAL

Art. 23. — Sous réserve de l'existence d'un régime fiscal particulier antérieurement reconnu à l'Entreprise, celle-ci est soumise au droit commun en la matière.

TITRE V
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 24. — À titre transitoire, sont maintenues en vigueur jusqu'à nouvel ordre, toutes les mesures antérieures relatives au statut du personnel de l'Entreprise.

Art. 25. — Sont abrogées, sous réserve de l'article précédent, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 26. — Le commissaire d'État au Commerce et celui au Portefeuille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

18 janvier 1980. – ORDONNANCE 80-008 portant création et fixation des attributions du département de la Justice. (*J.O.Z.*, n°3, 1er février 1980, p. 13)

Art. 1er. — Il est créé au sein du conseil exécutif, un département dénommé «département de la Justice».

Art. 2. — Le département de la Justice applique la politique du conseil exécutif dans son secteur d'activité.

Sans préjudice d'autres attributions que lui conféreraient des textes particuliers, le département de la Justice est notamment chargé:

• de l'organisation et de la compétence judiciaire;

• du droit civil, pénal et commercial et des procédures civile et pénale;

• du statut des personnes et des biens, du régime des obligations et des questions se rapportant à la nationalité zaïroise;

• du droit international privé;

• du statut des magistrats;

• de l'organisation de la profession d'avocat, de défenseur judiciaire, de notaire et, d'une manière générale, d'auxiliaire de la justice;

• de la police des cimetières, des associations sans but lucratif, des cultes et des établissements d'utilité publique;

• du fonctionnement des juridictions, du recrutement et de la discipline des magistrats et de l'ensemble du personnel judiciaire;

• du fonctionnement des établissements pénitentiaires;

• de la défense des intérêts de l'État en justice;

• des séquestres.

Il prépare, s'il y a lieu, des projets de lois ou d'ordonnance-lois, ainsi que des projets d'ordonnances, et prend des arrêtés d'exécution se rapportant aux matières ci-dessus mentionnées.

Il peut également, s'il est saisi, émettre des avis sur les projets de lois, d'ordonnance-lois, d'ordonnances et des arrêtés émanant d'autres départements.

Art. 3. — L'organigramme du département de la Justice, dûment approuvé par le président de la République, constituera une annexe à la présente ordonnance.

Art. 4. — Seront abrogées, dès l'approbation de l'organigramme prévu à l'article 3 ci-dessus, toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

27 août 1980. – ORDONNANCE 80-211 portant création d'un département des Affaires sociales. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1980)

Art. 1er. — Il est créé au sein du conseil exécutif, un département chargé des affaires sociales.

Art. 2. — Sans préjudice d'autres attributions que lui conféreraient les textes particuliers, le département des Affaires sociales est chargé notamment:

• d'organiser, de gérer et d'administrer tous les centres d'actions sociales sur toute l'étendue du territoire national, tels que:

– les centres sociaux;

– les centres de formation et perfectionnement des cadres;

– les centres de rééducation des jeunes délinquants;

– les orphelins, homes ou hospices des vieillards et centres d'apprentissage professionnel pour handicapés physiques;

• d'assurer la tutelle et le reclassement des mineurs en liberté surveillée;

• d'apporter à la population nécessiteuse toutes formes d'assistance sociale utile;

• de développer toutes les techniques du développement communautaire;

• de promouvoir et de concrétiser la politique familiale de l'État, d'agréer les centres, services, mouvements sociaux étrangers;

• d'assurer la tutelle de tous organismes publics à vocation sociale;

• de représenter l'État dans les rencontres nationales et internationales à caractère social.

Il prépare à cette fin, s'il y a lieu, des projets de lois ou d'ordonnances-lois, des projets d'ordonnances ou d'arrêtés d'exécution.

Art. 3. — Le commissaire d'État compétent est chargé de faire approuver par le président de la République, l'organigramme du département des Affaires sociales. L'organigramme ainsi approuvé, constituera une annexe à la présente ordonnance.

Art. 4. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

28 août 1980. – ORDONNANCE 80-215 complétant l'ordonnance 80-204 du 27 août 1980 et portant création d'un département de la Fonction publique. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1980, p. 15)

Art. 1er. — Il est créé au sein du Conseil exécutif un département dénommé: «département de la Fonction publique».

Art. 2. — Le département de la Fonction publique applique la politique du Conseil exécutif dans son secteur d'activité.

Sans préjudice d'autres attributions que lui confèreraient des textes particuliers, le département de la Fonction publique est notamment chargé d'élaborer le statut des agents de l'État, de veiller à son application dans les différents départements du conseil exécutif, d'examiner les recours introduits par les agents de l'administration publique, d'étudier les réformes des structures et l'élaboration des méthodes administratives.

Il prépare, s'il y a lieu, les projets des lois ou d'ordonnances-lois, ainsi que des projets d'ordonnances, et prend des arrêtés d'exécution se rapportant aux matières ci-dessus mentionnées.

Il peut également, s'il est saisi, émettre des avis sur les projets de lois, d'ordonnances-lois, d'ordonnances et des arrêtés émanant d'autres départements.

Art. 3. — L'organigramme du département de la Fonction publique, dûment approuvé par le président de la République, constituera une annexe à la présente ordonnance.

Art. 4. — Est abrogée, l'ordonnance 72-413 du 18 octobre 1972 portant création de la Commission permanente de l'administration publique.

Art. 5. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

11 février 1981. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 007/81 portant délégation de signature (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1981, p. 17).

Art. 1er. — Le directeur du département de la Justice ayant dans ses attributions la nationalité, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, le directeur du secrétariat général, sont délégués pour signer au nom du commissaire d'État à la Justice les certificats de nationalité prévue à l'article 41, alinéa 1er de la loi 72-002 du 5 janvier 1972 relative à la nationalité zaïroise.

Art. 2. — Le présent arrêté sort ses effets à partir du 28 août 1980.

---

17 juillet 1984. – ARRÊTÉ 84/114 portant organisation du service de documentation et d'études du département de la Justice. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1985, p. 16)

Art. 1er. — Le service de documentation et d'études du département de la Justice est placé sous la haute autorité du commissaire d'État à la Justice et la direction d'un haut magistrat désigné à cette fin par le commissaire d'État à la Justice et portant le titre de directeur général du service de documentation et d'études.

Art. 2. — Le service de documentation et d'études comprend des magistrats du siège et du parquet qui y sont délégués par le commissaire d'État à la Justice conformément à l'article 84, alinéa 3, de l'ordonnance-loi 82-020 du 31 mars 1982 portant Code de l'organisation et de la compétence judiciaires.

Durant la délégation, ces magistrats qui peuvent être répartis en plusieurs sections techniques continuent à bénéficier de leurs droits à l'avancement de grade, au traitement et aux avantages sociaux qui leur sont dus en vertu de leur statut. Ils bénéficient de la prime pour fonctions spéciales prévue par l'article 38, alinéa 4, de la loi 81-003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État. Ils continent à relever du régime disciplinaire organisé par le statut des magistrats.

Art. 3. — Il est établi dans chaque région et chaque sous-région une cellule du service de documentation et d'études du département de la Justice.

Le directeur général du service de documentation et d'études est représenté à ce niveau conjointement par le premier président de la Cour d'appel et le procureur général près cette cour, par le président du tribunal de grande instance et le procureur de la République selon le cas. Ils désignent chacun un magistrat de sa juridiction et de son office pour exercer les fonctions de magistrat délégué en sus de leurs fonctions habituelles.

Art. 4. — Le premier président de la Cour d'appel et le procureur général près cette cour, le président du tribunal de grande instance et le procureur de la République, selon le cas, adresseront semestriellement au directeur général du service de documentation et d'études un rapport sur les activités des cellules placées sous leur autorité.

Art. 5. — Outre les magistrats délégués prévus à l'article 2 ci-dessus, le service de documentation et d'études comprend un secréta-

riat tenu par des fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire dont le plus gradé porte le titre de secrétaire administratif.

Des fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire sont aussi affectés dans les cellules régionales et sous-régionales du service de documentation et d'études pour en tenir le secrétariat.

Le secrétariat est chargé de tous les travaux d'ordre matériel ainsi que de la conservation des archives.

Un règlement d'ordre intérieur détermine l'organisation et le fonctionnement du secrétariat ainsi que des sections du service.

Art. 6. — Le service de documentation et d'études est ouvert pour raisons de service, à la consultation gratuite du personnel judiciaire du département de la Justice qui y accède personnellement ou par question écrite adressée au directeur général.

Le service apportera également un appoint technique aux recherches menées par la Commission permanente de réforme du droit zaïrois.

Les autres départements, services de l'État ou particuliers y accèdent dans les conditions prévues par le règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. — Le directeur général du service de documentation et d'études veille à la réalisation de la politique générale du service telle que fixée par le commissaire d'État à la Justice.

Il assure la gestion du budget du service, les abonnements à diverses revues, les commandes d'ouvrages et leur réparation entre différentes bibliothèques du conseil judiciaire, la publication et la diffusion de tout document intéressant le département de la Justice.

Il répartit les travaux entre les magistrats délégués et le personnel du secrétariat, surveille leurs activités et veille à la qualité des travaux qu'ils effectuent.

Il autorise les études sollicitées par les magistrats des cours, tribunaux et offices des parquets lorsqu'il estime que celles-ci ne peuvent être menées efficacement par ces magistrats eux-mêmes.

Art. 8. — Le directeur général du service de documentation et d'études est assisté dans ses fonctions par l'un des magistrats délégués ayant préséance sur les autres. Et l'intérim est assuré suivant le mode prévu par le Code de l'organisation et de la compétence judiciaires.

Art. 9. — Le directeur général du service de documentation et d'études édicte le règlement d'ordre intérieur du service sur proposition du directeur technique; ce règlement entre en vigueur après l'approbation du commissaire d'État à la Justice.

Il tient le commissaire d'État à la Justice pleinement informé de tout fait intéressant la bonne marche du service.

Art. 10. — Le directeur général du service de documentation et d'études assure la discipline au sein de ce service. À cet égard, et à l'instar des chefs de juridictions et d'offices, il prend à l'endroit des magistrats et des fonctionnaires des actes de procédure disciplinaire. Ainsi, il a notamment le pouvoir de dresser le procès-verbal de constat de faute disciplinaire.

Art. 11. — Le directeur général du service de documentation et d'études surveille la bonne tenue de toutes les bibliothèques des cours et tribunaux et des différents services du département de la Justice.

À cet effet, il édicte le règlement d'ordre intérieur des bibliothèques, reçoit les rapports des chefs de juridictions et d'offices concernant les besoins de leur documentation ainsi que la gestion de leurs bibliothèques et prend les dispositions utiles pour y satisfaire.

Il organise dans le cadre de la société d'études juridiques, des conférences d'animation et d'information juridiques.

Art. 12. — Chaque année le directeur général du service de documentation et d'études fait un rapport au commissaire d'État à la Justice sur la bonne marche du service, les réalisations effectuées, l'état d'avancement des travaux, la gestion budgétaire ainsi que ses suggestions pour l'avenir.

Art. 13. — L'arrêté 018/79 du 22 janvier 1979 portant organisation du service de documentation et d'études de la Cour suprême de justice et du parquet général de la République est abrogé.

Art. 14. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

11 février 1981. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 008/81 portant délégation de signature au secrétaire d'État à la Justice. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1981, p. 12)

Art. 1er. — Sans préjudice des dispositions de l'article 2, le secrétaire d'État à la Justice reçoit délégation pour signer sous la formule «Pour le commissaire d'État, le secrétaire d'État».

A) Tous documents et correspondances relatifs à l'organisation administrative des services du département, à la gestion du personnel et au régime disciplinaire des agents ayant le grade d'attaché de bureau de première classe à l'huissier et à l'exécution des budgets, à l'exception des bons d'engagement;

B) après avoir saisi le commissaire d'État à la Justice:

a) les circulaires et notes de service comportant des instructions techniques ou juridiques afférentes aux matières rentrant dans les attributions du département;

b) tout document concernant les agents ayant le grade supérieur à celui d'attaché de bureau de première classe.

Art. 2. — Parmi les pièces énumérées ci-dessus le commissaire d'État à la Justice se réserve la signature de celles qui engagent directement la responsabilité du Conseil exécutif, influent sur la politique générale du pays ou dont la signature lui est expressément réservée par des textes légaux ou réglementaires notamment les actes de cession ou d'aliénation à titre gratuit ou onéreux du patrimoine de l'État géré par le département de la Justice.

Art. 3. — Le secrétaire d'État à la Justice peut subdéléguer sa signature aux directeurs - chefs de service dans la mesure compatible avec une politique de saine décentralisation et sans nuire à l'uniformité de la politique du département.

Art. 4. — Les arrêtés d'organisation judiciaire 001, 002 et 100 respectivement des 28 janvier, 8 février et 31 juillet 1980 sont abrogés.

Art. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

22 juillet 1987. – ORDONNANCE 87-243 portant réglementation de l'activité informatique en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1987, p. 21)

CHAPITRE 1er
DU PLAN DIRECTEUR D'INFORMATISATION

Art. 1er. — La tâche primordiale du service présidentiel d'études en matière de réglementation de l'activité informatique consiste dans l'élaboration du plan directeur d'informatisation en République du Zaïre.

Art. 2. — Le plan directeur d'informatisation en République du Zaïre implique l'établissement d'un inventaire aussi exhaustif que possible de toutes les administrations et entreprises publiques et des sociétés d'économie mixte susceptibles de recourir aux moyens automatisés de gestion et à la réalisation d'actions effectives d'informatisation, planifiées d'année en année et entreprises en fonction des priorités et moyens nationaux.

Il est revu à l'issue de chaque période annuelle pour déterminer et corriger les distorsions éventuelles constatées entre les prévisions et réalisations.

CHAPITRE II
DES MOYENS INFORMATIQUES

Art. 3. — Aux fins de la présente ordonnance, les moyens informatiques comprennent les matériels, les logiciels, les prologiciels, les prestations de services et les fournitures informatiques.

Art. 4. — Toute acquisition de moyens informatiques en provenance de l'étranger est soumise au visa préalable du service présidentiel d'études. Tout contrat relatif à de telles acquisitions est également soumis au visa du service présidentiel d'études.

Art. 5. — L'utilisation des matériels acquis par les administrations publiques et les entreprises publiques et par les sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'État détient une participation d'au moins 25 % est soumise à l'audit du service présidentiel d'études.

Art. 6. — Les logiciels et prologiciels acquis de quelque manière que ce soit par les personnes visées à l'article 5 sont répertoriés par le service présidentiel d'études dans le but d'en favoriser les échanges entre centres.

Art. 7. — Toute entreprise de représentation, de services et de conseils en informatique est tenue, pour pouvoir exercer ses activités au Zaïre, de se faire enregistrer au service présidentiel d'études.

CHAPITRE III
DES APPLICATIONS INFORMATIQUES

Art. 8. — Toutes les applications informatiques existant au Zaïre font l'objet d'un inventaire établi par le service présidentiel d'études, pour en déterminer la nature, les domaines et les caractéristiques.

Art. 9. — Tout acte accompli à l'occasion d'une application informatique et qui porte atteinte à la sécurité de l'État, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, est punissable conformément aux lois pénales en vigueur.

Art. 10. — Le service présidentiel d'études peut créer un ou plusieurs centres de traitement de masse, pour aider notamment les petites et moyennes entreprises à accéder aux moyens automatiques de gestion.

Ces centres utiliseront essentiellement des prologiciels facilitant la mise en œuvre des applications courantes telles que la paie, la comptabilité, la gestion des stocks, la facturation.

CHAPITRE IV
DE LA BANQUE DE DONNÉES DE L'ÉTAT

Art. 11. — Dans le cadre de ses tâches de création, de développement ou de maintenance de la banque de données de l'État, le service présidentiel d'études est autorisé à requérir le concours gratuit de tout organisme public, para-étatique ou privé situé sur le territoire national, en vue d'en obtenir les données nécessaires.

Art. 12. — Toute manipulation de la banque de données par des personnes ou des organismes extérieurs au service présidentiel d'études dans le but notamment d'en extraire des informations, sera effectuée conformément aux règles par le service présidentiel d'études.

Toute manœuvre visant intentionnellement à détruire totalement ou partiellement la banque de données ou à s'approprier frauduleusement des informations qu'elle recèle, est punissable conformément à la législation pénale en vigueur.

CHAPITRE V
DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE EN INFORMATIQUE

Art. 13. — Le service présidentiel d'études organise les enseignements de l'informatique:

1) en créant des cycles de formation de longue ou de courte durée;

2) en contrôlant les établissements privés dispensant l'enseignement de l'informatique, lesquels sont tenus d'observer le respect strict des programmes normatifs de cours fixés par le service présidentiel d'études, sous peine de fermeture d'établissement ou de suppression de section dont la qualité des enseignements est jugé insuffisante ou défaillante.

Il organise, à tous les niveaux, un jury pour l'obtention de diplôme de fin de cycle et autorise, sous condition, l'octroi de tout autre diplôme ou brevet.

Art. 14. — Le service présidentiel d'études organise et contrôle la recherche en informatique. Celle-ci peut porter sur les matériels, les logiciels ou prologiciels, les didacticiels, les applications informatiques, les fournitures informatiques et, généralement, tout autre domaine intéressant l'informatique.

CHAPITRE VI
DE L'INDUSTRIE INFORMATIQUE

Art. 15. — Le service présidentiel d'études est habilité à entreprendre toute action ou à encourager toute initiative qui vise la production locale de matériels ou de fournitures informatiques et, par extension, de logiciels ou prologiciels.

Art. 16. — Le service présidentiel d'études est autorisé à susciter la formation de cartels d'achat de fournitures informatiques dans le but d'en réduire le coût d'acquisition.

CHAPITRE VII
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 17. — Le département ayant les télécommunications dans ses attributions est tenu d'apporter son concours au service présidentiel d'études dans les réalisations se rapportant à la télématique.

Art. 18. — Tout engagement d'informaticien expatrié s'effectue aux conditions de qualification et de nombre fixées par le service présidentiel d'études.

Art. 19. — Sans préjudice des peines prévues par les lois en vigueur, les infractions à la présente ordonnance sont punissables d'une amende de 50.000 à 100.000 zaïres.

Art. 20. — Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

16 juillet 1997. – DÉCRET-LOI 008 portant création d'un Office des biens mal acquis, en abrégé «OBMA». (*Ministère de la Justice*)

*TITRE I^er^*
DÉNOMINATION - OBJET - SIÈGE

Art. 1^er^. — Il est créé sous la dénomination d'Office des biens mal acquis, en sigle «*O.B.M.A.*».

– Texte conforme à la source disponible.

L'Office est doté de la personnalité juridique.

Art. 2. — L'Office a pour objet dans le cadre des biens mal acquis:

• surveiller, contrôler et inspecter la gestion des entreprises du portefeuille de l'État et des services publics centraux et décentralisés générateurs des recettes ainsi que des organismes ou entreprises de toute nature ayant bénéficié du concours financier de l'État, des entités administratives et établissements ou organismes para-étatiques sous une forme quelconque;

• rechercher, constater et poursuivre les infractions commises dans ce secteur par les mandataires publics, les administrateurs et les représentants de l'État dans les entreprises publiques et services publics générateurs des recettes ainsi que par tout cadre ou agent impliqué dans la gestion de ces entreprises et leurs coauteurs ou complices;

• saisir directement les cours et tribunaux des faits infractionnels constatés par lui ou des spoliations dont l'État ou les entreprises ont été ou sont victimes;

• récupérer les biens ainsi déterminés frauduleusement soustraits à l'État et les reverser au patrimoine de celui-ci;

• consulter sans déplacement et requérir toutes pièces, tout document et toute information qu'il estime nécessaires à la réalisation de son objet;

• d'une manière générale, poser tous les actes nécessaires à la réalisation des objectifs qui lui sont assignés.

Dans l'exécution de ses missions, l'Office ne peut s'immiscer dans la direction ou la gestion des services contrôlés.

Art. 3. — Le siège de l'Office est établi à Kinshasa. Il peut toutefois être ouvert des représentations tant dans la capitale, à l'intérieur de la République démocratique du Congo qu'à l'étranger.

L'organisation, le fonctionnement et les attributions des représentations de l'Office sont fixés par le ministre de la Justice, sur proposition du directeur général.

Les représentations sont de simples divisions administratives et techniques, dépourvues de la personnalité juridique et exerçant, dans les limites de leurs juridictions respectives, les attributions de l'Office sous l'autorité de la direction générale.

TITRE II
STRUCTURES - ATTRIBUTIONS

CHAPITRE I^er^
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Art. 4. — L'Office est dirigé par un président-directeur général assisté d'un président-directeur général adjoint et d'un secrétaire général.

Il est doté d'un personnel administratif dont les membres sont nommés par le ministre de la Justice, sur proposition du président-directeur général. Le personnel administratif est placé sous l'autorité du secrétaire général.

Art. 5. — Le président-directeur général et le président-directeur général adjoint ainsi que le secrétaire général sont nommés pour un terme de 3 ans renouvelable et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le président de la République, sur proposition du ministre de la Justice.

Le président-directeur général représente l'Office vis-à-vis des tiers.

Les actions judiciaires tant en demande qu'en défense sont introduites et soutenues au nom de l'Office par le président-directeur général ou par toute autre personne mandatée par lui à cette fin.

Les fonctions de président-directeur général, de président-directeur général adjoint et de secrétaire général prennent fin par décès, démission, révocation ou échéance du mandat.

Le président-directeur général exerce, sous l'autorité directe du ministre de la Justice, tous les pouvoirs correspondant aux objectifs assignés à l'Office.

À la fin de chaque trimestre, le président-directeur général établit un rapport d'activités contresigné par le secrétaire général qu'il adresse au ministre de la Justice.

Art. 6. — La rémunération du président-directeur général, du président-directeur général adjoint et du secrétaire général sont fixées par le président de la République, sur proposition du ministre de la Justice.

Art. 7. — Les actes relevant de la gestion des affaires courantes de l'Office sont signés par le président-directeur général. Néanmoins, toutes les pièces comptables doivent obligatoirement porter deux signatures.

Art. 8. — Un règlement d'ordre intérieur, approuvé par l'autorité de tutelle, déterminera les règles de fonctionnement de la direction générale, les attributions du secrétaire général ainsi que les rapports entre les différentes subdivisions administratives et techniques.

CHAPITRE II
DU PERSONNEL ADMINISTRATIF

Art. 9. — Le personnel administratif de l'Office est réparti en un secrétariat général et ayant 4 directions, à savoir:

• direction administrative;

• direction financière;

• direction des études;

• direction juridique.

Il est placé sous l'autorité du secrétaire général.

Art. 10. — Le personnel administratif est régi par un statut particulier, approuvé par le ministre de la Justice sur proposition du président-directeur général.

TITRE III
DE LA TUTELLE

Art. 11. — Le ministre de la Justice exerce son pouvoir de tutelle dans les limites fixées par la loi, soit par voie d'injonction, voie d'opposition ou d'approbation conformément aux dispositions applicables aux entreprises publiques.

Sont notamment soumis à approbation l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que leurs modifications éventuelles, les budgets ou états de prévisions des recettes et des dépenses, le compte de fin d'exercice, le bilan et le rapport annuel d'activités.

En tout état de cause et sans préjudice du pouvoir d'injonction ordinaire dont il dispose à l'égard du ministère public, le ministre de la Justice peut enjoindre au président-directeur général de saisir les juridictions compétentes des faits infractionnels portés à sa connaissance à charge des mandataires et agents des entreprises du portefeuille de l'État et des services publics générateurs des recettes.

L'autorité de tutelle peut s'opposer à l'exécution de toute décision qu'elle juge contraire à la loi, à l'intérêt général ou particulier de l'Office.

Lorsqu'elle fait opposition, elle notifie celle-ci par écrit au président-directeur général.

TITRE IV
DES SOURCES DES RECETTES

Art. 12. — Les recettes de l'Office proviennent des contributions des entreprises et services publics régis par le présent décret-loi à concurrence de 5 % de leurs chiffres d'affaires mensuels, des subventions budgétaires de l'État et des donations approuvées par l'autorité de tutelle, conformément aux dispositions de l'article précédent.

TITRE V
DISPOSITIONS FINALES ET ABROGATOIRES

Art. 13. — Le ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret-loi qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

27 septembre 1997. – ARRÊTÉ 025/CAB/MIN/RI.J & GS/97 portant organisation et fonctionnement de l'Office des biens mal acquis. (*Ministère de la Justice*)

CHAPITRE I^er^
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Section I^re^
Objet

Art. 1^er^. — Le présent arrêté régit l'organisation et le fonctionnement de l'Office des biens mal acquis. Il définit les différentes structures de l'Office ainsi que leurs attributions, leurs compositions et les rapports entre elles. Il fixe également les rapports entre l'Office et les tiers.

Section II
De la nature et des attributions

Art. 2. — L'Office des biens mal acquis est une entreprise publique à caractère administratif.

Art. 3. — Les attributions de l'Office sont fixées par l'article 3 du décret-loi 008-97 du 16 juillet 1997 créant l'Office. Conformément à cette disposition légale, l'Office des biens mal acquis dispose d'une compétence spéciale en matière de récupération des biens mal acquis. Il dispose également d'une compétence supérieure en matière de surveillance, de contrôle et d'inspection de gestion des entreprises relevant du portefeuille de l'État, des services publics centraux et décentralisés générateurs des recettes ainsi que des organismes ayant bénéficié du concours financier de l'État ou des entités administratives.

Art. 4. — Dans le cadre de l'objet de l'Office des biens mal acquis, est notamment mal acquis tout bien obtenu au détriment de l'État, de ses entités administratives décentralisées, des entreprises publiques ou à partir des ressources subtilisées à l'État, aux entreprises publiques ou para-étatiques.

Il en est de même des biens obtenus à la suite d'un vol, un détournement, un trafic d'influence, un abus d'autorité, une spoliation, une corruption, un chantage, une escroquerie, un abus de confiance, une concussion ainsi que tout enrichissement sans cause.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Section Ire
Des structures

Art. 5. — Les structures de l'Office des biens mal acquis sont:

1) la direction générale;

2) le secrétariat général; et

3) les représentations provinciales et celles de l'extérieur.

Paragraphe 1er
De la direction générale

Art. 6. — La direction générale est composée du:

• président-directeur général;

• président-directeur général adjoint;

• secrétaire général.

Art. 7. — *Du président-directeur général*

Sans préjudice de l'article 5 du décret-loi portant création de l'Office des biens mal acquis, le président-directeur général dirige, oriente la politique et les objectifs de l'Office. À ce titre, il exerce le pouvoir disciplinaire. Il peut constater toute faute disciplinaire commise par tout agent de l'Office. Il est chargé de la conception, de la coordination, des prévisions des activités de l'Office et de commandement de celui-ci. Il est responsable de la sauvegarde du patrimoine de l'Office.

Il a tous les pouvoirs correspondant aux objectifs assignés à l'Office; il les exerce sous l'autorité directe du ministre de la Justice. Il statue par voie de décision.

Dans l'accomplissement de sa mission et pour le bon fonctionnement de l'Office, il réunit:

• au moins une fois par semaine autour de lui et dans le cadre de la direction générale, le président-directeur général adjoint et le secrétaire général et procède avec eux à l'examen des questions d'importance intéressant l'Office;

• au moins une fois par mois, un conseil de direction composé de:

– le président-directeur général;

– le président-directeur général adjoint;

– le secrétaire général;

– les directeurs de l'administration centrale.

Le directeur administratif assure le secrétariat du conseil de direction.

Art. 8. — Le président-directeur général peut toujours consulter toute personne dont il estime la présence utile aux travaux du conseil de direction.

Art. 9. — *Du président-directeur général adjoint*

Le président-directeur général adjoint est le collaborateur direct du président-directeur général. À cet effet, il a dans ses fonctions, spécialement, la charge de veiller à la bonne exécution des décisions, des règlements et des objectifs de l'Office et leur suivi ainsi que toutes les instructions de la hiérarchie. Il informe ou avise cette dernière de tout événement important survenu ou de tout différend de nature à troubler l'ordre au sein de l'Office et/ou toutes les irrégularités constatées dans la gestion. Il assume toutes autres tâches que lui confie la hiérarchie.

Art. 10. — *Du secrétaire général*

Sans préjudice des dispositions du décret-loi portant création de l'Office des biens mal acquis, en son article 9, les services de l'administration centrale sont placés sous l'autorité du secrétaire général. À ce titre, ce dernier assume la responsabilité de leur fonctionnement et d'une manière générale, la bonne marche de l'administration. Il peut réunir, en cas de nécessité, en accord avec la hiérarchie, les directeurs de l'administration centrale.

Art. 11. — En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, celui-ci est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le directeur administratif.

Paragraphe 2
Du secrétariat général

Art. 12. — En plus des attributions spécifiques qui lui sont conférées en vertu d'autres dispositions du présent arrêté ou par des textes particuliers, le secrétaire général coordonne les activités et centralise les rapports de l'administration centrale de l'Office des biens mal acquis qui est composée de quatre directions, à savoir:

• la direction administrative;

• la direction financière;

• la direction des études;

• la direction juridique.

Art. 13. — La direction administrative comporte:

• un secrétariat de direction;

• une division des ressources humaines qui s'occupe notamment, de la gestion des effectifs, de la gestion des salaires, du suivi des mouvements du personnel, du suivi des dossiers disciplinaires, du recrutement, de la sélection, du placement, de la promotion, de la retraite, du licenciement et de la formation. Elle est, en outre, chargée de tous les problèmes relatifs aux activités médico-sociales, notamment des soins de santé, des naissances et décès, de la scolarité des enfants des agents et de toute autre activité à caractère social et culturel;

• une division de la logistique qui s'occupe notamment de la gestion du charroi, de l'approvisionnement et achats, de l'entretien des bâtiments, des assurances auto et suivi des dossiers sinistres, du déclassement des véhicules et renouvellement du charroi et de la maintenance de celui-ci et du transport du personnel;

• une division du patrimoine et protection qui s'occupe de la gestion des biens sous litige, de l'inventaire général de ceux-ci et de leur entretien;

• une division informatique qui s'occupe de tous les services informatiques et des archives. Elle constitue la banques des données de l'Office des biens mal acquis.

Art. 14. — La direction financière comporte:

• un secrétariat de direction;

• une division de la comptabilité qui s'occupe notamment de:

– la mise à jour du plan comptable;

– les imputations des pièces comptables;

– la tenue des livres comptables, des inventaires et des archives;

– la tenue des bilans et rapports financiers annuels;

– le traitement des données de la comptabilité;

• une division de la trésorerie qui s'occupe notamment de la tenue des livres de banque, de la gestion des journaux de caisse, de l'émission et de l'encaissement des chèques, des ordres de paiement, des ordres de virement, du paiement des différentes factures et notes de frais;

• une division du budget qui établit les prévisions devant être approuvées par la direction générale. Elle établit le budget et suit son exécution;

• une division de l'audit externe qui s'occupe d'auditer les entreprises, services et organismes concernés par l'Office des biens mal acquis;

• une division de recouvrement qui cherche les recettes auprès des redevables.

Art. 15. — La direction des études comprend:

• un secrétariat de direction;

• une division de l'expertise et des standards qui fait l'évaluation et l'expertise (le constat) technique en chaque matière et décide, au cas où l'expertise interne est insuffisante ou inexistante, de recourir à l'expertise externe. Le standard concerne dans ce cas, la conformité aux normes;

• une division de renseignements qui a pour rôle de:

– récolter et recueillir toutes informations relatives à la mission assignée à l'Office;

– promouvoir les recherches et les techniques de stratégie de recensement et de l'inventaire pour la réalisation de l'objet social de l'O.B.M.A.;

– gérer le répertoire des entreprises, des services et des organismes ou toute autre personne morale ou physique concernés par l'objet social de l'O.B.M.A.;

• une division des statistiques et de documentation qui s'occupe notamment de rassembler les données pour l'Office et pour les autres entreprises, services et organismes en rapport avec l'objet social de l'O.B.M.A.

Art. 16. — La direction juridique comprend:

• un secrétariat de direction;

• une division des contentieux qui s'occupe notamment:

– des transactions;

– du suivi des litiges;

– du contact avec les avocats de l'État, des parquets, des cours et tribunaux;

– de la saisine des cours et tribunaux;

• une division des investigations et des recherches qui doit notamment:

– rechercher, constater et poursuivre les infractions dans le chef des entreprises et organismes concernés;

– détecter, recouper les informations sur le terrain et identifier les biens, les documents, les suspects et les délinquants;

– rédiger les procès-verbaux;

• une division de l'inspection et organisation juridique qui notamment:

– contrôle la légalité aussi bien dans les entreprises, services ou organismes concernés, qu'à l'intérieur de l'Office;

– rédige les projets de contrat, de convention et/ou protocole d'accord en rapport avec les objectifs de l'Office des biens mal acquis;

– établit les projets des textes légaux et réglementaires pour une meilleure gestion de l'Office des biens mal acquis d'une part, et d'autre part des entreprises, services et organismes de l'État concernés par l'Office des biens mal acquis;

• une division des relations internationales qui s'occupe notamment:

– de la coopération judiciaire internationale;

– des commissions rogatoires;

– du recours à la justice et aux barreaux extérieurs;

– des contacts avec l'Interpol;

– des contacts avec les services spécialisés étrangers et les organismes internationaux.

Paragraphe 3

Des représentations

Art. 17. — Sous réserve des dispositions du décret-loi 008 du 16 juillet 1997, les représentations, bien que dépourvues de la personnalité juridique, représentent la direction générale dans leurs ressorts respectifs.

Elles sont chargées essentiellement de:

• exécuter les décisions de la direction générale;

• exécuter le programme arrêté de la direction générale;

• instruire les affaires à soumettre à la direction générale;

• préparer et proposer à la hiérarchie toutes mesures et/ou solutions à apporter aux problèmes survenus dans leurs ressorts respectifs;

• assurer, dans leurs ressorts respectifs, la collecte des informations et la vérification de celles-ci.

En tant que représentant de la direction générale dans un ressort donné, les représentants sont placés sous l'autorité hiérarchique de la direction générale et sous le contrôle technique du président-directeur général adjoint qui dispose sur elles d'un droit de regard permanent.

La direction générale, à cet effet, dispose, d'une part, d'un droit d'injonction et, d'autre part, de pouvoirs de suspension, de réformation et d'annulation des actes, décisions ou positions prises ou adoptées par elles.

La direction générale peut donner des ordres et adresser des instructions de service. Elle peut aussi demander, par écrit ou verbalement, toute information relative au fonctionnement des représentations.

Il existe deux types de représentation:

• la représentation provinciale;

• la représentation extérieure.

La coordination des représentations provinciales ainsi que celle des représentations extérieures sont assurées par le bureau technique placé sous l'autorité directe du président-directeur général adjoint.

Le coordinateur des représentations provinciales ainsi que celui des représentations extérieures sont nommés et, le cas échéant, révoqués par le ministre de la Justice, sur proposition de la direction générale.

Art. 18. — Les représentations sur le territoire de la République démocratique du Congo ont rang de direction et leurs responsables ont rang de directeur.

Art. 19. — La direction comprend les services suivants:

• le service administratif;

• le service financier;

• le service des études;

• le service juridique.

Art. 20. — Chaque service exerce, au niveau provincial et extérieur, les attributions des directions correspondantes de l'administration centrale.

Art. 21. — Sans préjudice des rapports circonstanciés commandés par l'urgence et l'intérêt du service, le représentant provincial et le représentant extérieur dressent mensuellement un rapport à l'intention de la direction générale par l'entremise de leurs coordinateurs respectifs.

Art. 22. — Les représentations à l'extérieur peuvent être créées en fonction des circonstances du moment; toutefois, l'Office peut recourir au service d'un avocat.

Section II

Du fonctionnement

Art. 23. — En application du décret-loi portant création de l'Office des biens mal acquis spécialement en son article 2, relatif à son objet, la direction financière en collaboration avec la direction juridique appliquent entre autres les dispositions relatives à la mission de l'audit de la gestion des entreprises du portefeuille de l'État et des services publics centraux et décentralisés générateurs des recettes ainsi que des organismes ou entreprises, ou toutes personnes physiques ou morales ayant bénéficié du concours de l'État.

La direction des études est chargée de recueillir, de rassembler, de recenser, d'enregistrer, d'inventorier, de garder et de gérer tous les renseignements reproduits en nombre et en premier lieu sous forme d'information pour la direction juridique.

La direction juridique a notamment pour mission de rechercher, vérifier, recouper sur terrain les informations, les dénonciations, de constater et poursuivre les infractions commises par les mandataires publics, les administrateurs et les représentants de l'État dans les entreprises publiques et services publics générateurs des recettes ainsi que par tout cadre ou agent impliqué dans la gestion de ces entreprises ainsi que leurs coauteurs ou complices.

La direction juridique, par le biais du secrétaire général, transmet le rapport avec propositions concrètes à la direction générale qui saisit directement les cours et tribunaux des faits infractionnels constatés par elle ou des spoliations dont l'État ou les entreprises publiques, les services publics ou organismes et/ou personne physique ou morale ont été ou sont victimes.

Sans préjudice des poursuites qu'elle entraîne et à titre conservatoire, la direction générale, en vue de récupérer les biens meubles, immeubles, titres ou effets résultant de tout enrichissement sans cause au détriment de la Nation, sollicite du ministre de la Justice un arrêté de réquisition aux fins de gérer momentanément lesdits biens.

Elle affecte instantanément ces biens à la direction administrative pour disposition et la direction financière en est informée à toutes fins utiles.

Art. 24. — Après décision définitive des cours et tribunaux, la direction générale prendra soin d'affecter ou de reverser les biens concernés au patrimoine de l'État qui en disposera.

Art. 25. — Dans le cas où les cours et tribunaux infirmaient la procédure jusque-là suivie par l'Office des biens mal acquis, celui-ci procédera à la restitution desdits bien à *son* propriétaire originaire.

– Texte conforme à la source disponible. Il convient de lire «*leur*».

Chapitre III

Des dispositions finales

Art. 26. — Le recrutement relève de l'autorité de tutelle sur proposition du président-directeur général, en ce qui concerne les cadres de commandement et de direction. Elle est réservée au président-directeur général sur proposition du secrétaire général quant aux cadres subalternes.

Pour les agents de maîtrise et d'exécution, leur recrutement, engagement et révocation le cas échéant, relèvent du président-directeur général sur proposition du secrétaire général après avis du directeur administratif.

Art. 27. — En matière financière, pour toute sortie des fonds les chèques sont établis et signés par le directeur financier et contresignés par le président-directeur général. Il en sera de même pour tous documents comptables relatifs à la sortie des fonds.

Quant à la rentrée des fonds, celle-ci ne se fera que par voie bancaire aux comptes ouverts à cette fin par l'Office des biens mal acquis.

Art. 28. — Tout contrat de travail est établi par la direction administrative et est transmis pour signature au président-directeur général par le biais du secrétaire général.

Art. 29. — Les dispositions des articles 12, 13 et 27 du présent arrêté s'appliquent *mutatis mutandis* aux représentations.

Art. 30. — Sans préjudice des incompatibilités établies par des textes particuliers, la fonction du personnel administratif de l'Office est incompatible avec:

• la qualité de membre du gouvernement;

• la qualité de cadre ou d'employé des entreprises publiques ou d'agent de carrière des services publics de l'État;

• les fonctions conférées par un État étranger ou une organisation internationale et rémunérées sur leurs fonds.

Toutefois, le ministre de la Justice peut déroger à la présente disposition.

Art. 31. — La division des relations publiques rattachée à la direction générale sera chargée notamment de la communication, spécialement des rapports avec la presse écrite, parlée et audio-visuelle; de l'accueil, de l'hébergement ainsi que des voyages, des visas et de toutes autres formalités administratives relatives à son objet.

Art. 32. — La division de l'audit interne qui a pour tâche d'auditer l'Office des biens mal acquis est rattachée à la direction générale.

Art. 33. — Le bureau de sécurité chargé de la sécurité de l'Office des biens mal acquis est rattaché au cabinet du président-directeur général.

Art. 34. — Le président-directeur général, le président-directeur général adjoint, le secrétaire général, le directeur juridique, les responsables provinciaux, les inspecteurs de la direction générale et des provinces sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire.

Art. 35. — L'organigramme de l'Office des biens mal acquis est annexé au présent arrêté.

Art. 36. — Le présent arrêté sort ses effets à la date de sa signature.

---

15 octobre 1997. – DÉCRET-LOI 032 portant création du Service national, en abrégé «S.N.». (*Présidence de la République*)

Art. 1er. — Il est créé un organisme public spécialisé dénommé Service national, en abrégé S.N.

Il est doté de l'autonomie administrative et financière.

Art. 2. — Le Service national est placé sous la haute autorité du président de la République.

Art. 3. — Le Service national est un organe paramilitaire d'éducation, d'encadrement et de mobilisation des actions civiques et patriotiques en vue de la reconstruction de notre pays.

À ce titre, il est chargé notamment:

1. d'organiser sur l'ensemble du territoire national, des centres d'encadrement de jeunes filles et garçons désœuvrés, de jeunes finalistes d'enseignement secondaire ou universitaire; en vue de leur inculquer une éducation civique et patriotique, de les initier aux travaux de production agricole, suivi d'une professionnalisation éventuelle, et de leur donner une formation paramilitaire et d'autodéfense;

2. de transformer progressivement chaque centre en un véritable pôle de développement intégré, en fournissant l'appui technique et matériel à tous les villages environnants;

3. de transformer les centres de production et d'appui à la reconstruction en un véritable creuset des valeurs civiques et patriotiques en utilisant le brassage de l'intégration des jeunes venus de différents horizons, couches sociales, ethnies, pour leurs inculquer les valeurs socioculturelles: d'amour de son pays, de solidarité, de tolérance, de justice, d'égalité et d'équité malgré la diversité des origines;

4. de transformer les centres de production et d'appui à la reconstruction en une véritable pépinière de futurs acteurs du développement intégré, ayant pris goût au travail productif, tout en se tenant prêt à défendre, la viabilité et les intérêts de notre pays par tous les moyens, y compris par les armes s'il le faut;

5. de transformer les centres en véritable laboratoire grandeur nature, où seront expérimentées toutes les recettes, idées ou théories, relatives au développement de notre pays;

6. de transformer les centres en véritable catalyseur de l'exode urbain, où les jeunes découvriront le trésor caché et le charme de la vie campagnarde, et la nécessité de sauver nos villages et nos campagnes, d'où devra partir un développement durable;

7. de transformer les centres en cadre idéal, où pourront s'épanouir tous les talents inhibés par la précarité de condition de vie dans leur cadre de vie habituel;

8. d'encadrer les militaires en fin de carrière, en vue de leur insertion dans les différents pôles de développement intégré, et leur participation à la production et à la reconstruction;

9. d'enrôler dans le cadre de services civique à durée déterminée, les finalistes des instituts supérieurs et universitaires en vue de venir en aide à certaines régions déshéritées du pays où règne la carence en médecins, enseignants et autres cadres.

Art. 4. — Les organes du Service national sont:

• le commandant central;

• les 11 antennes provinciales.

Art. 5. — Le commandement central a son siège à Kinshasa et comprend notamment:

1. département de la conscience;

2. département de la vigilance;

3. département de la défense civile.

Art. 6. — Les 11 antennes provinciales seront implantées dans chaque province.

Art. 7. — Le Service national est dirigé par un commandant.

Il est nommé et relevé le cas échéant de ses fonctions par le président de la République.

Le commandement est secondé par 3 chefs de département qui sont:

• le chef de département de la conscience;

• le chef de département de la vigilance;

• le chef de département de la défense civile.

Art. 8. — Le commandant est assisté dans l'exercice de ses fonctions d'un collège de conseillers, un secrétaire général, 11 coordonnateurs provinciaux qu'il nomme après approbation du président de la République.

Art. 9. — Les modalités d'organisation et de fonctionnement du SN, non prévues par le présent décret-loi, sont fixées par son règlement intérieur.

Art. 10. — Le présent décret-loi entre en vigueur à la date de sa signature.

---

31 mars 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 98/008 relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage. (*Ministère des Affaires intérieures*)

Art. 1er. — Les sociétés de gardiennage sont des entreprises commerciales de droit congolais qui louent leurs services aux personnes tant physiques que morales en vue d'assurer la protection des personnes et des biens, sans pour autant se substituer aux forces de l'ordre.

Art. 2. — L'exploitation d'une société de gardiennage est soumise aux conditions suivantes:

a) détenir un numéro du nouveau registre de commerce;

b) détenir un numéro d'identification nationale et du compte bancaire connu de l'autorité de tutelle;

c) déposer un dossier contenant l'identité et la qualité des exploitants et des gestionnaires;

d) déposer un dossier décrivant le matériel à utiliser;

e) déposer un dossier relatif aux critères de recrutement du personnel;

f) obtenir l'avis favorable de la commission *ad hoc* instituée par le ministre des Affaires intérieures;

g) justifier du versement des frais administratifs.

Art. 3. – L'exploitation est autorisée sur base d'un permis d'exploitation délivré par le ministère de l'Intérieur dont la validité est d'une année renouvelable.

Ce permis détermine le ressort et le domaine d'exploitation de la société.

Art. 4. — Chaque société de gardiennage dispose d'un personnel propre. Le personnel des sociétés de gardiennage ne peut faire partie des éléments actifs ou ayant appartenu aux forces armées, à la police nationale ou aux services de sécurité du pays.

Art. 5. — Sans préjudice des prérogatives reconnues à ces sociétés en matière de recrutement de leur personnel, les personnes à recruter doivent être de nationalité congolaise ou étrangère ayant résidé en République démocratique du Congo sans interruption, cinq années à la date du recrutement. Celui-ci devra requérir l'avis favorable de la commission *ad hoc*.

Art. 6. — La commission *ad hoc* détermine les modalités d'obtention du permis d'exploitation et de collaboration avec les services de sécurité publique.

Il est interdit aux sociétés de gardiennage de faire la patrouille, de détenir, de porter et d'utiliser les armes à feu, les engins spéciaux et tous autres matériels réservés à l'usage militaire et policier.

Les sociétés de gardiennage sont tenues de respecter la législation en vigueur en matière d'arrestation et de détention des délinquants.

Art. 7. — Est prohibé, tout détachement des éléments actifs des forces armées et de la police nationale auprès desdites sociétés.

Art. 8. — Toutes les sociétés de gardiennage existantes doivent se conformer aux conditions fixées par le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires.

Art. 9. — Le vice-ministre chargé de l'Ordre public est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

10 juillet 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/V.M/AFF. SO.F./015/98 portant création et organisation d'un Conseil national de la femme. (*Ministère des Affaires sociales et Famille*)

Art. 1er. — Il est créé un Conseil national de la femme.

Art. 2. — Ce Conseil est un organe consultant auprès du gouvernement et a pour mission de:

• veiller à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de promotion de la femme;

• mobiliser toutes les forces vives de la nation œuvrant pour la promotion de la femme;

• proposer des actions et entreprendre dans ce domaine conformément aux recommandations internationales.

Art. 3. — Le Conseil national de la femme est appelé à exercer les fonctions suivantes:

• donner les orientations nécessaires quant aux actions à entreprendre dans le cadre de l'exécution du programme national pour la promotion de la femme;

• faire l'évaluation de la mise en œuvre du programme national sur la femme ainsi que des recommandations des conférences internationales;

• décider et mener des actions de grandes envergures en faveur de la femme congolaise;

• préparer tous les rapports périodiques sur l'état d'application des instruments internationaux sur la femme, ratifiés par notre pays;

• préparer la célébration des grandes journées dédiées à la femme.

Art. 4. — Le Conseil national de la femme est placé sous la présidence du ministère ayant la femme dans ses attributions.

Il comprend les experts des institutions publiques et privées, des organisations non gouvernementales, des associations féminines et confessionnelles œuvrant pour la promotion de la femme, des conseils provinciaux et des présidents des commissions.

Art. 5. — Le Conseil national de la femme est composé de:

A. au niveau national:

1. un bureau national comprenant:

• un président;

• deux vice-présidents;

• un rapporteur;

• un rapporteur adjoint;

• des présidents des commissions;

2. la chambre des commissions comprend des membres répartis dans 5 commissions suivantes:

• commission politique;

• commission juridique et chargée de la lutte contre la violence faite à la femme;

• commission économique;

• commission socio-culturelle;

• commission chargée de la jeune fille;

3. sous la supervision du bureau national, le secrétariat assuré par les agents du secrétariat général à la Famille;

4. la 1re vice-présidence est assumée par le secrétaire général ayant la femme dans ses attributions;

5. la 2e vice-présidence est assumée par le représentant d'une ONG choisi parmi les experts représentant les ONG, membres du Conseil national de la femme;

6. le rapporteur général est un expert du ministère ayant la femme dans ses attributions.

Il est secondé par un rapporteur général adjoint choisi parmi les experts des institutions publiques, membres du Conseil national de la femme;

7. les présidents des commissions sont choisis parmi les experts représentants des institutions publiques, ONG, associations féminines et confessionnelles, membres du Conseil national de la femme;

B. au niveau provincial:

1. un bureau comprend:

• un président;

• deux vice-présidents;

• un rapporteur général;

• un rapporteur général adjoint;

• des présidents des commissions.

2. la chambre des commissions provinciales est calquée au modèle national;

3. sous la supervision du bureau provincial, le secrétariat est assuré par les agents de la division provinciale ayant la femme dans ses attributions;

4. la présidence du bureau provincial est assumée par le gouverneur de province ou son représentant, tandis que la vice-présidence est un expert de la division provinciale ayant la femme dans ses attributions;

5. le rapporteur est un expert de la division provinciale ayant la femme dans ses attributions;

6. les présidents des commissions sont choisis en province parmi les experts représentant les institutions publiques provinciales, les ONG ainsi que les associations féminines et confessionnelles, membres du Conseil national de la femme.

Art. 6. — Les membres du Conseil national de la femme sont désignés par un arrêté du ministre ayant la femme dans ses attributions.

Art. 7. — Un règlement intérieur du Conseil national de la femme fixe l'organisation, la répartition des matières et des modalités de fonctionnement des commissions.

Art. 8. — Les réunions du Conseil national de la femme ainsi que celles des comités provinciaux se tiennent d'ordinaire une fois le trimestre; elles peuvent se tenir de manière extraordinaire chaque fois que le bureau le juge nécessaire.

Art. 9. — Une fois l'an, le bureau national et les présidents des conseils provinciaux se réunissent pour le bilan de l'action des conseils national et provinciaux.

Art. 10. — Les crédits de fonctionnement du Conseil national de la femme ainsi que des conseils provinciaux sont inscrits au budget de fonctionnement du gouvernement.

Art. 11. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures au présent qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 12. — Le secrétaire général à la famille est chargé de son exécution.

SPORTS ET LOISIRS

Arr. dép. CAB/2100/0005/73 du 2 février 1973 — Rencontres sportives financées par le Trésor public 530
Arr. dép. CAB/2100/0007/73 du 13 février 1973 — Fédérations sportives. – Réforme 530
Arr. dép. CAB/2100/0009/73 du 13 février 1973 — Comité olympique national 532
Décision olympique 003/76 du 3 mars 1976 — Comité national olympique. – Emblèmes. – Création et protection 534
Arr. dép. BCE/2100/0040/76 du 1er décembre 1976 — Emblèmes olympiques nationaux. – Protection 535
Arr. dép. BCE/2100/0014/77 du 31 mars 1977 — Fédération congolaise de médecine sportive 535
Arr. interdép. BCE/2100/0057/77 du 20 octobre 1977 — Installations sportives. Actes de violence. – Répression 538
Arr. dép. BCE/2100/0080/78 du 29 novembre 1978 — Département des Sports. – Commission de protocole 538
Ord. 80–107 du 21 avril 1980 — Services publics de l'État. – Organisation 538
Ord. 85-106 du 17 avril 1985 — Comité national pour la lutte contre la violence dans le sport 543
Arr. dép. 0017 du 6 juin 1986 — Athlètes congolais. – Transferts internationaux 544
A.M. MSL/CAB/2100/027/93 du 27 décembre 1993 — Fédérations nationales des loisirs . 545
A.M. MJSL/CAB/2100/0018/97 du 26 décembre 1997 — Fédérations sportives. – Révision des statuts types 545
A.M. MJSL/CAB/2100/0019/97 du 26 décembre 1997 — Associations sportives et clubs. – Statuts types 553
A.M. MJSL/CAB/2100/0020/97 du 26 décembre 1997 — Mouvement sportif. – Direction. – Élection 555
A.M. MJSL/CAB/2100/0022/97 du 26 décembre 1997 — Associations sportives. – Agrément 559
A.M. MJSL/CAB/2100/0023/97 du 26 décembre 1997 — Saisons sportives 560
A.M. MJS/CAB/2100/003/98 du 20 avril 1998 — Conseil national des activités physiques et sportives 560
Arrêté ministériel MJS/CAB/2100/004/98 du 22 avril 1998 — Recettes générées par les rencontres sportives. – Répartition 561
A.M. MJSL/CAB/2100/009/2002 du 27 mars 2002 — Organisation des activités physiques et sportives. – Autorisation provisoire 563

2 février 1973. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/2100/0005/73 portant réglementation des rencontres sportives financées par le Trésor public. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1973, p. 561)

Art. 1er. — Les recettes ou cachets provenant de toutes les rencontres sportives financées par le Trésor public reviennent à l'État.

Art. 2. — Les billets d'entrée aux rencontres sportives précitées et se déroulant sur le territoire national seront livrés par le département national des Finances et mis en vente par le comptable code 0235 attaché au département national de la Jeunesse et des Sports.

Art. 3. — Le directeur national des sports est tenu de transmettre, dans les meilleurs délais, au département national des Finances le calendrier de ces rencontres sportives.

Art. 4. — Le comptable code 0285 attaché au département national de la Jeunesse et des Sports paiera les frais d'organisation inhérents à ces rencontres ainsi que les quote-parts éventuelles dues aux fédérations internationales.

Art. 5. — Le directeur général du département national de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui rapporte toutes les dispositions qui lui sont contraires et entre en vigueur à la date de sa signature.

---

13 février 1973. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/2100/0007/73 portant refonte des dispositions régissant les fédérations sportives en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1973, p. 686)

Art. 1er. — La fédération sportive nationale dite «fédération zaïroise de «.....» créée le ..... a pour buts:

1° d'organiser, de développer, de contrôler et de réglementer la pratique de ..... (sport qu'elle dirige) en République du Zaïre;

2° de grouper les associations zaïroises de ..... de les représenter, de défendre leurs intérêts auprès des organismes sportifs nationaux et internationaux;

3° d'entretenir toutes relations utiles avec les fédérations d'autres pays.

Sa durée est illimitée.

Siège

Son siège est fixé à Kinshasa. Il peut être transféré en un autre lieu de la République de Zaïre, sur décision du commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Étendue des pouvoirs

Art. 2. — La fédération zaïroise de ..... est affiliée à la fédération internationale de ..... et est le seul pouvoir reconnu par cette fédération pour régir et contrôler, conformément à ses règlements sur toute l'étendue de la République du Zaïre le .....

Elle a reçu délégation du pouvoir d'organisation sportive par arrêté n° ..... du ..... du département national de la Jeunesse et des Sports.

Art. 3. — La fédération s'engage à se consacrer entièrement et uniquement à la réalisation de son programme d'action en dehors de toutes discussions et manifestations à caractère racial, politique, confessionnel et de façon plus générale étrangère à son objet.

TITRE II
COMPOSITION ET CATÉGORIE DES MEMBRES

– Dans sa publication, le *J.O.Z.* ne présente pas de «*titre I*^{er}».

Art. 4. — La fédération zaïroise de ..... comprend:

a) des associations affiliées;

b) des membres à titre individuel.

Le titre de membre peut être décerné à toute personne physique ou morale qui aura rendu à la fédération des services éminents. Le titre de membre bienfaiteur peut être décerné à toute personne physique ou morale ayant apporté un soutien matériel et ferme à la fédération.

Le titre de membre honoraire est décerné à tous ceux qui, dans le temps, ont pratiqué le ..... et qui, aujourd'hui, continuent à s'y intéresser.

Art. 5. — 1. Admission.

La qualité de membre de la fédération est décernée (pour les associations et les membres à titre individuel) par le bureau exécutif.

2. Démission et radiation.

La qualité de membre se perd:

• par la démission ou par le décès;

• par dissolution;

• par la radiation prononcée par le bureau exécutif pour infraction aux présents statuts ou pour autre manquement grave.

Cette mesure sera à la ratification du commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — Les associations sont tenues de se conformer aux statuts et règlements de la fédération zaïroise de .....

TITRE III
ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 7. — Les organes de la fédération sont:

1° le congrès;

2° le comité directeur;

3° le bureau exécutif.

Art. 8. — *a*) Le congrès est l'organe suprême de la fédération et se réunit tous les deux ans à l'occasion des jeux zaïrois.

b) Il définit l'orientation générale de la fédération.

c) Ses résolutions sont soumises pour approbation au département national de la Jeunesse et des Sports avant leur exécution par le comité directeur.

d) Le congrès comprend:

• le comité directeur;

• un délégué par association sportive.

Art. 9. — *Le comité directeur.*

a) le comité directeur est composé des membres du bureau exécutif et d'un délégué par région;

b) il se réunit deux fois par an: la quinzaine qui précède le début de la saison sportive et à l'occasion de la dernière rencontre sportive du calendrier;

c) il assure l'exécution des résolutions du congrès;

d) il arrête le calendrier des activités sportives pour chaque saison;

e) il approuve le rapport moral et financier du secrétaire général;

f) il examine toute autre question soumise à son examen par le secrétaire général.

Art. 10. — *Le bureau exécutif.*

a) la fédération est administrée par un bureau exécutif nommé par le commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports pour une durée de quatre ans.

Il sera composé de:

• un secrétaire général;

• un secrétaire général adjoint;

• un trésorier.

b) Il peut être mis fin, anticipativement, au mandat des membres du bureau exécutif par démission ou pour manquement grave. Dans ce dernier cas, la révocation constitue la dernière mesure disciplinaire extrême après l'avertissement, le blâme et la suspension.

La suspension ne peut néanmoins dépasser à chaque fois un mois.

Art. 11. — Le bureau exécutif est l'organe exécutif de la fédération. Il élabore les règlements d'ordre intérieur qu'il soumet à son approbation. Il est chargé, avec les pouvoirs les plus larges, de la gestion des intérêts de la fédération.

Il statue en outre, sur toutes les questions y compris les comptes et le projet de budget.

Art. 12. — *Attributions des membres du bureau exécutif.*

Le secrétaire général est le chef de bureau exécutif de la fédération. Sa signature engage la fédération dans toutes relations avec l'extérieur.

Il constitue le correspondant officiel de la fédération et assure la correspondance de la fédération.

Le secrétaire général ou son adjoint assure la permanence de la fédération.

Il est responsable envers la direction nationale des sports par le biais du Comité olympique zaïrois, de sa gestion et du travail des employés du secrétariat.

Il préside les réunions du congrès et comité directeur.

Le trésorier général tient les comptes de la fédération, établit le bilan, le compte de recettes et dépenses et présente le budget en cours.

Il signe tout document comptable conjointement avec le secrétaire général.

Art. 13. — Le bureau exécutif de la fédération est assisté des commissions techniques.

Les commissions ont pour rôle d'aider la fédération dans sa tâche.

Elles détiennent leur pouvoir du bureau exécutif. Les membres de ce dernier, de plein droit, pourront assister aux réunions desdites commissions avec voix consultative.

Le bureau exécutif détermine les attributions de chaque commission. À son tour, celle-ci élabore son règlement d'ordre intérieur.

Les membres des commissions sont nommés par le bureau exécutif en fonction de leur qualification et de leur compétence.

TITRE IV
RESSOURCE DE LA FÉDÉRATION

Art. 14. — Les fonds de la fédération proviennent:

1) des cotisations des associations et des membres qui la composent, ainsi que du produit des licences;

2) des recettes de toutes natures provenant des compétitions, concours et manifestations figurant au programme;

3) des subventions que peuvent lui verser l'État, des établissements et des collectivités publiques ou privées;

4) des ressources créées à titre exceptionnel et s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente (quêtes, conférences, tombolas, loteries, concerts, bals, spectacles, etc.).

Art. 15. — Il doit être tenu une comptabilité régulière faisant apparaître les opérations de dépenses et de recettes de la fédération.

Toutefois, sur simple demande du département concernant son administration et son fonctionnement, tout refus de communication peut entraîner des mesures graves à l'endroit des fédérations.

TITRE V
MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION DE LA FÉDÉRATION

Art. 16. — Les statuts de la fédération peuvent être modifiés sur proposition du comité directeur. Les propositions de modifications ne peuvent être valables que si elles sont ratifiées par le commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 17. — La dissolution de la fédération peut être prononcée par le commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 18. — En cas de dissolution et en toutes circonstances entraînant liquidation, le patrimoine de la fédération sera remis au département de la Jeunesse et des Sports.

Art. 19. — Les règlements intérieurs de la fédération ainsi que les modifications qui peuvent y être apportées doivent être portés à la connaissance du département de tutelle dans le mois qui suit leur adoption par le bureau exécutif.

Art. 20. — Les conseils d'administration actuellement en fonction assureront les affaires courantes jusqu'à l'installation de nouveaux bureaux exécutifs nommés conformément aux présentes dispositions.

Art. 21. — Le présent arrêté rapporte les dispositions prises en exécution de l'arrêté CAB/2100/010/MJS/71 du 7 avril 1971 ou toutes autres dispositions généralement quelconques qui lui sont contraires et prend effet à la date de sa signature.

---

13 février 1973. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/2100/0009/73 portant refonte des dispositions régissant le Comité olympique national zaïrois. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1973, p. 760)

*TITRE I^er^*
DISPOSITIONS GÉNÉRALES DÉNOMINATION – DURÉE – SIÈGE – OBJETS

Art. 1^er^. — Il est créé un organisme d'utilité publique dénommé: «Comité olympique national zaïrois» en abrégé «C.O.N.Z.».

Art. 2. — La durée du Comité olympique national zaïrois est illimitée. Son siège est fixé à Kinshasa.

Il peut être transféré dans un autre endroit de la République sur décision du commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 3. — Le Comité olympique national zaïrois a pour buts:

a) de diffuser le mouvement olympique et sportif au Zaïre;

b) d'assurer la participation et représentation du Zaïre aux jeux et congrès olympiques;

c) de représenter le Zaïre aux jeux olympiques et congrès pour les sports qui ne sont pas régis par une fédération nationale;

d) d'assurer l'organisation des jeux olympiques, si ceux-ci sont confiés au Zaïre;

e) de veiller au développement et à la protection du mouvement olympique et du sport amateur.

Art. 4. — Le Comité olympique national zaïrois assure la liaison entre les fédérations nationales dont les sports sont inscrits au programme olympique, le Comité international olympique et les comités nationaux olympiques. Il reconnaît, respecte et fait respecter la charte et les règles du Comité international olympique.

Art. 5. — Le Comité olympique national zaïrois est l'organe de contrôle et de coordination du sport au Zaïre:

• il regroupe les fédérations sportives zaïroises, défend leurs intérêts et établit entre elles des liens permanents;

• il encourage les fédérations et les aides dans les sports qu'elles dirigent en vue de leur participation aux jeux olympiques;

• il oriente et coordonne les activités des fédérations, leurs relations et leurs calendriers;

• il donne son avis au département de la Jeunesse et des Sports sur la répartition des subsides à allouer aux fédérations et aux associations;

• il entretient des relations concernant le sport avec les instances supérieures du sport en Afrique et dans le monde;

• il arbitre les différends pouvant survenir entre les fédérations ou autres organismes sportifs nationaux;

• il veille à l'organisation et à la continuité des jeux zaïrois;

• il étudie les problèmes et les questions touchant à l'éducation physique et aux sports et propose au commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports toutes les mesures susceptibles de développer et d'épanouir le sport national.

Art. 6. — Le Comité olympique national zaïrois s'interdit toute forme de discrimination ainsi que toute discussion à caractère politique ou religieux.

TITRE II
MOYENS D'ACTION DU COMITÉ OLYMPIQUE NATIONAL ZAÏROIS

Art. 7. — Les moyens d'action du Comité olympique national zaïrois sont notamment:

• l'aide technique, financière et morale aux fédérations et autres organismes sportifs nationaux;

• la tenue et l'organisation périodiques des stages, conférences et cours;

• la tenue d'un service de documentation, l'édition et la publication périodique d'un bulletin contenant des informations sur le sport national et sur ses propres activités;

• la création des prix, challenges et récompenses.

Art. 8. — Le Comité olympique national zaïrois a pour organes:

• le comité exécutif;

• l'assemblée générale.

Art. 9. — Le comité exécutif comprend:

• un président;

• un vice-président;

• un secrétaire général;

• un secrétaire général adjoint;

• un délégué du sport militaire;

• un délégué de la médecine sportive;

• un délégué du sport scolaire et universitaire;

• un délégué du sport féminin;

• un délégué de chacune des fédérations suivantes:

– athlétisme;

– basket-ball;

– boxe;

– cyclisme;

– football;

– volleyball;

– judo;

• un délégué de l'union des journalistes sportifs zaïrois.

Les membres du comité exécutif sont nommés par le commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Pour les membres délégués, cette nomination n'intervient qu'après consultation de leurs départements respectifs.

Le commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports ou son délégué est d'office le président du comité exécutif tandis que le directeur national des sports et de l'éducation physique en est le vice-président.

Art. 10. — Le comité exécutif veille à l'application des statuts, assure la bonne gestion du comité olympique, exécute et fait exécuter les décisions du commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 11. — *a)* Le président du Comité national olympique zaïrois assume la représentation officielle du comité. Il préside les séances du comité et de l'assemblée générale. Sa signature conjointe à celle du secrétaire général engage le comité. Il peut déléguer tout ou une partie de ses pouvoirs au vice-président.

b) Le vice-président remplace le président en cas d'absence.

c) Le secrétaire général reçoit toute la correspondance et donne suite immédiate à celle qui a trait à des questions prévues dans les statuts et règlements, et assure la direction des services administratifs.

d) Le secrétaire général adjoint rédige le procès-verbal des réunions du comité et de l'assemblée générale. Il peut être chargé de certains travaux par le président. Il remplace le secrétaire général en cas d'absence. Il surveille la comptabilité du Comité national olympique

zaïrois. Il fournit périodiquement au comité exécutif un extrait de la situation financière.

Art. 12. — Les membres du conseil exécutif doivent être majeurs, de nationalité zaïroise, jouir de leurs droits civils et civiques et avoir foi dans l'olympisme et une parfait connaissance de ses principes.

Art. 13. — Les membres des comités ne représentent pas les fédérations sportives.

Art. 14. — Le comité exécutif se réunit une fois par trimestre pour examiner des questions d'ordre général et chaque fois qu'il est convoqué par son président.

Art. 15. — Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Art. 16. — La durée de mandat des membres du comité exécutif du Comité olympique national zaïrois est de 4 ans. Le renouvellement du comité se fait au courant de l'année qui suit la célébration des jeux olympiques.

De l'assemblée générale

Art. 17. — L'assemblée générale qui est l'organe consultatif est composé de:

• deux délégués par fédération nationale affiliée à la fédération internationale homologue dont le sport est inscrit au programme olympique ou susceptible d'y être inscrit. Ces représentants doivent former la majorité votante;

• un délégué de chaque comité omnisport régional.

Art. 18. — Le Comité olympique national zaïrois peut convoquer l'assemblée générale chaque fois qu'il le juge nécessaire. Les invitations aux délégués des fédérations seront adressées sous pli recommandé un mois à l'avance et devront comporter l'ordre du jour.

Art. 19. — L'assemblée générale donne sont avis:

• sur l'admission de nouvelles fédérations et des membres;

• sur l'exclusion d'une fédération et des membres après audition des intéressés;

• sur l'élaboration de la politique sportive générale;

• sur les questions et propositions lui présentées par le comité.

TITRE V
DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 20. — Les ressources du Comité olympique national zaïrois sont constituées par:

• des subventions de l'État ou des établissements publics;

• des libéralités qui lui sont faites;

• des recettes provenant des manifestations organisées par le Comité olympique national zaïrois.

Art. 21. — Les commissaires aux comptes désignés par le commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports peuvent prendre connaissance des documents comptables et de toutes les écritures du Comité olympique national zaïrois.

Ils signalent sans délai au commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports et au comité exécutif toute négligence ou irrégularité qu'ils auraient constatée.

Art. 22. — Toute fédération qui aura reçu une aide financière du Comité olympique national zaïrois ne peut recevoir de celui-ci d'autres subventions sans avoir fourni ses budgets et comptes de l'année précédente.

TITRE VI
DISPOSITIONS DE CONTRÔLE

Art. 23. — Aucune discipline ne peut accepter une invitation pour se produire sans obtenir au préalable une autorisation du Comité olympique national zaïrois.

Art. 24. — Le Comité olympique national zaïrois donnera au commissaire d'État toutes les informations concernant ses activités, lui soumettra des projets.

Art. 25. — Le commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports peut donner des ordres d'une manière générale ou spécifique en matière de politique sportive. Le Comité olympique national zaïrois doit se soumettre à ses instructions.

TITRE VII
DISPOSITIONS FINALES

Art. 26. — Toute proposition de modification aux présents statuts doit être portée à la connaissance du commissaire d'État chargé de la jeunesse et des sports.

Le Comité olympique national zaïrois peut proposer au commissaire d'État ayant la jeunesse et les sports dans ses attributions des modifications aux présents statuts.

Art. 27. — En cas de dissolution du Comité olympique national zaïrois, l'excédent favorable après liquidation des dettes, devra être versé au département national de la Jeunesse et des Sports.

Art. 28. — Le présent arrêté rapporte toutes dispositions qui lui sont contraires et entre en vigueur à la date de sa signature.

---

3 mars 1976. – DÉCISION OLYMPIQUE 003/76 portant création et protection des emblèmes olympiques du Comité national olympique zaïrois. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1977, p. 449)

Art. 1er. — *De la composition du drapeau et des emblèmes olympiques*

1 - 1. Drapeau olympique:

le drapeau olympique du Comité national olympique zaïrois est à fond vert, et porte au centre cinq anneaux entrelacés des couleurs

jaunes; il est marqué au-dessus de l'anneau du milieu d'un flambeau dont la flamme est teinte en rouge avec une manche en gris.

1 - 2. Symbole olympique:

les cinq anneaux olympiques ainsi détaillés combinés avec le flambeau constituent le symbole olympique du Comité national olympique zaïrois.

1 - 3. Devise olympique:

le Comité national olympique zaïrois adopte comme devise: «Sport – Fraternité»

1 - 4. Emblèmes olympiques:

les emblèmes du Comité national olympique zaïrois sont composés de son symbole et de sa devise olympique dont les structures composantes sont reprises ci-dessus.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de la présente décision, le C.N.O.Z. est appelé à veiller à la protection des emblèmes olympiques du Comité international olympique de même qu'à l'usage conforme de son drapeau et de son symbole olympique.

Art. 3. — Sous réserve du respect de la règle 6 des statuts du C.I.O. et de son règlement d'application, il est loisible au C.N.O.Z., de concéder à des tiers, le droit d'utiliser à des fins déterminées, ses propres emblèmes tels que conçus et approuvés par le Comité international olympique et le département des Sports par arrêté départemental BCE/2100/0040/76 du 1er décembre 1976, auquel cas il signera une convention avec ces derniers devant notamment:

• définir le but de la convention;

• déterminer les droits et devoirs des parties;

• énumérer éventuellement les conditions financières de la convention;

• fixer la durée de la convention n'excédant pas deux ans mais renouvelables;

• déterminer les tribunaux pouvant régler le litige éventuel.

Art. 4. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent non seulement aux drapeau et emblèmes olympiques du C.I.O. et du C.N.O.Z., mais aussi à leur reproduction ou imitation sous n'importe quelles formes ou couleurs pouvant prêter à confusion ainsi qu'aux expressions «jeux olympiques» et «olympiades».

Art. 5. — Le drapeau olympique du Comité national olympique zaïrois ainsi que l'usage du terme «olympiades» sont réservés aux seules activités contrôlées par lui. Avec son autorisation expresse, les organes sportifs nationaux peuvent employer le drapeau olympique du Comité national olympique zaïrois pour des rencontres sportives à caractère officiel.

L'usage du terme «jeux olympiques» n'est autorisé que pour les manifestations organisées sous l'autorité du C.I.O.

Art. 6. — Indépendamment des conventions que la C.N.O.Z. peut conclure avec les tiers pour l'usage de ces emblèmes, il est tenu d'intervenir immédiatement pour arrêter tout usage du symbole olympique et des termes se rapportant à l'olympisme qui est susceptible de porter atteinte à la dignité du mouvement olympique.

Art. 7. — La présente décision est soumise à la sanction du commissaire d'État chargé des sports pour la légalisation des textes par un arrêté départemental.

Toutes modifications susceptibles d'y être apportées par la suite devront requérir l'avis préalable du Comité international olympique et l'assentiment de l'autorité du département de tutelle.

1er décembre 1976. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/2100/0040/76 portant approbation de la décision olympique 003/76 du 3 mars 1976 relative à la protection des emblèmes olympiques du Comité national olympique zaïrois. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1977, p. 449)

Art. 1er. — La décision olympique n°003/76 du 3 mars 1976, en annexe, portant création et protection des emblèmes olympiques du Comité national olympique zaïrois est approuvé par le département des Sports.

Art. 2. — Le directeur général du département des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

31 mars 1977. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/2100/0014/77 portant création de la Fédération zaïroise de médecine sportive. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1977, p. 538)

Art. 1er. — L'organisation de la médecine sportive est désormais régi par les dispositions ci-après:

CHAPITRE Ier
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dénomination et tutelle.

1.1. Il est créé, en République du Zaïre, un organisme sportif national dénommé, «Fédération zaïroise de médecine sportive».

1.2. La fédération est placée sous la tutelle directe de la direction des sports, dont elle constitue un organisme spécialisé.

2. Buts.

La fédération a pour buts:

a) de contribuer au développement du sport national par une politique de contrôle médical sportif;

b) de coordonner les études et actions menées dans le domaine du sport dans le pays;

c) d'entretenir toute relation utile avec les organisations similaires d'autres pays. La fédération s'engage à se consacrer entièrement et uniquement à la réalisation de son objet, en dehors de toutes discussions et manifestations à caractère racial, politique ou confessionnel.

3. Siège.

Le siège de la Fédération zaïroise de médecine sportive est fixé à Kinshasa.

4. Fonctions.

La Fédération zaïroise de médecine sportive a pour fonctions:

a) de susciter la mise en place de structures médico-sportives permettant l'organisation d'un contrôle médical sportif de base et la surveillance des athlètes de haut niveau;

b) d'étudier et diffuser les méthodes d'examens standardisés et les techniques relatives au contrôle médical des activités physiques et sportives, et de veiller à leur application;

c) de favoriser la constitution de commissions techniques médicales dans les disciplines sportives;

d) d'étudier la mise en œuvre du programme de médecine sportive notamment dans le domaine de:

• la réglementation relative au contrôle médical sportif;

• l'équipement en matériel technique et scientifique devant servir de support à la médecine du sport;

• la définition de programme d'enseignement de la biologie appliquée aux sports;

• l'information et l'initialisation de toute personne exerçant des responsabilités en milieu sportif, athlètes, entraîneurs, enseignants d'éducation physique, auxiliaires médicaux;

e) d'assurer les échanges d'information et de documentation avec les organismes internationaux s'occupant des problèmes de la médecine du sport.

5. Durée.

La durée de la fédération est illimitée.

CHAPITRE II
DES ORGANES

1. Assemblée générale.

1.1. Composition:

• comité directeur;

• 3 délégués par région.

1.2. Assemblée générale:

a) l'assemblée générale se réunit en séance ordinaire à l'occasion des jeux zaïrois, en présence du délégué du département des Sports.

• elle définit l'orientation générale de la fédération;

• elle propose le cas échéant, la révocation du comité directeur;

• elle délibère sur tous les problèmes soumis à son autorité, notamment:

– le rapport moral (depuis la dernière assemblée générale);

– la présentation du bilan, des comptes des recettes et dépenses;

– le projet de budget de l'exercice suivant;

– l'examen des propositions de modification aux statuts et règlements.

b) ses résolutions sont soumises pour approbation au département des Sports, avant leur exécution par le comité directeur.

c) les convocations à l'assemblée générale doivent être expédiées aux membres au moins trois mois à l'avance et l'ordre du jour doit y être repris.

Le comité directeur est chargé de procéder à la validation des pouvoirs des délégués.

d) elle est convoquée en session extraordinaire:

• par le commissaire d'État aux Sports;

• par le commissaire d'État aux Sports, sur proposition du comité directeur;

• par le commissaire d'État aux Sports, sur proposition du comité directeur et à la demande de deux tiers de ses membres.

2. Comité directeur.

2.1. Composition:

• un président;

• un vice-président;

• un secrétaire général;

• un secrétaire général adjoint;

• trois conseillers.

a) Les membres sont nommés et révoqués par le commissaire d'État aux Sports.

b) Le mandat du comité directeur est de quatre ans renouvelables par tacite reconduction.

c) Il se réunit une fois par trimestre. Il peut être convoqué par le président en dehors de cette périodicité en cas de nécessité.

2.2. Attribution du comité directeur:

le comité directeur est l'organe exécutif de la fédération et dispose des pouvoirs les plus étendus de gestion et de juridiction. Il a pour attribution:

a) assurer l'exécution des résolutions prises par l'assemblée générale;

b) statuer sur toutes les questions, y compris les comptes de la fédération;

c) réaliser le programme d'activité de la fédération;

d) présenter annuellement au département des Sports:

• ses prévisions budgétaires;

• le rapport d'activités;

• la clôture des comptes.

2.3. Attribution des membres du comité directeur:

a) le président:

• est le premier responsable de la fédération;

• préside les réunions de l'assemblée générale et du comité directeur;

• représente la fédération auprès des tiers et à toutes les manifestations sportives et autres auxquelles elle a choix d'assister ou auxquelles elle est invitée;

• la représente en demandant ou en défendant;

• peut déléguer toutes ou une partie de ses prérogatives au vice-président.

b) le vice-président exerce d'office les pouvoirs dévolus au président, en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci. Il peut être chargé de certaines tâches ou missions spécifiques par le comité directeur ou par le président.

c) le secrétaire général est le chef d'administration de la fédération.

• sa signature conjointe avec celle du président engage la fédération dans toutes les relations avec l'extérieur;

• le secrétaire général est, avec le président, le correspondant officiel de la fédération;

• entre deux séances du comité directeur et en cas d'urgence, les pouvoirs de décisions sont exercés conjointement par le secrétaire général et le président. Les décisions de l'espèce sont portées à la connaissance des autres membres du comité directeur au cours de la prochaine réunion.

d) Le secrétaire général adjoint assiste le secrétaire général et le remplace en cas d'empêchement ou d'absence.

Il est le trésorier de la fédération et le président de la commission financière.

En sa qualité de trésorier, le secrétaire général adjoint tient les comptes de la fédération, établit le bilan, le compte des recettes et dépenses et présent le budget en cours au secrétaire général.

Toutefois, les documents comptables sont signés conjointement par le président et le secrétaire général.

e) Les conseillers sont membres de droit du comité directeur et peuvent être chargés de certaines missions spécifiques par le comité directeur ou le président.

CHAPITRE III
DES MEMBRES

1. Catégorie de membres.

La fédération comprend:

• les membres effectifs;

• les membres à titre individuel.

2. Membres effectifs.

La fédération regroupe les centres médico-sportifs, établis à travers la République.

3. Membres à titre individuel:

• est membre à titre individuel, toute personne physique ou morale qui aura rendu à la fédération des services éminents;

• la fédération reconnaît le titre de membre bienfaiteur à toute personne physique ou morale ayant apporté un soutien matériel certain;

• le titre de membre d'honneur est accordé aux personnes dont l'affiliation à la fédération augmente son lustre.

CHAPITRE IV
DES RESSOURCES

1. Ressources de la fédération.

La Fédération zaïroise de médecine sportive tire ses ressources:

• des contributions volontaires des membres;

• des subventions ordinaires de l'État;

• des subventions que peuvent lui verser les fédérations sportives, les établissements ou collectivités publiques ou privées;

• des dons et legs éventuels que pourraient lui consentir des organismes ou fondations partageant ses vues sur la médecine sportive;

• du produit de la vente des publications, des travaux scientifiques, d'études ou de prestations diverses réalisées par elle ou des experts commis par elle;

• des ressources créées à titre exceptionnel et s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente (quêtes, conférences, tombolas, loteries, concerts, bals, spectacles, etc.).

CHAPITRE V
DES MODIFICATIONS AUX STATUTS ET RÈGLEMENTS D'ORDRE INTÉRIEUR

1. Modification des statuts.

Les statuts de la fédération peuvent être modifiés par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur et après ratification par le département.

2. Règlements d'ordre intérieur et leurs modifications:

• la fédération détermine, dans ses règlements, le fonctionnement des différents organes qui les composent.

• ces règlements d'ordre intérieur ainsi que les modifications qui peuvent y être apportées doivent être soumis à l'approbation du département des Sports dans le mois qui suit leur adoption par le comité directeur.

CHAPITRE VI
DES DISPOSITIONS FINALES

La dissolution ne peut être prononcée que par le département. En ce cas et en toutes circonstances entraînant liquidation, le patrimoine sera remis au département.

Art. 2. — Le directeur général du département des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

20 octobre 1977. – ARRÊTÉ INTERDÉPARTEMENTAL BCE/2100/0057/77 portant répression des actes de violence dans les installations sportives. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1978, p. 44)

Art. 1er. — Les rencontres sportives se déroulent dans le strict respect des règlements généraux et sportifs édictés par la fédération qui régit chaque discipline sportive.

Tout celui qui s'adonne ou participe à l'activité sportive et qui enfreint les règlements généraux et sportifs doit être jugé dans les formes et les détails prescrits par lesdits règlements.

Art. 2. — Tout acte commis dans les installations sportives ou dans leurs environs et qui constitue une infraction sera sanctionné conformément à la loi pénale, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessous.

Art. 3. — Si l'acte a été commis par un athlète dans l'exercice de ses fonctions, seul le département des Sports est habilité à entreprendre une action en justice.

En dehors du cas prévu à l'alinéa précédent, les poursuites devront être engagées sans délai.

Art. 4. — Tout officiel, dirigeant, entraîneur, athlète ou spectateur qui dans les circonstances prévues par l'article 2, pose acte ou est auteur d'une manifestation de nature à causer un préjudice quelconque aux tiers, est tenu à la réparation des dégâts causés en vertu des articles 258 à 260 du Code civil, livre III, et ce, sans préjudice des poursuites pénales telles que prévues par les dispositions du présent arrêté.

La responsabilité d'un club est entière du fait de l'acte infractionnel causé par ses membres ou par ceux qui le soutiennent au cours ou à l'occasion d'une rencontre sportive.

La réparation intégrale des dommages causés par de tels actes se fera par la privation des recettes actuelles ou à venir auxquelles le club a droit et ou par toutes voies de droit, si les recettes s'avèrent insuffisantes.

Art. 5. — La qualification des faits infractionnels relève de la compétence des officiers de la police judiciaire commis sur réquisition du commissaire d'État aux Sports aux fins de surveiller telle rencontre sportive.

Le commissaire d'État aux Sports peut également obtenir le concours d'un ou de plusieurs officiers du ministère public.

Art. 6. — Le commissaire urbain de la ville de Kinshasa et les commissaires de région sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

29 novembre 1978. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/2100/0080/78 portant création de la commission de protocole du département des Sports. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1978, p. 29)

Art. 1er. — Il est créé une commission nationale de protocole au sein du département des Sports.

Art. 2. — Ladite commission est chargée des problèmes protocolaires lors des manifestations sportives, nationales et internationales.

Art. 3. — La commission de protocole est placée sous le contrôle du secrétaire d'État aux Sports.

Art. 4. — L'arrêté départemental BCE/2100/0017/75 du 4 septembre 1975 portant nomination des membres de la commission de protocole est rapporté.

Art. 5. — Le secrétaire d'État aux Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de la sa signature.

21 avril 1980. – ORDONNANCE 80–107 modifiant et complétant respectivement l'ordonnance 75-180 du 9 juillet 1975 portant organisation du département des Sports et l'annexe III de l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services publics de l'État y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1980, p. 32)

Art. 1er. — Le tableau à l'ordonnance 75–180 du 9 juillet 1975 est modifié et remplacé par le tableau en annexe de la présente ordonnance.

Art. 2. — Le commissaire d'État aux Sports et Loisirs et le président de la Commission permanente de l'administration publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre vigueur à la date de sa signature.

Annexe

Cadre organique et attributions des services du département des Sports et Loisirs

Attributions globales:

• services administratifs;

• sports et éducation physique;

• loisirs de plein air et socio–culturels;

• infrastructures et équipements.

I. Secrétariat général

1 secrétaire d'État

• Direction de l'inspection chargée:

– de la supervision de l'inspection administrative et pédagogique;

– du contrôle et de l'inspection générale;

– de la gestion du secrétariat général.

• Première division: chargée de secrétariat et relations publiques:

s'occupe de l'organisation de tous les services du secrétariat général.

1 chef de division

• 1er bureau:

(courrier) s'occupe de réception, expédition et classement des courriers

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau:

(relations publiques) s'occupe du protocole, des contacts avec les autres services publics et le public

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

• Deuxième division

(corps d'inspecteurs) s'occupe de l'inspection:

• des services – des installations sportives;

• de perception des recettes dans les stades et de l'utilisation des subsides.

• 4 inspecteurs généraux ayant rang de chef de division, assistés de:

– 4 attachés de bureau de 1re classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 2 agents auxiliaires de 1re classe;

– 2 huissiers.

II. Première direction: Services administratifs

1 directeur

• Bureau unique: Secrétariat de direction.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 2 huissiers.

• Première division: chargée de la gestion du personnel.

1 chef de division

• 1er bureau: s'occupe de la gestion et de la planification, personnel fin carrière.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Personnel administratif.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 3e bureau: Personnel technique

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• Deuxième division: Services généraux.

1 chef de division

• 1er bureau: Sous gestion, comptabilité et intendance.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: (contentieux) s'occupe de tous les litiges de dossiers administratifs et des problèmes à caractère juridique.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• Troisième division: Action pédagogique – s'occupe de l'organisation des séminaires et stages, des contacts avec les instituts d'éducation physique.

1 chef de division

• 1er bureau: Formation et perfectionnement.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Documentation et archives.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

III. Deuxième direction: Sports et éducation physique.

1 directeur

• Bureau unique: Secrétariat de direction et gestion des crédits.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 2 huissiers.

• Première division: Promotion sportive – s'occupe de la relance et de la vulgarisation de nouvelles disciplines sportives.

1 chef de division

• 1er bureau: Études et législation.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Centre médico–sportif.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 5 agents de bureau de 1re classe;

– 5 agents de bureau de 2e classe;

– 5 agents auxiliaires de 1re classe;

– 5 agents auxiliaires de 2e classe;

– 2 huissiers.

• 3e bureau: Planification.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• Deuxième division: Gestion sportive.

1 chef de division

• 1er bureau: Missions sportives.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Subsides.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 6 bureaux permanents des fédérations sportives

1. athlétisme

arts martiaux

basket–ball

2. boxe

comité olympique

cyclisme

3. équitation

football

hand–ball

4. lawn–tennis

lutte et haltérophilie

5. médecine du sport

motocyclisme

nantei

6. natation

sport militaire

sport scolaire et universitaire

volley–ball.

• 6 chefs de bureau assistés chacun de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

IV. Troisième direction: Loisirs.

1 directeur

• Bureau unique: Secrétariat de direction et gestion des crédits.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 2 huissiers.

• Première division: Loisirs de plein air.

1 chef de division

• 1er bureau: Sports de masse et récréatifs.

1 chef de bureau assisté de:

• 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1ère classe;

– 1 agent auxiliaire de 2ème classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Jeux populaires.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• Deuxième division: Loisirs socio–culturels.

1 chef de division

• 1er bureau: Spectacles populaires.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Initiation aux arts.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• Troisième division: Comité interdépartemental des loisirs.

1 chef de division

• 1er bureau: Confédération des loisirs du Zaïre.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Études.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

V. Quatrième direction: Infrastructures et équipements.

1 directeur

• Bureau unique: Secrétariat de direction et gestion des crédits.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 2 huissiers.

• Première division: Études et projets.

1 chef de division

• 1er bureau: Législation, planification et études.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Exécution et contrôle.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 3e bureau: Statistiques.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• Deuxième division: Gestion et contrôle.

1 chef de division

• 1er bureau: Gestion et contrôle des complexes.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• 2e bureau: Gestion et contrôle des équipements.

1 chef de bureau assisté de:

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 attaché de bureau de 2e classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 agent auxiliaire de 1re classe;

– 1 agent auxiliaire de 2e classe;

– 1 huissier.

• Troisième division: Stade olympique et complexe omnisport 20–mai.

1 chef de division

• 1er bureau: Administration

1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 4 agents de bureau de 1re classe;

– 4 agents de bureau de 2e classe.

• 2e bureau: Finances

1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 4 agents de bureau de 1re classe;

– 4 agents de bureau de 2e classe.

• 3e bureau: Techniques.

1 chef de bureau assisté de:

– 2 attachés de bureau de 1re classe;

– 2 attachés de bureau de 2e classe;

– 2 agents de bureau de 1re classe;

– 4 agents de bureau de 2e classe;

– 90 agents auxiliaires de 1re classe;

– 90 agents auxiliaires de 2e classe.

VI. Division régionale des sports et loisirs.

1 chef de division

• Secrétariat de division: Coordination

– 1 attaché de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 1re classe;

– 1 agent de bureau de 2e classe;

– 1 huissier.

• 1er bureau: Services administratifs.

1 chef de bureau assisté de:
– 1 attaché de bureau de 1re classe;
– 1 attaché de bureau de 2e classe;
– 1 agent de bureau de 1re classe;
– 1 agent de bureau de 2e classe;
– 1 agent auxiliaire de 1re classe;
– 1 agent auxiliaire de 2e classe;
– 1 huissier.

• 2e bureau: Gestion des ligues sportives.

1 chef de bureau assisté de:
– 18 attachés de bureau de 2e classe;
– 18 agents de bureau de 2e classe.

• 3e bureau: Conseil régional des loisirs.

1 chef de bureau assisté de:
– 1 attaché de bureau de 1re classe;
– 1 attaché de bureau de 2e classe;
– 1 agent de bureau de 1re classe;
– 1 agent de bureau de 2e classe;
– 1 agent auxiliaire de 1re classe;
– 1 agent auxiliaire de 2e classe;
– 1 huissier.

• 4e bureau: Stade et complexe.

1 chef de bureau assisté de:
– 2 attachés de bureau de 1re classe;
– 2 attachés de bureau de 2e classe;
– 2 agents de bureau de 1re classe;
– 2 agents de bureau de 2e classe;
– 10 agents auxiliaires de 1re classe;
– 10 agents auxiliaires de 2e classe;
– 5 huissiers.

• 5e bureau: Centre médico–sportif.

1 chef de bureau assisté de:
– 1 attaché de bureau de 1re classe;
– 1 attaché de bureau de 2e classe;
– 3 agents de bureau de 1re classe;
– 3 agents de bureau de 2e classe;
– 3 agents auxiliaires de 1re classe;
– 3 agents auxiliaires de 2e classe;
– 2 huissiers.

VII. Service sous–régional des sports et loisirs.

• Bureau unique: Associations sportives et loisirs.

1 chef de bureau assisté de:
– 1 attaché de bureau de 1re classe;
– 1 attaché de bureau de 2e classe;
– 18 agents de bureau de 1re classe;
– 18 agents de bureau de 2e classe;
– 1 huissier.

VIII. Services de zone des sports et loisirs.

1 attaché de bureau de 2e classe assisté de:
• 1 agent de bureau de 2e classe;
• 1 agent auxiliaire de 2e classe;
• 1 huissier.

IX. Effectifs totaux.

Grade	ADMINISTRATION CENTRALE					RÉGIONS (9)	S/REGION (40)	ZONE (215)	TOTAL
	Secrét. général	Services administratifs	Sports & Educ. Phys	Loisirs	Infrastr. Equipem.				
Secrétaire d'État	1								1
Directeurs	1	1	1	1	1				5
Chefs de division	5	3	2	3	3	1X9			25
Chefs de bureau	2	8	12	7	9	5X9	1X40		123
At. bur. de 1e classe	6	8	24	7	12	6X9	1X40		151
At. bur. de 2e classe	2	8	25	7	12	126x9	1x40	1x215	516
Agents bur. de 1e classe	4	8	28	7	12	8X9	18X40		851
Agents bur. de 2e classe	2	8	27	7	12	1x9		1X215	512
Agents aux. de 1e classe	2	7	27	6	95	15x9	18x40		922
Agents aux. de 2e classe		7	27	6	95	15x9		1x215	485
Huissiers	4	9	26	8	7	10x9	1x40	1x245	299
	29	67	200	59	264	109x9	40x40	4x215	4.4060

17 avril 1985. – ORDONNANCE 85-106 portant création d'un Comité national pour la lutte contre la violence dans le sport. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1985, p. 21)

Art. 1er. — Il est créé auprès du département de la Jeunesse du Mouvement populaire de la révolution, des Sports et Loisirs, un Comité national pour la lutte contre la violence dans le sport.

Art. 2. — Le Comité national pour la lutte contre la violence dans le sport comprend un président, un vice-président, un secrétaire général et des membres nommés par le commissaire d'État à la Jeunesse

du Mouvement populaire de la révolution, aux Sports et Loisirs. Il fixe son règlement d'ordre intérieur.

Art. 3. — Le Comité national pour la lutte contre la violence dans le sport a pour mission d'étudier et de proposer des mesures appropriées en vue de prévenir les actes de violence dans le sport et à l'occasion des manifestations sportives, de promouvoir la pratique du franc-jeu et de développer l'éthique et la morale sportives.

Art. 4. — Les ressources du Comité national sont constituées par les allocations du budget annuel du département de la Jeunesse du Mouvement populaire de la révolution, des sports et loisirs.

Art. 5. — Le commissaire d'État à la Jeunesse du mouvement populaire de la Révolution, aux sports et loisirs est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

6 juin 1986. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 0017 portant réglementation des transferts internationaux des athlètes zaïrois. (*J.O.Z.*, n°16, 5 août 1986, p. 49)

Art. 1er. — Le présent arrêté porte dispositions générales applicables au transfert d'un athlète en faveur d'un club étranger.

Art. 2. — Le transfert d'un athlète zaïrois en faveur d'un club étranger est soumis aux conditions librement négociées entre le club cédant et le club étranger cessionnaire, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Art. 3. — L'athlète qui fait l'objet d'un transfert doit réunir toutes les conditions de capacité juridique prévues par la législation zaïroise.

Art. 4. — Aucun transfert d'un athlète zaïrois ne peut s'effectuer en cours de saison sportive.

Art. 5. — Le club zaïrois saisi d'une requête de transfert d'un club étranger procède à des négociations préliminaires, dont les résultats sont consignés dans un protocole d'accord. Le protocole d'accord peut être assorti d'une clause d'essai selon les usages.

La fédération zaïroise à laquelle appartient le club est préalablement informée de la requête et de l'ouverture des négociations préliminaires.

Art. 6. — Le protocole d'accord est soumis l'approbation de l'assemblée générale du club cédant, laquelle statue à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Un procès-verbal est établi à l'issue de l'assemblée générale, signé par le président du club et au moins cinq des membres présents.

Art. 7. — Après approbation de l'assemblée générale, le club cédant procède à la signature de la convention de transfert avec le club étranger. La convention de transfert doit contenir au moins les mentions suivantes:

1) l'identité complète de l'athlète;

2) la dénomination et le siège du club cédant et du club cessionnaire;

3) la situation familiale de l'athlète;

4) le lieu d'exécution et la nature des prestations de l'athlète;

5) le montant de la rémunération et des autres avantages convenus en faveur de l'athlète;

6) la durée du transfert;

7) le montant du transfert payable en devise convertible;

8) le n° de compte de la fédération zaïroise où le montant du transfert doit être consigné;

9) le mode de règlement des conflits nés de l'exécution ou de l'interprétation de la convention de transfert;

10) le lieu et la date de conclusion du contrat et de son entrée en vigueur;

11) la mention de l'aptitude physique de l'athlète.

Art. 8. — La convention de transfert doit également contenir l'engagement du club cessionnaire;

1) d'assurer à l'athlète une formation scolaire ou professionnelle susceptible de garantir sa reconversion en fin de carrière sportive;

2) de lui assurer ainsi qu'aux personnes à sa charge les frais de retour dans son pays en fin de contrat, en cas de décès ou de toute autre circonstance impliquant son retour définitif au Zaïre;

3) de libérer l'athlète, sur réquisition de la fédération zaïroise, en vue de sa participation aux compétitions dans lesquelles sont engagées des équipes nationales zaïroises, sans compensation ni indemnité quelconque en faveur du club cessionnaire;

4) de faire prévaloir les conditions prévues au présent arrêté, en cas de transfert de l'athlète cédé en faveur d'un autre club étranger.

Art. 9. — La convention de transfert est transmise, pour visa, à une commission composée d'un délégué du département de la Jeunesse du parti, des Sports et Loisirs, président, d'un délégué de la ligue et d'un délégué de la fédération, auxquelles appartient le club cédant.

Elle est accompagnée de la requête du club étranger, du protocole d'accord et du procès-verbal de l'assemblée générale dont question à l'article 6.

Art. 10. — La commission s'assure du respect des conditions prévues par le présent arrêté et de la sauvegarde des intérêts de la partie zaïroise. Lorsqu'elle estime que les conditions ne sont pas réunies, elle peut inviter le club cédant et le club cessionnaire à y remédier.

La commission accorde ou refuse le visa, sur décision motivée prise à l'unanimité de ses membres. En cas de partage, elle s'en réfère au commissaire d'État à la Jeunesse du parti, Sports et Loisirs.

Le transfert de l'athlète n'est acquis que moyennant le visa de la commission.

Art. 11. — Le produit du transfert est réparti de la manière suivante:

• 10 % (dix pour cent) en faveur du Trésor public;

• 70 % (soixante - dix pour cent) en faveur du club cédant;

• 10 % (dix pour cent) en faveur de l'athlète cédé;

• 10 % (dix pour cent) en faveur de la fédération.

Dans le cas prévu à l'article 8,4/ la fédération et le club zaïrois d'origine ont droit à (10 %) dix pour cent du montant du transfert.

– Texte conforme au *J.O.Z.*

Art. 12. — Tout contrat de transfert passé en violation des dispositions du présent arrêté est nul de plein droit.

Cependant, il est entendu que tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera passible de sanction de radiation pour toutes les disciplines généralement quelconques de la carrière sportive.

Toutefois, hormis la sanction précédente, le commissaire d'État à la Jeunesse du parti, Sports et Loisirs se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires à charge des contrevenants, le cas échéant.

Art. 13. — Sont abrogés, le point 5, b, du chapitre VII du titre II de l'arrêté départemental BCE 2100/0044/77 du 15 août 1977, modifié par l'arrêté CGSL/2100/034/83 du 28 octobre 1983 et toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 14. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

27 décembre 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MSL/CAB/2100/027/93 portant création des fédérations nationales des loisirs. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

Art. 1er. — Il est créé au sein du ministère des Sports et Loisirs des organismes œuvrant sous la tutelle de la direction des loisirs dénommés «fédérations nationales des loisirs» en abrégé (F.N.L.).

Art. 2. — Les fédérations nationales ont pour but de:

• vulgariser, développer, promouvoir, gérer, réglementer et contrôler sous toutes leurs formes les activités de loisirs en République du Zaïre.

Art. 3. — Les fédérations nationales de loisirs sont structurées de la manière suivante:

1° fédération nationale au niveau central;

2° ligue régionale au niveau de la région;

3° association au niveau de la sous-région;

4° entente au niveau de la zone.

Art. 4. — Les fédérations nationales des loisirs se composent de la manière suivante:

1° Fédération nationale des jeux de scrabble (F.NAS.);

2° Fédération nationale des jeux d'échecs (F.N.E.);

3° Fédération nationale des jeux de catch (FANACA);

4° Fédération nationale des jeux des dames (FNDA);

5° Fédération nationale des jeux acrobatiques (FNAC);

6° Fédération nationale des jeux des sports-loisirs (FNLO);

7° Fédération nationale des jeux de patin (FNAP);

8° Fédération nationale des jeux pour handicapés (FNAHAN);

9° Fédération nationale des jeux et danses traditionnelles (FNADT);

10° Fédération nationale des jeux concours et loisirs culturels (FNCOL);

11° Fédération nationale de jiu-jiutsu et self-defense (FENAJUS).

Art. 5. — La composition d'un comité d'une fédération ne peut dépasser dix membres.

Art. 6. — Les fédérations nationales de loisirs jouissent d'une autonomie financière. Leur fonctionnement est réglé par un règlement intérieur soumis à l'approbation du ministère des Sports et Loisirs.

Art. 7. — La durée du mandat du comité est de trois ans renouvelables.

Art. 8. — La permanence de l'administration des fédérations est assurée par un secrétaire permanent élevé au niveau du bureau de l'administration.

Art. 9. — Toutes les dispositions antérieures et contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 10. — Le secrétaire général aux Sports et Loisirs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

26 décembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0018/97 portant révision des statuts types des fédérations sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

CHAPITRE Ier
BUTS ET COMPOSITION

Art. 1er. — L'association sans but lucratif, dite fédération congolaise de ....., régie par le décret-loi du 18 septembre 1965 et par des lois et règlements de la République démocratique du Congo, comprend en son sein des groupements sportifs réunis en associations (discipline) .....

La fédération congolaise de ..... est agréée par arrêté MJSL: CAB/2100/ /97 du ..... en qualité d'association d'utilité publique.

Elle a pour objectifs:

• d'organiser, de développer et de contrôler la pratique de .....(discipline) dans toute l'étendue du pays;

• de grouper en son sein des ligues, ententes, cercles, groupements corporatifs et sportifs particuliers reconnus, et de défendre leurs intérêts tait auprès des organismes sportifs nationaux et internationaux, que des tiers;

• d'entretenir, dans la gestion de la fédération des relations avec les pouvoirs publics et les entités administratives décentralisées;

• d'assurer la formation permanente de ses membres et cadres tant techniques qu'administratifs;

• d'entretenir des relations utiles avec les associations étrangères affiliées à la fédération internationale .....(discipline).

Elle respecte les règlements édictés par le ministère en charge des sports, ainsi que les règles déontologiques du sport établies par le Comite olympique congolais.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. Ce siège peut être transféré en tout autre lieu dans la République sur décision de la majorité des 3/4 de ses membres en assemblée générale.

Art. 2. — La fédération veillera, dans la réalisation de ses buts et objectifs, que toutes autres activités et démarches contraires soient proscrites. Elle s'interdit également la pratique de toute discrimination de race, de religion ou d'appartenance politique.

Art. 3. — La fédération congolaise de ..... se compose des associations sportives déclarées selon le décret-loi du 18 septembre 1965, et agréées conformément aux règlements édictés par le ministère ayant en charge les sports.

Elle comprend en outre des membres individuels, des membres d'honneur, émérite, donateurs et bienfaiteurs. Ces qualités sont reconnues aux personnes qui ont rendu des services à la fédération ou à la cause de ..... (discipline).

Art. 4. — L'affiliation des associations sportives se fait par l'entremise de la ligue provinciale dont elles relèvent de par leur siège social.

Art. 5. — Les associations sportives affiliées contribuent au fonctionnement de la fédération par le versement de la cotisation annuelle, dont le montant est fixé par le comité fédéral.

Art. 6. — Il est constitué au sein de la fédération un organisme intitulé ligue nationale de ..... (discipline) chargée de gérer, sous son contrôle, des associations sportives locales affiliées à la fédération et d'organiser, en son nom, un championnat d'élite.

La ligue nationale est régie par le décret-loi du 18 septembre 1965 et des lois et règlements en vigueur en République démocratique du Congo.

Elle est constituée sous forme d'une association, dont le règlement intérieur est soumis à l'approbation de l'assemblée générale de la fédération.

La ligue nationale passe avec la fédération une convention définissant les relations entre les deux personnes morales, dont les modalités sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale de la fédération.

La ligue nationale adresse à la fédération la situation financière de l'exercice écoulé après approbation de ses comptes.

En cas de dissolution de la ligue nationale, son actif net est attribué à la fédération.

Art. 7. — Les associations sportives affiliées à la fédération congolaise de ..... sont groupées au sein des ligues provinciales.

Sauf dérogation accordée par le ministre chargé des sports, le ressort des ligues provinciales est harmonisé avec celui des services provinciaux des sports.

Leurs règlements intérieurs doivent comporter les dispositions types, leur approbation ainsi que les modifications qui y sont envisagées sont soumises au préalable à la fédération avant d'être présentés à l'assemblée générale de la ligue.

Les ligues provinciales adressent à la fédération la situation financière de l'exercice écoulée après approbation de leurs comptes.

En cas de dissolution d'une ligue provinciale, celle-ci attribue son actif net à la fédération congolaise de .....

Art. 8. — Il peut être constitue au sein d'une ligue provinciale un organisme intitulé entente provinciale chargée de gérer, sous son contrôle, des associations sportives affiliées à la fédération, et d'organiser, au nom de la ligue provinciale, un championnat d'élite au niveau de toute la province.

Les dispositions reprises à l'article 6 du présent arrêté sont d'application *mutatis mutandis* aux ententes provinciales.

Art. 9. — Les associations sportives affiliées à la fédération congolaise de ..... et dépendant des ligues provinciales visées à l'article 7, sont groupées en une ou plusieurs ententes équivalentes à une ville ou à un district conformément à l'organisation administrative et territoriale en République démocratique du Congo.

Sauf dérogation accordée par le ministre chargé des sports, leur ressort territorial est harmonisé avec celui d'un bureau de district chargé des sports et loisirs.

Leurs règlements intérieurs qui doivent comporter des dispositions types, sont soumis pour approbation à la fédération avant d'être présentés à l'assemblée générale de l'entente.

Art. 10. — Il est constitué des cercles au niveau de chaque commune ou territoire lesquels groupent des associations sportives dépendant d'une entente.

Leur constitution ainsi que leur suppression relève de la compétence de la fédération.

Leurs règlements intérieurs doivent être conforme aux dispositions types, leur application est subordonnée à l'approbation préalable par la fédération avant d'être présentés à l'assemblée générale du cercle.

Les cercles adressent à la fédération, sous les couverts de l'entente et de la ligue, la situation financière de l'exercice écoulé, après approbation de leurs comptes.

En cas de dissolution d'un cercle, celui-ci attribue son actif net à la fédération.

Art. 11. — La qualité de membre de la fédération se perd:

a) pour les associations:

• par le retrait décidé conformément à leurs statuts ou, à défaut de dispositions spéciales prévues à cet effet, par leur assemblée générale;

• par la radiation prononcée par le comité fédéral, approuvée par l'assemblée générale, pour motif grave ou refus de contribuer au fonctionnement de la fédération.

b) pour les membres individuels, les membres d'honneur, émérites, donateurs ou bienfaiteurs:

• par décès;

• par démission;

• par radiation prononcée par le comité directeur, confirmée par l'assemblée générale ou pour motif grave.

Avant toute décision, le président du groupement sportif ou le membre intéressé est appelé à fournir ses explications soit écrites, soit orales dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire de la procédure.

Dans tous les cas, la décision du comité fédéral peut faire l'objet d'un recours devant l'assemblée générale.

Les sanctions disciplinaires officielles applicables aux groupements sportifs affiliés à la fédération, aux membres des groupements sportifs et aux licenciés sont prononcées par le comité directeur ou par un organe de la fédération ou de ses organismes provinciaux, des districts, des communes et des territoires, ayant reçu délégation de pouvoirs du comité fédéral dans les conditions et limites fixées par les règlements généraux.

Les peines prévues sont les suivantes:

• avertissement;

• blâme;

• pénalités sportives et pécuniaires (suivant régime disciplinaire).

CHAPITRE II
ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 12. — Les organes de la fédération sont:

• l'assemblée générale;

• le comité fédéral;

• le bureau fédéral.

L'assemblée générale

Art. 13. — *Composition*

L'assemblée générale est l'organe suprême de la fédération. Elle est composée:

a) des membres du comité directeur en règle de cotisation;

b) d'un délégué de la ligue nationale;

c) d'un délégué par ligue provinciale en règle ce cotisation et ayant régulièrement organisé leurs championnats respectifs;

d) des membres d'honneur et émérites avec voix consultative.

Art. 14. — L'assemblée générale se réunit obligatoirement en session ordinaire à la fin de la saison sportive, au plus tard un mois avant l'ouverture de la prochaine saison sportive et en session extraordinaire autant de fois qu'il y a nécessité.

Art. 15. — *Convocation, lieu, date et ordre du jour*

L'assemblée générale est statutaire et obligatoire.

Elle est convoquée par le comité fédéral 30 jours au moins avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée ordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire se réunit à la demande du comité fédéral ou à celle de la moitié plus un membre des ligues.

Le délai de convocation de l'assemblée générale extraordinaire est de 15 jours ouvrables au plus.

La date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion doivent être signalés sur la convocation.

Art. 16. — *Quorum*

Pour délibérer valablement, l'assemblée doit comprendre au moins les 2/3 des ligues membres en règle de cotisation.

Si le quorum n'est pas atteint, la tenue de l'assemblée générale est reportée de 46 heures au moins et ne pourra délibérer que lorsque la présence de la moitié des ligues membres est constatée.

Ses décisions sont exécutoires et opposables à tous, sous réserves des dispositions contraires de la tutelle.

Art. 17. — L'assemblée générale se réunit obligatoirement en présence d'un représentant du ministère ayant les sports dans ses attributions.

Art. 18. — *Attributions*

L'assemblée générale ordinaire délibère sur les points inscrits à l'ordre du jour, notamment:

• le rapport moral, administratif, technique et financier de la saison sportive écoulée;

• le programme d'action de la saison sportive suivante;

• le projet du budget de l'exercice suivant;

• l'affiliation aux organismes internationaux;

• l'adoption ou la modification des statuts, des règlements des compétitions et du régime disciplinaire;

• les cas de suspension, de révocation ou de radiation;

• les autres questions lui soumises.

Art. 19. — Lorsque les élections sont prévues, elles figurent comme dernier point à l'ordre du jour et les débats sur la question sont présidés par le doyen des membres non candidats ou si l'assemblée y consent, par le délégué du ministère ayant les sports dans ses attributions.

Art. 20. — Les décisions sont prises a la majorité simple des voix exprimées par les membres présents ayant pouvoir délibératif;

• le vote se fait au scrutin secret ou à main levée;

• le vote par procuration ou par correspondance n'est pas admis;

• en cas d'élection, le vote se fait exclusivement au scrutin secret;

• les décisions de l'assemblée générale sont irrévocables et sans appel, sous réserves, des dispositions contraires de la tutelle.

Art. 21. — *Procès-verbaux*

Les procès-verbaux et décisions des assemblées générales sont communiqués avec accusé de réception aux entités sportives membres dans les 15 jours qui suivent la tenue des assises.

Toutes contestations ou modifications concernant les procès-verbaux doivent être exprimées dans les 30 jours de la réception au comité fédéral pour leur finalisation à la prochaine assemblée générale.

Art. 22. — Les membres du comité fédéral ne prennent pas part au vote pour les matières proposées par eux notamment:

• l'examen du rapport annuel;

• l'approbation des règlements et autres cas pour lesquels ils sont concernés.

Art. 23. — Les dispositions sur les assemblées générales prévues de l'article 13 à 22 dans les présents statuts sont d'application *mutatis mutandis* aux ligues, ententes et cercles.

Le comité fédéral

Art. 24. — Le comité fédéral est l'organe de gestion de la fédération et d'exécution des décisions de l'assemblée générale.

Il se compose:

• d'un président;

• de 2 à 4 vice-présidents;

• d'un secrétaire fédéral (désigné);

• d'un secrétaire fédéral adjoint (désigné);

• de tous les présidents des ligues nationale et provinciales, de droit membres.

Art. 25. — Les secrétariats à tous les niveaux sont tenus par des personnes ressources désignées, selon des critères établis par le ministre ayant en charge les sports ou, selon l'échelon, par les autorités territoriales du ressort.

Ces cadres sont retenus pour leur expérience et leur connaissance de l'administration générale et sportive. Ils assistent aux réunions de leurs comités respectifs avec voix délibérative.

Art. 26. — Les membres de droit dont les qualités sont reprises ci-après, assistent aux réunions du comité directeur avec voix consultative:

• membres des comités exécutifs des instances continentales et internationales;

• le directeur administratif et financier;

• le directeur technique national;

• un délégué du Conseil national des éducateurs physiques;

• un délégué de l'Union nationale des encadreurs sportifs;

• un délégué de l'amicale des anciens pratiquants;

• un délégué de l'amicale des juges et arbitres;

• un délégué de l'association de médecine du sport.

Art. 27. — Le mandat du comité fédéral est de quatre (4) ans.

Conditions d'éligibilité des membres

Art. 28. — Pour être élu membre du comité fédéral, le candidat devra remplir les conditions recuises dans l'arrêté MJSL/CAB/2100/0020797 du 26 décembre 1997 spécialement en ses articles 4, 5, 6, 7 et 8.

Attributions

Art. 29. — Les attributions du comité fédéral sont notamment:

• défendre les intérêts de la fédération;

• assurer l'exécution des résolutions de l'assemblée générale;

• décider de toutes les questions qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale;

• homologuer les transferts ou mutations des athlètes entre les ligues et sur le plan international;

• valider et licencier les dirigeants, encadreurs, officiels et les athlètes de toutes les catégories et versions;

• organiser les compétitions nationales et internationales à caractère exceptionnel;

• nommer et révoquer les commissions spécialisées et leurs membres;

• affilier les associations sportives et les entités de la discipline sportive;

• proposer les modifications des statuts, règlements généraux et du régime disciplinaire et les faire appliquer, après adoption par l'assemblée générale;

• statuer sur toutes les questions lui soumises;

• signer les conventions sportives avec d'autres fédérations sportives, les organismes nationaux ou internationaux et les tiers, après avis de la tutelle;

• juger en dernier ressort, tout litige, tout recours émanant des ligues, des ententes et des cercles, des groupements sportifs particuliers et des commissions spécialisées de la fédération.

Ses décisions sont exécutoires et font jurisprudence pour tous les cas non prévus par les règlements.

Art. 30. — Les membres du comité fédéral sont collégialement responsables devant l'assemblée générale de la gestion de la fédération.

En cas de conflit déclaré au niveau du comité fédéral, se rapportant à la gestion ou au fonctionnement de la fédération, l'autorité de tutelle est habilitée à convoquer une assemblée extraordinaire qui traitera exclusivement de l'objet du conflit.

Perte de la qualité de membre

Art. 31. — Sous réserve des dispositions de l'article 11 des présents statuts, la qualité de membre du comité fédéral se perd par:

• décès;

• démission;

• radiation;

• incapacité physique permanente ou mentale;

• absence à trois (3) réunions consécutives ou cinq (5) non consécutives sans justifications;

• condamnation à une peine de servitude pénale d'un (1) an au moins;

• déchéance prononcée par l'assemblée générale;

• indisponibilité constatée.

Art. 32. — En cas de déchéance ou de démission collective du comité fédéral, l'expédition des affaires courantes sera assurée par un

comité restreint qui sera mis en place par l'assemblée générale extraordinaire pour un délai ne dépassant pas 45 jours.

Art. 33. — Les présidents des ligues, de droit membres du comité fédéral, perdent leur mandat au niveau de leurs ligues respectives, lorsqu'ils sont frappés individuellement ou par suite d'une déchéance collective du comité fédéral.

Art. 34. — Le membre du comité fédéral mis en cause doit obligatoirement quitter la séance lorsque ses pairs décident sur son cas, après avoir présenté au préalable ses moyens de défense.

Décisions

Art. 35. — Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de prendre des sanctions à l'endroit d'un membre du comité fédéral, ou de modifier le règlement intérieur, la décision est prise aux 2/3 des voix des membres présents.

Art. 36. — Le comité fédéral peut prendre à l'endroit de ses membres, les mesures disciplinaires ci-après:

1. avertissement;

2. blâme;

3. suspension ne dépassant pas trois mois.

Pour tout manquement grave constaté dans le chef d'un de ses membres, le comité directeur doit convoquer une assemblée générale extraordinaire qui statuera sur le cas.

La sanction à l'égard d'un membre du comité fédéral ne peut être prononcée qu'après avoir reçu les moyens de défense de l'incriminée.

La violation de cette disposition entraînerait la nullité de la sanction.

Toute sanction doit être notifiée à l'intéressée dans les 72 heures de la prise de la décision.

Convocation des réunions

Art. 37. — Les convocations des réunions ordinaires du comité fédéral sont envoyées aux membres au moins vingt (20) jours francs avant la date de la tenue de la réunion.

Les réunions extraordinaires sont convoquées dix (10) jours francs avant leur tenue.

Quorum

Art. 38. — Le quorum est atteint lorsque la moitié plus un des membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, la réunion est reportée de 48 heures et ne pourra délibérer que lorsque la moitié des membres est constatée.

Ses décisions sont exécutoires et opposables à tous, sauf avis contraire de la tutelle.

Art. 39. — En cas de parité des voix lors d'un vote, celle du président est prépondérante.

Ce dernier n'a pas le droit de s'abstenir.

Art. 40. — Le comité fédéral se réunit une fois par trimestre en session ordinaire et en session extraordinaire, chaque fois qu'il y a nécessité.

Les décisions prises au cours de ces réunions doivent être communiquées dans les 15 jours.

Vacance au comité fédéral

Art. 41. — Lorsqu'il est constaté une vacance au niveau ou comité fédéral en cours de saison, elle sera complétée lors de l'assemblée générale prochaine par des élections partielles.

Art. 42. — Lorsque le nombre des membres du bureau est rendu minoritaire, il sera convoqué une assemblée générale extraordinaire élective dans un délai de 30 jours ouvrables pour le compléter conformément aux dispositions de l'arrêté portant modalités des élections.

Bureau fédéral

Art. 43. — Le bureau fédéral assure la gestion courante de la fédération par délégation de pouvoirs du comité directeur.

Il est composé:

• du président;

• du 1er vice-président;

• du secrétaire fédéral (désigné);

• du secrétaire fédéral adjoint (désigné).

Les membres du bureau fédéral doivent avoir une résidence au lieu du siège de la fédération.

Art. 44. — Le bureau fédéral se réunit au moins une fois par mois.

Les décisions du bureau fédéral sont consignées dans les procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de la séance.

Les membres du comité fédéral sont informés des décisions prises par le bureau fédéral à la prochaine séance du comité fédéral.

Les décisions du bureau fédéral sont prises à la majorité des voix des membres présents, en cas de parité, celle du président est prépondérante.

Attributions

Art. 45. — Les attributions des membres du bureau fédéral sont définies par le règlement intérieur de la fédération.

Les membres du bureau fédéral sont solidairement responsables de la gestion de la fédération devant le comité fédéral et l'assemblée générale.

Des commissions

Art. 46. — Le comité fédéral peut créer autant des commissions chargées de l'assister dans le fonctionnement de la fédération.

Il en détermine les attributions et en nomme les membres chaque saison.

Art. 47. — Les commissions permanentes obligatoires de la fédération sont:

• commission fédérale des compétitions et des championnats;

• commission fédérale des juges et arbitres;

• commission fédérale de développement technique;

• commission fédérale médicale;

• commission fédérale juridique et des statuts;

• commission fédérale des finances et sponsoring;

• commission fédérale des jeunes;

• commission fédérale du ..... féminin;

• commission fédérale du ..... loisir.

Des ligues nationales – provinciales – ententes et cercles

Art. 48. — Conformément à l'article 6 des présents statuts, la ligue nationale est une entité sportive qui gère le championnat national par délégation selon les règlements adoptés par l'assemblée générale et approuvés par le fédération.

Ses organes sont:

• l'assemblée générale;

• le comité de gestion;

• le bureau national.

L'assemblée générale

Art. 49. — L'assemblée générale de la ligue nationale est l'organe législatif.

Elle se compose:

• des membres du comité de gestion;

• de deux délégués par club participant au championnat national.

Le comité de gestion

Art. 50. — Le comité de gestion est l'organe exécutif de la ligue nationale.

Il se compose:

• du président de droit membre du comité directeur de la fédération;

• de deux vice-présidents;

• du secrétaire national (désigné);

• du secrétaire national adjoint (désigné);

• de cinq membres.

Les membres du comité de gestion sont élus par l'assemblée générale pour un mandat de quatre ans.

Art. 51. — Outre les attributions propres aux comités des entités sportives, telle que détaillées à l'article 29, le comité de gestion de la ligue nationale a entre autres charges:

• accepter les affiliations et les démissions des clubs;

• valider les licences des athlètes des clubs engagés à sa compétition;

• proposer au comité fédéral les radiations éventuelles des clubs ou des affiliés.

Le bureau national

Art. 52. — Le bureau national se compose:

• du président;

• du 1er vice-président;

• du secrétaire national (désigné);

• du secrétaire national adjoint (désigné).

Les membres du bureau national doivent résider au lieu du siège de la ligue nationale.

Art. 53. — Les attributions des membres du bureau national sont définies par le règlement intérieur adopté en assemblée générale et approuvé par la fédération.

Des ligues provinciales

Art. 54. — Conformément à l'article 7 des présents statuts, la ligue provinciale exerce ses activités sur toute l'étendue de la province telle que définie par les textes en vigueur sur la territoriale.

Son siège est établi au chef-lieu de la province. Elle fait partie intégrante de la fédération sous l'autorité technique de laquelle elle fonctionne.

Elle comprend:

• les ententes provinciales et urbaines;

• les ententes de district;

• les cercles.

Attributions

Art. 55. — La ligue provinciale organise, par délégation de la fédération, des compétitions et un championnat indirect entre les entités qui la composent conformément aux règlements fédéraux.

Elle a entre autres attributions:

• revalider les licences, homologuer les transferts, mutations locales et inter-entités de sa juridiction;

• favoriser et entretenir de bonnes relations entre les entités et cercles de sa juridiction;

• examiner les propositions à faire à l'assemblée générale de la fédération par ses délégués.

Art. 56. — Les organes de la ligue provinciale sont:

• l'assemblée générale;

• le comité provincial;

• le bureau provincial.

L'assemblée générale

Art. 57. — L'assemblée générale est composée:

• des membres du comité provincial en règle de cotisation;

• d'un délégué par entente en règle ce cotisation et ayant régulièrement organisé leurs championnats.

Le comité provincial

Art. 58. — Le comité provincial est l'organe exécutif de la ligue provinciale.

Il est élu par l'assemblée générale pour un mandat de quatre ans.

Il se compose:

• d'un président de droit membre du comité directeur de la fédération;

• des deux vice-présidents;

• d'un secrétaire provincial (désigné);

• d'un secrétaire provincial adjoint (désigné);

• des présidents des ententes de droit membres du comité provincial.

Le secrétaire administratif et financier, le conseiller technique ainsi que les délégués de différentes corporations énumérées à l'article 26 sont de droit, selon l'échelon, membres du comité provincial, exécutif ou de cercle.

Ils assistent aux réunions desdits organes avec voix consultative.

Art. 59. — Les attributions des membres du comité provincial sont définies par un règlement intérieur adopté par l'assemblée générale et approuvé par la fédération.

Le comité provincial se fait assister par des commissions spécialisées. Il en détermine les attributions, nomme leurs membres et le cas échéant les relève.

Les commissions spécialisées ont une durée d'une saison sportive.

Les ententes

Art. 60. — L'entente provinciale est une entité sportive constituée au niveau de la ligue. Elle organise et gère un championnat.

Son organisation est la même que celle de la ligue nationale.

Art. 61. — L'entente est une entité sportive dépendant de la ligue provinciale dont le ressort est la ville ou le district.

Elle organise selon le cas un championnat direct ou indirect.

Ses organes sont:

• l'assemblée générale;

• le comité exécutif;

• le bureau exécutif.

Art. 62. — L'entente urbaine gère directement des associations sportives engagées en son championnat.

Son assemblée générale se compose:

• des membres du comité exécutif en règle de cotisation;

• des présidents des associations sportives inscrites au championnat.

Art. 63. — L'entente de district organise un championnat indirect avec la participation des clubs champions des cercles.

Son assemblée générale se compose:

• des membres du comité exécutif en règle de cotisation;

• des présidents des cercles.

Art. 64. — La composition des organes dirigeants des ententes se présente de la manière ci-après:

entente provinciale ou urbaine:

• un président;

• deux vices-présidents;

• un secrétaire exécutif (désigné);

• un secrétaire exécutif adjoint (désigné);

• cinq (5) membres.

entente de district:

• un président;

• deux vice-présidents;

• un secrétaire exécutif (désigné);

• un secrétaire exécutif adjoint (désigné);

• les présidents des cercles, de droit membres.

Des cercles

Art. 65. — Le cercle est une entité sportive au niveau d'une commune ou d'un territoire qui organise un championnat groupant les associations sportives ou clubs affiliés à la fédération.

Ses organes sont:

• l'assemblée générale;

• le comité de cercle;

• le bureau de cercle.

Art. 66. — L'assemblée générale du cercle est composée:

• des membres du comité du cercle en règle de cotisation;

• d'un délégué par association ou clubs inscrits au championnat.

Art. 67. — Le comité de cercle se compose de:

• un président;

• deux vice-présidents;

• un secrétaire du cercle (désigné);

• un secrétaire adjoint du cercle (désigné);

• cinq (5) conseillers.

CHAPITRE III

DES RESSOURCES

Art. 68. — L'exercice financier de la fédération correspond à la saison sportive.

Un organe de contrôle est tenu de vérifier la bonne tenue des comptes.

Art. 69. — Les ressources propres aux entités sportives sont:

• les cotisations des entités et membres individuels affiliés;

• les recettes provenant des rencontres sportives;

• les subventions d'État et des organismes internationaux;

• les dons et legs;

• les revenus publicitaires et de retransmission;

• du produit résultant de la vente des imprimés, de l'homologation de transferts et mutations;

• des recettes diverses.

Art. 70. — Aucune entité sportive ne peut se trouver engagée financièrement par le fait d'un organe autre que son comité.

CHAPITRE IV

DU CONTRÔLE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Art. 71. — Les règlements intérieurs et statuts préparés par différents comités et adoptés par les assemblées générales ainsi que leurs modifications doivent être adressés au ministère ayant les sports dans ses attributions ou à ses services, selon le cas, pour approbation.

Art. 72. — Les registres et documents comptables doivent être présentés à toutes réquisitions au ministre chargé des sports ou à ses délégués.

Art. 73. — Le rapport annuel et les comptes financiers comprenant ceux des ligues, ententes doivent être adressés au ministère des Sports ou à ses services pour le suivi et contrôle de fonctionnement des entités sportives.

CHAPITRE V

DE LA MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Art. 74. — L'assemblée générale est le seul organe habilité à modifier les statuts et les règlements sur proposition du comité fédéral ou à la demande d'un de ses affiliés.

Art. 75. — La dissolution de la fédération est prononcée par l'assemblée générale à la majorité des 3/4 de suffrages exprimés, laquelle assemblée est convoquée expressément à cette fin.

Art. 76. — En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la fédération.

L'actif net est attribué à un ou plusieurs organismes d'utilité publique reconnus.

CHAPITRE VI

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 77. — Les règlements intérieurs des ligues, ententes et cercles visés aux articles 5, 7, 8 et 9 des présents statuts types ne doivent pas être en contradiction avec le statut fédéral.

Art. 78. — Les assemblées générales de tous les organismes sportifs doivent mettre leurs statuts ou règlements intérieurs en conformité avec les dispositions des présents statuts types dès leur première session statutaire.

CHAPITRE VII

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 79. — Tous les cas non prévus dans les présents statuts sont de la compétence de l'assemblée générale dont les décisions sont sans appel, sauf avis contraire de la tutelle.

Art. 80. — Les décisions en matière législative ne seront exécutées qu'après leur approbation par l'assemblée générale.

Art. 81. — Les présents statuts types abrogent toutes les dispositions antérieures qui leur sont contraires et sont de stricte application à la date de leur signature.

26 décembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0019/97 portant statuts types des associations sportives ou clubs en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

CHAPITRE I^er^
BUTS ET COMPOSITION

Art. 1^er^. — L'association sans but lucratif dite: association sportive ..... régie par le décret-loi du 18 septembre 1965 fondée à ..... le .....

Elle a son siège à .....

Elle a été déclarée et enregistrée auprès de l'autorité politico-administrative de sa juridiction d'appartenance sous le n^o^ ..... du .....

Art. 2. — L'association sportive ..... a obtenu son agrément auprès du ministère ayant en charge les sports sous le n^o^..... du ..... à .....

Art. 3. — Son existence et son fonctionnement sont régis par les présents statuts types, la législation en matière d'associations sans but lucratif, les règlements et les dispositions édictés par la fédération à laquelle elle est affiliée ainsi que par règlement intérieur.

Elle ne peut être constituée sur base de tribu, de race, de religion ou d'appartenance politique.

Sa durée est illimitée.

Art. 4. — L'association sportive a pour but de concourir à la formation morale, physique et civique de la jeunesse et de ses membres.

Ses moyens d'action sont la tenue d'assemblée générale périodique, la publication d'un bulletin, les séances d'entraînements, les conférences et cours sur les questions sportives pouvant contribuer au développement de l'éducation physique en général et de la discipline en particulier.

Art. 5. — Il existe deux catégories d'associations sportives ou clubs:

• unidisciplinaire (pratiquant une seule discipline);

• pluridisciplinaire (pratiquant plus d'une discipline et affiliée à au moins trois fédérations sportives).

Membres

Art. 6. — L'association sportive ou club se compose des membres.

Pour être membre, il faut être parrainé par au moins trois (3) membres de l'association sportive ou club:

• être agréé par le comité de direction;

• payer sa cotisation annuelle ainsi que le droit d'adhésion.

Le taux de cotisation et le droit d'adhésion sont fixés par l'assemblée générale.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le comité de direction aux personnes qui ont rendu des services signalés à l'association sportive ou club. Ce titre confère à ces personnes le droit de faire partie de l'association sportive ou club et de l'assemblée générale.

Art. 7. — La qualité de membre se perd:

1. par la démission;

2. par la radiation pour non-paiement de la cotisation, pour motifs graves par le comité de direction.

Le membre concerné doit au préalable présenter ses moyens de défense.

CHAPITRE II
AFFILIATION

Art. 8. — L'association sportive ou club est affiliée à la fédération sportive régissant la discipline qu'elle pratique.

Pour être admise, elle doit:

a) présenter un statut et un règlement intérieur;

b) avoir un comité offrant des garanties suffisantes pour lui permettre de tenir ses engagements vis-à-vis de son entité (cercle – entente – ligue – fédération);

c) s'engager à se conformer entièrement aux règlements édictés par la fédération dont elle relève ou par les entités sub délégataires (ligue – entente – cercle);

d) le nombre d'adhérents à l'association doit être aux trois quarts au moins de nationalité congolaise;

e) souscrire obligatoirement une police d'assurance sportive pour chacun de ses membres (athlètes et dirigeants) au début de chaque saison sportive;

f) se soumettre aux sanctions disciplinaires qui peuvent lui être infligées par application des règlements et dispositions de la fédération dont elle relève.

CHAPITRE III
ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT ORGANES

Art. 9. — Les organes de l'association sportive ou club sont:

• l'assemblée générale;

• le comité de direction.

1) Assemblée générale:

• composition:

L'assemblée générale d'une association sportive ou club comprend:

– les membres du comité de direction en règle de cotisation;

– les membres effectifs en règle de cotisation depuis le début de la saison sur présentation de la carte de membre;

– 10 athlètes régulièrement affiliés comprenant les catégories seniors, juniors et cadets des deux versions;

– pour les clubs pluridisciplinaires, 5 athlètes régulièrement affiliés depuis un an au moins par section, par version et par catégorie d'âge.

• attributions:

L'assemblée générale est l'organe suprême de l'association sportive ou club.

Elle se réunit une fois l'an à la fin de la saison sportive.

Elle se tient en présence d'un délégué de l'entité sportive d'appartenance et d'un représentant du service des sports du ressort.

Elle oriente la politique générale de l'association sportive ou club et délibère sur tous les points qui lui sont soumis, notamment:

– les cas de transferts et mutations;

– les démissions ou révocations des athlètes;

– elle élit les membres du comité de direction et propose leur révocation le cas échéant.

Si l'ordre du jour comporte le cas d'élection, l'assemblée générale est présidée par le doyen des membres présents ou, si l'assemblée générale y consent, par le délégué du service des sports de la juridiction.

Les procès-verbaux de ces réunions, qu'elles soient électives ou non, sont envoyés, dans la semaine qui suit, aux comités des entités d'appartenance qui régissent les différentes sections de l'association sportive ou club.

Assemblée générale extraordinaire

Elle peut être convoquée par:

• le comité de direction après autorisation de l'entité sportive d'appartenance;

• le comité de direction à la demande des deux tiers des athlètes régulièrement affiliés après autorisation de l'entité sportive;

• l'entité sportive, pour trancher un litige ou conflit dépassant la compétence du comité de direction;

• l'autorité politico-administrative dont dépend l'entité sportive qui régit l'association sportive ou, par délégation, par l'autorité de la commune ou du territoire du siège l'association sportive, en cas de conflit grave.

Les convocations à l'assemblée générale doivent être expédiées par le comité de direction aux membres au moins 10 jours à l'avance et l'ordre du jour doit y être annexé.

2) Comité de direction:

a) composition et mandat:

Le comité de direction de l'association sportive ou club comprend:

• un président;

• un vice-président ou des vice-présidents délégués selon qu'il s'agit d'une association sportive ou club unidisciplinaire ou pluridisciplinaire;

• un secrétaire sportif;

• un secrétaire sportif adjoint;

• un trésorier;

• quatre conseillers.

L'élection des membres du comité de direction par l'assemblée générale est confirmée par un acte officiel de l'autorité politico-administrative dont dépend l'entité sportive ou, par délégation, du bourgmestre ou de l'administrateur du territoire du siège de l'association sportive ou club.

Le mandat des membres du comité de direction est de trois ans.

b) attributions des membres du comité de direction:

• le président:

– est le premier responsable de l'association sportive ou club;

– préside les réunions des assemblées générales et du comité de direction;

– représente l'association sportive ou club auprès des tiers, des fédérations et à toutes les manifestations sportives et autres auxquelles l'association sportive ou club est invitée;

– il est l'ordonnateur des dépenses de l'association sportive ou club;

• le vice-président d'une association unidisciplinaire exerce d'office les pouvoirs dévolus au président en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci;

• les vice-présidents délégués sont responsables chacun d'une section de l'association sportive ou club pluridisciplinaire.

Ils sont responsables uniquement vis-à-vis de l'entité qui organise le championnat auquel la section participe.

Ils peuvent, selon l'ordre de préséance établi par le règlement intérieur, exercer les pouvoirs dévolues au président, en cas d'empêchement ou absence de celui-ci;

• le secrétaire sportif tient le secrétariat de l'association sportive ou club.

Il est avec le président, le correspondant officiel de l'association sportive ou club.

Il dresse les procès-verbaux des réunions du comité de direction et des assemblées générales;

• le secrétaire sportif adjoint assiste le secrétaire sportif et le remplace en cas d'empêchement ou d'absence;

• le trésorier a, dans ses attributions, tout ce qui concerne les finances de l'association sportive ou club.

Il signe toute correspondance relative aux finances conjointement avec le président;

• les conseillers sont membres du comité de direction et peuvent être chargés de certaines missions spécifiques par le comité de direction ou par le président.

c) sections:

Les sanctions représentent les différentes disciplines pratiquées au sein de l'association sportive ou club.

Les membres des sections sont nommés, et le cas échéant, relevés par le comité de directeur.

Les membres sectionnaires détiennent donc leurs pouvoirs du comité de direction.

Le fonctionnement des sections est déterminé par un règlement d'ordre intérieur de l'association sportive ou club préalablement approuvé par l'assemblée générale.

Ce règlement intérieur doit être conforme aux dispositions sportives en vigueur.

CHAPITRE IV
RESSOURCES

Art. 10. — Les fonds de l'association sportive ou club proviennent:

• des cotisations de ses membres;

• des recettes de toute nature provenant des rencontres auxquelles elle a participé;

• des subventions que peuvent lui verser l'État, la fédération, la ligue, l'entente, cercles, les entreprises ou les collectivités publiques ou privées;

• des ressources créées à titre exceptionnel et de sponsoring.

L'entité a la surveillance et le contrôle des clubs affiliés en ce qui concerne l'organisation sportive.

À ce titre, chaque association a l'obligation de lui déposer, à la fin de chaque saison:

• un rapport justifiant l'utilisation de fonds;

• un rapport sur la gestion sportive et administrative de l'association sportive ou club.

CHAPITRE V
MODIFICATION DES STATUS ET DISSOLUTION

Art. 11. — Les statuts de l'association sportive ou clubs peuvent être modifiés:

• par les deux tiers des membres de l'assemblée générale sur proposition du comité de direction;

• à la demande des deux tiers des athlètes régulièrement affiliés à l'association sportive ou club;

• à la demande des deux tiers des membres effectifs en règle de cotisation.

Art. 12. — La dissolution d'une association sportive ou club est prononcée par les deux tiers des membres de son assemblée générale.

Elle ne devient effective qu'après l'approbation par la fédération, auquel cas une commission de liquidation sera constituée par l'assemblée générale qui décidera de l'affectation du patrimoine de l'association sportive ou club.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

Art. 13. — Tous les cas non prévus sont de la compétence de l'assemblée générale de l'association sportive ou club.

Art. 14. — Les présents statuts types abrogent toutes les dispositions antérieures qui leur sont contraires et sont de stricte application à la date de leur signature.

---

26 décembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0020/97 portant révision des modalités d'organisation des élections des organes dirigeants du mouvement sportif de la République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

CHAPITRE I^er^
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Les membres des organes dirigeants du mouvement sportif national sont élus par leurs sociétaires au cours des assemblées électives au scrutin secret, à la majorité simple des voix des membres présents ayant le droit de vote.

Toutes les disciplines sportives sont concernées par les présentes dispositions.

Art. 2. — La durée du mandat des membres des différents comités des organes dirigeants est de quatre ans, sauf cessation du mandat pour une des causes prévues dans les statuts types des fédérations et associations sportives ou clubs.

Art. 3. — Les élections des membres des organes dirigeants des entités sportives à savoir: cercle, entente, ligue, fédération et Comité olympique congolais, se déroulent pour chaque discipline pendant la saison morte de la quatrième année de mandat.

CHAPITRE II
DES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Art. 4. — Pour être éligible aux différents comités des entités sportives, le candidat dirigeant devra répondre aux critères ci-après:

a) critères généraux:

1. jouir de tous ses droits civiques, politiques et sportifs;

2. n'avoir pas posé des actes déshonorants pour un cadre sportif tels que:

la corruption ou les transferts frauduleux;

3. n'avoir pas été frappé d'une sanction pénale pour faute contre la morale, l'honneur ou le droit commun dans les vingt-quatre mois (24) qui précèdent la date des élections;

4. justifier d'un emploi rémunérateur ou des conditions matérielles mettant le futur dirigeant à l'abri des besoins financiers;

5. être disponible;

6. avoir des connaissances suffisamment étendues dans la discipline sportive concernée;

7. disposer des qualités intellectuelles et morales adéquates;

8. jouir d'une bonne santé morale et physique.

b) critères spécifiques.

Pour les membres des organes dirigeants

Art. 5. — En plus des critères généraux, le candidat au bureau des organes sportifs à tous les niveaux des entités subdélégataires doit remplir les conditions suivantes:

1. être de nationalité congolaise; toutefois, un étranger ayant résidé au moins cinq ans au Congo peut postuler comme membre;

2. être une personnalité honorable, de bonne réputation;

3. disposer d'un statut social stable;

4. justifier d'un niveau intellectuel appréciable;

5. faire preuve de bon gestionnaire.

Pour les membres du comité exécutif du Comité olympique congolais.

Art. 6. — En plus de toutes les conditions d'éligibilité contenues aux articles 4 et 5 du présent arrêté, le candidat au bureau exécutif du Comité olympique congolais doit remplir les critères ci-après:

1. être de nationalité congolaise, prouvée par la production d'une attestation de nationalité délivrée par le ministère de la Justice;

2. avoir œuvré pendant au moins quatre ans comme membre au sein d'une institution sportive nationale et exercé ses fonctions avec compétence et honorabilité;

3. avoir des notions étendues sur l'olympisme et le mouvement olympique; la préférence étant accordée au candidat ayant participé au moins à une session de l'académie internationale olympique (A.I.O.) ou de l'académie nationale olympique (A.N.O.);

4. être candidat désigné par une entité sportive nationale officiellement reconnue;

5. être en mesure de contribuer financièrement à l'expansion des activités olympiques.

Pour les membres des fédérations sportives et des entités sub-délégataires

Art. 7. — Sans préjudice des dispositions des articles 4 et 5, le candidat membre du comité fédéral d'une fédération sportive et des comités des ligues, ententes et cercles doit remplir les critères ci-après:

1. être de nationalité congolaise; toutefois, sur dérogation du ministre en charge des sports, un étranger ayant résidé au moins cinq ans en République démocratique du Congo peut poser sa candidature comme membre au bureau;

2. avoir été pendant un mandat au moins membre d'un organe dirigeant de l'entité sportive hiérarchiquement inférieure;

3. être en mesure de contribuer financièrement à l'expansion des activités de la discipline;

4. pour le candidat président, présenter un plan d'action quadriennal pendant la campagne électorale et déposer un document écrit à ce sujet auprès du service du ministère ayant en charge les sports du ressort.

De l'incompatibilité

Art. 8. — Un membre ne peut faire partie, avec droit de vote, à deux comités dont l'un constitue la juridiction d'appel de l'autre.

Les membres des comités et des commissions doivent être de conduite irréprochable par conséquent, un affilié se trouvant sous le coup d'une suspension ne peut se porter candidat à une fonction officielle.

CHAPITRE III
DES CANDIDATURES

Art. 9. — Le dossier du candidat aux différents comités des organes sportifs, à savoir:

1. le Comité olympique congolais;

2. la fédération sportive;

3. la ligue nationale ou provinciale;

4. l'entente provinciale ou de district;

5. le cercle sportif;

se compose des pièces suivantes:

1. une lettre manuscrite de dépôt de candidature;

2. une fiche d'identité suivie d'un curriculum vitae détaillant les activités sportives antérieures dans la discipline, le tout se terminant par la formule:

«Je jure sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont sincères, exacts, véritables et vérifiables»;

3. un certificat de résidence;

4. un certificat de bonnes vie et mœurs délivré depuis au moins trois mois par l'autorité de la commune ou du territoire de résidence du candidat;

5. un extrait du casier judiciaire datant d'au moins trois mois;

6. une attestation de prestation délivrée par le dernier organe d'appartenance du candidat;

7. des titres scolaires ou académiques;

8. une attestation médicale délivrée par le service médical du ministère ayant les sports dans ses attributions ou à défaut par un autre service médical agréé;

9. un certificat de nationalité;

10. une attestation de service ou un certificat fiscal;

11. une caution non remboursable fixée par le ministre des Sports.

Du dépôt des dossiers

Art. 10. — Les candidatures aux organes dirigeants du Comité olympique congolais, de la fédération sportive et de la ligue nationale sont déposées à la direction de l'éducation physique et des sports.

Pour les candidats aux comités des entités sub-délégataires, les dossiers sont déposés auprès des services des sports de leurs circonscriptions respectives.

Art. 11. — Les dossiers sont examinés, selon le cas, par une commission *ad hoc* nommée par le ministre ayant les sports dans ses attributions, le gouverneur de province, le commissaire de district, le bourgmestre ou l'administrateur de territoire.

À chaque échelon, la commission est composée de la manière suivante:

Au plan national

• un représentant de la magistrature	président
• un délégué du ministre	vice-président
• le directeur des sports ou son délégué	vice-président
• un délégué de l'administration des sports	secrétaire-rapporteur
• deux délégués du ministère de la Justice	membres
• un délégué de l'administration des sports	membre

Au plan provincial

• un représentant de la magistrature	président
• un délégué du gouverneur	vice-président
• le chef de division provinciale des sports ou son délégué	vice-président
• un chef de bureau des services des sports	secrétaire-rapporteur
• deux délégués de la division de la justice	membres
• un délégué de l'administration des sports	membre

Au plan de district

• un représentant du parquet	président
• un délégué du commissaire de district	vice-président
• le chef de bureau des sports ou son délégué	secrétaire-rapporteur
• un délégué du bureau de la justice	membre
• une délégué de l'administration des sports	membre

Au niveau de la commune ou du territoire

• un représentant de l'autorité municipale ou territoriale	président
• un représentant du tribunal de paix	vice-président
• le chef de service des sports	secrétaire-rapporteur
• un délégué du service des sports	membre
• un délégué du service de la jeunesse	membre

Après examen des différentes candidatures par les commissions *ad hoc* sus-citées, les dossiers examinés seront déposés contre récépissé auprès de la direction de l'éducation physique et des sports, de la division provinciale des sports et loisirs, du bureau du district chargé des sports et loisirs, du service des sports dans les communes et territoires pour publication des candidatures retenues dans un délai de quinze (15) jours à dater du jour de leur dépôt.

Un procès-verbal détaillé, signé par tous les membres de la commission, sera transmis au même moment aux services susmentionnés.

Art. 12. — Sans préjudice des dispositions des articles 4, 5, 6, 7 et 9 du présent arrêté, une candidature est déclarée nulle:

1. lorsque le candidat n'est pas éligible;

2. lorsque pour un même mandat le candidat se présente dans plusieurs disciplines sportives;

3. lorsque les pièces stipulées à l'article 9 du présent arrêté ne sont pas présentées au grand complet.

CHAPITRE IV
DES ÉLECTIONS

Art. 13. — Les élections des membres des différents comités des organes dirigeants, ont lieu pour chaque discipline sportive pendant la saison morte de la quatrième année du mandat. En ce qui concerne le Comité olympique congolais, les élections ont lieu après chaque olympiade.

Ces élections se déroulent selon les modalités et calendriers arrêtés par le ministre ayant en charge les sports.

Section I^re^
De l'assemblée générale élective des organes sportifs

Art. 14. — L'assemblée générale élective du Comité olympique congolais est composée de:

• deux délégués par comité des fédérations des disciplines olympiques, disposant chacun d'une voix;

• un délégué par comité des fédérations des disciplines non olympiques;

• un délégué par comité des groupements sportifs disposant d'un acte juridique d'agrément.

Art. 15. — L'assemblée générale élective de la fédération sportive se compose de:

• du président de la ligue nationale, de droit membre;

• un président par ligue provinciale, de droit membre;

• un délégué par ligue nationale ou provinciale disposant de deux voix.

Art. 16. — L'assemblée générale élective de la ligue nationale se compose d'un président par association sportive affiliée disposant chacun d'une voix.

Art. 17. — L'assemblée générale élective de la ligue provinciale se compose de:

• un président par entente, de droit membre;

• un délégué par entente disposant de deux voix.

Art. 18. — L'assemblée générale élective de l'entente de district se présente de la manière suivante:

• un président par cercle sportif membre;

• un délégué par cercle sportif disposant de deux voix.

Art. 20. — L'assemblée générale élective de l'entente urbaine se compose d'un président par association sportive affiliée disposant d'une voix.

Art. 21. — L'assemblée générale élective des cercles se compose des présidents des associations sportives ou clubs affiliés disposant chacun d'une voix.

CHAPITRE V
DES RÔLES ÉLECTORAUX

Art. 22. — Les personnes qui remplissent les conditions requises pour être électrices sont inscrites sur un rôle électoral établi par les différents échelons de service des sports et loisirs dans le strict respect des dispositions du présent arrêté sur base des ordres de mission dûment avalisés par les services précités.

CHAPITRE VI
DE LA PROPAGANDE ÉLECTORALE

Art. 23. — La campagne électorale débute au jour de la publication et de l'affichage des listes des candidatures retenues et se termine la veille du jour des élections à minuit.

Art. 24. — La propagande électorale est faite par chaque candidat dans le seul cadre du mouvement sportif national et au sein de la discipline sportive dans laquelle le candidat cherche à se faire élire.

Ladite campagne électorale sera axée sur des thèmes ayant trait à la promotion et au développement du sport national.

Art. 25. — Sera exclu des compétitions électorales, tout candidat surpris en train de s'adresser à tout autre auditoire et développant d'autres thèmes que ceux cités à l'article 24.

CHAPITRE VII
DE LA POLICE DES ÉLECTIONS

Art. 26. — Le ministre ayant en charge les sports, le gouverneur de province, le commissaire de district, le bourgmestre ou l'administrateur de territoire prennent toutes les dispositions pour assurer l'ordre et la sécurité aux lieux des assemblées électives.

Ainsi tout candidat qui aura enfreint aux articles 20 et 23 du présent arrêté sera exclu de la compétition électorale.

Art. 27. — Sera exclu du mouvement sportif national, quiconque amènera un électeur à s'abstenir de voter ou pour influencer son vote, ou aura usé à son endroit des voies de fait, de violence ou de menace ou lui aura fait craindre de perdre son emploi, son classement ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou ses biens.

Art. 28. — Sera puni de la peine prévue à l'article précédent, tout candidat ou quiconque, soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des pancartes ou affiches, soit par des calicots ou des emblèmes, soit de toute autre manière, aura incité les électeurs à ne pas participer au scrutin.

Art. 29. — Tour candidat ayant entraîné des gens à intimider les électeurs ou à troubler l'ordre de l'assemblée élective sera exclu d'office de la compétition électorale.

CHAPITRE VIII
DES OPÉRATIONS DE VOTE

Art. 30. — Sans préjudice des dispositions des statuts types sur la composition du bureau exécutif du Comité olympique congolais et des bureaux permanents de la fédération, de la ligue nationale, de la ligue provinciale, de l'entente et du cercle sportif, les élections porteront sur le choix des membres de chaque comité et de bureau permanent, poste par poste sauf pour les postes de secrétaire et de son adjoint qui sont désignés parmi des personnes ressources retenues pour leur expérience et leur connaissance de l'administration générale et sportive.

Art. 31. — À l'ouverture de la séance, un bureau provisoire sera mis sur pied composé de:

• Un agent de l'administration des sports:	Président
• Le doyen des électeurs présents non candidat:s	Vice-président
• Deux assesseurs parmi les membres non candidats:	Membres

Le bureau provisoire procède à la validation des pouvoirs des membres de l'assemblée générale élective conformément aux prescrits du présent arrêté et fixe le rôle électoral par rapport au scrutin.

La liste des candidats retenus devra être validée en même temps.

Art. 32. — Après ces opérations, prévues à l'article 30 ci-avant, l'agent du ministère cède la présidence au doyen d'âge parmi les électeurs non candidats et aux deux assesseurs désignés parmi les membres les plus jeunes non candidats.

Art. 33. — Le président et les assesseurs prêtent le serment suivant:

«Je jure de contrôler honnêtement le déroulement des opérations électorales et de garder scrupuleusement le secret de vote.»

L'agent du ministère prend acte de ce serment au nom de son Excellence Monsieur le Ministre.

Art. 34. — Aucun débat dont l'objectif est étranger à la validation des pouvoirs et à l'élection proprement dite des membres du comité exécutif et du bureau exécutif du Comité olympique congolais, du bureau fédéral de la fédération sportive, du bureau du comité de gestion de la ligue nationale, du bureau provincial de la ligue, des bureau exécutifs de l'entente et de cercle sportif, ne peut avoir lieu au cours de cette séance.

Art. 35. — Après les différentes assemblées générales électives, les comités des organes dirigeants seront composés conformément aux dispositions des articles 24, 25, 49, 57, 63 et 66 des statuts types des fédérations sportives.

Art. 36. — Lorsque le bureau de chaque comité des organes sportifs est constitué, il en est donné connaissance à travers les procès-verbaux selon le cas, au ministre ayant en charge les sports, au gou-

verneur de province, au commissaire de district, au bourgmestre ou administrateur de territoire qui en prend acte par un texte officiel.

CHAPITRE IX
DU CONTENTIEUX ÉLECTORAL

Art. 37. — Les cas non prévus dans le présent arrêté ainsi que les matières du contentieux électoral relèvent de la compétence exclusive du ministre ayant en charge les sports, du gouverneur de province, du commissaire de district, du bourgmestre ou de l'administrateur de territoire.

CHAPITRE X
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES

Art. 38. — L'assemblée générale élective d'une association sportive se compose de:

a) pour les associations sportives unidisciplinaires:

• membres en règle de cotisation disposant d'une carte d'adhésion;

• dix athlètes régulièrement affiliés et désignés dans les catégories des seniors, juniors et cadets de deux versions.

b) pour les associations sportives pluridisciplinaires:

• membres en règle de cotisation disposant d'une carte d'adhésion;

• cinq athlètes par discipline et par différentes catégories et versions.

Art. 39. — Le mandat des organes dirigeants des clubs est fixé à trois ans.

CHAPITRE XI
DISPOSITIONS FINALES

Art. 40. — Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires.

Art. 41. — Le secrétaire général aux Sports et Loisirs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

26 décembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0022/97 portant agrément des associations sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

CHAPITRE I[er]
DÉFINITIONS

Section 1[re]
Constitution

Art. 1[er]. — L'association sportive ou club est un regroupement des personnes qui s'adonnent à la pratique d'une ou de plusieurs disciplines sportives.

L'association sportive est:

• unidisciplinaire, lorsqu'elle n'existe que dans une seule discipline;

• pluridisciplinaire ou omnisport, lorsqu'elle existe dans au moins trois disciplines dont une, individuelle.

L'association sportive ne peut être constituée sur base de tribu, de race, de religion ni d'appartenance politique.

Section 2
Dénomination

Art. 2. — L'association sportive doit porter, autant que possible, un nom à consonance congolaise, représentant une réalité de la société congolaise; éventuellement précédé ou suivi d'indice sportif courant, tels que: union sportive, racing, athlétic club, football club, volleyball club, karaté club, etc.

L'association sportive ou club patronné par une entreprise peut prendre le nom de ladite entreprise.

Art. 3. — Deux associations sportives ne peuvent être affiliées sous la même dénomination à la fédération, exception faite des clubs des sociétés ou entreprises où il sera ajouté le nom de la localité ou siège de la succursale.

Les associations sportives ne peuvent emprunter des noms propres des personnes, des noms fantaisistes ou obscènes.

CHAPITRE II
CONDITIONS D'AFFILIATION

Art. 4. — Pour être admise, l'association sportive doit:

1. présenter ses statuts qui doivent être conformes aux statuts types des associations sportives;

2. avoir un comité de direction offrant des garanties pour lui permettre de tenir ses obligations vis-à-vis du cercle, entente, ligue et fédération;

3. s'engager à respecter les réglements de la fédération et à se soumettre à l'autorité du cercle, entente et ligue;

4. disposer d'un nombre suffisant d'athlètes par catégorie et version;

5. disposer d'un siège qui abritera notamment son secrétariat;

6. disposer d'un lieu spécifique d'entrainement;

7. disposer au moins d'un compte bancaire.

Art. 5. — L'association sportive qui change de siège doit obligatoirement en faire la déclaration à l'autorité territoriale compétente.

Art. 6. — L'association sportive s'affilie à la fédération par le canal du cercle, entente ou de la ligue.

Une enquête devra être menée, par les services compétents des sports, pour déterminer si la nouvelle association sportive remplit toutes les conditions d'admission.

Art. 7. — Le nombre maximum d'athlètes par disciplines collective et par catégorie est arrêté comme suit:

	Basket-ball	*Football*	*Hand-ball*	*Volley-ball*	*Rugby*
Seniors	24	33	28	24	33
Juniors	18	22	21	18	22
Cadets	12	22	14	12	22
Minimes	12	22	14	12	22

1. en ce qui concerne les disciplines individuelles, le nombre d'athlètes par catégorie n'est pas limité;

2. le nombre d'adhérents à l'association sportive doit être composé aux trois quarts au moins, de nationalité congolaise;

3. l'organisation des différentes catégories est obligatoire dans toute association sportive.

CHAPITRE III
BUTS ET DEVOIRS

Art. 8. — L'association sportive dépend du cercle, entente ou ligue et doit se soumettre aux règlements et directives de cette entité.

L'association sportive doit concourir à la formation morale et technique de ses membres.

Elle est obligée de:

• participer au championnat;

• tenir une assemblée générale, à la fin de chaque saison sportive;

• s'acquitter des cotisations et autres impositions édictées par le cercle, l'entente ou la ligue;

• respecter tous les règlements et directives émanant de la fédération;

• souscrire une police d'assurance couvrant chaque athlète, encadreur et dirigeant.

Art. 9. — La reconnaissance peut être refusée ou retirée à toutes associations sportives ne remplissant pas les conditions exigées contenues dans le présent arrêté.

Art. 10. — L'agrément est accordé aux associations sportives par les services des sports du ressort politico-administratif.

Art. 11. — Le secrétaire général aux Sports et Loisirs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

26 décembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/0023/97 portant révision de la limitation des saisons sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

Art. 1er. — Les saisons sportives en République démocratique du Congo sont arrêtées de la manière suivante:

1.	athlétisme	du 1er novembre au 15 octobre
2.	basket-ball	du 15 août au 31 mai
3.	boxe	du 25 février au 25 novembre
4.	cyclisme	du 15 mars au 15 décembre
5.	football	du 1er janvier au 31 octobre
6.	handball	du 15 juillet au 30 avril
7.	judo	du 1er octobre au 31 juillet
8.	karaté	du 1er février au 15 novembre
9.	kyokushin	du 15 août au 31 mai
10.	luttes / haltérophilie	du 1er mars au 15 décembre
11.	rugby	du 15 janvier au 15 octobre
12.	taekwondo	du 1er février au 15 novembre
13.	tennis de table	du 1er février au 31 décembre
14.	tennis	du 1er février au 31 décembre
15.	volley-ball	du 15 août au 31 mai

Art. 2. — Les fédérations sportives sont tenues de veiller à ce que leurs programmes calendriers soient conformes à leurs saisons sportives afin d'éviter de recourir aux demandes des dérogations en dehors des fourchettes leur allouées.

Art. 3. — Les demandes d'organisation des tournois ou des rencontres amicales en dehors des saisons sportives ci-dessus limitées seront subordonnées à l'autorisation préalable du ministre ayant les sports dans ses attributions ou les autorités politico-administratives des entités décentralisées, après avis des services des sports et loisirs de leurs juridictions respectives.

Art. 4. — Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires.

Art. 5. — Le secrétaire général aux Sports et Loisirs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

20 avril 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/003/98 portant création du Conseil national des activités physiques et sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)

Art. 1er. — Il est créé au sein du mouvement sportif national, un organe consultatif dénommé «Conseil national des activités physiques et sportives».

Art. 2. — Le Conseil national des activités physiques et sportives est placé sous l'autorité du ministre ayant les sports dans ses attributions.

Art. 3. — Le Conseil national des activités physiques et sportives a pour objectifs de:

• donner des avis sur les orientations de la politique nationale en matière des sports;

• effectuer une évaluation de l'État de développement des activités physiques et sportives;

• présenter au ministère ayant en charge les sports, un rapport sur le bilan et les perspectives de développement du sport national;

• concevoir les différents programmes de la promotion sportive;

• effectuer toute autre mission lui confiée par le ministre ayant les sports dans ses attributions;

Cependant, ces objectifs ne peuvent pas être confondus à ceux dévolus au Comité olympique congolais.

Art. 4. — Le Conseil national des activités physiques et sportives se réunit deux fois l'an à l'initiative du ministre ayant en charge les sports, au début et à la fin de chaque année.

Art. 5. — Les membres du Conseil national des activités physiques et sportives sont désignés parmi les personnalités crédibles s'intéressant ou œuvrant dans le secteur du sport, par le ministre ayant les sports dans ses attributions, pour une période de quatre ans.

Cependant, toute personne se trouvant sous le coup d'une sanction sportive ou disciplinaire ne peut faire partie du Conseil national des activités physiques et sportives.

Art. 6. — Le fonctionnement du Conseil national des activités physiques et sportives sera prévu dans son règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. — La composition du comité directeur du Conseil national des activités physiques et sportives se présente de la manière suivante:

• président;

• 1er vice-président;

• 2e vice-président;

• secrétaire national;

• secrétaire national adjoint;

• trésorier national;

• trésorier national adjoint;

• membres:

– un délégué du Comité olympique congolais;

– un délégué par fédération sportive;

– un délégué de la Fédération des entreprises du Congo (FEC);

– un délégué de la zone IV (ACNOAC, AFABA, etc.) par discipline représentée;

– un délégué de la radio-télévision nationale congolaise;

– un délégué de la presse écrite;

– un délégué provincial.

Cette structure devra être adaptée au niveau des entités sub-délégataires (province, district, commune, etc.)

Art. 8. — Il est institué au niveau des provinces, districts, communes ou territoires, des conseils de sports à ces échelons, présidés respectivement par le gouverneur, le commissaire de district, le bourgmestre ou l'administrateur de territoire.

Leur fonctionnement respectif sera conforme à celui du Conseil national des activités physiques et sportives, consigné dans son règlement intérieur.

Art. 9. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 10. — Le secrétaire général aux Sports et Loisirs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

22 avril 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJS/CAB/2100/004/98 portant révision de la répartition des recettes générées par les rencontres sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports et Loisirs*)

CHAPITRE Ier
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Les recettes provenant des manifestations sportives organisées dans les installations sportives sont essentiellement issues de la vente des billets d'entrée.

Art. 2. — Les organismes intéressés dans la répartition des recettes, selon les catégories, la nature de compétition sont les suivants:

01. fédération sportive;

02. ligue nationale;

03. ligue provinciale;

04. ententes provinciales et urbaines;

05. ententes de district;

06. cercles;

07. associations sportives ou clubs / sélections;

08. Trésor public;

09. entité décentralisée;

10. caisse nationale de promotion sportive;

11. stade;

12. promoteur;

13. institutions internationales.

Art. 3. — L'organisation des rencontres sportives, quelle que soit leur nature, et à tous les niveaux est de la compétence du ministère de la Jeunesse et des Sports, conjointement avec les fédérations sportives ou leurs affiliés.

Art. 4. — La qualité de promoteur d'une manifestation sportive amicale peut être reconnue à une personne morale ou physique, à une entité sportive et même à l'État, moyennant une convention conforme aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

Art. 5. — La convention ainsi signée au préalable, entre le promoteur, l'organisateur et les associations sportives ou sélections participants devra fixer à l'avance le cachet à allouer aux partenaires et être approuvée pour les compétitions amicales, locales, provinciales par l'autorité politico-administrative de l'entité hôte avec copie au ministère, et pour les compétitions nationales et internationales par le secrétaire général aux Sports.

Art. 6. — Les rencontres sportives dans l'esprit du présent arrêté sont classées de la manière suivante:

a) compétitions locales:

1. officielles;

2. amicales;

b) compétitions provinciales:

1. officielles;

2. amicales;

c) compétitions nationales:

1. officielles

• championnat national;

• autres compétitions nationales;

2. amicales;

d) compétitions internationales:

1. officielles;

2. amicales.

CHAPITRE II
RÉPARTITION DES RECETTES

Art. 7. — La répartition des recettes telle que fixée dans le présent arrêté est effectuée sur base des recettes nettes, après avoir déduit les frais d'organisation préalablement convenus entre les parties concernées.

Pour les rencontres locales et provinciales, les frais d'organisation ne doivent pas excéder 20 % des recettes brutes.

Quant aux rencontres nationales et internationales, le taux des frais d'organisation ne pourront dépasser 25 % des recettes brutes.

Art. 8. — Les pourcentages prévus à l'article 7 ci-dessus constituent les frais d'organisation des compétitions locales, nationales et internationales et comprennent:

• les charges d'organisation proprement dites;	
• une quotité destinée à couvrir les travaux spéciaux et les prestations supplémentaires du personnel de maintenance, soit:	2 %
• une quotité destinée:	
• à la promotion des activités de la Jeunesse:	1,5 %
• à la prestation exceptionnelle de l'administration des Sports:	1,5 %
• les prestations des officiels des rencontres;	
• les charges communes à savoir:	
• impression des billets d'entrée et de signes recognitifs;	
• prestation du personnel d'encadrement des recettes;	
• prestation des services de maintien d'ordre;	
• prestation des services médicaux et autres charges à l'appréciation de toutes les parties intéressées.	

A. Compétitions locales:

1. Rencontres officielles:

a) Ville de Kinshasa:

• fédération:	1 %
• entité organisatrice:	6 %
• ligue provinciale:	2 %
• associations sportives / sélections:	68 %
• Trésor public:	8 %
• C.N.P.S.:	2 %
• ententes urbaines:	2 %
• taxe locale:	1 %
• stade:	10 %.

b) Autres provinces:

• fédération:	1 %
• entité organisatrice:	8 %
• ligue provinciale:	2 %
• associations sportives / sélections:	68 %
• Trésor public:	8 %
• C.N.P.S.:	2 %
• taxe locale:	1 %
• stade:	10 %.

2. Rencontres amicales:

• fédération:	3 %
• promoteur:	Convention
• associations sportives / sélections:	Convention
• entité organisatrice:	Convention
• stade:	Convention
• ligue provinciale:	3 %
• Trésor public:	8 %
• C.N.P.S.:	3 %.

B. Compétitions provinciales:

1. Rencontres officielles:

• entité organisatrice:	42 %
• associations sportives / sélections:	35 %
• fédération:	2 %
• Trésor public:	8 %
• C.N.P.S.:	2 %
• entité décentralisée (taxe locale):	1 %
• stade:	10 %.

2. Rencontres amicales:

• promoteur:	Convention
• entité organisatrice:	Convention
• associations sportives / sélections:	Convention
• stade:	Convention
• fédération:	4 %
• Trésor public:	8 %
• C.N.P.S.:	7 %
• taxe locale:	1 %.

C. Compétitions nationales:

1. Rencontres officielles:

• entité organisatrice (Fédération ou Ligue nationale):	60 %
• ligue ou Fédération:	2 %
• associations sportives / sélections:	17 %
• Trésor public:	8 %
• taxe locale:	1 %
• C.N.P.S.:	2 %
• stade:	10 %.

2. Rencontres amicales:

• entité organisatrice:	Convention
• promoteur:	Convention
• associations sportives / sélections:	Convention
• stade:	Convention
• Trésor public:	8 %
• taxe locale:	2 %
• C.N.P.S.:	6 %
• ligues ou Fédération:	4 %.

D. Compétitions internationales:

1. Rencontres officielles ou amicales financées par le Trésor public:

• fédération:	10 %
• associations sportives / sélections:	20 %
• Trésor public:	50 %
• C.N.P.S.:	10 %
• stade:	10 %

2. Rencontres officielles ou amicales non financées par le Trésor public:

a) Rencontres officielles:

• fédération:	60 %
• associations sportives / sélections:	20 %
• Trésor public:	8 %
• C.N.P.S.:	2 %
• stade:	10 %.

b) Rencontres amicales:

• fédération:	Convention
• associations sportives / sélections:	Convention
• promoteur:	Convention
• stade:	Convention
• Trésor public:	8 %
• C.N.P.S.:	10 %.

E. Installations sportives privées:

• propriétaire:	Convention
• entité organisatrice:	Convention
• associations sportives / Sélections:	Convention
• Trésor public:	8 %
• taxe locale:	1 %
• Fédération:	2 %
• C.N.P.S.:	1 %.

Art. 9. — En ce qui concerne les recettes des rencontres organisées à titre exceptionnel, notamment le tournoi d'autofinancement, le jubilé ou pour une raison sociale, le ministre de la Jeunesse et des Sports peut, si l'opportunité ou la nécessité l'exige et sur demande motivée du promoteur, fixer par voie d'arrêté ponctuel la clé de répartition des recettes.

Art. 10. — La part revenant à chaque partie doit être versée, par le service chargé de la perception des recettes, dans les 48 heures qui suivent la rencontre sportive.

Art. 11. — Les rencontres sportives organisées dans le cadre des protocoles d'accord spécifiques, règlements internationaux et conventions particulières ne sont pas concernées par les dispositions du présent arrêté.

La répartition de leurs recettes doit se faire conformément à leurs dispositions particulières.

Art. 12. — Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires.

Art. 13. — Le secrétaire général aux Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

27 mars 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL MJSL/CAB/2100/009/2002 portant réglementation de l'autorisation provisoire de fonctionnement des associations sans but lucratif et organisations non gouvernementales des activités physiques et sportives. (*M.C.*, n°012, mars 2002, p. 60)

CHAPITRE I^er^

DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF AYANT POUR OBJET SOCIAL LES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Section 1re

Des fédérations sportives

Art. 1er. — Sous réserve de conditions d'obtention de la personnalité juridique prévues par la section II de la loi 004-2001 du 20 juillet 2001 en ce qui concerne les fédérations ou associations sans but lucratif de droit congolais, l'octroi de l'avis favorable valant autorisation provisoire de fonctionnement est soumis aux préalables ci-après:

1) avoir un caractère national en prouvant que la discipline est pratiquée dans au moins trois provinces;

2) être structurée en tenant compte de l'organisation territoriale de l'État;

3) présenter un programme de développement dans toutes les catégories à court, moyen et long termes, en indiquant les sources de financement;

4) s'engager à se référer au tribunal arbitral du sport, organisé par le Comité olympique congolais, pour tout litige entre ses membres et prendre l'engagement de se conformer aux décisions de ce tribunal;

5) prévoir dans ses statuts la participation de 3 délégués du ministère aux délibérations des assemblées générales, sans droits de vote;

6) prévoir dans ses statuts le respect des textes légaux et réglementaires régissant la pratique des activités physiques et sportives en République démocratique du Congo;

7) joindre le règlement intérieur, les règlements généraux à jour ainsi que le régime disciplinaire dans lequel les droits de la défense doivent être garantis;

8) prévoir dans ses statuts la représentation à tous les niveaux des corps de métiers et des athlètes en qualité de membres de l'assemblée générale;

9) prévoir dans ses statuts, en cas de dissolution, l'affectation obligatoire du patrimoine au Comité olympique congolais;

10) prévoir dans les statuts que le patrimoine de la fédération est un bien public dont la dissipation est passible des sanctions prévues par les articles 145 et suivants du Code pénal congolais, livre II.

Section II

Des associations sportives ou clubs

Art. 2. — Sous réserve des conditions prévues par la loi 004-2001 du 20 juillet 2001, les associations sportives ou clubs doivent se conformer aux préalables ci-après:

1) être affilié à une fédération. Cette affiliation reste provisoire aussi longtemps que l'association sportive n'a pas obtenu l'avis favorable du ministre;

2) pratiquer effectivement la (les) discipline(s) sportive(s) qui fonde(nt) sa (leurs) raison(s) sociale(s). Cette pratique sera attestée par l'autorité administrative et la structure fédérale du ressort;

3) s'engager à respecter les textes légaux et réglementaires régissant le sport en République démocratique du Congo ainsi que les règlements de la fédération;

4) s'engager à participer aux activités organisées par la fédération à laquelle elle est affiliée;

5) prévoir dans ses statuts la participation aux assemblées générales, de l'autorité administrative des sports de son ressort, sans voix délibérative;

6) prévoir dans ses statuts ou dans son règlement intérieur, pris en conformité avec les statuts, un régime disciplinaire garantissant les droits de la défense;

7) joindre son règlement intérieur;

8) prévoir dans ses statuts ou dans son règlement intérieur, les droits et obligations des athlètes et notamment la nécessité de leur fournir un encadrement susceptible d'aider à leur épanouissement culturel, moral et sportif;

9) proscrire dans ses statuts toute discrimination fondée sur la philosophie, la race, le sexe ou la religion.

Section III

Des associations des corps de métiers

Art. 3. — Les associations des corps des métiers concourant au développement de la pratique des activités physiques et sportives tels que les éducateurs physiques, les officiels techniques, les juges ou arbitres, les entraîneurs, les kinésithérapeutes, les masseurs, les soigneurs, les médecins du sport peuvent obtenir l'avis favorable du ministre de la Jeunesse et des Sports.

Art. 4. — Elles doivent, pour ce faire, sans préjudice des conditions imposées par la loi 004-2001 du 20 juillet 2001, remplir les préalables que dessous:

1) s'engager à solliciter sa reconnaissance, soit par le Comité olympique congolais lorsqu'elles exercent dans plusieurs disciplines sportives, soit par la fédération concernée lorsqu'elles ne s'occupent que d'une discipline donnée;

2) joindre son règlement intérieur;

3) avoir un caractère national. Toutefois, la présente condition ne peut faire obstacle à l'agrément d'une association naissante d'un corps de métier pour autant qu'elle prévoit dans ses statuts la nécessité de se fédérer avec des associations des corps de métiers ayant la même objet social.

CHAPITRE II

DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF AYANT POUR OBJET SOCIAL LES LOISIRS

Section I^re^

Des associations de loisirs

Art. 5. — Sans préjudice toujours des autres conditions communes requises par la loi 004-2001 du 20 juillet 2001, l'octroi aux associations des loisirs de l'avis favorable valant autorisation provisoire de fonctionnement est soumis *mutatis mutandis* aux préalables posés à l'article 1^er^ du présent arrêté, exception faite des points 3, 4, 6, 9 et 10.

Elle doit, en outre:

1) présenter un programme d'activité et de développement à court, moyen et long termes en indiquant les sources de financement;

2) organiser une structure de règlement des litiges entre ses membres, préalable à toute saisine de la justice;

3) s'engager à respecter les textes légaux et réglementaires régissant les loisirs, notamment en ce qui concerne les taxes et redevances dues au Trésor public;

4) prévoir dans ses statuts, la représentation à l'assemblée générale des pratiquants et des animateurs des activités qu'elle organise.

Section II

Des associations ou clubs de loisirs

Art. 6. — Les clubs s'adonnant à des activités des loisirs doivent remplir *mutatis mutandis* les préalables posés à l'article 2 du présent arrêté, à l'exception du point 3.

CHAPITRE III
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Art. 7. — Sans préjudice des conditions prévues par la loi 004-2001 pour l'obtention d'une personnalité juridique auprès du ministre de la Justice, l'octroi à l'ONG de l'avis favorable valant autorisation provisoire de fonctionnement est soumis aux préalables suivantes:

1) présenter un programme d'activités et développement à court, moyen et long termes;

2) s'engager à respecter les textes légaux et réglementaires régissant la pratique et l'organisation des activités physiques, sportives et des loisirs;

3) présenter son règlement intérieur;

4) proscrire toute discrimination fondée sur la philosophie, la race, le sexe ou la religion.

CHAPITRE IV
DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF DE DROIT ÉTRANGER

Art. 8. — Sans préjudice des conditions prévues par la loi 004-2001 pour accorder aux associations sans but lucratif de droit étranger la personnalité juridique, l'enregistrement et l'octroi d'un avis favorable valant autorisation provisoire de fonctionnement sont soumis aux préalables posés à l'article 7 du présent arrêté.

CHAPITRE V
DE LA PROCÉDURE

Art. 9. — Les dossiers des impétrants sont déposés directement, contre récépissé avec inventaire, à la direction des activités physiques et sportives ou à la direction des loisirs en ce qui concerne les fédérations et organismes nationaux. Les dossiers des clubs sont acheminés à l'échelon national par l'intermédiaire de l'autorité administrative provinciale ayant les sports dans ses attributions. Dans ce dernier cas, c'est l'autorité administrative concernée qui délivre le récépissé.

Art. 10. — Les dossiers sont examinés par une commission créée par le ministre à cet effet. Cette commission est composée d'au moins sept membres, nommés par le ministre.

Elle comprend obligatoirement le secrétaire général aux Sports et Loisirs, de droit président, un délégué du ministre, un magistrat ou un avocat ayant une ancienneté d'au moins 10 ans de profession et, selon le cas, le directeur des activités physiques et sportives ou celui chargé des loisirs.

Art. 11. — La commission est tenue de déposer ses conclusions auprès du ministre dans les 60 (soixante) jours de la saisine.

Art. 12. — Sous son couvert, le ministre apprécie les conclusions de la commission; il donne, le cas échéant, son avis dans un délai raisonnable et transmet le dossier au ministre de la Justice et Garde des sceaux pour l'obtention de la personnalité juridique.

CHAPITRE VI
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 13. — Toutes les dispositions réglementaires antérieures contraires à la loi 004 du 20 juillet 2001 et au présent arrêté sont abrogées.

Art. 14. — Les fédérations et associations sportives, les fédérations et clubs de loisirs ainsi que les organisations non gouvernementales sont tenus de se conformer à la loi 004 du 20 juillet 2001 et aux dispositions du présent arrêté dans les trois mois de sa signature ou de sa publication au *Journal officiel*, ou de sa prise de connaissance donnée à l'impétrant par la direction des activités physiques et sportives ou, selon le cas, la direction de loisirs ou encore par le secrétaire général au sports et loisirs et moyennant la mention «Vu et connu».

Art. 15. — Le directeur-chef de service des activités physiques et sportives ainsi que celui chargé des loisirs doivent, dans les 30 jours de la signature du présent arrêté et sous l'autorité du secrétaire général, procéder à une large diffusion du présent arrêté.

Art. 16. — Le présent arrêté sort ses effets à dater de sa signature.

STATISTIQUES PUBLIQUES

A.M. 003 du 31 mars 1966 — Statistiques. – Coordination 566
Ord. 78-397 du 3 octobre 1978 — Institut national de la statistique 566
Ord. 80-233 du 5 septembre 1980 — Commission nationale du recensement 569
Ord. 86-219 du 25 juillet 1986 — Comité national de la population 570
A.M. 031/AARDC/91 du 5 janvier 1991 — Service national des statistiques agricoles..... 571
A.M. 003/BM/AARDC/91 du 9 janvier 1991 — Commission nationale des statistiques agricoles 572
Arr. intermin. 004/CAB/MIPLARECO/MINECI/FIN&BUD/2001 du 16 février 2001 — Comité technique de gestion des statistiques du commerce extérieur 573

31 mars 1966. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 003. – Statistiques. — Coordination. (*M.C.*, 1966, p. 455)

Art. 1er. — La direction de la statistique et des études économiques du gouvernement central est chargée de coordonner toutes les enquêtes statistiques des services publics à l'exclusion des travaux statistiques d'ordre intérieur ne comportant pas l'interrogatoire de personnes physiques ou morales étrangères à l'administration.

Art. 2. — Toute enquête statistique du secteur public (administrations centrales, administrations locales et établissements publics) est donc soumise au préalable, au visa du ministre dont relève la direction de la statistique et des études économiques.

Art. 3. — La demande de visa est adressée à la direction de la statistique - B.P. 20 - *Léo-Kalira* - et doit être accompagnée des éléments suivants:

• but de l'enquête;

• secteurs d'activités enquêtés;

• catégories de population enquêtées;

• 5 exemplaires des questionnaires à envoyer;

• date prévue pour le lancement de l'enquête.

Art. 4. — Sur proposition de la direction de la statistique, le ministre dont elle relève peut préconiser toutes modifications utiles concernant le projet présenté à son visa.

Art. 5. — Les autorités communales et territoriales, les organismes professionnels et les associations corporatives sont tenus d'exiger le visa ci-dessus.

Art. 6. — Le présent arrêté sera rigoureusement appliqué à compter de la date de sa signature et sera publié au *Moniteur congolais*.

---

3 octobre 1978. – ORDONNANCE 78-397 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Institut national de la statistique, en abrégé «I.N.S.». (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1978, p. 22)

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé sous la dénomination d'Institut national de la statistique, en abrégé «I.N.S.», un établissement public à caractère scientifique, doté de la personnalité juridique.

Outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, l'Institut national de la statistique est régi par la présente ordonnance.

– Voy. les Codes Larcier de la République démocratique du Congo, tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

Art. 2. — L'Institut national de la statistique, ci-dessous désigné l'Institut, a son siège à Kinshasa.

Des bureaux, des centres de recherche peuvent être ouverts en tous autres lieux de la République du Zaïre, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle compétente.

Art. 3. — L'Institut a pour mission générale de rassembler et d'analyser, pour le compte du conseil exécutif, principalement, les informations statistiques nécessaires pour sa politique démographique, économique et sociale.

À cette fin, il est notamment chargé:

1) d'établir, de collecter, d'élaborer et de tenir à jour les statistiques relatives à l'état et au mouvement des personnes et des biens;

2) d'effectuer, ou de faire effectuer sous son contrôle, des enquêtes statistiques par sondage ayant en vue des renseignements généraux ou partiels;

3) de centraliser les statistiques de base, de conserver et de tenir à jour les fichiers et inventaires des personnes, des entreprises et des biens à des fins d'exploitation statistique;

4) d'uniformiser et d'harmoniser les méthodologies des travaux statistiques en République du Zaïre;

5) de publier et de diffuser, sous réserve de l'intérêt national, les résultats de ses travaux;

6) d'effectuer ou de faire effectuer, à la demande du conseil exécutif ou de sa propre initiative, des études d'ordre démographique, économique et social;

7) de promouvoir le développement de la science statistique au moyen des recherches théoriques et de pourvoir à la formation du personnel chargé des travaux statistiques;

8) de donner des avis préalables à tout projet tendant soit à introduire de nouvelles méthodes statistiques au Zaïre, soit à suspendre ou à modifier celles en vigueur;

9) de contribuer à l'amélioration de l'organisation des services statistiques au Zaïre;

10) d'assurer la liaison avec les services des statistiques interétatiques, avec ceux des pays étrangers et des organisations internationales.

TITRE II
DU PATRIMOINE

Art. 4. — L'État apporte à l'Institut, à titre de dotation initiale, des biens meubles et immeubles jugés nécessaires pour son fonctionnement, ainsi qu'un fonds de roulement.

La situation patrimoniale de l'Institut fera clairement apparaître:

1. à l'actif:

• les valeurs immobilières;

• les valeurs circulantes;

2. au passif;

• les éléments de situation nette;

• les subventions et les provisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court terme.

Art. 5. — Le patrimoine de l'Institut pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

L'augmentation comme la réduction du patrimoine de l'Institut est constatée par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle compétent.

Art. 6. — Les ressources de l'Institut sont constituées par:

• les subventions de l'État;

• les dons, legs et les libéralités diverses consenties avec l'accord du commissaire d'État au Plan;

• les produits de vente des publications de l'Institut;

• les produits divers.

TITRE III
DES STRUCTURES

Art. 7. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Institut sont:

• le conseil d'administration, ici appelé conseil scientifique;

• le comité de gestion, ici appelé comité directeur;

• le collège des commissaires aux comptes.

– Voy. le tome III, vol. 1, *Droit commercial*, p. 71.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 1er
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 8. — L'organisation et le fonctionnement de l'Institut sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

Le conseil scientifique comprend neuf administrateurs, y compris les membres du comité directeur désignés conformément à l'article 6 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Les autres administrateurs seront nommés à raison d'un membre représentant:

• le département des Finances;

• le département du Plan;

• le département de l'Économie nationale;

• le département du Travail et de la Prévoyance sociale;

• la Banque du Zaïre;

• l'Université nationale du Zaïre.

CHAPITRE 2
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 9. — L'exercice financier de l'Institut commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Exceptionnellement, le premier exercice commence à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 10. — Les comptes de l'Institut seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 11. — Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions et des recettes pour l'exercice à venir.

Le budget de l'Institut est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles;

2. en dépenses:

• les charges d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel); les charges fiscales et toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais

d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation, etc.);

2. en recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens, etc.

Art. 12. — Le budget de l'Institut est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle précisée ci-après, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 13. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'Institut doit soumettre un état de prévision *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 14. — La comptabilité de l'Institut est organisée et tenue de manière à permettre:

1) de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2) de connaître la situation patrimoniale de l'Institut;

3) de déterminer les résultats analytiques.

Art. 15. — À la fin de chaque exercice, le conseil d'administration fait établir, après inventaire:

1) un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2) un tableau de formation de résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Institut au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation de différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République, au plus tard le 30 avril de la même année.

Art. 16. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat, et règle, en se conformant aux dispositions de l'article 17 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 17. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et, d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 18. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert, en premier lieu, par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 19. — L'Institut peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE 3
DE L'ORGANISATION DES MARCHES DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 20. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Institut . L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls fournisseurs que l'Institut décide de consulter. Dans les deux cas, l'Institut choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que de toutes suggestions faites dans l'offre.

L'Institut peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorité à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés. Le marché de gré à gré se constate, soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce; les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE 4
DE LA TUTELLE

Section 1re
Notion

Art. 21. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur l'Institut .

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants, ou *a posteriori*.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil scientifique, comité directeur, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décision contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'Institut.

Section 2
Des organes de tutelle

Art. 22. — L'Institut est placé sous la tutelle du département du Plan et celui du Portefeuille. Chacun y intervenant dans la sphère de ses attributions spécifiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Plan porte, notamment, sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux et de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement des centres et bureaux à l'intérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières;

• la programmation des investigations statistiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte, notamment, sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 23. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'Institut sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département du Portefeuille.

CHAPITRE 5
DU RÉGIME FISCAL

Art. 24. — L'Institut national de la statistique est soumis, en matière de contributions directes et indirectes, au droit commun.

CHAPITRE 6
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Art. 25. — Il est fait obligation aux administrations publiques, aux organismes paraétatiques, aux entreprises mixtes ou privées, de transmettre régulièrement à l'I.N.S., dans des délais à préciser par ce dernier, tous documents administratifs susceptibles d'exploitation statistique.

De même, les personnes physiques sont tenues de répondre avec exactitude et dans les délais leur impartis, aux enquêtes statistiques, aux recensements effectués au moyen de questionnaires ou autrement.

Art. 26. — En cas de non-respect des prescriptions énoncées à l'article ci-dessus, un rapport écrit sera adressé au département du Plan.

Art. 27. — Le contrevenant aux dispositions de l'article 25 est passible d'une amende n'excédant pas cent zaïres.

Art. 28. — Les renseignements d'ordre nominatif sont garantis par le secret statistique.

Seules peuvent être publiées, les statistiques suffisamment générales dans lesquelles il n'est pas possible d'identifier une personne quelle qu'elle soit, à moins d'une autorisation écrite donnée expressément par la personne concernée.

En aucun cas, les renseignements d'ordre nominatif, relatifs à une personne physique ou morale et inscrits sur des questionnaires à l'occasion d'enquêtes statistiques ou de recensements, ne peuvent faire l'objet d'une communication en dehors des services chargés de l'enquête ni ne peuvent être utilisés à des fins fiscales ou judiciaires.

Art. 29. — Le secret statistique est opposable tant aux agents de l'I.N.S., aux agents recenseurs ou contrôleurs, rétribués ou non, qu'aux personnes publiques et privées.

TITRE V
DISPOSITIONS FINALES

Art. 30. — Le commissaire d'État au Plan et celui au Portefeuille sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 septembre 1980. – ORDONNANCE 80-233 portant organisation de la Commission nationale du recensement. (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1980, p. 9)

Art. 1er. — La Commission nationale du recensement comprend les organes suivants:

• le président;

• le comité du recensement;

• l'Institut national de la statistique, organe d'exécution.

Art. 2. — Le président est chargé d'harmoniser toutes les opérations du recensement, de fixer les modalités pratiques de contribution des différents départements et organismes d'État.

Il fixe, par voie de décision, et sur proposition de l'Institut national de la statistique, l'organisation des services et effectifs d'emploi ainsi que les modalités de rémunération des ressources humaines affectées au recensement.

Art. 3. — Le Comité du recensement est l'organe de décision et d'orientation générale des opérations censitaires.

À ce titre, il arrête les mesures politiques et administratives susceptibles de garantir le succès du recensement.

Le Comité du recensement est composé de membres effectifs représentant les départements d'État directement concernés par les opérations du recensement et de membres consultatifs représentant des services techniques. Le Comité du recensement est présidé par le président de la Commission nationale du recensement.

Art. 4. — L'Institut national de la statistique assure le secrétariat de la Commission nationale du recensement, précise les modalités pratiques des décisions et s'assure de leur exécution.

En tant qu'organe chargé de l'exécution technique et administrative des travaux du recensement, il est le centre d'accueil du personnel national et international et autres ressources logistiques, quelle qu'en soit l'origine, affectés aux opérations du recensement.

Le président-délégué général de l'Institut national de la statistique assure le secrétariat permanent et la coordination du recensement et est assisté dans l'exécution des opérations du recensement par un secrétaire exécutif, directeur à l'I.N.S., responsable des opérations techniques du recensement.

Art. 5. — Le commissaire général au Plan est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

25 juillet 1986. – ORDONNANCE 86-219 portant création d'un Comité national de la population. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1986, p. 27)

Art. 1er. — Il est créé un Comité national de la population placé sous la présidence du département du Plan.

Art. 2. — Le Comité national de la population a pour mission d'assister le Conseil exécutif dans la définition d'une politique cohérente en matière de population en harmonie avec les réalités socio-économiques et culturelles du Zaïre.

Il est à cet effet chargé de réaliser ou de faire réaliser toutes études et enquêtes et de soumettre au Conseil exécutif toutes propositions qu'il juge utiles notamment en ce qui concerne:

• la situation démographique en rapport avec les problèmes nutritionnels, alimentaires, sanitaires, de scolarisation et d'emploi;

• l'impact de la croissance démographique sur la satisfaction des besoins essentiels de la population;

• l'incidence de l'évolution démographique sur la réalisation des objectifs de développement économique et social;

• l'intégration de la variable démographique dans la planification du développement;

• la promotion de la femme et son intégration dans le processus du développement;

• la définition des orientations politiques quant à la composante protection maternelle et infantile/naissances désirables dans le cadre de l'application des soins de santé primaires en vue de la réalisation de l'objectif santé pour tous;

• la détermination des programmes de formation et l'amélioration des connaissances en matière de population;

• la définition des grandes lignes de la recherche en matière de population;

• les efforts à réaliser en vue de l'intégration et de la promotion des handicapés.

Art. 3. — Le Comité national de la population est composé des représentants des départements, organismes et services ci-après;

• le secrétaire général au Plan, président;

• le secrétaire général à l'Administration du territoire et décentralisation, 1er vice-président;

• le secrétaire général à la Santé publique et aux Affaires sociales, 2e vice-président;

• le bureau du président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution, président de la République;

• le cabinet du Premier commissaire d'État;

• le département de la Mobilisation, Propagande et Animation politique;

• le département des Affaires étrangères;

• le département de la Jeunesse du Mouvement populaire de la révolution;

• le département de la Condition féminine et Famille;

• le département de l'Information, Presse et P.T.T.;

• le département de l'Agriculture et du Développement rural;

• le département de l'Enseignement supérieur, universitaire et Recherche scientifique;

• le département de l'Enseignement primaire et secondaire;

• le département des Transports et Communications;

• le département de l'Économie nationale et Industrie;

• le département de la Défense nationale et Sécurité du territoire;

• l'Institut national de la statistique;

• le département de démographie de l'université de Kinshasa.

Art. 4. — Sauf pour ce qui est dit pour le président, les 1er et 2e vice-présidents, les membres du Comité national de la population sont

désignés par les chefs des départements, organismes et services dont ils relèvent.

Art. 5. — Des membres suppléants en nombre égal à celui des titulaires sont désignés dans les mêmes conditions qu'à l'article précédent.

Art. 6. — Tout membre qui n'exerce plus les fonctions en raison desquelles il a été nommé cesse de plein droit de faire partie du Comité.

Art. 7. — Le Comité peut constituer des commissions, sous-commissions ou groupes de travail restreints spécialisés et faire appel à toute personne ou organisme susceptible de lui apporter sa collaboration.

Art. 8. — Le Comité se réunit au moins une fois par trimestre. Il fait rapport de ses délibérations, accompagnées de propositions s'il échet, au Conseil exécutif.

Art. 9. — Le Comité national de la population est doté d'un secrétariat permanent assuré par le directeur et le chef de la division des ressources humaines de la direction des études macroéconomiques du département du Plan.

Art. 10. — Le secrétariat permanent du Comité national de la population est chargé d'assurer le suivi de toutes les activités du Conseil exécutif en matière de population et de préparer tous les documents de travail dont le Comité a besoin.

Art. 11. — Le Comité national de la population dispose pour son fonctionnement, d'une allocation annuelle émargeant au budget du département du Plan sous la rubrique spéciale: «Comité national de la population».

Art. 12. — Il est créé dans chaque région et sous-région, un comité de la population dont la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement seront déterminées par arrêté du commissaire d'État au Plan.

Art. 13. — Le commissaire d'État au Plan est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 janvier 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 031/AARDC/91 portant création d'un Service national des statistiques agricoles. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1991, p. 27)

Art. 1. — Il est créé au sein du secrétariat général à l'Agriculture/ministère de l'Agriculture, Animation rurale et Développement communautaire, un service spécialisé dénommé «Service national des statistiques agricoles» en abrégé S.N.S.A.

Art. 2. — Le Service national des statistiques agricoles reprend les activités jadis dévolues à la division des statistiques agricoles du ministère de l'Agriculture, Animation rurale et Développement communautaire. Il a pour objet notamment:

• d'assurer la coordination des travaux statistiques et d'animer la «Commission nationale des statistiques agricoles»;

• de saisir et d'exploiter:

– les produits de l'administration des organismes para-administratifs et privés;

– les informations recueillies lors de l'étude ou du suivi des projets ruraux;

– les informations provenant des autres sources;

• de conduire des enquêtes par sondage et des recensements en milieu rural, auprès des exploitations agricoles du secteur moderne ou traditionnel;

• de recueillir ou de coordonner la collecte des statistiques de prix et quantités commercialisées pour les produits agricoles;

• d'assurer la formation et/ou le recyclage du personnel de l'agriculture engagé dans la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques agricoles;

• d'assurer la centralisation, le traitement informatique, l'analyse et la diffusion de l'information disponible tant au niveau national qu'au niveau régional et de constituer progressivement une base de données de statistiques agricoles rapidement accessible.

Art. 3. — Le Service national des statistiques agricoles a son siège à Kinshasa et dispose dans les régions des bureaux des statistiques agricoles qui exécutent son programme d'action.

Art. 4. — Le Service national des statistiques agricoles est dirigé par un directeur revêtu du grade statutaire de directeur chef de service. Le directeur est assisté de fonctionnaires ayant rang de chef de division et de chef de bureau.

Art. 5. — Le directeur, les chefs de division, les chefs de bureaux centraux et régionaux sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre de l'Agriculture, Animation rurale et Développement communautaire.

Art. 6. — La direction du Service national des statistiques agricoles a les pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions et tous les actes qu'elle estime nécessaires à la bonne gestion du Service. Elle coordonne toutes les activités du Service.

Elle étudie notamment les programmes d'actions proposées par la Commission nationale des statistiques agricoles et les bureaux régionaux, fixe les priorités, établit les budgets prévisionnels, recherche les financements nécessaires au bon fonctionnement du Service et assure la gestion financière, technique et administrative du Service.

Art. 7. — Le Service national des statistiques agricoles comprend:

a) à l'échelon central:

• une division des enquêtes et de la coordination;

• une division de l'informatique;

• une division des statistiques courantes et de la diffusion de l'information;

• un bureau d'administration et finances;

• un secrétariat de direction;

b) à l'échelon régional:

• un bureau régional de statistiques agricoles divisé en 3 cellules:

• cellule des enquêtes et de l'information;

• cellule de traitement des données;

• cellule de secrétariat.

Art. 8. — Le personnel, les équipements, les locaux et les bureaux actuellement affectés à la division des statistiques agricoles sont transférés au Service national des statistiques agricoles.

Art. 9. — Le Service national des statistiques agricoles peut recourir aux services d'une personne physique ou morale ayant une compétence particulière en matière de statistiques agricoles.

Il peut également pour réaliser ses objectifs sous-traiter des travaux ou collectes des statistiques agricoles.

Art. 10. — Les ressources financières du Service national des statistiques agricoles sont constituées par:

• les subventions du gouvernement;

• les recettes propres;

• les contributions de la coopération bilatérale ou multilatérale.

Art. 11. — Le secrétaire général à l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

9 janvier 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 003/BM/AAR-DC/91 portant création d'une Commission nationale des statistiques agricoles. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1991, p. 21)

Art. 1er. — Il est créé au sein du secrétariat général à l'Agriculture du ministère de l'Agriculture, Animation rurale et Développement communautaire, une Commission nationale des statistiques agricoles.

Art. 2. — La Commission nationale des statistiques agricoles a pour mission de coordonner l'ensemble des activités du ministère en matière de collecte des statistiques agricoles.

À cet effet, elle:

• donne des orientations au Comité national des experts;

• approuve les rapports de ce comité;

• étudie et approuve le programme de collecte des données;

• émet des avis sur les prévisions budgétaires relatives au programme d'activités arrêté;

• officialise les données retenues au niveau des régions au cours des réunions des commissions d'arbitrage;

• constitue l'organe de concertation avec les divers bailleurs des fonds.

Art. 3. — La Commission nationale des statistiques agricoles comprend:

• le ministre de l'Agriculture, Animation rurale et Développement communautaire ou son représentant: président;

• le secrétaire général à l'Agriculture;

• le secrétaire général à l'Animation rurale et Développement communautaire;

• le directeur du Service national des statistiques agricoles;

• un représentant du ministère de l'Économie, Industrie et Commerce;

• un représentant du ministère du Plan;

• les bailleurs de fonds.

Art. 4. — La Commission nationale des statistiques agricoles se réunit au moins une fois par an ou toutes les fois que le besoin se fera sentir, sur convocation de son président.

Art. 5. — La Commission nationale des statistiques agricoles a un organe qui est le Comité national des experts.

Art. 6. — Pour réaliser sa mission, la Commission nationale des statistiques agricoles dispose au niveau central d'un Comité national des experts et au niveau de chaque région d'un Comité régional des experts.

Art. 7. — Le Comité national des experts est composé de:

• le secrétaire général à l'Agriculture: président;

• le secrétaire général à l'Animation rurale et Développement communautaire: vice-président;

• le directeur du Service national des statistiques agricoles: secrétaire;

• les directeurs des directions et services spécialisés ci-après:

1) études et planification agricoles;

2) administration générale des projets;

3) marchés, prix et crédits de campagne;

4) production et santé animales;

5) production végétale;

6) service national de semences;

7) service national des fertilisants et intrants connexes;

8) service national de recherche agronomique et vulgarisation;

9) service national de vulgarisation;

10) études et planification du développement rural;

11) Centre national du développement rural intégré.

• les représentants des bailleurs de fonds.

Toutes autres personnes dont les compétences peuvent être utiles au Comité pourront être invitées aux travaux du Comité.

Art. 8. — Le Comité national des experts est chargé de:

1. rassembler les besoins en informations et déterminer les priorités;

2. élaborer le programme de collecte et projet de budget correspondant;

3. étudier les méthodologies proposées ou adoptées;

4. contrôler la validité des informations publiées ou à publier, faire la synthèse;

5. centraliser les données retenues par les commissions régionales et en faire la synthèse;

6. déterminer les besoins en formation à tous les niveaux .

Art. 9. — Le Comité national des experts se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président ou sur demande de la Commission nationale à laquelle il présente la synthèse de ses travaux. Il peut constituer en son sein des groupes de travail spécialisés dans différents domaines.

Art. 10. — Le Comité régional des experts est compétent pour connaître les matières telles que déterminées à l'article 8 ci-dessus, points 1 à 4.

Il est en outre chargé d'arbitrer au niveau de la région les données agricoles issues de diverses sources et de communiquer les résultats sous forme de proposition au Comité national des experts qui en fera la synthèse et les présentera à la Commission nationale pour approbation.

Il s'occupera également de la déglobalisation par zone des résultats sous-régionaux ou régionaux.

Art. 11. — Le Comité régional des experts est composé de:

• le représentant du gouverneur de région: président;

• le chef de bureau régional des statistiques agricoles: secrétaire;

• tous les responsables des services régionaux de l'Agriculture, Animation rurale et Développement communautaire: membres;

• les directeurs des projets agricoles de la région: membres;

• tout organisme ou institution auquel le Comité jugera bon de faire appel pour sa compétence particulière en matière de statistiques.

Art. 12. — Le Comité régional des experts se réunit sur convocation de son président, au moins deux fois par an ou toutes les fois que le besoin se fera sentir.

Art. 13. — Le secrétaire général à l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à la date de sa signature.

---

16 février 2001. – ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL 004/CAB/MIPLARECO/MINECI/FIN&BUD/2001 portant création et organisation d'un comité technique de gestion des statistiques du commerce extérieur. (*Ministère des Finances et Budget*)

Art. 1er. — Il est créé au sein de l'Institut national de la statistique (INS) un comité technique de gestion des statistiques du commerce extérieur, CTSC en sigle, chargé de veiller à la collecte des données, au traitement, à l'élaboration et à la diffusion des statistiques sur le commerce extérieur.

Art. 2. — Le CTSC comprend 2 catégories de membres:

• les membres exécutifs; et

• les membres consultatifs.

Art. 3. — Sont membres exécutifs au sein du CTSC:

• le directeur des statistiques du commerce extérieur à l'INS, qui en est le coordonnateur;

• le directeur des statistiques et documentation de l'OFIDA qui en est le coordonnateur adjoint;

• deux (2) représentants, un informaticien et un statisticien, de chacun des ministères et organismes ci-après:

1. secrétariat général du ministère du Commerce;

2. Banque centrale du Congo «BCC»;

3. Institut national de la statistique «INS»;

4. Office des douanes et accises «OFIDA»;

5. Office congolais de contrôle «OCC».

Art. 4. — Les représentants au CTSC sont respectivement désignés par les responsables de leurs services respectifs.

Art. 5. — Les membres exécutifs ont pour tâches dans leurs organismes respectifs et au sein du CTSC d'assurer:

• la saisie optimale des déclarations en douanes COMESA, «DD-COM», et tout autre document intervenant dans le commerce extérieur sous le logiciel SYDONIA ou autre;

• la mise à la disposition de l'INS du fichier mensuel des déclarations en douane et les tables de contrôle, sur support informatique, sous un format compatible avec le logiciel EUROTRACE;

• le traitement sous logiciel EUROTRACE du fichier mensuel des déclarations en douane;

• l'élaboration des statistiques du commerce extérieur et leur diffusion mensuelle, trimestrielle et annuelle;

• la mise à la disposition des demandeurs des principaux résultats et tableaux des statistiques du commerce extérieur sur des supports appropriés.

Art. 6. — Sont membres consultatifs au sein du CTSC, un représentant de chacun des ministères et organismes ci-après:

• ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale;

• ministère de la Coopération régionale;

• ministère de l'Économie, Commerce et Industrie;

• l'Office de gestion du fret maritime (OGEFREM);

• l'Institut de recherche et d'études sociales (IRES);

• la Fédération des entreprises du Congo (FEC);

• l'Association nationale des entreprises publiques (ANEP).

Art. 7. — Les membres consultatifs participent aux travaux du CTSC, notamment au contrôle de qualité et de fiabilité des données statistiques et au respect des délais de la diffusion des données. Ils ont pour tâches spécifiques d'émettre des avis sur les documents produits par le CTSC.

Art. 8. — Le CTSC peut inviter à ses travaux toute personne physique ou morale dont la présence est jugée utile.

Art. 9. — Le CTSC est assisté dans son fonctionnement d'un secrétariat permanent chargé de la gestion quotidienne de ses activités, dont les membres sont désignés parmi les membres exécutifs du CRSC.

Art. 10. — Le secrétariat permanent est composé:

• d'un secrétaire administratif chargé notamment de rédiger les comptes rendus des réunions du CTSC;

• d'un chargé des finances et budget.

Art. 11. — Le CTSC établit au mois de décembre de chaque année un programme de travail pour l'année à venir et se réunit conformément à ce programme chaque fois que le besoin se manifeste.

Art. 12. — Les travaux du CTSC sont sanctionnés par un rapport d'activité trimestriel visé par les présidents-délégués généraux et les

administrateurs-délégués généraux de l'OFIDA, de l'OCC, de l'INS et le secrétaire général du ministère ayant le commerce dans ses attributions.

Art. 13. — En vue de permettre au gouvernement d'être informé du fonctionnement du CTSC, il est créé une cellule de suivi et d'évaluation dont les membres sont désignés par les ministères signataires du présent arrêté en raison d'un membre par ministère.

Art. 14. — Les statistiques du commerce extérieur sont régies par le règlement statistique commun (RSC) concernant la production des statistiques du commerce extérieur au sein des États membres du COMESA dont copie en annexe.

Art. 15. — Le financement des activités du CTSC provient:

• des crédits consentis par les organismes représentés par les membres exécutifs;

• de l'autofinancement par la rétrocession de 30 % des recettes réalisées par l'INS sur la vente des publications des statistiques du commerce extérieur;

• des dons et legs.

Art. 16. — Toutes les opérations financières doivent faire l'objet d'une comptabilité spéciale tenue par le chargé des finances et budget du secrétariat permanent.

Art. 17. — Le CTSC est habilité à élaborer un règlement d'ordre intérieur réglant les détails de son fonctionnement.

Art. 18. — Toute difficulté rencontrée dans l'application du règlement statistique commun COMESA doit faire l'objet d'un rapport adressé aux ministres signataires du présent arrêté.

Art. 19. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 20. — Les présidents-délégués généraux de l'OFIDA, de l'OCC et de l'INS et le secrétaire général au Commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

URBANISME ET VOIRIE

SOMMAIRE

Salubrité publique 575
Urbanisme 581
Voirie 613

Salubrité publique

Ord. du 19 juin 1929 — Protection contre les rats 575
Ord. 212/AIMO du 1er août 1940 — Mesures d'hygiène imposées aux circonscriptions indigènes 575
Ord. 375/Hyg. du 10 octobre 1940 — Hygiène dans les circonscriptions indigènes et les groupements traditionnels non organisés 576
Ord. 71-18 du 9 janvier 1949 — Hygiène et salubrité publique 576
Ord. 74-345 du 28 juin 1959 — Hygiène publique dans les agglomérations 576
Ord. 74-348 du 28 juin 1959 — Hygiène et salubrité publique 579
Arr. SC/0034/BGV/COJU/CM/98 du 18 avril 1998 — Salubrité publique. – Ville de Kinshasa 579

19 juin 1929. – ORDONNANCE. – Protection contre les rats. (*B.A.*, 1929, p. 276)

Art. 1er. [*Ord. du 31 décembre 1929.* — Il ne peut être élevé de bâtiments, de constructions ou installations spéciales destinés à l'exercice d'une industrie, à la préparation ou à l'emmagasinement de produits ou marchandises, ni entassé ou empilé des produits ou marchandises, sans observer les conditions prescrites par le règlement ci-annexé:

a) dans les localités qui constituent des ports extérieurs des mers, des lacs ou des fleuves;

b) dans les postes frontières de terre;

c) dans les dépendances des voies ferrées et routes automobiles, lorsque ces dépendances se trouvent dans un rayon à fixer par le gouverneur de la province autour de ces ports ou postes;

d) dans toutes autres localités à déterminer par le gouverneur de la province.

L'étendue des localités ou postes est fixée ainsi qu'il est prévu par l'article 11 de l'arrêté royal du 3 décembre 1923 sur la vente et la location des terres.]

Les mêmes prescriptions pourront être rendues applicables, sur décision du commissaire de district, auxdits bâtiments, constructions ou installations déjà existants. Les travaux d'aménagement de ces bâtiments seront exécutés dans un délai de six mois, à partir de la date de la décision.

Art. 2. — Toute personne qui construit, agrandit, modifie un bâtiment servant d'habitation dans les localités ou zones visées à l'article premier est tenue de se soumettre au règlement annexé à la présente ordonnance.

Art. 3. — Toute infraction aux dispositions de la présente ordonnance est punissable de deux mois de servitude pénale et d'une amende qui ne dépassera pas deux mille francs ou d'une de ces peines seulement.

1er août 1940. – ORDONNANCE 212/AIMO. – Mesures d'exécution de l'article 45,b, du décret du 5 décembre 1933. – Mesures d'hygiène imposées aux circonscriptions indigènes. (*B.A.*, 1940, p. 964)

Art. unique. — Les travaux que les circonscriptions indigènes sont tenues d'exécuter en vertu de l'alinéa *b* de l'article 45 du décret du 5 décembre 1933 comprennent:

A. — En ce qui concerne la lutte contre la maladie du sommeil:

1° le débroussaillement et l'entretien des points de prises d'eau, des points de baignade et des points de rouissage du manioc, des fibres, etc., de manière à prévenir la multiplication des glossines;

2° le débroussaillement et l'entretien aux abords des villages, des galeries forestières bordant les cours d'eau, lacs, marais, etc.

Ces travaux sont à exécuter dans les conditions prescrites par le chapitre XXIX - paragraphe 4 - (débroussaillement) du règlement concernant les mesures à prendre en application de l'ordonnance 74/Hyg. du 10 octobre 1931.

B. — En ce qui concerne les travaux d'hygiène générale:

1° le débroussaillement et l'entretien en état constant de propreté des parcelles des impotents et des invalides; la construction et l'entretien des latrines de ces indigènes;

2° le captage et l'aménagement des sources destinées à l'alimentation en eau de boisson des villages indigènes;

3° la construction de fosses à gadoues ou d'incinérateurs pour les ordures ménagères;

4° l'assèchement des marais, quand les circonstances ou les conditions locales le justifient.

C. — En ce qui concerne les travaux d'hygiène spéciale: tous autres travaux que l'autorité médicale prescrira eu égard aux conditions locales spéciales ou en application du règlement-annexe de l'ordonnance 74/Hygiène du 10 octobre 1931.

---

10 octobre 1940. – ORDONNANCE 375/Hyg. – Hygiène dans les circonscriptions indigènes et les groupements traditionnels non organisés. (*B.A.*, 1940, p. 1670)

Art. 1er. — Dans les circonscriptions indigènes et les groupements traditionnels non encore organisés, les indigènes sont tenus de maintenir en parfait état de propreté l'intérieur de leur habitation, le terrain y attenant jusqu'à une distance mitoyenne des autres habitations ou dans un rayon maximum de 50 mètres, ainsi que la partie de la voie publique qui se trouve devant leurs habitations. Si la voie publique est bordée de deux rangées d'habitations, cette dernière obligation se répartit par moitié entre les occupants de ces deux rangées.

À cet effet, ils ont notamment l'obligation:

1° d'enlever les hautes herbes, les broussailles, les immondices, les détritus et tous récipients susceptibles de retenir l'eau;

2° de supprimer toute végétation susceptible de servir de gîte aux moustiques ou de dissimuler des immondices, des détritus ou des récipients d'eau;

3° de planter une végétation propre à éloigner les moustiques et à éviter l'érosion du sol;

4° de prendre toutes mesures nécessaires pour empêcher la formation d'eaux stagnantes et pour prévenir le développement des moustiques dans les réservoirs d'eau dont le maintien serait justifié;

5° de déposer ou de faire déposer les détritus et les immondices dans les endroits désignés par l'autorité indigène;

6° de construire pour chaque habitation ou pour chaque groupe d'habitations contiguës des latrines convenables et salubres.

Art. 2. — Sur décision de l'autorité territoriale, ils sont tenus de prendre toutes les mesures opportunes de destruction des rongeurs ainsi que celles destinées à prévenir leurs pullulations.

Art. 3. — Il leur est défendu de loger le gros ou le petit bétail dans leurs habitations lorsque celles-ci ne comportent pas pour ces animaux un abri séparé.

Sur décision de l'autorité territoriale, ils sont tenus d'ériger des constructions destinées au logement des grands et petits animaux domestiques, et de les entretenir. Ils se conformeront aux indications qui leur seront données par l'autorité médicale en ce qui concerne l'emplacement de ces constructions.

Art. 4. — Ils sont tenus d'exécuter dans leurs habitations toutes les réparations et modifications que l'autorité médicale leur signalerait comme indispensables pour des raisons d'hygiène. Il pourra notamment leur être enjoint de ventiler et d'éclairer leur maison, de construire des annexes pour la cuisine, pour les réserves de vivres, d'agrandir leur habitation pour loger séparément les enfants ou pour éviter que les occupants soient entassés en nombre excessif.

Art. 5. — Les puits d'eau potable dépendant d'une habitation ou d'un groupe d'habitations seront creusés à la plus grande distance possible des fosses à ordure et des latrines. Ils seront couverts par un ouvrage en forme de cône, au sommet duquel sera aménagée une ouverture destinée au puisage de l'eau. Cette ouverture sera munie d'un dispositif formant margelle et d'un couvercle.

Art. 6. — Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une peine de servitude pénale de 7 jours au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas 50 francs ou d'une de ces peines seulement.

Seront punissables des mêmes peines ceux qui, sur le terrain occupé par autrui ou sur terrain public et sans l'accord des indigènes responsables, auront effectué, fait effectuer ou laissé effectuer des dépôts de détritus ou d'immondices de toute espèce, y auront provoqué la formation d'eaux stagnantes ou y auront jeté des récipients susceptibles de retenir l'eau.

[*Ord. du 25 septembre 1946.* — Les infractions à l'article 1er de la présente ordonnance peuvent être jugées, dans les limites de leur compétence, par les juridictions indigènes déterminées par le gouverneur de province.]

---

9 janvier 1949. – ORDONNANCE 71-18 relative à l'hygiène et à la salubrité publique. (*B.A.*, 1949, p. 108)

Art. 1er. — Sur les voiries et dans les lieux publics des circonscriptions urbaines et des villes déterminées par le gouverneur de province, seront compétents pour ordonner les mesures excréments et déjections humaines en dehors des endroits aménagés à cet effet par les services publics.

Art. 2. — Les infractions à la présente ordonnance sont punies d'une servitude pénale de 7 jours au plus et d'une amende de 200 francs au maximum ou d'une de ces peines seulement.

---

28 juin 1959. – ORDONNANCE 74-345. – Hygiène publique dans les agglomérations. (*B.A.*, 1959, p. 1806)

Art. 1er. — Dans les villes, les circonscriptions urbaines, les centres résidentiels, commerciaux, industriels, agricoles, miniers et autour du périmètre sur une distance à fixer par les gouverneurs de province mais pas inférieure à 500 mètres, il est interdit de maintenir des conditions favorables à l'éclosion ou à la multiplication des mouches ou des moustiques.

Cette interdiction implique notamment, pour les occupants des terrains bâtis ou non bâtis, les obligations suivantes:

1° enlever des immeubles et des terrains, et ce jusqu'à trois mètres de leur limite à front de rue, les hautes herbes. les broussailles, les immondices, les détritus et tous récipients susceptibles de retenir l'eau;

2° supprimer toute végétation susceptible de servir de gîte aux moustiques ou de dissimuler des immondices, des détritus ou des récipients d'eau;

3° empêcher l'herbe de repousser à trop grande hauteur en semant du gazon, tel que chiendent ou paspalum;

4° prendre toutes les mesures nécessaires, notamment celles détaillées en annexe à la présente ordonnance, pour empêcher la formation d'eau stagnante ou faire disparaître, en quelque lieu que ce soit, celles qui existent, et pour prévenir l'éclosion des moustiques dans les réservoirs d'eau dont le maintien serait justifié;

5° déposer ou faire déposer dans les latrines ou dans des récipients fermés ou dans les endroits désignés à cet effet par l'autorité locale, les ordures, détritus et immondices quelconques ou les faire enfouir. Les récipients dont question ci-dessus devront être placés aux endroits indiqués ou autorisés par l'autorité territoriale locale ou par les premiers bourgmestres. Ils devront être vidés aux jours et éventuellement aux heures fixés par ces autorités.

Ces bacs ne pourront recevoir ni eaux ménagères ni autres.

À la demande des intéressés, l'enlèvement de leur contenu pourra être fait par les soins de l'administration à des conditions à déterminer par lesdites autorités.

L'enfouissement des ordures, détritus et immondices quelconques ne pourra être fait que dans des dépotoirs spécialement désignés par l'autorité territoriale locale. Cet enfouissement sera fait de manière à éviter les conditions favorables à l'éclosion ou à la multiplication de mouches et de moustiques.

6° ne pas exposer dans les cours et sur la voie publique des peaux, poisson, viande pour le séchage.

Art. 2. — Dans les villes, les circonscriptions urbaines, les centres résidentiels, commerciaux, industriels, agricoles, miniers et dans les localités qui seront déterminées par le gouverneur de province, celui-ci peut prescrire la protection mécanique des habitations et des locaux de séjour pendant les heures d'activité des insectes vecteurs du paludisme.

Sur rapport spécial du médecin provincial, le gouverneur de province prescrira cette protection soit pour l'ensemble de la localité, soit pour une partie de celle-ci, soit même pour certaines habitations ou locaux servant de lieux de réunions ou de séjours.

Il déterminera selon la gravité de l'endémicité palustre et les circonstances qui la provoquent et l'entretiennent:

1° les parties des habitations et locaux où la protection mécanique par grillagement doit être réalisée;

2° le délai d'exécution des travaux susdits.

Les mesures de protection mécanique reprises ci-dessus doivent être effectuées d'une manière rationnelle et efficace et à cet effet:

1° des châssis couverts de treillis métallique fixés en permanence du côté extérieur, garniront les fenêtres et baies de ventilation;

2° les portes seront doublées d'une porte écran moustiquaire s'ouvrant vers l'extérieur, si la ventilation procurée par les fenêtres et les baies de ventilation est insuffisante;

3° le treillis métallique moustiquaire employé aura au moins sept mailles par centimètre linéaire et l'épaisseur des fils ne sera par inférieure à trois dixièmes de millimètre en diamètre;

4° les châssis s'adapteront jointivement aux ouvertures et seront indéformables;

5° cette protection mécanique sera maintenue en tout temps en parfait état d'entretien.

Art. 3. — Dans les villes, les circonscriptions urbaines, les centres résidentiels, commerciaux, industriels, agricoles, miniers:

1° toute habitation, magasin, atelier, chantier, bureau ou tout autre établissement doit être pourvu de lieux d'aisance salubres et convenables. Par habitation, il faut entendre les locaux occupés par une seule famille;

2° dans les villes et circonscriptions urbaines et à proximité des usines, chantiers, comptoirs, ateliers, bureaux, les chefs d'industrie ou de maison de commerce devront aussi établir des latrines à l'usage de leurs serviteurs et travailleurs, et ce dans la proportion d'au moins un siège par quinze personnes à proximité des usines, chantiers et comptoirs employant moins de 60 personnes, d'au moins un siège par 20 personnes, dans les établissements cités employant de 60 à 200 personnes, d'au moins un siège par 30 personnes à proximité des établissements cités employant plus de 200 personnes; dans la proportion d'un siège par 50 personnes dans les chantiers ambulants ou provisoires.

L'obligation prévue au 2° ci-dessus peut être étendue par le commissaire de district à toute personne employant du personnel domestique.

Les latrines seront établies dans les conditions prescrites par les ordonnances réglementant les constructions dans les villes et les circonscriptions urbaines.

Les vidanges seront enlevées et enfouies ou déversées dans les conditions qui seront déterminées par l'autorité territoriale locale.

Art. 4. — Lorsque fonctionne un réseau de distribution d'eau, seul est autorisé l'usage de latrines à chasses d'eau raccordées à des fosses septiques épuratrices, aux collecteurs d'une station d'épuration ou au réseau d'égout public lorsque celui-ci a été établi selon le système de tout-à-1'égout.

Les latrines, les fosses septiques épuratrices et les appareils d'épuration ne peuvent être construits qu'après approbation des plans et dispositifs par la direction technique des travaux d'hygiène au chef-lieu de la province ou par le service d'hygiène publique local. Aucune fosse septique épuratrice ou station d'épuration ne pourra être fermée et mise en service sans avoir été préalablement réceptionnée par l'autorité sanitaire locale.

Les fosses septiques épuratrices et les appareils collectifs d'épuration seront constitués par un élément collecteur et liquéfacteur (fosse septique) et un élément épurateur (lit bactérien percolateur).

La fosse septique sera construite de façon à réaliser la rétention, la décantation et la liquéfaction biologique des matières excrémentielles ainsi que la décompression des gaz. Il sera compté 200 litres par personne pour les 6 premiers usagers, 120 litres par personne du 7^{e} au 50^{e} usager et 60 litres par personne au-delà du 50^{e} usager.

Le lit bactérien sera constitué par une accumulation d'éléments poreux de la grandeur d'une noisette à un poing, résistants au tassement et disposés en grosseur croissante de haut en bas. La surface en sera

de 1 mètre carré par 10 usagers et la hauteur de 1 mètre à 1,50 m selon le degré d'épuration exigé par l'autorité sanitaire. Il devra être pourvu d'une prise d'air d'un décimètre carré par mètre cube de support, débouchant au niveau du sol, et d'un tuyau de ventilation d'une section d'un pouce à un pouce et demi, montant jusqu'au-dessus des toitures avoisinantes et auquel sera abouché le tuyau de décompression des gaz de la fosse septique. Les liquides qui en proviennent doivent être distribués en pluie sur toute la surface du lit bactérien. À aucun moment, il ne pourra être noyé même partiellement.

La fosse septique et l'élément épurateur devront être construits en matériaux parfaitement étanches et en dehors des immeubles de façon à être aisément accessibles. Ils seront pourvus d'ouvertures à couvercles hermétiques pour pouvoir en effectuer facilement la visite et le curage éventuels ainsi que d'un dispositif permettant d'opérer des prélèvements de l'effluent. Les eaux de bain, de lessive, de cuisine ou de pluie ne peuvent y avoir accès en aucun cas.

L'effluent devra satisfaire aux conditions suivantes:

a) il ne pourra contenir plus de 30 mgr de matières organiques en suspension par litre;

b) un échantillon filtré d'environ 60 ml prélevé et conservé en présence de 4 gouttes d'une solution aqueuse de bleu de méthylène à 500 milligr/litre dans un flacon de verre blanc bouché à l'émeri et complètement rempli doit voir sa coloration se maintenir après 4 jours au moins d'incubation à 30° C;

c) la D.B.0.5 à 20° ne peut dépasser 3 ml d'oxygène par litre.

Les propriétaires sont tenus d'exécuter les nettoyages, réparations ou modifications jugés nécessaires par l'autorité sanitaire locale aux susdites installations afin de leur garantir un fonctionnement efficace, conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

Sur avis conforme de la direction technique des travaux d'hygiène, le gouverneur de province peut accorder des dérogations aux dispositions énoncées par le présent article.

Art. 5. — Dans les villes, les circonscriptions urbaines, les centres résidentiels, commerciaux, industriels, agricoles et miniers, le propriétaire ou l'occupant d'un bâtiment quelconque pourra être obligé de prendre toutes les mesures opportunes de destruction des rongeurs, telles que l'emploi de gaz asphyxiants, poisons, pièges, qui lui seront imposées par le service d'hygiène publique ou le chef de la brigade d'assainissement; il sera responsable de l'entretien du matériel anti-rat qui lui serait éventuellement confié.

Art. 6. — Dans les villes, les circonscriptions urbaines, les centres résidentiels, commerciaux, industriels, agricoles, miniers:

1° les étables, les porcheries, les écuries d'une capacité supérieure à 2 chevaux, les kraals, parcs ou enclos ouverts à la pluie sont interdits;

2° les constructions destinées au logement des animaux domestiques, telles que les chèvreries, bergeries, clapiers, poulaillers, en général, toutes les constructions servant au logement des grands et petits animaux domestiques, seront. construites et entretenues suivant les règles prescrites par les ordonnances sur les constructions dans les villes et les circonscriptions urbaines;

3° les fosses à purin ouvertes sont interdites.

Art. 7. — Il est interdit de déverser directement ou indirectement dans les caniveaux ou égouts établis uniquement pour l'évacuation des eaux de ruissellement, les eaux industrielles, les eaux ménagères, les effluents de fosses septiques ou immondices de quelque nature qu'ils soient.

Par eaux ménagères, il faut entendre les eaux de cuisine, de toilette ou de lessive.

Art. 8. — Le personnel des services d'hygiène publique et les chefs des brigades d'assainissement, les agents des travaux publics, l'autorité territoriale sont spécialement chargés d'assurer l'observation des règles de la présente ordonnance et d'indiquer et de prescrire les mesures à prendre ou les travaux à exécuter en vertu des articles 1er à 4.

Des plans de latrines de différents systèmes, de caniveaux couverts ou découverts, de cuisine, etc., sont déposés au service d'hygiène publique de la localité ou chez l'administrateur de territoire.

Si, pour une cause quelconque, ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai qui aura été fixé, ils le seront d'office, sans préjudice des poursuites judiciaires, aux frais et risques des personnes déclarées responsables en vertu de l'alinéa premier de l'article 9 ci-après.

Art. 9. — Seront responsables de l'observation de la présente ordonnance:

1° les occupants ou, à leur défaut, les concessionnaires ou locataires ou, à défaut des uns et des autres, les propriétaires;

2° les propriétaires d'immeubles à appartements multiples ou la personne qu'ils auront nominativement préposée à cet effet, en ce qui concerne les locaux, terrains et installations à usage commun.

Pourront également être rendus responsables au même titre:

1° les serviteurs, lorsque l'infraction est le résultat de leur négligence ou de leur mauvaise volonté;

2° les personnes exerçant une autorité déterminée sur certaines agglomérations (chefs de cité de travailleurs, chefs d'ateliers, etc.). Leur responsabilité s'étend aux terrains bâtis ou non bâtis, d'un usage commun à ceux qui séjournent dans ces agglomérations.

Art. 10. — Les contraventions à la présente ordonnance seront punies d'une peine de servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Seront punissables des mêmes peines ceux qui, sur terrain occupé par autrui ou sur terrain public, et sans l'accord des personnes visées à l'article 9, alinéa 1, auront effectué, fait effectuer ou laissé effectuer des dépôts interdits par le 5° de l'article 1er, y auront provoqué la formation d'eaux stagnantes ou y auront jeté des récipients susceptibles de retenir l'eau.

Les contraventions à la présente ordonnance peuvent être jugées, dans les limites de leur compétence, par les juridictions indigènes déterminées par le gouverneur de province.

Art. 11. — Les gouverneurs de province, sur avis conforme du service d'hygiène publique provincial, peuvent, dans des cas individuels déterminés, suspendre l'application des présentes dispositions ou de partie d'entre elles.

Ils peuvent aussi appliquer les mêmes dispositions ou partie d'entre elles à tous autres postes d'occupation non prévus par l'article premier.

Art. 12. — L'ordonnance 46/hyg. du 4 juin 1929, modifiée par les ordonnances 47/hyg. du 8 juillet 1931, 131/hyg. du 31 août 1935, 48/hyg. du 25 mars 1938, 93/hyg. du 1er avril 1946, 74-499 du

26 décembre 1952, 74–59 du 23 février 1953, 74–248 du 28 juillet 1953 et 74–125 du 29 avril 1957, est abrogée.

---

28 juin 1959. – ORDONNANCE 74-348. – Hygiène et salubrité publiques. (*B.A.*, 1959, p. 1767)

Art. 1er. — Sans préjudice du droit d'intervention du gouverneur général ou des gouverneurs de province, sont compétents, pour ordonner les mesures prévues par les articles 7, 9, 10, 12 et 13 du décret du 19 juillet 1926, les commissaires de district et les administrateurs de territoire.

En cas d'urgence et en attendant l'intervention des autorités compétentes, leurs remplaçants peuvent prendre les mêmes mesures.

Les mesures sont prises de l'avis conforme du médecin du gouvernement ou, à son défaut, de tout autre médecin requis à cet effet.

Elles font l'objet de décisions motivées, qui sont publiées par voie d'affichage à la porte du bureau du territoire et éventuellement du commissaire de district. Elles sont de plus portées à la connaissance du public intéressé par voie d'avis ou de proclamation.

Toutefois, lorsque ces mesures ne sont susceptibles de concerner qu'une ou quelques personnes déterminées, il suffit que la décision soit notifiée à celles-ci.

Art. 2. — 1° L'accès des habitations prévu par l'article 8 du décret du 19 juillet 1926 peut avoir lieu en vue de prévenir l'éclosion d'une maladie contagieuse ou en cas d'épidémie et d'endémie constatées.

2° L'accès des autres bâtiments et des terrains est autorisé en tout temps.

3° La visite des habitations proprement dites ne peut avoir lieu qu'après un préavis donné, au moins la veille par écrit ou par voie d'avis collectif mis en circulation et porté à la connaissance de chaque intéressé en particulier. En cas de visites périodiques et régulières à date fixe et déterminée, il en est fait mention dans l'avis qui aura une valeur permanente. L'avis indique le jour et l'heure approximative de la visite et spécifie que, en cas d'absence qui ne paraîtrait pas justifiée, la visite se fera néanmoins.

4° Tout bâtiment autre que les habitations proprement dites ainsi que tout terrain dépendant d'une habitation peut, après avertissement à l'occupant, être visité par le personnel des brigades sanitaires et d'assainissement établies soit par le gouverneur général, soit par le gouverneur de province.

5° En ce qui concerne l'avertissement dont question au paragraphe 4, il se fait par avis porté à domicile, au moins la veille. Cet avis a une valeur permanente quand les visites sont périodiques et à date et heures fixées approximativement et peut être collectif pour un quartier déterminé.

6° Toute personne autorisée à procéder aux visites doit être porteuse de l'uniforme propre à sa fonction ou de tout autre signe distinctif déterminé par le service d'hygiène provincial. En outre, elle doit être porteuse de la commission spéciale qui lui est délivrée par l'autorité compétente.

7° Nonobstant l'avertissement à donner à l'occupant, les agents, avant de procéder à la visite d'une habitation ou d'un lieu clôturé, invitent l'occupant à les accompagner au cours de cette visite; ils lui font part de leurs constatations. En cas de refus de répondre à cette invitation, il est passé outre et procédé d'autorité à la visite.

Si aucune personne n'est présente pour livrer l'accès de l'habitation et s'il s'agit de pénétrer dans une maison fermée, la présence d'un agent spécialement désigné à cet effet par le médecin-hygiéniste local ou provincial est toujours requise.

Art. 3. — L'ordonnance 107/hyg. du 15 décembre 1928, modifiée par l'ordonnance 74/hyg. du 19 mai 1932, est abrogée.

---

18 avril 1998. – ARRÊTÉ SC/0034/BGV/COJU/CM/98 portant application des mesures d'assainissement du milieu et de protection de la salubrité publique dans la ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1998, p. 26)

Art. 1er. — Sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa ainsi que dans toutes ses communes urbano-rurales, il est interdit de créer et d'entretenir autour ou à l'intérieur des parcelles des conditions favorables à la multiplication et à l'éclosion des vecteurs, véhicules ou hôtes intermédiaires des maladies ou toutes nuisances telles que les mollusques, mouches, rats, moustiques et glossines.

Art. 2. — L'interdiction énoncée ci-dessus implique les obligations suivantes à charge des propriétaires ou des occupants de terrains bâtis ou non bâtis:

1. enlever et/ou supprimer tout objet ou toute condition susceptible de retenir les eaux d'une manière prolongée et constituer de ce fait des gîtes de reproduction ou refuges des vecteurs tels que les récipients vides, les boîtes de conserve, les pneus usés, les latrines ou les puits inachevés, les flaques d'eau, les immondices, les épaves des véhicules, les citernes non couvertes, les matériaux de construction ou de démolition pouvant créer des collections d'eau, les vieilles ferrailles inutilisées, etc.;

2. enlever ou supprimer des immeubles et des terrains et ce que jusqu'à la moitié de la rue, les hautes herbes, les broussailles, les immondices et les détritus, toute végétation susceptible de service de gîte aux moustiques ou de dissimuler les immondices, des détritus ou des récipients d'eau;

3. empêcher l'herbe de repousser à trop grande hauteur en semant du gazon;

4. élaguer les arbres et les arbustes sous la supervision des services compétents pour assurer l'aération et le passage du soleil sur les lieux;

5. déposer les objets énumérés aux points 1 et 2 à des endroits appropriés désignés par l'autorité locale.

Art. 3. — Cette interdiction implique en outre:

• la prohibition de la vente des produits alimentaires par terre;

• l'obligation de couvrir les produits alimentaires exposés à la vente sur les étalages au marché et wenze de manière à éviter la contamination et la propagation des microbes;

• la prohibition des cultures vivrières le long et entre les avenues et dans les espaces verts non indiqués (appropriés);

• la prohibition de la vente d'eau en sachets plastiques;

• la prohibition de la vente des produits pharmaceutiques en dehors des officines;

• l'interdiction de marcher sur le gazon.

Art. 4. — Chaque occupant d'une parcelle est tenu responsable de l'assainissement et de l'entretien du caniveau à ciel ouvert longeant sa concession, exception faite des caniveaux primaires et secondaires ou ceux qui bordent les voies d'intérêt urbain.

Il est tenu responsable de la propreté des trottoirs et des zones de recul de voies publiques qui doivent être aménagées, entretenues et revêtues de pelouse en disposant un passage pour les piétons.

Il est tenu d'éclairer, de peindre ou de chauler régulièrement les devantures de sa concession.

Art. 5. — À l'exception des occupations précaires présentant un intérêt public, telles que les cabines électriques et téléphoniques, les postes de secours et d'anti-incendie, les bacs à ordures et les abris bus, etc., toute construction, tout commerce et toute autre occupation aux fins de garage, de kiosques, de briqueteries, d'ateliers ou de terrasses qui à la fois ne remplissent pas les conditions urbanistiques et perturbent la circulation sont interdites dans les servitudes publiques.

Il est de même de toute occupation aux fins de parking de stationnement ou de dépôt des matériaux de construction à l'intérieur d'un carrefour ou de tout angle formé par l'intersection de deux voies ouvertes à la circulation des véhicules.

Art. 6. — L'implantation des panneaux publicitaires faite au mépris de la réglementation sur l'urbanisme est interdite ainsi que leur concentration sur un même point empêchant la visibilité des conducteurs et autres usagers de la route.

Art. 7. — Toute obstruction des caniveaux par des rejets quelconques ainsi que l'érection des constructions au-dessus ou à une distance inférieure à dix mètres des collecteurs ou des égouts sont formellement interdites.

Art. 8. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une servitude pénale principale de 7 jours maximum ou d'une amende transactionnelle variant de 1.000.000 à 20.000.000 NZ ou de l'une de ces peines seulement.

Celle-ci passera de 30 à 100.000.000 NZ dans les parcelles commerciales ou industrielles.

Art. 9. — L'inspecteur provincial de la police nationale, le comandant chargé de l'assainissement des camps militaires, le chef de brigade urbaine de l'assainissement, le coordinateur urbain de l'environnement, le chef de division urbaine dew TPAT, le chef de division de l'urbanisme et habitat et le chef de division de la santé publique ainsi que les bourgmestres des communes sont chargés de l'exécution de cet arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

Urbanisme

Arr. Gouv. Gén. du 28 octobre 1901 — Démolition des bâtiments menaçant ruine 581
Ord. 127-6 du 15 juin 1913 — Constructions dans les quartiers européens 582
Ord. 55-3 du 18 septembre 1919 — Constructions dans les quartiers européens 592
Ord. 47/T.P. du 5 mai 1937 — Quartiers européens. – Numérotage des parcelles 593
Décr. du 12 décembre 1939 — Taxe de bâtisse 593
Ord. 27/T.P. du 12 mars 1940 — Taxe de bâtisse 594
Ord. 97-327 du 15 octobre 1955 — Publicité extérieure 594
Ord. 97-108 du 19 avril 1957 — Zones de recul et parcage des véhicules 596
Décr. du 20 juin 1957 — Urbanisme 597
Décr. du 20 juin 1957 — Urbanisme au Congo belge 600
Ord. 97-334 du 22 octobre 1957 — Commissions provinciales de l'urbanisme 604
Ord. 62-357 du 6 novembre 1957 — Organisation des villes. – Voirie. – Désaffectation. – Procédure 605
Ord. 71-231 du 20 août 1971 — Plans particuliers généraux et d'aménagement des agglomérations. – Région de Kinshasa 605
Arr. dép. CAB/CE/URB-HAB/012/88 du 22 octobre 1988 — Autorisation de bâtir. – Délivrance 605
Arr. dép. CAB/CE/URB.HAB/013/88 du 14 novembre 1988 — Commission urbaine et commission régionale de l'autorisation de bâtir 608
Déc. min. CAB/MIN/TPAT-UH/001/97 du 12 novembre 1997 — Sociétés de construction, d'aménagement intérieur et d'études. – Conditions d'agrément et d'enregistrement. – Mesures d'exécution 609
A.M. CAB/MIN/TPAT-UH/006/97 du 12 novembre 1997 — Sociétés de construction, d'aménagement intérieur et d'études. – Conditions d'agrément et d'enregistrement 610
Arr. SC/018/BGV/CSJ/CM/2002 du 9 mars 2002 — Magasins des centres commerciaux de Kinshasa. – Mesures d'assainissement et obligation de peindre 611
Ord. 61-212 du 29 juin 1949 — Urbanisme. – Mesures d'application 611
Ord. 97-243 du 24 juillet 1954 — Aménagement en matière d'esthétique 612

28 octobre 1901. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL. – Démolition des bâtiments menaçant ruine. (*R.M.*, 1901, p. 184; *B.O.*, 1902, p. 38)

Art. 1er. — [L'administrateur territorial] après avoir pris l'avis d'un expert peut ordonner la réparation ou la démolition des bâtiments ou constructions dont, par suite de l'état de vétusté, des vices de construction, du défaut d'entretien ou de quelque autre cause, la ruine serait menaçante et dangereuse pour la sécurité publique.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 10 décembre 1936.

Art. 2. — Seront punis d'une amende de 1 à 200 francs, d'une peine de servitude pénale d'un à sept jours ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront négligé ou refusé d'obéir à la sommation faite par [l'administrateur territorial] ou à sa requête, de réparer ou de démolir les édifices menaçant ruine.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 10 décembre 1936.

Le tribunal ordonnera, s'il y a lieu, la démolition des constructions ou les travaux de réparation.

À défaut d'exécution du jugement par les intéressés dans les délais prescrits, les travaux de réparation ou de démolition seront effectués d'office par le service des travaux publics aux frais des intéressés.

En cas d'urgence, l'autorité déterminée à l'article 1er pourra enjoindre de procéder à la réparation ou à la démolition du bâtiment menaçant ruine, dans un délai qui pourra être de vingt-quatre heures; et en cas de retard ou de refus, il sera procédé d'office, par les soins de l'administration et aux frais des intéressés, aux travaux prescrits, sans préjudice aux poursuites pénales ultérieures.

Art. 3. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

15 juin 1913. – ORDONNANCE 127-6. – Règlement sur les constructions dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. (*B.A.C.*, 1913, p. 503)

TITRE I

TRAVAUX SUR LA VOIE PUBLIQUE

CHAPITRE I

FOUILLES ET TRANCHÉES DANS LE SOL DE LA VOIE PUBLIQUE – TRAVAUX POUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'ENTRETIEN DE CONDUITES D'EAU, DE VOIES DE TRAMWAY ET DE CHEMINS DE FER – TRAVAUX D'ÉGOÛTS

Section 1

Fouilles et tranchées

Art. 1er. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Il est défendu aux particuliers et à leurs entrepreneurs de faire aucune fouille ni tranchée dans le sol de la voie publique des circonscriptions urbaines, sans la permission de l'administrateur territorial.

Toutefois, cette permission n'est pas exigée pour les travaux de renouvellement ou de réparation de conduites d'eau, voies de tramway ou de chemins de fer, dont la durée ne devra pas excéder quarante-huit heures.

Dans tous les cas, les particuliers ou leurs entrepreneurs seront tenus de donner avis au commissaire de police, ou, à son défaut, à l'administrateur territorial, du jour et de l'heure du commencement des travaux.]

Section 2

Travaux pour l'établissement et l'entretien de conduites d'eau, de voies de tramway ou de chemins de fer

Art. 2. — Les fouilles et tranchées seront remblayées, autant que faire se pourra, au fur et à mesure de l'exécution des ouvrages.

Art. 3. — Les entrepreneurs chargés des travaux prendront les dispositions convenables pour que moitié, au moins, de la largeur des rues et avenues soit réservée à la circulation et qu'il ne puisse y avoir d'accidents.

Art. 4. — Les terres provenant des fouilles seront retenues, s'il y a lieu, avec les plats bords solidement fixés, de manière qu'elles ne puissent se répandre ni sur les trottoirs ni sur les accotements réservés aux piétons, et que l'écoulement des eaux reste toujours libre.

Art. 5. — Les terres des remblais seront pilonnées avec soin pour prévenir les affaissements, et le terrain ou empierrement sera bloqué de telle sorte qu'il se maintienne partout à la hauteur du terrain ou de l'empierrement environnant.

Les terres et gravois qui ne pourraient être employés dans les remblais seront enlevés immédiatement.

Art. 6. — Les propriétaires et entrepreneurs, les exploitants de tramway ou de chemins de fer, pourvoiront au raccordement du terrain ou de l'empierrement dans les quarante-huit heures de l'achèvement des travaux de pose ou réparation des conduites, des travaux de renouvellement ou de relèvement de la voie.

Ils seront tenus, néanmoins d'entretenir les blocages en bon état jusqu'à ce que les raccordements aient été effectués.

Art. 7. — Les préposés chargés de l'entretien des conduites d'eau de la Colonie, les propriétaires des conduites particulières et leurs entrepreneurs seront tenus dans le cas de rupture des conduites et chacun pour ce qui le concerne, de mettre des ouvriers en nombre suffisant pour que les réparations en soient effectuées dans les douze heures des avertissements qu'ils auront reçus de l'administrateur territorial, du commissaire de police, d'agents d'administration et même de tous particuliers.

Ils seront tenus provisoirement d'arrêter ou de faire arrêter, sur-le-champ, le service desdites conduites et de pourvoir à la sécurité de la voie publique, soit en comblant les excavations, soit en les entourant de barrières, en les éclairant pendant la nuit et en y postant, au besoin, des gardes.

Section 3

Travaux d'égouts

Art. 8. — On ne pourra entreprendre des travaux d'égouts sur la voie publique que vingt-quatre heures après en avoir averti l'administrateur territorial lequel donnera les ordres nécessaires pour assurer la liberté de la circulation et la sécurité publique.

Art. 9. — Les entrepreneurs ou préposés aux susdits travaux seront tenus de se conformer exactement aux dispositions que l'administrateur territorial leur prescrira pour la limite des fouilles ou tranchées, le passage réservé aux piétons et aux voitures, s'il y a possibilité, le lieu de dépôt des matériaux et engins de transport, les endroits où devront être établis le bassin à mortier, des passerelles et des ponts à voitures, l'éclairage pendant la nuit, et pour toutes les autres mesures de précaution nécessaires à l'effet de prévenir les encombrements ou les accidents.

Art. 10. — Avant l'ouverture des travaux, les parties de la voie publique exclusivement réservées pour la circulation, seront déterminées sur place et celles qui seront abandonnées aux travaux seront clôturées par des barrières en charpente à hauteur d'appui avec courant de lisses.

Art. 11. — L'enlèvement des terres sera fait, autant que possible, à mesure des fouilles, de manière qu'il n'en reste pas sur les bords à la fin de la journée et que les environs soient débarrassés des terres qui tomberaient des engins de transport.

Art. 12. — Les matériaux seront, au fur et à mesure de la décharge qui en sera faite, rangés de manière à ne point nuire à l'écoulement des eaux.

Section 4

Dispositions communes aux travaux faisant l'objet des trois Sections qui précèdent

Art. 13. [*Ord. du 18 septembre 1919.* — Il est défendu de faire rouler sur les trottoirs des brouettes, des trucs, des charrettes à bras ou tout autre engin de transport ou d'y faire passer les roues de voitures et d'y déposer des outils, équipages ou matériaux. Il est défendu de manipuler des colis sur les trottoirs.

Le transbordement des colis au-dessus des trottoirs doit se faire par portage.]

Art. 14. — Dans le cas où il serait indispensable d'interdire momentanément la circulation des véhicules sur certains points de la voie publique, l'autorisation devra en être obtenue de l'administrateur territorial par les particuliers, préposés aux travaux, ou les entrepreneurs.

Nonobstant cette autorisation, ils seront tenus d'avertir le fonctionnaire précité avant l'établissement du barrage.

Il devra être placé, à l'entrée des rues aboutissant aux travaux, à la hauteur de 3 mètres, une inscription dont les caractères seront peints en noir sur fond blanc et qui est conçue ainsi: «Rue barrée avec permission de l'autorité». Ces poteaux devront être éclairés, le soir, au moyen d'une ou de plusieurs appliques.

Art. 15. — Les ateliers, les dépôts de pierres ou d'autres matériaux, les bassins à mortier, ainsi que tous les points de la voie publique qui par suite des ouvrages, pourraient présenter des dangers pour la circulation, seront éclairés, pendant la nuit, avec des appliques placées et entretenues aux frais et par les soins de l'entrepreneur en nombre suffisant qui sera indiqué par l'administrateur territorial.

Art. 16. — L'entrepreneur sera tenu de placer sur les ateliers le nombre de gardiens nécessaires pour veiller, jour et nuit, au maintien du bon ordre.

Il fera déposer, aux heures prescrites par les règlements, dans les endroits accessibles aux voitures de nettoiement, les ordures ménagères provenant des maisons riveraines des parties barrées de la voie publique.

CHAPITRE II

TRAVAUX D'EMPIERREMENT – ENTRETIEN DES RUES EMPIERRÉES ET NON EMPIERRÉES – ENTRETIEN DES ACCOTEMENTS – CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DES TROTTOIRS

Section 1

Travaux d'empierrement

Art. 17. — Les entrepreneurs d'empierrement seront tenus de prévenir au moins vingt-quatre heures d'avance, l'administrateur territorial du jour où ils commenceront les travaux d'empierrement neuf et de relevé à bout dans une rue.

Art. 18. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Ils ne pourront former leurs approvisionnements de matériaux que le jour même où les ouvrages commenceront, ce, sauf autorisation de l'administrateur territorial.] Les pierrailles seront rangées et le sable rehaussé de manière à occuper le moins de place possible.

Art. 19. — Ils seront tenus de faire éclairer, pendant la nuit, par des appliques, leurs matériaux et leurs chantiers de travail, de veiller à l'entretien de l'éclairage et de prendre les précautions nécessaires dans l'intérêt de la sécurité.

Art. 20. — Il leur est défendu de barrer les rues sans autorisation préalable.

Art. 21. — Les entrepreneurs réserveront, dans les rues ou parties de rues barrées, un espace suffisant pour la circulation des piétons.

Art. 22. — Dans les rues qui ne sont pas barrées, les entrepreneurs disposeront leurs ateliers de telle sorte qu'ils soient séparés les uns des autres par un intervalle de quinze mètres au moins et que chaque atelier ne travaille que sur la moitié de la rue, afin de laisser l'autre moitié à la circulation des voitures.

Art. 23. — Les chantiers des travaux seront débarrassés complètement de tous matériaux, décombres, pierrailles de réforme, terres et autres résidus des ouvrages dans les vingt-quatre heures qui suivront l'achèvement des travaux pour les relevés à bout et empierrements neufs et au fur et à mesure de l'exécution des ouvrages pour les réparations simples et raccordements.

Art. 24. — Il est expressément défendu de troubler les travailleurs dans leurs ateliers et de déplacer ou d'arracher des appliques, chevalets, pieux, barrières établis pour le service de leurs ouvrages.

Section 2

Entretien des rues empierrées et non empierrées. Entretien des accotements

Art. 25. — Il est enjoint à tous les propriétaires de maisons ou terrains situés le long des rues ou portions de rues empierrées ou non empierrées et des accotements de celles-ci, de faire combler, chacun au droit de soi, les excavations, enfoncements et ornières pour les rues non empierrées et les accotements et enlever les dépôts de fumier, gravois, ordures et immondices et de prendre toutes les dispositions convenables pour que la liberté et la sûreté de la circulation et la salubrité ne soient pas compromises.

Ils seront tenus d'entretenir constamment en bon état lesdites rues, de conserver ou d'établir les pentes nécessaires pour procurer aux eaux écoulement facile.

Section 3

Construction des trottoirs

Art. 26. [*Ord. du 19 mai 1932.* — On ne pourra construire aucun trottoir sur la voie publique, sans autorisation de l'administrateur territorial.]

Art. 27. — Les entrepreneurs chargés de ces constructions pour des particuliers ou pour la Colonie seront tenus de prévenir, au moins vingt-quatre heures d'avance, l'administrateur territorial du jour où ils commenceront les travaux et de lui présenter les autorisations dont ils auront dû se pourvoir.

Art. 28. — Avant de commencer les travaux, les entrepreneurs feront établir une barrière à chaque extrémité des ateliers, afin d'en interdire l'accès au public.

Art. 29. — Les matériaux destinés aux constructions seront apportés au fur et à mesure des besoins et seront rangés sur les accotements en terre le long des trottoirs.

Art. 30. — Les matériaux provenant des fouilles ou ceux de réforme seront enlevés et transportés, pendant le jour, hors de la voie publique à la diligence des entrepreneurs ou des préposés à la construction des trottoirs.

Art. 31. — II sera pris les mesures nécessaires pour que les eaux ménagères et pluviales s'écoulent sous les trottoirs au moyen de gargouilles ou conduits souterrains pratiqués à cet effet.

Art. 32. — Lorsqu'un trottoir sera coupé par un passage ou qu'il ne sera point prolongé au devant des maisons, il sera établi des pentes douées aux points d'interruption pour rendre moins sensible la différence de niveau entre le sol du trottoir et celui de: la rue.

Art. 33. — Les ateliers seront éclairés aux frais de celui qui exécute les travaux, pendant la nuit au moyen d'appliques ou de lanternes en nombre suffisant.

Art. 34. — Les barrières, matériaux, terres, gravois ou autres résidus des ouvrages seront immédiatement enlevés aux frais et par les soins des propriétaires ou de l'entrepreneur du trottoir.

Il est défendu de livrer le trottoir à la circulation avant d'avoir pourvu au recouvrement des gargouilles et d'avoir pris les mesures convenables pour la sûreté et la commodité du passage.

Section 4

Entretien des trottoirs

Art. 35. [*Ord. du 18 septembre 1919.* — Les dégradations aux trottoirs, par suite de l'inobservance de l'article 13, tel qu'il est modifié ci-dessus, seront réparées aux frais du contrevenant, à la diligence de l'administrateur territorial.

Les trottoirs établis le long des avenues, rues ou parties de rues, doivent constamment être tenus en état de propreté par les riverains, chacun au droit de soi.

Tout étalage est interdit sur les trottoirs ainsi que tous dépôts de tonneaux, caisses, tables, bancs, châssis, étagères, meubles et autres objets, au devant des magasins.]

Art. 36. — Les entrepreneurs ou préposés qui procéderont aux réparations seront tenus lorsque les ouvrages ne pourront être faits dans la journée où ils auront été entrepris, de prévenir l'administrateur territorial pour lui permettre de prescrire les mesures nécessaires relativement au dépôt des matériaux, à l'éclairage pendant la nuit et à toutes autres précautions que pourra réclamer la sécurité publique.

TITRE II

CHAPITRE I
PLANS D'ALIGNEMENTS

Art. 37. — Les plans généraux des agglomérations sont arrêtés par le gouverneur général.

Art. 38. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Dans les parties de la grande et petite voirie dont l'alignement n'est pas réglé par des plans généraux, les alignements sont arrêtés par le gouverneur de province et dans les districts urbains, par les commissaires de district.]

CHAPITRE II
ALIGNEMENTS ET NIVEAUX

Art. 39. — L'alignement des façades des bâtiments longeant la voie publique sera établi suivant l'importance des rues et avenues où ils doivent être érigés, par les soins *du commissaire de district ou de son délégué*.

Par murs et façades, il faudra entendre éventuellement les murs servant de base aux vérandas.

Art. 40. — On ne peut commencer la construction ou la reconstruction d'aucune façade, d'aucun mur ou d'aucune clôture avant que l'alignement ou le niveau de la construction et du trottoir aient été tracés sur le terrain par le *commissaire de district ou son délégué*.

CHAPITRE III
CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS

Art. 41. — II est défendu de procéder à aucune construction ou réparation des murs de face ou de clôture des bâtiments et terrains riverains de la voie publique, sans avoir justifié, à l'administrateur territorial, de la permission qui aura dû être délivrée à cet effet par le *commissaire de district*.

Art. 42. — Cette demande en autorisation doit être libellée comme suit:

a) Pour l'alignement:

«Le soussigné .....

demeurant à..... avenue ou rue .....

désirant élever une construction dont les plans sont joints à la présente demande sur un terrain sis à..... rue ou avenue.....

n°..... a l'honneur de vous prier de bien vouloir lui donner l'autorisation

nécessaire et lui faire indiquer l'alignement auquel il doit se soumettre.»

b) Pour le niveau:

«Le soussigné .....

demeurant à..... désirant élever une construction dont

les plans sont joints à la présente demande sur un terrain sis à.....

rue ou avenue..... n°..... a l'honneur de vous prier de vouloir bien lui faire le nivellement de la voie publique au droit de sa propriété.»

(Signature)

Nota. – Les demandes d'alignements et de nivellement peuvent être réunies sur la même feuille.

La formule se modifie ainsi:

«A l'honneur de vous prier, de vouloir bien lui indiquer l'alignement et le nivellement de la voie publique au droit de sa propriété.»

La demande doit être accompagnée des plans en double expédition.

Les plans doivent comprendre:

1°) Un plan terrier de la parcelle avec indication d'emplacement réservé à la construction et à chacune de ses annexes.

2°) Les plans à l'échelle du 1/100 des bâtiments projetés et des annexes en élévation et coupes avec spécification des matériaux prévus.

Les plans devront renseigner les fondations, emplacements, formes et dimensions des différentes parties de la construction ainsi que des saillies.

Les plans fournis en double expédition seront estampillés lors de la réception de la demande. L'un sera conservé au dossier et l'autre sera remis à la partie intéressée pour être suivi exactement avec les modifications qui y auraient été apportées.

Les plans seront signés par l'intéressé et contresignés par l'architecte s'il y en a un et indiqueront les noms et adresse du requérant.

Art. 43. [*Ord. du 19 mai 1932.* — La surface bâtie ne pourra excéder quarante pour cent de la surface totale du terrain à bâtir, à moins d'une autorisation spéciale du gouverneur de la province.]

Art. 44. — L'autorisation sera considérée comme non avenue s'il n'en est fait usage dans le délai de trois mois à partir de la date de l'autorisation.

Art. 45. — Les indications des plans approuvés devront être observées scrupuleusement, aucune modification ne pourra y être apportée, sauf introduction d'une demande régulière avec plans renseignant la modification et sous la forme prévue à l'article 42.

Art. 46. — Aucun travail préparatoire ne pourra être exécuté avant l'approbation.

Art. 47. — Là où il sera jugé nécessaire par l'administrateur territorial, le propriétaire ou son entrepreneur sera tenu d'établir une barrière en charpente et planches.

Elle sera placée de manière à ne pas gêner le libre écoulement des eaux de la rue, disposée à ses extrémités en pans coupés de 45° et pourvue dans sa partie la plus apparente d'un écriteau fixe en lettres noires de 0 m 08 de haut, peinte à l'huile sur fond blanc, le nom et la demeure de l'entrepreneur de la construction.

Art. 48. — Les portes pratiquées dans les barrières devront autant que possible s'ouvrir à l'intérieur.

Elles seront garnies de serrures ou cadenas pour être fermées chaque jour, au moment de la cessation des travaux.

Art. 49. — Les échafaudages servant aux constructions seront établis avec solidité et disposés de manière à prévenir la chute des ouvriers, des matériaux et gravois.

Les engins et appareils servant à monter et à descendre les matériaux devront, autant que possible, être enfermés dans les barrières.

Ces engins doivent être solides et en bon état.

Aucun échafaud, ligne, chèvre, hauban ou piquet ne peut être établi sur la voie publique, sans l'autorisation de l'administrateur territorial.

Un homme devra se tenir en permanence auprès de ces appareils pour avertir les passants.

Dans l'intervalle des manœuvres, les cordes et haubans doivent être relevés sur des chevalets de 2 m 50 de hauteur au moins.

Art. 50. — Les barrières et les échafauds montant du fond devant lesquels il n'existera pas de barrière seront éclairés aux frais et par les soins des propriétaires ou des entrepreneurs.

L'éclairage se fera au moyen d'un nombre suffisant d'appliques dont une à chaque angle des extrémités pour éclairer les parties en retour.

Art. 51. — Les voitures destinées aux approvisionnements ou à l'enlèvement des terres et gravois se placeront toujours parallèlement aux maisons et jamais en travers de la rue.

Art. 52. — Si les matériaux devaient rester la nuit sur la voie publique, les propriétaires et entrepreneurs seront tenus de pourvoir à l'éclairage et de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires.

Art. 53. — Il est défendu de décharger sur la voie publique, après la retraite des ouvriers, aucune voiture de matériaux.

Art. 54. — Les matériaux devront autant que possible être mis à l'intérieur de l'enclos, destiné à la propriété à bâtir, pendant la journée où s'est fait l'approvisionnement.

Art. 55. — L'entrepreneur des travaux de construction ou de réparation est spécialement tenu de maintenir la propreté de la voie publique dans toute l'étendue de la façade en construction ou en réparation pendant toute la durée des travaux et jusqu'après la suppression de la barrière et des échafauds.

Art. 56. — Il est défendu de jeter sur la voie publique les recoupes, plâtras, tuiles, briquaillons et autres résidus des ouvrages.

Art. 57. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Les travaux pourront être surveillés par le service des travaux publics ou par l'administrateur territorial.]

La visite complète de toute construction ou immeuble ainsi que les opérations de contrôle jugées nécessaires devront être facilitées par tout propriétaire ou occupant aux agents ci-dessous désignés jusqu'à constatation officielle de l'observation complète des prescriptions du règlement et des conditions spéciales qui auraient dû être stipulées dans l'acte d'autorisation.

Art. 58. — Lorsque ces agents ont constaté qu'on s'écarte, soit des dispositions réglementaires, soit des plans agréés par le gouvernement, soit des conditions spéciales posées dans l'acte d'autorisation ou que les planches, échafaudages, échelles, poulies, cordes, engins de levage ou autres ustensiles servant aux travaux n'ont pas la solidité requise, ils enjoignent au propriétaire, à son entrepreneur ou à leur délégué de suspendre immédiatement les travaux ou de remplacer sans retard les ustensiles défectueux.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — Un rapport est aussitôt adressé au gouverneur de la province et, dans les districts urbains, au commissaire de district.]

En cas de refus d'obtempérer à ladite injonction ou en cas de retard dans l'exécution de cet ordre, ce fonctionnaire prescrit telles mesures que de droit.

Art. 59. [*Ord du 19 mai 1932.* — En cas de contestation entre les autorités de la province ou des districts urbains et un propriétaire ou un entrepreneur au sujet des constructions, matériaux ou ustensiles, le gouverneur général statue.]

Le cas échéant, la démolition des ouvrages irrégulièrement exécutés pourra être ordonnée.

Art. 60. — Les constructions doivent être faites conformément aux règles de l'art de bâtir en ne faisant usage que de matériaux de bonne qualité.

Art. 61. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Le propriétaire est tenu d'aviser le gouverneur de la province et, dans les districts urbains, les commissaires de district, dès que les travaux pour lesquels il a reçu un acte d'autorisation sont achevés.]

CHAPITRE IV
DÉMOLITIONS

Art. 62. [*Ord. du 19 mai 1932.* — II est défendu de procéder à la démolition d'aucun édifice donnant sur la voie publique, sans autorisation du gouverneur de la province et, dans les districts urbains, du commissaire de district.]

Art. 63. — Avant de commencer une démolition, le propriétaire ou l'entrepreneur feront établir les barrières et échafauds qui seront jugés nécessaires et prendront toutes les autres mesures que l'administration leur prescrira dans l'intérêt de la sécurité publique.

Ces barrières seront disposées, éclairées et pourvues d'un écriteau suivant les prescriptions des articles 48 et 49 concernant les barrières pour construction.

Art. 64. — La démolition s'opérera au marteau, sans abattage et en faisant tomber les matériaux dans l'intérieur des bâtiments.

Il est défendu de déposer sur la voie publique des matériaux provenant de la démolition sauf autorisation de l'administrateur territorial et à charge de les enlever à mesure du dépôt et de n'en jamais enlever la nuit.

Il est également défendu d'opérer le chargement des tombereaux à l'aide de trémies.

Art. 65. — Les prescriptions de l'article 27 concernant les voitures de transport des matériaux employés dans les cas de construction sont applicables aux tombereaux et aux voitures mis en œuvre pour les démolitions.

Art. 66. — Dans les cas où il deviendrait indispensable d'interdire la circulation autour d'un bâtiment en démolition, le barrage ne pourra avoir lieu sans l'autorisation de l'administrateur territorial.

Art. 67. — Les travaux de démolition devront être poursuivis sans arrêt.

Dès qu'ils seront terminés et les remblais nécessaires achevés, la barrière sera enlevée et il sera immédiatement pourvu, par les soins et aux frais du propriétaire ou de l'entrepreneur, à la réparation des dégradations des accotements, des trottoirs, des rigoles, des empierrements, en un mot de la route en général s'il y a lieu.

Art. 68. — Pendant toute la durée des travaux, le propriétaire ou l'entrepreneur devra tenir la voie publique en état constant de propreté aux abords des démolitions et sur tous les points qui auront été salis par suite de leurs travaux, et pourvoir au libre écoulement des eaux des ruisseaux.

TITRE III
CLÔTURES

Art. 69. — Tout propriétaire d'un terrain contigu à la voie publique est tenu de le clôturer. Les clôtures pourront être construites en bois, en fer ou en maçonnerie.

Elles devront être solidement établies et devront avoir une hauteur minimum de 1 m 20.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — À défaut par le propriétaire d'établir sa clôture dans le délai fixé, elle sera placée d'office et à ses frais à la diligence de l'administrateur territorial.]

TITRE IV
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION – FONDATIONS – MURS EXTÉRIEURS ET DE REFEND – SPÉCIFICATION DES TRAVAUX – DIMENSIONS DES OUVRAGES

CHAPITRE I
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION – FONDATIONS

Art. 70. — Les tranchées nécessaires pour établir les fondations doivent être creusées jusqu'au bon sol.

Il importe que des fondations uniformes pour les murs continus soient prévues.

Les soubassements doivent avoir un empattement d'au moins 0 m 10 de part et d'autre du mur de construction.

Le creusement des fouilles doit être tel que les côtés soient nettement recoupés à la pelle et normalement à la base ou plafond de façon à constituer un encoffrement régulier à la maçonnerie de fondation.

Le plafond doit toujours être placé rigoureusement horizontal, afin d'empêcher les glissements dans la construction.

Si le terrain est déclive dans le sens de l'alignement du mur, il y aura lieu de tailler des gradins pour asseoir le mur exclusivement sur des assiettes horizontales.

Dans ce cas, les parties de fondations devront chevaucher les unes sur les autres d'une longueur au moins égale à l'épaisseur de la fondation.

Les fondations doivent être misés à l'abri de l'eau. À cet effet, il conviendra de les enterrer, d'au moins deux pieds de profondeur pour

éviter que les eaux pluviales puissent raviner le sol et atteindre le dessous de la fondation.

Aussitôt que la maçonnerie des murs aura atteint une hauteur de 0 m 50 au dessus du sol naturel, il y aura lieu de remblayer jusqu'au niveau du terrain les vides qui existent entre les parois des tranchées des fondations et la maçonnerie. Il est nécessaire de bien damer ces terres, afin d'obtenir le minimum d'infiltration d'eau possible.

Art. 71. — À défaut du bon sol, on doit employer les moyens d'art ordinaires tels que: cours de libages, battue de pieux, grillages avec ou sans pilotis, plates-formes, faux ponts, etc.

Art. 72. — Le propriétaire ou l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures pour garantir les murs contre l'humidité.

Pour toute construction devant servir d'habitation, le propriétaire pourra être tenu d'interposer des feuilles de rubéroïd des enduits de bitume ou d'asphalte ou autres matières hydrofuges, au niveau du pavement inférieur des murs de fondation.

Art. 73. — Les matériaux mis en œuvre pour les fondations doivent être de première qualité en bonnes briques, pierres ou moellons.

Les matériaux, ainsi que le ciment et la chaux, doivent répondre aux conditions stipulées dans le cahier des charges belge pour le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et du ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Art. 74. — Le mortier de liaison pour les fondations doit être du mortier de ciment.

Art. 75. — Les murs en retour seront convenablement liés avec les murs adjacents.

CHAPITRE II

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION – MURS EXTÉRIEURS – DIMENSIONS

Art. 76. — Tout mur extérieur sera construit en bonnes briques, pierres, fer ou autre substance dure et incombustible.

Art. 77. — La liaison peut se faire soit au mortier de chaux, soit au mortier de ciment.

Les assises seront horizontales dans l'emploi de matériaux appareillés, briques, pierres de taille, etc.

Art. 78. — La maçonnerie en moellons est autorisée pour ces murs.

Art. 79. — Les matériaux mis en œuvre doivent répondre aux conditions prescrites par l'article 70.

Art. 80. — Les murs en retour seront convenablement liés avec les murs adjacents.

Art. 81. — La hauteur des façades longeant les voies publiques est déterminée par la largeur des voies:

1° 20 mètres sur les places publiques, les boulevards et les rues de 30 mètres de largeur.

2° [*Ord. du 19 mai 1932.* — dans les autres cas, la hauteur sera déterminée par le gouverneur de la province et dans les districts urbains par les commissaires de district qui peuvent permettre des hauteurs supérieures à raison de l'importance des constructions et de la beauté de leur architecture.]

Les limites des hauteurs fixées sont applicables également aux façades élevées en arrière de la limite d'alignement des constructions.

Art. 82. — Tout bâtiment doit avoir le parquet du rez-de-chaussée surélevé d'un minimum de 0 m 80 au-dessus du sol environnant.

Cette surélévation peut être remplacée par des caves d'au moins 1 m 80 de hauteur totale ayant au moins de 0 m 80 au-dessus du sol.

Art. 83. [*Ord. du 22 décembre 1918.* — L'épaisseur des murs de façade est déterminée d'après leur élévation.

Si ces murs sont construits en briques ou en pierres brutes, ils doivent avoir le minimum d'épaisseur (plâtrage non compris) indiqué ci-après:

1° Pour les constructions à deux étages:

murs de fondation	0 m 75
murs de cave	0 m 55
murs de rez-de-chaussée	0 m 45
murs de 1er étage	0 m 33
murs de 2e étage	0 m 22

2° Pour les constructions à trois étages:

murs de fondation	0 m 90
murs de cave	0 m 65
murs de rez-de-chaussée	0 m 55
murs de 1er étage	0 m 45
murs de 2e étage	0 m 33
murs de 3e étage	0 m 22

3° Pour les constructions à quatre étages:

murs de fondation	1 m 00
murs de cave	0 m 80
murs de rez-de-chaussée	0 m 66
murs de 1er étage	0 m 55
murs de 2e étage	0 m 45
murs de 3e étage	0 m 33
murs de 4e étage	0 m 22

4° Pour les constructions dont les murs de façade ont 13 mètres de hauteur:

murs de rez-de-chaussée	0 m 45
au-dessus du rez-de-chaussée	0 m 33

5° Pour les constructions dont les murs de façade ont moins de 13 mètres de hauteur:

murs de rez-de-chaussée.	0 m 33
au-dessus du rez-de-chaussée	0 m 22

Les murs de façade des constructions sans étage auront une épaisseur de 0 m 33. On pourra toutefois faire emploi de murs d'une brique d'épaisseur; dans ce cas, les murs seront renforcés par des pilastres et la maçonnerie sera établie au mortier de ciment.

Les murs maîtres et de refend supportant des gîtages auront le minimum d'épaisseur (plâtrage non compris) indiqué ci-après:

1° Pour les constructions dont les murs de façade ont 13 mètres de hauteur et plus:	
murs de rez-de-chaussée	0 m 45
murs de l'étage	0 m 33

2° Pour les constructions dont les murs de façade ont moins de 13 mètres de hauteur:	
murs de rez-de-chaussée	0 m 33
murs de l'étage	0 m 22

[*Ord. du 19 mai 1932.* – Pour les murs qui doivent être construits en matériaux très résistants, autres que les briques ou les pierres brutes, le gouverneur de province et, dans les districts urbains, les commissaires de district pourront admettre des épaisseurs moindres que celles qui sont indiquées ci-dessus.]

CHAPITRE III
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION – MURS DE REFEND – DIMENSIONS

Art. 84. — Les murs de refend et les murs intérieurs seront établis en pierres, briques, fer ou toute autre matière incombustible.

Art. 85. — Ces matériaux répondront aux mêmes conditions que celles indiquées pour les murs de façade.

Art. 86. — Le mortier employé pour les maçonneries des murs de refend sera de la même composition que celui employé dans les murs extérieurs.

Art. 87. — L'épaisseur des murs de refend et des murs intérieurs est déterminée d'après leur élévation et est conforme à celle indiquée à l'article 80 ou bien elle sera établie d'après le tableau ci-dessous:

Murs de refend	
murs de fondation	0 m 70 à 0 m 85
murs de cave	0 m 50 à 0 m 65
murs de rez-de-chaussée	0 m 45
murs de 1er étage	0 m 45 à 0 m 33
murs de 2e étage	0 m 33
murs de 3e étage	0 m 33 à 0 m 22
murs de 4e étage	0 m 22

Art. 88. — Tous les murs de face et de refend doivent être liaisonnés à leurs jonctions.

Art. 89. — Tous les murs des bâtiments à plus d'un étage doivent être ancrés au droit des planchers.

CHAPITRE IV
VOÛTES DE DÉCHARGE — POUTRELLES — PLAQUES INDICATRICES DES RUES

Art. 90. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Sauf dans les cas exceptionnels à déterminer par les gouverneurs de province et dans les districts urbains par les commissaires de district, des voûtes de décharge doivent être construites au-dessus de chaque porte, fenêtre ou vitrine.]

Ces voûtes peuvent être remplacées par des poutrelles posées sur des appuis occupant toute la largeur des murs.

L'encastrement sera de 25 centimètres au minimum.

Art. 91. — Les poutrelles tant des façades qu'intérieures ainsi que des gîtages doivent avoir des dimensions suffisantes pour leur permettre de supporter les poids qu'elles ont à recevoir.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — Le propriétaire (ou l'entrepreneur) est tenu de joindre à sa demande, chaque fois que l'autorité chargée de la recevoir l'exigera, un relevé indiquant les charges à supporter par les poutrelles et dimensions et nature de ces dernières.]

II ne pourra être employé que des madriers équarris ou des poutrelles en fer.

Art. 92. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Au cas où un gîtage serait fait en béton armé, des conditions spéciales seront stipulées par les gouverneurs de province ou par les commissaires de district urbain et le projet soumis par l'entrepreneur ou le propriétaire doit donner toutes les dimensions et la disposition des fers, matériaux, qualité des liaisons, etc.]

II est expressément stipulé que les fers doivent être entièrement noyés dans le béton, suivant les règles de l'article en la matière.

Art. 93. — Les propriétaires sont tenus de laisser établir dans les façades, des écriteaux portant le nom des rues et de laisser sceller tout support ou plaque quelconque se rapportant à un service public.

TITRE V
CHEMINÉES À FEUX, CANAUX DE FUMÉE – CHEMINÉES – FORGES, FOURS ET FOURNEAUX – CHAUDIÈRES

CHAPITRE I
CHEMINÉES À FEU, CANAUX DE FUMÉE

Art. 94. — Les cheminées et foyers quelconques, industriels ou autres, ainsi que leurs conduits de fumée, devront être établis de manière à éviter les dangers du feu et à pouvoir être visités, nettoyés facilement et entretenus en bon état.

Les foyers et les conduits de fumée devront être établis de telle sorte qu'il n'en résulte aucune incommodité grave et de nature à altérer la santé des habitants de l'immeuble ou du voisinage.

Art. 95. — Les épaisseurs des parois des conduits de fumée devront toujours être proportionnées à l'importance du foyer et suffisantes pour que la chaleur produite ne puisse les détériorer ou être la cause soit d'un incendie, soit d'une incommodité grave et de nature à altérer la santé des habitants.

Toute la face intérieure des cheminées ou conduits de fumée devra être à une distance suffisante des bois de charpente et de menuiserie, et de toute autre matière combustible, pour éviter les dangers du feu.

Art. 96. — Tous les conduits de fumée et de cheminée faisant partie de la construction devront être en briques de cuisson parfaite ou en pierres.

Les éléments qui les composent entre eux seront reliés avec la maçonnerie de façon à s'opposer efficacement au passage de la fumée et des gaz.

Il sera apporté des soins tout particuliers à la construction dans tous les points où les conduits de fumée changent de direction.

Art. 97. — À l'extérieur, les cheminées pourront être en fer.

Art. 98. — Les cheminées seront établies sur des fondations analogues à celles des murs des bâtiments.

Toutefois, les maçonneries des cheminées établies en encorbellement devront être confectionnées avec des briques de très bonne qualité et au mortier de ciment. La saillie de l'encorbellement ne pourra excéder 25 centimètres et celui-ci devra être soigneusement lié et ancré avec le mur adjacent.

CHAPITRE II
CHEMINÉES – FORGES – FOURNEAUX – CHAUDIÈRES

Art. 99. — Les forges, fours, fourneaux et leurs cheminées devront être construits de manière à prévenir tout danger d'incendie et à pouvoir être facilement nettoyés.

Les propriétaires devront les entretenir constamment en bon état.

Art. 100. — L'élévation des souches et tuyaux de cheminées au-dessus du toit (mesures prises du côté le plus bas) doit être au moins de 2 mètres quand les souches et tuyaux sont placés vers la naissance des versants du toit et de 1 mètre quand ils sortent du toit par un autre point.

Pour les annexes établies à une distance de 20 mètres au minimum des bâtiments, la hauteur des souches et tuyaux pourra être réduite de 60 centimètres.

Art. 101. — Les cheminées indépendantes dont la hauteur dépasse 5 mètres devront faire l'objet d'une demande d'autorisation de bâtir spéciale accompagnée de plan et de calculs de stabilité.

Art. 102. — Les conduits de fumée pourront être construits sous réserve des droits et du consentement des tiers dans les murs mitoyens et dans les murs séparatifs de deux maisons contiguës, qu'elles appartiennent ou non au même propriétaire. Ils devront être construits exclusivement en briques droites ou cintrées et avoir 10 centimètres d'épaisseur.

Art. 103. — Les conduits de fumée desservant des foyers industriels autres que les foyers ordinaires: fours, forges, générateurs à vapeur, fourneaux de restaurateurs ou analogues, fours de boulanger, etc. devront être autant que possible à l'extérieur, mais s'ils traversent des locaux habités, ils ne devront être construits qu'en briques d'au moins 10 centimètres.

Art. 104. — Les conduits de fumée doivent être munis de trappes de ramonage, facilement accessibles, lutées avec le plus grand soin et permettant un ramonage efficace de toutes les parties depuis le foyer jusqu'à la partie supérieure de la cheminée.

Art. 105. — Il est enjoint aux propriétaires et aux locataires de faire nettoyer ou ramoner les cheminées et tous foyers quelconques ainsi que leurs conduits de fumée assez fréquemment pour prévenir les dangers de feu.

Art. 106. — Il est défendu de faire usage du feu ou d'explosifs pour nettoyer les cheminées, les poêles, les conduits de fumée, quels qu'ils soient.

Après chaque opération de ramonage, les trappes de ramonage seront lutées avec le plus grand soin.

Art. 107. [*Ord. du 19 mai 1932.* — La construction et l'exploitation de tous fours, forges, fourneaux ou foyers d'usine, des fours de boulanger, etc., devront faire l'objet d'une déclaration préalable à l'administrateur territorial.]

Cette déclaration comportera une demande d'autorisation et la construction et l'exploitation seront soumises à une enquête de *commodo* et *incommodo*.

Art. 108. — Les chaudières à vapeur sont soumises aux conditions fixées par l'article 103.

Art. 109. — Aucun tuyau de cheminée ni aucun autre tuyau conducteur de fumée ou de vapeur ne peut déboucher sur la voie publique.

Art. 110. — Le gouverneur pourra, aux époques qu'il fixera, faire procéder à une visite des forges, fours, fourneaux et chaudières.

Les propriétaires seront tenus d'opérer les réparations qui auront été reconnues nécessaires pour écarter les dangers d'incendie.

TITRE VI
TOITURES – CHÉNEAUX – EAUX DE PLUIE – DRAINAGE

Art. 111. — Tous les bâtiments seront couverts en tuiles, ardoises, zinc, rubéroïd, carton bitumé, tôles ondulées et en général par toute matière incombustible.

Toute couverture en chaume ou autres matières combustibles est prohibée.

Les plates-formes en béton ou ciment armé sont autorisées.

[*Ord. du 7 mars 1917.* — Les charpentes des toitures de bâtiments et des vérandas seront ancrées dans les murs ou les pilastres.]

Art. 112. — Les propriétaires des maisons dont les toits sont disposés de manière que les eaux pluviales tombent directement sur la voie publique sont tenus de faire établir des chéneaux ou gouttières sous l'égout de ces toits afin de recevoir les eaux qui seront conduites jusque dans les égouts, rigoles au moyen de tuyaux ayant leur décharge sous les trottoirs.

Les gouttières ne pourront être qu'en cuivre, zinc ou tôle étamée et seront soutenues par des corbeaux en fer.

Les tuyaux de descente ne pourront être établis qu'en fonte, zinc, cuivre, plomb ou tôle étamée et seront retenus par des colliers en fer à scellement.

Art. 113. — L'écoulement des eaux doit être garanti dans les chéneaux et gouttières par un entretien soigné.

Art. 114. — Leurs dimensions doivent être telles qu'elles puissent recevoir les eaux pluviales de manière que celles-ci ne s'égouttent par terre et ne provoquent de l'humidité dans les murs des bâtiments et dans le sol autour de la maison.

Si un bâtiment n'est pas pourvu de moyens d'écoulement d'eau suffisants, il devra y être pourvu endéans les quinze jours à partir de la notification par le service intéressé.

TITRE VII
DÉCLARATIONS

Art. 115. — On ne peut, sans en avoir averti au préalable l'administrateur territorial:

Enduire, peindre, badigeonner une façade ou un mur de clôture longeant la voie publique ou exécuter des travaux quelconques nécessitant l'emploi d'échafaudages et d'autres objets empiétant temporairement sur la voie publique.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — Les déclarations prescrites par le présent article doivent être adressées à l'administrateur territorial par le propriétaire ou l'occupant, 48 heures au moins avant le jour où l'on se propose de mettre la main à l'œuvre.]

La remise de la déclaration est constatée par un récépissé que le fonctionnaire précité fait délivrer au propriétaire.

TITRE VIII
FOSSES ET LIEUX D'AISANCES, APPAREILS SANITAIRES DIVERS – VIDANGES

CHAPITRE I
FOSSES D'AISANCE

Art. 116. [*Ord. du 19 mai 1932.* — Aucune fosse d'aisance ne pourra être construite, reconstruite ou réparée sans déclaration préalable à l'administrateur territorial.]

Cette déclaration sera faite par le propriétaire ou par l'entrepreneur qu'il aura chargé de l'exécution des ouvrages.

Dans le cas de construction et de reconstruction, la déclaration devra être accompagnée du plan de la fosse à construire ou à reconstruire.

Art. 117. — Il est interdit aux propriétaires et entrepreneurs d'extraire ou de faire extraire par leurs ouvriers ou tous autres, les eaux, vase et matières qui se trouveraient dans la fosse.

Cette extraction ne pourra être faite que par le service de vidanges.

Art. 118. — Les fosses seront construites en briques de très bonne qualité ou en moellons ou pierres maçonnées au mortier de ciment.

Le fond de la fosse sera fait en forme de cuvette concave. Tous les angles intérieurs seront effacés par des arrondissements de 25 centimètres de rayon.

Art. 119. — Les fosses quelle que soit leur capacité ne pourront avoir moins de 2 mètres de hauteur sous clefs.

Elles seront couvertes par une voûte en plein cintre ou qui n'en différera que d'un tiers de rayon.

L'ouverture d'extraction sera placée au milieu de la voûte,

CHAPITRE II
LIEUX D'AISANCES ET APPAREILS SANITAIRES DIVERS

Art. 120. — Toute habitation ou bureau doit être pourvu de lieux d'aisances salubres et convenables.

Tout cabinet construit postérieurement à la mise en vigueur du présent règlement doit satisfaire aux conditions suivantes:

a) une de ses parois au moins sera en contact avec l'extérieur;

b) aucun lieu d'aisances ne peut communiquer directement avec une pièce habitable, un atelier ou un local servant à la préparation ou à la conservation de substances alimentaires;

c) si un cabinet est adossé à un de ces locaux, le mur de séparation doit être construit en matériaux imperméables et s'élever sur toute la hauteur comprise entre le plancher et le plafond;

d) les lieux d'aisances devront avoir comme dimensions minima: longueur: 1 m 50, largeur: 1 m 20; hauteur moyenne: 2 m 20.

Le pavement construit en matériaux imperméables sera cimenté ou rejointoyé au mortier de ciment.

Il sera établi à une hauteur minimum de 12 centimètres au-dessus du sol et avec une pente longitudinale de 1/12;

e) tout cabinet doit avoir un moyen de fermeture convenable, et, dans le mur extérieur, une fenêtre dont la surface vitrée ou recouverte de toile métallique aura 400 centimètres carrés au moins.

Art. 121. — Si l'administration est d'avis qu'une maison n'est pas pourvue de lieux d'aisances suffisants ou ne répondant pas aux conditions imposées, elle pourra requérir les propriétaires ou le locataire de remédier aux défectuosités constatées, dans un délai de dix jours.

Faute d'être satisfait à cette injonction, l'administration pourra faire exécuter d'office les travaux aux frais du propriétaire.

Art. 122. — Tout cabinet dit «à terre ou à matières absorbantes supprimant la vidange journalière» devra, pour être installé, faire l'objet d'une autorisation spéciale de l'administrateur territorial, dans le dessein de s'assurer si le système par absorption employé présente des garanties d'hygiène suffisantes.

Art. 123. — Tout cabinet de l'espèce doit être pourvu, en tout cas, d'un réservoir destiné à contenir la provision de terre où de matière absorbante et d'un dispositif capable d'assurer l'addition d'une quantité suffisante de ces substances aux déjections. Ce réservoir sera protégé en tout temps contre la pénétration des eaux météoriques ou des liquides de rebut provenant de l'immeuble.

Art. 124. — Tout cabinet à matière absorbante doit être installé dans une annexe, à laquelle on n'accédera que par l'intérieur de l'habitation. Une fenêtre sera ménagée dans un des murs extérieurs et s'élèvera jusqu'au plafond.

Des ouvertures seront ménagées dans le bas des murs ou de la porte pour permettre l'entrée de l'air.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — Dans des cas spéciaux déterminés par l'administrateur territorial, l'installation de cabinets à matière absorbante à l'intérieur des habitations pourra être autorisée.]

Art. 125. — On ne pourra faire usage dans les cabinets à vidange journalière, à terre ou à matière absorbante que de tinettes mobiles, ayant une capacité de 25 litres et disposées sous le siège, de manière

que les déjections soient nécessairement reçues dans ce récipient et ne puissent en souiller les abords.

Art. 126. [*Abrogé par l'Ord. du 8 juillet 1931.*]

CHAPITRE III
VIDANGES

Art. 127. — Il est enjoint à tous propriétaires ou occupants de maisons de faire procéder sans retard à la vidange des fosses d'aisances lorsqu'elles seront pleines. Aucune vidange ne pourra être faite que par le service *ad hoc*.

Art. 128. [*Ord. du 17 mars 1956.* — Toute demande de vidange doit être faite à l'administrateur territorial, en indiquant la capacité de la fosse à vidanger.

La tinette doit être accessible et pouvoir être enlevée en tout temps.]

Art. 129. [*Ord du 17 mars 1956.* — Le travail de vidange est effectué moyennant paiement préalable entre les mains de l'autorité territoriale d'une taxe rémunératoire.

Cette taxe est fixée sur la base de tarifs établis par le gouverneur de la province ou son délégué, en fonction de la capacité des fosses.]

Art. 130. — Pour les vidanges, chaque propriétaire ou locataire aura à se conformer au règlement spécial de l'administration qui règle le fonctionnement dudit service.

TITRE IX
VENTILATION – DIMENSIONS DES LOCAUX – HAUTEUR DES LOCAUX

Art. 131. — Tout local pouvant être utilisé comme logement devra avoir dans toute agglomération pour Européens, une hauteur minimum de 3 m 80.

Art. 132. — Toute chambre servant d'habitation aura au moins une fenêtre s'ouvrant sur l'extérieur et la surface totale de la partie ouvrante de cette fenêtre sera au moins égale au cinquième de la chambre et jamais inférieure à 1 m 25.

La partie supérieure des fenêtres d'un local servant de logement se trouvera au moins à 3 mètres au-dessus du niveau du plancher.

Art. 133. — Dans un hôtel, les dimensions des chambres seront au minimum 4 mètres en longueur, 4 mètres en largeur et 4 mètres de hauteur.

Art. 134. — Tout local dans un bâtiment devant être utilisé comme magasin ou salle de réunion sera pourvu de moyens de ventilation suffisants.

Art. 135. — Tout local servant d'habitation ou de logement pour la nuit aura ses portes et fenêtres munies de treillis métallique moustiquaire.

Art. 136. — Si un local servant de logement n'est pas garni de ce treillis, il devra y être pourvu endéans les quinze jours à partir de la notification par le service intéressé.

TITRE X
DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 137. [*Ord. du 19 mai 1932* — Aucune construction faite en matériaux non prévus au présent règlement ne pourra subir de modification sauf autorisation expresse du gouverneur de la province et, dans les districts urbains, du commissaire de district.]

Art. 138. [*Ord. du 7 mars 1917.* — L'autorisation prévue à l'article précédent ne pourra être accordée qu'à la condition que les modifications soient faites dans les conditions fixées par la présente ordonnance.]

TITRE XI
BÂTIMENT MENAÇANT RUINE OU OFFRANT DES DANGERS POUR LES PASSANTS OU LES BÂTIMENTS DES PROPRIÉTÉS VOISINES – CONSTRUCTIONS MENAÇANT RUINE

Art. 139. — Lorsqu'un bâtiment, un mur de clôture ou toute autre construction contiguë à la voie publique menace ruine ou constitue un danger pour les passants, les occupants ou les bâtiments des propriétés voisines, l'administrateur territorial en constate l'état par lui-même ou par un agent du service des travaux publics.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — Un procès-verbal de l'état des lieux est dressé; il est, sauf dans les districts urbains, transmis au gouverneur de la province qui en donne immédiatement avis au propriétaire. Dans les districts urbains, cette communication est faite par le commissaire de district.]

Art. 140. — Si le péril est reconnu imminent, l'administration intime au propriétaire l'ordre de faire procéder sans délai à la démolition des constructions dangereuses.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — En cas de refus ou de retard dans l'exécution de cet ordre, le gouverneur de la province et, dans les districts urbains, le commissaire de district fera réparer ou démolir les constructions aux frais du propriétaire.]

Art. 141. — Il y a lieu de provoquer la démolition d'un bâtiment d'un mur de clôture ou de toute autre construction:

1°) lorsque les fondations sont défectueuses;

2°) lorsqu'un mur est en surplomb de plus de la moitié de son épaisseur;

3°) lorsque le mur de face a de profondes lézardes.

TITRE XII
ÉTABLES – KRAAL – PARCS ET HANGARS À BÉTAIL

Art. 142. — Aucun kraal, parc ou enclos, destiné au bétail ouvert à la pluie, ne sera autorisé dans les limites de la circonscription urbaine.

Art. 143. — Les écuries couvertes, destinées au logement des animaux domestiques devront satisfaire aux conditions suivantes:

Elles ne pourront communiquer directement avec les pièces habitables de l'immeuble et elles devront donc former des bâtiments indépendants, construits dans l'enclos de l'immeuble de façon à ne pas

incommoder ni les habitants de l'immeuble ni les personnes du voisinage.

Art. 144. — Les matériaux à mettre en œuvre pour ces constructions seront durables. La hauteur minimum sous toit sera de 3 m 80.

L'espace occupé par un cheval ou bête à corne sera de 1 m 70.

Les animaux seront séparés par des cloisons. La largeur de l'écurie sera de 4 m 60 pour un seul rang de chevaux et 9 m 20 pour deux rangs.

Les portes d'entrée auront une hauteur de 2 m 40 et seront à deux vantaux.

Art. 145. — Le sol des écuries doit être solide afin qu'il résiste aux pieds des chevaux; tout à fait imperméable, pour que les urines ne s'y infiltrent pas, et légèrement incliné sous les chevaux, afin que les urines s'écoulent facilement vers les rigoles qui sont pratiquées à l'intérieur du bâtiment pour leur donner un écoulement hors de l'écurie.

Art. 146. — Les écuries seront convenablement éclairées et ventilées.

Les fenêtres seront placées à 1 m 80 au-dessus du sol et auront une forme demi-circulaire du diamètre de 90 centimètres à 1 mètre.

Les moyens de ventilation seront permanents.

Cette ventilation sera établie à l'aide de nombreuses ouvertures pratiquées dans le haut des murs en regard et disposées de manière que les chevaux ne soient pas dans les courants d'air qui s'établissent.

Des ouvertures seront pratiquées dans le bas des murs pour faciliter le renouvellement de l'air. Ces dernières ouvertures doivent pouvoir être fermées à volonté.

Toutes les fenêtres et ouvertures de ventilation seront munies de toile métallique à maille minimum de 1 millimètre.

TITRE XIII
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 147. — La présente ordonnance s'appliquera aux circonscriptions urbaines de Boma, Matadi, Léopoldville, Kinshasa, Stanleyville et aux autres circonscriptions urbaines qui seront ultérieurement désignées par voie d'ordonnance.

[*Ord. du 19 mai 1932.* — Les gouverneurs de province et dans les districts urbains les commissaires de districts pourront, dans des cas spéciaux, imposer pour l'exécution de certains travaux, des conditions qui ne sont pas prévues par la présente ordonnance, comme ils pourront aussi, sans perdre de vue les règles de la technique et de l'hygiène, en certains cas, ne pas imposer celles reprises dans cette même ordonnance. Dans les deux cas, ils auront à prendre l'avis des services techniques compétents.]

[*Ord. du 11 mars 1915.* — Leurs décisions motivées seront, dans chaque cas, transmises au gouvernement local.]

Art. 148. — Les contraventions au plan général d'alignement et le fait d'exécuter n'importe quel travail ou ouvrage de n'importe quelle nature sans en avoir obtenu l'autorisation seront punis, conformément au décret du 14 août 1890, d'une amende qui ne sera pas supérieure à 1.000 francs. Outre la pénalité, le tribunal sera appelé à prononcer, s'il y a lieu, la réparation de la contravention en condamnant le ou les contrevenants à rétablir les lieux dans leur état primitif par la destruction et l'enlèvement des ouvrages illicitement exécutés. À défaut de l'exécution du paiement par les intéressés dans les délais prescrits, le service des travaux publics du district sera chargé de cette exécution aux frais des contrevenants. Toutes autres contraventions à la présente ordonnance seront punies d'une servitude pénale qui n'excédera pas sept jours et d'une amende qui ne dépassera pas 200 francs ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 149. [*Ord. du 11 mars 1915.* — Le directeur des travaux publics et les commissaires de districts sont chargés, etc.]

---

18 septembre 1919. – ORDONNANCE 55-3. – Constructions dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. – Complément. (*B.A.C.*, 1919, p. 745)

Art. 1er. — *Voy. l'art.* 13 *de l'Ord. du 15 juin 1913.*

Art. 2. — *Voy. l'art.* 35 *de l'Ord. du 15 juin 1913.*

Art. 3. — [L'administrateur territorial] peut, à la demande du riverain, autoriser celui-ci à exécuter ou à faire exécuter à ses frais des passages pour voitures, camions, charrettes à bras en travers des trottoirs, au droit des portes cochères pratiquées dans les façades des bâtiments longeant la voie publique ou dans la clôture de la propriété.

– Ainsi modifié par l'Ord. du 10 décembre 1936.

Ces passages doivent être placés vis-à-vis des espaces libres entre les arbres bordant l'avenue.

Dans chaque cas, l'occupant est tenu de se conformer à l'article 32 de l'ordonnance du 15 juin 1913.

L'entretien de ces passages est à charge exclusive de l'occupant.

Art. 4. — Tous entrepreneurs, négociants, commerçants et autres, qui auront à recevoir ou à expédier des marchandises, meubles, matières, matériaux ou autres objets, feront entrer les voitures, tombereaux, camions, wagons à l'intérieur des propriétés, à l'effet d'y opérer les chargements ou déchargements des engins de transport.

S'il n'est pas possible de procéder de cette manière, le chargement ou le déchargement pourront être effectués sur la voie publique.

Dans ce cas, les voitures, tombereaux, camions, wagons devront être rangés de manière à gêner la circulation le moins possible.

Art. 5. — Il est défendu de déposer sur aucun point de la voie publique des pierres, terres, sables, graviers et autres matériaux. Dans le cas où des travaux à exécuter à des constructions (sises le long des voies publiques) nécessiteraient des dépôts momentanés sur la voie publique, ces dépôts devront, au préalable, être autorisés par l'administrateur territorial.

Art. 6. — Il est défendu de déposer sur la voie publique des bouteilles cassées, des morceaux de verre, de poterie, de faïence et tous autres objets de même nature pouvant occasionner des accidents.

Art. 7. — L'article 52 de l'ordonnance du 15 juin 1913 est applicable aux voitures, camions, marchandises et tous autres objets laissés pendant la nuit sur la voie publique, par impossibilité manifeste de les enlever ou de les rentrer dans l'intérieur des propriétés.

Art. 8. — Dans le cas où des matériaux ou autres objets, pouvant compromettre la sûreté de la circulation, resteront déposés sur la voie publique, ils seront enlevés par les soins de l'administrateur territorial aux frais du contrevenant.

Art. 9. — Le directeur des travaux publics est chargé, etc.

---

5 mai 1937. – ORDONNANCE 47/T.P. – Règlement sur le numérotage des parcelles dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. (*B.A.*, 1937, p. 209)

Art. 1er. — Dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines que désignent les chefs de province, les occupants ou à leur défaut les propriétaires, sont tenus d'apposer en évidence sur les maisons les numéros imposés par l'administration.

Les chefs de province peuvent étendre la même obligation aux occupants, ou à leur défaut aux propriétaires, des parcelles non bâties.

Ils peuvent en outre arrêter que par dérogation au présent article, les numéros seront apposés par les soins et aux frais de l'administration.

Art. 2. — Le numéro est désigné par l'administrateur territorial. Les propriétaires des immeubles sont tenus de demander à l'administrateur territorial la désignation du numéro à apposer sur les constructions pour lesquelles l'autorisation de bâtir sera délivrée après l'entrée en vigueur de l'arrêté du chef de province pris en exécution de l'alinéa premier de l'article premier de la présente ordonnance. Ce numéro leur sera désigné par lettre recommandée à la poste.

Art. 3. — Les numéros des parcelles bâties sont apposés sur la façade de l'immeuble ou sur la clôture de la parcelle. Les numéros des parcelles non bâties sont apposés sur un piquet métallique, planté dans la parcelle, ou sur la clôture. Les numéros sont placés à une hauteur de 1 m 50 environ au-dessus du sol, près de l'entrée, et de façon à être parfaitement visibles de la voie publique.

Cette visibilité doit être maintenue par les soins de l'occupant ou à son défaut, du propriétaire.

Les chiffres sont blancs sur fond noir ou bleu de Prusse, très lisibles et indélébiles; ils ont 10 cm de hauteur, 6,5 cm de largeur et 1,5 cm d'écartement.

Art. 4. — Dans le cas de construction, modification, badigeonnage ou peinture d'un immeuble, l'occupant, ou à son défaut le propriétaire, est tenu de laisser apparent le numéro, ou de le rétablir dans le délai de huit jours à partir de l'achèvement des travaux extérieurs.

Art. 5. — Dans le cas de changement de numéros, les numéros anciens ne peuvent être conservés que pendant deux années; ils seront traversés d'une barre bien apparente.

Art. 6. — Sans préjudice de l'application de l'article 7 ci-après, l'administrateur territorial pourra faire exécuter, aux frais des occupants ou propriétaires qui refusent de se conformer à la présente ordonnance, le numérotage qui leur incombe.

Art. 7. — Toute infraction à la présente ordonnance sera punie d'une amende ne dépassant pas 200 francs.

Art. 8. — Les ordonnances 67 du 26 septembre 1924 et 105 du 31 janvier 1929, respectivement du gouverneur de la province du Congo-Kasaï et du gouverneur de la province du Katanga, sont abrogées.

---

12 décembre 1939. – DÉCRET. – Taxe de bâtisse. (*B.O.*, 1940, p. 96)

Art. 1er. — Toutes autorisations de construire, de reconstruire, de modifier ou d'exhausser des bâtiments ou des clôtures dans les circonscriptions urbaines, mais à l'exclusion des cités indigènes, sont accordées, après paiement par ceux qui les sollicitent, d'une taxe fixée comme suit, sur la base de la valeur d'estimation des travaux à effectuer:

Valeur d'estimation inférieure à 1.000 francs	fr. 25
Valeur d'estimation de 1.000 francs et inférieure à 10.000 francs	fr. 150
Valeur d'estimation de 10.000 francs et inférieure à 50.000 francs	fr. 300
Valeur d'estimation de 50.000 francs et plus	fr. 600

La valeur d'estimation est celle déclarée par le redevable. Toutefois, les fonctionnaires désignés par le gouverneur général peuvent la modifier au cas où ils la jugeraient inexacte ou insuffisante. Le redevable peut se pourvoir en appel auprès du commissaire provincial contre cette estimation.

Pour l'établissement des cotisations, toute fraction dépassant cinquante centimes est majorée au franc supérieur et les fractions égales ou inférieures à cinquante centimes sont négligées.

Art. 2. — Le remboursement total ou partiel de la taxe ne peut être accordé que par le gouverneur général ou son délégué; il ne peut l'être que pour cause d'erreur dans le calcul de la taxe, de modifications de la valeur d'estimation des travaux à effectuer ou de non-exécution de ceux-ci en cas de force majeure.

Art. 3. — L'exonération de la taxe est accordée, lorsqu'il s'agit:

1° de reconstruction d'immeubles détruits par le fait de guerre, à l'exclusion des agrandissements des dits immeubles;

2° de bâtiments appartenant à la Colonie; de bâtiments ou parties de bâtiments affectés à un service public ou à un usage public; de bâtiments ou parties de bâtiments réservés au logement du personnel de l'État;

3° de constructions provisoires de quelque nature qu'elles soient.

Sont considérées comme constructions provisoires, celles qui doivent être démolies dans un délai maximum d'un an, prenant cours à la date de l'autorisation de bâtir;

4° de constructions érigées, en vertu d'une autorisation délivrée à titre précaire, à la condition qu'elles soient démolies dans un délai fixé par le gouverneur général ou par son délégué.

Art. 4. — L'octroi de l'autorisation prévue aux 3° et 4° de l'article 3 est subordonné au versement d'une garantie égale au montant de la taxe calculée conformément aux dispositions de l'article 1er. La garantie sera acquise définitivement à la Colonie dans le cas où les

constructions provisoires ou à titre précaire, ne seraient pas démolies dans le délai requis.

Art. 5. — Les pénalités prévues à l'article 4 du décret du 14 août 1890, sont applicables aux contrevenants au présent décret.

Art. 6. — Le présent décret est applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Il entrera en vigueur à la date que fixera le gouverneur général.

Art. 7. — Notre ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

---

12 mars 1940. – ORDONNANCE 27/T.P. – Taxe de bâtisse. (*B.A.*, 1940, p. 225)

Art. 1er. — Le décret du 12 décembre 1939 portant création d'une taxe de bâtisse entrera en vigueur au Congo belge et au Ruanda-Urundi le 1er juin 1940.

Art. 2. — Les administrateurs territoriaux, chefs de territoire, sont désignés pour modifier, dans les conditions établies par l'article premier du décret, la valeur d'estimation déclarée par le redevable.

Art. 3. — Sont délégués:

1° les chefs de province et le gouverneur du territoire du Ruanda-Urundi, pour accorder, conformément à l'article 2 du décret, le remboursement total ou partiel de la taxe;

2° les administrateurs territoriaux, chefs de territoire, pour fixer le délai endéans lequel les constructions visées à l'article 3, 4°, du décret seront démolies.

Art. 4. — Le paiement de la taxe de bâtisse, ainsi que le versement de la garantie prévue à l'article 4 du décret, seront effectués au bureau du territoire dans lequel sont situés les bâtiments ou les clôtures à reconstruire, à modifier ou à exhausser, ou dans lequel sont situés les terrains sur lesquels les immeubles à construire seront érigés.

Le comptable de ce territoire est désigné pour prendre en recettes le montant de la taxe ou de la garantie et en délivrer quittance.

Art. 5. — La présente ordonnance entrera en vigueur au Congo belge et au Ruanda-Urundi, le 1er juin 1940.

---

15 octobre 1955. – ORDONNANCE 97-327. – Publicité extérieure. (*B.A.*, 1955, p. 1441)

Art. 1er. — La construction de tout appareil destiné à recevoir la publicité extérieure ainsi que l'application de réclames, enseignes et de tout signe graphique ou image à caractère publicitaire, sont soumises aux règles indiquées ci-après.

Art. 2. — La publicité, telle qu'elle est déterminée par la présente ordonnance, n'est autorisée que dans les zones et sur les parcelles réservées au commerce, à l'artisanat et à l'industrie, ainsi que dans les cas spéciaux prévus à la présente ordonnance.

Toutefois, les indications ne dépassant pas 40 dm^2 de surface et annonçant des établissements tels que hôtels, restaurants ou garages peuvent être autorisées dans d'autres zones pour autant que l'utilité touristique en soit reconnue par l'autorité.

Art. 3. — Sauf exceptions déterminées à l'article 6, l'établissement de tout panneau publicitaire, enseigne ou appareil construit en n'importe quels matériaux et destiné à recevoir une publicité graphique quelconque, visible de n'importe quelle voie et emplacement public ou normalement accessible au public et extérieur aux constructions, est soumis à la permission délivrée par l'autorité conformément aux prescriptions de l'article 21 du décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme.

Toute demande de permission est accompagnée des documents graphiques suivants:

• un plan de situation à l'échelle de 1/2.000;

• une vue en élévation et en plan des constructions proches ou attenantes à l'objet de la demande. Ces documents sont dressés à l'échelle minimum de 1/100;

• une vue en élévation avec coupe et retour, des panneaux publicitaires, enseignes ou supports à l'échelle minimum de 1/20;

• une ou plusieurs photographies de l'endroit ayant trait à l'objet de la demande et permettant de situer celui-ci dans son cadre. Le format des photographies ne peut être inférieur à 6 cm X 6 cm.

Art. 4. — Tout panneau publicitaire ou enseigne doit présenter un caractère esthétique harmonisé au cadre architectural, urbain ou rural dans lequel il est proposé. L'autorité est seule compétente pour juger de ce caractère.

La publicité dont la juxtaposition ou la répétition est trop fréquente n'est pas autorisée.

Les enseignes et panneaux publicitaires ne peuvent en aucun cas gêner la circulation, compromettre la bonne visibilité des signaux routiers par leurs couleurs ou par leur forme, masquer les appareils d'éclairage public, plaques de rue ou autres indications d'intérêt public. Ils doivent être constamment maintenus en parfait état d'entretien et de peinture.

Art. 5. — Les réclames publicitaires sont interdites:

a) sur les monuments, les bâtiments publics et tous immeubles publics ou privés d'utilité publique, de même que dans les cours et espaces libres qui en constituent les dépendances, par exemple: les gares, les ports, les aérodromes, les entrepôts, les stations de pompage et d'électricité, les cabines de transformation, les pylônes de transport de force et poteaux d'éclairage, les écoles, les hôpitaux, les marchés, à l'exception toutefois des halls, galeries et abris à l'intérieur des gares et des marchés;

b) sur les ouvrages d'art, murs de soutènement et clôtures relevant des établissements dont question au paragraphe *a)* ci-dessus;

c) dans les parcs, squares et jardins publics ainsi que dans les plaines de jeux et sur les faces extérieures des établissements sportifs;

d) dans les «zones de recul» sauf exceptions déterminées par la présente ordonnance.

Art. 6. — Les formes de publicité décrites ci-dessous ne sont pas soumises aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente ordonnance:

a) les plaques indicatrices établies par les pouvoirs publics;

b) les expositions de marchandises, dessins, photos dans les vitrines d'immeubles commerciaux ou dans les caisses-montre;

c) les enseignes, noms et professions ou raisons sociales et activités, peints ou appliqués sur les vitrines à plus de 0,50 m de hauteur du sol et dont les dimensions ne dépassent pas 16 dm^2 par vitrine;

d) les enseignes, indiquant les noms et professions des occupants d'un immeuble, appliquées sur la clôture à une hauteur maximum du sol de 1,25 m et ne dépassant pas 16 dm^2 de surface totale;

e) les enseignes dont question ci-dessus, appliquées sur la façade des immeubles, à condition que leurs dimensions soient inférieures à 16 dm^2 par famille ou firme occupant l'immeuble et sans que la surface totale puisse dépasser 100 dm^2;

f) les réclames temporaires annonçant la vente ou la location d'immeubles ou de produits ayant un rapport direct avec la propriété sur laquelle elles sont placées et dont la surface est inférieure à 50 dm^2;

g) les enseignes établies sur les immeubles en construction, se rapportant à une activité propre à ces bâtiments et dont la surface totale pour l'ensemble des enseignes ne dépasse pas 400 dm^2;

h) les affiches établies sur les panneaux publicitaires et dans les vitrines dûment autorisées à cet effet;

i) les réclames établies sur les façades des boutiques répondant aux règles de l'article 9, paragraphe II, et dont la surface totale ne dépasse pas 50 dm^2 par établissement.

Les réclames dont question ci-dessus qui ne satisfont pas aux conditions imposées par l'article 4, doivent être enlevées dans un délai de huit jours prenant cours à partir de la notification par l'autorité.

Art. 7. — L'affichage et les panneaux publicitaires à caractère provisoire répondent aux règles suivantes:

a) les affiches ne peuvent être placées que sur les panneaux publicitaires ou dans les vitrines construites à cet effet;

b) les panneaux publicitaires peuvent être établis sur les clôtures provisoires dressées pendant la période de construction d'un immeuble.

L'autorisation est valable pour deux ans au plus. Elle peut être renouvelée.

La longueur totale des panneaux publicitaires ne peut excéder 60 % de la longueur de la palissade.

Le bord inférieur est situé à 0,60 m du niveau du sol, le bord supérieur est situé à une hauteur égale pour tous les panneaux d'une même parcelle; cette hauteur, mesurée du sol, ne peut être supérieure à 3,40 m.

La largeur de chaque panneau ne peut dépasser 6 m ni être inférieure à 4 m.

Les panneaux sont entourés d'un encadrement et peints conformément aux instructions délivrées par l'autorité;

c) l'établissement de panneaux publicitaires peut être autorisé sur des terrains à bâtir non occupés et compris dans les zones visées à l'article 2, sauf aux endroits déterminés par l'autorité.

La longueur totale de la surface publicitaire ne peut dépasser 1/8 du développement de la limite parcellaire à rue dans les zones et sur les parcelles commerciales, 1/15 dans les zones artisanales et 1/20 dans les zones industrielles.

Ils doivent se trouver à au moins 8 m en recul sur l'alignement et répondre aux autres conditions déterminées au paragraphe 6 ci-dessus en ce qui concerne l'autorisation, les dimensions et l'aspect.

Dans les zones commerciales, les parcelles sur lesquelles ces panneaux sont placés, doivent être soigneusement entretenues et aménagées en jardinets.

Art. 8. — Les plans d'aménagement ou, à défaut, l'autorité, déterminent les zones dans lesquelles sont applicables les règles fixées par les articles 9, 10 et 11.

Art. 9. — Les règles suivantes relatives aux panneaux publicitaires à caractère définitif établis sur les bâtiments sont applicables dans les zones appelées zones de catégorie A qui correspondent en principe aux zones commerciales centrales.

I. – Les enseignes et panneaux publicitaires sont interdits sur les faces latérales et postérieures ainsi que sur les toitures des immeubles.

Ils doivent être placés parallèlement ou perpendiculairement à la façade et construits en matières dures et ininflammables. Les panneaux placés perpendiculairement sont obligatoirement à double face.

II. – Les enseignes et réclames publicitaires établies sur panneaux pleins, en relief sur la maçonnerie ou par peinture sur les vitrines, doivent être obligatoirement disposées dans une bande de la façade située à 1,70 m du sol et ayant 2 m de hauteur.

La surface totale de ces caractères ne peut dépasser, vide compris, dix centimètres carrés par mètre courant de façade à rue. Leur saillie ne peut être supérieure à 5 cm.

III. – Les enseignes et réclames publicitaires établies en lettres découpées et isolées de caractère artistique sont autorisées:

a) sur les façades et parallèlement à celles-ci à partir d'une hauteur de 2 m au-dessus du niveau du trottoir, sans pouvoir dépasser de pus de 1,50 m le niveau inférieur de la toiture.

Leur saillie ne peut être supérieure à 0,15 m lorsqu'elles se trouvent sous le niveau normal des auvents du rez-de-chaussée et à 0,30 m lorsqu'elles se trouvent au-dessus de ce niveau;

b) perpendiculairement à la façade, avec saillie maximum de 0,90 m lorsque ces éléments sont placés au-dessus du niveau normal des auvents du rez-de-chaussée, sans toutefois pouvoir dépasser le niveau inférieur de la toiture.

Sous les auvents et galeries couvertes, ils doivent se trouver à 3 m au-dessus du trottoir et être placés à au moins 0,30 m de la façade et de l'extrémité de l'auvent ou de la galerie. Le nombre de ces panneaux ne peut dépasser un par boutique ou par 20 m de développement de façade.

IV. – Les enseignes établies en lettres découpées et présentant un caractère artistique peuvent seules être placées sur le bord extrême des auvents.

V. – Les enseignes et panneaux publicitaires lumineux sont construits en lettres découpées et répondent aux conditions des paragraphes III et IV. Toutefois, sous les auvents du rez-de-chaussée et placés perpendiculairement à la façade, ils peuvent être construits en caissons.

VI. – La surface totale des inscriptions graphiques, vides et supports compris, ne peut dépasser 1/20 de la surface de la façade sur laquelle elles sont appliquées.

Art. 10. — Les règles suivantes, relatives aux enseignes à caractère définitif établies sur les bâtiments, sont applicables dans les zones appelées zones de catégorie B qui correspondent en principe aux zones commerciales de quartiers ou d'affaires.

Les mêmes prescriptions que celles déterminées par l'article 9 sont d'application; toutefois, seules les enseignes indiquant les noms et professions ou raisons sociales et activités du ou des occupants de l'immeuble sont autorisées.

Les enseignes présentant un caractère artistique peuvent être autorisées au-dessus des toitures et sur les façades latérales.

Art. 11. — Les règles suivantes relatives aux enseignes à caractère définitif établies sur les bâtiments sont applicables dans les zones appelées zones de catégorie C qui correspondent, en principe, aux zones artisanales ou industrielles.

Les mêmes prescriptions que celles déterminées par l'article 9 sont applicables; toutefois, seules les enseignes indiquant les noms et professions ou raisons sociales et activités du ou des occupants sont autorisées, à l'exclusion des enseignes lumineuses.

Art. 12. — Dans les zones de recul relevant d'établissements d'utilité routière tels que: stations-service, hôtels, restaurants, etc., les panneaux publicitaires dont question ci-dessous peuvent être autorisés:

1° les enseignes d'utilité publique à caractère artistique établies sur potences et dont la surface totale ne dépasse pas 2 m^2 par établissement;

2° les panneaux publicitaires établis sur les pompes à essence et dont la surface ne dépasse pas 50 dm^2 par couple de pompes;

3° les panneaux publicitaires établis sur chevalets tels que porte-vélos, étagères de vente, corbeilles à papier et dont la surface totale ne dépasse pas 1 m^2 par 50 mètres courants de largeur de parcelle mesurée sur l'alignement;

4° la publicité établie sur les bordures des tentes ou parasols de table.

Les dispositifs à éclairage intermittent ou à réflexion sont interdits.

En raison de contingences locales, des dérogations au paragraphe 3° ci-dessus peuvent être accordées par l'autorité.

Art. 13. — Les réclames et annonces publicitaires établies sur la voie publique ne peuvent être admises que dans des vitrines incorporées dans les édicules publics, tels que cabines téléphoniques, kiosques et abris.

Ces constructions ne peuvent en aucun cas altérer l'aspect des voies publiques et avoir des dimensions supérieures à celles exigées pour leur usage normal.

Art. 14. — La publicité peut être autorisée, par l'autorité sur le domaine public ou privé, à titre provisoire et révocable en vue de l'annonce de festivités, expositions, événements culturels ou sportifs.

Sa durée ne peut excéder une période limitée de 15 jours avant et 8 jours après l'événement.

Art. 15. — Toute permission d'établir des dispositifs destinés à recevoir la publicité, telle que définie aux articles 1er et 2 peut être retirée:

a) par l'autorité qui a accordé l'autorisation:

1° après un délai d'un an pour les panneaux et constructions destinés à l'affichage et tous panneaux isolés;

2° après un délai de 5 ans pour vitrines et constructions publicitaires faisant partie d'un immeuble ou d'une construction étrangère au but publicitaire;

b) par décision du gouverneur de province et en tout temps, lorsqu'il a été constaté par l'autorité qui a accordé l'autorisation:

1° que les objets pour lesquels une permission a été accordée offrent une gêne pour le public ou pour les voisins;

2° que leur état d'entretien laisse à désirer;

3° qu'ils empêchent la réalisation de travaux d'utilité publique.

La décision est notifiée par pli recommandé. Dans le délai de trois mois suivant cette notification, les objets doivent être enlevés.

Art. 16. — Les panneaux publicitaires, enseignes et réclames existant à la date de la promulgation de la présente ordonnance et non conformes à ces règles doivent être enlevés par leur propriétaire endéans l'année qui suit la date de sa publication.

Toutefois, une prolongation de ce délai peut être accordée pour des raisons majeures et sur demande expresse adressée à l'autorité.

Art. 17. — Les infractions à la présente ordonnance sont punies des peines prévues par l'article 24 du décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme. La réparation de l'infraction est exécutée aux dépens du contrevenant.

Art. 18. — L'autorité mentionnée aux articles 2, 3, 4, 6, 7. 8, 12, 14, 15 et 16 de la présente ordonnance est, conformément aux articles 16, 20 et 21 du décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme, le commissaire de district dans les villes et le gouverneur de province ou son délégué partout ailleurs.

---

19 avril 1957. – ORDONNANCE 97-108. – Zones de recul et parcage des véhicules. (*B.A.*, 1957, p. 951; *erratum*, p. 1085)

Art. 1er. — Dans toute localité ou région soumise au régime de l'urbanisme, les règles générales d'aménagement déterminées par la présente ordonnance sont applicables à l'occasion de toute construction ou transformation d'immeuble.

Art. 2. — Des zones de recul seront imposées à front de voirie, tant publique que privée, dans les limites ci-après déterminées:

a) sur une profondeur de 10 m au maximum, mesurée à partir de l'alignement, dans les zones à forte densité d'occupation;

b) sur une profondeur de 20 m au maximum, mesurée à partir de l'alignement dans les zones à faible densité d'occupation.

Ces zones de recul sont imposées en fonction:

1° de considérations de sécurité, d'esthétique et de salubrité;

2° de l'établissement, de la conservation et du développement des plantations;

3° de la commodité d'accès et de la circulation devant les immeubles dont la destination implique un rassemblement périodique ou permanent de véhicules.

Art. 3. — Il sera prévu d'autre part:

1° des aires de parcage.

Elles seront fonction de la concentration de véhicules qui peut résulter de l'usage de l'immeuble. Elles ne pourront, au total, être inférieures au pourcentage minimum de surface brute de plancher déterminé par le gouverneur de province.

La surface de garages imposée en fonction du paragraphe 2 ci-dessous, peut être déduite de celle imposée pour le parcage;

2° des aires de garages dans les immeubles en tout ou partiellement résidentiels.

Elles seront proportionnelles au nombre de logements. Leur superficie minimum est déterminée, par logement, par le gouverneur de province;

3° une surface libre avec accès carrossable pour le chargement et le déchargement des marchandises, dans les immeubles à caractère commercial ou industriel, dont la superficie totale de plancher affecté à ces usages, dépasse la superficie minimum déterminée par le gouverneur de province.

Art. 4. — Les prescriptions de l'article 2 ne s'appliquent pas dans les limites d'un plan particulier d'aménagement en vigueur.

Art. 5. — Il peut être dérogé aux règles prescrites par les articles 2 et 3 lorsque l'application de ces règles est incompatible avec la situation des immeubles ou la nature des travaux de transformation projetés.

Art. 6. — Il faut entendre, aux termes de la présente ordonnance:

a) par «*garage*», tout lieu abrité servant à remiser un véhicule automobile;

b) par «*surface brute de plancher*», la totalité des aires de l'ensemble des locaux de l'immeuble y compris les dégagements, mais à l'exception des garages, greniers et caves. L'épaisseur des murs est comprise dans le calcul de cette superficie;

c) par «aires de parcage ou de garage», la surface nette utilisable à l'exclusion des accès et dégagements.

---

20 juin 1957. – DÉCRET sur l'urbanisme. (*B.O.*, 1957, p. 1406)

– Ce décret a également été publié dans le *J.O.Z.*, n° spécial, 1982, p. 171.

TITRE Ier

DES PLANS D'AMÉNAGEMENT LOCAUX ET PARTICULIERS

Art. 1er. — Un plan local d'aménagement est établi pour le territoire des villes ainsi que des localités désignées par le gouverneur général. Pour ces localités, l'ordonnance détermine l'aire du plan.

Ce plan est établi par le commissaire de district pour les villes et par le gouverneur de province dans les autres cas.

Il est soumis à l'approbation du gouverneur général dans un délai de 18 mois prenant cours:

a) pour les villes existant lors de la mise en vigueur du présent décret, à la date de cette mise en vigueur;

b) pour les villes créées ultérieurement, à la date de leur création;

c) pour les autres localités, à la date de leur désignation par le gouverneur général.

Art. 2. — Des plans particuliers d'aménagement pour tout ou partie des territoires visés à l'article 1er sont établis en vertu d'un arrêté du gouverneur de province qui aura pris l'avis préalable du commissaire de district s'il s'agit d'une ville. L'arrêté détermine l'aire de chaque plan particulier. Celui-ci est établi par le commissaire de district pour les villes et par le gouverneur de province dans les autres cas. Il est soumis à l'approbation du gouverneur général dans les 18 mois à la date de l'arrêté du gouverneur de province.

Art. 3. — Il est constitué un dossier d'aménagement pour les villes et les localités visées à l'article 1er.

Le dossier d'aménagement est constitué et tenu à jour par l'autorité chargée de l'établissement du plan d'aménagement.

Art. 4. — Le plan local d'aménagement figure notamment:

a) l'affectation générale des diverses zones du territoire à l'habitation, à l'industrie, à l'agriculture ou à tout autre usage, cette affectation pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

b) les emplacements approximatifs réservés à une affectation déterminée, tels que champs d'aviation, jardins publics, squares, plaines de sports et de jeux, parcs et espaces libres divers, zones vertes, réserves boisées, établissements culturels, édifices, services publics, monuments;

c) le réseau existant de la voirie principale par terre, par rail et par eau, le tracé approximatif des modifications essentielles à apporter à ce réseau, ainsi que celui des nouvelles voies principales à créer.

Moyennant une mention formelle, le plan local peut figurer, pour tout ou partie du territoire de la localité, des indications habituellement réservées aux plans particuliers.

Art. 5. — Le plan particulier d'aménagement figure notamment, outre la situation existante:

a) l'affectation détaillée des zones visées au *a)* de l'article précédent, cette affectation pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

b) les emplacements précis des affectations visées au *b)* de l'article précédent;

c) le réseau existant de la voirie par terre, par rail et par eau, le tracé de toutes modifications à apporter à ce réseau, ainsi que celui des nouvelles voies à créer;

d) les prescriptions générales ou particulières à l'hygiène, à la sécurité et à l'esthétique, à appliquer à la voirie, aux constructions et aux plantations, ces prescriptions pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

e) en cas de relotissement de biens-fonds, les limites des lots nouveaux avec mention, s'il y échet, que ces limites sont susceptibles de modifications moyennant une permission préalable, expresse et écrite, sollicitée et accordée comme il est dit aux articles 20 et 21.

Art. 6. — Les plans locaux et particuliers d'aménagement peuvent donner des prévisions quant à l'ordre probable de réalisation de divers

éléments du plan, des indications impliquant des expropriations, ainsi que prévoir que certaines prescriptions sont susceptibles de dérogations, moyennant une permission préalable, expresse et écrite, sollicitée et accordée comme il est dit aux articles 20 et 21. En cas de conflit entre les prescriptions d'un plan d'aménagement et celles des règlements sur les constructions, les premières l'emportent.

Art. 7. — Les prescriptions des plans locaux et particuliers d'aménagement qui ne sont pas représentés graphiquement font l'objet d'un mémoire annexé au plan. Les prescriptions de ce mémoire ont la même force obligatoire que celles du plan. Le gouverneur général détermine les modalités de présentation des plans et des mémoires.

Art. 8. — Le plan local ou particulier d'aménagement est déposé en vue de l'enquête au bureau de l'autorité qui l'a établi. Le public peut en prendre connaissance.

Des copies conformes pouvant être consultées par le public sont transmises au ministère des Colonies, au siège du gouvernement général, aux services provinciaux des travaux publics pour leur ressort, au commissaire de district pour les localités du district, à l'administrateur territorial pour les localités du territoire et au bureau administratif de la localité s'il y existe un représentant de l'autorité territoriale.

Un avis de l'autorité déposante, annonçant le dépôt et la prochaine ouverture de l'enquête, est affichée à la porte du bureau du commissaire de district et de l'administrateur territorial dans le ressort desquels est située la localité visée et éventuellement du bureau administratif de la localité.

Une expédition de cet avis est transmise, dans le plus bref délai, au gouverneur général pour publication.

Il est justifié de l'accomplissement des formalités prévues aux alinéas 1 et 3 ci-dessus par un procès-verbal d'ouverture de l'enquête dressé par l'autorité déposante.

L'enquête est ouverte le jour qui suit la publication de l'avis prémentionné. Elle expirera le nonantième jour à minuit.

Les réclamations et observations sont adressées à l'autorité qui a établi et déposé le plan; elles sont annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête dressé par la même autorité le jour suivant l'expiration du délai fixé à l'alinéa précédent.

Le dossier accompagné de l'avis de l'autorité qui a établi le plan et de l'avis du gouverneur de province dans tous les cas est soumis par ce dernier au gouverneur général pour l'approbation du plan.

Art. 9. — Après avoir pris connaissance des réclamations, observations et avis prévus à l'article 8, le gouverneur général approuve le plan d'aménagement. Il peut y apporter, avant approbation, des corrections de minime importance, moyennant avis conforme de la commission provinciale de l'urbanisme.

Art. 10. — Si le gouverneur général rejette le plan après la première enquête, il en ordonne la modification par l'autorité qui l'a établi et fixe le délai dans lequel le plan doit être soumis à son approbation.

Le plan modifié est soumis à une deuxième enquête publique par l'autorité qui l'a établi. Il est procédé comme il est dit à l'article 8.

Après avoir pris connaissance des réclamations et avis prévus à l'article 8, le gouverneur général approuve le plan d'aménagement éventuellement modifié par lui.

Art. 11. — Lorsqu'un plan d'aménagement n'est pas soumis à l'approbation dans le délai prescrit, le gouverneur général peut l'établir lui-même. Le plan est adressé par celui-ci à l'autorité normalement chargée de l'établir. Il est ensuite agi comme si le plan avant été établi par cette autorité.

Toutefois, lorsque le plan a été rejeté et renvoyé à l'autorité locale en application de l'article 10, et qu'il n'est pas soumis à l'approbation dans le délai prescrit, ce plan est établi et arrêté par le gouverneur général sans nouvelle formalité.

Art. 12. — Une copie conforme du plan d'aménagement approuvé ou arrêté par le gouverneur général est déposée au bureau de chacune des autorités visées au deuxième alinéa de l'article 8, le public est admis à en prendre connaissance. Un avis annonçant le dépôt est publié par les soins du gouverneur général, en même temps que son ordonnance approuvant ou arrêtant le plan d'aménagement. Après la publication de cette ordonnance, aucune invalidation du plan n'est plus possible pour vice de forme.

TITRE II
DES PLANS RÉGIONAUX D'AMÉNAGEMENT

Art. 13. — Le gouverneur général peut décider par ordonnance l'établissement d'un plan régional d'aménagement pour une région constituant un ensemble géographique ou économique.

L'ordonnance délimite l'aire d'application du plan et fixe le délai dans lequel il doit être soumis à l'approbation du gouverneur général. Le plan régional d'aménagement est établi par le gouverneur de province.

Les prescriptions des articles 3 et 6 à 12 lui sont applicables.

Art. 14. — Le plan régional figure notamment:

a) l'affectation dominante des zones principales de la région. Cette affectation pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

b) les emplacements approximatifs réservés aux principales affectations d'intérêt régional telles que: champs d'aviation, ports, réserves boisées;

c) le tracé approximatif des voies de communication d'intérêt régional.

Moyennant une mention formelle, le plan régional peut figurer, pour tout ou partie de la région, des indications habituellement réservées aux plans locaux.

TITRE III
DU PLAN GÉNÉRAL DU CONGO BELGE ET DES RÈGLES GÉNÉRALES D'AMÉNAGEMENT

Art. 15. — Le ministre des Colonies détermine les indications à porter au plan général du Congo belge et fixe le délai endéans lequel il sera soumis à son approbation.

Le gouverneur général établit le plan et le mémoire qui l'accompagne.

Art. 16. — Le gouverneur général peut prescrire par ordonnance, pour tout ou partie du Congo belge, des règles générales d'aménagement se rapportant à l'objet du présent décret, notamment en

matière d'économie, sécurité, défense militaire, hygiène, esthétique, sauvegarde des beautés naturelles et des monuments, tourisme, plantations, voiries, constructions, y compris les ouvrages d'art.

Les règles générales d'aménagement abrogent toute prescription contraire inscrite aux plans régionaux, locaux et particuliers d'aménagement.

Il ne peut être dérogé à une règle générale d'aménagement que dans le cas prévu à l'article 21, alinéa 4, ou si elle prévoit elle-même la possibilité de dérogation. Dans les deux hypothèses, la dérogation doit faire l'objet d'une permission préalable expresse et écrite, sollicitée et accordée comme dit aux articles 20 et 21.

TITRE IV
DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITRES 1 À III

Art. 17. — *a)* Les plans d'aménagement sont revus et éventuellement modifiés ou complétés tous les quinze ans à dater de leur entrée en vigueur. Un arrêté ministériel ou une ordonnance du gouverneur général, selon le cas, fixe le délai dans lequel, à dater de l'expiration des quinze ans, une proposition de confirmation pure et simple du plan sujet à révision ou un plan révisé doit être soumis à l'approbation.

Le ministre des Colonies ou le gouverneur général, selon le cas, peut, en tout temps, ordonner la révision générale anticipée d'un plan d'aménagement. Le délai de quinze ans pour la révision générale suivante court à dater de l'entrée en vigueur du plan révisé ou de l'ordonnance de confirmation.

b) Le ministre des Colonies ou le gouverneur général, selon le cas, peut, en tout temps, décider de la révision partielle d'un plan d'aménagement.

La révision partielle d'un plan d'aménagement n'emporte pas modification des délais ci-dessus fixés pour leur révision générale;

c) La modification de l'aire des plans d'aménagement et leur abrogation sont assimilées à la révision générale ou partielle selon le cas.

Les dispositions relatives aux plans d'aménagement primitifs sont applicables à leur révision générale ou partielle.

Les plans d'aménagement ou parties de plan soumis à révision restent en vigueur aussi longtemps qu'un plan nouveau ne sort pas ses effets;

d) Le gouverneur général peut décider par ordonnance l'établissement d'un projet de déclassement d'une région ou d'une localité visée à l'article 1er ci-dessus.

Il fixe le délai dans lequel le projet sera soumis par le gouverneur de province à son approbation.

Si le projet de déclassement n'est pas soumis à l'approbation dans le délai fixé, le gouverneur général peut agir d'office sans autre formalité.

Le gouverneur de province peut décider par arrêté qu'un projet de déclassement d'un plan particulier d'aménagement sera soumis au gouverneur général.

Le gouverneur de province veille à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 8.

Le gouverneur général statue sur le dossier qui lui est soumis et décide ou non de l'abrogation du plan en question.

Art. 18. — Les frais d'établissement et de révision des plans d'aménagement sont supportés par le budget général de la colonie.

Art. 19. — Les restrictions apportées à l'exercice du droit de propriété par les prescriptions des plans d'aménagement et par les règles générales visées à l'article 16, ne donnent lieu à aucune indemnité.

Art. 20. — Sur le territoire des localités ou régions, dès qu'il est soumis au régime du présent décret, nul ne peut, sans une permission préalable, écrite et expresse du commissaire de district dans les villes, du gouverneur de province ou de son délégué partout ailleurs:

1°) achever des constructions en cours à ce moment, construire, reconstruire, démolir, faire des changements aux constructions existantes à l'exception des travaux de conservation et d'entretien;

2°) modifier sensiblement le relief du sol;

3°) déboiser, abattre des arbres vifs à haute tige faisant partie d'un ensemble forestier, routier, horticole ou décoratif, sauf le cas de nécessité urgente ou d'exploitation normale et sans préjudice à l'application des prescriptions du décret du 11 avril 1949 relatif à l'exploitation des forêts domaniales;

4°) lotir totalement ou partiellement une propriété en vue de la construction;

5°) aussi longtemps que la permission du lotissement n'a pas été délivrée, annoncer publiquement un tel lotissement, offrir en vente, aliéner ou acquérir une ou des parcelles d'un tel lotissement.

Les prescriptions du présent article sont applicables aux pouvoirs publics.

Art. 21. — Les commissaires de district dans les villes, le gouverneur de province ou son délégué partout ailleurs, sont tenus de statuer sur les demandes de permission établies conformément aux règles fixées par le gouverneur général dans les soixante jours à dater de la réception de la demande. Ce délai peut être porté à nonante jours par décision motivée de l'autorité déterminée ci-dessus.

Tout rejet de permission doit être motivé. Un recours est ouvert au demandeur auprès du gouverneur général, soit en cas de rejet, soit en cas d'absence de décision dans le délai fixé.

Aucune permission ne peut aller à rencontre des prescriptions des plans d'aménagement et mémoires.

Toutefois, des dérogations totales ou partielles peuvent être accordées lorsque la permission demandée vise l'achèvement de travaux en cours au moment de l'entrée en vigueur de la disposition qui les concerne. Au cas où le demandeur en dérogation n'obtient pas satisfaction, un recours lui est ouvert auprès du gouverneur général.

Les recours dont il est question ci-dessus doivent être introduits, sous peine de forclusion, dans le délai de six mois à dater de la notification de la décision ou de l'expiration du délai fixé pour statuer.

La permission accordée est considérée comme non avenue s'il n'en est pas fait usage dans le délai d'un an à partir de la date de l'octroi.

La permission ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux autres procédures prescrites par les lois et règlements.

Art. 22. — Sont soumis à la procédure du droit commun, l'établissement des plans d'aménagement, celui des plans d'expropriation pour cause d'utilité publique et la poursuite des expropriations né-

cessaires pour assurer soit la création ou l'amélioration du réseau de la voirie, soit l'exécution de travaux découlant des plans.

Toutefois, les actes de procédure administrative et judiciaire en expropriation poursuivie à ces fins font la mention expresse de ces circonstances, faute de quoi l'expropriant perd le bénéfice de l'article 23.

Les indications des plans d'aménagement impliquant des expropriations deviennent sans effet si la procédure administrative en expropriation visée à l'alinéa précédent n'a pas été introduite dans un délai de dix ans à partir de l'entrée en vigueur de l'acte qui les a approuvés ou arrêtés. En cas de révision au cours de ces dix ans, le délai est porté à quinze ans. En aucun cas,ce délai de quinze ans ne peut être dépassé.

En cas de contradiction entre les indications du plan d'expropriation, celles du plan d'aménagement et celles du plan d'alignement, les indications à suivre seront celles prévues par le document dernier en date.

Art. 23. — Pour l'appréciation de la valeur des biens expropriés, les expropriations successives en vue de la réalisation d'un plan d'aménagement, même révisé en conformité de l'article 17, sont considérées comme formant un tout.

Pour la fixation des indemnités d'expropriation, il n'est pas tenu compte des plus-values ou des moins-values résultant des stipulations des plans d'aménagement et des travaux effectués en exécution de ces derniers, ni des plus-values acquises par les biens du fait de modifications y apportées postérieurement à la mise en vigueur de l'acte approuvant ou arrêtant les plans, ces modifications eussent-elles fait l'objet d'une permission.

TITRE V
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 24. — Les infractions aux prescriptions des plans d'aménagement, aux règles générales d'aménagement, à l'article 20 du présent décret et aux prescriptions édictées en application de l'article 27 de celui-ci, sont punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Indépendamment de la peine, le tribunal prononce le réparation de l'infraction, si cette réparation est demandée par l'administration et dans les limites où elle est demandée. Le tribunal fixe un délai pour la réparation. En cas d'inexécution totale ou partielle de la réparation dans le délai prescrit, il peut y être procédé d'office, aux frais du contrevenant, soit par la colonie, soit par un entrepreneur qu'elle désigne à ces fins.

Art. 25. — Le gouverneur général désigne les personnes spécialement chargées de la recherche et de la constatation des infractions visées à l'article précédent, il fixe leur ressort.

TITRE VI
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 26. — Le présent décret n'est pas applicable aux parcs nationaux ni aux bases de l'armée métropolitaine.

Art. 27. — Le gouverneur général prescrit:

a) les règles pour l'établissement et l'approbation des plans d'alignement;

b) les règles auxquelles doivent répondre les constructions et les plantations au point de vue de la sécurité, de l'hygiène, de l'esthétique ainsi que de la nature, de la qualité et de la mise en œuvre des matériaux;

c) les règles à observer pour l'exécution des travaux. Il détermine l'aire d'application de ces prescriptions.

Il est institué au chef-lieu de chaque province une commission provinciale de l'urbanisme.

Cette commission est présidée par le commissaire provincial et est composée de 5 membres effectifs choisis en dehors de l'administration et nommés par le gouverneur de province.

Font d'office partie de la commission, mais avec voix consultative seulement, le conseiller juridique et l'architecte urbaniste de la province.

Le commissaire provincial peut, s'il le juge opportun, se faire assister par d'autres membres de l'administration qui pourront siéger avec voix consultative seulement.

Le gouverneur général détermine les règles à suivre pour le fonctionnement des commissions, pour la nomination des membres effectifs et des membres suppléants, et pour la durée de leur mandat.

La commission provinciale de l'urbanisme donne son avis sur toute question relevant de l'application du décret sur l'urbanisme qui lui est soumise par le gouverneur de province.

Dispositions transitoires

Art. 28. — Les ordonnances et arrêtés pris sous l'empire du décret du 21 février 1949 restent en vigueur jusqu'à l'application des ordonnances et arrêtés découlant du présent décret.

Les villes existant lors de la mise en vigueur du présent décret et qui sont soumises au régime urbanistique déterminé par l'article 1er du décret du 21 février 1949 sont exemptées de la procédure d'office prévue par l'article 1er ci-dessus.

---

20 juin 1957. – DÉCRET. – Urbanisme au Congo belge. (*B.O.*, 1957, p. 1406)

TITRE Ier
DES PLANS D'AMÉNAGEMENT LOCAUX ET PARTICULIERS

Art. 1er. — Un plan local d'aménagement est établi pour le territoire des villes ainsi que des localités désignées par le gouverneur général. Pour ces localités, l'ordonnance détermine l'aire du plan.

Ce plan est établi par le commissaire de district pour les villes et par le gouverneur de province dans les autres cas.

Il est soumis à l'approbation du gouverneur général dans un délai de 18 mois prenant cours:

a) pour les villes existant lors de la mise en vigueur du présent décret, à la date de cette mise en vigueur;

b) pour les villes créées ultérieurement, à la date de leur création;

c) pour les autres localités, à la date de leur désignation par le gouverneur général.

Art. 2. — Des plans particuliers d'aménagement pour tout ou partie des territoires visés à l'article 1er sont établis en vertu d'un arrêté du gouverneur de province qui aura pris l'avis préalable du commissaire de district s'il s'agit d'une ville. L'arrêté détermine l'aire de chaque plan particulier. Celui-ci est établi par le commissaire de district pour les villes et par le gouverneur de province dans les autres cas. Il est soumis à l'approbation du gouverneur général dans les 18 mois à la date de l'arrêté du gouverneur de province.

Art. 3. — Il est constitué un dossier d'aménagement pour les villes et les localités visées à l'article 1er.

Le dossier d'aménagement est constitué et tenu à jour par l'autorité chargée de l'établissement du plan d'aménagement.

Art. 4. — Le plan local d'aménagement figure notamment:

a) l'affectation générale des diverses zones du territoire à l'habitation, à l'industrie, à l'agriculture ou à tout autre usage, cette affectation pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

b) les emplacements approximatifs réservés à une affectation déterminée, telle que champs d'aviation, jardins publics, squares, plaines de sports et de jeux, parcs et espaces libres divers, zones vertes, réserves boisées, établissements culturels, édifices, services publics, monuments;

c) le réseau existant de la voirie principale par terre, par rail et par eau, le tracé approximatif des modifications essentielles à apporter à ce réseau, ainsi que celui des nouvelles voies principales à créer.

Moyennant une mention formelle, le plan local peut figurer, pour tout ou partie du territoire de la localité, des indications habituellement réservées aux plans particuliers.

Art. 5. — Le plan particulier d'aménagement figure notamment, outre la situation existante:

a) l'affectation détaillée des zones visées au *a* de l'article précédent, cette affectation pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

b) les emplacements précis des affectations visées au *b)* de l'article précédent;

c) le réseau existant de la voirie par terre, par rail et par eau, le tracé de toutes modifications à apporter à ce réseau, ainsi que celui des nouvelles voies à créer;

d) les prescriptions générales ou particulières relatives à l'hygiène, à la sécurité et à l'esthétique, à appliquer à la voirie, aux constructions et aux plantations, ces prescriptions pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

e) en cas de relotissement de biens-fonds, les limites des lots nouveaux avec mention, s'il y échet, que ces limites sont susceptibles de modifications moyennant une permission préalable, expresse et écrite, sollicitée et accordée comme il est dit aux articles 20 et 21.

Art. 6. — Les plans locaux et particuliers d'aménagement peuvent donner des prévisions quant à l'ordre probable de réalisation de divers éléments du plan, des indications impliquant des expropriations, ainsi que prévoir que certaines prescriptions sont susceptibles de dérogations, moyennant une permission préalable, expresse et écrite, sollicitée et accordée comme il est dit aux articles 20 et 21. En cas de conflit entre les prescriptions d'un plan d'aménagement et celles des règlements sur les constructions, les premières l'emportent.

Art. 7. — Les prescriptions des plans locaux et particuliers d'aménagement qui ne sont pas représentées graphiquement font l'objet d'un mémoire annexé au plan. Les prescriptions de ce mémoire ont la même force obligatoire que celles du plan. Le gouverneur général détermine les modalités de présentation des plans et des mémoires.

Art. 8. — Le plan local ou particulier d'aménagement est déposé en vue de l'enquête au bureau de l'autorité qui l'a établi. Le public peut en prendre connaissance.

Des copies conformes pouvant être consultées par le public sont transmises au ministère des Colonies, au siège du gouvernement général, aux services provinciaux des travaux publics pour leur ressort, au commissaire de district pour les localités du district, à l'administrateur territorial pour les localités du territoire et au bureau administratif de la localité s'il y existe un représentant de l'autorité territoriale.

Un avis de l'autorité déposante, annonçant le dépôt et la prochaine ouverture de l'enquête, est affiché à la porte du bureau du commissaire de district et de l'administrateur territorial dans le ressort desquels est située la localité visée et éventuellement du bureau administratif de la localité.

Une expédition de cet avis est transmise, dans le plus bref délai, au gouverneur général pour publication.

Il est justifié de l'accomplissement des formalités prévues aux alinéas 1 et 3 ci-dessus par un procès-verbal d'ouverture de l'enquête dressé par l'autorité déposante.

L'enquête est ouverte le jour qui suit la publication de l'avis prémentionné. Elle expirera le nonantième jour à minuit.

Les réclamations et observations sont adressées par écrit à l'autorité qui a établi et déposé le plan; elles sont annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête dressé par la même autorité le jour suivant l'expiration du délai fixé à l'alinéa précédent.

Le dossier, accompagné de l'avis de l'autorité qui a établi le plan et de l'avis du gouverneur de province dans tous les cas, est soumis par ce dernier au gouverneur général pour l'approbation du plan.

Art. 9. — Après avoir pris connaissance des réclamations, observations et avis prévus à l'article 8, le gouverneur général approuve le plan d'aménagement. Il peut y apporter, avant approbation, des corrections de minime importance, moyennant avis conforme de la commission provinciale de l'urbanisme.

Art. 10. — Si le gouverneur général rejette le plan après la première enquête, il en ordonne la modification par l'autorité qui l'a établi et fixe le délai dans lequel le plan doit être soumis à son approbation.

Le plan modifié est soumis à une deuxième enquête publique par l'autorité qui l'a établi. Il est procédé comme il est dit à l'article 8.

Après avoir pris connaissance des réclamations et avis prévus à l'article 8, le gouverneur général approuve le plan d'aménagement éventuellement modifié par lui.

Art. 11. — Lorsqu'un plan d'aménagement n'est pas soumis à l'approbation dans le délai prescrit, le gouverneur général peut l'établir lui-même. Le plan est adressé par celui-ci à l'autorité normalement chargée de l'établir. Il est ensuite agi comme si le plan avait été établi par cette autorité.

Toutefois, lorsque le plan a été rejeté et renvoyé à l'autorité locale en application de l'article 10, et qu'il n'est pas soumis à l'approbation dans le délai prescrit, ce plan est établi et arrêté par le gouverneur général sans nouvelle formalité.

Art. 12. — Une copie conforme du plan d'aménagement, approuvé ou arrêté par le gouverneur général, est déposée au bureau de chacune des autorités visées au deuxième alinéa de l'article 8; le public est admis à en prendre connaissance. Un avis annonçant le dépôt est publié par les soins du gouverneur général, en même temps que son ordonnance approuvant ou arrêtant le plan d'aménagement. Après la publication de cette ordonnance, aucune invalidation du plan n'est plus possible pour vice de forme.

TITRE II
DES PLANS RÉGIONAUX D'AMÉNAGEMENT

Art. 13. — Le gouverneur général peut décider par ordonnance l'établissement d'un plan régional d'aménagement pour une région constituant un ensemble géographique ou économique.

L'ordonnance délimite l'aire d'application du plan et fixe le délai dans lequel il doit être soumis à l'approbation du gouverneur général. Le plan régional d'aménagement est établi par le gouverneur de province.

Les prescriptions des articles 3 et 6 à 12 lui sont applicables.

Art. 14. — Le plan régional figure notamment:

a) l'affectation dominante des zones principales de la région, cette affectation pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction de construire y comprise;

b) les emplacements approximatifs réservés aux principales affectations d'intérêt régional telles que champs d'aviation, ports, réserves boisées;

c) le tracé approximatif des voies de communication d'intérêt régional.

Moyennant une mention formelle, le plan régional peut figurer, pour tout ou partie de la région, des indications habituellement réservées aux plans locaux.

TITRE III
DU PLAN GÉNÉRAL DU CONGO BELGE ET DES RÈGLES GÉNÉRALES D'AMÉNAGEMENT

Art. 15. — Le ministre des Colonies détermine les indications à porter au plan général du Congo belge et fixe le délai endéans lequel il sera soumis à son approbation;

Le gouverneur général établit le plan et le mémoire qui l'accompagne.

Art. 16. — Le gouverneur général peut prescrire par ordonnance, pour tout ou partie du Congo belge, des règles générales d'aménagement se rapportant à l'objet du présent décret notamment en matière d'économie, sécurité, défense militaire, hygiène, esthétique, sauvegarde des beautés naturelles et des monuments, tourisme, plantations, voiries, constructions, y compris les ouvrages d'art.

Les règles générales d'aménagement abrogent toute prescription contraire inscrite aux plans régionaux, locaux et particuliers d'aménagement.

Il ne peut être dérogé à une règle générale d'aménagement que dans le cas prévu à l'article 21, alinéa 4, ou si elle prévoit elle-même la possibilité de dérogation. Dans les deux hypothèses, la dérogation doit faire l'objet d'une permission préalable expresse et écrite, sollicitée et accordée comme dit aux articles 20 et 21.

TITRE IV
DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITRES I À III

Art. 17. — *a)* Les plans d'aménagement sont revus et éventuellement modifiés ou complétés tous les quinze ans à dater de leur entrée en vigueur. Un arrêté ministériel ou une ordonnance du gouverneur général, selon le cas, fixe le délai dans lequel, à dater de l'expiration des quinze ans, une proposition de confirmation pure et simple du plan sujet à révision ou un plan révisé doit être soumis à l'approbation.

Le ministre des Colonies ou le gouverneur général, selon le cas, peut, en tout temps, ordonner la révision générale anticipée d'un plan d'aménagement. Le délai de quinze ans pour la révision générale suivante court à dater de l'entrée en vigueur du plan révisé ou de l'ordonnance de confirmation.

b) Le ministre des Colonies ou le gouverneur général, selon le cas, peut, en tout temps, décider de la révision partielle d'un plan d'aménagement.

La révision partielle d'un plan d'aménagement n'emporte pas modification des délais ci-dessus fixés pour leur révision générale.

c) La modification de l'aire des plans d'aménagement et leur abrogation sont assimilées à la révision générale ou partielle selon le cas.

Les dispositions relatives aux plans d'aménagement primitifs sont applicables à leur révision générale ou partielle.

Les plans d'aménagement ou parties de plan soumis à révision restent en vigueur aussi longtemps qu'un plan nouveau ne sort pas ses effets.

d) Le gouverneur général peut décider par ordonnance l'établissement d'un projet de déclassement d'une région ou d'une localité visée à l'article ci-dessus.

Il fixe le délai dans lequel le projet sera soumis par le gouverneur de province à son approbation.

Si le projet de déclassement n'est pas soumis à l'approbation dans le délai fixé, le gouverneur général peut agir d'office sans autre formalité.

Le gouverneur de province peut décider par arrêté qu'un projet de déclassement d'un plan particulier d'aménagement sera soumis au gouverneur général.

Le gouverneur de province veille à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 8.

Le gouverneur général statue sur le dossier qui lui est soumis et décide ou non de l'abrogation du plan en question.

Art. 18. — Les frais d'établissement et de révision des plans d'aménagement sont supportés par le budget général de la Colonie.

Art. 19. — Les restrictions apportées à l'exercice du droit de propriété par les prescriptions des plans d'aménagement et par les règles générales d'aménagement visées à l'article 16, ne donnent lieu à aucune indemnité.

Art. 20. — Sur le territoire des localités ou régions, dès qu'il est soumis au régime du présent décret, nul ne peut, sans une permission préalable, écrite et expresse du commissaire de district dans les villes, du gouverneur de province ou de son délégué partout ailleurs:

1° achever des constructions en cours à ce moment, construire, reconstruire, démolir, faire des changements aux constructions existantes à l'exception des travaux de conservation et d'entretien;

2° modifier sensiblement le relief du sol;

3° déboiser, abattre des arbres vifs à haute tige faisant partie d'un ensemble forestier, routier, horticole ou décoratif, sauf le cas de nécessité urgente ou d'exploitation normale et sans préjudice à l'application des prescriptions du décret du 11 avril 1949 relatif à l'exploitation des forêts domaniales;

4° lotir totalement ou partiellement une propriété en vue de la construction;

5° aussi longtemps que la permission du lotissement n'a pas été délivrée, annoncer publiquement un tel lotissement, offrir en vente, aliéner ou acquérir une ou des parcelles d'un tel lotissement.

Les prescriptions du présent article sont applicables aux pouvoirs publics.

Art. 21. — Les commissaires de district dans les villes, le gouverneur de province ou son délégué partout ailleurs, sont tenus de statuer sur les demandes de permission établies conformément aux règles fixées par le gouverneur général dans les soixante jours à dater de la réception de la demande. Ce délai peut être porté à nonante jours par décision motivée de l'autorité déterminée ci-dessus.

Tout rejet de permission doit être motivé. Un recours est ouvert au demandeur auprès du gouverneur général, soit en cas de rejet, soit en cas d'absence de décision dans le délai fixé.

Aucune permission ne peut aller à l'encontre des prescriptions des plans d'aménagement et mémoires.

Toutefois, des dérogations totales ou partielles peuvent être accordées lorsque la permission demandée vise l'achèvement de travaux en cours au moment de l'entrée en vigueur de la disposition qui les concerne. Au cas où le demandeur en dérogation n'obtient pas satisfaction, un recours lui est ouvert auprès du gouverneur général.

Les recours dont il est question ci-dessus doivent être introduits, sous peine de forclusion, dans le délai de six mois à dater de la notification de la décision ou de l'expiration du délai fixé pour statuer.

La permission accordée est considérée comme non avenue s'il n'en est pas fait usage dans le délai d'un an à partir de la date de l'octroi.

La permission ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux autres procédures prescrites par les lois et règlements.

Art. 22. — Sont soumis à la procédure du droit commun, l'établissement des plans d'alignement, celui des plans d'expropriation pour cause d'utilité publique et la poursuite des expropriations nécessaires pour assurer soit la création ou l'amélioration du réseau de la voirie, soit l'exécution de travaux découlant des plans.

Toutefois, les actes de la procédure administrative et judiciaire en expropriation poursuivie à ces fins font la mention expresse de ces circonstances, faute de quoi l'expropriant perd le bénéfice de l'article 23.

Les indications des plans d'aménagement impliquant des expropriations deviennent sans effet si la procédure administrative en expropriation visée à l'alinéa précédent n'a pas été introduite dans un délai de dix ans à partir de l'entrée en vigueur de l'acte qui les a approuvés ou arrêtés. En cas de révision au cours de ces dix ans, le délai est porté à quinze ans. En aucun cas, ce délai de quinze ans ne peut être dépassé.

En cas de contradiction entre les indications du plan d'expropriation, celles du plan d'aménagement et celles du plan d'alignement, les indications à suivre seront celles prévues par le document dernier en date.

Art. 23. — Pour l'appréciation de la valeur des biens expropriés, les expropriations successives en vue de la réalisation d'un plan d'aménagement, même révisé en conformité de l'article 17, sont considérées comme formant un tout.

Pour la fixation des indemnités d'expropriation, il n'est pas tenu compte des plus-values ou des moins-values résultant des stipulations des plans d'aménagement et des travaux effectués en exécution de ces derniers, ni des plus-values acquises par les biens du fait de modifications y apportées postérieurement à la mise en vigueur de l'acte approuvant ou arrêtant les plans, ces modifications eussent-elles fait l'objet d'une permission.

TITRE V
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 24. — Les infractions aux prescriptions des plans d'aménagement, aux règles générales d'aménagement, à l'article 20 du présent décret et aux prescriptions édictées en application de l'article 27 de celui-ci, sont punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Indépendamment de la peine, le tribunal prononce la réparation de l'infraction, si cette réparation est demandée par l'administration et dans les limites où elle est demandée. Le tribunal fixe un délai pour la réparation. En cas d'inexécution totale ou partielle de la réparation dans le délai prescrit, il peut y être procédé d'office, aux frais du contrevenant, soit par la Colonie, soit par un entrepreneur qu'elle désigne à ces fins.

Art. 25. — Le gouverneur général désigne les personnes spécialement chargées de la recherche et de la constatation des infractions visées à l'article précédent; il fixe leur ressort.

TITRE VI
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 26. — Le présent décret n'est pas applicable aux parcs nationaux ni aux bases de l'armée métropolitaine.

Art. 27. — Le gouverneur général prescrit:

a) les règles pour l'établissement et l'approbation des plans d'alignement;

b) les règles auxquelles doivent répondre les constructions et les plantations au point de vue de la sécurité, de l'hygiène, de l'esthétique ainsi que de la nature, de la qualité et de la mise en œuvre des matériaux;

c) les règles à observer pour l'exécution des travaux. Il détermine l'aire d'application de ces prescriptions.

Art. 27*bis*. — Il est institué au chef-lieu de chaque province une commission provinciale de l'urbanisme.

Cette commission est présidée par le commissaire provincial et est composée de 5 membres effectifs choisis en dehors de l'administration et nommés par le gouverneur de province.

Font d'office partie de la commission, mais avec voix consultative seulement, le conseiller juridique et l'architecte urbaniste de la province.

Le commissaire provincial peut, s'il le juge opportun, se faire assister par d'autres membres de l'administration qui pourront siéger avec voix consultative seulement.

Le gouverneur général détermine les règles à suivre pour le fonctionnement des commissions, pour la nomination des membres effectifs et des membres suppléants, et pour la durée de leur mandat.

La commission provinciale de l'urbanisme donne son avis sur toute question relevant de l'application du décret sur l'urbanisme qui lui est soumise par le gouverneur de province.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 28. — Les ordonnances et arrêtés pris sous l'empire du décret du 21 février 1949 restent en vigueur jusqu'à l'application des ordonnances et arrêtés découlant du présent décret.

Les villes existant lors de la mise en vigueur du présent décret et qui sont soumises au régime urbanistique déterminé par l'article 1er du décret du 21 février 1949 sont exceptées de la procédure d'office prévue par l'article 1er ci-dessus.

Art. 29. — Notre ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

---

22 octobre 1957. – ORDONNANCE 97-334. – Commissions provinciales de l'urbanisme. (*B.A.*, 1957, p. 2030)

– Cette Ord. est prise en application de l'art. 27*bis* du décret du 20 juin 1957.

Art. 1er. — La commission provinciale de l'urbanisme est composée comme suit:

• deux membres représentant les chambres de commerce;

• deux membres représentant les intérêts indigènes;

• un membre représentant les associations des colons.

Art. 2. — Pour chaque membre effectif, le gouverneur de province nomme un membre suppléant pour remplacer le titulaire en cas d'absence ou d'empêchement.

Art. 3. — Les membres de la commission sont nommés parmi les personnes qui, établies dans la Colonie depuis 5 ans au moins et résidant dans la province où doit s'exercer leur mandat, sont les plus qualifiées par leurs fonctions et leur compétence.

Art. 4. — Les membres effectifs et suppléants sont nommés pour une durée de deux ans.

Ce mandat peut être retiré à ceux des membres qui ne rempliraient plus les conditions posées à leur nomination ou pour tout autre motif incompatible avec l'exercice dudit mandat.

En cas de vacance, il est pourvu sans délai à la nomination nécessaire, le membre ainsi désigné achevant le mandat de son prédécesseur.

Art. 5. — Le mandat des membres est gratuit. Lorsqu'ils ne résident pas au chef-lieu de la province, les membres ont droit au remboursement de leurs frais de voyage et à une indemnité de déplacement et de séjour fixée par le gouverneur de province.

Art. 6. — Le secrétaire de la commission est désigné par le commissaire provincial parmi le personnel de l'administration provinciale.

Le secrétaire a dans ses attributions:

a) la rédaction des procès-verbaux des réunions;

b) l'envoi des convocations aux membres et, en général, tout ce qui a trait à l'organisation matérielle et au fonctionnement de la commission.

Art. 7. — La commission provinciale de l'urbanisme se réunit sur convocation du commissaire provincial. Les convocations indiquent l'ordre du jour.

Elles sont envoyées aux membres par lettre recommandée à la poste, au moins 5 jours avant la date fixée pour la réunion, sauf cas d'urgence.

Les notifications d'empêchement sont mentionnées dans le procès-verbal de la réunion.

Art. 8. — La commission provinciale de l'urbanisme siège valablement lorsqu'au moins trois membres sont présents. Les réunions se tiennent à huis clos.

Art. 9. — Le président ouvre et clôt les séances, dirige les débats, proclame le résultat des votes et veille à l'observation des règlements.

Les avis de la commission sont émis à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 10. — Les délibérations de la commission sont consignées par écrit et les procès-verbaux, conservés dans les archives.

Ceux-ci sont signés par le président et le secrétaire après approbation par la commission.

Art. 11. — La présente ordonnance entrera en vigueur à la date de sa publication au *Bulletin administratif du Congo belge*.

6 novembre 1957. – ORDONNANCE 62-357. – Organisation des villes. – Voirie. – Désaffectation. – Procédure. (*B.A.*, 1957, p. 2061)

Art. 1er. — L'enquête publique prescrite par l'article 56 du décret du 26 mars 1957 en vue de procéder à la désaffectation d'une voie d'intérêt urbain ou d'intérêt local, est décidée selon le cas, après consultation du conseil de ville ou du conseil communal, soit d'office, soit sur requête, par le premier bourgmestre ou le bourgmestre.

Les requêtes tendant à obtenir la désaffectation d'une voirie sont accompagnées d'un plan de situation ainsi que de toutes les pièces justificatives qui pourraient être réclamées par les autorités urbaines ou communales.

Art. 2. — La décision du premier bourgmestre ou du bourgmestre précise exactement l'objet de l'enquête.

Elle est, le même jour,

1° affichée à l'hôtel de ville et à la ou aux maisons communales intéressées ainsi qu'aux extrémités de la voirie dont la désaffectation est envisagée;

2° notifiée sous pli recommandé à la poste, avec accusé de réception, et par voie aérienne s'il échet, aux propriétaires et occupants riverains dont l'adresse est connue.

Art. 3. — L'enquête restera ouverte pendant deux mois à compter du jour de l'affichage et de l'envoi des plis recommandés.

Pendant cette période, toute personne capable pourra faire valoir ses observations verbalement et par écrit.

Les observations verbales seront actées, sous forme de procès-verbal, par l'agent désigné à cette fin par le premier bourgmestre ou le bourgmestre. Le procès-verbal sera signé par le comparant et l'agent instrumentant. Si le comparant ne sait signer, il en sera fait mention.

Les observations écrites seront adressées au premier bourgmestre ou au bourgmestre selon le cas.

Le présent article sera reproduit sur les affiches et les notifications dont question à l'article 2. Il y sera en outre fait mention de l'autorité à laquelle les observations doivent être adressées.

Art. 4. — Dans le mois suivant la clôture de l'enquête, le premier bourgmestre ou le bourgmestre soumet le résultat de celle-ci, accompagné de ses propositions, aux délibérations du conseil de ville ou du conseil communal.

Art. 5. — Les arrêtés du gouverneur de province ou du premier bourgmestre relatifs à la désaffectation d'une voirie sont publiés au *Bulletin administratif du Congo belge*, affichés àl'hôtel de ville et à la ou aux maisons communales des communes intéressées et notifiés sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception, et par voie aérienne s'il échet, aux propriétaires et occupants riverains dont la résidence est connue.

20 août 1971. – ORDONNANCE 71-231 relative à l'établissement des plans particuliers généraux et d'aménagement des agglomérations dans la région de Kinshasa. (*M.C.*, n°18, 15 septembre 1971, p. 829)

Art. 1er. — Il sera dressé des plans généraux et particuliers d'aménagement des agglomérations urbaines et industrielles à créer dans la plaine qui s'étend entre les rivières N'Djili et N'Sele; le domaine présidentiel de la N'Sele jusqu'à Kimpoko; la zone du district industriel de Maluku, le plateau de Bateke.

Art. 2. — Les périmètres de ces plans seront délimités adéquatement pour tenir compte des exigences locales et urbanistiques.

Art. 3. — Ces plans seront soumis à l'approbation du président de la République dès l'achèvement complet et dans un délai maximum de deux ans à partir de la date de la signature de la présente ordonnance.

Art. 4. — Le ministre ayant l'urbanisme et les affaires foncières dans ses attributions est chargé de l'établissement des plans, des mémoires, du règlement d'urbanisme, il fixe toutes les mesures conservatoires consistant à bloquer tous les terrains à l'intérieur du périmètre exigé par les études.

Art. 5. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

22 octobre 1988. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/CE/URB-HAB/012/88 portant réglementation sur la délivrance de l'autorisation de bâtir. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 28)

TITRE Ier

RÈGLES GÉNÉRALES

Art. 1er. — Quiconque désire entreprendre une construction en matériaux durables ou semi-durables, quel que soit l'usage auquel elle est destinée, sur le territoire des villes, des zones urbaines et des agglomérations de plus de 3.000 habitants doit, au préalable, obtenir une autorisation de bâtir.

Art. 2. — L'autorisation de bâtir est également exigée pour les clôtures et les modifications extérieures à apporter aux constructions existantes, les reprises de gros œuvres, les surélévations ainsi que pour les travaux entraînant une modification importante de la distribution intérieure du bâtiment.

Art. 3. — L'obligation de solliciter une autorisation de bâtir s'impose aux services publics concessionnaires de l'État, des régions, des villes et des zones, comme aux personnes morales et physiques privées. Toutefois, des procédures originales et même des exemptions pourraient être prises en considération de l'intérêt général qui s'attache à leurs travaux ou aux techniques mises en œuvre.

TITRE II

AUTORITÉS HABILITÉES À DÉLIVRER L'AUTORISATION DE BÂTIR

Art. 4. — L'autorisation de bâtir est délivrée, au nom de l'État par:

I. le commissaire d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat, lorsqu'il s'agit de:

1) constructions à ériger pour le compte des départements du conseil exécutif, pour les établissements publics ou pour les concessionnaires de services publics relevant de l'État;

2) construction dont la hauteur dépasse trois niveaux;

3) projets d'investissement importants, tels les complexes industriels, les grands hôtels de plus de deux étoiles, les grands complexes commerciaux, les bâtiments d'affaires, les chancelleries, les ensembles immobiliers de plus de trois Ha;

II. le président régional du M.P.R., gouverneur de région dans le ressort de laquelle la construction doit être réalisée ou le président régional du M.P.R., gouverneur de la ville de Kinshasa pour tous les travaux autres que ceux énumérés ci-dessus.

TITRE III

ELABORATION DES PROJETS DE CONSTRUCTION

Art. 5. — Tout projet de construction supérieur à 150 m^2 ou dépassant deux niveaux doit être obligatoirement élaboré par un architecte immatriculé au registre des architectes.

Art. 6. — Tous les autres projets inférieurs à 150 m^2 ou à deux niveaux peuvent être élaborés par des dessinateurs et gradués en architecture agréés au département de l'Urbanisme et de l'Habitat.

TITRE IV

DÉPÔT ET CONSTITUTION DU DOSSIER

Art. 7. — Le dossier de demande d'autorisation de bâtir est déposé, en trois exemplaires, par le propriétaire ou le concessionnaire du terrain ou du bâtiment, ou par son mandataire:

• dans les régions, auprès du chef de division régionale de l'urbanisme et de l'habitat, par le canal du chef sous-régional de l'urbanisme et de l'habitat du lieu où s'effectueront les travaux, avec ses observations et avis;

• dans la ville de Kinshasa, auprès du chef de division urbaine de l'urbanisme et de l'habitat, qui requiert préalablement l'avis du chef de bureau de l'urbanisme et de l'habitat de la zone où s'effectueront les travaux;

• à la direction de l'urbanisme, pour les travaux repris à l'article 4, points 1, 2 et 3, du présent arrêté.

Art. 8. — Le dossier de la demande de l'autorisation de bâtir comprend deux parties:

a) la *partie administrative* ainsi composée:

1) la demande elle-même de l'autorisation de bâtir, selon le formulaire dont modèle en annexe. Elle est signée par le propriétaire ou par son mandataire et renseigne également le nom de l'auteur du projet et, éventuellement, son numéro d'immatriculation au registre des architectes ou son numéro d'agrément du département de l'Urbanisme et de l'Habitat et le lieu où les travaux doivent être entrepris (annexe 1);

2) le titre d'occupation parcellaire et l'extrait cadastral permettant de vérifier les droits du requérant sur le terrain où il projette de construire;

b) la *partie technique* comprend les plans des travaux projetés:

1) un plan de situation établi à la petite échelle, de préférence à l'échelle de 1/2000 destiné au repérage de la parcelle intéressée et indiquant les îlots et lotissements environnants dans un rayon de 200 m au moins pour les maisons d'habitation; 300 m pour les immeubles et 500 m pour les industries;

2) un plan-masse à l'échelle de 1/500 ou 1/200 comportant notamment les indications suivantes:

• les limites et indications cadastrales des parcelles limitrophes;

• le tracé des voies publiques ou privées bordant le terrain à construire;

• les indications relatives au parcage des véhicules pour les projets d'immeubles résidentiels, commerciaux et de bureaux;

• l'aménagement du terrain aux abords des constructions;

• les constructions voisines existantes ou projetées et la nature de leur usage;

• l'indication du nombre d'étages ou la hauteur des constructions existantes ou projetées dans le voisinage;

• la hauteur du projet envisagé;

• les possibilités éventuelles de branchement à des canalisations existantes;

• la situation topographique lorsqu'il s'agit de terrain dont la pente dépasse 5 %;

3) pour les projets de moindre importance, un plan de situation et un plan d'implantation de l'immeuble projeté suffisent;

4) les plans d'exécution à l'échelle de 1/50 (ou 1/1000 pour les projets de grandes superficies) avec plan, coupes, élévations du projet, le tout coté et précis: le plan des sous-sols, avec indications des canalisations, le plan du rez-de-chaussée et de chacun de ses étages, les façades, les coupes correspondantes, les toits et terrasses. Ils doivent prévoir notamment le mode d'alimentation en eau, l'emplacement des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, ménagères et vannes avec l'indication des puits perdus, W.C. et les dispositions prises pour assurer leur étanchéité et neutraliser les matières usées. Ils doivent porter toutes les indications de matériaux et de couleur extérieure permettant de juger l'aspect de la construction projetée. Enfin, la destination des locaux doit figurer sur les plans;

5) pour un objet dont la hauteur dépasse 20 m, une maquette situant l'immeuble projeté dans son environnement;

6) une notice descriptive et estimative des travaux.

TITRE V
INSTRUCTION DU DOSSIER

Art. 9. — L'instruction du dossier de demande d'autorisation de bâtir est faite par les services spécialisés ci-après du département de l'Urbanisme et de l'Habitat:

• la division régionale ou urbaine de l'urbanisme et de l'habitat, la direction de l'urbanisme au niveau national. Les avis d'autres services techniques sont également requis après premier examen:

• la conservation des titres immobiliers;

• l'hygiène-ville;

• l'environnement;

• la voirie et drainage au besoin;

• le bureau d'études d'aménagement et d'urbanisme dans certains cas.

Art. 10. — L'instruction se fait sur la base:

• des règles et servitudes fixées par les plans d'urbanisme applicables à l'emplacement considéré, en particulier celles concernant le prospect, le coefficient d'occupation du sol, la hauteur, la localisation, la nature, le volume, l'aspect architectural des constructions et leur intégration dans l'environnement;

• des normes en vigueur en matière d'espaces verts, des équipements collectifs privés ou publics;

• des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité, de santé, d'hygiène et d'environnement.

TITRE VI
DÉLAI D'INSTRUCTION ET RECOURS

Art. 11. — Conformément à l'article 21 du décret du 20 juin 1957 sur l'urbanisme, l'autorité qui doit délivrer l'autorisation de bâtir dispose d'un délai maximum de soixante jours, à compter de la date du dépôt du dossier pour notifier sa décision au demandeur.

Art. 12. — Ce délai de soixante jours pourra toutefois être porté à quatre-vingt-dix jours dans les trois cas suivants:

1) lorsque l'importance ou la complexité de la construction faisant l'objet de la demande de l'autorisation de bâtir nécessite un examen particulier des dispositions projetées;

2) lorsque le lieu d'édification de l'immeuble projeté se trouve dans un secteur pour lequel des études d'aménagement sont en cours et font l'objet de mesures de sauvegarde;

3) dans le cas où la délivrance de l'autorisation de bâtir est réservée au commissaire d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat.

Art. 13. — Dans le cas où l'autorité chargée de la délivrance de l'autorisation de bâtir estime devoir user de la prolongation du délai, elle doit, avant l'échéance de soixante jours, en informer le demandeur.

Art. 14. — Lorsqu'il s'avère que des précisions complémentaires doivent être fournies par le demandeur, les délais ci-dessus fixés, impartis à l'autorité compétente pour faire connaître sa décision, ne commencent à courir qu'à compter de la date de remise, par le demandeur, des précisions sollicitées.

Art. 15. — Dans le cas où la décision n'a pas été notifiée dans les soixante jours, le demandeur peut saisir le commissaire d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat, par lettre recommandée. Le commissaire d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat doit notifier sa décision dans le délai d'un mois à dater de la réception de ladite lettre.

TITRE VII
VALIDITÉ DE L'AUTORISATION DE BÂTIR

Art. 16. — L'autorisation de bâtir est valable pour une durée de trois ans, à dater de sa signature, sauf pour les travaux dont le délai d'exécution dépasse cette durée et qui a été communiquée préalablement dans la demande de l'autorisation de bâtir.

Art. 17. — L'autorisation de bâtir n'est renouvelable qu'une seule fois pour les travaux non entamés dans le délai prévu à l'article 16 ci-dessus. La validité du renouvellement ne peut excéder deux ans.

Art. 18. — L'autorisation de bâtir devient caduque lorsque les travaux n'ont pas débuté dans le délai accordé. Dans ce cas, une nouvelle autorisation de bâtir sera sollicitée et la taxe de bâtisse exigée.

TITRE VIII
TAXE DE BÂTISSE

Art. 19. — La délivrance de l'autorisation de bâtir est conditionnée au paiement préalable d'une taxe de bâtisse conformément au décret du 12 décembre 1939 mis en application par l'ordonnance 27/TP du 12 mars 1940.

Art. 20. — Sont exonérées de cette taxe:

1) la reconstruction d'immeubles détruits par le fait de guerre à l'exclusion des agrandissements de ces immeubles;

2) de constructions appartenant à un département du Conseil exécutif (bâtiments ou parties affectés à un service ou à l'usage public, bâtiments ou parties de bâtiments réservés au logement du personnel de l'État), les chancelleries pour autant qu'il y ait réciprocité et les bâtiments servant de cultes pour ceux reconnus officiellement;

3) de constructions érigées pour des circonstances spéciales, en vertu d'une autorisation précaire à condition qu'elles soient démolies dans un délai fixé par l'État;

4) de constructions provisoires de quelque nature qu'elles soient. Il faut entendre par constructions provisoires, celles qui doivent être démolies dans un délai maximum d'un an prenant cours à la date de l'autorisation de bâtir.

TITRE IX
PUBLICITÉ

Art. 21. — Pendant toute la durée des travaux, une pancarte portant de façon lisible le numéro d'ordre et la date d'octroi de l'autorisation de bâtir ainsi que le nom de la personne physique ou morale à laquelle l'autorisation de bâtir a été délivrée, sera apposée, de façon

très lisible, sur la clôture du chantier. Ces instructions seront faites en lettres de 12 cm (douze centimètres) de hauteur.

Art. 22. — Dans les quinze jours qui suivent la signature de l'autorisation de bâtir, le procès-verbal de la commission chargée de l'examen des demandes d'autorisation de bâtir doit être publié dans les journaux locaux, diffusé à la radio et à la télévision, et affiché au bureau de la sous-région et de la zone administrative concernées par les travaux.

TITRE X

CONTRÔLE ET SANCTIONS

Art. 23. — Un dossier original du projet autorisé doit demeurer entre les mains de la personne responsable du chantier, prêt à être présenté aux agents de l'administration chargés du contrôle des chantiers.

Art. 24. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par les officiers de police judiciaire et par tous fonctionnaires et agents de l'administration chargés à cet effet par le département de l'Urbanisme et de l'Habitat et assermentés à ce même effet.

Art. 25. — Les procès-verbaux établis par les agents désignés à l'article 24, à la suite de la constatation des infractions, sont transmis, sans délai, au ministère public. Une copie est réservée au chef de division régionale ou urbaine de l'urbanisme et de l'habitat, selon le cas.

Art. 26. — En cas de construction réalisée en infraction aux dispositions du présent arrêté, l'interruption des travaux doit être ordonnée d'office par le commissaire d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat ou par le président régional du M.P.R., gouverneur de région ou gouverneur de la ville de Kinshasa.

Art. 27. — Toute personne qui réalise ou entreprend, fait réaliser ou fait entreprendre, modifie ou fait modifier des constructions sans autorisation de bâtir est punie des peines prévues à l'article 24 du décret du 20 juin 1957 sur l'urbanisme.

Art. 28. — L'architecte, l'entrepreneur, le dessinateur ou toute autre personne ayant concouru à l'exécution des constructions ou installations sans autorisation de bâtir est punissable.

Art. 29. — Lorsque la construction est édifiée sur un terrain occupé sans droit ni titre, sur un terrain de l'État, ou dans une zone *non aedi ficandi* ou de servitudes d'utilité publique prévues au plan d'aménagement, l'administration peut procéder d'office, après sommation, à la démolition et à la remise en état des lieux aux frais de l'intéressé après avoir fait établir la description contradictoire des biens à détruire.

TITRE XI

DISPOSITIONS FINALES

Art. 30. — L'autorisation de bâtir accordée ne dispense pas le bénéficiaire de se conformer aux autres dispositions prescrites par les lois et règlements en vigueur.

Art. 31. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 32. — Le président régional du M.P.R., gouverneur de région, le président régional du M.P.R., gouverneur de la ville de Kinshasa et le président sectionnaire du M.P.R., secrétaire général de département de l'Urbanisme et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

14 novembre 1988. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL CAB/CE/URB.HAB/013/88 portant création de la commission urbaine et de la commission régionale de l'autorisation de bâtir. (*J.O.Z.*, 1992, numéro spécial, p. 193)

Art. 1er. — Il est créé une commission urbaine et une commission régionale d'autorisation de bâtir, chargée de statuer sur les demandes d'autorisation de bâtir dont est saisi le chef de division régionale et urbaine de l'urbanisme et de l'habitat et de donner son avis sur chaque dossier à soumettre au président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de région ou au président régional du Mouvement populaire de la révolution, gouverneur de la ville de Kinshasa, selon le cas.

Art. 2. — L'avis de la commission se substitue à ceux émis habituellement par les différents services consultés.

Art. 3. — La composition de cette commission est ainsi fixée:

• le vice-gouverneur de la ville de Kinshasa chargé des questions politiques et administratives ou le vice-gouverneur de région: président;

• le directeur de région: vice-président;

• le chef de division urbaine ou régionale de l'urbanisme et de l'habitat: membre et secrétaire;

• le chef de division urbaine ou régionale de l'environnement et conservation de la nature: membre;

• le chef de division urbaine ou régionale des travaux publics et aménagement du territoire: membre;

• le chef de division urbaine ou régionale de la santé publique: membre;

• le chef de division urbaine ou régionale de l'énergie: membre;

• le conservateur des titres immobiliers de la région ou de la ville de Kinshasa: membre;

• deux personnalités particulièrement choisies par le gouverneur de région ou de la ville de Kinshasa en raison de leurs titres ou de leur expérience dans la profession ou activités de l'urbanisme et de la construction.

Art. 4. — La commission peut entendre toutes personnes susceptibles de l'informer utilement sur les projets soumis à son examen et, notamment, le commissaire de zone de l'entité administrative concernée.

Art. 5. — La commission se réunit, sur convocation de son président, une fois par mois. L'ordre du jour est arrêté par le président, sur proposition du chef de division urbaine ou régionale de l'urbanisme et de l'habitat.

Il peut être tenu des réunions extraordinaires sur convocation du président de la commission qui, en cas d'empêchement, peut être remplacé par le directeur de région.

Art. 6. — Le secrétariat de la commission est assuré par le chef de division régionale ou urbaine de l'urbanisme et de l'habitat qui a voix délibérative comme les autres membres de la commission.

Art. 7. — Un règlement d'ordre intérieur est établi par la commission pour son bon fonctionnement.

Art. 8. — Les séances de la commission font l'objet d'un procès-verbal dont un exemplaire est adressé à la direction de l'urbanisme, dans les huit jours de la tenue de la séance.

Art. 9. — Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 10. — Les présidents régionaux du M.P.R., gouverneurs de région, le président régional du M.P.R., gouverneur de la ville de Kinshasa et le secrétaire général du département de l'Urbanisme et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

12 novembre 1997. – DÉCISION MINISTÉRIELLE CAB/MIN/TPAT-UH/001/97 portant mesures d'exécution de l'arrêté ministériel CAB/MIN/TPAT-UH/006/97 du 12 novembre 1997 portant fixation des conditions d'agrément des sociétés et établissements de construction, d'aménagement intérieur, d'études et conditions d'enregistrement des indépendants en République démocratique du Congo. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)

CHAPITRE I^er^
CONDITIONS D'AGRÉMENT ET D'ENREGISTREMENT

Art. 1^er^. — L'agrément et l'enregistrement sont obtenus aux conditions ci-après:

1) le dépôt en deux exemplaires du dossier de demande d'enregistrement et/ou d'agrément comprenant:

• pour l'agrément:

– le formulaire de demande et la fiche d'identification dûment remplis conformément aux modèles annexés à la présente décision;

– les statuts notariés;

– le nouveau registre de commerce excepté les bureaux d'études;

– l'attestation d'affiliation à l'I.N.S.S.;

– le certificat de propriété ou le contrat de bail du siège;

– l'attestation fiscale;

– le numéro du compte bancaire;

• pour l'enregistrement:

– le formulaire de demande et la fiche d'identification dûment remplis conformément aux modèles annexés à la présente décision;

– la photocopie du diplôme certifiée conforme par le notaire;

– 2 photos format passeport;

2) sous réserve des conventions internationales, justifier la réciprocité dans la profession pour les indépendants étrangers;

3) être de droit congolais pour les sociétés;

4) s'acquitter du payement de la taxe fixée à l'article 6 de l'arrêté CAB/MIN/TPAT-UH/01/006/97 du 12 novembre 1997.

CHAPITRE II
CATÉGORISATION

Art. 2. — Les établissements et sociétés de construction et d'aménagement intérieur sont subdivisés en deux catégories:

• catégorie A: grandes sociétés et grands établissements;

• catégorie B: petites et moyennes sociétés et petits et moyens établissements.

Les bureaux d'études constituent une catégorie unique.

Les indépendants sont classés en deux catégories:

• catégorie A: architectes, ingénieurs, urbanistes, décorateurs, experts immobiliers;

• catégorie B: dessinateur, technicien en bâtiments et travaux publics.

Toute extension d'activités d'une province à une autre requiert l'ouverture d'un dossier *ad hoc* auprès de la division locale des travaux public. À cet effet, un montant fixé à 10 % de la taxe correspondante sera payé au titre de frais administratifs.

Art. 3. — Les établissements et sociétés de construction, d'aménagement intérieur et d'études ont l'obligation chaque fois qu'ils élargissent ou réduisent leur champ d'intervention, modifient les dispositions de leurs statuts, de le signaler à la commission d'agrément à toutes fins utiles.

CHAPITRE III
INSTRUCTION DU DOSSIER

Art. 4. — Il est créé une commission d'agrément dans la capitale auprès de la direction des bâtiments civils, et en province auprès de la division des travaux publics. Elle est chargée de statuer sur les demandes d'agrément et d'enregistrement et de donner son avis sur chaque dossier.

Art. 5. — La commission d'agrément instituée dans la capitale est constituée de:

• président: directeur-chef de service des bâtiments civils;

• vice-président: délégué du bureau technique de contrôle;

• secrétaire: chef de bureau ayant les agréments et les enregistrements dans ses attributions;

• membres:

– directeur-chef de service de l'urbanisme;

– chef de bureau des normes techniques et matériaux de construction;

– chef de bureau expertises;

– chef de bureau architecture;

La commission d'agrément instituée en province est constituée de:

• président: chef de division des travaux publics;

• vice-président: chef de division à l'urbanisme et habitat;

• secrétaire: chef de bureau de l'aménagement du territoire;

• membres:

– délégué de l'Office des routes;

– délégué de l'Office des voiries et drainage.

Art. 6. — Le dossier de demande d'agrément ou d'enregistrement est déposé en deux exemplaires, par le demandeur ou son mandataire, auprès du directeur des bâtiments civils pour la capitale et du chef de division des travaux publics pour les provinces. La commission peut entendre toute personne susceptible de l'informer utilement sur les dossiers de demande soumis à son examen.

Art. 7. — La commission se réunit chaque fois que le besoin l'exige sur convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Art. 8. — Les décisions de la commission sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des vois, celle du président est prépondérante.

Art. 9. — Les séances de la commission sont sanctionnées par un procès-verbal dont un exemplaire est adressé au secrétaire général dans les huit jours de la tenue de chaque séance.

Art. 10. — Il est tenu à la direction des bâtiment civils dans la capitale et à la division des travaux publics en province, les registres d'agréments et d'enregistrements. Ces derniers sont affichés dans les communes et publiés dans les organes officiels de presse et d'information.

Art. 11. — Le certificat d'agrément et celui d'enregistrement sont délivrés par le ministre des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat, conformément aux modèles annexés à l'arrêté CAB/MIN/TPAT-UH/01/006/97 du 12 novembre 1997. La notification d'agrément ou d'enregistrement ou de refus est faite dans le délai prévu à l'article 14.

CHAPITRE IV
DE L'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉLIVRANCE D'AGRÉMENT

Art. 12. — Tout agrément est subordonné à une enquête préalable en vue de constater la nature et l'étendue de l'établissement ou société.

Art. 13. — L'enquête comporte:

• la vérification sur place de l'existence du siège et des autres informations: personnel, équipements, etc.;

• tous les renseignements recueillis sont consignés dans un rapport d'enquête.

CHAPITRE V
DÉLAI D'INSTRUCTION

Art. 14. — L'autorité habilitée à délivrer le certificat d'agrément ou d'enregistrement, dispose d'un délai maximum de 60 jours ouvrables, à compter de la date du dépôt du dossier pour notifier sa décision au demandeur.

CHAPITRE VI
SANCTIONS

Art. 15. — En plus des sanctions prévues à l'article 7 de l'arrêté CAB/MIN/TPAT-UH/01/006/97 du 12 novembre 1997, toute violation des dispositions de la présente décision expose les auteurs au paiement d'une amende équivalant au double de la taxe correspondante d'enregistrement ou d'agrément.

Art. 16. — La commission est seule habilitée à se saisir des faits par plainte ou dénonciation, soit d'office. Les fautes et les manquements sont repris par elle, siégeant comme commission de discipline. Celle-ci fait rapport au ministre des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat.

Art. 17. — Aucune sanction ne peut être prononcée sans que le concerné n'ait été entendu. Toute sanction prononcée est notifiée par écrit à *son auteur*.

– Texte conforme à la source disponible. Il convient de lire «*l'intéressé*».

CHAPITRE VII
DISPOSITIONS FINALES

Art. 18. — Le secrétaire général aux Travaux publics et Aménagement du territoire et celui à l'Urbanisme et Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présent décision qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

12 novembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL CAB/MIN/TPAT-UH/006/97 portant fixation des conditions d'agrément des sociétés et d'établissements de construction, d'aménagement intérieur, d'études et conditions d'enregistrement des indépendants en République démocratique du Congo. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)

Art. 1er. — Tous les agréments et enregistrements octroyés aux entreprises, bureaux d'études et indépendants pour participation aux études et travaux de l'État sont réputés caducs.

Art. 2. — Les entreprises, bureaux d'études et indépendantes désireux de poursuivre la participation aux études et travaux de l'État ou d'y accéder, doivent se présenter au ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat pour obtention de nouveaux agréments et enregistrements.

Art. 3. — La passation des marchés et la réalisation des travaux restent de la seule compétence du ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat, qui demeure l'unique maître de l'ouvrage pour tous travaux et études à réaliser pour le compte de la République démocratique du Congo.

Art. 4. — L'exercice de la profession d'architecte, d'ingénieur, d'urbaniste, de décorateur, d'expert immobilier, de dessinateur ou technicien en bâtiments et travaux publics est conditionné à l'enregistrement au ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat.

De même, sont autorisés à exercer en République démocratique du Congo, seuls les sociétés et les établissements de construction, d'aménagement intérieur ainsi que les bureaux d'études constitués en sociétés ou en établissements, agréés au ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat.

Art. 5. — Les sociétés et/ou les établissements de construction, d'aménagement intérieur sont classés en deux catégories ci-après:

• catégorie A: les grandes sociétés et les grands établissements;

• catégorie B: les petites et moyennes sociétés et les petits et moyens établissements.

Les bureaux d'études constitués en sociétés et établissements de génie civil, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement intérieur, et d'expertise immobilière constituent une catégorie unique.

Les indépendants évoqués à l'article 4 sont classés en deux catégories:

• catégorie A: architecte, ingénieur, urbaniste, décorateur, expert immobilier;

• catégorie B: dessinateur, technicien en bâtiments et travaux publics.

Art. 6. — Le taux de la taxe d'agrément et celui de la taxe d'enregistrement sont fixés comme suit:

– pour l'agrément:

1. sociétés et établissements de construction:

• catégorie A: 500 $US;

• catégorie B: 150 $US;

2. sociétés et établissements d'aménagement intérieur:

• catégorie A: 400 $US;

• catégorie B: 100 $US;

3. bureaux d'études constitués en sociétés ou établissements:

• catégorie unique: 150 $US;

– pour l'enregistrement:

l'enregistrement des indépendants:

– catégorie A: 25 $US;

– catégorie B: 10 $US.

Ces taxes sont payées en monnaie ayant cours légal en République démocratique du Congo au taux du jour.

Art. 7. — La validité du certificat d'agrément est de trois ans, et celle du certificat d'enregistrement est permanente, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et des clauses contractuelles des travaux.

Art. 8. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 9. — Le secrétaire général aux Travaux publics et Aménagement du territoire et le secrétaire général à l'Urbanisme et Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

9 mars 2002. – ARRÊTÉ SC/018/BGV/CSJ/CM/2002 portant mesures d'assainissement et obligation de peindre les magasins, boutiques et bâtisses des centres commerciaux de Kinshasa. (*M.J.*, n°12, mars 2002, p. 65)

Art. 1er. — Obligation est faite à tous les tenanciers des magasins, boutiques et autres bâtisses des centres commerciaux de Kinshasa d'utiliser des sacs en plastique pour mettre les déchets résultant de leurs activités.

Art. 2. — Les sacs susdits contenant les déchets seront fermés et déposés devant leurs magasins, boutiques ou bâtisses pour permettre leur évacuation par le service de salubrité.

Art. 3. — Les tenanciers des magasins, boutiques et bâtisses situés le long des artères principales de la ville de Kinshasa sont tenus de peindre et/ou de repeindre régulièrement en blanc les murs, enclos et installations et accessoires de leurs bâtiments endéans 15 jours à dater de la signature du présent arrêté. Ils sont également tenus d'éclairer suffisamment dans le même délai, les lieux qu'ils occupent et de les identifier par des enseignes lumineuses.

Art. 4. — Les contrevenants aux mesures contenues dans le présent arrêté seront passibles des pénalités prévues par la loi en matière de salubrité et d'hygiène publique.

Art. 5. — L'inspecteur provincial de la police nationale/ville de Kinshasa, le chef de brigade urbaine de l'assainissement, le coordonnateur urbain de l'environnement, le chef de division urbaine des TP&AT, le chef de division de l'urbanisme et habitat ainsi que tous les bourgmestres des communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires et entre en vigueur à la date de sa signature.

---

29 juin 1949. – ORDONNANCE 61-212. – Décret sur l'urbanisme. – Mesures d'application. (*B.A.*, 1949, p. 1217)

Art. 1er. — La demande de permission prévue par l'article 20 du décret sur l'urbanisme est adressée aux autorités énumérées au premier alinéa de l'article 20 du même décret.

Elle est établie conformément à l'annexe 1 de la présente ordonnance et contient la mention de la localité, de la rue et du numéro cadastral de la parcelle.

Y sont annexés:

1. un exemplaire de l'extrait du plan cadastral, avec indication à même échelle, de l'emplacement exact des travaux sollicités;

2. un exemplaire des plans complets des travaux ou des lotissements.

– Voir cette annexe au *B.A.*, 1949, p. 1319.

Art. 2. — La demande et ses annexes sont adressées sous plis fermés, mais à découvert, recommandés à la poste avec accusé de réception.

Aux chefs-lieux de province, dans les localités où réside un délégué du gouverneur de province et dans les villes, les demandes et leurs annexes peuvent être déposées entre les mains d'un fonctionnaire spécialement désigné à cette fin, soit selon le cas par le gouverneur de province, son délégué, ou le commissaire de district. Il en est donné récépissé, conforme au modèle figurant à l'annexe 2 de la présente ordonnance.

– Voir cette annexe au *B.A.*, 1949, p. 1231.

Art. 3. — La prorogation du délai de 60 jours prévue par l'alinéa 1er de l'article 21 du décret du 21 février 1949, ainsi que l'octroi et le rejet de permission sont notifiés au requérant sous pli fermé, mais à découvert, recommandé à la poste avec accusé de réception.

Il en est de même de la décision prise par le gouverneur général en application des alinéas 2 et 4 dudit article 21.

Art. 4. — Le recours prévu aux alinéas 2 et 4 de l'article 21 du décret du 21 février 1949, est introduit auprès du gouverneur général, sous pli fermé, mais à découvert, recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 5. — Les délais fixés aux alinéas 1er, 5 et 6 de l'article 21 du décret du 21 février 1949, prennent cours à la date de l'accusé de réception prévue aux articles 2, 3 et 4 de la présente ordonnance.

---

24 juillet 1954. – ORDONNANCE 97-243. – Urbanisme. – Règles générales d'aménagement en matière d'esthétique. (*B.A.*, 1954, p. 1171)

Art. 1er. — Les règles générales d'aménagement en matière d'esthétique établies par la présente ordonnance sont applicables dans les territoires des villes, des circonscriptions déclarées urbaines ainsi que des localités et régions soumises au régime de l'urbanisme.

Art. 2. — *Toitures.* – Sans préjudice des règles établies par les plans particuliers d'aménagement, la construction des toitures en tôles d'acier ou d'aluminium et en matériaux d'asbeste-ciment est autorisée sauf dans les quartiers désignés par le commissaire de district dans les villes, et par le gouverneur de province partout ailleurs.

La pente normale de ces toitures sera comprise entre 20° et 35°; elles seront établies en saillie sur les murs de façade et devront, en outre, répondre aux caractéristiques suivantes:

• pour les tôles:

1° être colorées en une teinte agréée et avoir subi un traitement assurant l'adhérence de la peinture ou la fixation de la coloration;

2° être du type dit à grandes ondulations et avoir une épaisseur minimum de 0,63 mm;

3° être garnies sur leurs parties débordantes d'une tôle de rive avec retour épousant les ondulations des tôles de couverture et dont le profil est agréé;

4° être convenablement entretenues quant à leur peinture ou coloration.

• pour les matériaux d'asbeste-ciment:

1° être teintés dans la masse en une teinte solide et agréée;

2° pour les plaques ondulées: être du type à grandes ondulations et avoir une épaisseur moyenne de 6 mm.

Sauf décision contraire des autorités précitées et dans les limites qu'elles déterminent, les conditions imposées ci-dessus ne sont pas applicables dans les zones industrielles.

Sur décision des mêmes autorités et dans les quartiers qu'elles désignent, les toitures en tôles existant à la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance peuvent être soumises endéans le délai qu'elles fixent aux exigences suivantes:

1° être peintes ou colorées en une teinte agréée;

2° être convenablement entretenues quant à leur peinture ou coloration.

Art. 3. — *Dépendances.* – Sauf si les plans particuliers d'aménagement en disposent autrement, la construction de dépendances isolées du bâtiment principal est interdite sur les parcelles des zones résidentielles d'une superficie inférieure à 10 ares.

Les dépendances isolées, lorsqu'elles sont autorisées, ne peuvent occuper une superficie supérieure au trentième de la superficie de la parcelle. Elles seront bâties au moyen des mêmes matériaux que ceux employés pour le bâtiment principal et participeront à l'architecture de celui-ci.

Art. 4. — *Aspect des façades.* – Le parachèvement des façades doit être exécuté avec soin. Les matériaux à utiliser doivent être décrits dans les demandes d'autorisation de bâtir et être approuvés par l'autorité compétente.

Art. 5. — *Clôtures.* – La nature et la hauteur des clôtures projetées seront décrites dans les demandes d'autorisation de bâtir. Dans un but d'harmonie générale, l'autorité compétente pourra, en l'absence d'indications aux plans d'aménagement, imposer un type de clôture dans des quartiers déterminés.

Art. 6. — *Plantations.* – Dans les quartiers résidentiels, les zones de recul doivent être aménagées en jardinets à l'exclusion de tout autre usage.

Dans les quartiers industriels, une zone de plantations à haute tige d'au moins quatre mètres de largeur sera établie le long des limites de propriétés. Les arbres seront espacés au maximum de 20 m et plantés à un mètre minimum de la clôture. Pour des raisons d'aménagement, toute autre disposition couvrant une surface de plantations au moins égale ou correspondant à dix arbres par Ha de propriété peut être autorisée.

Art. 7. — En raison des contingences locales, des dérogations aux prescriptions de la présente ordonnance peuvent être accordées.

Voirie

Arr. Gouv. Gén. du 1er décembre 1898 — Encombrement sur la voie publique..... 613
Ord. 97-253 du 1er août 1953 — Équipement de la voirie privée 613
Ord. 70-210 du 4 juin 1970 — Centre de formation des agents voyers..... 614
Ord. 71-078 du 26 mars 1971 — Classification routière 615
Ord. 71-079 du 26 mars 1971 — Réseaux d'eaux pluviales et usées. – Action de l'État 620
Ord. 72-114 du 21 février 1972 — Barrières de pluie. 621
Ord. 78-223 du 5 mai 1978 — Office des routes. – Statuts 622
Arr. dép. BCE/TPAT/60/006/78 du 22 mai 1978 — Brigade voirie-assainissement. – Ville de Kinshasa..... 625
Arr. BCE/TPAT/60/007/78 du 29 mai 1978 — Services de la voirie. – Décentralisation 625
Ord. 78-335 du 30 août 1978 — Classification routière. – Révision 626
Arr. dép. 79/BCE/TPAT/60/004/79 du 28 février 1979 — Réseau routier national et régional 626
Arr. dép. BCE/TPAT/60/010/79 du 22 août 1979 — Voiries des sous-régions et zones autres que celles situées dans les chefs-lieux des régions. – Attachement à l'Office des routes . 631
Arr. dép. 010/BC/D.D.R./87 du 7 mai 1987 — Service national des routes de desserte agricole. – Règlement interne 632
Ord. 87-331 du 16 septembre 1987 — Office des voiries et drainage. – Création et statuts . 633
Arr. CAB/MIN/TPAT-UH/005/K/2001 du 11 janvier 2001 — Fonds de développement des infrastructures. 637
Arr. SC/017/BGV/CSJ/CM/2002 du 9 mars 2002 — Voie publique. – Fermeture des garages et évacuation des épaves de véhicules 637

1er décembre 1898. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL. – Encombrement sur la voie publique. (*R.M.*, 1898, p. 191)

Art. 1er. — Seront punis d'une amende de 10 à 100 francs et d'une servitude pénale d'un à quatre jours, ou d'une de ces peines seulement:

1° ceux qui, sans nécessité et sans permission de l'autorité locale, auront embarrassé, fait ou laissé embarrasser les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y laissant des matériaux, des marchandises ou autres objets quelconques, soit en y creusant des excavations;

2° ceux qui auraient négligé d'éclairer les matériaux, les marchandises ou autres objets quelconques qu'ils ont déposés ou laissés dans les rues, places ou autres parties de la voie publique, ou les excavations qu'ils y ont creusées en cas de nécessité ou avec la permission de l'autorité compétente;

3° ceux qui auront abandonné, fait ou laissé abandonner sur la voie publique ou à proximité des habitations des choses de nature à nuire par des exhalations insalubres;

4° ceux qui, sur le domaine public ou sur les terrains vagues qui ne sont pas leur propriété, auront, sans y avoir été dûment autorisés, jeté, déposé ou abandonné, ou laissé ou fait jeter, déposer ou abandonner des gazons, terres, pierres, matériaux, décombres, immondices et débris de tout genre.

Art. 2. [*Ord. du 28 février 1913.* — Le présent arrêté est applicable à toutes les voies publiques construites ou entretenues par les soins ou aux frais de la Colonie.]

Art. 3. — Les arrêtés du 24 novembre 1890 et du 14 janvier 1891 sont abrogés.

Art. 4. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

1er août 1953. – ORDONNANCE 97-253. – Équipement de la voirie privée. (*B.A.*, 1953, p. 1423)

Art. 1er. [*Ord. du 4 décembre 1953.* — Dans les limites du territoire du Congo belge soumis au décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme, tout lotissement d'une propriété en lots de superficie inférieure à 5 hectares est subordonné à l'obligation pour le propriétaire d'équiper la voirie projetée dans ce lotissement.]

L'équipement de cette voirie peut devoir comporter: l'égouttage, l'empierrement ou le revêtement en matériaux durables des chaussées et des trottoirs, la plantation d'arbres à haute tige, le gazonnage, l'établissement des carrefours et jardinets publics, alimentation en eau potable et en électricité.

Art. 2. — Dans les zones commerciales, commerciales artisanales et commerciales résidentielles, tout trottoir établi sur une propriété privée et livré à la circulation du public doit être empierré, pavé ou dallé.

Art. 3. — Le commissaire de district dans les villes, le gouverneur de province ou son délégué partout ailleurs déterminent les conditions techniques qui seront imposées pour les travaux de voirie repris aux articles 1er et 2 ci-dessus et. dans chaque cas particulier, l'importance de l'équipement, la largeur des chaussées à revêtir obligatoirement en matériaux durables, les conditions spéciales et délais impartis en fonction de la situation du lotissement et de la circulation normale dans le quartier.

Art. 4. — Le propriétaire est tenu d'adresser à l'autorité précitée une demande de permission d'exécuter les travaux de voirie prescrits par l'article 3 ci-dessus. Cette demande doit être accompagnée d'un plan de lotissement à l'échelle de 1/1000.

L'autorisation sollicitée doit être délivrée dans les délais et conditions prévus par l'article 21 du décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme.

Art. 5. — Le propriétaire de la voirie est chargé de son entretien.

Art. 6. — Les infractions à la présente ordonnance sont punies des peines prévues à l'article 24 du décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme.

---

4 juin 1970. – ORDONNANCE 70-210 portant création du centre de formation des agents voyers. (*M.C.*, n°12, 15 juin 1970, p. 376)

CHAPITRE I^er^
CRÉATION – OBJET – PATRIMOINE

Art. 1^er^. — Il est créé, sous la dénomination «centre de formation des agents voyers», ci-après dénommée «le centre», une institution dotée de la personnalité civile ayant qualité d'établissement public et placé sous la tutelle du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Son siège est à Kinshasa.

Art. 2. — Le centre a pour but la formation des agents voyers de l'État.

Art. 3. — Le patrimoine initial du centre est constitué par une dotation de l'État.

Les ressources sont déterminées à l'article 16 de la présente ordonnance.

CHAPITRE II
ADMINISTRATION ET TUTELLE

Art. 4. — Le centre est administré par un conseil d'administration composé de cinq membres nommés par arrêté du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire pour une durée de trois ans.

Il comprend:

1° le secrétaire général du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, président;

2° un délégué du ministère de la Fonction publique, proposé par son département;

3° le directeur-chef de service des ponts et chaussées au ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire;

4° le directeur-chef du service administratif du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

5° un représentant du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale proposé par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le directeur du centre assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative et en assure le secrétariat.

Art. 5. — Le conseil d'administration fixe les règles de fonctionnement du centre, notamment en ce qui concerne la nomination du personnel enseignant, le statut du personnel administratif, les conditions d'admission des stagiaires, l'organisation des études et le règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. — Les procès-verbaux des réunions sont communiqués dans les 8 (huit) jours par le directeur du centre au ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Si dans les 30 (trente) jours qui suivent le ministre n'a émis aucun avis d'annulation de tout ou partie des décisions, celles-ci deviennent exécutoires.

Art. 7. — Le conseil d'administration se réunit tous les 3 (trois) mois sur convocation du président.

Des réunions extraordinaires peuvent se tenir sur demande du président ou sur demande d'au moins 3 (trois) membres.

Art. 8. — Le directeur est nommé par le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Il est responsable de la gestion devant le conseil d'administration.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de directeur et toutes autres fonctions.

Art. 9. — Le personnel enseignant et le personnel administratif sont engagés et licenciés par le conseil d'administration.

Art. 10. — Les traitements de l'ensemble du personnel sont fixés par arrêté du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire sur proposition du conseil d'administration.

Art. 11. — Les stagiaires agents de l'État sous statut continueront à être en service et à percevoir leur traitement.

Art. 12. — Les stagiaires agents de l'État sous contrat continueront à percevoir leur salaire; celui-ci sera à la charge du centre.

Art. 13. — Les stagiaires qui ne font pas partie de l'administration seront rémunérés par le centre. Ils ne seront admis à celui-ci qu'après la signature d'un contrat d'engagement au service de l'État.

Art. 14. — Les stagiaires ayant satisfait à l'examen de sortie percevront une indemnité de qualification pour autant qu'ils exercent leur fonction d'agent voyer.

Art. 15. — Les modalités d'applications des articles 11, 12, 13 et 14 de la présente ordonnance seront fixées par arrêtés du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

CHAPITRE III
RÉGIME FINANCIER

Art. 16. — Le centre supporte toutes les dépenses occasionnées par son fonctionnement au moyen;

1° des subsides qui lui sont versés annuellement par l'État;

2° des libéralités qui pourraient lui être faites et dont l'acceptation est subordonnée à l'autorisation du président de la République.

Art. 17. — Chaque année, avant le 1er septembre, le conseil d'administration, sur proposition du directeur, transmet au ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire son projet de budget.

Chaque année, avant le 31 janvier, il soumet à l'approbation du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire le compte de l'année écoulée. Il y joint un rapport circonstancié sur les activités du centre.

L'année budgétaire commence le 1er janvier.

Les comptes sont tenus selon les principes de la comptabilité en partie double, faisant apparaître en tout temps la situation financière.

Art. 18. — Un commissaire aux comptes est nommé par le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire auprès du centre. Il a tout pouvoir pour contrôler les opérations comptables sans pouvoir s'immiscer dans la gestion du centre.

Le commissaire aux comptes contrôle, sans déplacement, les livres, les correspondances ayant un intérêt comptable et toutes les écritures du centre.

Il signale sans délai au ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire les irrégularités et adresse copie au conseil d'administration.

Il établit le rapport général des comptes du centre. Ce rapport est annexé au bilan annuel.

CHAPITRE IV
DISPOSITION FINALE

Art. 19. — Le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

26 mars 1971. – ORDONNANCE 71-078 portant classification routière dans la République démocratique du Congo. (*M.C.*, n°8, 15 avril 1971, p. 369)

Art. 1er. — Les routes publiques inscrites sur la liste annexée à la présente ordonnance sont déclarées «Routes d'intérêt général».

Art. 2. — Les routes publiques non énumérées à l'article 1er de la présente ordonnance sont déclarées «routes d'intérêt local».

Art. 3. — L'entretien des routes d'intérêt général est à charge de l'État.

L'entretien des routes d'intérêt local est à charge des collectivités. Toutefois, l'entretien des chaussées revêtues de ces routes est à charge de l'État.

Art. 4. — L'ordonnance 62-53 du 28 janvier 1959, l'ordonnance 62-674 du 23 décembre 1959, l'arrêté 1/CAB/TP du 30 septembre 1965 et toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 5. — Le ministre des Finances, le ministre de l'Intérieur et des Affaires coutumières et le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe
Liste annexe à l'ordonnance portant classification routière

I. PROVINCE DU KONGO CENTRAL

Banana – Boma – Matadi – Kinshasa Limite Bandundu	km	745
Kai Nyema – Yema	km	20
Tshikai – Kimalanda	km	140
Vacu – Lukula – Mbaka Kose	km	148
Bretelle – Kingu	km	9
Kiene – Lemba	km	38
Kinsundi – Kinzau	km	55
Kinzau – Seke Banza	km	22
Kimbenza – Seke Banza – Gumbi	km	85
Kinyala – Kivundo	km	80
Boma – Tshela – Sumbi – Luozi – Sundi Mamba – Mpioka – Ngombe Matadi – Ngungu	km	600
Sundi – Mamba Kingoye	km	63
Tshela – Tsuku Tadi	km	35
Boucle Kikionga	km	83
Kitona – Sumbi	km	120
Lufu – Kinganga – Kingimbi	km	108
Luozi – Malanga	km	120
Bretelle de Sama	km	50
Sumbi Lutete – Londe Nzadi	km	65
Songololo – Frontière Angola	km	22
Songololo – Moerbeke – Buka	km	140
Kimpangu – Moerbeke	km	106
Mboma – Ngidinga	km	112
Nioki – Sanga	km	41
Ngungu – Mbanza Sudi	km	76
Kai Pindi – Lukuti	km	35
Kintanu – Ngidinga – popokabaka	km	235
Madimba – Mputi – Kintani	km	186
Ngidinga – Mpute	km	35
Lemfu – Mpute	km	43
Sona Bata – Kasangulu	km	81
Total	km	3.698

II. PROVINCE DE BANDUNDU

Kimvula – Popokabaka – Muniungu	km	86
Popokabaka – Takindi	km	178
Muniungu – Kongo	km	118
Mungata – Tsakela	km	106
Bukanga – Fatundu – Bandundu	km	255
Mungata – Kinsele – Masiambio – Masiakwa	km	239
Masia Mbio – Bandundu	km	139
Bretelle Kwamouth – Kunzulu	km	75
Koshi – Lukuni	km	150

Bukanga – Kenge – Koshi – Kikongo – Mitanga	km	80
Kongo – Gabia – vers Pwasamba	km	79
Kianga – Swa Mulete – Mayemba – Kasongo Lunda	km	83
Bretelle de Muana Uta à Kasongo Lunda Nzo fu – Muniungu	km	317
Bretelle – Ipapo	km	20
Nzofu – Popokabaka	km	122
Kingama Ngoma Lukuni – Buka Luba	km	89
Route Kasongo – Feshi à partir de Bretelle	km	177
Bretelle – Lukuni Panzi	km	75
Bretelle Buka Luba – Ganaketi	km	108
Bretelle de Kifilu	km	99
Bretelle de Kikuengu	km	27
Bretelle – Mombanda – Mutangu Tari	km	90
Mulasapangu – Iha Mudiongo	km	72
Mayala – Tembo – Kahungula	km	102
Bretelle chutes et Bretelle Tembo	km	21
Mayala – Mwana Uta compris	km	91
Mayala Panzi – Muana Mutumbo – R. 128	km	242
Hahemba – Mwakatende	km	40
Panzi – Lukumi	km	125
Iha Mudiongo – Mulasapungu	km	62
Nzofu – Mutetamo – Ihamaziamu	km	119
Mutetamo – Muana Mutumbo	km	46
Thamuhema – Munanga	km	55
Ihamaziamu – Kahemba – Limite Kikongo	km	129
Ihafundi – Mwakatende – Bangu vers Kandale	km	207
Feshi – Kabongo – Mukoso	km	173
Feshi – Kikongo – Gungu – Bienge – Nitumbi	km	93
Bretelle de Mulua	km	72
Kianga Kapemba – Kabangi	km	101
Bretelle d'Utadi	km	120
Limite Kahemba – Mukoso – Gungu	km	173
Kandale – Ngashi – Pindo – Nianga Kikoso – Gudii	km	113
Bretelle Lunela	km	27
Gudi – Kalunda Mukishi	km	63
Kandale vers Bangu et Ihatshingi	km	30
Kikongo – Mitanga – Kalonda – Masi Minimba – Kingulu	km	147
Mutoni Toi – Kinkongo Mitanga	km	88
Buka Luba – Kitona – Kasoma – Kasodi – Bumba	km	289
Bretelle Kifilu	km	30
Tumula – Kalonda	km	101
Bretelle Mombanda – Kipota	km	137
Kasoma – Masi Minimba	km	75
Bretelle de Mosango	km	74
Bretelle de Zanga	km	28
Kingulu – Kinkusu – Kiniafu	km	99
Boucle de Pwasamba	km	92
Boucle de Bwatundu	km	153
Bulungu – Kikongo	km	162
Bifur. Kikwit – Imbongo – Idiofa	km	151
Mulungu – Due	km	94
Issa miwumu – Mateke	km	107
Mosonge Monene – Ledzo	km	111
Mulungu – Issa Mivumu – Lungu	km	93
Inwungu Luse	km	51
Kikwit – Yesa Loowa	km	115
Bienge – Idiofa – Kapia – limite Port-Francqui	km	234
Kapia – Dibaya – Lubwe	km	21
Kalunda Mukishi – Bakumuna	km	130
Avoke Nane – Mangai – Ngen Kong	km	87
Idiofa – Kweso	km	68
Musanga vers Bienge	km	75
Bandundu – Bagata – Bulungu	km	303
Bukulu - Mondaye	km	11
Mpoko – Makaya	km	24
Bagata – Mpo	km	105
Mpo – Mpo Kashi	km	22
Boma – Ledzo	km	158
Bagata – Bangongo et annexe	km	171
Mpo – Bandundu	km	51
Bulungu – Panu	km	149
Ledzo – Panu	km	14
Bretelle Kikwit – Milundu	km	78
Bretelle Djuma – Kikondi	km	75
Bretelle Lala – Kikondi	km	59
Bretelle Kilunda	km	22
Kingulu – Kinimu	km	18
Isaka – Semendua – Lelesan – Buna Oshwe	km	293
Bretelle sud – Inayaka	km	16
Kese	km	26
Somendua – Djampie	km	69
Somendua – Bokoro – 65 + 12	km	77
Kesesie – Bongolokoso	km	129
Yasa – Botemolo	km	35
Lolosan – Bamaba	km	47
Bretelle Tenele	km	35
Yuki Oshwe – Lokolama	km	280
Balunda – Ilongo	km	55
Brabanta – Bongimba – Ilongo – Betonge	km	362
Bretelle de Mbuli	km	12
Bac de Bankui Lediba – Mushie – Mpa – Lolenga	km	444
Leliba – Botobo	km	121
Bretelle Mbali	km	127
Botobo – Bayamba	km	92
Nduo – Yumpi et Bretelle	km	60
Mpa – Mabli Ibama	km	41
Bretelle Penda	km	42
Lolenga – Lobeke	km	50
Inongo – Basambo	km	80
Total	km	12.009

III. PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Inokaso – Bempumba	km	32
Bokuma – Mompanga – Boimbo	km	21
Bikoro – Mbolo	km	174
Sukotela – Nsambi	km	100
Bikoro – Penda – Kalamba	km	67
Kalamba – Mgandaka	km	67
Kalamba – Bokatola	km	80
Penda – Besefe – Bokatola – Ingende	km	99
Wesi – Besefe	km	81
Bokatola – Losofi – Kiri	km	143
Belondo Elinga – Yele	km	170
Kiri – Wafania – Bokele	km	242

Bis – Isandja – Monkoto	km	93
Bis – Monkoto – Bokele – Boende	km	218
Boende – Ebangalakata – Bowe	km	151
Ebangalakata – Bowe	km	55
Boputu – Lokolia Yalongo	km	113
Monkoto – Bompela	km	40
Bongita – Nongo	km	57
Bonkomi – Bokungu – Ekuku	km	114
Osekola – Yayama	km	137
Yayama – Ikela – Anzi (limite)	km	77
Limite Lokolia – Bokote – Bokungu	km	94
Bokote – Yalifafu – Yalonga	km	147
Bokungu – Yalonga – Yayama	km	169
Mondombe – Yokolo – Ikela	km	167
Ikela – Lingomo – Bondo	km	94
Bokungu – Bisenge	km	107
Bowe – Esongo	km	57
Bosomba Ntando – Ekondji	km	127
Litoka – Weta	km	77
Boude Yakolo	km	130
Bosomba – Anzio	km	26
Yekumbo – Lingomo – Mona	km	144
Limite Kalamba – Djuwa – limite Befale	km	238
Djuwa – Bolomba – Wenga – Basankusu – Bonate – Biliona	km	375
Balangala – Bonate	km	98
Ngoolo – Djuwa	km	98
Loanga – Bolina	km	30
Isaka – Bokote – Bokolongo	km	74
Bokele – Mampoko – Inkekele	km	77
Basankusu – Bolande – Bonate	km	43
Boloma – Penzele	km	31
Boende – Lofondo	km	32
Limite Yolo – Lofondo	km	47
Lingomo – Djolu – limite Prov.	km	124
Lofondo – Lingomo – Lilenga	km	269
Lilenga – Bosenge – Yosoki	km	218
Lolongi – Befale – Biliema	km	131
Befale – Boenia – Ekakula	km	67
Lifondi – Bosemba – Ntando	km	61
Lilenga – Lifake	km	50
Lifake – Lolingo	km	54
Boenia – Lingunde	km	56
Yamboso – Yakiri – Yenga Bokando	km	124
Bokando – Yakisi	km	22
De km 27 de Basandusu – Bongandanga	km	146
Bongandanga – Lilenga	km	140
Bongandanga – Lisala	km	125
Bogbanga – Makambusu	km	206
Busu Mayele – Lifanga	km	195
Inonsoku – Bobambu – Bongandanga	km	147
Butelle – Bobambu	km	14
Sukwa – Sundji	km	27
Bonsenge – Bumburu	km	40
Bongandji – Denge	km	130
Denge – Kungu – Gemena – Bendio	km	247
Basa – Bac Kanda	km	28
Buzele – Mogale	km	35
Mogale – Bari – Gemena	km	101
Kungu – Budjala – Lua – Akula	km	143
Lua – Bulungu – Gemena	km	104
Bulungu – Bendio	km	18
Bwanda – Gwambole	km	42
Bonde – Dongo – Bokondji – Kungu	km	122
Bolomba – Budjala	km	130
Budjala – Bombakado	km	56
Kangalanga – Bidigia	km	55
Dongomoke – Baiabala	km	103
Bumba – Ekuma	km	145
Bodjoki – Yakoma	km	240
Bretelle – Wapinda	km	146
Bretelle – Yasinga	km	32
Yadondji – Bongolu – Bongekenza – Bumba	km	190
Inongo – Yabia	km	59
Lokola – Bopandu – Ekama	km	51
Bretelle – Yamokoki	km	9
Akula – Lisale	km	178
Lisala – Mondjamboli – base	km	139
Limite Businga – Lisala	km	139
Yangeme – Yandenji	km	109
Busu Dua – Mombombe	km	33
Yamulumba – Yangome	km	43
Mondjamboli – Likau	km	40
Yambata – Mioka – Ebonda	km	63
Busu Swanu – Mitoko	km	84
Bobindu – Bobisi	km	48
Bogose Nubea – limite Businga	km	40
Kanda – Libenge – Batanga	km	83
Mongomba – coq	km	44
Libenge – coq	km	78
Libenge – Boyabo – Bari	km	125
Boyabo – Zongo	km	93
Bomotu – Bosobolo – limite Banzyville	km	214
Zongo – Durugu	km	213
Bososama – Sidi – Dubulu	km	223
Butelle – Bagdemba	km	40
Bososole – Businga	km	21
Bokada – Bogose – Nubea – Gemena	km	124
Bovasegbawa – Bundia	km	80
Pambua – Bondagabo	km	59
Boyabagdo – Bogdimunzo	km	51
Bondio – Likimi	km	117
Bondio – Businga	km	113
Businga - Ngale	km	65
Bretelle – Mombondo	km	5
Bovazegbawa – Bosobelo	km	98
Dubulu – Molenge	km	90
Businga – Banzyville	km	326
Bretelle – Mongo	km	17
Boyawese – Bongala	km	29
Total	km	12.391

IV. PROVINCE ORIENTALE

Opala – Letutu – Yatolema – Kisangani	km	345
Bis Bretelle d'Opala	km	21
Boucle: Opala – Lokoye – Lieke – Asangu – Osuke:		
-dans sa partie en P.O.	km	125
-dans sa partie Équateur	km	105
Isangi – Yatolema	km	79

Limite base n°5 – Mosite – Isangi base n° 5 – Mosite	km	107
Yasongo – Yanonge – Mosite	km	26
Ponthierville – Kisangani	km	129
Osuke II Elengealale	km	30
Osuke I – Yaofa – Letutu	km	62
Yaofa – Lelulututu – Yaluwe – Olife	km	132
Lowa – Banakambea	km	52
(Route de l'Ituri): Kisangani – Uma – Bafwasende – Limite base n°3	km	326
Pene Tungu – Madula	km	78
Limite Kivu – Pene Tungu	km	100
Ponthierville – Pene Tungu	km	63
Limite Kivu – Mwarabu – Ponthierville	km	149
Lowa – Ongoka	km	33
Amamula – Angumu – Baliba – croisement route 324	km	210
Bafwasende – Bafwagenge – Bafwakolio	km	87
Limite base 6 – Bafwabogbo – Bafwakolio – Bafwamane – limite base 3	km	110
Bafwabogde – Maganga	km	190
Limite base 2 – Nia-Nia	km	12
Nia-Nia – Wamba – Isiro	km	225
Angali – Betongwe – Limite base 9	km	63
Agbana – Betongwe	km	45
Limite base 2 Babeyru – Maliabwana – Basiana	km	134
Butuka – Babeyru	km	43
Isiro – Gao	km	91
Gao – croisement route 313	km	36
Gao – Limite base 10	km	28
Isiro – Rungu	km	71
Limite base 8 – Longulu – Molangi – Yadiko – Isiro	km	195
Yadiko – Poko – Branga	km	37
D'ici – Baranga - Kama	km	75
Mwana – Molangi	km	41
Bretelle Wamba Owenge	km	63
Nenguma – Aguia	km	19
Ngima – Nagosira	km	45
Kominere – Sondota	km	65
Bazuru – Eliwa	km	48
Bigbitambilambila – Rungu	km	52
Nia-Nia – Mambasa – Komanda – Bunia	km	360
Bunia – Djungu – Mahagi	km	161
Mahagi – Anganda	km	9
Magagi Port – Mahagi	km	49
Limite Kivu – Mambasa	km	113
Limite Kivu – Komanda	km	70
Kasenyi – Bunia	km	41
Kabeba Tshali – Boga – Boga	km	115
Mambasa – Nduye – Limite base 9	km	128
Croisement Route 314 (Nizi) Limite base 9	km	115
Ngota – Zani	km	90
Adjoda – Lita	km	140
Lopori – Yahuma – Lingomo – Élisabetha	km	185
Yalomanga – Yalongwa – Lingomo	km	182
Luate – Botoko – Yalikunda – Yawaka	km	149
Yalikunda – Bonama	km	10
Botoko – Matende	km	7
Basoko – Badjamba – Mongandjo	km	161
Mombongo – Basoko – Basali – Mombongo	km	147
Bongele – Mokaria – croisement route précédente	km	129
Yalimbongo – limite Province	km	11
Lopori – Yaolaki	km	79
Insangi – Yangambi – Kisangani	km	130
Isangi – Bengamisa	km	115
Yangambi – Weko – Kisangani – Bengamisa	km	25
Banalia – Buta	km	321
Banalia – Panga – limite base 2	km	156
Boucle Bobenge – Akuma – Kole	km	72
Limite base 7 – Buta	km	24
Buta – Titule	km	131
Limite Province – Aketi – Dulia – limite base n° 8	km	187
Dulia – Bondo	km	134
Limite Équateur – Likiti – Monga – Mokozo – Bondo	km	155
Bondo – Basende – Bili	km	189
Bondo – Votoko	km	83
Ngele (Bangassou) – Dongobe – Votoko – Usomo	km	228
Lebo – Dugbia	km	75
Monga – Ngele – (Bangassou)	km	54
Monga – Nzeret	km	29
Gambaie – Tiligba – Ingasu	km	195
Tiligba – Zambi	km	56
Titule – Bambesa – Bambili – Dili	km	168
Titule – Zelende – Lengulu	km	131
Nemanzi – Zelende	km	17
Titule – Api – Ango	km	122
Api – Bili – Adama	km	159
Dili – Bwendi – Bokoko	km	225
Ango – Digba – Bokoko – Nasikisa – limite base n°10	km	225
Digba – Gwane – Zapai – Zemio (R.C.A)	km	130
Croisement route Api – Adama Dweme – Lumu – Zapai	km	78
Boysele – Ango	km	69
Zobia – Doromo	km	60
Mapaya – Nebasa	km	85
Limite base 3 – Mungbere – Ojumu – Dubele	km	195
Limite base 4 – Baku – Dubele	km	130
Dubele – Watsa – Faradje – Aba – Frontière Soudan	km	193
Limite base 4 – Djamu	km	38
Baku – Kande – Zani – Kere Kere – Aru	km	115
Aru – Dramba – Aba	km	170
Croisement route 314 – Arna – Dramba	km	135
Limite base n°10 – Faradje	km	13
Aba – Parc National de la Garamba – Limite base n°10	km	107
Gaduma Mata – Kitambala	km	94
Durba – Boli – Aru	km	156
Suriri vers Dungu	km	66
Kama – Niangara – Dungu – Limite base n°9	km	341
Limite base 3 – Dungu	km	93
Niangara – Bangadi – Doruma – Gilaia – Nasikisa	km	233
Dungu – Gualele	km	88
Dibie Adala – Mandoro – Guabele	km	150
Gualele – Aligo – Putabenge – Limite base 9	km	195

Dungu – Ndedu – Bonlogbolo	km	110
Kandi – Ndedu	km	68
Niangara – Mandoro	km	82
Lagbo – Arua	km	36
Total	km	13.045

V. PROVINCE DU KIVU

Asekatunda – Kibombo – Kipaka – Kingombe	km	263
Kipaka – Kasongo – Limite Uvira	km	101
Luanga – Kasongo	km	115
Lupaya – Limite Uvira	km	34
Manomwa – Djemba	km	30
Limite Province – Wongo	km	239
Iwe – Dumba vers Kindu	km	100
Dumba – Zelo	km	19
Mwana Ngoie – Samba	km	42
Butelle Tete	km	22
Butelle Bilimusa	km	23
Limite Province – Katoka – Kaseya	km	83
Mukwanga Masomeno – Kilubi – Limite Kasongo	km	100
Fataki – Matala	km	61
Masomeno – Kabambare – Pena – Lunanga – Lulimba	km	240
Kahuha – Lulimba – Fizi – Uvira	km	237
Uvira Kashen (Bitumée)	km	86
Katoka Masomeno	km	45
Kilubi Fataki	km	41
Matala Pena Lunianga	km	136
Fizi vers Mwenga	km	76
Uvira – Frontière	km	7
Fataki – Kibangula – Namoya	km	54
Karushe – Kindu – Kalima – Lubile	km	267
Kindu vers Kibombo	km	38
Mali – vers Punia	km	145
Kindu – Kayuyu – Kampene Lusenge	km	211
Ulangati – Dingi Pangu – Yale	km	148
Kindu – Dingi Pangu	km	68
Kitoko – Pangi	km	80
Kampene – Pangi – Lubile	km	191
Kingombe Mbali – Luyamba	km	26
Kayuyu – Kingombe – Kampene	km	79
Matala – Kagulube	km	30
Lusenge Kagulube – Mwenga – Kibara	km	346
Kashen – Bukavu	km	61
Bukavu limite Kabare	km	38
Miti vers Kalehe	km	29
Lusenge – Panekusu	km	2
Kagulube – Panekusu – Lukaba	km	125
Lubile Shabunda Lukungu – Kikuku	km	149
Lungungu – Burhale	km	250
Katshungu Kampale	km	71
Limite Fizi – Zalia	km	179
Limite Kalima – Punia	km	67
Punia – Yumbi	km	44
Ongoka – Lubutu	km	126
Obokote Province	km	7
Lubutu – Kenia	km	109
Punia – Kenia	km	163
Punia – Biaya	km	146
Kikuku – Kalinga – Biaya	km	91
Biaya – Kabongola	km	55
Kalinga limite Walikale	km	68
Kenia – Walikale – Limite – Bukavu	km	311
Limite bukavu – Kaleke – Sake	km	120
Walikale Musengi	km	?
Sake Goma Rutshuru	km	53
Limite Punia – Itebero	km	110
Walikale – Masisi – Sake	km	274
Sake Lutiba	km	83
Boucle Mera Binza	km	137
Goma Rutshuru – Lubero – Beni – Limite Prov.	km	395
Rutshuru – Tshasha	km	62
Mukulia Numuazi	km	25
Beni – Kasindi	km	80
Butelle – Lutiba	km	142
Butelle – Nyamusengero	km	42
Rutshuru – Mukengo	km	24
Makoka – Kivetia	km	112
Lubero – Butembo	km	60
Butembo – Ngoma	km	94
Kasindi – Bac Isango	km	31
Butelle Mutivanga	km	9
Mbau Frontière	km	74
Total	km	7.898

VI. PROVINCE DU KASAI OCCIDENTAL

Mulunda – Kalemba – Luiza Moina	km	124
Luyambi – Kalemba	km	46
Bangu – Moina – Kaluata – Luluabourg	km	319
Luiza – Mutombo	km	152
Tshikapa – Mutombo – Bulungu – Luluabourg	km	153
Bulungu – Luebo	km	115
Tshikapa Mutombo – Luebo	km	208
Kaluata – Dumba	km	20
Tshimbulu – Dibaya – Limite	km	40
Bataillon – Frontière Angola	km	41
Bataillon – Mulunda	km	120
Bataillon – Tshikipa	km	82
Bumba – Shamunganda	km	94
Bretelle Tshibuka – Bumba	km	116
Pulu – Tshikapa	km	127
Tshikapa – Port Francqui	km	227
Kabombo – Port Francqui	km	103
Luebo – Mweka	km	66
Port-Francqui – Mweka – Luluabourg	km	373
Beya Bwanga Mushala	km	114
Domiango – Dekese – Boenge	km	343
Vers Isaka Buku	km	90
Luluabourg – Mukanda	km	90
Lukenga Tshishinga	km	119
Bretelle Dimbelenge	km	48
Mutombo Mufafa – Bashingu – Bene Tshanda	km	161
Total	km	3.591

VII. PROVINCE DU KASAI ORIENTAL

Mukanda – Mbuji-Mayi – Kabinda - Kifusa – Penge – Lukolea – Limite	km	387
Tshiombo – Mwene-Ditu – Luputa vers Kamina	km	247
Mwene-Ditu – Kadima	km	110
Luputa – Gandajika – Katanda	km	108
Kifusa – Limite vers Sentery	km	30
Limite sud, Tubeya, Mwene-Ditu	km	124
Dumba Bene Malenga	km	31
Bretelle de Dibaya	km	12
Gandajika – kabinda	km	135
Penge vers Sentery	km	7
Kalundwe – Lukolela	km	66
Kifusa – Sentery – Kasongo	km	188
Penge – Sentery	km	158
Sentery – Kalambale	km	99
Sentery – Ebombo	km	73
Lukolela – Dihuka	km	126
Onema – Katako-Kombe – Botaiti	km	305
Bashingu – Lusambo – Lubefu – Onema – Mulenda	km	351
Tshisinga – Lusambo	km	58
Lusambo – Kalundwe	km	134
Bena-Dibele – Kuntshankoie – Limite Prov.	km	398
Bretelle Owele	km	117
Kuntankoie – Katako-Kombe	km	141
Boenge – Ekanga	km	169
Insandja – Kole – Bene-Dibele	km	174
Isaka Buku – Ishenga Oswe	km	88
Bena-Dibele vers Bashingu	km	53
Total	km	3.893

VIII. PROVINCE DU KATANGA

Dilolo – Kisaji – Mutshatsha – Kolwezi – Likasi – Lubumbashi – Sakania	km	1.004
Sandoa – Kapanga – Limite Kasai Oriental	km	293
Kabila – Mutshatsha – Kayeye	km	141
Mutenge – Kasadji – Tshimbalanga (RIN 810) Bumbu	km	183
Dilolo – Sandoa – Tshimbalanga – Luanza	km	468
Bis Kapatu – Masengo	km	114
Muyeye – Tshimbalanga	km	113
De Dilolo (Muyete) Mulaba – Mwene Imbu I – limite province du Kasai Oriental	km	469
Mulaba – Tshimbalanga	km	88
Samanyembo – Satshamba – Kamina – Kabongo – Katompi – Ebombo	km	740
Mwene Imbu I – Pandomwila	km	55
Masondoyi – Kayeye – Luanza – Luezi 2	km	242
Guba – Lubudi – Bukama – Kamina – Kaniama – Limite Prov. du Kasai Oriental	km	659
Masondoyi – Kiavumina	km	136
Munanga – Kilamba	km	71
Tenke – Lubudi	km	102
Kapanga – Kalundwe	km	257
Bangu – Kalundwe – route Kaniama	km	224
Kalundwe – Kimpanga	km	61
Kitenge – Muadi Katoloka	km	236
Molue – Kolwezi	km	137
Bis – Kapus – Kambove	km	160
Bretelle Likasi – Kambove	km	46
Route Kabongo – Sanayembo – Route Guba (Kabongo Dianda)	km	115
Kabongo – Malemba – Nkulu	km	195
Kabongo – Dianda – Kabwe – Kitwa	km	270
Ebombo – Kongolo – Limite Kivu	km	172
Kongolo – Nyunzu	km	173
Kalompi – Kabalo – Nyunzu – Niemba	km	256
Kabongo – Ankaro – Manono	km	237
Makebe – Kasiri – Kalera	km	88
Bretelle – Kanioka – Kipushi	km	63
Kingo – Lukande – Kaniapa	km	307
Kitumba – Bukenya – Mitwaba – Manono – Niemba – Lukengo	km	892
Lubumbashi – Kafindo – Kasomeno – Kilwa – Pweto – Kapona – Kalemie – Limite Kasai Oriental	km	1.016
Kalemi – Kabinda	km	38
Kinsukulu – Mukato	km	90
Kasamba – Balanga – B/Ville – Kapona	km	318
Pepa – Moliro	km	260
Kiambi – Kapona	km	235
Kapanji – Mutadi – Luanza	km	229
Mutadi – Mwenge – Shiebele	km	135
Kasomeno – Kasenga – Malo	km	129
Kapindo – Petro	km	82
Mouta – Kibalashi	km	104
Mokambo – Mwenda	km	69
Sakania – Kabunda	km	119
Bretelle Kipushi – Lukubi	km	172
Musolo – Lukubi – Ngale	km	75
Mali – Kinka	km	105
Kipushi – Kasike	km	87
Total	km	12.034

RÉCAPITULATION

PROVINCE		
1) KONGO CENTRAL	km	3.698
2) BANDUNDU	km	12.009
3) ÉQUATEUR	km	12.391
4) ORIENTALE	km	13.045
5) KIVU	km	7.898
6) KASAI OCCIDENTAL	km	3.591
7) KASAI ORIENTAL	km	3.893
8) KATANGA	km	12.034
Total des R.I.G.:	km	68.559

26 mars 1971. – ORDONNANCE 71-079 définissant l'action de l'État en matière de réseaux d'eaux pluviales et usées. (*M.C.*, n°7, 1er avril 1971, p. 300)

Art. 1er. — Dans les localités possédant un réseau séparé d'évacuation d'eaux pluviales, l'entretien et le fonctionnement de tous les ouvrages destinés à assurer cette évacuation dans l'emprise du tracé des routes d'intérêt général, sont à la charge de l'État.

Dans le réseau d'évacuation d'eaux pluviales situé en dehors des emprises des routes d'intérêt général, l'État ne prend en charge que l'entretien et le fonctionnement des collecteurs généraux.

Art. 2. — Dans les localités qui sont tributaires d'un régime combiné d'évacuation d'eau pluviales et d'eaux usées, l'État ne prend en charge que l'entretien et le fonctionnement des collecteurs principaux, quel que soit l'emplacement de ces derniers par rapport aux routes d'intérêt général. L'État prend en outre à sa charge l'entretien et le fonctionnement des collecteurs secondaires qui longent le tracé des routes d'intérêt général, à l'exclusion des autres installations du réseau.

Art. 3. — Dans les localités possédant un réseau séparé d'évacuation d'eaux usées, l'État prend en charge l'entretien et le fonctionnement des collecteurs généraux.

Art. 4. — Par «collecteurs généraux» on entend les collecteurs à ciel ouvert ou enterrés assurant l'évacuation de la totalité du débit de tous les bassins versants.

Par «collecteurs principaux» on entend les collecteurs à ciel ouvert ou enterrés se déversant directement dans le collecteur général et assurant l'évacuation du débit relatif à une portion du réseau général, qualifiée de bassin versant.

Par «collecteurs secondaires» on entend les collecteurs à ciel ouvert ou enterrés rassemblant les débits des différents ouvrages élémentaires constituant le réseau.

Art. 5. — L'évacuation des eaux industrielles n'est pas soumise aux dispositions de la présente ordonnance.

Art. 6. — Le ministre de l'Intérieur et des Affaires coutumières, le ministre des Finances, le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Art. 7. — Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 8. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

---

21 février 1972. – ORDONNANCE 72-114 relative à l'établissement de barrières de pluie. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1972, p. 297)

Art. 1er. — Sur les routes d'intérêts général désignées par arrêté du ministre chargé des travaux publics et durant les périodes de l'année déterminées par arrêté du gouverneur de la province dans laquelle des routes sont situées, il peut être établi des barrières interdisant le passage des véhicules lorsqu'il pleut.

L'établissement de ces barrières, dites «barrières de pluie», a pour objet de préserver la chaussée des dégradations que pourrait lui occasionner la circulation des véhicules pendant la pluie.

Il ne peut être effectué que par les autorités légalement compétentes pour placer la signalisation routière.

Art. 2. — Les barrières de pluie sont identiques à la barrière décrite à l'article 114, 3°, de l'ordonnance 62-12 du 17 janvier 1957 sur la police du routage et de circulation.

Elles sont signalées par un signal d'interdiction semblable à ceux prévus à l'annexe 2 de l'ordonnance susdite et conforme au modèle annexé à la présente ordonnance.

Art. 3. — Les barrières de pluie sont fermées pour tous les véhicules dès le début de la pluie.

Elles ne sont rouvertes:

1°) pour les véhicules de transport de personnes carrossés pour huit personnes au moins (y compris le conducteur), qu'une demi-heure après la fin de la pluie;

2°) pour les autres véhicules dont le poids maximum autorisé ne dépasse pas 3.500 kilos, qu'une heure après la fin de la pluie;

3°) pour les autres véhicules dont le poids maximum autorisé dépasse 3.500 kilos, que six heures après la fin de la pluie.

Toutefois, s'il n'y a pas eu trois heures de jour dans l'espace de ces six heures, elles ne sont rouvertes pour lesdits véhicules que lorsqu'il s'est écoulé, depuis la fin de la pluie, un laps de temps de plus de six heures comprenant trois heures de jour.

Art. 4. — Tout véhicule doit stopper devant une barrière de pluie, même quand elle est ouverte, afin de permettre son identification par le garde-barrière.

Aucun véhicule ne peut franchir une barrière de pluie quand elle est fermée pour tous les véhicules ou pour la catégorie de véhicules à laquelle il appartient.

Art. 5. — Par dérogation à la disposition du deuxième alinéa de l'article précédent:

1°) les ambulances allant chercher ou transportant un malade, ainsi que les véhicules de lutte contre l'incendie se rendant sur les lieux d'un sinistre, peuvent franchir les barrières de pluie à tout moment, à condition que leurs conducteurs soient en mesure de justifier, par la production d'une pièce officielle, de la mission dont ils sont chargés;

2°) les véhicules de l'administration des ponts et chaussées, de la police nationale, du Centre nationale de documentation, de la police militaire, de la gendarmerie, de la police judiciaire des parquets, de l'Office d'exploitation des transports du Zaïre, de l'administration des douanes, des médecins et des sages-femmes, peuvent franchir les barrières de pluie à tout moment pour nécessités de service;

3°) les véhicules munis d'une autorisation spéciale du commissaire de district ou de l'administration de territoire peuvent franchir les barrières de pluie à tout moment.

L'autorisation prévue ci-dessus ne peut être délivrée qu'en cas d'extrême urgence. Sa délivrance doit être justifiée ultérieurement auprès du ministre chargé des travaux publics.

L'autorisation n'est valable que dans le ressort territorial de l'autorité qui l'a délivrée. Sa durée de validité ne peut excéder 24 heures;

4°) les véhicules militaires peuvent franchir à tout moment les barrières de pluie situées dans une zone d'opérations militaires.

Art. 6. — Tout conducteur de véhicule qui contreviendra aux dispositions de l'article 4 sera puni d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas deux zaïres, ou d'une de ces peines seulement.

Si le véhicule a causé des dégâts à la route, le contrevenant sera, en outre, condamné à payer à l'administration des ponts et chaussées une indemnité égale aux frais de réparation des dégâts, lesdits frais étant évalués par l'administration des ponts et chaussées.

Art. 7. — Le propriétaire du véhicule est civilement responsable de l'indemnité résultant de la condamnation prononcée contre le conducteur, sauf tout recours de droit.

Dans le cas où le véhicule appartient à l'État, le service qui l'utilise est considéré comme propriétaire pour l'application de la disposition qui précède.

Art. 8. — Les agents de l'administration des ponts et chaussées revêtus d'un grade égal ou supérieur à celui de rédacteur ont qualité d'officier de police judiciaire pour rechercher et constater les infractions à la présente ordonnance.

Leur compétence en cette qualité est limitée à leur ressort territorial.

Art. 9. — Tout procès-verbal constatant une infraction à la présente ordonnance est immédiatement transmis au directeur du service central des ponts et chaussées.

Celui-ci peut proposer au contrevenant de verser au Trésor dans un délai qu'il détermine, une somme dont il fixe le montant et qui ne peut dépasser le montant maximum de l'amende augmenté, le cas échéant, des frais de réparation des dégâts occasionnés à la route.

La transaction intervenue éteint l'action publique.

Art. 10. — La poursuite des infractions à la présente ordonnance n'est exercée que sur plainte du directeur du service central des ponts et chaussées.

Art. 11. — Le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

5 mai 1978. – ORDONNANCE 78-223 portant statuts d'une entreprise publique dénommée «Office des routes». (*J.O.Z.,* n°12, 15 juin 1978, p. 18)

Art. 1er. — L'Office des routes, créé par l'ordonnance-loi 71-023 du 26 mars 1971, est une entreprise publique à caractère technique dotée de la personnalité juridique.

Outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, l'Office des routes est régi par la présente ordonnance.

Art. 2. — L'Office a son siège à Kinshasa. Des agences ou des bureaux peuvent être ouverts en tous autres lieux de la République, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — L'Office a pour objet:

1° l'exécution des études et des travaux d'entretien, d'aménagement, de modernisation et de construction des routes déterminées par le programme lui imparti, ainsi que l'entretien, l'aménagement, la modernisation et la construction des ouvrages d'art et des bacs de passage des routes ici concernées;

2° des interventions dans l'entretien et l'aménagement d'autres routes, ouvrages d'art et bacs, à la demande du commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire;

3° la gestion du Laboratoire national des travaux publics;

4° la formation et le recyclage du personnel nécessaire à la réalisation de son objet;

5° la préparation, dans le cadre de la planification nationale, des programmes à court, moyen et long termes, visant à la réalisation des objets ci-dessus.

Art. 4. — L'État met à la disposition de l'Office les terrains, bâtiments, installations, matériels et tous approvisionnements nécessaires pour la réalisation de l'objet de celui-ci.

Art. 5. — Pour la réalisation de son objet social, l'Office est tenu de se conformer aux règles de l'État.

Art. 6. — Le patrimoine de l'Office est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Office devra avoir dressé l'état de sa situation patrimoniale mise à jour. Celle-ci indiquera clairement:

1°) à l'actif:

• les valeurs immobilières;

• les valeurs circulantes;

2°) au passif:

• les éléments de situation nette;

• les subventions d'équipement et les provisions pour pertes et charges;

• les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Office devra avoir transmis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé, aux organes de tutelle.

Art. 7. — Le patrimoine de l'Office pourra s'accroître:

• des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;

• des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

L'augmentation comme la réduction du patrimoine de l'Office est constatée par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle compétent.

TITRE III

DES STRUCTURES

– Dans sa publication, le *J.O.Z.* ne présente ni de »titre Ier» ni de «titre II».

Art. 8. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Office sont: le conseil d'administration, le comité de gestion et le collège des commissaires aux comptes.

TITRE IV
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I
PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 9. — L'organisation et le fonctionnement de l'Office sont régis conformément aux dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

Le conseil d'administration comprend six administrateurs, dont ceux qui sont choisis au sein du comité de gestion, conformément à l'article 6 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 10. — L'exercice financier de l'Office commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 11. — Les comptes de l'Office seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 12. — Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions et des recettes pour l'exercice à venir.

Le budget de l'Office est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles;

2. en dépenses:

• les frais d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel), les charges fiscales et toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation, etc);

2. en recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens, etc.

Art. 13. — Le budget de l'Office est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle précisée ci-après, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte. Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 14. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'Office doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 15. — La comptabilité de l'Office est organisée et tenue de manière à permettre:

1°) de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2°) de connaître la situation patrimoniale de l'Office;

3°) de déterminer les résultats analytiques.

Art. 16. — À la fin de chaque exercice, le conseil d'administration fait établir, après inventaire:

1°) un état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions de recettes et des dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2°) un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Office au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation des différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président de la République, au plus tard, le 30 avril de la même année.

Art. 17. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le bilan et le tableau de formation du résultat et règle, en se conformant aux dispositions de l'article 18 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 18. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et, d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera soit reporté à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 19. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier lieu, par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 20. — L'Office peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation.

Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 21. — Sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, les marchés de travaux et de fournitures sont passés soit sur appel d'offres, soit de gré à gré dans les cas prévus au troisième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Office. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République; l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que l'Office décide de consulter. Dans les deux cas, l'Office choisit librement l'offre qu'il juge la plus intéressante, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution, de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que de toutes suggestions faites dans l'offre.

L'Office peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur présumée n'excède pas cinquante mille zaïres, pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés. Le marché de gré à gré se constate soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement modifié après discussion entre les parties, soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce, les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas dix mille zaïres peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV
DE LA TUTELLE

Section 1
Notion

Art. 22. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur l'Office.

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants ou *a posteriori*.

Ils peuvent être d'ordre administratif, judiciaire, technique, économique ou financier.

Ils s'exercent sur les personnes comme sur les actes et à tous les niveaux: conseil d'administration, comité de gestion, directions, organes d'exécution, et à tous les stades: délibérations, décisions, contrats.

Ils peuvent porter sur la légalité et sur l'opportunité des actes de l'Office.

Section 2
Des organes de tutelle

Art. 23. — L'Office est placé sous la tutelle des départements des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire et celui du Portefeuille, chacun y intervenant dans la sphère de ses attributions spécifiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire porte notamment sur les actes ci-après:

• la conclusion des marchés de travaux ou de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement d'agences et bureaux à l'intérieur du Zaïre;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte notamment sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions des recettes et des dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 24. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'Office sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département du Portefeuille.

CHAPITRE V
DU RÉGIME FISCAL

Art. 25. — Sous réserve de l'existence d'un régime fiscal particulier antérieurement reconnu à l'Office, celui-ci est soumis au droit commun en la matière.

TITRE V
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 26. — À titre transitoire, sont maintenues en vigueur jusqu'à nouvel ordre, toutes les mesures antérieures relatives au statut du personnel de l'Office.

Art. 27. — Sont abrogées, sous réserve de l'article précédent, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 28. — Le commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire et celui au Portefeuille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

22 mai 1978. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/TPAT/60/006/78 portant création et organisation d'une brigade voirie-assainissement pour la ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 55)

Art. 1er. — Il est créé au sein de la direction de la voirie et assainissement une brigade voirie pour la ville de Kinshasa.

Art. 2. — La brigade de voirie de la ville de Kinshasa est installée dans les locaux de l'unité mécanisée du B.E.A.U. dans l'enceinte de T.P.V.K. à Limete.

Art. 3. — La brigade voirie-assainissement de la ville de Kinshasa est divisée en 3 sections:

1) équipe travaux;

2) équipe parc;

3) administration.

Art. 4. — Cette brigade a pour mission l'exécution en régie des différents travaux de voirie et assainissement dans la ville de Kinshasa notamment:

1) l'entretien des chaussées revêtues;

2) l'entretien de l'assainissement et des ouvrages de drainage: collecteurs principaux et secondaires;

3) l'entretien des voies en terre;

4) la lutte anti-érosive;

5) l'élaboration des programmes des voiries et d'assainissement au niveau de la ville;

6) l'intervention et la réalisation dans la ville des programmes du conseil exécutif;

7) l'entretien et la réparation du matériel.

Art. 5. — La brigade est équipée du matériel mis à la disposition du département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire par la coopération française.

Art. 6. — Le personnel de la brigade est composé d'éléments provenant de la division travaux du bureau d'études et d'aménagements urbains «B.E.A.U.» et du secteur voirie de la ville de Kinshasa.

Ce personnel qui est mis à la disposition de la ville de Kinshasa st placé sous la dépendance administrative de celle-ci. Toutefois il continue à relever de la dépendance technique de la direction de la voirie assainissement du département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Art. 7. — Les ressources de la brigade sont constituées principalement des dotations périodiques mises à sa disposition, soit par la ville, soit par la direction de la voirie et assainissement.

La brigade jouit d'une autonomie financière. Elle est dirigée et gérée par un directeur appelé «chef de brigade» nommé par le commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire.

Le directeur-chef de brigade est secondé par deux directeurs adjoints, au moins.

Art. 8. — L'exercice financier de la brigade commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 9. — Au début de chaque exercice, la brigade qui tient sa comptabilité de façon à permettre de connaître la régularité des opérations et de la situation à tout moment élabore les prévisions budgétaires pour l'exercice.

Art. 10. — À la fin de chaque exercice, la brigade établit le compte de gestion comprenant les recettes et les dépenses de l'exercice, l'inventaire des valeurs mobilières et immobilières et des dettes et des créances de la brigade.

Elle transmet, régulièrement à la direction de la voirie et assainissement, les pièces justificatives se rapportant aux fonds mis à sa disposition par la direction de la voirie.

Tous les marchés de travaux, de fournitures ou de services au nom de la brigade sont soumis aux dispositions relatives aux marchés passés au nom de l'État.

Art. 11. — L'inspecteur des finances du département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire ainsi que celui de la ville assurent ensemble ou séparément le contrôle financier de la brigade.

Art. 12. — Le secrétaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

---

29 mai 1978. – ARRÊTÉ BCE/TPAT/60/007/78 portant décentralisation des services de la voirie. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 56)

Art. 1er. — Sont du domaine du département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire «Direction de la voirie et d'assainissement»:

1. l'étude des structures des services;

2. l'élaboration des plans généraux de voirie, des directives et de la réglementation générale, les études des ceintures des villes et des constructions des collecteurs principaux et même secondaires dans les villes;

3. la conclusion des marchés et la conduite des travaux importants commandés par le conseil exécutif ainsi que le contrôle technique des travaux exécutés au niveau régional, urbain ou local et des moyens

mis à la disposition des autorités régionales, urbaines ou locales à cet effet;

4. la centralisation des informations concernant les programmes et leur financement en vue de permettre un contrôle, une coordination et une intervention technique ou financière du département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire;

5. la poursuite des travaux en cours autres que ceux relevant de la compétence des autorités régionales, urbaines, sous-régionales ou locales;

6. l'analyse et les directives sur les plannings des travaux programmés au niveau de région, ville, sous-région, zone, localité.

Art. 2. — Sont du ressort des régions, de la ville de Kinshasa, des sous-régions, des zones, des localités:

1. la programmation et la réalisation des travaux au niveau régional ou urbain;

2. l'exécution des travaux financés par la région, la ville de Kinshasa, la sous-région, la zone ou la localité;

3. la désignation du fonctionnaire dirigeant sur les chantiers financés au niveau régional ou urbain;

4. le contrôle de tous les travaux même ceux financés par le département des travaux publics et de l'aménagement du territoire par désignation des délégués à pied d'œuvre;

5. le contrôle administratif de la gestion des moyens (personnel, matériel, crédits) subdélégués aux régions et à la ville de Kinshasa par le département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire;

6. l'entretien permanent des ouvrages (routes urbaines ou régionales, collecteurs, ponts, la lutte anti-érosive, bref les points à temps, stagnations et interventions diverses).

Art. 3. — Les secteurs, sous-secteurs et brigades de voirie ainsi que le personnel y affecté sont mis à la disposition des régions, de la ville de Kinshasa, des sous-régions, des zones et des collectivités.

Art. 4. — Ce personnel est dorénavant placé sous la dépendance hiérarchique administrative des régions, ville de Kinshasa, sous-régions, zones et collectivités.

Cette dépendance hiérarchique administrative s'entend du pouvoir disciplinaire allant jusqu'à la sanction de mise à pied et pour tous les agents jusqu'au grade de chef de bureau. Pour les agents revêtus du grade supérieur et pour l'infliction de la peine de licenciement avec ou sans préavis, les autorités régionales devront recourir au département des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire de qui dépend techniquement et administrativement en dernier ressort tout le personnel de la voirie.

Art. 5. — Le matériel et les accessoires de la direction de la voirie et assainissement précédemment affectés aux secteurs, sous-secteurs et brigades demeurent sa propriété.

Art. 6. — Toutes les dispositions antérieures et contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 7. — Le secrétaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

30 août 1978. – ORDONNANCE 78-335 portant révision de la classification routière de la République. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1978, p. 12)

Art. 1er. — Les routes publiques, inscrites sur la liste annexée à l'ordonnance 71-078 du 26 mars 1971 et déclarées «routes d'intérêt général» se subdivisent:

a) en «réseau des routes nationales»: il est incorporé au domaine de l'État;

b) en «réseau des routes régionales»: il est incorporé au domaine des régions.

Art. 2. — Sont déclarées faisant partie du «réseau des routes nationales», toutes les routes actuellement asphaltées ainsi que les routes en terre destinées à être asphaltées sur les grands axes internationaux ou sur les grands axes nationaux.

Art. 3. — Endéans un délai maximum de six mois à dater de la signature de la présente ordonnance, le commissaire d'État aux Travaux publics fixera, sur proposition des commissaires de région, la liste des routes constituant le «réseau des routes nationales et régionales» compte tenu des dispositions prévues aux articles 1 et 2.

Art. 4. — Les bacs et les ponts sont rattachés au domaine auquel appartient la route qu'ils desservent.

Art. 5. — L'article 1er de l'ordonnance 71-078 du 26 mars 1971 est abrogé.

Art. 6. — Le commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire et le commissaire d'État à l'Administration du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

28 février 1979. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 79/BCE/TPAT/60/004/79 portant fixation des listes des routes constituant le réseau des routes nationales et régionales dans la République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1979, p. 26)

Art. 1er. — Les routes publiques inscrites sur la liste n°1 annexée au présent arrêté constituent le réseau des routes nationales, en abrégé RN.

Art. 2. — Les routes publiques inscrites sur la liste n°2 annexée au présent arrêté constituent le réseau des routes régionales prioritaires, en abrégé RR1.

Art. 3. — Les routes publiques inscrites sur la liste n°3 annexée au présent arrêté constituent le réseau des routes régionales secondaires, en abrégé RR2.

Art. 4. — Le secrétaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire, les commissaires de région et le commissaire urbain de la ville de Kinshasa sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Liste 1

RN: ROUTES NATIONALES

BAS-ZAÏRE	1.380
BANDUNDU	2.177
ÉQUATEUR	2.939
HAUT-ZAÏRE	3.612
KIVU	2.893
SHABA	4.064
KASAI OCCIDENTAL	1.909
KASAI ORIENTAL	1.457
KINSHASA	252
TOTAL	*20.683*

ROUTES NATIONALES – RÉGION BAS-ZAÏRE

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 1	Banana – Moanda – Boma – Matadi – Kinshasa	609
Nationale 10	Moanda – Sozir	12
Nationale 11	Kai Yema – Yema (frontière Kabinda)	22
Nationale 12	Boma – Lukula – Tshela – Sumbi – Luozi – Mpioka – Mbanza-Ngungu	453
Nationale 13	Kintata – Inga	25
Nationale 14	Matadi – Ango-Ango (frontière Angola)	6
Nationale 15	Songololo – Luvo (frontière Angola)	22
Nationale 16	Kisantu – Ngidinga – Kimvula – Limite – Bandundu	231
	TOTAL	1.380

ROUTES NATIONALES – RÉGION BANDUNDU

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 1	(Limite Bas-Zaïre) – Kenge – Kilwit – Bomongo – Idiofa – Bienge – (Limite – Kasaï Occidental)	643
Nationale 9	Masi-Manimba – Kinimi – Bagata – Moko Kutu – Ipeke – Inongo – Kolobeka – Bolia-Weti – (Limite Équateur)	538
Nationale 16	(Limite Bas-Zaïre) Popokabaka – Kenge	213
Nationale 17	Kinsele – Masia Mbio – Bandundu – Mpoko	281
Nationale 18	Kinimi – Bulungu	33
Nationale 19	Kikwit – Bulungu – Due-Mateko – Tshongo Sedzo – Mangai – Ngenkong	323
Nationale 20	Idiofa – Ngenkong – Binko – Musese – Katembo – (Limite Kasaï Occidental)	146
	TOTAL	2.177

ROUTES NATIONALES – RÉGION ÉQUATEUR

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 6	Limite Haut-Zaïre – Yamawa – Bumba – Baso – Modjamboli – Lisala – Akula – Gemena – Bomutu – Boyabo – Libenge	798
Nationale 7	Limite Haut-Zaïre – Yekumbo – Ikela – Yayama – Osekola – (Limite Kasaï Oriental)	214
Nationale 8	Mbandaka – Kalamba – Bokatola – Mompanga – Ingunde – Djuwa – Lolengi – Lofonda – Boende – Ekuku – Bokoto Yayama	920
Nationale 9	Bokatola – Bosefe – Mbolo – (Limite Bandundu)	102
Nationale 21	Kalamba – Punda – Bikoro	67
Nationale 22	Djuwa – Bolomba – Basankusu	248
Nationale 23	Boyabo – Zongo	93
Nationale 24	Gemena – Mombanza – Molegbe – Mobayi – Yakoma (Limite Haut-Zaïre)	497
	TOTAL	2.939

ROUTES NATIONALES – RÉGION HAUT-ZAÏRE

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 3	Kisangani – (Magula) – Wanie – Rukula – Pene Tungu (Limite Kivu)	155
Nationale 4	Bengassou – Monga – Bondo – Dulia – Banalia – Kisangani – Bafwasende – Niania – Mambasa – Komande – Dalia – (Limite Kivu)	1.357
Nationale 6	Dulia – Aketi – Bunduki – (Limite Éq.)	137
Nationale 7	Kisangani – Yatolema – Opala – Otala – (Limite Éq.)	373
Nationale 24	Monga – Oliki - (Limite Éq.)	29
Nationale 25	Buta – Titule – Bambessa – Dingila – Baranga – Poko Ngina – Isiro – Wamba – Niania	718
Nationale 26	Isiro – Mungbere – Watsa – Faradje – Aba (frontière Soudan)	484
Nationale 27	Komanda – Irumu – Bunia – Djugu – Mahagi – (frontière Ouganda)	246
Nationale 44	Mambasa – Lebia – (Limite Kivu)	113
	TOTAL	3.612

ROUTES NATIONALES – RÉGION KIVU

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 2	Limite Kasaï Oriental) – Kasongo – Kabala – Mwenga Walungu – Bukavu – Kalehe – Sake – Goma – Rurshuru – Rwindi – Kanyakayenga – Lubero – Musienene – Butembo – Beni	1.147
Nationale 3	(Limite Haut-Zaïre) – Lubutu – Walikale – Hombo – Miti	493
Nationale 4	(Limite Haut-Zaïre) – Eringeti – Beni – Kasindi	145
Nationale 5	Bukavu – Kamanyola – Uvira – Fizi – (Limite Shaba)	389
Nationale 28	Rutshuru – Bunangana	24
Nationale 29	Bukavu – Shangungu – (frontière Rwanda)	4
Nationale 30	Kavimvira – (Uvira) – (frontière Burundi)	7
Nationale 31	Kasongo – Kindu – Lubutu	592
Nationale 32	Mali – Kalima	67
Nationale 44	Mukulia – Home (Limite Haut-Zaïre)	25
	TOTAL	2893

ROUTES NATIONALES – RÉGION SHABA

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 1	(Limite Kasaï Oriental) – Kaniama – Kamina – Lueji – Bukama – Lubudi – Guba – Kitumba – Likasi – Lubumbashi – Kasumbalesa – Sakania	1.050
Nationale 5	(Limite Kivu) – Kalemie – Pweto – Kilwa – Kasomeno Lubumbashi	1.031
Nationale 33	Kabondo Dianda (bif N 1) – Mukwende – Manono – Nyuzu – Kalemie	714
Nationale 34	Kapona – Moba	90
Nationale 25	Kasomeno – Kasenga	66
Nationale 36	Mokambo – Chembe – (frontière Zambie)	69
Nationale 37	Lubumbashi – Kipushi	23

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 38	Likasi – Kambove	22
Nationale 39	(Limite Kasaï Occidental) – Kapanga – Sandoa – Dilolo – Kasaji – Nasondoye – Kolwezi – Guba	999
	TOTAL	4.064

ROUTES NATIONALES – RÉGION KASAÏ OCCIDENTAL

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 1	(Limite Bandundu) – Tshikapa – Bulungu – Kananga – Lac Mukamba	460
Nationale 7	Kananga – Businga – Bena-Tshanda – (Limite Kasaï Oriental)	247
Nationale 20	Katembo – Ilebo – Mweka – Luebo – Bulungu	436
Nationale 39	Mutembo – Kazumba – Luiza – Moma – (Limite Shaba)	298
Nationale 40	Kananga – Tshimbulu – (Dibaya) – (Limite Kasaï Oriental)	167
Nationale 41	Mweka – Beya – Bwanga – Demba – Kananga	229
Nationale 42	Lac Mukamba – (bif nationale 1) – Dimbelenge – Mutombo Dibwe – (Limite Kasaï Oriental)	72
	TOTAL	1.909

ROUTES NATIONALES – RÉGION KASAÎ ORIENTAL

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 1	Lac Mukamba – Mbuji-Mayi – Mwene-Ditu – Luputa Limite Shaba	346
Nationale 2	Mbuji-Mayi – Kabinda – Lubao – Limite Kivu	399
Nationale 7	(Limite Équateur) – Lomela – Lodja – Bena-Dibele – (Limite Kasaï Occidental)	503
Nationale 40	Limite Kasaï Occidental) – Mwene-Ditu	71
Nationale 42	(Limite Kasaï Occidental) – Lusambo – Bashingu	138
	TOTAL	1.457

ROUTES NATIONALES – RÉGION KINSHASA

NOMENCLATURE	*LIAISONS*	*KM*
Nationale 1	Limite Bas-Zaïre – Kinshasa – Nsele – Limite Bandundu	185
Nationale 17	Mungata – Kinsele (Limite Bandundu)	45
Nationale 43	Nsele – Maluku	22
	TOTAL	252

Liste 2

RR 1. ROUTES RÉGIONALES PRIORITAIRES

BAS-ZAÏRE	891
BANDUNDU	3.505
ÉQUATEUR	2.707
HAUT-ZAÏRE	3.578
KIVU	2.639
SHABA	4.024
KASAÏ OCCIDENTAL	1.230
KASAÏ ORIENTAL	1.627
TOTAL	20.201

ROUTES RÉGIONALES (Bas-Zaïre)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
101	Tshikai – Kimalanda – Lukula – Vaku – Seke – Banza – Kinzau	215
	Kangu – Nzobe	63
104	Tshela – Nzobe – Luali	84
110	Vunda – Kingimbi	130
111	Malanga – Luozi	95
112	Luozi – Sundi Mamba – Sundi Lutete – Mpioka	186
115	Kwilu Ngongo – Kimpangu	118
	TOTAL	891

ROUTES RÉGIONALES (Bandundu)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
201	Masia Mbio – Mushie – Boyamba – Mpa	450
203	Bongwe – Nko – Bolobo	134
206	Mpa – Nioki – Bendela – Bunkulu	238
207	Lebama – Taebedjin	36
208	Semendua – Sebie – Oshme	203
213	Kiri – Molele – Pendjua – Limite Équateur	90
214	Mayamba – Fatundu – Bovanda (Bandundu)	240
219	Mikwit (bif N 9) – Djuma – Mabenga	152
222	Bif N 19 – Panu	15
223	Lungu – Oveke Nene	89
225	Bif Idiofa – Kipuku – bif N 16	140
228	Kikwit – Ngula – Feshi – Palende – Kasongo-Lunda – Popokabaka	562
230	Bienge – Gungu – Mungindu – bif 228	175
231	Gungu – Kahemba – frontière Angola	312
237	Bif 231 (Kahemba) – bif Panzi	168
239	Panzi – Kaweshi	130
241	Yenga – Lusundji – bif 228	74
242	Kaweshi – Kulu – Lukuni – Manzau	257
244	Kenge II – bif N 12	40
	TOTAL	3.505

ROUTES RÉGIONALES (Équateur)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
301	Panda (Bikoro) – Bosefe	35
302	Bokatola – Boimbo – Losofi (Limite Bandundu)	33
305	Likala – Motwa – Ngoolo – Djonori – Boyeka	118
307	Basankusu – Bomate – Befale – Lolengi	259
309	Lofonda – Ekukula – Mompongo – Lingomo – Bongandanga – Mokumbusu – Busu Mayale – Gundji (Lisala)	529
310	Lingomo – Djolu – Yapese – Simbe (limite H-Z)	124
314	Boende – Lokabia – Bokele	198
322	Lua – Budjala – Kungu – Basa – Dongo	192
325	Libenge – Mogalo – Bozene	116
326	Kungu – Bozene – Gemena – Bokada – bif 331	233
337	Yakamba (Budjala) Bombakado	56
331	Bomotu – Bokada – Bosobolo – Molegba	274
332	Bakalua – Bodugbu – Bomosi – Boyawuku Bosobolo	86
336	Lisala – Gumba – Ngale – Bongondja – Businga – Mombanza	218
337	Yakoma – Bangotelita – Pumbi – Kanda – Yandongi – Likaw – Baso	240
	TOTAL	2.707

ROUTES RÉGIONALES (Haut-Zaïre)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
401	Yatolama – Isangi – Yabaonde – Yaboseo – Mosite – Yahuma – Lopori – (Limite Équateur)	327
405	Mosite – Singa – Basoko – Bakere – Monkarwa – Yalimbongo – (Limite Équateur vers Yasinga)	183
408	Kisangani – Yangambi – Yaekela	153
410	Kisangani – Ubundu	129
413	Banalia – Panga – Bomili – Mopoto – Ysambi – Arindru – bif N 25 (Isiro)	421
415	Titule – Zobia – Mebese – Poko	202
416	Titule – Api – Ango	122
419	Niangara – Bokoko – Ango	451
420	Baranga – Niangara – Dungu – Faradje	389
426	Isiro – Rungu – Ameta	118
428	Dungu – Ndedu – Kandi – bif N 26	132
429	Angali – Mando – bif N 26 (Mungbere)	73
430	Djamu – Mambasa	167
432	Note (bif Watsa) – Baku – Nizi – (bif Bunia)	245
434	Aba – Kitambala – Aru – Lama – Ngote	296
437	Yalanga – Ngale – (Limite Équateur)	80
440	Bunia – Kasenyi	41
441	Mahagi – Mahagi port	49
	TOTAL	3.578

ROUTES RÉGIONALES (Kivu)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
501	Punia – Kasase – Musenge	314
502	Kasasa – Lungungu	126
503	Kalima – Shabunda – bif N 2	363
508	Karuche (Limite Kasaï Oriental) – Kindu	122
510	Iwe – (bif 511) – bif Kindu (bif 508)	138
511	Ashekatundu (Limite Kasaï Oriental) – Iwe – Kibombe – Kabumbu – Kipaka (bif N 31)	218
520	Mukwanga (Limite Shaba) – Mazomeno – Kabambare – Pena Lunanga (bif 521)	182
521	Lulimba – Pena Lumanga – Matala – (bif N 2)	219
524	Kingombe Mbali – Pangi – Lubile	161
527	Fizi – Zalya – (bif N 2 Mwenga)	243
528	Bif N 2 (Barhale) – Shibamba (bif N 5)	42
529	Walikale – Masasi-Sake	274
530	Sake – Kanyabayongo	175
535	Rutshuru – Ishasha (frontière Ouganda)	62
	TOTAL	2.639

ROUTES RÉGIONALES (Shaba)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
601	Kapanga – Mwana Lukanga – Ngoi – Kamwania (Kamina)	302
606	Luanga – Djulu – Tshimbalanga – Mbangu	271
607	Tshimbalanga – Kasaji	144
608	Lueji – Luanza – Nasondoye	278
615	Tenke –Kansenia – bif.(N 2à) (Lubudi)	102
616	Mokabe – Kasiri – Kalera	96
617	Kifumba (bif. N 2) – Mitwaba – Mukwende	426
618	Minga – Kaniopa	307
623	Kileba – Kiandala – Lukonzolwa	186
626	Mutoto – Papa – Moba	183
627	Kiambi – Pongo – Kapona	215
628	Manono – Kaziba – Ankoro – Kilongo – Kakuyu	280
629	Lulenda – Mwilulé (Kasongo-Niembo) – Mwanza – Malemba – Nkulu	205
630	Kamina – Kabongo – Kabalo – Nyuzu	580
631	Kayuyu – Ebombo – Kongolo – Nyuzu	400
632	Kongolo – Limie Kivu	47
	TOTAL	4.024

ROUTES RÉGIONALES (Kasaï Occidental)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
701	Domiongo – Lodi – Dekese – Isandja État (Limite Kasaï Oriental)	341
703	Isandja État (bif 701) – Edjingu (Limite Kasaï Oriental)	28
706	Luebo – Tshikapa – Shamangamba – Shashizo – Muakangu – Frontière Angola	331
707	Shashizo – Luiza	239
708	Moma – Kaluata	90
709	Matamba (bif N 1) – Kabwe – Nzuyi – Nguema – Muangala – Nkadi	160
711	Kapambwe – Mutombo Dibwe	41
	TOTAL	1.230

ROUTES RÉGIONALES (Kasaï Oriental)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	PRIORITAIRES	*KM*
801	Boenge (Limite Kasaï Occidental) – Labo Ekanga	159
802	Bena Dibele – Kole – Diampangila (Limite Kasaï Occidental)	185
806	Owele – Onema – Okolo – bif. Lodja	144
807	Onema – Katakokombe – Bolaïti (Limite Kivu)	300
808	Lusambo – Lubefu – Dihuka – Onema – Mulenda – (Limite Kivu)	286
809	Kifusa – Penge – Lukoleka – Dihuka	235
813	Lubao – Ebombo (Limite Shaba)	73
815	Gandajika – Kabinda	138
816	Katanda – Gandajika – Luputa	107
	TOTAL	1.627

Liste 3

RR 2. ROUTES RÉGIONALES SECONDAIRES

BAS-ZAÏRE:	869
BANDUNDU:	3.160
ÉQUATEUR:	3.158
HAUT-ZAÏRE:	3.075
KIVU:	1.932
SHABA:	2.958
KASAÏ OCCIDENTAL:	859
KASAÏ ORIENTAL:	1.234
TOTAL	17.245

ROUTES RÉGIONALES (Bas-Zaïre)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRES	*KM*
102	Mbaka Kose – Kimalanda	45
103	Makungu Lengi – Lemba – Kinzau	93
106	Kimbanza – Vaku	35
107	Kinyala – Kimudo	63
108	Maduda – Kikionda	60
109	Kai Pimbi – Sumbi	41
113	Sundi Mamba – Kingoy	51
114	Sundi Lutete – Mukula	25
116	Kunda – Kimpangu	85
117	Mbanza Ngungu – Kimpangu – Ngidinga	106
118	Madimba – Mputi Lemfu	186
119	Sona Bata – Zongo – Kasangulu	79
	TOTAL	869

ROUTES RÉGIONALES (Bandundu)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRES	*KM*
202	Kwamouth – bif 201	40
204	Bolobo – Ndua – Boyamba/Mpa – Selenge	304
205	Ndua – Nkolo – Yumbi	61
209	Semendua – Kemba – Bokoro	64
210	Kesesia – Belewe Rive	58
211	Bretelle 209 – Bretelle 210	15
212	Yuki État – Oshwe – Bolonda – Etumba – Molembe	442
215	Manzau – Kimwanza	164
216	Mitano – bif 215	66
217	Kipata – Kimwanza – Luano – Kitupai	165
218	Luano – Bagata – Mpoleta	213
220	Djuma – Kikandji	56
221	Kikandji – Nkoro – Due	70
224	Kapia – Dibaye – Lubue	21
226	Kipuku – bif N 1	81
227	Kikwit – Kikongo – Yasa Lokwa – bif N 1	117
229	Masi Manimba – bif N 1 – Kigondi – Bumba – bif 228	222
232	Mushie – Nyanga – Kikoso – bif 231	157
233	Nyanga – Kikoso – Lumelo	30
234	Meshi – Mukoso	167
235	Kingondi – Kingundi – bif 128	147
236	Mulasapangu (bif 228) – Shamudiongo	134
238	Kahemba – Kilundji – Mwana Mutombo	118
240	Bi Panzi – Yenga Lusundji	150
243	Muniungu – Lukuni	98
	TOTAL	3.160

ROUTES RÉGIONALES (Équateur)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRES	*KM*
303	Mampanga – Bokuma	52
304	Lukolela – Nsambi	100
306	Bif N 8 (Penzele) – Botoma	31
308	Bomate – Balangala	107
311	Bokungu – Ekandji – Bokondo – Djolu	194
312	Lifondi – Litaka – Ekondji	197
313	Bokungu – Bokota (bif N 8)	38
315	Monkoto – Isandja	90
316	Bogbonda – Sukwa – Mokumbusu	206
317	Busu Mayele – Busu Bongo – Lifanga (Limite Haut-Z.)	195
318	Bomongo – Boburu	40
319	Dongo – Bongandji	138
320	Likuangbala – Bokondji – Bomboma – Ngele	119
321	Bomboma – Bopoka – Keke	130
323	Libenge – Mawuya – Basa	100
324	Mauroya – Mogalo	44
328	Mitoko – Busu Guapu	81
329	Dongo Moke – Balabala – Busu Dua – Bolombo – Mombombo	203
330	Bogose Mubea – Karawa – Bundja – Balabala	168
333	Zongo – Bonga – Bele – Durungu – Bili – Bososama	289
334	Burungu – Bangi – Bagaembo – Dula – Dubulu	137
335	Bili – Bagaembo	40
338	Bif 336 (Libombo) – Yandongi – Bongolu – Yabia – Monongo (Bumba)	288
339	Yabia – Yakoi – Bumba	68
340	Ebonda (Bumba) – Mioka – Yambata	63
341	Likawu – Mokjamboli	40
	TOTAL	3.168

ROUTES RÉGIONALES (Haut Zaïre)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRE	*KM*
402	Lingomo – Yalaki – Yalomanga	152
403	Yaolaki – Lolingo – Simba	79
404	Luala – Botoko – Yawaka – (Limite Équateur)	149
406	Basoko – Mongandjo – Basili – Bakere	253
407	Yafake – Weko – Bengamisa – (bif N 4)	111
409	Yangambi – Weko	25
411	Pene Tungu – Ubundu – Kirundu – Mwuardou (Limite Kivu)	221
412	Opala – Osuke – Asangu – (Limite Équateur)	128
414	Zobia – Bolale – Mawa – Molangi	220
417	Bondo – Dugbia – Bili – Api	251
418	Bondo – Sambili – Kasambi – Dugbia	203
421	Bazuru – Elwa – Rungu	114
422	Kominière – Elwa – Adunandra	59
423	Ngima – Nagosira – Isiro	105
424	Nagosira – Arindru	59
425	Ybambi – Basiana	43
427	Kandi – Dungu	80
431	Bunia – Geti – Tshabi	117
433	Ndedu – Surur	138
435	Baku – Zani	73
436	Koane – Juba – Linga – Retshi – bif Mahagi	147
438	Ango – Pia – Bakiwe – Amadi – Dili	198
439	Kabwametinda – entrée du parc	150
	TOTAL	3.075

ROUTES RÉGIONALES (Kivu)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRES	*KM*
504	Yumbi – Ongoka (Limite Haut-Zaïre)	34
505	Punia – Kandolo – Kasese	137
506	Kandolo – bif N 3	81
507	Katahungu – Kampala	71
509	Katakokombe – (Kindu) – Lokandu – Yale	121
512	Diko – (Kibombo) – Kandolo (bif N 2)	118
513	(Limite Kasaï Oriental) – Djemba – bif 511	120
514	Djemba – Manonwa (Limite Kasaï Oriental)	30
515	Kombe – Yungi – Wongo	119
516	Pene Kilala – Mweho – (Limite Shaba) – Kala Mwana	88
517	Mutembele Tambwe Katoka (bif 516) – bif 518	45
518	Mazomeno – Kilubi – Fataki	102
519	Lupaya – Kilubi – (bif N 2)	64
522	Kayuyu – (bif N 31) – Kampene – Lusenge – Kalole	131
523	Kingombe – Kampene / Biunkutu – Luyamba (bif 524)	97
525	Pangi – Kitoko – bif. Kindu	80
526	Lusenge – Lukaba	105
531	Mihanga – Binza – Lutiba	115
532	Makoka – Kipese – Mosende – bif Butembo	120
533	Lubero – Rwesa – Katiwa	60
534	Butembo – Manguredjiba	94
	TOTAL	1.932

ROUTES RÉGIONALES (Shaba)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRES	*KM*
602	Mwane Imbu – Pandamwila	55
603	Tshikwika – Mulaba – Mwane Imbu – Tshoza – (frontière Kasaï)	431
604	Satshamba – Kalundwe	164
605	Samuyemba – Satshamba – Kamina	266
609	Seba – Kilamba	76
610	Nasondoye – Seba – bif N 2	141
611	Sukuhana – Kayeye – Mutshatsha – Kapila	141
612	Katoka – Luashi – Kasaji	193
613	Kolwezi – Kalala – Molwa	142
614	Kambove – Swana – Mume – Kapwe – Monganga – (frontière Zambie)	169
619	Kafindo – Petro – Kibulushi	164
620	Petro – Mputa	25
621	Sakania – Kabunda – Lukubi – Ngale	165
622	Bif. Kitubulushi – Kipushia – Lukudi	172
624	Kazaba – Puta – Pepa	140
625	Pepa – Malizo	160
633	Kitengo (Kaniama) – Lunteka Kibambi – Mwadi - Katoloka	234
634	Mani (Limite Kasaï Oriental) – Kaloko	77
635	Mwata Lukanga – Kalamba Kamule (Limite Kasaï Oriental)	43
	TOTAL	2.958

ROUTES RÉGIONALES (Kasaï Occidental)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRES	*KM*
702	Bif 701 – Idumbe – Limite Kasaï Oriental	86
704	Mitshibu (Ilebo) – Banga – bif N 1	280
705	Tshibuka – Bumba Tembo – Shamangamba	160
710	Bumba – Bukonde – Tshimbulu – Dibaya – Limite Kasaï Oriental	98
712	Beya Bwanga – Mashala	114
713	Mapangu – Banga	121
	TOTAL	859

ROUTES RÉGIONALES (Kasaï Oriental)
DÉCOMPOSITION ROUTES RÉGIONALES

	SECONDAIRES	*KM*
803	Ishanga Oshwe – U Ysaka Buka (Limite Kasaï Occ.)	88
804	Kole - Lodja	219
805	Kutshiankoyi – Katakokombe	141
810	Kalembai – Gandu – (Limite Kivu)	52
811	Lubao – Yemba – (Limite Kivu)	65
812	Penge – Lubao	168
814	Kifusa Ejiba – Mani (Limite Shaba)	161
817	Gandajika – Kasansa – Lukalaba	55
818	Bena Malenga – Muzembre – Tshibambo	123
819	Bif Muzembe vers Dibaya	12
820	Mwene-Ditu – Musenge – Tubeya – (limite Shaba)	150
	TOTAL	1.234

RÉCAPITULATION

	RN	*RR1*	*RR2*	*TOTAL*
BAS-ZAÏRE	1.380	891	869	3.140
BANDUNDU	2.177	3.505-	3.160	8.842
ÉQUATEUR	2.939	2.707	3.158	8.804
HAUT-ZAÏRE	3.612	3.578	3.075	10.265
KIVU	2.893	2.639	1.932	7.464
SHABA	4.064	4.024	2.958	11.046
KASAÏ OCCIDENTAL	1.099	1.230	859	3.998
KASAÏ ORIENTAL	1.457	1.627	1.234	4.318
KINSHASA	252	–	–	252
TOTAL	20.683	20.201	17.245	58.129

22 août 1979. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL BCE/TPAT/60/010/79 rattachant les voiries des sous-régions et zones autres que celles situées dans les chefs-lieux des régions à l'Office des routes. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1979, p. 24)

Art. 1er. — Les voiries des chefs-lieux des régions sont du ressort du Service des voiries et assainissement.

Art. 2. — Les voiries des chefs-lieux des sous-régions et des zones autres que celles situées dans les chefs-lieux des régions ainsi que le personnel et le matériel y affectés, sont désormais de la compétence de l'Office des routes.

Art. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent arrêté.

Art. 4. — Le secrétaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire ainsi que l'administrateur délégué général de l'Office des routes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui entre en vigueur à la date du 1er octobre 1979.

7 mai 1987. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 010/BC/D.D.R./87 portant règlement interne du Service national des routes de desserte agricole «S.N.R.D.A.». (*J.O.Z.,* n°18, 15 septembre 1987, p. 34)

CHAPITRE 1er
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 1er. — 1. Le Service national des routes de desserte agricole, en abrégé «S.N.R.D.A.», est dirigé par un directeur national nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le commissaire d'État.

2. Le directeur national assure la coordination de toutes les activités du Service, conformément au présent arrêté et aux instructions du commissaire d'État.

3. Le directeur national est responsable, devant le commissaire d'État, de la gestion et du fonctionnement du Service.

Art. 2. — 1. Le directeur national est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un directeur technique nommé et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le commissaire d'État.

2. Le directeur technique s'occupe spécialement de la supervision des activités ayant trait aux études, à l'évaluation et à la coordination des services régionaux.

3. Il remplace le directeur national en cas d'absence ou d'empêchement.

Art. 3. — 1. Le Service national des routes de desserte agricole comprend, au niveau national, quatre divisions:

• une division des études et de l'évaluation;

• une division des coordinations régionales;

• une division des finances et budget;

• une division des ressources humaines et de la logistique.

2. Chaque division comprend deux ou plusieurs sections.

Art. 4. — 1. La division des études et de l'évaluation a pour attributions:

• la réalisation des études sur les matériaux locaux de mise en œuvre;

• l'analyse des programmes régionaux arrêtés par les commissions régionales;

• l'analyse et/ou l'élaboration de programmes physiques;

• la rédaction des cahiers des prescriptions techniques;

• la supervision du contrôle et l'évaluation des travaux.

2. La division des études et de l'évaluation comprend les trois sections suivantes: section des études géotechniques, la section des ponts et chaussées et enfin la section de contrôle et de l'évaluation.

Art. 5. — 1. La division des coordinations régionales a pour attributions:

• la supervision des secrétariats techniques institués au sein des commissions régionales des routes;

• la coordination entre les coordinations régionales et la direction nationale;

• la réception des offres des travaux dépouillées au niveau régional et la proposition des attributions à retenir;

• le suivi de la supervision du contrôle des travaux régionaux;

• la programmation et le planning des travaux;

• l'élaboration des procédures et des documents de passation des marchés;

• la rédaction des contrats des marchés.

2. La division des coordinations régionales comprend la section des marchés et celle des programmes régionaux.

Art. 6. — 1. La division des finances et budget a pour tâches:

• la collecte des ressources financières du service;

• la tenue de la comptabilité;

• la rédaction du bilan annuel du service;

• l'élaboration du budget et des prévisions;

• le recouvrement auprès des débiteurs.

2. La division des finances et budget comprend deux sections: section des finances et celle du budget et contrôle.

Art. 7. — 1. La division des ressources humaines et de la logistique a pour tâches:

• la gestion du personnel;

• l'intendance;

• et les relations publiques et protocole.

2. La division des ressources humaines et de la logistique comprend trois sections:

• la section du personnel;

• la section intendance et logistique;

• la section relations publiques et protocole.

Art. 8. — 1. Les divisions sont dirigées par des chefs de division nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le commissaire d'État.

2. Les sections sont dirigées par des chefs de section nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le commissaire d'État.

Art. 9. — 1. Le directeur national, le directeur technique ainsi que les chefs de division forment un comité de direction.

2. Le comité de direction se réunit une fois par semaine sous la présidence du directeur national. Le comité délibère sur toutes les questions intéressant la gestion et le fonctionnement du service.

3. Chaque réunion du comité de direction est sanctionnée par un procès-verbal. Celui-ci est communiqué au commissaire d'État.

Art. 10. — Le directeur national et le comité de direction statuent par voie de décision.

Art. 11. — 1. Au niveau régional, le Service national de routes de desserte agricole comprend une coordination régionale dirigée par un coordonnateur régional, assisté d'un coordonnateur régional adjoint.

2. Les coordonnateurs régionaux et les coordonnateurs régionaux adjoints sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le commissaire d'État.

Art. 12. — Les agents du Service national de routes de desserte agricole, autres que le directeur national, le directeur technique, les chefs de division, les chefs de section, les coordonnateurs régionaux et leurs adjoints, sont nommés par le directeur national, après avis conforme du comité de direction et approbation du commissaire d'État.

Art. 13. — Le Service national des routes de desserte agricole adresse mensuellement un rapport d'activités au commissaire d'État.

CHAPITRE 2
STATUT DU PERSONNEL, RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX

Art. 14. — Le personnel du Service national des routes de desserte agricole est régi par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

Art. 15. — Le personnel du S.N.R.D.A. perçoit une rémunération fixée par le commissaire d'État.

Art. 16. — Il a droit à tous les avantages sociaux prévus par le statut du personnel de carrière des services publics de l'État.

CHAPITRE 3
GESTION FINANCIÈRE

Art. 17. — 1. Le S.N.R.D.A. jouit de l'autonomie financière.

2. Les ressources financières du Service national des routes de desserte agricole sont constituées des dotations prévues au budget de l'État, des taxes et redevances que l'État pourrait créer en sa faveur, ainsi que des financements extérieurs que l'État obtiendrait pour son compte.

Art. 18. — 1. L'exercice financier du Service national des routes de desserte agricole commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre de la même année.

2. Exceptionnellement, le premier exercice financier commencera à la date à laquelle les fonds prévus pour son fonctionnement seront débloqués et s'achèvera au 31 décembre de l'année en cours.

Art. 19. — Les comptes du Service national des routes de desserte agricole seront tenus conformément à la législation comptable en vigueur.

Art. 20. — À la fin de chaque mois de mai, le service soumettra au commissaire d'État le projet de budget de l'exercice suivant.

Art. 21. — 1. Pour la gestion des fonds destinés à son fonctionnement, le Service national des routes de desserte agricole ouvrira un compte en banque tant au niveau de la direction nationale qu'au niveau des coordinations régionales.

2. Les chèques et ordres de paiement sont signés conjointement par le directeur national et le chef de division des finances et budget et contresignés par le commissaire d'État.

3. Le compte ouvert en région, alimenté par le compte S.N.R.D.A./Direction nationale, sera géré par le coordonnateur régional et le secrétaire administratif et financier de la coordination régionale.

CHAPITRE 4
DISPOSITIONS FINALES

Art. 22. — Le directeur national est habilité à prendre, en vue d'un fonctionnement efficace du service, des décisions et instructions de service pour compléter le présent arrêté.

Art. 23. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

16 septembre 1987. – ORDONNANCE 87-331 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Office des voiries et drainage», en abrégé «O.V.D.». (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1987, p. 43)

TITRE Ier
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Il est créé sous la dénomination de «l'Office de voiries et drainage» en abrégé «O.V.D.», une entreprise publique à caractère technique dotée de la personnalité juridique et jouissant d'une autonomie administrative et financière.

Art. 2. — Outre les dispositions de la présente ordonnance, l'Office des voiries et drainage est régi par la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

Art. 3. — Le siège social de l'Office est établi à Kinshasa.

L'Office comprend des services à Kinshasa et dans les chefs-lieux de Régions. D'autres services de l'Office peuvent être créés en tous autres lieux de la République du Zaïre par décision du conseil d'administration moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 4. — L'Office a pour objet:

1) d'entretenir, d'aménager, de moderniser et de développer les infrastructures urbaines de voirie et de drainage;

2) d'exécuter ou de faire exécuter toutes les études nécessaires à la définition, la programmation et la réalisation des travaux de voirie et de drainage des agglomérations, compatibles avec ses ressources financières, matérielles et humaines;

3) d'exécuter ou de faire exécuter les travaux neufs ou d'entretien relatifs aux réseaux de voirie et de drainage des agglomérations suivant les programmes établis ou proposés par la commission routière concernée;

4) de participer, en tant que conseil technique, à l'élaboration des plans d'urbanisme des agglomérations;

5) de desservir les agglomérations qui demandent son intervention.

Pour atteindre ces objectifs, l'Office est habilité à:

1) effectuer les démarches nécessaires pour s'assurer d'éventuels concours financiers extérieurs;

2) mener toutes actions nécessaires à la formation et au recyclage de son personnel;

3) mener toutes les opérations en rapport direct ou indirect avec son objet.

TITRE II

DU PATRIMOINE

Art. 5. — Le patrimoine de l'Office est constitué de tous les biens meubles et immeubles, droits et obligations qui étaient jadis dévolus à la direction nationale des voiries et assainissement avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Office devra dresser, contradictoirement avec les départements des Finances, des Travaux publics et Aménagement du territoire ainsi que celui du Portefeuille, l'état de sa situation patrimoniale mise à jour. Celle-ci indiquera clairement:

1. à l'actif:

• les valeurs immobilières;

• les valeurs circulantes;

2. au passif:

• les éléments de la situation nette;

• les dettes à long et à court terme.

Dans un délai d'un mois au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Office devra avoir transmis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé, aux organes de tutelle.

Art. 6. — Le patrimoine de l'Office pourra s'accroître de toute acquisition propre jugée nécessaire pour son fonctionnement, des apports ultérieurs que l'État pourrait lui consentir, des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance, ainsi que des dons et des legs.

TITRE III

DES STRUCTURES

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Office sont:

• le conseil d'administration;

• le comité de gestion;

• le collège des commissaires aux comptes.

TITRE IV

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I[er]

PRINCIPE GÉNÉRAL

Art. 8. — L'organisation et le fonctionnement de l'Office sont régis par les dispositions des articles 6 à 24 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques.

Art. 9. — Le conseil d'administration est constitué de 9 membres. Outre les 3 membres du comité de gestion désignés conformément à l'article 6 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978, le conseil d'administration comprend:

• un représentant du bureau du président-fondateur;

• un représentant du département du Plan;

• un représentant du département de l'Administration du territoire et Décentralisation;

• un représentant du département des Transports et Communications;

• un représentant de l'Office des routes;

• un représentant du Bureau d'études d'aménagement et d'urbanisme (B.E.A.U.).

CHAPITRE II

ORGANISATION FINANCIÈRE

Art. 10. — L'exercice financier de l'Office commence le 1[er] janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Exceptionnellement, le premier exercice commence à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 11. — Les ressources financières de l'Office sont constituées par:

• les apports en capital mis à sa disposition par l'État ou autres organismes publics;

• les dotations annuelles du Conseil exécutif;

• les produits des dons et emprunts;

• ultérieurement toutes taxes pouvant lui être affectées par l'autorité publique.

Art. 12. — Les comptes de l'entreprise sont tenus conformément à la législation comptable en vigueur, et seront examinés et certifiés annuellement par une compagnie d'audit comptable agréée au Zaïre.

Art. 13. — Le conseil d'administration établit chaque année un état des prévisions des dépenses et des recettes pour l'exercice à venir. Il accepte les projections financières.

Le budget de l'Office est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend:

1. en recettes:

• les ressources d'exploitation et les ressources diverses et accidentelles;

2. en dépenses:

• les charges d'exploitation, les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel), les charges fiscales et toutes les autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend:

1. en dépenses:

• les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles, les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participation financière, immeubles d'habitation, etc.);

2. en recettes:

• les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'État, les subventions d'équipement de l'État, les emprunts, l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers, les prélèvements sur les avoirs placés, les cessions des biens et toutes autres ressources autorisées à cet effet par le conseil d'administration.

Les comptes prévisionnels sont établis pour chaque service régional et consolidés par l'Office.

Ils comprennent:

• un programme de travail détaillant les activités prévues pour l'exercice à venir;

• un tableau des revenus de l'Office;

• un tableau des sources et utilisation des fonds;

• un bilan prévisionnel.

Art. 14. — Le budget de l'Office est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte.

Il est considéré comme approuvé lorsqu'aucune décision n'est intervenue à son égard avant le début de l'exercice.

Art. 15. — Les inscriptions concernant les opérations du budget d'exploitation sont faites à titre indicatif.

Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, l'Office doit soumettre un état de prévisions *ad hoc* à l'approbation de l'autorité de tutelle. Cette approbation est réputée acquise lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans le délai d'un mois à compter du dépôt.

Art. 16. — La comptabilité de l'Office est organisée et tenue de manière à permettre:

1) de connaître et de contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits;

2) de connaître la situation patrimoniale de l'entreprise;

3) de déterminer les résultats analytiques.

Art. 17. — À la fin de chaque exercice, le conseil d'administration fait établir, après inventaire:

1) un état d'exécution du budget, lequel présente, dans les colonnes successives, les prévisions de recettes et de dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations;

2) un tableau de formation du résultat et un bilan.

Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Office au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation de différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées; il doit, en outre, contenir les propositions du conseil concernant l'affectation du résultat.

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport du conseil d'administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, à l'autorité de tutelle et au président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, au plus tard le 30 avril de la même année.

Art. 18. — L'autorité de tutelle donne ses appréciations sur le rapport comptable, sur le bilan et le tableau de formation du résultat, et règle, en se conformant aux dispositions de l'article 19 ci-après, l'affectation du résultat.

Art. 19. — Le bénéfice net de l'exercice est constitué par la différence entre, d'une part, les produits et profits, et, d'autre part, les charges et pertes.

Sur le bénéfice net, il est prélevé, s'il y a lieu, la somme nécessaire pour couvrir les pertes antérieures reportées.

Sur le solde, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve dite «statutaire»; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint une somme égale au dixième du capital.

Sur le nouveau solde, il peut être prélevé les sommes que l'autorité de tutelle, après examen des propositions contenues dans le rapport du conseil d'administration, juge à propos de fixer pour la constitution de réserves complémentaires.

Sur décision de l'autorité de tutelle, le reliquat sera reporté soit à nouveau, soit versé au Trésor public.

Art. 20. — Lorsque le bénéfice brut ne couvre pas le montant des charges et des pertes, y compris les amortissements, le déficit est couvert en premier par les bénéfices antérieurs reportés et, ensuite, par les prélèvements sur la réserve statutaire. Ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, à un compte qui groupe les résultats déficitaires.

Art. 21. — L'Office peut réévaluer son bilan et constituer une réserve spéciale de réévaluation. Cette opération est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Art. 22. — La stratégie financière de l'Office est basée sur:

• les apports en capital de l'État;

• des dettes à long terme contractées auprès de l'État ou auprès d'organismes financiers internationaux;

• le recouvrement des coûts des infrastructures construites par l'Office.

Ce recouvrement des coûts est effectué par la perception de taxes ayant un rapport avec la population bénéficiaire.

Le recouvrement des coûts doit être suffisant pour couvrir pour chaque ville ou agglomération:

• les coûts de gestion de l'Office;

• les charges d'amortissement de la dépréciation des investissements effectués;

• les charges cumulées de remboursement des dettes contractées;

• l'entretien des infrastructures;

• une affectation aux travaux d'investissement couvrant au moins 30 % du montant de ceux-ci.

CHAPITRE III
DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Art. 23. — L'Office réalise ses travaux en régie et à l'entreprise dans les conditions prévues par la législation en vigueur:

• lorsqu'il est appelé à les réaliser à l'entreprise, il peut, sous réserve des dérogations prévues par la législation sur les marchés publics, passer les marchés de travaux et de fournitures soit sur appel d'offres, soit de gré à gré, dans les cas prévus au quatrième alinéa du présent article.

L'appel d'offres est général ou restreint, au choix de l'Office. L'appel d'offres général comporte la publication d'un appel à la concurrence dans un ou plusieurs journaux paraissant dans la République, et à l'étranger si cet appel d'offres est international;

• l'appel d'offres restreint comporte un appel à la concurrence limité aux seuls entrepreneurs ou fournisseurs que l'Office décide de consulter. Dans les deux cas, l'Office choisit librement l'offre qu'il juge la plus avantageuse, en tenant compte du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique, de la sécurité des approvisionnements, des garanties professionnelles et financières présentées par chacun des candidats, du délai d'exécution de toutes autres considérations qui auraient été prévues dans le cahier spécial des charges ou dans la demande d'offres, ainsi que de toutes les suggestions faites dans l'offre;

• l'Office peut traiter de gré à gré pour les travaux dont la valeur estimée n'excède pas 5.000 Z. (cinq cent mille zaïres) pour les fournitures courantes et, d'une manière générale, dans tous les cas où l'État est autorisé à traiter de gré à gré pour la conclusion de ses propres marchés.

Le marché de gré à gré se constate soit par l'engagement souscrit sur la base d'une demande de prix, éventuellement soit par la convention signée par les parties, soit par la correspondance suivant les usages du commerce. Les marchés de gré à gré dont le montant n'excède pas 100.000 Z peuvent être constatés par simple facture acceptée.

CHAPITRE IV
DE LA TUTELLE

Art. 24. — Aux termes de la présente ordonnance, la tutelle s'entend de l'ensemble des moyens de contrôle dont disposent les organes tutélaires sur l'Office.

Les contrôles sont, selon le cas, préventifs, concomitants, ou *a posteriori*.

Art. 25. — L'Office est placé sous la tutelle des départements ayant dans leurs attributions les travaux publics et l'aménagement du territoire d'une part, et le portefeuille, d'autre part. Chaque département intervient dans la sphère de ses attributions spécifiques.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département des Travaux publics et Aménagement du territoire porte sur les actes ci-après:

• l'approbation préalable de la procédure des marchés de gré à gré;

• la conclusion des marchés de travaux et de fournitures;

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, le barème des rémunérations ainsi que les modifications à y intervenir;

• le rapport annuel;

• l'établissement de services à l'intérieur du pays;

• les acquisitions et aliénations autres qu'immobilières.

Sauf dispositions contraires expresses, la tutelle du département du Portefeuille porte notamment sur les actes ci-après:

• les acquisitions et aliénations immobilières;

• les emprunts et les prêts;

• les prises et cessions de participations financières;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévisions de recettes et de dépenses;

• les comptes de fin d'exercice;

• le bilan.

Art. 26. — L'augmentation et la réduction du patrimoine de l'Office sont approuvées par le président de la République, sur avis préalable du département ayant le portefeuille dans ses attributions.

CHAPITRE V
DU RÉGIME FISCAL

Art. 27. — Sous réserve des taxes d'importations sur le matériel et matériaux relatifs à l'objet de l'Office, celui-ci est soumis au droit commun en matière de contributions directes et indirectes.

TITRE V
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 28. — À titre transitoire et pour une période qui ne dépassera pas 12 mois, sont maintenues en vigueur jusqu'à nouvel ordre, toutes dispositions légales et réglementaires ainsi que toutes les mesures qui régissaient, au moment de l'entrée en vigueur de la présenter ordonnance, le personnel ayant appartenu à la direction nationale des voiries et assainissement avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 29. — Sont abrogées, sous réserve de l'article précédent, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Art. 30. — Le vice-premier commissaire d'État chargé du Portefeuille et le commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

11 janvier 2001. – ARRÊTÉ CAB/MIN/TPAT-UH/005/K/2001 portant création d'un Fonds de développement des infrastructures (FDI). (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)

TITRE Ier

NATURE JURIDIQUE – SIÈGE – OBJET - RESSOURCES

Art. 1er. — Il est créé à l'initiative du ministère des TPAT-UH un Fonds de développement des infrastructures, en abrégé «FDI».

Art. 2. — Le Fonds a pour objet d'assurer le financement des travaux de réhabilitation, d'entretien, de maintenance ou, le cas échéant, de construction des infrastructures routières et immobilières.

Art. 3. — Les ressources du Fonds sont constituées de:

• 20 % du produit des péages existants;

• amendes perçues pour dégâts causés à la route par des usagers;

• taxes sur les plastiques fabriqués localement ou importés;

• taxes sur essieux;

• divers apports provenant des personnes physiques ou morales notamment des transports routiers.

TITRE II

RÉGIME ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Art. 4. — Le Fonds est géré par un comité confirmé par le ministère des TPAT-UH et composé de la manière suivante:

• un délégué du ministère des Transports;

• un délégué du ministère des TPAT-UH;

• deux délégués des provinces;

• un délégué de l'Office des routes.

Art. 5. — Le coordonnateur du comité est désigné par le ministre des TPAT-UH.

Art. 6. — Le coordonnateur a qualité pour accomplir tous les actes de gestion.

Art. 7. — La comptabilité du Fonds est organisée et tenue de manière à permettre en tout temps:

1° de suivre l'exécution des prévisions de recettes et des dépenses;

2° d'apprécier la situation active et passive du Fonds;

3° de déterminer les dépenses relatives à chacune des opérations du Fonds.

Art. 8. — À la fin de chaque mois et de chaque exercice, le coordonnateur du Fonds arrête les écritures comptables. Il établit un compte de gestion annuel présentant:

1° les valeurs existant en caisse et les sommes dont le Fonds est créancier ou débiteur en compte de dépôt au 1er janvier de l'année pour laquelle le compte est formé;

2° les recettes et dépenses effectuées au cours de l'exercice;

3° les valeurs existant en caisse et les sommes dont le Fonds est créancier ou débiteur en compte de dépôt à la fin de l'année pour laquelle le compte est formé.

Art. 9. — Le compte de gestion est soumis à l'approbation du ministre au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte. Il est accompagné d'un rapport sur l'activité du Fonds au cours de l'exercice.

Art. 10. — Le fonctionnement du F.D.I. est fixé par un règlement d'ordre intérieur.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Art. 11. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

9 mars 2002. – ARRÊTÉ SC/017/BGV/CSJ/CM/2002 portant ordre de fermeture des garages et d'évacuation des épaves de véhicules sur la voie publique. (*Hôtel de ville de Kinshasa*)

Art. 1er. — Sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa ainsi que dans toutes les communes urbanorurales, il est interdit d'installer ou de construire un garage sur les voies publiques même à titre précaire.

Art. 2. — Il est également interdit de jeter, d'implanter ou de laisser traîner pour quelque motif que ce soit, des épaves métalliques ainsi que des déchets ferreux ou non ferreux sur les voies publiques.

Art. 3. — Il est ordonné la fermeture de tous les garages montés à titre précaire ou installés à titre définitif sur les servitudes publiques.

Art. 4. — Il est également ordonné l'évacuation endéans 8 jours à dater de la signature du présent arrêté de toutes les épaves découlant des activités des garages susmentionnés à l'article 1er du présent arrêté aux frais de leurs propriétaires.

Art. 5. — L'inspecteur provincial de la police nationale/ville de Kinshasa, le commandant chargé de l'assainissement des camps militaires, le chef de brigade urbaine de l'assainissement, le coordonnateur urbain de l'environnement, le chef de division urbaine des TP&AT, le chef de division de l'urbanisme et habitat ainsi que tous les bourgmestres des communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires et entre en vigueur à la date de sa signature.

Table chronologique

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1898	1er déc. 1898	Arr. Gouv. Gén. – Encombrement sur la voie publique. (*R.M.*, 1898, p. 191)	*Urbanisme et voirie*	613
1900	3 févr. 1900	Décr. du Roi-Souverain. – Création d'un jardin botanique et d'essai à Eala. (*B.O.*, 1900, p. 23)	*Environnement*	198
1901	28 oct. 1901	Arr. Gouv. Gén. – Démolition des bâtiments menaçant ruine. (*R.M.*, 1901, p. 184; *B.O.*, 1902, p. 38)	*Urbanisme et voirie*	581
1907	16 mai 1907	Arr. Gouv. Gén. . – Concessions de sépultures. (*Rec. Us.*, VI, 1907, p. 31)	*Funérailles et sépultures*	290
1909	4 sept. 1909	Ord. – Cimetières dans les villages indigènes. – Création. – Inhumation. – Réglementation. (*R.M.*, 1909, p. 226)	*Funérailles et sépultures*	289
1910	17 août 1910	Décr. – Système métrique décimal des poids et mesures. (*B.O.*, 1910, p. 673)	*Poids et mesures*	381
1911	4 févr. 1911	A.R. . – Vérification des poids et mesures. – Sanctions. (*B.O.*, 1911, p. 122)	*Poids et mesures*	382
1913	15 juin 1913	Ord. 127-6. – Règlement sur les constructions dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. (*B.A.C.*, 1913, p. 503)	*Urbanisme et voirie*	582
	25 nov. 1913	A.R. – Vérification et surveillance des instruments de pesage. – Réglementation. (*B.O.*, 1913, p. 1040)	*Poids et mesures*	384
1914	14 févr. 1914	Ord. – Service des inhumations et police des cimetières. (*B.O.*, 1914, p. 539)	*Funérailles et sépultures*	291
	1er juill. 1914	Ord. – Pollution et contamination des sources, lacs, cours d'eau et parties de cours d'eau. (*B.A.C.*, 1914, p. 399)	*Environnement*	199
1915	26 mars 1915	Ord. — Exhumation et transport à l'étranger des restes mortels de personnes décédées dans la Colonie. (*B.O.*, 1915, p. 108)	*Funérailles et sépultures*	292
1919	18 sept. 1919	Ord. 55-3. – Constructions dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. – Complément. (*B.A.C.*, 1919, p. 745)	*Urbanisme et voirie*	592
1926	19 juill. 1926	Décr. . – Hygiène et salubrité publiques. (*B.O.*, 1926, p. 732)	*Santé*	472
1927	24 juill. 1927	A.R. – Réglementation des poids et des mesures. (*B.O.*, 1927, p. 1528)	*Poids et mesures*	386
1929	10 janv. 1929	Ord. – Balances romaines. (*B.A.*, 1929, p. 27)	*Poids et mesures*	386
	10 mai 1929	Ord. – Direction technique des travaux d'hygiène. – Service d'assainissement. (*B.A.*, 1929, p. 185)	*Santé*	473
	19 juin 1929	Ord. – Protection contre les rats. (*B.A.*, 1929, p. 276)	*Urbanisme et voirie*	575
1931	13 oct. 1931	Ord. 75/A.E. – Importation et vérification des instruments de pesage. (*B.A.*, 1931, p. 472)	*Poids et mesures*	387
1936	31 mars 1936	Ord. 46/A.E. – Emploi des mesures de capacité pour matières sèches. (*B.A.*, 1936, p. 151)	*Poids et mesures*	387
	1er mai 1936	Ord. 53/Cont. – Création des films cinématographiques. (*B.A.*, 1936, p. 211)	*Médias*	356
1937	5 mai 1937	Ord. 47/T.P. – Règlement sur le numérotage des parcelles dans les quartiers européens des circonscriptions urbaines. (*B.A.*, 1937, p. 209)	*Urbanisme et voirie*	593
1938	28 juill. 1938	Décr. – Police sanitaire des animaux domestiques. (*B.O.*, 1938, p. 833)	*Santé*	457
1939	12 déc. 1939	Décr. – Taxe de bâtisse. (*B.O.*, 1940, p. 96)	*Urbanisme et voirie*	593
1940	12 mars 1940	Ord. 27/T.P. – Taxe de bâtisse. (*B.A.*, 1940, p. 225)	*Urbanisme et voirie*	594
	11 juin 1940	O.-L. 112-F.P. – Réquisitions. (*B.A.*, 1940, p. 570)	*Réquisitions*	394
	24 juin 1940	Ord. 131/Agri. Vét. – Police sanitaire des animaux domestiques. (*B.A.*, 1940, p. 613)	*Santé*	471
	1er août 1940	Ord. 212/AIMO. – Mesures d'exécution de l'article 45,b, du décret du 5 décembre 1933. – Mesures d'hygiène imposées aux circonscriptions indigènes. (*B.A.*, 1940, p. 964)	*Urbanisme et voirie*	575
	10 oct. 1940	Ord. 375/Hyg. – Hygiène dans les circonscriptions indigènes et les groupements traditionnels non organisés. (*B.A.*, 1940, p. 1670)	*Urbanisme et voirie*	576
	4 nov. 1940	Ord. 424/Agri. Vét. – Indemnités en cas d'abattage par ordre, d'animaux domestiques atteints de tuberculose ou de trypanose. (*B.A.*, 1940, p. 1798)	*Santé*	470

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1940	4 nov. 1940	Ord. 421/Agri. Vét. – Tuberculination des bovidés. (*B.A.*, 1940, p. 1792)	*Santé*	471
1942	1er déc. 1942	Ord. 364/APAJ. – Concessions de sépultures. – Inhumations. (*B.A.*, 1942, p. 2196)	*Funérailles et sépultures*	294
1943	20 mai 1943	Arr.-L. – Organisation d'un régime de réquisitions. (*B.A.*, 1943, p. 1019)	*Réquisitions*	395
1949	9 janv. 1949	Ord. 71-18 relative à l'hygiène et à la salubrité publique . (*B.A.*, 1949, p. 108)	*Urbanisme et voirie*	576
	13 févr. 1949	Ord. 11-58 . – Exhumation et transfert à l'intérieur de la Colonie des restes mortels des personnes décédées dans la Colonie. (*B.A.*, 1949, p. 374)	*Funérailles et sépultures*	289
	29 juin 1949	Ord. 61-212. – Décret sur l'urbanisme. – Mesures d'application. (*B.A.*, 1949, p. 1217)	*Urbanisme et voirie*	611
1950	15 mars 1950	Ord. 11-104 . – Service des inhumations et police des cimetières. (*B.A.*, 1950, p. 937)	*Funérailles et sépultures*	290
	24 mai 1950	Ord. 11-170 . – Incinération des cadavres humains. (*B.A.*, 1950, p. 1429)	*Funérailles et sépultures*	291
1951	9 févr. 1951	A.M. – Marques de vérification. (*B.O.*, 1951, p. 1191)	*Poids et mesures*	388
1952	19 mars 1952	Décr. – Exercice de l'art de guérir. (*B.O.*, 1952, p. 882)	*Santé*	397
	6 mai 1952	Décr. sur les concessions et l'administration des eaux des lacs et des cours d'eau. (*B.O.*, 1952, p. 1132)	*Environnement*	141
	21 déc. 1952	Ord. 52-443. – Mesures propres à protéger les sources, nappes acquières souterraines, lacs et cours d'eau, à empêcher la pollution et le gaspillage de l'eau et à contrôler l'exercice des droits d'usage et des droits d'occupation concédés. (*B.A.*, 1953, p. 59)	*Environnement*	199
1953	19 févr. 1953	Ord. 43-54. – Nitrate de potassium (salpêtre). (*B.A.*, 1953, p. 358)	*Santé*	433
	1er août 1953	Ord. 97-253. – Équipement de la voirie privée. (*B.A.*, 1953, p. 1423)	*Urbanisme et voirie*	613
	5 déc. 1953	Ord. 74-414 . – Police sanitaire de l'immigration. (*B.A.*, 1954, p. 3)	*Santé*	474
	14 déc. 1953	Ord. 74-426 . – Police sanitaire des personnes en voyage international. (*B.A.*, 1954, p. 7; *erratum*, p. 190)	*Santé*	475
1954	21 avril 1954	Ord. 41-136. – Commerce, emploi et détention des poids, mesures et instruments de pesage. (*B.A.*, 1954, p. 730)	*Poids et mesures*	388
	22 juin 1954	Ord. 74-213 . – Lutte contre les maladies quarantenaires, épidémiques, endémiques et autres maladies transmissibles. – Police sanitaire de la navigation intérieure, fluviale et aérienne. (*B.A.*, 1954, p. 1200)	*Santé*	477
	24 juill. 1954	Ord. 97-243. – Urbanisme. – Règles générales d'aménagement en matière d'esthétique. (*B.A.*, 1954, p. 1171)	*Urbanisme et voirie*	612
1955	15 oct. 1955	Ord. 97-327. – Publicité extérieure. (*B.A.*, 1955, p. 1441)	*Urbanisme et voirie*	594
1956	25 avril 1956	Ord. 23-113. – Documents officiels de presse. (*B.A.*, 1956, p. 873)	*Médias*	357
1957	29 mars 1957	Ord. 54-85. – Perception d'une taxe de visite sanitaire et de séjour des animaux tenus en observation dans les stations de quarantaine, ainsi qu'au barème des rémunérations dues pour les interventions chirurgicales ou médicamenteuses. (*B.A.*, 1957, p. 827)	*Santé*	470
	19 avril 1957	Ord. 97-108. – Zones de recul et parcage des véhicules. (*B.A.*, 1957, p. 951; *erratum*, p. 1085)	*Urbanisme et voirie*	596
	20 juin 1957	Décr. sur l'urbanisme. (*B.O.*, 1957, p. 1406)	*Urbanisme et voirie*	597
	"	Décr. – Urbanisme au Congo belge. (*B.O.*, 1957, p. 1406)	*Urbanisme et voirie*	600
	22 oct. 1957	Ord. 97-334. – Commissions provinciales de l'urbanisme. (*B.A.*, 1957, p. 2030)	*Urbanisme et voirie*	604
	6 nov. 1957	Ord. 62-357. – Organisation des villes. – Voirie. – Désaffectation. – Procédure. (*B.A.*, 1957, p. 2061)	*Urbanisme et voirie*	605
1958	19 févr. 1958	Ord. 71-81. – Exercice de l'art de guérir. – Conditions et modalités d'application. (*B.A.*, 1958, p. 533)	*Santé*	399
	23 déc. 1958	Ord. 41-539. – Exportation des fleurs et poudres de pyrèthre. (*B.A.*, 1958, p. 2387)	*Santé*	434
1959	28 juin 1959	Ord. 74-345. – Hygiène publique dans les agglomérations. (*B.A.*, 1959, p. 1806)	*Urbanisme et voirie*	576
	"	Ord. 74-348. – Hygiène et salubrité publiques. (*B.A.*, 1959, p. 1767)	*Urbanisme et voirie*	579
	21 août 1959	Ord. 71-453 . – Exercice de la profession de dentiste. (*B.A.*, 1959, p. 2302)	*Santé*	408

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1960	1er juin 1960	Décr. – Importation de substances émettrices de radiations ionisantes. – Réglementation. (*M.C.*, 1960, p. 2186)	*Santé*	497
	"	Décr. – Déclaration des stocks de substances émettant des radiations ionisantes. (*M.C.*, 1960, p. 2187)	*Santé*	497
1964	19 févr. 1964	A.M. 2. – Autorisant les médecins congolais à exercer l'art de guérir dans la République du Congo. (*M.C.*, 1964, p. 268)	*Santé*	401
1966	31 mars 1966	A.M. 003 Statistiques. — Coordination. (*M.C.*, 1966, p. 455)	*Statistiques publiques*	566
1967	5 juin 1967	O.-L. 67-250 portant organisation des cycles supérieurs de l'enseignement secondaire. (*M.C.*, n°8, 15 avril 1968, p. 785)	*Enseignement*	85
	17 juin 1967	Ord. 67-263*bis*. – Marins détenteurs de diplômes étrangers. – Reconnaissance. (*M.C.*, 1967, p. 504)	*Enseignement*	73
	23 août 1967	A.M. 225. – Commission de censure de la musique. — Création. (*M.C.*, 1967, p. 769)	*Culture*	15
1968	1er mars 1968	O.-L. 68-070 créant l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°14, 15 juillet 1968, p. 1305)	*Santé*	404
	29 mars 1968	Ord. 68-125. – Autorisation aux détenteurs d'un certificat, licence ou brevet étranger d'exercer la fonction correspondante. (*M.C.*,1968, p. 714)	*Enseignement*	74
	13 juin 1968	Ord. 68-216 fixant le régime de gestion des enseignants étrangers recrutés par le gouvernement. (*M.C.*, n°12, 15 juin 1968, p. 941)	*Enseignement*	74
1969	22 août 1969	O.-L. 69-041 . – Conservation de la nature. (*M.C.*, 1969, p. 739)	*Environnement*	195
	5 déc. 1969	O.-L. 69-054 relative aux marchés publics. (*M.C.*, n°2, 15 janvier 1970, p. 71)	*Marchés publics*	328
	"	Ord. 69-279 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures, de transports et de prestations. (*M.C.*, n°1, 1er janvier 1970, p. 5)	*Marchés publics*	329
1970	11 mars 1970	Ord. 70-089 portant création d'un Institut des musées nationaux. (*M.C.*, n°7,1er avril 1970, p. 210)	*Culture*	16
	30 avril 1970	Ord. 70-158 déterminant les règles de la déontologie médicale. (*M.C.*, n°20, 15 octobre 1970, p. 667)	*Santé*	409
	8 mai 1970	Ord. 70-163 relative aux élections des conseils de l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°20, 15 octobre 1970, p. 675)	*Santé*	413
	4 juin 1970	Ord. 70-210 portant création du centre de formation des agents voyers. (*M.C.*, n°12, 15 juin 1970, p. 376)	*Urbanisme et voirie*	614
	2 juill. 1970	A.M. 034/70 fixant le nombre des membres des conseils provinciaux de l'Ordre des médecins. (*M.C.*, n°23, 1er décembre 1970, p. 811)	*Santé*	414
	24 juill. 1970	Ord. 70-222 portant statut de l'Institut pédagogique national. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1970, p. 693)	*Enseignement*	124
	23 déc. 1970	Ord. 70-339 relative aux formes de promulgation des lois par le président de la République. (*M.C.*, n°1, 1er janvier 1971, p. 6)	*Actes et sceaux officiels*	3
1971	15 févr. 1971	A.M. 0001/71 portant interdiction absolue des déboisements ou débroussaillements, comme des feux de brousse, de taillis ou de bois dans la concession ou dans tous les terrains formant le domaine dénommé «site d'Inga». (*M.C.*, n°9, 1er mai 1971, p. 375)	*Environnement*	180
	26 mars 1971	Ord. 71-078 portant classification routière dans la République démocratique du Congo. (*M.C.*, n°8, 15 avril 1971, p. 369)	*Urbanisme et voirie*	615
	"	Ord. 71-079 définissant l'action de l'État en matière de réseaux d'eaux pluviales et usées. (*M.C.*, n°7, 1er avril 1971, p. 300)	*Urbanisme et voirie*	620
	3 mai 1971	Arr. ED.NAT/CAB/0001/0007/71*bis* portant création d'un comité technique chargé d'étudier les langues nationales congolaises, d'en assurer et d'en contrôler la diffusion sur le plan pratique de l'enseignement. (*M.C.*, n°11, 1er juin 1971, p. 538)	*Enseignement*	75
	9 juin 1971	Arr. CAB/2100/018/MJS/71 portant réforme et réorganisation du Comité national pour la protection et le bien-être de l'enfance et de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*M.C.*, n°17, 1er juin 1971, p. 525)	*Jeunesse*	295
	3 juill. 1971	L. 71-003 portant modification des dénominations des universités congolaises. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1975, p. 123)	*Enseignement*	126
	13 août 1971	A.M. 005/71 déterminant la tarification des actes professionnels des médecins, chirurgiens et spécialistes exerçant à titre privé. (*M.C.*, n°22, 15 novembre 1971)	*Santé*	401

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1971	20 août 1971	Ord. 71-231 relative à l'établissement des plans particuliers généraux et d'aménagement des agglomérations dans la région de Kinshasa. (*M.C.*, n°18, 15 septembre 1971, p. 829)	*Urbanisme et voirie*	604
	11 sept. 1971	Ord. 71-251 relative à l'organisation des instituts supérieurs techniques. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1971, p. 975)	*Enseignement*	127
	"	Ord. 71-252 relative à l'organisation des instituts supérieurs pédagogiques. (*M.C.*, n°21, 1er novembre 1971, p. 976)	*Enseignement*	128
1972	21 févr. 1972	Ord. 72-114 relative à l'établissement de barrières de pluie. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1972, p. 297)	*Urbanisme et voirie*	621
	11 mars 1972	Ord. 72-148 portant le statut du personnel de l'Institut des musées nationaux. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1972, p. 262)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	230
	14 sept. 1972	O.-L. 72-045 portant création de l'École nationale des finances. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1973, p. 26)	*Enseignement*	129
	"	O.-L. 72-046 sur l'exercice de la pharmacie. (*J.O.RDC.*, n° 1, 1er janvier 1973, p. 27)	*Santé*	418
	"	Ord. 72-359 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 72-046 du 14 septembre 1972 sur l'exercice de la pharmacie. (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1972, p. 679)	*Santé*	419
1973	2 févr. 1973	Arr. dép. CAB/2100/0005/73 portant réglementation des rencontres sportives financées par le Trésor public. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1973, p. 561)	*Sports et loisirs*	530
	13 févr. 1973	Arr. dép. CAB/2100/ 0007/73 portant refonte des dispositions régissant les fédérations sportives en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1973, p. 686)	*Sports et loisirs*	530
	"	Arr. dép. CAB/2100/ 0009/73 portant refonte des dispositions régissant le Comité olympique national zaïrois. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1973, p. 760)	*Sports et loisirs*	532
	30 juill. 1973	Arr. 002 relatif de l'inscription au tableau de l'Ordre des médecins. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1973, p. 1742)	*Santé*	415
	"	Arr. dép. 003 portant caducée à l'usage des médecins en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1973, p. 1825)	*Santé*	415
1975	1er mars 1975	Ord. 75-097 relative à la délimitation du parc national des Kundelungu et au régime applicable dans son périmètre. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 660)	*Environnement*	209
	31 mars 1975	Arr. dép. 007/BUR/CECA/75 portant interdiction des exportations et du commerce d'objets d'antiquité zaïrois. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1975, p. 596)	*Culture*	16
	25 avril 1975	Arr. dép. 008/BUR/CECA/75 portant création d'une Commission nationale des monuments publics. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 675)	*Culture*	17
	"	Arr. dép. 009/BUR/CECA/75 portant création d'une Commission nationale pour la sélection d'œuvres d'art moderne destinées à la collection de l'État et aux expositions officielles nationales et internationales. (*J.O.Z.*, n°13, 1er juillet 1975, p. 676)	*Culture*	17
	20 juin 1975	Ord. 75-167 fixant les attributions du département du Portefeuille et complétant l'ordonnance 69-146 du 1er août 1969. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1975, p. 769)	*Services publics*	515
	22 juill. 1975	Ord. 75-231 fixant les attributions du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme et complétant l'ordonnance 69-146 du 1er août 1969. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975, p. 1111)	*Environnement*	143
	"	L. 75-024 relative à la création de secteurs sauvegardés. (*J.O.Z.*, n°18,15 septembre 1975, p. 1096)	*Environnement*	200
	"	Ord. 75-238 portant modification des limites du parc national du Kahuzi-Biega. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975, p. 1117)	*Environnement*	210
	"	Ord. 75-241 relative à la délimitation du parc national de l'Upemba et au régime applicable dans son périmètre. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1975 , p. 1119)	*Environnement*	211
	22 août 1975	Ord. 75-271 portant création d'un Comité national de normalisation. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1975, p. 1341)	*Poids et mesures*	389
1976	3 mars 1976	Déc. OLYMPIQUE 003/76 portant création et protection des emblèmes olympiques du Comité national olympique zaïrois. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1977, p. 449)	*Sports et loisirs*	534
	15 juin 1976	L. 76-017 relative à la création d'une Commission permanente de réforme du droit zaïrois. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1976, p. 791)	*Réforme du droit congolais*	392
	5 juill. 1976	Charte culturelle de l'Afrique. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1989, p. 21)	*Culture*	17

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1976	16 juill. 1976	Ord. 76-191 portant règlement d'ordre intérieur de la Commission permanente de réforme du droit zaïrois. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1976, p. 927)	*Réforme du droit congolais*	392
	5 août 1976	Arr. dép. 055 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 72-045 du 14 septembre 1972 portant création de l'École nationale des finances. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1976, p. 938)	*Enseignement*	130
	22 sept. 1976	Ord. 76-252 portant organisation de certains services du département de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1977, p. 549)	*Environnement*	145
	1er déc. 1976	Arr. dép. BCE/2100/0040/76 portant approbation de la décision olympique 003/76 du 3 mars 1976 relative à la protection des emblèmes olympiques du Comité national olympique zaïrois. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1977, p. 449)	*Sports et loisirs*	535
1977	22 févr. 1977	Ord. 77-039 déterminant les conditions d'octroi de l'Ordre national du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1977, p. 247)	*Distinctions honorifiques*	56
	"	Ord. 77-018 portant réglementation relative à l'octroi des bourses et prêts d'études et de perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1977, p. 202)	*Enseignement*	82
	"	L. 77-001 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1977, p. 197)	*Expropriation*	216
	31 mars 1977	Arr. dép. BCE/2100/0014/77 portant création de la Fédération zaïroise de médecine sportive. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1977, p. 538)	*Sports et loisirs*	535
	22 juin 1977	Arr. dép. 054/DECNT/BCE/77 portant protection du parc de la révolution de Kinshasa. (*J.O.Z*, n°2, 15 janvier 1979, p. 29)	*Environnement*	214
	20 oct. 1977	Arr. interdép. BCE/2100/0057/77 portant répression des actes de violence dans les installations sportives. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1978, p. 44)	*Sports et loisirs*	538
1978	23 mars 1978	Arr. dép. ESRS/BCE/020/78 portant création et composition de la commission consultative interdépartementale de sélection des candidats boursiers à l'étranger. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1978, p. 28)	*Enseignement*	83
	30 mars 1978	Arr. dép. EPS/BCE/001/0031/78 relatif à la délivrance des pièces scolaires. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1978, p. 25)	*Enseignement*	86
	27 avril 1978	Arr. dép. EPS/EDN/BCE/0001/0040/78 portant création du collège des conseillers du département de l'Enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1978, p. 29)	*Enseignement*	86
	5 mai 1978	Ord. 78-190 portant statuts d'une entreprise publique dénommée l'Institut national pour la conservation de la nature, en abrégé «I.N.C.N.». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1978, p. 27)	*Environnement*	200
	"	Ord. 78-215 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée Institut des jardins zoologiques et botaniques du Zaïre, en abrégé «I.J.Z.B.Z.». (*J.O.Z.*, n°11, 1er juin 1978, p. 55)	*Environnement*	203
	"	Ord. 78-218 portant statuts d'une entreprise publique dénommée «la FIKIN». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1978, p. 73)	*Services publics*	515
	"	Ord. 78-223 portant statuts d'une entreprise publique dénommée «Office des routes». (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1978, p. 18)	*Urbanisme et voirie*	622
	22 mai 1978	Arr. dép. BCE/TPAT/60/006/78 portant création et organisation d'une brigade voirie-assainissement pour la ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 55)	*Urbanisme et voirie*	625
	29 mai 1978	Arr. BCE/TPAT/60/007/78 portant décentralisation des services de la voirie. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 56)	*Urbanisme et voirie*	625
	6 juill. 1978	Ord. 78-300 portant création du Théâtre national Mobutu Sese Seko. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1978, p. 27)	*Culture*	21
	"	Ord. 78-301 portant statut du personnel du Théâtre national Mobutu Sese Seko. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1978, p. 56)	*Culture*	23
	11 juill. 1978	L. 78-013 portant régime général des archives. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1978, p. 7)	*Culture*	25
	8 août 1978	Arr. dép. ESRS/BCE/083/78 portant fixation de conditions supplémentaires d'admission aux études à l'Université nationale du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°16, 31 août 1978, p. 34)	*Enseignement*	130
	30 août 1978	Ord. 78-335 portant révision de la classification routière de la République. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1978, p. 12)	*Urbanisme et voirie*	626
	6 sept. 1978	Ord. 78-386 portant création d'un Centre national de planification de la nutrition humaine. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1978, p. 31)	*Santé*	497

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1978	3 oct. 1978	Ord. 78-397 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Institut national de la statistique, en abrégé «I.N.S.». (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1978, p. 22)	*Statistiques publiques*	566
	16 nov. 1978	Ord. 78-448 portant règlement d'administration relatif au corps des diplomates de la République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1978, p. 19)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	240
	29 nov. 1978	Arr. dép. BCE/2100/0080/78 portant création de la commission de protocole du département des Sports. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1978, p. 29)	*Sports et loisirs*	538
1979	7 févr. 1979	Ord. 79-021 portant organisation du Conseil national de l'éducation pour l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1979, p. 18)	*Enseignement*	86
	28 févr. 1979	Arr. dép. 79/BCE/TPAT/60/004/79 portant fixation des listes des routes constituant le réseau des routes nationales et régionales dans la République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1979, p. 26)	*Urbanisme et voirie*	626
	5 juin 1979	Arr. dép. de l'enseignement primaire et secondaire DEPS/BCE/0010198/1979 portant organisation de la structure de la cellule régionale de l'Inspection de l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1979, p. 33)	*Enseignement*	88
	22 août 1979	Arr. dép. BCE/TPAT/60/010/79 rattachant les voiries des sous-régions et zones autres que celles situées dans les chefs-lieux des régions à l'Office des routes. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1979, p. 24)	*Urbanisme et voirie*	631
1980	18 janv. 1980	Ord. 80-008 portant création et fixation des attributions du département de la Justice. (*J.O.Z.*, n°3, 1er février 1980, p. 13)	*Services publics*	518
	21 avril 1980	Ord. 80-108 modifiant et complétant l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services de l'État, y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du Conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1980, p. 6)	*Culture*	27
	"	Ord. 80-106 portant règlement d'administration relatif à l'organisation des services du département du Portefeuille. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1980, p. 24)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	243
	"	Ord. 80-111 modifiant et complétant l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services publics de l'État, y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1980, p. 36)	*Santé*	498
	"	Ord. 80–107 modifiant et complétant respectivement l'ordonnance 75-180 du 9 juillet 1975 portant organisation du département des Sports et l'annexe III de l'ordonnance 73-216 du 25 juillet 1973 fixant l'organisation et le cadre organique des services publics de l'État y compris les services de l'enseignement national, les services administratifs du conseil législatif et les services judiciaires. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1980, p. 32)	*Sports et loisirs*	538
	27 août 1980	Ord. 80-211 portant création d'un département des Affaires sociales. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1980)	*Services publics*	518
	28 août 1980	Ord. 80-215 complétant l'ordonnance 80-204 du 27 août 1980 et portant création d'un département de la Fonction publique. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1980, p. 15)	*Services publics*	519
	5 sept. 1980	Ord. 80-233 portant organisation de la Commission nationale du recensement. (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1980, p. 9)	*Statistiques publiques*	569
	4 déc. 1980	Arr. dép. 069 portant dispositions relatives à la délivrance du permis de légitime détention et du permis d'importation ou d'exportation. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1981, p. 18)	*Environnement*	206
1981	11 févr. 1981	Arr. dép. 007/81 portant délégation de signature. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1981, p. 17)	*Services publics*	519
	"	Arr. dép. 008/81 portant délégation de signature au secrétaire d'État à la Justice. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1981, p. 12)	*Services publics*	520
	18 févr. 1981	Arr. 012/DECNT/CCE/81 portant création et organisation du Service national de reboisement. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1981, p. 40)	*Environnement*	206
	2 avril 1981	O.-L. 81-012 portant statuts des journalistes oeuvrant en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1981, p. 14)	*Médias*	358
	"	Ord. 81-050 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Office de radiodiffusion et de télévision. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1981, p. 41)	*Médias*	364
	"	Ord. 81-052 portant statuts d'un établissement public dénommé l'Agence Zaïre Presse, en abrégé «AZAP». (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1981, p. 46)	*Médias*	368
	7 mai 1981	Ord. 81-067 portant règlement d'administration relatif à la discipline. (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1981, p. 6)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	249

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1981	16 mai 1981	Ord. 81-068 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Société forestière et commerciale» (Forescom). (*J.O.Z.*, n°11, 1er juin 1981, p. 7)	*Environnement*	180
	3 juin 1981	Arr. dép. 019/DECNT/CCE/81 portant délégation de signature au secrétaire d'État à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1981, p. 22)	*Environnement*	156
	17 juill. 1981	L. 81-003 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1981, p. 11)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	218
	18 août 1981	Ord. 81-118 portant réglementation de la procédure relative à la réalisation des études et des travaux de génie civil pour le compte du Conseil exécutif. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1981, p. 9)	*Marchés publics*	354
	3 oct. 1981	O.-L. 025-81 portant organisation générale de l'enseignement supérieur et universitaire. (*J.O.Z.*, n° 20, 15 octobre 1981, p. 5)	*Enseignement*	100
	"	O.-L. 81-027 relative à la collation des grades académiques au sein des instituts supérieurs pédagogiques. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 15)	*Enseignement*	131
	"	O.-L. 81-026 relative à la collation des grades académiques aux universités. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 13)	*Enseignement*	133
	"	O.-L. 81-028 relative à la collation des grades académiques au sein des instituts supérieurs techniques. (*J.O.Z.*, n°20, 15 octobre 1981, p. 17)	*Enseignement*	135
	7 oct. 1981	Ord. 81-159 portant modalités d'octroi et de remboursement des bourses d'études et perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 41)	*Enseignement*	83
	"	Ord. 81-160 portant statut du personnel de l'enseignement supérieur et universitaire. (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 43)	*Enseignement*	107
	"	Ord. 81-155 portant création de la Commission permanente des études, en abrégé «C.P.E.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 32)	*Enseignement*	136
	"	Ord. 81-156 portant création d'un service public dénommé Intendance générale de l'enseignement supérieur et universitaire, en abrégé «I.G.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 33)	*Enseignement*	137
	"	Ord. 81-157 portant création d'un service public dénommé «Presses universitaires du Zaïre», en abrégé «P.U.Z.». (*J.O.Z.*, n°21, 1er novembre 1981, p. 35)	*Enseignement*	139
1982	30 janv. 1982	Arr. DEPS/CCE/001/012/82 portant organisation au sein du département de l'Enseignement primaire et secondaire d'un secrétariat permanent de la réforme de l'enseignement primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1982, p. 45)	*Enseignement*	89
	9 mars 1982	Arr. dép. DEPS/CCE/001/047/82 portant création d'un conseil de gestion dans les établissements d'enseignement national maternel, primaire et secondaire. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1982, p. 52)	*Enseignement*	89
	19 mars 1982	Ord. 82-027 fixant l'organisation et le cadre organique des départements du Conseil exécutif et du Commissariat général au Plan. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 9)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	253
	"	Ord. 82-028 portant règlement d'administration relatif au recrutement du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 12)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	258
	"	Ord. 82-029 portant règlement d'administration relatif à la carrière du personnel des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 13)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	258
	"	Ord. 82-030 portant règlement d'administration relatif aux missions officielles, aux déplacements à l'intérieur du territoire national et au transport des bagages. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 16)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	260
	"	Ord. 82-031 portant règlement d'administration relatif au régime disciplinaire et aux voies de recours du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 25)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	266
	"	Ord. 82-032 portant règlement d'administration relatif à la cotation et à l'avancement de grade du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 31)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	271
	"	Ord. 82-033 portant règlement d'administration relatif à la cessation définitive des services du personnel de carrière des services publics de l'État et aux rentes de survie. (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1982, p. 34)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	273
	20 juin 1982	Arr. dép. D.SASS/1250/0002/82 déterminant les règles générales de tarification des prestations sanitaires, la valeur numérique des lettres clés ainsi que les frais d'hospitalisation dans les formations médicales. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 19)	*Santé*	402

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1982	20 juin 1982	Arr. dép. D.SASS/1250/0003/82 portant catégorisation des malades, des praticiens et des formations médicales. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 21)	*Santé*	403
	"	Arr. dép. D.SASS/1250/0004/82 fixant les modalités de perception des honoraires des médecins. (*J.O.Z.*, n°6, 15 mars 1983, p. 22)	*Santé*	415
	6 oct. 1982	Arr. dép. E.S.U./CABCE/0111/82 portant règlement de l'octroi du remboursement et du recouvrement des bourses d'études et de perfectionnement. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1983, p. 48)	*Enseignement*	84
	5 nov. 1982	O.-L. 82-040 portant organisation de la recherche scientifique et technique. (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1982, p. 11)	*Enseignement*	118
1983	8 janv. 1983	Conv. portant création du Centre international des civilisations Bantu (CICIBA). (*Ministère de la Culture et des Arts*)	*Culture*	39
	16 nov. 1983	Ord. 83-204 portant création de la médaille du mérite conjugal. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1983, p. 5)	*Distinctions honorifiques*	57
	"	Ord. 83-205 portant création de la médaille du mérite maternel. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1983, p. 6)	*Distinctions honorifiques*	58
1984	17 juill. 1984	Arr. 84/114 portant organisation du service de documentation et d'études du département de la Justice. (*J.O.Z.*, n°5, 1er mars 1985, p. 16)	*Services publics*	519
	13 août 1984	Charte du Bureau africain des sciences de l'éducation. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 10)	*Enseignement*	75
1985	17 avril 1985	Ord. 85-106 portant création d'un Comité national pour la lutte contre la violence dans le sport. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1985, p. 21)	*Sports et loisirs*	543
	7 août 1985	Ord. 85-193 portant dispositions spéciales relatives au régime disciplinaire du personnel de carrière des services publics de l'État. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1985, p. 8)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	275
	21 déc. 1985	Arr. interdép. 1.440/000029/85 portant mesures de sauvegarde visant le secteur nord de la zone de N'Sele, ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, numéro spécial , 1992, p. 143)	*Environnement*	207
	22 déc. 1985	Arr. dép. BUR/CE/SPAS/A/182/86 portant réglementation de service de garde de pharmacie. (*J.O.Z.*, n°11, 31 mai 1987, p. 25)	*Santé*	434
1986	5 juin 1986	Ord. 86-167 portant création d'un service chargé des questions de la francophonie. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1986, p. 28)	*Culture*	42
	6 juin 1986	Arr. dép. 0017 portant réglementation des transferts internationaux des athlètes zaïrois. (*J.O.Z.*, n°16, 5 août 1986, p. 49)	*Sports et loisirs*	544
	25 juill. 1986	Ord. 86-219 portant création d'un Comité national de la population. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1986, p. 27)	*Statistiques publiques*	570
	22 sept. 1986	Loi-cadre 86-005 sur l'enseignement national. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 1986, p. 12)	*Enseignement*	62
1987	27 mars 1987	Ord. 87-091 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Dépôt central médico-pharmaceutique», en abrégé «D.C.M.P.». (*J.O.Z.*, n°8, 15 avril 1987, p. 12)	*Santé*	434
	29 avril 1987	Ord. 87-134 portant création d'un service public technique dénommé «Bureau technique de contrôle», en abrégé «B.T.C.». (*J.O.Z.*, n°10, 15 mai 1987, p. 33)	*Marchés publics*	355
	7 mai 1987	Arr. dép. 010/BC/D.D.R./ 87 portant règlement interne du Service national des routes de desserte agricole «S.N.R.D.A.». (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1987, p. 34)	*Urbanisme et voirie*	632
	26 mai 1987	Arr. dép. DENI/CAB/06/012/87 portant création et fonctionnement de la Commission de sauvegarde de la dignité et de l'intégrité des agents et fonctionnaires du département de l'Économie nationale et de l'Industrie. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1987, p.60)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	275
	22 juill. 1987	Ord. 87-243 portant réglementation de l'activité informatique en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n°15, 1er août 1987, p. 21)	*Services publics*	521
	29 juill. 1987	Ord. 87-251 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Institut national de météorologie, en abrégé «I.N.M.». (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1987, p. 19)	*Environnement*	156
	16 sept. 1987	Ord. 87-331 portant création et statuts d'une entreprise publique dénommée «Office des voiries et drainage», en abrégé «O.V.D.». (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1987, p. 43)	*Urbanisme et voirie*	633

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1988	7 juill. 1988	Ord. 88-092 instituant un examen d'État en vue de l'obtention d'un diplôme d'État d'études secondaires du cycle long. (*J.O.Z.*, n°14, 15 juillet 1988, p. 18)	*Enseignement*	90
	19 août 1988	Arr. dép. DENI/CAB/030/88 fixant le fonctionnement du Comité national de normalisation. (*J.O.Z.*, n°23, 1er décembre 1988, p. 25)	*Poids et mesures*	390
	22 oct. 1988	Arr. dép. CAB/CE/URB-HAB/012/88 portant réglementation sur la délivrance de l'autorisation de bâtir. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 28)	*Urbanisme et voirie*	605
	14 nov. 1988	Arr. dép. CAB/CE/URB.HAB/013/88 portant création de la commission urbaine et de la commission régionale de l'autorisation de bâtir. (*J.O.Z.*, 1992, n° spécial, p. 193)	*Urbanisme et voirie*	608
1989	6 janv. 1989	Arr. dép. ESURS/CABCE/003/89 portant reconnaissance des diplômes délivrés par l'Académie militaire de Kananga. (*J.O.Z.*, n°12, 15 juin 1989, p. 45)	*Enseignement*	140
	18 janv. 1989	Ord. 89-010 portant création de la Bibliothèque nationale du Zaïre, en abrégé «B.N.Z.». (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 8)	*Culture*	43
	26 janv. 1989	Ord. 89-027 portant création d'un service public dénommé «Archives nationales du Zaïre», en abrégé «ARNAZA». (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1989, p. 18)	*Culture*	43
	9 nov. 1989	Ord. 89-287 portant création d'un établissement public dénommé Institut africain d'études prospectives, en abrégé «INADEP». (*J.O.Z.*, n°22, 15 novembre 1989, p. 37)	*Enseignement*	140
	20 nov. 1989	Conv. relative aux droits de l'enfant. (*J.O.RDC.*, avril 1999, n° spécial, p. 50)	*Jeunesse*	297
1990	11 juill. 1990	Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. (*J.O.Z.*, n° spécial, septembre 2001, p. 40)	*Jeunesse*	308
	24 août 1990	Ord. 90-177 portant réglementation des sceaux officiels de la *République du Zaïre*. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1990, p. 12)	*Actes et sceaux officiels*	3
1991	5 janv. 1991	A.M. 031/AARDC/91 portant création d'un Service national des statistiques agricoles. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1991, p. 27)	*Statistiques publiques*	571
	9 janv. 1991	A.M. 003/BM/AARDC/91 portant création d'une Commission nationale des statistiques agricoles. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1991, p. 21)	*Statistiques publiques*	572
	30 mars 1991	O.-L. 91-018 portant création d'un Ordre des pharmaciens en République du Zaïre. (*J.O.Z.*, n° spécial, juin 1991, p. 5)	*Santé*	437
	15 août 1991	Ord. 91-231 portant règlement d'administration relatif au corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. (*Présidence de la République*)	*Enseignement*	94
	"	Ord. 91-232 portant règlement d'administration relatif au personnel des établissements publics d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel. (*Présidence de la République*)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	276
1992	2 mai 1992	A.M. 044/CM/ECN/92 portant création et délimitation d'une réserve dénommée «Réserve naturelle des Mangroves» ou «Parc marin». (*Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la nature*)	*Environnement*	214
	"	A.M. 045/CM/ECN/92 portant création et délimitation d'une réserve naturelle dénommée «réserve de faune à Okapis». (*Ministère de l'Environnement et Conservation de la nature*)	*Environnement*	215
1993	2 août 1993	Ord. 93-107 portant restructuration et organisation de la Commission nationale zaïroise pour l'Unesco. (*J.O.Z.*, n°17, 1er septembre 1993, p. 7)	*Enseignement*	78
	13 août 1993	A.M. 019/CAB/MJCA/93 portant création du centre culturel zaïrois dénommé «le Zoo». (*Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts*)	*Culture*	44
	27 déc. 1993	A.M. MSL/CAB/2100/027/93 portant création des fédérations nationales des loisirs. (*Ministère des Sports et Loisirs*)	*Sports et loisirs*	545
1994	18 févr. 1994	Arr. 047/CAB/MIN/ECNT/94 modifiant et complétant l'arrêté 042/CM/ECN/92 du 6 avril 1992 portant organisation de l'exploitation et de l'exportation des poissons d'aquarium. (*Ministère de l'Environnement et Conservation de la nature*)	*Environnement*	207
	5 avril 1994	A.M. 017/CAB/MJCA/94 portant gestion des centres de production du ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts. (*Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Arts*)	*Jeunesse*	315
1995	6 avril 1995	Décr. 0009 portant création d'un projet culturel et scientifique dénommé observatoire des langues. (*Ministère de la Culture et des Arts*)	*Culture*	45
	7 juin 1995	A.M. CAB/MIN/AFF.SO/060/95 fixant les conditions d'agrément des services d'action sociale ou centres privés à vocation sociale. (*Ministère des Affaires sociales*)	*Aide sociale*	10

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1995	27 déc. 1995	Décr. 0059 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations. (*Ministère des Finances*)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	281
1996	22 févr. 1996	A.M. MJSL/CAB/2100/005/96 portant organisation, fonctionnement et fixant les critères de reconnaissance et conditions de subsidiation des associations et des mouvements des jeunes. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)	*Jeunesse*	317
	24 févr. 1996	A.M. MJSL/CAB/2100/004/96 portant réglementation de la fonction de l'éducateur des centres de production et de formation professionnelle de la jeunesse. (*Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisirs*)	*Jeunesse*	315
	"	A.M. MJSL/CAB/2100/006/96 portant reconnaissance et fixant des critères de collaboration entre le ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs et les centres et maisons d'apprentissage professionnel. (*Ministère de la Jeunesse, Sports et Loisirs*)	*Jeunesse*	318
	22 juin 1996	L. 96-002 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse. (*J.O.Z.*, n° spécial, août 2001, p. 5)	*Médias*	371
	26 nov. 1996	A.M. 04/MIP/018/96 portant fixation des frais administratifs pour l'établissement des récépissés de déclarations préalables de publication, d'exploitation des stations de radio et/ou de télévision, de création d'agences de presse ainsi que pour l'agrément des agences-conseils en publicité et pour l'autorisation de reportage photographique ou filmé. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)	*Médias*	377
	"	A.M. 04/MIP/020/96 portant mesures d'application de la loi 96-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse pour les entreprises de presse audiovisuelle. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)	*Médias*	378
1997	28 févr. 1997	A.M. 04/MIP/006/97 portant création de la Commission de contrôle de conformité des stations de radiodiffusion et des chaînes de télévision publiques et privées. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)	*Médias*	379
	3 mai 1997	A.M. 04/MIP/008/97 portant fixation des frais administratifs pour l'autorisation de reportage photographique ou filmé. (*Ministère de l'Information et de la Presse*)	*Médias*	379
	16 juill. 1997	D.-L. 008 portant création d'un Office des biens mal acquis, en abrégé «OBMA». (*Ministère de la Justice*)	*Services publics*	522
	22 juill. 1997	A.M. CAB/MIN.TP/01/003/97 portant création et organisation de la Commission de reconstitution du patrimoine immobilier de l'État. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)	*Domaine de l'État*	60
	13 août 1997	A.M. EDN/CAB.MIN/004/97 portant [sur] la gestion des fonds destinés et/ou générés par l'examen d'État. (*J.O.RDC.*, n°16, 15 août 1997, p. 31)	*Enseignement*	99
	27 sept. 1997	Arr. 025/CAB/MIN/RI.J & GS/97 portant organisation et fonctionnement de l'Office des biens mal acquis. (*Ministère de la Justice*)	*Services publics*	523
	15 oct. 1997	D.-L. 032 portant création du Service national, en abrégé «S.N.». (*Présidence de la République*)	*Services publics*	527
	12 nov. 1997	Déc. min. CAB/MIN/TPAT-UH/001/97 portant mesures d'exécution de l'arrêté ministériel CAB/MIN/TPAT-UH/006/97 du 12 novembre 1997 portant fixation des conditions d'agrément des sociétés et établissements de construction, d'aménagement intérieur, d'études et conditions d'enregistrement des indépendants en République démocratique du Congo. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)	*Urbanisme et voirie*	609
	"	A.M. CAB/MIN/TPAT-UH/006/97 portant fixation des conditions d'agrément des sociétés et d'établissements de construction, d'aménagement intérieur, d'études et conditions d'enregistrement des indépendants en République démocratique du Congo. (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)	*Urbanisme et voirie*	610
	27 nov. 1997	A.M. CAB/MIN.TP/007/97 portant réglementation pour l'organisation des manifestations au Palais du peuple du Congo. (*J.O.RDC.*, n°23, 1er décembre 1997, p 15)	*Domaine de l'État*	60
	26 déc. 1997	A.M. MJSL/CAB/2100/0018/97 portant révision des statuts types des fédérations sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)	*Sports et loisirs*	545

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1997	26 déc. 1997	A.M. MJSL/CAB/2100/0019/97 portant statuts types des associations sportives ou clubs en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)	*Sports et loisirs*	553
	"	A.M. MJSL/CAB/2100/0020/97 portant révision des modalités d'organisation des élections des organes dirigeants du mouvement sportif de la République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse*, des Sports et Loisirs)	*Sports et loisirs*	555
	"	A.M. MJSL/CAB/2100/0022/97 portant agrément des associations sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)	*Sports et loisirs*	559
	"	A.M. MJSL/CAB/2100/0023/97 portant révision de la limitation des saisons sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)	*Sports et loisirs*	560
1998	31 mars 1998	A.M. 98/008 relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage. (*Ministère des Affaires intérieures*)	*Services publics*	528
	18 avril 1998	Arr. SC/0034/BGV/COJU/CM/98 portant application des mesures d'assainissement du milieu et de protection de la salubrité publique dans la ville de Kinshasa. (*J.O.Z.*, n°19, 1er octobre 1998, p. 26)	*Urbanisme et voirie*	579
	20 avril 1998	A.M. MJS/CAB/2100/003/98 portant création du Conseil national des activités physiques et sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs*)	*Sports et loisirs*	560
	22 avril 1998	A.M. MJS/CAB/2100/004/98 portant révision de la répartition des recettes générées par les rencontres sportives en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*)	*Sports et loisirs*	561
	10 juill. 1998	A.M. CAB/V.M/AFF. SO.F./015/98 portant création et organisation d'un Conseil national de la femme. (*Ministère des Affaires sociales et Famille*)	*Services publics*	528
	3 déc. 1998	A.M. MJS/CAB/2100/0021/98 portant réhabilitation et restructuration du Conseil national de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*)	*Jeunesse*	319
1999	24 nov. 1999	A.M. 1250/CAB/MIN.S./023/PK/99 portant création du Centre national de transfusion sanguine en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Santé*)	*Santé*	504
	2 déc. 1999	A.M. MJS/CAB/2100/020/99 portant organisation et fonctionnement des associations et mouvements des jeunes en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*)	*Jeunesse*	321
	31 déc. 1999	A.M. MJS/CAB/2100/024/99 portant organisation et fonctionnement du Conseil national de la jeunesse en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Jeunesse et des Sports*)	*Jeunesse*	323
2000	16 mars 2000	A.M. 003/CAB/MIN/AGRI.EL/2000 portant création du Comité technique de coordination du programme spécial pour la sécurité alimentaire. (*Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage*)	*Santé*	505
2001	9 janv. 2001	Arr. CAB/MIN/TPAT-UH/004/K/2001 portant création de la Commission chargée d'identifier les patrimoines immobiliers du domaine public et privé de l'État. (*M.J.*, n°001, janvier à avril 2001, p. 138)	*Domaine de l'État*	61
	11 janv. 2001	Arr. CAB/MIN/TPAT-UH/005/K/2001 portant création d'un Fonds de développement des infrastructures (FDI). (*Ministère des Travaux publics, Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat*)	*Urbanisme et voirie*	637
	16 févr. 2001	Arr. intermin. 004/CAB/MIPLARECO/MINECI/FIN&BUD/2001 portant création et organisation d'un comité technique de gestion des statistiques du commerce extérieur. (*Ministère des Finances et Budget*)	*Statistiques publiques*	573
	16 mars 2001	A.M. CAB/MIN/AFF. ENV.DT/124/SS/2001 fixant les périodes de prélèvement des perroquets gris en République démocratique du Congo. (*Ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme*)	*Environnement*	208
	31 mars 2001	A.M. 014/CAB/MINECI/2001 portant homologation provisoire des normes relatives aux grandeurs et unités fondamentales. (*Ministère de l'Économie, Commerce et Industrie*)	*Poids et mesures*	391
	24 nov. 2001	A.M. 22/CAB/MCA/027/2001 portant mise en application du règlement intérieur de l'Observatoire des langues. (*Ministère de la Culture et des Arts*)	*Culture*	47
	3 déc. 2001	A.M. CAB/MIN/AFF-ET/049*bis*/01 portant création de la direction de développement durable. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)	*Environnement*	159

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
2001	9 déc. 2001	A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/MS/012/2001 portant dispositions relatives à l'enregistrement et à l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques. (*Ministère de la Santé*)	*Santé*	445
	"	A.M. 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/014/PK/2001 portant publication de la liste nationale révisée des médicaments essentiels. (*Ministère de la Santé*)	*Santé*	446
	"	A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/VSS/005/2001 portant création et organisation du programme national de la santé bucco-dentaire en République démocratique du Congo. (*Ministère de la Santé publique*)	*Santé*	506
	"	A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/008/2001 portant création d'un programme national de santé mentale. (*Ministère de la Santé publique*)	*Santé*	507
	"	A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/VKIZ/009/2001 portant création et organisation du programme national de la santé de la reproduction. (*Ministère de la Santé publique*)	*Santé*	508
	"	A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/011/2001 portant création d'un programme national de lutte contre le diabète. (*Ministère de la Santé*)	*Santé*	509
	"	A.M. 1250/CAB/MIN/AJ/VKIZ/012/2001 portant création et organisation d'un programme national de lutte contre l'ulcère de Buruli. (*Ministère de la Santé publique*)	*Santé*	510
	"	A.M. 1250/CAB/MIN/S/AJ/KIZ/015/2001 portant création et organisation d'un programme national de lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles en République démocratique du Congo, P.N.L.S./I.S.T. en sigle. (*Ministère de la Santé*)	*Santé*	510
2002	5 févr. 2002	Décr. 009/2002 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Fonds social de la République démocratique du Congo, en sigle «F.S.R.D.C.». (*Présidence de la République*)	*Aide sociale*	10
	9 mars 2002	Arr. SC/018/BGV/CSJ/CM/2002 portant mesures d'assainissement et obligation de peindre les magasins, boutiques et bâtisses des centres commerciaux de Kinshasa. (*M.J.*, n°12, mars 2002, p. 65)	*Urbanisme et voirie*	611
	"	Arr. SC/017/BGV/CSJ/CM/2002 portant ordre de fermeture des garages et d'évacuation des épaves de véhicules sur la voie publique. (*Hôtel de ville de Kinshasa*)	*Urbanisme et voirie*	637
	27 mars 2002	A.M. MJSL/CAB/2100/ 009/2002 portant réglementation de l'autorisation provisoire de fonctionnement des associations sans but lucratif et organisations non gouvernementales des activités physiques et sportives. (*M.C.*, n°012, mars 2002, p. 60)	*Sports et loisirs*	563
	27 juin 2002	Décr. 075/2002 portant dissolution d'un établissement public dénommé «Hôpital Mama Yemo», en abrégé «H.M.Y.». (*Présidence de la République*)	*Santé*	514
	5 août 2002	L. 010-2002 portant institution de la pension spéciale pour les anciens présidents de la République et de la rente de survie en faveur des conjoints et des orphelins des anciens présidents de la République et des héros nationaux décédés. (*Présidence de la République*)	*Aide sociale*	13
	"	L. 009-2002 portant création de l'ordre national «Héros nationaux». (*Présidence de la République*)	*Distinctions honorifiques*	56
	20 août 2002	A.M. 04/MCP/011/2002 modifiant et complétant l'arrêté ministériel 04/MIP/020/96 du 26 novembre 1996 portant mesures d'application de la loi 96-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse dans la communication audiovisuelle. (*Ministère de la Communication et Presse*)	*Médias*	380
	29 août 2002	L. 011-2002 portant Code forestier. (*Présidence de la République*)	*Environnement*	167
	3 oct. 2002	A.M. CAB/MIN/AF.F.E.T /259/2002 portant composition, organisation et fonctionnement des conseils consultatifs provinciaux des forêts. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)	*Environnement*	183
	"	A.M. CAB/MIN/AF.F-E.T /260/2002 fixant la procédure des transactions en matière forestière. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)	*Environnement*	184
	"	A.M. CAB/MIN/AF.F.E.T /261/2002 portant organisation et fonctionnement du cadastre forestier. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)	*Environnement*	184
	3 oct. 2002	A.M. CAB/MIN/AF.F.E.T/ 262/2002 fixant la procédure d'établissement d'un plan d'aménagement forestier. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)	*Environnement*	185

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
2002	3 oct. 2002	A.M. CAB/MIN/AF.F-E.T/ 263/2002 portant mesures relatives à l'exploitation forestière. (*Ministère des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)	*Environnement*	187
	3 oct. 2002	D.-L. 017-2002 portant code de conduite de l'agent public de l'État. (*J.O.Z.*, n° spécial, 15 janvier 2003, p. 4)	*Fonctionnaires et agents de l'État*	285
	16 oct. 2002	L. 017-2002 portant dispositions relatives à la protection contre les dangers des rayonnements ionisants et à la protection physique des matières et des installations nucléaires. (*Présidence de la République*)	*Environnement*	160
	5 nov. 2002	A.M. CAB/MIN/AF.F.E.T/276/2002 déterminant les essences forestières protégées. (*Ministères des Affaires foncières, Environnement et Tourisme*)	*Environnement*	192
2003	28 mars 2003	Décr. 046-A/2003 portant création, organisation et fonctionnement d'un service spécialisé dénommé «*Journal officiel de la République démocratique du Congo*», en abrégé «J.O.R.D.C.». (*J.O.RDC.*, n°8, 15 avril 2003, p. 26)	*Actes et sceaux officiels*	4